



**HAL**  
open science

# Des(-)ordres journalistiques dans une crise révolutionnaire : chroniques de l'être journalistique chilien durant l'Unité populaire (1970-1973)

Antoine Faure

► **To cite this version:**

Antoine Faure. Des(-)ordres journalistiques dans une crise révolutionnaire : chroniques de l'être journalistique chilien durant l'Unité populaire (1970-1973). Science politique. Université de Grenoble, 2014. Français. NNT : 2014GRENH041 . tel-01349040

**HAL Id: tel-01349040**

**<https://theses.hal.science/tel-01349040>**

Submitted on 26 Jul 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## THÈSE

Pour obtenir le grade de

## DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Spécialité : **Science Politique**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

**Antoine FAURE**

Thèse dirigée par Olivier IHL

préparée au sein du Laboratoire PACTE (UMR 5194)  
dans l'École Doctorale « Sciences de l'Homme, du  
Politique et du Territoire »

## **Des(-)ordres journalistiques dans une crise révolutionnaire. Chroniques de l'être journalistique chilien durant l'Unité populaire (1970-1973)**

Volume 1

Thèse soutenue publiquement le **8 décembre 2014**  
devant le jury composé de :

**M. Eric DARRAS**

Professeur à l'IEP de Toulouse (Président du jury)

**M. Nicolas KACIAF**

Maître de conférence à l'IEP de Lille (Examineur)

**M. Olivier IHL**

Professeur à l'IEP de Grenoble (Directeur de thèse)

**M. Arnaud MERCIER**

Professeur à l'Université de Lorraine (Rapporteur)

**M. Carlos OSSANDÓN**

Professeur d'Etat à l'Université du Chili (Examineur)

**M. Emmanuel TAÏEB**

Professeur à l'IEP de Lyon (Rapporteur)





## RESUME DE LA THESE

### *Résumé*

Comment ont réagi les journalistes à l'élection de Salvador Allende ? Comment le projet de société communément synthétisé dans la « voie chilienne vers le socialisme » a-t-il influé sur le travail journalistique ? Voilà d'où part cette thèse. Elle a finalement interrogé ce qu'a pu signifier « être journaliste » durant ces trois années d'une crise sociale et politique trop souvent réifiée. Autrement dit, de quoi le journalisme est-il le nom au Chili entre 1970 et 1973 ?

En cessant de lire l'Unité populaire depuis son résultat traumatique, le coup d'Etat du 11 septembre 1973, et une grille de lecture exclusivement idéologique, apparaissent alors des lignes de continuité (des normalités) et des lignes de fuite (des singularités) dans la pratique du journalisme entre 1970 et 1973, tout comme se dégage la perception normalisée qu'en ont les journalistes dans la spécificité de ce moment historique. L'idée défendue est alors la suivante : le journalisme est un discours en institutionnalisation permanente qui légitime ses pratiques et ses identités dans son rapport historique au temps de l'actualité.

Pour ce faire, le propos articule un travail sur archives de presse croisé à une enquête par entretien non-directifs, le tout enrichi de nombreux documents de l'époque (archives juridiques, revues universitaires, archives des écoles de journalisme, archives des organismes corporatistes, discours politiques, films, disques musicaux) comme de sources de seconde main (études historiques, films, documentaires, témoignages écrits, etc.).

Mots clés : Journalisme, Pratiques, Identités, Institutionnalisation, Crise, Sociohistoire.

### *Abstract*

How did journalists respond to Salvador Allende's election? How did the project known as the "Chilean path to socialism" impact on journalists' work and professional practices? These questions are the background of my PhD dissertation. The dissertation deals with what it meant to be a journalist during this often overly simplified period of three years. What does journalism stand for in Chile between 1970 and 1973?

This dissertation departs from standard analyses of the Popular Unity that either centre on its final outcome, the coup on 11 September 1973; or mainly focus on ideology. On the contrary, this dissertation's analysis highlights both continuity and change in journalists' professional practices between 1970 and 1973. The dissertation also investigates the norms that underlie these practices in this specific moment of Chilean history. The main argument is thereby the following: journalism is characterized by an ongoing institutionalization which legitimizes professional practices and identities.

The dissertation relies on press archives, non-structured interviews and a variety of other data (such as legal archives, academic journals, archives of journalism schools, archives of journalists unions, political speeches, films, music). In addition, the dissertation also uses secondary data, like documentary films and written testimonies.

Keywords: Journalism, Practices, Identities, Institutionalization, Crisis, Socio-history.

## ***Resumen***

¿Cómo reaccionaron los periodistas a la elección de Salvador Allende? ¿Cómo el proyecto de sociedad comúnmente sintetizado en la “vía chilena hacia el socialismo” influyó en el trabajo periodístico? De ahí parte esa tesis de doctorado. Finalmente, nos interrogamos sobre lo que significó «ser periodista» durante los tres años de una crisis social y política tantas veces cosificada. Dicho de otro modo, ¿de qué periodismo era el nombre en Chile entre 1970 y 1973?

Dejando de leer la Unidad Popular desde su resultado traumático, el golpe de Estado del 11 de septiembre de 1973, y desde un enfoque exclusivamente ideológico, aparecen líneas de continuidad (normalidades) y líneas de perspectivas (singularidades) en la práctica del periodismo entre 1970 y 1973, así como se desprende la percepción normalizada que tienen los periodistas de la especificidad del momento histórico. La idea defendida es entonces la siguiente: el periodismo es un discurso que se institucionaliza permanentemente, que legitima sus prácticas y sus identidades en su propia relación histórica al tiempo de la actualidad.

Para hacerlo, el propósito articula un trabajo sobre archivos de prensa confrontado a entrevistas no-estructuradas, enriquecido de numerosos documentos de la época (archivos jurídicos, revistas universitarias, archivos de las escuelas de periodismo, archivos del gremio periodístico, discursos políticos, películas, discos de música) y fuentes de segunda mano (estudios históricos, películas, documentales, testimonios escritos, etc.).

Palabras claves: Periodismo, Prácticas, Identidades, Institucionalización, Crisis, Socio-historia.

“Maldigo la Cordillera  
de los Andes y La Costa,  
maldigo toda la angosta  
y larga faja de tierra,  
también la paz y la guerra,  
lo franco y lo veleidoso,  
maldigo lo perfumoso  
porque mi anhelo está muerto,  
maldigo todo lo cierto  
y lo falso con lo dudoso,  
cuánto será mi dolor.”

**Violeta Parra, *Maldigo de Alto Cielo* (1966)**

“Moving along in our God given ways,  
Safety is sat by the fire,  
Sanctuary from these feverish smiles,  
Left with a mark on the door,  
Is this the gift that I wanted to give?  
Forgive and forget's what they teach,  
Or pass through the deserts and wastelands once more,  
And watch as they drop by the beach.

This is the crisis I knew had to come,  
Destroying the balance I'd kept,  
Turning around to the next set of lives,  
Wondering what will come next”

**Ian Curtis, *Passover* (1980)**



## REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier Olivier Ihl pour son soutien lors de ces années de doctorat, comme auparavant.

Je pense ensuite aux différents services du laboratoire PACTE qui m'ont accompagnés dans le processus de thèse et l'apprentissage des métiers de chercheur. De nombreux enseignants m'ont aussi inspiré, guidé et souvent appuyé. Je pense à Alain Faure, Franck Gaudichaud, Elsa Guillalot, Isabelle Gusse, Dominique Mansanti et Emmanuel Taieb. Merci à eux, ils furent aussi une inspiration.

Il y a beaucoup de monde à remercier du côté de Santiago du Chili aussi, et notamment à l'Institut de communication et d'image : Juan Pablo Arancibia, Claudia Lagos, Laureano Checa, María Eugenia Domínguez, Carlos Ossa, Carlos Ossandón, Ximena Poó, Eduardo Santa Cruz, Faride Zerán. Une pensée particulière pour deux grands amis, Hans Stange et Claudio Salinas et nos chants du cygne du jeudi. Vous avez tous attisé ma curiosité avec générosité et radicalité. Merci au GRESCH pour les passionnantes sessions de travail.

Je voudrais aussi remercier les étudiants de l'École de gouvernement de l'Université du Chili et de l'IEP de Grenoble pour leurs questionnements, les interstices qu'ils ont ouverts, les fissures qu'ils se sont acharnés à creuser. Ils m'ont donné de l'énergie et de la volonté dans les moments où mes doigts glissaient de la paroi.

Le problème d'une thèse binationale réside sûrement dans la multiplication des personnes qui y ont été engagées, d'une façon ou d'une autre. Je pense à tous ceux à qui j'ai rabattu les oreilles avec mes doutes et ma dispersion. Certains y ont participé directement, d'autres ont été disponibles pour m'écouter. Merci à tous : Antoine et Chloé (et Charlie), Jeff, Didier, Benoît et Marie, « Gros » Max, Samir et Popo, Ana et Cédric, Pelado et Rocío, Fabi et Matt, Cosette, René, Pépé, François, Clément, Le Marquis, Blondin, Seb. Bien sûr, je ne vous oublie pas, Maité, Antoine M. et Yoly, Pauli et Léo, Pancho, Flaco, Carolina et David (ensemble ou séparément), Constanza et Jorg, Carmy et Rodrigo, Damien et José, Llul, Manuel, Rodrigo C. ; à ceux qui sont passés par Plaza Italia, Michelle, Joe et Chiara ; à Carito, Choclo, Boycott, Pérez, Loreto et Ramiro ; et enfin à García, Parra, un autre « pelado » et surtout Luchito, dont le rire résonne dans les nuits « santiaguinas » et entre les lignes de ce manuscrit.

Merci à ma famille qui a enduré les vicissitudes d'un moral pas toujours au beau fixe. Mes parents tout d'abord qui ont su ne pas questionner les choix et les états. A mon frère et Szandra, taquins et coquins jusqu'à rendre la pesanteur plus légère. Mes grands-mères ne peuvent être oubliées, tant elles ont été importantes, chacune à leur(s) manière(s), depuis la pompe au pomme jusqu'en Patagonie. Et puis mes cousins et cousines : Mélanie, qui a éveillé en moi la curiosité de la recherche, et ses trois gars ; Pierre-Alain, qui a toujours posé les bonnes questions ; Mickael et ses yeux gourmands ; Pierrot, Loulou et Marie, pour leurs rires vaillants et leur soutien plein de tact ; Marion, Loïc, Evan et Maël, sans même s'en rendre compte. Toutes ces personnes, sans oublier mes oncles et tantes comme mes beaux-parents, ont été des rocs sur lesquels j'ai pu me reposer tant de fois. Merci.

Il y a sur cette terre des extraterrestres. Des gens sur lesquels on peut compter, des gens qui donnent de leur temps et de leur énergie, des gens pour qui la solidarité a un sens. Au moment de boucler ce manuscrit ils ont tous été présents, et je ne sais comment les en remercier. Guillaume et Jess : sans vous pas grand-chose n'eût été possible. Merci beaucoup. Vous avez été gigantesques. Toi aussi Laeti, et tes atterrissages forcés. Emmanuel, un relecteur en séries, soutien moral par épisodes. Et bien sûr Elsa. Sans parler de la folie de l'œil de Silvestre (tu as tout relu !) et du rire de Carito, de la détermination de Fabi, de la spontanéité d'Anita, de la douceur de Loreto. Même les plus gredins ont répondu présents : Did, Loulou, Pierrot. Merci aussi à Claire Dupuy pour son soutien et son anglais. Et puis il y a celui qui est inqualifiable, et dont l'effet papillon dure plus d'une saison. Sept en l'occurrence. Intarissable, doux, libre et mélancolique... Ouassim, emmène-moi avec toi et tu me suivras, juste pour être vivants.

Je voudrais aussi dédier cette thèse à Alain Fargues. Il y a parfois des rencontres fortuites et illogiques qui marquent une vie. Tu fais partie de celles-ci. A jamais.

Au milieu de l'enquête, des lectures et de l'écriture, quelque chose en moi s'est perdue entre la Cordillère et les Volcans. Negra, negra presuntuosa, je t'ai emmenée dans ma galère, tu m'as appris à danser avec la vie, nous avons goûté aux saveurs de la liberté. Aujourd'hui, nous devenons vieux sans être adultes. Nous rêvons avec délectation. N'ayons peur de rien, et continuons.





# SOMMAIRE

RESUME DE LA THESE.....	3
REMERCIEMENTS.....	7
SOMMAIRE.....	9
GLOSSAIRE.....	11
PRECISIONS ET INDICATIONS AVANT LA LECTURE.....	16
INTRODUCTION GENERALE.....	18
PARTIE 1 : PROBLEMATISATION(S) DE L'ACTIVITE MEDIATIQUE DURANT L'UNITE POPULAIRE.....	71
CHAPITRE 1 : LE PROBLEME MEDIATIQUE AVANT ET DURANT L'UNITE POPULAIRE (1959-1973).....	77
I] NEUTRALISER LES EFFETS DE DEPENDANCE DE L'ACTIVITE MEDIATIQUE.....	77
II] L'OPINION PUBLIQUE ANCREE DANS DES RELATIONS DE DEPENDANCE.....	110
CONCLUSION DU CHAPITRE 1.....	146
CHAPITRE 2 : LE JOURNALISME DURANT L'UNITE POPULAIRE : UNE ANOMALIE HISTORIQUE.....	149
I] LA CARTOGRAPHIE IDEOLOGIQUE ACTUELLE DES MEDIA DURANT L'UP.....	156
II] LES VESTIGES DU FUTUR : MESSAGES MEDIATIQUES ET CRISE POLITIQUE.....	181
III] LA DETTE HISTORIQUE DES JOURNALISTES : RECIT D'UNE ANOMALIE.....	206
CONCLUSION DU CHAPITRE 2.....	225
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE.....	229
PARTIE 2 : ETRE JOURNALISTE AU CHILI DURANT L'UNITE POPULAIRE : NORMALITE ET SINGULARITES.....	233
CHAPITRE 3 : ADMINISTRER L'ACTUALITE DANS L'ARCHITECTURE DES JOURNAUX. METONYMIE DE LA PRESSE DURANT L'UNITE POPULAIRE.....	241
I] LE QUADRILLAGE PREVISIONNEL DE L'ESPACE DES JOURNAUX.....	249
II] LA NORMATION DES PRATIQUES ARCHITECTURALES DE FABRICATION DES JOURNAUX.....	294
CONCLUSION DU CHAPITRE 3.....	323
CHAPITRE 4 : DEVENIR JOURNALISTE : LA CONFORMATION AUX PRATIQUES JOURNALISTIQUES DURANT L'UNITE POPULAIRE.....	327
I] L'EMERGENCE DES FORMATIONS UNIVERSITAIRES EN JOURNALISME AU CHILI (1948-1973)...	333
II] LES ENSEIGNEMENTS DE TECHNIQUES JOURNALISTIQUES SYSTEMATISEES (1953-1973) : UNE PEDAGOGIE DE L'ACTUALITE.....	356
III] LA SOCIALISATION PAR LES PAIRS : CONFORMER LES PRATIQUES A LA PRAGMATIQUE DE L'ACTUALITE.....	393
CONCLUSION DU CHAPITRE 4.....	424
CHAPITRE 5 : LA SECURISATION DU MILIEU JOURNALISTIQUE PAR LE JEU D'INSTITUTIONNALISATION D'UNE COMMUNAUTE DE DESSEINS.....	427
I] LA SECURISATION DU MILIEU JOURNALISTIQUE : UNE COPRODUCTION DES GREMIOS ET DE L'ETAT SOCIAL CHILIEN.....	433
II] LA PERENNITE DE L'ETHOS JOURNALISTIQUE DURANT L'UNITE POPULAIRE.....	480

CONCLUSION DU CHAPITRE 5.....	517
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE.....	521
CONCLUSION GENERALE.....	525
INDEX.....	545
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE & SOURCES.....	549
TABLE DES DOCUMENTS.....	589
TABLE DES ENCADRES.....	589
TABLE DES IMAGES.....	589
TABLE DES TABLEAUX.....	590
TABLE DES MATIERES DU PREMIER VOLUME.....	591

## GLOSSAIRE

APS : Aire de propriété sociale – *Área de Propiedad Social*.

Aire mixte de l'économie chilienne qui regroupe des entreprises nationalisées par le gouvernement de Salvador Allende et des entreprises avec participation publique.

Assemblée des journalistes de gauche – *Asamblea de los periodistas de izquierda*.

Association présidée par Manuel Cabieses Donoso qui rassemble des journalistes proches de l'Unité populaire. Elle tient une réunion les 9, 10 et 11 avril 1971 afin de penser la manière dont le journalisme peut se réformer et s'intégrer à la « voie chilienne vers le socialisme ».

ARNAD: Archives nationales de l'administration – *Archivo Nacional de la Administración*.

BNC : Bibliothèque nationale du Chili – *Biblioteca Nacional de Chile*.

BCN : Bibliothèque du Congrès national du Chili – *Biblioteca del Congreso Nacional de Chile*.

*Caja de Empleados Públicos y Periodistas* : Caisse d'employés publics et de journalistes.

CEPAL : Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine.

CEPLAN : Centre d'études de planification – *Centro de Estudios de la Planificación*.

Centre de recherche de la PUC créé en 1970 qui s'inscrit dans ce mouvement pluridisciplinaire.

CEREN : Centre d'études de la réalité nationale – *Centro de Estudios sobre la Realidad Nacional*.

Centre de recherche de la PUC qui adopte une perspective pluridisciplinaire. Il est dirigé par l'ingénieur agronome Jacques Chonchol et héberge Armand Mattelart et Michèle Mattelart dont il publie une bonne partie des travaux dans ses *Cuadernos de la Realidad Nacional*. La revue comme les chercheurs appartenant à ce centre privilégient la réalité chilienne par rapport aux débats théoriques dominants au niveau international ; la conception du social comme globalité ; l'articulation prescriptive de la théorie à l'action.

CESO : Centre d'études socioéconomiques – *Centro de Estudios Socioeconómicos*.

Centre de recherche de l'Université du Chili qui privilégie une approche pluridisciplinaire.

CIDU : Centre de recherche de développement urbain – *Centro de Investigación sobre el Desarrollo Urbano*.

Centre de recherche pluridisciplinaire de l'Université du Chili.

*Círculo* : Cercle des journalistes de Santiago de Chili – *Círculo de Periodistas de Santiago de Chile*.

Créée en 1907, cette association de journalistes de la capitale chilienne vit d'abord une phase festive (rassemblements peu fréquents et surtout orientés vers les arts de la table), avant de devenir un des fers de lance du mouvement corporatiste des journalistes. Elle participe notamment à la création des écoles de journalisme chiliennes. Elle existe toujours aujourd'hui.

CMPC (dit *La Papelera*) : Compagnie manufacturière de papiers et de cartons - *Compañía Manufacturera de Papeles y Cartones*.

Entreprise monopolistique de production de papier au Chili durant l'UP, aux mains de la famille Matte. Son projet de nationalisation constitue un des principaux affrontements en matière culturelle et médiatique.

CNT : Conseil national de télévision - *Consejo Nacional de Televisión*.

Créé en 1970, il est chargé de veiller au bon fonctionnement du secteur télévisuel. Toujours en activité.

CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le Développement et l'Éducation (UNCTAD en anglais).

Santiago du Chili a accueilli sa troisième conférence le 3 avril 1972, au Centre Gabriela Mistral.

*Colegio de Periodistas de Chile* : Collège des journalistes du Chili.

Lancée en 1956, c'est l'organisation corporatiste qui prend en charge la régulation de la communauté journalistique et met en place la carte de journalistes (1968). Il reste aujourd'hui incontournable dans le milieu journalistique même s'il souffre d'une désaffiliation.

*Concertación* : Concertation des partis pour la démocratie – *Concertación de los Partidos por la Democracia*.

COPESA : Consortium journalistique du Chili – *Consortio Periodístico de Chile S.A. (COPESA)*.

Conglomérat médiatique fondé par la famille Picó-Cañas en 1950 et qui détient notamment *La Tercera de la Hora* durant l'Unité populaire.

CORFO : Corporation pour le développement de la production – *Corporación por el Fomento*.

Agence d'État qui gère le secteur nationalisé. Elle a été notamment dirigée par l'économiste Pedro Vuskovic pendant l'UP.

CUP : Comités de l'Unité populaire – *Comités de la Unidad Popular*.

CUT : Centrale unique des travailleurs – *Central Única de Trabajadores*.

Confédération syndicale créée en 1953 et dirigée jusqu'en 1973 par le militant communiste Luis Figueroa, qui en est président, et Luis Caldéron (socialiste), le secrétaire général.

DIBAM : Direction des bibliothèques, des archives et des musées – *Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos*.

Fondée en 1929, elle est chargée, sous la tutelle du ministère de l'Éducation, de mener les politiques dans les matières susdites.

EAC : Ecole des arts et des communications – *Escuela de Artes y Comunicaciones*.

Ecole audiovisuelle de la l'Université catholique, fondée en 1970 et héritière de l'Institut du film (*Instituto Fílmico*).

ELAS : Ecole latino-américaine de sociologie – *Escuela Latinoamericana de Sociología*.

Ecole mise en place par la Faculté latino-américaine de sciences sociales entre 1966 et 1969.

ENTEL : Entreprise nationale de télécommunications – *Empresa Nacional de Telecomunicaciones*.

ENU : Ecole nationale unifiée – *Escuela Nacional Unificada*.

Projet de réforme du système d'éducation nationale qui suscite une levée de boucliers de la part de l'opposition et de l'Église catholique chilienne.

FECH : Fédération des étudiants de l'Université du Chili – *Federación de Estudiantes de la Universidad de Chile*.

Syndicat des étudiants de l'Université du Chili dirigé par le militant communiste Alejandro Rojas à partir de 1970. C'est des fenêtres de ses bureaux que Salvador Allende prononce son discours de victoire électorale.

FEUC : Fédération des étudiants de l'Université catholique – *Federación de Estudiantes de la Universidad Católica*.

Syndicat étudiant initiateur des mouvements de 1967 et de la Réforme universitaire qui suit en 1968, dans cette période où il est dirigé par des étudiants proches de la démocratie chrétienne. Il repasse ensuite à droite et constitue un des foyers de résistance à l'UP, derrière le leadership de l'étudiant en droit et futur idéologue du régime dictatorial, Jaime Guzmán.

FF.AA. : Forces Armées – *Fuerzas Armadas*.

FLACSO : Faculté latino-américaine de sciences sociales – *Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales*.

FPMR : Front Patriotique Manuel Rodríguez – *Frente Patriótico Manuel Rodríguez*.

Bras armé et clandestin du Parti communiste chilien durant la dictature. Fondé en 1983, il est à l'initiative d'une tentative d'assassinat du général Pinochet en 1986 avant d'être dissous en 1989.

FRAP : Front d'action populaire – *Frente de Acción Popular*.

Alliance électorale entre PSCH et PCCH, créée avant les élections législatives de 1957. Allende en est le candidat aux élections présidentielles de 1958 et elle est la base de l'accord électoral de l'UP en 1969.

IC : Gauche chrétienne – *Izquierda Cristiana*.

Scission de la DC, en août 1971, qui intègre aussi des militants du MAPU frileux quant à l'orientation marxiste de cette organisation (par exemple Jacques Chonchol, chargé de la Réforme agraire).

ICEI : Institut de communication et d'image – *Instituto de Comunicación e Imagen*.

Héritier de l'école de journalisme de l'Université du Chili (lancée en 1953), l'ICEI correspond à la refondation de cette école lors de son entrée dans de nouveaux locaux sur le campus Juan Gomez Millas (2003). Plusieurs entretiens y ont été menés puisqu'il regroupe des universitaires qui étaient journalistes durant l'Unité populaire (Gustavo González, María Olivia Monckeberg, Eduardo Santa Cruz, Faride Zerán, notamment). Nous y avons travaillé durant nos séjours de terrains (2009-2011).

ITT : *International Telegraph and Telephone*.

Multinationale étasunienne fortement liée à l'impérialisme de ce pays et dont les archives déclassées du Sénat montrent les pratiques d'agitation et de propagande.

JAP : Rassemblement de ravitaillement et de contrôle des prix – *Junta de Abastecimiento y de control de Precios*.

Système de distribution de produits conduit par l'Etat sur l'initiative de Pedro Vuskovic et visant à lutter contre les pénuries et le marché noir. Il est destiné à contrôler le petit et moyen commerce afin d'éviter l'explosion du marché noir. Les critiques contre ce dispositif furent virulentes, et il fut notamment accusé de dicter ses pratiques de consommation à la population.

MAPU : Mouvement d'action populaire unitaire – *Movimiento de Acción Popular Unitaria*.

Mouvement qui a fait scission du PDC en 1969 et constitue une synthèse entre catholicisme et marxisme. Suite aux élections de mars 1973, deux tendances se distinguent : d'une part le « MAPU-Garretón », majoritaire, dirigé par Óscar Guillermo Garretón et proche du PSCH ; et le « MAPU *obrero-campesino* » plus proche du PCCH.

MIR : Mouvement de gauche révolutionnaire – *Movimiento de Izquierda Revolucionaria*.

Fondé en août 1965, il représente le radicalisme de gauche et la voie castriste, et privilégie la voie armée vers la Révolution. Il ne participe jamais à la coalition d'UP, même s'il soutient son action (en offrant un service de garde rapprochée à Salvador Allende par exemple) tout en menant des actions directes revendiquant une radicalisation de la lutte des classes, parfois en marge de la légalité (occupations – *tomas*). Cette orientation est notamment renforcée à partir de son III<sup>e</sup> congrès, lorsque les frères Enríquez prennent en main son organisation. Miguel Enríquez en devient le secrétaire général. Il est aujourd'hui une des figures martyres et marquantes de l'époque.

ODEPLAN : Bureau de planification nationale – *Oficina de Planificación Nacional*.

PCCH : Parti communiste chilien – *Partido Comunista Chileno*.

Il est formé en 1922, lors de l'adhésion du Parti ouvrier socialiste fondé en 1912 par Luis Emilio Recabarren, à la III<sup>e</sup> Internationale. Durant l'Unité populaire, il est le premier parti ouvrier du Chili. Son secrétaire général, Luis Corvalán influence très largement la stratégie institutionnelle et graduelle de la coalition. Il est très proche en ce sens des directives de Moscou (et notamment de la stratégie adoptée au X<sup>e</sup> congrès du PCUS en 1956).

PDC : Parti démocrate chrétien – *Partido Demócrata Cristiano* (ou DC).

Il est formé en 1956 du regroupement de la jeunesse du parti conservateur (phalange nationale, inspirée par le philosophe Jacques Maritain) et du Parti national unitaire. Il s'appuie largement sur les couches moyennes, la jeunesse universitaire et les secteurs populaires non organisés par la gauche. Il entame rapidement une ascension électorale portée par un certain réformisme qui aboutit à la présidence d'Eduardo Frei en 1964, sur son programme de « révolution en liberté ». Il incarne aussi le projet étasunien d' « Alliance pour le progrès » qui vise à endiguer les révolutions marxistes sur le continent après l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro à Cuba. Deux tendances au moins se dégagent : l'aile conservatrice (autour d'Eduardo Frei) et une autre plus réformatrice autour du candidat à l'élection présidentielle de 1970, Radomiro Tomic.

PN : Parti national – *Partido Nacional*.

Fusion des Partis libéraux et conservateurs datant de 1966, il appuie le programme de Jorge Alessandri en 1970. Non seulement il représente les intérêts de la grande bourgeoisie chilienne, mais sa ligne idéologique commence à revendiquer la suprématie du marché comme mécanisme de socialisation (en plus de la critique de l'interventionnisme étatique).

PSCH : Parti socialiste chilien – *Partido Socialista Chileno*.

Le PS est né en 1933, dans la volonté de fusionner plusieurs tendances, ce qui marque historiquement sa composition sociologique et ses lignes idéologiques variées (anarchistes, trotskystes, réformistes, radicaux, etc.). Il ne s'est jamais aligné à l'Internationale socialiste et reste historiquement en conflit avec le PCCH à qui il reproche son affiliation à la III<sup>e</sup> Internationale. Sa ligne idéologique se situe à un niveau continental comme le symbolise bien son drapeau, où apparaît le sous-continent latino-américain. Durant l'UP, ce parti a pour secrétaire général Carlos Altamirano (qui représente la gauche du parti) et Salvador Allende en est un membre fondateur (sous la ligne plus réformatrice).

PUC (dite « *La Católica* ») : Université pontificale catholique – *Pontificia Universidad Católica*.

Première université fondée sur le sol chilien (1888), elle regroupe traditionnellement les enfants des classes aisées du pays et de Santiago particulièrement. Elle est le foyer du mouvement étudiant qui agite le pays en 1967 et débouche sur la « Réforme universitaire » 1968.

SIP : Société interaméricaine de presse.

Organisme corporatiste à l'échelle continentale des deux Amériques fondé en 1943 (à Cuba), elle a pour objectif de défendre la liberté de la presse et la dignité des journalistes. Elle tient sa réunion annuelle à Santiago du Chili en 1972. A cette époque le président de son entité nationale est Agustín Edwards McClure, le propriétaire et directeur d'*El Mercurio* et du groupe El Mercurio – Lord Cochrane.

SNA : Société nationale d'agriculture – *Sociedad Nacional de Agricultura*.

Organisation patronale la plus ancienne du Chili (1838), elle regroupe les grands propriétaires terriens (*terratenientes*) et défend leurs intérêts face aux revendications des classes moyennes et ouvrières, que ce soit au sujet de la Réforme agraire comme dans la redistribution des relations de pouvoir dans la société chilienne.

SOFOFA : Société de développement industriel – *Sociedad de Fomento Fabril*.

Syndicat patronal d'industriels né en 1833, représentant principalement les grandes entreprises du pays.

SONAMI : Société nationale du secteur minier – *Sociedad Nacional de Minería*.

SOPESUR : Société journalistique du sud S.A. – *Sociedad Periodística del Sur S.A. (SOPESUR)*.

TVN (dit *Canal 7*) : Télévision Nationale – *Télévision Nacional*.

Fondée en 1969 après de nombreux débats intellectuels et parlementaires, comme un service public de télévision.

UP : Unité populaire – *Unidad Popular*.

Alliance de six partis de gauche, créée en vue des élections présidentielles de 1970, sur la base du programme commun signé en décembre 1969. Elle regroupe : le PCCH, le PSCH, le Parti radical, le Parti social-démocrate, le MAPU, et l'Action populaire indépendante. Une partie des radicaux la quitte durant le gouvernement de Salvador Allende, alors que la IC, venue de la DC, rejoint le gouvernement durant la même période.

USACH : Université de Santiago du Chili – *Universidad de Santiago de Chile*.

Héritière de l'Université technique d'Etat.

UTE : Université technique d'Etat – *Universidad Técnica de Estado*.



## PRECISIONS ET INDICATIONS AVANT LA LECTURE

Avant de commencer la lecture, nous souhaitons mettre au clair plusieurs habitudes d'écriture de cette thèse.

D'abord, l'usage de certains mots. Nous écrivons « castillan » pour désigner la langue communément appelée « espagnol », par habitude de langage. La raison de ce choix tient à un historique : l'utilisation du castillan sur l'ensemble du territoire espagnol, pour désigner la langue officielle sous le vocable, a été imposée par le général Franco. Nous désignons donc la langue par son nom historique castillan qui fait référence à la version de l'espagnol parlée dans la zone de Madrid, en Castille, et qui reconnaît implicitement des variantes selon les zones et des langues utilisées dans d'autres régions (catalan, valencien, galicien, basque, etc.) et donc en Amérique latine (Chili, Argentine, etc.).

Visant justement à ne pas laisser les habitants de ces pays dans l'ombre, en faisant des habitants des Etats-Unis les seuls Américains, nous utilisons « étasuniens » pour désigner ce qui est relatif aux Etats-Unis d'Amérique (ce qui correspond d'ailleurs dans la traduction espagnol « *estadounidense* »).

Au sujet des extraits d'entretiens insérés dans le texte. Les traductions ont toutes été concoctées par nos soins. Nous avons alors choisi de donner systématiquement la version originale en notes de bas de page, afin de gagner en transparence. D'autant que les entretiens emploient souvent un ton informel, avec un vocabulaire argotique très « chilien », qu'il a été coûteux de traduire. Face à ces difficultés, nous espérons que ce procédé permettra une meilleure intelligibilité de ces extraits. Nous avons également procédé de la même façon pour les citations de documents en espagnol ou en anglais.

Enfin, pour une meilleure lisibilité du manuscrit, nous avons désigné les auteurs de culture hispanique par leur prénom et leur nom dans le texte et nous avons choisi de donner leur nom complet (généralement composé de deux noms) dans la référence en note de bas de page.

Bonne lecture.



## INTRODUCTION GENERALE

« L'historicisme se contente d'établir un lien causal entre divers moments de l'histoire. Mais aucune réalité de fait ne devient, par sa simple qualité de cause, un fait historique. Elle devient telle, à titre posthume, sous l'action d'événements qui peuvent être séparés d'elle par des millénaires. L'historien qui part de là cesse d'égrener la suite des événements comme un chapelet. Il saisit la constellation que sa propre époque forme avec telle époque antérieure ».

Walter Benjamin<sup>1</sup>

### *Préambule introductif : Résonances du coup d'Etat<sup>2</sup>*

Les récits du 11 septembre chilien (1973) mettent en scène la violence du bombardement du Palais présidentiel de La Moneda, la rapidité et l'efficacité des mouvements des militaires chiliens, et posent la question incontournable, pour les enjeux mémoriels de la société chilienne<sup>3</sup>, des conditions de la mort de Salvador Allende<sup>4</sup>. L'écho de ces récits résonne dans une autre bataille, celle qui traverse les ondes chiliennes sans que les témoignages n'y soient toujours attentifs : une guerre des sons. Lorsque les bombardements débutent, *Radio Magallanes*, station clairement partisane du gouvernement de Salvador Allende, diffuse une chanson du groupe de Nouvelle

---

<sup>1</sup> Walter Benjamin (2000), « Sur le concept d'histoire », *Œuvres, III*, Paris : Gallimard, trad. M. de Gandillac revue par P. Rusch (1e ed. : 1940), pp. 442-443.

<sup>2</sup> Signalons à cet égard qu'une fiction radiophonique du coup d'Etat a récemment été réalisée par la radio des étudiants de l'école de journalisme de l'Université du Chili : <http://www.cpr.org.ar/audio/ddhh/milsonidosdelgolpe.mp3> (consulté le 30 octobre 2014).

<sup>3</sup> Sur la signification et les enjeux des luttes autour des témoignages et de l'appellation du 11 septembre 1973, voir Alfredo Joignant (2007), *Un día distinto. Memorias festivas y batallas conmemorativas en torno al 11 de septiembre en Chile 1974-2006*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria, (coll. "Los sentidos de la política"), Departamento de Ciencia Política Universidad de Chile.

<sup>4</sup> Une enquête journalistique sérieuse à ce sujet : <http://ciperchile.cl/2011/05/24/los-fantasmas-que-rondan-la-muerte-de-allende/> (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2011).

chanson chilienne<sup>5</sup> *Amerindios* qui dit : « No nos moverán » (« Vous ne nous ferez pas bouger »). Le programme s'interrompt brutalement. De façon relativement classique, l'intervention militaire et la journée d'échanges de coups de feu impliquent un travail de communication<sup>6</sup> : chaque camp tente, tant bien que mal, de diffuser ses messages, pour avertir, prévenir, donner des consignes et mobiliser. Pour faire en sorte que la population réagisse de la manière dont il le souhaite.

L'histoire du coup d'Etat peut aussi se faire à partir des archives radiophoniques et sonores du 11 septembre 1973<sup>7</sup>. En écoutant attentivement les traces auditives de ces obscures et indélébiles heures de l'histoire chilienne<sup>8</sup>, l'auditeur perçoit l'ambiance de chaos qui règne à Santiago du Chili ce jour-là. Résonnent les vrombissements de moteur des avions, qui volent « au ras des toits du vieux centre de Santiago »<sup>9</sup>. Les explosions des bombes sur le Palais de La Moneda heurtent les tympans. Les tirs des mitraillettes rythment les diffusions radiophoniques.

Dès 7h55, Salvador Allende, le président de la République chilienne que l'on tente de renverser, intervient sur les ondes de la *Radio Magallanes*. A travers l'organisation d'un regroupement de fréquences et de radios proches du gouvernement sous le nom de « La voz de la Patria » (La voix de la Patrie), il prévient rapidement les auditeurs du coup d'Etat militaire qui se prépare et appelle à la résistance populaire. Au fil des bombardements, il s'adressera encore quatre fois à la population chilienne (à 8h20, 8h45, 9 heures et 9h15) pour lui faire un état des lieux de la situation et donner à ses partisans les consignes de défense du régime.

Du côté opposé, la Junte militaire bombarde et occupe un à un les media qui appuient idéologiquement l'Unité populaire : *Radio Corporación*, de ligne éditoriale communiste, n'est plus en état de marche à 8h45 ; l'agence de presse cubaine *Prensa Latina* est isolée, sans pouvoir entrer

---

<sup>5</sup> La Nueva Canción Chilena se caractérise par des paroles au fort engagement politique et social, et une recherche musicale qui tente de réincorporer le folklore latino-américain (en général) et chilien en particulier dans la tradition musicale. Pour plus de détails, on peut se référer aux différents textes de César Albornoz, historien de la musique, et notamment à « La Cultura en la Unidad Popular. Porque esta vez no se trata de cambiar un Presidente », in Julio Pinto Vallejos [coord.] (2005), *Cuando Hicimos Historia. La Experiencia de la Unidad Popular*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, pp. 147-176. Voir aussi : Jane Tumas-Serna (1992), « The “Nueva Cancion” Movement and Its Mass-Mediated Performance Context », in *Latin American Music Review*, vol. 13, n°2, Autumn-Winter 1992, pp. 139-157.

<sup>6</sup> Déjà en 1851, Louis-Napoléon Bonaparte fait occuper une bonne partie de la presse parisienne lorsqu'il abroge la Constitution de la Deuxième République qui lui interdisait de poursuivre son mandat. L'interruption des diffusions radiophoniques et télévisuelles comme leur utilisation directe est devenue un répertoire d'action des plus communs que ce soit pour prendre le pouvoir ou pour au contraire essayer de le garder lors de soulèvements. Pour quelques exemples, voir : Juremir Machado da Silva (2014), « 1964 : un coup d'Etat médiatico-civilo-militaire au Brésil », *Hermès*, vol. 1, n°68, pp. 221-228.

<sup>7</sup> Christelle Canta (2007), « Le coup d'État du Mouvement des Forces Armées du 25 avril 1974 au Portugal à partir des archives de la radio », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 2, n°26, pp. 113-122.

<sup>8</sup> Ces archives auditives des messages de Salvador Allende lors du coup d'Etat du 11 septembre 1973 sont disponibles à la Fondation Salvador Allende, à Santiago du Chili. Elles ont été consultées les 19 et 20 novembre 2008.

<sup>9</sup> Jorge Timossi (1974), *Grandes Alamedas. El combate del Presidente Allende*, La Habana: Ed. Ciencias sociales, p. 63.

en contact avec son siège à La Havane ; *Entel-Chile*, l'entreprise étatique de communication est rapidement occupée par l'Armée. Autour de 8h30, les militaires lancent à leur tour un message sur les ondes chiliennes et demandent à Allende de renoncer à la présidence. Ce sera le premier d'une longue série de déclarations diffusée afin de mobiliser les opposants « au régime marxiste »<sup>10</sup> et de légitimer l'action de renversement d'un gouvernement qui a conduit à une « grave crise morale, économique et sociale »<sup>11</sup>. Les *golpistas*, les Chiliens qui ont participé au coup d'Etat, appellent alors la population à ne pas sortir dans les rues, à « rester chez soi » ou sur les lieux de travail, à ne pas participer aux combats qui se déroulent dans le centre de Santiago, sous la menace d'une violente répression et de l'emprisonnement. D'une certaine façon, elle cherche à réduire au silence une population qui, pendant trois ans, a scandé son appui, son opposition et ses revendications<sup>12</sup>.

Alors l'histoire des media chiliens se fait aussi à travers le coup d'Etat. La bataille radiophonique qui s'engage pendant le coup d'Etat se transforme rapidement, avec la prise de pouvoir de la Junte militaire, en une politique de contrôle et de censure des différents media matérialisée dans l'arrêté n° 11 pris par la dictature. Trois des quatre chaînes de télévision sont fermées et mises sous le contrôle des Forces armées : le *canal 9* de l'Université du Chili, le *canal 4* de l'Université catholique de Valparaíso et le *canal 7* (*Televisión Nacional de Chile*, la télévision publique). Le *canal 13* de la *Pontificia Universidad Católica de Santiago* (PUC), l'Université catholique de Santiago, garde une certaine marge de manœuvre compte tenu de son rôle actif dans la résistance au régime de Salvador Allende<sup>13</sup>. Parmi la douzaine de quotidiens en circulation durant l'Unité populaire<sup>14</sup>, seuls deux journaux sont publiés le 12 septembre : les conservateurs *El Mercurio* et *La Tercera*. Ces deux organes de presse, qui appuient évidemment le coup d'Etat, voient leurs positions renforcées durant la dictature du général Pinochet, et se retrouvent aujourd'hui, malgré l'ouverture politique de la « Transition démocratique », en situation de duopole<sup>15</sup>. Plusieurs journalistes sont aussi appelés par la Junte militaire à se présenter au

---

<sup>10</sup> Bando n°1 de la Junta militar, 11 de septiembre de 1973.

<sup>11</sup> Jorge Timossi (1974), *op. cit.*, p. 67.

<sup>12</sup> Eugenia Palieraki (2003), « Les manifestations de rue à Santiago du Chili, 1970-1973 », *Le bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°13, disponible sur <http://www.univ-paris1.fr/cn/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/tous-les-bulletins/bulletin-n-13/les-manifestations-de-rue-a-santiago-du-chili-1970-1973/> (consulté le 3 octobre 2007).

<sup>13</sup> María de la Luz Hurtado (1989), *Historia de la Televisión chilena entre 1958 y 1973*, Santiago de Chile: Edic. Documentas.

<sup>14</sup> Le recensement compte d'ores et déjà les titres *El Mercurio*, *La Tercera*, *La Segunda*, *Las Últimas Noticias*, *Clarín*, *La Nación*, *La Prensa*, *El Siglo*, *Las Noticias de Última Hora*, *Puro Chile*, *El Rebelde*, *El Diario Ilustrado*, *Tribuna*.

<sup>15</sup> Guillermo Sunkel & Esteban Geoffroy (2001), *Concentración Económica de los Medios de Comunicación*, Santiago de Chile: LOM Ediciones.

Ministère de la Défense<sup>16</sup>. L'intervention militaire consiste aussi à réduire les media au silence et à faire taire les journalistes.

Plus de 15 ans plus tard, Abraham Santibáñez, journaliste et professeur de journalisme chilien, fait un *mea culpa* surprenant qui justifie, d'une certaine manière, ces mesures de répression vis-à-vis des journalistes :

« Au sein de la polarisation qui servit à justifier le coup d'Etat militaire de septembre 1973, la presse et les journalistes avons joué un rôle sur lequel il ne peut y avoir de malentendu. Nous ne sommes pas ceux qui ont déchaîné les passions, mais nous avons contribué à les rendre incontrôlables »<sup>17</sup>.

Bien qu'Abraham Santibáñez prenne des précautions, cette justification dévoile sa perception de la manière dont les journalistes et les media ont œuvré durant l'Unité populaire : ils ont « contribué » à rendre les passions incontrôlables. Le coup d'Etat devient l'aboutissement des logiques d'affrontements politiques et médiatiques qui jalonnent la Présidence de Salvador Allende, et les media une des armes du conflit entre les deux projets de société : la vision matérialiste de l'Unité populaire face aux accents conservateurs de l'oligarchie chilienne.

Aussi surprenante soit-elle, cette déclaration pose deux questions qui sont indissociables dans l'actualité chilienne. D'abord, quelle est la faute qu'ont commis la presse et les journalistes entre 1970 et 1973, et qui les oblige à faire des excuses *a posteriori* ? Par ailleurs quel est, sous l'Unité populaire, l'état de la différenciation entre activités politique et journalistique qui, bien qu'en permanence réaffirmée, ne semble pas si évidente qu'il n'y paraît ? Ces deux interrogations, intimement liées, nous conduisent à un enseignement : dans les sociétés démocratiques, les journalistes ont une responsabilité sur la pérennité de l'ordre. C'est ce problème que cette thèse vise à traiter. Autrement dit, nous nous demandons comment, dans le cas chilien, **la presse et le journalisme peuvent porter la responsabilité du reflet des affrontements politiques. Quels ont été leurs effets sur la société démocratique chilienne durant le régime de Salvador Allende ? Et comment, en retour, le projet de « voie chilienne vers le socialisme » et le contexte de ces trois années vont-ils influencer l'exercice de l'activité journalistique ? Quelle est leur place dans ce projet de mise en œuvre d'un socialisme dit démocratique ?**

---

<sup>16</sup> Parmi les 94 journalistes ainsi convoqués par l'arrêté n° 10 du 11 septembre, on retrouve notamment par ordre alphabétique : Juan Ibáñez, Carlos Jorquera, Mario Gómez Lopez, Enrique Lira Massi, Frida Modak, Augusto Olivares, René Olivares, Fernando Rivas Sánchez, José Miguel Varas ; Bando n°10 de la Junta militar, 11 de septiembre de 1973

<sup>17</sup> Abraham Santibáñez (1989), "Presentación" in Patricio Dooner, *Periodismos y Política. La prensa de derecha y de izquierda en Chile (1970-1973)*, Editorial Andante, Santiago, p. 13.

Dans le double objectif de clarifier et de déployer ce questionnement, tout en précisant la perspective depuis laquelle nous avons fini par traiter analytiquement l'activité journalistique durant l'Unité populaire, cette introduction générale est principalement divisée en trois temps. Face au pardon d'Abraham Santibáñez, il faut d'abord comprendre ce qui est en jeu dans la période de l'Unité populaire, non depuis une histoire politique qui convoquerait les différents événements qui traversent ces trois années, mais plutôt en prenant nos distances avec la saturation de récits autour de cette période. La force de notre immersion dans la société chilienne nous a confronté au rapport qu'entretient cette société avec son histoire récente ce qui nous oblige à démythifier ces trois années de l'histoire chilienne pour envisager de les penser (A). Cette nécessité de s'extraire des blocages, des jugements et de ce rapport particulier à l'histoire a ensuite eu pour conséquence de faire bouger les questionnements initiaux sur l'activité journalistique : en cessant d'interroger l'Unité populaire comme une période *ad hoc*, nous avons pu réinsérer l'activité journalistique de la période dans le cours de son histoire. Ainsi nous avons interrogé l'être journalistique de la période en le replaçant dans des continuités et discontinuités historiques plus larges. Un second déplacement est alors nécessaire : pour historiciser le journalisme chilien, il a fallu saisir autre chose que les messages médiatiques diffusés durant ces trois années, comme miroir de la crise politique, et s'intéresser à leur processus de fabrication à partir des pratiques et de l'identité journalistique. C'est seulement à partir de ces bases que nous avons pu formuler notre hypothèse (B). Nous faisons ensuite un retour sur le poids de l'immersion dans notre démarche de recherche, via le regard empirique que ce travail a nécessité (C). Enfin, nous annonçons finalement les grandes étapes du développement de notre propos (D).

### *A) Démythifier l'Unité populaire*

Pour débiter cette thèse, nous avons choisi de plonger le lecteur dans les résonances du 11 septembre (1973). Ce choix fait écho en nous, car il revient à la façon dont nous nous sommes immergé dans ce travail. On pourrait dire que ce travail doctoral n'a véritablement commencé que lorsque nous avons posé le pied en terres chiliennes ; que le monde se formulait dans cet espagnol si particulier ; que nous avons remonté « La Alameda » et traversé Santiago du Chili d'ouest en est et que nous avons vu l'architecture comme l'aspect physique des personnes qui nous entouraient évoluer.

Cette thèse n'a pas seulement été l'objet d'un exercice universitaire qui nous a, en tant que tel, embarqué dans une période d'une intensité insoupçonnée, en plongeant notre œil dans les

pages des journaux chiliens ou tendant l'oreille vers les témoignages de ces journalistes si longuement interviewés. Il faut bien reconnaître qu'au moment où nous élaborions le projet, rien ne nous était plus étranger que la réalité chilienne : tout au plus dispositions-nous de quelques articles de presse feuilletés à l'occasion de la commémoration des trente ans du coup d'Etat, des bribes de souvenirs issus de nos enseignements d'espagnol. Ne faisant que commencer à compiler de façon systématique les articles universitaires portant sur le Chili, nous ne connaissions d'ailleurs pas une seule personne de nationalité chilienne. Car notre volonté d'aller questionner le Chili s'insérait dans notre intérêt autour d'un problème, celui des rapports entre media et démocratie, notamment lors des périodes révolutionnaires<sup>18</sup>. Et c'est dans cette perspective que le sujet de thèse a été choisi et construit, sans connaissance préalable de la réalité culturelle. Une bonne part du travail a consisté dans les premiers temps à se plonger dans la société chilienne et dans son histoire, particulièrement dans le rapport actuel qu'elle entretient avec son passé récent, avec la période que nous devions étudier, l'Unité populaire (1970-1973).

Or cette immersion s'est déclenchée de façon quasi instantanée puisqu'à notre seconde arrivée au Chili, l'anniversaire du centenaire de la naissance de Salvador Allende (1908-1973) était célébré, par une partie de la population au moins. Nous avons alors participé aux rencontres, concerts, et différents actes qui étaient organisés dans la capitale chilienne, notamment dans le cadre de « *Cien años, Mil sueños* » (« Cent ans, mille rêves »). De même, la fin de la thèse a été largement marquée par les commémorations du coup d'Etat qui ont eu lieu en septembre 2013, au Chili comme en France (et à Grenoble en particulier)<sup>19</sup>. Mais la participation et l'observation de ces commémorations font naître un affreux doute, une piste difficile à admettre, au moins de prime abord. De l'Unité populaire, rien n'est analysé aujourd'hui. La période a déjà été pensée, et elle n'a plus besoin de l'être. La coalition, le gouvernement et les événements de ces trois années sont désormais jugés : ils sont extraits du cours de l'histoire. Deux registres sont empruntés pour s'y référer : celui du souvenir (idéalisé) ou celui de la catastrophe ; ces deux registres se synthétisant finalement dans la question du pardon, à l'instar du *mea culpa* d'Abraham

---

<sup>18</sup> Ainsi, nous avons écrit un mémoire de licence sur le rôle des media québécois durant la « Révolution tranquille ». Pour un condensé, voir Antoine Faure (2008), « Média, cohésion et Révolution tranquille » in Alain Faure & Robert Griffiths, *La société canadienne en débat : What holds Canada together ?*, Paris : L'Harmattan, pp. 192-203.

<sup>19</sup> Parmi toute une série d'autres manifestations, citons notamment l'exposition « Les exilés chiliens en Isère », au Musée de la résistance et de la déportation.



Santibáñez<sup>20</sup>. Il y a une saturation des récits autour de cette période, qui entraîne un blocage de l’imaginaire chilien à partir des vérités validées et institutionnalisées comme les revendications manifestées ; des oublis individuels, des silences sectoriels et des amnésies collectives.

Le travail de vigilance historiographique et médiatique comme les premières heures passées dans les différentes bibliothèques et centres d’archives chiliens afin de prendre contact avec le milieu dans lequel baigne le journalisme chilien entre 1970 et 1973, amènent ainsi à un constat de prime abord troublant. L’Unité populaire est une période principalement mise en récit par ses propres acteurs, depuis leur expérience historique, et par des Occidentaux curieux (ou de curieux Occidentaux ?) – dont nous faisons partie – qu’ils soient chercheurs, étudiants ou journalistes. Quel que soit leur lien avec la société chilienne, ces auteurs, qui se caractérisent par leur distance culturelle originelle avec l’Unité populaire, proviennent d’un Ailleurs que cette période semble fasciner<sup>21</sup>. Ces deux récits (celui de l’Expérience et celui de l’Ailleurs) renvoient, malgré la diversité des lieux depuis lesquels ils sont produits, à un mouvement de mythification. Les trois années de gouvernement de Salvador Allende sont, en quelque sorte, l’âge d’or de la conscience politique de la population chilienne, avant l’amnésie politique produite par la dictature et le clair-obscur d’une « transition démocratique » négociée et encadrée par l’ordre dictatorial<sup>22</sup>. Cette

---

<sup>20</sup> A nos yeux, les récits sur l’Unité populaire et le régime dictatorial sont passés, entre 2003 et 2013, de l’impératif de mémoire à l’exercice du pardon. Dans ce glissement du travail mémoriel, la manière de témoigner du passé proche a subi une conversion, que l’on peut rapprocher des deux conceptions du « témoin » proposée par Giorgio Agamben. Dans son ouvrage sur « Ce qui reste d’Auschwitz », le philosophe italien fait une distinction étymologique autour du mot « témoin ». Il distingue deux racines : *testes*, « celui qui se pose en tiers entre deux parties (*terstis*), dans un procès ou un litige » ; et *supertestes*, qui « désigne celui qui a vécu quelque chose, a traversé de bout en bout un événement et peut donc en témoigner ». Il nous semble que les récits autour de la séquence 1970-1990 sont passés de la seconde posture à la première, occupant désormais le rôle d’un témoignage permettant l’acte de jugement. Voir : Giorgio Agamben (2003), *Ce qu’il reste d’Auschwitz*, Paris : Editions Payot & Rivages, collection « Rivages Poche – Petite Bibliothèque » (2<sup>e</sup> édition en français / 1<sup>ère</sup> édition originale en italien : 1998), p. 17.

<sup>21</sup> Cette distorsion n’est bien évidemment pas propre à l’Unité populaire. La mémoire d’un autre événement survenu en 1973 (année de son début et de sa fin) a été l’objet de ce type de fascination : la grève des travailleurs de l’usine horlogère Lip, à Besançon. Cette grève a durablement marqué l’imaginaire des sphères militantes et académiques, notamment en raison de l’expérience autogestionnaire (reprise de la production, occupation démocratique, paye sauvage) qu’elle a représenté, souvent malgré elle. Joelle Beurrier note ainsi que deux « cercles de mémoire » se sont progressivement constitués autour de ces grèves : le premier cercle, celui des acteurs du mouvement, énonce l’histoire d’une lutte soldée par un échec (l’usine ferme définitivement en 1976) ; un second cercle, qui entretient le « mythe » de la lutte, présente Lip soit comme une épopée héroïque dont la portée sert encore de leçon aujourd’hui (c’est possible), soit comme le sacrifice de centaines d’ouvriers par des militants (gauchistes) en quête de foyers d’insurrection. Cette tension entre les deux cercles expliquerait la difficulté à traiter « historiquement » les événements francs-comtois. Voir Joëlle Beurrier (2003), « La mémoire Lip ou la fin du mythe autogestionnaire », in Frank Georgi [dir.], *Autogestion. La dernière Utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 451-466 ; Franck Georgi (2014), « Le moment Lip dans l’histoire de l’autogestion en France », *Semaine sociale Lamy*, supplément au n° 1631, pp. 65-72.

<sup>22</sup> Manuel Antonio Garretón parle « d’enclaves autoritaires » pour désigner les éléments, les lieux et les mécanismes de domination, de nature institutionnelle, juridique, éthique, symbolique et culturelle, propres au régime dictatorial, qui persistent et perdurent durant le régime démocratique. Ces enclaves préservent le pouvoir des groupes sociaux et forcent proches du régime dictatorial et freinent la consolidation de la démocratie chilienne, selon le politologue chilien. Voir Manuel Antonio Garretón (1987), *Reconstruir la política: Transición y consolidación democrática en Chile*. Santiago de Chile: Editorial Andante.

expérience constitue aussi le souvenir de l'espoir pour une partie de la population chilienne (voire au-delà) en une voie démocratique et pacifique vers le socialisme, et donc un mythe politique.

## 1. Le filtre du coup d'Etat

L'impact mondial de l'arrivée au pouvoir par les urnes d'une coalition portant un projet de socialisme démocratique mais aussi par son dénouement violent expliquent en partie l'abondante littérature sur l'expérience de l'Unité populaire<sup>23</sup>. Ces deux arêtes du mythe sont largement réinvesties et donnent lieu à de criantes et inamovibles luttes de mémoire entre les différents secteurs de la société chilienne. Les problèmes de la relation actuelle de la mémoire à l'Unité populaire prennent une épaisseur universitaire avec les disputes historiographiques autour de la période<sup>24</sup>. Ainsi, en histoire (envisagée comme discipline), Luís Moulian note que s'opposent une série de lectures d'ordre néoconservateur (Krebs, Vial, Jocelyn-Holt), des lectures qui relèvent plus de la méso-histoire (Villalobos, Gazmuri, Arriagada), une sociohistoire de l'expérience de l'Unité populaire (Sarget, Seguel-Boccaro, Garretón) et des lectures avec un écho plus marxisant (Necochea, Vitale, Moulian)<sup>25</sup>. Par-delà les divergences, un certain nombre de tendances communes se dégagent. Ces lectures se sont principalement intéressées au conflit qui traverse l'Unité populaire et ses conséquences sur le fonctionnement macro-économique, institutionnel et

---

<sup>23</sup> La stratégie adoptée par la coalition d'Unité populaire est appropriée en Italie, avec le « Compromis historique » de la démocratie-chrétienne et du parti communiste, ou en France, avec le « Programme commun » du PS, du PC et des Radicaux de gauche, autour de la figure de François Mitterrand. Historien des relations internationales, Maurice Vaisse fait par exemple du coup d'Etat chilien un des facteurs du « tournant » que constitue l'année 1973. Voir Maurice Vaisse (2013), « Le tournant de 1973 », *Revue internationale et stratégique*, vol. 3, n°91, pp. 81-87.

<sup>24</sup> Les références bibliographiques à la période de l'Unité populaire sont extrêmement nombreuses et diverses. En 1993, Max Nolff ne décompte pas moins de 200 ouvrages consacrés au gouvernement de Salvador Allende, peu importe leur nature. Vingt ans plus tard, nous pouvons affirmer que ce chiffre a largement gonflé sans faire un décompte précis de tous les textes. D'autant que les commémorations du coup d'Etat sont l'occasion cyclique de faire un retour sur l'expérience politique de l'Unité populaire. Voir Max Nolff (1993), *Salvador Allende: el político, el estadista. Bibliografía comentada y temática de más de 200 libros*, Santiago de Chile: Estudio. Sur les positions historiographiques en tant que telles, voir: Franck Gaudichaud (2004), « Paysages de vérité » du Chili de l'Unité populaire (1970-1973). Essai d'analyse épistémologique », *Dissidences*, n°14-15, janvier 2004, [www.dissidences.net](http://www.dissidences.net) (consulté le 27 octobre 2007) ; l'auteur se base sur les développements de ce concept élaboré par Michael Löwy. Voir Michael Löwy, (1985), *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris : Anthropos ; Alfredo Jocelyn-Holt (1999), *El Chile perplejo. De avanzar sin transar al transar sin parar*, Santiago de Chile: Planeta/Ariel; Julio Pinto Vallejos (2005), *op. cit.* ; Luis Moulian (1999), « Balance historiográfico sobre los treinta años de la historia chilena » in Luis Vitale (coord.), *Para recuperar la memoria histórica: Frej, Allende, Pinochet*, Santiago de Chile: Ed. Chile-América/CESOC, pp. 43-111 ; Gabriel Salazar & Julio Pinto Vallejos (1999), *Historia contemporánea de Chile*, t. 1, Santiago: LOM Ediciones (col.: «Historia») ; Ingrid Seguel-Boccaro (1997), *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire (1970-1973): un essai d'analyse systémique*, Paris: L'Harmattan ; Luis Vitale [coord.] (1999), *Para recuperar la memoria histórica: Frej, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. Chile-América/CESOC ; Gonzalo Vial (1981), *Historia de Chile*, Santiago: Ed. Santillana ; Peter Winn (1986), *Weavers of revolution, the Yauru workers and Chile's road to socialism*, New York: Oxford University Press.

<sup>25</sup> Luís Moulian (1999), *op. cit.*

politique du pays. Les trois années ne sont envisagées que sous le filtre de leur issue traumatique, le coup d'Etat auquel elles auraient mené inévitablement.

De façon plus symbolique, l'immédiateté des images du bombardement du Palais de La Moneda fige aussi cet acte séditieux et le fait échapper au temps. Les conséquences politiques et la charge symbolique du coup d'Etat ôtent alors toute nécessité de rappel et de précision. Dans la société chilienne, le « 11 septembre » ne fait d'ailleurs pas référence aux attaques du World Trade Center. La dénomination par datation fixe un « signifiant commun imposé » aux faits et aux circonstances du coup d'Etat dans le calendrier chilien<sup>26</sup>. Inoubliable, impossible à expulser, le crime est toujours présent dans l'actualité chilienne et mondiale. Dans un registre universitaire, le 11 septembre 1973 est aussi le centre de gravité des réflexions de la transitologie, que ce soit depuis la perspective de « [l]a chute des régimes démocratiques »<sup>27</sup> ou sous l'angle des processus de consolidation de la démocratie<sup>28</sup>. L'écrivain colombien Gabriel García Márquez fait d'ailleurs de la portée de cet événement une revendication lorsqu'il écrit, dans un texte consacré à Salvador Allende et intitulé « La verdadera muerte de un presidente » : « Le drame s'est produit au Chili, au plus grand malheur des chiliens, mais il doit passer à l'histoire comme quelque chose qui est immanquablement arrivé à tous les hommes de cette époque et qui est demeuré dans nos vies pour toujours »<sup>29</sup>.

---

<sup>26</sup> Robert Chaouad (2013), « La résonance des temps », *Revue internationale et stratégique*, vol. 3, n° 91, p. 64.

<sup>27</sup> Juan J. Linz, Arturo Valenzuela *et al.* (1978), *The Breakdown of Democratic Regimes: Chile*, Baltimore: The John Hopkins University Press; Arturo Valenzuela (1983), *The Origins of Democracy: Theoretical Reflections on the Chilean Case*, Cambridge: Cambridge University Press.

<sup>28</sup> Et le mode actuel de perception de la séquence 1970-1990, dans les enjeux et les débats sur la transition démocratique et les politiques mémorielles, conditionne largement l'analyse de l'activité médiatique durant le gouvernement de Salvador Allende (chapitre 2). Sur la lecture du Chili post-dictatorial comme un processus de transition et de consolidation du régime démocratique, voir : Edgardo Boeninger (1997), *La democracia en Chile. Lecciones para la gobernabilidad*, Santiago : Editorial Andrés Bello ; Manuel Antonio Garretón (1999), « Las revanchas de la democratización incompleta ». *Mensaje*, febrero de 1999; Manuel Antonio Garretón (1991), « La transición chilena. Una evaluación provisoria », Documento de Trabajo, Serie « Estudios Políticos », n°8, Programa FLACSO-Chile; Oscar Godoy Araya (1999), « La Transición Chilena a la Democracia: Pactada », *Estudios Públicos*, n°74, pp. 79-106 ; Carlos Huneeus (2005), « La démocratie dans un pays divisée par le passé : le Chili », *Politique et sociétés*, vol. 24, n°2-3, pp. 61-85 ; Alfredo Joignant (2005), « La politique des 'transitologues'. Luttres politiques, enjeux théoriques et disputes intellectuels au cours de la transition chilienne à la démocratie », *Politique et sociétés*, vol. 24, n°2-3, pp. 33-59 ; Juan J. Linz & Alfredo Stepan (1996), *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press; Javier Santiso (1994), « À la recherche des temporalités de la démocratisation », *Revue française de science politique*, 44e année, n°6, pp. 1079-1085 ; Micheline de Sève (2005), « Transitions croisées: Chili-Pologne », *Politique et sociétés*, vol. 24, n°2-3, pp. 3-10 Eduardo Silva (2006), « Le Chili consolide la transition démocratique », *Etudes*, vol. n°5, Tome 404, pp. 584-593 ; Alejandro Vial (1989), « Planificación por la democracia », Material de discusión n°120, Programa FLACSO-Chile, septiembere 1989; Augusto Varas (1989), « Crisis de legitimidad del Autoritarismo y transición a la democracia en Chile », Documento de trabajo n°415, Programa FLACSO-Chile, Julio 1989.

<sup>29</sup> Cité dans Olivier Compagnon (2013), « Chili, 11 septembre 1973. Un tournant du XX<sup>e</sup> siècle latino-américain, un événement-monde », *Revue internationale et stratégique*, n°91, vol. 3, p. 99.

La façon dont l'Unité populaire doit être abordée depuis sa fin tragique est aussi contenue dans un débat éthique qui s'est ouvert autour du Musée de la mémoire et des droits de l'homme (MMDH)<sup>30</sup>. Dans un éditorial datant du 29 mars 2010, Horacio Flores, journaliste du quotidien *El Nortero* (Antofagasta), propose une réflexion sur la mémoire et sur la fonction du MMDH dans laquelle il affirme que l'Unité populaire a mené au coup d'Etat<sup>31</sup>. L'argument justifie, selon lui, la nécessité d'inclure des éléments qui traitent du gouvernement de Salvador Allende dans ce musée dédié aux droits de l'homme. Dans un courrier publié par *El Mercurio* le 22 juin 2012, l'historien Sergio Villalobos regrette aussi que le musée ne traite que des 17 années de dictature et n'inclue pas la période de l'Unité populaire dans son travail de reconstruction de la relation entre droits de l'homme et histoire contemporaine<sup>32</sup>. Les débats sur la question et la nécessité éthique de traiter des années de gouvernement de Salvador Allende agitent alors intensément le monde culturel et politique chilien<sup>33</sup>.

Un dernier exemple de ces récits qui lisent l'Unité populaire depuis le prisme du coup d'Etat a eu lieu le 2 septembre 2013. Ce jour-là, Camilo Escalona, président des Jeunesses socialistes durant l'Unité populaire, actuel sénateur et plusieurs fois secrétaire général du PSCH<sup>34</sup>, et Osvaldo Andrade, actuel président du PSCH et ancien ministre du travail de Michelle Bachelet (2006-2010), ont demandé pardon pour les excès commis durant l'Unité populaire. L'ancien « timonier » (pour reprendre une métaphore largement employé au Chili) du PSCH affirme haut et fort sur CNN Chile : « je n'ai pas de difficulté à demander pardon pour le rôle du PS durant l'Unité populaire ». Appuyé par l'actuel président du parti, il rouvre par cette déclaration de vieux débats qui ont traversé le PSCH dans les années 1980, sur sa responsabilité dans le dénouement tragique

---

<sup>30</sup> Ce nouvel acteur de la politique de mémoire chilienne a été ouvert le 11 janvier 2010.

<sup>31</sup> Horacio Flores S., "Museo de La Memoria y ocultamiento de la realidad histórica chilena", *El Nortero*, 29 mars 2010, disponible sur: <http://www.elnortero.cl/admin/render/noticia/22630> (consulté le 18 octobre 2013).

<sup>32</sup> Voir : [http://www.elmercurio.com/blogs/2012/06/22/4570/museo\\_de\\_la\\_memoria\\_1.aspx](http://www.elmercurio.com/blogs/2012/06/22/4570/museo_de_la_memoria_1.aspx) (consulté le 18 octobre 2013).

<sup>33</sup> Voir notamment le courrier publié le 15 janvier 2014 par Agustín Squella, (avocat, professeur de droit à l'Université Diego Portales, ancien recteur de l'Université de Valparaíso et éditorialiste au *Mercurio*) en réponse à la prise de position de Sergio Villalobos. Consulter : <http://www.elmercurio.com/blogs/2014/01/15/18665/Museo-de-la-Memoria.aspx> (consulté le 22 janvier 2014).

<sup>34</sup> Entre 1994 et 1998, 2000 et 2003, 2006 et 2010.

de l'expérience d'Unité populaire<sup>35</sup>. Par cette déclaration, l'Unité populaire est donc passée au rang de justiciable : elle est criminalisée, au même titre que la dictature, par les preuves de ses exactions économiques et de sa barbarie idéologique.

## 2. L'Unité populaire : une crise incontrôlable

Entre les lignes, on voit ici se dessiner la seconde tendance historiographique qui pose problème à nos yeux. La centralité du coup d'Etat dans les lectures actuelles de l'histoire contemporaine chilienne souligne la nécessité de centrer le regard sur la catastrophe qui fait rupture, et à la fois fonde un ordre nouveau. Or la définition de l'Unité populaire comme crise entre directement dans le jeu d'attribution de ce caractère catastrophique à son violent dénouement. En lui attribuant les germes du coup d'Etat et de la dictature (et toutes les exactions commises), les analyses comme les écrits mémoriels décrivent l'Unité populaire sous le registre d'une crise incontrôlable.

Les idées de « responsabilités partagées »<sup>36</sup> ou encore d'*empate* (match nul)<sup>37</sup> (dans les causes qui poussent au coup d'Etat) traduisent bien cette tendance à réécrire l'histoire de l'Unité populaire sous la seule grille de lecture idéologique. Dans le présent, l'Unité populaire est devenue le mythe de la *crise* transversale, qui émerge et se diffuse comme par contagion. Tous les domaines de la société sont touchés, que ce soit les différentes institutions<sup>38</sup>, l'espace politique<sup>39</sup>, le champ

---

<sup>35</sup> La transmutation de la mémoire en pardon est une opération bien plus que symbolique, et qui engage finalement tout le camp concertationniste, au-delà même de ces deux figures. Cette métamorphose attribue au juridique l'essentiel de la consistance de la question de la vérité. Non pas par une nouvelle judiciarisation de la question à travers des poursuites concrètes contre de nouveaux coupables qu'il faudrait soumettre à l'acte de jugement<sup>35</sup>. Certes, la petite quantité de coupables reconnus (fin 2007, seulement 195 militaires avaient été jugés et 35 emprisonnés) ont tenu la part belle des objectifs et des dictaphones. La question de leurs conditions d'incarcération a aussi agité la classe politique, menant à la décision du président Sebastián Piñera de fermer la prison de *Penal Cordillera*<sup>35</sup>. Mais, le caractère judiciaire de la question provient directement de la manière de concevoir le pardon, le droit et la vérité dans ces batailles mémorielles. Les personnalités publiques qui ont acté ce pardon sont passées de témoins, au sens d'acteurs de la période, à une conception plus proche de témoins judiciaires qui viennent offrir des éléments de discernement, en vue du jugement.

<sup>36</sup> Olivier Compagnon & Franck Gaudichaud (2008), « Chili : un passé trop vite passé », *Hernès*, vol. 3, n°52, p. 87.

<sup>37</sup> Pour se référer à la radicalisation du conflit sociopolitique interne à l'Unité populaire et à son influence sur son dénouement tragique, Tomás Moulian parle ainsi de « match nul catastrophique » (*empate catastrófico*). Tomás Moulian (1998), *Conversación Interrumpida con Allende*, Santiago de Chile: LOM Ediciones. Cet argument est repris dans une interview: Tomás Moulian (2008), «Tomás Moulian: Itinerario de un intelectual chileno. Entrevista de Emir Sader, Juan Carlos Gómez Leyton y Horacio Tarcus» in *Crítica y emancipación: Revista latinoamericana de Ciencias Sociales*, Año 1, n°1, junio 2008. On trouve la même expression dans : Mario Garcés (2005), *El golpe en la Legua. Los caminos de la historia y la memoria*, Santiago de Chile: LOM.

<sup>38</sup> Gabriel Smirnow (1977), *La Revolución desarmada, Chile 1970-1973*, México D.F: Ediciones Era ; Angél Flisfich (1987), *La política como compromiso democrático*, Santiago de Chile: FLACSO; Eduardo Santa Cruz (1988), *Análisis histórico del periodismo chileno*, Santiago de Chile: Nuestra América ; Arturo Valenzuela (1989), *El quiebre de la democracia en Chile*, Santiago de Chile: FLACSO ; John T. S. Keeler (1994), *Réformer: les conditions du changement politique*, Paris: PUF ; Alfredo Jocelyn-Holt (1998), *El Chile perplejo. De avanzar sin transar al transar sin parar*, Santiago: Planeta/Ariel.

social<sup>40</sup> ou encore la sphère culturelle<sup>41</sup>. Le gouvernement est jugé incapable de maintenir un ordre, c'est-à-dire de protéger la population dans son ensemble comme dans sa multiplicité.

Sur le plan économique et social, la situation commence à se dégrader peu à peu à partir de 1972, au point que les conditions de vie de la population se détériorent. D'un point de vue macroéconomique, tous les voyants sont passés au rouge : en 1973, le PIB perd 3,62%<sup>42</sup> ; l'inflation court : de 22% en 1971, elle atteint 98.2% au jour du 30 septembre 1972<sup>43</sup>. Les manifestations et les grèves se multiplient à un rythme quotidien<sup>44</sup> avec des moments-stigmates pour la mémoire chilienne: les manifestations des femmes des secteurs aisés qui dénoncent les pénuries (dites « *concentración de las ollas vacías* », « manifestation des casseroles vides ») ; la marche des secteurs pro-gouvernementaux où un ouvrier, Ricardo Ahumada Vásquez, est tué par des coups de feu provenant du siège du Parti démocrate-chrétien (le 27 avril 1973<sup>45</sup>) ; la grève des camionneurs, menée en octobre 1972 autour de la figure de León Vilarín, « première offensive générale » contre le gouvernement qui engendre aussi une « impressionnante réaction populaire », selon Jorge Mágasich (une seconde grève des camionneurs a lieu en août 1973)<sup>46</sup> ; ou encore la grève des mineurs d'*El Teniente*, en avril 1973, qui revendiquent l'accélération des mesures de nationalisation de l'économie et de l'augmentation des salaires<sup>47</sup>. De façon moins spectaculaire

---

<sup>39</sup> Par ordre chronologique : Ruy Mauro Marini (1974), "Dos Estrategias en el proceso chileno", *Cuadernos Políticos*, n°1, julio-septiembre 1974, pp. 18-38 ; Manuel Antonio Garretón (1983), *El proceso político chileno*, Santiago de Chile: FLACSO ; Manuel Antonio Garretón & Tomás Moulian (1979), *op. cit.* ; Arturo Valenzuela (1989), *El quiebre de la democracia en Chile*, Santiago de Chile: FLACSO ; Tomás Moulian (1998), *op. cit.* ; Alfredo Jocelyn-Holt (1999), *op. cit.* ; Luis Corvalán Marquéz (2000), *op. cit.* ; Tomás Moulian (2005), "La vía chilena al socialismo: itinerario de la crisis de los discursos estratégicos" in Julio Pinto Vallejos [coord. - ed.] (2005), "Hacer la Revolución en Chile", in *Cuando hicimos Historia. La Experiencia de la Unidad Popular*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, (col.: « Historia »), pp. 35-56.

<sup>40</sup> Simon Collier & William F. Sater. (1996), *Historia de Chile: 1909-1994*, Madrid: Cambridge University Press; Claudio Rolle (2003), *1973: La vida cotidiana en un año crucial*, Santiago de Chile: Planeta ; Patricia Arancibia & Paulina Dittborn (2007). "Angustias y esperanzas. La Unidad Popular" in Rafael Sagredo & Cristián Gazmuri, *Historia de la vida privada en Chile*, Tomo III "El Chile contemporáneo. De 1925 a nuestros días", Santiago de Chile: Taurus.

<sup>41</sup> Manuel Antonio Garretón (1974), "Elementos para la investigación y el análisis del proceso político chileno 1970-1973", *Revista Mexicana de Sociología*, julio-septiembre de 1974; Tomás Moulian (1983), *Democracia y socialismo*, Santiago de Chile: FLACSO; Martín Bowen Silva (2008), "El proyecto sociocultural de la izquierda chilena durante la Unidad Popular. Crítica, verdad e inmunología política", *Nuevo Mundo – Mundos Nuevos*, Debates, 2008, mis en ligne le 21 janvier 2008, disponible sur: <http://nuevomundo.revues.org/13732> (consulté le 31 mai 2012).

<sup>42</sup> Pour construire ces chiffres, Falcoff se base sur les estimations du Bureau national de planification (ODEPLAN). Voir Mark Falcoff (1991), *Modern Chile (1970-1989): a Critical History*, London / New Brunswick (N.J.): Transaction Publisher, p. 69.

<sup>43</sup> Gabriel Smirnow, *op. cit.*, p. 97.

<sup>44</sup> Ruy Mauro Marini avance une croissance considérable du nombre annuel de grèves, qui passe selon lui de 977 en 1969 à 3652 en 1973. Voir Ruy Mauro Marini (1976), *El Reforma y la Revolución. Estudios sobre Chile*, México D.F.: ERA, p. 152.

<sup>45</sup> Les images des coups de feu sont livrés dans le documentaire de Patricio Guzmán (1974), *La Batalla de Chile (1972-1979)*, 3 partes, 272 minutos, « Parte 1 : La Insurrección de la Burguesía ». Regarder à partir de 44'58.

<sup>46</sup> Jorge Mágasich (2013), *Allende, la UP y el Golpe*, Santiago de Chile: Editorial Aùn Creemos en Los Sueños.

<sup>47</sup> Les secteurs patronaux semblent à cet égard avoir très largement manipulé les mineurs. Voir Franck Gaudichaud (2013), *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes : PUR (coll. « Amériques »).

mais plus ordinaire, les opposants aiment à rappeler les files d'attente, toujours plus longues, et les tickets d'approvisionnement ; les militants se rappellent eux de la réquisition des échoppes soupçonnées de rétention de denrées, par les « Comités d'approvisionnement et de contrôle des prix » appelés JAP (*Juntas de Abastecimiento y de Control de los Precios*)<sup>48</sup>. Ce ne sont que quelques exemples, parmi les événements qui sont sélectionnés et transmis, que ce soit dans les analyses<sup>49</sup> comme dans les récits mémoriels<sup>50</sup>.

C'est donc un climat social et politique tendu qui est décrit. L'historien Claudio Veliz exemplifie bien ce mécanisme performatif dans son texte intitulé « Continuités et ruptures dans l'histoire chilienne : une autre hypothèse sur la crise chilienne de 1973 »<sup>51</sup>. L'idée de crise (qu'il ne questionne jamais) se révèle, selon lui, dans l'incapacité de l'administration d'Allende à réagir et à conserver l'unité de la collectivité nationale<sup>52</sup>. Claudio Veliz cristallise cette rupture dans la

---

<sup>48</sup> Sur ces expériences de contrôle de la distribution, voir Franck Gaudichaud (2013), « Les JAP : entre 'pouvoir populaire' et 'dictature de la faim' », *Ibid.*, pp. 84-87.

<sup>49</sup> Fernando Castillo (1975), *Liberalismo y Socialismo: problemas de la transición*. "El caso chileno", Madrid: Tucur Ed., (col.: "Temas de Ciencias sociales") ; Hugo Cancino Troncoso (1988), *La problemática del Poder Popular en el proceso de la Vía chilena al socialismo (1970-1973)*, Aarhus (Danemark): Aarhus University Press ; Joan Garcés (1974), *El gobierno y los problemas tácticos del gobierno de Allende*, México D.F.: Siglo XXI ; Alfredo Joignant & Gonzalo Martner (2003), *Socialismo y tiempos de la historia*, Prensa Latino Americana-Fundación CESOC, Santiago de Chile ; Alain Joxe (1974), *Le Chili sous Allende*, Paris: Gallimard ; Gonzalo Martner (1988), *Gonzalo Martner (1988), El gobierno del Presidente Salvador Allende. 1970-1973. Una evaluación*, Concepción (Chile): PEDNA, Ediciones Literatura Americana Reunida (col.: "Teoría y Sociedad") ; Tomás Moulian (1997), *Moulian Tomás (1997), Chile Actual. Anatomía de un Mito*, Santiago de Chile: LOM Ediciones (col.: "Sin norte", Serie "Punto de Fuga") ; Tomás Moulian (2005), *op. cit.*, pp. 35-56 ; Tomás Moulian (2006), *Fracturas: De Pedro Aguirre Cerda a Salvador Allende (1938-1973)*, Santiago de Chile: Ediciones LOM ; Max Nolff (1993), *op. cit.* ; Eduardo Novoa (1973), *op. cit.* ; Gabriel Smirnow (1977), *op. cit.*

<sup>50</sup> Un aperçu condensé : Carlos Altamirano (1977), *Dialéctica de una derrota*, Siglo XXI, México ; Luis Corvalán Lepe (2000), *Los partidos y el Golpe del 11 se septiembre: contribución al estudio del contexto histórico*, Santiago de Chile: CESOC ; Luis Corvalán Lepe (2003), *De lo vivido y de lo peleado. Memorias*, Santiago de Chile: LOM Ediciones (col. "Sin Norte") ; Tito Drago (2003), *op. cit.* ; Carlos Jorquera (1990), *El Chicho Allende*, Santiago de Chile: Ediciones BAT ; Tomás Moulian (1998), *op. cit.* ; Orlando Millas Correa (1993), *Memorias*, Santiago de Chile: CESOC ; Osvaldo Puccio (1985), *Un cuarto de siglo con Allende. Recuerdos de sus secretario privado Osvaldo Puccio G.*, Santiago de Chile: Editorial Emisión ; Patricio Quiroga (1995), *Obras escogidas de Salvador Allende*, 5 tomos, Santiago de Chile: Fundación Salvador Allende, Ediciones Documentas ; Juan Seoane (2009), *Los viejos robles mueren de pie. Relato autobiográfico de un policía leal*, Santiago de Chile: Editorial Universidad Bolivariana (col.: "Escritos Testimoniale") ; Jaime Suárez Bastidas (2008), *Allende, visión de un militante*, Santiago de Chile: Ochoymedia ; Jorge Timossi (1974), *op. cit.*

<sup>51</sup> Claudio Veliz (1983), "Continuidades y Rupturas en la Historia Chilena: Otra Hipótesis sobre la Crisis Chilena de 1973", *Estudios Públicos*, n°12, pp. 41-64.

<sup>52</sup> Il y accorde une importance très contestable à certains facteurs ayant entraîné la radicalisation du conflit sociopolitique et l'inévitabilité du coup d'Etat (les divisions internes à la coalition (PC vs PS + MAPU) et à la gauche chilienne (UP vs MIR), l'existence d'organisations paramilitaires et le train de vie et l'image publique de Salvador Allende). Claudio Veliz passe par exemple plusieurs paragraphes à évoquer l'influence de la relation de Salvador Allende avec sa fille sur ses choix tactiques et stratégiques dans l'exercice de l'exécutif ! La première partie de la réflexion cherche à nuancer les analyses de facteurs appelés « extérieurs » par l'auteur, et qu'il juge en continuité avec les traditions et l'orthodoxie publique chiliennes (politique étrangère, politique économique, réforme agraire). Les arguments utilisés sont souvent négligents : l'auteur s'ancre dans une approche culturaliste (en insistant sur le caractère insulaire du Chili) qui homogénéise la réalité culturelle (par la négation de la culture andine par exemple) et aplatit l'histoire chilienne (sur la réforme agraire) dans une mythification nationale (notamment dans le recours à l'argument de l'unité linguistique). L'économiste recourt aussi à des arguments moraux (le comportement civilisationnel des chiliens), sujets à caution. On retrouve ici le mythe de l'exceptionnalité chilienne qui est questionné dans le chapitre 2. Voir : Claudio Veliz (1983), *Ibid.*

distanciation entre les masses chiliennes (incarénées par les classes moyennes) et le gouvernement de Salvador Allende, engendrée par l'idéologisation et la radicalisation des discours politiques et la remise en cause de l'idéal républicain en pratique. Sous sa plume, l'Etat chilien n'arrive plus à se légitimer. Cette analyse de Claudio Veliz n'est qu'une version singulière du diagnostic très largement partagé sur la crise du système politique. Les lectures institutionnalistes concluent aussi à la destruction accélérée de « l'Etat de compromis » chilien sous le poids de la polarisation et de la rupture du centre politique en sont une première tendance<sup>53</sup>. Les approches plus historiques actent elles aussi la rupture du système politique selon d'autres mécanismes. Des auteurs tels que Manuel Antonio Garretón, Tomás Moulian<sup>54</sup>, Claudio Rolle<sup>55</sup> et Julio Pinto Vallejos<sup>56</sup>, pour ne citer que quelques-uns de ces analystes, aboutissent à cette conclusion : les oppositions inhérentes à une lutte des classes assumée par l'Etat chilien auraient entraîné une *crise* radicale et une rupture du centre politique (par les réalignements successifs du Parti démocrate-chrétien au fil de ces trois années) et une polarisation sociopolitique incarnée par des conflits transversaux et exacerbés autour de la réforme des champs du possible.

### 3. La condamnation d'un rapport téléologique à l'histoire

Dans ces évaluations historiographiques et ces narrations mémorielles, l'élément sédimentaire de l'Unité populaire condamné par le tribunal du présent est sans doute son rapport à l'histoire : son récit téléologique. L'Unité populaire est aujourd'hui conçue comme le dernier moment où l'intelligibilité de ce qui s'est passé se trouve dans le futur. Ces trois années sont même le paroxysme de ce rapport particulier à l'histoire. Le gouvernement de Salvador Allende s'est écoulé dans une période où le centre de gravité du rapport social au temps est toujours le futur (à la différence du « présentisme actuel »<sup>57</sup>). Au-delà même de la teneur marxiste du programme de la coalition, la dispute stratégique qui préoccupe rapidement les forces révolutionnaires révèle bien cette conception du temps qui fait de l'horizon du changement l'élément de compréhension ce qu'il s'est passé. Le conflit de visions qui traverse les forces révolutionnaires oppose ainsi deux

---

<sup>53</sup> Notamment Arturo Valenzuela (1983), *The Origins of Democracy: Theoretical Reflections on the Chilean Case*, Cambridge: Cambridge University Press.

<sup>54</sup> Manuel Antonio Garretón & Tomás Moulian (1979), "Procesos y bloques políticos en la crisis chilena 1970-1973". *Revista Mexicana de Sociología*, n°1, pp. 159-204.

<sup>55</sup> Claudio Rolle (2003), *op. cit.*

<sup>56</sup> Julio Pinto Vallejos (2005), *op. cit.*

<sup>57</sup> François Hartog utilise cette expression dans l'entretien qu'il accorde à Robert Chaouad et Marc Verzeroli. Robert Chaouad & Marc Verzeroli (2013), « *Discordance des temps. Entretien avec François Hartog* », *Revue internationale et stratégique*, vol. 3, n° 91, p. 16.



voies revendiquant des options qui s'articulent directement à la vitesse des réformes et à l'intérêt politique de cette attitude face à l'histoire<sup>58</sup>.

D'une part, le gouvernement défend une bataille de la production qui, à ses yeux, consolide les changements et légitime sa conduite des affaires, mais qui oblige à freiner les réformes. Cette posture économique, « consolider pour avancer » (*consolidar para avanzar*), se traduit, dans la sphère politique, par une volonté de renforcer la centralisation, la planification et le dialogue avec le Parti démocrate-chrétien (PDC). D'autre part, une partie toujours croissante des membres du Parti socialiste chilien (PSC), autour de Pedro Vuskovic, le ministre de l'Economie, mais aussi du MAPU et du MIR, prônent une stratégie synthétisée dans le slogan « avancer sans compromis » (*avanzar sin transar*) : réformer à tout prix, accentuer la pression sur le capital, accélérer le rythme des expropriations, puis gérer les conflits par la conscientisation et la participation du peuple (pour reprendre la rhétorique de ce camp). La voie gouvernementale parie sur la lente transformation des institutions et des mentalités chiliennes : la durée du processus de changement s'explique par la profondeur des plaies et des habitudes d'exploitation économique et d'aliénation culturelle. La rupture (violente) avec l'ordre hégémonique permettra, selon les plus radicaux, le succès de la transition vers une société socialiste : l'instabilité se résout alors par l'injonction d'un nouvel ordre, qui capte les classes moyennes par son volontarisme. C'est justement ici que se révèle le rapport à l'histoire des acteurs de la période : peu importe la stratégie de changements adoptée, le projet téléologique des forces révolutionnaires justifie les choix faits pour résoudre les problèmes inhérents à la conduite des Chiliens et de la société chilienne, au sens où il les rend justes.

La *crise* historique de la période de l'Unité populaire constitue le dernier moment de la foi chilienne en l'histoire, rapport téléologique au temps qui explique en partie la façon dont elle est incriminée aujourd'hui (dans sa construction et ses usages). Au fond le pardon demandé par deux représentants emblématiques du Parti socialiste chilien (PSC), Camilo Escalona et Osvaldo Andrade, en 2013, ne traduit rien d'autre que la mise en procès d'une manière de gouverner, et de projeter l'exercice du gouvernement. L'Unité populaire est un temps de grande vélocité des flux événementiels mais son idéologisation forcenée doit rester un contre-modèle, un antéchrist craint et toujours menaçant. La période constitue alors l'origine, le stimulus du danger qui a poussé l'armée chilienne à administrer un remède drastique : l'électrochoc du coup d'Etat et le traitement de cheval de la dictature...en attendant le calme de la refondation démocratique. La *crise* est

---

<sup>58</sup> Ruy Mauro Marini (1974), *op. cit.*, p. 25.

pensée comme un péril imminent depuis le présent chilien, à partir de l'exemple de l'Unité populaire qui suspend indéfiniment l'installation des institutions démocratiques.

A nos yeux, l'Unité populaire est aujourd'hui un mythe. Non pas que cette période n'ait pas existé, qu'une coalition électorale puis un gouvernement n'aient pas porté ce nom, ou que des conflits n'aient pas eu lieu entre 1970 et 1973. Mais, dans l'actualité chilienne, l'Unité populaire fonctionne comme un récit mythique qui paralyse l'imaginaire et la pensée politique par voies de dramatisation. Cette dramatisation opère sous deux visages. C'est d'une part le visage maquillé de l'âge d'or, celui de la politisation d'une population qui aujourd'hui ne serait plus, celui d'expériences culturelles inédites, celui d'un rêve de changement à la saveur éminemment chilienne, celui d'un journalisme engagé. Bref, c'est, pour une partie de la population chilienne, des journalistes et des analystes, le mythe de possibilités dont il faudrait reprendre la trame historique sans commettre de nouveau les mêmes erreurs. C'est d'autre part le visage tuméfié de l'anomalie, des dérives, des excès, de la trahison et de la violence qui mènent au crime. Bref, c'est, pour une autre partie de la population chilienne, des journalistes et des analystes, le visage la catastrophe. Celle qui a inévitablement mené au coup d'Etat et à toutes ses conséquences sur le corps de la nation chilienne, de sa population et de ses individus. Depuis l'actualité, l'Unité populaire est alors un soleil-noir.

L'Unité populaire ne peut donc plus être analysée parce qu'elle est extraite de l'histoire. Elle est jugée et condamnée du fait des déchirements sociaux, culturels, communautaires, familiaux et individuels qu'elle a engendrés, par la polarisation politique des trois années de gouvernement de Salvador Allende. Comme si, pour reprendre les mots de Robert Chaouad, « tout ne pouvait se passer que comme cela s'est effectivement passé, oubliant ainsi les incertitudes et les contingences propres à la période, voire les possibles non survenus »<sup>59</sup>. La dispute pour l'ordre politique prend la forme narrative d'une fiction tragique. Pour les plus conservateurs, le dénouement intervient le 4 septembre 1970 et prend la forme des conflits qui ont déchiré la société chilienne durant l'Unité populaire ; pour les autres, la chute se précipite par l'intervention militaire et sous les coups de la violence organisée par la dictature chilienne. Du côté des partisans de l'Unité populaire ou de ceux qui s'en réclament toujours<sup>60</sup>, ce sont de véritables batailles autour d'une mémoire de ce qu'ils envisagent sous les traits de la « défaite » et qu'ils

---

<sup>59</sup> Robert Chaouad (2013), « La résonance des temps », *Revue internationale et stratégique*, vol. 3, n° 91, p. 68.

<sup>60</sup> De nombreuses références à ces trois années devenues mythiques sont faites dans les discours et interviews médiatiques livrés par les leaders du mouvement social étudiant tels que Camila Vallejos ou Francisco Figueroa, initié en mars 2011. Jorge Arrate, qui a mené la nationalisation de la maison d'édition *Quimantú* en 1971, se réclame par ailleurs de cet héritage lors de sa candidature à aux élections présidentielles de 2010 (avec le soutien du Parti communiste chilien –PCCH).

mobilisent dans une perspective téléologique autour des luttes pour l'avenir de la société chilienne. Face à « la violente amnésie à laquelle le peuple a été soumis par la Junte militaire (1973-1990) »<sup>61</sup>, il s'agit pour eux de reconstituer le tableau morcelé d'une expérience qui marque un avant et un après.

Ces deux manières d'envisager l'Unité populaire ne nous conviennent pas : nous inscrivant en faux des lectures qui voient dans ces « mille jours » (pour reprendre la terminologie réactionnaire) une *crise* qui rompt la tradition de l'exception démocratique et de la stabilité institutionnelle chilienne – et dont le coup d'Etat était la seule issue possible – nous refusons tout autant de nous engouffrer dans l'analyse symétrique de « la révolution à saveur d'empanadas et de vin » (comme l'appelait Salvador Allende), c'est-à-dire celle d'un rêve qui aurait pu devenir réalité, d'une affirmation univoque des mouvements sociaux et d'un projet stratégique de « transition vers le socialisme » par la voie démocratique et légale, et dont il faudrait s'inspirer à l'heure actuelle pour résister à l'ordre néolibéral, à la précarité, aux inégalités et à la dépolitisation qu'il engendre. Dans les deux cas, il nous semble que ce serait nier le caractère propre de la période et redéfinir ce qu'elle a été à partir du mythe et selon les nécessités d'un projet politique (dont on voit bien que les deux historiographies ont une acception opposée). La spécificité de l'Unité populaire réside selon nous dans l'accélération des événements et du temps de l'actualité.

### B) *Temporalités historiques, temps de l'actualité et journalisme*

La tendance commune constitue la période en problème sous les traits d'une *crise* démocratique transversale à la société chilienne où dispositifs et institutions de régulation sociale et politique sont dépassés. La manière de penser l'Unité populaire à la lumière de l'idée de *crise* révèle les écarts d'interprétation qui construisent cette période comme un scénario qui justifie les voies actuelles de la transition démocratique, synonyme de pacification et de réduction des risques d'instabilité. Ces approches ne sont pas satisfaisantes du fait de la primauté qu'elles accordent au « résultat » de l'Unité populaire (le coup d'Etat). La perspective adoptée ici est plutôt celle d'une réflexion en miroir sur les éléments de continuité et ceux de reconfiguration. A ces fins, le propos se concentre sur le rapport au temps social et politique dans la *crise* de l'Unité populaire. Il s'agit de réinsérer ce rapport critique au temps dans des temporalités plus larges (antérieures et postérieures), ce qui permet de mieux cerner les dispositifs de gouvernement qui entrent en *crise*

---

<sup>61</sup> Franck Gaudichaud (2007), « L'Unité populaire par ceux qui l'ont faite » in [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr) (consulté le 27 octobre 2007).

durant l'Unité populaire, et les pratiques qui émergent dans la configuration propre à ces trois années.

## 1. Insérer l'Unité populaire dans une temporalité plus large

A l'instar de Franck Gaudichaud, nous affirmons que les analyses et les récits mémoriels minimisent les discontinuités sociales sur lesquelles la supposée stabilité institutionnelle chilienne repose<sup>62</sup>. Le mot *crise* est en effet envisagé sous la signification de la rupture du régime démocratique à laquelle elle conduit : cette perspective oblige alors à se pencher sur les erreurs commises, à faire *mea culpa* de choix et de tactiques soumis à leur confrontation quotidienne. On retrouve ici un constat fait par Hélène Hatzfled au sujet de l'étude des années 1970 en France, aujourd'hui :

« la façon dont la mémoire (...) rend compte de l'écart entre un horizon d'attente – changer les formes d'exercice de la démocratie – et un champ d'expérience – le fonctionnement du PS – en lui donnant le sens d'une erreur – fausse appréciation des forces en présence ou naïveté devant une manœuvre. Le sentiment qu'une occasion a été manquée ou que les nouveaux adhérents ont été bernés exprime donc largement une interprétation *a posteriori* qui projette sur le passé une possibilité sans consistance réelle »<sup>63</sup>.

Ces analyses participent d'un discours *a posteriori* qui réifie l'historicité de l'épisode en naturalisant certains discours (politiques et médiatiques notamment) en vigueur durant l'épisode<sup>64</sup>. Robert Castel indique par exemple, que selon lui, « si l'appellation *crise* permet d'expliquer une partie de la réalité, elle masque les processus permettant à certaines structures communes de maintenir un ordre dans ce qui est présenté comme un chaos »<sup>65</sup>. Pourtant prendre le contre-pied et nier la *crise* que constitue l'Unité populaire est tout aussi insatisfaisant. Le problème réside ici dans le fait que la recherche des continuités paraît risquée (comment ne pas trouver les continuités que l'on cherche dans des similarités, des héritages, des réappropriations ?), et qu'elle obstrue les conflits qui touchent les rapports de pouvoir.

D'un côté, la *crise* va bien au-delà du simple champ politique : elle remet en cause un ordre social, une hégémonie culturelle et un régime d'accumulation des richesses. C'est une multitude de

---

<sup>62</sup> Franck Gaudichaud (2013), *op. cit.*

<sup>63</sup> Hélène Hatzfled (2004), « Les années 1970 entre politique et histoire : la construction d'une période de transition », Journées AFSP « Science politique/Histoire », 4-6 mars 2004, p. 13

<sup>64</sup> « La manière dont les choses se sont réellement passées » pour reprendre les mots de Gérard Noiriel (2006), *Introduction à la sociohistoire*, Paris : La Découverte, Repères.

<sup>65</sup> Robert Castel (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris : Fayard.

conflits transversaux et exacerbés, de formes et de portées variables, qui sont à la croisée d'un mouvement tellurique plus général entre plusieurs logiques de gouvernement de la population chilienne et de ses sujets. De l'autre, il faut bien questionner les propriétés spécifiques au conflit dans le contexte de l'Unité populaire : ce qui fait qu'il est décrit comme manifeste et bruyant de façon transversale durant les trois années du gouvernement de Salvador Allende. Pour mener ce projet, Franck Gaudichaud analyse l'Unité populaire dans son rapport téléologique à l'histoire en empruntant le concept de « pouvoir constituant », agencé par Antonio Negri, qui lui permet de ne pas placer la rupture dans le dénouement de l'Unité populaire, mais bien dans les trois années du gouvernement Allende elles-mêmes. Il reprend la définition du penseur italien « d'une force qui fait irruption, qui coupe, interrompt, écartèle tout équilibre préexistant et toute possibilité de continuité »<sup>66</sup>. Le mouvement populaire chilien aurait donc injecté une rupture avec le passé, une *crise* violente qui trace la frontière entre un avant et après. Et c'est pour cette raison qu'il propose d'appréhender les trois années depuis les anecdotes de ses acteurs. Le concept de *crise* ouvre donc ici une perspective dialectique, entre la patience processuelle et l'exaltation événementielle, de sorte que « le passé n'explique plus le présent, mais que c'est à l'avenir qu'il revient de le faire »<sup>67</sup>.

À nos yeux, la conception téléologique de l'histoire qui est propre à l'Unité populaire est mise en jeu à un moment où les luttes stratégiques montrent bien que le problème du gouvernement et de ses alliés réside dans le flux de conflits de la conjoncture politique nationale. La dispute stratégique interne à l'Unité populaire est largement convoquée dans les réflexions actuelles autour de l'Unité populaire, pour mieux mettre en évidence l'incapacité de réaction de la coalition dans ce contexte. Le poids du projet et les résistances acharnées ont paralysé le gouvernement pourtant imploré d'être réactif. Le moment de l'Unité populaire est conté, par les récits officiels, médiatiques, universitaires, et mêmes par les voix des victimes, dans la précipitation de son rythme déchaîné. Les chronologies sont le relevé minutieux, le geste de validation historique de toutes les actions de la coalition, et de tous les actes de résistances auxquels elles se confrontent quotidiennement<sup>68</sup>. Dans ce flux dense, effréné et ininterrompu, « un événement chasse l'autre

---

<sup>66</sup> Antonio Negri (1997), *Le pouvoir constituant. Essai sur les alternatives de la modernité*, Paris : PUF, p.15, cité par Franck Gaudichaud (2013), *op. cit.*, p. 33.

<sup>67</sup> Antonio Negri (1997), *op. cit.*, p. 16.

<sup>68</sup> Dans son travail de thèse, Franck Gaudichaud utilise, par exemple, l'instrument de la chronologie : il propose une chronologie générale du « gouvernement de Salvador Allende et du pouvoir populaire (1970-1973) » (pp.732-739), à trois entrées (« aspects politiques et bataille parlementaire » ; « Mesures gouvernementales – Mouvement social et « pouvoir populaire » ; « Relations internationales »). Ingrid Seguel Boccara fait de même dans l'ouvrage issu de sa thèse sur les passions politiques durant l'Unité populaire. Voir Franck Gaudichaud (2005), *op. cit.* ; Ingrid Seguel Boccara (1997), *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire (1970-1973): un essai d'analyse systémique*, Paris: L'Harmattan.

sans trêve ni repos », pour reprendre les mots de l'historien François Hartog<sup>69</sup>. Les trois années de gouvernement de Salvador Allende sont marquées par l'accélération de la fréquence à laquelle des décisions, des gestes ou des actes quotidiens sont montés en événements, par des mécanismes de valorisation ou de dénonciation qui empruntent le registre idéologique (celui du rapport à l'histoire propre à la période). Des pratiques parfois anodines sont lues et interprétées comme des événements c'est-à-dire, pour reprendre la conception foucauldienne, « un rapport de force qui s'inverse, un pouvoir confisqué, un vocabulaire repris et retourné contre ses utilisateurs, une domination qui s'affaiblit »<sup>70</sup>.

Dans cette accélération événementielle, la tendance à penser la révolution au Chili devient contagieuse. Tous les camps sont d'ailleurs traversés de références à l'univers rhétorique révolutionnaire : l'Unité populaire certes<sup>71</sup>, mais aussi la démocratie-chrétienne (dont le gouvernement sortant prônait « La révolution en liberté » sur les conseils de Washington), et enfin le camp conservateur et contre-révolutionnaire<sup>72</sup>, qui passe du mot d'ordre de la « révolution conservatrice » à celui de la « révolution néolibérale »<sup>73</sup>. Le langage révolutionnaire se vide dès lors de son sens : la rationalité du gouvernement de la population chilienne, et le système symbolique sur lequel elle s'appuie, sont hors d'état d'agir. On retrouve ici la manière dont Michel Foucault définit la notion de *crise* : « ce phénomène d'emballlement circulaire qui ne peut s'enrayer que par un mécanisme supérieur, naturel et supérieur qui va le freiner, ou par une intervention artificielle ». Le coup d'Etat civilo-militaire semble correspondre au « mécanisme supérieur », fait de diagnostics et de pronostics, qui a enrayeré l'Unité populaire, à partir de pratiques de vérité visant à se légitimer par leur inévitabilité (leur naturalité), du fait de la polymorphie de la société chilienne. Mais son caractère artificiel lui réattribue un caractère aléatoire et non rationnel.

L'Unité populaire peut alors être pensée comme un temps accéléré, saturé et impétueux, le temps de l'agitation de l'ordre des choses. Le gouvernement de Salvador Allende est appréhendé dans cette thèse comme un temps agité, durant lequel les décisions sont prises au rythme du flux frénétique d'évènements. Pour envisager la rupture du « pacte de domination sociale auquel était

---

<sup>69</sup> Robert Chaouad & Marc Verzeroli (2013), *op. cit.*, p. 14.

<sup>70</sup> Michel Foucault (1981), *Dits et Ecrits (1954-1988) : tome II (1976-1988)*, Paris : Gallimard / Nef, p. 148.

<sup>71</sup> N'oublions pas la malicieuse formule de Salvador Allende, au sujet de la voie chilienne vers le socialisme : « Une révolution à saveur à vin et à empanadas ».

<sup>72</sup> L'utilisation du mot contre-révolutionnaire dans le contexte chilien s'inspire de l'usage qu'y en est fait dans Richard E. Ratcliff (1974), « Capitalists in Crisis : The Chilean Upper Class and the September 11 Coup », *Latin American Perspectives*, vol. 1, n°2, pp.78-91.

<sup>73</sup> Manuel Gárate-Château (2010), « La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003 », Thèse en Histoire et Civilisations sous la direction de Frédérique Langue, Paris : EHESS.

justement lié ce système politique ainsi que le régime d'accumulation capitaliste qui lui était associé »<sup>74</sup>, nous cherchons à « latéraliser » le problème et à nous engouffrer dans la brèche des pratiques et techniques (en l'occurrence journalistiques) de qui se déploient entre les rapports stratégiques globaux et l'état de domination propre au Chili de 1970-1973. Ce n'est ainsi que partiellement que nous suivons l'orientation de Franck Gaudichaud, qui défend une approche qui, dite « par le bas », est en mesure de « décentrer le regard et aller vers la base de la société et ses transformations... »<sup>75</sup>. Certes il est nécessaire d'analyser la production sociale du politique dans ce contexte de *crise*, mais on ne peut rabattre le problème sur la question du « qui produit le politique ? » ; et il faut davantage se montrer attentif à la relation qui s'établit entre les pratiques routinières de gouvernement des conduites et les contre-conduites qui en font bouger les logiques.

Si, comme en mai 1968, les trois années d'Unité populaire permettent une étude d'un temps court, il paraît réducteur de les construire en un événement au singulier (dont on pourrait donc identifier précisément les coordonnées de l'origine). Cette approche homogénéise les nombreux conflits qui traversent la période, et qui sont historicisés comme des événements dont la fréquence et la force augmentent. La multiplicité des pratiques mises en œuvre dans le temps accéléré et dense du quotidien, et leur politisation à outrance, ne laissent pas la possibilité d'écraser ces trois années à ce point. En effet, déqualifier la *crise* pour ne pas la réifier ne rompt pas avec la question des origines de la *crise*. Les mots de Boris Gobille au sujet des événements de Mai-Juin 1968 l'illustrent bien :

« (...) L'attention aux particularités du temps court permet de rouvrir à nouveaux frais le « dossier des origines » en identifiant ce qui du passé reste opératoire ou ne l'est plus dans le présent de la crise. Le « présent de l'histoire » en conjoncture de crise est ainsi justiciable d'une sociohistoire du temps court, dont l'enjeu est de penser ensemble l'irréductibilité des temporalités critiques et le travail continué du passé dans les mobilisations multisectorielles et la fluidité politique »<sup>76</sup>.

La sensibilité événementielle de la société chilienne durant l'Unité populaire est une réaction à deux mouvements : le surgissement explicite des normes à la surface des relations sociales ; l'émergence de contre-conduites qui font bouger les frontières des régimes de véridiction. Dans cette perspective, les questions de la primauté du social sur le politique (de tradition sociologique) et celle corrélative de l'autonomie de l'Etat (de tradition politologique), sont neutralisées. La

---

<sup>74</sup> Juan Carlos Gómez Leyton (2004), *La frontera de la democracia. El derecho de la propiedad en Chile. 1925-1973*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, col. "Historia", p. 1174.

<sup>75</sup> Ibid.

<sup>76</sup> Boris Gobille (2008), « L'événement Mai 1968. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, n°2, 63<sup>e</sup> année, p. 324.

« posture étiologique » décriée par Michel Dobry<sup>77</sup> est un piège démasqué, tout comme est évité le danger d'aplatir la période de crise en y recherchant son anatomie<sup>78</sup>.

L'Unité populaire est ici pensée pour éviter deux écueils : ne pas considérer que son issue effective en est le résultat logique. Comme le souligne Philippe Gottraux, « ce n'est pas parce que l'histoire a tranché de fait entre des possibles (...), qu'ils étaient inéluctablement inscrits au départ dans la structure objective des positions, ou dans la conscience et la volonté »<sup>79</sup>. La période de l'Unité populaire est au contraire le lieu privilégié d'un mélange de continuités et d'innovations. D'un côté, les questions qui s'y traitent et la façon de gouverner l'Etat chilien ne font pas rupture instantanément, avec l'élection de Salvador Allende. La grève des étudiants de l'Université catholique, en mai 1967, en est l'illustration la plus consacrée par l'historiographie chilienne<sup>80</sup>. Les analyses des liens entre les présidents Balmaceda et Allende, en est une autre. Sans parler de toutes les approches systémiques des évolutions historiques des institutions chiliennes<sup>81</sup>. L'Unité populaire est l'héritière de débats, de recompositions comme de techniques politiques. La texture marxisante de la coalition qui arrive au pouvoir exécutif, et de la nébuleuse qui l'entoure (en premier lieu, le MIR), est l'agent de diffusion et d'extension de ces réflexions et pratiques, aux temporalités plus larges, durant l'Unité populaire.

---

<sup>77</sup> Michel Dobry (2009), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris : Presses de Sciences Po.

<sup>78</sup> Franck Gaudichaud (2013), *op. cit.*, p. 24.

<sup>79</sup> Philippe Gottraux (2002), « Socialisme ou Barbarie, Un itinéraire saisi par l'histoire et la sociologie », in Yves Déloye & Bernard Voutat, *Faire de la science politique*, Paris : Belin, p. 191.

<sup>80</sup> José Joaquín Brunner (1981), « Concepciones de universidad y grupos intelectuales durante el proceso de reforma de la Universidad Católica de Chile: 1967-1973 », Santiago de Chile: Programa FLACSO-Chile, Documento de trabajo número 133; José Joaquín Brunner & Carlos Catalán (1981), « La Universidad Católica de Chile y la cultura nacional en los años 60. El tradicionalismo católico y el movimiento estudiantil », *Cinco Estudios sobre Cultura y Sociedad*, Santiago de Chile: FLACSO, pp. 261-415; Manuel Gárate-Chateau. « La Michita (1964-1983): de la reforma universitaria a una vida en comunidad », en Anne Pérotin-Dumon [dir.], *Historizar el pasado vivo*, disponible sur [http://etica.uahurtado.cl/historizarelpasadovivo/es\\_contenido.php](http://etica.uahurtado.cl/historizarelpasadovivo/es_contenido.php) (consulté le 12 novembre 2007); Manuel Antonio Garretón (1987), « Notas sobre los orígenes y desarrollo de la reforma en la Universidad Católica de Chile (1967-1973) » in *UC: a veinte años de la reforma. Revista Realidad Universitaria*. Santiago de Chile; Carlos Huneeus (1988), *La reforma universitaria: veinte años después*. Santiago: CPU; Luis Scherz García (1988), « Reforma y contrarreforma en la Universidad Católica de Chile: (1967-1980) », *Realidad universitaria / Revista del Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea*, pp. 36-53.

<sup>81</sup> Leopoldo Benavides (1988), « La Formación de la Izquierda Chilena. Relaciones entre Partido Comunista y Partido Socialista. I. Los Antecedentes Históricos », Programa FLACSO-Chile, Documento de trabajo n°389, Diciembre 1988; Manuel Antonio Garretón (1983), *op. cit.*; Tomás Moulian (1989), « El Régimen de Gobierno 1933-1973: Algunos Problemas Institucionales », Programa, FLASCO-Chile, Documento de trabajo n°406, mayo 1989; Isabel Torres Dujisin (2001), « Chile Contemporáneo 1950-1970 », in V. Milet [comp.], *Estabilidad, Crisis y Organización Política. Lecciones de Medio Siglo de Historia Chilena*, Santiago de Chile: FLACSO - Sede Académica de Chile, pp. 13-31. Des approches plus historiennes vont aussi dans ce sens: Julio Pinto Vallejos [coord. - ed.] (2005), « Hacer la Revolución en Chile », in *Cuando hicimos Historia. La Experiencia de la Unidad Popular*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, (col: « Historia »), pp. 9-34; Bernardo Subercaseaux (2008), « El Imaginario Político de Transformación en Chile », *A Contracorriente*, vol. 5, n°3, pp. 18-63.



De l'autre côté, on voit émerger des pratiques autogestionnaires et de nouveaux types de revendication<sup>82</sup>, des programmes cybernétiques<sup>83</sup>, et bien sûr la réélaboration d'une doctrine conservatrice, qui articule une pensée corporatiste à une méthode d'action economiciste<sup>84</sup>. L'Unité populaire est donc un moment qui sort de l'ordinaire de la régulation des rapports sociaux, et donc de la simplicité et de l'évidence des ressorts de l'ordre. Elle devient dans le même mouvement *extraordinaire*, d'un point de vue temporel : le conflit cesse d'être régulé ; il se visibilise et s'accélère de façon transversale. Les événements se multiplient, à une vitesse et une fréquence qui donnent le vertige. Le temps devient impétueux, et se sature d'évènements qui prennent tous un caractère politique. La *crise* est le théâtre de la concurrence entre plusieurs formes d'historicités, de systèmes d'intelligibilité et d'interprétations des événements. Il s'agit dès lors davantage de voir comment les dispositifs de pouvoir s'articulent avec d'émergentes pratiques pour construire de nouveaux champs de possibles. Pour reprendre les mots de Pierre Sauvêtre, cette démarche « est une manière de ne pas placer les formations de pouvoir existantes sous le sceau de la nécessité historique et d'éviter ainsi de succomber aux effets accablants de la litanie sur l'agilité infinie du pouvoir »<sup>85</sup>.

## 2. L'activité journalistique au prisme du temps de l'actualité

En écho à la mythification de l'Unité populaire, l'activité journalistique entre 1970 et 1973 reste un impensé<sup>86</sup>. Une revue de la littérature sur ce cas d'étude met en évidence une obsession clinique pour la contribution de la presse et des media à la déstabilisation du régime<sup>87</sup>. Ces récits

---

<sup>82</sup> Franck Gaudichaud (2013), *op. cit.*

<sup>83</sup> Eden Medina (2013), *Revolucionarios Cibernéticos. Tecnología y Política en el Chile de Salvador Allende*, Santiago de Chile: LOM Ediciones (traduit de l'anglais en castaillon par José Miguel Neira).

<sup>84</sup> Manuel Gárate Chateau (2010), *op. cit.* ; Olivier Ihl (2012), « *Objetividad de Estado*. Sur la science de gouvernement des *Chicago Boys* dans le Chili de Pinochet », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 19, n°3, pp. 67-88.

<sup>85</sup> Entre autres, Pierre Sauvêtre (2013), « Crises de gouvernementalité et généalogie de l'État aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles. Recherche historico-philosophique sur les usages de la raison Politique », Thèse en science politique dirigée par Jean-Marie Donegani, Ecole doctorale de Science Po, CEVIPOF, p. 8.

<sup>86</sup> De façon souvent indirecte, plusieurs auteurs convergent avec ce constat : Stéphane Boisard (2010), « Les « héros fragiles » du 11 septembre chilien », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°106, avril-juin 2010, pp. 256-257 ; Jorge Mágasich (2013), *Allende, la UP y el Golpe*, Santiago de Chile: Editorial Aun Creemos en Los Sueños.

<sup>87</sup> Patricio Bernedo & William Porath (2003), « ¿Cómo contribuyó la prensa al derrumbe de la democracia chilena? », *Cuadernos de Información*, n°16-17, pp. 115-124 ; Claudio Durán (1995), *El Mercurio: ideología y propaganda 1954-1994. Ensayos de interpretación bilógica y psico-histórica. Ensayo 1: propaganda de agitación en el periodo agosto 1972-Marzo 1973*, Santiago de Chile: Ediciones Chileamérica-CESOC ; A. Mattelart, M. Mattelart & M. Piccini, « Los medios de comunicación de masas. La ideología de la prensa liberal en Chile », *Cuadernos de la Realidad Nacional*, n°3, marzo de 1970, número especial, Universidad Católica de Chile, Centro de Estudios de la Realidad Nacional, Santiago de Chile ; Juan Rojo de la Rosa (1976), « Manipulación de información y conflicto ideológico: Chile 1970-1973 », *Nueva Sociedad*, julio-agosto 1976, Caracas (Venezuela), p. 66 ; Patricio Tupper (2003), *Allende, la cible. Des média chiliens et de la CIA (1970-1973)*, Editions de L'Amandiers, Paris ; Hernán Uribe O. (1979), « Los medios: armas de la guerra encubierta », in « Argentina, Cuba, Chile: realidad política y medios masivos », *Comunicación y dependencia en América Latina*, México D.F.: Universidad Nacional Autónoma de México, p. 57.

sont par exemple largement convoqués par les documentaires et les reportages de télévision sur le sujet, à des moments d'activation de la mémoire tels que les commémorations du 11 septembre. Or, ces récits font un usage des archives de presse qui sert à montrer la radicalisation idéologique de la société et la bataille quotidienne qui a lieu entre 1970 et 1973. Dans les témoignages recueillis, coupés et montés par les reportages et documentaires, la presse est condamnée pour son attitude durant la crise révolutionnaire de l'Unité populaire. Aux rares occasions où ces documentaires lui attribuent un moment analytique propre, elle est condamnée pour son comportement durant la crise révolutionnaire<sup>88</sup>.

Pourtant, pour affirmer que les journalistes sont partie prenante de ces luttes, comme s'attachent à le montrer les différents auteurs d'une façon dominante<sup>89</sup>, ne faudrait-il pas considérer comme nécessaire de questionner la construction de leur identité, c'est-à-dire tout à la fois la définition du rôle qui leur incombe, l'élaboration des normes qu'ils adoptent et l'émergence des routines qu'ils mettent en œuvre, mais aussi l'apparition de contre-conduites journalistiques. En ce sens, la tâche qui consiste à comprendre comment fonctionnent les media et le journalisme durant cette période reste largement à faire : il y a finalement peu de textes qui saisissent cet objet dans ce contexte précis. Le « problème » du journalisme n'est le plus souvent évoqué « qu'en passant » dans le cadre d'études qui, privilégiant inmanquablement la dynamique chronologique des étapes de l'Unité populaire, se centrent sur bien d'autres phénomènes ou dimensions.

Bien que servant de sources empiriques pour beaucoup de ces études, la production journalistique et la question de ses significations pratiques au cours de ces trois années n'est que trop rarement « prise au sérieux ». Les fruits de l'activité journalistique ont donc le statut d'archives accessibles et mobilisables dont ne sont pas questionnées les logiques propres. Or, si l'étude du cas chilien s'inscrit dans les réflexions et débats engagés par des études sur l'activité médiatique dans des moments de crises et de conflits politiques<sup>90</sup>, l'une des prémices de travail est

---

<sup>88</sup> Les documentaire le plus connu et emblématique de cette tendance est certainement "La Espiral" d'Armand Mattelart. Voir : Mattelart Armand & Marker Chris (1975), *La Spirale*, Paris : Galatée Films, 155 min.

<sup>89</sup> Evoquons notamment Eduardo Santa Cruz qui, au sujet du rôle et de l'attitude du milieu journalistique, soutient que les luttes de cette période auraient peu à peu débordé les media et institutions médiatiques, qui s'étaient plus généralement montrées incapables de les « réguler » de manière quotidienne.. Voir Eduardo Santa Cruz (1988), *op.cit.*

<sup>90</sup> Sandrine Lévêque (1999), « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique », *Réseaux*, vol. 17, n°98, pp. 87-117 ; Eric Neveu, « La dynamique des médias dans la construction de la 'crise de la représentation' », *Revue Aquarium*, n° 10, 1992, pp. 5-24 ; Erik Neveu, « Médias et construction de la « crise de la représentation » : le cas français », *Communication*, vol.14, n°1, p. 21-54 ; Clémence Strédel (2012), « *Amores de Barrio Adentro*, une telenovela au service de la cause chaviste », in Morgan Donot & Michele Pordeus [dir.] (2012), *Discours politiques en Amérique latine. Représentations et imaginaires*, Paris : L'Harmattan, pp. 103-117

très justement d'affirmer qu'on ne peut « utiliser » la presse et les media comme le support transparent de l'objectivation des conflits sociopolitiques qui traversent la société chilienne entre 1970 et 1973<sup>91</sup>.

S'il est avéré que les journalistes sont ceux qui ont rendu le conflit visible, de façon quotidienne et transversale, il convient en effet toujours de se demander comment les récits diffusés par les media de communication ont effectivement participé à l'exacerbation du conflit. Sur la base de quels mécanismes le système de presse chilien s'est-il livré, dans le contexte de l'Unité populaire, à une guerre de tranchées opposant deux camps politiques en ordre de bataille ? Ou autrement dit, comment les journalistes s'adaptent-ils, ou pas, à l'accélération du temps politique et comment, face à la multiplication des conflits sociaux, tentent-ils de maîtriser le flux impétueux et incontrôlable d'évènements d'une *crise* ? L'objectif est donc de se lancer dans une compréhension de la crise qui *traverse* l'Unité populaire à partir d'une analyse des luttes singulières des journalistes à l'échelle de leur espace d'énonciation. Mais le balancier analytique fait aussi le mouvement inverse : il s'agit de mobiliser l'Unité populaire pour comprendre comment les journalistes vivent leur activité et occupent leur espace de publication à un moment où le temps social est saturé. Aussi, les questions qui président à ce travail sont : Qu'est-ce qui émerge, d'un point de vue journalistique, dans la discorde des choses ? Comment le journalisme contribue-t-il et résiste-t-il à l'état d'exception que constitue l'Unité populaire ? **De quoi le journalisme est-il le nom au Chili entre 1970 et 1973 ?**

C'est cette perspective que nous nous sommes attachés à développer en traitant des la normalité et des singularités du journalisme chilien dans une *crise* révolutionnaire (1970-1973), de ses (des-)ordres. Dans ce titre, n'apparaît d'ailleurs pas le nom de la coalition au pouvoir, « l'Unité populaire »<sup>92</sup>. Parmi les nombreuses formulations que nous avons essayées pour intituler cette thèse, cette expression a été longtemps présente. Pourtant elle s'est peu à peu effacée car elle enfermait l'objet dans le projet de « voie chilienne vers le socialisme ». L'étude que nous avons menée va au-delà. Elle ne parle pas d'un projet qui, sous cette appellation, se superpose à un conflit et à la mémoire de ces éléments, du fait de la manière dont la question de la *crise* de l'Unité populaire est réappropriée par les études postérieures au coup d'Etat. D'ailleurs nous n'avons pas cherché à prendre un évènement de cette période pour suivre ce que les journaux en disent, et la

---

<sup>91</sup> Dans leur typologie classique de la presse selon les régimes politiques, Peterson, Schramm et Siebert, ne font pas autre chose que de considérer les structures médiatiques comme le reflet et les agents de la solidité de la démocratie. Voir : T. Peterson, W. Schramm & F.S. Siebert (1956), *Four Theories of the Press*, Chicago: Illinois University Press.

<sup>92</sup> Nous l'avons plutôt glissé dans le sous-titre pour mieux identifier la période dont nous traitons sous la forme d'une chronique.

façon dont les journalistes la traitent<sup>93</sup>, d'en interpréter l'image construite médiatiquement<sup>94</sup>, ou dans une perspective plus macrosociologique, d'observer les rapports qu'entretiennent les récits médiatiques et le changement social<sup>95</sup>. Ces voies nous auraient guidé de manière trop mécanique à présupposer des effets médiatiques sur l'action collective chilienne propre à la période de l'Unité populaire<sup>96</sup>. Or compte-tenu de la polarisation politique et de la radicalisation du conflit, nous serions parti du principe que les journaux ont une action (forcément politique) sur la société et que nous aurions retrouvée d'une façon ou d'une autre dans leur message<sup>97</sup>. On en serait revenu à la perspective largement empruntée de l'influence idéologique des media durant ces trois années.

En ce sens, cette thèse se démarque des analyses des relations entre les media et la politique durant la période non pas sur leurs conclusions (nous ne remettons pas en cause les violentes batailles qui ont lieu à partir de l'étude des titres des journaux et du vocabulaire utilisé au cours de la période) mais plutôt à partir de la conception qu'elles font du discours journalistique et finalement des media et du journalisme. D'une part, en ne considérant le rôle des media que sous l'angle des messages, pensés comme des produits finis, le lien établi entre contenus médiatiques et appartenances partisans semble beaucoup trop épais et structurant. D'autre part, ces études réduisent le système médiatique à une lutte de contenu, alors que la sociologie du journalisme a bien montré en quoi les techniques et pratiques qui sont cachées par les mots et les images publiés contiennent, dans leur complexité, tout une série de mises en ordre du monde, ne serait-ce que parce qu'elles consistent à discriminer la réalité et à faire des choix, souvent naturalisées et institutionnalisées, dans la manière de construire la représentation journalistique et médiatique de

---

<sup>93</sup> Comme peuvent par exemple le faire Eglantine Sammouth et Yeny Serrano au sujet des jeux et des enjeux de la dénomination médiatique du conflit qui oppose Colombie et Venezuela sur leur frontière commune. Eglantine Sammouth & Yeny Serrano (2012), « Nomination et enjeux politiques : nommer un conflit dans les media colombiens et vénézuéliens » in Morgan Donot & Michele Pordeus [dir.] (2012), *op. cit.*, pp. 149-163

<sup>94</sup> Patrice Charaudeau, Guy Lochard et Jean-Claude Soulage analysent, par exemple, le travail médiatique en temps de guerre, pour essayer d'interpréter l'image construite par ces récits à travers le traitement d'épisodes particuliers de la guerre des Balkans (1990-1994). Consulter : Patrice Charaudeau, Guy Lochard & Jean-Claude Soulages (2001), *La télévision et la guerre, Déformation ou construction de la réalité? Le conflit en Bosnie, 1990-1994*, Paris : De Boeck, Collection « Medias Recherches ». Sur la même thématique, on peut consulter Emmanuelle Gatien (2009), « Un peu comme la pluie ». La coproduction relative de la valeur d'information en temps de guerre », *Réseaux*, vol. 5-6, n°157-158, pp. 61-88.

<sup>95</sup> Daniel Bell (1984), « La télécommunication et le changement social », *Sociologie et sociétés*, n°16, pp. 20-35.

<sup>96</sup> Benjamin Ferron (2012), « Les répertoires médiatiques des mobilisations altermondialistes (Mexique-Chiapas, Israël/Palestine, 1994-2006). Contribution à une analyse de la société transnationale », thèse de doctorat en science politique sous la direction d'Erik Neveu, Université de Rennes 1 ; Cégolène Frisque, « Des militants du journalisme ? Les journalistes « critiques » comme militants de l'autonomie professionnelle » in Denis Ruellan et Sandrine Levêque (dir), *Journalistes engagés*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, pp. 145-164 ; Antonio Mattoni (2010), « Pratiques médiatiques multiples dans les mobilisations italiennes contre la précarité » in Muriel Surdez, Michaël Voegtli & Bernard Voutat [dir.], *Identifier - S'identifier. À propos des identités politiques*, Lausanne : Publications universitaires Romandes, Antipodes ; Erik Neveu (1999), « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, vol. 17, n°98, pp. 17-85.

<sup>97</sup> Dominique Caron & Fabien Granjon (2010), *Mediactivistes*, Paris : Les presses de Sciences Po, « Chapitre 2. Mouvements révolutionnaires et médias populaires », pp. 25-46.

celle-ci. En est-il donc de même durant l'Unité populaire ? Pour poser la question d'une autre manière, comment les pratiques de fabrication de l'information agissent, durant une période révolutionnaire, sur un discours médiatique dont il a été montré les évolutions vers une forme de radicalité sociopolitique ? A l'inverse, comment cette polarisation politique que vivent les discours médiatiques s'incarnent et s'inscrivent dans les pratiques journalistiques mises en œuvre durant l'Unité populaire ?

Nous proposons d'envisager les rapports entre media et démocratie depuis l'intermédiation des pratiques journalistiques. L'injonction qui est faite aux journalistes et aux media d'éclairer l'opinion publique dans les sociétés démocratiques<sup>98</sup> repose en effet sur une série d'étapes et de gestes qui fabriquent les journaux et plus généralement les supports médiatiques justement censés définir ce qui est pensable et dicible en rendant visible des gestes discursifs<sup>99</sup>, ou pour utiliser un vocabulaire plus classique dans l'analyse des media comme en science politique, en mettant à l'agenda<sup>100</sup>. La figure du *gatekeeper* se doit ainsi d'être confrontée à des moments de *crise*, au sens où nous l'avons défini, d'une accélération des événements. Si une sélection est faite parmi le flux d'information, cela implique d'une part que les media ne sont pas le simple reflet du conflit politique, qu'il soit intense ou non ; et d'autre part, c'est justement dans ce contexte que le tri doit être resserré et laisser à la porte des journaux une plus grande quantité d'information que l'on peut voir sous quelles logiques il opère. Autrement dit, nous posons la question de ce que deviennent les routines journalistiques durant une crise révolutionnaire.

Ces habitudes que l'on vient d'incarner ici dans le processus de sélection ne s'arrête pas à cette seule opérationnalisation. En effet, les journaux s'organisent selon diverses logiques et plusieurs étapes que l'on peut retracer dans le produit, consultable quotidiennement ou sous formes d'archives. En effet, face à la matérialité du journal (son volume, les couleurs utilisées, les polices, les formes...), le lecteur peut percevoir au premier coup d'œil la hiérarchisation et l'organisation de l'information. Ces pratiques d'ordonnement des nouvelles et de l'information s'ancrent dans différentes étapes du processus de fabrication quotidien de l'information. De la conférence de presse jusqu'à la composition et l'envoi à l'impression, les journalistes procèdent, de manière individuelle comme collective, à la définition des importances

---

<sup>98</sup> Erik Neveu (2000), « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, vol. 18, n°100, pp. 107-136.

<sup>99</sup> Depuis une approche anthropologique, Jean-François Leguil-Bayart fait de la capacité à imposer une énonciation du politique, une activité de définition des champs du pensable dans la perception et l'interprétation des genres discursifs. Voir : Jean-François Leguil-Bayart (1985), « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, vol. 35, n°3, pp. 343-373.

<sup>100</sup> Maxwell McCombs (2004). *Setting the Agenda: The Mass Media and Public Opinion*. Cambridge (UK): Polity Press.

et à leur réajustement progressif en attribuant un lieu à chaque article dans le journal, un espace (disons, une taille), une forme (de la brève à l'article qui se situe en haut de la page, dit en position « de tête »). Les jeux de titres, l'association d'un document photographique ou l'insertion d'intertitre sont autant de pratiques qui relèvent de l'organisation et la hiérarchisation des journaux. Ces pratiques ont lieu à travers différents gestes, de la prévision du chemin de fer jusqu'à l'écriture, en passant par le reportage ou le traitement d'un communiqué de presse. On peut alors se demander sur quelles bases techniques et sur quelles pratiques s'articulent les distorsions politiques du discours médiatique constatées au cours des trois années de conflit sociopolitique exacerbé qui produit une accélération du temps de l'actualité, c'est-à-dire des événements qui arrivent jusqu'aux journalistes et qu'ils sont chargés de traiter.

L'objectif de cette thèse est donc de mettre en relation les réalités historiques et sociales des pratiques de fabrication de l'information avec le résultat de ces pratiques, le message (le titre, les contenus) pensé comme récit journalistique quotidien, c'est-à-dire d'articuler le moment de la production journalistique et le moment de la diffusion du produit médiatique. Nous rejoignons, en creux, les hypothèses lancées par Gaye Tuchman sur l'expression de la matérialité des routines journalistiques dans le produit même qui en est le résultat et les modes sociaux d'organisation du travail journalistiques<sup>101</sup>. Alors on peut envisager que les archives des journaux étudiés, considérés comme des discours médiatiques en tant que tels, soient caractérisées par les traces laissées par les pratiques journalistiques et le contexte social de fabrication de l'information articulé autour des logiques matérielles et discursives à partir desquelles prennent sens ces pratiques quotidiennes diffusant des conceptions du monde<sup>102</sup>. Cette conception permet donc de rechercher directement dans les journaux les marques de la routinisation des pratiques journalistiques selon les différents critères, et rend, dans la complexité de son articulation, leur caractère politique aux mécanismes et techniques mis en œuvre par les journalistes. Il s'agit donc moins de questionner le caractère révolutionnaire du journalisme durant ces trois années et la politisation des messages, que le rapport au temps des pratiques dans la confection des messages, dans la configuration d'une société dont la radicalisation du conflit politique semble incontrôlable.

Autrement dit, pour penser les relations entre media et politique, il ne suffit pas d'analyser, aussi systématiquement que ce soit, les messages médiatiques : il faut aussi leur rendre leur trame sociale, politique et culturelle, c'est-à-dire les logiques sur lesquelles ils sont produits

---

<sup>101</sup> Gaye Tuchman (1978), *Making News: A Study in the Construction of Social Reality*, New York: Free Press, Sage Publication.

<sup>102</sup> Eliseo Verón (1981), *op. cit.* ; Hans Stange & Claudio Salinas (2009), *op. cit.*

quotidiennement et leur historicité. Alors, et seulement alors, on peut penser et analyser, dans une configuration historique particulière, les rapports des journalistes au temps, à l'actualité et ce que nous avons à plusieurs reprises appelé le flux d'évènements.

### 3. *L'être journalistique : pratiques et identités*

Pour en arriver là, il est nécessaire de faire un détour par le concept positionnel, dispositionnel et systémique d'*habitus*<sup>103</sup> tel que conceptualisé par Pierre Bourdieu. Les routines de presse peuvent en effet être considérées sous l'angle de l'*habitus* du fait de leur caractère internalisé, sous forme de disposition pour l'action et pour la mise en sens de la réalité. Elles sont régulées à travers la socialisation interne des acteurs de ce champ, mais aussi objectivées par les institutions au sein desquelles elles sont mises en œuvre. Autrement dit, la conceptualisation des pratiques journalistiques comme *habitus* envisage, d'une part, ces routines comme l'agent de relations que les journalistes établissent avec les composants de leur champ professionnel. Elle incorpore d'autre part les conditions de mise en œuvre que constituent les modes d'organisation des salles de rédaction et des organes de presse. Enfin elle intègre les configurations institutionnelles, historiques et sociales propres à la société dans lesquelles elle sont mises en œuvre, c'est-à-dire des facteurs matériels et culturels externes au processus de fabrication à proprement parler.

En énumérant une partie des pratiques journalistiques et des étapes de fabrication des journaux, nous avons anticipé sur la perspective bourdieusienne, telle que déclinée autour des idées de routine mais aussi d'institutionnalisation et d'interiorisation de certaines pratiques habituelles qui entrent en relation avec une époque et une société. A nos yeux, c'est principalement dans le rapport que ces routines et le processus de fabrication des journaux entretiennent avec le temps. Dans sa mise en œuvre quotidienne, l'activité journalistique se base en effet largement sur l'actualité, ce qui sous-tend un travail sur le temps dans ses usages habituels et pragmatiques. Depuis une approche historique, « la définition la plus basique que l'on peut donner des nouvelles est sans doute celle d'informations en lien avec l'actualité », comme

---

<sup>103</sup> Pierre Bourdieu & Loïc Wacquant (1992), *An Invitation to Reflexive Sociology*, University of Chicago Press.

l'écrivent Eric Lagneau, Jérémie Nicey, Michael Palmer et Franck Rebillard<sup>104</sup>. Toutefois, et pour poursuivre avec ces auteurs, il est nécessaire d'articuler les pratiques aux identités des journalistes, c'est-à-dire :

« leur appartenance à ce groupe soit autoproclamée (ex : déclarations publiques) ou reconnue statutairement (ex : carte d'identité professionnelle) [qui] tiennent à distance des individus exerçant une activité pourtant proche en apparence : *journalistes d'entreprise, journalistes institutionnels* (travaillant pour des organisations publiques), et plus récemment *journalistes amateurs* ».

Autrement dit, pour comprendre comment se pratique leur journalisme, il faut aussi s'approcher de la façon dont les journalistes se conçoivent, de façon collective, et ce que traduit ce rôle de leurs relations avec la société et l'époque au sein desquelles ils exercent leur activité.

Ainsi, il s'agit de repositionner les pratiques journalistiques au sein du *champ journalistique* (chilien), c'est-à-dire dans le système de production de biens symboliques constitué à partir d'une trame de pratiques et de relations matérielles et symboliques, située historiquement (entre 1970-1973 mais aussi avant) comme un état des relations de force dans les luttes et les conflits autour de l'hégémonie culturelle. Autrement dit, il faut se demander, avec Bourdieu, quelle est l'évolution du positionnement des journalistes chiliens et leur statut entre 1970 et 1973 : sont-ils situés « hors champ »<sup>105</sup> ? Opèrent-ils une « magie sociale »<sup>106</sup> ? Ou sont-ils dans une position d'homologie structurale, dans une relation de dépendance plus directe avec les professionnels de la politique ?<sup>107</sup>

Sur ces bases, il est possible de comprendre comment les routines journalistiques évoluent et comment les journalistes revoient leur positionnement à l'intérieur du système médiatique sans pour autant que ces relations et ce système n'exploient « sous les déterminations extérieures du

---

<sup>104</sup> Les auteurs précisent : « Dès le XIIIe siècle, le mot 'nouvelle' s'emploie dans le sens de 'récit d'une histoire récente', avant de désigner 'l'annonce d'un événement' (XIIIe s.), puis ce que l'on apprenait par la rumeur publique (1549) et par le travail des 'nouvellistes' (1620) ; les nouvelles deviendront enfin les infos diffusées par divers canaux (1659), au premier rang desquels les journaux (1759) (Palmer, Nicey, 2011 : 212-214). C'est ainsi ce rapport à l'actualité, avec toutefois des périodicités plus ou moins longues (depuis les « flashes » d'information à la radio jusqu'aux magazines hebdomadaires, mensuels voire semestriels), qui distingue la représentation journalistique d'autres activités de représentation du monde (représentation artistique, scientifique, etc.) » Voir : Eric Lagneau *et al.* (2013), « La dynamique sociale des sources et flux de nouvelles. Introduction », *Sur le Journalisme About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne], vol. 2, n°1 - 2013, disponible sur <http://surlejournalisme.com/rev> (consulté le 8 mai 2013).

<sup>105</sup> Pierre Bourdieu (1966), « Champ intellectuel et projet créateur », *Les Temps Modernes*, n° 246, pp. 865-906.

<sup>106</sup> Pierre Bourdieu souligne que, dans les années 1960, les journalistes français dépendent encore du mode de fonctionnement du champ intellectuel, mais qu'ils acquièrent un rôle de plus en plus important en participant à l'attribution d'une publicité aux intellectuels en échange d'une légitimité nouvelle (selon le principe d'*allodoxia*). Voir : Pierre Bourdieu, (1971), « Le marché des biens symboliques », *L'Année sociologique*, vol. 22, pp. 49-126 ; Pierre Bourdieu (1971), « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, vol. XII, n°3, pp. 295-334 ; Pierre Bourdieu (1973), « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps Modernes*, n°318, pp.1292-1309.

<sup>107</sup> Voir notamment : Pierre Bourdieu (1996), *Sur la télévision, suivi de L'emprise du journalisme*, Paris : Liber-Raisons d'agir.



présent immédiat »<sup>108</sup>. L'historicisation des routines journalistiques durant l'Unité populaire, caractérisée par l'exacerbation du conflit sociopolitique et l'accélération du flux d'évènements, permet de cerner les évolutions et les changements qui s'opèrent dans le champ journalistique. Ainsi, on pourra mieux comprendre comment se reconfigure la pratique journalistique chilienne dans ces conditions sociohistoriques. Les routines journalistiques prennent donc ici un peu plus d'épaisseur puisqu'elles sont déterminées par les relations sociales, politiques, économiques propres au champ journalistique, tout en manifestant ses tensions avec les autres champs sociaux et donc la société en son ensemble. Cette approche permet de rendre compte du lieu politique occupé par les routines journalistiques dans l'ensemble des pratiques de fabrication de la réalité chilienne, dans le contexte de l'Unité populaire.

Il s'agit donc, dans un premier temps, d'analyser les reconfigurations du champ journalistique chilien suite à l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende, en les mettant en relation avec les analyses qui ont été faites de la polarisation des discours médiatiques et de leur contribution à rendre le conflit politique incontrôlable. Pour ceci il a été choisi de questionner les techniques, les mécanismes, les aptitudes et les compétences sur lesquels se construit le discours journalistique chilien entre 1970 et 1973. Pour ce faire, il a d'abord fallu retracer les pratiques de fabrication de l'information mises en œuvre par les journalistes dans les salles de rédaction, durant le gouvernement de Salvador Allende, ce que nous avons essayé de faire à partir d'un travail sur archives et d'entretiens (nous y revenons en fin d'introduction). Dans la perspective de notre hypothèse historique sur l'accélération du temps de l'actualité durant l'Unité populaire, nous avons cherché à voir comment le flux d'évènements est mis en ordre quotidiennement. Pour jouer sur une métaphore, il a fallu ralentir le film de l'Unité populaire pour comprendre comment les journalistes fabriquent l'information, ou plutôt il a fallu obscurcir leur activité pour éclairer la période. Ce n'est plus alors la politisation des media qui apparaît au regard, mais plutôt l'accélération du temps d'évènements qui fait bouger le travail d'agencement architectural des journaux, et donc le discours qu'ils portent sur eux-mêmes<sup>109</sup>, les traces qu'ils laissent de leur activité.

Les techniques utilisées doivent ensuite être questionnées depuis les processus de transmission et de reproduction qui leur permettent de se diffuser et d'être employées de façon partagées. Nous avons alors suivi une piste qui était pourtant loin de nos préoccupations initiales,

---

<sup>108</sup> Pierre Bourdieu (1980), *Le sens pratique*, Editions de Minuit.

<sup>109</sup> Alexis Lévrier & Alice Wrona [dir.] (2013), *Matière et esprit du journal. Du Mercure Galant à Twitter*, Paris : PUPS, (coll.: « Histoire de l'imprimé »).

à savoir la socialisation au monde journalistique, en essayant de reconstruire les enseignements comme les mécanismes de correction et de redressement qui s'instaurent au moment des premiers contacts avec les rédactions et la communauté journalistique. Ces données sont d'autant plus importantes que les premières générations de journalistes formées à cette profession dans un cadre universitaire arrivent sur le marché du travail journalistique à partir de 1968. Les deux principales écoles de journalisme sont en effet créées en 1953, à l'Université du Chili, et en 1956 pour celle de l'Université Catholique. En revenant sur les moyens dont disposent ces écoles de journalisme mais aussi sur la conception de ces cursus (les professeurs, les matières enseignées, les manuels utilisés) et la perception des étudiants qui ont suivi ces formations, on pourra mieux comprendre quelles sont les valeurs et les pratiques qui sont consacrées par ces instances d'apprentissage pour former des « bons journalistes ».

Finalement il a été nécessaire de se pencher sur la régulation du « milieu » journalistique, c'est-à-dire sur la façon dont cette communauté se pense et contrôle son fonctionnement, que ce soit par l'identité qu'elle s'attribue, les mécanismes qui consistent en cette attribution ou la gestion des entrées et les sorties. Cette voie nous a amené à analyser les organisations corporatistes (appelées *gremios*) au Chili, leur genèse comme leur fonctionnement durant les trois années qui nous intéressent. De façon transversale, cette démarche permet de voir apparaître certains facteurs qui conditionnent l'exercice du journalisme : les relations entre journalistes, les pressions publicitaires qui agissent sur l'espace des journaux entre 1970 et 1973, les organigrammes et le fonctionnement des salles rédactions, mais aussi les possibilités comme les contraintes qu'offre la technologie dans le processus de fabrication de l'information.

Tous ces processus se mettent enfin en œuvre dans un cadre macro-structurel qu'il ne faut pas négliger. Les réglementations juridiques de l'activité, que ce soit les plus générales (la façon dont est administrée la liberté d'expression durant l'Unité populaire) comme celles qui s'adressent directement aux journalistes comme communauté sociale (la protection sociale, les mécanismes juridiques disponibles pour sanctionner certains membres de cette communauté et le régime de régulation dont elle bénéficie) encadrent en effet les (im)possibilités pratiques des journalistes tout comme elles influent sur leur identité. Pour en donner un bref exemple afin de la clarifier, la reconnaissance de la communauté journalistique par l'Etat est un puissant facteur de stabilisation d'une identité comme une garantie et une contrainte sur la manière d'exercer le journalisme.

Au-delà de l'encadrement juridique de l'activité médiatique, il faut donc penser l'action publique en matière journalistique. En écho au programme de l'Unité populaire mais aussi à la stratégie légaliste et institutionnelle définie par l'Unité populaire, comment ce secteur a-t-il été

manœuvré, sous les objectifs révolutionnaires de la coalition et dans le contexte de polarisation de la société chilienne ? Il s'agit donc de s'intéresser aux mesures politiques, ouvertes comme secrètes en matière médiatique. Les nominations au sein de l'organigramme des différents journaux seront examinées, les discours politiques décortiqués, les écrits émergeant des partis politiques pris en compte, comme les projets d'action publique à plus grande échelle, telle que la création de la maison d'édition étatique *Quimantú*, issue de la nationalisation de l'entreprise *Zig-Zag*<sup>110</sup>. Cette lecture sera aussi enrichie par une étude des lois et décrets promulgués sous l'Unité populaire quant aux conditions d'exercice du journalisme, pour mieux comprendre comment et dans quelle direction le pouvoir politique chilien essaie d'agir sur le champ journalistique, dans le contexte d'un conflit politique et médiatique profond et souvent violent.

A partir de ces différents éléments, l'objectif est de mieux circonscrire les changements structurels dans le champ culturel d'action politique sous l'Unité populaire, afin de mieux comprendre les évolutions du champ journalistique et de la mise en œuvre des pratiques de fabrication de l'information décrites auparavant. Dans l'épaisseur historique de ces pratiques, nous espérons mieux voir comment le journalisme durant l'Unité populaire est le produit d'une histoire et d'un jeu de positionnement propre à ses trois années, qui le font fluctuer entre ordre et désordre, entre normalités et singularités. Ainsi, l'étude du journalisme durant cette *crise* révolutionnaire s'enrichit des continuités sans pour autant délaisser les particularités des relations de force propres à la période que notre hypothèse situe dans leur relation à l'accélération du temps des événements. Pratiques et identités journalistiques permettent alors de dessiner *l'être* journalistique, c'est-à-dire le discours porté sur les journalistes et qu'ils incarnent eux-mêmes, leurs *manières de se conduire* et leurs *manières de se penser*.

Pour étudier *l'être* journalistique chilien entre 1970 et 1973, nous avons donc opéré un double déplacement. D'abord, nous avons souligné qu'il est nécessaire de réinscrire cette période dans une histoire à plus long terme qui envisage les héritages des pratiques et de l'identité journalistiques durant l'Unité populaire, mais qui dépasse aussi le coup d'Etat chilien pour voir en quoi le sens commun journalistique ne marque pas de rupture en 1973. Faire l'histoire du journalisme entre 1970 et 1973 revient à faire l'histoire de la massification de la société chilienne, de la spécialisation des techniques et des pratiques journalistiques, notamment dans leur rapport à l'organisation architecturale des formats, du jeu d'institutionnalisation d'une identité

---

<sup>110</sup> Martín Bowen Silva (2008), "El proyecto sociocultural de la izquierda chilena durante la Unidad Popular. Crítica, verdad e inmunología política", *Nuevo Mundo – Mundos Nuevos*, Debates, 2008, mis en ligne le 21 janvier 2008, disponible sur: <http://nuevomundo.revues.org/13732> (consulté le 31 mai 2012).

journalistique, et de la radicalisation du conflit autour du projet de modernisation national-développementaliste. Alors, et pour le dire de façon ramassée, **nous soutenons que, durant l'Unité populaire, entendue comme moment *extraordinaire* d'accélération du temps politique à outrance, l'activité journalistique ne se reflète pas seulement dans les contenus mais aussi dans les formes journalistiques, qui sont mis en œuvre selon des pratiques et des identités largement partagées et qui n'entrent pas en *crise*.**

### *C) Regard sur l'empirie*

L'immersion est un des fils de cette introduction. L'arrivée au Chili puis notre installation, et finalement notre vécu, quotidien comme universitaire, ont amené à faire évoluer subrepticement la question qui préside à ce travail doctoral. La perception des blocages mémoriaux et analytiques propres à la société chilienne, comme la découverte d'un océan bibliographique nous ont poussé à repenser la façon dont nous pouvions interroger le rapport entre media et démocratie à partir de ce cas d'étude précis, l'activité journalistique durant l'Unité populaire (1970-1973). L'immersion comme les décalages mais aussi les rencontres et les discussions (formelles et informelles) se sont bien sûr répercutés sur le travail empirique, le matériau convoqué et le regard que nous devions et pouvions lui administrer.

Les séjours de recherche ont été autant de voyages successifs « à l'autre bout du monde », où le quotidien se partageait entre la recherche d'informations (données bibliographiques et empiriques), et notre socialisation au monde académique chilien. En novembre 2007, nous avons ainsi rencontré des professeurs comme Alfredo Joignant (politiste à l'époque en poste à l'Université du Chili, aujourd'hui à l'Université Diego Portales), Stéphanie Alenda (politiste elle aussi en poste à l'Institut national des affaires publiques de l'Université du Chili, aujourd'hui rattachée à la faculté de sociologie de l'Université Andrés Bello), Claudio Rolle (historien à l'Université catholique), Patricio Rodríguez Plaza (professeur en esthétique à l'école de théâtre de la *Pontificia Universidad Católica*) ou César Albornoz (historien de la musique en poste à la faculté d'histoire de la même université).

Plus tard, la rencontre de René Jara, futur doctorant à l'IEP de Grenoble, a aussi ouvert tout un champ de discussion et de collaboration avec les enseignants-chercheurs de l'Institut de communication et d'image (ICEI), institution héritière de l'École de journalisme de l'Université du Chili. Parmi eux, on peut relever les stimulants échanges entretenus avec Claudio Salinas, Hans Stange, Carlos Ossa, Carlos Ossandón, Eduardo Santa Cruz, Claudia Lagos, Lorena Antenzana,

Ximena Poó, María Eugenia Domínguez ou Laureano Checa. De fait une partie de ces universitaires est largement citée dans le corps de la thèse, du fait même de la socialisation à laquelle ils ont participé.

Pour comprendre les des(-)ordres journalistiques durant l'Unité populaire, nous avons adopté une approche kaléidoscopique. Contrairement à ce qu'énonce la plupart des textes sur l'activité médiatique durant l'Unité populaire, il n'est en effet pas possible selon nous d'étudier les seuls contenus de la presse et des media. Il est nécessaire de s'intéresser à l'activité journalistique depuis le discours que tient cette communauté sur son *être*. D'un point de vue méthodologique, ce premier déplacement est fondamental car il discrédite aussi la nuée de textes qui utilisent les archives médiatiques comme si elles étaient translucides alors qu'ils dénoncent, dans le même mouvement, la portée essentiellement idéologique de la presse durant ces trois années. Ils font donc entrer dans les angles morts et les coulisses de l'activité journalistique pour éclaircir la période.

Pour ce faire, nous avons mobilisé de nombreuses ressources sans nous en tenir spécifiquement à un corpus fermé de ressources d'un unique registre qui permettraient une analyse homogène. Souhaitant articuler ces différents matériaux, selon un critère d'homogénéité, nous avons essayé de prendre en compte tous les documents que nous trouvions et qui témoignent, d'une façon ou d'une autre, directement ou indirectement, d'un ensemble de pratiques qui incarnent, contraignent ou conditionnent l'*être journalistique* de la période, dans la rationalité et les routines qui lui sont propres comme dans leurs usages (et ce qu'ils impliquent d'ajustements et d'arrangements). Nous avons alors engagé un travail sur archives de presse écrite durant ces trois années (1970-1973) croisé à une enquête par entretiens non-directifs<sup>111</sup>, mais nous avons aussi convoqué toute une série d'autres documents, traités comme des archives. Ce choix implique de renoncer à certaines sources<sup>112</sup>, mais les premiers entretiens exploratoires et l'analyse des formations universitaires au journalisme montrent clairement que le modèle professionnel du journalisme chilien, dans les années 1970, est celui de la presse écrite. L'analyse des seules archives de presse permet donc de confronter les hypothèses et ouvre la possibilité d'une généralisation des résultats obtenus à partir de la presse aux autres activités médiatiques.

---

<sup>111</sup> Stéphane Beaud, F. Weber (1998), *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, Coll. Repères, Paris ; Bruneteaux Patrick, Lanzarini Corinne. Les entretiens informels. In: *Sociétés contemporaines* n°30, 1998. pp. 157-180 ; Guy Michelat (1975), « Sur l'utilisation de l'entretien non-directif en sociologie », *Revue française de science politique*, n°16, pp. 229-247.

<sup>112</sup> Ainsi, les archives radiophoniques et télévisuelles n'ont pas été retenues pour deux raisons : elles sont, d'une part, très difficiles à obtenir (quand elles existent) ; d'autre part, durant l'Unité populaire, les journalistes de presse écrite pratiquent généralement aussi leur activité à la radio et à la TV.

## 1. Le travail sur archives de presse

Ainsi, nous avons passé de très longues heures à la Bibliothèque nationale du Chili (BNC) à consulter des archives de presse, d'abord de l'Unité populaire, puis des différents journaux que nous utilisons dans notre approche socio-historique. D'abord, nous avons appréhendé ces archives par une lecture, dans la plus grande simplicité et de façon peu systématique, au gré de nos envies, de la façon dont notre œil – notre regard – accrochait à un titre, à une photo, à une zone de la page... Cela permettait de mieux voir les caractéristiques de la presse de l'époque et les impressions et étonnements qui surgissaient. Nous avons « dévoré » des journaux, de tout le spectre politique, tels qu'*El Siglo*, *Las Noticias de Última Hora*, *Clarín*, *Puro Chile*, mais aussi *La Prensa*, *El Mercurio* ou *Tribuna*. Nous en avons fait de même avec les revues *Chile Hoy*, *SEPA* et *Impacto* notamment. Au départ, nous avons « consulté » les journaux des trois années de gouvernement d'Allende simplement pour provoquer des intuitions, des sensations, des questions et nous plonger dans le contexte, nous immerger dans la période et l'histoire médiatique chilienne.

Cette première étape nous a permis de constater l'écart entre les pages que nous découvriions et les diagnostics que nous avons lus dans notre travail historique et théorique précédent et simultané. Dans la littérature chilienne sur le cas de la presse (et plus généralement des media) durant l'Unité populaire, une grande partie des auteurs convergent sur les diagnostics idéologiques au sujet desquels nous avons précédemment construits notre déplacement analytique. Si ces caractéristiques idéologiques sont omniprésentes à la Une et dans les pages d'opinion, notamment à la lecture des titres, force était de constater que nous ne les retrouvions pas dans les pages intérieures des journaux, même dans les pages « politiques ». Le ton y est plus calme, moins radical et dramatique, l'organisation de l'espace (des rubriques et au sein des pages) y est relativement stable dans le temps, le jeu sur les couleurs très peu présent. Pour paraphraser François Buton et Nicolas Mariot, nous commençons à « construire notre objet » et à le mettre en questions en nous confrontant aux documents<sup>113</sup>. Comme l'écrit encore J.-C. Passeron, « [l]e sens construit par une science sociale, c'est celui qui n'exclut aucun des constats empiriques que

---

<sup>113</sup> François Buton et Nicolas Mariot (2006), entrée « Socio-histoire » du *Dictionnaire des idées*, 2e volume de la collection des « Notionnaires » de l'Encyclopaedia Universalis, pp. 731-733

ses méthodes lui permettent d'opérer ; les constats de relations qui ne peuvent s'énoncer conformément à ce sens construit obligent à le reconstruire »<sup>114</sup>.

Aussi, avons-nous rapidement cessé de chercher dans ces journaux les « traces »<sup>115</sup> d'un prétendument exceptionnel phénomène de politisation et spécifiquement situé et délimité à la période de l'Unité populaire ; et qui se serait tout particulièrement exprimé autour des « faits » (une élection, un programme d'action publique, les résistances ou les appuis au projet de Salvador Allende...) <sup>116</sup>. En cohérence avec notre projet, nous avons peu à peu délaissé les messages médiatiques lors de nos visites aux archives, même si nous avons sélectionné des articles qui nous ont paru les plus représentatifs des débats autour de la presse et de son rôle dans le conflit sociopolitique qui traverse la société chilienne entre 1970 et 1973. Au fil des pages, nous avons commencé à noter la structure de ces journaux, c'est-à-dire leur organisation, leur architecture. Passant en quelque sorte du texte lui-même au « paratexte »<sup>117</sup>, notre attention s'est davantage porté sur le déroulé de page en page, les rubriques, la hiérarchisation des informations, les jeux de couleurs et de police, l'aspect spatial enfin, c'est-à-dire les zones distinguées dans les différentes pages. Ceci nous a amené à schématiser différents exemplaires pour mieux avoir une représentation visuelle de cette architecture.

L'immersion dans les archives de la presse chilienne nous a donc permis de construire notre objet et par conséquent le matériau qui en constituait la substance empirique, à savoir *le processus même de fabrication des journaux*, saisi à partir des traces qu'il laisse ; autrement dit les pratiques journalistiques chiliennes prises dans la polarisation de la société et la radicalisation du conflit

---

<sup>114</sup> Passeron Jean-Claude (1991), *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris : Nathan (Coll. : « Essais & Recherches), 1991, pp. 241-242.

<sup>115</sup> Sur les contours du paradigme indiciare que nous avons progressivement fait nôtre dans le cours de notre « immersion » dans le contexte chilien, voir Ginsburg Carlo (1980), « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le débat*, 6, novembre 1980, pp. 3-44.

<sup>116</sup> Le travail des archives de presse dans les travaux historiques ne va pas de soi. Il a même constitué à un moment donné, un problème pour l'histoire, entendue comme discipline. Jacques Kayser s'interroge ainsi en 1957 sur les relations entre l'historien et la presse (selon le titre de son texte) et Pierre Renouvin en fait de même à une époque similaire dans un article intitulé « La presse et l'histoire » (dont nous n'avons pas réussi à retracer la date originale). Ces deux historiens discutent de la validité de l'utilisation des articles de presse comme source d'information sur une époque, sur « l'esprit du public » de cette époque pour reprendre les mots de Renouvin, ou même comme source complémentaire d'informations. Ils concluent tout deux à la nécessité de recourir aux archives de presse tout en énonçant une série de précautions à prendre dans leur manipulation. Nous ne détaillerons pas ici ces mesures et conseils de prudence parce qu'elle renvoie à une utilisation des archives de presse qui n'est pas opérationnelle dans un cas comme le nôtre. Consulter : Jacques Kayser (1957), « L'historien et la presse », *Revue historique*, n°218, octobre-décembre 1957, pp. 284-309 ; Pierre Renouvin (1998), « La presse et l'histoire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 49, n°1, pp. 83-88. Pour donner un exemple relativement proche de notre travail, Franck Gaudichaud utilise par exemple les archives de presse de cette façon, pour compléter son histoire du mouvement populaire urbain chilien durant l'Unité populaire, principalement fondé sur l'histoire orale. Voir Franck Gaudichaud (2013), *op. cit.*

<sup>117</sup> Si l'on se permet de emprunter l'expression créé par Gérard Genette au sujet des œuvres littéraires. Voir Genette Gérard (1987), *Seuils*, Paris : Seuil (coll. : « Poétique »).

politique (1970-1973). Nous ne construisons donc pas les archives des journaux envisagées seulement comme le lieu d'accumulation d'une série d'informations sur l'époque, mais plutôt le lieu privilégié et le support où s'expriment la matérialité du journalisme, son discours et ses pratiques. Formulé d'une autre façon, nous considérons ces archives à la fois comme le support de récits caractérisés par leur caractère journalistique et le lieu où s'ancrent ces récits sur et autour du support particulier qu'est la presse. Nous avons donc peu à peu abordé les archives des journaux comme des objets, résultant d'un processus technique, organisé dans ses formats, sa fabrication, ses modes de diffusion, mais nous les avons aussi abordées comme des récits qui se renouvellent et se perpétuent sur ces mêmes objets<sup>118</sup>. Selon cette approche, il a fallu chercher les éléments et conditions matérielles relevant de la fabrication des journaux placés sous les yeux de la société chilienne entre 1970 et 1973, ou au moins de leurs lecteurs ; autrement dit, ce qui assure une lisibilité au journal dans ce contexte particulier. Nous avons donc cherché à comprendre comment les journalistes chiliens investissaient de sens les contraintes techniques, formelles et normatives qui présidaient à leur activité durant l'Unité populaire : en d'autres termes, le discours du journal sur le journal. Les déterminants de ce discours se trouvent dans les supports (papier, format, volume...), l'organisation des pages (typographie, mise en page, rubricage, utilisation des illustrations, insertion des annonces), mais aussi les marques que l'on voit apparaître dans la « chaire » des journaux du fait de facteurs extérieurs comme les ressources technologiques (système d'impression ou service de diffusion). Les archives de presse sont donc considérées comme les récits d'un système de contraintes propres à l'activité journalistique.

Cette immersion dans la presse et les choix que nous avons faits ont largement été permis par notre installation à Santiago du Chili et le partage culturel, peu importe la forme qu'il ait pris : bref, sur le fait de sentir et percevoir le récit fait de la période en dehors des archives de presse ou des textes universitaires, dans la vie quotidienne. En vivant au Chili, nous avons peu à peu pu situer les multiples institutions et les lieux où ces archives étaient accessibles, dans une société et une culture étrangères à la nôtre. Les connaissances doctorantes (Maité De Cea<sup>119</sup>, Paulina Vergara<sup>120</sup>, Manuel Gárate-Chateau<sup>121</sup> et Antoine Maillet<sup>122</sup> notamment), les groupes de recherche (le Groupe d'études sur le Chili - GRESCH), les universitaires rencontrés (Alfredo Joignant,

---

<sup>118</sup> Lévrier & Wrona (2013), *op. cit.*, p.1.

<sup>119</sup> Docteur en science politique de l'IEP de Grenoble et chercheure à l'Université Diego Portales sur les politiques culturelles chiliennes, à Santiago du Chili.

<sup>120</sup> Doctorante à l'IEP de Grenoble et enseignante à l'École de gouvernement de l'Université du Chili, à Santiago du Chili.

<sup>121</sup> Docteur de l'EHESP et post-doctorant à l'Université Diego Portales, Santiago du Chili.

<sup>122</sup> Docteur de l'IEP de Paris et de la *Pontificia Universidad Católica de Santiago de Chile*, et enseignant à l'Université Andrés Bello à Santiago du Chili.



Patricio Rodríguez Plaza, Rolando Álvarez Vallejos, Claudio Rolle, René Jara, Hans Stange, Claudio Salinas, Carlos Ossa, Eduardo Santa Cruz ou Carlos Ossa) tout autant que de longues heures à naviguer sur les sites des institutions chiliennes nous ont permis d'identifier les possibles lieux de recherche : outre la BNC, et dans le désordre, la Bibliothèque du Congrès national (BCN), les Archives nationales de l'administration publique (ARNAD), les Fondations (Allende, Neruda, le *Centro de Estudios Públicos*, la Fondation « Democracia y Desarrollo » de président Ricardo Lagos, la Fondation Frei ou encore l'Institut franco-chilien), l'École de journalisme de l'Université du Chili, l'Institut de Sciences Alejandro Lipschutz, le Collège des journalistes chiliens, le Cercle des journalistes chiliens... Au fur et à mesure de notre séjour prolongé au Chili, l'acculturation et la socialisation qu'il a impliquées, des proches nous ont également offert des journaux de l'époque mais aussi des publications diverses et variées (par exemple la série de « Cahiers d'éducation populaire » de Quimantú), des affiches, des vinyles, des objets ou même des livres sur la période de gouvernement de Salvador Allende. Enfin nous avons aussi beaucoup fréquenté les puces, notamment celles du parc de la Victoria à Valparaíso<sup>123</sup> ou le Bio-Bio à Santiago<sup>124</sup>, où nous avons pu nous offrir quelques pièces.

Tous ces lieux ont été fréquentés à différents moments du doctorat, souvent de manière répétitive, en simultané, dans un va-et-vient de l'un vers l'autre. Mais les difficultés ne s'arrêtaient pas là : l'organisation des bibliothèques et fondations s'avérait obscures (des fonds étrangement construits, des regroupements thématiques étonnants), sans même parler des registres et du classement des archives et des cartons d'archives. Plusieurs formats étaient proposés, pas toujours convaincants ou pratiques. Par exemple, nous avons très vite abandonné la partie de notre travail sur la presse à la Bibliothèque nationale : l'utilisation de microfilms (blanc sur noir) et les délais des procédures de demande et de livraison provoquaient plus d'angoisse que de travail. Nous avons fini par beaucoup travailler aux archives de la Bibliothèque du Congrès national (BCN) : il suffisait de prévenir de nos journées de présence et nous avions, sans limite ni contrainte, directement accès aux originaux, compilés dans de grands livres. Or cette procédure nous convenait mieux du fait des possibilités tactiles et visuelles qu'elle nous offrait : elle permettait de toucher et sentir le grain du papier, de tourner les pages des éditions originales, de les mesurer, de les représenter de façon schématique, pour entrer dans une relation avec les archives, avec leurs caractéristiques et dans toute leur matérialité<sup>125</sup>... bref pour les confronter et les travailler, alimentant notre projet de travail sur la matérialité des journaux. Un autre des avantages de la

---

<sup>123</sup> A côté du bâtiment du Congrès national.

<sup>124</sup> Dans le quartier de Franklin.

<sup>125</sup> Voir Farge Arlette (1989), *Le goût de l'archive*, Paris : Seuil.

BCN est d'autoriser les photographies de pages de journaux<sup>126</sup> ; nous permettant à loisir de garder une trace, de nous ménager une marge pour un retour sur les archives ainsi déjà consultées. Ainsi, nous avons commencé à photographier des journaux en « découpant » les archives. D'abord une photo de chaque page, en commençant par la une et jusqu'à la « der », ensuite des photos de chaque zone de la page (généralement trois, appelées en français, de bas en haut, la « tête », le « ventre », et le « pied de page »), puis de chaque bloc-article (constitué du titre, du chapô, de la photo s'il y en avait une et de l'article lui-même<sup>127</sup>) avant de prendre des photos du texte selon un critère de lisibilité du contenu de l'article. Ce travail nous a ensuite permis de schématiser les journaux et de repérer où se situent les différentes marques de différenciation et de hiérarchisation, bref de reconstruire ce que nous appellerons l'« architecture du journal » par la suite et d'inclure des images dans le manuscrit de cette thèse.

Une fois réalisé ce travail de recensement des informations parues dans la presse chilienne entre 1970 et 1973, les convergences ou divergences relevées dans les traces laissées par le processus social de fabrication journalistique de l'information peuvent être décrites et caractérisées. La comparaison méthodologique se fait entre chaque journal, pour comprendre comment chaque logique rédactionnelle et éditoriale – i.e. partisane – influe sur ces pratiques, et donc s'il existe une forme d'homologie structurale qui distinguerait les écritures et donc les lecteurs ciblés ; mais aussi entre chaque période, afin de mieux comprendre comment les « événements » retracés ont une influence sur les pratiques et si la tendance historique à la polarisation de la société chilienne se retrouve dans une évolution historique des pratiques journalistiques.

Pour des raisons pratiques liées à la faisabilité de l'enquête, il n'a pas été possible de mener une étude exhaustive de ces journaux durant les trois années d'Unité populaire. Notre appréhension a été largement guidée par une démarche aléatoire et archéologique, afin de voir les singularités de chaque article, de chaque journaliste et de chaque quotidien, sans délaisser les évolutions simultanées comme les discontinuités. Nous n'avons par exemple pas défini de période ou d'événements particuliers dont nous aurions suivi le traitement journalistique (la semaine de l'élection de l'Unité Populaire – le 4 septembre 1970 – par exemple)<sup>128</sup> ; nous ne sommes pas

---

<sup>126</sup> Ce qui n'est pas toujours le cas pour des raisons de protection du papier (des flashes par exemple, à la BNC).

<sup>127</sup> Quand il s'agit de « brèves », nous n'avons dès lors pris une seule photo. Cet exemple souligne que notre approche était bien sûr évolutive et flexible.

<sup>128</sup> Qui constitue une période de référence dans l'analyse.

revenu sur des rituels politiques cycliques (les messages du 21 mai)<sup>129</sup> ou des événements majeurs de ces trois années (la semaine de promulgation de la loi constitutionnelle de nationalisation des richesses minières – le 11 juillet 1971, le mois de grève d’octobre 1972 ou la période des élections de mars 1973, généralement analysées comme le dernier pas avant le Coup d’Etat<sup>130</sup>). Nous avons privilégié un travail archivistique plus libre qui a su s’arrêter, au gré des lectures et des « rencontres », sur les journaux où semble apparaître un changement dans la construction pratique du discours médiatique. Cette flexibilité dans l’appréhension des archives est particulièrement importante, puisqu’elle permet de retracer les routines journalistiques là où elles sont visibles mais aussi, et peut-être surtout, au sein des endroits où elles semblent oubliées, gommées, et deviennent implicites (en écho aux constats de leur autonomisation, par la sociologie du journalisme). Enfin, nous avons élargi la période afin de tester notre hypothèse de la continuité des pratiques journalistiques durant l’Unité populaire. Aussi, sommes-nous peu à peu remonté jusqu’en 1968 et nous avons consulté au hasard les mêmes journaux dans les années 1950 au gré des opportunités d’acquérir telle ou telle édition, mais aussi de manière systématique en interrogeant par exemple une semaine de *Clarín* datant de 1957, d’*El Siglo* de 1942 et *El Mercurio* de 1963. Alors, nous avons pu mettre en relation le temps long (les trois années de l’Unité populaire) et ce qui les précède avec le temps court de la fabrication des journaux, au quotidien.

Sous la forme de va-et-vient, notre regard empirique s’est simultanément focalisé sur une série d’entretiens réalisés avec des journalistes exerçant durant l’Unité populaire avec pour objectif d’interpréter ce que nous observions dans la matérialité des journaux mais aussi de mieux comprendre la culture journalistique de l’époque.

## 2. Le travail par entretiens non-directifs : une histoire orale

Une fois les pratiques journalistiques mises en évidence, et parallèlement au travail sur archives, nous avons essayé de confronter les intuitions, les premiers résultats et les conceptions qui en sont issues, aux représentations que les journalistes de l’époque donnent de leur propre métier<sup>131</sup>. En ce sens, le travail d’enquête a consisté en l’articulation de l’expérience singulière de

---

<sup>129</sup> Equivalents aux messages à la Nation du Président des Etats-Unis, et qui recouvrent donc un caractère ritualisé sous les perspectives de la communication politique comme du traitement journalistique. Alfredo Joignant fait par exemple ce travail au sujet des *Te Deum* ou du traitement de la fête nationale chilienne (appelée « fêtes patriotiques ») le 18 septembre, d’*El Mercurio*.

<sup>130</sup> Simon Collier & William F. Sater (2002), *op. cit.*

<sup>131</sup> Ces deux moments de l’enquête distingués analytiquement ont davantage pris la forme d’un va-et-vient permanent.

documents de première main (les archives) avec l'interaction sociale issue des entretiens qui permet de récolter témoignages et perceptions.

A l'instar d'une démarche privilégiant l'immersion pour traiter des archives, les entretiens ont aussi été l'objet de va-et-vient, en deux sens : d'abord dans le jeu de « contacts » qui s'est développé de rencontre en rencontre (principalement entre novembre 2008 et août 2010, avec plusieurs vagues : novembre-décembre 2008, avril-mai 2009, et finalement mai-juin 2010) ; ensuite dans notre désir de réaliser plusieurs entretiens avec les témoins. Ainsi, nous leur avons proposé de nous retrouver à plusieurs reprises, d'abord pour travailler sur la trajectoire biographique sur la base d'une liberté de ton (entretiens non-directifs) puis pour revenir avec des questions précises sur les différentes expériences, le fonctionnement des différentes rédactions, etc. (entretiens plus structurés). A chaque fin d'entretien, nous avons aussi « fait le point » sur les différents confrères évoqués (et dont les noms ont été relevés au fur et à mesure de l'entretien) pour voir dans quelle mesure les témoins pouvaient nous aider à entrer en contact avec les journalistes dont nous ne connaissions pas encore l'existence ou que nous n'arrivions pas à joindre.

A donc été menée une série d'entretiens exploratoires à perspective historique au travers desquels quarante-trois journalistes ont pu se livrer à un descriptif de leur trajectoire biographique en insistant particulièrement sur leur pratique du journalisme durant l'Unité populaire. Ce travail sur les récits de vie<sup>132</sup>, qui vise à recueillir des éléments de vécu des journalistes chiliens pour reconstruire leurs perceptions de la réalité sociale, a toutefois soulevé l'épineux problème de la mémoire. La technique des entretiens oblige en effet à prendre une certaine distance quant aux perceptions et représentations livrées, surtout près de quarante ans après la fin de l'expérience de l'Unité populaire, période qui reste mythifiée dans les mentalités chiliennes (que ce soit de façon positive ou négative)<sup>133</sup>. La plupart des journalistes rencontrés ayant vécu l'exil sous la dictature chilienne (1973-1990), le poids de l'émotion renforce un peu plus les limites de la distance historique par rapport aux faits. A cette mythification du gouvernement de Salvador Allende, s'ajoute aussi un discours sur l'âge d'or du journalisme, en écho à l'âge d'or de la conscience politique chilienne, face aux évolutions, toujours pensées de façon négative, des conditions actuelles d'exercice de cette profession.

---

<sup>132</sup> Jean Poirier, Simone Clapier-Valladon & Paul Raybault (1983), *Les récits de vie : théorie et pratique*, Paris : PUF, (coll. « Le Sociologue »).

<sup>133</sup> Sur ce problème de la mémoire et des reconstructions anachroniques qui affecte l'usage de l'entretien comme matériau empirique, voir utilement la partie intitulée « L'entretien est-il un outil heuristique ? » in Mathiot Pierrec (2001), *Acteurs et politiques de l'emploi en France (1981-1993)*, Paris, Harmattan (coll. : « Logiques politiques»), pp.184-188.

En se basant sur les réflexions menées par Annette Wieworka quant à la mémoire des camps de concentration et de la Shoah<sup>134</sup>, il semble toutefois que l'historicisation de cette mémoire vive, qui est en œuvre dans ce travail, prend tout son sens s'il est accompagné d'une exposition des conditions sociales de la prise de parole des témoins et donc en mettant en contexte leur témoignage. Cela a aussi permis d'apprécier la part subjective des acteurs et des témoins. Même s'il faut s'interroger par rapport à la représentativité de ces témoignages et de ces sources, on peut avancer que le recoupage entre histoire orale et archives journalistiques permet de vérifier les éléments contextuels de trajectoire individuelle et collective qui ont été livrés.

Il a ensuite été décidé de compléter ce premier exercice d'histoire orale par une seconde série d'entretiens avec ces mêmes journalistes, proposition qui a toujours été acceptée<sup>135</sup>. Une fois retranscrit, le premier entretien a été utilisé pour cibler certaines perceptions livrées par les journalistes et a servi de base pour recommencer le travail de questionnement autour de ces représentations mémorielles associées aux pratiques mises en œuvre. À partir des sujets, personnages, organisations ou événements mis en évidence lors de l'entretien non-directif, un guide d'entretien qui correspond aux réquisits d'une méthodologie d'entretien semi-directif a cette fois été élaboré. Cette manière d'organiser le travail permet de faire évoluer les guides d'entretien selon les activités communicationnelles et politiques des personnes interrogées, mais aussi selon les contraintes, les obstacles et les résultats obtenus lors du ou des entretiens précédents (à l'image, par exemple, des sujets qui ont pu surgir de façon spontanée en prenant parfois l'enquêteur au dépourvu)<sup>136</sup>. Ces modifications des grilles d'entretien, ou parfois d'une seule question, ont eu l'avantage de faire apparaître des phénomènes jusque-là invisibles à notre regard, et nous a donc poussé à explorer ces pistes<sup>137</sup>.

Afin de tenter d'objectiver ces discours, les archives de presse ont été introduites lors de cette seconde série d'entretiens afin de confronter les perceptions des journalistes au produit de leur

---

<sup>134</sup> Annette Wieworka & Michel Laffitte, (2012), *A l'intérieur du camp de Drancy*, Paris : Editions Perrin.

<sup>135</sup> Il faut ici souligner que l'origine culturelle de l'enquêteur a souvent été favorable aux prises de contact, les personnes contactées soulignant l'importance d'un intérêt extérieur (ne serait-ce pas plutôt occidental ?) sur le travail journalistique durant la période d'Unité populaire. Cette tendance peut s'expliquer par le sentiment de liberté de ton octroyé à ces journalistes par le témoignage auprès d'une personne qui ne leur semble pas avoir de parti pris dans les luttes mémorielles sur l'Unité populaire (et son corollaire, la dictature) dans la société chilienne. Ce constat va dans le sens de l'affirmation de Pierre Bourdieu qui conçoit l'entretien comme une relation sociale. Voir Pierre Bourdieu [ed.] (1993), *La Misère du monde*, Paris : Seuil.

<sup>136</sup> Une des questions qui s'est avérée des plus intéressantes et pertinentes consistait à demander à un journaliste de retracer et décrire une journée typique de travail durant l'Unité populaire. Généralement, les personnes interrogées revenaient de manière chronologique sur les différentes étapes de leur travail de journaliste (c'est-à-dire au niveau individuel) et au sein de la salle de rédaction (soit au niveau collectif de la production sociale de l'information).

<sup>137</sup> C'est par exemple le cas des formations universitaires, que nous abordons dans le chapitre 4.

travail à proprement parler, à l'instar de la méthode proposée par Sylvain Laurens<sup>138</sup>. Le déséquilibre de la relation sociale à la base de l'entretien, qui s'est manifesté durant ce travail par des décalages dans la finesse de la langue pratiquée mais aussi par le recours à des arguments d'autorité liés à la position de dominant de l'interviewé, a ainsi pu être non pas neutralisé, mais nuancé par l'introduction de documents qui recouvrent une « vérité historique »<sup>139</sup> face à la vérité imposée par le témoin. Au contraire, en leur soumettant les photos et archives physiques récoltées, mais aussi en confrontant leurs témoignages à ces archives, les journalistes nous livraient une parole qui faisait vivre ou revivre l'époque dont ils parlaient, le paysage médiatique, les pratiques et les figures exhumés du passé. Ils rendaient compréhensible une partie des archives de presse en réintroduisant des repères dans les notions et les pratiques journalistiques de l'époque, et même en formulant les effets du réel et de la perspective contextuelle sur ces archives. Ils racontaient ce dont les archives rendaient compte.

Le travail de collecte des données par la technique de l'entretien ne s'est pas seulement satisfait d'un enregistrement de l'entretien, pour pouvoir ensuite les retranscrire intégralement. Il s'est accompagné d'une prise de notes liée à un travail d'écoute et d'observation de la part de l'enquêteur. Nous notions, au fur et à mesure des récits, les réactions physiques de la personne interviewée, les changements dans le ton de sa voix, les éléments qui nous paraissaient saillants et nous adaptions nos questions pour mieux rebondir sur un élément livré. Ces éléments permettent de nuancer les perceptions et les récits livrés par les journalistes interrogés.

Nous notions aussi des éléments du lieu dans lequel se déroulaient les entretiens : certaines séances avaient lieu dans des cafés, ce qui ne dévoile pas grand-chose ; d'autres au Cercle des journalistes de Santiago ou encore, et très largement, au domicile des témoins. Dans ces deux derniers cas, cela dénote d'une relation particulière soit au journalisme, soit à la période de l'Unité populaire (et même aux deux). Les sept entretiens avec Hernán Miranda ont par exemple eu lieu au Cercle des journalistes, ce qui a d'abord eu l'intérêt d'ouvrir la piste du rapport aux institutions corporatistes<sup>140</sup> mais aussi de permettre à ce témoin de montrer à plusieurs reprises des ressemblances ou des dissemblances avec le travail de l'organisation et de ses collègues. Dans une autre perspective, les entretiens avec Luis Barriá, ancien gérant de l'imprimerie du Parti communiste chilien (PCCH) ont eu lieu dans les bureaux du Comité central du parti : au-delà de

---

<sup>138</sup> Sylvain Laurens (2007), « Pourquoi et comment poser les questions qui fâchent ? Réflexion sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec les imposants » in *Genèses*, n° 69, p. 112-127 ; la différence étant que pour notre part, nous cherchions prioritairement, au travers de l'objectivation par les archives, à co-reconstruire (avec les interviewés) leurs pratiques passées de production journalistique.

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 118.

<sup>140</sup> Ce que nous explorerons largement dans le chapitre 5.

la saturation de références à l'Unité période et à l'histoire du communisme chilien, on s'est vite rendu compte qu'il nous fallait inventer des tactiques pour isoler le témoin de ses « camarades », éviter ainsi des récits lissés (et policés) et que ceux-ci n'interviennent plus durant le cours des entretiens pour donner leur avis ou rectifier un élément du récit. Nous avons donc pris des notes sur le lieu où se déroulaient les entretiens mais aussi son espace<sup>141</sup> : la pièce, son agencement et sa décoration. Ainsi nous espérons obtenir des éléments sur la relation d'entretien (les moments de confiance, ceux où une relation d'autorité se faisait sentir, ceux de collaboration quand les témoins se mettaient à chercher un élément pour nous ou avec nous ou encore les mises en situation dont résultent certains passages des entretiens<sup>142</sup>) comme sur les marques de la relation à la période (la présence ou non d'affiches ou de signes d'intérêt pour la période, les ouvrages que nous pouvions distinguer dans la pièce où se déroulait l'entretien, les ressources dont disposaient certains témoins et qu'ils ont parfois mobilisées durant l'entretien<sup>143</sup>). Ces différents éléments sont restitués en annexe, avant les retranscriptions intégrales, afin de clarifier la façon dont nous sommes entrés en contact avec les témoins, les éléments de contexte de l'entretien et la trajectoire biographique des acteurs. Les différentes évolutions et les arrangements que nous avons menés au cours des entretiens donnent sens à la méthodologie des entretiens telle qu'elle a été pratiquée, sur les fondements d'une histoire orale.

Cette histoire orale a aussi impliqué tout un travail de traduction, parfois anticipé, d'autres fois au moment même de l'écriture, et qui s'est souvent avéré délicat mais crucial. Finalement, c'est un travail de terrain en tant que tel. Les nuances, jeux de mots, blagues ; l'utilisation de l'argot, de formules idiomatiques ou de doubles sens ; comme les silences et les hésitations ont été l'objet d'un travail attentif et fertile pour l'analyse. C'est en effet souvent de difficultés de traduction, de l'impression qu'un mot difficile ou au sens malléable ne sonne pas juste en français, qu'une partie du travail d'analyse et des développements s'est effectuée. Il a fallu reconnaître les différents sens d'un mot pour arriver à cerner l'usage fait par la personne interrogée et donc pouvoir sentir les écarts entre les mots et trouver les interstices de l'interprétation. En ce sens, les amis, connaissances et proches nous ont beaucoup aidé à saisir les

---

<sup>141</sup> Nous livrons dans les adresses de différents lieux où se sont déroulés les entretiens, et plus généralement des locaux de différents journaux, pour deux raisons : d'abord cela permet de situer le lecteur (français) qui n'a pas forcément ni la connaissance ni la mémoire de ces lieux ; d'autre part, cela permet de « situer » le journalisme chilien de l'époque (au moins celui de sa capitale), de lui donner un aspect concret : le journalisme s'inscrit en effet dans des lieux particuliers.

<sup>142</sup> Nous pensons ici au moment où Guillermo Saavedra nous montre sa carte de journaliste de 1971, dans l'entretien que nous menons chez lui, à Boulogne-Billancourt (voir **Encadré n°5.1**).

<sup>143</sup> Dès le premier entretien Ernesto Carmona cherche sur Internet des livres, des noms, ou consulte des ouvrages de sa bibliothèque, démarche qu'il reproduit au cours des deux autres entretiens. Guillermo Saavedra utilisera un exemplaire du Figaro disponible dans le café où s'est déroulé l'entretien pour exemplifier le chemin de fer de *Clarín*.

nuances du vocabulaire utilisé et à trouver les traductions les plus justes, bien que parfois très éloignées de la littéralité. La traduction a donc été une part majeure du « travail de citation » que Jean-Paul Reswerber caractérise comme suit, pour expliquer l'approche de Michel De Certeau :

« *Le travail de citation* fait parler les absents et les morts. Il les convoque symboliquement. L'art du récit consiste à rendre l'altérité compréhensive, en la maintenant dans ce qu'elle a d'inaccessible. Il aménage « un théâtre de la différence ». Il recourt à des procédures bien connues, pour ne pas aliéner le passé, pour nous dépayser : noms d'un autre temps, propos rapportés, anecdotes curieuses, datations répétitives qui nous renvoient à un autre temps. (...) Au fil de la citation, le récit met en intrigue ou en scène les effets du réel, et, ce faisant, il transforme en modèles les formes du discours. »<sup>144</sup>.

La traduction a finalement constitué un défi pour la fluidité des extraits d'entretien en français, pour que le lecteur puisse suivre ce déroulé de témoignages sans trop de difficultés. D'autant que la transcription rigoureuse et fidèle des entretiens implique déjà de reproduire les hésitations et autres onomatopées, ce qui rend parfois leur lecture assez fastidieuse.

Finalement, il faut mentionner que les difficultés d'expression dans la langue castillane, explicites à l'écoute des premiers entretiens, mais aussi les difficultés de compréhension (qui ont pu parfois causer le rire lors de l'écoute postérieure des enregistrements ou même laisser des espaces à des témoins pour jouer de nos incompréhensions<sup>145</sup>) pendant les trois années d'enquête ont aussi produit un apprentissage fin du castillan dans sa version chilienne, avec ses tics et ses habitudes de langage, son argot, ses expressions, ses doubles sens et, sûrement ce qui est le plus dur, son humour. Les entretiens de 2009 sont en ce sens beaucoup plus intenses et beaucoup moins « ingénus » que ceux de 2007 et 2008. A l'inverse, une fois que nous avons pris conscience des hésitations et autres difficultés de compréhension, et que nous les avons gommées, elles ont parfois constitué une ressource durant les entretiens. Il a ainsi été parfois plus facile de faire mine de ne pas comprendre, sous couvert de nos difficultés en langue castillane, pour que la personne interviewée développe ou précise d'elle-même un élément du récit. Notre accent en langue castillane et les imprécisions langagières ont aussi incarné une démarche d'enquête : celle d'un doctorant français venu s'intéresser et travailler sur le Chili. Or cette posture a offert deux avantages : le premier réside dans l'extériorité de l'enquête face aux batailles mémorielles et idéologiques qui traversent le Chili actuel. Plusieurs fois, des anciens journalistes ont d'abord eu le réflexe de nous demander d'éteindre le dictaphone pour nous relater un élément en off, avant de

---

<sup>144</sup> Jean-Paul Reswerber (2004), « L'écriture de l'histoire », *Le Portique* [En ligne], n°13-14, disponible sur <http://leportique.revues.org/637> (consulté le 11 juin 2008).

<sup>145</sup> Luis Barriá s'est par exemple laissé aller à beaucoup de traits d'humour que nous ne comprenions pas, ou à l'inverse s'est montré gêné face à des propos tenus, que nous n'avions pas compris sur le moment, mais que nous n'hésitions pas à questionner de nouveau dans l'entretien postérieur.



se raviser en prétextant notre distance avec la personne incriminée ou le fait narré<sup>146</sup>. Cet avantage s'est particulièrement révélé le jour où nous nous sommes présenté à une personne (nous préférons garder l'anonymat ici) accompagné d'un étudiant chilien en journalisme (qui avait demandé à participer par curiosité). L'interviewé, avec qui avait déjà été mené un entretien exploratoire, ne s'est pas confié, a paru tendu et l'entretien n'a duré que 20 minutes. Nous l'avons alors recontacté, prétextant la nécessité d'effectuer une nouvelle rencontre face à certains doutes : une fois seule, la même personne s'est laissée aller à beaucoup plus de courtoisie et de sympathie et s'est montrée beaucoup plus loquace. L'entretien a alors duré plus d'une heure et demi. Le second avantage se trouve dans la place de la France dans l'imaginaire de certaines personnes interrogées. Echos de Révolution française, de Front populaire, de culture, de cinéma voire de certains chanteurs (Jacques Brel ou Edith Piaf étant souvent mentionnés), la francophonie, inscrite dans notre usage et notre prononciation du castillan, a parfois construit des ponts ou des situations clairement favorables au travail d'entretien.

Dernier aspect à prendre en compte dans la relation d'entretien : l'âge des témoins. Nous nous sommes concentrés sur des entretiens avec des acteurs de la période, des journalistes essentiellement. Or ceux-ci ne sont aujourd'hui plus tout jeunes<sup>147</sup>, ce qui a constitué un problème et à la fois un avantage. D'une part, nous avons disposé de plus de temps pour mener des entretiens (certains dépassant les trois heures, pour une moyenne d'une heure et demi environ) et nous avons pu aussi entretenir des relations d'une certaine proximité avec les témoins du fait des nécessités liés à leur âge (des difficultés de déplacement qui nous poussaient à aller leur chercher un verre d'eau et donc à nous « rapprocher » socialement d'eux). Ce fut aussi un problème dans le sens où plusieurs d'entre eux nous ont demandé d'écourter des entretiens (Luis Alberto Mansilla par exemple) ou ont montré des difficultés de mémoire. Certaines personnes contactées ont aussi refusé de nous rencontrer pour cette raison, que ce soit du fait de maladies ou sous le prétexte de ne plus être assez lucides. Cela nous mène d'ailleurs à émettre aujourd'hui quelques regrets : nous n'avons par exemple pas pu rencontrer Carlos Jorquera, journaliste ami intime de Salvador Allende, ou Alberto Gamboa. Figure historique du journalisme chilien, le directeur de la rédaction de *Clarín*, largement cité dans cette thèse à travers les témoignages de ses collègues et de ses congénères, est réputé pour sa capacité à mettre en titre des informations, pour son talent de journaliste et pour son rôle au sein de la communauté journalistique avant, pendant et après

---

<sup>146</sup> C'est par exemple le cas d'Ernesto Carmona.

<sup>147</sup> En imaginant qu'ils aient 18 ans en 1973, comme c'est le cas de Felipe Pozo qui entre à l'école de journalisme de l'Université catholique à cette date, cela veut dire que le plus jeune d'entre eux a aujourd'hui plus de 60 ans, la majorité des témoins se rapprochant de 70 à 80 ans.

l'Unité populaire. Il fait partie des personnes touchées de plein fouet par la répression dictatoriale<sup>148</sup>, mais retrouve une place centrale dans le milieu journalistique chilien avec le retour du régime démocratique (que ce soit à *La Nación* ou au Collège des journalistes chiliens). Malgré de multiples tentatives, il n'a pas répondu à nos mails ou à nos messages téléphoniques, et a finalement décliné l'invitation faite par un de ses confrères qui s'était chargé de lui faire une proposition d'entretien pour nous.

Au final, les entretiens ont eux aussi constitué une forme d'immersion dans la culture et la société chilienne, que ce soit dans le rapport à la langue, les relations à la période que nous étudions comme les digressions sur le présent ou enfin dans les personnages que nous avons rencontrés. Si nous n'avons pas fait de la reconnaissance sociale ou professionnelle un critère de sélection, nous avons eu l'occasion de rencontrer des « grands hommes » (par exemple, Mireya Baltra, ancienne ministre du Travail d'Allende ; Luis Alberto Mansilla, un « dinosaure » du journalisme chilien ; Luis Corvalán, secrétaire général du PCCH et concepteur stratégique de la « voie chilienne vers le socialisme »<sup>149</sup>). Nous avons aussi rencontré de « simples » étudiants ou des journalistes qui ont ensuite reçu des prix pour leur carrière ou certains écrits<sup>150</sup>.

Quoi qu'il en soit, les deux types de données collectées (traces archivistiques et perceptions issues des entretiens) sont confrontés à d'autres discours provenant d'entretiens avec des acteurs dont les conditions sociales de prise de parole correspondent aux organisations politiques et syndicales de l'époque mais aussi avec des archives politiques, syndicales et universitaires.

### 3. Les autres types de documents mobilisés

Le matériau que nous avons exposé jusqu'ici est peu à peu venu s'enrichir de nombreux documents de l'époque, au fil des recherches dans les différents centres d'archives et fondations susmentionnés et de l'ouverture de nouvelles pistes dans le travail sur archives comme durant les entretiens. Il s'agit d'archives juridiques (la Constitution de 1925, le document sur le « Statut des garanties constitutionnelles », les lois sur les media et le journalisme, débats parlementaires sur la

---

<sup>148</sup> Dans un témoignage sur leur enfermement au Stade national, Guillermo Torres dit de lui qu'il a été « très torturé » (« muy torturado »). Cette gradation dans la fréquence et l'intensité de l'expérience de la torture semble laisser entendre que la réputation sociale, politique et journalistique d'Alberto Gamboa lui a valu un traitement particulier.

<sup>149</sup> Durant la dictature, le leader communiste est arrêté et envoyé dans le camp de concentration d'Isla Dawson. Il est libéré le 18 décembre 1976 du fait d'un échange de prisonnier entre l'Union des républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique, après des négociations menées par Brejnev lui-même. Durant l'entretien, Luis Corvalán ne se livre pas, mais le moment postérieur passé à partager une « *onca* » (le quatre heures chilien qui a lieu autour de 18 heures) avec sa compagne et lui-même était passionnant.

<sup>150</sup> María Olivia Monckeberg ou Faride Zerán, pour n'en citer que deux. Nous y revenons durant la thèse.

télévision ou sur la protection sociale des journalistes...), de revues universitaires de l'époque (*Cuadernos del CEREN*, par exemple), d'archives des écoles de journalisme (les décrets, les programmes d'étude, les discours prononcés lors de leurs anniversaires), des manuels de journalisme utilisés entre 1953 et 1973, des archives d'organismes corporatistes (Collège des journalistes du Chili, Cercle des journalistes de Santiago, Assemblée des journalistes de gauche des 9, 10 et 11 avril 1971), du matériel partisan (programme de l'Unité populaire, accords de campagne de l'Unité populaire), discours politiques (ceux de Salvador Allende en particulier ou le discours de Clodomiro Almeyda, ministre des Affaires étrangères, au 1er festival et séminaire latino-américain sur la télévision, en novembre 1970), manuels d'histoire, livres de témoignages sur l'époque ou sur des périodes antérieurs<sup>151</sup> ; comme de sources de seconde main : études historiques, films, documentaires, témoignages écrits, postérieurs<sup>152</sup>, etc. Enfin, un nombre considérable d'archives culturelles ont été consultées, et restent pratiquées aujourd'hui – ne serait-ce que pour le plaisir – que ce soit des films produits et réalisés durant la période (*Ya basta sin rezar, ¡Vencéremos !, Voto + Fusil*), des documentaires et des films sur l'époque de l'Unité populaire (par exemple, *Salvador Allende* et les trois opus de *La Batalla de Chile*, de Patricio Guzmán ; *Machuca* d'Andrés Wood) et les différents albums de la *Nueva canción chilena* (Amerindios, Aparcoa, Rolando Alarcón, Victor Jara, Los Jaivas, Inti-Illimani, Violeta Parra, Quilapayún...pour ne citer que les plus connus), qui donnent l'atmosphère de l'époque<sup>153</sup>.

Cette perspective permet de multiplier les points de collecte des données, mais aussi de tenter de comprendre les logiques d'élaboration et de fonctionnement des pratiques journalistiques durant l'Unité populaire, comme une pratique profondément politique que ce soit dans la conjoncture de ce moment *extraordinaire* comme dans les manières historiques avec laquelle se sont structurées ces pratiques. Elle joue toujours sur l'immersion en terres chiliennes, que nous avons aussi essayé de restituer par la technique de l'encadré, à laquelle nous recourrons à 9 reprises dans cette thèse. Ces espaces offrent un autre registre d'écriture (alimenté en références et en phénomènes mais moins rigide) et à la fois un autre niveau de réflexion, qui permettent de faire des zooms non-exhaustif sur certaines mesures, certains épisodes de la période qui sont liés de façon connexe à l'analyse mais n'entre pas directement dans le propos (la

---

<sup>151</sup> Pour citer deux exemples: Ricardo Donoso, *Veinte Años de la Historia del Mercurio*, Santiago de Chile: Ed. Lord-Cochrane; Alfonso Valdebenito [ed.] (1956), *Historia del Periodismo Chileno (1812-1955)*, Santiago de Chile: Círculo de Periodistas de Santiago de Chile, 2<sup>a</sup> edición.

<sup>152</sup> De même, nous y revenons tout au long de la thèse.

<sup>153</sup> Les noms de ces différents artistes ont pu être retracés à partir du travail de l'historien de la musique, César Albornoz. Voir notamment, César Albornoz (2005), « La Cultura en la Unidad Popular: porque esta vez no se trata de cambiar un presidente » in Julio Pinto Vallejos (coord.), *Cuando Hicimos Historia. La Experiencia de la Unidad Popular*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, pp. 147-176 ; Voir aussi: Jane Tumas-Serna (1992), "The Nueva Canción Movement and Its Mass-Mediated Performance Context", *Latin American Music Review*, vol. 13, n°2, pp. 139-157.

Réforme universitaire de 1968, l'analyse sémiologique sur *Donald Duck* proposée par Ariel Dorfman et Armand Mattelart, l'importation de techniques d'écriture journalistiques ou encore le développement des techniques des sondages comme mesure scientifique de l'opinion publique, pour n'en citer que quelques-uns).

A partir de ces présupposés, l'étude a donc été centrée sur les journaux et les media qui circulent durant l'Unité populaire comme objet matériel qui laissent la trace des pratiques journalistiques chiliennes, « ce qui implique d'aborder la structure mass-médiatique comme instance de production industrialisée »<sup>154</sup>, mais aussi au discours de ces journaux et de leurs concepteurs sur l'activité sociale du journalisme. A partir d'une étude des archives de presse et d'une série d'entretiens avec des journalistes chiliens exerçant leur activité durant l'Unité populaire, enrichies de tout le matériel évoqué plus en avant, ce chemin, qui peut être assimilé à une démarche sociohistorique<sup>155</sup>, cherche à parcourir le passé à partir des questions présents, et comprendre *l'être* journalistique chilien. Dans cette perspective, les liens de causalité peuvent être endogènes comme exogènes, et articulent les perspectives diachroniques et synchroniques. Cette démarche s'exerce notamment d'un point de vue méthodologique, puisqu'a été mené un travail sur des objets morts, les archives, dont l'originalité est un des atouts de cette thèse. Pour reprendre les mots de François Buton et Nicolas Mariot, « le terme 'socio-histoire' désigne des recherches françaises alliant, sur un terrain d'étude historique, conceptualisation sociologique et mobilisation d'un corpus de sources constitué dans et par la mise en questions de l'objet d'étude »<sup>156</sup>.

Mais nous voulons enfin relever bien autre chose pour finir cette présentation de notre regard empirique, un quelque chose impalpable, souvent bien involontaire, mais qui a aussi fixé les mots des pages qui suivent. Il s'agit de l'aventure d'un doctorat mené entre deux pays dont les capitales se trouvent à plus de 11 000 kilomètres l'une de l'autre. Certes mentionner cet aspect des choses n'apporte pas grand-chose au propos même de la thèse. Mais c'est pour nous essentiel car cela a aussi forgé l'individu et le chercheur en construction que nous sommes. L'informel et le quotidien a en ce sens aussi guidé les pas de la recherche. Les amis de connaissances et les rencontres hasardeuses semblaient toujours intéressés par les raisons de notre présence au Chili, à une thèse

---

<sup>154</sup> Carlos Del Valle (2011), "Metainvestigación del campo de la comunicación en Chile. Aproximaciones epistémicas, teóricas y metodológicas, desde una perspectiva económico-política e histórico-social" in Carlos Ossa Swears [comp.], *Escrituras del Malestar. Chile del Bicentenario*, Santiago de Chile: Universidad de Chile, p.267.

<sup>155</sup> Voir : Yves Déloye (2007), *Pour une sociologie histoire du politique*, Paris : Gallimard, Repères, 3<sup>e</sup> édition ; Yves Déloye & Bernard Voutat (2002), *Faire de la science politique. Pour une analyse sociohistorique du politique*, Paris : Belin, Sociohistoires ; ou Gérard Noiriel (2006), *Introduction à la socio-histoire*, Paris: La découverte, Repères.

<sup>156</sup> François Buton et Nicolas Mariot (2006), *op. cit.*, pp. 731-733.

qui porte, au-delà même de son objet, sur la période de l'Unité populaire. Chacun avait un avis, une opinion, un témoignage à apporter. La découverte des différents quartiers du centre de Santiago a aussi permis de voir les traces restantes de la période comme du gommage opéré par la dictature : les murales qu'il reste, les graffitis revendicatifs... Du quartier Brazil à la commune (équivalent des arrondissements français) de Las Condes en passant par Lastarria, Bellavista, Providencia, Vitacura, Nuñoa ou La Florida. Cette thèse a été un parcours et nous a amené à découvrir une profession dans une période historique, une ville, une culture et une nation.

#### *D) Annonce du plan*

L'immersion en terres chiliennes nous a emmené vers un nouveau chemin, pour traiter de la question des relations entre les media et la démocratie, à partir du cas de l'Unité populaire. Cet itinéraire consiste à questionner l'être journalistique durant une crise révolutionnaire pour mieux comprendre comment jouent les pratiques et les identités dans cette activité sociale dans une période agitée et polarisée. Le trajet que nous avons emprunté nous mène vers les continuités du journalisme chilien entre 1970 et 1973, et les contre-pratiques adoptées.

Le chemin choisi impose donc dans un premier temps de réinsérer les questionnements sur l'activité médiatique chilienne durant l'Unité populaire dans les problèmes qui animent les écrits sur la question médiatique, au cours de l'histoire récente chilienne (1960-1973). Alors, il faut comprendre quels sont les enjeux sous-jacents à l'analyse des media durant l'Unité populaire, constituée comme cas particulier. Cette période, et le système médiatique qui lui correspond, sont toujours envisagés depuis le constat de crise des institutions, tel un effet de savoir des approches idéologiques dominante sur ce cas d'étude. Ce diagnostic qui traverse l'historiographie sur l'activité médiatique sous Salvador Allende est généralement pensé en écho à des préoccupations intellectuelles et politiques conjoncturelles, et se convertit en tactiques et stratégies propres à ces contextes, tel un effet de pouvoir. Ainsi, l'activité médiatique fait problème depuis la théorie politique de la dépendance dans les années 1960 et la manipulation des messages médiatiques (chapitre 1). La problématisation se reformule depuis le contexte actuel, et son souci de la stabilité de la démocratie. Entre la dictature et « Transition démocratique » (1980-2013), les analyses de l'activité médiatique durant l'Unité populaire en font une anomalie historique qui prend les traits d'une crise menaçant le présent en permanence (chapitre 2). A partir de ces deux premiers sillons, les deux déplacements qui ont été les nôtres prennent de la vigueur : cesser de

lire l'activité médiatique depuis les contenus et délaissier une approche qui se centre sur l'Unité populaire depuis le filtre du coup d'Etat, en réifiant une crise incontrôlable.

Notre seconde partie consiste à proposer une autre lecture du cas d'étude. Il s'agit de réinsérer les pratiques journalistiques et le discours qu'elles rendent visible sur le journalisme visibles dans les journaux dans un mouvement à plus long terme qui intègre le rôle que se donne les journalistes chiliens à cette période de l'histoire. Ainsi, nous interrogeons les pratiques journalistiques, la façon dont elles sont transmises et finalement la régulation du milieu journalistique. Cette démarche permet de mieux comprendre sur quelles normes et quels principes se fondent les savoir-faire journalistiques et d'appréhender leur degré de naturalisation et d'institutionnalisation. Ainsi, il s'agit tout d'abord de mettre en évidence l'architecture des journaux durant l'Unité populaire, pour comprendre comment les pratiques journalistiques en œuvre domestique un temps où les événements deviennent incontrôlables par les agencements spatiaux et visuels de l'information (chapitre 3). Malgré des possibilités d'ajustement et des tentatives de contre-pratiques, nous nous sommes demandé comment sont transmises ces pratiques qui semblent routinisées. A ces fins nous interrogeons les formations universitaires comme les processus de socialisation par les pairs, qui se centrent sur des techniques comme la pyramide et qui fonctionne par confomation (chapitre 4). Finalement, on peut se rendre compte qu'il y a une forme de normalisation institutionnelle du journalisme avec le travail des organismes corporatistes très fortement soutenu par l'Etat social chilien. Le gouvernement du journalisme chilien s'inscrit dans une logique de sécurisation du milieu journalistique qui empêche les pratiques et l'être journalistique d'être transgressés durant l'Unité populaire (chapitre 5). Pour résumé, l'historicisation des pratiques et des identités journalistiques chiliennes montre que les désordres journalistiques trop souvent pointés du doigt en diabolisant l'Unité populaire retrouve certaines continuités, malgré le mouvement politique centrifuge de l'ordre chilien.



**PARTIE 1 :**  
**PROBLEMATISATION(S) DE L'ACTIVITE MEDIATIQUE**  
**DURANT L'UNITE POPULAIRE**





L'essentiel des études sur le rôle et le fonctionnement des media chiliens durant la présidence de Salvador Allende s'efforce de répartir les différents journaux en circulation entre les deux projets de société en conflit. Certes, les méthodologies changent (économie politique, sémiologie, sociohistoire etc.) et les objets analysés diffèrent (liens de propriété, mouvements de capitaux, titres, éditoriaux, structure des messages, vocabulaire...). Mais l'appartenance partisane des journaux reste la principale grille de lecture offerte sur l'activité médiatique pendant l'Unité populaire, en s'intéressant aux faveurs ou à l'opposition des différents titres à la coalition au pouvoir. Depuis l'observation d'un déséquilibre entre les deux camps en conflit, l'activité médiatique est pensée au regard de son influence sur le champ politique et de l'instrumentalisation que celui-ci lui fait subir.

Ce diagnostic est hérité des analyses produites avant et durant la période (1961-1973)<sup>157</sup> et reste largement dominant chez les universitaires et témoins qui proposent une lecture postérieure (1973-2013)<sup>158</sup>. A l'instar du *mea culpa* d'Abraham Santibáñez cité en introduction, les mots du journaliste Juan Pablo Cárdenas en attestent :

« Les media de communication n'ont pas été capables de se soustraire à la lutte politique qui a dramatiquement mis en opposition les partisans, adversaires et ennemis du président Salvador Allende et de son gouvernement. Au contraire, une bonne partie du climat social d'agitation a été stimulé par les canaux de télévision, les journaux et les radios qui, en général, ont assumé un journalisme de tranchée en se laissant manipuler par les partis politiques et par les divers groupes tactiques qui, d'un côté comme de l'autre, convergeaient à accentuer les tensions, à rendre le dialogue impossible et à favoriser l'intervention des militaires »<sup>159</sup>.

---

<sup>157</sup> Les spécialistes de la question reconnaissent généralement le caractère innovateur et fondamental de l'étude d'Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), "Los medios de comunicación de masa. La ideología de la prensa liberal en Chile", *Cuadernos de la realidad nacional*, n°3, marzo de 1970, Pontificia Universidad Católica de Santiago de Chile.

<sup>158</sup> Par exemple, par ordre chronologique : Juan Rojo de la Rosa (1976), "Manipulación de información y conflicto ideológico: Chile 1970-1973", *Nueva Sociedad*, julio-agosto 1976, Caracas (Venezuela); Hernán Uribe Ortega (1979), "Los medios: armas de la guerra encubierta", in "Argentina, Cuba, Chile: realidad política y medios masivos", *Comunicación y dependencia en América Latina*, Universidad Nacional Autónoma de México, México; Patricio Dooner (1989), *Periodismo y política. La prensa de derecha e izquierda (1970-1973)*, Santiago de Chile: Hoy ediciones, Editorial Andante; Claudio Durán (1995), *El Mercurio: ideología y propaganda 1954-1994. Ensayos de interpretación bilógica y psico-histórica. Ensayo 1: propaganda de agitación en el periodo agosto 1972-Marzo 1973*, Santiago de Chile: Ediciones Chileamérica-CESOC ; Patricio Tupper (2003), *Allende, la cible. Des média chiliens et de la CLA (1970-1973)*, Paris: Editions de L'Amandier.

<sup>159</sup> "Los medios de comunicación no fueron capaces de sustraerse a la pugna política que enfrentó dramáticamente a partidarios, adversarios y enemigos del Presidente Salvador Allende y su gobierno. Por el contrario, buena parte del clima social de agitación fue estimulado por los canales de televisión, los diarios y las radios que, en general, asumieron un periodismo de trincheras dejándose manipular por los partidos políticos y los diversos grupos tácticos que, desde uno u otro lado, coincidían en agudizar las tensiones, hacer imposible el diálogo y favorecer la intervención de los militares", in Juan Pablo Cárdenas, (2005), "Periodistas, conflictos sociales y reconciliación", *Revista Comunicación y Medios*, n°16, Instituto de Comunicación e Imagen, Universidad de Chile, disponible sur <http://www.revistas.uchile.cl/index.php/RCM/article/viewFile/11567/11925>, p. 1.

Quelles sont donc les caractéristiques idéologiques de la presse en circulation durant le régime de Salvador Allende ? Comment ont-elles accentué les tensions et rendu le dialogue impossible entre les deux projets de société ? Discuter les conclusions des analyses du système médiatique propre à la période de l'Unité populaire permet de faire le point sur les différents éléments caractéristiques de l'activité médiatique durant l'Unité populaire. Cette démarche offre aussi la possibilité de situer ces lectures selon les enjeux qu'elles discutent. Les études publiées sur le sujet, saisies comme sources de première main, habilitent donc à discerner les fondements et les enjeux de la lecture idéologique des media et du journalisme.

Cette perspective historique ne vise pas à déterminer des périodes fixes sur lesquelles on pourrait élaborer une typologie d'analyses de l'activité médiatique chilienne : ce serait négliger la durée des processus de changements théoriques ou méthodologiques. Les textes étudiés sont certes traités selon leurs contextes de publication, mais ils couvrent aussi parfois les deux périodes distinguées ici, ou n'appartiennent pas à l'épisode historique dans lequel ils sont insérés. Cette tactique de lecture de la littérature universitaire publiée autour de l'activité médiatique durant l'Unité populaire offre plutôt l'avantage de traiter les textes comme les sources d'une analyse qui vise à faire émerger, par contraste, les problèmes plus immanents depuis lesquels l'analyse des media durant la présidence d'Allende est pensée.

La première partie de la thèse n'a donc pas simplement pour objectif de faire une revue de littérature ou de mettre en dialogue les différentes conceptions théoriques relatives aux media dans le contexte de l'Unité populaire afin de se positionner par rapport à elles. Il s'agit plutôt de traiter ces analyses comme des événements historiques à partir d'une démarche triple : remettre les textes étudiés dans leur milieu de production ; les resituer par rapport aux tensions et aux problèmes qui traversent la société chilienne au cours de son histoire contemporaine ; les positionner au regard des questions et outillages conceptuels conçus au cours du temps par les études communicationnelles pour étudier la période 1970-1973.

Le problème qui préside aux deux premiers chapitres s'inscrit donc dans la volonté de comprendre pourquoi et comment l'activité médiatique chilienne est saisie par les sciences sociales, à partir du cas de l'Unité populaire. Et par là même, comment les journalistes sont devenus un objet d'enquête et de traitement au cours de l'histoire chilienne. L'objectif est donc de faire l'histoire des manières dont l'activité médiatique durant l'Unité populaire est problématisée (faite problème) au cours de l'histoire chilienne récente (1960-2013). Dans son engrenage et par des jeux de comparaisons et de positionnements théoriques entre les époques, cette démarche nous amènera à proposer une histoire chilienne des problématisations de l'activité

médiatique depuis la fin des années 1950. Cette perspective oblige à entrer de plain-pied dans le cas de l'Unité populaire, en suivant les réflexions qui réécrivent ce moment singulièrement conflictuel de l'histoire chilienne et qui éclairent de ce fait les stratégies et les tactiques développées autour de la variable « activité médiatique », dont le comportement du ou des public(s) politique(s) dépend. Or les études du système médiatique chilien propre à la période de présidence de Salvador Allende se sont sédimentées au fil des années et sont aujourd'hui placées sous le sceau de l'évidence : la lecture d'un clivage idéologique structurant tout le jeu médiatique s'est naturalisée. Les liens de propriété créent un clivage idéologique dans le système médiatique chilien qui met les messages journalistiques sous contrôle et propage des représentations qui tendent à se radicaliser avec la polarisation de l'opinion publique.

Le diagnostic semble unanime alors même que cette division partisane est perçue et interprétée à partir de questionnements et de perspectives théoriques différentes qui font écho aux historiographies récentes de l'activité médiatique chilienne et aux enjeux sociopolitiques actuels. Les premières études systématiques de l'activité médiatique s'ancrent ainsi largement dans le projet développementaliste de modernisation et la théorie politique de la *dépendance* qui la soutient (1960-1973). Les lectures proposées durant la dictature insistent quant à elles sur l'instrumentalisation politique de la parole médiatique, aplatissant alors l'histoire chilienne à partir du dénouement tragique de l'Unité populaire. Avec la transition démocratique, les analyses font de l'activité médiatique durant l'Unité populaire un contre-modèle idéologique (à l'égal de la presse balbutiant à la naissance de la République chilienne) qui a contribué à l'écroulement de l'exception démocratique chilienne. L'actualité du questionnement sur l'activité médiatique sous l'Unité populaire oblige à se demander quels sont les choix tactiques et la portée stratégique qui conditionnent la pratique scientifique dans ses processus de conception, d'élaboration et de production d'une lecture de l'activité médiatique durant l'Unité populaire.

Démythifier l'évidence du déterminant idéologique de l'activité médiatique durant l'Unité populaire permet de mieux comprendre l'immanence de ces questionnements, dans l'expérience matérielle et historique dans laquelle ils sont proposés. En revenant sur les modes de problématisation de l'activité médiatique durant la présidence de Salvador Allende, nous voulons cerner quels enjeux sociaux et politiques se révèlent sous cette question au cours de l'histoire récente du Chili (1960-2013). Autrement dit, le problème de cette première partie se décline en deux questions : de quelle manière l'activité médiatique est-elle appréhendée comme variable de la réalité chilienne entre 1970 et 1973 ? Quel regard portent historiquement les sciences sociales et humaines sur les media de communication durant l'Unité populaire, jusque dans le Chili actuel ?

A ces fins, le chapitre 1 revient sur la politisation du problème médiatique avant et durant l'Unité populaire (1960-1973). Le chapitre 2 soutient quant à lui que, sous la plume des analystes les plus récents (1973-2013), ce cas d'étude est interprété et constitué en anomalie historique.

# CHAPITRE 1 :

## LE PROBLEME MEDIATIQUE AVANT ET DURANT L'UNITE POPULAIRE (1959-1973)

Les premières interrogations chiliennes sur les énoncés médiatiques sont « trop souvent réduites à la question faussement marxisante de la propriété des moyens de production »<sup>160</sup>, à l'instar de ce qu'écrit Patrick Lehingue sur les analyses pionnières de l'activité médiatique française. Cette tendance majeure, amplement détaillée dans les pages de ce chapitre, donne à voir la manière dont le savoir sur la communication participe du champ des forces réelles : il devient un enjeu, un lieu de lutte en écho aux autres espaces de la bataille politique qui se mène au Chili. Depuis le début des années 1960, dans un contexte d'institutionnalisation et de professionnalisation de la recherche universitaire, ces réflexions se concentrent sur la question des effets de la *dépendance* politique et économique du système et de l'activité médiatiques (I). Au fur et à mesure de la radicalisation du conflit idéologique, pendant l'Unité populaire d'abord puis durant les premières années du régime militaire, l'étude des media passe de l'analyse de leur utilisation tactique, dans la lignée du discours politico-intellectuel de *dépendance*, au repositionnement stratégique de l'activité médiatique, selon une lecture offensive des instruments de propagande de l'action informationnelle (II).

### I] Neutraliser les effets de *dépendance* de l'activité médiatique

A leurs balbutiements, les études communicationnelles chiliennes cherchent à mettre à mal la *dépendance* culturelle qu'elles pointent du doigt. Ainsi, dans le conflit qui traverse l'Unité populaire, elles visent à transformer la manipulation idéologique qui résulte de la domination économique et culturelle impérialiste. Les textes présentés prennent un ton de plus en plus pédagogique, sous l'objectif de renverser la *dépendance* culturelle s'instaurant à l'égard des toutes-puissantes industries culturelles. Pour mieux comprendre les analyses de la communication proposées durant l'Unité populaire et les premières années de la dictature, il faut tout d'abord revenir sur la convergence des analyses avec le récit politique produit autour de l'activité médiatique. Le processus de réglementation des retransmissions télévisuelles montre bien en quoi faire front aux intérêts

---

<sup>160</sup> Patrick Lehingue (1998), « Le pouvoir des media » : vieux terrains, nouveaux objets », *Polis*, Dossier « Etudier les journalistes », vol. 5, n°1, p. 3.

privés et internationaux croissants dans l'activité médiatique devient une préoccupation politique (A). Au-delà de la convergence entre les normes législatives et les études communicationnelles, les études publiées pendant l'Unité populaire marquent aussi un ancrage stratégique plus fort : elles sont émises depuis des centres de recherche dont la fondation et l'activité s'inscrivent dans le projet de modernisation, jusqu'à adopter un ton révolutionnaire, et elles généralisent le diagnostic d'une utilisation propagandiste des media (B). Cette tendance se confirme après le coup d'Etat, dans un mouvement ambivalent qui fait de l'opinion publique une chose manipulée par chaque camp du conflit (C).

*A) Les règles du jeu télévisuel : éviter les influences idéologiques, économiques et extérieures*

Les diagnostics établis par ces analyses et leur inscription dans la *théorie de la dépendance* se retrouvent largement dans les diverses actions partisans et étatiques pour réguler le système médiatique. A la source de l'exploitation des ondes télévisuelles par exemple, la réglementation mise en place définit les principes qui régulent le secteur télévisuel et incarnent la volonté de protéger le corps national et civique chilien<sup>161</sup>. Cette tâche de défense des intérêts culturels nationaux traverse les débats autour des influences politiques sur l'activité médiatique (1), et s'incarne dans la loi n°17 377 sur la régulation de la télévision (2).

## **1. Le débat entre influences idéologiques et influences extérieures**

L'invention de la télévision entraîne au Chili comme ailleurs une course pour implanter ce nouveau *medium* dans le champ culturel. Le potentiel de diffusion de la TV fait émerger le souci, pour l'Etat chilien, d'élaborer et de mettre en œuvre un cadre légal au fonctionnement du système télévisé. Malgré les tergiversations, le fonctionnement du système télévisuel est rapidement régulé à partir d'un consensus implicite et provisoire selon des règles très particulières qui visent à privilégier les intérêts publics. Cette stratégie de développement du secteur télévisuel incarne les enjeux de *dépendance* culturelle situés dans l'activité médiatique : l'objectif de l'élite politique chilienne est de protéger le service public national de télévision face aux intérêts commerciaux internationaux afin de donner une impulsion culturelle à la modernisation du pays.

---

<sup>161</sup> Giselle Munizaga (1981), *Marco Jurídico Legal de la Medio Televisivo en Chile*, Santiago de Chile: CENECA.

Le décret présidentiel n°7.039 du 28 octobre 1958, intitulé « Règlement des stations de radiocommunications qui utilisent des fréquences supérieures à 29,7 megacycles par seconde »<sup>162</sup> est la première décision de l'exécutif chilien relative à la télévision. Moins d'une semaine avant la passation de pouvoir avec le candidat Jorge Alessandri (PN) fraîchement élu, le président Carlos Ibáñez del Campo, en place depuis 1952, définit le futur système chilien de télévision sur les bases du fonctionnement du secteur radiophonique. Ce geste de régulation, placé dans le contexte de la transmission du pouvoir exécutif, laisse apparaître l'importance qu'a prise l'horizon de l'installation de la télévision dans la société chilienne. Il est prévu dans ce décret présenté par la *Dirección General de los Servicios Eléctricos* et autorisé par le secrétaire d'Etat à l'intérieur que la répartition des concessions soit effectuée entre des intérêts commerciaux et éducatifs sur une base nationale. L'exploitation des fréquences est distribuée sur l'ensemble du territoire selon un principe de nationalisation entre des citoyens et des entreprises d'origine chilienne. L'attribution des bandes par le gouvernement est donc un mécanisme de régulation qui ne discrimine pas les propriétaires selon la nature de l'exploitation qu'ils envisagent (commerciale, éducative, culturelle) mais encadre plutôt les projets en termes techniques et économiques autour de l'installation des chaînes, de l'importation des équipements, des avancées des processus expérimentaux, etc.

Les différences entre la télévision commerciale et la télévision éducative sont essentiellement placées par ce décret au niveau de leurs objectifs respectifs de programmation. Si les canaux commerciaux ne sont pas encadrés par des normes de programmation spécifique (outre l'obligation de transmettre un certain nombre d'heures par semaine et de ne pas faire de publicité commerciale lors des essais techniques), les canaux éducatifs doivent, selon l'article 24 du décret, « transmettre des programmes d'indiscutable valeur éducative, à l'exclusion absolue de la propagande commerciale, religieuse, politique, syndicale, etc., que cette propagande soit gratuite ou payante »<sup>163</sup>. La menace en contrepartie est l'expiration immédiate de la concession, pourtant attribuée selon le décret pour une période allant de 30 à 90 ans. Les objectifs de programmation des chaînes de télévision sont fixés par l'obligation de produire au moins 40% des émissions quotidiennement diffusées et par l'interdiction de recourir à des programmes internationaux. Il existe néanmoins des voies dérogatoires, notamment un permis spécial accordé par le ministère de l'Intérieur et la présidence de la République sur une durée limitée. Sous ces objectifs culturels de programmation, la concession d'ondes pour des projets éducatifs peut être sollicitée dans le seul cadre universitaire du fait de son caractère public. Les demandes doivent alors être émises

---

<sup>162</sup> “Reglamento de Estaciones de Radiocomunicaciones que Utilicen Frecuencias Superiores a 29,7 Megacyclos por Segundo”, Decreto presidencial n° 7,309, del 28 de octubre de 1958.

<sup>163</sup> Ibid.



par le recteur concerné avec l'accord du conseil universitaire ou du directoire de l'université. Il est enfin demandé aux promoteurs de ces projets de livrer des estimations budgétaires précises des besoins en financement et des ressources anticipées. Les universités et l'Etat chilien, par le biais des aides financières qu'il affecte, deviennent donc les garants des objectifs éducatifs et culturels de la télévision, ce qui pose les jalons d'un service public en la matière.

Dans les faits, la concession d'ondes télévisuelles acquiert un caractère stratégique puisque dès sa prise de fonction, le président Jorge Alessandri, extrêmement méfiant à l'égard du dispositif de télévision<sup>164</sup>, renforce son pouvoir discrétionnaire afin de trancher personnellement à l'attribution des concessions. Il ne concède ainsi aucune fréquence aux projets commerciaux. Les recherches sur le dispositif technologique engagées dans les Universités sont confirmées par le pouvoir exécutif. La compétition pour les premières transmissions s'engage malgré les sporadiques moyens financiers et technologiques, rapportés par l'essentiel des témoignages. L'expérimentation a lieu en 1959, le samedi 22 août à 19 heures, à l'Université catholique de Valparaíso (*Canal 8* puis *Canal 4*) (**Image n°1.1**)<sup>165</sup>. Entre 1959 et 1962, deux autres chaînes sont développées : le *Canal 13* de la *Pontificia Universidad Católica de Santiago de Chile* (qui retransmet ses premières images le 15 avril 1961 mais avait déjà fait des tentatives, notamment le jeudi 20 août 1959<sup>166</sup>) ; et le *canal 9* de l'Université du Chili (qui diffuse le 4 novembre 1960). Que ce soit par le décret promulgué par Carlos Ibáñez del Campo ou la politique de concession menée par Jorge Alessandri, la trajectoire prise par les débuts de la télévision chilienne s'inscrit dans les débats autour du développement du pays et plus particulièrement de la méfiance vis-à-vis de la *dépendance* envers des intérêts privés et internationaux. Sans le formuler directement dans ces termes, María de La Luz Hurtado<sup>167</sup> converge vers cette fonction de développement culturel dans le cadre de l'*Etat de compromis* chilien<sup>168</sup>. Au-delà des soucis propres aux effets particuliers de la télévision, la position adoptée par l'élite politique conservatrice chilienne entre 1958 et 1964 s'explique par le

---

<sup>164</sup> Il déclare à Ercilla en 1961 : « La télévision est un gaspillage de riches, une soupape de décompression des divisions » (dans le texte : « La televisión es un derroche de ricos, una válvula de escape de divisas »), cité in María de La Luz Hurtado (1989), *Historia de la TV en Chile, 1958-1973*, Santiago de Chile : Ediciones Documentas-CENECA.

<sup>165</sup> María de la Luz Hurtado (1989), *op. cit.*

<sup>166</sup> Angél Torti (2005), *Televisión chilena. Sus primeros pasos (1959-1973)*, Santiago de Chile: Ediciones Emegé, «Comunicaciones».

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>168</sup> La notion d'*Etat de compromis* fait référence au modèle de stabilité institutionnelle de la démocratie chilienne en comparaison avec les autres pays latino-américains, et plus particulièrement le Cône Sud (Argentine, Bolivie, Paraguay, Uruguay et Chili). Cette solidité démocratique est cimentée par l'articulation des extrêmes idéologiques avec le centre dirigé par le Parti radical, ce qui permet une certaine régulation du conflit politique. Selon la majorité des études institutionnelles postérieures au coup d'Etat de 1973, cet équilibre est rompu par l'émergence du Parti démocrate-chrétien, créé en 1959 et qui accède au pouvoir exécutif de façon autonome en 1964. Les scissions du *Movimiento de Acción Popular Unitaria* (MAPU) en 1969 et de la *Izquierda Cristiana* (IC) en 1971 alimentent alors largement la polarisation politique qui aboutit à la rupture de l'ordre démocratique. Voir Juan J. Linz, & Arturo Valenzuela *et al.* (1978), *op. cit.*; Arturo Valenzuela (1983), *op. cit.*

déclin économique et politique des classes aisées, menacées par deux phénomènes : la pénétration excessive des intérêts économiques nord-américains et la capacité d'influence et de contrôle du développement économique chilien que cela octroie à ses forces capitalistes étrangères d'une part ; et la massification de la société chilienne, par l'inclusion politique et culturelle des classes moyennes et populaires d'autre part<sup>169</sup>.

**Image n° 1.1 : Premier logotype de Canal 8 de Valparaíso dessiné par Óscar Tejada**



*Source : Juan Ángel Torti, La Televisión Chilena. Sus primeros pasos (1959-1973), Santiago de Chile: Emegé Comunicaciones, p.10.*

Malgré les audiences relativement faibles de la télévision<sup>170</sup>, le débat autour du rejet stratégique des intérêts privés en ce secteur prend un nouveau tournant en 1962. L'organisation de la Coupe du monde de football est généralement reconnue comme le premier événement marquant l'histoire de la télévision chilienne. L'occasion est trop belle : la publicité commerciale commence à apparaître en marge de la retransmission des matches du Mondial, atteignant des audiences qui augmentent au fur et à mesure du parcours héroïque de la « Roja », la sélection chilienne, jusqu'à la troisième place. Angél Torti, qui participe aux premières retransmissions à

---

<sup>169</sup> Richard E. Ratcliff (1972), "The Ties That Bind: Chilean Industrialists and Foreign Corporations" in North American Congress on Latin America (NACLA) [ed.], *New Chile*, Berkeley: NACLA, pp. 79-81.

<sup>170</sup> Angél Torti estime le parc de téléviseurs, dont le prix de moyenne est selon de 2 000 Escudos, à 1 000 écrans en 1960 à Santiago, et à 20 000 en 1962 à l'échelle nationale, pour la Coupe du monde de football organisée au pays. Voir Angél Torti (2005), *op. cit.*, p. 41.

L'Université catholique de Valparaíso, décrit, dans son témoignage écrit, comment le développement d'une télévision commerciale influencée par le secteur culturel nord-américain est perçu comme une menace, dans la foulée du Mondial. En 1963, des voix s'élèvent lorsque le *canal 13* de l'Université catholique achète les premiers programmes nord-américains au Mexique. Selon le journaliste, la vente de publicité commerciale, officiellement rejetée, se généralise alors au *canal 13* comme au *canal 9* de l'Université du Chili. Les difficultés financières font loi. Les méthodes pour faire la promotion détournée de certaines marques nationales et internationales sont bricolées durant les enregistrements, en incluant notamment des références ostentatoires à différents groupes économiques et entreprises sur le matériel et le décor du plateau. Les intérêts privés participent progressivement au système télévisé malgré le semblant de consensus autour de son exclusion de principe.

Le cadre de fonctionnement de la télévision ne répond donc ni au modèle éducationnel, ni au modèle commercial, tels qu'ils sont distingués dans le décret de 1959. Les deux programmations se mélangent dans une télévision mixte. Les revendications des groupes médiatiques se font de plus en plus pressantes sur le gouvernement. Chaque opportunité est saisie pour revendiquer l'exploitation privée des ondes télévisuelles. La tenue du congrès de l'Association interaméricaine de radiodiffusion (AIR), le 4 novembre 1960, en est un bon exemple. Dans son discours, Raúl Fonta, son président, vante le potentiel de la télévision et défend la nécessité d'ouvrir les permis de diffusion au secteur privé. Selon la retranscription intégrale proposée par *El Mercurio*, il déclare : « Elle [*la télévision*] a, comme la radio, une fonction de distraction, mais elle possède une incommensurable valeur pour exposer des faits avec une réelle force d'expression. C'est un organe de publicité insatiable. Aucun pays ne doit poser d'objections à l'implantation de la télévision car c'est un prodigieux outil, produit de la technique de notre époque »<sup>171</sup>. La justification de la volonté d'ouvrir le marché télévisuel à la concurrence tient à trois caractéristiques : la nature de ce dispositif technique acquis dans la lignée du progrès et de la modernisation, sa portée massive, et sa fonction de publicisation par l'image. L'argument des défenseurs de la libéralisation du système télévisuel assimile en fin de compte la télévision à un agent de défense de la démocratie et de la liberté d'expression, selon les valeurs libérales de libre concurrence et en accord avec les objectifs du congrès de l'AIR, à savoir l'analyse de la liberté

---

<sup>171</sup> “Ella tiene, como la radio, una función de esparcimiento, pero posee el inconmensurable valor de exponer hechos con fuerza de expresión. Es un órgano de publicidad insaciable. Ningún país debe poner reparos a la implantación de la televisión, pues es una prodigiosa herramienta, consecuencia de la técnica de nuestros días” in Raúl Fonta (1960), “Discurso inaugural a la reunión de la Asociación Interamericana de Radiodifusión”, *El Mercurio*, 05 noviembre 1960.

d'expression en Amérique latine, notamment par l'étude des cas des régimes autoritaires et de Cuba (l'amalgame étant soigneusement évité par l'AIR).

Face à cette situation, le monde universitaire chilien converge avec la méfiance des acteurs partisans et étatiques, et tire la sonnette d'alarme quant aux dangers de la libre concurrence télévisuelle. Le 17 juin, le conseil universitaire de l'Université du Chili déclare son « extraordinaire préoccupation [face] à l'intention qu'il existerait dans les sphères officielles à autoriser l'exploitation des chaînes de télévision par des intérêts privés »<sup>172</sup>. Dans la suite du document, le conseil dénonce le recul que constituerait l'autorisation des intérêts privés dans le système de télévision, en pointant du début à la fin les effets sociaux, culturels et moraux d'une telle libéralisation. Le recteur de l'Université catholique (dénommé « Grand Chancelier ») et cardinal de Santiago du Chili, Raúl Silva Henríquez adopte, dans une interview au journal *El Mercurio*, une ligne d'argumentation concomitante. Le système universitaire de télévision garantit selon lui l'utilisation de ce dispositif comme instrument culturel<sup>173</sup>. Encore une fois, le risque d'introduire les intérêts privés dans ce système est formulé sous la forme de la menace d'une « arme extrêmement puissante »<sup>174</sup>. Autrement dit, l'université, par sa « haute responsabilité de formation »<sup>175</sup>, est la seule institution capable de réguler les dangers de la télévision (son pouvoir d'influence) et de la transformer en un outil de développement et d'indépendantisation culturelle. Le modèle revendiqué dans ces deux interventions universitaires fait référence au service public européen qui attribue une responsabilité culturelle aux Etats.

Pourtant, les suspicions sur l'utilisation de l'arme télévisuelle par l'appareil étatique sont légion. Les débats parlementaires du 12 juin 1963 s'en font l'écho en se centrant autour de l'autorisation de concessions, finalement refusées, à des groupes privés parmi lesquelles on retrouve de nombreuses stations de radio (*Radio Minería, Radio Corporación, Radio Portales, Radio Cooperativa, Radio Vitalicia, Radio Magallanes*) et le groupe *El Mercurio/Lord Cochrane*<sup>176</sup>. Face à ces enjeux, qui sont tant d'ordre stratégique et politique que de l'ordre des résistances tactiques au niveau micro-médiatique, les élites politiques du pays s'engagent dans un processus de législation qui se centre principalement sur l'assignation d'objectifs de bien public aux chaînes de télévision.

---

<sup>172</sup> “Ha causado extraordinaria preocupación al Consejo Universitario el propósito que existiría en esferas oficiales de autorizar la explotación de canales de televisión por intereses privados” in Consejo de la Universidad de Chile (1960), “Declaración respecto a la televisión comercial”, *op. cit.*

<sup>173</sup> Voir l'interview de Raúl Silva Henríquez dans *El Mercurio* du 25 août 1963.

<sup>174</sup> *Ibid.*

<sup>175</sup> Consejo de la Universidad de Chile (1960), “Declaración respecto a la televisión comercial”, *op. cit.*

<sup>176</sup> Nous verrons par la suite que les différentes analyses du système médiatique chilien durant l'Unité populaire dessinent la position centrale du conglomérat *El Mercurio/Lord Cochrane*.

La démocratie-chrétienne et la gauche, dont les forces parlementaires ont augmenté en 1961<sup>177</sup>, s'opposent à l'inclusion des intérêts privés dans le marché télévisuel. La position de Salvador Allende, alors sénateur, montre bien que la question des risques de dissymétrie dans l'accès des différents secteurs sociaux et politiques au système médiatique motive ce rejet : « Autoriser la télévision privée représenterait une attitude antidémocratique, car cela conférerait à un groupe réduit de personnes une force extraordinaire et une indescriptible capacité d'influence »<sup>178</sup>. En illustrant cet argument par son cas personnel, le futur candidat de l'Unité populaire présente les blocages politiques et idéologiques liés au fonctionnement du système médiatique, mais plus intéressant encore, associe ce fonctionnement à l'attribution d'une « capacité d'influence » à un « groupe réduit de personnes ». Les termes sont très proches des analyses de l'activité médiatique produites quelques années plus tôt par Armand Mattelart, Michèle Mattelart, Mabel Piccini, Elmo Catalán ou Ricardo Lagos (nous y reviendrons). Du côté des partis au gouvernement, le Parti libéral plaide pour un système mixte, privé-universitaire. Quant au Parti radical et au Parti conservateur, ils n'avaient pas vraiment de position homogène, plusieurs députés plaidant pour une télévision exclusivement universitaire, d'autres défendant un système strictement libéralisé. Face à ces divergences, le processus législatif n'a pas abouti et l'accord tacite pour l'attribution des concessions par l'exécutif est encore renforcé. María de la Luz Hurtado ajoute aussi que les débats ont été l'occasion pour les forces de gauche (DC et future UP) d'accorder un peu plus leurs violons sur la question.

Les structures universitaires et étatiques sont donc présentées comme les garantes de l'intérêt public dans le secteur télévisuel. Ce consensus structurel se généralise et se consolide avec la multiplication des téléviseurs dans les foyers chiliens. En 1963, les chiffres font état de 35 000 écrans sur le territoire, une estimation qui dépasse les 55 000 en 1967<sup>179</sup>. Si le lien direct entre la massification de la réception et l'élaboration des règles du fonctionnement télévisuel n'est pas évident à reconstruire, l'arrivée au pouvoir d'Eduardo Frei accélère le processus de législation. Le nouveau président de la République chilienne est beaucoup plus convaincu que son prédécesseur de l'impact positif de la télévision sur le pays et sa population. La vision présidentielle du *medium* privilégie sa fonction d'inclusion sociale et culturelle (socialisation et intégration), ce qui constitue

---

<sup>177</sup> La DC compte 23 députés et 3 sénateurs ; le PS 12 députés et 7 sénateurs ; et le PC 16 députés et 1 sénateur, sans compter les radicaux dont la position face à la question télévisuelle n'a pas été retrouvé. Vu que ce parti a exercé le pouvoir au sein du Front populaire moins de 10 ans ce vote (en coalition avec le PS et le PC), mais que Julio Durán, le candidat de droite aux élections de 1964, est issu de ses rangs, difficile d'en déduire une position officielle face à la libéralisation de l'activité télévisuelle.

<sup>178</sup> "Autorizar la televisión privada representaría una actitud anti-democrática, pues conferiría a solo un grupo reducido de personas una fuerza extraordinaria y una indescriptible capacidad de influencia" in "Diario de sesiones de la Cámara del Senado", diciembre de 1963.

<sup>179</sup> Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), *op. cit.*

un facteur décisif dans la planification d'une télévision de service public au Chili « au point de concevoir une législation qui lui donne les lignes directrices », selon María de la Luz Hurtado<sup>180</sup>. L'influence potentielle de la télévision sur le corps civique et national est donc la source d'un problème particulier que l'exécutif, le législatif et l'essentiel des acteurs politiques décident de réguler. Le gouvernement démocrate-chrétien propose, en 1965, de créer un organisme public de télévision de caractère éducatif et culturel qui diffuse à l'échelle nationale. Il nomme une commission gouvernementale chargée d'y réfléchir et de faire des propositions pour une politique de télévision<sup>181</sup>.

Encadré n° 1.1 : La loi n°16.643/Décret 1212 sur les abus de publicité (4 septembre 1967)

Au moment où les débats sur le système de télévision et la possibilité d'une chaîne publique font rage, d'autres actes législatifs et juridiques sur les moyens de communication montrent bien que l'enjeu central réside dans l'inscription de l'activité médiatique dans le projet national-développementaliste, sur la base politique de la *théorie de la dépendance*. C'est par exemple le cas de la loi n°16.643/Décret 1212, du 4 septembre 1967 qui vise à « fixer le texte définitif de la loi 15 576 sur les abus de publicité », qui est toujours en vigueur aujourd'hui même si la dernière modification de cette loi date de 2001 (loi 19.733) spécifie précisément que seul l'article 49 de la loi n°16 643 n'a pas été dérogé.

Mesure de la loi de 1967 qui illustre le souci d'un projet de développement national de la manière la plus parlante, l'article 5 conditionne la direction des journaux, revues et écrits périodiques, stations de radio ou stations de télévision, à la nationalité de la personne qui occupe ce poste : il doit être chilien et avoir son domicile au Chili, à l'exception des « revues techniques ou scientifiques, des publications éditées dans des langues étrangères et des revues de caractère international qui s'impriment au Chili et se distribuent dans le pays et à l'étranger, même si la direction éditoriale se trouve au Chili » (article 5). L'article précise d'ailleurs que, dans le cas d'une société anonyme ou d'une organisation coopérative, 85% du capital doit être détenu par des Chiliens.

De façon plus classique, cette loi légifère sur la liberté d'expression, en réaffirmant l'interdiction de la censure au Chili (article 1) et en garantissant un droit de réponse (11 et 15). Elle introduit surtout l'interdiction de privilégier l'une ou l'autre des entreprises médiatiques dans l'accès aux matières premières (encre et papier notamment) ou technologiques (rotatives...). Sont introduites les obligations d'inscrire le titre de la publication sur chacune de ses pages et de se déclarer à la Direction des bibliothèques et des musées (article 3). La DIBAM est d'ailleurs chargée de constituer les registres de tout type de publication chilienne (y compris les affiches, gravures, disques etc.) à partir des deux exemplaires que sont contraints de lui envoyer les entreprises qui les produisent (article 4).

<sup>180</sup> “(...) La función socializadora y de integración (de la televisión) al punto de gestar una legislación que le diera directrices globales” in María de la Luz Hurtado (1989), *op. cit.*, p. 163.

<sup>181</sup> Giselle Munizaga (1981), *op. cit.*, p. 6.

L'exécution de toutes ces mesures est finalement placée sous la menace de sanctions, généralement financières (article 7, 8, 9 et 10). Afin de ne pas surcharger le texte d'éléments qui n'apporteront rien à son propos, les mécanismes de sanctions ne sont pas détaillés.

Les principales discussions restent centrées, dans la tradition de la position de Jorge Alessandri, sur la défense d'une télévision qui ne cède pas aux sirènes commerciales des grands groupes de divertissement nationaux et internationaux. Du fait de la transversalité des débats, des multiples lieux où il s'est déroulé et des objectifs finalement privilégiés, la législation en ce domaine recouvre, un intérêt spécifique dans le projet modernisateur chilien, qui veut se faire producteur de culture. En 1968, Bartolomé Dezerega, un des concepteurs du projet chilien de télévision publique (la future *TVN*), exprime clairement la conception du service public sous un travail d'exclusion des intérêts privés :

« La programmation quotidienne de la station de l'Université Catholique tout comme celle de l'Université du Chili nous donne l'impression d'être trop subordonnées à des bases commerciales. Nous voulons établir le Réseau National de Gouvernement le plus tôt possible, avec des programmes où l'accent est mis sur l'éducatif comme sur l'informatif. Au cas où les universités désirent coopérer avec le Gouvernement, nous croyons possible de transmettre les programmes produits par elles à travers ce réseau »<sup>182</sup>.

Face aux divergences quant au chemin à suivre, le projet de télévision publique est avant tout développé par voie administrative afin de ne pas engendrer de débats parlementaires qui n'en finiraient plus dans un contexte déjà très agité. Cité par María de la Luz Hurtado dans son étude sur les premières années de la télévision chilienne (1958-1973), Jorge Navarrete, diplômé en économie qui est nommé gérant général de *TVN* en 1969 à seulement 22 ans justifie *a posteriori* :

« L'expérience des moyens de communication sociale gérés par les gouvernements faisait que même le plus naïf des opposants avait des réserves à livrer un outil comme la télévision au gouvernement. Pour cette raison, il était impensable qu'à plus ou moins long terme, sorte une législation sur la télévision. C'est pour cela qu'il fallait

---

<sup>182</sup> «La programación diaria de la estación de la Universidad Católica, tanto como la de la Universidad de Chile, nos dan la impresión de estar demasiado supeditadas a bases comerciales. Queremos establecer la Red Nacional de Gobierno lo antes posible, con programas cuyo énfasis esté en lo educativo e informativo. En caso que las universidades deseen cooperar con el Gobierno, creemos posible transmitir los programas producidos por ellas a través de la red" in Etude de la Commission de Recherche de l'entreprise japonaise HNK sur la télévision chilienne, avril 1968. Cité dans María de la Luz Hurtado (1989), *op. cit.*, p. 266.

procéder par voie de faits (...). Il fallait créer un organe, créer le consensus autour, et ensuite légiférer »<sup>183</sup>.

D'autre part, l'essentiel des décisions est directement pris par le président chilien qui refuse, par exemple, aux universités le droit d'élargir leur zone de diffusion à l'ensemble du territoire chilien. Il profite habilement d'un espace juridique laissé libre par le décret de 1959, qui stipule que les universités ne peuvent pas installer de diffuseurs en dehors des villes où sont implantés leurs sièges. Le premier mandataire de l'Etat chilien semble garder l'exclusivité de la diffusion nationale, pour le service public de télévision.

Le 11 septembre 1969, *TVN* émet ses premières retransmissions depuis Santiago, avec le statut de société à responsabilité limitée affiliée à la Coopération du Développement (*Coporaación de Fomento – CORFO*). Le choix d'intégrer *TVN* à la *CORFO* est stratégique et symbolique. Cette institution publique a en effet été créée suite aux répercussions du crack boursier de 1929 et du séisme de Chillán de 1939 afin d'encourager et de dynamiser l'économie chilienne en appuyant les initiatives entrepreneuriales et en activant l'investissement public dans des secteurs relativement classiques de l'analyse macro-économique keynésienne : énergie, hydrocarbures, industrie, commerce et transports. Cet organisme et le plan de relance par la demande qui l'accompagne sont d'autre part élaborés et mis en œuvre par l'administration de Pedro Aguirre Cerda, président radical, lors du Front populaire chilien (1938-1941). Ils participent d'une logique d'action qui prend ses racines dans l'ouverture politique aux problèmes des classes moyennes et populaires engagée par la massification de la société chilienne, mais aussi dans la logique des politiques développementalistes. Cette volonté de stimuler l'économie par l'investissement public, tout en dénonçant la *dépendance* trop forte envers l'économie internationale (l'écroulement des ventes de salpêtre et des prix du cuivre, principales ressources chiliennes, pour preuve) est un héritage fort, au sein de la *CORFO*, de l'influence d'un groupe de technocrates<sup>184</sup> qui prennent leurs fonctions sous le premier régime de Carlos Ibáñez del Campo (1927-1931). Or cette élite administrative a prolongé son travail sous les gouvernements suivants, en diffusant une nouvelle conception de « l'Etat moderne » qui prend en charge une population de plus en plus hétérogène et donc des

---

<sup>183</sup> “La experiencia de los medios de comunicación social manejados por los gobiernos hacía que aún el más incauto de los opositores tuviera reservas en entregarla una herramienta como la televisión a un gobierno. Por lo tanto era impensable que en cualquier plazo se fuera a sacar una legislación sobre la televisión. Por eso había que proceder por la vía de los hechos (...). Había que crear el órgano, crear consenso en torno a él, después legislar”, Entrevista a Jorge Navarrete, Gerente General de *TVN* (1969-1970) in María de la Luz Hurtado (1989), *op. cit.*, pp. 281-282.

<sup>184</sup> Desiderio García Ahumada, Flavián Levine Bawden, Roberto Wachholtz Araya, Guillermo del Pedregal Herrera, Guillermo Moore Montero et Rodolfo Jaramillo Bruce sont tous des collaborateurs étroits de Pablo Ramírez, Ministre du Budget du gouvernement de Carlos Ibáñez del Campo. Sur la question de l'intégration progressive des ingénieurs, puis d'une élite technocratique et enfin des « scientifiques » dans l'administration chilienne, voir Gabriel Salazar & Julio Pinto Vallejos (2012), *Historia contemporánea de Chile I. Estado, legitimidad, ciudadanía*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, “serie historia” (Duodécima edición / 1era edición: 1999), pp. 151-162.



problèmes publics de plus en plus diversifiés (politique économique, politique du logement, politique culturelle...). Pour répondre aux nouveaux enjeux, ces ingénieurs et avocats construisent une planification sur la base d'études et de critères techniques, notamment dans les domaines des finances publiques et de la politique économique. Mettre la télévision sous tutelle de la *CORFO* signifie d'abord la laisser dans le giron d'un Etat-providence actif. Cela signifie, ensuite, lui donner un caractère stratégique dans le projet modernisateur chilien. Cela signifie enfin l'inscrire dans une action publique en totale adéquation avec les dénonciations intellectuelles de la *dépendance* chilienne au marché international. Le gouvernement de Frei Montalva joue d'ailleurs sur le prestige d'une action de massification territoriale d'un bien social et culturel, accolé symboliquement à l'image de la modernisation. A peine un an après la création de *TVN*, 20 provinces sur 25 sont réceptrices des programmes que la chaîne retransmet à hauteur de 12 heures quotidiennes. Mais les logiques étatiques et administratives ne peuvent être négligées dans l'attribution d'un caractère national et développementaliste si marqué, face aux initiatives continentales, régionales et locales en la matière. Le projet de *TVN* correspond aussi à une politique centralisatrice du pouvoir étatique<sup>185</sup>.

Dans la perspective d'une politique d'indépendance économique et culturelle, le service public télévisuel est donc pensé à l'encontre des intérêts commerciaux et privés mais aussi comme une télévision qui ne soit pas un organe communicationnel aux mains du gouvernement mais qui privilégie la pluralité par des procédures, mécanismes et des garde-fous juridiques. La proposition de politique éditoriale présentée par Guillermo Blanco au directoire en 1969 trahit bien cette préoccupation à l'égard de la représentativité politique et culturelle. Plusieurs objectifs affichés du projet le mettent en évidence : maintenir l'impartialité politique pour privilégier la cohésion nationale ; éviter une relation compétitive avec les autres canaux ; proposer des contenus de haute « qualité culturelle » ; rompre avec les schémas et les formats traditionnels ; choisir des critères culturels de sélection en dehors des standards commerciaux ; élaborer une programmation qui représente géographiquement toute la population et non pas seulement Santiago<sup>186</sup>. L'orientation programmatique de *TVN* fait donc nettement preuve d'une volonté éducative, massive et désidéologisée. La définition de la pluralité invoquée par les participants au système médiatique renvoie essentiellement à un objectif primordial : la représentativité géographique, culturelle et politique du pays.

---

<sup>185</sup> Que l'on retrouve largement dans « les relations architecturales » de l'Etat chilien entre 1920 et 1973. Voir Gabriel Salazar & Julio Pinto Vallejos (2012), *Ibid.*, pp. 290-300.

<sup>186</sup> Cité dans Ignacio Guajardo (2008), «Televisión Nacional de Chile, 1969-1973. La crisis de hegemonía política como crisis de representación ciudadana», *Documento de Trabajo*, n°5, Santiago de Chile: CECOM-ICEI, p. 128.

## 2. La loi n°17.377 de régulation de la télévision

Alors que s'approchent les élections de 1970, pour lesquelles les forces réformistes (Tomic) et révolutionnaires (Allende) semblent bien placées, l'élaboration de la première loi de régulation du fonctionnement de la télévision marque un tournant, de la défense du service public à l'endiguement du mouvement marxiste. Promulguée le 21 octobre 1970, à trois jours de la ratification de l'élection de Salvador Allende par le congrès, la loi générale n°17.377 s'inscrit dans une démarche de protection du système télévisé face aux menaces idéologiques associées à l'arrivée au pouvoir d'une coalition qui se réclame ouvertement du marxisme. Dans un contexte où le parc de téléviseurs a récemment dépassé les 300 000 postes, la loi a pour objectif de calmer les doutes politiques des conservateurs qui voient la liberté d'expression et la propriété privée menacées à peine l'élection prononcée. A ces fins, elle valide la tendance insufflée par Jorge Alessandri en accordant des concessions d'ondes aux seules chaînes éducatives, conformément aux objectifs de création de TVN par le gouvernement démocrate-chrétien. A ces fins, elle établit un monopole légal structuré autour d'un ensemble de quatre opérateurs (trois canaux universitaires et la chaîne de service public) dont les limites pratiques avec l'intrusion des intérêts privés ont déjà été soulignées. La loi dessine les traits de fonctionnement du « système universitaire-étatique de télévision »<sup>187</sup>. Sans tergiverser sur l'attribution du caractère de service public à TVN<sup>188</sup>, les principes définis par cette norme juridique fondatrice renvoient à son objectif éducationnel et culturel<sup>189</sup>. La loi charge la télévision de participer à l'affirmation des valeurs nationales et de la dignité de la famille, d'impulser le développement de l'éducation et de la culture, et d'informer objectivement sur l'actualité nationale et internationale (*el acontecer*, dans le texte). En réaction aux tensions médiatiques qui se radicalisent à l'orée de l'élection de Salvador Allende, des digues sont aussi dressées pour contrôler les débordements idéologiques à l'écran : « la télévision ne sera pas au service d'une idéologie déterminée et maintiendra le respect des

---

<sup>187</sup> Selon la dénomination qui lui est donnée à l'époque puis entérinée par les études suivantes. Voir Eugenio Tironi & Guillermo Sunkel (1993), *op. cit.*

<sup>188</sup> Sergio Godoy Etcheverry polémique sur l'absence de mission "spéciale" confiée à TVN. Il ne semble pourtant pas essentiel de savoir si TVN épouse les contours d'un service public : la question est ici de savoir sur quelles logiques est fondée TVN et à quel problème social et politique renvoie sa création. Sergio Godoy Etcheverry écrit : "(...) Tampoco había una definición clara de "servicio público", aunque el énfasis en el papel educativo de TVN era claro" in Sergio Godoy Etcheverry (2000), *¿Públicamente rentable? Evaluación de la TV pública Chilena orientada al mercado*, Santiago de Chile: Ediciones Universidad Católica de Chile, p. 72.

<sup>189</sup> José Joaquín Brunner & Carlos Catalán (1994), "Regulación pública de la televisión: sentidos y alcances", *Cuadernos.info*, Suramérica, 9, marzo 2012, disponible sur: Disponible sur <http://cuadernos.uc.cl/uc/index.php/CDI/article/view/304> (consulté le 19 juillet 2012). On voit mieux l'importance de l'analyse du fonctionnement de la télévision durant l'Unité populaire lorsque l'on sait que les deux auteurs sont à cette date respectivement directeur et secrétaire général du service de recherche du Conseil national de la télévision chilienne (CNTV), et ce jusqu'en 1998 (voir chapitre 2).

tendances qui expriment la pensée de secteurs différents du peuple chilien »<sup>190</sup>. Est donc entériné législativement le principe de fonctionnement tacite qui avait eu cours pour l'élection de 1964, lorsque le *canal 7* avait fondé le pluralisme sur l'accessibilité des trois candidats au petit écran (Allende, Frei et Durán). L'absence de législation sur les conditions d'accès à la publicité électorale via la télévision nuance toutefois ce pluralisme.

La loi introduit aussi une structure de propriété nouvelle dans le secteur télévisuel, en créant *Televisión Nacional de Chile* (*canal 7 – TVN*). *TVN* est fondée comme une corporation de droit public qui établit sa relation avec l'Etat à travers le Ministère de l'Education. Le sous-secrétaire en charge de ce portefeuille, Patricio Rojas, qui a largement contribué au projet de loi, est nommé directeur de la chaîne de service public. Sous le régime de Salvador Allende, Augusto Olivares, ancien journaliste de *Las Noticias de Última Hora* et très proche ami du président, est nommé à ce poste. Le poste paraît donc sensible : deux collaborateurs parmi les plus proches de chaque président de la République ont été désignés à cette charge et sont institués garants des objectifs de service public de la télévision chilienne. L'Etat légalise d'ailleurs son droit d'exploitation des ondes télévisuelles et s'autorise un monopole de diffusion sur l'ensemble du territoire national. Juan Hamilton, Patricio Rojas et Alberto Jerez, les trois concepteurs de la loi n°17.337 font de *TVN* une branche du réseau national de télécommunication *ENTEL*, spécialisée dans les ondes télévisuelles. Une nouvelle fois, un organisme public chapeaute l'activité de *TVN* mais il ne s'agit plus cette fois de l'institution qui coordonne les investissements publics et met en œuvre les politiques économiques du pays, mais plutôt d'une entreprise publique qui développe son activité dans un secteur particulier (ici les télécommunications) en adéquation avec les objectifs de la *CORFO* et du gouvernement. Le service public de télévision est donc construit sur un système de financement mixte. Un exemple de subventions accordées par l'Etat chilien à *TVN* est reproduit en image n°1.2. Le décret n°116 du Ministère de budget datant du 12 février 1973 (et publié le 10 juillet 1973) attribue à *TVN* des fonds « s'incorporant au budget du ministère de l'éducation », à hauteur de 92 814 000 escudos<sup>191</sup>.

La chaîne de service public dispose d'autre part de 37 125 600 escudos à la Trésorerie provinciale de Santiago sous forme de prêt. Il faut toutefois souligner que cette dotation financière reste un enjeu majeur du fonctionnement du service public de télévision, les moyens à disposition semblant sous-évalués face aux objectifs assignés par la loi. María de la Luz Hurtado

---

<sup>190</sup> Article 1 de la loi n°17.377, du 21 octobre 1970.

<sup>191</sup> Cette intégration aux objectifs de la politique publique de l'éducation donne donc au service public de télévision une dimension éducative, au moins d'un point de vue institutionnel.

note bien que cette dérive commerciale est déjà à l'œuvre dans les canaux universitaires qui doivent compenser leur déficit, lié à la faible part de leur budget attribué par les Universités, par le financement publicitaire et l'achat d'émissions nord-américaines de faible coût. Ignacio Guajardo ajoute que malgré le soutien de l'Etat, la télévision publique n'a pas pu empêcher la mise en place d'un programme culturel-commercial de télévision destiné à élargir les audiences. Il tempère toutefois cette description en rangeant simplement 25% du total de la programmation dans la case « divertissement », genre concentré pendant les fins de semaine<sup>192</sup>.

Image n° 1.2 : Fonds budgétaires attribués à TVN en 1973

Dom. 2.73  
 CIENCIA  
 TIERRAS  
 GENERALES  
 GENERAL  
 1972  
 ON  
 ACCION  
 135.600  
 2-35-6  
 3

3 MAR. 1973

REF: FONDOS CANAL 7 T.V. NACIONAL

SANTIAGO, 19 FEB. 1973

N° 333. Publicado en el Diario Oficial del 19 JUL 1973

VISTO: lo dispuesto en los artículos 34° del DFL. N° 47° de 1959; 3° de la Ley N° 17.881 y el Fallo emitido por el Tribunal Constitucional con fecha 17 de Enero de 1973, publicado en el Diario Oficial del 1° de Febrero del presente año y el Decreto de Hacienda N°116 del 12 de Enero pasado,

D E C R E T O :

1. INCORPORANSE en el Presupuesto del Ministerio de Educación,  
 En el Item  
 Canal 7 Televisión Nacional de Chile 09 01 02 - 035 006 la cantidad de..... \$ 92.814.000.-  
 y la glosa :  
 Con las asignaciones 005,006 y 007 de este mismo ítem y las contempladas en el ítem 029, asignaciones 014 y 015 de este programa, se dá cumplimiento a lo dispuesto en la Ley N° 17.377, artículo 32° modificado por la Ley N° 17.416, artículo 78°

2. AUTORIZASE a la Tesorería Provincial de Santiago, para poner a disposición de la Institución que se menciona, hasta el monto en moneda nacional que se señala :  
 Canal 7 Televisión Nacional de Chile 09 01 02 - 035 006 \$ 37.125.600.-

3. EFECTUENSE las imputaciones respectivas en el Presupuesto Corriente en moneda nacional.

4. AMPLIASE Y COMPLEMENTASE el Decreto de Hacienda N° 50, de 2 de Enero de 1973.-

DEFFRENDESE, TOMESE RAZON Y COMUNIQUESE.

TESORERIA GENERAL DE LA REPUBLICA REGISTRADO  
 12 MAR. 1973  
 NELLY PEZDA YAREZ JEFE DEPARTAMENTO PARTES Y ARCHIVO

CONTRATA  
 - 2 MAR. 1973  
 - 9 MAR. 1973

Source : Archivos del Ministerio de la Hacienda, 1973.

<sup>192</sup> Ignacio Guajardo (2008), *op. cit.*, p. 125.

Enfin, cette loi crée un organisme de régulation au sein du secteur télévisuel : le Conseil national de la télévision (*Consejo Nacional de Televisión*) dont la mission se concentre sur la programmation. Toujours en vigueur, cette institution est composée de divers membres, choisis selon un critère d'équilibrage des intérêts (politiques et médiatiques)<sup>193</sup>. La représentativité de cette instance est fondée sur l'origine professionnelle de ses membres, c'est-à-dire le lien qu'ils entretiennent avec le *medium* télévisuel (représentants élus, représentants administratifs de l'Etat, recteurs des universités, intellectuels...). Sa mission consiste à « veiller sur le fonctionnement correct »<sup>194</sup> de la télévision, tout en ayant les capacités de dicter les normes autour de la programmation et de la publicité dans les chaînes de télévision. Mais elle ne doit pas interférer directement et de façon anticipée dans la programmation que les chaînes ont déterminée. La création d'une institution de régulation de la télévision donne un caractère décisif à ce *medium* dont les faits et gestes seront surveillés, afin d'éviter les affrontements idéologiques, exclus par les objectifs de service public. En ce sens, la fondation du système de télévision s'ancre bien dans les débats autour de la *dépendance* chilienne comme source de son retard de développement. La création de *TVN*, du *CNT* et des chaînes universitaires ainsi que la législation qui a trait à leur fonctionnement visent à privilégier les représentations, les valeurs, les intérêts et les discussions nationales autour du projet de développement et de modernisation du pays. Cette législation s'intègre donc à l'objectif plus général de doter le pays d'une infrastructure productive et opérative moderne, entretenue technologiquement, et qui a la capacité d'intégrer les secteurs sociaux et culturels les plus divers de la communauté nationale.

Avec l'élection de Salvador Allende et le changement de gouvernement, la logique de neutralisation des possibles dérives idéologiques de *TVN* et la création de chaînes de télévision par les partis politiques révolutionnaires sont les préoccupations majeures des secteurs conservateurs. Face à ce risque perçu par l'opposition, la loi n°17.377 est portée au rang constitutionnel, à travers l'élaboration du texte sur le Statut des garanties constitutionnelles négociées par la démocratie-chrétienne, comme condition à son appui pour la ratification parlementaire des résultats électoraux du 4 septembre 1970. Il y est énoncé : « Seuls l'Etat et les Universités auront le droit d'établir et de maintenir des stations de télévision, s'acquittant des conditions requises [*requisitos*] que la loi signale »<sup>195</sup>.

---

<sup>193</sup> José Joaquín Brunner & Carlos Catalán (2012), *op. cit.*

<sup>194</sup> Article 2 de la loi n°17.377 du 21 octobre 1970.

<sup>195</sup> “Sólo el Estado y las universidades tendrán el derecho a establecer y mantener estaciones de televisión, cumpliendo con los requisitos que la ley señale”, Proyecto de Reforma Constitucional “Estatuto de Garantías Democráticas”, artículo n°10, alinea 3, firmado en Santiago, 8 de octubre de 1970, p. 3.

Or si l'on en croit les analyses de l'activité médiatique présentées tout au long de ce premier chapitre, ce mécanisme n'a pas été suffisant puisque les chaînes de télévision, comme les journaux et les radios, ont connu une polarisation idéologique : *TVN* et *canal 9* ont, selon cette lecture, appuyé le gouvernement de Salvador Allende, tandis que le *canal 13* s'est fait le porte-parole de l'opposition. Dans un entretien réalisé avec Cristóbal Valenzuela Maulme, René Schneider, ex-directeur de la rédaction de *TVN* durant la dictature militaire (1979-1987), confirme d'ailleurs cette analyse, en faisant du contrôle militaire sur *TVN* la réponse logique aux dérives connues sous l'Unité populaire : « Ce soutien de *TVN* à Allende était dans presque toute sa programmation, spécialement dans la rédaction des journaux télévisés où on donnait en permanence le point de vue éditorial de la chaîne (...) c'est pour cette raison que, quand est intervenu le coup d'Etat, aucun de ceux qui travaillaient là n'a eu de doutes sur le fait que *TVN* allait devenir la chaîne des militaires »<sup>196</sup>.

Pourtant, la conception de l'activité télévisuelle proposée par la nouvelle équipe gouvernementale lors de son arrivée au pouvoir est proche de celle proposée par Eduardo Frei Montalva. Cette action, toujours amarrée au principe de chasse gardée nationale, reste ancrée aux mêmes principes. La télévision se voit attribuer un rôle développementaliste, autrement dit celui de diffuser une culture et une identité nationales qui constitueront le support du changement social face à la menace des industries culturelles nationales et transnationales. Le discours d'inauguration du premier festival et séminaire de télévision latino-américaine, prononcé le 8 novembre de 1970 par le tout nouveau ministre des relations extérieures de la République chilienne, Clodomiro Almeyda, en est une bonne illustration :

« Mais la télévision comporte un autre danger. Celui de nous soumettre à une inclination au cosmopolitisme qui nuit à la possibilité que, ce qui est nôtre, ce qui est chilien, ce qui est latino-américain, imprime en son sein notre production spirituelle. Il présente le danger que la technique universelle étouffe notre esprit, endormisse notre consciences nationales, nous fasse oublier ce que nous sommes, nos intérêts, les virtualités latentes au sein du peuple et de ce qui nous est propre, singulier et authentique. (...) Il ne s'agit ni de faire l'apologie d'un folklorisme bon marché ni de

---

<sup>196</sup> « Este apoyo de *TVN* a Allende era en casi toda su programación, especialmente en el área de los noticiarios, donde se daba permanentemente el punto de vista editorial del canal. (...) por eso, cuando llegó el golpe de Estado a ninguno de los que trabajábamos allí nos quedó duda de que *TVN* se iba a transformar en el canal de los militares » in Cristóbal Valenzuela Maulme (2007), « La sustentabilidad de Televisión Nacional de Chile (*TVN*) en el futuro digital », Proyecto final de grado presentado al Profesor Sergio Godoy Etcheverry, Facultad de Comunicaciones, PUC.

tomber dans un chauvinisme grotesque. Il s'agit que la télévision nous aide à nous rencontrer nous-mêmes »<sup>197</sup>.

Les débats et le processus de légifération sur le secteur télévisuel montre comment les progrès technologiques en matière de communication sont envisagés comme un agent du développement économique, sociale, politique et national. Par un mélange subtil entre une action coercitive et des incitations financières, l'Etat chilien et les élites politiques tentent de garantir le pluralisme en limitant l'influence d'intérêts économiques et idéologiques extérieurs<sup>198</sup>. S'il n'est pour l'heure pas nécessaire de revenir de façon détaillée ni sur le fonctionnement du secteur télévisuel ni de TVN en particulier, et sur les limites pratiques et concrètes aux objectifs de principe du service public de télévision, il peut toutefois être affirmé dès à présent que ces règles ont été largement contournées et enrayées. L'imbrication du diagnostic de la *théorie de la dépendance* dans les objectifs qui président à la création d'un secteur médiatique et la législation qui y fait suite, montrent surtout l'aspect stratégique que prennent les analyses du système médiatique chilien.

### B) *Des diagnostics toujours plus ancrés dans les conflits idéologiques*

A travers la formulation du problème idéologique de l'activité médiatique, se donne à voir la convergence de préoccupations politiques et intellectuelles autour de cette activité médiatique. Elle est manifeste dans la formulation des principes du projet sur la législation médiatique. C'est aussi l'argument central de l'historiographie des études communicationnelles chiliennes. Ce rapprochement prend appui sur l'articulation des positions socio-économiques entre les groupes énonciateurs du projet modernisateur chilien (1). La pathologie d'une influence idéologique des media se manifeste alors par les symptômes d'une manipulation propagandiste dans le diagnostic de l'activité communicationnelle (2).

---

<sup>197</sup> “Pero la televisión encierra otro gran peligro. El de someternos a un cosmopolitismo rasante que lesiona la posibilidad de que lo nuestro, lo chileno, lo latinoamericano, imprima su sello a nuestra producción espiritual. Ofrece el peligro de que la técnica universal ahogue nuestro espíritu, adormezca nuestra conciencia nacional, nos haga olvidar lo que somos, nuestros intereses, las virtualidades latentes en el seno del pueblo y nuestro destino propio, singular y auténtico. (...) No se trata de hacer la apología del folklorismo barato ni de caer en un chovinismo grotesco. De lo que se trata es que la televisión nos ayude a encontrarnos a nosotros mismos” in Varios Autores (1970), *Primer Festival y Seminario de Televisión Latinoamericana*, Escuela de Artes de la Comunicación, Universidad Católica de Chile, Santiago de Chile, pp. 13-14.

<sup>198</sup> Cette démarche qui consiste à légiférer sur la télévision et les media de communication n'a rien d'extraordinaire ou de spécifique à la situation chilienne. Malgré ses singularités, on retrouve une logique similaire dans le cas des journaux français à la Libération. Voir Nicolas Kaciak (2013), *Les pages « politique »*. *Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Paris : PUR, coll. « Res Publica », p. 88.

## 1. La convergence entre les analystes et les élites politiques

Au fur et à mesure que se radicalise le conflit idéologique au sein de la société chilienne, les auteurs des premières études communicationnelles ont, à l'instar des intellectuels et des universitaires dans leur globalité, la volonté de produire un savoir non seulement au service des élites politiques en employant un vocabulaire de plus en plus idéologique. C'est bien la polarisation du registre scientifique de prise de parole qui distingue les publications universitaires durant la période qui va de la Réforme universitaire à la fin de l'Unité populaire (1967-1973), en tous cas dans l'historiographie des études communicationnelles chiliennes. Selon les mots de Manuel Antonio Garretón, « les thématiques et les contenus s'idéologisent avec une certaine emphase apologétique »<sup>199</sup>.

Si la visibilité et la transversalité du conflit politique valident cette description critique de l'idéologisation des sciences sociales, la relation instrumentale entre les universitaires et les responsables politiques n'est pourtant pas nouvelle au Chili, comme en témoignent les analyses réflexives sur les sciences sociales chiliennes<sup>200</sup>. Elles attestent du rapprochement effectif et multiple entre les institutions de savoir et les institutions du pouvoir politique depuis 1952<sup>201</sup>. Cette collaboration s'est ailleurs densifiée au fil des années. Au début des années 1960, sous le gouvernement conservateur de Jorge Alessandri, le ministère chilien de l'éducation sollicite et finance une étude sur les opinions et les attitudes des Chiliens autour du travail et de l'éducation. Elle constitue une ressource majeure dans le programme de réformes structurelles mises en œuvre par le gouvernement d'Eduardo Frei Montalva (1964-1970). Les liens entre la démocratie-chrétienne et la *Pontificia Universidad Católica* font d'ailleurs que la majorité des universitaires devenus conseillers proviennent de cette Université<sup>202</sup>. La professionnalisation et l'institutionnalisation des sciences sociales durant l'impulsion d'un projet national-

---

<sup>199</sup> Manuel Antonio Garretón, (2005), "Política y Universidad en los procesos de transformación y reversión en Chile 1967-1977" in G. Rama [ed.], *Universidad, clases sociales y poder*, Caracas: El Ateneo; Manuel Antonio Garretón (2005), "Las Ciencias Sociales en Chile. Institucionalización, rupturas y renacimiento", *Siglo XXI*, México.

<sup>200</sup> José Joaquín Brunner (1986), "Las ciencias sociales en Chile: institución, política y mercado en el caso de la sociología", Documento de trabajo n°325, Programa FLACSO-Santiago de Chile, Diciembre 1986; Alicia Frohmann (1993), "¿Para qué estudiar la pobreza? Objetivos y apropiación instrumental de la investigación social sobre la pobreza", in Guillermo Briones *et al.*, *Usos de la investigación social en Chile*, Santiago: FLACSO; Garretón, Manuel Antonio (2005), *op. cit.*

<sup>201</sup> A ce propos, et par ordre chronologique, voir : Hernán Godoy Urzúa (1967), "La Sociología en Chile", *Anuario de Sociología de los Pueblos Ibéricos*, n°2, pp. 11-57; Gabriel Gyarmati (1974), "Development of the Social Sciences in Chile", *Social Science Organization and Policy*, Paris: UNESCO, "First Series", pp. 149-184; Hernán Godoy Urzúa (1977), "El Desarrollo de la Sociología en Chile", *Estudios Sociales*, n°12, pp. 33-56; Edmundo F. Fuenzalida (1983), "The Reception of « Scientific Sociology » in Chile", *Latin American Review*, vol. 18, n°2, pp. 95-112.

<sup>202</sup> Acteur de l'institutionnalisation de la sociologie, le professeur Hernán Godoy Urzúa témoigne, en 1979 : « So that those who went to work for the government were mainly the sociologists of the Catholic University, whose training was more akin to the ideology of the government. But in general, the transition to the Frei government was what finally institutionalized scientific sociology in Chile », cité dans Edmundo F. Fuenzalida (1983), *op. cit.*, p. 105.



développementaliste de modernisation (depuis les années 1950) mettent en évidence l'intrication des intérêts universitaires et politiques. De fait, les études lancées par Eduardo Hamuy, Raúl Samuel et Hernán Godoy Urzúa promeuvent une sociologie empirique centrée sur les problèmes sociaux du pays. En 1960, Peter Heintz oriente le travail de l'*Escuela latino-americana de sociología* (Ecole latino-américaine de sociologie, ELAS) sur le contexte social et la réalité nationale chilienne autour du problème du développement (national et latino-américain). Le diagnostic « idéologique » peut donc être relativisé depuis le rapprochement des positions partisans et universitaires : si elles n'empruntent pas une rhétorique partisane, les motivations des premières études sociologiques correspondent largement à la volonté de participer aux changements structurels planifiés par les forces politiques du pays (DC puis UP).

La dérive idéologique pointée du doigt *a posteriori* doit surtout être replacée sur le plan de la rhétorique argumentative. L'idéologisation des registres n'est en soi qu'un signe de la radicalisation du conflit politique, par ailleurs largement démontrée, et de son exacerbation dans les écrits universitaires. L'approche historique de la sociologie des sciences sociales suit un chemin circulaire et tautologique qui fait de la radicalisation politique la cause et l'effet de la radicalisation universitaire. La position adoptée par les universitaires des années 60 et 70 au sein des centres de recherche montre plutôt qu'au-delà du registre d'écriture, le rapprochement de la pensée académique et de l'action politique constitue le cœur de l'articulation des savoirs au projet de développement centré sur l'indépendance politique, économique et culturelle du Chili. Nous rejoignons ici l'analyse d'Irma Bravo Covarrubias et Felipe Gascón i Martín, lorsqu'ils écrivent que la « fonction 'délatrice' [des études communicationnelles], influencée par la théorie de la dépendance, imprègne une partie importante du débat, en se présentant comme une forme d'agitation qui accélère le passage de l'expérience démocratique-populaire à l'Etat socialiste, en déterminant que le sous-développement est une conséquence de la dépendance globale de la société à l'impérialisme »<sup>203</sup>.

La trajectoire de l'universitaire belge Armand Mattelart, qui vit au Chili depuis 1962 (nous y reviendrons), et l'impact de ses études communicationnelles illustrent la position des chercheurs et des centres de recherche dans le projet développementaliste. Le positionnement de l'universitaire belge sur une carte intellectuelle et politique permet aussi de réinscrire ses écrits dans la singularité de sa trajectoire et ainsi de mieux pondérer les effets de ses textes sur les

---

<sup>203</sup> Irma Bravo Covarrubias & Felipe Gascón i Martín (2002), "Cristianismo y Marxismo en Chile: Paradojas comunicacionales y espacios de convivencia", *Pensamiento Comunicacional Latino-Americano*, vol. 3, n°4, julio-agosto-septiembre 2002, p. 9.

analyses futures. Les *Cahiers de la Réalité Nationale* constituent la principale revue dans laquelle l'universitaire belge publie son programme de recherche sur l'idéologie dominante dans la presse et les media de communication. Apparue dans le plus large mouvement de valorisation de la recherche institutionnalisée par sa diffusion sur des supports académiques, cette publication trimestrielle est éditée à partir de 1969 au moment de la naissance du CEREN (PUC). Dirigé par l'ingénieur agronome Jacques Chonchol (responsable de la réforme agraire sous le gouvernement d'Eduardo Frei Montalva et futur ministre de l'agriculture de Salvador Allende), le CEREN fait partie d'une série de centres de recherche en sciences sociales qui adoptent une perspective interdisciplinaire à la suite de la réforme universitaire. La création, en 1970, du Centre d'études de planification (CEPLAN – PUC) et les réorientations épistémologiques du Centre d'études socioéconomiques (CESO – Universidad de Chile) et du Centre de recherches de développement urbain (CIDU – Universidad de Chile) de l'Université du Chili vont dans le même sens<sup>204</sup>. Le programme d'enseignement du premier semestre 1973 et le catalogue de publications du CEREN à la même date<sup>205</sup> proposent d'ailleurs diverses approches : sciences politiques, économie, histoire culturelle, psychologie... Après une phase de professionnalisation et de fermeture des différentes disciplines des sciences sociales<sup>206</sup>, l'interdisciplinarité devient la clé pour mieux appréhender la réalité latino-américaine, et chilienne en particulier, et les alternatives de changement social.

Symbole de cette perspective interdisciplinaire, la référence à l'objet « réalité nationale » dans le titre de la revue et le nom du centre de recherche met en évidence quatre axes de recherche : une démarche qui rompt avec la sociologie fonctionnaliste, et qui privilégie la réalité chilienne par rapport aux débats théoriques dominants au niveau international ; la conception du social comme globalité ; l'articulation prescriptive de la théorie à l'action ; et l'institutionnalisation académique d'un marxisme ontologique qui construit la réalité nationale comme l'expérience matérielle et historique des sujets, soit « l'ensemble des relations qu'ils entretiennent dans le processus de production »<sup>207</sup>. Cette référence ne laisse que peu de doute sur la ligne éditoriale de la revue et son inscription dans les contreforts de la *théorie de la dépendance* (sur laquelle nous reviendrons à la fin de ce chapitre). A partir de ces présupposés, les analyses proposées ne se constituent plus seulement en conseils pour l'élaboration des programmes d'action publique mais aussi en critiques académiques de l'action politique orientée vers la modernisation de la société chilienne.

---

<sup>204</sup> On peut lire, pour illustration : Manuel Castells (1972), « La lucha política de clases y la democracia burguesa », Documento de trabajo n°60, CIDU.

<sup>205</sup> « Programa docente del CEREN, primer semestre de 1973 » et « Catalogo de publicaciones », in *Cuadernos de la Realidad Nacional*, n°16, Universidad Católica, Santiago, abril de 1973, pp. 285-291.

<sup>206</sup> Edmundo F. Fuenzalida (1983), *op. cit.*, p. 107.

<sup>207</sup> *Cuadernos de la Realidad Nacional*, n°16, Universidad Católica, Santiago, abril de 1973, *op. cit.*, p. 332.

Les réflexions s'érigent sous la forme de l'évaluation, de la rationalisation et de l'encadrement des transformations dans les pratiques politico-administratives mises en œuvre entre 1968 et 1973.

La ligne intellectuelle tracée par Jacques Chonchol dans le premier numéro de la revue illustre bien l'importance stratégique donnée aux (et obtenue par les) analyses universitaires : « [Les Cahiers] accomplissent l'importante mission, du point de vue universitaire et national, de penser la société chilienne en termes de futur »<sup>208</sup>. La mission des sciences sociales consiste, à partir de ce qui est politiquement effectif, qui s'articule unanimement autour du diagnostic de *crise*<sup>209</sup>, à mettre en perspective des axes à suivre afin d'élaborer un savoir qui influence et participe au changement social, porteur de nouvelles représentations de la modernisation du pays. L'intellectuel a la tâche d'aider à dépasser cette menace permanente, par ce que Josefina Lira appelle des « constructions théoriques qui articulent une issue de secours à laquelle ils [les universitaires] attribuent un sens et une orientation »<sup>210</sup>.

Après une phase de construction disciplinaire, les identités s'effacent donc pour mieux privilégier des thématiques d'étude envisagées sous différentes perspectives, et débouchent ainsi sur un discours scientifique qui met en débat l'action publique réformatrice à partir de catégories de raisonnement scientifique. L'analyse que propose Armand Mattelart de l'administration communicationnelle de la domination idéologique s'insère parfaitement dans ce mouvement qui voit les universitaires élargir leurs objets d'étude et homogénéiser leur diagnostic de la réalité nationale pour donner un sens historique à l'action publique. La première étude publiée par l'universitaire belge circonscrit bien l'objet médiatique, mais les thématiques abordées par la suite, durant l'Unité populaire à proprement parler, généralisent ces considérations sur les modes de diffusion de l'idéologie dominante, sur les plans culturels et politiques<sup>211</sup>. Armand Mattelart en vient donc peu à peu à questionner la précarité de l'action communicationnelle gouvernementale, et donc la latitude qui est laissée à la contre-révolution pour conserver la division sociale établie. Sa réflexion sur le rôle des media de masse dans la diffusion de l'idéologie dominante ouvre une question qui s'insère directement dans le contexte politique de l'UP : l'action médiatique

---

<sup>208</sup> Jacques Chonchol (1969), "Qué es el CEREN?", *Cuadernos de la Realidad Nacional*, n°1, Universidad Católica de Santiago, Septiembre 1969, p. 5.

<sup>209</sup> Joan Garcés, politologue espagnol et conseiller du président Allende, analyse la façon dont les trois programmes des candidats aux présidentielles de 1970 traitent de l'idée de *crise*. Voir Joan Garcés (1971), *op. cit.*

<sup>210</sup> Josefina Lira (1992), "Vocación intelectual del estudio de las Cuadernos de la realidad nacional", *América: revue du CRICCAL*, La Sorbonne Nouvelle, n°9-10, Paris, pp. 325-336.

<sup>211</sup> Armand Mattelart (1971c), "¿Hacia una cultura de la movilización?", *Cuadernos de Realidad Nacional*, n°10, Universidad Católica, Santiago, diciembre de 1971, pp. 49-98; Armand Mattelart & Michèle Mattelart (1972), "Ruptura y continuidad en la comunicación: puntos para una polémica", *Cuadernos de Realidad Nacional*, n°12, Universidad Católica, Santiago, abril de 1972, pp. 100-144.

envisageable dans la perspective d'une transition d'un régime démocratique de type capitaliste vers un régime socialiste<sup>212</sup>.

Dans le champ gouvernemental, les paramètres définis par le projet politique de l'Unité populaire visent à générer un secteur économique nationalisé, sous le nom d'aire de propriété sociale (*Área de Propiedad Social* – APS<sup>213</sup>), par le biais d'une intervention étatique forte qui associe les travailleurs à sa gestion<sup>214</sup>. Cette ambition, en termes culturels, s'articule à une politique qui promeut une démocratisation par l'accès de toutes les classes sociales, et de toutes les catégories d'âge, à l'éducation et à la culture<sup>215</sup>. D'un point de vue médiatique, le programme de la coalition envisage le contrôle des médias par les organisations sociales pour contribuer à la gestation de sujets sociaux critiques et autonomes. Or dans ce processus, l'éducation et les médias doivent constituer les moteurs de la dynamique culturelle. Le paragraphe du Programme de la coalition électorale consacré à ces supports ne laisse pas place à l'équivoque :

« Ces médias de communication (radio, éditions, télévision, presse, cinéma) sont fondamentaux pour aider à la formation d'une nouvelle culture et d'un homme nouveau. C'est pourquoi il faudra leur donner une nouvelle orientation éducative et les libérer de leur caractère commercial, en adoptant des mesures pour que les organisations sociales disposent de ces médias, éliminant en leur sein la présence néfaste de monopoles (...) »<sup>216</sup>.

La volonté d'associer la culture et les médias de communication à la gestation d'un homme nouveau s'inscrit dans la droite lignée des expériences socialistes et communistes, depuis le projet léniniste jusqu'à la révolution cubaine<sup>217</sup>. Mais c'est aussi une façon pour la coalition de prendre ses distances avec les projets régionalistes qui privilégient l'identité multiculturelle latino-américaine. Si qualifier l'Unité populaire de régime national-populiste comme le font Gabriel

---

<sup>212</sup> Formulée ainsi : « Que faire avec les médias, dans une configuration communicationnelle inédite dans l'histoire des régimes se réclamant d'une "voie vers le socialisme" ? » dans l'entretien de Michael Palmer (2008), *op. cit.*, p. 217.

<sup>213</sup> Sur cette question en particulier, voir la thèse de Franck Gaudichaud (2005), *op. cit.*, p. 145.

<sup>214</sup> L'APS est la version chilienne d'un capitalisme d'Etat exerçant un contrôle sur les principaux monopoles : secteur minier (le cuivre notamment), banques, commerce extérieur... Le programme de l'Unité populaire vise « les monopoles industriels stratégiques » et « les grandes entreprises et monopoles de distribution ». Consulter *Programa básico de gobierno de la Unidad Popular*, Santiago, 1<sup>ère</sup> edición, 1970, pp. 19-20, disponible sur : [http://www.salvador-allende.cl/Unidad\\_Popular/Programa%20de%20la%20UP.pdf](http://www.salvador-allende.cl/Unidad_Popular/Programa%20de%20la%20UP.pdf) (consulté le 2 octobre 2008).

<sup>215</sup> Pour une synthèse efficace de cet axe programmatique, voir Ann Zammitt [ed.] (1973), *The Chilean Road to Socialism*, Austin (TX, USA): University of Texas, p. 308-309.

<sup>216</sup> « Estos medios de comunicación (radio, editoriales, televisión, prensa, cine) son fundamentales para ayudar la formación de una nueva cultura y un hombre nuevo. Por eso se deberá imprimirles una orientación educativa y liberarlos de su carácter comercial, adoptando las medidas para que las asociaciones dispongan de estos medios, eliminando en ellos la presencia nefasta de los monopolios. », in Comando Nacional de la candidatura presidencial de Salvador Allende, « Una nueva cultura para la sociedad », *Programa básico de gobierno de la Unidad Popular*, *op. cit.*, pp. 31-32.

<sup>217</sup> Dominique Cardon & Fabien Granjon (2010), « Mouvements révolutionnaires et médias populaires », *Médiactivistes*, Paris : Presses de Sciences Po, « Contester », pp. 25-46.

Salazar et Julio Pinto Vallejos nous paraît exagéré<sup>218</sup>, le programme d'action de l'Unité populaire s'inscrit, en matière médiatique comme plus généralement, dans une perspective nationaliste au sens où le projet de modernisation et de rupture avec le système capitaliste est avant tout pensé dans le cadre du Chili. Il envisage, en ce sens, d'affronter l'impérialisme ressenti comme une forme de colonialisme. La concentration monopolistique du système médiatique dénoncée par le programme de l'Unité populaire, et la manipulation des consciences qu'elle implique, s'appuie largement sur la *dépendance* économique et culturelle du Chili au centre de pouvoir étatsunien. La solution envisagée consiste donc à démocratiser le système médiatique par l'inclusion de tous les secteurs sociaux en augmentant le nombre et l'origine sociale des émetteurs médiatiques. Une option réaffirmée à plusieurs reprises durant la présidence de Salvador Allende, comme par exemple dans l'article que publie en 1971 le militant communiste Eduardo Labarca et qui s'intitule « Los Medios de Comunicación de Masas en la Actual Etapa Revolucionaria »<sup>219</sup>.

L'action proposée n'est pas sans rappeler le cas de la télévision présenté précédemment. L'objectif consiste à promouvoir une information produite hors des standards de production capitalistes qui font loi dans un système médiatique jugé monopolistique. A cette fin, le programme n'envisage pas simplement le caractère *public* des moyens de communication mais aussi le transfert des media aux organisations sociales (les syndicats et le « pouvoir populaire »<sup>220</sup>). Cette action qui vise à endiguer les messages conservateurs est réaffirmée avec plus de précisions par Camilo Taufic, militant communiste, dans le texte qu'il consacre au début de l'année 1973 à l'action communicationnelle : « C'est seulement en expropriant les grands moyens techniques de communication, en abolissant leur propriété privée et en établissant leur propriété sociale, de tout le peuple, en rendant possible leur usage par les différentes organisations sociales, qu'on dépassera l'aberration selon laquelle quelques-uns peuvent influencer sur des millions d'hommes, et même en contradiction avec leurs propres intérêts et au-delà de leurs droits à l'information, à la

---

<sup>218</sup> Difficile de rendre équivalent ou homogène le régime de Perón en Argentine et celui d'Allende au Chili. Sur le « national-populisme » chilien, voir Salazar Gabriel & Pinto Vallejos Julio (2012), *op. cit.*, Tomo I, pp. 163-166. Pour un point de vue critique sur cette perspective, consulter Franck Gaudichaud (2005), *op. cit.*, p. 132.

<sup>219</sup> Ce texte est une synthèse et ne présente pas vraiment de nouveaux arguments c'est pourquoi nous ne faisons que l'évoquer. Pour plus de détails, voir Eduardo Labarca (1971), « Los Medios de Comunicación de Masas en la Actual Etapa Revolucionaria », *Principios*, n°139, junio 1971.

<sup>220</sup> L'objectif n'étant pas, dans cette thèse, de dévoiler ce qui se cache sous la représentation discursive liée à l'usage des mots « peuple » et de son qualificatif « populaire », la notion de « pouvoir populaire » est maintenu ici dans le sens marxiste-léniniste attribué par son utilisation partisane. Pour approfondir la question du peuple et du pouvoir populaire, voir Hugo Cancino Troncoso (1988), *Chile. La Problemática del Poder Popular en el proceso de la Vía Chilena al Socialismo (1970-1973)*, Aarhus (Danemark): Aarhus University Press; Franck Gaudichaud (2005), *op. cit.* ; Joignant Alfredo (2012b), « Sens, masse et puissance. Dégradations cérémonielles et représentations de la puissance sous l'Unité populaire au Chili (1970-1973) », in Isabelle Sommier & Xavier Crietiez [dir.], *Les dimensions émotionnelles du politique. Chemin de traverse avec Philippe Braud*, Paris : Presses universitaires de Rennes, pp. 131-142 ; Guillermo Sunkel (1985), *Razón y Pasión en la Prensa Popular. Un Estudio sobre Cultura Popular, Cultura de Masas y Cultura Política*, Santiago de Chile: Estudios ILET.

culture et au divertissement sain »<sup>221</sup>. En dénonçant la *dépendance* des moyens de communication<sup>222</sup>, les propositions de la coalition d'Unité populaire sur le système médiatique valident et convergent avec l'analyse d'Armand Mattelart, ce qui articule les registres d'expression savants et politiques des diagnostics et des remèdes envisagés. D'un point de vue concret, on peut d'ailleurs souligner que Salvador Allende s'enorgueillit de l'intégration d'une représentation des travailleurs de TVN au Directoire du service public de télévision, qui compte 7 membres<sup>223</sup>.

De fait, et sous couvert de la pression juridique imposée par les Garanties constitutionnelles, ce que Gustavo Ruz critique *a posteriori* comme « l'absence d'une politique de communication durant l'Unité populaire »<sup>224</sup> nous apparaît bien plus comme une politique libérale de gestion du système médiatique, par la création et l'achat de media par les proches de la coalition de l'Unité populaire (le meilleur exemple en étant *Clarín*, acheté par un proche de Salvador Allende, Víctor Pey, en 1972) et la redistribution des budgets publicitaires de l'Etat<sup>225</sup>. L'attitude gouvernementale reste sur la défensive en matière médiatique, s'attache au respect du pluralisme juridique et réagit aux offensives de l'opposition. D'ailleurs, entre 1970 et 1973, les analyses universitaires réfléchissent à la manière de prendre une position plus volontariste en matière de communication. A cette fin, elles diversifient largement les objets culturels en traitant une multitude de supports, sans jamais négliger l'activité médiatique. Le couple Mattelart multiplie les études en constituant la nouvelle chanson chilienne (*nueva canción chilena*), les *telenovelas*, les revues sentimentales, ou les *comics* comme objets de recherche<sup>226</sup>. Il s'agit de dépasser la contradiction entre le projet politique de l'Unité populaire, la participation et la prise de conscience qu'il nécessite, et la consommation culturelle ou télévisuelle orientée vers les productions occidentales.

---

<sup>221</sup> “Sólo expropiando los grandes medios técnicos de comunicación, aboliendo la propiedad privada sobre ellos y estableciendo su propiedad social sobre los mismos, de todo el pueblo, posibilitando su uso por las distintas organizaciones sociales, se superará la aberración de que unos pocos puedan influir sobre millones de hombres, incluso en contra de sus propios intereses y por sobre sus derechos a la información, a la cultura y a la recreación sana” in Camilo Taufic (1973), *op. cit.*, p. 215.

<sup>222</sup> “[Les monopoles nord-américains] interviennent aussi dans l'éducation, la culture et les moyens de communication”, soit “(...) intervienen también en la educación, la cultura y los medios de comunicación” in Comando Nacional de la candidatura de Salvador Allende, *op. cit.*, junio 1970, p. 2.

<sup>223</sup> Salvador Allende (1971), “Primer Mensaje del Presidente Allende ante el Congreso Pleno 21 de mayo de 1971 – La vía chilena al socialismo – Anexos: La vía chilena en marcha”, p. LXIX.

<sup>224</sup> Entretien avec Gustavo Ruz, sous-secrétaire national des communications puis sous-secrétaire national de gouvernement durant l'Unité populaire, Santiago de Chile, le 24 avril 2009.

<sup>225</sup> Nous convergeons en ce sens avec l'analyse de Diego Portales (1983), « El movimiento popular y las comunicaciones: reflexiones a partir de la experiencia chilena » en Fernando Reyes Matta, *Comunicación alternativa y Búsquedas democráticas*, México D. F.: ILET.

<sup>226</sup> Dans un ordre chronologique : Michèle Mattelart (1970), “El nivel mítico de la prensa pseudo-amorosa”, *Cuadernos de la Realidad Nacional*, n°3, marzo de 1970; Michèle Mattelart (1970), “El conformismo revoltoso de la nueva canción chilena”, *op. cit.*; Ariel Dorfman & Armand Mattelart (1972), *op. cit.* L'étude de 1972 sur les *telenovelas* est publiée de façon postérieure in Armand Mattelart & Michèle Mattelart (1977), *Frentes culturales y Movilización de masas*, Barcelona: Anagrama; puis en français dans Armand Mattelart & Michèle Mattelart (1979), *De l'usage des médias en temps de crise*, Paris: Alain Moreau.

Cette expansion des phénomènes culturels saisis par les études communicationnelles chiliennes consolide le diagnostic politique de *dépendance* culturelle et fortifie la thèse de la verticalité du discours idéologique, en multipliant les instruments de diffusion de l'idéologie, bientôt enfermée dans tous types de messages culturels. Tous les actes communicationnels deviennent peu à peu persuasifs et sont marqués par la structure coloniale de pouvoir, qu'il s'agisse de consolider ou de neutraliser ses effets sur l'activité médiatique.

Encadré n° 1.2 : *Para leer el Pato Donald*, un exercice de haute voltage<sup>227</sup>

En compagnie d'Ariel Dorfman, Armand Mattelart propose une réflexion sur la lecture du *comic* étatsunien *Donald Duck*. D'après son témoignage dans la revue *Causas y Azares*, l'émergence de cet objet est directement issue des interrogations des travailleurs de *Quimantú* sur la nécessité de publier les bandes dessinées et sur l'idéologie, les valeurs et les représentations diffusées par les scénarios et dialogues. « Pour ce qui est de la généalogie de ce petit livre, je peux vous dire qu'il a été conçu en réponse à une requête des ouvriers, des typographes de l'imprimerie gouvernementale chilienne qui publiait de grandes quantités de revues et périodiques. Cette imprimerie étatique [...] devait poursuivre la publication de bandes dessinées – du fait d'un accord qu'il y a eu entre les partis – et cette continuité faisait partie du pacte des Garanties Constitutionnelles. [...] Les ouvriers sont venus me voir en me disant : « C'est très curieux, nous continuons à imprimer des revues qui s'opposent à nous ; ça nous intéresserait de savoir ce qu'il y a en dessous de tout ça »<sup>228</sup>. Le récit que fait Armand Mattelart souligne donc l'importance de la conscience sociale des ouvriers du livre de *Quimantú*, dans la naissance de ce petit livre, dont les premières lignes sont discutées durant un atelier mené avec le syndicat de ces ouvriers.

Si ce récit sur la saisie de cet objet d'étude participe d'une mythification des expériences populaires durant l'UP, l'intérêt d'Armand Mattelart pour la bande dessinée nous paraît important. Cette préoccupation émerge dans un pays où l'analphabétisme touche près de 12% de la population mais surtout plus de 25% de la population rurale<sup>229</sup>. La bande dessinée incarne donc un *medium* particulièrement accessible pour les classes socialement et culturellement dominées. Les services statistiques de l'ancienne éditoriale *Zig-Zag* estimaient d'ailleurs qu'en 1967, le genre bande dessinée circulait entre les mains de plus d'un million de lecteurs. Si ce chiffre n'est qu'une estimation, il reste significatif dans un pays d'environ 9 millions d'habitants. Dans son analyse économique des groupes de presse chiliens, Armand

<sup>227</sup> Ariel Dorfman & Armand Mattelart (1972), *op. cit.*

<sup>228</sup> «En cuanto a la genealogía de este “librito” puedo decirle que fue hecho en respuesta a un pedido de los obreros, de los trabajadores tipográficos de la imprenta gubernamental chilena que publicaba grandes cantidades de revistas y periódicos. Esta imprenta estatal [...] tenía que seguir publicando historietas —a raíz de un acuerdo que hubo entre los dos partidos— y esta continuidad formaba parte del pacto de garantías constitucionales. [...] Los obreros vinieron a buscarnos diciendo: “Es muy curioso, seguimos imprimiendo revistas que nos dan cachetazos; nos interesaría saber que hay detrás de todo esto.”, in Analía Reale & Carlos Mangone, “Intelectuales, comunicación y cultura: entre la gerencia global y la recuperación de la Crítica. Entrevista con Armand Mattelart”, *Causas y Azares*, 1995, reproduite dans EPTIC, vol. V, n°1, enero-abril 2003, p. 8.

<sup>229</sup> Selon le Département de statistiques du Ministère chilien de l'éducation, cité dans E. Enriquez Frodden (1984), *op. cit.*, p. 16.

Mattelart montre aussi la portée de ces publications en livrant leurs principaux tirages au Chili (Disneylandia - 90.000 exemplaires ; Picsou – 75.000 ; Fantasia – 60.000 ; et Pluto – 50.000). On comprend donc mieux tout l'intérêt de se saisir d'un objet comme les bandes dessinées de Walt Disney.

En se basant sur une sémiologie des messages diffusés par *Donald Duck*<sup>230</sup>, l'universitaire conçoit un manuel de décolonisation des messages médiatiques qui, bien que scientifique par les catégories d'analyses proposées (valeurs, visions du monde, comportements, messages, émetteurs/récepteurs, divertissement, récupération idéologique, dilution idéologique...), adopte une forme militante par le ton et le registre d'écriture. Dès le prologue, les auteurs ne laissent pas d'équivoque possible : « le type de langage qui est ici utilisé tente de casser la fausse solennité avec laquelle la science enferme en général son propre travail »<sup>231</sup>. A partir de ce marxisme-scientifique, Armand Mattelart et Ariel Doffman montrent la décontextualisation du récit et l'impérialisme culturel sous-jacent à *Donald Duck*. Pour mieux mieux mettre à l'épreuve cette action implicite, les auteurs proposent en creux de promouvoir une réception active de la part des classes populaires, qui deviennent en corollaire des producteurs de sens du discours médiatique, en tentant de s'extraire des formats imposés. Dans cette perspective, le public devient « les publics » avec une capacité critique qui redéfinit le sens des messages médiatiques dans la rencontre entre l'émetteur et le récepteur. La domination politique exercée par le processus communicationnel doit en théorie être nuancée puisque ces publics « réformés » sont censés être capables de démystifier les structures sémantiques de domination et le système de représentations du monde.

Au sujet de la presse à proprement parler, le chercheur du CEREN se préoccupe de caractériser l'action de la bourgeoisie chilienne alors qu'un gouvernement socialiste cherche à imposer sa propre idéologie dans un espace médiatique structuré par l'idéologie dominante. L'universitaire montre qu'après une période d'opposition institutionnelle, les forces d'opposition passent à l'offensive et se tournent vers une stratégie insurrectionnelle. La visite de Fidel Castro, en novembre 1971, accélère la création de « lignes de masse »<sup>232</sup> soit, selon l'acception gramscienne, celles d'un intellectuel organique qui restructure la mobilisation selon des secteurs définis, ici autour des *gremios*, c'est-à-dire des organisations professionnelles corporatistes

---

<sup>230</sup> Armand Mattelart & Ariel Dorfman (1972), *op. cit.*

<sup>231</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>232</sup> Voir Armand Mattelart (1974), *Mass media, idéologies et mouvement révolutionnaire. Chili 1970-1973*, Paris : Editions Anthropos.



associées aux élites économiques (à l'instar de la grève des camionneurs en décembre 1972)<sup>233</sup>. Pour Armand Mattelart, les stratégies de l'opposition de droite tentent de « neutraliser et invalider le concept de peuple »<sup>234</sup>, en créant différents fronts culturels de lutte pour le sens de l'histoire. Les messages médiatiques nient ainsi l'unité de la catégorie populaire dans cette bataille quotidienne que constitue la transition vers le socialisme. La stratégie contre-révolutionnaire passe par une communication qui n'exerce plus un « travail de sape », défensif, mais devient agressive. L'opposition ne se contente plus de critiquer, de récupérer ou de diluer le changement qui menace la société de division sociale, comme l'auteur l'avait mis en évidence dans le cas de la Réforme universitaire (voir la deuxième partie du chapitre 1). Elle appelle à exprimer cette domination politique dans l'espace public par des démonstrations de puissance qui se constituent alors peu à peu comme gage de crédibilité. La définition passive du récepteur socialement dominé, perméable aux processus de récupération et de dilution de l'idéologie dominante, cède la place à une « injonction insurrectionnelle »<sup>235</sup> envers des citoyens devenus actifs, par le fait même de la communication conservatrice. C'est donc par l'organisation des mobilisations collectives que le rôle des vecteurs d'idéologie change : ils interpellent, accompagnent et incitent désormais à l'expression directe d'un public qui devient pluriel et reproduit les rapports de domination politique<sup>236</sup>.

En conséquence, l'universitaire belge cherche à penser et organiser ce qu'il appelle un « pouvoir populaire » communicationnel, capable de prendre la mesure de sa pluralité. Il se livre à une forte critique des carences communicationnelles de la politique culturelle mise en œuvre par le gouvernement d'UP. Il montre d'abord que l'action publique joue essentiellement sur le levier économique pour activer les transformations socioculturelles envisagées. Or si dans son

---

<sup>233</sup> La notion de *gremio*, qui renvoie à l'idée de corps intermédiaire de nature professionnelle, est très importante au Chili. Ce corporatisme intégriste, incarné par la figure de Jaime Guzmán, constitue un des piliers du projet de société de la Junte militaire. Selon Manuel Gárate Chateau, le mouvement du *gremialismo* s'est fortifié lors de la réforme universitaire de 1967. Il écrit : « Cette courte victoire au sein d'une université qui, encore aujourd'hui, représente un microcosme très particulier de la société chilienne [la PUC], eut une profonde influence sur l'apparition d'une élite de droite convaincue du possible succès d'une révolution conservatrice, en particulier à une époque où l'histoire paraissait accompagner les forces progressistes. Ce sens messianique et tourné vers le futur fut prépondérant au moment de comprendre leur participation dans la transformation économique et culturelle que vécut le Chili avec le coup d'État de 1973. Jusqu'à cette date, le monde conservateur ainsi que la droite chilienne vivaient en effet dans une sorte de nostalgie du passé, adoptant une position défensive. Le *gremialismo* et l'apport postérieur de la théorie économique néolibérale furent à l'origine de la rupture de cette tendance défaitiste et de l'apparition d'une nouvelle droite optimiste et révolutionnaire » in Manuel Gárate Chateau (2010), *op. cit.* Voir aussi : Stéphane Boisard (2001), *L'émergence d'une nouvelle droite : monétarisme, conservatisme et autoritarisme au Chili (1955-1983)*, Thèse en Littératures et Civilisations latino-américaines, Toulouse : Université de Toulouse 2-Le Mirail ; Guillermo Campero (1984), *Los gremios empresariales en el período 1970-1983 : comportamiento sociopolítico y orientaciones ideológicas*, Santiago, ILET.

<sup>234</sup> Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), *Ibid.*, 1970, p. 217.

<sup>235</sup> Armand Mattelart (1974), *op. cit.*, p. 165.

<sup>236</sup> On voit très bien ce phénomène dans le documentaire réalisé par Armand Mattelart & Chris Marker (1975), *La Spirale*, Paris : Galatée Films, 155 min.

raisonnement, les déséquilibres économiques allouent un pouvoir communicationnel aux propriétaires des groupes de presse chiliens, c'est au niveau de l'objectivité journalistique, expression professionnelle de cette idéologie, que l'universitaire place la naturalisation de la division sociopolitique de la société en diffusant un système conservateur de représentations dans les structures sémantiques des textes journalistiques. La coalition est d'autre part incapable de passer d'une stratégie d'agitation à une action de défense d'un gouvernement en place, et d'installer son propre ordre communicationnel. Michèle Mattelart exprime particulièrement bien cette perspective quand elle résume les objectifs de son étude sur les *telenovelas* chiliennes, menées en 1972-1973 : « Il s'agissait de fléchir, au moyen d'une enquête sur les attitudes et les demandes des publics de la télévision, les tendances à reconduire l'existant qui se manifestaient chez certains secteurs de gauche, prisonniers de tendances économistes et méconnaissant la dimension productive du front culturel et idéologique sur le plan politique »<sup>237</sup>.

Les divisions au sein de la coalition et l'équilibre politique fragile (issu des négociations avec la démocratie-chrétienne, elle-même divisée quant à sa position face à l'Unité populaire) enrayent aussi selon eux le bon fonctionnement des politiques culturelles<sup>238</sup>. La répartition des postes selon des critères partisans dans la gestion collégiale de *Quimantú*, la maison d'édition d'Etat, ou de *TVN*, bloque trop d'initiatives à leurs yeux<sup>239</sup>. Finalement, les organisations populaires sont, de ce point de vue, exclues du processus culturel et communicationnel. Les Garanties constitutionnelles signées en octobre 1970 sont perçues comme la principale cause de cette incapacité à instaurer plus de radicalité dans la politique culturelle et à lutter contre la diffusion de l'idéologie conservatrice. L'analyse d'Armand Mattelart s'opérationnalise donc durant l'Unité populaire à travers la mise en lumière de l'incapacité des forces de l'UP à sortir du schéma vertical caractérisant le mode de production marchand de l'information et qui reproduit la domination politique fondée sur une division socioéconomique de la société par les normes de la pratique journalistique professionnelle.

---

<sup>237</sup> Michèle Mattelart & Yvonne Mignot-Lefebvre (1979), « Chili : formation politique et lecture critique de la télévision », *Tiers Monde*, vol. 20, n°79, pp. 523-541.

<sup>238</sup> Dans un court article Patricia Fagen, alors professeure assistance au New College de San Jose (California State University) qui avait vécu 18 mois à Santiago du Chili, donne une bonne part de l'explication à ces deux derniers facteurs (le dilemme entre les stratégies défensives et offensives, et les divisions internes à la coalition) ainsi que la signature des garanties constitutionnelles. Voir Patricia Fagen (1974), «The Media in Allende's Chile», *Journal of Communication*, Winter 1974, vol. 24, n°1, pp. 59-70.

<sup>239</sup> Un argument utilisé par les deux auteurs, dans l'entretien qu'ils nous ont accordé, pour expliquer certains échecs culturels de l'Unité populaire, mais dont la portée semble forte puisque il est aussi mobilisé par la quasi-totalité des journalistes, politiciens et universitaires avec qui nous nous sommes entretenus.

## 2. L'action communicationnelle contre-révolutionnaire : la propagande

Publié en 1974 par Armand Mattelart, *Mass media, idéologies et mouvement révolutionnaire*<sup>240</sup> fait le bilan des expériences médiatiques durant l'Unité populaire et propose une lecture de « l'offensive idéologique » et de « l'agitation politique » mises en œuvre par les communications de masse durant le conflit entre les deux appareils idéologiques, dont l'un reçoit l'appui nord-américain tandis que l'autre doit lutter dans un contexte de *dépendance* culturelle. L'universitaire belge, qui a fui le Chili quelques heures après le coup d'Etat, montre comment s'est organisée ce qu'il nomme « la Contre-révolution culturelle impérialiste » à partir d'un « plan d'attaque psycho-politique »<sup>241</sup>. Armand Mattelart souligne donc l'aspect stratégique de l'activité médiatique dans le conflit qui traverse l'Unité populaire en sondant les moyens disproportionnés mis en œuvre par le camp contre-révolutionnaire pour déstabiliser le régime, face aux timides mesures de la coalition pour modifier les modes de production de la culture. Cette ligne de lecture psycho-politique de l'action médiatique est un prisme d'analyse largement utilisé par les études de l'activité médiatique durant l'Unité populaire, que ce soit à la fin des trois années de gouvernement de Salvador Allende, comme dans le début de la période dictatoriale. Le registre conceptuel est toutefois différent de celui de la domination culturelle exercée par une position de *dépendance* économique. Ces réflexions s'orientent vers l'utilisation propagandiste des médias à des fins idéologiques.

Publiées en 1995, les réflexions de Claudio Durán sur le rôle du journal *El Mercurio* entre août 1972 et mars 1973 sont particulièrement révélatrices du tournant propagandiste pris par les études communicationnelles durant l'Unité populaire. D'emblée le positionnement de l'auteur et de son étude ne laissent pas de place à l'ambiguïté. L'analyse a été commandée par la maison d'édition étatique *Quimantú* et devait être publiée à la fin septembre 1973. Le coup d'Etat militaire a retardé la circulation du texte. Mais on voit bien ici l'influence du contexte sur la signification de l'étude : l'auteur note dans un prologue postérieur que le « climat de manifestations réparatrices et de cette nécessité de récupérer la mémoire historique » préside à sa publication, à ce moment précis de l'histoire chilienne (en 1995), c'est-à-dire dans les premières années de la « Transition démocratique »<sup>242</sup>. L'auteur intègre donc son étude dans la tâche de cicatrisation des plaies ouvertes par l'UP et la dictature qui divisent le corps civique chilien. Pour collaborer à la couture mémorielle de la société chilienne, Claudio Durán publie une étude de l'activité médiatique sous

---

<sup>240</sup> Armand Mattelart (1974), *op. cit.*

<sup>241</sup> *Ibid*, p. 225.

<sup>242</sup> « (...) Clima de manifestaciones reparativas y de esta necesidad de recuperar la memoria histórica », in Claudio Durán (1995), *op. cit.*, p. 7.

l'Unité populaire dans laquelle il utilise les instruments de la psychologie. Il tente plus précisément d'opérationnaliser la théorie bi-logique du psychologue chilien Ignacio Matte-Blanco, qui articule la logique de la généralisation à la logique symétrique dans la construction psychologique des représentations culturelles. Pour conter la *crise* de l'Unité populaire, Claudio Durán met en évidence la façon dont *El Mercurio* évoque la crise du régime chilien de façon consciente et inconsciente afin de mieux identifier les mécanismes idéologiques qui influencent les représentations et l'imaginaire, et les dispositifs de propagande. Ces techniques, articulées entre elles, jouent sur les principes de généralisation et de symétrie des représentations distingués par Ignacio Matte-Blanco. En analysant les messages diffusés dans le journal *El Mercurio*, Claudio Durán essaie de dévoiler les techniques qui, dans le cas chilien, construisent une « propagande d'agitation », notion inspirée de Jacques Ellul<sup>243</sup>. La répétition des messages sur l'état dégradé de l'ordre social chilien (à travers les vocables de la violence, de la délinquance, de l'accident, de la catastrophe par exemple), l'amalgame entre les contenus par syllogisme (l'argument : les criminels sont violents ; les communistes sont violents ; donc les communistes sont des criminels<sup>244</sup>) et le recours abusif à la figure rhétorique de la métaphore dans les textes du journal conservateur (pour ébaucher l'accumulation de dangers que représentent les criminels marxistes) attisent, selon lui, les « anxiétés profondes et constituent une des bases psycho-sociales du coup d'Etat et de la Dictature [*en majuscule dans le texte*] »<sup>245</sup>.

Déjà mentionné à plusieurs reprises, Patricio Tupper développe de son côté une analyse très documentée des instruments médiatiques, des techniques psychologiques et des stratégies politiques qui sont sous-jacentes à une « bataille d'images contradictoires » dans une « guerre psychologique »<sup>246</sup> autour des soutiens et des résistances aux changements économiques, sociaux, politiques proposés par la coalition d'Unité populaire. Sur le fond, les journaux diffusent selon lui une information basée sur les rumeurs, la violence verbale et la psychose collective qui participent à un travail de *désinformation*. Sur la forme, les messages médiatiques se réduisent à une consommation idéologique instrumentalisée par des techniques de persuasion de l'opinion publique, que l'auteur définit comme « l'élaboration scientifique des messages »<sup>247</sup>. Plusieurs acteurs participent, aux yeux de Patricio Tupper, à cette planification idéologique des contenus et des formes : les agences publicitaires, les spécialistes en marketing, les enquêtes d'opinion tout comme les journalistes eux-mêmes. L'analyste en vient à définir quatre étapes marquées par la

---

<sup>243</sup> Jacques Ellul (1962), *La propagande*, Paris : Armand Colin.

<sup>244</sup> Claudio Durán (1995), *op. cit.*, p. 126.

<sup>245</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>246</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>247</sup> Patricio Tupper (2004), *op. cit.*

propagande conservatrice durant l'Unité populaire : la désobéissance civile, la désobéissance militaire, la résistance civile et militaire et enfin l'offensive conjointe. Or ces vellétés propagandistes sont largement initiées, selon Patricio Tupper, à partir des ressources financières et de la diffusion des pratiques et des savoir-faire depuis les Etats-Unis. Parmi ces techniques, il met en évidence la « propagande noire », la plus virulente et anti-démocratique, qui crée des événements artificiels et en attribue la responsabilité au gouvernement d'Unité populaire (autour des menaces de pénurie alimentaire par exemple). Plus corrosives selon lui, l'incitation médiatique à l'action violente (à l'exemple de *Radio Liberación* ou de la revue *SEPA*, en lien au groupuscule *Patría y Libertad*).

Si l'on suit ces perspectives analytiques, l'information s'est donc constituée comme une arme pour chacun des protagonistes du conflit social, politique et culturel qui traverse la société chilienne entre 1970 et 1973, même si les diagnostics soulignent le déséquilibre en faveur du camp conservateur. Depuis leur situation respective d'exil, le diagnostic est partagé par Juan Rojo de la Rosa<sup>248</sup> et Hernán Uribe Ortega<sup>249</sup> qui articulent leurs analyses autour des mécanismes et instruments de propagande, sans que l'on ne sache toujours bien de quoi ce phénomène est le nom, ou si leurs définitions se rejoignent finalement. Le phénomène propagandiste varie, selon les textes et les auteurs, entre « conquête de conscience », « développement d'une action dans laquelle un éventuel échec du régime apparaîtrait comme le produit de ses propres incapacités »<sup>250</sup> et « manipulation publicitaire désormais parfaitement planifiée et pourvue abondamment en dollars »<sup>251</sup> chez Hernán Uribe Ortega ; « saturation des messages », « états illusoire d'information » ou « narcotisation des esprits » pour Juan Rojo de la Rosa<sup>252</sup>. Pour en arriver à ces conclusions, Hernán Uribe Ortega fait simplement le bilan des forces qui s'opposent au sein du système de presse chilien durant le conflit idéologique de l'Unité populaire (liens de propriété et taux de circulation) puis il regrette le manque de considération du gouvernement d'Unité populaire pour l'activité médiatique et communicationnelle. Il expose ensuite une analyse des thématiques proposées aux lecteurs chiliens qu'il met en corrélation avec les évolutions politiques des trois années de gouvernement et trouve la source de l'action propagandiste dans l'ingérence étasunienne. En s'appuyant sur le rapport Church<sup>253</sup> (voir **image n°1.3**), il met en évidence les sommes investies par la CIA dans le secteur communicationnel : 425 000\$ dès la campagne

---

<sup>248</sup> Juan Rojo de la Rosa (1976), *op. cit.*

<sup>249</sup> Hernán Uribe Ortega (1979), *op. cit.*, pp. 55-70.

<sup>250</sup> *Ibid.*, p. 56-57.

<sup>251</sup> Hernán Uribe Ortega (1997), « Prensa y periodismo en los años 1960/1970 » in Ernesto Carmona (de.), *Morir es la noticia*, Santiago de Chile.

<sup>252</sup> Juan Rojo de la Rosa (1976), *op. cit.*, pp. 66-68.

<sup>253</sup> « Rapport Church sur l'action secrète au Chili 1963-1973 », Washington : 1976.

présidentielle de 1970, puis 700 000\$ à peine 5 jours après l'élection de Salvador Allende ; près d'un million de plus en avril 1972 ; ainsi que plus de 12 millions dans des publicités destinées aux media entre 1965 et 1973.

Juan Rojo de la Rosa est lui plus précis dans son analyse des pratiques et stratégies d'information utilisées par les journalistes à des fins partisans et propagandistes. Il souligne que la formation des journalistes est construite pour les pousser à ne pas douter de l'ordre établi et de l'état des rapports entre les différents groupes sociaux. Il écrit : « Des « reporters » ont été formés dans la vieille tradition de collecteurs de données vers des sources déjà sélectionnées (...). On n'avait pas besoin d'hommes qui questionnent le processus même de communication et moins encore qui osent analyser le produit de leur travail de façon critique »<sup>254</sup>. Les techniques de propagande sont identifiées par Juan Rojo de la Rosa dans les pratiques journalistiques à proprement parler : la hiérarchisation de l'information, l'organisation des articles en « pyramide inversée », la saturation quantitative des messages et l'uniformisation thématique des informations, ont selon lui un effet « narcotisant » et définissent l'opinion publique comme « l'opinion de ceux qui contrôlent les moyens de communication en même temps qu'elle soumet le lecteur à un rôle passif<sup>255</sup> ». Autrement dit, la fonction de mise à l'agenda est tenue par les media commerciaux et conservateurs aux mains de l'opposition, et c'est à partir de cette fonction qu'ils ont pu développer des instruments et tactiques propagandistes.

**Image n° 1.3 : Un exemple d'information du rapport Church : les dépenses cachées de la CIA au Chili entre 1963-1973**

<b>TECHNIQUES OF COVERT ACTION</b>		HEARINGS EXHIBITS EXHIBIT 1 96
Expenditures in Chile, 1963 - 1973 (to nearest \$100,000)		
<b><u>Techniques</u></b>		
<b>Propaganda for Elections and Other Support for Political Parties</b> .....	<b>\$8,000,000</b>	
<b>Producing and Disseminating Propaganda and Supporting Mass Media</b> .....	<b>\$4,300,000</b>	
<b>Influencing Chilean Institutions: (labor, students, peasants, women) and Supporting Private Sector Organizations</b> ..	<b>\$ 900,000</b>	
<b>Promoting Military Coup d'Etat</b> . . .	<b>Less than \$ 200,000</b>	

Source: [http://www.aarclibrary.org/publib/church/reports/vol7/html/ChurchV7\\_0050a.htm](http://www.aarclibrary.org/publib/church/reports/vol7/html/ChurchV7_0050a.htm)

<sup>254</sup> « Se formaron los 'reporteros' en la vieja tradición de recolectores de datos en fuentes previamente seleccionadas (...). No se necesitaban hombres que cuestionaran el proceso mismo de la comunicación y que mucho menos se atrevieran a analizar críticamente el producto de su trabajo » in Juan Rojo de la Rosa (1976), *op. cit.*, p. 67.

<sup>255</sup> « La opinión pública es la opinión de quienes controlan los medios de comunicación al mismo tiempo que se somete al lector un rol pasivo » in *Ibid.*, p. 68.

Malgré leurs différences, Juan Rojo de la Rosa et Hernán Uribe Ortega poursuivent l'œuvre de définition de l'identité journalistique et médiatique selon des critères idéologiques. Leurs réflexions, comme celles de Patricio Tupper et Claudio Durán, convergent sur les fondements d'une analyse qui articule déséquilibre économique et diffusion idéologique. Mais, si toute l'influence des media d'information est jusque-là pensée à partir de l'exposition de l'opinion publique aux messages médiatiques, les approches qui privilégient une lecture propagandiste franchissent une nouvelle étape en schématisant la relation de médiatisation, dans un contexte de *crise*, entre media manipulateurs et public manipulé. Les rapports de pouvoir qui se jouent donc dans le champ de l'analyse des media participent de la construction d'une vision dangereuse et menaçante des media et du journalisme pour l'opinion publique.

A partir d'un diagnostic qui s'établit sur des facteurs similaires, soit les structures économiques du système médiatique et les effets de ces structures sur les messages médiatiques, les premières études communicationnelles chiliennes se focalisent sur la *dépendance* des systèmes démocratique et médiatique chiliens au système économique international. C'est donc la question du retard de développement et des effets des déséquilibres économiques à l'échelle internationale sur le système médiatique qui est discutée à cette époque-là.

## **II] L'opinion publique ancrée dans des relations de *dépendance***

Les premières recherches chiliennes sur la communication font de l'activité médiatique le reflet du conflit politique. Leur lecture de la répartition idéologique des media a d'ailleurs fait date puisque la quasi-intégralité des analyses de l'activité médiatique sous le régime de Salvador Allende, dont celles citées dans le deuxième chapitre, y font directement référence. Leur questionnement se centre autour des émetteurs des messages médiatiques. Sous les traits du contrôle capitaliste comme source d'identité des différents journaux en circulation, ces auteurs décèlent les structures de diffusion des idéologies en conflit. Formulée de façon plus simple et directe, la question tient en ces quelques mots : comment les propriétaires des différents titres de la presse chilienne influencent le contenu idéologique des messages médiatiques ? Il est donc possible de retracer les évolutions dans la façon de considérer ces questionnements et donc de repérer les enjeux sous-jacents. La conception des media avant et durant l'Unité populaire offre un aperçu de la problématique qu'ils ont constituée, et donc du type de problèmes sociétaux qui interpellent et préoccupent la société chilienne jusqu'en 1973.

La problématique économique-idéologique du système médiatique chilien est posée dans les sciences sociales dès la fin des années 1960, au moment où celles-ci se professionnalisent et s'institutionnalisent. Le processus de consolidation des sciences sociales s'articule, dans le cas des études communicationnelles, autour de la constitution des media comme objet de recherche. Or le contexte est déterminant puisque les sciences sociales chiliennes se développent dans un monde marqué par les processus de décolonisation, l'atténuation de la Guerre froide et l'amplification des revendications du Sud vers le Nord, et où les questionnements communicationnels interrogent directement le déséquilibre de l'ordre mondial de l'information et de la communication. Un mouvement qui débouche sur le rapport de la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication de l'UNESCO, dit rapport McBride « Voix multiples, un seul monde » (1978)<sup>256</sup>.

Au Chili, l'objectivation de l'activité médiatique est réalisée par une génération d'universitaires (qui se développe autour de la figure d'Armand Mattelart, plus tard consacré comme le père fondateur des études communicationnelles au Chili<sup>257</sup>) dans certaines institutions académiques en particulier (*CEREN*, *EAC* et *Vice-Rectoría de las Comunicaciones*). Ce ne sont pourtant pas ces processus de professionnalisation et d'institutionnalisation (maintes fois constatés et analysés<sup>258</sup>) qui constituent le principal enjeu de la consolidation des études communicationnelles comme discipline au sein de l'Université chilienne (évoquée en filigrane tout au long des prochaines pages). Il est plutôt décisif de réinsérer ces études dans les rapports de pouvoir qui traversent la société chilienne entre 1970 et 1973 pour comprendre comment elles ont pris corps dans ces relations, et ont servi de tactiques et de stratégies dans le conflit politique.

---

<sup>256</sup> Sur ce document en particulier, voir : Muhammad Ayish (2005), « From Many voices, one world to Many worlds, one voice. Reflections on international communication realities in the age of globalisation », *The Public. The McBride report - 25 years later*, vol. XII, n°3, pp. 13-30 ; Bertrand Cabedoche (2011), « Le rapport McBride, conférence du consensus avant l'heure », *Les enjeux de l'information et de la communication*, vol. 1, n°12, pp. 69-82 ; Cees Hamelink [ed.] (1981), *Communication in the Eighties: A Reader on the McBride Report*, Rome : IDOC International ; Kaarle Nordenstreng (2011), « McBride report as a culmination of NWICO », *Les Enjeux de l'information et la communication, Supplément 2010-A*. Grenoble, disponible sur : [http://w3.u-grenoble3.fr/les\\_enjeux/2010-supplementA/Nordenstreng/index.html](http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2010-supplementA/Nordenstreng/index.html), consulté le 16 juillet 2012.

<sup>257</sup> C'est globalement l'idée défendue par toute une série d'auteurs qui font remonter les études communicationnelles au texte pionnier du hors-série n°3 des *Cuadernos de la Realidad Nacional*. Voir Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), *op. cit.* Pour une historiographie plus complète des sciences de la communication chilienne, consulter : Patricio Bernedo (2004), « Balance de la historiografía de las comunicaciones en Chile », *Comunicação & Sociedade*, São Bernardo do Campo: PósComp-Umesp, n°41, 1° sem. 2004, pp. 153-170 ; Carlos Del Valle Rojas (2010), « Metainvestigación de la comunicación en Chile (1970-2003). Reflexiones y críticas desde la economía política de la comunicación », en *Revista Latinoamericana de Ciencias de la Comunicación*, n°1, Asociación Latinoamericana de Investigadores de la Comunicación (ALAIIC), pp. 126-133 ; Rubén Dittus Benavente (2008), *Cartografía de los estudios mediales en Chile*, Concepción : Universidad Católica de la Santísima Concepción.

<sup>258</sup> Pour une histoire rapide de l'institutionnalisation et la professionnalisation des sciences sociales chiliennes, voir : José Joaquín Brunner (1986), *op. cit.*; Alicia Frohman (1993), *op. cit.*; Edmundo F. Fuenzalida (1983), *op. cit.*; Manuel Antonio Garretón (2005), *op. cit.*



Dans ce rapport de force, la systématisation méthodologique de la première vague d'études, publiées dans les années 1960, leur attribue une légitimité à dévoiler l'appartenance des organes médiatiques à chaque camp du conflit politique. Les instruments d'analyse proposés constituent alors une ressource stratégique dans le conflit qui traverse la société chilienne. L'économie politique du système médiatique permet ainsi de faire l'hypothèse de la *dépendance* de la structure de propriété médiatique (A). Cette *dépendance* économique se sédimente dans ses effets idéologiques (B). Les analyses de la communication et de l'activité médiatique sont donc ancrées dans les théories de la *dépendance*, à la mode en Amérique latine dans ces années-là (C).

#### A) *La dépendance économique de la structure de propriété des moyens de communication*

A partir d'une analyse de la concentration économique du système médiatique (1), les universitaires qui développent les premières études communicationnelles ancrent son fonctionnement dans une relation de *dépendance* avec les industries culturelles internationales (2).

### 1. Un système médiatique structuré par la concentration économique

Une des premières figures académiques à questionner les liens de propriété des différents journaux chiliens est Ricardo Lagos, étudiant en sciences juridiques et sociales à l'École de droit de l'Université du Chili et futur président de la République chilienne (2000-2006)<sup>259</sup>. Publié par la maison d'édition *Editorial del Pacífico* en 1962, son mémoire de licence, soutenu en 1959, aborde très brièvement cette question, au cours de quelques pages qui s'inscrivent au sein de la problématique plus globale de « la concentration du pouvoir économique » au Chili<sup>260</sup>. Dans la dernière partie du texte, qui porte sur les effets de ce qu'il appelle les « super-groupes économiques », l'étudiant Ricardo Lagos consacre plusieurs paragraphes aux répercussions de la

---

<sup>259</sup> Avocat et directeur de l'École des sciences politiques et administratives de l'Université du Chili, Ricardo Lagos occupe, sous le régime de Salvador Allende, le poste de secrétaire général de l'Université du Chili, avant d'être nommé ambassadeur à Moscou. Après cinq années d'exil, il participe activement à l'opposition à la Junte militaire du général Pinochet durant la dictature, en prenant la présidence de l'Alliance démocratique. Il est l'auteur d'une célèbre apostrophe au Dictateur, le 25 avril 1988, lors de la campagne pour le Plébiscite de 1989, geste de défiance qui accompagne l'accusation de mensonge portée contre le général Pinochet, et qui est immortalisé et héroïsé sous le nom « de l'index à Pinochet ». Il est élu président de la République chilienne en l'an 2000, sous l'étiquette de la *Concertación*, à laquelle appartient le Parti pour la démocratie (PPD) qu'il a créé au moment du retour du régime démocratique au Chili.

<sup>260</sup> Ricardo Lagos (1962), *La concentración del poder económico: su teoría, realidad chilena*, Santiago de Chile: Editorial del Pacífico.

concentration de l'économie chilienne sur « les moyens d'expression »<sup>261</sup>, soit les journaux, les revues, les radios et le cinéma. Ce marché, qu'il caractérise comme oligopolistique, se divise entre trois groupes économiques extrêmement puissants. La banque *Edwards y Compañía* possède ainsi trois des cinq journaux les plus lus de la capitale chilienne (*El Mercurio*, *Las Últimas Noticias* et *La Segunda*), mais aussi toute une série de journaux provinciaux (les versions régionales d'*El Mercurio*, d'Antofagasta à Puerto Montt, en passant par La Serena, Valparaíso, ou Concepción ; ou encore *La Estrella* à Valparaíso, etc.). Les deux autres groupes économiques les plus influents sur le système médiatique sont *Banco de Chile* (groupe qui est lié à la maison d'édition *Zig-Zag*, aux revues *Ercilla* ou *Vea*, et à la *Radio Nacional Sociedad de Minería* – Radio Nationale Société Minière) et *Banco Nacional de Trabajo* (qui détient le journal *La Tercera de Hora*). Au-delà de l'identification des liens financiers entre ces grands groupes économiques et les entreprises médiatiques chiliennes, le texte souligne aussi que l'Eglise catholique est un acteur médiatique puissant par son contrôle d'*El Diario Ilustrado* à Santiago ou de *La Unión* à Valparaíso.

Ricardo Lagos considère donc les effets de la concentration économique des media chiliens comme le facteur principal d'une orientation conservatrice des messages médiatiques, bien qu'il n'analyse jamais ces messages. L'articulation entre capital et contenu reste très implicite. L'hypothèse formulée n'est encore ni développée ni testée mais émerge de façon embryonnaire sous une plume universitaire : à travers les moyens de communication, « les groupes économiques exercent de puissantes influences sur l'opinion publique, qui lit, écoute et voit ce qu'écrivent, disent et photographient ces groupes »<sup>262</sup>. Si le concept d'opinion publique n'est pas directement défini ou discuté, et que le lien entre propriété et influence idéologique n'est pas rigoureux, il est intéressant de voir comment le pouvoir de la presse, et plus généralement des media, est attribué naturellement à sa capacité à influencer l'opinion publique. Celle-ci semble se construire, sous les mots de Ricardo Lagos, sur l'information, entendue au sens large, puisque liée aux mots, paroles et images diffusés par les media. Mais surtout, ce pouvoir d'influence s'exerce avant tout selon un critère économique, puisqu'il est attribué aux groupes économiques possédant de nombreux moyens de communication.

Si Ricardo Lagos tire les fils de la concentration économique jusqu'au système médiatique, Elmo Catalán, figure à la fois emblématique du journalisme chilien mais aussi du courant armé du Parti socialiste (PSCH), tente de scruter ce lien depuis l'activité médiatique. Dans son mémoire de

---

<sup>261</sup> *Ibid.*, p. 166.

<sup>262</sup> “(...) Los grupos económicos ejercen poderosas influencias sobre la opinión pública, la cual lee, escucha y ve, lo que escriben, dicen y fotografían dichos grupos” in Ricardo Lagos (1969), *Ibid.*, p.167. On peut consulter ce document sur [http://www.tesis.uchile.cl/tesis/uchile/1962/lagos\\_r/html/index-frames.html](http://www.tesis.uchile.cl/tesis/uchile/1962/lagos_r/html/index-frames.html).

fin d'études en journalisme, intitulé *La propaganda, un medio de presión político* (« La Propagande, un moyen de pression politique ») et présenté à l'École de journalisme de l'Université du Chili en 1966, il pose la question du lien entre propriété médiatique et diffusion de l'idéologie dominante dans une perspective matérialiste. L'auteur ouvre son mémoire en affirmant : « Qui contrôle les moyens de production, dans les pays à économie de marché, contrôle le pouvoir politique et les media de communication »<sup>263</sup>. Tout au long du mémoire, Elmo Catalán apostrophe de façon vindicative les acteurs du système médiatique chilien, à partir de la dénonciation des relations entre propriété des média et idéologie. Pour ce faire, il enracine les mouvements de concentration des capitaux médiatiques dans une perspective historique qui fixe leur origine dans le Chili indépendant du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette analyse économique du système médiatique chilien depuis l'émergence des premières gazettes s'articule à une lecture de l'activité médiatique depuis le concept de propagande, comme le titre du mémoire l'indique. Sur ces bases, le futur journaliste centre sa réflexion sur le dévoilement de « la nature et [du] rayon d'action des media d'information »<sup>264</sup>.

Le principe au fondement de la pensée d'Elmo Catalán coïncide avec le diagnostic proposé par Ricardo Lagos<sup>265</sup> : le caractère commercial du système médiatique chilien est le gage de la portée conservatrice des messages médiatiques produits. À partir des lectures de Charles Wright Mills<sup>266</sup>, Georges Sedes<sup>267</sup> et de nombreuses analyses sur les relations économiques internationales<sup>268</sup>, l'étudiant en journalisme propose une histoire économique de la presse et des media chiliens qui arrime les premiers mouvements convergents de capitaux médiatiques à la

---

<sup>263</sup> « Quien controla los medios de producción, en los países de economía de mercado, controla el poder político y los medios de información. », in Elmo Catalán (1970), *La Propaganda: Instrumento de presión política*, Santiago de Chile: Universidad de Chile, Escuela de periodismo, (1ère édition: 1967), p. 21.

<sup>264</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>265</sup> Analyse que le journaliste utilise d'ailleurs comme source de données sur la concentration du pouvoir économique au Chili. De façon plus générale, l'ouvrage du futur président de la République chilienne est mentionné dans la plupart des textes qui se préoccupent de l'influence des media dans la société chilienne, au moins jusqu'en 1973. Voir, dans ce cas, *Ibid.*, p. 71.

<sup>266</sup> Il cite quatre textes du chercheur étasunien : Charles Wright Mills (1957), *La Elite del Poder*, México: Fondo de Cultura Económica (1<sup>a</sup> ed.: "Power Elite", Oxford: Oxford University Press, 1956) ; Charles Wright Mills (1961), *White Collar*, Madrid: Ediciones Aguilar (1<sup>a</sup> ed.: 1951, Oxford: Oxford University Press) ; Charles Wright Mills (1964), *Los Marxistas*, México : Ediciones Era (1<sup>a</sup> ed.: "The Marxists", N.Y.: Pelican Book, 1962) ; Charles Wright Mills (1964), *Política, Poder, Pueblo*, México : Fondo de Cultura Económica (1<sup>a</sup> ed.: "Politics, Power, People", New York, 1963).

<sup>267</sup> Georges Seldes (1959), *Los Amos de la Prensa*, Buenos Aires: Editorial Triángulo.

<sup>268</sup> Pour preuve, quelques études référencées par Elmo Catalán: Pëtr Ivanovič Nikitin (1961), *Economía Política*, Moscú: Ediciones en Lenguas Extranjeras; Víctor Perlo (1962), *El Imperio de las Altas Finanzas*, Buenos Aires: Editorial Platina; Hernán Ramírez Necochea (1960), *Historia del Imperialismo en Chile*, Santiago de Chile: Empresa Editorial Austral; Paul Sweezy (1963), *Capitalismo e Imperialismo Norteamericano*, Buenos Aires : Talleres Gráficos Verdad; Thorstein Veblen (1951), *Teoría de la Clase Ociosa*, México: Fondo de Cultura Económica.

phase de financiarisation de l'économie chilienne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>269</sup>. Le système médiatique de la fin des années 1960 n'est, selon sa lecture, que l'héritier du processus de construction de la liberté d'expression et de la fonction médiatique au Chili. L'analyse, qui rappelle l'idée du *path dependency* appliquée à l'étude structurelle du système médiatique, fait remonter la collusion entre intérêts politiques, économiques et médiatiques à l'apparition des premiers feuillets et autres bulletins chiliens, avec la publication de *La Aurora* de Chile en 1812<sup>270</sup>. A partir de cette date, les périodiques sont, aux yeux d'Elmo Catalán, des instruments de lutte dans les conflits autour de l'indépendance et du constitutionnalisme chiliens ; les journaux deviennent ensuite, dans une période de stabilité étatique relative, un instrument aux mains des principales familles qui mènent le jeu économique et politique.

Le quotidien *El Mercurio* est à ce titre la cible principale du texte d'Elmo Catalán qui lui consacre la majeure partie de son mémoire. Le rachat du quotidien par la banque *Edwards y Compañía* en 1880<sup>271</sup> change selon lui la dimension ce journal. Le regard de l'étudiant en journalisme est attiré par la politique économique du journal, qui affirme dès son premier numéro qu'il espère publier tous types d'annonces commerciales, ce qui est une première dans l'histoire de la presse chilienne. L'organisation tarifaire de la publicité commerciale, imposée en 1881 par *El Mercurio*, est aussi révélatrice, à ses yeux, de la consolidation du modèle entrepreneurial dans le système médiatique chilien. Cinq catégories font en effet varier le prix des annonces entre 10 et 30 centimes la ligne, selon une grille de tarification combinant des critères tels que le lieu de publication, sa fréquence, son objet tout comme l'espace occupé. Il note d'autre part que ces tarifs ont été l'objet de deux grandes réformes, d'abord en 1892, puis en 1900 avec l'apparition d'*El Mercurio de Santiago*<sup>272</sup>.

Dans la perspective d'une collusion historique entre intérêts économiques et médiatiques, Elmo Catalán propose de définir « les caractéristiques de la structure économique chilienne, la

---

<sup>269</sup> Sur les bases des données de l'Anuario Ejecutivo de Sociedades Anónimas, Bancos, Compañías de Seguros y Corredores de la Bolsa de Santiago, Santiago de Chile: Editorial del Pacífico, 1963.

<sup>270</sup> La littérature sur l'activité médiatique chilienne présente dans sa quasi-unanimité la publication de *La Aurora de Chile* comme l'acte fondateur du système médiatique chilien. Il faut néanmoins préciser que plusieurs publications avaient déjà circulé au Chili avant 1812, certes de manière très brève et irrégulière – mais c'est aussi le cas de bon nombre de périodiques jusqu'en 1827 au moins. Parmi ces publications, on compte : *La Gaceta Jocosca* qui circule de temps à autres entre 1802-1815, ou *Las Gacetas de Procopio* publiées par Procopio Polloc de façon manuscrite en 1808. Voir Ricardo Donoso (1927), *op. cit.*; ou Ramón Briseño (1886), *Cuadro sinóptico periodístico completo de los diarios y periódicos en Chile publicados desde 1812 hasta 1884*, Santiago de Chile.

<sup>271</sup> Dont le montage financier semble d'ailleurs assez complexe, entre le rachat des dettes du journal auprès de *Banco de Valparaíso* et les crédits déjà octroyés par la banque *Edwards y Compañía* au journal depuis 1875 qui sont convertis en titres de propriété. Voir José Peláez y Tapia (1927), *Historia del Diario El Mercurio: un siglo de periodismo*, Santiago de Chile: Talleres de El Mercurio; Elmo Catalán (1967), *op. cit.*, pp. 50-51.

<sup>272</sup> Pour le détail, voir Elmo Catalán (1970), *op. cit.*, pp. 52-54.

production des biens matériels et (...) les formes productives et les relations commerciales »<sup>273</sup> qui s'enchevêtrent dans le processus de production médiatique. Le futur membre de l'Armée de libération nationale<sup>274</sup> montre assez aisément l'épaisseur de la toile d'intérêts économiques réciproques et partagés au sein de laquelle sont intriquées les entreprises médiatiques chiliennes : principales propriétaires, les banques du pays y jouent un rôle influent d'autant que leurs intérêts s'entremêlent et s'articulent. Dans le texte, les effets de propriété sur les media divergent entre contrôle et influence, qu'Elmo Catalán différencie selon le poids exercé par chaque groupe économique dans le capital et le directoire des entreprises médiatiques. Le ou les propriétaire(s) en situation majoritaire contrôle(nt) l'entreprise tandis que les autres groupes influencent sa stratégie politique et commerciale, même si les intérêts majoritaires et minoritaires peuvent se mêler.

On trouve ici des thèmes ré-ouverts et exploités dans le texte d'Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini publié en 1970, qui fait directement référence à l'analyse d'Elmo Catalán. L'utilisation du texte par les trois universitaires est d'ailleurs essentiellement fondée sur cette analyse économique de la structure médiatique chilienne, avant de proposer une analyse sémiologique des contenus d'*El Mercurio*.

## **2. La dépendance économique des entreprises médiatiques**

Dans leur texte sur l'idéologie de la presse libérale au Chili, les trois universitaires du CEREN complètent et systématisent de fait les données économiques sur les entreprises médiatiques recueillies par Ricardo Lagos<sup>275</sup> et Elmo Catalán, et notamment celles relatives au journal *El Mercurio*. Au prisme des logiques capitalistiques du système médiatique chilien, Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini cherchent à évaluer la force économique des différents media aux mains des secteurs dominants de la société, qu'ils identifient comme la « bourgeoisie traditionnelle » et la « nouvelle bourgeoisie » liée aux classes hégémoniques à l'échelle internationale<sup>276</sup>. Armand Mattelart et Mabel Piccini analysent les structures d'émission médiatiques, envisagées comme des industries culturelles, dans la perspective d'une économie

---

<sup>273</sup> «Para examinar la naturaleza y el radio de acción de los medios de información es necesario establecer primero cuáles son las características de la estructura económica chilena, como se producen los bienes materiales, cuáles son las formas productivas y las relaciones comerciales», in Elmo Catalán (1970), *Ibid*, p. 69.

<sup>274</sup> «Ejército de Liberación Nacional» en castillan, armée de guérilleros rejoint par Ernesto « Che » Guevara en Bolivie.

<sup>275</sup> Armand Matterlart (1970), «Estructuras del poder informativo y dependencia», in Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini, *op. cit.*, p. 41.

<sup>276</sup> *Ibid.*, p. 42.

politique des groupes de presse chiliens. Ils lient l'armature économique de l'espace médiatique (la concentration de la propriété des media, les tirages et les ventes, la répartition de la publicité commerciale...) à la structure de l'économie nationale (les principales forces économiques en présence et les liens qu'elles entretiennent entre elles) et aux relations économiques extérieures qui en résultent. A travers cette démarche, ils prétendent identifier la structure de pouvoir du paysage médiatique chilien et sa *dépendance* au pouvoir économique et culturel étranger, étasunien en particulier. Cette approche leur permet d'identifier la position de domination du groupe *El Mercurio/Lord Cochrane* parmi les dix groupes médiatiques les plus puissants du pays : que ce soit du fait de sa proximité avec les grands journaux nord-américains<sup>277</sup>, de la puissance économique du groupe ou en faisant le compte des tirages que ce groupe diffuse chaque semaine, comme de la diversité des supports médiatiques qu'il détient.

**Image n° 1.4 : La classification de la concentration des media**<sup>278</sup>



*Source: Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), "Los medios de comunicación de masas. La ideología de la prensa liberal en Chile", Cuadernos de la Realidad Nacional, n°3, HS, marzo de 1970, p.43*

Une fois les forces en présence détaillées une à une à partir des titres en leur possession et des potentiels de diffusion (tirage, auditeurs, etc.), les trois auteurs déconstruisent la convergence de ces dix groupes qui se sont constitués en oligopole (**image n°1.4**). Selon eux, il existe au Chili en 1970 une concentration horizontale des groupes médiatiques, c'est-à-dire que dans plusieurs cas,

<sup>277</sup> En 1900, Agustín Edwards McClure a visité le *New York Herald Tribune* afin de prendre exemple sur le journal étasunien (son organisation interne, son administration, ses contrats publicitaires, le fonctionnement des agences...) et de rationaliser la production d'*El Mercurio*. Voir Patricio Bernedo Pinto & Eduardo Arriagada Cardini (2002), *op. cit.*; ou encore Patricio Tupper (2003), *op. cit.*, p. 21.

<sup>278</sup> Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), *op. cit.*, p. 42.

un groupe économique détient plusieurs media de même nature<sup>279</sup>. Le système médiatique chilien se structure aussi sous la forme d'une concentration diagonale, c'est-à-dire que divers groupes économiques concentrent plusieurs types de media (par exemple des journaux et des stations de radio)<sup>280</sup>. Le mouvement de concentration de l'activité médiatique prend une direction verticale, par le rassemblement de plusieurs entreprises qui participent à différentes étapes de l'activité de production et de diffusion de media (ici la rédaction, l'impression et la distribution de revues). Enfin, les trois universitaires du CEREN montrent les relations économiques qui existent entre ces dix groupes et les différentes entreprises médiatiques qui les composent. Leur étude des directoires et autres conseils d'administration révèle la proximité et la densité des liens entre de ces dix groupes économiques, par des relations directes (de groupe médiatique à groupe médiatique) comme indirectes (à travers les liens qui s'établissent via des entreprises non-médiatiques appartenant à un des dix groupes économiques susmentionnés)<sup>281</sup>.

Une fois ces liens de connivence économique établis, les auteurs répartissent les forces en présence selon les tirages des deux camps qui s'affrontent dans la bataille idéologique en 1969 (l'étude paraît en mars 1970, soit huit mois avant la prise de fonction de Salvador Allende). Leur première conclusion montre que la production de revues est largement dominée par les groupes *El Mercurio/Lord-Cochrane* et *Zig Zag* qui diffusent 2,7 millions d'exemplaires, face aux 20 000 tirages des trois revues « appartenant à des groupes politiques de gauche »<sup>282</sup> (*Punto Final*, *Plan* et *Mensajè*). Le décompte des tirages quotidiens des journaux montre un déséquilibre tout aussi profond. Face à la somme des 425 000 exemplaires vendus chaque semaine par les groupes *El Mercurio/Lord Cochrane*, *SOPE SUR*, et *COPE SA*, les autres journaux comptent 300 000 tirages quotidiens. Mais il faut selon eux faire, dans ce camp, la distinction entre « deux journaux de gauche » (*El Siglo* et *Las Noticias de Ultima Hora*)<sup>283</sup>, un quotidien que les auteurs qualifient de « modéré » (*Clarín*) et deux titres liés au gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo

---

<sup>279</sup> Outre l'exemple d'*El Mercurio-Lord Cochrane*, déjà pointé du doigt par Ricardo Lagos à travers la banque *Edwards y Compañía*, l'exemple de *SOPE SUR* permet de se rendre compte qu'il existe un quasi-monopole dans la presse quotidienne régionale de la zone sud du pays (de Concepción jusqu'à Osorno). Les quatre titres en circulation, *La Patria de Concepción*, *El Diario Austral* (Temuco), *El Correo de Valdivia* et *La Prensa de Osorno* (sans compter *El Diario Ilustrado* publié à Santiago), appartiennent tous à ce groupe médiatique.

<sup>280</sup> Le groupe *Zig-Zag* détient ainsi la maison d'édition du même nom, qui publie essentiellement des revues, des bandes-dessinées, et des romans ; la revue d'actualité *Ercilla SAC* ; la station *Radio Chilena* ; et une entreprise de distribution de presse (Distribuidora Latinoamericana de Publicaciones DILAPSA S.A.).

<sup>281</sup> *El Mercurio/Lord Cochrane* est ainsi étroitement connecté au groupe *Zig Zag* (lui-même très proche de *Compañía Chilena de Comunicaciones S.A.*) tout comme à *COPE SA*.

<sup>282</sup> Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), *op. cit.*, p. 48.

<sup>283</sup> *Puro Chile*, journal qui appartient au Parti communiste, n'est pas pris en compte dans cette étude puisqu'il n'est publié qu'à partir de 1969.

Frei Montalva encore en place à la date de compilation des données (*La Nación* et *La Tarde*)<sup>284</sup>. Les trois universitaires de la PUC soulignent d'autre part que ce déséquilibre est renforcé par les liens des 25 journaux « indépendants », généralement provinciaux, avec les groupes économiques dominant le secteur de la presse. Mais ils n'apportent aucun élément concret qui montre ces liens économiques et renvoient simplement à deux mémoires de fin d'études soutenus à l'École de journalisme de l'Université du Chili : celui d'Elmo Catalán, déjà cité<sup>285</sup>, et celui d'Enrique Andrade H. sur le journalisme en province<sup>286</sup>. La pression publicitaire est d'autre part évaluée afin de voir dans quelle mesure les agences de publicité accentuent le caractère commercial du système médiatique. Finalement, les auteurs constatent un déséquilibre similaire dans le secteur de la radio, sur lequel il est inutile de revenir ici.

En s'inspirant des lectures de Ricardo Lagos et d'Elmo Catalán, l'analyse d'Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini s'attache à reconstruire le fonctionnement économique du système médiatique chilien. La concentration des capitaux dans dix conglomérats est encore une fois le trait principal de ce système médiatique, même si l'analyse est complexifiée avec son articulation à une situation de *dépendance* par rapport à des intérêts économiques au niveau supranational, qui s'exprime dans le contenu des textes médiatiques.

### B) *Les effets idéologiques de la dépendance économique*

L'analyse du fonctionnement économique et financier du système médiatique entraîne, dans les années 1960, un travail d'interprétation qui se centre sur l'idéologie diffusée de façon structurelle dans l'opinion publique chilienne, à partir d'une analyse de contenus. Ces effets idéologiques sont identifiés dans la propagation des représentations sociales dominantes (1), dans l'action médiatique de propagande (2) et enfin dans l'exercice d'une discipline sur l'opinion publique (3). Les répercussions de l'activité médiatique sont donc essentiellement évaluées au niveau de l'opinion publique dont l'exposition aux messages médiatiques constitue la possibilité même d'une capacité d'action communicationnelle.

---

<sup>284</sup> Armand Mattelart (1970), *op. cit.*, p. 44.

<sup>285</sup> Elmo Catalán (1967), *op. cit.*

<sup>286</sup> Enrique Andrade H. (1961), "El Periodismo en provincia", Memoria de fin de estudio, Escuela de Periodismo, Universidad de Chile, Santiago de Chile.



## 1. La propagation des représentations sociales dans l'opinion publique

Le caractère partisan des différents media est d'abord construit, notamment par Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini, à partir des effets idéologiques de la structure oligopolistique de l'économie chilienne. Les trois universitaires présentent en effet un programme de recherche<sup>287</sup> visant à décortiquer l'action implicite des vecteurs d'information dans le processus politique de diffusion de l'idéologie dominante, « l'idéologie bourgeoise »<sup>288</sup>, et qu'ils déploieront au cours de la période à travers de nombreux écrits<sup>289</sup>. Ils s'astreignent à dévoiler le sens caché des contenus journalistiques selon la position des émetteurs dans le conflit de classe, pour définir les structures significatives de l'idéologie sous-jacente aux standards d'organisation des messages médiatiques. L'objectif de ces auteurs, aux accents scientifico-marxistes, est de révéler comment la division économique du pouvoir est répétée et transmise à travers les structures sémantiques des textes journalistiques. Autrement dit, l'idéologie n'est pas l'ensemble des représentations de l'organisation sociale et politique influençant les pratiques sociales mais plutôt la mise en ordre du monde à partir de l'écart entre la réalité et les informations objectivées et diffusées par les journaux. Les représentations de la presse libérale sont intéressées car produites par les classes dominantes pour justifier les rapports de classe. Face à l'imposture de la reproduction des rapports sociaux de production par l'objectivité journalistique, l'approche « scientifique » proposée par les trois auteurs se veut en capacité de démythifier et démystifier l'aveuglement des « appareils idéologiques », pour reprendre l'expression d'Althusser<sup>290</sup>.

La reconnaissance qui est accordée à ce texte dans l'historiographie des sciences chiliennes de la communication tient, semble-t-il, à deux facteurs : sa revendication de scientificité, par la

---

<sup>287</sup> Notamment les deux premiers chapitres. Voir Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), “El marco del análisis ideológico” et “Estructura del poder informativo y dependencia”, in *Ibid.*, pp. 11-77.

<sup>288</sup> *Ibid.*, p. 171.

<sup>289</sup> Dans l'ordre chronologique: Armand Mattelart, Carmen & Leonardo Castillo (1970), *La ideología de la dominación en una sociedad dependiente*, Buenos Aires: Signos; Armand Mattelart (1971a), “La prensa de izquierda y el poder popular”, *Punto Final*, 13 de abril 1971; Armand Mattelart, Pedro Biedma & Santiago Funes (1971), *Comunicación masiva y renovación socialista*, Santiago de Chile: Ediciones PLA ; Armand Mattelart (1971b), “Lucha de clases, cultura socialista y medios de comunicación masivos”, *Cuadernos de la realidad nacional (CEREN)*, n°7, junio 1971 ; Armand Mattelart (1971c), “¿Hacia una cultura de la movilización?”, *Cuadernos de Realidad Nacional (CEREN)*, n°10, diciembre de 1971, pp. 49-98; Armand Mattelart & Michèle Mattelart (1972), “Ruptura y continuidad en la comunicación: puntos para una polémica”, *Cuadernos de Realidad Nacional (CEREN)*, n°12, abril de 1972, pp. 100-144; Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1972), “¿La Prensa Burguesa, no será más que un tigre de papel? Los medios de comunicación de oposición durante la crisis de octubre de 1972”, *Cuadernos de la Realidad Nacional (CEREN)*, n°16, abril de 1973, p. 250-262; Ariel Dorfman & Armand Mattelart (1972), *Para leer el Pato Donald*, Valparaíso: Ediciones Universitarias de Valparaíso.

<sup>290</sup> Louis Althusser (1976), “Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Notes pour une recherche)”, in *Positions (1964-1975)*, Paris : Les Éditions sociales, pp. 67-125.

volonté de systématisme<sup>291</sup> de l'étude des messages médiatiques en circulation et le souci méthodologique associé (qui se caractérise largement par son opposition au fonctionnalisme) ; et l'impact de cette étude sur les futurs travaux universitaires chiliens prenant pour objet les media et le journalisme<sup>292</sup>. Les choix méthodologiques proposés pour analyser les effets de la production des messages médiatiques constituent une innovation et expliquent son succès comme la trace laissée par l'analyse dans l'histoire des sciences de la communication. Carlos Catalán, sociologue de la culture qui publie plusieurs enquêtes sur la situation des communications sous la dictature du général Pinochet, relève la nouveauté de « l'approche et la rigueur de l'analyse »<sup>293</sup> de la réflexion proposée par les trois universitaires du CEREN. De son côté, le politiste José Joaquín Brunner fait du numéro 3 des *Cuadernos de la Realidad Nacional* l'origine des études communicationnelles chiliennes du fait de leur proximité avec les sciences sociales et la linguistique<sup>294</sup>. Le texte de mars 1970 donne une identité aux études communicationnelles chiliennes, construite autour d'un protocole à prétention scientifique qui ouvre un espace d'étude disciplinaire.

Ce protocole articule l'économie politique du système médiatique, déjà présentée, à une sémiologie structurale des messages médiatiques directement inspirée des réflexions de Roland

---

<sup>291</sup> Jusque-là, seul le tableau synoptique de Ramón Briseño (1886) peut être assimilé à une quelconque forme de systématisme dans l'étude des media chiliens, et en l'occurrence de l'état de la presse à la date de publication de l'étude. Le travail de Ramón Briseño organise les publications périodiques par ordre alphabétique, et livre leurs dates de publication, le lieu d'édition, l'entreprise d'imprimerie ou le format emprunté. Les autres textes ont le caractère de témoignage ou d'histoire descriptive et événementielle, cela a été souligné plus tôt. Ils seront abordés de nouveau dans le chapitre 6. Voir Ramón Briseño (1886), *op. cit.*

<sup>292</sup> Malgré leurs divergences sur la lecture de cette histoire, le caractère pionnier de l'étude d'Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini de mars 1970 est mis en évidence par une toute série de textes historiographiques : Patricio Bernedo (2004), *op. cit.* ; Matt Davies (1999), *International Political Economy and Mass Communication in Chile. National Intellectuals and Transnational Hegemony*, London: MacMillan Press Ltd, International Political Economy Series ; Carlos Del Valle Rojas (2010), *op. cit.* ; Carlos Del Valle Rojas (2011), "Metainvestigación del campo de la comunicación en Chile. Aproximaciones epistémicas, teóricas y metodológicas, desde una perspectiva económico-política e histórico-social" in Carlos Ossa Swears [comp.], *Escrituras del Malestar. Chile del Bicentenario*, Santiago de Chile: Universidad de Chile, pp. 251-270; Rubén Dittus Benavente (2003), "La investigación sobre *mass media* en Chile: de la ideologización a la construcción de paradigmas", *Estudios de periodismo*, n°8, disponible sur: [http://www.periodismoudec.cl/estudiosdeperiodismo/index.php?Itemid=41&id=29&option=com\\_content&task=view](http://www.periodismoudec.cl/estudiosdeperiodismo/index.php?Itemid=41&id=29&option=com_content&task=view) (consulté le 9 décembre 2008) ; Rubén Dittus Benavente (2008), *op. cit.* ; Rubén Dittus Benavente (2011), "Las condiciones discursivas de los estudios mediales en Chile. Bases epistemológicas y apuntes cartográficos", *Perspectivas de la comunicación*, vol. 4, n°1, pp. 53-69; Eduardo Santa Cruz (2008), "Enfoques latinoamericanos de los estudios de comunicación", ponencia presentada en el seminario general del Centro de Estudios de la Comunicación (CECOM), 23/08/2008, Instituto de Comunicación e Imagen, Universidad de Chile.

<sup>293</sup> "A pesar de la unidimensionalidad de estos estudios cabe destacar que, el enfoque y la rigurosidad del análisis era nuevo" in Carlos Catalán (1989), *op. cit.*, p. 34. En science politique, l'espagnol Joan Garcés, conseiller du président Salvador Allende, développe une approche similaire. On peut se référer par exemple à son analyse de l'idéologie des trois programmes à l'élection présidentielle de 1970, à partir de Barthes, Gremias, Saussure, Hjelmslev. Voir Joan Garcés (1971), *1970. La pugna política por la presidencial en Chile*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria, pp. 73-79.

<sup>294</sup> "(...) Se introducen en la Universidad las ciencias de la comunicación con un enfoque moderno, estrechamente asociado a las ciencias sociales y la lingüística" in José Joaquín Brunner (1986), *op. cit.*, p. 16.

Barthes, Algirdas Julien Greimas ou Lucien Goldmann<sup>295</sup>. L'entreprise méthodologique soutient le projet d'identification des mécanismes qui cachent l'idéologie des énoncés journalistiques, à partir du cas des messages diffusés par le journal *El Mercurio*, distingué par sa posture conservatrice qui provient de sa position économique dominante sur le système médiatique. Les trois universitaires opèrent alors par identification des *points nodaux* de l'argumentation journalistique (la caractéristique principale de la catégorie ou des acteurs mis en jeu dans chaque article) qui définissent « naturellement » les fonctions, les normes et les valeurs attribuées à cette même catégorie. Or l'arsenal scientifique déployé génère aussi un « effet de réalité »<sup>296</sup> puisque le structuralisme obstrue largement le regard porté sur l'activité médiatique et n'interroge pas assez les fonctionnements microsociologiques et micro-politiques du processus de fabrication des journaux.

Encadré n° 1.3 : Le mouvement étudiant de 1967

En août 1967, les étudiants appartenant aux syndicats universitaires réformistes de la *Pontificia Universidad Católica* (la Fédération des étudiants de l'Université catholique – FEUC – notamment), liés à la démocratie-chrétienne alors à la tête de l'Etat chilien, occupent le siège (*la casa central*) de l'université la plus prestigieuse de Santiago du Chili. Ils exigent la démission de son recteur, l'évêque Alfredo Silva Santiago. Ces tensions ont un fort impact sur la société chilienne de l'époque comme dans l'historiographie puisque les étudiants qui revendiquent des programmes d'études en accord avec les besoins de la grande majorité ainsi que leur participation à la gestion de la vie universitaire (donc sur le contenu des cursus comme sur la forme des études) sont majoritairement issus de l'élite sociale chilienne. La PUC compte pour 12,2% des diplômés chiliens en 1967, tandis que plus de 34 % de ses étudiants ont une origine sociale dite « haute » (plus de 2.000 escudos mensuels, soit 2.000.000 de pesos actuels ou 2.683€), selon le double critère de l'emploi et des revenus de leurs parents. Si on envisage une catégorie qui regroupe milieux supérieurs et moyens-supérieurs (plus de 1.300.000 pesos mensuels, soit 1.744€), on atteint le chiffre de 70% des étudiants de la PUC<sup>297</sup>.

<sup>295</sup> Voir Roland Barthes (1958), *Mythologie*, Paris : Editions du Seuil ; Algirdas Julien Greimas (1966), *Sémantique structurale*, Paris : Editions Larousse ; Lucien Goldmann (1959), *Recherches dialectiques*, Paris : Editions Gallimard, 1959. Sur le courant structuraliste en général, Armand Mattelart cite l'ouvrage classique de Jean Piaget (1968), *Le Structuralisme*, Paris : PUF.

<sup>296</sup> Si notre objet n'est pas ici la « société de communication », nous empruntons cette expression à Erik Neveu & Rémi Rieffel (1991), « Des effets de réalité des sciences de la communication », *Réseaux*, vol. 9, n°50, p. 35.

<sup>297</sup> José Joaquín Brunner & Carlos Catalán (1981), « La Universidad Católica y la cultura nacional en los años sesenta », Documento de trabajo n°134, Programa FLACSO-Chile. On trouve ici une caractéristique similaire au déroulement de Mai 1968 en France. Même si le propos de l'auteur est bien plus large que ce simple aspect, voir Boris Gobille (2008), *Mai 1968*, Paris : La Découverte, coll. « Repères Histoire ».

Face à ces mouvements de contestation sociale, *El Mercurio*, à l'unisson avec le mouvement corporatiste d'étudiants de la PUC mené par Jaime Guzman Errázuriz<sup>298</sup>, dénonce la supposée tentative de la démocratie-chrétienne de manipuler les couches aisées de la jeunesse chilienne, pour contrôler le lieu de formation des élites et le mettre au service de son projet politique, «La Révolution en liberté»<sup>299</sup>. Ce projet envisage l'adoption de plusieurs réformes sociales (réforme agraire, industrialisation, éducation, de soins et programmes sociaux...), en écho à « l'Alliance pour le progrès » promue par les Etats-Unis du président Kennedy, afin de promouvoir un réformisme modéré et de prévenir toute diffusion d'un esprit révolutionnaire issu des événements cubains.

Or l'affrontement prend un tournant historique puisque face à l'arsenal rhétorique antilibéral déployé par le journal en réaction au mouvement<sup>300</sup>, les étudiants mettent en œuvre une résistance à forte portée symbolique : ils affichent une banderole vindicative sur la façade du siège de l'université. « Le Mercurio ment ! ». Quelques jours plus tard, Miguel Ángel Solar, leader du mouvement universitaire, bouscule verbalement le directeur du journal conservateur, René Silva Espejo, lors d'un débat télévisé à faible portée, mais qui marque pourtant les histoires politique et télévisuelle chiliennes. On le retrouve dans la plupart des documents historiques sur la télévision chilienne, que ce soit dans les ouvrages universitaires tels que celui de María de la Luz Hurtado publié en 1989 tout comme dans les rétrospectives diffusées par la télévision chilienne elle-même («TV 40 años», «Los jóvenes rebeldes de los 60»...), nous montrant l'adoubement télévisuel de cet épisode. Le slogan « Le Mercurio ment ! » a lui aussi acquis une longévité, en étant repris et adapté en 2011 lors du mouvement des étudiants chiliens pour la gratuité des études universitaires : mécontents du traitement télévisuel du service public chilien, les étudiants de l'*Universidad Tecnológica Metropolitana* ont suspendu une banderole similaire sur la façade de *Televisión Nacional Pública*.

Pour déconstruire les structures de diffusion de l'idéologie dominante, les trois universitaires s'intéressent par exemple à un épisode de l'histoire chilienne au cours duquel ils confrontent empiriquement l'hypothèse de la fonction idéologique d'*El Mercurio*. Ils assistent aux affrontements entre le journal, censé porter les armes symboliques de la classe dominante, et les

---

<sup>298</sup> La figure de Jaime Guzmán Errázuriz (1946-1991) joue un rôle important dans l'histoire politique chilienne de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et plus précisément entre les années 1960 et le début des années 1990. En 1991, il est assassiné par un commando du Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR) alors qu'il exerçait le poste de sénateur de la République. Jaime Guzmán Errázuriz, formé dans le conservatisme catholique corporatiste hispanique, fut un étroit collaborateur du régime militaire d'Augusto Pinochet et un des inspirateurs de la Constitution de 1980 ainsi que du système électoral «binominal», objets aujourd'hui de nombreuses critiques et polémiques. Polémiste et orateur reconnu, il parvint à réunir les forces du *Gremialismo* pour organiser le parti politique de droite *Union démocratique indépendante* (UDI) en 1983. Sa pensée est le résultat d'une fusion pragmatique entre un catholicisme conservateur traditionnel et un individualisme économique anti-communautaire issu de la pensée de F. Hayek.

<sup>299</sup> S'il s'agit d'une nouvelle étape dans la modernisation du Chili, jusque-là portée par le projet oligarchico-libéral (dont *El Mercurio* est souvent présenté comme un défenseur), il faut nuancer sa portée du fait de l'objectif conservateur qui lui est sous-jacent. Voir Stéphane Boisard (2001), *op. cit.*, p. 162.

<sup>300</sup> Sur cet épisode, et surtout le rôle joué par *El Mercurio*, on peut regarder l'excellent documentaire, en castillan, de Ignacio Agüero & Fernando Villagrán (novembre 2008), *El Diario de Agustín*, Santiago de Chile : Digital / 35mm, 80 min.

élèves de l'université où ils exercent eux-mêmes, étudiants pourtant issus des élites sociales et politiques du pays. A partir d'une étude sémiologique des structures sémantiques des articles publiés au sujet de cet épisode dans les pages d'*El Mercurio*, ils montrent comment agit la catégorie « rébellion » dans le traitement de ces événements par *El Mercurio*. Suivant une démarche proche de celle de Roland Barthes, ils soulignent comment le vocabulaire et les structures sémantiques utilisés par le journal opposent l'utopisme d'une jeunesse contestatrice, inexpérimentée et qui provoque l'incertitude, aux couches conservatrices de la société qui font preuve de responsabilité politique en laissant une possibilité de rénovation du système universitaire dans les marges du projet modernisateur libéral-oligarchique<sup>301</sup>. Articulée à la domination des intérêts capitalistes sur le marché médiatique, cette conception de la presse fait des moyens de communication les relais de l'hégémonie des représentations sociales et politiques élaborées, sous la seule logique de ses propres intérêts, par certains segments de la société chilienne.

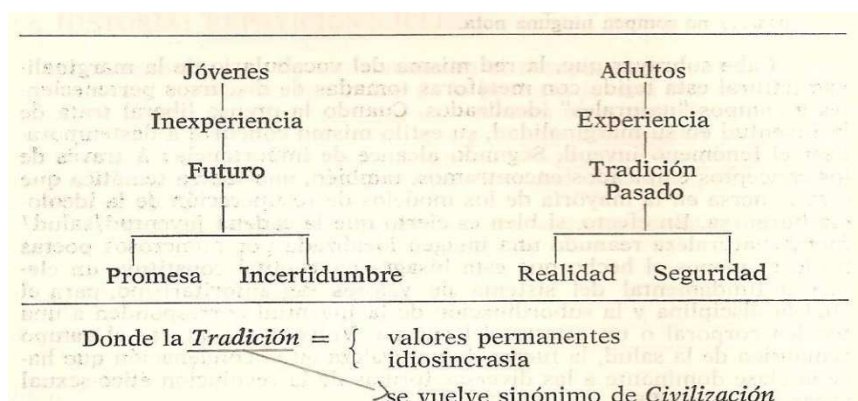
En pratiquant une analyse sémiologique des éditoriaux d'*El Mercurio*, les trois auteurs soulignent que l'objectivité journalistique, traduite dans les structures sémantiques des textes, naturalise l'idéologie dominante, c'est-à-dire dans une perspective clairement matérialiste, les « opinions se référant aux problèmes de l'objectif visé par le progrès social ; opinions qui se forment sur la base d'intérêts de classe spécifiques, et qui contribuent à la défense [de cette classe] »<sup>302</sup>. Le discours autoritaire et répressif de l'oligarchie culturelle s'exerce, selon Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini, dans la binarité des visions du monde et cherche à déconnecter les individus et les phénomènes de contestation de leurs racines pour mieux souligner leur illégitimité (historique, sociale et politique...). Ce mécanisme défend, selon eux, le *statut quo* sociopolitique depuis une position économiquement dominante.

---

<sup>301</sup> Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini (1970), *op. cit.*, pp. 105-113.

<sup>302</sup> Cette définition est un emprunt à Adam Schaff (« Marxisme et Sociologie de la connaissance », 1968), traduit en castillan : « las opiniones referentes a los problemas del objetivo deseado en el desarrollo social; opiniones que se forman sobre la base de determinados intereses de clase, a cuya defensa contribuyen », *in Ibid.*, p. 23.

**Image n° 1.5 : Représentations associées à la jeunesse dans l'ordre traditionnel diffusé par *El Mercurio***



*Source: Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), "Los medios de comunicación de masas. La ideología de la prensa liberal en Chile", Cuadernos de la Realidad Nacional, n°3, HS, marzo de 1970, p.106*

Dans un dernier temps, les chercheurs du CEREN proposent d'introduire la variable temporelle pour mieux mettre en évidence l'évolution diachronique des structures idéologiques latentes mises en évidence. En introduisant les dynamiques et tensions contextuelles dans le processus de formation du message, ils espèrent évaluer l'élasticité de l'objectivation des catégories définies préalablement et donc la flexibilité et la perméabilité du modèle sémantique du journal *El Mercurio* selon la configuration sociopolitique. L'évolution historique du conflit universitaire qui débouche sur la mise en œuvre de la réforme universitaire (en 1968)<sup>303</sup> menée par le nouveau recteur civil de la PUC, l'architecte catholique progressiste Fernando Castillo Velasco<sup>304</sup>, met en évidence l'échec de l'action conservatrice d'*El Mercurio*.

Le journal doit donc revoir sa stratégie, pour non seulement poursuivre la défense de l'ordre établi mais aussi légitimer son rôle dans la nouvelle configuration socio-historique. En envisageant l'évolution de la formation des messages d'*El Mercurio* selon la dynamique du conflit social, Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini mettent en évidence l'action défensive des structures sémantiques dans la gestion d'un conflit social, chargées de protéger les

<sup>303</sup> Pour plus d'information sur la réforme universitaire chilienne, voir en particulier: José Joaquín Brunner (1981), *op. cit.*; José Joaquín Brunner & Carlos Catalán (1981), *op. cit.*; Manuel Antonio Garretón (1987), "Notas sobre los orígenes y desarrollo de la reforma en la Universidad Católica de Chile (1967-1973)" in *UC: a veinte años de la reforma. Revista Realidad Universitaria*. Santiago de Chile; Carlos Huneeus (1988), *La reforma universitaria: veinte años después*. Santiago: CPU; Luis Scherz García (1988), "Reforma y contrarreforma en la Universidad Católica de Chile: (1967-1980)", *Realidad universitaria / Revista del Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea*, pp. 36-53.

<sup>304</sup> Voir Manuel Gárate Chateau (2006), "La Michita (1964-1983): de la reforma universitaria a una vida en comunidad" in Anne Pérotin-Dumon [dir.], *Historizar el pasado vivo en América Latina*, disponible sur: [http://etica.uahurtado.cl/historizarelpasadovivo/es\\_contenido.php](http://etica.uahurtado.cl/historizarelpasadovivo/es_contenido.php) (consulté le 13 mars 2008).

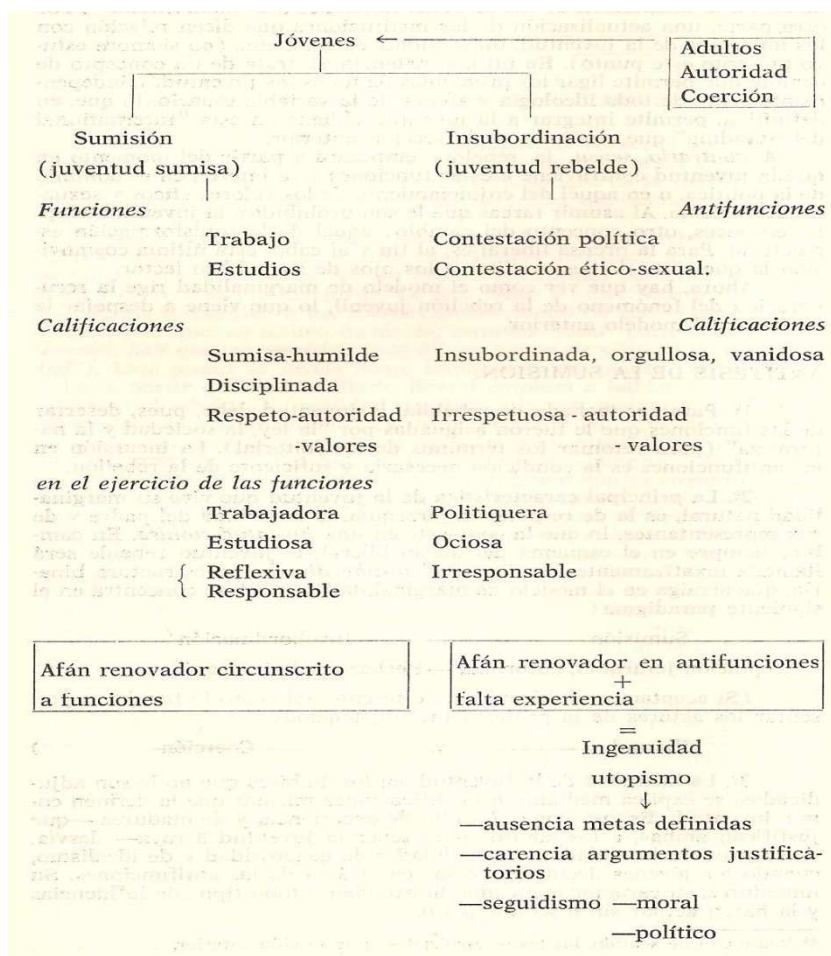
intérêts et les valeurs de l'idéologie dominante<sup>305</sup>. Les journaux et quotidiens commerciaux en circulation au Chili monopolisent la diffusion mais aussi la récupération (« soit l'absorption idéologique de la dynamique contestataire en la privant de ses racines ») et la dilution (soit « l'intégration du sens conflictuel d'un message aux représentations stéréotypées de l'idéologie dominante »)<sup>306</sup> idéologiques des messages pour mieux participer à la défense de l'ordre objectif et présenté comme immanent à la société moderne. Ces stratégies redéfinissent l'opposition de principe (jeunes/adultes) autour de deux nouvelles catégories : la jeunesse réformiste qualifiée de « sérieuse » qui incarne une réforme circonscrite au champ universitaire et désormais soutenue par l'opinion publique ; une autre jeunesse, au caractère déviant et rebelle, qui revendique un changement social radical et qui est instrumentalisée par des intérêts marxisants. Les catégories diffusées par les moyens de communication discriminent, du point de vue des auteurs, les représentations sociales diffusées et prennent un accent conservateur qui naturalise la division socioéconomique de la société, et au final la domination politique elle-même exercée. Mais nous n'en savons pas vraiment plus sur la façon dont ces catégories sont choisies dans le processus de fabrication del *Mercurio* : l'analyse s'en tient aux messages publiés sans prendre en compte les processus pratiques qui produisent le journal.

---

<sup>305</sup> L'éditorial du 8 décembre 1968 est particulièrement clair quant à l'assimilation entre les étudiants et l'oisiveté, mais aussi une supposée instrumentalisation du mouvement étudiant : « Les éléments subversifs qui, invoquant a posteriori une solidarité démentie, prétendent, sans appartenir eux-mêmes à une quelconque branche ou année universitaire, justifier leur participation aux défilés et incursions estudiantines aux marges de la Loi [*en majuscule dans le texte*] » in *El Mercurio*, « Editorial », 08/12/68.

<sup>306</sup> Ces deux définitions se trouvent dans Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), *op. cit.*, p. 24.

Image n° 1.6 : Plan de relations systématiques autour de l'opposition paradigmatique jeunesse soumise *versus* jeunesse rebelle dans *El Mercurio*



*Source : Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), "Los medios de comunicación de masas. La ideología de la prensa liberal en Chile", Cuadernos de la Realidad Nacional, n°3, HS, marzo de 1970, p.110*

Autrement dit, et pour reprendre la critique proposée par Michael Guveritch, Tony Bennett, James Curan et Janet Woollacott, on trouve ici une conception selon laquelle « les médias seraient l'une des composantes de l'arène idéologique dans laquelle s'affrontent les conceptions de différentes classes sociales, avec pour contexte global la domination de certaines classes ; le contrôle ultime revenant de plus en plus fréquemment au capital des monopoles »<sup>307</sup>.

<sup>307</sup> Michael Gurevitch *et al.* (1982), *Culture, Society and the Media*, London: Methuen, p1.



## 2. L'action médiatique sur l'opinion publique : la propagande

Antérieure de quelques années à la publication du CEREN, l'interprétation des effets des liens de propriété sur le fonctionnement du système médiatique que propose Elmo Catalán ouvre une piste de réflexion qui n'est pas intégralement suivie par Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini. Les deux textes convergent dans leur proposition d'une typologie proprement idéologique des media chiliens, qu'ils répartissent l'un comme l'autre entre les intérêts défendus par les groupes monopolistiques, implicitement considérés comme conservateurs (qui sont d'ailleurs les mêmes que ceux mis en évidence par Ricardo Lagos, quelques années auparavant<sup>308</sup>) ; et les journaux, comme *El Siglo* ou *Las Noticias de Última Hora*, qui « soutiennent des changements dans la structure économique, politique et social du pays »<sup>309</sup>. Mais Elmo Catalán objective le lien entre propriété et idéologie en faisant des messages médiatiques des instruments de propagande<sup>310</sup>. L'activité médiatique ne se limite pas, sous sa plume, à diffuser une idéologie dominante à partir des représentations sociales conscientes ou inconscientes issues de l'élite depuis laquelle elle émerge. Elle prend un tour volontariste. Elle devient une action, dont l'objectif est « l'influence et le contrôle de l'opinion publique »<sup>311</sup>.

Or comme cela a déjà été mentionné, Elmo Catalán montre que ces deux manières d'exercer le pouvoir opèrent déjà à un niveau strictement économique, par le jeu de l'actionnariat dans les directoires des entreprises médiatiques. La répétition de ces deux logiques de pouvoir à deux niveaux différents (celui du directory des entreprises médiatiques puis celui de l'exposition au message médiatique) offre un schéma qui fait du pouvoir médiatique un pouvoir structurel, linéaire et vertical, défini par les intérêts économiques. Sous la plume d'Elmo Catalán, les actionnaires contrôlent et/ou influencent le directory des entreprises médiatiques, qui elles-mêmes contrôlent et/ou influencent l'opinion publique « uniformisée par les moyens de communication », ou en tous cas par leurs messages<sup>312</sup>. L'étudiant en journalisme attribue donc aux media deux pouvoirs qui renvoient à leur capacité d'action sur le public. D'une part, il leur

---

<sup>308</sup> Le mémoire de Ricardo Lagos est aussi cité littéralement dans le texte d'Elmo Catalán. Dans la partie intitulée « El monopolio de la prensa » (« Le monopole de la presse »), il s'y réfère directement en indiquant : « Ricardo Lagos menciona los 11 grupos económicos principales, 8 de los cuales están encabezados por bancos privados », soit « Ricardo Lagos mentionne les 11 groupes économiques principaux, dont 8 ont à la tête des banques privées », in Elmo Catalán (1970), *op. cit.*, p. 72.

<sup>309</sup> «El Siglo» y «Última Hora» [i.e. *Las Noticias de Última Hora*] son diarios militantes que propugnan cambios en la estructura económica, política y social del país." in *Ibid.*, p. 107.

<sup>310</sup> Pour ce faire, il s'appuie sur : Jean-Marie Domenach (1962), *La Propaganda Política*, Buenos Aires : Editorial Universitaria (1<sup>a</sup> ed.: «La propaganda política», PUF coll.: «Que sais-je», 1950) ; Emil Dovifat (1959), *Periodismo, tomo I*, México : UTEHA (Unión Tipográfica), Editorial Hispano-América; Nikolai Panunov (1962), «La Prensa y la Opinión Pública», *Enciclopedia Popular*, Editorial Nacional de Cuba, vol. 21.

<sup>311</sup> «La influencia y el control sobre la opinión pública», in *Ibid.*, p. 21.

<sup>312</sup> *Ibid.*, p. 74.

reconnaît la faculté de mettre en place une action communicationnelle convergeant vers des intérêts supposés partagés pour contraindre l'opinion publique à agir selon cette volonté (l'influence). D'autre part, cette définition de la propagande leur octroie une capacité à sécuriser les mouvements et discipliner les réactions de l'opinion publique (le contrôle), entendue dès le premier paragraphe du texte sous les traits morphologiques de « la masse » (en opposition aux opinions individuelles)<sup>313</sup>.

Le sens que donne Elmo Catalán à ces deux pouvoirs traduit bien la volonté d'évaluer leurs effets. A partir de la déconstruction des processus de concentration qui ont structuré le système médiatique chilien, le futur journaliste souhaite « mesurer la valeur du contrôle et de l'influence »<sup>314</sup>. Trois facteurs sont pris en compte : le pouvoir économique et politique, le degré de propagation des media de diffusion, l'influence sur l'opinion publique et sur d'autres organes d'information<sup>315</sup>. L'entrelacement des groupes économiques et des groupes médiatiques offre toute une gamme d'instruments de propagande, jamais nommés comme tels, mais qui renvoient tous à des mécanismes à portée économique. La propriété des entreprises médiatiques permet selon Elmo Catalán de défendre des intérêts privés. L'acquisition du groupe *Radio Balmaceda* a, par exemple, été menée selon lui par Jorge Yarur Banna, propriétaire des entreprises textiles de Yarur, « pour défendre ses intérêts économiques »<sup>316</sup> en plaçant son frère Amador Yarur à la tête de la station.

La puissance de propagande de chaque media dépend aussi, aux yeux d'Elmo Catalán, de sa force de pénétration, soit les tirages des journaux et l'audience des radios. Le groupe *El Mercurio* dispose ainsi d'une force de frappe impressionnante avec 287 000 exemplaires en circulation quotidiennement, dont 150 000 pour le seul quotidien *El Mercurio de Santiago*<sup>317</sup>. L'étendue des zones de diffusion offre la possibilité d'une circulation plus large. Le groupe *SOPE SUR* est, par exemple, en situation de monopole depuis Concepción jusqu'à Cautín, ce qui lui octroie une force d'influence certaine. La concentration des entreprises médiatiques offre enfin la possibilité de coordonner les messages entre différents titres ou entre différents media.

---

<sup>313</sup> « (...) Quien controla los medios de información se asegura una respuesta mayoritaria y disciplinada de la masa » in Elmo Catalán (1970), *op. cit.*, p. 21.

<sup>314</sup> « Medir el valor del control y de la influencia », *Ibid.*, p. 73.

<sup>315</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>316</sup> « (...) La adquirió Jorge Yarur Banna para defender sus intereses económicos » in *Ibid.*, p. 92.

<sup>317</sup> A partir de ce chiffre, Elmo Catalán fait une estimation du lectorat : « le groupe *El Mercurio* influence et oriente quotidiennement, rien qu'à travers ce media [*la presse*], 861.000 électeurs, c'est-à-dire, 10% de la population chilienne. » in *Ibid.*, p. 75.

La propagande dénoncée fait aussi référence aux relations économiques directes entre les différents groupes médiatiques. Ainsi, selon l'étudiant en journalisme, les jeux d'achat et de vente d'actions d'un groupe économique engendrent une modification des contenus des media concernés par ces transactions. L'achat par le groupe Edwards y Compañía de 486 374 actions de *Radio Corporación* à l'établissement Banco de Estado (soit 99% des actions totales de la station) a été selon lui payé par transfert de capitaux à hauteur d'un tiers, tandis que les deux autres tiers ont été convertis en espaces publicitaires pour la banque sur les ondes de la station<sup>318</sup>. L'influence de puissants groupes internationaux, principalement d'origine étasunienne, s'articule à ces relations étroites entre les media chiliens. Le capital de la station *Radio Minería* est ainsi divisé entre huit groupes économiques chiliens (qui se partagent les actions de premier rang – rang A) et trois consortiums nord-américains (qui détiennent les actions de second rang – rang B) : les entreprises d'exploitation cuprifère, Anaconda Copper Mining, Kennecott Corp., et AngloLaturó. Or pour Elmo Catalán, le financement de différents programmes par ces entreprises (les journaux d'information ou les émissions sportives), à travers les publicités commerciales, discrédite l'idée selon laquelle « les monopoles étrangers n'exercent aucune influence sur les moyens d'information »<sup>319</sup>.

Ces relations économiques, tout comme les facilités de commerce garanties aux entreprises médiatiques, sont enfin tolérées, selon le futur journaliste, à travers l'organisation, par ces puissants groupes économiques de concert avec l'Etat chilien, des règles du jeu économique spécifiques au système médiatique. Dans le cas du rachat de *Radio Corporación* par le groupe Edwards y Compañía, l'arrangement financier a été permis par « (...) l'influence sur le gouvernement d'un directeur de société anonyme et ex-Ministre du Budget »<sup>320</sup>. Sans parler de ce qu'Elmo Catalán nomme la « fraude douanière » mise en place par *El Mercurio* entre 1957 et 1959, pour éviter de payer ses obligations fiscales liées à l'achat de plusieurs imprimantes afin de reproduire les documents des entreprises du conglomérat<sup>321</sup>. Ce que l'auteur considère une fois encore comme de l'influence a permis aux dirigeants de l'entreprise *El Mercurio* de ne pas encourir de peine de prison et de recevoir une amende pour toute sanction : 11 830,82 escudos en plus du remboursement des droits fiscaux non-payés.

---

<sup>318</sup> *Ibid.*, p. 78.

<sup>319</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>320</sup> “(...) Que aprovechó la influencia en el gobierno de un director de sociedad anónima y ex Ministro de la Hacienda”, *Ibid.*, p. 78.

<sup>321</sup> A cette époque-là, les entreprises médiatiques étaient exonérées d'impôts *ad valorem* sur leurs marchandises internes destinées à l'impression de périodiques.

Les jeux de proximité de positions entre les élites partisans et économiques renforcent toujours le pouvoir de propagande des media en offrant des lieux de défense des intérêts partagés. Ainsi, quatre des principaux actionnaires de la société de coton « Algodones Hirmas », elle-même majoritaire dans l'actionnariat du groupe *Radio Portales*, exercent des charges électives au sein de la République chilienne : trois sénateurs (Eduardo Alessandri R., Julio Durán N. et Sergio Diez) et un député (Arturo Aldunate Philipps), tous liés au gouvernement de Jorge Alessandri au pouvoir lorsque l'analyse est menée<sup>322</sup>. Ce qui fait écrire à Elmo Catalán : « ils étaient au gouvernement, influençaient les ministres, et les principaux fonctionnaires occupaient des postes stratégiques dans l'administration publique »<sup>323</sup>. De la même façon, les vellétés de rachat de *SOPE SUR* par *Banco de Estado* (sous couvert de la *Sociedad Agrícola y Ganadera Rucamanqui*, qui appartient pour 50% à *Banco de Estado* et pour 50% à des fonds de pension des employés de la même banque) cachent des intérêts partisans, en l'occurrence démocrate-chrétiens. Trois des acheteurs sont en effet directement liés à ce parti politique : d'une part, Julio Serrano Lamas et Patricio Silva Echeñique sont actionnaires du groupe *Sociedad Periodística Andes* qui publie *La Tarde* ; d'autre part, le frère d'un sénateur démocrate-chrétien, Pablo Gumucio Vives, est déjà propriétaire d'autres entreprises médiatiques, comme la station de radio *Nuevo Mundo* ou l'agence de publicité *Publicitas*. Il est aussi impliqué dans la *Promoción de Viviendas y Libertad*, un établissement d'épargne et de prêt.

Les réseaux établis entre les élites économiques, partisans et médiatiques fondent enfin le prestige et le crédit qui renforcent la puissance de propagande des différentes entreprises médiatiques. Ces éléments sont rarement développés et expliqués dans le mémoire d'Elmo Catalán. Ils sont palpables lorsqu'est fait le récit de la façon dont les agents des douanes chiliennes ont accepté la « vérité » d'*El Mercurio*, qui refusait de payer ses obligations fiscales lors de l'épisode ensuite appelé de la « fraude douanière ». Ils apparaissent plus distinctement dans la déconstruction de la force de frappe du groupe *El Mercurio-Lord Cochrane* dont, selon Elmo Catalán, « les opinions (...) s'institutionnalisent, sont certaines »<sup>324</sup>. Le prestige et le crédit dont jouit le quotidien chilien sont synonymes, sous la plume de l'étudiant en journalisme, d'une capacité à imposer sa vérité. Une vérité qui se résume dans la faculté à « convaincre les

---

<sup>322</sup> Jorge Alessandri était président de la République chilienne entre 1958 et 1964. Conformément à la loi électorale chilienne, il ne peut se présenter à sa propre succession à cette date mais se lancera dans la joute électorale de 1970.

<sup>323</sup> « Estaban en el gobierno, influían sobre los ministros y los principales funcionarios ocupaban cargos estratégicos en la administración pública » in Elmo Catalán (1967), *op. cit.*, p. 90.

<sup>324</sup> Il faut ici souligner que la traduction de la nuance castillane du mot « ciertas » est importante. Elle ancre la vérité dans la certitude, dans le caractère factuel, et diverge du terme « verdaderas », plus essentialiste et catégorique. La citation : « Las opiniones del grupo El Mercurio se institucionalizan, “son ciertas” » in *Ibid.*, p. 75.

gouvernants et les gouvernés que les intérêts du groupe sont les intérêts du pays »<sup>325</sup>. Sous la verve dénonciatrice dont fait preuve Elmo Catalán, un mécanisme de propagande supplémentaire est donc effleuré, sans encore être formulé directement : le « mythe » de la vérité *mercuriale* qui se construit autour de l'influence de ce journal sur le pouvoir politique qui se répand dans l'opinion publique.

Le concept de propagande fonctionne donc chez Elmo Catalán comme une catégorie qui regroupe une série d'instruments relativement évidents (car jamais vraiment interrogés) permettant aux élites économiques et partisans (confondues) de propager un message représentatif de leur intérêt convergent (peu importe leur diversité), à une opinion publique massive et qui se conçoit exclusivement au singulier (les masses acquérant une homogénéité par ce biais). Si, d'une part, l'analyse souffre de la période au cours de laquelle elle a été formulée (depuis une conception moniste des élites, pour être synthétique), difficile de lui reprocher cela à la lumière du présent. On peut par contre s'étonner du peu de détails et de profondeur accordés à l'analyse des instruments de propagande et des nuances de leurs usages. L'étudiant en journalisme essentialise d'autre part la notion d'opinion publique quand il affirme la synonymie entre propagande et publicité sur un marché médiatique qui offre un produit commercial et idéologique à la fois.

### 3. L'opinion publique disciplinée

L'opinion publique est centrale dans le texte d'Elmo Catalán : elle est à de nombreuses reprises utilisée et toujours associée aux mécanismes et relations propagandistes en œuvre dans la société chilienne. Dès la première partie de l'introduction, cette idée est discutée par l'auteur comme lieu principal d'exercice du pouvoir médiatique à partir d'auteurs aussi divers que l'allemand Emil Dovifat, dans son manuel *Journalisme* ; le journaliste qualifié de soviétique, Nikolai Palgunov dans *La Presse et L'Opinion* ; et le sociologue étasunien Charles Wright Mills, dans *Politique, pouvoir, peuple*. A partir de ce rapprochement théorique au fort accent fonctionnaliste, l'opinion publique est d'abord circonscrite sous le décompte de l'exposition de la population aux produits médiatiques<sup>326</sup>. *El Mercurio* est là encore en position centrale puisque l'auteur souligne

---

<sup>325</sup> “(...) Está en condiciones de convencer a gobernantes y gobernados que los intereses del grupo son los intereses del país”, *in Ibid.*, p. 77.

<sup>326</sup> L'auteur se base sur une enquête réalisée en 1963 sur la population de la capitale Santiago de Chile. Voir Roy E. Carter & Orlando Sepúlveda (1963), “Algunas pautas relativas al uso de los medios de comunicación de masas en Santiago de Chile”, *Journalism Quarterly*, vol. 41, n°2, pp. 216-224.

que c'est le journal qui jouit de la popularité la plus grande (dans les mots d'Elmo Catalán), peu importe le sexe des personnes interrogées. Une fois les tirages additionnés et l'effet multiplicateur pris en compte (un journal acheté passe en moyenne par les mains de trois personnes), les titres de la presse commerciale touchent quotidiennement, selon l'étudiant en journalisme, plus de 1 800 000 personnes au Chili, contre seulement 171 000 lecteurs pour le camp adverse<sup>327</sup>. La différence est encore plus importante sur le marché des revues (960 000 contre 10 000)<sup>328</sup>.

Au fil de ses différentes tentatives pour cerner le concept, l'auteur en vient à la question des effets attendus et recherchés de la propagande. Il se fait l'écho de Charles Wright Mills qui voit derrière les media formels des « manipulateurs de l'opinion » ayant la capacité à « assurer une réponse disciplinée du public sur les marchés des media »<sup>329</sup>. La stigmatisation des pouvoirs d'influence et de contrôle médiatiques dénonce la capacité à imposer une discipline au public chilien au moyen de l'idéologie diffusée par les puissances médiatiques, politiques et économiques. Ainsi, à travers le groupe *DILAPSA*<sup>330</sup>, l'Eglise catholique chilienne « contrôle ou oriente 900 000 enfants et jeunes, aptes pour répondre de façon disciplinée à « l'idéologie » que leur délivrent les revues qui ont une circulation de 300 000 exemplaires par semaine dans leur ensemble »<sup>331</sup>.

Elmo Catalán n'est cependant jamais clair au sujet de ce qu'il entend par l'action de « discipliner l'opinion publique ». Cette capacité est introduite sous le registre de la dénonciation d'une menace qui ne prend pas de forme réelle, sous les mots du journaliste. En s'appuyant sur Jean-Marie Domenach, l'auteur peint néanmoins le public exposé à l'activité médiatique sous les traits d'une masse à la volonté fragile, sur laquelle les moyens de communication ont des effets psychologiques en provoquant « une cristallisation latente et une névrose collective » et des « accès d'excitation et de répression »<sup>332</sup>. D'autres effets symboliques des media se trouvent dans la diffusion de représentations dans l'opinion publique : « de nouveaux goûts ou coutumes (...) des archétypes d'individus », « des nécessités », des « tendances prédominantes »<sup>333</sup>. Face à cette articulation propagandiste entre intérêts économiques, politiques dans les messages médiatiques,

---

<sup>327</sup> Elmo Catalán (1967), *op. cit.*, p. 106-107.

<sup>328</sup> *Ibid.*, p.107.

<sup>329</sup> “(...) Asegurar una respuesta disciplinada del público en los mercados de medios” in Charles Wright Mills, *Política, Poder y Pueblo*, cité dans Elmo Catalán (1970), *Ibid.*, p. 105.

<sup>330</sup> Dont Elmo Catalán montre que le président du directoire, Daniel Sotta Barros, cumule cette position avec celles de président de la banque *Banco Osorno y La Unión* et de président de la maison d'édition *Zig Zag*, in *Ibid.*, p. 85.

<sup>331</sup> “(...) El grupo Iglesia Católica controla u orienta a 900 000 niños o jóvenes, aptos para responder disciplinadamente a la “ideología” que les entregan estas revistas que tienen una circulación de 300 000 ejemplares a la semana en su conjunto”, in *Ibid.*, p. 87.

<sup>332</sup> Jean-Marie Domenach, « La propagande politique », cité dans Elmo Catalán (1970), *Ibid.*, p. 30.

<sup>333</sup> *Ibid.*, p. 30.

Elmo Catalán dénonce l'absence de liberté de la presse au Chili et sa soumission à la liberté d'entreprise. Depuis cette position, l'étudiant en journalisme renie l'objectivité journalistique qui semble être synonyme d'impersonnalité médiatique bien que ce terme ne soit jamais explicité. L'action médiatique s'échine à diffuser une idéologie conservatrice coupée de la réalité, en adéquation avec les intérêts dogmatiques des élites partisans et économiques capitalistes, et du fait de leur *dépendance* à des intérêts économiques internationaux.

Moins de dix ans avant l'Unité populaire, les premières analyses universitaires de l'activité médiatique s'inscrivent donc dans le cadre des théories de la *dépendance*, qui remettent en question les théories du sous-développement jusque-là en vigueur : la crise de développement vécu par le Chili depuis les années 1920 s'explique alors par la *dépendance* économique et culturelle dont souffre le pays. A partir d'un marxisme-scientifique au fort accent empirique, elles remettent en cause le fonctionnalisme médiatique et pensent l'idéologie depuis la tradition polémique, pour dévoiler les récits journalistiques de leur objectivité, qui reconduit, selon elles, les rapports de classe. Tous ces auteurs prennent donc part au conflit politique en produisant des analyses qui sont finalement des tactiques d'indépendantisation culturelle dans le conflit sociopolitique qui traverse la société chilienne. L'analyse reste cependant marquée par la verticalité du discours médiatique puisque les émetteurs sont la principale instance envisagée, tandis que l'opinion publique intervient sous les traits d'une matière malléable dont les valeurs, les attitudes, les comportements et la discipline sont conditionnés par son exposition au discours médiatique. Avec l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire, le diagnostic va se radicaliser sous l'offensive communicationnelle du camp conservateur.

### C) *La communication envisagée sous l'angle de la théorie de la dépendance*

Le texte publié par Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini en mars 1970 se situe à une place très particulière dans l'histoire des études communicationnelles chiliennes : il a été consacré comme leur acte manifestement fondateur. Cette invention, reconstruite *a posteriori* par la grande majorité des spécialistes chiliens, se réalise au cours de l'émergence du problème des effets de la *dépendance* économique qui structure le système médiatique, sur les rapports de force idéologiques caractéristiques de la société chilienne à la fin des années 1960. Les auteurs s'opposent en effet aux principes de la sociologie fonctionnaliste qui voit, dans la communication, la diffusion verticale des messages (1). Ils cherchent plutôt à montrer que les effets pervers des

flux culturels et médiatiques venus des sphères culturelles dominantes conditionnent l'exposition des représentations sociales dans l'opinion publique chilienne (2).

## 1. Une critique du fonctionnalisme médiatique

Les premières études communicationnelles chiliennes se construisent en opposition à la sociologie fonctionnaliste qui domine l'analyse médiatique au niveau international. Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini « questionnent les présupposés acceptés [à cette époque-là] sur le rôle de la presse et de ce qu'on appelle (...) l'industrie culturelle »<sup>334</sup>, selon Carlos Catalán. Les présupposés qu'évoque le sociologue chilien de la culture sont directement liés à la sociologie fonctionnaliste mise en œuvre par Harold Laswell autour de l'objet médiatique en particulier, et largement inspirée des écrits de Robert K. Merton<sup>335</sup> et de Talcott Parsons<sup>336</sup>. Ce courant d'analyse est peu à peu soumis à une critique latente de la part de Armand Mattelard, au fil de sa trajectoire intellectuelle.

L'intérêt d'Armand Mattelart pour la communication naît en effet au Chili, alors qu'il est arrivé à Santiago en tant que démographe chargé d'étudier les politiques de contrôle des naissances appliquées à la population chilienne<sup>337</sup>. En septembre 1962, il est nommé *visiting professor* à l'École de sociologie de la *Pontificia Universidad Católica*, fondée en 1958 par le jésuite belge Roger Vekemans<sup>338</sup> sous l'influence de la doctrine sociale de l'Église catholique. L'École de sociologie profite du puissant réseau catholique puisque l'équipe enseignante est principalement composée de prêtres étrangers<sup>339</sup>. Elle compte aussi sur des appuis financiers et logistiques aux États-Unis : l'Alliance pour le progrès chère à John F. Kennedy, les aides de la Fondation Ford (financements quinquennaux d'échanges universitaires, de bourses d'étude, d'une bibliothèque et

---

<sup>334</sup> Carlos Catalán (1989), «Las ONGs y la investigación en comunicaciones en Chile: una aproximación preliminar», Programa FLACSO-Chile, Documento de Trabajo n°402, Santiago de Chile: abril de 1989, p. 33.

<sup>335</sup> Robert K. Merton (1949), *Social Theory and Social Structure*, New York: Simon & Schuster, The Free Press.

<sup>336</sup> Talcott Parsons (1968), *The Structure of social action*, New York: The Free Press (1<sup>st</sup> edition / 1937).

<sup>337</sup> On se rappellera ici de l'influence exercée par la démographie sur le développement de la sociologie scientifique au Chili, pour mieux comprendre le recrutement d'un jeune docteur en démographie belge, à ce moment de l'histoire des sciences sociales chiliennes.

<sup>338</sup> Qui constitue « le constructeur institutionnel, le leader intellectuel et la tête du projet ». Il est aussi le fondateur du Centre pour le développement économique et social d'Amérique latine (DESAL) qui s'attaque à la marginalité et au phénomène de la « población » (quartiers en marge de Santiago du Chili, occupés puis bâtis par leurs habitants issus de l'exode rural, et qui constituent une force sociopolitique croissante dans le Chili des années 1960 et 1970). Voir : José Joaquín Brunner (1986), *op. cit.*, p. 9 ; Edmundo F. Fuenzalida (1983), *op. cit.*, p.106; Mario Garcés (2002), *op. cit.*

<sup>339</sup> *Ibid.*, p. 9.



d'une partie des programmes de recherche) et de la Fondation Rockefeller (qui finance directement le poste d'Armand Mattelart et celui de l'allemand Luis Scherz)<sup>340</sup>.

Le recrutement de l'universitaire belge, docteur en droit de l'Université catholique de Louvain (l'Université d'où vient Roger Vekemans)<sup>341</sup> n'est pas une pratique nouvelle au Chili puisque, dès la fondation de la Faculté de sciences sociales de l'Université du Chili (FLACSO, 1959) puis de l'Institut de recherches sociologiques (1961), la venue d'universitaires non-chiliens fait partie du projet de formation et de socialisation des étudiants et enseignants chiliens. La particularité du cas de Mattelart se situe plus dans la volonté de l'intégrer aux équipes de recherche chilienne à plus long court, même si cette pratique est déjà largement utilisée à l'ELAS<sup>342</sup>. La venue du couple Mattelart s'effectue aussi dans le cadre de la diffusion de ce mouvement intellectuel dont la conception rénovée du catholicisme a débouché sur le Concile Vatican II, un mois après l'arrivée d'Armand Mattelart au Chili.

Le chercheur s'extrait toutefois rapidement de ce contexte d'exercice des sciences sociales et des perspectives épistémologiques qui lui sont sous-jacentes, à l'image de la génération qui, au niveau partisan, délaisse la démocratie-chrétienne chilienne pour fonder des mouvements politiques avec une approche plus radicale. Outre les organisations liées à la théologie de la libération qui traversent l'Amérique latine depuis une dizaine d'années, on peut également évoquer la création du *Movimiento de Acción Popular Unitaria* (Mouvement d'action populaire unitaire, MAPU) le 19 mai 1969 par un groupe de jeunes démocrates-chrétiens en rupture avec la ligne gouvernementale d'Eduardo Frei Montalva. Parmi les fondateurs du MAPU, on retrouve Jacques Chonchol, directeur du Centre d'Etudes de la Réalité Nationale – CEREN – de la PUC (au sein duquel travaille Armand Mattelart), qui propose même sa candidature aux primaires de la coalition d'Unité populaire, avant de se rallier à la figure de Salvador Allende<sup>343</sup>.

---

<sup>340</sup> Edmundo F. Fuenzalida (1983), *op. cit.*, p. 104.

<sup>341</sup> Après son doctorat en droit à l'Université de Louvain, il passe deux ans à l'Institut de démographie de l'Université Paris I, alors sous l'influence d'Alfred Sauvy et Georges Balandier, puis s'envole vers Santiago. Voir Michael Palmer (2008), « Armand Mattelart entre l'Europe et l'Amérique Latine: parcours d'un penseur de la communication internationale », *Le Temps des médias*, 2008/2, n°11, pp. 213-215.

<sup>342</sup> Edmundo F. Fuenzalida (1983), *op. cit.*, p. 104.

<sup>343</sup> On trouve des récits intéressants de ce processus de désignation de Salvador Allende comme candidat de l'Unité populaire et du rapport de force interne à la coalition, dans une quantité d'ouvrages et d'articles. Pour un aperçu, on peut consulter des études historiques : Office universitaire de recherche socialiste, « L'expérience chilienne : le gouvernement de Salvador Allende », *Cahiers et Revue de l'OURS*, n°47, février 1974, pp. 3-115 ; des articles de presse : « El nacimiento de la Unidad Popular », *La Insignia*, septembre 2003, [http://www.lainsignia.org/2003/septiembre/ibe\\_023.htm](http://www.lainsignia.org/2003/septiembre/ibe_023.htm) ; ou des témoignages d'acteurs politiques ayant participé aux négociations : Luis Corvalán Lepe (1997), *De lo vivido y los peleado. Memorias*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, Colección Sin Norte ; Jaime Suarez (2008), *Allende, visión de un militante*. Santiago de Chile: Ochoymedia.

Armand Mattelart se confronte au paradigme fonctionnaliste et à ses méthodes quantitatives, à travers le programme de recherche auquel il participe à son arrivée au Chili, et qui reflète largement l'institutionnalisation de la sociologie chilienne à cette date. Edmundo F. Fuenzalida donne le portrait-robot de ce processus, fortement ancré dans les standards de la recherche occidentale, et le modèle étasunien plus particulièrement:

« En résumé, cette manière particulière d'institutionnaliser la recherche sociologique a poussé la nouvelle génération de sociologues chiliens à étudier les questions qui étaient importantes pour l'avancée d'un corps de savoir originellement construit à travers l'étude des sociétés industrialisées, utilisant des méthodes et des techniques très spécifiques, dans le but d'écrire des articles acceptables pour les arbitres des revues professionnelles [scientifiques] »<sup>344</sup>.

Le poste obtenu par le démographe wallon est en effet financé par la Fondation Rockefeller, une institution qui a largement contribué au développement et à la diffusion internationale du modèle nord-américain des sciences sociales<sup>345</sup>, et notamment de la démographie fonctionnaliste (et de la Révolution verte qu'elle postule<sup>346</sup>). Ce contexte d'exercice de la démographie<sup>347</sup> semble lui avoir permis de prendre conscience de l'enjeu que constituent les stratégies de communication dans la société chilienne, mais aussi du caractère instrumental des méthodes et des techniques de la sociologie fonctionnaliste. Armand Mattelart dit avoir constaté que les politiques de population promues au Chili par la CNUCED s'appuient sur une communication verticale d'ordre diffusionniste et mettent en œuvre un « marketing, culturellement et socialement décontextualisé »<sup>348</sup>. Il déclare, dans l'entretien que nous avons mené ensemble le 17 juin 2009, à la Maison des Sciences de l'Homme de Paris-Nord :

« Et donc, sur le terrain, j'ai vu qu'en fait, beaucoup de...disons leur approche était vraiment très liée à des stratégies de marketing, des stratégies de marketing couplées avec l'application des principes de la sociologie diffusionniste, en fait. Qui est elle-

---

<sup>344</sup> Edmundo Fuenzalida (1983), *op. cit.*, p. 108.

<sup>345</sup> Dans le cas français, l'ouvrage de Brigitte Mazon déconstruit l'action des fondations américaines (les Fondations Ford et Rockefeller, en particulier) et leur stratégie de diffusion du modèle nord-américain de sciences sociales. Consulter Brigitte Mazon (1988), *A l'origine de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris : Cerf.

<sup>346</sup> L'impact de la Fondation Rockefeller dans la diffusion de la démographie et de la Révolution verte dans les pays du Tiers-Monde, soit la transformation de l'agriculture à partie d'innovations technologiques telles que l'introduction d'espèces végétales à haut rendement, est analysé dans Lester R. Brown (1970), *Seeds of changes, The Green Revolution and Development in the 1970's*, London : Praeger Publisher Inc., Overseas Development Council.

<sup>347</sup> Il n'est d'ailleurs pas très étonnant que ce soit le profil du démographe Mattelart qui ait été choisi à Santiago du Chili au moment du recrutement. Outre l'influence des réseaux catholiques, il faut noter que la sociologie chilienne s'est développée dans les pas de la démographie. Cette ingénierie a été opérationnalisée par les nations occidentales, par exemple à travers le *UN Latin American Center for Demography*, qui a largement collaboré avec l'*Instituto de Investigaciones Sociales* d'Eduardo Hamuy. Voir Edmundo F. Fuenzalida (1983), *op. cit.*, p. 99.

<sup>348</sup> Michael Palmer (2008), *op. cit.*, p. 216.

même finalement très redevable, finalement, du schéma de communication publicitaire, finalement. L'innovation d'en haut ! »<sup>349</sup>

Ces stratégies de communication s'articulent, selon lui, autour de deux types de savoirs académiques : la conception fonctionnaliste qui, avec Harold Laswell, attribue aux media des fonctions « naturelles » et définies *a priori* (fonctions de surveillance, de corrélation et de transmission, auxquelles Paul Lazarsfeld et Robert K. Merton ajoutent la fonction de divertissement<sup>350</sup>) ; et les tentatives de quantification des effets des messages émis par les media sur les comportements individuels et collectifs de la psychologie behavioriste<sup>351</sup>. Ces deux approches à visée normative, que l'on peut regrouper sous le nom de *communication research*, souffrent selon Armand Mattelart, de la décontextualisation du processus de communication qu'elles opèrent en instrumentalisant le message médiatique. La première présuppose l'analyse des dysfonctions de l'espace médiatique en cherchant un modèle préétabli pour mieux les rectifier. La seconde participe à une définition commerciale de l'espace public en privilégiant un savoir axé sur l'efficacité des stratégies de diffusion d'un message orientées selon le public ciblé et le medium emprunté. La *théorie de la dépendance* gagne donc la réflexivité universitaire, sous la plume d'universitaires dénonçant l'importation de théories occidentales non-adaptées au contexte latino-américain qui s'opérationnalisent dans des pratiques aux visées impérialistes. L'universitaire postule en contrepartie la nécessité de réintroduire les messages médiatiques dans des entités systémiques plus importantes qui font le lien entre leurs contenus, leur organisation, leurs conditions de production et leurs conditions de diffusion dans les structures globales de la société chilienne (c'est-à-dire les luttes politiques et la pression des événements historiques). En ce sens, il se trouve à la charnière épistémologique que constituent les années 1960 au cours desquelles l'influence de l'approche fonctionnaliste est peu à peu remise en cause, car associée à une vision binaire inhérente au contexte de la Guerre Froide.

Ainsi, la découverte des stratégies diffusionnistes de communication dans les programmes de contrôle des naissances permet de mieux comprendre l'hypothèse du caractère conservateur de messages médiatiques, entendus comme système organisé d'informations, ainsi que la critique qu'adresse Armand Mattelart aux *Communication Research*. La manière dont s'est développé l'intérêt de l'universitaire belge pour la communication et l'idéologie met surtout en évidence deux

---

<sup>349</sup> Entretien avec Armand Mattelart, à la Maison des sciences de l'homme - Paris Nord, le 16 juin 2009.

<sup>350</sup> Voir Bruce L. Smith, Harold D. Lasswell, Ralph D. Casey (1946), *Propaganda, communication, and public opinion: a comprehensive reference guide*, Princeton: Princeton University Press.

<sup>351</sup> Joseph T. Kappler (1960), *The Effects of Mass Communication*, NY: The Free Press ; Paul Lazarsfeld, *et al.* (1948), *The People Choice: How the Voter Make up his Mind in a Presidential Campaign*, NY : Columbia University Press ; Bernard Berelson (1971), *Content Analysis in Communication Research*, NY : Hafner.

constats qui s'avèrent ensuite déterminants dans son analyse de la communication médiatique comme objet politique. Il remarque tout d'abord l'utilisation de la communication et du marketing comme ressources politiques dans le cadre de programmes d'action publique (les politiques de population pilotées depuis la CNUCED), mais aussi l'articulation de cette communication et de ces programmes d'action publique à des savoirs communicationnels produits et organisés par les *Communication Research*. Or ce rejet du fonctionnalisme médiatique s'ancre, selon José Joaquín Brunner et Carlos Catalán, dans une position théorique plus globale :

« L'approche théorique dans laquelle ils [Armand Mattelart, Michèle Mattelart, Mabel Piccini] ont orienté leurs efforts était marquée par un rejet du fonctionnalisme des recherches nord-américaines sur le thème et se nourrissait d'une vision dont l'intérêt, comme le signale bien J. J. Brunner, était situé dans "l'analyse des phénomènes de la dépendance culturelle ou de la domination culturelle comme corrélats de la dépendance économique et de la subordination des pays périphériques sur le plan de la communication sociale, du traitement de l'information, de la production de connaissances, de la consommation de symboles, etc."<sup>352</sup>.

La domination médiatique s'insère donc, sous la plume des premières études communicationnelles, dans les relations de *dépendance* qui se sont établies au niveau international, à travers le déséquilibre économique et politique entre le centre occidental et les marges. Cette relation de *dépendance* explique, selon ces auteurs, les effets dévastateurs des messages médiatiques dominants, et de leurs représentations, sur l'opinion publique.

## **2. La *dépendance*, conditionnement de l'exposition aux représentations sociales**

Au-delà même de la revalorisation des messages médiatiques qu'implique l'analyse de l'organisation du système d'information depuis la sémiologie structurale, cette perspective inscrit les rapports de pouvoir qui traversent la société chilienne depuis plusieurs décennies dans l'analyse des structures des messages journalistiques. La conception de la communication proposée par les premières études communicationnelles chiliennes s'appuie en effet largement sur le diagnostic économique du système médiatique. Or en se focalisant sur l'émetteur des messages médiatiques, incarné par l'oligarchie économique et politique chilienne, et en retraçant l'idéologie diffusée par les structures de ces messages, ces analyses renvoient à une conception moniste des

---

<sup>352</sup> "El marco teórico dentro del cual orientaron sus esfuerzos, estaba marcado por el rechazo al funcionalismo de las investigaciones norteamericanas sobre el tema y se nutría de una visión en la cual, como muy bien lo señala J. J. Brunner, el interés estaba puesto en el "análisis de los fenómenos de la dependencia cultural o de dominación cultural como correlatos de la dependencia económica y la subordinación de los países periféricos en el plano de la comunicación social, del procesamiento de información, de la producción de conocimientos, del consumo de símbolos, etc." in Carlos Catalán (1989), *op. cit.*, p. 33.

élites<sup>353</sup>, avant tout déterminée par une lecture matérialiste des rapports de production : les références à Charles Wright Mills sont d'ailleurs légion. Comme chez lui, l'exercice du pouvoir est mis sous l'influence d'une élite homogène et unie dont les intérêts économiques et le message idéologique le sont tout autant. Les relations de domination économique, qui sont le principal gage d'efficacité de cette influence politique, conditionnent la portée idéologique du message d'une part, et rendent surtout les structures politiques artificielles et conservatrices d'autre part. Le conflit politique refléchit la *dépendance* extérieure du Chili auprès des puissances économiques internationales, mais aussi sa *dépendance* intérieure à quelques conglomérats dont les actionnaires et dirigeants constituent aussi l'élite politique. Les media sont ainsi assimilés à des instruments qui reflètent la capacité organisationnelle, les ressources communes et la cohérence idéologique de cette oligarchie.

La *dépendance* médiatique est donc le corollaire de la concentration du pouvoir politique et économique. La figure de l'émetteur articule ainsi les intérêts économiques propres au système médiatique, avec les mouvements de concentration qui traversent l'économie nationale et l'influence des puissances internationales, principales destinataires de la production chilienne. Armand Mattelart et les premiers penseurs de la communication ancrent leurs réflexions dans les relations de *dépendance* culturelle dont souffrent les media chiliens de masse. Ils s'inscrivent dans le courant qui prend par la suite le nom de *théorie de la dépendance* et dont les pères reconnus sont l'économiste argentin Raúl Prebisch (directeur de la CEPAL)<sup>354</sup> et les sociologues brésiliens Fernando Henrique Cardoso et Enzo Falleto<sup>355</sup>. Ces théories pointent du doigt l'exploitation des matières premières latino-américaines et l'inégalité des échanges commerciaux et financiers entre les pays du centre (les puissances économiques occidentales) et les pays périphériques, pour

---

<sup>353</sup> Cette conception est reprise *a posteriori* pour expliquer la stratégie contre-révolutionnaire d'une classe aisée sur le déclin (économique et politique) mais qui ne perd pas son unité, sa cohésion et son homogénéité, et qui se sent attaquée par les différentes mesures économiques de l'Unité populaire (réforme agraire, nationalisations des banques, expropriations d'entreprises nationales et internationales, intervention par l'Aire de propriété sociale) et les vellétés et actions du pouvoir populaire. Voir Richard E. Ratcliff (1974), *op. cit.*

<sup>354</sup> Raúl Prebisch (1953), "Algunas proyecciones generales derivadas de la experiencia latinoamericana del último cuarto de siglo", in *Estudio preliminar sobre la técnica de programación del desarrollo económico*, Santiago: CEPAL, p. 23-47.

<sup>355</sup> Fernando Henrique Cardoso & Enzo Falleto (1975), *Dependencia y Desarrollo en América Latina*, México: Siglo XXI.

expliquer le retard de développement latino-américain<sup>356</sup>. Un bon exemple de cette perspective d'analyse est d'ailleurs publié par Armand Mattelart dans un texte antérieur à ceux écrits sur le processus de communication : *Integración nacional y Marginalidad* (1965)<sup>357</sup>. Dans cette vision, le « sous-développement » latino-américain n'est alors pas pensé comme le résultat des difficultés nationales à mettre l'économie en ordre de marche. C'est plutôt le résultat dialectique de l'interdépendance du système économique mondial qui se rétro-alimente en poussant les pays périphériques à rester dans une position de *dépendance*<sup>358</sup>. La discussion se concentre donc sur les propriétaires de l'appareil productif dont il s'agit de changer la structure dans sa totalité. Le projet de « Révolution en Liberté » de la démocratie chrétienne montre bien qu'au-delà des partis marxistes, la révolution devient la matrice conceptuelle qui met en cause la totalité de la réalité sociale<sup>359</sup>.

Dans le même sens, les analyses communicationnelles font du processus de production de l'information le relais d'un impérialisme politique et culturel mis en œuvre par les grandes puissances internationales, les Etats-Unis en particulier, et relayé par l'oligarchie nationale (dans

---

<sup>356</sup> On trouve ici des logiques de raisonnement et un vocabulaire néo-marxiste commun avec les travaux d'Immanuel Wallerstein ou encore Samir Amin, qui sont postérieurs aux versants latino-américains des théories de la dépendance. Afin de proposer un retour réflexif sur les théories d'un système mondial capitaliste, Rémy Herrera rapproche ces deux penseurs du philosophe allemand Andrés Gunder Franck (qui vit au Chili au moment de l'Unité populaire et participe activement au travail politique du MIR) et souligne l'héritage « cépalien » de ces auteurs. Il résume bien ces trois éléments (logiques de raisonnement, vocabulaire et influences théoriques) dans cet extrait : « Ce sont les causes, mécanismes et conséquences de cette asymétrie à l'œuvre dans l'accumulation du capital, en termes de relations inégales de domination entre nations et d'exploitation entre classes notamment, que s'efforcent de penser les théoriciens du système mondial capitaliste. Ces derniers produisent en effet une théorie globale prenant pour objet et proposant pour concept le *monde* moderne en tant qu'entité concrète socio-historique faisant *système*, c'est-à-dire formant un assemblage (συστημα), structuré par des rapports complexes d'interdépendance, de plusieurs éléments d'une réalité en une totalité cohérente et autonome les positionnant et leur donnant signification.

Parmi les représentants de ce courant de pensée, nous retiendrons, pour nous limiter ici à l'essentiel, trois auteurs majeurs : Samir Amin, Immanuel Wallerstein et André Gunder Frank. S'il paraît vain d'essayer de dégager une position unitaire de leurs travaux, tant sont vastes leurs champs d'investigation et distinctes leurs sources d'inspiration, force est de constater que leurs démarches scientifiques se recoupent, sans jamais se recouvrir totalement, sur le recours à un fond commun : de référents théoriques (les concepts marxistes fondamentaux mais encore ceux, braudélien, d'*économie-monde*, ou, structuralo-cépalien, de *centre* et *périphérie*...); de prémisses méthodologiques (un modèle holiste d'explication, une analyse structurale, la combinaison théorie et histoire...); d'ambitions intellectuelles (une représentation globale des phénomènes, la tentative de tenir ensemble l'économique, le social et le politique...) et de visées politiques (la critique radicale des ravages planétaires du capitalisme et de l'hégémonie étasunienne, un parti pris « mondiste », la mise en perspective d'une société post-capitaliste... ». Consulter Rémy Herrera (2000), « Les théories du système mondial capitaliste », *Cahiers de la maison des sciences économiques*, n°76, série rouge, disponible sur [ftp://mse.univ-paris1.fr/pub/mse/cahiers2000/R00076.pdf](http://mse.univ-paris1.fr/pub/mse/cahiers2000/R00076.pdf) (consulté le 15 novembre 2013).

<sup>357</sup> Armand Mattelart & Manuel Antonio Garretón (1965), *Integración Nacional y Marginalidad*, Santiago de Chile : Editorial del Pacífico.

<sup>358</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>359</sup> Dans sa thèse soutenue en 2010, Manuel Gárate Chateau soutient d'ailleurs qu'en parallèle à la montée des forces réformistes et socialistes, la ré-articulation de la droite conservatrice autour du grémialisme, évoqué précédemment, et des économistes monétaristes, pose les bases d'une révolution conservatrice. Selon cette interprétation, l'espace politique paraît saturé par les références au registre révolutionnaire, de l'extrême gauche à l'extrême droite. Voir Manuel Gárate Chateau (2010), *op. cit.*

ce cas chilienne). A l'image du système économique, les systèmes de communication chiliens et latino-américains sont mis à l'épreuve des intérêts nord-américains, destructeurs des identités et des cultures continentales, et facteur d'érosion des consciences collectives nationales. La réflexion sur le rôle des media dans la société chilienne cherche donc à tenir compte des singularités propres aux rapports de pouvoirs de cette société qui résident, dans les années 60, dans sa condition périphérique de *dépendance* économique. Le débat sur la communication est en ce sens situé à un niveau politique, à partir d'une vision holiste de l'histoire sociale et politique. Armand Mattelart revient sur le prisme de la *dépendance* culturelle, dans un entretien donné en 1996 à la revue *Causa y Azores* : « Nous avons pris Walt Disney comme le symbole d'une culture, d'un mode de vie et d'une conception du monde. C'était un produit qui symbolisait un modèle de société que nous rejetions... A ce moment-là, la question de la dépendance culturelle, le problème des flux inégaux était fondamental »<sup>360</sup>.

Cette *dépendance* des media de masse chiliens s'exerce à trois niveaux qui, articulés, dotent l'activité médiatique d'une influence sur l'opinion publique. Les liens de propriété qui existent entre les entreprises médiatiques et les grands conglomérats financiers ancrent tout d'abord cette *dépendance* économique dans le fonctionnement de l'entreprise médiatique, et donc dans sa puissance de diffusion. L'opinion publique est d'abord envisagée comme l'objectif économique des conglomérats de l'information. Par voie de conséquence, la *dépendance* idéologique se situe aussi, selon les premières études communicationnelles, dans les structures sémantiques conservatrices des messages diffusés, particulièrement mises en évidence dans les pages du journal *El Mercurio*. L'opinion publique est donc le lieu au sein duquel les représentations sociales et idéologiques diffusées par les media sont partagées. Enfin la *dépendance* culturelle s'exerce sur les récepteurs dont l'information dépend essentiellement des journaux commerciaux auxquels ils sont le plus exposés. Carlos Catalán poursuit sa caractérisation des premières études communicationnelles, citée un peu plus haut :

« La presse de masse et la télévision, parmi d'autres media, étaient observées à la lumière de la conjoncture historique, en utilisant le paradigme marxiste-structuraliste pour dévoiler leur condition « d'appareils idéologiques d'Etat ». (...) Cette approche

---

<sup>360</sup> “Nosotros habíamos tomado a Walt Disney como el símbolo de una cultura, de un modo de vida y de una concepción del mundo. Era un producto que simbolizaba un modelo de sociedad que rechazábamos... En ese momento era fundamental la cuestión de la dependencia cultural, el problema de los flujos desiguales”, in Armand Mattelart (1996), “Intelectuales, comunicación y cultura: entre la gerencia global y la recuperación de la crítica”, entrevista en *Causas y Azores*, n°4.

essayait de montrer (...) que leur diffusion faisait partie d'un processus de 'réception dépendante' de la consommation de masse »<sup>361</sup>.

Or ce processus de réception est principalement envisagé, par Armand Mattelart et ses collègues, sous les traits de l'exposition des différentes « strates sociales »<sup>362</sup> de la population aux produits médiatiques produits dans un contexte de *dépendance*. Le processus de réception est donc analysé de façon unidirectionnelle depuis le processus d'émission, et plus précisément depuis les conditions économiques de fonctionnement du système médiatique. Ainsi, au début de leurs analyses respectives, Armand Mattelart et Elmo Catalán envisagent la force des journaux commerciaux d'après leur capacité de diffusion dans la société chilienne. A ces fins, ils s'appuient sur des enquêtes d'opinion publique autour de la réception médiatique et notamment les conclusions publiées par Roy E. Carter et Oscar Sepúlveda sur ce qu'ils appellent « l'usage des moyens de communication de masses à Santiago du Chili »<sup>363</sup>. Il faut toutefois manipuler le terme « d'usage » avec précaution, car celui-ci n'a pas encore pris le sens qui lui sera assigné dans les années 1980 et renvoie essentiellement à l'évaluation de la diffusion des différents journaux dans la capitale chilienne, et non au processus d'appropriation de leurs contenus. Armand Mattelart, Michèle Mattelart et Mabel Piccini écrivent :

« Une étude réalisée en janvier 1963 par Roy E. Carter et Oscar Sepúlveda avait déjà démontré que le journal et la radio avaient une importance similaire pour les catégories socio-économiques les plus élevées. 94% lisaient le journal et 95% écoutaient les programmes radiophoniques. Des enquêtes réalisées au début de l'année 1968 viennent ratifier cette équivalence et nous informent de l'importance croissante des media qui en 1963 n'avaient pas fait autre chose qu'une timide apparition »<sup>364</sup>.

Si cette dernière assertion reste très discutable, au regard de l'histoire médiatique chilienne (comme ce sera souligné à plusieurs reprises dans la suite de cette thèse), reste que sa construction quantitative de l'influence de la presse sur l'opinion publique articule la relation de *dépendance* culturelle à partir de l'estimation, partagée par les différents analystes, selon laquelle un

---

<sup>361</sup> “La prensa masiva y la televisión, entre otros medios, eran observados a la luz de la coyuntura histórica, usando el paradigma marxista-estructuralista para develar su condición de 'aparatos ideológicos de Estado'. En tanto que el abordaje de los comics, las revistas juveniles y los programas envasados de la TV, intentaba mostrar que nada más lejos de la inocencia que sus contenidos, ya que justamente su difusión era parte de un proceso de 'recepción dependiente' del consumo de masas.” in Carlos Catalán (1989), *op. cit.*, pp. 33-34.

<sup>362</sup> Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), *op. cit.*, p. 41.

<sup>363</sup> Roy E. Carter & Orlando Sepúlveda (1963), *op. cit.*

<sup>364</sup> “Un estudio realizado en enero de 1963 por Roy E. Carter y O. Sepúlveda ya había demostrado que el diario y la radio tenían similar importancia en las categorías socio-económicas más elevadas. 94% leían el diario y 95% escuchaban programas radiofónicos. Encuestas realizadas a comienzos de 1968 vienen a ratificar esta equivalencia y nos informan sobre la importancia creciente de medios que en 1963 no habían hecho aún sino una aparición muy tímida” in Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), *op. cit.*, p. 39. Elmo Catalán utilise la même étude, dont il livre d'ailleurs les résultats “secs”, sans vraiment les commenter. Voir Elmo Catalán (1970), *op. cit.*, p. 23.



journal circule entre trois personnes en moyenne. Armand Mattelart évalue, sur ces bases, l'influence structurelle de la presse commerciale à 1 275 000 personnes, soient 40% des Chiliens de plus de 15 ans en capacité de lire<sup>365</sup>.

Les calculs de l'exposition médiatique de la population chilienne laissent enfin apparaître une fragmentation de l'opinion publique. La réception est ainsi envisagée sous des distinctions sociologiques. Armand Mattelart et ses coauteurs proposent ainsi de distinguer l'exposition des « strates populaires » des autres strates, mais les résultats de leur étude sur 450 chiliens appartenant aux classes inférieures urbaines comme rurales, et dont l'âge varie entre 18 et 45 ans, font surtout apparaître les différences de pratiques médiatiques selon les groupes sociaux<sup>366</sup>. D'une part, au capital économique et politique des élites, sont liées les pratiques de lecture et d'écoute de la radio mais aussi le visionnage de la télévision ; tandis que les classes les plus populaires, si elles suivent les programmes radiophoniques et consultent les journaux, ne s'orientent pas encore vers le support télévisuel (dont le coût d'accès, matériel et symbolique, est encore trop important). D'autre part, les possibilités financières, économiques et sociales d'accès à une diversité de supports agissent comme un palliatif face aux « effets narcotisants » des moyens de communication de masse<sup>367</sup>. La réception médiatique est donc elle aussi dépendante des rapports de force économiques et politiques, à partir de sa conception en termes d'exposition. La circulation dominante des journaux de masse et de leurs messages conservateurs constituent l'articulation pour mieux comprendre leur potentiel d'influence sur l'opinion publique.

Le problème qui préside aux études communicationnelles durant l'Unité populaire, et dans les années qui la précèdent, se focalise sur les effets de l'activité médiatique sur une opinion publique sans consistance, à partir d'une économie politique du système médiatique. La question privilégiée par les analystes est celle du positionnement socioculturel des émetteurs (qui produit et diffuse les messages ?). L'approche sociologique du pouvoir entendu comme coercition est donc largement privilégiée, en livrant le poids des différents groupes dans la société et leurs relations de force (dépendant de leur niveau de conscience d'eux-mêmes comme du degré d'organisation politique associé) et leur influence sur le processus médiatique. La politique et la communication sont donc entièrement absorbées dans la question du *qui?*, c'est-à-dire savoir quel groupe, selon

---

<sup>365</sup> “Si calculamos que el diario es leído por un promedio de tres personas, el número de lectores sometidos a la influencia de esta prensa se eleva a 1 275 000 personas o sea, alrededor de 40% de los alfabetos de más de 15 años (...)” in Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), *op. cit.*, p. 49.

<sup>366</sup> Pour connaître ces estimations dans le détail, voir Armand Mattelart, Michèle Mattelart & Mabel Piccini (1970), *op. cit.*, pp. 36-39.

<sup>367</sup> *Ibid.*, p. 40. On retrouve cette distinction sociologique au sein des pratiques culturelles de la jeunesse chilienne qui est structurée par les auteurs selon le statut socio-économique. Voir Armand Mattelart & Michèle Mattelart (1970), *Juventud chilena: Rebelión y Conformismo*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria.

un ensemble de déterminants socio-historiques et de techniques linguistiques, fait obéir les autres groupes de la société. Le calcul des effets de l'activité médiatique (sur l'opinion publique) participe donc du traitement de cette variable dans le gouvernement de la population chilienne, homogénéisée sous le registre de la masse, malgré sa multiplicité et sa multitude. La diversification des media et le développement de leurs capacités techniques de diffusion entraînent le problématisation de l'influence de l'activité médiatique sur les comportements, les opinions, les coutumes ou les préjugés de la population. Le cadre problématique dans lequel surgissent et se développent les analyses des activités médiatiques chiliennes priorise et consolide la question des effets des moyens de communication : leur capacité politique, leur influence idéologique, leur impact comportemental et leur résultat marketing. De façon performative, ce paradigme donne une existence à l'opinion publique sur laquelle s'administre l'influence des media pour déterminer certains comportements (oisifs, engagés, de soutien, de contestation...). Le savoir communicationnel est chargé, entre 1960 et 1973, d'aider à coaguler les effets médiatiques qui, par la seule existence de ce savoir, deviennent dangereux. Qu'elle existe ou non, l'opinion publique reçoit un caractère menaçant qu'il faut socialiser et discipliner avec des stratégies et des tactiques communicationnelles et médiatiques.

## Conclusion du chapitre 1

Ce premier chapitre nous a permis de voir comment les études communicationnelles reflètent la polarisation des media chiliens et s'inscrivent dans le conflit idéologique qui traverse cette société depuis le début des années 1950, et dont l'Unité populaire constitue l'apothéose. En partant du cas de la législation autour de la télévision, puis en élargissant au fonctionnement de la presse et de la radio, il a alors été possible de se rendre compte que le système médiatique chilien dans son ensemble est pensé en relation aux batailles idéologiques propres à cette période de l'histoire chilienne. Les diagnostics proposés manipulent ainsi des concepts tels que ceux de concentration, d'idéologie et de propagande, à partir d'appareillages méthodologiques structuralistes, tels que l'économie politique et la sémiologie des textes médiatiques diffusés.

Ce mouvement analytique, qui construit les media comme objet d'étude scientifique en marge de l'institutionnalisation des sciences sociales, s'insère dans des enjeux plus globaux qui le replacent dans l'émergence, depuis les années 1930, de la *théorie de la dépendance* et de l'idée de développement capitaliste autocentré, appliquées au système médiatique chilien. La concentration et la *dépendance* des entreprises médiatiques deviennent alors l'enjeu politique d'une action gouvernementale en la matière. Ce changement d'approche reconnaît les limites des présupposés juridiques qui définissent les droits et les obligations censés fonctionner comme des barrières à l'intrusion des rapports de pouvoir dans l'activité médiatique. En opposition aux théories fonctionnalistes qui dominent ce champ d'étude à l'échelle internationale, les approches structuralistes proposées, qui s'articulent toutes à une perspective économique, essaient de calculer les effets des messages médiatiques sur l'opinion publique chilienne et repensent les limites de l'action médiatique depuis l'intérieur même du champ de la pratique médiatique. Elles se constituent donc en un savoir de cet ordre particulier et de ses transformations (portées largement par le projet politique de « voie chilienne vers le socialisme »).

Ce chapitre n'était donc pas une présentation synthétique des différentes théories chiliennes de l'activité médiatique : il constitue plutôt une mise en contexte historique de leurs contenus à partir des conditions politiques de leur production, et cherche à mettre en évidence les éléments structurels qui obstruent les analyses comme la mémoire postérieure de l'activité médiatique durant l'Unité populaire (comme nous le verrons dans le chapitre 2). Le problème qui préside à ces études est celui de la diffusion de messages sur l'opinion publique à partir de l'origine socio-économique de ces messages. Les analyses de l'activité proposées entre 1960 et 1973 s'ancrent

donc dans les relations de pouvoir propres à la *crise* du projet de développement national-développementaliste en vigueur au Chili. Pourtant, profondément immergés dans la conflictualité propre à l'Unité populaire, ces travaux ne s'intéressent que peu souvent à la production des messages en tant que tel, ni à leur réception/appropriation. Ils ne dévoilent pas plus le fonctionnement des entreprises médiatiques, en limitant leur approche à des diagnostics structurels du fonctionnement du système médiatique et en laissant donc de côté le fonctionnement du journalisme comme institution et les pratiques concrètes de fabrication des journaux et des media. Il faut donc, selon une logique similaire à celle qui vient d'être appliquée dans ce chapitre, sonder les analyses produites après le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973 afin de cerner l'évolution des formes de problématisation de l'activité médiatique durant l'Unité populaire et de comprendre comment ce cas d'étude constitue un nœud où s'articulent des relations de savoir et de pouvoir dans le champ des études communicationnelles chiliennes.



## CHAPITRE 2 :

# LE JOURNALISME DURANT L'UNITÉ POPULAIRE : UNE ANOMALIE HISTORIQUE

Sous le gouvernement de Salvador Allende, la question médiatique est largement appréhendée sous l'angle de sa portée idéologique. Ce mode de problématisation, particulier historiquement, préoccupe tant les études communicationnelles naissantes que les organisations professionnelles ou la classe politique entre la fin des années 1950 et 1973. Les réformateurs dénoncent la capacité des classes dominantes à garder un monopole sur l'appareil idéologique, tandis que les conservateurs soulignent le risque de l'idéologisation marxiste de la société et du recours à la propagande pour la stabilité du pays. Toutefois, pour mieux cerner ce qui est en jeu au Chili autour de la question du rôle de la presse et des media durant l'Unité populaire, il faut poursuivre la revue de littérature plus en avant, tout en continuant à la situer dans les relations sociales et politiques propres à la configuration de pouvoir dans laquelle elle émerge. Pour le dire de façon synthétique : dans ce second chapitre, nous poursuivons l'objectif fixé dans la première partie de la thèse, à savoir interroger les *révits* chiliens sur l'activité médiatique durant l'Unité populaire.

Nous proposons alors de revenir sur la façon dont le cas est analysé depuis le début des années 1980, c'est-à-dire durant la seconde phase de la dictature civilo-militaire (qui s'inaugure avec l'approbation de la Constitution de 1980) puis dans le Chili post-dictatorial. Autrement dit, nous essaierons de replacer les énoncés émis sur ce cas d'étude dans l'ensemble culturel caractéristique du Chili actuel<sup>368</sup> et au regard des problèmes qui lui sont propres. Nous faisons l'hypothèse que la façon dont le cas de l'activité médiatique durant l'Unité populaire est construit et traité dans le présent chilien dévoile avant tout les luttes historiographiques et mémorielles qui se déroulent dans le Chili dans la période post-dictatoriale, et desquels il faudra s'extraire dans la suite de l'analyse pour poser la question de la positivité des pratiques journalistiques chiliennes durant l'Unité populaire, c'est-à-dire les attitudes habituelles de fabrication des journaux entre 1970-1973, et leurs singularités.

---

<sup>368</sup> Bien que cette expression soit tout à fait intelligible en tant que telle, nous ne pouvons ici éviter la référence au livre de Tomás Moulian dont c'est le titre même. On peut lire avec intérêt Tomás Moulian (1997), *Chile Actual. Anatomía de un Mito*, Santiago de Chile : LOM Ediciones.

En décortiquant les énoncés portant sur le cas d'étude de l'Unité populaire durant les 35 dernières années, depuis différents registres de prise de parole<sup>369</sup>, on se rend compte que leurs auteurs entrent généralement dans la discussion en prenant comme point de départ l'échec de l'Unité populaire et la rupture du pacte républicain chilien : ils présupposent une lecture téléologique depuis le résultat du gouvernement de Salvador Allende. Le coup d'Etat laisse une trace indélébile comme en témoigne l'engouement académique sur la question<sup>370</sup> : dans ces textes, la rupture traumatique du cours de la démocratie chilienne marque le début d'une nouvelle phase dans son histoire. Il y a un « avant » et un « après » 11 septembre 1973 (souvent abrégé « El 11 » dans les entretiens, sans besoin de préciser la date et l'année, d'où la portée mémorielle de l'événement).

Si on s'en tient à l'exemple médiatique, cette brisure s'incarne dans la fermeture de nombreuses entreprises sur ordre de la junte militaire : les quotidiens *El Siglo*, *Clarín*, *Las Noticias de Última Hora*, ou *Puro Chile* ; d'une grande partie des radios ; du canal 9 de télévision, propriété de l'Université du Chili ; de la succursale de l'agence de presse cubaine *Prensa-Latina* ; et bien sûr de tous les journaux et publications issus des mouvements sociaux, ouvriers et/ou urbains actifs durant l'Unité populaire (*Nueva Habana*, *Tribuna Popular*, *Poder Popular*...). Mise en place quelques

---

<sup>369</sup> Les registres de prise de parole présentés dans les pages suivantes peuvent être détaillés comme suit. Pour les analyses universitaires, on peut principalement se référer à : Patricio Bernedo (2003), *op. cit.*, Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.*, Patricio Dooner (1989), *op. cit.* ; Guillermo Sunkel (1985), *op. cit.*, Eugenio Tironi & Guillermo Sunkel (1993), *op. cit.* ; Patricio Tupper (2003), *op. cit.*. Parmi les témoignages écrits, on trouve : Lidia Baltra M. (2012), *La prensa chilena encrucijada. Entre la voz monocorde y la revolución digital*, Santiago de Chile: LOM Ediciones / CYP/CH, Colección "Ciencias humanas"; ou Juan Pablo Cárdenas (2005), *op. cit.* Nous évoquons des documentaires sur le Chili d'Allende ou sur le coup d'Etat de 1973; et convoquons des billets de blog (voir notamment Arturo Navarro Ceardi, "Infraestructura y gestión cultural", <http://arturo-navarro.blogspot.fr/2013/11/la-prensa-chilena-en-tiempos-de-colera.html>). Enfin, nous utilisons largement les extraits d'entretiens que nous avons menés entre 2007 et 2011 avec des acteurs de la période. Un échantillon de la cinquantaine d'entretiens effectués durant le travail de terrain de la thèse est consultable en annexe.

<sup>370</sup> Pour mieux s'en rendre compte, il suffit d'observer la prolifération de colloques et autres journées d'études, ou de manifestations culturelles (expositions, concerts, documentaires, etc.) organisés en France en septembre 2013, pour la commémoration des 40 ans du coup d'Etat chilien. Les 17, 18 et 19 septembre 2013, Sciences po Paris, l'IHEAL (Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3), l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et l'Institut des Amériques (IDA) ont organisé un colloque international intitulé : « Le 11 septembre 1973 : un événement mondial ». Les sociologues chiliens les plus réputés en France étaient d'ailleurs présents (Manuel Antonio Garretón, Alfredo Joignant, Eugenio Tironi) comme des acteurs très connus (Jacques Chonchol, Ministre de la Réforme agraire de Salvador Allende, ou Armand Mattelart), l'Ambassadeur du Chili en France (Jorge Edwards) et enfin la plupart des spécialistes français de la question (Stéphane Boisard, Olivier Compagnon, Georges Couffignal, Manuel Garate Chateau, Eugenia Palieraki...). Une semaine plus tard, les 25, 26 et 27 septembre 2013, l'IEP de Grenoble et l'Université Stendhal-Grenoble 3 proposaient une manifestation intitulée : « Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale. Du cas Pinochet au gouvernement de Sebastián Piñera ». Entre les deux, c'est du côté de la Bretagne que quatre jours de réflexion sur le coup d'Etat ont été proposés, autour du thème « Chili 73, à l'épreuve du temps : impacts et réinterprétations du 11 septembre chilien », les 19 et 20 à l'IEP de Rennes, puis le 23 et 24 à l'Université de Brest. En prenant un peu de recul historique, il est aussi impressionnant de se rendre compte, avec Max Nolff, qu'en 1993 déjà, plus de 200 livres avaient été écrits à travers le monde autour de la seule figure de Salvador Allende. Voir Max Nolff (1993), *Salvador Allende: el político, el estadista. Bibliografía comentada y temática de más de 200 libros*, Santiago: Estudio.

jours après le renversement de Salvador Allende, la *Dirección Nacional de Comunicación Social* exerce un contrôle direct ou indirect sur les media dont elle tolère la circulation<sup>371</sup> : *El Mercurio de Chile* et *La Tercera* d'abord, puis *La Segunda*, *Las Últimas Noticias*, ou *La Nación* lorsque leurs réouvertures sont autorisées ; la presse régionale liée aux grands consortiums médiatiques (les déclinaisons régionales d'*El Mercurio*<sup>372</sup>, *La Estrella de Valparaíso*<sup>373</sup> ; *La Prensa de Tocopilla* ; *El Sur* ; *La Patria* ; *El Diario Austral* ; *El Correo de Valdivia* ; *La Prensa de Osorno*, etc.) ; *Radio Agricultura* et *Radio Nacional de Chile* ; le canal 13 de télévision de l'Université catholique ; et toute une série de revues et de magazines qui ne seront pas mentionnés ici par souci de clarté.

La réécriture de l'histoire médiatique chilienne récente se fait depuis le prisme de la censure et du contrôle des media exercés à partir du 11 septembre 1973. La politique communicationnelle entreprise par le régime dictatorial est généralement désignée comme une conséquence de l'activité médiatique idéologique diagnostiquée *a posteriori*, via le traumatisme du coup d'Etat. Dans leur volonté d'expliquer le violent dénouement de l'Unité populaire, les études communicationnelles pensent l'activité médiatique dans le cadre de l'agitation sociale et politique de ces trois années. Comme si le point d'arrivée, le coup d'Etat du 11 septembre 1973, était conditionné par la trajectoire institutionnelle et idéologique de la société chilienne sous le gouvernement de Salvador Allende. Pour en donner un exemple encore général et superficiel, on peut se référer à des diagnostics de cette teneur :

« Les différences politiques, économiques et idéologiques, qui ont finalement généré une espèce de fascisme créole dans le Cône Sud [*En majuscule par l'auteur*], se sont aiguisées dans cette décennie, à partir de l'expérience de l'Unité Populaire au Chili [*Idem*] et de sa destruction. Dans ce cas, comme dans tous les cas, la désinformation et l'intrigue pour forme informative ont joué un rôle décisif, même si pas toujours nécessairement prémédité »<sup>374</sup>.

Dans ces écrits, l'idéologie diffusée par certains media ne signifie plus seulement ici la volonté de diffuser massivement les valeurs et croyances liés à un projet de société spécifique. Le terme

---

<sup>371</sup> La *Dirección Nacional de Comunicación Social* dépend, durant la dictature, du Ministère secrétariat général de gouvernement, et était installée dans l'Immeuble Diego Portales, ancien Centre culturel Gabriel Mistral construit par l'Unité populaire pour la IIIe conférence de la CNUCED, et inauguré le 3 avril 1972. Incendié dans les années 1990, le bâtiment a été rénové sous le gouvernement de Michelle Bachelet et a retrouvé son nom sa fonction originelle lors de son inauguration le 4 décembre 2010.

<sup>372</sup> *El Mercurio de Valparaíso*, *El Mercurio de Antofagasta*, *El Mercurio de Calama*, etc.

<sup>373</sup> Tout comme *La Estrella del Norte*, *La Estrella de Iquique*, tous ces journaux appartenant au groupe *El Mercurio-Lord Cochrane*.

<sup>374</sup> « Las diferencias políticas, económicas e ideológicas, que finalmente han generado una especie de fascismo criollo en el Cono Sur [*En mayúscula por el autor*], se agudizaron en esta década, a partir del experimento de la Unidad Popular en Chile [*Idem*] y su destrucción. En este caso, como en todos los casos, la desinformación y la intriga en forma noticiosa jugaron un papel decisivo, aunque no siempre necesariamente premeditado » in Ted Córdova-Claure (1976), « América Latina, Región Informada de Segundo Mano. El Panorama de las Agencias de Noticias », *Nueva Sociedad*, n°25, julio-agosto 1976, p. 59. C'est le point de départ de l'article.



réarticule son registre péjoratif autour de la radicalisation d'un mouvement centrifuge qui conduit tout droit à l'irruption des forces armées dans l'histoire chilienne. C'est, à nos yeux, le conflit politique en lui-même qui est pointé du doigt dans l'actualité, à partir d'analyses qui condamnent sa radicalisation en réifiant son résultat.

Pour ce faire, les récits de l'activité médiatique durant l'Unité populaire proposés à partir des années 1980 se placent dans les pas des lectures des systèmes politique et institutionnel chiliens proposées par Arturo Valenzuela et son équipe<sup>375</sup>, largement influencées par la transitologie de Juan Linz ou Alfredo Stepan<sup>376</sup>. Les trajectoires des institutions médiatiques sont lues depuis le registre idéologique des émetteurs, ce qui pousse les auteurs à les assimiler aux partis politiques dont les stratégies, les orientations idéologiques et le rapport aux institutions administratives et politiques ont conduit à la destruction du système démocratique représentatif chilien et de « l'Etat de compromis »<sup>377</sup>. Pour résumer, les trois années d'Unité populaire sont présentées comme l'apothéose d'un processus de polarisation et de rupture du centre politique (essentiellement par l'apparition puis la division et la scission du Parti démocrate-chrétien)<sup>378</sup>. Ainsi, les études communicationnelles contemporaines assimilent les batailles médiatiques à la

---

<sup>375</sup> Arturo Valenzuela (1983), *op. cit.*; Arturo Valenzuela *et al.* (1989), *op. cit.*

<sup>376</sup> Juan L. Linz, Alfredo Stepan *et al.* (1978), *The Breakdown of Democratic Regimes*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press.

<sup>377</sup> On trouve des ramifications de ces études en France. Dans son chapitre sur « Les institutions politiques et le maintien de la paix civile », Jean-Pierre Deriennic utilise le cas du Chili de l'Unité populaire pour montrer les défauts du régime présidentiel, qu'il accuse d'instabilité et de blocages (idée largement portée et défendue par Juan J. Linz). Il écrit, à propos du coup d'Etat de 1973 : « Il est probable que la spécificité des régimes présidentiels y est pour quelque chose : ce mélange imprudent de force apparente et de faiblesse profonde de l'exécutif ; et ce refus rigide de permettre aux gouvernants de modifier les alliances entre eux ou de déclencher des élections, pour s'adapter aux conjonctures ou sortir des crises » in Jean-Pierre Deriennic (2001), *Les guerres civiles*, Paris : Presses de Sciences Po, pp. 183-219. Dans un article sur la même question (« Les périls du régime présidentiel »), Jean-Marie Thiébault défend la même idée, en traitant le cas du Chili par la présentation de l'analyse d'Arturo Valenzuela. Il identifie la personnalisation de l'autorité dans la figure présidentielle et la logique de confrontation adoptées par les partis comme les deux facteurs décisifs des dysfonctionnements institutionnels dans le régime présidentiel chilien (et plus généralement dans le régime présidentiel). Alors, Jean-Marie Thiébault soutient : « Le régime présidentiel ne prévoit aucun mécanisme de règlement des conflits nombreux qui peuvent intervenir entre le gouvernement et le parlement. La multiplication des conflits et leur absence de résolution peuvent conduire à un blocage du fonctionnement du système politique et à une véritable crise de régime. C'est ce blocage qui entraîne l'intervention de l'armée comme pouvoir médiateur dans la vie politique » Voir Jean-Marie Thiébault (2008), « Les périls du régime présidentiel », *Revue internationale de politique comparée*, vol.13, n°1, p. 100. Dans son travail sur la démocratie et le socialisme actuel, Diana Raby reprend cet argument en traitant des échecs des révolutions chiliennes, nicaraguayennes et portugaises. Voir: Diana L. Raby (2006), *Democracy and Revolution: Latin-America and Socialism Today*, London: Pluto Press, pp. 197-226.

<sup>378</sup> Pour être un peu plus précis, les mots de Franck Gaudichaud peuvent être cités : « l'école fonctionnaliste a fortement contribué à l'élaboration de la notion « d'Etat de compromis », souvent invoquée au moment de comprendre le système politique chilien et son exceptionnelle stabilité en regard avec d'autres pays du Cône Sud (la Bolivie par exemple). Selon Valenzuela, une des caractéristiques du système politique chilien serait, depuis les années 1930, une articulation entre des « extrêmes politiques » (les communistes, les socialistes à gauche et les conservateurs à droite) et un « centre » dirigé par le Parti radical, qui modère l'ensemble du système. Or à partir des années soixante, l'apparition de la démocratie-chrétienne signe l'arrêt de mort d'un tel équilibre en déplaçant les radicaux et ouvrant la boîte de Pandore de la « polarisation du système politique » (l'UP en est alors l'aboutissement logique) ». Voir Franck Gaudichaud (2013), *op. cit.*, p. 31.

polarisation politique, sociale et culturelle si caractéristique de l'Unité populaire : Révolution/Contre-révolution, journal contre journal, titre contre titre. A travers leur observation des signes sémantiques externes (titres, unes, éditoriaux...) ou internes (vocabulaire, contenus et thématiques des articles, rapport aux partis et au gouvernement...), le journalisme se déguise, à leurs yeux, en idéologie, pour prendre part à la bataille politique. Depuis une lecture institutionnaliste et fonctionnaliste du régime politique chilien, l'Unité populaire est pensée comme le dernier moment où le système médiatique fusionne avec le système politique, ce qui conduit à la *crise* politique. Or ce positionnement organique contribue directement à la radicalisation du conflit politique et donc à son issue traumatique (son résultat).

Détailler le traitement que réserve l'histoire médiatique chilienne à l'Unité populaire, c'est-à-dire la façon dont le regard communicationnel fait de ce cas d'étude un problème au cours de l'histoire récente, permet d'insister les enjeux qui existent toujours au Chili au sujet de l'Unité populaire et de l'activité médiatique sous ce régime. La question mémorielle est bien évidemment centrale dans les récits que font les études communicationnelles de ces trois années. Or les entretiens menés avec une cinquantaine de journalistes ayant exercé durant l'Unité populaire, tout comme les documentaires et les reportages journalistiques sur la période diffusés durant les périodes de commémoration du coup d'Etat, convergent avec la responsabilisation des journalistes dont Abraham Santibáñez et Juan Pablo Cárdenas se font les agents, comme cela a été posé en introduction. La presse est le plus souvent considérée comme un appareil idéologique, pour reprendre la rhétorique althussérienne, dont les actes dans la bataille politique, en prolongement des partis politiques, contribuent à l'effondrement de la démocratie. Réinsérer les témoignages des journalistes dans l'analyse permet alors de cerner l'ensemble des décalages entre les raccourcis ou les interprétations mémorielles, dans le contexte du Chili post-dictatorial, et leurs utilisations sociales. Il s'agit donc de sonder la mémoire du journalisme de l'Unité populaire pour envisager les perceptions mémorielles que renferment les récits des journalistes mettant en scène un journalisme idéologique, près de 40 ans après le coup d'Etat du 11 septembre 1973.

Les analyses de l'activité médiatique durant l'Unité populaire et les témoignages qu'en font ses acteurs convergent vers le registre de la *crise*, pour mieux expliquer les dérives des media et des journalistes durant cette période<sup>379</sup>. Omnipotente image accolée à l'habillage historique de l'Unité populaire, la description du point d'orgue d'une *crise* sociale, politique et institutionnelle oriente les

---

<sup>379</sup> On retrouve d'ailleurs l'idée de *crise* dans toutes les analyses du régime politique chilien et de son fonctionnement citées précédemment.

analystes vers des objets (les relations de propriété dans le système médiatique, les ressources dont disposent les entreprises médiatiques, l'exposition des Chiliens aux messages médiatiques, etc.) et des énoncés (les unes, les titres, le vocabulaire, etc.) qui ont tendance à être naturalisés et confrontés à des problèmes contemporains de leur relecture de l'activité médiatique dans ce contexte chaotique.

Dans ce second chapitre, nous cherchons à étudier les modes de problématisation actuels du passé médiatique chilien récent (1970-1973), c'est-à-dire les relations entre les analyses contemporaines de l'activité médiatique sous l'Unité populaire et les préoccupations du présent chilien. Le problème qui nous occupe renvoie à la façon dont le cas de l'Unité populaire est construit par l'histoire médiatique et sa relation avec l'actualité : quels sont les rapports que les historiens chiliens des media construisent entre l'Unité populaire et leur propre présent ? La priorité offerte aux problèmes acquiert une visibilité dans les modes de problématisation de l'activité médiatique durant l'Unité populaire depuis certaines approches et certaines questions qui font écho à l'actualité et à ses préoccupations. La stabilité démocratique dans un rapport linéaire à l'histoire, voilà ce qui est en jeu, selon nous, dans les modes de perception de cette période, depuis le milieu des années 1980.

Dans le régime de discursivité et les configurations du pouvoir propres au Chili dictatorial et post-dictatorial, la focalisation des analyses sur l'idée de *crise* construit le risque que ces lectures de l'histoire font planer sur l'ordre chilien actuel. Apparaît, en creux de l'historiographie de l'activité médiatique durant l'Unité populaire, la dramaturgie d'un espace public en danger face à la menace du désordre. Ces études constituent donc un champ de dispute pour penser le Chili post-dictatorial sous le sceau de la nécessaire contribution du journalisme à la stabilité, l'efficacité et la pérennité du régime démocratique. Les analyses proposées depuis le début des années 1980 cherchent les critères et les techniques journalistiques qui contribueraient à la pérennité de la démocratie à récupérer, puis rétablie (à partir de 1990), par opposition aux dérives observées entre 1970 et 1973. En observant le conflit transversal de l'Unité populaire, elles dénoncent, délégitiment et invalident les pratiques (idéologiques) qui ont rompu l'exception démocratique chilienne déjà évoquée précédemment. Elles définissent donc une morale journalistique en déclinant ce qui a été dans le passé et ne doit pas être au présent.

En contrepartie, faire la généalogie des récits sur les media chiliens à travers l'interprétation actuelle de leur activité durant le gouvernement de Salvador Allende permet d'initier un pas de côté par rapport aux enjeux actuels, comme nous essaierons de le mettre en œuvre dans les chapitres suivants. Pour l'instant, et pour mieux discuter cette hypothèse, nous reviendrons sur la

tendance à faire des media chiliens une anomalie historique dans l'histoire médiatique, en leur attribuant le rôle d'agents de déstabilisation du système démocratique par leur contribution à l'affrontement idéologique propre à la période. Emise depuis le contexte du projet de « transition démocratique », cette lecture met directement en relation l'équilibre du régime démocratique et l'activité médiatique. Pour ce faire, elle s'appuie sur des méthodes (analyse des messages médiatiques) et des résultats (les media comme instruments politiques) similaires aux analyses proposées par les premières études communicationnelles chiliennes (chapitre 1). Il s'agit néanmoins d'une réappropriation de la question : le contexte de formulation intègre le problème de l'activité médiatique durant l'Unité populaire dans des préoccupations propres à la conjoncture de ces relectures, tout en offrant une caisse de résonance historique qui permet d'identifier les héritages, les divergences et les problèmes que posent l'analyse de ce cas particulier de gestion de la publicité, dans le Chili contemporain. Une tension se dégage entre les analyses du système médiatique entre 1970 et 1973, et les invectives à penser le bon fonctionnement d'un système médiatique pluraliste, en écho au projet de « transition démocratique ». Cette tension s'appuie sur l'identification des dérives et des carences à l'activité médiatique durant l'Unité populaire.

Pour ce faire, nous retracerons d'abord l'appréhension actuelle du système médiatique selon une cartographie idéologique des media durant l'Unité populaire (I). Les profils et les registres de langage auxquels les media ont recours entre 1970 et 1973 montrent, selon eux, l'engrenage et la radicalisation du conflit, qui mènent à une *crise* transversale dont la force centrifuge fait rompre l'ordre républicain chilien (II). L'histoire médiatique actuelle construit alors l'Unité populaire comme une anomalie qui fait contracter une dette aux journalistes dans la « transition démocratique » : rembourser leur contribution passée au blocage du régime démocratique en déconflictualisant leurs pratiques et attitudes dans le présent (III).

## I] La cartographie idéologique actuelle des media durant l'UP

Avec l'ouverture relative de la dictature civilo-militaire puis le retour à la démocratie, les études communicationnelles cherchent les paramètres d'un système médiatique pluraliste qui contribue à la stabilité de la démocratie. A ces fins, elles balisent les étapes de l'histoire médiatique chilienne et s'intéressent particulièrement au cas de l'Unité populaire. Cette période est largement privilégiée du fait de sa proximité historique et de sa vigueur dans les batailles de mémoire contemporaines.

Dans cette première partie, il s'agit d'essayer de retrouver la façon dont les diagnostics de l'activité médiatique durant l'Unité populaire proposés depuis le milieu des années 1980 naturalisent certaines logiques de l'activité médiatique en les rendant hégémoniques. Les récits qui sont faits de l'activité médiatique durant ces trois années épousent les traits d'une rupture du système, engendrée par la radicalisation du conflit idéologique à laquelle contribue fortement l'activité médiatique. L'Unité populaire est vue comme le point culminant de l'exacerbation des passions, du sectarisme et de l'idéologisation qui traversent la société chilienne depuis les années 1940<sup>380</sup>. De façon très simple, les analyses présentées insistent sur la force du journalisme d'opinion qui reflète la diversité des doctrines politiques en conflit sous le gouvernement de Salvador Allende ; et elles en font la source d'une instabilité et d'une incapacité à gouverner qui conduit au coup d'Etat du 11 septembre 1973.

La lecture de l'histoire médiatique chilienne que fait l'ancien journaliste et éditeur Arturo Navarro à l'occasion de la commémoration des 40 ans du coup d'Etat montre bien comment les préoccupations actuelles encadrent l'attribution de caractéristiques principalement idéologiques à la presse et aux media durant l'Unité populaire qui contribuent à la rupture de l'ordre démocratique :

« Dans notre propre presse, des débuts du XXI<sup>e</sup> siècle, prédomine l'axe de la concurrence : *El Mercurio* versus *La Tercera*, *La Cuarta* versus *Las Últimas Noticias*, *El Ya* versus *Mujer*, *Caras* versus *Cosas*, *Qué Pasa* versus *Sábado*, et une longue liste de etcéteras. Pourtant, ce ne fut pas toujours comme ça. Il y a eu des moments, antérieurs à celui d'aujourd'hui et qui l'expliquent peut-être, pendant lesquels l'axe sur lequel bougeait la presse à partir du 11 septembre 1973, n'était pas A versus B, mais était une voie sans issue, similaire au 'siège conducteur ou coffre ?'. 'Fermeture ou censure' était l'axe qui s'est instauré en l'année 73. Le 13 septembre, le journal *La Estrella de Valparaíso* publie une liste de revues suspendues dans le pays car

---

<sup>380</sup> Un bon exemple de cette tendance analytique est identifiable sous la plume de Manuel Antonio Garretón, dans son chapitre « El sistema político chileno y su crisis: una visión general ». Voir Manuel Antonio Garretón (1983), *El proceso político chileno*, Santiago de Chile: FLACSO, CERLAC & CADIS, pp. 23-39.

considérées ‘de type marxiste, extrémistes et d’autres caractères politiques’, selon un communiqué officiel du Commandement en chef de la zone navale. Cette suspension a aussi touché des publications dont la couleur droitiste était marquée, comme : *PEC, Sepa, Patria y Libertad*. Par ce geste violent, on a mis fin au système de presse qui avait prédominé jusque-là, caractérisé non pas par les axes actuels ni celui de la dictature, mais par l’axe de la lutte idéologique »<sup>381</sup>.

La dénonciation de l’idéologie qui régnait dans les années 1960 et 1970 dans les pas de la *théorie de la dépendance*<sup>382</sup> fait place, dans les études contemporaines, à une critique de l’idéologisation provoquée par la radicalisation du projet national-développementaliste. C’est le cœur de la réappropriation menée par les études actuelles du cas de l’activité médiatique durant l’Unité populaire : l’idéologie n’est plus un ensemble de valeurs diffusées par un projet de société, à travers les media notamment ; elle devient la force centrifuge qui fait exploser le régime démocratique chilien sous la puissance de sa compétition.

Cette reformulation de la question « qui exerce l’activité médiatique ? » passe par une nouvelle cartographie du système médiatique chilien durant l’Unité populaire, qui insiste sur l’engrenage idéologique plus que sur la répartition fixe de chaque corps et de chaque esprit entre les deux projets de société en dispute. La prégnance des enjeux contemporains dans les analyses de l’activité médiatique durant l’Unité populaire prend un peu plus de profondeur lorsque l’on se rend compte qu’elles proposent un diagnostic différent à partir des mêmes logiques de questionnement des premières études communicationnelles (1960-1973). Les journaux sont très largement appréhendés comme un instrument politique dont les messages reflètent l’une des forces sociopolitiques en conflit. La question de l’origine, le *qui ?*, et celle des effets, restent largement privilégiées par les études contemporaines, au même titre que leurs précurseurs. Ainsi, les voix actuelles fondent leurs analyses des rapports de force médiatique sur les liens de propriété du capital des media chiliens avec chacun des deux camps (A). Leur point de départ consiste à faire le décompte de la puissance médiatique de chaque faction, avant de souligner

---

<sup>381</sup> “En nuestra prensa, de inicios del siglo XXI, predomina el eje de la competencia: El Mercurio versus La Tercera, La Cuarta versus Las Últimas Noticias, El Ya versus Mujer, Caras versus Cosas, Qué Pasa versus Sábado, y una larga lista de etcéteras. Sin embargo, no siempre fue así. Hubo otros momentos, previos al actual y que quizás lo explican, es el eje en que se movía la prensa a contar del 11 de septiembre de 1973, que no era el A versus B, sino que era una opción sin salida, similar al “¿Volante o maleta?”: “Clausura o censura” fue el eje que se instauró el año ’73. El 13 de septiembre el diario La Estrella de Valparaíso publica un listado de revistas suspendidas para circular en el país por considerarlas ‘de tipo marxistas, extremistas y otras de carácter político’, según un comunicado oficial de la Comandancia en Jefe de la Zona Naval. Esta suspensión también afectó publicaciones de un marcado color derechista como: PEC, SEPA, Patria y Libertad. Con ese gesto violento, se puso fin al sistema de prensa que predominó hasta entonces, caracterizado no por los ejes actuales ni el de la dictadura, sino que por el eje de la lucha ideológica” in Arturo Navarro Ceardi (2013), “La prensa chilena en termino de Cólera”, 05 de noviembre 2013, blog (consulté le 6 novembre 2013).

<sup>382</sup> Pour rappel, on pourrait résumer cette idée comme suit : entre 1920 et 1973, l’idéologie signifie la diffusion de valeurs, d’idées et de schémas depuis les classes dominantes vers des classes populaires bien intentionnées mais naïves. Voir chapitre 1.

comment, sous l'influence des rapports de forces médiatiques bipolaires, la société chilienne s'est polarisée (B). Mais ces questions révèlent d'autres soucis que ceux mis en évidence dans les années 1960 et 1970 (chapitre 1). Il s'agit bien ici de la rupture de l'ordre démocratique et de la contribution des media à celle-ci, du fait de la concurrence idéologique que se livrent les deux camps opposés dans le conflit politique.

### *A) Une bataille médiatique rangée*

La première étape des analyses de l'activité médiatique durant l'Unité populaire s'adonne à la répartition des différents titres entre les deux projets de société. Les relations économiques de chaque journal avec un parti ou un groupe économique déterminent ces appartenances idéologiques (1). Au-delà des études communicationnelles, la problématisation de l'idéologie des media semble partagée par nombre de témoignages (2).

## **1. Les titres de propriété, déterminant idéologique des media**

Le texte d'Eugenio Tironi et Guillermo Sunkel sur la « Modernisation des communications et démocratisation de la politique »<sup>383</sup> est un bon exemple de la façon dont les universitaires ont décidé de baliser l'histoire médiatique chilienne au retour du régime démocratique au Chili. Son contexte de publication est d'autant plus révélateur de son regard particulier sur le cas de l'activité médiatique sous la présidence de Salvador Allende : il paraît en 1993, à la fin du premier gouvernement post-dictatorial présidé par Patricio Aylwin, ce qui lui donne un caractère programmatique. Cette tendance se retrouve aussi dans l'article de Patricio Bernedo et William Porath, qui porte le titre « Comment la presse a-t-elle contribué à la rupture de la démocratie ? »<sup>384</sup>, et paraît dix ans plus tard (2003). Dans ces deux cas, la caractéristique majeure de la période de l'Unité populaire réside dans la faible différenciation entre activités journalistiques et politiques.

Eugenio Tironi et Guillermo Sunkel s'attèlent ainsi à caractériser le rôle joué par les media dans le retour à la démocratie et à prescrire celui qu'ils doivent jouer dans sa consolidation, sous le titre « Modernisation des communications et démocratisation de la politique »<sup>385</sup>. Le lieu d'où

---

<sup>383</sup> Eugenio Tironi & Guillermo Sunkel (1993), *op. cit.*

<sup>384</sup> Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.* Voir aussi Patricio Bernedo (2003), *op. cit.*

<sup>385</sup> Eugenio Tironi & Guillermo Sunkel (1993), *op. cit.*

écrivent les auteurs est intéressant : Tironi est un sociologue chilien très largement impliqué dans la stratégie de l'opposition à la dictature durant la campagne plébiscitaire de 1988 puis dans la communication politique de la *Concertación*<sup>386</sup> ; Sunkel est un spécialiste en sciences de la communication inséré dans les réseaux de nombreux centres de recherche internationaux<sup>387</sup>. Leur trajectoire future montre aussi combien le projet politique de « transition démocratique » conditionne l'analyse : ils écrivent sur les voies à emprunter pour moderniser le système médiatique chilien et seront par la suite directeur et secrétaire général du service de recherche du Conseil national de la télévision chilienne (CNTV), et orientent donc les programmes de recherche sur le *medium* télévisuel de cet organisme entre 1994 et 1998.

Publié dans la revue de science politique de l'Université catholique *Estudios Políticos*, très largement agitée à cette époque par la question de la « transition démocratique », l'article cherche à montrer que l'ouverture aux logiques « modernisatrices » d'un marché médiatique en pleine expansion est une voie nécessaire au processus de libéralisation du régime autoritaire. La superposition entre les sphères politiques et médiatiques durant la période antérieure à la dictature agit, sous leur plume, comme un contre-modèle, du fait de sa contribution à l'effondrement du régime démocratique en 1973. La première partie de la réflexion met en effet en évidence le rôle actif des media dans la polarisation politique du pays entre 1970 et 1973, malgré l'hétérogénéité des profils médiatiques (presse sérieuse, presse sensationnelle, revues satiriques, publications populaires...) et les différences entre chaque support (presse, radio, télévision, revues, etc.). L'argument principal des auteurs repose sur l'anatomie du système médiatique chilien structuré, durant l'Unité populaire, autour des oppositions idéologiques, puisque toutes les entreprises médiatiques sont liées au système partisan. Plusieurs exemples viennent illustrer cette analyse : le Parti communiste édite le journal *El Siglo* et la revue *Principios* ; le Parti socialiste publie le journal *Las Noticias de Última Hora* et la revue *Arauco* ; le Parti

---

<sup>386</sup> Eugenio Tironi a travaillé de façon très étroite avec la *Concertación de partidos por la democracia* (Concertation de partis pour la démocratie) une fois son accession au pouvoir : il a été directeur des communications du gouvernement Aylwin (1990-1994) puis chargé de communication durant les campagnes présidentielles de Ricardo Lagos (1999) et d'Eduardo Frei Ruiz-Tagle en 2009. En 1994, il dirige un numéro spécial de la *Revista Cultura* du Secrétariat général de gouvernement, sur la thématique de la culture durant la transition. L'article "Comunicación y cultura. La nueva alianza" rend compte de l'élaboration de la politique communicationnelle du projet démocratique et d'une première forme d'évaluation de cette politique publique dans l'objectif d'accommoder les pratiques et les dispositifs. Consulter : Eugenio Tironi (1994), "Comunicación y Cultura. La Nueva Alianza", in *La Cultura Chilena en Transición*, numéro especial de la *Revista Cultura*, Secretaría de Comunicación y Cultura, Ministerio Secretaría General de Gobierno, enero 1994, Santiago de Chile.

<sup>387</sup> Guillermo Sunkel a été affilié à la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), à l'Instituto Latinoamericano de Estudios Transnacionales (ILET), au Centro de Indagación y Expresión Cultural y Artística (CENECA), à la Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), et au Programme des nations-unies pour le développement (PNUD), Organisation internationale du travail. Voir sa page sur le site internet de l'Institut de communication et d'image (ICEI) de l'Université du Chili : <http://www.comunicacion.uchile.cl/director.html> (consulté le 10 juin 2013).



démocrate-chrétien fait paraître le journal *La Tarde* et la revue *Política y Espiritu*. Sans compter *La Nación*, journal aux mains des gouvernements successifs, dont la propriété étatique est légitimée par les exigences d'un service public d'information.

Dans la même lignée, l'essentiel des analystes font de l'idéologie l'axe central autour duquel se structure le paysage médiatique chilien entre 1970 et 1973 : les universitaires Patricio Tupper, Patricio Bernedo et William Porath structurent par exemple leurs analyses sur ces bases, à l'occasion de la commémoration des 30 ans du coup d'Etat (nous ne détaillons pas ici une idée qui semble claire, pour mieux utiliser ces textes dans la suite du chapitre)<sup>388</sup>. A la presse de droite aux registres sérieux (*El Mercurio*, *Qué Pasa*) comme plus populaires (*La Segunda*, *Las Últimas Noticias*, *Tribuna*, *Sepa*, *PEC*), Patricio Bernedo et William Porath ajoutent par exemple une presse modérée d'opposition, liée au Parti démocrate-chrétien (PDC) : les quotidiens *La Tarde*, *La Prensa*, *La Tercera* ; et la revue *Política y Espiritu*. Patricio Tupper partage aussi cette assimilation, en écrivant que la presse démocrate-chrétienne est « une presse au rôle complémentaire, mais de courte durée »<sup>389</sup>.

Plus récemment, Lidia Baltra, journaliste reconnue au Chili, adopte la même démarche dans un texte à vocation historique : elle l'ouvre par un état des lieux des forces médiatiques en les classifiant selon le camp politique duquel elles se rapprochent. Passage emblématique du point de départ de sa réflexion, elle écrit, au sujet du *Diario Ilustrado*, qui ferme ses portes en 1970 : « Il a tenu une opposition ouverte à la dictature du général Carlos Ibáñez del Campo à la fin des années 20 et a fermé ses pages en 1970, quand a triomphé l'Unité populaire et que les temps ont requis d'autres tranchées de papier pour entrer dans la guerre idéologique qui a redoublé dans ces années »<sup>390</sup>.

Quand elle en vient à la période de l'UP à proprement parler (qu'elle traite en quatre pages), elle revient d'abord brièvement sur la stratégie d'attaque du *Mercurio* avant de se poser la question « comment se défendait le gouvernement socialiste de cette permanente artillerie ? »<sup>391</sup>, ce qui lui permet de faire l'état des lieux de l'appareil médiatique gouvernemental. Pour synthétiser elle écrit : « Tous ces journaux (...) se sont affrontés au quotidien dans un combat idéologique inhabituel à travers les media, peut-être comparable à celle des temps de la guerre pour

---

<sup>388</sup> Voir Patricio Bernedo & William Portah (2003), *op. cit.* ; Patricio Tupper (2003), *op. cit.*

<sup>389</sup> «Una prensa de papel complementario, pero de corto plazo...», in Patricio Tupper (2003), *op. cit.*, p. 29.

<sup>390</sup> «Hizo abierta oposición a la dictadura del general Carlos Ibáñez del Campo a fines de los años 20 y cerró sus páginas en 1970, cuando triunfó la Unidad Popular y los tiempos requerían de otras trincheras de papel para entrar a la guerra ideológica que arreció en esos años» in Lidia Baltra M. (2012), *op. cit.*, pp. 18-19.

<sup>391</sup> «¿Cómo se defendía el gobierno socialista de esta permanente artillería?» in *Ibid.*, p. 21.

l'Indépendance»<sup>392</sup>. Nous reviendrons sur la dernière partie de cette citation dans le prochain chapitre mais le début de l'assertion est suffisant, à ce stade, pour comprendre que le point de départ des analyses actuelles réside dans *l'idéologisation* à outrance du système médiatique.

Pour être rigoureux, il faut toutefois noter que l'engagement idéologique des forces médiatiques chiliennes ne se fait pas seulement dans le sillage d'une presse militante contrôlée par les seules forces partisans. Eugenio Tironi et Guillermo Sunkel constatent l'irruption de media fondés sur des logiques commerciales au début du XX<sup>e</sup> siècle et soulignent leur rapide développement économique et leur suprématie sur le système médiatique. Les exemples des journaux *El Mercurio*, plus ancien titre chilien à avoir été pensé comme une entreprise de presse<sup>393</sup>, *La Tercera* ou *Clarín*, leur paraissent révélateurs d'un marché de la presse où cohabitent différentes structures de propriété (privées, publiques et partisans). Or dans les années 1940, ces entreprises médiatiques se structurent en oligopole<sup>394</sup>. D'un point de vue économique, cette situation étend le potentiel de vente d'un groupe sur le marché de la presse et réduit les coûts de production et de distribution par la convergence des services administratifs et l'utilisation commune des rotatives, comme des services de diffusion. Sur le plan idéologique, cet oligopole offre aussi une complémentarité aux contenus et à la forme des messages diffusés.

Sur le marché de la presse, *Las Últimas Noticias*, *La Segunda* et *El Mercurio* appartiennent tous au groupe médiatique *El Mercurio/Lord Corchrane* et peuvent ainsi faire jouer la division du travail. Le marché de la presse dans son ensemble est d'ailleurs trusté par trois entreprises : *El Mercurio/Lord Corchrane*, *Sociedad Periodística del Sur S.A. (SOPE SUR)* et le groupe *Consorcio Periodístico de Chile S.A. (COPE SA)*. La répartition de la plus grande partie du marché médiatique entre trois groupes économiques, la banque *Edwards y Compañía*, la maison d'édition *Zig-Zag* et *SOPE SUR*, complexifie un peu plus les relations économiques du système médiatique et permet un jeu d'ajustement aux publics et de positionnement selon la concurrence médiatique. Il est donc reconnu une forme de diversification des media chiliens mais selon une démarche verticale qui offre la possibilité à chaque institution médiatique de définir son profil selon un public cible.

---

<sup>392</sup> “Todos esos periódicos (...) se enfrentaron a diario en una contienda ideológica inusual a través de los medios, comparable tal vez a la de los tiempos de la guerra por la Independencia” in *Ibid.*, p. 22.

<sup>393</sup> Eduardo Santa Cruz A. nuance ce mythe de l'histoire médiatique chilienne. *El Ferrocarril* est selon lui le premier journal de masse au Chili, sa diffusion étant liée à son modèle commercial, orienté sur le profit. Ce texte sera mobilisé plus en avant. Voir Eduardo Santa Cruz (2001), “Conformación de espacios públicos, masificación y surgimiento de la prensa moderna” in Carlos Ossandón **Erreur ! Signet non défini.** Buljevic & Eduardo Santa Cruz A., *Entre las alas y el plomo. La gestación de la prensa moderna en Chile*, Santiago de Chile: Universidad ARCIS, LOM Ediciones, pp. 21-79.

<sup>394</sup> Patricio Tupper se dirige aussi vers ce constat. Voir Patricio Tupper (2003) *op. cit.*, p. 23.

Si le contrôle idéologique ne se trouve plus ici au niveau des partis et mouvements politiques, la logique d'argumentation des auteurs reste la même dans leur volonté de circonscrire l'influence de certains groupes, ici les élites économiques liées au camp conservateur, sur les émetteurs des messages médiatiques. Le caractère anodin des liens qu'ils évoquent entre les journaux et les plus puissants groupes économiques chiliens (la famille Edwards et la banque *Edwards y Compañía* dans le cas d'*El Mercurio* ; la famille Picó-Canas puis *COPESA* dans le cas de *La Tercera*) montre bien que le facteur idéologique est ici situé dans l'articulation économique des différents groupes médiatiques avec les tenants de l'oligarchie chilienne. D'autre part, la concentration économique du système médiatique vise, selon ces auteurs, à renforcer le pouvoir des élites économiques par une plus forte capacité de diffusion de leurs points de vue, valeurs et intérêts à travers la ligne rédactionnelle des journaux qu'elles détiennent. L'appartenance idéologique reste donc le principal facteur d'identification de la presse, et plus généralement des media : les liens entre la presse commerciale aux mains des groupes en situation d'oligopole et les partis politiques de droite existent bel et bien, même s'ils sont décrits comme « indirects, mais étroits »<sup>395</sup> par Eugenio Tironi et Guillermo Sunkel.

Le tableau construit par Patricio Tupper et publié dans son ouvrage de 2003 synthétise bien la relation qui est établie par cette série d'auteurs entre propriété et tendances idéologiques (voir **image n°2.1**). Le système médiatique est connecté à trois niveaux : les titres de presse entre eux à l'échelle micro-économique, les sociétés médiatiques au niveau meso-économique et les groupes propriétaires au niveau macro-économique. Ce tableau ne montre toutefois pas les relations de ces différentes sociétés et groupes entre eux, et fait apparaître graphiquement les relations économiques et idéologiques de façon directe, ce qu'il faudra nuancer.

---

<sup>395</sup> “(...) Este sector político [los partidos políticos de derecha] mantiene una vinculación indirecta, pero estrecha, con los diarios *El Mercurio* y *El Diario Ilustrado*” in Eugenio Tironi & Guillermo Sunkel (1993), *op. cit.*, p. 218.

Image n° 2.1 : Groupes économiques et tendances politiques en 1970 chez Tupper

LA CONCENTRATION DES MEDIAS		
Groupes économiques et tendances politiques en 1970		
Groupe ou propriétaire	Société de presse	Média
<b>DROITE</b>		
Société de développement de la production (SOFOPA) Société Nationale d'Agriculture (SNA)	Société Nationale d'Agriculture	Chaîne de Radios Agriculture
Banque du Chili Textil Yarur	Radio Président Balmaceda	Radio Balmaceda
Charbon Lota Schwager Agricole Rucamanqui	Société de Presse du Sud	Chaîne de journaux Diario Ilustrado - La Patria - Diario Austral - Correo de Valdivia - La Prensa
Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud Compagnies Minières Nord-Américaine	Groupe Radio Minería	Chaîne de Radios Minería
Banque Edwards	Groupe El Mercurio Lord Cochrane	Chaîne de journaux El Mercurio - Últimas Noticias - La Segunda - Journaux de Province - Revues
Groupe d'éleveurs Menéndez-Braun Campos Menéndez	Radiomisoras Unidas S.A.	Chaîne de Radios Magallanes - Taba - Voix du Sud - La Portada
<b>CENTRE DROIT</b>		
Banque Espagnole Banque du travail	Consortium de Presse du Chili	Journal La Tercera de La Uta
Banque Sud-Américaine	Compagnie Chilienne de Publications	Chaîne de Radios Coopérative
Banque Industrielle et Commerciale Banque Nationale du travail Banque Panaméricaine Banque de l'épargne et de l'investissement	Groupe Radio Portales	Chaîne de Radios Portales
Banque du Chili Banque Osorno et la Union-Banque Sud Américaine	Groupe Zig Zag	Chaîne de Magazines Revue Encilla Radio Chilena
<b>CENTRE GAUCHE</b>		
Dario Sainte-Marie**	Société de Presse Clarín	Journal El Clarín
<b>GAUCHE</b>		
Matte - Alessandri - Pinto Sania-Maria Santa Cruz Antibal Jara Letellier**	Société Entreprise de Presse "Las Noticias de Última Hora"	Journal Última Hora
Parti Communiste**	Société d'impression Horizonte LTDA.	Journal El Siglo Revue Plan

\* Personnes physiques \*\* El Siglo, était l'organe officiel du Parti communiste  
SOURCES: - Los medios de comunicación de masa, la ideología de la prensa liberal. » op. cit. « Poder económico y libertad de expresión. la industria de la comunicación chilena en la democracia y el autoritarismo » op. cit.

Source : Patricio Tupper (2003), *Allende, la cible. Des media et de la CIA (1970-1973)*, Paris : Ed. de L'Amandier, p. 56.

En définitive, sous la plume d'Eugenio Tironi, Guillermo Sunkel, Patricio Bernedo, William Porath ou encore Patricio Tupper, c'est la logique même d'assujettissement des media à un des deux projets de société en conflit qui préside à la lecture de l'activité médiatique durant l'Unité populaire. Les auteurs qui nous ont servi de fil rouge tout au long de ce premier point ne laissent d'ailleurs pas d'équivoque sur le sujet. Eugenio Tironi et Guillermo Sunkel écrivent :

« (...) Leur impulsion principale provenait du champ politique. Ceci implique que c'étaient des agents liés à la pratique politique qui prenaient l'initiative de fonder ces media, luttèrent pour leur existence légale, qui définissaient leurs équipes, participaient à leurs politiques éditoriales et, même, agissaient comme commentateurs

habituels. Mais cela implique aussi que ces media arrivaient simplement à se maintenir grâce à l'appui financier attribué régulièrement par les agents »<sup>396</sup>.

L'argument d'une discipline étroite envers la hiérarchie militante « n'exclut pas les conflits internes à la rédaction ou entre équipe dirigeante et direction », comme le montre habilement Nicolas Kaciak dans le cas de *L'Humanité* et du Parti communiste français sous la IV<sup>e</sup> République<sup>397</sup>. Si les logiques de fabrication des journaux seront réintroduites plus tard (chapitre 3), on peut d'ores et déjà s'intéresser à la façon dont les journalistes narrent l'épisode médiatique. Le récit laisse entrevoir une convergence avec le diagnostic d'une radicalisation du conflit idéologique.

## 2. Mémoire d'un conflit idéologique

Ces récits sont très largement partagés par des textes et des témoignages issus de sources non-universitaires. A l'occasion de la commémoration des 40 ans du coup d'Etat de 1973, Arturo Navarro synthétise l'idée principale de cette cartographie idéologique du système médiatique chilien durant l'Unité populaire, dans un article publié sur son blog sous un titre évocateur : « La presse chilienne au temps du choléra ». Celui qui fut à la fois journaliste et éditorialiste durant l'Unité populaire (il est un des créateurs de la collection enfantine pour la maison d'édition nationalisée *Quimantú*)<sup>398</sup>, diagnostique l'épidémie d'après les symptômes idéologiques des media. Il affirme : « Dans la décennie des années soixante, les moyens de communication étaient au service de la dispute idéologique qui absorbait toute la société, ce qui était explicite et accepté par

---

<sup>396</sup> « (...) Su impulso principal proviene desde el campo político. Ello implica que son agentes vinculados a la práctica política quienes toman la iniciativa de fundar estos medios, luchan por su existencia legal, definen sus equipos humanos, participan de sus políticas editoriales e, incluso, actúan como comentaristas habituales. Pero también implica que estos medios sólo logran mantenerse gracias al apoyo financiero otorgado regularmente por agentes » *in Ibid.*, p. 225.

<sup>397</sup> Toutefois, pour que la comparaison soit valide dans ces deux cas précis, il faudrait prendre en considération le fonctionnement des systèmes politiques et médiatiques de chaque époque de façon plus précise. La référence sert principalement ici à appuyer les réserves que l'on a au sujet de cette lecture, sans les valider de manière comparative. Voir Nicolas Kaciak (2013), *op. cit.*, p. 89.

<sup>398</sup> Arturo Navarro Ceardi se présente à la fois comme : sociologue et universitaire ; éditorialiste (*Quimantú*, sous l'Unité populaire, puis à l'*Editorial Andina*) ; avocat au Vicariat de la Solidarité ; journaliste à la revue *Apsi* et au journal *La Época* ; créateur de programmes de télévision (« El Show de los Libros » avec l'écrivain Antonio Skármeta ; considéré comme l'un des experts chiliens les plus influents sur les questions de politique et de gestion culturelle sous les différents gouvernements de *La Concertación* depuis 1990 et dans différentes commissions nationales et continentales ; et corédacteur de la loi sur le livre. Il dirige le centre culturel *Estación Mapocho* et siège au conseil d'administration de plusieurs centres culturels (comme le Centre Gabriela Mistral inauguré en 2012). Il a été décoré de la médaille de « l'Ordre au mérite de l'enseignement et la culture Gabriela Mistral ». Voir Entretien avec Arturo Navarro Ceardi, Directeur du centre culturel *Estación Mapocho*, 19 novembre 2007, centre culturel *Estación Mapocho*, Santiago de Chile.

les personnes impliquées »<sup>399</sup>. Pour illustrer son propos, il procède, de façon classique semble-t-il, à la répartition de chacun des titres et des media entre les deux camps politiques qui s'opposent<sup>400</sup>. Il décrit :

« Parmi les deux têtes de série, nous avons d'un côté *El Mercurio* [tous les titres de journaux sont mis en italiques par l'auteur], créé à Valparaíso en 1812 mais qui s'est installé à Santiago en 1900, et son grand contrepoids comme « presse sérieuse » était *El Siglo*, créé en l'année 1940. Et il était très normal, avec la lecture de *Punto Final*, de lire *El Mercurio* et *El Siglo*, et avec tout ça on avait, plus ou moins, une vision équilibrée de ce qui se passait dans le pays »<sup>401</sup>.

L'article du blog est composé en grande partie de cette cartographie consistant à rapprocher journaux et revues d'une tendance politique (dans le moins probant des cas) ou d'un parti politique (dans le meilleur). Un nouveau passage du billet est révélateur de cette tendance et suffit à montrer comment Arturo Navarro s'inscrit dans cette démarche qui consiste à dessiner l'idéologisation de la presse. L'auteur propose de poursuivre la même logique au sujet de la presse nationale et de la presse quotidienne régionale de Concepción :

« L'après-midi, la lutte idéologique était entre *La Segunda* et *La Última Hora*. *La Segunda* était un journal de la chaîne d'*El Mercurio*, *La Última Hora* était un journal d'un groupe d'intellectuels de gauche, la plupart liée au Parti socialiste, comme Clodomiro Almeyda ou José Tohá. Ensuite nous avions *La Tercera* qui avait été créée en l'année 1950, et du côté de la presse qui en 1970 était du côté du gouvernement, il y avait *Clarín*, le journal le plus populaire et le plus vendu au Chili, connu pour son slogan « Droit avec le peuple », repris aujourd'hui par *The Clinic*. Cette lutte se jouait aussi dans quelques régions. A Concepción, il y avait le journal *El Sur*, qui appartenait à une famille traditionnelle de la zone – la famille Lamas – et le *Diario Color* qui appartenait au Parti socialiste. Après, il y avait une pléiade de revues idéologiques, en ce qui concerne la presse d'opposition, la revue *PEC* qui signifiait Politique, Economie et Culture, dirigée par Marcos Chamudes, la revue *SEPA*, la revue *Portada* qui était aux groupes intégristes catholiques, dont l'un a donné naissance à la revue *Qué Pasa*, qui aujourd'hui est très différente, à cette époque, c'était une revue de

---

<sup>399</sup> « En la década de los sesenta, los medios de comunicación estaban al servicio de la disputa ideológica que embecía a toda la sociedad, lo que era explícito y aceptado por los involucrados », Arturo Navarro Ceardi, « Infraestructuras y Gestión Cultural », blog, <http://arturo-navarro.blogspot.fr/2013/11/la-prensa-chilena-en-tiempos-de-colera.html> (consulté le 6 novembre 2013).

<sup>400</sup> Comme Patricio Tupper, il utilise l'instrument du tableau pour réaliser cette répartition. Nous ne reproduisons pas ce document ici, vu qu'il est accessible sur son blog : <http://arturo-navarro.blogspot.fr/2013/11/la-prensa-chilena-en-tiempos-de-colera.html>, *op. cit.*

<sup>401</sup> « Entre los cabeza de serie tenemos por un lado a *El Mercurio* [todos los títulos de diarios están puestos en cursivas por el autor], creado en Valparaíso en 1812 pero que se instaló en Santiago en 1900 y su gran contrapeso como « prensa seria » era *El Siglo*, creado el año 1940. Y era muy normal, junto con leer *Punto Final*, leer *El Mercurio* y *El Siglo* y con todo eso se tenía, más o menos, una visión equilibrada de lo que ocurría en el país », *in ibid.*

secteurs liés à Jaime Guzmán [*l'idéologue de la dictature civilo-militaire*] et au Mouvement corporatiste de l'Université catholique »<sup>402</sup>.

Dans un autre registre d'énonciation, la majorité des journalistes interviewés laisse apparaître, dans leur témoignage, un ordonnancement politique du monde quand ils se réfèrent à l'Unité populaire. Cette mise en ordre idéologique s'exprime d'abord par leur propre attachement partisan. La trajectoire militante de ces journalistes est en effet un élément qui semble déterminant dans la construction mémorielle de la période. Ainsi, ces journalistes sont pour une grande partie encartés dans un des partis de la coalition de l'Unité populaire, en plus de travailler dans un des journaux dont la ligne éditoriale défend le projet de « voie chilienne vers le socialisme ». C'est par exemple le cas de Leonardo Cáceres, Gustavo González, Luis Alberto Mansilla, Hernán Miranda et José Miguel Varas, tous membres du Parti communiste chilien (PCCH) ; d'Augusto « El Perro » Olivares, Hernán Uribe, militants du Parti socialiste (PSCH).

Lorsqu'il ne s'agit pas d'un militantisme officiel, les journalistes interviewés s'attachent à marquer leur proximité avec tel ou tel courant de l'Unité populaire, et plus généralement de la gauche chilienne. Secrétaire de rédaction et chargé des maquettes et de la publicité au sein du journal *Clarín*, Guillermo Saavedra se situe rapidement sur la carte idéologique de la période, dès le début de l'entretien : « j'étais déjà militant du MIR »<sup>403</sup> concède-t-il au moment de conter ses premiers pas dans le journal fondé par Dario Sainte-Marie. De même, Manuel Cabieses (fondateur de la revue *Punto Final*), Ernesto Carmona (qui a travaillé pour les journaux, la radio et la télévision), et Faride Zerán (étudiante en journalisme et collaboratrice à *Chile Hoy* durant l'UP) se disent tous militants ou proches du Mouvement de gauche révolutionnaire (MIR) à peine la

---

<sup>402</sup> « En la tarde, la lucha ideológica era entre *La Segunda* y *La Última Hora*. *La Segunda* era un diario de la cadena de *El Mercurio*, *La Última Hora* era un diario de un grupo de intelectuales de izquierda, la mayoría de ellos vinculados al Partido Socialista, como Clodomiro Almeyda o José Tohá. Después teníamos el diario *La Tercera* que había sido creada el año '50, y en el lado de la prensa que en el '70 estaba con el gobierno estaba *Clarín*, el diario más popular, el de mayor venta en Chile, conocido por su lema "Firme junto al Pueblo", que usa actualmente *The Clinic*. Esta lucha también se daba en algunas provincias. En Concepción existía el diario *El Sur* que pertenecía a una familia tradicional de la zona –la familia Lamas– y el *Diario Color* que pertenecía al Partido Socialista. Después había una pléyade de revistas ideológicas, en términos de la prensa de oposición, la revista *PEC* que significaba Política, Economía y Cultura, dirigida por Marcos Chamudes, la revista *SEPA*, la revista *Portada* que era de grupos integristas católicos, uno de los cuales dio origen a la revista *Qué Pasa*, que hoy es una cosa muy distinta, en esos días era un revista de sectores vinculados a Jaime Guzmán [*El ideólogo de la dictadura cívico-militar*] y al Movimiento Gremial de la Universidad Católica" in *Ibid*.

<sup>403</sup> « Yo ya era militante del MIR », entretien avec Guillermo Saavedra, journaliste à *Clarín* et *Puro Chile*, à son domicile (à Boulogne-Billancourt), 16 septembre 2010.

conversation engagée<sup>404</sup>. Certains ont aussi pu collaborer à des campagnes d'information de la coalition qui arrive au pouvoir en 1970 : Ernesto Carmona a travaillé pour la campagne d'Allende de 1964, en prenant place dans le « Train de la victoire »<sup>405</sup> pour y faire des communiqués de presse et des dépêches ; Guillermo Saavedra a lui collaboré à la campagne de nationalisation du cuivre, notamment en créant des diapositives sur la mine de Chuquicamata<sup>406</sup>.

Ces témoignages nous paraissent révélateurs d'une tendance à observer la période depuis une grille de lecture idéologique. Le rattachement partisan structure ainsi les récits du journalisme durant l'Unité populaire. L'intégralité des témoins qui ont été rencontrés positionnent les media et les journalistes qu'ils évoquent selon leur proximité partisane. Ernesto Carmona se livre à ce jeu de cartographie dès le premier des trois entretiens qui ont été menés avec lui :

« C'est-à-dire que... qu'à ? gauche existait *Clarín*, euh... Que c'était un journal de grande circulation, rien à voir euh, *El Siglo* existait parce qu'il était, ancien... *Puro Chile* n'existait pas. *La Nación* existait parce que c'était le journal du gouvernement, *Última Hora* existait aussi... Euh, *La Tercera* est un vieux journal, *El Mercurio* aussi, *Las Últimas Noticias*, *La Segunda*, tout ça, mais *Tribuna* par exemple c'est un journal...nouveau. Euh, la droite l'a sorti pour...et *La Prensa* aussi est nouveau... Enfin, nouveau pour cette époque, hein. Parce que...en réalité, il y avait un journal d'extrême-droite qui s'appelait *El Diario Ilustrado* qui a disparu et...c'est devenu *La Prensa*, mais avec une autre orientation c'est-à-dire que *La Prensa* était de la Démocratie-chrétienne et *Tribuna* était un journal d'extrême droite et il y avait des journaux qui ne sont pas ici, eh ! Il y en a eu un qui s'appelait *El Golpe* ou quelque chose comme ça... »<sup>407</sup>.

---

<sup>404</sup> Formé en août 1965 à Santiago du Chili, le MIR cherche à concurrencer les forces réformistes (PSCH et PCCH) en prônant une voie armée (jugée inévitable) pour renverser le système capitaliste et la démocratie bourgeoise. Lors de son III<sup>e</sup> congrès, le MIR opère un tournant théorique qui l'amène à promouvoir « l'action directe de masse ». Durant l'Unité populaire, le MIR opte pour un soutien critique de la coalition gouvernementale, tout en gardant son indépendance. Il fournit un service de protection au président Salvador Allende, le *Grupo de Amigos del Presidente* (GAP). Selon Franck Gaudichaud, le MIR regroupe 6 000 militants en 1973, et se rapproche de 15 000 sympathisants. Voir Eugenia Palieraki (2009), « Histoire critique de la « nouvelle gauche » latino-américaine. Le MIR dans le Chili des années 1960 », Thèse de doctorat en histoire, sous la direction d'Annick Lempérière et Alfredo Riquelme Segovia, université Paris I-La Sorbonne/Pontificia Universidad Católica (Chili) ; Franck Gaudichaud (2013), *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes : PUR, « Amériques », pp. 57-58.

<sup>405</sup> Mis en place durant la campagne de 1964 qui l'oppose à Eduardo Frei et Jorge Durán, le « Train de la victoire » devait permettre à Salvador Allende de parcourir le pays en dix jours, en imprimant un mouvement de changement, par des discours et des actes de campagne tout au long de son trajet.

<sup>406</sup> Située dans le désert d'Atacama, à proximité de Calama.

<sup>407</sup> « O sea de... de la izquierda existía Clarín, eh... que era un diario de mayor circulación, nada que ver eh, El Siglo existía porque era, antiguo... Puro Chile no existía. La Nación, sí, existía porque es el diario del Gobierno, Última Hora también existía... Eh, La Tercera es un diario antiguo, El Mercurio también, Las Últimas Noticias, La Segunda, todo eso, pero este diario Tribuna por ejemplo es un diario...nuevo. Eh, lo sacó la derecha para...y La Prensa también es nuevo... o sea, nuevo para esa época, no. Porque...en realidad, había un diario de extrema derecha que se llamaba El Diario Ilustrado que desapareció y... eso se convirtió en La Prensa, pero con otra orientación o sea, La Prensa era de la Democracia Cristiana y Tribuna era un diario de extrema derecha y ¡había otros diarios que aquí no están, ah! Hubo uno que se llamaba El Golpe o algo así... », entretien avec Ernesto Carmona, à son domicile (dans la commune de Nuñoa à Santiago du Chili), 16 décembre 2008.



Il embraye ensuite avec l'aspect crucial de la presse dans la bataille politique et électorale dans les années 1960 et 1970 chiliennes, et la pression exercée par les propriétaires des différents titres, à partir d'une expérience qu'il se remémore :

« Parce que je percevais que le journalisme... euh... était très lié à la lutte des idées et en définitive à la lutte des classes... et, un journalisme impartial n'était pas viable [*il sourit, ses yeux pétillent*]. En plus, je l'ai vécu dans ma propre chair parce que j'ai des expériences dans un journal où j'ai travaillé... et pour avoir ajouté une petite donnée, dans un article de 4 lignes, indiquant qu'un ministre des temps de Frei était, avait inauguré trois ponts, un sur la rivière Traful-Traful, un autre, deux rivières que je ne me rappelle plus, dans la Province de Cautín, qui était... (...) Donc, j'ai ajouté : 'La Province de Cautín, scène du prochain combat électoral extraordinaire'. Parce qu'il y avait une élection extraordinaire pour un Sénateur, bon et cette ligne m'a créé un problème, elle... Le patron du journal m'a appelé dans son bureau, il ne m'a pas viré mais... il m'a dit que... cela ne pouvait plus se refaire. Et j'ai décidé de partir du journal ! Parce que... parce qu'il me paraissait, à moi, que le lecteur avait le droit de savoir, s'il n'était pas déjà positionné, que là, il y avait une campagne électorale. Je ne disais pas que le Ministre inaugurait les ponts pour la campagne électorale, mais le lecteur (*il a du mal à parler du sujet*) pouvait tirer la conclusion... Alors j'ai décidé, déjà dès ce moment-là, que j'allais travailler seulement avec des journaux de gauche... »<sup>408</sup>.

Alberto Gamboa, rédacteur en chef de *Clarín*, souligne plus précisément comment ce contexte d'idéologisation a conduit les deux camps en conflit à s'affronter sur le terrain médiatique, en couplant les media aux logiques des partis politiques :

« Il y avait une passion politique de la part des deux pôles opposés, de la droite et de la gauche, et les journaux captaient cette chose, la lançaient dans la rue. Il y avait une tendance politique claire de chaque côté et ils se confrontaient. A la radio, la télé et nous autres, les journaux... Je crois que la presse n'a joué aucun rôle d'influence politique, elle a récolté ce qu'il y avait dans les partis, mais c'est sûr, aussi, qu'on est trop loin tant dans la presse de gauche que de droite »<sup>409</sup>.

---

<sup>408</sup> Porque percibía que el periodismo... eh... estaba muy vinculado con la lucha de las ideas y en definitiva con la lucha de clases... y, un periodismo así imparcial no era viable (sonríe, sus ojos chispean). Además lo viví en carne propia porque hice experimentos en un diario donde trabajé... y por agregar un pequeño dato, en una noticia de 4 líneas, de que un Ministro de tiempos de Frei estaba, había inaugurado tres puentes, uno sobre el río Traful-Traful, otro, dos ríos que no recuerdo, en la Provincia de Cautín, que era... (...) Entonces, agregué: "La Provincia de Cautín, escenario de la próxima contienda electoral extraordinaria". Porque había una elección extraordinaria para un Senador, bueno y esa línea me creó un problema, me... El dueño del diario me llamó a su oficina, no me echó me... pero me dijo que... eso no lo podía volver a hacer. ¡Y decidí irme del diario! Porque... porque a mí me parecía que el lector tenía derecho a saber, por si no se ubicaba, que ahí había una campaña electoral. Yo no estaba diciendo que el Ministro inauguraba los puentes por la campaña electoral, pero el lector (*le cuesta hablar del tema*) podía sacar conclusiones... Entonces ahí decidí ya que sólo iba a trabajar en medios de izquierda...", entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 16 décembre 2008.

<sup>409</sup> "Había una pasión política de dos polos opuestos, de la derecha y la izquierda, y los diarios captaban esa cosa, la lanzaban a la calle. Había una tendencia política clara de lado y lado, y chocaban [*sic*]. En las radios, la tele y nosotros, los diarios... Yo creo que la prensa no jugó ningún papel de influencia política, recogió lo que había en los partidos, pero es cierto, también, que se nos pasó el caballo tanto a la prensa de izquierda como de derecha"; Alberto "Gato" Gamboa, "Secretos de la Historia" de *canal 13*, 2003, cité par Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.*

Publiciste puis journaliste dans de *Clarín*, Guillermo Saavedra, dit « El Búfalo », souligne lui aussi la radicalisation de cette logique organique, dans le premier des deux entretiens qu'il nous a accordés :

« (...) Et cette fois, c'était un projet nouveau de société dans ce qui commence à apparaître avec Allende, le MIR, le Parti socialiste et une partie du Parti communiste. Bon, à partir de là, les journalistes commencent déjà à creuser chacun leur tranchée, comme on dit (...). Et voilà, ont commencé à apparaître, nous pouvons dire, des porte-parole du peuple en définitive »<sup>410</sup>.

Felipe Pozo, le plus jeune des journalistes interrogés, qui est étudiant de ce cursus à partir de 1973, le rejoint dans son témoignage : « Ecoute, moi je te dirais pour te donner une approximation, que les moyens de communication étaient des media militants. (...) Et la vérité est que là, comme jamais auparavant, la représentation des media est aussi symétrique avec ce qu'était la société »<sup>411</sup>. Les formulations de Felipe Pozo autour de l'idée de « représentation symétrique » et de Guillermo Saavedra par la métaphore de « porte-paroles » sont symptomatiques du regard porté sur l'activité médiatique durant l'Unité populaire. Les témoignages comme les analyses exposées précédemment associent système médiatique et système politique : elles les mettent dans une situation de reflet doctrinaire pur et parfait. Felipe Pozo l'exprime clairement, dans une autre sentence : « A cette époque, tous les partis avaient directement un moyen de communication, et ils exerçaient dans ces journaux une influence absolument directe, disons... »<sup>412</sup>.

La mémoire du journalisme durant l'Unité populaire converge donc en plusieurs points avec les analyses historiographiques proposées dans l'actualité chilienne. On retrouve un ordonnancement idéologique du monde, selon les trajectoires militantes des journalistes témoins. Le positionnement partisan des journaux est systématiquement une étape de l'entretien biographique, durant lequel la parole du journaliste a été laissée plus libre, et où les questions ont été formulées de façon moins spécifique. Les agents de l'activité journalistique, qui exercent

---

<sup>410</sup> « (...) Y esta vez era un proyecto nuevo de sociedad en lo que empieza a aparecer junto a Salvador Allende, el MIR, el Partido socialista, y una parte del Partido Comunista. Bueno, a partir de ahí, los periodistas empiezan ya a tomar cada uno su trinchera, como se dice. (...) Y eso empezaron a aparecer las primeras, podemos decir, portavoces del pueblo en definitiva », entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 16 septembre 2010.

<sup>411</sup> « Mira, yo te diría para darte una aproximación, los medios de comunicación era medios militantes (...) Y la verdad es que la, quizás como nunca, es tan simétrica la representación de los medios con lo que era la sociedad », entretien avec Felipe Pozo, étudiant en journalisme en 1973 à la PUC, sur son lieu de travail (Intralot Chile, 2939 Av. Vitacura, Las Condes – Santiago de Chile), 4 mars 2009.

<sup>412</sup> « En esa época, todos los partidos tenían un medio de comunicación directamente, y ejercían en esos diarios influencia absolutamente directa, digamos », entretien avec Felipe Pozo, *op. cit.*, 4 mars 2009.

pendant le gouvernement de Salvador Allende, s'accordent sur le fait que chaque camp déploie son arsenal médiatique, dans l'objectif de prendre l'ascendant dans le conflit idéologique. Alors, pour tenter de comprendre le jeu idéologique de l'activité médiatique, les auteurs et témoins procèdent généralement à un décompte des forces en présence et de la capacité de diffusion de chaque camp.

### B) *La capacité de diffusion : de la puissance médiatique dans le conflit idéologique*

La plupart des auteurs fonde sa lecture de la bataille médiatique qui fait rage durant l'Unité populaire en complétant la cartographie idéologique des media par une évaluation de leur influence, c'est-à-dire des (probables) effets de l'activité médiatique sur la population chilienne. Ils font alors entrer dans le raisonnement la variable associée à la massification des moyens de communication, c'est-à-dire à leur circulation parmi une multitude de lecteurs. Par conséquent, la force des media dans leur ensemble, et de chaque *medium* en particulier, tient à leur capacité de diffusion. Pour ce faire, la répartition des forces médiatiques (dans une déclinaison exhaustive de leur support) permet d'évaluer la puissance des titres à partir de leur lectorat potentiel (1). La problématique qui surgit ici est donc celle de l'opinion publique, traitée depuis l'influence massive des moyens de communication selon une position socio-économique donnée dans le système médiatique (2).

## 1. De la puissance des armées médiatiques

Le potentiel de circulation des titres de presse est ainsi évalué à partir des chiffres des tirages recueillis par les auteurs qui ont analysé la morphologie économique du système médiatique chilien au cours de l'histoire<sup>413</sup>. Globalement, ce diagnostic insiste sur la suprématie du camp conservateur, due à sa puissance économique et à la figure centrale d'*El Mercurio*. Par exemple, Eduardo Santa Cruz fait le compte des forces médiatiques en présence<sup>414</sup>. Avec six journaux, le camp conservateur publie selon lui 540 000 exemplaires quotidiens. Parmi eux, l'analyste décerne la palme du plus grand nombre de tirages au quotidien *La Tercera* même si le chiffre fait débat :

---

<sup>413</sup> Diego Portales et Fernando Reyes Matta sont les deux auteurs principalement cités. Voir Diego Portales (1981), *Poder económico y libertad de expresión: la industria de la comunicación chilena en la democracia y el autoritarismo*, Santiago de Chile: ILET, Editorial Nueva Imagen ; Fernando Reyes Matta *et al.* (1986), *Investigación sobre la prensa en Chile*, Santiago de Chile: CERC-ILET.

<sup>414</sup> Eduardo Santa Cruz A. (1988), *Análisis histórico del periodismo chileno*, Santiago de Chile: Nuestra América Ediciones.

Eduardo Santa Cruz l'évalue à 250 000 exemplaires quotidiens<sup>415</sup> tandis que Fernando Reyes Matta lui en attribue 200 000<sup>416</sup>. Le quotidien conservateur *El Mercurio* publie quant à lui 100 000 journaux chaque jour, et 340 000 le dimanche<sup>417</sup>. Si, comme le fait la plupart des analystes, on prend pour moyenne qu'un exemplaire papier est lu par trois personnes différentes, cela crédite le secteur oligopolistique et conservateur d'un potentiel de plus 1 500 000 de lecteurs chaque jour. De leur côté, les forces de gauche peuvent compter sur cinq quotidiens qui cumulent 300 000 tirages, dont la moitié est à mettre au crédit de *Clarín*<sup>418</sup>.

Pour mieux faire le compte du déséquilibre des forces, les différents auteurs intègrent aussi les estimations de la diffusion des autres moyens de communication. Il s'agit, d'abord, des journaux régionaux dont quarante-et-un sont contrôlés par l'opposition et onze par l'Unité populaire, selon Eduardo Santa Cruz<sup>419</sup>. Plus précisément, Patricio Tupper remarque deux forces médiatiques provinciales. La Société chilienne de publications et de commerce (Sociedad chilena de publicaciones y comercio S.A.) cumule près de 40 000 tirages quotidiens avec les versions régionales du journal *El Mercurio* (d'Antofagasta à Concepción) mais aussi celles de *La Estrella* à Valparaíso, à Antofagasta (*La Estrella del Norte*), à Iquique, et enfin *La Prensa de Tocopilla*. La force de SOPELUR réside, quant à elle, dans son contrôle de la quasi-totalité des journaux de province circulant dans la zone sud du pays (de Concepción jusqu'à Osorno). Les quatre titres en circulation, *La Patria de Concepción*, *El Diario Austral* (Temuco), *El Correo de Valdivia* et *La Prensa de Osorno* (sans compter *El Diario Ilustrado* publié à Santiago), appartiennent tous à ce groupe médiatique et concentrent 27 000 tirages.

Les chiffres de publication des revues hebdomadaires donnent un aspect encore plus vertigineux au rapport de force entre media commerciaux (conservateurs) et media proches de l'Unité populaire. Eduardo Santa Cruz évoque six revues d'actualité aux mains de l'opposition (*Ercilla*, *Vea*, *PEC*, *Qué Pasa*, *SEPA*, et *Impacto*) auxquelles peuvent être rajoutées les revues *Tizona*, *Siete Días* ou *Algo Nuevo* évoquées par Patricio Tupper. On décompte quatre revues féminines (*Paula* et *Vanidades*, du groupe *El Mercurio/Lord Corchrane* ; *Eva* et *Rosita* qui appartiennent à la maison d'édition *Zig Zag*) ; trois titres de la « presse rose » (*Cine-Amor* et *Corin Tellado* du groupe *El Mercurio-Lord Corchrane* ; *Confidencias* pour *Zig Zag*) ; trois revues destinées à la jeunesse chilienne (*Ritmo*, *El Musiquero*, et *Nuevo Mundo*, toutes au main du groupe *El Mercurio-Lord Corchrane*) ; deux

---

<sup>415</sup> *Ibid.*, p. 112.

<sup>416</sup> Fernando Reyes Matta (1986), *op. cit.*, p. 67.

<sup>417</sup> Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.*, p. 116.

<sup>418</sup> Eduardo Santa Cruz A. (1988), *op. cit.*, p. 113.

<sup>419</sup> *Ibid.*, p. 113.

revues sportives (*Estadio* et *Gol y gol*, toutes deux aux mains de *Zig Zag*) ; une revue historique (*Sucesos*) ; une revue pour hommes (*El Pingüino*) ; la diffusion exclusive des bandes dessinées chiliennes (*Gato, Henry, La Recluta, Mampato, Condorito*) et nord-américaines (principalement liées à Disney, tels *Fantasia, Picson, Donald, Pluto*, etc.) ; sans compter les suppléments à certains journaux et les programmes de télévision ou de radio. Au total, l'opposition chilienne disposerait de plus de 2 700 000 exemplaires de revues en circulation chaque mois, simplement en cumulant les tirages du groupe *El Mercurio-Lord Corchrane* et ceux de *Zig Zag*<sup>420</sup>.

De son côté, l'Unité populaire peut compter sur trois revues d'actualité (*Punto Final, Chile Hoy*<sup>421</sup> et *Plan*) ; deux revues pour les jeunes (*Ramona*, appartenant aux Jeunesses communistes et *Onda*) ; une revue jeunesse (*Cabrochico*) ; une revue féminine, et une bande-dessinée (*La Firme*). Mais les chiffres de leur circulation ne sont pas connus. Si les catégories dans lesquelles sont réparties ces revues peuvent être questionnées tout comme l'exhaustivité<sup>422</sup> et la précision de cette liste (mais ce n'est pas l'objet du propos), le déséquilibre entre les deux camps est encore une fois constaté dans ce secteur de l'activité médiatique.

Enfin, les agences de presse sont stigmatisées pour leur caractère transnational qui les associe implicitement, compte-tenu de l'activité étasunienne dans l'effondrement du régime de Salvador Allende, à l'opposition chilienne. Au-delà même de plans de déstabilisation spécifiques contre l'Unité populaire, il s'agit très certainement ici d'une réappropriation des débats sur le « Nouvel ordre mondial de l'information et des communications » (NOMIC) et de la *théorie de la dépendance*, dont les agences de presse transnationales symbolisaient et synthétisaient l'enjeu<sup>423</sup>. Ted Córdova-Claire souligne par exemple bien comment la position géopolitique comme les relations internes à l'Amérique latine sont conditionnées par des dépêches retravaillées à New York, Londres ou Paris. Dans les « fils » (*cables* en castillan) des agences de presse, deux tendances lui paraissent suspectes : privilégier l'information destinée aux métropoles européennes ; réécrire en métropole les informations sur l'Amérique latine même si elles sont destinées au continent lui-même (une dépêche sur le Brésil et à destination de l'Argentine – et on peut donc supposer du Chili – est

---

<sup>420</sup> Patricio Tupper (2003), *op. cit.*, p. 52.

<sup>421</sup> Etranglement laissée de côté par Patricio Tupper, *in Ibid.*

<sup>422</sup> Eduardo Santa Cruz ne mentionne par exemple jamais *Ecrán* dans son texte, alors que cette revue *people*, basée sur des critères thématiques et journalistiques directement inspirés par les revues étasuniennes de ce type aurait pu être un exemple intéressant à intégrer aux media de masses aux mains des forces d'opposition. Voir Francisco Marín Naritelli (2009), “*Ecrán*: la profotarándula en Chile, a partir de la figura de la estrella de cine hollywoodense”, Documentos de trabajo del CECOM, n°6, Instituto de Comunicación e Imagen de la Universidad de Chile, Santiago de Chile, pp. 52-61.

<sup>423</sup> Débats géopolitiques qui déboucheront sur le rapport dit McBride. Rapport de la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication.

reprise aux Etats-Unis<sup>424</sup>). Il faut toutefois souligner que certains journaux (*El Siglo, Punto Final...*) utilisent les dépêches des agences qui ne peuvent pas être assimilées à l'impérialisme étasunien en la matière, dans le contexte de la Guerre froide : *Prensa Latina* (la seule agence de presse latino-américaine, en l'occurrence d'origine cubaine), *ITAR-ISS* (Russie, mais nous n'avons pas lu de dépêches issues de *Ria Novosti*). Quoi qu'il en soit, sur la vingtaine d'agences de presse que Ted Córdova-Claire décompte sur le continent, 19 proviennent d'une aire culturelle qui n'est pas l'Amérique latine<sup>425</sup>. L'activité médiatique durant l'Unité populaire s'insère donc dans des débats plus larges, propres au contexte géopolitique des années 1960 et 1970, sur le déséquilibre de l'information.

Pour ce qui est de la radio<sup>426</sup>, son potentiel de diffusion est évalué à partir des zones de diffusion de chaque station émettrice. La fréquence de *Radio Minería* est reçue dans tout le pays, à Santiago, Viña del Mar, Antofagasta, La Serena, Talca et Punta Arenas ; *Radio Portales* diffuse à Santiago, Valparaíso et Talca ; *Radio Cooperativa* à Santiago, Concepción, Valparaíso, Puerto Mott, Temuco, Valdivia ; *Radio Paine* et *Radio polar* (qui appartiennent au groupe *Compañía Chilena de Comunicaciones S.A.* tout comme *Radio Cooperativa*) respectivement à Puerto Natales et Punta Arenas ; et *Radio Agricultura* à Santiago, Valparaíso et Los Ángeles<sup>427</sup>. A ces stations qui transmettent dans plusieurs lieux du Chili, il faut ajouter des dizaines de radios dans la capitale et les principales villes chiliennes : *Radio Talca*, *La Voz del Sur* à Punta Arenas, *La Portada* à Antofagasta, appartiennent par exemple toutes à l'entreprise *Radioemisoras Unidas*. Parmi ces stations, seule *Radio Portales* est proche de la coalition au pouvoir. Les autres radios qui la soutiennent ne sont même pas citées : *Radio Magallanes* (PC), *Radio Corporación* (assimilé au PS), *Radio « Luis Emilio Recabarren »* (CUT), *Radio Candelaria* (MAPU), *Radio UTE* (de l'Université technique d'Etat), sans même parler de *Radio Nacional* (MIR), qui n'a réussi à diffuser que quelques jours avant le coup d'Etat ; ou de la *Radio Balmaceda*, qui appartient au Parti démocrate-chrétien (PDC) mais qu'un des journalistes interrogés place clairement dans l'opposition<sup>428</sup>.

---

<sup>424</sup> Ted Córdova-Claire (1976), *op. cit.*

<sup>425</sup> Ted Córdova-Claire fait une synthèse du positionnement de ces différentes agences de presse à partir de critères tels que leur origine culturelle (nationale), leur positionnement par rapport à l'Etat de leur pays d'origine, leur logique de fonctionnement (économique, bureaucratique, indépendante, partisane...). Lire *Ibid.*

<sup>426</sup> Sur ce *medium* en particulier, voir María Cristina Lassagni & Paula Edwards (1988), "La Radio en Chile: Historia, modelos, perspectivas", *Documento de Trabajo* N° 64, Cenecha, Santiago de Chile.

<sup>427</sup> Cette ville est située dans la septième région du pays soit, dans la zone centre sud, entre Santiago et Concepción.

<sup>428</sup> « Au temps de l'Unité populaire, la Radio Balmaceda était du côté de l'opposition, fermement du côté de l'opposition au gouvernement de l'Unité populaire ». Traduction personnelle de: "En el tiempo de la UP, la Radio Balmaceda fue de la oposición, decisivamente de la oposición al gobierno de la Unidad Popular", entretien avec Felipe Pozo, étudiant en journalisme en 1973 à la PUC, sur son lieu de travail (Intralot Chile, 2939 Av. Vitacura, Las Condes – Santiago de Chile), 11 mars 2009.

Au final, ces études de l'activité médiatique montrent plusieurs traits caractéristiques des approches sur le système médiatique chilien durant l'Unité populaire. Les analyses du rôle des media dans un conflit sociopolitique polarisé et radical, qui déborde les institutions politiques pour traverser l'ensemble de la société, se basent sur une évaluation chiffrée des forces en présence. Le potentiel de diffusion des messages médiatiques, ramené à la propriété des émetteurs médiatiques, est souvent suffisant à ces auteurs pour souligner le dysfonctionnement du système médiatique. A propos de *Clarín*, Patricio Bernedo exprime de façon particulièrement explicite la relation de cause à effet qui s'établit entre la circulation médiatique et la force d'influence idéologique : « Il convient de souligner que le recours à ce type d'information douteuse et ouvertement fautive de la part de *Clarín*, qui était l'un des quotidiens de plus importante circulation au début du gouvernement de l'UP, avait objectivement un plus grand impact sur l'opinion publique que la stratégie des media d'extrême droite, de très basse circulation »<sup>429</sup>. Le lien établi ici est décisif : la problématique de l'activité médiatique est concentrée dans sa puissance de diffusion au sein de l'opinion publique, ici envisagée sous l'angle de la masse de lecteurs dont les attitudes, opinions et comportements sont influencés par les informations et messages médiatiques.

## 2. L'influence massive des media sur l'opinion publique

On retrouve d'ailleurs ces récits sur l'activité médiatique sous l'Unité populaire, et l'articulation avec l'influence massive en jeu dans la bataille idéologique, dans la bouche des journalistes interrogés quant à leur activité durant les trois années de gouvernement de Salvador Allende. Editorialiste à *El Siglo*, et collaborateur d'une multitude de media, Luis Alberto Mansilla mesure la dissymétrie entre les deux camps en métaphorisant la faible capacité de diffusion de l'appareil médiatique gouvernementale en comparaison avec *El Mercurio*:

« LAM. : Mais nous étions une bouteille à la mer, nous étions une bouteille à la mer je te dis parce que, la majorité de la presse était anti-Unité populaire et contrôlée par la droite, et la majorité de la presse était pour le coup d'Etat.

AF. : Dans *El Siglo* on critiquait ce que disait Allende, avec une liberté de ton, où la ligne du parti, la ligne de l'Unité populaire se respectait...

---

<sup>429</sup> « Cabe destacar que el recurso a este tipo de información dudosa o abiertamente falsa por parte de *Clarín*, que había sido uno de los diarios de mayor circulación a comienzos del gobierno de la UP, tenía objetivamente mayores consecuencias ante la opinión pública, que la estrategia de los medios de extrema derecha de muy baja circulación » in Patricio Bernedo (2003), *op. cit.*, p. 74.

LAM. : Non, non, non, non, on ne critiquait pas, non, non. Il n’y avait pas de critique de l’Unité populaire ni d’Allende. Bon c’était naturel, parce que pourquoi nous allions faire nous autres les critiques quand tous les autres le disaient déjà... »<sup>430</sup>.

C’est la même idée qu’il réaffirme sous un registre plus savant, lorsqu’il fait le témoignage sur son travail journalistique, au cours du même entretien. Il évoque alors clairement l’idée d’opinion publique et la lutte d’influence qui se mène entre 1970 et 1973 :

« La presse durant l’Unité populaire n’a pas eu beaucoup d’influence sur l’opinion publique, parce que c’était, c’était, elle était si peu nombreuse, et minoritaire. Le monstre de la presse ici c’est *El Mercurio*, et c’est absolument un journal de droite, un journal des entrepreneurs Edwards. Et ce journal aussi [*il montre un quotidien sur la table*], celui-là *La Tercera*. Dans l’actualité, il n’y a pas beaucoup de journaux de gauche »<sup>431</sup>.

Si Luis Alberto Mansilla assume sans sourciller la posture organique des journaux auxquels il appartient, Ernesto Carmona attribue une forte capacité d’influence au Parti communiste en matière médiatique, en énumérant les différentes composantes de cette force partisane :

« (...) Parce que le Parti communiste avait...une revue très bien, hebdomadaire, peut-être qu’elle n’était pas si bonne [*que ça*], mais pour l’époque, elle s’appelait *Vistazo*, elle sortait toutes les semaines. Et le Parti communiste avait un grand pouvoir éditorial à cette époque. Il avait une maison d’édition de livres... ‘Editorial Austral’, il avait une grande imprimerie ‘Horizonte’ et il avait une société journalistique, une entreprise journalistique pour sortir ses journaux. Il s’y imprimait l’*Última Hora*, qui n’était pas communiste, ensuite...le Parti socialiste en est devenu propriétaire »<sup>432</sup>.

Propriétaire et directeur du journal *Clarín* à partir de 1972, Víctor Pey ne passe pas par quatre chemins pour clarifier ses objectifs d’alors, à la tête du journal de gauche le plus vendu. C’est bien

---

<sup>430</sup> “LAM.: Pero éramos una bota en el mar, éramos una bota en el mar te digo porque, la mayoría de la prensa era anti-Unidad Popular, y controlada por la derecha, y la mayoría de la prensa estaba por del golpe.

AF: En El Siglo se criticaba lo que decía Allende, con una libertad de tono, o la línea del partido, la línea de la Unidad popular se respectaba...

LAM.: No, no, no, no se criticaba, no, no. No había crítica. No había crítica a la Unidad Popular ni a Salvador Allende. Bueno era natural, porque por qué íbamos a hacer nosotros los críticos cuando lo decían todos los demás...”, entretien avec Luis Alberto Mansilla, éditeur d’*El Siglo*, au café Haíti (Huérfanos 769, dans la commune de Santiago), 4 décembre 2008.

<sup>431</sup> “La prensa durante la UP no tuvo mucha influencia sobre la opinión pública, porque era, era, era tan poca, y minoritaria. El monstruo de la prensa aquí es El Mercurio, y es absolutamente un diario de derecha, un diario de los empresarios Edwards. Y ese diario también [*muestra un diario en la mesa de al lado*], ése, *La Tercera*. En la actualidad no hay muchos diarios de izquierda”, entretien avec Luis Alberto Mansilla, *op. cit.*, 4 décembre 2008.

<sup>432</sup> “(...) Porque el Partido Comunista tenía...una revista muy buena, semanario, quizás no era tan buena pero para la época, que se llamaba Vistazo, salía todas las semanas. Y el Partido Comunista tenía un gran poder editorial en esa época. Tenía una casa editora de libros... ‘Editorial Austral’, tenía una gran imprenta ‘Horizonte’ y tenía una sociedad periodística, una empresa periodística para sacar sus diarios. Ahí se imprimía la *Última Hora*, que no era comunista, después... la propiedad la tomó el Partido Socialista”, entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 16 décembre 2008.



l'idée qui est derrière la « mise du journal au service de la défense du gouvernement de l'Unité populaire » :

« De manière très claire, j'étais, comme je vous l'ai dit, j'avais été aussi, j'avais eu une relation très...proche avec le président Allende, et j'avais... De sorte qu'il m'est apparu que, c'est qu'il fallait penser que à ce moment, que la situation du gouvernement d'Allende, face aux pressions internationales et de l'oligarchie chilienne qui était très fortes, et naturellement, j'ai mis, c'est l'essentiel qui m'animait à l'acquisition, j'ai mis le journal au service de la défense du gouvernement de l'Unité populaire et des idéaux de Salvador Allende »<sup>433</sup>.

On trouve une multitude d'autres types de sources qui convergent avec cette tendance analytique du système médiatique durant l'Unité populaire, mais auxquelles il est inutile de se référer ici pour ne pas alourdir le texte<sup>434</sup>. Pour synthétiser cette tendance historiographique et mémorielle, on peut reprendre le témoignage de Luis Alberto Mansilla : « L'expérience du journalisme de l'Unité populaire fut un désastre, parce que la presse de droite avait beaucoup plus d'influence que la presse de l'Unité populaire. Beaucoup plus (...), et il existait une abondante presse de droite »<sup>435</sup>. Avec ces mots, on peut se rappeler que l'activité médiatique est conçue *a posteriori* comme un échec durant l'Unité populaire, à cause du déséquilibre médiatique entre les deux camps politiques, et de la puissance de l'activité médiatique qui agit telle une force contraignante sur l'opinion publique et participe à la radicalisation du conflit idéologique.

### 3. Cartographie d'un conflit politique

On s'est donc rendu compte que la première étape des analyses actuelles du cas de l'activité médiatique durant l'Unité populaire ressemble étrangement à la démarche empruntée dans les premiers textes universitaires chiliens sur la question médiatique. La faible différenciation entre les activités politiques et médiatiques est analysée depuis la question de l'origine socio-économique des différents propriétaires des journaux et, en corollaire, du problème des effets des arsenaux médiatiques sur l'opinion.

---

<sup>433</sup> «De manera muy clara, yo era, como le conté yo había sido también, yo había tenido una relación muy...cercana con el Presidente Allende, y había... De manera que me pareció que, es que había que pensar que en este momento que la situación del gobierno de Allende, frente a las presiones internacionales y de la oligarquía chilena era muy grande, y naturalmente, yo puse, eso es lo esencial que me animó a la adquisición, yo puse el diario en la defensa del gobierno de la Unidad popular y de los ideales de Salvador Allende», entretien avec Víctor Pey, propriétaire du journal *Clarín* entre août 1972 et septembre 1973, à son domicile, le 13 mai 2010.

<sup>434</sup> Parmi les plus récentes, on peut voir l'analyse que propose Arturo Navarro sur son blog : Arturo Navarro (2013), «La prensa chilena en tiempo de Coléra», *op. cit.*

<sup>435</sup> «La experiencia en el periodismo de la Unidad popular fue un desastre, porque tenía mucho más influencia la prensa de la derecha que la prensa de la Unidad popular. Mucho más. (...) y existía una abundante prensa de derecha», entretien avec Luis Alberto Mansilla, d'*El Siglo*, au café Haïti (Huérfanos 769, dans la commune de Santiago), 12 décembre 2008.

Les études sur l'influence médiatique durant l'Unité populaire pose la question *qui ?* Qui parle ? Généralement, il est répondu : un oligopole économique-médiatique lié à l'oligarchie politique et économique. Depuis quels lieux ? Depuis des positions de domination, qu'elles soient étatiques, partisans, économiques, financières, etc. A qui ? A des masses chaque jour plus amples, réparties en deux camps idéologiques, mais unifiée dans le corps abstrait de l'opinion publique. A partir de quels instruments technologiques ? Principalement, par le moyen des journaux et de la radio même si les revues et magazines sont pris en compte et que la télévision se voit attribuer un potentiel encore inexploité. Quel public se conforme ? Un public massif qui est considéré comme un corps électoral actif, fortement et transversalement politisé.

En ce sens, les récits contemporains sur l'idéologisation de l'activité médiatique durant l'Unité populaire se confrontent à un paradoxe. Ils s'appuient et reproduisent largement l'économie politique du système médiatique initiée avec les études communicationnelles à l'orée des années 1960, soit au moment même de la *crise*. Ils en partagent deux interprétations : l'idéologisation des messages médiatiques et le déséquilibre entre les deux appareils médiatiques. Pourtant ils en nient dans le même temps la validité, par la dénonciation de son inspiration marxiste dominante. Le cœur de la différenciation entre les deux périodes analytiques réside alors dans la définition de la caractéristique idéologique des messages médiatiques.

La cartographie proposée depuis l'actualité ne trace plus une frontière conflictuelle entre les deux camps : elle ne s'intéresse pas aux oppositions dichotomiques entre les deux projets de société comme c'était le cas des analyses des années 1960. La naturalisation des diagnostics idéologiques s'inscrit dans une cartographie qui projette une ligne de tension entre le conflit politique exacerbé qui mène au chaos politique (comme cela est prouvé au niveau historique, implicitement) et une démocratie retrouvée qui doit être stable et efficace pour ne pas reproduire les affres du passé. Cette partie du raisonnement disqualifie et discrédite donc les premières études communicationnelles depuis l'actualité, en traçant la ligne de démarcation entre structuralisme marxiste et histoire médiatique. La cartographie de l'activité médiatique durant l'Unité populaire dessinée actuellement agit donc en superposant l'espace de lutte des journaux et des media à une réflexion historiographique sur les sédimentations des études communicationnelles, dont elle se démarque. La vision transversale à cette superposition privilégie les impasses d'un conflit transversal à la société chilienne, qui renvoie au registre de la *crise*.

L'idéologie n'est plus ici un terme intellectuellement ambigu, selon où l'on se place sur l'échiquier théorique et politique, et qui signifierait à la fois le voile mis sur les contenus et les

structures des textes médiatiques par les classes dominantes (courant marxiste) ou de la propagande exercée par l'appareil médiatique organique à la coalition (marxiste) de l'Unité populaire (dans les analyses conservatrices). L'idéologie devient, dans le Chili dictatorial et post-dictatorial, un registre de parole transversalement emprunté par les acteurs de l'Unité populaire (media compris) et dicté par la *crise* transversale à la société chilienne. L'influence idéologique des media réside, selon ces auteurs, dans leur capacité à diffuser, de façon massive, des représentations du réel en conformité avec les principes fondamentaux des élites auxquelles appartiennent les différentes publications. L'idéologie est donc envisagée ici à partir d'une perspective sociologique, soit pour reprendre les termes de Philippe Braud, « les ensembles cohérents de représentations mentales relatifs à l'organisation sociale et politique » et « leur capacité à influencer les pratiques sociales à partir de processus de (re)construction du réel »<sup>436</sup>. C'est cet engrenage qui est alimenté par les registres de parole idéologiques des journaux et mène, selon les analyses actuelles, au coup d'Etat.

Dans le contexte post-dictatorial, le problème de l'opinion publique, c'est-à-dire de l'influence des moyens de communication sur les masses (comme phénomène collectif) et en dernière instance sur les individus (comme atomes de ce corps d'opinions et de comportements agrégés), légitime une approche sociologique sur le pouvoir entendu comme coercition (obéissance de l'un sur l'autre). D'une part, ce paradigme d'analyse ne différencie pas ce qui est communicationnel, de ce qui est social et de ce qui est politique : le poids des différents groupes dans la société et leurs relations de force (dépendantes de leur niveau de conscience d'eux-mêmes comme de leur degré d'organisation politique associé) expliqueraient sommairement le processus de communication médiatique. Pour être bref : telle entreprise détient tel journal, ce qui lui offre la possibilité de défendre tel point de vue, étant donnée sa capacité à regrouper des forces et à orienter l'opinion publique (à la différence des années 1960, les auteurs ne disent désormais plus manipuler ou instrumentaliser). Cette tendance analytique se développe à travers des instruments quantitatifs, et qui leur permettent de mesurer des tendances, de définir des profils et même de réécrire des histoires. Communication et politique sont entièrement réabsorbées dans la question du qui ?, c'est-à-dire la question de savoir quel groupe, selon un ensemble donné de déterminants socio-historiques, va dépasser tel autre.

Les lectures actuelles de l'histoire médiatique chilienne fonctionnent d'autre part à partir d'une analyse autonome de la communication comme réalité ontologique qui transcende les

---

<sup>436</sup> Philippe Braud (2004), *Manuel de sociologie politique*, Paris : L.G.D.J., 7e édition, p. 258.

conditions matérielles de l'existence sociale. Et elle se résout dans la capacité de l'Etat à garantir une intention essentielle pour la société, peu importe les définitions de cette volonté : la lutte contre un ennemi (définition polémique), le vivre ensemble (définition éthique), le respect d'un contrat (définition juridique). Apparaît donc, dans l'analyse, une discontinuité dans la relation entre société civile et Etat, qui nie l'importance des évolutions de la société civile dans la construction des objets politiques et communicationnels. En ce sens, la déviation progressive de la préoccupation pour les moyens de communication vers l'ingérence étatique dans le champ de la communication politique autonomise l'Etat et nie la capacité de résistance de la société civile, par la hiérarchisation des pratiques sociales depuis le critère de l'origine (dont l'Etat est une forme spéciale).

Ce regard actuel sur l'activité médiatique durant l'Unité populaire insiste donc sur les phénomènes de domination. Le problème de l'espace public est alors un problème de police au sens de Jacques Rancière : les analystes comme les journalistes qui témoignent se préoccupent de l'activité « d'organisation de l'agglomération des hommes en communauté (...) qui repose sur la distribution hiérarchique des sites et des fonctions pour obtenir le consentement des hommes »<sup>437</sup>. Mais ils laissent de côté le second aspect du régime politique de Rancière : la politique en tant que telle. Ils n'étudient pas l'émancipation médiatique qui opère à travers la dénonciation du préjudice fait à l'égalité démocratique, c'est-à-dire la sortie communicationnelle de l'identification et de l'ordre. Aucune des analyses présentées ne se préoccupe des journaux issus de groupes qui n'appartiennent ni aux partis politiques ni aux conglomerats de l'économie chilienne : journaux de quartier, journaux communautaires et autres programmes de radio associatifs, etc., sont oubliés. Ces analyses nient, *a posteriori*, à certains groupes la possibilité de faire une expérience politique et/ou communicationnelle singulière, qui s'articule autour des déterminations de leur inscription matérielle dans la société et qui entraîne des opérations de conduite sur ce même groupe et sur les autres, dans l'objectif de changer la situation. Selon des logiques policières, elles rendent invisibles les expériences médiatiques qui leur paraissent menacer l'espace public actuel, comme si la société chilienne était dans un état de post-guerre permanent. L'idéologie des messages médiatiques ayant fait risquer l'implosion au corps sociétal chilien, elle est condamnée dans le présent de la démocratie autoproclamée.

---

<sup>437</sup> Jacques Rancière (1995), *La Méésentente. Politique et Philosophie*, Paris : Galilée., p. 112.

La première partie de ce second chapitre vise à énoncer la légende actuelle de l'activité médiatique durant le gouvernement de Salvador Allende. Il s'agit d'une légende aux deux sens termes. D'une part, le récit mythique que la perception actuelle construit du cas de l'Unité populaire : l'idéologisation à outrance du système médiatique qui nourrit un affrontement sociopolitique centrifuge. La légende proposée depuis les années 1980 détermine d'autre part les coordonnées de cette bataille médiatique rangée dans une cartographie qui prend de l'épaisseur du fait de la multiplication des espaces de la *crise* : les media sont répartis entre les deux camps en conflit ; les études communicationnelles contemporaines à l'Unité populaire sont elles-mêmes décrédibilisées du fait de leur contribution au conflit, malgré la sédimentation du problème de l'idéologie ; leur influence se mesure par leur contribution à l'intervention militaire des forces conservatrices, à partir de la puissance de diffusion de chaque camp et de la performativité supposée des messages médiatiques sur l'opinion publique.

Si l'efficacité des contenus médiatiques n'est jamais questionnée en tant que telle, le processus actuel de reconstruction de la période de l'Unité populaire est enrichi par un travail consistant à donner corps à l'idéologie diffusée par les media dans les mots des journaux. La question a été effleurée dans une citation de Patricio Bernedo sur la qualité du contenu des journaux durant l'Unité populaire, dont il mesure ici l'écart avec la vérité, entendue comme la vérification des informations (précisément lorsqu'il écrit « (...) le recours à ce type d'information douteuse et ouvertement fausse de la part de *Clarín* »<sup>438</sup>). Fort de sa capacité de structuration et de diffusion, le déséquilibre idéologique s'incarne, aux yeux de plusieurs sémiologues et historiens des media, dans les contenus médiatiques.

---

<sup>438</sup> « (...) El recurso a este tipo de información dudosa o abiertamente falsa por parte de *Clarín* (...) » in Patricio Bernedo (2003), *op.cit.*, p. 74.

## III] Les vestiges du futur : messages médiatiques et crise politique

La répartition idéologique des moyens de communication actifs durant l'Unité prend un peu plus d'épaisseur dans une série d'études qui analysent la manière dont les messages des media ont été influencés par les structures idéologiques et économiques du système médiatique. Sur les bases d'une cartographie du conflit médiatique, les analyses actuelles de l'activité durant l'Unité populaire proposent une lecture des contenus diffusés, pour mieux comprendre ce que disaient les journaux entre 1970 et 1973. Ici encore, la démarche semble proche de celle adoptée dans les années 1970 par les études communicationnelles émergentes. Mais ces premières ont avant tout cherché à systématiser les analyses de l'activité médiatique par une sémiologie structurale des messages, afin de dévoiler les relations occultes entre messages médiatiques et idéologie (voir chapitre 1). Les analyses postérieures saisissent plutôt le cas de l'Unité populaire à partir d'une lecture des signes extérieurs des journaux (titre et éditoriaux essentiellement) et d'une typologie du vocabulaire utilisé dans les articles.

D'un point de vue méthodologique, les textes actuels flirtent avec une forme d'évidence (le vocabulaire manichéen et séditieux utilisé entre 1970 et 1973 parle de lui-même). Or l'explication de ce truisme se trouve dans la façon dont ces études pensent l'histoire médiatique chilienne récente. Elles placent leurs analyses sous le filtre du coup d'Etat, qui est alors fait résultat des trois années de radicalisation de la *crise* vécue par la société chilienne depuis la fin des années 1950. La violente rupture de l'ordre est l'angle depuis lequel le regard sur l'histoire communicationnelle récente cherche à comprendre le rôle des contenus dans cet échec historique traumatisant qu'est l'Unité populaire.

Selon les auteurs, le cas d'étude des années 1970-1973 prend son sens en regard des modifications profondes du système médiatique : la suppression des liens établis entre media et partis politiques ; la censure et le contrôle des messages ; les politiques de distribution des annonces publicitaires ; le jeu d'influence auquel se livrent les élites qui appuient le régime autoritaire, à travers leur prise de position dans les media officiels ; ou encore le contrôle exercé par le régime sur la télévision ou les universités<sup>439</sup>. Or ce sont bien les messages médiatiques non seulement idéologisés mais surtout radicaux et politiques concurrentiels qui conduiront, selon les auteurs présentés, à la rupture du coup d'Etat, et donc à l'application des mesures draconiennes de réduction de la liberté d'expression à son état minimal. Dit avec une formule synthétique : les media sont accusés d'avoir mené à la disparition de la liberté d'expression, au nom de la libération

---

<sup>439</sup> Eugenio Tironi & Guillermo Sunkel (1993), *op. cit.*, pp. 221-222.

d'expression. Eduardo Santa Cruz exprime la même idée avec ses mots, peu de temps après la commémoration des 30 ans du coup d'Etat : « (...) la bourgeoisie a gardé l'initiative dans la lutte idéologique contraignant la presse de gauche à une attitude généralement défensive, sous l'invocation préalable à la *liberté de prensa amenazada* et au *pluralismo informativo* contre le totalitarisme [les deux expressions sont mises en italique par l'auteur] »<sup>440</sup>.

L'idéologie des contenus médiatiques n'est donc plus ici la diffusion de valeurs, concepts et idées sociopolitiques sur « l'état du monde », dans un projet téléologique. Elle s'incarne plutôt dans la radicalisation de l'affrontement dont témoigne le vocabulaire utilisé dans les pages des journaux. Par cette réinterprétation du travail idéologique des media durant l'Unité populaire, ces analyses de contenu s'ancrent dans des questionnements sur le bon fonctionnement de la démocratie, son équilibre et sa pérennité. Le problème de la santé de la démocratie ricoche sur le contexte de la *crise* politique de l'Unité populaire depuis la période de « transition démocratique », tout en trouvant son écho dans la dictature. Le violent effondrement de la démocratie chilienne, le 11 septembre 1973, s'incarne désormais dans un processus symbolique dont les contenus médiatiques sont des agents parmi d'autres (nous pensons ici à tous les autres registres de messages tels que la chanson à texte<sup>441</sup>, les peintures murales - *muralismo*<sup>442</sup>, les discours politiques et syndicaux). Autrement dit, et pour reprendre le titre de cette partie, les analyses actuelles cherchent dans les vestiges médiatiques de l'Unité populaire, les dérives d'une *crise* qu'il faut désormais prévenir.

Pour mieux comprendre en quoi les contenus médiatiques sont conditionnés par les clivages de propriété et peuvent avoir un effet corrosif sur le système démocratique, les auteurs actuels ont d'abord opposé les profils sérieux et populaires de journaux qui, malgré leurs différences,

---

<sup>440</sup> « (...) la burguesía guardó la iniciativa en lucha ideológica obligando a la prensa de izquierda a una actitud generalmente defensiva, previa invocación de la *libertad de prensa amenazada* y del *pluralismo informativo* contra el totalitarismo [las dos expresiones están puestas en cursiva por el autor] » in Eduardo Santa Cruz (2004), *op. cit.*, p. 6.

<sup>441</sup> On peut par exemple se souvenir de la façon dont Victor Jara utilise le vieux dicton : « Usted no es na', ni chicha ni limonada », qui parle des militants d'une improbable troisième voie en se moquant de leur mollesse : « Vous n'êtes rien, ni de la *chicha* ni de la limonade ». Dans cette chanson, l'auteur-compositeur de la Nouvelle chanson chilienne fait de la neutralité des démocrates-chrétiens le symbole d'un courant sans saveur, qui ne fait ni le choix de la festivité (la chicha est une liqueur à base de raisin ou de pomme) ni le choix de l'équilibre (la limonade étant une boisson non-alcoolisée et sucrée). Pour retrouver ce vers, il faut écouter, Victor Jara (1971), « Ni chicha ni limonada », *El Derecho de Vivir en Paz*, Santiago de Chile : DICAP. Une version d'août 1973, avec une explication du chanteur lui-même, est disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=mUyucR28C8I> (consulté le 5 août 2014). Sur l'engagement des chanteurs de la vague de la « Nouvelle chanson chilienne », on peut lire le témoignage d'Eduardo Carrasco, philosophe et membre de Quilapayún. Voir Eduardo Carrasco (2013), « Los Años de la Unidad Popular », disponible sur <http://www.cancioneros.com/co/3802/2/los-anos-de-la-unidad-popular-por-eduardo-carrasco> (consulté le 2 juin 2014).

<sup>442</sup> Sur le sujet, de façon sommaire, voir Cesar Alborno (2005), « La Cultura en la Unidad Popular » in Julio Pinto Vallejos (coord.), *op. cit.*, pp. 147-176 ; Patricio Rodríguez Plaza (2004), *La Peinture baladense. Manufacture esthétique et provocation théorique latino-américaine*, Paris : L'Harmattan.

s'engagent peu à peu dans une logique d'affrontement transversal (A). Privilégiant manichéisme, disqualification et injures, la dérive idéologique des registres journalistiques d'écriture montre bien, selon les études actuelles, la *crise* que traverse la société chilienne, c'est-à-dire l'incapacité des institutions à réguler le conflit (B). Finalement, les contenus médiatiques entrent en lutte dans leur activité de représentation de la puissance politique qui contribue au désordre social et au conflit politique (C). Ce qui fait imploser le système médiatique, et participe à la rupture du consensus chilien.

#### *A) La noyade idéologique des différents profils médiatiques*

La distinction entre les profils des journaux en circulation durant l'Unité populaire s'élabore selon trois critères. D'abord, l'opposition entre les styles d'écriture : presse sérieuse d'un côté, presse populaire de l'autre (1). Ensuite, la catégorie "populaire" est questionnée par l'analyse des médiations qui lui seraient propres (2). Enfin, la radicalisation de la presse chilienne est repérée dans la confluence des profils sérieux et populaires, à travers notamment l'émergence d'une presse d'affrontement (3).

### **1. Le profilage des styles d'écriture**

A l'occasion des trente ans du coup d'Etat de 1973, Patricio Bernedo et William Porath<sup>443</sup> livrent une analyse basée sur le fonctionnement macro-politique du système médiatique chilien. En prenant appui sur l'économie médiatique proposée par Diego Portales en 1981<sup>444</sup>, les deux auteurs scindent ce système entre les groupes commerciaux détenus par des intérêts privés, les titres aux mains des différentes forces politiques chiliennes et le journal étatique *La Nación*. Cette lecture s'enrichit, en suivant l'inspiration de Patricio Dooner<sup>445</sup>, d'une répartition des journaux selon la qualité de leur style d'écriture. Selon une opposition classique entre culture légitime et culture populaire, le clivage est fait entre les journaux dits « sérieux » (*El Siglo*, *La Prensa*, *Las Noticias de Última Hora* et *El Mercurio*) qui respectent les canons de l'écriture journalistique (implicites et évidents chez les analystes, puisque jamais caractérisés) tout en radicalisant leur contenu. Les journaux dits « populaires » (*La Segunda*, *Las Últimas Noticias*, *La Tercera*, *Clarín* et *Puro Chile*) utilisent quant à eux un langage moins formel sur des thématiques plus

---

<sup>443</sup> Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.*

<sup>444</sup> Diego Portales (1981), *op. cit.*

<sup>445</sup> Patricio Dooner (1989), *op. cit.*



sensationnalistes (le crime, les spectacles, les sports, le sexe...). Patricio Tupper définit cette presse comme « les journaux de type commercial qui cherchent à définir un style de presse populaire par des articles attrayants pour les lecteurs des couches moyennes et les travailleurs »<sup>446</sup>. Construit sur la duplicité culturelle des styles d'écriture journalistique, ce profil renvoie selon les auteurs à des stratégies commerciales qui s'appuient sur les représentations classiques de la culture populaire, élaborées depuis une position qui lui est extérieure, avec un langage journalistique appartenant à la culture légitime chilienne. Synthétiquement, ces journaux sont reconnus pour leur registre particulier de langage, usant fréquemment d'un style oral et d'une grande vulgarité de ton qui saturent les représentations du corps et des plaisirs, en se référant à une subjectivité synonyme d'expérience. Cette classification des registres des journaux chiliens met en exergue le manque implicite d'honnêteté et de profondeur de la presse populaire.

Le clivage entre la presse sérieuse et la presse populaire selon leur rapport à la culture populaire construit ensuite une symbolisation implicite du rapport de cette culture au réel, caractérisé par sa vulgarité, son goût pour l'expérience, les plaisirs et les chairs. La description proposée des profils médiatiques érige les journaux populaires en un pôle négatif mais attractif (car commercialement porteur), envers lequel la transition démocratique doit prendre ses distances pour ne pas tomber dans des dérives qui ont contribué, dans le cas de l'Unité populaire, à la rupture du régime démocratique. Cet avertissement se fait plus fort encore quand les auteurs soulignent que le style d'écriture populaire jouit d'une force de pénétration commerciale, grâce à l'exploitation des symboles les plus ostentatoires tout comme une couverture appuyée des faits divers. Durant l'Unité populaire, les deux titres aux plus gros tirages appartiennent à ce profil : *La Tervera* et *Clarín* éditent respectivement 200 000 et 150 000 exemplaires chaque jour.

## 2. Les médiations médiatiques de la culture populaire

La distinction entre les deux profils de presse est approfondie par Guillermo Sunkel en 1985, lorsque le chercheur redonne aux journaux une épaisseur dans la circulation quotidienne d'informations. Il propose de réinsérer la presse et les media dans la complexité des relations sociales en dessinant plus précisément les profils de chaque titre et l'imaginaire socioculturel auquel ils renvoient. Le spécialiste chilien des communications propose une étude de la « raison et des passions de la presse populaire » chilienne entre 1964 et 1973<sup>447</sup>, en la situant dans le débat

---

<sup>446</sup> Patricio Tupper (2003), *op. cit.*, p. 28.

<sup>447</sup> Guillermo Sunkel (1985), *op. cit.*

autour des représentations de la culture populaire dans une société massifiée et de la fonction de médiation mise en œuvre par les media. En préparant son doctorat en sciences de la communication à l'Université de Birmingham, l'auteur participe à l'appropriation latino-américaine des *Cultural Studies* anglaises et de la sociologie constructiviste de Pierre Bourdieu. Il contribue ainsi à la réinterprétation de l'histoire culturelle du sous-continent à partir d'une lecture historique des constructions symboliques attribuées à la culture populaire<sup>448</sup>. Ces représentations s'articulent aux rapports de force sociaux et aux luttes pour attribuer un sens au réel. De ce point de vue, les journaux livrent une action dans la bataille pour naturaliser le sens de l'ordre social et définir par la négative la culture populaire (culture « dominée » sous la plume de ces auteurs). L'hypothèse sous-jacente considère les media comme des producteurs et des diffuseurs de représentations sociales dont l'innocence est mise en doute par leur position d'extériorité. Sans dénier l'influence fondée sur la capacité de diffusion de journaux principalement distingués pour leur appartenance idéologique, Guillermo Sunkel fait reposer ce pouvoir médiatique sur la capacité du camp conservateur à construire et diffuser les représentations sociales remodelant la culture populaire depuis des représentations élitistes.

Plus précisément, les conceptions du registre populaire entrent dans un conflit frontal durant l'Unité populaire, par l'attribution compétitive de nouveaux répertoires sémiologiques au langage médiatique. D'un côté, sont distingués les journaux populaires acquis au camp gouvernemental, qui propagent une conceptualisation révolutionnaire d'un « sujet pur et non-contaminé par le capitalisme, et qui se présente comme le dépositaire des valeurs qui représentent l'utopie de la société du futur »<sup>449</sup>. Cette conception de l'avant-garde marxiste est principalement diffusée dans les contenus des quotidiens *El Siglo* et *Las Noticias de Última Hora*. De l'autre côté, la presse populaire commerciale répand une représentation sensationnaliste du populaire, qui situe cette résurgence dans le caractère massif des représentations et des pratiques culturelles : une conception massifiée du populaire incarnée par *La Tercera*, *Clarín* et *Puro Chile*.

Les deux catégories de journaux populaires sont différenciées selon des conceptions du populaire qui épousent les traits du clivage idéologique traversant les rapports de force quotidiens entre 1964 et 1970. L'identité des media est construite sur leur médiation de la culture populaire,

---

<sup>448</sup> Ce mouvement analytique est incarné par des publications telles que: Nestor García Canclini (1989), *Culturas híbridas. Estrategias para entrar y salir de la modernidad*, México D.F.: Grijalbo; Jorge A. González (1987), “Los frentes culturales: Culturas, mapas, poderes y luchas por las definiciones legítimas de los sentidos sociales de la vida”, *Estudios sobre las culturas contemporáneas*, vol. 1, n°3; Jesús Martín Barbero (1987), *De los medios a las mediaciones. Comunicación, Cultura y Hegemonía*, Barcelona: Gustavo Gili (traduit en français en 2002, sous le titre *Des media aux médiations*, Paris : Ed. CNRS) ; Renato Ortiz (1985), *Cultura brasileira e identidade nacional*, São Paulo : Brasiliense.

<sup>449</sup> Guillermo Sunkel (1985), *op. cit.*, p. 14.

dont les variantes correspondent à des traits partisans. Les journaux distinguent donc, selon Guillermo Sunkel, leur public par ses proximités idéologiques avec les représentations du populaire proposées. Chacun des cinq profils analysés se différencie par les variations entre les articulations configurationnelles de deux registres de représentations culturelles de la catégorie populaire : une « matrice rationnelle-luministe », implantée dans une lecture universaliste du progrès qui se généralise par l'éducation (la pédagogie de l'homme nouveau), et une matrice symbolico-dramatique, qui fait appel aux émotions et qui diffuse un imaginaire manichéen et baroque du monde.

L'histoire chilienne des jeux d'appropriation et de réappropriation médiatiques de la culture populaire<sup>450</sup> fait émerger une *crise* de la représentation du populaire avec l'émergence d'une culture de masse, dont les médiations deviennent, selon l'auteur, une tactique dans le conflit radicalisé de la période de l'Unité populaire. Dans une perspective gramscienne, l'idéologie procède ici du registre de la violence symbolique, soit d'une lutte pour l'hégémonie des représentations sociales et politiques élaborées dans les segments dominants de la société chilienne, spécifiquement autour de la figure populaire. En mettant fin à l'Unité populaire et à la saturation des registres de représentation du populaire, le coup d'Etat et la dictature chilienne placent le point de non-retour de ces luttes autour de l'appropriation massifiée de la culture populaire. La censure des journaux populaires révolutionnaires et la réduction quantitative des corps populaires révolutionnaires par la répression laisse le champ libre à la conception sensationnaliste du populaire.

### 3. La presse d'affrontement

L'argument de la saturation des registres et des profils médiatiques est également renforcé par la lecture d'une série de journaux, qui sont publiés quelques mois avant l'élection de Salvador Allende, dans le seul objectif du combat politique. Patricio Tupper assimile leur naissance à leur objectif : « l'affrontement politique »<sup>451</sup>. En reprenant à son compte la typologie de Juan Linz et Alfredo Stepan sur l'effondrement des régimes démocratiques<sup>452</sup>, Patricio Bernedo accuse ces journaux d'avoir été « déloyaux envers la démocratie »<sup>453</sup>, en massifiant au sein de l'opinion

---

<sup>450</sup> La *presse ouvrière* et la *lira popular* sont les deux profils qui sont à la source de la mise en forme journalistique de ces matrices culturelles. Elles seront évoquées plus avant, notamment depuis la lecture que leur assigne Guillermo Sunkel (chapitre 3). Voir *ibid.*

<sup>451</sup> “(...) Comienza a editarse un conjunto de publicaciones claramente orientadas al enfrentamiento político” in Patricio Tupper (2003), *op. cit.*, pp. 218-219.

<sup>452</sup> Juan J. Linz & Alfred Stepan (eds.) (1978), *op. cit.*

<sup>453</sup> Patricio Bernedo (2003), *op. cit.*

publique la légitimation des attitudes déloyales envers les institutions démocratiques. L'analyse est aussi partagée par Arturo Navarro sur son blog, mais il utilise l'appellation « journaux de combat » dont l'instrument principal est, selon lui, l'appareil de titrage<sup>454</sup>. L'ancien journaliste et éditeur souligne d'ailleurs que la naissance de ce type de journaux lors des campagnes présidentielles est chose commune au Chili, mais que la nouveauté réside dans la survie de cette presse durant le gouvernement de Salvador Allende.

Parmi ces journaux qui sont vus comme des « traîtres », on trouve, à gauche, le quotidien *Puro Chile*, qui fait son apparition en avril 1970 depuis les rangs du Parti communiste chilien (PCCH) pour « coordonner l'action des CUP [*Comités d'unité populaire*] créés pour soutenir la candidature de Salvador Allende »<sup>455</sup>, et qui « adopte les traits d'un journal populaire par son style, sa forme et son langage »<sup>456</sup>. *Punto Final*, revue bimensuelle apparue en 1965 et dirigée par Manuel Cabieses, militant du MIR, est généralement associée à la logique de confrontation d'une partie de la presse chilienne, tout comme la revue hebdomadaire *Chile Hoy*, publiée par des proches du PSCH (Marta Harnecker notamment, et auquel participe Faride Zerán<sup>457</sup>). Dans le camp conservateur, émergent le journal *Tribuna* créé en mars 1971 par des membres du Parti national (PN, l'opposition oligarchique au gouvernement) et les revues *Qué Pasa*, *Tizona* et *SEPA* (1971), qui adoptent un ton offensif. L'accentuation du caractère politique des media durant l'Unité populaire est aussi illustrée sur le marché radiophonique. Si Eugenio Tironi et Guillermo Sunkel précisent que ce secteur fonctionne dès sa naissance selon une logique entrepreneuriale et économique, ils soulignent que « le lien entre les stations de radio et les partis politiques (...) reste borné aux moments de radicalisation du conflit politique »<sup>458</sup>. Ils font par exemple apparaître les liens de propriété entre les partis de gauche et *Radio Portales*, achetée par des personnes liées au président Allende (sans qu'aujourd'hui encore, l'on ne sache de qui il s'agit), entre *Radio Corporación* et le PSCH, et entre *Radio Magallanes* et PCCH.

---

<sup>454</sup> Arturo Navarro Ceardi, *op. cit.*

<sup>455</sup> Patricio Tupper (2003), *op. cit.*, p. 29. Les CUP sont les Comités d'Unité populaire, utilisés pour exécuter des tâches de propagande ou de coordination au sein de la coalition durant la campagne électorale. Selon le Programme de l'Unité populaire, les CUP doivent « stimuler et orienter la mobilisation du peuple du Chili vers la conquête du pouvoir ». Au-delà du succès électoral, les CUP sont les dispositifs d'organisation et de mise en œuvre du revendiqué « pouvoir populaire » (selon l'expression consacrée), que ce soit face aux risques de renversement ou par la participation populaire aux tâches politiques. A ce sujet, voir Hugo Cancino Troncoso (1988), *op. cit.*, pp. 126-129.

<sup>456</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>457</sup> Avec qui un entretien a été mené, le 28 avril 2009, à l'Institut de communication et d'images de l'Université du Chili, dont elle était alors directrice.

<sup>458</sup> «La vinculación de emisoras radiales con partidos políticos (...) estará acotada a aquellos momentos de agudización del conflicto político» in Eugenio Tironi & Guillermo Sunkel (1993), *op. cit.*, p. 220.

Dans le second entretien qu'il nous a accordé, Luis Alberto Mansilla, ancien éditorialiste de *Siglo*, confirme cette analyse dans son récit de l'affrontement médiatique lorsqu'il répond aux questions sur sa contribution à la revue hebdomadaire *Mayoría*, éditée par la maison d'éditions nationalisée *Quimantú* en 1971 et 1972 :

« AF. : J'aimerais savoir quel était le ton de la revue *Mayoría*... plus neutre qu'*Abora* ou... ?

LAM. : Neutre ? Non, non ! C'était plus, plus offensif, beaucoup plus, beaucoup plus. Parce que nous sentions que l'une des causes de l'échec d'*Abora* était son ambiguïté, son objectivité, donc, il fallait faire une revue directement offensive. Mais ce fut une erreur aussi, parce que ça n'a, ça n'a, ça n'a pas capté non plus...

AF. : Comment se manifestait ce ton offensif ? Par exemple quel type de vocabulaire utilisiez-vous ?

LAM. : Ce n'était pas un vocabulaire grossier, mais partisan.

AF. : Avec beaucoup de références idéologiques ?

LAM. : Oui avec quelques références idéologiques, mais du programme marxiste. Tout était une erreur. *Mayoría* était une erreur. Ça l'était tellement que le parti, qui m'avait placé là-dessus, m'a retiré. Ils m'ont retiré de *Mayoría* et m'ont rendu à *El Siglo* »<sup>459</sup>.

Il est d'ailleurs éloquent qu'en 2008, Luis Alberto Mansilla balaie du revers de la main l'initiative même de *Mayoría*, l'évoquant sous le registre négatif et disqualifiant de l'erreur. Même s'il invoque la volonté du Parti communiste chilien de ne plus contribuer à cette erreur, il est troublant de se rendre compte que l'articulation qui amène l'ancien éditorialiste du *Siglo* à rejeter l'expérience se fait à partir du caractère idéologique (programmatique même) de la publication. Là encore, on voit poindre ce discours qui fait de la période de l'Unité populaire un contre-modèle dans l'actualité chilienne. Ce repoussoir est construit sur l'hybridation des profils médiatiques qui prennent un accent avant tout idéologique, ce qui provoque une scission de leur public sous l'exigence de rendement politique. Au-delà de la cartographie idéologique du système médiatique, c'est la logique même d'affrontement qui redéfinit et fait converger les styles d'écriture journalistiques au Chili entre 1970 et 1973.

---

<sup>459</sup> « AF. : «¿Me interesaría saber cuál era el tono de la escritura de la revista *Abora*... más neutral o...? »

LAM. : ¿Neutral? ¡No, no! Era más, más ofensiva, mucho más, mucho más. Porque sentimos que una de las causas del fracaso de *Abora* era su ambigüedad, su objetividad, entonces, había que hacer una revista directamente ofensiva. Pero fue un error también, porque no, no, no captó tampoco...

AF. : «¿Cómo se manifestaba este tono ofensivo? ¿Por ejemplo, qué tipo de vocabulario se utilizaba? »

Luis Alberto Mansilla: No era un vocabulario grosero, pero partidario.

AF. : ¿Con muchas referencias ideológicas? »

LAM. : Si con unas referencias ideológicas, pero del programa marxista. Fue todo un error. Lo de *Mayoría* fue un error. Tanto fue así que el Partido, que me había colocado en eso, me retiró. Me retiró de *Mayoría*, y me devolvió al *Siglo*... », entretien avec Luis Alberto Mansilla, *op. cit.*, 12 décembre 2008.

Aux yeux des auteurs jusqu'ici abordés, le clivage idéologique structurant le système médiatique chilien est accentué par les profils des journaux en concurrence durant l'Unité populaire, qu'ils définissent autour de leur rapport à la culture populaire ou à leurs objectifs partisans. Par ce biais, chaque auteur a principalement discuté le caractère idéologique de la presse durant l'Unité populaire, en essayant de donner de l'épaisseur à l'idéologie dans les pages des journaux : la diffusion de représentations mentales organisées politiquement ; la médiation de la violence symbolique ; l'instrumentalisation politique du message médiatique. L'idée qui transparait sous ces démarches reste celle d'un engrenage qui emporte les différents types de presses dans le conflit idéologique qui mène au coup d'Etat. L'effondrement du régime démocratique est la grille de lecture principale dans le Chili dictatorial et post-dictatorial, comme si elle aidait à mieux trouver les clés d'une démocratie stable et efficace. De fait, le registre idéologique des journaux est déconstruit pour mieux contrer cette dérive d'un autre temps. Les études cherchent et présentent la façon dont le vocabulaire et les formules des messages publiés dans la presse participent à ce mouvement centrifuge.

### *B) Le registre idéologique des messages : manichéisme, disqualifications et injures*

Inspiré par le travail novateur de Patricio Dooner<sup>460</sup>, Patricio Bernedo donne de la substance à la répartition idéologique de l'activité médiatique, en réinscrivant le caractère idéologique des messages médiatiques dans la vie quotidienne propre à l'Unité populaire<sup>461</sup>. Il propose ainsi de mettre en lumière les registres idéologiques des messages qui font écho à la cartographie du secteur médiatique. Principalement sur les bases d'une analyse des titres publiés en une (et donc visibles par la population dans les kiosques), mais aussi du recours à des éditoriaux et des articles du corps du journal, ces deux auteurs essaient d'identifier les traits caractéristiques du langage médiatique diffusé durant le gouvernement de Salvador Allende. Or c'est toujours en lien avec l'issue traumatique de ce gouvernement qu'est faite l'analyse de l'activité médiatique et de ses contenus.

Patricio Dooner s'inscrit dans une volonté claire de rapporter l'activité médiatique à l'effondrement du régime démocratique chilien. Il invoque, dans son hypothèse, l'impact du

---

<sup>460</sup> Patricio Dooner (1989), *op. cit.*

<sup>461</sup> Patricio Bernedo (2003), *op. cit.*

fonctionnement du journalisme sur la stabilité démocratique : « L'objectif initial est de montrer les effets corrosifs que peut avoir le journalisme et l'énorme dommage que le journalisme corrosif peut produire sur la stabilité démocratique et la coexistence nationale »<sup>462</sup>. Le questionnement de l'historien s'inscrit donc dans la vague d'études sur la stabilité des régimes politiques et leurs transformations, intensifiée à partir du milieu des années 1970 par l'espagnol Juan L. Linz, l'étasunien Alfred Stepan, l'argentin Guillermo O'Donnell ; dont héritent Arturo Valenzuela au Chili ou Guy Hermet et Alain Rouquié en France. Le texte sur la presse chilienne durant l'Unité populaire est d'ailleurs publié en 1986, à la suite d'un premier écrit sur le rôle de la démocratie-chrétienne dans ce régime, dans un contexte qualifié de « démocratie fatiguée » par l'auteur<sup>463</sup>.

La réédition de cette réflexion sur la presse durant l'Unité populaire, en 1989, montre bien la prégnance de la lecture idéologique du phénomène, puisque le livre regroupe deux textes écrits quelques années auparavant, selon une division idéologique de la presse chilienne : un texte sur la droite (l'opposition) et un texte sur la gauche (le gouvernement) – d'ailleurs écrit dans un second temps « sous les pressions »<sup>464</sup> conséquentes à la publication de l'analyse sur la presse conservatrice. Le clivage idéologique apparaît bien ici, ancré dans les structures mêmes des études et réflexions autour des media durant l'Unité populaire. Et l'appartenance idéologique de la presse chilienne devient la principale source de son action politique dans la multiplication des conflits et le blocage du régime, et donc de son impact sur la stabilité démocratique. L'avant-propos de cette seconde édition renforce la portée performative de l'analyse de Patricio Dooner, quand il affirme que cette réédition entre en écho avec la nouvelle donne démocratique de la fin des années 1980 (autrement dit, le plébiscite constitutionnel sur l'exercice du pouvoir par le général Pinochet). L'auteur soutient que, pendant l'UP, est apparu « un journalisme antidémocratique dont la fin exclusive [était] de déstabiliser ou de défendre un régime politique déterminé, sans vibrer au sacrifice de la personne et de ses justes droits »<sup>465</sup>. L'activité médiatique est donc pensée chez Patricio Dooner, à partir d'une métonymie de la presse, comme un agent de socialisation politique qui a eu tendance à accentuer la *crise* par ses accointances avec le système politique.

---

<sup>462</sup> «El objetivo inicial es mostrar los efectos corrosivos que puede tener el periodismo y el enorme daño que un periodismo exacerbante puede producir a la estabilidad democrática y a la convivencia nacional», in Patricio Dooner (1989), *op. cit.*, p. 13.

<sup>463</sup> Voir Patricio Dooner (1985), *Crónica de una democracia cansada*, Santiago de Chile: Instituto Chileno de Estudios Humanísticos.

<sup>464</sup> Patricio Dooner (1989), *op. cit.*, p. 15.

<sup>465</sup> *Ibid.*, p. 15.

Pour arriver à ses fins, Patricio Dooner fait un diagnostic qui sera largement repris par Patricio Bernedo, quinze ans plus tard. Selon les mots de ce dernier, qui présente les traits distinctifs des récits journalistiques de façon plus efficace, il y a trois registres de langage qui font des media un catalyseur de la *crise* sociopolitique. L'utilisation de la *disqualification* est généralisée et vise personnellement les acteurs politiques de façon diffamatoire. Les références à l'homosexualité sont une tendance forte de ce registre de langage. Durant la campagne électorale de 1970 par exemple, les titres de *Clarín* désignent Jorge Alessandri, le candidat du PN, sous le sobriquet « La Dame » (« La Señora »)<sup>466</sup>. Dans son édition du 2 décembre 1971, *La Tercera* qualifie les militants miristes, que le journal accuse de violence contre les femmes participant à la marche des casseroles vides, de « miricones », soit un jeu de mot entre le sigle du parti (MIR) et *maricones* qui littéralement veut dire « pédés ». Autre exemple de ces débordements langagiers lors de la visite de Fidel Castro (en mai et juin 1971), *La Tribuna* fait d'Allende et Castro un couple qui se satisfait mutuellement. Cette disqualification de l'ennemi politique prend aussi la forme de l'exaltation burlesque de la sexualité par des jeux de mots ; d'assimilations que Patricio Bernedo qualifie de « racistes » ; ou d'accusations diffamatoires, telle la façon dont la presse conservatrice suppose l'alcoolisme d'Allende (et son goût pour le whisky, plus précisément distillé, fait symbole des contradictions du président de la République chilienne, puisque de culture anglo-saxonne).

Ce langage s'accompagne de pratiques de *désinformation* recourant largement, selon l'auteur, aux mensonges ou, dans le vocabulaire plus psychologisant de Patricio Dooner, aux confusions entre le réel et l'imaginaire. Ces pratiques s'inscrivent dans une perspective propagandiste : elles visent à diffuser des informations dont la véracité est mise en doute, pour décrédibiliser l'action du gouvernement et de ses partisans et ainsi rendre l'issue tragique inévitable. Patricio Dooner met en évidence plusieurs mécanismes stylistiques de *désinformation* qui contribuent à la radicalisation du conflit : les confusions, l'exagération, les mises en scène journalistiques, bref la

---

<sup>466</sup> Si nous ne rentrons pas dans la construction discursive de l'homosexualité durant l'Unité populaire, Claudio Acevedo et Eduardo Elgueta en font un cas d'étude qui vise à « comprendre les visions du monde régnantes dans le Chili qui s'ouvrait à l'expérience du socialisme ». Pour ce faire, ils analysent exclusivement les titres d'*El Clarín*. Encore une fois ce sont les signes extérieurs des journaux qui sont étudiés ici. Les deux auteurs montrent comment la tendance au discrédit de l'homosexualité et à l'homophobie est forte dans la presse chilienne durant l'UP, et répond à une culture catholique de « machisme ambiant » (il cite cette expression formulée par le militant pour la cause homosexuelle, écrivain, poète et chroniqueur, Pedro Lemebel). Les auteurs démontrent « l'image sinistre qu'a construite la presse sur les homosexuels, en les concevant comme des personnages capables des plus brutaux assassinats, pervers et portant atteinte à la morale et aux bonnes mœurs ». Ils concluent que la méconnaissance du monde homosexuel, de la part des journalistes et de la société plus généralement, révèle un fossé entre le projet politique et économique de l'Unité populaire et les besoins et revendications de la communauté homosexuelle. Voir Claudio Acevedo & Eduardo Elgueta (2009), *Revista iZQUIERDAS*, año 2, n°3, accessible sur <http://www.yasni.info/ext.php?url=http%3A%2F%2Fwww.izquierdas.cl%2Fvista%2Fpage%2F2%2F&name=Eduardo+Elgueta&showads=1&lc=fr-fr&lg=fr&rg=es&rip=fr> (consulté le 3 janvier 2013).



conception d'événements dont l'objectif est, au moins pour l'opposition, d'accentuer la *crise*. Plus manipulateurs, les titres des journaux populaires, en plus de jouer sur la violence, la provocation et la satire, lui paraissent souvent déconnectés du contenu des articles. Au cours de l'Unité populaire, trois exemples de *désinformation* sont présentés : les accusations visant le camp gouvernemental après l'assassinat du général Schneider<sup>467</sup> ; les résultats économiques de la coalition ; les élections législatives de 1973 et à partir de là, les supposées menaces de Plan Z<sup>468</sup>. De façon corollaire, le registre de la *violence* est un instrument médiatiquement légitime, que ce soit par l'appel aux armes<sup>469</sup> ou à l'intervention des forces armées<sup>470</sup>, comme à travers l'usage d'un langage menaçant, grossier et même scatologique et/ou d'un ton incisif et insolent<sup>471</sup>.

Les titres de presse, caractérisés par leur recours au manichéisme, à l'injure et leur « haut degré d'idéologisation »<sup>472</sup>, visent donc à détruire symboliquement la figure d'un ennemi politique méprisé. En imposant l'affrontement comme seul langage possible (sous l'opposition *dictature marxiste* vs *dictature militaire*), l'activité médiatique accélère et légitime la *crise*. Elle rend inévitable, et donc logique, la future rupture institutionnelle. Pour preuve, Patricio Bernedo explique, en compagnie de William Porath, l'état des relations entre media et politique durant l'Unité populaire avec ces mots : « les journaux ont diffusé au sein de l'espace public un mépris croissant des institutions, en renforçant les positions antisystème [*les auteurs unifient ces positions par le singulier*], en légitimant la violence et en utilisant le mensonge, la ridiculisation et le langage de guerre pour justifier une sortie extraconstitutionnelle de la crise politique aigüe de l'époque »<sup>473</sup>. En se basant sur une étude réalisée par Arturo J. Escadón au sein du Centre d'études de l'Amérique latine de l'Université japonaise de Nanzan, la journaliste Lidia Baltra témoigne de la même radicalisation du registre idéologique de la presse, à partir de mécanisme similaire. Elle souligne les abus et les

---

<sup>467</sup> Par exemple, “Se confirma: un allendista mató a Schneider”, *Revista PEC*, 04 junio 1971 ; “Presidio perpetuo para el socialista que habló al general Schneider”, *Tribuna*, 17 junio 1972.

<sup>468</sup> Un excellent aperçu de la construction de la menace d'un coup d'Etat auto-administré par les forces révolutionnaires est disponible dans Claudio Salinas (2009), “El Mercurio y el Plan Z: El periodismo no ha tenido lugar”, in Claudia Lagos Lira **Erreur ! Signet non défini.** (coord.), *El Diario de Agustín. Cinco estudios de casos sobre El Mercurio y los derechos humanos (1973-1990)*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, pp. 97-120. Sur l'épisode, on peut aussi se référer à l'introduction de cette thèse.

<sup>469</sup> “¡El pueblo les sacará la cresta!”, *Puro Chile*, 06 septiembre 1970; “(...) El pueblo debe armarse para combatir las fuerzas reaccionarias (...)”, *El Siglo*, 06 septiembre 1970; “Ultimátum UP: asamblea del pueblo o enfrentamiento armado”, *PEC*, 02 julio 1971.

<sup>470</sup> “La misión profesional de las Fuerzas Armadas es una misión de guerreros y de garantes de la institucionalidad”, *El Mercurio*, 19 septiembre 1972.

<sup>471</sup> Outre les titres d'*El Mercurio* ou de *Tribuna* rappelés ci-dessus, et pour donner des exemples provenant des deux bords, on peut citer : “Hijos de perra siguen robándonos el cobre”, *Clarín*, 03 octubre 1972.

<sup>472</sup> Patricio Bernedo & William Porath (2003), *Ibid.*, p. 116.

<sup>473</sup> “Los periódicos fueron difundiendo entre el público un creciente desprecio de la institucionalidad, reforzando las posiciones anti-sistema, legitimando la violencia y utilizando la mentira, la ridiculización y el lenguaje de guerra para justificar una salida extra constitucional de la aguda crisis política de la época”, in Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.*, p. 124.

dérives, les injures et la disqualification, et « au détriment de la vérité »<sup>474</sup>, ce qui polarise et fait imploser l'ordre démocratique chilien.

Dans un écrit antérieur sur le contexte médiatique chilien des années 1960 et 1970, Hernán Uribe, ancien correspondant de l'agence cubaine *Prensa Latina* au Chili et rédacteur en chef du quotidien socialiste *Las Noticias de Últimas Horas*, fait le même constat :

« Quoi qu'il en soit, en ces temps de liberté d'expression l'opposition conservatrice a pratiqué le journalisme le plus immoral que le Chili ait connu, rempli de mensonges fabuleux, d'insultes accompagnées d'un langage grossier et, bien sûr, orienté vers des objectifs dépourvus d'éthique, comme la rupture de l'ordre constitutionnel. Cette presse a stimulé un style qui est tombé en plein dans le libertinage et qui, lamentablement, a été imité partiellement par les journaux progressistes, où certains ont même tâché de dépasser l'adversaire dans le remplacement des arguments par les insultes, les gros mots et le langage argotique »<sup>475</sup>.

De façon convergente avec les citations d'Abraham Santibáñez ou Juan Pablo Cárdenas cités en introduction, les journalistes semblent partager une position qui attribue aux media et aux journalistes une responsabilité dans la radicalisation de la *crise* qui traverse l'Unité populaire et son tragique dénouement. Felipe Pozo se réfère ainsi aux media en circulation durant le gouvernement de Salvador Allende en soulignant leur brutalité et l'impact de leur langage sur l'histoire chilienne :

« (...) En réalité les media, les media en particulier ont été les porteurs du langage de rupture. Je crois qu'il y a une, une, une...comme nous le savons tous : d'abord les grandes ruptures se font dans le langage et ensuite elles se font dans la pratique. Et les media ont été brutaux. (...) Mais c'était un temps où il y avait...c'était une grande bataille. Nous savons que l'objectivité n'est pas une réalité, n'a jamais existé, mais là il n'y avait même pas un intérêt pour chercher une certaine reconstruction, c'était simplement une prise de position...et avec beaucoup de disqualification de... Je crois que, rends-toi compte, on est passé dans les media avant n'importe où ailleurs, d'adversaire à ennemi. Et cela a été très complexe. Mais très révélateur de ce qu'était

---

<sup>474</sup> Lidia Baltra M. (2012), *op. cit.*, p. 23.

<sup>475</sup> “Como sea, en esos tiempos de libertad de expresión la oposición conservadora practicó el periodismo más inmoral que haya conocido Chile, plagado de mentiras fabulosas, de insultos acompañados de lenguaje soez y, por cierto, orientado a objetivos carentes de ética, como la ruptura del orden constitucional. Esa prensa impuso un estilo que cayó de lleno en el libertinaje y que, lamentablemente, fue imitado parcialmente por los periódicos progresistas, donde algunos incluso procuraron superar al adversario en el reemplazo de los argumentos por los insultos, las palabras gruesas o el lenguaje delictual” in Hernán Uribe (1996), *op. cit.*, p. 4.

le pays, et du type de tension que nous étions en train de vivre et du type de complexité sociale qui se vivait »<sup>476</sup>.

Ces récits sont par exemple largement convoqués dans les documentaires comme les reportages de télévision sur le sujet, à des moments d'activation de la mémoire tels que les commémorations du 11 septembre. Or l'usage des archives de presse fait par ces documents audiovisuels sert à montrer la radicalisation idéologique de la société et la bataille quotidienne qui a lieu entre 1970 et 1973. Dans les témoignages recueillis, coupés et montés par les reportages et documentaires, la presse est condamnée pour son attitude durant la *crise* révolutionnaire de l'Unité populaire. Aux rares occasions où ces documentaires lui attribuent un moment analytique propre, elle est condamnée pour son comportement<sup>477</sup>. Ainsi, dans un reportage télévisé à l'occasion de la commémoration des 30 ans du coup d'Etat de la junte militaire, le journaliste Hermógenes Pérez de Arce témoigne par ces mots :

« Je n'aimerais pas que se répète une presse comme celle que nous avons eue des deux côtés, armée d'un style qu'a inauguré *Clarín* et qui s'est ensuite vu reflété dans les journaux d'opposition à l'UP, qui disaient des choses identiques ou pires. Je crois que cela n'a pas été bon pour le pays. Je crois qu'on pouvait éventuellement se divertir ou rire parce qu'on publiait des choses amusantes, mais aux dépens de la réputation des personnes ; c'est-à-dire que c'était des personnes qui pouvaient difficilement sortir dans la rue après que ces titres ne soient parus. On publiait des choses ouvertement injurieuses et calomnieuses sur tout le monde »<sup>478</sup>.

Dans un entretien, Ernesto Carmona converge avec le constat d'une presse au langage radical, à visée destructrice. Lorsque nous le questionnons sur le fonctionnement et la fonction du Collège des journalistes chiliens durant l'Unité populaire, il fait un détour par une description

---

<sup>476</sup> « (...) En realidad los medios en particular los medios fueron los portadores del lenguaje del quiebre. Yo creo que hay una, una, una... como todos sabemos: primero los grandes quiebres se dan en el lenguaje y después se dan en la práctica. Y los medios fueron brutales. (...) Pero hoy día, ningún partido tiene un medio de comunicación directamente. En esa época, todos los partidos tenían un medio de comunicación directamente, y ejercían en esos diarios influencia absolutamente directa, digamos o sea... Pero ese era un tiempo que hace... era una gran batalla. Sabemos que la objetividad no es una realí, no existe, pero ahí no había ni un interés siquiera de buscar una cierta reconstrucción, era simplemente una toma de posición... y con mucha descalificación de... Yo creo que, fíjate, en los medios se pasó antes que en ninguna otra parte de adversario a enemigo. Y eso fue muy complejo. Pero muy revelador de lo que era el país, y del tipo de tensión que estábamos viviendo y del tipo de complejidad social que se vivía », entretien avec Felipe Pozo, *op. cit.*, 4 mars 2009.

<sup>477</sup> Le documentaire qui est sûrement le plus connu et symbolique de cette tendance est *La Spirale* d'Armand Mattelart. Voir Armand Mattelart (1974), *op. cit.*

<sup>478</sup> « No desearía que se repitiera una prensa como la que tuvimos por ambas partes, gatillada por el estilo que inauguró *Clarín* y que después se vio reflejado en los diarios de oposición a la UP, que decían cosas iguales o peores. Creo que eso no le hizo bien al país. Yo creo que uno podía eventualmente entretenerse y reírse porque se publicaban cosas divertidas, pero a costa de la honra de las personas; o sea, eran personas que difícilmente podían salir a la calle después de estos titulares que aparecían. Se publicaban cosas abiertamente injuriosas y calumniosas de todo el mundo » Hermógenes Pérez de Arce, en el programa « Secretos de la Historia » de *canal 13*, 2003, cité dans Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.*

de l'activité médiatique plus large<sup>479</sup>. Depuis sa position historique propre (le présent), il perçoit le passé médiatique récents avec des qualificatifs similaires voire identiques à ceux utilisés par les analystes du registre des messages médiatiques. Il livre son témoignage de la sorte :

« Bon, euh, durant l'époque de l'Unité populaire au Chili, il y avait, euh...pas une liberté de la presse, mais un libertinage de la presse sans restriction. Tu peux vérifier les journaux de l'époque d'opposition à Allende, ils utilisaient un langage...insolent, agressif, irrespectueux... Ils l'appelaient [Allende] avec épithète »<sup>480</sup>.

L'ancien journaliste du *canal 9* associe ce « libertinage » au respect de la liberté de la presse par le régime de Salvador Allende. Dans ce contexte où il n'y a pas de restriction, le déséquilibre structurel du système médiatique le fait sous-entendre que la déstabilisation du régime provient du camp conservateur qui est plus nombreux :

« Euh, il n' y a eu aucune mesure détestable d'Allende contre, contre, contre les, les moyens de communication, mis à part peut-être les chaînes de radiodiffusion qui étaient, en plus, une tradition dans notre pays depuis, depuis des gouvernements antérieurs. Moi depuis tout petit je me rappelle qu'il y avait tout le temps des chaînes de radio-émissions du gouvernement de Gabriel González Videla, qui a gouverné le Chili de 1946 à 1952 ; après de Carlos Ibáñez del Campo, de 1952 à 1958 ; de Jorge Alessandri Rodríguez, de etcetera... Et c'était toujours dans des conjonctures politiques, des états de siège, des conflits de lutte de classe ou de lutte politique. Et en cela Allende a respecté la tradition de convoquer certaines... Ce que je te racontais la dernière fois, qu'ils monitoraient les radios depuis la OIR. C'était une obligation. Maintenant avec la presse écrite, aucune, aucune... Là on ne pouvait faire aucune chaîne, on ne publiait pas d'annonces du gouvernement. Evidemment. Ni en faveur du gouvernement, ni des opinions en faveur du gouvernement. Et c'était... Je t'ai livré un bilan de l'équilibre, ou du déséquilibre, ils étaient en majorité non ? »<sup>481</sup>.

Outre l'exagération à laquelle se livre Ernesto Carmona (sur la non-publication des annonces du gouvernement), on retrouve ici la logique d'argumentation utilisée dans les récits actuels sur

---

<sup>479</sup> Nous ne prolongeons pas ici l'extrait de l'entretien jusqu'au moment où dont Ernesto Carmona se remémore le rôle du Collège des journalistes chiliens entre 1970-1973, parce qu'il n'est pas utile de le faire pour renforcer l'argument à ce stade. D'autre part, nous réservons cet extrait pour le chapitre 5 où est plus directement traité le problème de la régulation corporatiste du milieu journalistique.

<sup>480</sup> « Bueno, ee, durante la época de la Unidad Popular en Chile, había, eee...una irrestricta, no libertad de prensa, sino de libertinaje de prensa. Tú puedes revisar los diarios de la época de oposición a Allende, usaban un lenguaje...insolente, agresivo, irrespetuoso... Lo llamaban [a Allende] con epíteto », entretien avec Ernesto Carmona, journaliste en activité durant l'Unité populaire, à son domicile (dans la commune de Nuñoa à Santiago du Chili), 31 mars 2009.

<sup>481</sup> « Eee, no hubo ninguna medida odiosa de Allende contra, contra, contra los, los medios de comunicación, quizás excepto las cadenas de radiodifusión que eran, además una tradición en nuestro país desde, desde gobiernos anteriores. Yo desde niño recuerdo que, a cada rato, había cadenas de radioemisoras del gobierno de Gabriel González Videla, que gobernó a Chile entre 1946 y 52; después de Carlos Ibáñez del Campo, del 1952 a 1958, después de Jorge Alessandri Rodríguez, del etcetera... Y siempre eran en coyunturas políticas, estado de sitio, conflictos de lucha de clase y de lucha política. Y en eso, Allende siguió la tradición de convocar a cierta... Lo que te contaba la otra vez que monitoreaban radios desde la OIR. Era una obligación. Ahora con la prensa escrita, ninguna, ninguna... Ahí no se podía hacer cadenas, no se publicaba avisos del gobierno. Obviamente. Ni a favor del gobierno, ni opiniones a favor del gobierno. Y eran... Yo te entregué un balance del equilibrio, o sea del desequilibrio, eran mayoría ¿no? », entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 31 mars 2009.

l'activité médiatique durant l'Unité populaire : déséquilibre des forces, radicalisation et accélération de la bataille médiatique, et effondrement du régime.

Les récits de l'incarnation rhétorique de la bataille idéologique dans les media, durant l'Unité populaire, sont (enfin) consacrés par le Rapport Rettig, issu de la Commission de vérité et de réconciliation décrétée par Patricio Aylwin quelques mois après l'installation de la démocratie, en 1990. Mise en place afin de mesurer les responsabilités de l'Etat chilien dans la répression systématique appliquée à la population entre 1973 et 1989, cette commission valide institutionnellement la perception d'une radicalisation idéologique des media et leur capacité à savonner la planche de la démocratie chilienne :

« Finalement, on ne peut oublier – dans la description de la phase ultime de la crise, 1970-1973 – le rôle joué par les media de communication. Pas pour tous, mais pour certains si, spécialement écrits, de vaste diffusion – et des deux côtés, la destruction de la personne morale des adversaires a atteint des limites incroyables, et on a eu recours pour ça à toutes les armes. La figure de l'ennemi politique présentée comme méprisable aux deux extrêmes, son anéantissement physique paraissait une mission juste, sinon nécessaire, et ce n'est pas rare qu'on y ait fait appel »<sup>482</sup>.

Le travail que fait la Commission de vérité et de réconciliation pour qualifier l'Unité populaire de *crise* converge donc avec l'approche de l'activité médiatique depuis le prisme du coup d'Etat de 1973. Le fait d'attribuer un rôle aux media dans la phase ultime de cette crise et de caractériser sa contribution à partir des appels au soulèvement et à la destruction, symbolique comme physique, de l'adversaire (devenu ennemi), articule un lien de cause à conséquence entre l'Unité populaire et son résultat.

La mémoire des journalistes ayant exercé entre 1970 et 1973, tout comme l'approche privilégiée par les analystes qui s'attèlent à la tâche de penser l'activité médiatique durant cette période, se focalisent sur le registre idéologique des messages médiatiques qui incarne l'affrontement dans un système médiatique couplé au système politique. Ce récit est validé par les institutions qui se chargent de mettre en œuvre un travail de réconciliation dans la période post-dictatoriale, et s'impose en même temps que le mode de perception unilatéral de l'activité médiatique sous le gouvernement de Salvador Allende. Par leur regard ancré dans le projet de « transition démocratique », la contribution des media aux batailles politiques et électorales durant

---

<sup>482</sup> “Finalmente, no puede olvidarse -en la descripción de la fase ultima de la crisis, 1970-1973- el papel jugado por los medios de comunicación. No en todos ellos, pero sí en algunos, especialmente escritos, de vasta difusión -y de ambos bandos-, la destrucción de la persona moral de los adversarios alcanzó limites increíbles, y se recurrió para ello a todas las armas. Presentada así en ambos extremos, la figura del enemigo político como despreciable, su aniquilamiento físico parecía justiciero, si no necesario, y no pocas veces se llamó a él abiertamente” Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Gobierno de Chile, 1991.

l'Unité populaire se révèle dans un « journalisme de tranchée » et participe à la scission du public chilien et donc au dédoublement de la nation. Le récit actuel de l'activité médiatique durant l'Unité populaire dessine alors la dramaturgie d'une *crise* transversale et donc médiatique.

### C) *Dramaturgie de la crise médiatique de l'Unité populaire*

On retrouve ici le signe de l'évolution de la signification de l'idée d'idéologie entre les premiers écrits des études communicationnelles (ce qui inclut les textes datant de la période de l'Unité populaire) et la vague d'analyses qui leur succèdent dans les années 1980. L'idéologie n'est alors plus un système de valeurs et de croyances politiques diffusées à travers une pédagogie sociale, elle devient un registre de prise de parole (écrit ou oral) partagé transversalement dans la société chilienne et qui devient le mécanisme central de fonctionnement de l'espace public. En se réappropriant les analyses des messages et leur articulation à l'économie politique du système médiatique qu'ils se chargent pourtant de critiquer pour leur caractère politique, les auteurs actuels naturalisent alors la dramaturgie d'une *crise* transversale, sous les effets d'une compétition idéologique pour influencer l'opinion publique. La féroce concurrence que se livrent révolutionnaires et contre-révolutionnaires déborde les appareils médiatiques : comme nous l'avons dit, vulgarité, satire et menace s'insèrent dans les textes et les illustrations journalistiques ; ce qui engage une bataille dans les représentations de la puissance publique (1). Dans l'actualité, la *crise* de l'Unité populaire est mise en scène par une *dramaturgie* qui souligne bien les risques que font peser les pratiques médiatiques idéologisées sur l'existence même de la communauté chilienne, et plus précisément sur la stabilité, l'efficacité et la pérennité de la démocratie chilienne (2).

#### **1. Représentations de la puissance et compétition médiatique**

La dérive médiatique qui a contribué au coup d'Etat de 1973 est finalement analysée à travers la façon dont les contenus des journaux entrent en concurrence sur le plan des représentations de la puissance. Alfredo Joignant<sup>483</sup> s'est prêté à cette analyse en 2012, en caractérisant à plusieurs reprises l'activité médiatique comme un agent de représentation des masses et de la puissance,

---

<sup>483</sup> Alfredo Joignant (2012b), *op. cit.*

dans la bataille politique qui fait rage<sup>484</sup>. Il caractérise d'emblée les trois années de gouvernement de Salvador Allende par leur irrégularité (dans la chronologie chilienne), du fait de l'effervescence révolutionnaire qui règne et de la dissolution de l'ordre social qu'elle entraîne. Sous ses mots, le statut de *crise* historique est donc un présupposé à l'étude de l'Unité populaire. L'idée défendue consiste alors à montrer que, dans cette *crise* transversale, les représentations de la puissance, construites à travers une série d'actes de mise en scène, sont un front de lutte, dans l'objectif de mobiliser les masses politiques et donner un sens nouveau à la majorité sociale et électorale chilienne. Au cours de l'argumentation, Alfredo Joignant converge avec Patricio Dooner (sans le citer) sur la mise en évidence d'un des facteurs de la puissance symbolique durant l'Unité populaire : la spectacularisation de la force comme ressort politique.

Selon une lecture historique linéaire, comme si l'issue tragique germait dans l'émergence du régime d'Unité populaire, Alfredo Joignant revient d'abord sur la campagne électorale de 1970, qui voit Allende être élu président de la République chilienne. Il observe que la concurrence entre les trois candidats a pris des formes radicales et violentes : insultes, injures et extrême idéologisation. Il converge en ce sens avec les descriptions des registres médiatiques et politiques présentées dans ce second chapitre. Au-delà de cet épisode de concurrence électorale acerbe, le jeu de démonstration de la puissance garde, selon Alfredo Joignant, la même logique de concurrence effrénée durant l'Unité populaire<sup>485</sup>. Le politologue montre comment les manifestations, appelées *concentración*<sup>486</sup>, qui ont lieu à une fréquence quotidienne à partir de 1972, et dans une moindre mesure les premiers sondages d'opinion<sup>487</sup>, participent de ces démonstrations de puissance. En creux, une accélération chronologique du conflit est mise en mouvement par l'analyse du politiste chilien, à partir de la fréquence et de la portée des pratiques de représentation de la puissance publique.

Dans ce jeu de représentation, les media occupent un rôle important. Comme ses prédécesseurs, Alfredo Joignant appuie sa réflexion sur la répartition de la connivence médiatique

---

<sup>484</sup> A ces fins, le politologue chilien utilise les outils analytiques construits par le politiste français Philippe Braud et son analyse des significations politiques, c'est-à-dire de la capacité de mobilisation, acquise par les actes de puissance regroupant les masses. Proche de la *Concertación* et particulièrement actif politiquement durant la période dite de « transition démocratique », il propose d'exemplifier l'opérationnalisation de ces instruments à partir du cas de l'Unité populaire. Voir notamment dans Philippe Braud [dir.] (1993), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris : L'Harmattan.

<sup>485</sup> Alfredo Joignant (2012b), *op. cit.*, p. 134.

<sup>486</sup> La précision lexicale apportée par Alfredo Joignant est ici importante : la *concentración* fait une référence à la puissance dans la fusion massive qu'elle évoque implicitement dans son nom (concentration). Voir *ibid.*, p. 133.

<sup>487</sup> La technique des sondages a été introduite au Chili à la fin des années 1940. Généralement, les auteurs qui ont travaillé la question situent les premières enquêtes en 1947 et les associent à la figure du sociologue de l'Université du Chili, Eduardo Hamuy. Nous y reviendrons. Voir Rodrigo Cordero (2009), *La sociedad de la opinión. Reflexiones sobre encuestas y cambio político en democracia*, Santiago de Chile: Ediciones Universidad Diego Portales.

entre dans l'espace politique. Les journaux de gauche (*El Siglo*, *Puro Chile*, *Clarín*, et *Las Noticias de Última Hora*) ont selon lui développé « (...) une vision révolutionnaire, manichéenne, subversive et intransigeante »<sup>488</sup>. Et les journaux conservateurs divergent sur leur forme mais convergent sur le fond, « (...) dans leurs efforts pour déstabiliser le gouvernement en cherchant son remplacement par des moyens extraconstitutionnels »<sup>489</sup>. Le politiste chilien se base donc sur l'articulation entre une économie politique du système médiatique et le registre des messages diffusés pour développer son analyse.

Alfredo Joignant ne saisit pourtant jamais les messages médiatiques en tant que tels ; il a recours aux récits médiatiques en filigrane de la réflexion pour se rendre compte de ce qu'il appelle le « rapport anthropomorphique à la puissance » durant l'Unité populaire<sup>490</sup>. A ses yeux, la *concentración* est l'objet d'une démonstration de force non seulement lors de son déroulement, mais aussi dans les produits médiatiques diffusés par *Clarín* ou *El Mercurio*, ne serait-ce que par le jeu photographique qui les accompagne. Chaque journal, implicitement considéré comme porte-parole du camp politique auquel il est associé, cherche à montrer (au sens de représenter) une masse de gens importante regroupée et engagée dans le soutien du projet politique défendu par sa ligne éditoriale. L'universitaire chilien retient aussi de sa lecture des articles autour des manifestations, l'utilisation de nombreux « adjectifs dénotant l'idée de masse, de grandeur, de gigantisme, voire de totalité »<sup>491</sup> tout comme la création de néologismes révélant la puissance pour qualifier ces actes et les rapporter à certains acteurs en particulier, par exemple les candidats<sup>492</sup>.

Or ces différentes pratiques de représentation de la puissance publique entrent dans une compétition qui engage la scission du corps politique chilien. Au fur et à mesure de l'accélération du conflit autour de la « voie chilienne vers le socialisme », Alfredo Joignant voit *El Mercurio* se replier sur un discours nationaliste en réinvestissant les cérémonies et rituels liés à l'appartenance nationale. A ses yeux, ces fêtes patriotiques, qui participent des démonstrations de puissance<sup>493</sup>, cessent peu à peu d'être présentées par le journal conservateur sous l'angle de la communion et

---

<sup>488</sup> “(...) Coincidió finalmente en una visión revolucionaria, maniquea, violentista e intransigente” in Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.*, p. 117.

<sup>489</sup> “(...) En sus afanes para desestabilizar el gobierno buscando su reemplazo por medios extra-constitucionales” in *Ibid.*, p. 117.

<sup>490</sup> Alfredo Joignant (2012b), *op. cit.*, p. 134.

<sup>491</sup> *Ibid.*, p. 134.

<sup>492</sup> La presse soutenant la candidature de Salvador Allende n'hésite par exemple pas à parler d'*Allendazos* pour qualifier les *concentraciones* liées à la campagne du candidat de l'Unité populaire. A noter que le suffixe *-azo* ajoute du volume et de la grandeur à la perception du mot auquel il est associé.

<sup>493</sup> On trouve ici une autre formulation de l'argument d'Olivier Ihl, qui écrit : « D'où son objet [*du sacré républicain*] : moins les contours d'une date, d'une figure, d'un au-delà qu'un mode spécifique de rassemblement. Nos fêtes sont d'abord des hommages rendus à d'autres fêtes ». Lire Olivier Ihl (1996), « Quoi ! Ne faut-il donc aucun spectacle dans une République ? », *Les cahiers de médiologie*, vol. 1, n°1, « Sur la République-spectacle », p. 205.



de la communauté. Dans cette perspective, le « miroir pédagogique » et le « l'entre-soi du langage rituel »<sup>494</sup> de la communauté chilienne perdent leur sens. A partir de 1971, Alfredo Joignant lit les comptes-rendus de la fête nationale du 18 septembre et de la parade militaire du jour comme des récits de la division : la nation chilienne affronte le peuple révolutionnaire, chaque entité ayant la volonté d'unifier de nouveau le pays par son existence même. Le nationalisme associé à ces commémorations et festivités diffuse une représentation négative et défensive face à la menace du désordre marxiste qui pèse sur la communauté nationale.

Alfredo Joignant remarque d'ailleurs que ces récits journalistiques incarnent le désordre engendré par l'Unité populaire en accordant une importance accrue aux descriptions des corps (la manière de se comporter, de se tenir) et des habits, qui deviennent les symboles univoques de la solennité. Dans les mots du politiste, l'extrême polarisation de la société chilienne se fait donc sentir dans les batailles symboliques et cérémonielles pour investir les monuments, dans les cérémonies, les héros et les rituels, devenus champs de bataille et enjeux de lutte<sup>495</sup>. Le message subliminal ne l'est pas tant que ça : pour que le désordre ne se transforme pas en chaos, il faut que la population se solidarise autour du projet idéologique contre-révolutionnaire. Selon le politiste, le camp conservateur combat la menace de scission par l'articulation entre les descriptions médiatiques du désordre et les prescriptions d'une attitude idéologiquement adéquate pour maintenir l'unité de la communauté politique chilienne. La radicalisation de la presse, et plus généralement du système médiatique chilien contribue par cette compétition politique effrénée autour des représentations de la puissance à l'effondrement du régime démocratique chilien et du régime médiatique pluraliste correspondant. Le politologue le confirme en faisant directement référence aux moyens extraconstitutionnels envisagés par la presse contre-révolutionnaire.

A partir de l'étude des registres de ses contenus médiatiques et de leur capacité de (re)construction du réel, l'activité médiatique durant l'Unité populaire est présentée par Alfredo Joignant comme une compétition idéologique dans la mise en scène de la force politique, dans la diffusion massive de ces représentations dans la compétition démocratique, et dans l'influence sur les pratiques et les luttes sociales. Les réminiscences de cette analyse, qui s'appuie sur une lecture linéaire de l'histoire, font du coup d'Etat le moment de rupture de l'ordre médiatique principalement structuré autour d'un clivage partisan. Sous l'angle du résultat d'une *crise* présumée à l'analyse, les auteurs conçoivent l'Unité populaire comme une anomalie historique

---

<sup>494</sup> Pour les deux expressions voir *Ibid.*, p. 205.

<sup>495</sup> *Ibid.*, p. 134.

durant laquelle le conflit s'accélère et le désordre s'amplifie. La perception actuelle de l'Unité populaire se cristallise autour d'une dramaturgie qui fait que, dans ce champ de bataille, chaque camp essaie de construire une menace pour souder la population autour de sa conception de l'unité politique.

## 2. *Crise, menaces de guerre civile et destruction de l'unité politique*

A partir du filtre traumatique du coup d'Etat, le prisme d'analyse de l'Unité populaire est celui de la *crise*, non seulement au sens de Michel Dobry, de « transformations d'état »<sup>496</sup>, mais surtout, selon les mots de Ninon Grangé, comme état négatif de l'ordre, en tant qu'elle signifie « la division et le danger de destruction de l'unité politique »<sup>497</sup>. Pour poursuivre avec le vocabulaire de la politiste française, ce « dédoublement » est la marque de fabrique historique de la *crise* de l'Unité populaire dans l'actualité chilienne. Depuis le milieu des années 1980, le risque de scission s'opère par la mise en œuvre d'une fiction de l'Unité populaire : le récit de la guerre civile comme imaginaire de la *crise*. Face au principe d'unité politique qui conditionne le fonctionnement de l'Etat chilien, le pays est présenté depuis l'angle d'une division si aiguë que, pour rappeler selon la phrase de l'historien anglais Mark Falcoff déjà citée en introduction, « le pays est devenu ingouvernable »<sup>498</sup>. Synthétisée sous la formule d'un seul auteur, la lecture d'un blocage qui mène à l'implosion de la communauté politique chilienne est largement partagée par les analyses historiques et politologiques<sup>499</sup>. Le gouvernement est jugé incapable de réguler les événements qui affectent la population chilienne dans sa multitude et sa multiplicité, dans sa masse<sup>500</sup>. Les anecdotes dessinent une population qui se divise : lire tel ou tel journal indiquerait un camp

---

<sup>496</sup> La définition exacte que donne Michel Dobry de la crise est : « la classe particulière de conjonctures critiques qui correspond à des transformations d'état des systèmes complexes lorsque ces systèmes sont soumis à des mobilisations multisectorielles ». Voir Michel Dobry (1987), *Sociologie des crises. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris : Presses de la FNSP, p. 40. Cette matrice analytique a d'ailleurs été appliquée à l'analyse des transitions démocratiques (en général), par exemple par Richard Benegas. On peut lire : Richard Benegas (1993), « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », *Cultures & Conflits*, n°12, hiver 1993, pp. 105-140.

<sup>497</sup> Ninon Grangé (2005), « Les transformations du politique en proie à la guerre civile », *Sens [public]*, n°2, disponible sur <http://www.sens-public.org/spip.php?article134> (consulté le 13 juin 2011).

<sup>498</sup> « (...) Chile had become virtually ungovernable » in Mark Falcoff (1991), *op. cit.*, p. 219.

<sup>499</sup> Les textes les plus intéressants, selon nous, sur le sujet : Manuel Antonio Garretón (1983), *op. cit.*; Tomás Moulian (1997), *op. cit.*; Tomás Moulian (2005), *op. cit.*, pp. 35-56.

<sup>500</sup> Il existe différentes formulations de cette idée. Selon les disciplines et les approches, la thèse de l'ingouvernabilité de l'Etat chilien se nourrit de diverses hypothèses : une formation sous le sceau de l'évidence se fait lorsque Claudio Veliz situe la *crise* de l'Unité populaire dans la distance entre le gouvernement et les masses (causée, selon lui, par les divisions internes à la coalition, les organisations paramilitaires et la détérioration de l'image publique d'Allende). Inutile de revenir ici sur les approches institutionnalistes ou les diagnostics de la rupture du système politique par le centre, déjà exposée en introduction et au début de ce chapitre. Voir Claudio Veliz (1983), « Continuidades y rupturas en la historia chilena: otra hipótesis sobre la crisis chilena de 1973 », *Estudios Públicos*, n°12, pp. 41-64.

idéologique<sup>501</sup>, l'apparence corporelle aurait acquis une charge politique<sup>502</sup>, de nombreux néologismes sont créés pour qualifier les uns ou les autres (*momios, upelientos*, pour nommer seulement le vocabulaire de la disqualification politique)<sup>503</sup>; les narrations littéraires ou cinématographiques mettent en scène des familles déchirées, dans un espace privé politisé à outrance<sup>504</sup>. On retrouve ici la critique que peut faire Michel Dobry de la réification téléologique des épisodes critiques, sans s'intéresser aux continuités des mobilisations collectives, à la fluidité politique et aux positions conjoncturelles des différents acteurs. L'imaginaire de la *crise* qui survit est celui de la rupture de l'ordre routinier, pour continuer avec le vocabulaire du politiste français.

L'histoire médiatique de l'Unité populaire n'énonce rien de différent. Le traumatisme de l'intervention militaire au cours du régime de Salvador Allende et la suspension de la liberté d'expression : voilà l'angle depuis lequel est actuellement monté le film de l'époque, appelée Unité populaire et filmée sous l'angle de son violent échec. L'analyse historique de l'activité médiatique durant cet épisode converge avec les témoignages des journalistes qui ont vécu l'époque : l'influence se mesure par la contribution que la presse a eue sur le violent échec de l'Unité populaire. Historien de la presse, Eduardo Santa Cruz synthétise bien cette approche, en 2004, sous couvert d'attaquer exclusivement l'action de la presse contre-révolutionnaire : « Ainsi, la presse d'opposition a stimulé la violence et l'action directe de ses masses, au nom de l'ordre social ; elle a obtenu l'appui de larges secteurs sociaux au capital monopolistique et impérialiste, au nom de la liberté et du patriotisme ; enfin, elle a créé les conditions politiques pour l'implantation d'une Dictature [*mis en majuscule par l'auteur*] au nom de la Démocratie [*majuscule de l'auteur*] »<sup>505</sup>.

---

<sup>501</sup> Felipe Pozo déclare par exemple à ce sujet : « Comprar un medio era una expresión política. Tú comprabas un medio porque militaba en un medio. Un comunista podía leer El Mercurio, pero no andaba con él. Andaba con El Siglo. Y uno podía, un derechista podía leer El Siglo... ¡No! No creo que un derechista leyera El Siglo. Un comunista podía leía El Mercurio sin duda, porque son ordenados, un hombre de derecha no iba a leer El Siglo, no sé si sabía que existiera, pero no hubiera ido a comprar jamás El Siglo, ¡no, no, no, no! », entretien avec Felipe Pozo, *op. cit.*, 4 mars 2009. Au sujet du lectorat de Clarín, Víctor Pey explique : « No, transversal dentro de la Unidad Popular, transversal, pero no transversal dentro de la sociedad en la cual estaba la derecha. En ninguna manera. Yo le digo le compraba [*apoya la palabra*] la gente de derecha que tenía una posición política clara. Pero no una persona de derecha, no lo compraba, si no era, si no tenía, si no tenía especial interés en saber. Entonces que el público de derecha no [*apoya*] lo compraba », entretien avec Víctor Pey, *op. cit.*, 13 mai 2010.

<sup>502</sup> Le port de la barbe pourrait par exemple être associé aux militants en faveur de l'Unité populaire ; sa taille pouvant même évoquer des sympathies avec certains groupes politiques : les miristes et les socialistes porteraient la moustache ou une barbe naissante tandis que les communistes seraient symbolisés par des barbes plus longues.

<sup>503</sup> Voir Alfredo Joignant (2012b), *op. cit.*

<sup>504</sup> Pensons à *Machuca*, film dirigé par Andrés Wood, même si il y a une certaine forme de dépolitisation du conflit global. Andrés Wood (2004), *Machuca*, Ocean Films, Chile, Espagne, Grande-Bretagne, 120 minutes.

<sup>505</sup> « Así, la prensa de Oposición impulsó la violencia y la acción directa de sus masas, en nombre del orden social; logró el apoyo de amplios sectores sociales al capital monopólico e imperialista, en nombre de la libertad y el patriotismo; en fin, creó las condiciones políticas e ideológicas para la implantación de una Dictadura [*puesta en mayúscula por el autor*], en nombre de la Democracia [*mayúscula por el autor*] » in Eduardo Santa Cruz (2004), *op. cit.*, p. 6.

Ce récit de la contribution médiatique à l'ingouvernabilité suit une trajectoire historique faite d'échos et de réappropriations avant de devenir le soubassement d'une dramaturgie de la *crise* telle qu'elle est énoncée actuellement (et dont nous avons essayé de retracer les contours tout au long de ce deuxième chapitre) et diffusée par contagion. Durant la *crise* même de l'Unité populaire, le camp conservateur énonce ce récit en braquant sa lutte sur la défense de la liberté d'expression. Des voix comme celles de l'universitaire Tomás MacHale<sup>506</sup>, des éditorialistes du *Mercurio*, des leaders du Parti national (PN) se chargent d'administrer cette peur liberticide. En écho, toutes ces voix imposent une conception normative de la liberté d'expression<sup>507</sup>. Elles se préoccupent de montrer comment la liberté d'expression, défendue avec tant de jalousie par le régime de Salvador Allende, non seulement suscite et encourage la guerre médiatique mais qu'elle a surtout disparu sous le contrôle idéologique et propagandiste de ces messages. De leur côté, les gouvernants dénoncent l'incapacité à mener un gouvernement sur un système médiatique oligopolistique, et dans un contexte de sédition, d'attaques personnelles et de messages mensongers (voir chapitre 1).

Ce récit ne s'achève pas avec le coup d'Etat : tant la mémoire de l'Unité populaire que l'historiographie de la période regorgent de témoignages sur l'amplitude et l'écho du conflit, en justifiant de telle ou telle décision, en approuvant ou en condamnant le régime de Salvador Allende et l'action armée des forces militaires chiliennes (comme cela a déjà été expliqué). Les voix qui s'élèvent antérieurement contre les menaces envers la liberté d'expression sont recyclées pour justifier de la suspension de cette même liberté constitutionnelle et plus généralement de la hiérarchie des normes ; de la censure et de la fermeture des media d'opposition ; de la persécution et de la répression des journalistes identifiées comme « marxistes » par le pouvoir (dans un éventail idéologique des plus amples). Ecrits en 2003, les mots de Patricio Bernedo & William Porath font écho et se réapproprient ce récit : selon les deux universitaires, l'utilisation partisane de la presse chilienne a œuvré à retirer la « légitimité du système démocratique comme mécanisme de résolution des conflits »<sup>508</sup>.

Le récit sur la possibilité d'une guerre civile fluctue donc au Chili entre 1970 et aujourd'hui : il est en vigueur durant l'Unité populaire ; c'est le récit de justification de la junte militaire et de ses sympathisants. Il donne sa forme à la matière historique sous différents registres, tous énoncés aujourd'hui encore : celui de la mémoire, les analyses universitaires et les textes institutionnels. La

---

<sup>506</sup> Tomás MacHale (1972), *El Frente de la Libertad de Expresión (1970-1972)*, Santiago de Chile: Ediciones Portada.

<sup>507</sup> Avant même d'aborder le problème en soi : l'affirmation de cette liberté.

<sup>508</sup> Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.*, p. 129.

période actuelle garde les stigmates mémoriaux d'une *crise* idéologique qui conduit au crime. En ce sens, l'Unité populaire est pensée comme le moment durant lequel la vie sociale perd ses codes du fait d'une extrême polarisation politique. Les registres de langage des journaux, et plus généralement des media, ont ainsi joué un rôle actif dans la justification du coup d'Etat militaire, en reflétant le conflit des élites politiques qui les contrôlent et les instrumentalisent pour modeler leur influence sur l'opinion publique. Avec la mise en évidence de l'incontrôlabilité médiatique, à travers la diffamation, la sédition et l'usage d'un vocabulaire de bas registre, l'idéologie n'est plus seulement une pédagogie médiatique mais elle met en rotation un ouragan qui polarise le pays de manière centrifuge et détruit le régime démocratique chilien. Dans le récit de l'Unité populaire qui est fait depuis les années 1980, la radicalisation de la bataille médiatique entre les deux camps idéologiques trouble l'emplacement et la figure de l'ennemi : à l'intérieur (avec appui extérieur) pour les séditeux ; à l'extérieur (avec appui intérieur) pour les gouvernants. Selon ces analyses, les media ont donc contribué à la réduction des marges de manœuvre nécessaires à une sortie de *crise*, c'est-à-dire à la protection de l'unité de la communauté chilienne. L'énonciation de la possibilité de la guerre civile se trouve dans la transversalisation de la confrontation, le bouleversement des liens sociaux, les troubles politiques et la confusion économique, et auxquelles contribuent les media, selon les lectures actuelles.

Le recours à la violence formatrice, créatrice d'un nouvel ordre, se formule alors sous son caractère inéluctable : elle est menée, forcée et contrainte, du fait même du degré d'irresponsabilité auquel entraîne la compétition idéologique féroce et effrénée. Elle prend alors la détermination d'un « choc »<sup>509</sup> qui vise, de manière violente et calculée, à neutraliser et anéantir la *crise*. Les dirigeants du pays, les élites révolutionnaires et les journalistes sont accusés d'avoir été incapables de protéger la cohésion de la nation chilienne, alors que les forces contre-révolutionnaires ont eu la capacité de se réorganiser pour réagir face aux menaces proférées et à la catastrophe qui se profile, et de soumettre la décision politique à une force supérieure : l'unité politique de la communauté chilienne. Par ce regard, la coalition paraît immobile sous les traits de ses débordements dans le tourment du désordre. La radicalisation idéologique se nourrit et alimente à la fois, de manière circulaire, la rupture du pacte national. Ce qui provoque, finalement, la rupture des institutions qui conduit au crime (le coup d'Etat). L'intervention militaire se justifie alors pour restaurer l'unité, par l'utilisation de la force (armée) en dehors de la guerre extérieure.

---

<sup>509</sup> Que la journaliste canadienne Naomi Klein théoriserait et systématiserait à l'échelle du continent en lisant les périodes dictatoriales latino-américaines. Voir Naomi Klein (2008), *La stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre*, Arles : Actes Sud, « Essai sciences ».

En privilégiant une lecture linéaire de l'Unité populaire depuis l'angle de son violent échec, l'histoire médiatique attribue un caractère inéluctable au coup d'Etat, et le justifie donc (en se réappropriant ce récit particulier de l'épisode). Le registre de parole idéologique des media contribue alors, selon les analystes actuels, à une *crise* transversale qui rend le pays ingouvernable et aboutit à la catastrophe. La radicalisation idéologique et la polarisation de la société chilienne, que perçoivent *a posteriori* les études citées dans ce second chapitre, entraînent une inévitable bataille médiatique fratricide. Fratricide parce que, dans le flou autour de l'emplacement et la figure de l'ennemi, elle implique chaque élément de la population chilienne : les analystes narrent l'opposition entre deux « gangs » dans le cercle vicieux de la violence (métaphorisée comme physique).

La destruction de l'unité politique est devenue possible (parce qu'elle s'est réalisée), alors qu'elle était pensée impossible jusque-là. L'Unité populaire, et l'activité médiatique propre à cette période, sont donc construites comme une irrégularité, une anomalie historique, mais sa réécriture actualise en permanence la menace de destruction qui plane sur la communauté chilienne. A partir de ce récit de la possibilité d'une guerre civile dans un passé récent, la dramaturgie de la *crise* de l'Unité populaire reconstruite dans l'actualité narre à quel point les passions médiatiques peuvent finir, selon elle, par faire obstacle à la pérennité de la démocratie. C'est la raison pour laquelle il faut aujourd'hui se rappeler des violences, des diatribes et des excès idéologiques de la presse : pour prévenir les risques qu'elles font peser sur la communauté et la démocratie. En écho au projet de « transition démocratique », il incombe, selon ce récit, une responsabilité aux media dans le bon fonctionnement de la démocratie chilienne, pour garantir sa durabilité. Responsabilité qui se reformule dans l'actualité, en contre-modèle aux dérives vécues durant l'Unité populaire.

### III] La dette historique des journalistes : récit d'une anomalie

Au tournant des années 1990, le récit de l'Unité populaire comme guerre civile prend un tour normatif : le retour à la normale démocratique doit s'accompagner de la moralisation des pratiques journalistiques, pour ne plus revivre les affres de la *crise* et des 17 années d'une dictature sanglante qu'elle a provoquées. La fiction de l'incontrôlabilité médiatique pense l'Unité populaire comme une irrégularité dans la chronologie chilienne, et dont la proximité historique fait peser le risque de la destruction de la communauté dans le présent. Le cas de l'Unité populaire devient une anomalie historique dont la menace plane en permanence sur la transition démocratique : le risque d'une guerre civile larvée dans les mots et les représentations diffusés par les journaux selon une logique d'affrontement, de la même façon que cela a pu effectivement aboutir à l'effondrement démocratique en 1973. Face aux dérives récentes et fratricides, les analyses actuelles de l'activité médiatique durant l'Unité populaire sont à la fois l'énonciation d'une mise en garde pour le pays et sa population, et la contraction d'une dette pour les journalistes (qui ont dépassé les limites durant l'Unité populaire).

La « transition démocratique » définit les fondements nouveaux de l'unité politique chilienne, en opposition à l'idéologisation bicéphale de la démocratie et du système médiatique durant l'Unité populaire. Notre hypothèse est ici qu'aussi étonnant que cela puisse paraître, les études sur l'histoire médiatique chilienne récente montrent que ce n'est pas de l'obscurantisme autoritaire en tant que tel dont il faut se protéger, mais plutôt des dramatiques dérives de la démocratie qui ont mené à cette période sombre de la dictature. La lecture que propose l'histoire médiatique de l'Unité populaire prend donc selon nous le problème à l'envers en se focalisant quasi-exclusivement sur l'événement dramatique qui interrompt le gouvernement de Salvador Allende, selon une lecture téléologique *a posteriori*, ce qui aboutit à établir une dette dont les journalistes sont débiteurs auprès de la société chilienne.

Ce mécanisme de dette articule la fiction de la guerre civile et la moralisation des pratiques journalistiques dans l'actualité, et se construit dans un regard particulier sur l'histoire chilienne. Par le projet qui vise à penser le rôle des communications dans l'érosion de la dictature et la « transition démocratique », les auteurs actuels font peser les préoccupations du présent sur les réécritures du passé. Sous leur regard, l'activité médiatique durant l'Unité populaire contribue à la rupture de « l'Etat de compromis », qui régulait jusque-là l'exception démocratique chilienne. A travers une lecture linéaire de l'histoire, l'Unité populaire devient un état négatif de l'ordre, un contre-modèle à éviter dans le présent pour ne pas retomber dans l'instabilité démocratique qui a

conduit tout droit dans les affres de l'autoritarisme. Les analystes comme les professionnels font la preuve de la relation de cause à conséquence par l'histoire. Purement et simplement.

Cette lecture particulière de l'histoire, qui trouve les explications de la catastrophe dans la relation linéaire qu'elle entretient avec son passé récent, ne nous convainc pas. Elle a d'abord tendance à réifier les récits énoncés au moment de la *crise*. On s'en rend par exemple compte dans la trajectoire du diagnostic idéologique que nous avons essayé de retracer en filigrane de ce chapitre. Les récits actuels de l'activité médiatique sous l'Unité populaire se réapproprient la première couche de sédimentation des études communicationnelles chiliennes dans un autre but, celui de proscrire les conduites médiatiques à caractère idéologique en soutenant qu'elles contribuent au déchaînement d'une *crise* (et non plus à l'inégalité ou la propagande). La fiction de la guerre civile vise alors à sécuriser l'espace public de la « transition démocratique » pour assurer stabilité, efficacité et pérennité au fonctionnement démocratique retrouvé du pays (A). Pour y parvenir, le programme de la « transition démocratique » attribue une véritable dette aux journalistes, dont le remboursement consiste à proscrire toute forme de conflit dans le présent (B). Le journalisme exercé durant l'Unité populaire est donc vu, aujourd'hui, comme une anomalie dont le travail de mémoire doit garantir la proscription.

#### *A) L'Unité populaire, fiction sécurisante de la « transition démocratique »*

La relation linéaire établie entre Unité populaire et la dictature sécurise d'abord la « transition démocratique » en s'octroyant l'héritage du discours sur l'exception démocratique chilienne (1). De ce fait, et compte-tenu de la *crise* qu'a connu le pays sous l'Unité populaire et des ses conséquences sur l'exception démocratique, les récits historiques rendent la menace imminente dans la période post-dictatoriale (2).

### **1. Reprendre le fil de l'exception démocratique**

Dans leur volonté d'expliquer le violent dénouement de l'Unité populaire, les études communicationnelles actuelles pensent l'activité médiatique dans le cadre de l'agitation sociale et politique propre à ces trois années, et construisent un « imaginaire de la crise ». Elles dénoncent la contribution de la presse et des media à un chaos politique transversal, qui déborde les institutions par le recours compétitif à une rhétorique idéologique. L'idéologisation prégnante constatée dans les contenus médiatiques constitue, selon ces lectures, le danger qui a forcé les



forces armées chiliennes à administrer un remède drastique : l'électrochoc du coup d'Etat et le traitement de longue durée de la dictature... Comme si le point d'arrivée (le coup d'Etat) était conditionné par la trajectoire institutionnelle et idéologique de la société chilienne sous le gouvernement de Salvador Allende. Ces analyses se soucient avant tout, et seulement, du fonctionnement des institutions médiatiques et des partis politiques auxquels elles sont liées, et dont les stratégies, orientations idéologiques et relations avec les institutions ont entraîné la destruction de « l'Etat de compromis ».

La notion fonctionnaliste « d'Etat de compromis », largement convoquée au moment de comprendre le système politique chilien antérieur à l'UP, entre dans le discours de l'exceptionnalité du pays. Jusqu'au coup d'Etat, la démocratie chilienne est présentée en Amérique latine comme un modèle, du fait de sa supposée stabilité institutionnelle en comparaison avec les autres pays du Cône sud (en particulier). Les deux éléments structurels qui appuient cette hypothèse de la continuité institutionnelle chilienne résident dans la mise en place d'un Parlement dès 1833 et la relative stabilité de la Constitution de 1925. A partir de cette date, le Chili est vu comme un pays latino-américain où les forces armées ne sont que très peu intervenues dans l'histoire politique<sup>510</sup>. Arturo Valenzuela prend aussi pour preuve de cette exception démocratique, l'attachement des citoyens à l'institution parlementaire exprimé, selon lui, dans un sondage réalisé à Santiago en 1958 : les résultats confirment que seulement 22, 2% des habitants pensent qu'il est possible de gouverner sans partis politiques<sup>511</sup>. Avec un angle plus économique, Manuel Antonio Garretón reprend le fond de l'argument et souligne un blocage non seulement institutionnel mais aussi capitalistique avec la stagnation et les limites du « capitalisme dépendant »<sup>512</sup>.

---

<sup>510</sup> Les derniers coups d'Etat datent des années 1930, dans le contexte de *crise* du salpêtre avec l'effondrement des ventes de cette richesse minière dont l'Etat avait fait sa principale exportation. Il s'agit de la prise de pouvoir du général Carlos Ibáñez del Campo en 1927 (qui est malgré tout élu président de la République en 1952) ; puis de la République socialiste menée par Carlos Dávila Espinoza, et dont l'une des figures marquantes dans la mémoire chilienne est Marmaduke Grove (ministre de la défense). Cette expérience a lieu en 1932 et ne dure que 12 jours.

<sup>511</sup> Le sondage sur lequel s'appuie Arturo Valenzuela a été réalisé par Eduardo Hamuy à Santiago en 1958. Il s'agit d'une enquête réalisée sur 399 personnes de la région métropolitaine après l'élection présidentielle au cours de laquelle les Chiliens ont choisi Jorge Alessandri. La grille d'entretien (les 93 questions), les résultats et les données techniques de ce sondage sont reproduits dans Arturo Valenzuela (1972), « Political Constraints and the Prospects for Socialism in Chile », *Proceedings of the Academy of Political Science*, 30 (4), pp. 65-82.

<sup>512</sup> Manuel Antonio Garretón (1983), *El Proceso Político Chileno*, Santiago de Chile: FLACSO, p. 26. On peut noter que cet auteur parle plus facilement de démocratisation que de « transition démocratique ».

Ces différents auteurs soutiennent que le système politique chilien est aussi institutionnalisé que celui des pays européens, à partir des années 1950<sup>513</sup>. Cette lecture de l'exception chilienne est enrichie par l'analyse du fonctionnement institutionnel du pays. Les analystes constatent généralement la place centrale qu'occupent les institutions gouvernementales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques ; l'équilibre entre les trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) ; l'autonomie des organismes de gestion économique et monétaire (la CORFO notamment)<sup>514</sup> ; et le contrôle exercé par certaines institutions indépendantes sur le fonctionnement des institutions politiques, à l'instar de la *Controloría General*<sup>515</sup>. Enfin, l'analyse utilise un concept des théories systémiques en arguant le fort recours à la négociation dans un jeu politique et institutionnel largement rationalisé et pacifié<sup>516</sup>. Tous ces critères sont donc ceux qui valident le bon fonctionnement d'une démocratie chilienne, avant 1973.

L'analyse du coup d'Etat est envisagée, dans cette lecture, depuis sa rupture dans le cours de l'histoire chilienne. Dans la lignée des lectures de l'exceptionnalité chilienne, et profondément influencé par les premières études sur les transitions d'un régime politique à un autre, Arturo Valenzuela explique la *crise* démocratique chilienne et le coup d'Etat de 1973 par la transformation du système de partis dans le cadre de ce régime présidentiel : la rupture de l'articulation entre les extrêmes politiques et le centre, dirigé par le Parti radical (alliances qui régulaient le système politique chilien jusqu'à ce moment-là) ; l'apparition du Parti démocrate-chrétien (PDC) en 1959 et son accession autonome au pouvoir exécutif (avec la candidature et le gouvernement d'Eduardo Frei Montalva) ; la scission entre le PDC, le *Movimiento de Acción Popular* (MAPU – Mouvement d'action populaire) et l'*Izquierda cristiana* (IC - Gauche chrétienne) à l'orée de l'Unité populaire. A ses yeux, ces réalignements provoquent la polarisation du système politique chilien et la catastrophe (puisque aucune solution n'est envisageable, du fait de l'incapacité à négocier)<sup>517</sup>.

---

<sup>513</sup> Généralement, ces études convoquent la figure Federico Guillermo Gil pour appuyer leur lecture. Celui-ci compare le Chili des années 1950 à la France de la IV<sup>e</sup> République. Se référer à : Federico Guillermo Gil (1966), *The Political System of Chile*, Boston: Houghton, Mifflin Co.

<sup>514</sup> De façon générale, voir Hugo Araneda (1966), *La administración financiera del Estado*, Santiago, Ed. Jurídica.

<sup>515</sup> Deux bons exemples de cette lecture : Arturo Valenzuela (1978), "The Breakdown of Democratic Regimes. Chile" in Juan L. Linz & Alfredo Stepan *et al.*, *The Breakdown of Democratic Regimes*, London & Baltimore: The Johns Hopkins University Press (traduit en 1983 en castillan sous le titre *El Quiebre de la Democracia* /Santiago de Chile: FLACSO); Timothy R. Scully & Scott Mainwaring (Eds.), *Building Democratic Institutions. Party Systems in Latin America*, Stanford [Canada] : Stanford University Press (voir spécialement la préface, les pages 16-18 et 100-101). Pour mieux cerner le fonctionnement de la *Controloría General* en particulier, voir Enrique Silva Cimma (1969), *Derecho administrativo chileno y comparado*, Santiago de Chile : Ed. Jurídica, vol. 2. Enrique Silva Cimma a été président du premier Tribunal constitutionnel, entre 1971 et 1973. L'existence de cette instance converge vers l'autonomie accordée aux institutions judiciaires et leur contrôle sur les institutions politiques.

<sup>516</sup> Arturo Valenzuela (1978), *op. cit.*

<sup>517</sup> Arturo Valenzuela (1978), *op. cit.*. Pour une version synthétique et plus nuancée sur la centralité de la démocratie-chrétienne, voir : Arturo Valenzuela (1996), "Orígenes y características del sistema de partidos en Chile: proposición para un gobierno parlamentario", *Estudios Públicos*, n°64, pp. 1-70.

Dans ce sillon, le système politique chilien ne parvient plus à rester dans « l'état de compromis » (concrètement à mettre en place des alliances qui obligent à la nuance idéologique et à négocier). A partir de ce moment, le système politique chilien se détériore, avant d'entrer en *crise* sous l'Unité populaire, et de finir par imploser sous la contrainte centrifuge de la compétition politique. La perte de confiance des citoyens envers les institutions semble, en ces termes, insurmontable<sup>518</sup>.

Cette lecture est reprise en France par Marie-Noëlle Sarget qui souligne, à partir d'une étude systémique sur le temps long, que la démocratie chilienne est fragile du fait des « insuffisances organiques »<sup>519</sup> qui entraîne des phases d'agitation (l'auteur utilise le terme « entropie »). L'Unité populaire (qu'elle qualifie de *crise*) constitue à ses yeux un cas emblématique de ces périodes où le système politique chilien se bloque, du fait du brouillage des communications nécessaires aux interactions entre les sous-systèmes (politiques, économiques, sociaux, culturels, biologiques – socialement construits, ce que l'auteur appelle « biosociaux »...). Pour reprendre les concepts des théories systémiques, les *inputs*, c'est-à-dire les exigences et les ressources à disposition des acteurs, n'assurent plus, durant l'Unité populaire, leur fonction d'information du système.

L'intérêt de ce texte pour nous est de faire directement le lien entre le blocage qui mène à l'implosion de l'ordre politique chilien (face à l'incapacité à décider et agir) et le brouillage des informations, dont les media sont un des intermédiaires (et *gatekeeper* pour rester dans la perspective systémique). Cette explication, profondément hégémonique au Chili<sup>520</sup>, renvoie à la perspective exposée jusqu'ici : considérer la rupture et chercher ses explications dans le passé immédiat. Dans cette perspective, la *crise* transversale que vit la société chilienne constitue une irrégularité dans l'histoire chilienne, depuis la conception *a posteriori* d'un cours trop naturel de l'histoire chilienne. Dans le progrès linéaire de la modernité chilienne, la stabilité démocratique n'était pas censée s'interrompre brutalement. Selon ces lectures, il a fallu l'irresponsabilité des

---

<sup>518</sup> Eduardo Devés, Javier Pinedo & Rafael Sagredo [comp.] (1999), *El pensamiento chileno en el siglo XX*, México: Ministerio Secretaría General de Gobierno, Instituto Panamericano de Geografía e Historia, Fondo de Cultura Económica, p. 14.

<sup>519</sup> Marie-Noëlle Sarget (1994), *Système politique et parti socialiste au Chili. Un essai d'analyse systémique*, Paris : L'Harmattan, « Recherches & Documents Amériques Latines », p. 11.

<sup>520</sup> Que l'on partage ou non leurs objets, leurs méthodes ou leurs angles d'analyses, nous sommes d'accord avec Carla Rivadeneira lorsqu'elle écrit, au sujet des approches fonctionnalistes : « Ces théories restent encore aujourd'hui comme des piliers des interprétations de l'histoire récente chilienne ». Voir : Carla Rivadeneira (2009), « L'engagement du Parti communiste chilien en faveur des règles d'un système démocratique libéral. Le pari risqué d'un acteur contradictoire », Thèse de doctorat en science politique sous la direction de Renée Frégosi, Paris 3 – Université de Sorbonne nouvelle, Ecole doctorale 122 « Europe latine – Amérique latine », soutenue le 15 décembre 2009.

acteurs (médiatiques inclus) de la période pour qu'un tel dénouement, qui paraissait impossible, devienne possible (puisqu'il est réalisé).

Le récit de l'histoire médiatique embraye sur le discours de l'exceptionnalité chilienne mise en danger par une guerre civile, discours menaçant qui fait du 11 septembre une catastrophe. Les analystes de l'histoire médiatique chilienne conçoivent la *crise* comme le moment durant lequel le récit des moyens de communications est sur la corde raide entre les logiques de la guerre civile et de la guerre extérieure : il met en danger autant qu'il réaffirme l'unité de la population chilienne. La perception de l'Unité populaire occupe une place si importante dans la société chilienne du fait même de sa contribution au coup d'Etat, qui rend impossible la narration de l'histoire actuelle. C'est dans le rapport linéaire des analystes à l'Histoire que la *crise* de l'Unité populaire devient une irrégularité : ce qui est au départ impossible est non seulement devenu possible, mais c'est devenu le seul possible, d'où l'inéluctabilité du coup d'Etat. Cette conception de l'Histoire, qui ne prend pas en compte la conjoncture même de l'Unité populaire, permet alors de chercher les causes de la radicalisation et de l'incontrôlabilité médiatique, pour éviter de retomber dans ces affres dans l'actualité. La guerre civile larvée de l'Unité populaire se prolonge et se niche dans l'actualité chilienne : c'est pour cette raison que les pratiques journalistiques doivent être régulées ; pour éviter que cette menace ne devienne réalité. Parce que le regard sur l'histoire chilienne fait peser la menace du passé de façon permanente et imminente sur le présent.

## **2. Une crise imminente : récits historiques linéaires.**

En voulant de reprendre le fil de l'exception démocratique chilienne, les disputes historiographiques actuelles font de la perception systématique de la *crise* dans le passé récent, quelque chose qui est en jeu face à la différence historique du présent chilien, c'est-à-dire dans les relations des Chiliens avec eux-mêmes et avec le monde. En construisant une figure historique de l'anomalie (les temps incontrôlables de l'Unité populaire), ce récit porte en lui la prescription de ce qui est normal dans le présent. Une prescription des attitudes adéquates qui s'appuie sur la proscription de certaines « mauvaises » pratiques, qui sont attribuées à l'Unité populaire par historicisme.

L'inclination pour l'épisode instable et incertain de l'Unité populaire rend visible les conditions et les tendances d'un espace public dangereux, qui rend permanente la menace de déchirement et d'effondrement de l'ordre politique, plus de 40 ans après le coup d'Etat. Les lectures de l'activité médiatique entre 1970 et 1973 se focalisent actuellement sur les obstacles au

bon fonctionnement de la démocratie (l'idéologie diffusée par les media). Elles les transforment en fantômes du passé et démons du présent, par leur contribution certifiée au renversement de la démocratie dans le cours linéaire de l'Histoire chilienne. Il n'y a qu'à regarder ce qui s'est passé il y a à peine, et déjà, quarante ans, alors que le Chili était (déjà) un modèle pour ses voisins. La problématisation actuelle de l'activité médiatique passée est donc insérée dans le projet performatif, et pour la même raison inachevé, de « transition démocratique ».

**Encadré n° 2.1 : Le parallèle entre l'UP et la crise de décolonisation ou comment « aplanir » l'histoire**

Le regard communicationnel posé sur l'Unité populaire se révèle être une plateforme de montage de la conception de l'histoire (médiatique) chilienne. Un parallèle répétitif entre l'Unité populaire et la République naissante (1810-1830) assimile leurs activités médiatiques, principalement fondées sur la crise politique qui les traverse, comme si l'agitation médiatique entre 1970 et 1973 datait d'un autre temps, celui d'un Chili archaïque et d'une presse surgissant dans les luttes politiques : un temps qui se trouve loin de la maturité moderne et de la stabilité démocratique. En constatant comment, durant ces deux périodes, la presse est fortement idéologisée (sans se demander de quoi ressort l'idéologie à ces deux époques), l'histoire médiatique donne donc de l'épaisseur historique à l'hypothèse d'une menace qu'exerceraient les media sur l'espace public chilien et discrédite un peu plus l'activité de la presse et des media durant l'UP<sup>521</sup>.

Orientée vers la question de qui exerce l'activité médiatique, cette lecture linéaire que propose l'histoire chilienne des media privilégie largement la recherche de l'origine du pouvoir médiatique pour sécuriser l'espace public actuel. Le parallèle fait entre les deux crises que vit la société chilienne « aplanit » l'histoire pour mieux montrer le risque répétitif (et donc permanent) que fait régner l'activité médiatique sur la stabilité et l'efficacité de la démocratie chilienne. A l'instar des trois années du gouvernement de Salvador Allende, l'activité médiatique de la période 1810-1830 est ainsi vue comme le reflet idéologique des intérêts en jeu, qui a des effets sur la radicalisation des tensions. Son activité dans la société et son rôle dans un espace autre, celui du public métaphorisé, accélèrent les revendications et les mouvements compensatoires de l'ordre juridique et politique pour rester pérenne. Les auteurs observent une agitation médiatique qui s'ancre dans un procès plus général de pacification républicaine de l'espace public chilien (1810-1830). On retrouve, au sujet des imprimés circulant entre 1810 et 1830, les reproches qui sont faits à la presse sous l'Unité populaire (ne pas avoir su se contrôler) et à la coalition au pouvoir entre 1970 et 1973 (ne pas avoir su contrôler l'activité médiatique).

La menace d'une guerre civile durant l'Unité populaire s'apparente non seulement aux premiers soubresauts du processus de décolonisation, mais prend aussi sens dans sa comparaison avec la période des luttes intestines à l'élite chilienne qui va de 1823 à

---

<sup>521</sup> Pour un aperçu très descriptif des différentes études sur la presse et les media au Chili, voir : Patricio Bernedo (2008), "Historiografía de la comunicaciones en Chile : apuntes para un balance", *Comunicación y Sociedad*, Nueva Epoca, n°22, Julio-diciembre de 2014, pp. 79-87. On peut aussi se référer à : Lidia Baltra (2004), *op. cit.* ; Elmo Catalán (1970), *op. cit.* ; Eduardo Santa Cruz (1988), *op. cit.* ; Guillermo Sunkel (1985), *op. cit.*, pp. 76-92 et pp. 210-211 ; Patricio Tupper (2004), *op. cit.*, « Chapitre 1 : 168 ans de presse », pp. 17-31.

1830. L'affrontement entre pelucones (conservateurs) et pipolios (libéraux) autour de l'organisation du régime républicain et de l'identité nationale tend le fil génétique des risques (avérés) d'un affrontement sans merci durant l'Unité populaire. De façon transversale, un diagnostic partagé caractérise les deux périodes par un symptôme : celui de l'exaltation de la presse (et des media, plus généralement, dans le contexte de l'Unité populaire), tant sur le plan quantitatif que sur celui de la virulence des messages.

Depuis cette perspective qui rend équivalente l'Unité populaire et la période qualifiée « d'anarchie »<sup>522</sup>, la propriété des journaux est la source de l'action politique de la presse. La différence entre les deux situations se trouve simplement au sein du mécanisme qui fait correspondre propriété médiatique et défense d'intérêts politiques. Sous l'Unité populaire, les journaux sont des entreprises avec une équipe de rédaction qui sont publiés pour un public largement massifié et diversifié (des publics au pluriel). Au XIX<sup>e</sup> siècle, les propriétaires sont ceux qui rédigent les journaux et qui prennent directement part à la lutte politique par ce biais. Mais les deux théories se centrent finalement sur les effets de l'activité journalistique, selon les caractéristiques singulières et contextuelles de la presse en circulation comme du milieu dans lequel elle circule. A plus de 100 ans d'intervalle, les diagnostics se correspondent, trait pour trait : dans une discussion politique agitée, la presse prend un accent idéologique et violent et contribue à la guerre civile.

Pourtant, si les deux périodes peuvent être lues comme des crises, elles ne sont en aucun cas comparables. Les 160 années qui les séparent doivent être prises au sérieux, notamment du fait des différences entre les deux configurations de pouvoir (au sens éliassien du terme)<sup>523</sup>. Il semble bien difficile de faire équivaloir les expériences médiatiques, vu les différences entre les relations de pouvoir propres aux deux périodes : que ce soit entre la morphologie des champs politiques respectifs<sup>524</sup>, entre chaque régime d'accumulation des richesses<sup>525</sup> et entre les caractéristiques de la population chilienne à ces deux moments de l'histoire <sup>526</sup>. Les instances d'énonciation médiatique sont très différentes entre les deux périodes : face à la diffusion des points de vue personnels durant la République naissance, l'idéologie reprochée aux media entre 1970 et 1973 est celle d'institutions qui se personnalisent dans une ligne éditoriale et des relations de domination économique. Le rapport à la législation est un des éléments les plus éloignés. D'un côté une activité législative

---

<sup>522</sup> Sur cette qualification de la période 1823-1820 en particulier, voir Gonzalo Piwonka Figueroa (1998), *op. cit.*

<sup>523</sup> Norbert Elias (1981), *op. cit.*

<sup>524</sup> La Constitution de 1833 permet certes l'entrée de la bourgeoisie créole au Parlement chilien, mais elle promulgue un suffrage censitaire qui institutionnalise les inégalités dans la conception de la citoyenneté chilienne. En 1970, le vote concerne toutes les personnes majeurs, c'est-à-dire de plus de 18 ans, peu importe le sexe et l'origine sociale. Le vote des femmes a été autorisé en 1935 aux élections municipales puis en 1949 aux parlementaires et aux présidentielles. Le corps électoral s'est ensuite étendu aux aveugles (1969) puis aux analphabètes (1972, donc sous la présidence de Salvador Allende).

<sup>525</sup> Une « croissance vers l'extérieur » qui entre petit à petit en *crise* (1830-1891) et laisse place à un modèle « d'expansion vers l'intérieur » (1920-1973), pour reprendre les mots de Gabriel Salazar. On retrouve, dans cette dernière notion, les théories de la dépendance et ce que nous appelons un projet national-développementaliste de modernisation. Voir Gabriel Salazar & Julio Pinto (2012), *Historia contemporánea de Chile III. La economía: mercados, empresarios y trabajadores*, Santiago de Chile: LOM Ediciones ("serie Historia", séptima reimpression/1era edición: 1999), pp. 19-49.

<sup>526</sup> La société civile se densifie largement à partir de 1860, avant de se massifier au début du XX<sup>e</sup> siècle. Nous y revenons dans l'Encadré n°4.1.

frénétique que les élites créoles cherchent à contrôler par un régime de censure (Règlement sur liberté d'imprimerie du 23 juin 1813, Constitution politique de l'Etat chilien de 1823 - dite « moraliste », Constitution politique de l'Etat chilien de 1830) ; de l'autre la vigueur de la Constitution de 1925, qui fonctionne depuis près de 50 ans, et que l'Unité populaire respecte scrupuleusement. D'un point de vue juridique, la différence est fondamentale puisque la liberté de la presse perd son régime d'exception et revient dans le droit commun.

Enfin, au-delà des éléments structurels, la crise de décolonisation (1810-1830) et celle de la période allendiste (1970-1973) vont singulièrement au-delà des soubresauts évidents du champ politique. Il s'y discute un ordre social, culturel et économique. Avec ses caractéristiques propres, chaque période est traversée par une multitude de conflits transversaux et exacerbés, de formes et de portées variables, situés au croisement d'un mouvement tellurique beaucoup plus large et profond : la réarticulation de logiques de gouvernement de la population chilienne. Tous ces phénomènes interdisent tout type d'équivalence historique en soi.

L'interprétation proposée octroie au journalisme un caractère risqué, violent et grossier ; autant d'excès vers lesquels une démocratie saine et moderne ne peut se laisser aller, au risque d'être renversée. L'étude de l'histoire médiatique chilienne récente emprunte ici le ton d'une inquisition à l'égard de tout le passé chilien : le système médiatique antérieur à la dictature civilo-militaire fait partie et contribue au chaos qui a entraîné la rupture démocratique (le coup d'Etat). La définition de l'Unité populaire comme *crise* entre directement dans le jeu d'attribution d'un caractère catastrophique à son violent dénouement. Les marques du conflit, toujours vives et actives, sacralisent *a posteriori* l'entrée du Chili dans cette nouvelle ère. En tant que rupture inhérente, cette catastrophe fonde à la fois le nouvel ordre qui conditionne profondément la manière de reconstruire, consolider et vivre la démocratie dans la période actuelle. La façon qu'a l'histoire médiatique chilienne de saisir la période 1970-1973 s'ancre ainsi dans le projet de « transition démocratique », dont plusieurs analystes ont montré qu'elle est « pactée »<sup>527</sup>, afin de souligner l'influence directe de l'ordre constitutionnel, économique et politique de la dictature sur le fonctionnement de la démocratie naissante, à partir des négociations entre élites dictatoriales et élites démocratiques (influence qui agit toujours comme le souligne Franck Gaudichaud<sup>528</sup>). De la même façon, les études communicationnelles se réapproprient le récit de justification du coup

---

<sup>527</sup> Sur cette lecture, consulter : José Joaquín Brunner (1990), "Chile: Claves de una Transición Pactada", *Nueva Sociedad*, n°106, Marzo-Abril 1990, pp. 6-12; Oscar Godoy Arcaya (1999), "La Transición Chilena a la Democracia: Pactada", *Estudios Públicos*, n°74, pp. 76-106; Tomás Moulian (1994), "Limitaciones de la transición a la democracia en Chile", *Proposiciones*, n°25, pp. 25-33; Cristóbal Rovira Kaltwasser (2007), "Chile: Transición Pactada y Débil Autodeterminación Colectiva de la Sociedad", *Revista mexicana de sociología*, vol. 69, n°2, abril-junio 2007, pp. 343-372.

<sup>528</sup> Dans un registre de commentaire, voir Franck Gaudichaud (2007), « L'élection de Michelle Bachelet et la transition chilienne », publié sur 5 janvier 2007 sur le blog « Risal.info », accessible sur <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2021> (consulté le 16 mars 2008).

d'Etat (comme nous l'avons montré précédemment) ; et la dés-idéologisation est une logique médiatique directement héritée de la censure et la répression dictatoriales.

Déterminer les conditions d'un espace public sûr est la tâche politique actuelle de l'histoire des moyens de communications. Une affirmation, sous forme d'apostrophe historique, qui résonne avec le projet de « transition démocratique pactée ». L'expérience médiatique faite durant l'Unité populaire doit demeurer un contre-modèle, un antéchrist craint et toujours menaçant. La dramaturgie de la *crise* passée vise à ce que les moyens de communication sécurisent l'espace public chilien actuel et contribuent à la stabilité, l'efficacité et la pérennité démocratiques. Dans le Chili post-dictatorial, ces analyses cherchent dans l'Unité populaire les modèles, les pratiques et les identités médiatiques suspectes dans le présent. C'est pour cette raison que nous disons que les études actuelles de l'activité médiatique durant l'Unité populaire cherchent à sécuriser l'espace public transitionnel à partir d'un discours sur la catastrophe. Le risque est prolongé jusque dans le présent, il est permanent et imminent depuis une lecture linéaire de l'histoire chilienne.

Le problème du « bon » journalisme, dont le remède est une morale qui désamorce le conflit, s'insère dans la question de la stabilité qui préoccupe les études communicationnelles en écho aux analyses transitologiques développées en science politique. Depuis le milieu des années 1980, dans le contexte de délégitimation des dictatures sud-américaines et d'expansion du modèle « démolibéral »<sup>529</sup> après la chute du mur de Berlin, la question du passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique se pose. Après l'Espagne (donc la transition démocratique émerge une dizaine d'années plus tôt), le Chili et la Pologne deviennent des cas d'école pour la science politique internationale. Les études au sujet du pays andin se multiplient aux Etats-Unis et en Europe<sup>530</sup>. Déjà exceptionnel (par sa longévité) avant le coup d'Etat, le pays retrouve avec la « transition démocratique » sa fonction de modèle, du fait de son caractère pacifique et négocié. C'est donc le fil de l'exceptionnalité démocratique du Chili que les spécialistes et les hommes politiques essaient de tisser de nouveau, à partir du milieu des années 1980. A ces fins, Eduardo Boeninger, l'un des principaux concepteurs de la transition démocratique, définit trois objectifs primordiaux : la stabilité politique, la croissance économique et la paix sociale<sup>531</sup>. Ce que nous avons appelé jusqu'ici, stabilité, efficacité et pérennité sont donc les valeurs et les croyances

---

<sup>529</sup> Juan Pablo Arancibia (2011), *op. cit.*

<sup>530</sup> Cette approche s'est propagée jusqu'en France, où l'article du Traité de science politique dédié à la question de la stabilité des régimes prend pour exemple le Chili de l'Unité populaire. Voir Alain Rouquié (1985), « Changement politique et transformation des régimes » in Madeleine Grawitz & Jean Leca (coord.), *Traité de science politique*, vol. 2, Paris : PUF, pp. 599-633.

<sup>531</sup> Eduardo Boeninger (1998), *Democracia en Chile: lecciones para la gobernabilidad*, Santiago de Chile: Editorial Andrés Bello.



refondatrices de la démocratie chilienne ; les principes qui doivent être partagés dans une sorte d'*habitus* démocratique (pour reprendre le vocabulaire bourdieusien), permettant la gouvernabilité (le sacro-saint objectif de la transition démocratique chilienne).

A l'instar de ce que faisait Patricio Boeninger, militant démocrate-chrétien qui devient ministre secrétaire général de gouvernement entre 1990 et 1994<sup>532</sup>, les préceptes de la bonne transition démocratique sont énoncés par des universitaires emblématiques, depuis une position ambiguë : à la fois analystes, experts et acteurs politiques<sup>533</sup>. D'autres noms occupent cette position sociale particulière : José Joaquín Brunner, actif en matière d'éducation et de culture ; Gonzalo Martner, armateur de la réforme territoriale et des municipalités de 1992 ; ou encore de Manuel Antonio Garretón<sup>534</sup>, à la tête de l'institution qui gère la politique culturelle au Chili (et qui n'est alors pas un ministère<sup>535</sup>). Depuis des positions théoriques et analytiques enchevêtrées dans le projet de « transition démocratique », ces analystes définissent une transition achevée. Selon eux, le fonctionnement de la démocratie à plein régime est validé par trois critères qui correspondent aussi aux facteurs ayant mené à l'effondrement de la démocratie chilienne, comme nous les avons précisés auparavant : le bon fonctionnement des institutions, et notamment du vote comme dispositif de délégation des pouvoirs législatifs et exécutifs ; le respect de l'équilibre entre les trois pouvoirs ; et la capacité des autorités politiques et administratives à générer de nouvelles politiques publiques. Pour faire écho aux arguments d'Arturo Valenzuela, on peut ajouter la confiance retrouvée des citoyens dans le fonctionnement des institutions. On retrouve ici la typologie d'une transition achevée, proposée par deux des pontes de la transitologie, Juan L. Linz & Alfred Stepan :

« Ceci dit, il pourrait être utile de retourner à notre définition d'une transition achevée. La définition que nous avons offerte dans le chapitre 1 avait trois composantes : premièrement, qu'un gouvernement doit être au pouvoir par le résultat d'un vote libre et populaire ; deuxièmement, que ce gouvernement a l'autorité pour générer de nouvelles politiques publiques ; et troisièmement, que les pouvoirs

---

<sup>532</sup> Qui avait été recteur de l'Université du Chili entre 1969 et 1973.

<sup>533</sup> Sur la question, Alfredo Joignant (2005), « La politique des "transitologues" : Lutttes politiques, enjeux théoriques et disputes intellectuelles au cours de la transition chilienne à la démocratie », *Politique et Sociétés*, vol. 24, n°2-3, pp. 33-59.

<sup>534</sup> Voir, dans l'ordre chronologique: Manuel Antonio Garretón (1990), "La redemocratización política en Chile. Transición, inauguración y evolución", *Estudios Políticos*, n°42, pp. 101-133; Manuel Antonio Garretón (1991), "Política, Cultura y Sociedad en Transición Democrática", *Nueva Sociedad*, n°114, julio-agosto 1991, pp. 199-210; Manuel Antonio Garretón (1997), "Revisando las Transiciones Democráticas en Latino-América", *Nueva Sociedad*, n°148, Marzo-Abril 1997, pp. 20-29.

<sup>535</sup> Sur cette question voir la thèse de Maité De Cea (2010), « L'expérience chilienne du gouvernement de la culture : vers une véritable politique culturelle », thèse en science politique sous direction de Guy Saez, Université de Grenoble. Plus synthétique, consulter : Maité De Cea (2010), "Expert Knowledge Mediation in the Relationship Between Cultural Stakeholders, Politics and the State", *International Journal of Politics, Culture and Society*, vol. 23, n°4, December 2010, pp. 191-200.

exécutif, législatif et judiciaire générés par la nouvelle démocratie n'ont pas à partager son pouvoir avec un autre corps *de jure* »<sup>536</sup>.

Or du fait de la crise imminente qui plane sur la démocratie chilienne, l'achèvement de la transition est en permanence repoussé parce que menacé. La fiction de la guerre civile fonctionne alors comme une tautologie : elle génère la menace tout en permettant d'en maîtriser le risque. En s'appuyant sur une lecture depuis le coup d'Etat, la tâche à laquelle se dédient les études politologiques comme communicationnelles qui saisissent le cas de l'Unité populaire depuis les années 1980 consiste ainsi à déterminer les mauvaises pratiques et les mauvaises conduites qui ont rompu le bon fonctionnement du régime démocratique.

### *B) Un spectre sur l'espace public actuel : la dette journalistique au présent*

A partir des réifications de cet imaginaire de *crise*, le récit actuel de l'activité médiatique durant l'Unité populaire rend l'opinion publique chilienne menaçante dans une permanente conjoncture d'après-guerre civile. En gommant peu à peu la contingence, la fiction de cet épisode sécurise l'espace public de la « transition démocratique » en éloignant les pressions conflictuelles sur l'ordre. On se rend alors mieux compte de la façon dont la fiction d'une guerre civile durant l'Unité populaire moralise les pratiques journalistiques par le risque (1). La sécurisation de l'espace public à laquelle vise cette moralisation s'opère par l'endettement des journalistes au regard de l'histoire (2).

## **1. Moraliser les pratiques médiatiques et sécuriser l'espace public**

Depuis une position politico-universitaire ambiguë, les analyses de la « transition démocratique » cherchent à comprendre les pratiques et attitudes qui ont historiquement montré

---

<sup>536</sup> Juan L. Linz & Alfred Stepan (1996), "Incomplete Transition/Near Consolidation? Chile", *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press, p.207. Il faut noter qu'une controverse s'instaure sur la question avec Guillermo O'Donnell, notamment. Consulter : Guillermo O'Donnell (1996), "Illusion and Conceptual Flaws", *Journal of Democracy*, vol. 7, n°4, "Debat: Democratic Consolidation", pp. 160-168; ou encore Larry Diamond (1999), *Developing Democracy. Toward Consolidation*, Baltimore & Londres, The Johns Hopkins University Press. Manuel Antonio Garretón reprend les termes du débat dans le cas chilien : Manuel Antonio Garretón (2003), *Incomplete Democracy. Political Democratization in Chile and Latin America*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press. D'autres auteurs traitent de cette question, tel Eduardo Silva, lui aussi à la fois analyste et acteur politique de la « transition démocratique » : Eduardo Silva (2007), « Le Chili consolide la transition démocratique », *Etudes*, n°5, tome 404, pp. 584-593.

qu'elles n'aident pas à compléter la démocratie<sup>537</sup>. C'est aussi l'objet des études actuelles de l'activité médiatique durant l'Unité populaire : elles proscrivent les pratiques et les attitudes à risque. Et le font depuis des positions tout aussi ambiguës. Pour s'en tenir aux universitaires cités dans ce chapitre, on a pu souligner les rôles particuliers d'Eugenio Tironi, Guillermo Sunkel, Alfredo Joignant ou Arturo Navarro depuis la fin des années 1980, et leur volonté d'énoncer une série de vérités sur l'histoire médiatique chilienne depuis ces positions ambivalentes<sup>538</sup>. Des vérités qui convergent avec celles que valident les institutions (les différentes commissions sur le respect des droits de l'homme durant la période dictatoriale), sans pour autant se confronter aux problèmes profonds de la question mémorielle.

La principale idée énoncée est simple : le « bon » journalisme contribue à la bonne démocratie. Et vice-versa<sup>539</sup>. Les questions et les voies qui président au fonctionnement de la démocratie, et du journalisme en son sein, sont donc cherchées dans une histoire de leur échec. Eugenio Tironi et Guillermo Sunkel exemplifient bien la relation qui se constitue entre le projet

---

<sup>537</sup> En complément des nombreux auteurs déjà cités, Carlos Huneeus propose une approche socio-historique pour comprendre les obstacles historiques qui freinent toujours, en 2005, l'efficacité et la stabilité de la démocratie au Chili. Voir Carlos Huneeus (2005), « La démocratie dans un pays divisé par le passé », *Politique et Sociétés*, vol. 24, n°2-3, pp. 61-85.

<sup>538</sup> Nous ne pouvons toutefois pas faire ici référence au concept de *technopols* proposé par John Williamson, mis en œuvre par Jorge Domínguez, et repris et critiqué par Yves Dezalay en France. Malgré les capitaux à la fois universitaires et politiques, tout comme la position relationnelle des analystes auxquels nous nous référons, notre perspective ne nous permet pas de creuser le concept. Dans le cas des textes écrits à partir de 1980 et qui traitent de l'activité médiatique durant l'Unité populaire, nous n'autonomisons pas de démarche comparatiste qui permette de tirer les leçons des expériences transitionnelles menées dans le reste du continent à la même période ou à l'échelle internationale à un autre moment de l'histoire. Sur le concept de *technopols*, voir : John Williamson (1994), « In Search of a Manual for Technopols », in *The Political Economy of Policy Reform*, Washington: Institute for International Economics, p. 11-28; Jorge Domínguez (1997) (ed), *Technopols. Freeing Politics and Markets in Latin America in the 1990s*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press-University Park; Yves Dezalay (2004), « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 1-2, n°151-152, pp. 4-35. Sur les *technopols* dans le cas chilien : Alfredo Joignant (2012a), « La Raison d'Etat. Usages politiques du savoir et gouvernement "scientifique" des technopols au Chili (1990-1994) », *Revue internationale de politique comparée*, n°3, vol. 19, pp. 89-125.

<sup>539</sup> Cette relation circulaire et tautologique est bien exemplifiée dans l'éloquent premier paragraphe du récent livre de Patricio Navia et Eduardo Arriagada : « Dans des démocraties saines, les moyens de communication le sont aussi. Dans des pays où les moyens de communication ne fonctionnent pas bien, les démocraties ont tendance à être déficitaires. Il se peut tout à fait que les démocraties saines favorisent un système robuste de moyens de communication ou, au contraire, que ce soit les systèmes de media développés, compétitifs, transparents et pluralistes qui permettent que se développe la démocratie. Plus encore, l'évidence dit qu'ils se rétro-alimentent l'un l'autre. Dès lors, si nous voulons des démocraties solides, nous avons besoin de systèmes de media adéquats. De la même façon, si nous voulons une bonne industrie des media, nous devons aspirer aussi à avoir des démocraties solides » (traduction de : « En democracias saludables, los medios de comunicación también lo son. En países donde los medios de comunicación no funcionan bien, las democracias tienden a ser deficitarias. Bien puede ser que las democracias saludables favorecen un sistema robusto de medios de comunicación o, al revés, que son los sistemas de medios desarrollados, competitivos, transparentes y pluralistas los que permiten que se desarrolle la democracia. Sea cual sea la relación de causalidad, sabemos que existe interacción entre medios y democracia. Es más, la evidencia dice que ambos se retroalimentan. De ahí que, si queremos democracias sólidas, precisemos de sistemas de medios adecuados. De la misma forma, si queremos una buena industria de medios, tenemos que aspirar también a tener democracias sólidas »). Consulter : Eduardo Arriagada & Patricio Navia (2013), *Intermedios. Medios de comunicaciones y democracia en Chile*, Santiago de Chile: Editoriales UDP, « Colección Ciencias Sociales e Historia », p. 11.

de « transition démocratique » et la lecture du passé récent, et de l'Unité populaire. Par leur bilan de l'histoire médiatique chilienne, les deux universitaires définissent des questions et des voies à emprunter. Ils écrivent :

« En effet, en cette période de consolidation démocratique, on observe que les moyens de communication continuent à être fonctionnels au processus de démocratisation, non plus comme promoteurs du changement politique mais comme agents qui contribuent à la stabilité du système et à la reconstitution d'un climat de normalité démocratique »<sup>540</sup>.

Les références à la fonction qu'occupent les media dans la stabilité et la normalité démocratique montrent bien l'articulation particulière d'une démarche historique entreprise depuis les préoccupations du présent. L'acceptation qui ressort ici du régime démocratique s'articule à la conformation et la canalisation médiatiques de l'opinion publique afin d'asseoir sa stabilité, et la durabilité de l'ordre. Selon cette logique, l'argument ne tombe pas dans la légitimation de l'intervention des forces armées, comme c'était le cas dans les alertes émises par l'opposition durant l'Unité populaire ou dans le récit de justification propre au Chili dictatorial. Comme nous avons essayé de le présenter tout au long de ce chapitre, il condamne plutôt l'attitude des journalistes et de leurs supérieurs hiérarchiques durant l'Unité populaire. Les questions (im)posées à l'histoire par les études actuelles de l'activité médiatique durant l'Unité populaire ne lui permettent pas de voir les aspects positifs des pratiques médiatiques d'alors. Ce récit de « conjuration du passé »<sup>541</sup> agit plutôt comme une morale, qui responsabilise les journalistes devant les dangereuses attitudes qui ont contribué au coup d'Etat, et qu'il ne faut donc pas répéter. Interdiction de toute sorte d'idéologie dans les media et, plus fondamentalement, prévention de toute forme de conflit politique : voilà les mots d'ordre du programme de « transition démocratique » en matière médiatique, et qui résonnent en creux des réflexions sur l'histoire médiatique chilienne récente.

Les analyses prescrivent, en contrepartie, des techniques et une éthique qui protègent le régime. La tâche s'énonce à partir des logiques naturelles de régulation du marché de l'information et de l'autorégulation des journalistes, qui sont les principes garants du désamorçage des conflits (et qui préviennent donc la radicalisation médiatique dans une *crise* transversale, métaphore des risques d'une guerre civile). Dans les premiers mois de la « transition

---

<sup>540</sup> « En efecto, en el período de consolidación democrática se observa que los medios de comunicación siguen siendo funcionales al proceso de democratización, pero ya no como promotores del cambio político sino como agentes que contribuyen a la estabilidad del sistema y a la reconstitución de un clima de normalidad democrática » in Eugenio Tironi & Guillermo Sunkel (1993), *op. cit.*, p. 242.

<sup>541</sup> Giselle Munizaga (2004), « Las políticas comunicacionales de la Transición » in Nelly Richard [ed.], *Utopia(s) 1973-2003. Revisar el pasado, Criticar el Presente, Imaginar el Futuro*, Santiago de Chile: Ediciones ARCIS, pp. 187-196.

démocratique » républicaine (c'est-à-dire après l'élection de Patricio Aylwin), les journalistes se voient attribuer l'administration du flux d'événements résultant de la régulation politique offerte au marché, ce qui donne un caractère performatif à la tâche démocratique du journalisme. Alors directeur du Secrétariat de la communication et de la culture du gouvernement d'Aylwin, Eugenio Tironi fait une première évaluation des dispositions du gouvernement républicain en la matière :

« Au-delà de l'obligation de se soumettre à la législation en vigueur, on a stimulé l'autorégulation éthique des moyens de communication eux-mêmes ; cela s'agrège à la régulation naturelle, résultat de la compétition pour conquérir un public qui a de multiples options et qui cherche la qualité et la crédibilité »<sup>542</sup>.

La transition démocratique reprend donc le fil de l'exceptionnalité chilienne, et de la capacité des media à s'autoréguler. Le « programme » de la transition démocratique, comme succession réglée de moyens et de fins, condamne une politique qui ne se projetterait pas selon la même méthode : fixer par avance ses moyens, et donc exclure par ce biais les actions qui relèvent de « l'impossible ». L'actualité chilienne se reconfigure en permanence pour exclure les modes d'action politique et communicationnelle qui ne déterminent pas leur fin par anticipation (une représentation de la société) et les moyens qu'ils proposent d'utiliser pour arriver à leurs fins (tout sauf l'idéologie et le conflit). Ces politiques et communications sans fin ni moyens sont bien représentées par le traitement médiatique actuel des mouvements sociaux en marge du conflit étudiant. Tout comme les moyens de communication de quartier ou communautaires, ces conflits sont tout bonnement exclus d'un traitement journalistique éthique parce qu'ils se révèlent impossibles : ils n'entrent pas dans le programme de la « transition démocratique » (dans l'articulation et la succession de fins et de moyens). Ce ne sont que des pistes, ici, vu que notre sujet n'est pas orienté vers le présent, et s'en tient à la période du gouvernement de Salvador Allende.

Ce qui nous intéresse avant tout, c'est de retracer les enjeux qui existent dans la lecture actuelle de l'activité médiatique durant l'Unité populaire. En bannissant aujourd'hui le conflit politique du système médiatique de cette période dramatique, les analyses génèrent le risque et laissent planer la possibilité de l'impossible (la *crise*). Cette proscription est mise en œuvre par un mécanisme symbolique qui fait des journalistes des professionnels endettés, du fait de leur incapacité à se réguler durant l'Unité populaire. Le remboursement de la dette s'effectue, dans le présent, par la normalisation sécuritaire des pratiques journalistiques, selon les prescriptions de la

---

<sup>542</sup> « Más allá de la obligación de sujetarse a la legislación vigente, se ha estimulado la autorregulación ética de los propios medios de comunicación; ella se agrega a la regulación natural, resultante de la competencia por conquistar a un público que tiene múltiples opciones y que busca calidad y credibilidad » in Eugenio Tironi (1994), *op. cit.*

fiction de l'Unité populaire chargées de protéger l'espace public post-dictatorial de la menace permanente d'une *crise* imminente.

## 2. La dette des journalistes en regard à l'Unité populaire

Dans les lectures actuelles de l'activité médiatique durant l'Unité populaire, l'empreinte de la logique de transition démocratique préfigure un horizon, la démocratie consacrée, accessible sous certains critères, attitudes et valeurs qu'enseigne le passé. La fiction de la *crise*, jamais lointaine de la guerre civile, fait partie de cette logique par laquelle la menace doit être prévenue. La presse et les media sont dénoncés pour leur (ir)responsabilité. Le journalisme devient alors une des variables de l'espace public post-dictatorial à partir de laquelle il est possible de gouverner la population chilienne. L'instrument pour faire agir cette variable, et donc agir sur elle, est d'ordre symbolique, à nos yeux : il s'agit de la relation de dette que le programme de « transition démocratique » fait entretenir aux journalistes, au regard à l'histoire récente. Cette dette s'articule à une conception présentiste de l'histoire.

La tâche que s'auto-attribue l'histoire actuelle de l'activité médiatique consiste donc à réécrire le passé pour qu'il contribue à une « transition démocratique ». Or cette tâche est répétitive, mais toujours un peu différente, du fait de l'inachèvement de la transition. Ou plutôt du fait de l'achèvement considéré comme une fin en soi. Les évaluations historiographiques et les narrations mémorielles énoncées dans l'actualité du Chili post-dictatorial nient une conception de l'histoire qui s'articule au futur. Elles se réfugient dans un présent absolu qui détient lui-même les fins et les moyens de la politique. Cette idée paraît paradoxale, voire incohérente, par rapport à celle d'un « temps spatialisé » présenté plus haut à partir de « l'illusion rétrospective » du regard historique sur l'Unité populaire. Mais il ne faut pas négliger que, si la conception spatiale du temps nécessite un horizon, cette représentation de la société ne se situe pas forcément dans l'avenir. Au contraire, ce qui est en jeu, à nos yeux, dans la lecture actuel du passé, c'est justement l'élément sédimentaire de la période qui se referme avec l'Unité populaire : son rapport à l'Histoire, autrement dit son récit téléologique.

Dans l'actualité, le devoir du passé est d'enseigner à éviter cette manière de gouverner. L'avenir devient une menace de catastrophe certifiée par l'expérience relatée du passé. On retrouve les mots de l'historien François Hartog sur la situation actuelle : « La Catastrophe a

remplacé la Révolution »<sup>543</sup>. Depuis cet angle problématique, le présent médiatique est toujours sous la menace des dérives (révolutionnaires) qui ont amené, avec l'Unité populaire, à (la catastrophe de) l'effondrement démocratique de 1973. Nous convergions ici avec l'amère conclusion d'Eduardo Santa Cruz, formulée il y a plus de dix ans mais toujours en vigueur à nos yeux : « on nous dit que nous devons nous féliciter de la dés-idéologisation et de la dédramatisation de la vie sociale »<sup>544</sup>.

La *crise* est pensée, depuis le présent chilien, comme un danger imminent qui suspend indéfiniment l'installation des institutions dites « démocratiques ». Les changements introduits depuis 40 ans, qu'au niveau économique et politique certains appellent néolibéraux et que d'autres, au niveau anthropologique, qualifient de post-modernes, privilégient un « régime d'histoire » qui se focalise exclusivement sur le présent<sup>545</sup>. La conception du temps continue à être spatialisée mais elle entre dans le cadre d'une relation à l'Histoire qui se braque sur le présentisme. La catastrophe est ce que les lectures des formes de l'activité médiatique durant l'Unité populaire travaillent à retarder et reporter, en s'enfermant dans ce même présent menacé pour protéger le futur de l'ordre social et politique. Pour paraphraser Eduardo Santa Cruz, « (...) [L'exclusion] délégitime dans une perspective de futur, elle expose seulement ce qui a été, mais qui ne pourra plus être que sous forme résiduelle (d'où le fait que les mots comme « romantiques » ou « nostalgiques » aient une haute charge péjorative) »<sup>546</sup>.

Cités en exergue de la thèse et alimentés tout au long de ce chapitre par des extraits d'entretiens avec des journalistes exerçant durant l'Unité populaire, les témoignages de journalistes reconnus et consacrés, comme Abraham Santibáñez et Juan Pablo Cárdenas, reconnaissent au journalisme un rôle dans le renversement de la démocratie, dans une distinction juridique révélatrice du jugement suspendu : les journalistes ne sont pas coupables, ni entièrement responsables, mais ils ont contribué. Il est d'ailleurs tout aussi révélateur de retrouver ici un mot utilisé par les analyses Eugenio Tironi, Guillermo Sunkel, Patricio Bernedo et William Porath dans deux articles fondamentaux dans l'analyse de l'activité médiatique durant l'Unité populaire depuis l'actualité. Positionnés comme juges et partis du processus politique, ces journalistes emblématiques reconnaissent un acte trouble, sans frontière, qui instaure l'exercice du pardon

---

<sup>543</sup> Robert Chaouad & Marc Verezoli (2013), *op. cit.*, p. 12.

<sup>544</sup> Eduardo Santa Cruz (2003), «El campo periodístico en Chile a principios del siglo XX», *Comunicación y Medios*, n°14, ICEI, Santiago de Chile., pp. 208-209.

<sup>545</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>546</sup> « (...) [la exclusión] deslegitima en una perspectiva de futuro, expone solo como residual de algo que fue, pero ya no podrá ser (de allí que palabras como "romántico" o "nostálgico" tengan una alta carga peyorativa) » in Eduardo Santa Cruz (2003), *op. cit.*, p. 207.

historique. La dette des journalistes à propos de l'histoire chilienne se justifie par la singularité d'une activité sous l'Unité populaire, sa radicalité et son idéologisation transversale qui entraîne la catastrophe de l'histoire contemporaine, le 11 septembre ; et la délégitimation d'une façon de gouverner, celle du projet téléologique, à une époque focalisée sur le présent.

La morale du journalisme s'exerce par une perception préventive de la *crise* passée. La prévention s'opère dans une relation de dette que contractent les journalistes chiliens du fait de l'anormalité de l'activité médiatique sous l'Unité populaire<sup>547</sup>. Le changement réside alors dans la dissolution du futur dans le passé, lieu avec lequel les journalistes contractent une dette qui ne sera jamais solvable (par réconciliation), tout comme la transition démocratique n'est pas achevable, tant qu'elle commence par lire sa contribution au coup d'Etat.

Le problème qui surgit ici est bidimensionnel. D'un point de vue historique, l'exception démocratique chilienne constitue un mythe, qui cherche à souder la nation autour d'une unité politico-symbolique<sup>548</sup>. Historiquement parlant, le mythe se dévoile lorsqu'on admet que l'exception chilienne obscurcit de nombreux épisodes autoritaires, des tentatives de coup d'Etat ou des moments d'actions socialistes et anarchistes (comme nous le verrons dans le chapitre 3). L'insertion de la réflexion sur la communication et la politique dans les pas de l'exceptionnalité chilienne attribue, selon nous, une « possibilité » au présent : le passé confirme que le présent appartient au champ des possibles. Vu que l'histoire politique chilienne est sinueuse, le travail de reprise du discours démocratique implique de hauts coûts analytiques qu'il faudra sonder.

D'un point de vue juridique, la vérité désidéologisée de la transition démocratique vit sous le simulacre de la tolérance et de la diversité. Elle fabrique la figure de l'ennemi sous les traits d'un temps durant lequel la fragmentation et la segmentation de la société ont mis en danger la survie même de la population chilienne. Une fois la résistance à la dictature accomplie (de manière institutionnelle), les relations entre communication et politique sont définies comme une tautologie : la démocratie permet et se fonde sur la liberté d'expression, et donc le travail médiatique. Avec la conscience juridique de la consubstantialité entre démocratie et liberté

---

<sup>547</sup> Bien que ce soit tentant, nous ne voulons pas utiliser l'expression de « dette historique » à propos des journalistes. Cette formulation a été employée dans l'espace public chilien par Jaime Gajardo Orellana, président de la corporation des professeurs et instituteurs chiliens (le *Colegio de Profesores*) depuis 2007, au sujet des devoirs et des obligations de l'Etat chilien envers la répression des professeurs, durant la dictature. Or dans le cas des journalistes, le programme de la « transition démocratique » fait contracter une dette *aux* journalistes *envers* l'histoire moderne du Chili.

<sup>548</sup> Alfredo Jocelyn-Holt (2005), « ¿Un proyecto nacional exitoso? La supuesta excepcionalidad chilena », en Francisco Colom González [ed.], *Relatos de Nación. La construcción de las identidades nacionales en el mundo hispánico*, Madrid: Iberoamericana/Vervuert ; Edward Blumenthal & Julio Pinto Vallejos (2004), *El mito de la excepcionalidad chilena: un proyecto de construcción identitaria*, Santiago de Chile: PUC ; Marie-Noëlle Sarget (1994), *op. cit.*



d'expression, synthétisée dans l'idée du pluralisme, les discours transitionnels définissent un régime dans lequel les moyens de communication se déguisent comme contre-pouvoir ; mais dans lequel ils se constituent avant tout comme des agents normalisateurs, en contraste avec un passé durant lequel ils se sont dérégulés par irrationalité (idéologique).

Et si on admet qu'il existe au Chili comme ailleurs, un « imaginaire de la crise »<sup>549</sup>, d'un péril imminent<sup>550</sup>, alors on voit l'action du récit actuel sur l'activité médiatique durant l'Unité populaire : tout en s'insérant dans le discours transversal de *crise* (économique, financière, de la représentation, politique, environnementale), il agit à la fois comme le proche souvenir d'une expérience de la catastrophe, dans une logique de dette. Dans cette situation d'urgence établie par l'endettement mémoriel, la fiction de l'Unité populaire fait alors régner un spectre sur l'espace public, qui s'opère par la redevabilité constitutive (et donc permanente) du journalisme dans la transition démocratique<sup>551</sup>. L'autorégulation demandée aux journalistes chiliens dans l'actualité est donc une manière de contrôler leurs attitudes depuis le passé, de conjurer l'imprévisibilité par prescription de pratiques et d'une éthique de la culpabilité : ils sont débiteurs envers le programme de « transition démocratique », pour leurs comportements passés. Du fait de la faute commise, ils doivent promettre de ne plus mettre en danger la stabilité de la démocratie chilienne. La liberté de la presse s'inscrit donc dans les cadres du remboursement de cette dette en regard à l'histoire chilienne qui, semble-t-il, ne s'achève jamais. Par ce biais, le rapport actuel à l'histoire non seulement déconflictualise le présent, mais il neutralise le temps en élaguant ses possibles, et donc les perspectives de changement. La dette, voilà donc l'emprise du programme de « transition démocratique » sur l'histoire médiatique.

---

<sup>549</sup> Sur le cas du Chili, une analyse qui tendrait dans ce sens-là (sans en utiliser les concepts) serait celle que propose Giselle Munizaga à l'occasion des 30 ans du coup d'Etat, à propos des politiques de communication de la « transition démocratique ». Elle y voit la spectacularisation médiatique de la vie sociale et politique à partir de « l'occulte, l'ambigu, le déviant ». Voir Giselle Munizaga (2003), *op. cit.*, p. 194.

<sup>550</sup> Félix Blanc, « Le péril imminent : ressource ou limite de la démocratie », paru dans *Rhétorique démocratique en temps de crise*, Actes du colloque, NICE 20-21 janvier 2011, Troisième partie - Rhétoriques des crises politiques, rhétoriques populistes : un regard comparatif, *Le péril imminent : ressource ou limite de la démocratie*, mis en ligne le 15 mars 2013, URL : <http://revel.unice.fr/symposia/rhetoriquedemocratique/index.html?id=846> (consulté le 17 avril 2014).

<sup>551</sup> Nous convergions ici avec la généalogie morale de l'économie du philosophe italien Maurizio Lazzarato. Voir Maurizio Lazzarato (2010), *La fabrique de l'homme endetté : essai sur la condition néolibérale*, Paris : Amsterdam, « Hors Collection ».

## Conclusion du chapitre 2

Les analyses les plus récentes de l'activité médiatique et du journalisme sous l'Unité populaire, tout comme le discours mémoriel apparent des journalistes interrogés, font donc de l'Unité populaire une anomalie historique. Pour ce faire, elles se focalisent sur les contributions de la presse et des media au déchaînement d'une *crise* sociale et politique, durant l'Unité populaire. Les dérives médiatiques sont visibles dans la majorité des récits de la période, par les registres de vocabulaire utilisés, dans les représentations de la puissance politique véhiculée et selon des profils médiatiques. Au final ces analyses restent ancrées dans une opposition structurelle entre deux camps en conflit, héritée des analyses des années 1960 et 1970.

Pourtant, et malgré l'affinement des éléments pris en compte, cette économie politique des media ne tient pas car elle se réapproprie le diagnostic idéologique en lui imposant les préoccupations du présent. Elle réifie de la sorte certains énoncés et leur attribue une valeur historique discutable. Nous en avons notamment identifié trois : le mythe de l'exceptionnalité chilienne, le récit de l'inéluctabilité de la *crise* et la force centrifuge de l'idéologisation du conflit (et des pratiques journalistiques). Depuis leur position historique particulière, celle de la « transition démocratique » dont le programme traverse les différents registres de paroles, études universitaires, témoignages et rapports institutionnels font de la compétition idéologique la contribution du journalisme au coup d'Etat. Mais la réappropriation de ce diagnostic ne se centre pas sur la diffusion de valeurs et de croyances politiques par le relais des moyens de communication. La dramaturgie actuelle de la *crise* consiste à rappeler la fiction d'une guerre civile qui a dédoublé l'unité politique du pays, sous la force centrifuge des registres de paroles idéologiques.

C'est l'énonciation répétitive de ce récit qui génère le risque imminent d'une scission de l'espace public dans l'actualité. La fiction résout elle-même ce problème sur le ton de la prévention (d'un risque qu'elle fait elle-même planer, nous insistons). Le journalisme est moralisé depuis la dette qu'il a contractée au regard de l'histoire, et plus précisément de l'exception démocratique chilienne. Les lectures actuelles qui scrutent l'histoire de l'activité médiatique cherchent comment proscrire les pratiques dangereuses et nuisibles à l'œuvre durant l'Unité populaire ; et prescrire des conduites journalistiques « logiques », moralisées, pour attendre le projet normalisé de démocratie stable et efficace. Ainsi, la recherche sur les moyens de communication se focalise principalement sur le phénomène d'opinion publique constituée

comme problème aux époques de stabilité, vu que c'est une menace durant les moments de *crise*. La recette médiatique pour contribuer à l'efficacité de la démocratie post-dictatoriale s'appuie sur une lecture historique qui privilégie la question du *qui ?*, en concevant l'histoire médiatique depuis une conception spatialisée du temps historique.

Or sous « l'illusion rétrospective »<sup>552</sup> qui agit sur la relation chilienne actuelle à l'histoire, ce récit déduit du passé tout ce qui est arrivé et ce qui sera possible ou impossible : la perception de l'activité médiatique durant l'Unité populaire circonscrit le champ des possibles, c'est-à-dire « les options disponibles, telles qu'elles sont contenues dans 'l'état du monde' »<sup>553</sup>. Les analyses de l'histoire médiatique chilienne minimisent les discontinuités sociales sur lesquelles repose la supposée stabilité institutionnelle chilienne<sup>554</sup>. L'opérationnalisation du « temps spatialisé »<sup>555</sup> inscrit une performativité dans le projet de « transition démocratique » : sa formulation comme programme met toutes les menaces à nu ; elle dénude les conflits et sous-titre le champ des possibles transitionnels<sup>556</sup>.

La sécurisation de l'espace public actuel s'opère par la gestation permanente d'un risque imminent : elle rend l'impossible toujours menaçant. La fiction qui est faite de l'Unité populaire dans l'actualité consiste à établir que la société chilienne a vécu une dérive traumatisante pour la mémoire et que du fait même de la catastrophe à laquelle elle a mené, il est aujourd'hui impossible de penser le présent car le risque surplombe toujours l'histoire chilienne. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la « transition démocratique » ne s'achève pas et reste largement débattue au Chili. Le seul recours pour assurer la stabilité, l'efficacité et la pérennité de la démocratie chilienne est alors de rappeler en permanence la fiction qui fait de l'Unité populaire une anomalie et fonctionne comme un exutoire qui sécurise par prescription. La protection et les garanties de déconflictualisation que cette fiction offre se trouvent dans la dramatisation d'un épisode historique récent à partir de son dénouement. Ces approches ne sont pourtant pas satisfaisantes, à cause de la suprématie qu'elles octroient au résultat de l'UP. Elles rappellent les mots de Philippe Gottraux cités en introduction, si on les applique au cas des lectures chiliennes

---

<sup>552</sup> Henri Bergson (1969), *La pensée et le mouvant. Essais et conférences*, PUF, 79<sup>e</sup> éditions, Paris.

<sup>553</sup> Guillaume Roux (2013), « Foucault, les sciences humaines et la question du temps. Quelle politique ? », ST 55 « Michel Foucault ou l'impossible politiste ? », XII<sup>e</sup> congrès de l'Association française de science politique, 9 juillet 2013, Paris, p. 18.

<sup>554</sup> Franck Gaudichaud (2013), *op. cit.*, p. 32.

<sup>555</sup> Henri Bergson (1969), *op. cit.*

<sup>556</sup> Sur la question de la performativité des « transitions démocratiques », Bruno Drweski utilise d'autres arguments qui sont très intéressants. Voir : Bruno Drweski (2005), « La transition polonaise: mythes et enjeux de la transformation systémique », *Politique et sociétés*, vol. 24, n°2-3, pp. 11-32, disponible sur <http://id.erudit.org/iderudit/012689ar> (consulté le 27 novembre 2007).

de la forme historique de l'activité médiatique : « ce n'est pas parce que l'histoire a tranché de fait entre différents possibles (...), qui étaient inéluctablement inscrits au début de la structure objective des positions, ou dans la conscience et la volonté »<sup>557</sup>. Les analyses de la catastrophe médiatique participent d'un discours *a posteriori* qui réifie l'historicité de l'Unité populaire, en naturalisant et homogénéisant les récits (politiques, médiatiques et universitaires particulièrement) en vigueur durant l'épisode pour mieux chercher l'origine de la *crise*. Elles ne convainquent donc pas : en validant les discours de *crise* sur la manière avec laquelle les choses ont eu lieu, elles cachent les processus qui permettent à certaines structures communes de maintenir l'ordre dans ce qui est présenté comme un chaos<sup>558</sup>. Par ce biais, la fiction de l'Unité populaire consiste à expulser littéralement le conflit politique dans le passé, elle rejette les conduites et les pratiques médiatiques qui tendent vers ce qu'elle pense être l'idéologie ; elle réintègre les journalistes fautifs de dérives et d'excès via des épreuves expiatoires et des rites de ré-adoption qui lui imposent une discipline quotidienne dans l'exercice de son activité. Cette fiction sécurisante sacrifie les temps « extraordinaires » de l'Unité populaire comme s'ils contenaient la menace de la catastrophe.

La liberté de la presse devient donc la faculté de ne pas tomber dans l'engrenage idéologique que déclenche un mouvement sociétal centrifuge et qui conduit tout droit (de façon linéaire) à l'implosion de l'ordre. La conception de l'histoire médiatique ne se visualise plus comme une pure ligne chronologique. Chaque époque prend une perspective spatiale qui absorbe l'expérience passée, comme si le possible résidait dans ce qui est advenu. La « politique » du temps spatialisé exclut les modes de l'action politique qui, pour différentes raisons, ne visent pas une fin définie à l'avance (mais non idéologique) ; et surtout, ne se donnent pas un « possible » tel que le passé indique qu'il appartient bien au domaine des possibilités. Cette conception ne prend pas assez en compte le moment même en le pensant depuis un certain historicisme qui voit les germes de son futur, de son résultat. C'est donc de ce regard historique particulier, opérationnalisé dans un imaginaire de la *crise*, que nous essaierons de nous défaire par la suite.

---

<sup>557</sup> Philippe Gottraux (2002), *op. cit.*, p. 191.

<sup>558</sup> Robert Castel (1995), *op. cit.*



## CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Cette première partie a permis de tirer plusieurs fils de l'analyse. Elle a tout d'abord offert la possibilité de répartir les media selon une logique partisane, en s'appuyant sur une économie politique qui souligne le déséquilibre entre les deux camps en conflit : le secteur privé et commercial, relié aux élites politiques conservatrices, peut déployer toute la puissance de son arsenal sur l'opinion publique chilienne. La domination médiatique est alors envisagée sous les traits d'un oligopole aux mains de la droite chilienne, articulé plus spécifiquement autour du rôle conservateur d'*El Mercurio* (appuyé par les fonds financiers comme les ressources symboliques et méthodologiques provenant des Etats-Unis et de la CIA). Ce journal est configuré comme l'élément central du système médiatique, du fait de son histoire et de son poids économique. L'activité médiatique est, de façon générale, étroitement dépendante d'une élite homogène qui cumule les pouvoirs économiques et politiques, l'oligarchie. Autrement dit, ces premières interrogations autour de l'identité des énoncés médiatiques sont, pour reprendre les mots de Patrick Lehingue sur les analyses françaises de l'activité médiatique, « trop souvent réduites à la question faussement marxisante de la propriété des moyens de production »<sup>559</sup>.

La première partie de cette thèse nous a ensuite permis de prendre en compte la tradition d'analyse des relations entre media et politique durant l'Unité populaire. Malgré les écarts entre leurs objets, méthodes ou grilles d'analyse, ces analyses convergent dans leur capacité à enchevêtrer, tresser et penser la politique et la communication dans un même mouvement, celui des joutes communicationnelles et de la propagande dans cette période de crise, à partir du présupposé d'une fonction idéologique de porte-parole attribuée aux media de communication. Les conséquences de la propriété des différents media sont naturalisées dans leur influence et leur contrôle sur l'opinion publique, à travers des stratégies essentiellement idéologiques recherchées dans la circulation des différents titres et l'exposition médiatique des différentes couches sociales. Ces lectures construisent donc les discours médiatiques essentiellement comme un miroir des affrontements politiques (caractère symbiotique) ou comme l'objet d'un contrôle politique qui cherche, par la manipulation des organes médiatiques, à diffuser les représentations du monde et les idéologies qui leur sont sous-jacentes (caractère instrumental). L'intention idéologique aurait un impact effectif sur les représentations de l'opinion publique, sans que le problème de cette influence ne soit jamais questionné.

---

<sup>559</sup> Patrick Lehingue (1998), « Le pouvoir des media » : vieux terrains, nouveaux objets », *Polis*, Dossier « Etudier les journalistes », vol.5, n°1, p. 3.

Pourtant les symptômes, le diagnostic et les remèdes proposés par cette tradition d'analyse divergent dans leurs formulations et les visions du monde qu'elle projette. En replaçant les analyses du cas d'étude dans leur contexte d'énonciation, il a été possible de comprendre comment l'énonciation de la question de l'activité médiatique durant l'Unité populaire s'articule à différents projets politiques de distribution des pouvoirs en démocratie. De la théorie de la *dépendance* au projet performatif de « transition démocratique », le système médiatique en vigueur sous la présidence de Salvador Allende se voit attribuer un rôle dans la rupture de la stabilité démocratique, par les effets sur l'opinion publique (jamais vraiment définie) des représentations qu'ils diffusent. Les conclusions de ces analyses dérivent sur le plan moral. Elles condamnent l'action et le comportement des media qui ont mis, selon les auteurs discutés ici, de l'huile sur le feu durant ces trois années de l'histoire chilienne, et ont conduit de manière linéaire au traumatisme du coup d'Etat. Tout se passe comme si le dénouement trouvait ses germes dans l'épisode 1970-1973.

Il semble que les explications immédiates, celles qui ont lieu sous l'Unité populaire, l'historiographie postérieure et la mémoire actuelle se coordonnent pour relire l'épisode. Nous retrouvons ici la critique qu'adresse Hélène Hatzfeld à « une interprétation a posteriori qui projette sur le passé une possibilité sans consistance réelle »<sup>560</sup>. Dans le cas de l'activité médiatique durant l'Unité populaire, les analyses se transforment en stratégies de neutralisation discursive des effets médiatiques sur l'opinion publique, au nom d'un projet politique dans lequel les moyens de communication ont un rôle précis à jouer. Dans le contexte actuel, cette fonction consiste clairement à ne pas mettre en danger la stabilité de la démocratie retrouvée que les élites politiques et intellectuelles ont la volonté d'optimiser. L'identité idéologique des media chiliens durant l'Unité populaire, ramenée au coup d'état de 1973 et à la rupture de « l'Etat de compromis », exerce donc l'action de contre-modèle, de repoussoir, d'exemple à ne pas suivre, pour ne pas traverser de nouveau une crise politique et sociale de cette ampleur. La question qui préside, finalement, aux études du cas de l'Unité populaire est donc celle de la contribution des media à la stabilité du régime démocratique, autrement dit à leur fonction de socialisation démocratique.

---

<sup>560</sup> Hélène Hatzfeld analyse la façon dont les années 1970 sont convoquées pour penser la démocratie participative en France dans les années 2000 : « (...) La façon dont la mémoire a construit cet événement : elle rend compte de l'écart entre un horizon d'attente – changer les formes d'exercice de la démocratie – et un champ d'expériences – le fonctionnement du PS – en lui donnant le sens d'une erreur – fausse appréciation des forces en présence ou naïveté devant une manœuvre », Hélène Hatzfeld (2013), *op. cit.*, p. 13.

L'activité médiatique sous l'Unité populaire au Chili nous paraît alors être un impensé, du fait de son ancrage dans le programme de « transition démocratique ». Afin de mieux cerner ce qu'il y a en jeu dans le journalisme sous le gouvernement de Salvador Allende, nous proposons de réinsérer la contingence du moment étudié, non pas depuis la *crise* du coup d'Etat mais plutôt dans les positivités de l'activité médiatique, les relations de forces internes aux rédactions. Nous nuancions la force de l'attribution d'un rôle de porte-parole aux journaux et aux journalistes, en insistant sur une réalité plus complexe, ne serait-ce que dans les pratiques quotidiennes des journalistes chiliens durant l'UP, ce qu'elles ont d'habituel comme ce qu'elles ont de singulier.





**PARTIE 2 :**  
**ETRE JOURNALISTE AU CHILI DURANT L'UNITE**  
**POPULAIRE : NORMALITE ET SINGULARITES**



La question qui préside à l'étude du système médiatique durant les trois années de gouvernement de Salvador Allende se focalise sur les messages transmis par les journaux, magazines, radios et télévisions. Les analystes cherchent, constatent et dénoncent la portée idéologique des contenus médiatiques. Cette approche réifie l'information, qui est envisagée comme le résultat d'un processus de production conditionné par la propriété des moyens de communication. Dans cette perspective, les effets des messages médiatiques sont déterminés par leur teinte sur le nuancier idéologique de la période ; les entreprises médiatiques sont réparties entre les deux camps qui s'affrontent ; et les journalistes sont décrits sous les traits d'agents propagandistes de l'élite chilienne. Sur le plan moral, le repérage des dérives médiatiques sous l'Unité populaire condamne le retour d'un naturel passionnel et violent que le contrat social chilien cherche à bannir. L'économie politique des media propose, *a posteriori*, de produire l'ordre social par des stratégies de neutralisation des effets médiatiques sur l'opinion publique, en érigeant l'Unité populaire comme le contre-modèle qui a mis en danger la survie du système démocratique.

Pourtant, en prenant pour présupposé l'asymétrie du système médiatique chilien et pour objet les seuls messages médiatiques, les analystes pensent l'activité médiatique durant le gouvernement de Salvador Allende depuis son dénouement tragique et passent sous silence le travail et les pratiques journalistiques à proprement parler. Les journalistes sont assimilés à des militants sans marge de manœuvre, qui suivent la ligne éditoriale du medium ou des media avec lesquels ils collaborent. Or cet assujettissement à une identité purement idéologique laisse beaucoup de zones d'ombre.

Si l'information diffusée durant l'Unité populaire est le produit (idéologique) d'un processus de production, il faut rechercher les traces de ce processus et de son organisation dans les archives des journaux. Pour reprendre les mots d'Howard Becker, il faut « rechercher les réseaux dont la coopération est devenue régulière ou routinière, et préciser les conventions qui permettent à leurs différents membres de coordonner leurs activités respectives »<sup>561</sup>. Dans cette perspective, les archives de presse deviennent un matériau qui fait exister physiquement les textes journalistiques et qui donne une matérialité historique aux normes et identités journalistiques.

Dans le cas de l'Unité populaire, personne ne s'applique par exemple à analyser en quoi consiste le travail journalistique pendant ces trois années si agitées : comment s'organisent les rédactions des media chiliens ? Quels sont les principes et les valeurs qui président à l'exercice du

---

<sup>561</sup> Howard Becker (1988), *Les Mondes de l'art*, Paris : Flammarion, p. 364.

journalisme et au fonctionnement de ce milieu ? Ou encore, quelles sont les résistances journalistiques à un travail médiatique happé par la bataille idéologique ?

Pour répondre à ces questions, nous évitons dorénavant l'axe d'une problématique idéologique qui pointe l'évidence des erreurs idéologiques des moyens de communication et des journalistes actifs durant la *crise* de l'Unité populaire. D'un côté, nous nous éloignons des diagnostics sur l'origine sociale du message (qui conditionne sa transmission et ses effets). De l'autre, nous ne suivons pas non plus les approches qui se concentrent sur la primauté de la politique, en faisant du journalisme une activité résiduelle ou déterminée par des raisons supérieures. Pour reprendre les mots de Patrick Lehingue :

« La question du 'qui ?' (écrit, dit, communique, transmet, met en forme, en scène) revêt ainsi une toute autre pertinence quand, délaissant les postures agrégatives et en surplomb, propices à toutes les opérations de réification et au jeu de langage anthropomorphistes, on cesse de questionner ces abstractions que sont 'Les médias', 'La presse', 'La télévision' ou 'Le Quatrième Pouvoir', pour interroger plus prosaïquement 'les journalistes', leurs manières d'opérer et les savoir-faire qu'ils engagent [...] »<sup>562</sup>.

Ce positionnement épistémologique permet de ne pas se poser la question des causes du dénouement traumatique du coup d'Etat et donc de ne plus concevoir l'Unité populaire de façon pathologique, comme une époque de dysfonctionnement critique. Car, si les diagnostics idéologiques étaient validés, alors les archives des journaux chiliens en circulation durant l'Unité populaire et les témoignages reçus sur l'activité journalistique durant ces trois années laisseraient la trace d'un journalisme d'opinion, focalisé sur la bataille entre les deux projets de société. La subjectivité des journalistes chiliens se livrerait comme un effet des rapports de pouvoir massifiés et rigidement organisés en deux camps prêts à en découdre. Ce serait en résumé le point de vue d'Abraham Santibáñez, déjà cité en introduction de la thèse : « Au sein de la polarisation qui servit à justifier le coup d'Etat militaire de septembre 1973, la presse et les journalistes, nous

---

<sup>562</sup> La citation est ici coupée, puisque Patrick Lehingue poursuit l'énumération des questionnements qui le préoccupent de la sorte : « (...) et plus spécifiquement encore tel type de journalistes, soumis de par leur origine et leurs positions sociale et statutaire à tel type de contraintes, et entre autres, contraint de se définir concurremment et de concert par rapport à tel autre type de journalistes, ou mieux encore avec telles espèces d'agents sociaux (professionnels de la politique, par exemple) avec laquelle ils entretiennent des relations « d'associés-rivaux ». Nous avons volontairement interrompu l'extrait de Patrick Lehingue à cet endroit précis, car nous ne voudrions pas donner l'impression que nous allons suivre mot pour mot les pistes ajoutées dans cette note de bas de page. De fait, les pages qui viennent ne s'arrêtent pas simplement au déploiement du paradigme sociologique pour dévoiler les traits du journaliste chilien entre 1970 et 1973. Nous lui empruntons certaines méthodes ou mécanismes de démonstration mais nous avons aussi largement recours à l'histoire et à la science politique afin de défaire l'identité journalistique de son caractère idéologique durant l'Unité populaire. Voir Patrick Lehingue (1998), *op. cit.*, p. 5.

avons joué un rôle sur lequel il ne peut y avoir de malentendu. Nous ne sommes pas ceux qui ont déchaîné les passions, mais nous avons contribué à les rendre incontrôlables »<sup>563</sup>.

Pourtant, si le journalisme est conçu comme un présent plein à chaque période, avec ses positivités propres, ses pratiques, sa culture et ses discours, il semble que les journalistes chiliens appliquent, durant l'Unité populaire, une série de techniques qu'ils partagent en deçà des lignes éditoriales des journaux auxquels ils collaborent, et au-delà de la radicalisation du conflit sociopolitique. En ce sens, les normes et les identités journalistiques ont une matérialité historique qu'il faut palper et saisir pour s'éloigner de la reformulation idéologique actuelle de l'histoire médiatique chilienne.

En retraçant les techniques, les habitudes et les opérations à l'œuvre dans les différents journaux analysés, mais aussi les récits que font les journalistes de leur activité et d'eux-mêmes à l'époque même où se déroule le projet de « voie chilienne vers le socialisme », on se rend compte que les pratiques journalistiques s'appuient avant tout sur une logique pragmatique de responsabilisation, tout en proposant des lignes de fuite. Malgré la politique éditoriale des journaux durant cette période polarisée, les techniques journalistiques – agencements des pages, chemins de fer, conférences de rédaction, rapports aux sources et normes d'écriture – mettent en évidence un *ethos* journalistique largement autonomisé du champ politique. Or c'est justement contre cette normalisation de l'être journalistique que les forces révolutionnaires n'ont pas su lutter, ne sachant pas assez s'en démarquer si l'on suit Eduardo Santa Cruz, historien chilien des media :

« Prise au piège de l'obligation d'opérer au sein de la légalité qui consacrait la liberté d'expression, comme liberté de l'entreprise et sur la défense de laquelle la Gauche elle-même [*l'auteur met une majuscule*] s'était alignée durant des années, elle s'est vue empêchée d'affronter la nécessité de modifier structurellement le système, en attaquant le régime de propriété, le rôle du journal, en favorisant l'incorporation d'autres émetteurs, en expérimentant au niveau des formats, etc. »<sup>564</sup>.

Durant l'Unité populaire, le rôle des journalistes ne change pas, malgré le projet politique qui consiste à réformer en profondeur les bases sur lesquelles fonctionne l'Etat chilien, comme les règles de la distribution du pouvoir et des richesses. Il faut alors chercher à comprendre comment

---

<sup>563</sup> Abraham Santibáñez (1989), *op. cit.*, p. 13.

<sup>564</sup> «Entrampada en la obligación de operar dentro de una legalidad que consagraba la libertad de expresión, en cuanto a libertad de empresa y a cuya defensa la propia Izquierda se había sumado por años, se vio imposibilitada a enfrentar la necesidad de modificar estructuralmente el sistema, atacando el régimen de propiedad, el rol del periodista, propiciando la incorporación de otros emisores, experimentando a nivel de formatos, etc.» in Eduardo Santa Cruz (2004), *op. cit.*, p. 5.

la *forme-journal* est institutionnalisée avant l'Unité populaire et comment cette institutionnalisation se perpétue dans les témoignages reçus et les récits consultés, pour faire correspondre les pratiques journalistiques mises en œuvre à la *forme-journal*. Ainsi, quarante ans après la fin de l'Unité populaire, les journalistes se souviennent que les pratiques journalistiques habituelles à cette époque-là tiennent dans une définition partagée du « bon journalisme ».

En ce sens, la *forme-journal* est une structure qui fait correspondre les pratiques journalistiques avec le discours normatif sur l'information retrouvé dans les diagnostics qui font du journalisme durant l'Unité populaire une anomalie historique. Malgré la diversité des profils idéologiques des journalistes interviewés, les milieux sociaux d'origine parfois opposés et la multiplicité des rédactions avec lesquelles ils ont collaboré, les témoignages restent toujours liés à une « bonne » définition du journalisme : ils expriment la rationalité du discours que tient la *forme-journal* sur elle-même, malgré son écart expérientiel et historique avec la rationalité de l'exercice effectif du journalisme. Cette hypothèse nous permet de tenir ensemble la dimension locale des rapports de pouvoir (chaque titre du système médiatique), les dispositifs du journalisme (la *forme-journal*) et le discours sur le « bon journalisme » incarné dans les signes que laissent apparaître les techniques journalistiques.

Face à la force centrifuge constatée dans le champ politique en première partie, l'hypothèse discutée dans cette deuxième partie consiste à voir les continuités dans l'exercice de l'activité journalistique, autrement dit dans quelle mesure le champ journalistique réagit par un mouvement centripète. Il s'agit donc de mieux cerner dans quels récits s'insèrent l'être et le faire journalistiques durant l'Unité populaire : quels sont les actes de fabrication d'un journal ? Quels sont les rituels et les codes que respectent les agents journalistiques et qui rendent leur récit efficace ? Comment procèdent-ils à la sélection des sujets à traiter ? Comment répartissent-ils les informations dans le journal ? Quelles sont les techniques de contrôle de la parole journalistique durant l'Unité populaire ? Quelles sont les capacités ou les incapacités que ces pratiques délivrent et contraignent ? Bref, quelles sont les conditions d'énonciation de la vérité dans l'activité journalistique durant l'Unité populaire ?

Cette série de questionnements permet d'envisager l'immanence de l'identité journalistique durant l'Unité populaire sans tomber dans la caricature d'une presse essentiellement convertie en appareil idéologique. Si on suit cette piste, alors il faut chercher les indices d'un travail journalistique habituel, réinséré dans sa quotidienneté, et repérer les procédés et techniques qui lui président, en attribuant par leur usage même une valeur de vérité au récit journalistique. C'est sur ces procédés, mais aussi à partir de leur diffusion et de leur inculcation, que s'articule la

conception du rôle de la presse au Chili à la même période : en instituant une valeur de vérité au discours journalistique, ces éléments stratégiques légitiment le rôle de la presse comme intermédiaire entre la société civile et le pouvoir étatique et qui a la responsabilité de l'équilibre démocratique.

Nous entrons donc ici dans une partie dont le matériau empirique change, en comparaison avec les deux premiers chapitres de la thèse. D'une part, nous allons délaissé les écrits théoriques et les témoignages généralistes pour nous plonger dans les archives des journaux circulant durant l'Unité populaire. D'autre part, la mémoire du journalisme durant l'Unité populaire est toujours convoquée, que ce soit par la soixantaine d'entretiens menés, comme dans les témoignages écrits et oraux livrés sur différents supports (ouvrages collectifs, émissions de télévision, programmes radiophoniques, documentaires...). Mais au lieu d'utiliser des diagnostics de la dynamique générale des trois années de l'Unité populaire, nous mobilisons plutôt des récits précis du fonctionnement des rédactions et du processus de production des journaux. Nous utilisons enfin des archives qui donnent des informations sur le milieu journalistique au sens large, à savoir les lois et les documents juridiques encadrant l'activité journalistique, les archives des organisations corporatistes regroupant des journalistes, les archives des écoles de journalisme auxquelles nous avons eu accès, etc.

L'étude des journaux du corpus permet d'abord de se rendre compte du travail d'organisation spatiale et visuelle de l'information, qui consiste à administrer le temps de l'actualité sur la base de pratiques et de critères de production qui ne rompent pas avec les techniques et logiques antérieures. Les continuités observées renvoient, à nos yeux, au travail de domestication du caractère aléatoire et impétueux du temps de l'actualité qui sévit sous l'Unité populaire par le quadrillage et le séquençage disciplinaires du processus de production des journaux. Ainsi, la période étudiée, du fait de l'accélération du temps politique et de sa forte imprévisibilité, fait ressurgir les tentatives de contrôle et de résistance mises en œuvre par les journalistes, et repérables à l'intérieur du journal dans les opérations de découpage, de montage et de tressage de l'actualité dans l'espace disponible des journaux, à une échelle temporelle quotidienne (chapitre 3).

Une fois abordée la façon dont l'espace des journaux objective le temps social par toute une série d'opérations, de mécanismes et de techniques, il faut alors se poser la question de la portée de ces techniques : sont-elles des singularités ou sont-elles partagées durant l'Unité populaire ? Comment sont-elles transmises ? Autrement dit, comment les journalistes sont constitués en sujets capables de connaître, d'analyser et éventuellement de modifier le réel par leur activité ? (chapitre 4).



Finalement, il apparaît que la formation et la conformation des pratiques ancrent l'*ethos* journalistique dans un journalisme informatif dont les principes résident dans l'impartialité du traitement des sources, dans la neutralité de ton et de style, et dans la crédibilité des journalistes au sein de leur(s) rédaction(s) comme de la communauté. L'autorité journalistique se fonde sur ces bases, et assure une lisibilité au journal et un impact à ses messages sur l'opinion publique. Or cette identité témoigne bien des continuités dans la façon dont se conçoit et se fait voir le journalisme dans l'espace commun de la démocratie chilienne. L'idéologie n'est finalement qu'un trait qui s'imbrique dans le bon fonctionnement d'une institution moderne et responsable qui fait partie du bon équilibre démocratique (chapitre 5).

### CHAPITRE 3 :

## ADMINISTRER L'ACTUALITE DANS L'ARCHITECTURE DES JOURNAUX. METONYMIE DE LA PRESSE DURANT L'UNITE POPULAIRE

En décalage avec les diagnostics idéologiques de l'activité médiatique durant l'Unité populaire, seulement focalisés sur les messages des media, ce chapitre prend le parti de s'intéresser aux formes et aux formats des journaux, et adopte ainsi une perspective métonymique en scrutant les contenants pour mieux comprendre les contenus. Dès lors, l'activité journalistique de la période est envisagée comme un processus d'agencement du temps de l'actualité durant le processus de fabrication des quotidiens. Dans cette perspective, les continuités historiques d'une logique de quadrillage de l'espace des journaux apparaissent, sous l'objectif de prévoir le temps de l'actualité par des normes architecturales, qui opèrent une dramaturgie de l'objectivité journalistique.

Sur les bases d'une analyse des formats architecturaux et des formes visuelles des journaux en circulation à l'époque, l'idéologisation des contenus ne semble pas véritablement rompre avec les logiques de fabrication journalistique. L'activité journalistique chilienne de la *crise* de 1970-1973 peut alors être pensée dans la positivité de son fonctionnement, et notamment du partage de certaines pratiques et de certains récits qui donnent une identité historiquement singulière aux journalistes. Compte-tenu de l'accélération du temps de l'actualité durant ces trois années, le caractère fortement ajustable du processus de fabrication d'un journal donne un caractère inédit au travail journalistique de la période et renforce la dramaturgie de son fonctionnement en adéquation avec les principes du journalisme propre à l'époque : le rapport « objectif » à la réalité est mis en scène dans l'organisation spatiale du temps de l'actualité des trois années étudiées. Autrement dit, la saturation du flux d'informations sous les coups de la polarisation idéologique oblige les journaux à une forte domestication du temps de l'actualité en dévoilant, plus encore qu'à l'habitude, les logiques architecturales de fabrication des journaux.

Durant l'Unité populaire, chaque journal adopte en effet un format particulier. Les dimensions (hauteur et largeur), le nombre de pages et la division des pages en colonne sont

propres à la matérialité de chaque titre<sup>565</sup>. Cette architecture participe à la différenciation des informations, en hiérarchisant l'espace puis en traçant les frontières entre les blocs-articles et les rubriques. Les opérations de valorisation des informations sont généralement perçues par les analystes comme participant à la fonction médiatique de mise à l'agenda<sup>566</sup> ou, pour reprendre les mots de Nicolas Hubé, du « travail politique d'énonciation de l'importance »<sup>567</sup>. La sélection quotidienne des informations et leur valorisation géographique et typographique contribuent, selon cette perspective, à discriminer le flux d'informations disponibles et à construire la saillance d'une petite quantité d'événements que la société et le pouvoir politique doivent discuter et prendre en charge. Ces opérations incarnent le rôle d'intermédiation attribué à la presse et aux media, par la publicisation différentielle des problèmes sociaux à traiter. Nicolas Kaciaf note par ailleurs que ces opérations sont « révélatrices des représentations du métier de journaliste et des conditions de production », ce qu'il définit comme « le type de rapports que les rédactions cherchent à établir avec leurs lecteurs » et le rapport entre « les ambitions rédactionnelles et les ressources disponibles, en effectifs et en papier »<sup>568</sup>.

---

<sup>565</sup> Pour reprendre les mots d'Alexis Lévrier et Alice Wrona, la matérialité d'un journal se compose de « l'ensemble des éléments qui entrent en jeu pour faire exister physiquement le texte périodique : cette acceptation, délibérément très accueillante, intègre donc les données relatives au support (papier, livre, feuille, volume, écran), aussi bien que celles qui relèvent plutôt de la page (typographie, mise en page, rubricage, illustration, insertion des annonces). Sont même contenus dans cette 'matière' du journal des facteurs plus extérieurs au texte périodique, lorsqu'ils influencent directement sa fabrication et sa diffusion : prix de vente et conditions de commercialisation, délais d'acheminement, relations entre les journalistes et leurs informateurs » in Alexis Lévrier & Alice Wrona [dir.] (2013), *Matière et esprit du journal. Du Mercure Galant à Twitter*, Paris : PUPS, collection « Histoire de l'imprimé », p. 8.

<sup>566</sup> Pour références, non exhaustives, sur la fonction d'*agenda-setting*, vue depuis la science politique, et par ordre chronologique : Maxwell Mac Combs & Donald Shaw (1972), « The Agenda Setting Function of the Mass-Media », *Public Opinion Quarterly*, vol. 36, pp. 176-187 ; Jacques Gerstlé (1999), « La santé dans l'agenda. Le médiatique, le public et le politique », in M. Mathien [dir.], *Média, Santé et Politique*, Paris : L'Harmattan, pp. 63-74 ; Erik Neveu (1999), « L'approche constructiviste des 'problèmes publics'. Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Études de communication*, n° 22, pp. 41-57 ; Jacques Gerstlé (2001), *Les Effets d'Information en Politique*, Paris : L'Harmattan, (coll. : « Logiques Politiques ») ; Jacques Gerstlé (2001), « Agenda », in Pascal Perrineau & Dominique Reynié (dir.), *Dictionnaire du Vote*, Paris : PUF, pp. 31-33 ; Jérémie Nollet, (2009), « Croiser analyse des politiques publiques et sociologie des médias : genèses et usages des concepts de mise à l'agenda et de construction des problèmes », communication au Xe congrès de l'Association française de science politique (AFSP), Grenoble.

Dans l'analyse des politiques publiques à proprement parler : Roger W. Cobb & Martin Ross (1997), « Agenda Setting and the Denial of Agenda Access : Key Concepts », in Cobb R. et Ross M. [dir.], *Cultural Strategies of Agendas Denial: Avoidance, Attack and Redefinition*, Lawrence : University Press of Kansas, pp. 3-23 ; Philippe Garraud (1990), « Politiques nationales : l'élaboration de l'agenda », *L'Année sociologique*, pp. 17-41 ; Patrick Hassenteufel (2010), « Les processus de mise à l'agenda : sélection et construction des problèmes publics », *CNAF, Informations sociales*, vol. 1, n°157, pp. 50-58 ; Stephen Hilgartner & Charles L. Bosk (1988), « The Rise and Fall of Social Problems : A Public Arena Model », *American Journal of Sociology*, vol. 94, n° 1, pp. 53-76 ; John W. Kingdon (1984), *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston : Little Brown and Company ; Deborah A. Stone (1989), « Causal Stories and the Formation of Policy Agendas », *Political Science Quarterly*, vol. 104, n° 2, pp. 281-300.

<sup>567</sup> Nicolas Hubé (2008), *Décrocher la "UNE". Le choix des titres de première page de la presse quotidienne en France et en Allemagne (1945-2005)*, Strasbourg : Presses Universitaires de Strasbourg, Collection « Sociologie politique européenne ».

<sup>568</sup> Nicolas Kaciaf (2013), *op. cit.*, p. 34.

Au Chili, entre 1970 et 1973, la presse « sérieuse »<sup>569</sup> adopte le même format, dit *sábana*. *El Siglo* et *El Mercurio* mesurent 600 mm de hauteur sur 380 mm de largeur. Le journal du Parti communiste chilien (PCCH) s'étend sur 12 pages la semaine, et 16 le dimanche, sans compter le supplément hebdomadaire de 8 pages qui paraît ce jour-là. Le journal contre-révolutionnaire est toutefois plus long puisqu'il publie 32 pages quotidiennement, réparties en 3 corps (feuillettes), et 48 pages le dimanche. *Clarín*, *Las Noticias de Última Hora* et *Puro Chile* répondent, de leur côté, à un format tabloïd, dont les dimensions représentent la moitié de celles des journaux en format *sábana* : 380 mm x 300 mm<sup>570</sup>. Le journal de Víctor Pey compte 24 pages tandis que le quotidien lié au Parti socialiste chilien (PSCH) n'en regroupe que 12, et *Puro Chile* (lié au PCCH), 16.

Chaque page est d'ailleurs divisée en six ou huit colonnes (pour *El Mercurio*) qu'il s'agit ensuite de remplir même si parfois, selon les formes empruntées, deux colonnes peuvent être regroupées en une seule plus large. Ces formats ont un impact direct sur le volume d'information publié quotidiennement, puisqu'*El Siglo* diffuse en moyenne 93,3 articles par jour en 1971, tandis que *Las Noticias de Última Hora* en propose 86,2 en moyenne, et *Clarín* 108,5. *El Mercurio* est le quotidien le plus prolixe puisqu'il publie en moyenne 119 papiers les jours de semaine durant l'Unité populaire. Le volume d'articles publiés quotidiennement souligne bien que l'activité journalistique est frénétique durant l'Unité populaire : en comparaison, la fourchette varie entre 50 et 84 articles chaque jour dans les quotidiens nationaux en 1991, puis entre 54,1 et 44,5 en 2001<sup>571</sup>.

Durant l'Unité populaire, la presse chilienne dispose d'une part, d'une taille et d'un format suffisamment conséquents pour déployer une grande diversité de rubriques dans leurs pages. Cette caractéristique doit ici être replacée dans une perspective historique : la période Unité populaire ne fait pas, en ce sens, exception (et encore moins anomalie). L'organisation des journaux en rubriques constitue plutôt, en suivant Eduardo Santa Cruz, un héritage de la massification de la presse chilienne, de la standardisation du processus de fabrication des récits journalistiques, de la division interne des rédactions et de la spécialisation des journalistes qui lui donnent corps, dans un objectif de rapidité productive adéquat avec le caractère éphémère et volatil des journaux<sup>572</sup>.

---

<sup>569</sup> Selon la qualification de différentes études discutées précédemment : Patricio Bernedo Pinto & William Porath (2003), *op. cit.* ; Patricio Dooner (1989), *op. cit.* ; Guillermo Sunkel (1985), *op. cit.* ; Patricio Tupper (2003), *op. cit.*

<sup>570</sup> Le format de ces journaux correspond à la moitié d'une page d'*El Siglo* ou d'*El Mercurio*.

<sup>571</sup> C'est ce que nous avons pu calculer avec Claudio Salinas et Hans Stange, dans une étude sur les routines journalistiques entre 1971 et 2001. Voir Antoine Faure, Claudio Salinas & Hans Stange (2013), *op. cit.*

<sup>572</sup> Eduardo Santa Cruz (2010), *op. cit.*, p. 132.

En feuilletant les exemplaires de ces titres de presse, on se rend compte, d'autre part, qu'au-delà de la singularité des formats de chaque journal, les différents quotidiens répondent à un montage architectural de l'espace de publication. Dès la une, l'espace disponible est divisé en différents blocs. Dans ces cases, certains caractères sont appuyés, d'autres changent de couleur et plusieurs polices sont utilisées. Au fil des pages, les rubriques se dévoilent, juxtaposées les unes aux autres<sup>573</sup>. L'espace qui leur est dédié varie aussi. Chaque page est agencée de façon différente. Chaque bloc répond à une configuration singulière qui organise l'article selon l'emplacement et la typographie du surtitre, du titre, du chapô<sup>574</sup>, de la (des) photo(s), du texte, des intertitres, de la signature (s'il y en a une) etc. Une architecture apparaît, visuellement, dans le support journal. Elle offre une identification à la fois aux quotidiens et à toutes leurs pages et rubriques.

Les journaux étudiés répondent à un découpage spatial et visuel qui tresse la trame de l'actualité journalistique sur les bases d'une discrimination du trafic d'informations. Dans le cas de l'Unité populaire, cette opération est généralement analysée depuis les pages éditoriales, selon les positions idéologiques que prennent les quotidiens ou, de façon parfois complémentaire d'ailleurs, selon l'imaginaire que construit la répartition des univers thématiques définis dans l'espace du journal<sup>575</sup>. Les diagnostics critiques qui en découlent hésitent entre trois perspectives : l'évaluation des positions de chaque journal et de sa politisation, selon des histoires convergent vers la pacification de la presse à long terme (et l'anomalie que constitue le journalisme chilien du début des années 1970) ; la dénonciation de l'artificialité du découpage du réel élaboré par les journaux ; et les craintes d'une homogénéisation de l'information par la répétition linéaire des sections des journaux et des sujets publiés. Eduardo Santa Cruz lit, par exemple, cette tendance

---

<sup>573</sup> L'ouvrage de Nicolas Kaciak permet de se rendre compte des dynamiques et des pratiques propres à l'opération de rubricage à partir de l'observation des pages politiques de la presse française depuis les débuts de la Cinquième (ou V<sup>ème</sup>) République. Voir Nicolas Kaciak (2013), *op. cit.*

<sup>574</sup> C'est-à-dire la brève introduction qui intervient entre le titre et le texte de l'article à proprement parler.

<sup>575</sup> Nous pensons ici à certains textes présentés précédemment. Par exemple, du côté des *Cultural Studies*, Guillermo Sunkel (1985), *op. cit.* L'approche par les représentations de la puissance proposée par Alfredo Joignant va dans le même sens : Alfredo Joignant (2012b), *op. cit.* Si nous n'entrons pas directement dans le débat sur les « imaginaires médiatiques », les pages qui suivent y font écho, à partir de l'analyse spatiale et visuelle des formes des journaux chiliens entre 1970 et 1973. Pour s'approcher du débat, trois textes sont particulièrement utiles. Guy Lochard et Jean-Claude Soulage analysent les « imaginaires de la parole télévisuelle », en interrogeant l'histoire des représentations des différents dispositifs médiatiques, et de leurs « cadres relationnels ». Cf Guy Lochard & Jean-Claude Soulage (1994), « Les imaginaires de la parole télévisuelle. Permanences, glissements et conflits », *Réseaux*, vol. 12, n°63, pp. 13-38. Influencé par Edgar Morin, Eric Macé se plonge dans le débat à partir du concept de « mediacultures ». Voir Eric Macé (2005), « Les imaginaires médiatiques. Une sociologie post-critique des Médias », Paris : Editions Amsterdam. Même s'il entend l'imaginaire médiatique dans un sens plus large, celui de la représentation sociétale de son appareil médiatique, l'article de Guillaume Pinson sur les représentations du journalisme français au XIX<sup>e</sup> siècle alimente cette discussion. Cf. Guillaume Pinson (2012), « L'imaginaire médiatique. Réflexions sur les représentations du journalisme au XIX<sup>e</sup> siècle », *CONTEXTES* [En ligne], n°11, <http://contextes.revues.org/5306> (consulté le 5 octobre 2012).

depuis la perspective gramscienne d'une tension entre la fragmentation du flux d'informations et la reconduction de l'hégémonie sociale et culturelle propre à la société chilienne<sup>576</sup>.

En-deçà de ces analyses, qui se focalisent essentiellement sur les thématiques, les sujets et les contenus répartis dans le journal, l'opération même d'organisation spatiale du journal n'est pas assez questionnée à nos yeux. La fabrication d'un journal est ici envisagée comme un processus accumulatif de classification et d'ordonnement de l'espace : répartition des informations dans le journal, hiérarchisation, attribution d'un espace, d'une photo... Selon la logique des poupées russes, l'assemblage architectural du chemin de fer<sup>577</sup>, la codification des rubriques, l'agencement interne à chaque page et l'organisation de chaque bloc-article sont des points d'ancrage de la division du travail au sein de la rédaction et des pratiques journalistiques quotidiennes : ils leur donnent un sens à partir de l'application par les journalistes de critères qui hiérarchisent, organisent et administrent l'information dans l'espace des journaux.

L'effort pour appréhender les quotidiens en circulation durant l'Unité populaire depuis les techniques journalistiques de mise en forme de l'information offre alors une position d'extériorité qui permet de revenir sur les stratégies et les tactiques<sup>578</sup> qui président à la disposition de l'espace des journaux. La démarche proposée est proche de celle de Nicolas Kaciaf, qui souligne que malgré le renouvellement du marché de la presse et le projet de refondation du journalisme à la Libération française, « les pages 'Politique' ressemblent fortement, sur le plan formel et stylistique, aux productions d'avant-guerre »<sup>579</sup>. Pourtant, notre perspective opère un décalage par rapport à cette approche. Il ne s'agit pas de se déprendre de deux mythes « antagonistes et symétriques »<sup>580</sup> sur la valorisation journalistique des informations que sont la hiérarchie de l'actualité imposée naturellement aux rédactions et l'indépendance absolue des media dans l'établissement de leur agenda. La tâche de dévoilement des mythes journalistiques n'a d'intérêt que si ces mythes sont perçus dans le milieu dans lequel ils s'opérationnalisent. La question primordiale ici est donc celle des relations qui existent entre ces récits (notamment mis en

---

<sup>576</sup> Eduardo Santa Cruz (1988), *op. cit.* Une perspective similaire est adoptée autour du journalisme chilien actuel dans Eduardo Santa Cruz (2011), *op. cit.*

<sup>577</sup> Il est possible de préciser cette notion à partir du glossaire des termes journalistiques propos par Erik Neveu : le chemin de fer est la « maquette anticipant sur le contenu (nature et taille des articles et publicités) des pages et des rubriques de l'édition du journal en préparation ». Voir Erik Neveu (2009), *op. cit.*, p. 8.

<sup>578</sup> Au sens de Michel de Certeau, les stratégies sont « le calcul des rapports de force qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir [une entreprise, une armée, une cité, une institution scientifique] est isolable d'un environnement ». Selon le même auteur, les tactiques sont une forme de braconnage, c'est-à-dire l'art de combiner (le rite) indissociable de celui d'utiliser (le bricolage) des manières de « faire avec », de s'introduire par surprise dans un ordre. Il appelle ces pratiques quotidiennes des « arts de faire ». Voir Michel de Certeau (1980), *L'invention du quotidien 1. Les arts de faire*, Paris : Gallimard, « Folio-Essais ».

<sup>579</sup> Nicolas Kaciaf (2013), *op. cit.*, p. 33.

<sup>580</sup> *Ibid.*, p. 115.

évidence dans les mots des journalistes, grâce aux entretiens) et les conditions d'exercice du journalisme durant l'Unité populaire. S'il faut nécessairement prendre une certaine distance avec les valeurs et les principes propres aux idéaux journalistiques d'une époque, cette démarche ne vise pas à faire un pas de côté pour dénoncer la réalité cachée, intéressée et dépendante du travail journalistique. L'étude des mythes qui préside à ce travail permet de cerner comment les techniques et opérations de mises en forme se réajustent au fil du processus de fabrication de l'information, tout en se réappropriant le discours sur le journalisme dans la perception du métier et des conditions de fabrication des journaux.

Dans les pages suivantes, nous pensons donc le journalisme comme un discours ancré historiquement dans une période, partagé par les agents de cette activité, incarné dans des pratiques, quotidiennes et habituelles mais flexibles dans une certaine mesure, et visible dans les pages des journaux vendus chaque matin. A nos yeux, les principes de l'assemblage architectural des journaux, tout comme les arrangements et réajustements dont ils font l'objet, sont mis en œuvre dans le rapport du processus de fabrication des journaux au temps de l'actualité. Ce processus quotidien s'appuie sur la régularité des publications journalistiques<sup>581</sup> et la répétitivité des tâches quotidiennes, afin de maîtriser le caractère aléatoire du flux quotidien d'informations. On retrouve cette idée d'une volonté de maîtriser un temps social et politique foncièrement hasardeux chez plusieurs spécialistes du travail journalistique, dont les approches sont différentes. En 1973, la sociologue constructiviste américaine Gaye Tuchman analyse les pratiques de « routinisation de l'imprévu »<sup>582</sup>. En 1978, Philip Schlesinger voit un effet de cette relation au temps sur les contenus des journaux, puisque les « contraintes du temps (...) poussent à l'utilisation de formules toutes prêtes »<sup>583</sup>. Plus récemment, Patrick Charaudeau définit la « co-temporalité énonciative » de l'actualité, dont les media « doivent essayer de rapprocher le plus possible les deux moments opposés dans la chaîne temporelle : *instant du surgissement de l'événement*

---

<sup>581</sup> La quotidienneté du journal est inscrite de façon performative dans son nom. Jean Sgard note, à propos de la stabilisation et la consolidation du terme « journal » pour désigner les publications périodiques, que « la valeur de régularité journalière s'est déplacée du contenu vers le contenant ». Sans recourir ici à une étude historique dans le cas chilien, les termes utilisés pour désigner la presse dans les écrits comme dans les témoignages font directement référence à cette métonymie de la fréquence : *diario* renvoie au quotidien et *periódico* à la régularité et la fréquence, à une « exigence de périodicité ». Voir Jean Sgard (2002), « Qu'est-ce qu'un journal à l'époque classique ? » in Ulla Kölving & Irène Passeron [dir.], *Sciences, musiques, Lumières. Mélanges offerts à Anne-Marie Chouillet*, Paris : Ferney-Voltaire, Publications du Centre international d'études du XVIIIe siècle, pp. 481-488.

<sup>582</sup> Gaye Tuchman (1973), « Making News By Doing Work: Routinizing the Unexpected », *The American Journal of Sociology*, vol. 79, n°1, July 1973, pp. 110-131.

<sup>583</sup> Philip Schlesinger (1997), « Le chaînon manquant. 'Le professionnalisme' et le public », *Sociologie de la communication*, vol. 1, n°1, traduit par Edith Zeitlin, pp. 689-713.

> instant de la production médiatique > instant de la sortie du produit médiatique > *instant de la consommation de la nouvelle [en italique par l'auteur]* »<sup>584</sup>.

Or sous les traits d'un conflit politique transversal à la société chilienne, l'historiographie de l'Unité populaire ne cesse de dessiner un temps saturé d'événements à portée politique, un temps impétueux qui s'accélère au fil des trois années du gouvernement de Salvador Allende<sup>585</sup>. Il ne s'agit pas ici de dire que le temps social et/ou politique chilien était lent avant 1970. Il est clair que la massification de la société chilienne a entraîné « le déplacement d'un monde de salons, de promenades et de naissances vers un autre de vitesse, d'efficacité et d'intégration »<sup>586</sup>. La question du temps est reformulée, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, autour de la multitude et de la multiplicité sociale de la population chilienne : l'oisiveté lettrée de la sphère publique laisse l'ordre aux variables sociologiques et aux spectaculaires va-et-vient de l'opinion publique. Mais la *crise* de l'Unité populaire radicalise la vitesse des flux d'événements.

La mémoire de la violence des affrontements et du caractère total du conflit, sur laquelle prend appui cette description d'un temps incontrôlable, a déjà été implicitement détaillée dans les pages précédentes. Les historiens postérieurs voient globalement dans la radicalisation de la société chilienne, l'accélération et le dénouement de la *crise* du projet de modernité développementaliste que l'Etat chilien soutient depuis les années 1920. A partir d'une approche micro-historique, la compilation de textes proposée par Claudio Rolle sur la vie ordinaire au cours d'une année cruciale (1973) est aussi passionnante de ce point de vue : le lecteur est embarqué dans le récit d'une quotidienneté fougueuse où le temps social emporte la lenteur des activités domestiques dans la violence du conflit politique<sup>587</sup>. Sans jamais saisir directement la variable du temps et de son rythme frénétique, Ingrid Seguel Boccara propose une sociohistoire de l'Unité populaire à partir des représentations et du vécu des différents acteurs qui s'imprègne, de façon transversale, des passions socio-politiques pour mieux comprendre comment « l'histoire

---

<sup>584</sup> Patrick Charaudeau (2011), *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Paris : De Boeck, INA, « Collection Medias recherches », 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée (1<sup>ère</sup> édition / 2005), p. 107.

<sup>585</sup> Voir Franck Gaudichaud (2013), *op. cit.*, p. 24.

<sup>586</sup> « (...) Al desplazamiento desde un mundo de tertulias, paseos y nacimientos por otro de velocidad, eficiencia e integración » in Carlos Ossa (2009), *op. cit.*

<sup>587</sup> Ainsi, le chapitre de Patricio Bernedo sur la presse et la destruction du régime démocratique ou celui de Cesar Alborno sur la programmation musicale des radios chiliennes entre 1968 et 1973 narrent, en creux, la saturation des messages politiques qui occupent peu à peu toutes les activités et les instants de la diffusion culturelle. Voir Claudio Rolle (2003), *op. cit.* Intitulée « 1973: La "no historia" de un año crucial », l'introduction proposée par l'éditeur est de ce point de vue extrêmement enrichissante.



s'accélère : les haines vont succéder à l'euphorie initiale »<sup>588</sup>. De façon moins littéraire, mais plus assumée, Franck Gaudichaud construit, en s'appuyant sur les analyses de Daniel Bensaid et Antonio Negri, un de ses axes d'analyse autour « d'une mise en perspective liée à la conjoncture politique nationale, alors que le *flux des conflits* qu' [ils] analys[ent] est directement en lien avec les conflits de classe nationaux, dans une période d'agitation de type révolutionnaire ». Cette hypothèse est par ailleurs partagée par plusieurs descriptions historiographiques de la période. Elles narrent les soubresauts quotidiens de l'actualité chilienne durant les trois années<sup>589</sup> ; elles présentent de manière détaillée une quantité immense de faits qui ont influencé le destin de la nation chilienne<sup>590</sup> ; elles observent chaque conflit par leur trajectoire propre comme une opportunité ou un danger pour la stabilité du pays<sup>591</sup>. Mais, de façon étrange, les analystes ne retiennent pas la variable du temps quotidien, mais privilégient et se satisfont de la polarisation de la société chilienne.

Or face à la brutalité et à la vitesse d'une temporalité historique qui adopte « le paradigme du pouvoir constituant [*qui*] est celui d'une force qui fait irruption, qui coupe, qui interrompt, écartèle tout équilibre préexistant et toute possibilité de continuité »<sup>592</sup>, les pratiques d'organisation spatiale et visuelle de la *forme-journal* ne sont pourtant pas délaissées ou profondément réformées. La « routinisation de l'imprévu »<sup>593</sup> reste la logique de contrôle de l'institution sur les événements. L'agencement des formes journalistiques semble suivre des principes et des règles partagés, malgré les spécificités de l'accent idéologique des contenus médiatiques, de la proximité partisane de chaque titre et du fonctionnement interne des entreprises journalistiques. Il s'agit alors de se demander : comment le façonnage des modalités spatiales d'appréhension de l'actualité dans le processus de fabrication des journaux se confronte-t-il au temps saturé et impétueux du conflit sociopolitique propre à l'Unité populaire ? Ce chapitre a donc pour objet l'analyse des logiques de répartition du flux quotidien d'informations dans les pages du journal que met en œuvre le processus quotidien de fabrication de l'information.

L'architecture des journaux circulant durant le gouvernement de Salvador Allende livre les traces d'une continuité, celle du rapport « objectif » du journalisme à la réalité à travers

---

<sup>588</sup> Vu qu'Ingrid Seguel Boccara ne fait pas mention directe de cette accélération, nous citons ici son directeur de thèse, Pierre Ansart, qui s'en charge dans la préface du livre issu de sa thèse. Voir Pierre Ansart (1997), « Préface » in Ingrid Seguel Boccara, *op. cit.*, p. 10.

<sup>589</sup> Patricia Arancibia & Paulina Dittborn (2005), *op. cit.* ; Eduardo Santa Cruz (1988), *op. cit.*

<sup>590</sup> Ruy Mauro Marini (1974), *op. cit.* ; Hugo Cancino Troncoso (1988), *op. cit.*

<sup>591</sup> John T. S. Keeler (1994), *op. cit.* ; Julio Pinto Vallejos (2005), *op. cit.*

<sup>592</sup> Antonio Negri, *Le pouvoir constituant*, Paris : PUF, 1997, p. 15.

<sup>593</sup> Gaye Tuchman (1973), *op. cit.*

L'organisation spatiale du temps de l'actualité, c'est-à-dire des événements et des tendances du réel sur lesquels les journalistes travaillent. Malgré le caractère surchargé et accéléré de ce temps durant l'Unité populaire, l'exigence de dire la vérité est maintenue sous l'autorité de l'objectivité journalistique, selon une logique de domestication du temps par l'espace dans les pratiques et les comportements journalistiques. L'autorité est rendue visible et partageable dans les formes des journaux, ce qui nuance l'anomalie de l'Unité populaire en montrant qu'il se maintient une certaine normalité dans la manière de publier un journal, entre 1970 et 1973. L'architecture des journaux est d'abord agencée selon un quadrillage spatial qui cherche à rendre le temps de l'actualité prévisible (I). Ce quadrillage, ancré tout au long du processus de fabrication des journaux, garde toutefois un caractère ré-ajustable, qui offre aux agents de l'activité journalistique la capacité de domestiquer le temps de l'actualité, par la mise en scène visuelle des actes de vérification des informations publiées (II).

## **I] Le quadrillage prévisionnel de l'espace des journaux**

L'agencement spatial des quotidiens en circulation durant l'Unité populaire s'organise tout d'abord autour de la séparation entre opinion et information. C'est d'ailleurs sur cette base que la ligne idéologique des journaux est traditionnellement analysée, à partir de l'étude des titres et du vocabulaire utilisé dans les pages éditoriales. Pourtant, la plus grande partie de l'espace du journal est dédiée aux pages d'information, dont les articles ne laissent pas apparaître de signes idéologiques ostentatoires. Ces pages sont d'ailleurs elles aussi organisées spatialement, notamment par la segmentation du corps du journal en rubriques thématiques ou par le découpage de chaque page. L'observation des archives des journaux, croisée avec les entretiens accordés par les journalistes en fonction durant l'Unité populaire, permet de circonscrire les mécanismes, techniques et opérations qui participent de la séparation de l'opinion et de l'information (A) tout comme à la construction du quadrillage spatial des journaux par le chemin de fer (B).

### *A) La séparation de l'opinion et de l'information*

A l'époque de l'Unité populaire, l'architecture des différents journaux partage une distribution spatiale et une séparation formelle des opinions (la une, les pages éditoriales et la dernière page) et des pages d'information, le cœur du journal. Les pages dites « éditoriales », placées au tout début du chemin de fer (pages 1, 2 et 3) et à sa fin, regroupent une série de textes et d'images qui

laisse apparaître les prises de position idéologiques de leurs auteurs. Elles participent surtout au travail politique d'énonciation d'une importance par la répartition spatiale. Parmi ces pages, on peut distinguer la une (1), les pages éditoriales (2) et la dernière page, la der (3).

## 1. La une

Outre la publication d'une fiche d'identité du journal (son nom, son slogan, son numéro et la date), la première page des journaux met en valeur les informations considérées par la rédaction et/ou la direction comme les plus importantes. Une place particulière est accordée à l'ouverture, c'est-à-dire à l'information jugée la plus remarquable au sein du flux quotidien de l'actualité : celle qui mérite l'attention de tous et qui sera affichée dans les kiosques au coin de toutes les rues chiliennes. La saillance de l'événement dont le journal fait sa couverture est mise en évidence par l'espace accordé à l'information en une, comme par les caractéristiques typographiques de son titre. Les exemples qui suivent, issus des journaux *El Siglo* (image n°3.1) et *Clarín* (image n°3.2) sont illustratifs de ce souci d'afficher une information dont la suprématie est mise en scène, dans le flux d'informations quotidien d'une société polarisée idéologiquement.

Image n° 3.1 : Une d'*El Siglo* (2 octobre 1972)



*Source : Archives personnelles*

La une d'*El Siglo* du 2 octobre 1972 est découpée en quatre blocs d'information, qui se dégagent dans la verticalité de la page. Celui du milieu, qui occupe le plus d'espace, attire le regard. Les caractères de son titre, édités en gras dans une police plus haute et large tout en étant soulignés en rouge, offrent une priorité visuelle à cette information. Son titre prévient : « Semaine critique dans le conflit travailleurs vs. Momios »<sup>594</sup>. Il évoque le conflit autour de l'inflation galopante et des accusations faites aux classes aisées de l'attiser et de nourrir le marché noir en stockant les denrées de première nécessité. C'est ce conflit qui est valorisé par l'équipe rédactionnelle d'*El Siglo*, parmi toutes les autres informations publiées, en lui attribuant un emplacement central et plus étendu mais aussi une visibilité typographique. Le titre est précédé d'un surtitre, « La CUT mobilisée : les réajustements arrivent au Sénat », dont les caractères sont mis en valeur par un effet miroir de blanc sur un fond rouge, encadrant le surtitre<sup>595</sup>. En-dessous du titre, apparaît une citation de la source primordiale de l'article, Luis Figueroa, secrétaire général de la Central unitaire des travailleurs (CUT). La nouvelle police utilisée n'est pas éditée en gras ; sa taille est intermédiaire entre les lettres du texte et celles du titre. Arrivent enfin quelques paragraphes d'appel de une, c'est-à-dire le texte censé accrocher le lecteur à sa découverte de la première page du journal. Ils introduisent l'article et renvoient à la page où l'article sera développé (dans ce cas en page 3). Malgré l'agencement de la page, la une d'*El Siglo* garde un aspect chargé. Les polices, certes organisées pour distinguer une hiérarchie entre les titres, sont nombreuses. L'information positionnée en haut de la page rompt la linéarité des blocs du centre et du bas, en adoptant une forme « en L ». Les deux photos n'aèrent pas les zones de texte, du fait de leur petite taille et de leur positionnement à la marge droite de la page. Cette saturation nuance la valorisation différentielle de l'information introduite dans la mise en forme et l'agencement de la page.

L'aspect idéologique est bien présent puisque les différents blocs d'information renvoient à des sujets de l'actualité dont les thématiques convergent vers la dénonciation des pratiques de sédition du camp conservateur, que ce soit des actions politiques (« PC : Faire la vie impossible aux champions de l'abus ! » en haut de la page ou « Un ex-ministre d'Alessandri lui a vendu son domaine 2 jours avant qu'ils ne l'exproprient »), des choix économiques (le titre principal sur l'inflation) et des attitudes médiatiques (« Radio Agricultura suspendue pour être mensongère et

---

<sup>594</sup> Dans un registre argotique, l'utilisation du terme *momios* fait explicitement référence au contexte chilien de la fin des années 60 et du début des années 70, et notamment l'imaginaire de gauche : il signifie « momies » et sert à désigner, sous la forme d'une métonymie, les couches aisées, par une métaphore de leur conservatisme mimé par l'immobilisme d'un corps momifié.

<sup>595</sup> Ce procédé est aussi utilisé pour le titre de l'information insérée dans le bloc en bas de la page. Il dénonce : « Un ex-ministre d'Alessandri lui a vendu sa propriété 2 jours avant qu'ils ne l'exproprient ».

alarmiste »). Reste qu'intention idéologique ou non, la technique visuelle qui préside au travail politique d'énonciation d'une importance, toujours pour reprendre l'expression de Nicolas Hubé, s'opère par la différenciation formelle des blocs d'information, par l'organisation du regard à partir de l'agencement de l'espace disponible, par l'attribution d'emplacements plus ou moins valorisés (la zone centrale étant la plus importante) et par l'utilisation de polices de caractères différentes selon la place de l'information dans la hiérarchie éditoriale du journal.

Image n° 3.2 : Une de *Clarín* (21 Mai 1971)



*Source : Archives personnelles.*

La photo ci-dessus permet de lire l'agencement de l'information singulière à la une de l'édition du 21 mai 1971 de *Clarín*. Trois blocs-articles divisent la page de garde et leur hiérarchisation tient à la taille de la police d'écriture mais aussi à la capacité d'impression en quadricolore, c'est-à-dire avec le noir, le cyan, le vermillon et le jaune. L'appel principal se situe en haut de la page. Il s'agit d'un fait divers, l'enlèvement d'une jeune fille de quatorze ans. Ecrit en rouge dans la plus grande police de la page, son titre interpelle le regard. Les premières

informations livrées sur ce fait divers apparaissent en bleu, pour le surtitre (l'identification de la jeune fille comme une lycéenne suivant sa scolarité au *Liceo Carrera*), et en noir sur un fond jaune, pour le chapô qui propose une première caractérisation des malfaiteurs : « Six ‘mauvaises graines’<sup>596</sup> lui faisaient de l’œil ». Les polices typographiques de ces deux zones sont plus petites que celle du titre mais la dénonciation des six malfaiteurs est visuellement plus imposante que le surtitre. L’ouverture<sup>597</sup> est accompagnée du portrait photographique de la lycéenne enlevée, mise en contexte par une légende, en dessous et en petits caractères. Au bas de la page, une autre information est mise en valeur, par un titre de couleur rouge et bleu : « Le ‘boiteux Trincado’ a reçu trois balles dans le squelette »<sup>598</sup>. Toujours de l’ordre du fait divers, l’information livrée est appuyée par une citation en rouge : « Je sortirai bien pour chercher le con qui m’a transpercé »<sup>599</sup>, et de deux photos, l’une de la victime des tirs, l’autre de plusieurs enfants boiteux, qui marchent avec des béquilles et illustrent le quotidien de la victime. Enfin, juste au-dessus de l’ours<sup>600</sup>, compressé par les autres blocs, apparaît un titre en bleu, déclarant : « Des momios<sup>601</sup> ont tué un mapuche », précédé verticalement d’un surtitre « Voilà que ça chauffe à Lautaro »<sup>602</sup>.

Malgré les divergences idéologiques entre les deux journaux, leurs formats différents (format tabloïd pour *Clarín*, *sábana* pour *El Siglo*), leurs découpages spatiaux divergents, les polices et les couleurs utilisées, la suprématie d’un bloc est inscrite dans la répartition des informations dans l’espace de la une, et dans l’utilisation de techniques typographiques, pour différencier les différentes zones de texte. Les blocs sont séparés par l’encadrement de certaines informations par des filets<sup>603</sup>, ce qui met un peu plus en évidence le travail de valorisation des informations et de hiérarchisation de la une. A l’intérieur de chaque bloc, il est possible de discerner l’énonciation d’une importance entre le titre, le surtitre, le chapô et le texte de l’appel en une, dont le volume est d’ailleurs peu important.

---

<sup>596</sup> Littéralement, le journal écrit « méchants petits canards », expression populaire chilienne qui renvoie à l’idée de délinquance juvénile notamment.

<sup>597</sup> Nom donné à l’information la plus valorisée de l’espace de la une, comme cela a déjà été souligné dans le corps du texte.

<sup>598</sup> «El “Cojo Trincado” tiene tres balas en el esqueleto». *Cojo* est un surnom commun donné aux personnes qui boîtent, et Trincado est le nom de famille de la victime.

<sup>599</sup> «Ya saldré para buscar al gil que me baleó» (voir **Image n°3.2**).

<sup>600</sup> Véritable fiche d’identité du journal, où apparaissent les noms de son propriétaire, de ses rédacteurs en chef, ses journalistes, son prix de vente et son slogan. Il faut se rappeler que ces slogans sont extrêmement idéologiques durant l’Unité populaire. Par exemple « Ferme avec le peuple » dans le cas de *Clarín* ; ou « Le premier activiste de la révolution chilienne » pour *El Siglo*.

<sup>601</sup> On voit ici une utilisation du terme *momio* tel que défini précédemment.

<sup>602</sup> Lautaro est une commune située dans la IXe région, au nord-est de Temuco. Aujourd’hui, il faut une douzaine d’heures de bus pour se rendre à Temuco, depuis Santiago du Chili. Pour être exact, il y a 645 km entre la capitale et cette ville du sud du pays.

<sup>603</sup> C’est-à-dire, les lignes de séparation tracées entre les articles.

L'intérêt ici n'est pas de repérer quelles informations, parmi le flux quotidien, sont dotées d'une importance par les journalistes, durant l'Unité populaire. C'est plutôt de caractériser les logiques sur lesquelles repose cette définition de la saillance qui permet à la une des journaux de tenir deux fonctions classiques, complémentaires et concurrentielles. Pour reprendre les métaphores forgées par Nicolas Hubé<sup>604</sup>, ce sont d'un côté les vitrines des journaux et de leurs choix éditoriaux ; de l'autre, elles offrent une table des matières de l'actualité quotidienne aux lecteurs, en exerçant une discrimination sur le flux d'informations quotidien. La sélection des informations les plus importantes et leur mise en valeur en première page offre, de façon classique, un balisage du produit journalistique au lecteur qui peut ainsi directement atteindre l'article correspondant, grâce aux renvois de page. Ce balisage est renforcé par l'organisation des autres pages éditoriales, c'est-à-dire les pages d'opinion et la dernière page.

## 2. Les pages d'opinion

Outre la publication de l'ours, les pages suivantes, les pages deux et trois dans *Puro Chile*, *El Siglo*, *Las Noticias de Última Hora*, *Clarín*, *La Nación*, *El Mercurio* et *La Tercera* notamment, regroupent les textes défendant une ligne idéologique à proprement parler. On y retrouve quotidiennement l'opinion des éditorialistes du journal. Il est d'ailleurs possible de citer les personnes en charge d'écrire ces textes puisqu'ils sont signés. Ce processus d'assignation d'une identité permet de souligner la paternité des idées exprimées et renforce donc le statut d'opinion accordé à la rubrique. D'autant que, durant l'Unité populaire, très peu d'articles publiés dans les pages des journaux sont signés. Les journalistes les plus reconnus sont ceux qui participent à la bataille des idées, ce qui est largement naturalisé par les études idéologiques du fonctionnement du système médiatique durant l'Unité populaire.

Publiciste puis rédacteur à *Clarín* avant de participer à *Puro Chile*, Guillermo « El Búfalo » Saavedra souligne l'attribution fixe des pages d'opinion aux journalistes qui sont en charge du bon fonctionnement de la rédaction : « Les seuls qui ne changeaient jamais de rubriques étaient les rédacteurs politiques. Les rédacteurs politiques ne pouvaient pas changer parce que les rédacteurs politiques étaient des éléments qui, avec le temps se radicalisaient de plus en plus, en travaillant plus la situation, du pourquoi le pays, etc., etc. et les journalistes économiques. ». D'ailleurs, le journaliste de *Clarín* est toujours capable aujourd'hui d'énumérer le nom des

---

<sup>604</sup> Nicolas Hubé (2008), *op. cit.*

journalistes dédiés aux pages d'opinion lorsqu'il travaillait dans le tabloïd appartenant à Víctor Pey :

*Antoine Faure : Qui était les rédacteurs politiques et les commentateurs économiques à Clarín ?*

*Guillermo Saavedra* : A Clarín, il y avait, celui que beaucoup de gens connaissait comme 'El Paco' Lira [*Le Flic' Lira*], Eugenio Lira Massi qui faisait des commentaires politiques, il avait une, une, une colonne etc., etc. Ensuite l'autre qui faisait l'éditorial, c'était 'El Gato' Gamboa<sup>605</sup>. Et après il y avait l'autre qui faisait les colonnes politiques, 'El Chupa'o'<sup>606</sup>, Ibar Aibar. Bon, il y en avait aussi un quatrième à Clarín, qui était un jeune gars, qu'à cette époque-là ils formaient... je ne me rappelle plus son nom... Mais lui, il faisait alors les pages aussi de ce que nous appelons nous autres là-bas le 'chuchoqueo politique' [*en italique par nos soins*] : le *chuchoqueo*, ils lui disaient 'Bon, tu fais le *chuchoqueo* !', c'est-à-dire que... '[...] celui-ci a dit cela, et il a dit cette autre chose, et il s'est disputé avec celui-là', la, la, la... la politique...'les petites histoires politiques' comme on dit. Bon, et les autres journalistes étaient ceux qui faisaient les commentaires durs et lourds, les interviews aux parlementaires importants etc., etc. »<sup>607</sup>.

La consultation des archives du journal communiste *El Siglo* fait apparaître une série régulière de chroniqueurs qui occupent l'espace des pages éditoriales avec leurs colonnes d'opinion de fréquence quotidienne (« Primera Columna »<sup>608</sup> de Simón Blanco, le pseudonyme de Luis Alberto Mansilla), de deux à trois jours (la chronique culturelle intitulée « No solo de pan... »<sup>609</sup>, signée par Virginia Vidal), mais aussi de façon plus irrégulière Luis Villafior Riveras, Jellio Cisternas, ou Edgardo Cuevas Victoriano, tous membres de la rédaction du quotidien du PCCH. Les pages d'opinion sont donc le lieu des éditoriaux mais aussi l'espace où sont relayées les déclarations des acteurs, des organisations et des institutions politiques. Le journaliste de *Clarín* présente ses

---

<sup>605</sup> Selon le témoignage d'Ernesto Carmona, Alberto Gamboa est surnommé « El Gato » (le chat) pour sa capacité à voir clair dans l'obscurité des flux d'informations. Entretien avec Ernesto Carmona, à son domicile, Santiago du Chili, le 16 décembre 2008.

<sup>606</sup> *Chupa'o* vient du participe passé du verbe *chupar*, sucer, aspirer. Ce surnom fait référence aux traits creusés du journaliste, comme si sa chair avait été aspirée pour ne laisser apparaître que les os.

<sup>607</sup> "Los únicos que no cambiaban de rubrica jamás, eran los redactores políticos. Los redactores políticos no podían cambiar, porque los redactores políticos eran elementos que, con el tiempo se iban radicalizando más, trabajando más la situación, del por qué el país, etcétera, etcétera...y los comentaristas económicos.

Antoine Faure: ¿Quiénes eran los redactores políticos y comentaristas económicos en el Clarín?

*Guillermo Saavedra*: En el Clarín estaba lo que mucha gente conocía como 'El Paco' Lira, Eugenio Lira Massi que hacía los comentarios políticos, tenía una, una, una columna etcétera. Luego el otro que hacía el editorial, era 'El Gato' Gamboa. Y después estaba el otro que hacía comentarios políticos, era el, el, 'El Chupa'o', el Ibar Aibar. Bueno y había un cuarto en el Clarín, que era un cabro joven, que en esa época también eran formando...no me recuerdo su nombre... Pero, él, él hacía entonces la páginas también de lo que nosotros llamamos nosotros allá el 'chuchoqueo político' [*en cursiva por nuestra voluntad*]: el *chuchoqueo* le decían 'bueno, ¡tú haces el *chuchoqueo*!' es decir qué 'oye, estaba en... dijo esto, dijo esto otro, se peleó con este', la, la, la...la política...'el cuenteo' como se dice. Bueno, y los otros periodistas eran los que hacían los comentarios duros y pesados, entrevistas a parlamentarios importantes etcétera, etcétera.", entretien avec Guillermo Saavedra, à la brasserie « Le Cardinal », Paris, 21 septembre 2010.

<sup>608</sup> « Première colonne ».

<sup>609</sup> « Pas seulement de pain... ».



collègues rédacteurs politiques non seulement comme des éditorialistes mais aussi des intermédiaires entre la scène politique et le public des militants et citoyens. Leur compétence est ici assise sur leurs connaissances de l'élite politique et du jeu de ces acteurs en vue d'assurer la victoire collective et leur réussite individuelle. Ce sont eux qui se chargent, par exemple, des « interviews aux parlementaires importants »<sup>610</sup>.

L'interview n'est pourtant pas un genre très prisé, durant l'Unité populaire. La prise de position d'hommes politiques et d'intellectuels autour d'une question en particulier se déroule plutôt dans les colonnes d'opinion, sans l'intermédiation des rédacteurs politiques des journaux. Il y a une démarcation claire entre la prise de parole politique, via la tribune, et le travail journalistique qui consiste à consulter plusieurs sources et à réagencer les éléments dans un moule narratif et un style particulier, celui de l'information. Tout au long de l'Unité populaire, des dirigeants du PCCH, tels que Luis Corvalán, Jorge Insunza, Pablo Neruda<sup>611</sup> et encore bien d'autres prennent la plume et expriment leur point de vue dans les pages éditoriales d'*El Siglo*. Dans *Clarín*, la page 3 est celle des chroniques politiques, des colonnes éditoriales, des rubriques occupées par un auteur extérieur à la rédaction. Augusto « El Perro » Olivares, ami historique de Salvador Allende, conseiller personnel du président chilien durant l'Unité populaire et journaliste ayant auparavant travaillé dans une multitude de media chiliens (*Clarín*, *La Tercera*, *Las Noticias de Última Hora*, canal 9 – télévision), est ainsi chargé quotidiennement d'écrire deux colonnes dans sa rubrique.

Pourtant ces pratiques ne sont pas une propriété particulière de l'activité médiatique entre 1970 et 1973. Cette caractéristique, qui renvoie à l'institutionnalisation des entreprises médiatiques, est largement repérable dans la presse chilienne depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle : l'industrie de la presse rend la majorité de ses collaborateurs anonyme. Le journal recouvre alors deux types d'identité : d'abord, la voix de ses propriétaires est prééminente, puis, de façon secondaire, les mots d'un groupe social particulier, celui des journalistes, qui serait un groupe homogène de par son anonymat. Au contraire, les journalistes qui écrivent dans les pages d'opinion deviennent les porte-paroles du journal. Durant l'Unité populaire, l'éditorial ne sert pas simplement à attirer l'attention du lecteur sur l'importance d'un événement majeur de l'actualité et à en proposer une lecture : c'est une tribune par laquelle ils défendent leur camp dans la bataille politique qui fait rage.

---

<sup>610</sup> Entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*.

<sup>611</sup> En 1969, le poète, militant communiste, est le pré-candidat du PCCH aux primaires de la coalition d'Unité populaire. Il retire sa candidature au dernier tour et laisse ainsi la voie libre à Salvador Allende pour les élections présidentielles de 1970.

Dans un entretien, Ernesto Carmona, journaliste à *El Siglo*, puis au *canal 9* de télévision et à *El Rebelde*, discrédite ainsi l'objectivité du journal conservateur *El Mercurio*, à partir de la lecture de ces éditoriaux : « La neutralité du *Mercurio* est fautive, enfin une neutralité de langage peut-être mais pas dans les éditoriaux »<sup>612</sup>. Pour s'en rendre compte concrètement, on peut par exemple traduire un extrait de la colonne éditoriale d'Arturo Fontaine Aldunate, vice-directeur et éditorialiste du quotidien conservateur. Dans un texte datant du 2 janvier 1972, le journaliste fait le bilan de la première année de gouvernement de Salvador Allende en des termes conflictuels :

« La politique vis-à-vis des groupes armés illégaux, et le fait de ne pas avoir respecté les droits de réunion et d'information sont les causes principales de l'accusation constitutionnelle du ministre de l'Intérieur.

La politique de conformation illégale d'une aire publique, de contrôle croissant des activités particulières, de forte consommation des devises et d'émission élevée de monnaie, auxquels pousse le ministre de l'Économie, sont des motifs d'inquiétude et de prédictions peu flatteuses sur la stabilité et le développement du pays »<sup>613</sup>.

Du côté du gouvernement, l'éditorial de *Las Noticias de Última Hora* du 25 février 1973, intitulé « Pour l'unité de la presse populaire » (*Por la unidad de la prensa popular*) montre bien combien ces éditoriaux sont engagés dans la bataille politique et érigent à la fois les media et la presse en porte-parole idéologique du camp auquel le titre appartient. Enfin, le style des éditoriaux des différents journaux varie avant tout selon leur profil (populaire ou sérieux), entre les phrasés les plus vulgaires, le vocabulaire pimenté ou les formulations très directes et partisans renvoyant clairement aux registres idéologiques marxisant d'un côté et contre-révolutionnaire de l'autre.

Nous rejoignons ici les diagnostics idéologiques de la presse durant le gouvernement d'Allende. De façon générale, les différents analystes discutés dans la première partie soulignent que, durant l'Unité populaire, les éditoriaux ont avant tout servi à attaquer directement tel ou tel adversaire médiatique et/ou politique<sup>614</sup>. Mais nous voulons aussi nuancer cette lecture dominante

---

<sup>612</sup> «La neutralidad del *Mercurio* es falsa, una neutralidad de lenguaje a veces pero no en los editoriales», entretien avec Ernesto Carmona, à son domicile, Santiago du Chili, le 24 mars 2009.

<sup>613</sup> «La política frente a los grupos armados ilegales, y la circunstancia de no haber respetado los derechos de reunión y de información son las causas principales de que el Ministro del Interior esté acusado constitucionalmente. La política de conformación ilegal del área pública, de control creciente de las actividades particulares, de alto consumo de divisas y de elevadas emisiones monetarias, que impulsa el Ministro de Economía, son motivo de inquietud y de vaticinios poco halagadores sobre la estabilidad y el desarrollo del país», Arturo Fontaine Aldunate (1972), «Semana Política», *El Mercurio*, 2 de enero de 1972.

<sup>614</sup> Patricio Bernedo (2003), *op. cit.*; Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.*; Patricio Dooner (1989), *op. cit.* Le témoignage écrit de Toño Freire va dans le même sens : Toño Freire (2005), «Con 'Clarín' y 'Puro Chile' temblaba 'El Mercurio' y 'La Tercera'», Centro de estudios Miguel Enríquez – Archivo Chile, disponible sur : [http://www.archivochile.com/Experiencias/exp\\_popu/EXPpopulares0030.pdf](http://www.archivochile.com/Experiencias/exp_popu/EXPpopulares0030.pdf) (consulté le 23 mai 2008).

en insistant sur le fait que les opinions sont encadrées dans des pages particulières sous des formes particulières (les éditoriaux principalement) que l'on peut visualiser dans l'image ci-dessous (Image n°3.3). Du point de vue de l'agencement spatial des quotidiens, l'importance particulière des pages d'opinion est soulignée par Guillermo Saavedra, qui laisse apparaître au passage une naturalisation de la répartition entre opinion et information dans l'espace du journal :

« Et la rédaction a commencé à comprendre que la page de droite était la plus importante parce que le meilleur article devrait être sur la page de droite. Donc, que se passe-t-il ? (...) En page 3, venait [dans Clarín] l'éditorial. C'était la page la plus importante, l'éditorial. L'éditorial et des commentaires parfois »<sup>615</sup>.

Justement situé du côté gauche de la page 3, la rubrique « Le strip-tease de la politique » (Augusto Olivares) s'étend sur toute la longueur de la page et est encadrée pour être mieux isolée et mise en valeur (voir Image n°3.3). Les deux colonnes sont accompagnées d'une identification précise de l'auteur : son portrait photo et son nom (en blanc sur fond noir), en dessous du nom de la rubrique. Or comme nous l'avons déjà dit, l'assignation d'une identité aux éditoriaux et tribunes d'opinion affirme le statut d'articles d'opinion de ces textes.

Image n° 3.3 : La page 3 de *Clarín* (1<sup>er</sup> octobre 1972)



*Source : Archives personnelles.*

<sup>615</sup> “Y la redacción empezó a entender que la página de derecha también era importante porque el mejor artículo debería estar en la página de derecha. Entonces ¿qué pasa? (...) En la página 3, venía [en Clarín] la editorial. Era la página más importante la editorial. La editorial y un comentario a veces”, entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, le 21 septembre 2010.

Dans cet exemple, les trois blocs qui complètent la page sont constitués de deux zones distinctes de brèves politiques et d'une petite colonne, à droite en haut de la page, attribuée à l'information titrée « Ils appellent à l'expulsion » (*Alegan por desalojo*). Les deux blocs qui regroupent les brèves sont différenciés par la taille de leur titre, celui de la tête de page étant le plus imposant, et l'espace qu'ils occupent. La zone en bas de page est encadrée par des filets de démarcation, ce qui permet de la distinguer de la première qui la contourne. La distinction éditoriale entre les paroles énoncées dans les pages d'opinion suit donc un agencement visuel, que ce soit dans la répartition spatiale au sein de ces pages ou dans l'identification des auteurs ou l'utilisation de mécanismes de distinction visuels.

Enfin les rubriques humoristiques trouvent aussi leur place dans les pages éditoriales. Attestées par la lecture des archives du journal *Clarín*, elles sont commentées par Guillermo Saavedra, en faisant défiler le chemin de fer :

« Dans *Clarín* par exemple, en page 2, on faisait le dessin de Lolita, on faisait quelques dessins et quelques blagues, et tout ce type de choses, apparaissaient. Et, apparaissait aussi le personnel du journal, le directeur et tout cela »<sup>616</sup>.

Dans *Clarín*, on retrouve d'ailleurs à cette page toute une série de blocs dont les formes varient inlassablement et qui ont une visée humoristique. Pour reprendre l'exemple précis donné par Guillermo Saavedra, la page 2 est celle où est publiée quotidiennement le dessin de « Lolita » (une planche de trois bulles, qui joue sur l'absurde de situations mettant en scène une jeune femme frivole) ; un horoscope, inventé par un membre de la rédaction ; le jeu des 7 ressemblances ; et la chronique « Cabinet sentimental » où, sous le pseudonyme de Jean de Frémisse, un membre de la rédaction feint d'envoyer des lettres à un « professeur », expert en questions sentimentales. La programmation télévisée du jour apparaît aussi à cette page.

Dans le cas d'*El Siglo*, les caricatures n'ont pas la régularité quotidienne de « Lolita » et elles touchent à des thématiques plus politiques. Elles sont généralement publiées en page 2, sous le titre : « Les “innocences” par Don Inocencio ». Dans le cas de l'image n°3.4 ci-dessous, cette caricature a pour contexte la réunion de la Société inter-presse à Santiago, en octobre 1972, qui a fait couler beaucoup d'encre et nourri de nombreuses conversations au sein des media et dans la communauté journalistique. Pour dénoncer la tenue de la réunion de la SIP, jugée favorable à *El*

---

<sup>616</sup> «En el *Clarín* por ejemplo, en la página 2, se hacía el diseño de Lolita, se hacían algunos dibujos y chistes, y todo este tipo de cosa, aparecían. Y, aparecía también la plantilla del periódico, el director y todo eso», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

*Mercurio* et aux conglomérats médiatiques, le dessinateur fait un jeu de mots qui fait des participants une troupe de personnes « sans gêne »<sup>617</sup>.

### Image n° 3.4 : « Inocentadas por Don Inocencio » (21 octobre 1972)



*Sources : Archives personnelles.*

L'aspect idéologique des journaux est donc lui aussi soumis à des opérations d'agencement et de valorisation. La logique de séparation de l'opinion et de l'information et le principe de répartition des éditoriaux au début du journal jouent sur la valorisation spatiale des opinions émises dans le journal sur l'actualité. L'opération d'identification des auteurs, qu'ils soient chroniqueurs du journal ou personnalités extérieures, et l'utilisation de techniques d'édition (typographie, couleurs, filets) et de formes (caricatures...) particulières renvoient à la distinction visuelle du statut du contenu de ces pages : elles regroupent des opinions et non des informations. Des mécanismes spatiaux et visuels similaires sont identifiables de la même façon sur la dernière page.

### 3. La « Der »

Souvent appelée *la última* qui peut être traduit par « la der » dans le jargon journalistique français, la dernière page est elle aussi une zone qui sort des standards journalistiques de traitement de l'information à proprement parler. Ceci dit, elle ne constitue pas une page d'opinion à proprement parler, mais plutôt un espace dans lequel s'insèrent des brèves, des mises en perspective et des articles de type magazine, c'est-à-dire où le journaliste en charge dispose d'un espace plus grand pour traiter d'une thématique en profondeur (et non simplement rendre compte d'un événement ou d'une information). Or à la lecture de ces papiers, on est plongé dans

---

<sup>617</sup> En castillan, *sin-vergüenza*, que l'auteur transforme en *sip-vergüenza* pour faire référence à la fameuse association corporatiste américaine de presse, la SIP.

des textes qui font appel à un journalisme plus fouillé pour mettre en perspective les questions travaillées. Elles se rattachent, au moins en partie, à l'expression d'une opinion puisqu'elles permettent aux rédacteurs de développer une argumentation. On trouve aussi ce type d'articles dans tous les journaux étudiés en réaction à des événements qui ont une portée continentale ou internationale, mais pas forcément politique. C'est le cas, par exemple, du choix du prix Nobel de littérature par Pablo Neruda, le 21 octobre 1971 (donc dans les éditions du 22 et parfois les suivantes), ou pour la campagne du Colo-Colo, un des clubs de football de la capitale, qui atteint la finale de la Copa Libertadores<sup>618</sup>. L'espace attribué est généralement plus grand ou tout du moins peu divisé ; et ses pages sont, comme les premières publiées en couleur. La présence de la couleur, à la différence des pages centrales, est donc un marqueur de la différence entre les pages d'opinion et celles d'information. La dernière page de *Clarín* du 21 octobre 1972, insérée ci-dessous, en est un bon exemple (Image n°3.5)

Image n° 3.5 : La « der » de *Clarín* (21 octobre 1972)



Source : Archives personnelles.

<sup>618</sup> Il s'agit d'une compétition de football organisée par la Confédération sud-américaine de football (CONMEBOL), qui regroupe les vainqueurs des différents championnats nationaux latino-américains. Créée en 1960, c'est l'équivalent de la « Ligue des champions » organisée par l'Union européenne de football amateur (UEFA). Le trophée continental a une seule fois été ramené au Chili, par le club de Colo-Colo, en 1991.

Enfin il faut souligner que ce type d'articles, que l'on peut qualifier d'articles de « magazines » du point de vue français, s'élabore sur les bases d'un journalisme interprétatif dont les principes sont présentés ultérieurement à partir du manuel publié par Abraham Santibáñez en 1974<sup>619</sup>. Rapidement, ces articles « consist[ent], depuis le point de vue journalistique, à chercher le sens des faits informatifs qui arrivent de façon isolée. Les situer dans un contexte, leur donner un sens et les livrer au lecteur (à l'auditeur) non spécialisé »<sup>620</sup>. Outre leur publication quotidienne à la dernière page du journal, ils sont aussi légion dans les éditions du dimanche de la presse chilienne, notamment dans les suppléments que publient *El Siglo* (8 pages) ou *El Mercurio* (24 pages). Si ces articles correspondent aux lectures idéologiques de la presse proposée par l'ensemble des études sur le media durant l'Unité populaire, l'importance de l'édition dominicale réside dans l'augmentation des tirages<sup>621</sup>.

Cela dit, les journaux en circulation avant l'élection de Salvador Allende sont organisés selon des modalités similaires<sup>622</sup>. Il n'y a pas de rupture en tant que telle dans la répartition entre les pages d'opinion et les pages d'information, durant l'Unité populaire : cette disposition qui offre une place aux « idées » au début et à la fin des journaux, en élargissant l'espace qui leur est accordé le dimanche, est maintenue dans l'ensemble des journaux étudiés, malgré les tensions idéologiques et l'accélération du temps politique qui marque cette période. Ces pages ne changent pas de lieu dans l'espace de publication des journaux, elles ne gagnent pas en quantité au fur et à mesure de la radicalisation du conflit et les éditos, colonnes d'opinion et autres rubriques ne s'éparpillent pas au fil des pages. Au mieux, on constate une seule rupture : le changement d'organisation de la une du *Mercurio*, à partir de septembre 1972. Fort de son impact dans l'imaginaire du journalisme chilien, ce changement de mise en page témoigne de motivations propagandistes. La simultanéité de ce changement de l'organisation visuelle de la première page du journal conservateur avec le second anniversaire de l'élection de Salvador Allende (septembre 1972) soutient, selon Patricio Bernedo & William Porath, son caractère idéologique : « *El Mercurio* commençait ainsi à prendre la liberté d'abandonner son style de journal sérieux, à la une sobre,

---

<sup>619</sup> Abraham Santibáñez (1974), *Periodismo interpretativo. Los secretos de la formula* Time, Santiago de Chile: Editorial Andrés Bello.

<sup>620</sup> « (...) Interpretar, desde el punto de vista periodístico, consiste en buscar el sentido a los hechos noticiosos que llegan en forma aislada. Situarlos en un contexto, darles un sentido y entregárselo al lector (o auditor) no especializado » in Abraham Santibáñez (1974), *ibid.*, p. 24.

<sup>621</sup> Selon Eduardo Santa Cruz, le meilleur témoin de l'ample diffusion des éditions dominicales se situe dans la diffusion de 340 000 exemplaires d'*El Mercurio* (contre 150 000 les jours de semaine), tandis qu'*El Siglo* est tiré à 150 000 unités (contre 29 000 en semaine).

<sup>622</sup> Carlos Ossandón Buljevic & Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*

adoptant les techniques de la presse populaire»<sup>623</sup>. Les mêmes auteurs voient d'ailleurs un sommet de la propagande dans la une d'*El Mercurio* du 15 juin 1973 (image n°3.6), lorsque sont simplement publiées deux photos et un titre qui prennent toute la hauteur et la largeur de la page (à l'exception du bandeau supérieur où apparaît quotidiennement la fiche d'identité du journal).

Image n° 3.6 : La Une d'*El Mercurio* (15 juin 1973)



*Source : Archives personnelles.*

Patricio Tupper conçoit cette opération de transformation de la maquette d'*El Mercurio* comme une rupture avec le pacte d'objectivité auquel le journal conservateur avait non seulement contribué mais dont il avait été un des initiateurs et des promoteurs. Il converge sur ce point avec les analyses classiques qui font de ce quotidien le premier journal professionnel, comme souligné en première partie :

« (...) le quotidien **EL MERCURIO** [*mis en gras et en majuscule par l'auteur*] abandonne son style modéré et son apparente objectivité forgée pendant près d'un siècle. Au point que le journal changera sa « Une » traditionnelle, très sobre, pour la transformer

---

<sup>623</sup> «*El Mercurio* comenzaba así a tomarse la libertad de abandonar su estilo de diario serio, con una primera página sobria, adoptando las técnicas de la prensa popular» in Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.*, p. 120.



en une sorte d'affiche publicitaire criarde, avec grandes photos et titres sur huit colonnes jouant sur la violence, la peur, l'insécurité »<sup>624</sup>.

En s'appuyant sur une première description de Fernando Reyes Matta, Eduardo Santa Cruz analyse cette rupture :

« En se confrontant à la réalité du gouvernement de l'UP, *El Mercurio* centre son travail sur une lutte frontale contre celui-ci, travail pour lequel il reçoit une aide monétaire solidaire de la part du gouvernement nord-américain, question connue à travers l'enquête de la Commission Church du Sénat des Etats-Unis, comme on le sait. La transformation de la presse libérale s'exprime aussi et de manière préférentielle dans *El Mercurio*, lequel '*a laissé de côté sa mise en page sereine, pour frapper à coups de gros titres sur toute la largeur de la page, avec une typographie de grand corps et des photos de grandes dimensions, dans une physionomie qui appartenait jusque-là aux tabloïds de caractère populaire*' [mis en italique par l'auteur] »<sup>625</sup>.

Un autre bon exemple de la rupture des formats par le changement de disposition de la une d'*El Mercurio* est incarné par la publication du 5 septembre 1973 (**Image n°3.7**). On voit sur l'image ci-dessous que la maquette du journal change encore, avec un effet visuel qui vise à illustrer la désorganisation du pays et qui se matérialise par une longue photo sinusoïdale montrant les files devant les magasins chiliens. Il s'agit ici de jouer sur la perspective visuelle de la photo et de son cadrage, pour donner la sensation d'une attente sans fin dans un pays désorganisé. Ces transformations rompent avec le pacte d'objectivité sociale que le journal avait contribué à développer et à rendre hégémonique, pour mettre en œuvre une disposition publicitaire de la une<sup>626</sup>.

---

<sup>624</sup> Patricio Tupper (2004), *op. cit.*, p. 10.

<sup>625</sup> «Enfrentando a la realidad del Gobierno de la UP, *El Mercurio* centra su quehacer en la lucha frontal contra éste, para lo cual recibe una solidaria ayuda monetaria por parte del Gobierno norteamericano, cuestión conocida a través de la investigación de la Comisión Church del Senado de los EE.UU., como es sabido. La transformación de la prensa liberal se expresa también y de manera preferente en *El Mercurio*, el cual "... dejó de lado su diagramación serena, para golpear con titulares a todo lo ancho de la página, con tipografía de cuerpo grande y fotografías de grandes dimensiones, en una fisonomía que fue hasta entonces de los diarios tabloides de carácter popular..." [puesta en cursiva por el autor] » in Eduardo Santa Cruz (1988), « La prensa y la crisis de poder (1970-1973) », *op. cit.*, p. 120. Voir aussi Fernando Reyes Matta (1986), *op. cit.*, p. 79.

<sup>626</sup> Patricio Tupper (2003), *op. cit.*, p. 10.

Image n° 3.7 : La une d'*El Mercurio* (5 septembre 1973)



*Source : Archives personnelles.*

La faible occurrence de ce changement de mise en page de la une d'*El Mercurio* peut être assimilée à une pratique de résistance du journal face à la menace que constitue pour lui le gouvernement de l'Unité populaire, mais montre surtout comment l'action journalistique est un affrontement de tactiques, au coup par coup : chaque jour, l'actualité donne une nouvelle occasion de frapper. Pourtant ces techniques sont usitées exceptionnellement, sans que les bénéfices de leurs coups ne soient accumulés. Cet acte *mercurial* calculé s'assimile donc à une tactique, au sens de Michel de Certeau, cet art mobile maintenu « dans une docilité aux aléas du temps, pour saisir au vol les possibilités qu'offre un instant »<sup>627</sup>. L'espace n'est bien sûr pas occupé ici par l'autre, au sens du camp révolutionnaire, mais c'est plutôt la monopolisation juridique et économique par la liberté d'expression et la liberté de propriété qui contraint le journal à cette utilisation minutieuse d'actes de résistances, ou plutôt qui l'oblige à des mouvements dans un espace contrôlé par autrui.

---

<sup>627</sup> « Par rapport aux stratégies [...], j'appelle tactique l'action calculée que détermine l'absence d'un propre. Alors aucune délimitation de l'extériorité ne lui fournit la condition d'une autonomie. La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. [...] Elle fait du coup par coup. Elle profite des occasions et en dépend, sans base où stocker des bénéfices, augmenter un propre et prévoir des sorties. Ce qu'elle gagne ne se garde pas. Ce non-lieu lui permet sans doute la mobilité, mais dans une docilité aux aléas du temps, pour saisir au vol les possibilités qu'offre un instant. [...] En somme, c'est un art du faible » in Michel de Certeau (1990), *op. cit.*, pp. 60-61.

D'autre part, si le journal conservateur *El Mercurio* change à une seule occasion l'organisation visuelle de sa première page selon des critères idéologiques et propagandistes, la presse favorable à l'Unité populaire ne recourt pas, de son côté, à ce type de changement tactique : la séparation entre opinion et information et l'agencement de ses pages entre 1970 et 1973 restent stables. La discontinuité surgit donc du journal qui sert (et servait) de modèle au Chili et non du supposé appareil idéologique révolutionnaire. Au contraire, il se dégage une permanence dans la répartition des différents registres énonciatifs dans l'espace des journaux de gauche, ce qui souligne l'insuffisance d'une lecture polarisée de la presse de cette période pour faire surgir l'identité journalistique chilienne.

La séparation entre les pages d'opinion et d'information participe donc du travail politique d'énonciation d'une importance, par l'attribution d'espaces, de formes et de typographies organisant la lecture du journal. La une, notamment, présente un flux d'informations hiérarchisé, selon des facteurs autant liés à la ligne éditoriale du journal qu'à ses stratégies de vente, et enfin à la comparaison souvent implicite, et parfois explicite, du contenu et des formes des autres journaux du système de presse. Ce jeu d'agencement de l'espace journalistique ancre l'organisation des rédactions et la division du travail journalistique dans des mécanismes et des critères de mise en œuvre de l'importance médiatique au fil du processus de fabrication du journal. Le découpage du réel, la distribution et l'assignation des rubriques sont des opérations mises en œuvre durant la conférence de rédaction, au cours de laquelle l'équipe rédactionnelle fait le tri dans le flux d'informations quotidien, décide du chemin de fer, agence le contenu de chaque page et définit les sujets dont l'impact supposé leur octroie une place en une. L'opération de mise en titres est aussi révélatrice de la manière dont l'organisation spatiale du journal facilite les pratiques de fabrication du journal par la routinisation de la pagination.

### B) *Le « chemin de fer » : quadrillage spatial l'activité journalistique*

Durant l'Unité populaire, la fabrication d'un journal consiste donc, de façon assez classique, à distinguer l'opinion de l'information et à remplir les pages en triant le flux quotidien de nouvelles. Les formes empruntées trouvent leur solidité dans la pérennité du chemin de fer de chaque journal. De fait, l'organisation spatiale singulière aux différents journaux circulant durant l'Unité populaire ne subit pas de changement drastique. De même, les propos de Guillermo Saavedra soulignent la force de l'ancrage du chemin de fer dans le processus de fabrication d'un journal :

près de 40 ans après le coup d'Etat (l'entretien en question a été mené le 21 septembre 2010), le journaliste est capable de réciter, littéralement, le chemin de fer de *Clarín*, journal dans lequel il exerçait son activité, et même d'en faire un principe universel (dans la durée) d'organisation d'un journal<sup>628</sup>.

Dans la description du chemin de fer faite par Erik Neveu, la « maquette anticipant sur le contenu (nature et taille des articles et publicités des pages des rubriques de l'édition du journal en préparation) »<sup>629</sup>, la logique d'anticipation s'articule à la répartition spatiale des informations et l'agencement des pages. Le chemin de fer consiste donc en un quadrillage préfabriqué du temps de l'actualité (1). Ce quadrillage spatial et visuel se poursuit dans l'organisation de chaque page en cases à remplir, qui peuvent emprunter des formes différentes dans l'architecture générale du journal. Il s'appuie aussi sur les contraintes technologiques et commerciales de fabrication et de diffusion du journal (2). L'agencement spatial des pages des journaux consiste alors en un quadrillage temporel de l'actualité.

### 1. Le rubricage de l'actualité : assignation thématique d'un lieu dans l'espace du journal

Le rubricage des journaux consiste à organiser spatialement les articles livrés, et donc les informations traitées. Dans la sociologie du journalisme, ces choix et ces règles traduisent généralement la valeur journalistique donnée aux informations en permettant de les distinguer.<sup>630</sup> Durant l'Unité populaire, et malgré les tensions et le conflit politique auxquels la presse prend

---

<sup>628</sup> Nous ne traduisons pas, pour ne pas surcharger. Mais voici l'extrait d'entretien correspondant : «Y luego venían las páginas 4 y 5 que eran dos páginas normalmente de política. Se le llevaba política a éstas. Ahora bueno, indudablemente que, cuando se dice política, tenía todo lo que corresponde a la cuestión, la posición de tal o tal partido, lo que pasa con esto, el Presidente dijo. Todo esto. Bueno, después venían las páginas 5 y 6, normalmente venía la cuestión económica. Es decir, fundamentalmente, es casi universal esto, en que en las páginas 5 y 6 viene la cuestión económica, y después viene la situación internacional. Una página de situación internacional. Después, vienen las páginas, la página 8 por ejemplo, pasaba a la cuestión social. Todo lo que era, lo que pasaba en el pueblo etcétera, y la cuestión sindical. Y en las páginas centrales después, venía lo que se llamaba 'policía' (*enfatisa las sílabas*). ¿Por qué? Porque las centrales estaban siempre, siempre ligadas a la primera página, a la 'couverture', a la portada. Bueno y después de las centrales, normalmente a veces habían 3 páginas, o 4 cuando había bastante deporte. Se venía después la página de deporte, continua de las centrales y otras dos páginas, y la última. La página última era deporte o, era cambiante, siempre cambiante: es decir, o se hacía a veces policial, o se hacía a veces política. Pero la última página era de acuerdo a la situación del día. Entonces el deporte ocupaba mucho lugar, se hacía 3 o 4 páginas, y después venía la cultura: el teatro, el cine, televisión y todo eso», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>629</sup> Erik Neveu (2001), « Glossaire », *Sociologie du journalisme*, Paris : Editions La Découverte, Coll. Repères, p. 7-8.

<sup>630</sup> Dans la littérature française, on peut citer Nicolas Hubé (2008), *op. cit.* ; Nicolas Kaciak (2013), *op. cit.* Du côté des études nord-américaines sur le *newsmaking*, Mark Fishman (1980), *Manufacturing the News*, Austin: University of Texas Press ; Gaye Tuchman (1973), *op. cit.* ; Gaye Tuchman (1978), *Making News: A Study of the Construction of Reality*, New York: Free Press.

part dans les pages éditoriales, les chemins de fer sont extrêmement proches. Cette proximité est visible dans les thématiques des sections qui composent les journaux, leur hiérarchisation, mais aussi l'agencement des pages, et garde une certaine stabilité tout au long de l'Unité populaire. Or cette stabilité est justement l'un des signes de reconnaissance des publications journalistiques ou de leur distinction face aux écrits littéraires, apologétiques ou idéologiques. Carlos Ossandón Buljevic souligne ainsi, dans un article sur l'intellectuel vénézuélo-chilien Andrés Bell, que, malgré le style d'écriture des articles en prose ou sous forme d'essai, le caractère journalistique d'*El Araucano* s'observe, déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, dans la « structure similaire de sections »<sup>631</sup>. De son côté, Eduardo Santa Cruz fait du chemin de fer un des facteurs de définition du profil des différents journaux, c'est-à-dire « l'espace d'installation culturelle et discursive »<sup>632</sup>, sous sa plume. Dans le cas du journal *El Ferrocarril* (1855-1912), il explique : « Les sections et les contenus traités ont un lieu relativement fixe et stable et, en grande partie, les espaces qui se distribuent entre les divers matériels (éditorial, nouvelles locales, nouvelles étrangères, annonces, etc.) ne s'altèrent pas grandement »<sup>633</sup>. Les choix d'organisation spatiale de l'information semblent donc pouvoir être étudiés comme marqueur traditionnel de l'activité journalistique dans le Chili des années 1970.

#### (a) L'imaginaire des chemins de fer

Pour mieux se rendre compte de cette proximité entre la morphologie des journaux et la stabilité de la répartition des rubriques tout au long de la période 1970-1973, ont été schématisés les chemins de fer des journaux *El Mercurio*, *Clarín* et *El Siglo* (voir **Tableau n°3.1**). La comparaison de l'organisation thématique de ces journaux, durant le gouvernement de Salvador Allende, souligne bien la stabilité de l'agencement de leurs rubriques même si les frontières entre les rubriques sont toujours poreuses et changeantes. Il semble que la radicalisation du conflit politique à laquelle prennent part les journaux chiliens n'ait pas d'influence sur l'organisation thématique et visuelle des rubriques journalistiques. Durant toute la période, les 24 pages de *Clarín* juxtaposent les rubriques dans cet ordre : Une, Humour (page 2), Opinion (page 3), Politique (pages 4, 5 et 6), Société (pages 7 et 8), International (page 9), Faits divers (pages 10, 11 et 12 et 13), Culture (pages 14, 15), Média et spectacles (pages 15, 16, 17 puis 20 et 21), Hippisme (pages 18 et 19) et Sports (pages 22, 23 et 24). *El Siglo* garde lui aussi une stabilité dans son

<sup>631</sup> “(...) Estructura de secciones pareja” in Carlos Ossandón Buljevic (2001), *op. cit.*, p. 118.

<sup>632</sup> “(...) Espacio de instalación cultural y discursivo” in Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*, p. 44.

<sup>633</sup> “Las secciones y los contenidos tratados tienen un lugar relativamente fijo y estable y, en gran medida, los espacios que se distribuyen entre los diversos materiales (editorial, noticias locales, noticias extranjeras, avisos, etc.) no se alteran mayormente”, *ibid.*, pp. 52-53.

agencement thématique : Une, Opinion (pages 2 et 3), Information (page 3 à 7), Faits divers (page 8), Brèves (rubrique intitulée « En síntesis », pages 8 et 9), International (« Noticias del Mundo », page 9, 10 et parfois 11), Monde syndical et Economie (qui se répartissent plus aléatoirement entre les pages 11 et 12), « Colonnes de la jeunesse » (page 13), Culture (sous le nom « Pas seulement de pain », page 14) et Sports (le dimanche notamment, pages 15 et 16). Il en va de même pour *El Mercurio* dont la juxtaposition des rubriques se fait dans cet ordre : Une, Opinion (pages 2 et 3), Pages sociales (mariages, baptêmes, naissances, galas, *In Memoriam*, pages 4 et 10), Sports (pages 5 à 10), Faits divers (pages 11 et 12), Locales (pages 13 et 14) et Culture (pages 15 et 16). Le deuxième corps est dédié aux annonces commerciales et à la publicité (page 17 à 20). Enfin le troisième feuillet du journal regroupe les informations politiques et économiques (pages 21, 22 et 23), l'actualité nationale (pages 24 et 25), les nouvelles internationales (pages 26 à 31) et enfin les articles de type magazine (la der). On note également que les rubriques n'ont parfois pas le même nom mais qu'elles renvoient à des thématiques similaires : les quatre pages d'information d'*El Siglo*, ainsi que les pages locales et actualité nationale d'*El Mercurio*, sont toutes dédiées à l'actualité chilienne.

Tableau n° 3.1 : Comparaison des chemins de fer durant l'Unité populaire

Pages	Journaux		
	<i>El Siglo</i>	<i>El Clarin</i>	<i>El Mercurio</i>
Une			
2	Opinion	Humour	Opinion
3	Opinion	Opinion	Opinion
4	Information	Politique	Pages sociales
5			Sports
6		Société	
7			
8	Faits divers	International	Pages sociales
9	Brèves		
10	International	Faits divers	Faits divers
11	Syndical		Faits divers
12	Economie		Locales
13	Colonnes de la jeunesse		Culture Spectacles
14	Culture	Annonces	
15	Sports		Spectacles
16	Sports	Sports	
17			Hippisme
18		Spectacles	
19			Sports
20		Sports	
21			Sports
22		Sports	
23			Sports
24		Sports	
25			Sports
26		Sports	
27			Sports
28		Sports	
29	Sports		
30		Sports	
31	Sports		
32		Sports	

*Source : Conception personnelle.*

On voit ici se démarquer l'imaginaire des journaux étudiés. Ainsi, la presse sérieuse, *El Mercurio* et *El Siglo*, dédie deux pages aux opinions. Au contraire, malgré sa pagination de moyenne importance, *Clarín* donne de l'espace aux faits divers, en leur octroyant 4 pages ; tandis que cette thématique recouvre 2 pages dans *El Mercurio* et une seule dans *El Siglo* (mais le format de ces journaux représente le double de la taille du tabloïd). Si l'on compare, en termes relatifs, ces trois publications, les imaginaires se démarquent mieux : trois des trente-deux pages d'*El Mercurio* sont attribuées à l'opinion, soit moins de 10% de sa pagination totale. La rubrique internationale y est très importante puisqu'elle recouvre près de 19% de l'espace du *Mercurio*, et

les informations nationales (autres que les sports, la culture, et les faits divers) environ 22%. L'importance des pages internationales est certainement liée au contexte de la Guerre Froide, qui suscite de nombreuses tensions dans les relations internationales. Pourtant, *El Siglo* ou *Clarín* ne dédie, eux, qu'une seule page à cette actualité spécifique. Si des références au contexte international sont présentes dans la rhétorique des contenus, comme cela a été illustré en première partie, on voit dans ces journaux les réminiscences journalistiques du problème de la dépendance : l'actualité nationale y est privilégiée, que ce soit comme l'expression d'une priorité donnée aux questions nationales ou comme la formulation des problèmes internationaux depuis le prisme chilien. Pour en terminer avec la répartition des rubriques dans les chemins de fer, les rubriques Sports et Culture se déploient sur des proportions similaires dans les trois journaux : 13% de l'espace d'*El Siglo* et *Clarín*, et 16% pour *El Mercurio* pour la première thématique ; 6% d'*El Siglo* et d'*El Mercurio* pour la culture contre 13% pour *Clarín* (dont la rubrique est intitulée « Culture et Spectacles »).

La lecture de cette schématisation des chemins de fer (**Tableau n°3.1**) permet de constater que ces trois journaux, au-delà de leurs différences éditoriales, traitent des thématiques très similaires, malgré des appellations qui peuvent être différentes : pages nationales, pages internationales, pages économiques, pages culturelles, faits divers et pages sportives. Malgré l'attachement partisan de chaque titre à un des deux projets de société opposés, l'agencement et la hiérarchisation des rubriques des journaux ne divergent que de façon très légère durant la polarisation politique qui caractérise les trois années de gouvernement de Salvador Allende. Autrement dit, les changements liés à l'organisation spatiale de ces journaux obéissent à des impératifs qui ne sont pas seulement liés à la ligne éditoriale ou aux événements politiques et sociaux qui traversent la période de publication. La politisation aiguë de la société chilienne reste, dans les journaux, répartie selon une logique spatiale entre des thématiques qui découpent la réalité. L'insertion du flux quotidien d'informations dans des parcelles thématiques n'évite certes pas une idéologisation des contenus des journaux ou une définition extrêmement englobante de ce qui touche au politique ; elle permet surtout une homogénéisation de l'espace des journaux, en attribuant une localisation précise à chaque catégorie d'informations, homogénéisation qui permet de maîtriser partiellement le temps de l'actualité sur laquelle travaillent les journalistes.

Si l'on change de focale, pour passer de la vue d'ensemble des journaux aux différentes pages des journaux, il serait toutefois caricatural que d'affirmer l'attribution d'une fonction stable à chaque page, dans les journaux circulant durant l'Unité populaire (comme d'ailleurs dans ceux



publiés avant comme après les trois années étudiées<sup>634</sup>). Les rubriques n'évoluent pas en tant que telles : on retrouve les mêmes rubriques tout au long de la séquence, situées aux mêmes endroits du journal et publiées selon une fréquence stable. Mais l'espace qui leur est dédié peut être agrandi ou rétréci selon le flux quotidien d'information, que ce soit sa densité ou du fait de la saillance attribuée à certains événements de l'actualité. Les arrangements réguliers entre les pages syndicales et économiques dans *El Siglo*, entre la culture et le sport dans *Clarín*, ou encore entre les pages de faits divers, d'information locale et de culture dans *El Mercurio* en sont de bons exemples. La publication de larges extraits des discours de Salvador Allende lors d'un événement ritualisé comme le message à la nation du 21 mai souligne combien un événement régulier, institutionnalisé et anticipé par la rédaction peut aussi participer de ces changements de pagination et la répartition spatiale des rubriques. Une marge d'adaptabilité de l'espace des journaux au temps de l'actualité est donc identifiable ici.

La dépendance à l'agenda institutionnel et partisan n'est pas niée mais doit plutôt être nuancée dans le cas de l'Unité populaire. Cette dépendance n'est pas le phénomène primordial dans l'agencement spatial des journaux, de ce point de vue. Elle s'opérationnalise plutôt dans le rapport du processus de fabrication des journaux avec le temps de l'actualité. Elle se constitue en ressource pour prévoir et maîtriser un peu plus ce temps agité, discontinu et impétueux du conflit politique. Les techniques d'organisation morphologique des journaux ne sont donc pas des règles de quadrillage strictement fermées mais plutôt des principes qui visent à apprivoiser les flux surabondants de l'actualité durant l'Unité populaire par une succession-subdivision en rectangles, qui imbrique plusieurs niveaux (chemin de fer, page et enfin article), tout en laissant des marges de manœuvre aux journalistes et aux rédactions en général afin de pouvoir s'adapter à l'urgence du temps de « l'actualité ».

La segmentation des journaux en rubriques et le chemin de fer ne sont donc pas seulement un découpage du réel selon l'imaginaire propre à chaque titre. L'enjeu sous ces principes d'organisation visuelle et thématique réside dans l'articulation entre la maîtrise journalistique du temps social et de l'espace de publication. Autrement dit, les principes énoncés ci-dessus cherchent avant tout à rendre maîtrisable le temps politique et social pour les journalistes, afin de fabriquer des énoncés et des récits qui entrent dans le cadre du processus de fabrication de l'information. Les pratiques journalistiques de répartition des informations dans l'espace du journal consistent donc en une discipline du temps de l'actualité : à partir de l'espace disponible,

---

<sup>634</sup> Voir Antoine Faure, Claudio Salinas & Hans Stange, *op. cit.*

les journalistes mettent en œuvre la sélection d'une quantité d'informations (d'éléments du flux d'informations) puis l'attribution à une parcelle thématique et à un journaliste et donc à un type de sources en particulier, avant enfin de s'engager dans l'écriture des articles et leur édition.

### (b) L'organisation des pages

Les pages des journaux étudiés sont organisées de manière similaire, malgré les différences entre les formats de chaque titre. Peu importe la largeur et la hauteur de chaque journal<sup>635</sup>, tous les journaux divisent l'espace dont ils disposent en six ou huit colonnes sur lesquelles se répartissent plusieurs articles sur la largeur comme sur la hauteur. Généralement, on voit se dégager trois zones dans la hauteur. Bien que ce vocabulaire ne soit pas utilisé au Chili, nous utiliserons ici la terminologie des journalistes français afin de gagner en fluidité : la tête de page, le ventre et le pied de page.

Une valeur journalistique semble être attribuée à ces trois zones de publication. Le haut de la page regroupe les informations qui sont les plus importantes parmi les articles figurant sur la page assemblée. Cette importance de la tête de page se perçoit d'une part dans la taille des articles qui y sont publiés. Il semble alors que la saillance journalistique d'une information soit en lien direct avec l'espace qui lui est dédié par les journalistes. Les articles en tête de page couvrent au minimum quatre colonnes et s'étendent sur une bonne partie de la hauteur (ce dernier aspect est difficile à déterminer précisément mais il « saute » aux yeux de l'observateur). On peut d'autre part constater la valeur journalistique de cette zone lorsque l'on apprécie l'emplacement des articles ayant reçu un « appel de une ». L'essentiel des appels publiés en vitrine du journal renvoie à des articles placés en tête de page par les chefs de rédaction et les journalistes.

#### **Encadré n° 3.1 : Le journalisme moderne et la massification de la société chilienne**

Plusieurs études montrent bien la reconfiguration des thématiques, des langages, des formes et des modes de traitement journalistiques au tournant des XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècles chiliens, qui constitue un élément révélateur du mouvement de massification de la société et donc des audiences de ces publications. Cet encadré vise à en faire la synthèse.

---

<sup>635</sup> Se référer à l'introduction du chapitre 3.

Cette diversification des media s'opère face au défi de la massification de la culture chilienne par l'inclusion politique et culturelle progressive des classes moyennes et populaires depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce tournant correspond à la reconfiguration du projet de modernisation chilien avec l'expansion du régime d'échange capitaliste qui reconfigure les modes de perception sociale du fait de l'émergence des masses dans la société chilienne. Cette période correspond à ce qu'Eduardo Santa Cruz appelle un « changement d'hégémonie »<sup>636</sup>, avec l'émergence du projet de modernisation national-développementaliste<sup>637</sup>.

Depuis la fin des années 20, le projet modernisateur porté par l'oligarchie chilienne, fondé sur le libéralisme, sur le laisser-faire économique et sur une économie d'exportation, est profondément remis en cause par l'intégration progressive des classes moyennes et populaires au jeu politique et la nationalisation du discours politique autour des enjeux auxquels est confrontée la société chilienne. La question des inégalités fait ainsi son apparition dans l'espace politique chilien à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Cette mutation s'incarne, dans le champ médiatique, par une idée tenace qui consiste à voir dans *El Mercurio* le premier journal commercial. Alfonso Valdebenedito écrit par exemple : « (...) Le modèle capitaliste de presse aurait été adopté au Chili avec la fondation d'El Mercurio de Santiago en 1900 et le reste la presse aurait suivi ces pas pour ne pas perdre sa participation au marché »<sup>638</sup>. Carlos Ossandón et Eduardo Santa Cruz<sup>639</sup> tordent le cou à cette idée en soulignant que ces techniques et formats avaient émergé une trentaine d'années auparavant, et qu'on en retrouve même des traces dès les années 1830 (avec l'apparition de rubriques dans les pages d'*El Araucano* ou l'impersonnalité des certains journaux bien mise en évidence par l'anonymat des articles publiés ou encore l'apparition de l'éditorial dans la seconde version de *La Aurora de Chile*). Les deux auteurs identifient, à partir des années 1870, une série de publications périodiques qui matérialisent ces métamorphoses « (...) en se décentrant du monde des lettres sous l'hégémonie des images et des formats »<sup>640</sup>.

Largement étudié par Eduardo Santa Cruz, *El Ferrocarril* (1865-1911) est un bon exemple de cette émergence de formats et de techniques journalistiques systématisés. L'historien chilien des media constate ses ressources financières supérieures aux journaux de l'époque, une administration entrepreneuriale rationalisée et efficace et des bases technologiques modernes. D'un point de vue journalistique, il remarque le perfectionnement des techniques et la nouveauté des genres. De même sa taille se réduit et son volume augmente. Les rubriques sont stables (« *Actualidades* », « *Lectura*

---

<sup>636</sup> Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*, p. 21.

<sup>637</sup> Nous détaillons pas ici vu que nous l'avons déjà fait dans le premier chapitre, et que nous nous sommes assignés l'objectif de proposer deux derniers chapitres plus courts et directs.

<sup>638</sup> « (...) El modelo capitalista de prensa se habría adoptado en Chile con la fundación de El Mercurio de Santiago en el año 1900 y que el resto de la prensa habría seguido estos pasos para no perder participación en el mercado » in Alfonso Bénédicto (1956), *op. cit.*, pp. 71-72.

<sup>639</sup> Carlos Ossandón Buljevic & Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*

<sup>640</sup> « (...) Al descentrarse el mundo de la letra bajo la hegemonía de las imágenes y de las formas » in *Ibid.*, p. 162.

*para la Familia*», «*El Día Social*», «*Obituario*», «*Miscelánea Domésticas*», «*Notas Populares*»...). Le sport acquiert aussi un espace non négligeable. Enfin, la une inclut une photo à partir de décembre 1910. Il finit par voir la disparition de ce journal comme un signe de la concurrence qui se développe sur le marché de la presse avec *El Mercurio* ou *La Tarde*.

A partir de ces exemples, nous comprenons qu'avec les questionnements de l'ordre oligarchico-libéral, l'activité médiatique se transforme du fait du développement des entreprises journalistiques. La presse commence à mettre en œuvre des principes commerciaux de fidélisation d'un public par des possibilités de souscriptions et de bas prix. Ces principes entraînent la neutralisation idéologique des textes, avec le recours à la technique de l'équilibre entre les sources citées, et une relation moins ouverte et évidente entre les élites médiatiques et les élites politiques qui se pluralisent. La fin du XIX<sup>e</sup> siècle chilien correspond au moment où se mettent en place et se consolident des techniques d'écriture qui consistent à confronter deux sources pour couvrir d'impartialité l'écriture journalistique et à présenter des faits qui parlent d'eux-mêmes et peuvent être hiérarchisés selon ce même critère, ou grâce à l'utilisation abusive des guillemets. Toutes ces pratiques d'écriture attribuent une valeur de « véricité » au récit journalistique et institutionnalisent la relation entre les sources et les journalistes.

Du point de vue des formes, on constate la séparation entre l'éditorial (l'opinion) et l'information, et l'apparition de formes brèves, précises et sobres sans adjectifs, qui jouent sur l'impersonnalité de l'énonciation. Les publications adoptent aussi une durabilité (elles ne sont plus éphémères) et des sections se stabilisent. Les innovations technologiques liées à la l'imprimerie automatique (c'est-à-dire plus manuelle) permettent la reproduction systématique des codes et des formats qui reflètent une spécialisation des publics et des media face à l'hétérogénéité des demandes médiatiques. Le marché de la presse se diversifie alors avec l'apparition du genre magazine qui montre « une composition qui exprime assez bien le développement d'une 'industrie culturelle' et du marché culturel moderne »<sup>641</sup> : *Sucesos* (1902), *Zig-Zag* (1905), *Selecta* (1909), *Corre-Vuela* (1908) ou *Pacífico Magazine* (1913).

Dans ce même mouvement, on voit naître une *sphère publique plébéienne*<sup>642</sup> qui inclut des périodiques populaires et des porte-paroles d'organisations politiques ouvrières et artisanales. L'exemple le plus emblématique reste les journaux mis en circulation par Luis Emilio Recabarren, fondateur du Parti ouvrier socialiste en 1912 (l'ancêtre du Parti communiste chilien) : *El Trabajo* à Valparaíso (1894), *La Vanguardia* à Antofagasta (1908), *El Despertar de los Trabajadores* à Iquique (1912), *El Socialista* à

---

<sup>641</sup> “(...) una “composición” bastante expresiva del desarrollo de la “industria cultural” y del mercado cultural moderno” in Carlos Ossandón Buljevic (2002), “Los inicios de la ‘cultura de masas’ en Chile”, *Historia y Comunicación Social*, vol.7, p. 164.

<sup>642</sup> Arlette Farges (1992), *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris : Le Seuil, (coll. « La Librairie du XX<sup>e</sup> siècle). Pour un point de vue convergent à partir d'un autre dispositif épistémologique, voir Peter Dahlgren (1994), « L'espace public et les médias. Une nouvelle ère ? », *Hermès*, n°13-14, traduit de l'anglais par Marc Abélès, Daniel Dayan et Eric Maigret, pp. 243-262.

Antofagasta (1915) ou *La Justicia* à Santiago du Chili (1921). Ce mouvement entre en relation avec la massification de la société chilienne. Pour reprendre les mots d'Eduardo Santa Cruz : « Cette presse [*la presse ouvrière*] vit les vicissitudes d'un sujet social qui se constitue en bonne partie en marge et généralement contre l'ordre établi et auquel ce dernier ne confère pas de légitimité comme acteur social et dont les discours et actions vont être normalement vus comme un danger et une menace »<sup>643</sup>.

Ce phénomène est très important parce que, au-delà du confinement spatial de l'opinion publique dans les pages éditoriales, il montre que l'idéologie ne disparaît pas des moyens de communication avec la reconfiguration de l'ordre journalistique. Au contraire, l'émergence de la presse de profil ouvrier rend compte de l'articulation de la nouvelle logique de diversification et de spécialisation des media avec l'ancienne logique de participation idéologique au travers de la presse organique. Ce type de presse est donc une forme de résistance de l'ancien ordre médiatique qui essaie d'utiliser les formats spécialisés de la nouvelle logique de gestion d'un public massif et hétérogène.

L'institutionnalisation d'un journalisme de masse s'observe aussi par la consolidation progressive de genres journalistiques qui répondent aux règles, pratiques et routines spécifiques mises en œuvre par la figure nouvelle du journaliste, et qui visent à accélérer le travail quotidien de fabrication des journaux. On observe l'emploi de techniques de sélection des informations (depuis la question *qui parle ?*) et de leur hiérarchisation dans le format préfabriqué des media, qui administre l'hétérogénéité du *public* par profil thématique, comme facteurs d'homogénéisation du travail journalistique de chaque rédaction et de chaque type de media (presse, revue et radio à ce moment-là). Cela implique la standardisation du processus de fabrication des récits journalistiques, la division du travail interne dans les rédactions et la spécialisation des journalistes, dans un objectif de rapidité productive adapté au caractère éphémère et volatil des journaux<sup>644</sup>.

Entre les genres promus, on voit l'articulation entre le nouveau et l'ancien. La chronique est par exemple en vogue, du fait de son caractère hybride, entre le texte littéraire et l'article journalistique avec un contenu « objectif ». Elle incarne la transition vers un journalisme professionnel. L'interprétation est toujours une ressource d'écriture (et de posture journalistique) mais elle est délimitée par la transformation des media en institution d'énonciation impersonnelle. Les techniques journalistiques se meuvent donc entre évidence et routinisation, ce qui stimule une ré-articulation de la logique de fabrication des journaux.

Enfin, ce nouveau modèle de presse se répand sur le territoire chilien : à Valparaíso (*La Unión* – 1885 - et les changements qui vit *El Mercurio de Valparaíso*), à Chillán (*La*

---

<sup>643</sup>«Dicha prensa [*la prensa obrera*] vive las vicisitudes de un sujeto social que está constituyendo en buena medida, al margen y generalmente en contra de lo establecido y al cual éste no le confiere legitimidad como actor social y cuyos discursos y acciones van a ser normalmente vistos como un peligro y una amenaza” in Eduardo Santa Cruz (2003) “El campo periodístico en Chile a principios del siglo XX”, *Comunicación y Medios*, n°14, ICEI, Santiago de Chile.

<sup>644</sup> Eduardo Santa Cruz (2010), *op. cit.*, p.132.

*Discusión*, 1870), à Concepción (*El Sur*, 1882), à Valdivia (*La Libertad* - 1876-1907 - ou *El Correo de Valdivia*, 1895), à Curicó (*La Prensa*, 1898), à Punta Arenas (*El Comercio*, 1900-1922), ou à Iquique (*La Provincia*, 1913-1924)...

Toutefois, à la différence de la presse chilienne actuelle (par exemple), les journaux qui circulent durant l'Unité populaire ont une certaine marge de manœuvre dans la mise en page, puisqu'il arrive fréquemment de trouver des colonnes qui dépassent du reste du bloc-article, dans la hauteur comme dans la largeur. Le travail de composition de la page ne correspond donc pas exactement au quadrillage rectangulaire des pages qui sert de principe de base : il reste une possibilité de modifier ce quadrillage selon l'imbrication des différents bloc-articles. Le jeu d'assemblage des pages garde une forme de créativité selon la quantité d'articles, leur taille et leur logique propre mais aussi selon l'utilisation de photos (tous les articles sont loin d'être illustrés comme cela aurait tendance à être le cas aujourd'hui, au moins pour les articles qui occupent 4 à 6 colonnes). Mais cette capacité ne peut s'exercer que dans la logique même de ces règles de répartition dans l'espace de la page. L'écart qui existe entre la règle architecturale de base et le produit journalistique publié témoigne de cette logique de quadrillage qui préside à l'assemblage des articles dans une page tout comme de l'articulation des rubriques dans le corps du journal.

Les quelques contre-pratiques formelles que nous avons pu effleurer convergent aussi en ce sens. Il semble qu'elles mettent en jeu l'organisation spatiale et visuelle des journaux, et les habitudes des journalistes exerçant leur activité durant l'Unité populaire. L'occupation des journaux *La Mañana* de Talca, à partir d'août 1971, et *El Sur* de Concepción en octobre 1972, par les militants MIRistes est un autre exemple de ces contre-conduites qui mettent directement en cause l'identité et les pratiques journalistiques : avec la publication des journaux alternatifs de la part de ces rédactions, respectivement *La Mañanita* (la petite *Mañana*) et *Surazo* (le grand *Sur*). Dans le cas de *La Mañanita*, nous savons seulement qu'un *interventor* a été nommé par le gouvernement pour solutionner le conflit<sup>645</sup>. Malgré la décision de la Cour Suprême du 27 septembre 1972, l'occupation des locaux des journaux est restée en vigueur jusqu'au coup d'Etat du 11 septembre 1973. Dans le cas de *Surazo*, son occupation intervient durant la grève d'octobre 1972, lancée par les corporations de camionneurs et qui paralyse le pays pendant près d'un mois, et un témoignage écrit que nous avons trouvé sur un « blog » souligne, de manière nostalgique, que les pages du journal ont été ouvertes aux citoyens et ne répondaient donc plus aux standards

---

<sup>645</sup> Selon Franck Gaudichaud, l'*interventor* est « un administrateur chargé d'organiser la remise en marche de la production ». Voir Franck Gaudichaud (2004), *op. cit.*, p. 153.

du métier de journaliste en cours d'institutionnalisation. Le journaliste Gabriel Sanhueza, qui dit avoir participé à l'occupation, écrit : « Surazo a ouvert ses pages aux travailleurs et à leurs organisations, qui faisaient arriver leurs chroniques par centaines »<sup>646</sup>. La publication de *Surazo* dure jusqu'à la fin de la grève, le 5 novembre 1971. Nous ne pouvons malheureusement pas alimenter davantage ces pistes passionnantes : nous n'avons pas retrouvé d'exemplaires de ces deux journaux. Nous nous appuyons donc ici sur l'argument d'autorité d'Eduardo Santa Cruz, lorsqu'il explique que ces deux expériences « ont tenté d'innover non seulement par les formes de propriété et de participation, mais aussi dans les formats et les styles journalistiques »<sup>647</sup>. Il semble que ces deux expériences aient mis en cause les normes journalistiques partagées à l'époque et que, dans la vélocité du conflit social, ils aient réussi à proposer une alternative. Mais cela reste une piste à approfondir. Elle confirme simplement que c'est bien au niveau des pratiques, et en creux de ce que signifie être journaliste, que quelque chose se joue au Chili, entre 1970 et 1973.

L'important ici n'est pas qu'il y ait un modèle journalistique et que ce patron architectural ne soit pas respecté systématiquement, mais plutôt que ce quadrillage permet d'éviter, au moins dans une certaine mesure, le désordre au sein des journaux et les risques liés au caractère incontrôlable du temps de l'actualité. Chaque registre d'énoncé (opinion ou information), chaque thématique et chaque événement reçoivent une place privilégiée dans le chemin de fer, mais aussi un espace, selon leur rang, leur fonction, leur force et leur rapport au temps de l'actualité. Les raisons de ces choix sont certainement à rechercher en partie dans des logiques économiques propres à l'entreprise de presse et à la recherche d'efficacité et de productivité.

## 2. Les contraintes technologiques sur la fabrication des journaux

Le temps de fabrication des journaux est enfin lié aux impératifs technologiques qui entrent dans le processus de publication d'un journal. Sur le temps long, la technologisation de ce processus participe à l'accélération des flux de nouvelles<sup>648</sup>. Sur le court terme, elle devient aussi

---

<sup>646</sup> « Surazo abrió sus páginas a los trabajadores y a sus organizaciones, los que hacía llegar sus crónicas por centenas » in Gabriel Sanhueza Suárez (2012), « Surazo », un viento de dignidad », *Tintapensante. Reflexiones breves desde Chile, para hacer reír o pensar en mis amigos o conocidos*, 18 octobre 2012 <http://tintapensante.blogspot.fr/2012/10/surazo-un-viento-de-dignidad.html> (consulté le 25 janvier 2013). Ce billet a été publié après que nous soyons rentré du Chili; nous ne connaissions donc pas son auteur au momento de notre travail de terrain (qui s'est essentiellement déroulé à Santiago) et n'avons pas pu mener d'entretien avec lui.

<sup>647</sup> « se trataron de innovar no sólo en las formas de propiedad y participación, sino también en las formas y estilos periodísticos » in Eduardo Santa Cruz (1988), *op. cit.*, p. 113.

<sup>648</sup> Eric Lagneau, Jérémie Nicey, Michael Palmer, Franck Rebillard (2013), « La dynamique sociale des sources et flux des nouvelles », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne], Vol 2, n°1 - 2013, mis en ligne le 15 avril 2013 sur <http://surlejournalisme.com/rev> (consulté le 12 août 2013).

source de contraintes. Dans un contexte de conflictualisation transversale de la société et d'accélération du temps politique et social, les technologies deviennent un champ de bataille, du fait de leurs effets sur la fabrication de la presse. Sont en jeu l'accès aux matières premières et la distribution de papier, qui fait polémique durant l'Unité populaire à travers le conflit dit de *La papelera* (a) ; les technologies d'impression disponibles, avec l'introduction des rotatives *offset* (b) ; et l'introduction des logiques publicitaires, avec l'expansion du marché des annonces, dans les pages des journaux (c).

(a) Le conflit autour de l'approvisionnement en papier : la *papelera*

Les conditions matérielles de publication des journaux définissent en partie le rubricage et l'organisation spatiale et visuelle des journaux. Cette idée est avancée par Nicolas Kaciaf, lorsqu'il montre que la faible quantité de papier disponible à la fin de la seconde guerre mondiale et à la Libération impose des formats réduits aux journaux qui réapparaissent en France (2 pages)<sup>649</sup>. L'accès au papier fait d'ailleurs polémique durant l'Unité populaire : *La papelera*, la principale entreprise de papier du pays<sup>650</sup>, détenue par l'ancien président et candidat conservateur aux élections de 1970, Jorge Alessandri, devient enjeu de lutte médiatique et politique face au projet de sa nationalisation par le gouvernement de l'Unité populaire. A plus large portée, l'objectif législatif de la coalition est de créer un Institut national du papier et la mise en place d'une politique de la cellulose et du papier qui inclut une reforestation et l'articulation des différentes industries du bois.

Cette mesure est évoquée dès le programme de l'Unité populaire, puisqu'elle est incluse dans le passage sur les media de communication en énonçant la nécessité d'une action sur les monopoles dans ce secteur<sup>651</sup>. Elle devient un peu plus concrète lors de l'annonce de sa mise à l'agenda par le Président Allende lui-même, lors du message à la nation du 21 mai 1971 : le projet de loi de nationalisation serait envoyé à la *Controlería General*<sup>652</sup> par le ministre de l'économie, Orlando Millas, dans l'année en cours. L'enjeu de la distribution de papier est placé dès le début au sein du conflit politique sur le respect de la liberté de la presse. La loi n°16 643 du 4 septembre

---

<sup>649</sup> Nicolas Kaciaf (2013), *op. cit.*, p. 34.

<sup>650</sup> La Compagnie manufacturière de papiers et de cartons a été créée le 12 mars 1920 par le décret suprême n°589, du Président chilien Juan Luis Sanfuentes. Elle se trouve toujours aujourd'hui à Puente Alto, au sud-ouest de Santiago du Chili, et est contrôlé depuis sa fondation, et durant l'Unité populaire encore, par la famille Matte. Selon les chiffres livrés par l'entreprise sur son site internet, sa production est estimée à 220 000 tonnes annuelles en 1970. Voir [www.cmpc.cl](http://www.cmpc.cl).

<sup>651</sup> Programme de l'Unité populaire, p. 32.

<sup>652</sup> En étant rapide, on peut dire que cette institution correspond au Conseil d'Etat en France.



1967 régleme nte ainsi la distribution des mati ères premi ères aux journaux ainsi que les quipements technologiques n cessaires  la fabrication d’un journal (**Annexe 1**) :

« Il est interdit de discriminer arbitrairement les entreprises propri taires de quotidiens, journaux, revues, stations de radio et stations de t l vision sur la vente de papier, l’encre, les machines ou d’autres l ments de travail, ou au sujet des autorisations ou permis qui sont n cessaires pour effectuer telles acquisitions dans ou hors du pays. La transgression de cette interdiction sera sanctionn e,  son plus petit grade, par une peine mineure de prison et une amende allant de trois  dix salaires minimums »<sup>653</sup>.

Chaque camp s’rige alors en d fenseur du pluralisme, tout en d non ant les menaces qui p sent sur la libert  d’expression selon que la propri t  de la Compagnie manufacturi re des papiers et cartons soit priv e ou tatique. Irma Bravo Covarrubias et Felipe Gasc n i Martn font m me de cet pisode celui de l’opposition la plus d termin e  un projet de nationalisation men e par la coalition d’Unit  populaire : « Nulle autre nationalisation n’a produit plus d’affrontement que celle de *La papelera*, de fait elle a servi  la droite  rassembler un front d’opposition dans lequel elle a attir  le PDC »<sup>654</sup>. Conseiller du Pr sident Salvador Allende, l’avocat et politiste espagnol Joan Garc s illustre bien la bataille politique que la propri t  de *La papelera* engendre, en citant un communiqu  de presse de la d mocratie-chr tienne publi  par *El Mercurio* le 26 septembre 1971: « Que les partis populaires, qui repr sentent la majorit  de l’ lectorat et qui gouvernent le pays, disposent de 40 pour 100 du tirage journalistique et de 50 pour cent des stations de radio, quivaudrait  en terminer avec la libert  d’information des moyens de communication de masse »<sup>655</sup>.

*El Mercurio* se pr sente comme le d fenseur de la libert  d’expression face  la menace qui p se sur la distribution du papier. Dans un article paru dans le journal fran ais *Le Monde* en d cembre 1971, le journaliste Pierre Kalfon, correspondant du journal au Chili et auteur de plusieurs livres sur la p riode de l’Unit  populaire, d crit :

---

<sup>653</sup> “Se prohíbe discriminar arbitrariamente entre las empresas propietarias de diarios, periódicos, revistas, radiodifusoras y estaciones de televisión en lo relativo a la venta de papel, tinta, maquinarias u otros elementos de trabajo, o respecto de las autorizaciones o permisos que fueren necesarios para efectuar tales adquisiciones dentro o fuera del país. La infracción de esta prohibición será sancionada con presidio menor en su grado mínimo y multa de tres a diez sueldos vitales” in artículo 2 de la Ley N 16.643 del Ministerio de la Justicia, que fija el texto definitivo de la ley 15.576, sobre abusos de publicidad.

<sup>654</sup> “Ninguna otra nacionalización produjo más enfrentamiento que la de la papelera, de hecho le sirvió a la derecha para aglutinar un frente opositor al que atrajo al PDC” in Irma Bravo Covarrubias & Felipe Gascón i Martn (2002), “Paradojas Comunicacionales y espacios de convivencia”, Centro de Estudios Mguel Enriquez (CEME) – Archivo Chile, p. 13.

<sup>655</sup> “La libertad de prensa en Chile”, inserción de la D.C. Denunciando « la intención totalitaria que anima a la Unidad Popular », *El Mercurio*, 26 de septiembre de 1971, cit  dans Joan Garc s (1975), *op. cit.*, pp. 124-125.

« Les journaux de droite ont fait de la ‘papelera’ le symbole même des garanties accordées à la liberté d’expression. Pour contrecarrer les alléchantes offres d’achat faites aux actionnaires par l’Etat, la droite a mis en place une organisation qui incite les citoyens ‘à ne pas vendre leur liberté’ et propose à son tour de racheter les actions.

Le journal quotidien *El Mercurio* de Santiago du Chili (conservateur) a pris la tête de ce mouvement, et au nom de la liberté, a refusé de passer la publicité gouvernementale adressée aux actionnaires. Jusqu’à présent cette politique semble avoir été efficace. S’il n’envisage pas d’autre moyen légal, l’Etat risque d’avoir du mal à contrôler le monopole du papier. De toute façon il s’était engagé formellement, au cas où il s’en serait emparé à assurer aux journaux leurs fournitures habituelles de papier, quelles que soient leurs tendances »<sup>656</sup>.

Sur un ton tout aussi descriptif, Cristián Garay Vera et Karin Willicke exposent, dans leur réflexion sur le positionnement politique du *Mercurio* depuis le 11 septembre 1973, les développements de ce conflit qui forge un peu plus la résistance mercuriale au gouvernement de Salvador Allende. Plus d’un an après l’annonce de l’envoi de la loi de nationalisation du secteur du papier, les deux auteurs constatent l’intensification du conflit :

« En 1972, le Ministre de l’économie, Orlando Millas, a déclaré la nécessité de transférer à « l’Aire sociale » la Compagnie manufacturière de papiers et cartons<sup>657</sup>, si ceci s’était produit, il était évident qu’*El Mercurio* [*mis en italique par les auteurs*] n’aurait pas pu s’imprimer. Il a fallu faire une campagne publique pour empêcher le transfert de propriété à l’Etat, sous le slogan ‘La papelera, no’. En lien, s’est produite la fixation du prix du papier, qui a plongé la CMPC, et le groupe Matte qui le contrôle, dans la crise, et qui a obtenu satisfaction pour la première fois quand en octobre 1973, à peine un mois après le 11 septembre, le prix du papier a été libéralisé »<sup>658</sup>.

Du côté de l’Unité populaire, l’administration du papier devient un enjeu décisif au regard du déséquilibre économique du système médiatique. Tout en évoquant la création d’une seconde entreprise de distribution de papier au Chili, Guillermo Saavedra, directeur du département de

---

<sup>656</sup> Pierre Kalfon, « L’opposition chilienne semble chercher un affrontement avec le président Allende », *Le Monde*, 04 décembre 1971.

<sup>657</sup> Orlando Millas déclare en juin 1971 : “El gobierno explicó que la incorporación de la Compañía Manufacturera de Papeles y Cartones al Área Social se justifica porque Chile está produciendo anualmente más de 150 mil toneladas de papel en general, 120 mil toneladas de papel para periódicos y sobre 200 mil toneladas de celulosa, existiendo perspectivas realistas de un rendimiento muy superior. Se trata de la riqueza nacional más importante, después del cobre, y la gran empresa monopolista que es la Compañía Manufacturera de Papeles y Cartones, cuyo desarrollo se ha financiado con créditos y avales estatales, influye en las posibilidades de expansión de gran parte de la restante industria de las más diversas ramas”.

<sup>658</sup> “En 1971 el Ministro de Economía, Orlando Millas, declaró la necesidad de traspasar al ‘área social’ la Compañía Manufacturera de Papeles y Cartones, si esto se producía era evidente que *El Mercurio* no podría imprimirse. Hubo de hacerse una campaña pública para impedir el traspaso de propiedad al Estado, que tuvo como lema ‘La papelera, no’. Asociado a ello, se produjo la fijación del precio del papel, que sumió en una crisis a la CMPC y al grupo Matte, su controlador, tuvo su primera satisfacción cuando en octubre de 1973, apenas un mes después del 11 de septiembre, se liberalizó el precio del papel” in Cristián Garay Vera & Karin Willicke (2007), “El Mercurio y el 11 de Septiembre del 73”, *Revista Universum*, Talca, vol. 22, n°1, p. 322.

publicité de *Clarín* souligne la contrainte exercée par le monopole de la distribution de papier sur la capacité de diffusion des journaux de gauche :

« (...) Ici le papier a joué un rôle important. Le papier, beaucoup d'espoirs pour que nous le prenions : nous nous sommes rendus compte de son importance. Et il commence à manquer de papier, et au Chili, Allende se rend compte de ça, et il commence, et il crée la papeterie à Osorno, au sud du Chili, où le Chili commence à produire son propre papier. Pourquoi ? Parce qu'à Puente Alto, il y avait une autre papeterie mais qui appartenait à Alessandri, qui représentait la réaction. Donc il y avait des problèmes du fait que le stock de papier n'était pas suffisant à ce moment et les journaux populaires ne pouvaient pas tirer à plus de 120 000 exemplaires »<sup>659</sup>.

Dans le respect des garanties constitutionnelles signées avant la ratification de l'élection de Salvador Allende par le Parlement, qui engage la coalition à un strict respect de la liberté de la presse comme conçue dans la Constitution de 1925, l'Unité populaire jure à qui veut bien l'entendre que le pluralisme sera garanti en cas de nationalisation, par la distribution de papier à tous ceux qui le demandent. Dans la rencontre et la discussion engagée avec les travailleurs de la CMPC, Salvador Allende réaffirme la volonté de la coalition de respecter le pluralisme démocratique: « Je suis ici pour faire un programme qui est révolutionnaire, mais dans le pluralisme, la démocratie et la liberté »<sup>660</sup>. Il argumente d'ailleurs cette idée en soulignant que le récent congrès de la Société interaméricaine de presse qui s'est tenu à Santiago a reconnu le respect de la liberté d'expression au Chili<sup>661</sup> (voir **Annexe 2**).

Dans la mémoire du journalisme chilien, cet épisode est d'ailleurs utilisé comme un étendard pour montrer la bonne foi du gouvernement de Salvador Allende à ne pas intervenir dans le champ médiatique et à respecter par là même les libertés d'expression. Ernesto Carmona brandit ainsi l'argument du respect du pluralisme : « Allende n'a pas touché à un cheveu de *La papelera*, le principal pourvoyeur de papier d'*El Mercurio* alors que s'exerçait un monopole sur le papier »<sup>662</sup>. L'affrontement emprunte aussi des registres plus radicaux, faisant du cas de *La papelera* le symbole

---

<sup>659</sup> « (...) Aquí se jugó un rol muy importante, el papel. El papel, mucha fe si nosotros lo tomamos, nos damos cuenta de la importancia. Y empieza a faltar el papel, y en Chile, Allende se da cuenta de eso, y empieza, y se crea la papelera en Osorno, en el Sur de Chile, en donde Chile empieza a producir su propio papel. ¿Por qué? Porque en Puente Alto, había otra papelera pero que pertenecía a Alessandri, que era la reacción. Entonces, habían problemas en que el stock de papel no estaba suficiente en ese momento, y los periódicos populares no podían hacer tirajes más de 120.000 ejemplares”, entretien avec Guillermo Saavedra, à son domicile, Boulogne-Billancourt, 16 septembre 2010.

<sup>660</sup> “Y yo estoy aquí para hacer un programa que es revolucionario, a dentro del pluralismo, de la democracia y de la libertad” in OIR (1972), « Palabras del Presidente de la República, Compañero Salvador Allende Gossens, en conversación con trabajadores de la Papelera », 14 de octubre de 1972, Oficina de Informaciones y Radiodifusión, p. 2. Disponible à la Fondation Salvador Allende.

<sup>661</sup> “Fíjense Ustedes, que la SIP – y Ustedes saben muy bien lo que es la SIP – no se atreve a decir que en este país no hay libertad de prensa – ¡porque ya sería el colmo!” in *Ibid.*, p. 4.

<sup>662</sup> “Allende no le tocó ni un pelo a La papelera, el principal proveedor de papel del *Mercurio* mientras que se ejercía un monopolio sobre el papel”, entretien avec Ernesto Carmona, à son domicile, Santiago du Chili, 24 mars 2009.

non seulement de la domination des élites économiques conservatrices mais de leurs liens avec le gouvernement des Etats-Unis (d'Amérique) pour manipuler l'opinion chilienne. Le tract reproduit ci-dessous en est un bon exemple (**Image n°3.8**).

On voit sur cette affiche un photomontage qui montre Donald M. Kendall, le président de Pepsi Cola Cie, prenant par l'épaule Jorge Alessandri, propriétaire de la CMPC et ancien président conservateur de la République chilienne. Le texte est réparti en trois zones. Dans la première, dont la typographie est imposante, un premier message interpelle: « Unis dans les idées et les actions (de *La papelera*) ». Il dénonce directement le problème de l'influence politique que pose la propriété de la manufacture de papier. Au bas de la page, les auteurs s'exclament : « Sauvons le Chili des effrontés ». Enfin, le texte central, le plus petit sous la photo, fonctionne comme légende explicative du dispositif visuel mais aussi du tract dans son ensemble, en dénonçant verbalement les manipulations étrangères : « Ces deux messieurs pensent continuer à 'gouverner' le Chili selon le modèle établi par la Maison Blanche (*en majuscules sur le tract*). Ce qui signifie qu'ils veulent continuer à vivre la belle vie jusqu'à ce qu'ils aient une attaque »<sup>663</sup>.

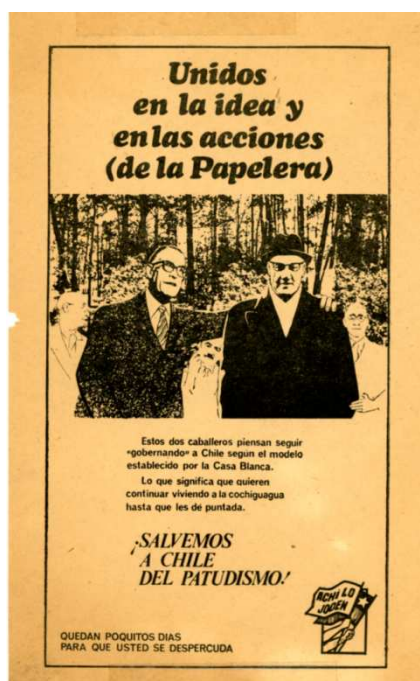
Sur le plan institutionnel, l'affrontement se formalise puisque le 25 juillet 1972, les forces conservatrices et démocrates-chrétiennes élues à la chambre des députés votent largement contre le projet de loi. Dans leur déclaration commune, ces forces associent surtout la nationalisation du secteur chilien du papier à un non-respect des garanties constitutionnelles et de la définition juridique de la liberté d'expression. Les conservateurs en viennent à porter le conflit devant les tribunaux. Les députés Aylwinn et Bulnes ont déposé plainte contre l'illégitimité de la persécution du gouvernement contre *La papelera*, ce que Tomas MacHale, professeur à l'Université catholique et proche des partis conservateurs, voit comme un signal du non-respect des conditions d'exercice de la liberté d'expression durant le gouvernement de Salvador Allende, dans son étude contemporaine aux faits<sup>664</sup>. Au final, le gouvernement retire le projet sous les pressions des secteurs contre-révolutionnaires.

---

<sup>663</sup> La traduction est ici très approximative et cherche à garder l'esprit de la tournure populaire utilisée. *Cochiguagua* est un mot générique qui n'a pas de sens et fait référence à l'instinct du bon vivant, tandis que « hasta que se las dé » présente la difficulté de simplement évoquer le point d'arrêt sans caractériser les causes de cette fin.

<sup>664</sup> Tomas MacHale (1972), *El frente de la libertad de expresión*, Ediciones Portada, Santiago de Chile.

Image n° 3.8 : Tract de partisans de l'Unité populaire sur *La Papelera* (non daté)



*Source: Archives personnelles.*

En élargissant un peu cette prise en compte des contraintes liées aux matières premières sur le processus de fabrication des journaux chiliens durant l'Unité populaire, l'achat de l'encre s'est avéré également problématique, surtout face à l'obligation de s'approvisionner à l'extérieur dans les derniers mois de l'Unité populaire, selon Luis Barría Torres, gérant de la Société d'imprimerie *Horizonte* qui appartient au Parti communiste chilien (PCCH) :

« A la fin de l'Unité populaire, nous avons pas mal de problèmes, à la fin du gouvernement...

*Antoine Faure : Oui, de quel type ?*

*Luis Barría : De provision des matières nécessaires, la papelera... La papelera qui était contre le gouvernement d'Allende, elle nous posait des problèmes pour nous vendre du papier ! Notre consommation, par exemple... d'encre, était d'un tel niveau que souvent au lieu d'acheter de l'encre sur le marché national, nous devons l'importer, la même chose se passait avec certaines qualités de papier et de revues, nous devons*

les importer... Je me rappelle que nous avons dû les importer de Hollande et du Brésil aussi. »<sup>665</sup>

Au-delà des conflits sur l'approvisionnement en matières premières, le journalisme est largement conditionné, durant l'Unité populaire, par les contraintes technologiques qui pèsent sur la fabrication des médias.

(b) Les contraintes technologiques sur l'organisation de l'espace : rotatives et rythmes de fabrication des journaux

Les contraintes matérielles sur l'activité médiatique se trouvent aussi dans les conditions technologiques de fabrication d'un journal. Elles sont souvent convoquées pour expliquer les techniques mises en œuvre par les journalistes des services de presse des télévisions. L'entretien avec Leonardo Cáceres, chef du département de presse de *canal 13*, de l'Université catholique le souligne bien :

« Mais, nous n'avions pas d'équipes mobiles. Nous avions, les images, c'était soit des photos, tout ceci en noir et blanc, soit des photographies soit des films, en 16 millimètres. Donc le cameraman y allait, on avait 3 ou 4 caméramans, et il filmait, ensuite il arrivait à la chaîne, au laboratoire, il fallait révéler à grande vitesse, et on perdait toujours une bonne partie des pellicules... C'est clair ! Et ensuite sur la visionneuse, on commençait à voir quelles choses, quelles images on pouvait utiliser »<sup>666</sup>.

La presse est aussi largement conditionnée par les technologies à disposition. Historiquement, la massification de la presse concorde, de façon assez traditionnelle, avec l'expansion du travail

---

<sup>665</sup> «Al final de la Unidad Popular teníamos bastantes problemas, al final del Gobierno...

Antoine Faure: ¿Sí, de qué tipo?

*Luis Barría Torres*: De provisión de los materiales necesarios, la papelería... La papelería que estaba en contra del gobierno de Allende, ¡nos ponía problemas para vendernos papel! Nuestro consumo de, por ejemplo de...de tinta era de tal grado que muchas veces en vez de comprar en el mercado nacional, teníamos que importarla, lo mismo sucedía con algunas calidades de papeles y revistas, teníamos que importarla... Recuerdo que tuvimos que importar papeles desde Holanda y desde Brasil también.», entretien avec Luis Barría Torres, gérant de l'imprimerie *Horizonte*, au Comité central du Parti communiste chilien (Vicuña Mackenna 31 dans la commune de Santiago, à quelques pas de la Plaza Italia), le 5 décembre 2008.

<sup>666</sup> «Ahora, no había equipos móviles. Teníamos, las imágenes eran o fotografías, todo eso en blanco y negro, o fotografías o películas, en 16 milímetros. Entonces iba el camarógrafo, teníamos 3 o 4 camarógrafos, y filmaba, enseguida llegaba al canal, al laboratorio, había que revelar a gran velocidad, y siempre se echaba a perder una buena parte de las películas... Claro! Y después en la moviola empezamos a ver qué cosas, qué imágenes podíamos usar», entretien avec Leonardo Cáceres, chef du service d'information du *canal 13*, à son domicile Santiago du Chili, le 25 mai 2010.

d'imprimeurs, entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et les années 1920<sup>667</sup>. Durant l'Unité populaire, la force d'impression est aussi un enjeu important. Dans le camp de l'Unité populaire, cette capacité est principalement occupée par les *Prensas Latinoamericanas*, liées à l'agence de presse cubaine *Prensa Latina*, par la *Sociedad de Imprenta Horizonte Limitada* (**image n°3.9**) qui appartient au parti communiste chilien, par le journal étatique *La Nación*, par *Clarín*<sup>668</sup> et par les rotatives de l'entreprise éditoriale nationalisée en 1971, *Quimantú*. Ce dernier cas n'est pas traité ici car malgré l'ampleur et l'impact du projet, cette expérience reste un angle mort de la recherche sur les phénomènes culturels au Chili et mériterait une thèse à elle seule<sup>669</sup>. Les informations trouvées concernent d'ailleurs plus le processus de nationalisation de la maison d'édition, son fonctionnement interne (division des services) et son impact (nombre de tirages, collections publiées..) que les aspects technologiques qui sont articulés ici à l'organisation spatiale des journaux. De fait, *Quimantú* diffuse différents types de publication parmi lesquels on ne trouve ni

---

<sup>667</sup> Pour une histoire transversale de l'imprimerie au Chili, voir Jorge Soto Veragua (2009), *Historia de la imprenta en Chile*, Santiago de Chile: Árbol azul Editorial diseño. Sur les premiers pas de l'imprimerie au Chili, José Toribio Media (1891), *Bibliografía de la imprenta en Santiago de Chile, desde sus orígenes hasta febrero de 1817*, Santiago de Chile: Fondo histórico bibliográfico (1960). Sur l'édition en général, on peut lire María Eugenia Domínguez Saul (2010), « Les éditeurs indépendants au Chili (2000-2005). Un développement contemporain des industries culturelles », Thèse de doctorat en sciences de la communication, sous la direction de Claude Martin, à l'Université de Montréal (Canada) ; ou encore Bernardo Subercaseaux (2001), *Historia del libro en Chile*, Santiago de Chile: LOM Ediciones. Constanza Symmes prépare actuellement une thèse sur les maisons d'édition chiliennes à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), sous la direction d'Yves Dezalay.

<sup>668</sup> Le quotidien *Clarín*, issu de *La Nación*, a occupé les rotatives de cette entreprise entre 1954 et 1958. La ligne éditoriale du journal de Darío Sainte-Marie et Carlos Ibáñez del Campo ayant soutenu l'élection de Salvador Allende aux élections présidentielles de 1958, l'administration de Jorge Alessandri, le candidat conservateur élu, a expulsé ses travailleurs des locaux de *La Nación*, journal étatique depuis 1956. L'impression du quotidien de Darío Sainte-Marie s'est alors effectuée aux ateliers de la *Sociedad Horizonte Limitada* (PCCH). Finalement, le directeur du journal rachète de vieilles rotatives au journal *El Sur* de Concepción, en 1961. A ce sujet, Enrique Gutiérrez, journaliste et trois fois sous-directeur de *Clarín*, témoigne : « Quelqu'un a donné l'information suivante à Volpone [*Darío Sainte-Marie*] : la Société journalistique du sud avait une vieille rotative jetée qu'ils avaient transformée en poulailler. Il a aussi su que traînait par là un mécanicien allemand. C'était un bel ivrogne mais aussi un magicien. Volpone a acheté cette rotative, il s'est acheté une vieille maison et en un an, le mécanicien a fait fonctionner la machine. A un moment, il est arrivé à tirer cent mille exemplaires par heure, personne ne sait comment. L'imprimante elle-même a été ce qui a permis le décollage de *Clarín* qui était déjà installé dans sa nouvelle maison. Traduction de : "Alguien le pasó el dato a Volpone que la Sociedad Periodística del Sur tenía una vieja rotativa botada a la que habían adaptado como criadero de gallinas. También supo que había por ahí un mecánico alemán de rotativas muy borracho pero que era un mago. Volpone compró esa rotativa, se compró una casa vieja y en un año el mecánico alemán hizo funcionar la máquina. En algún momento llegó a tirar ciento mil ejemplares por hora, nadie sabe cómo. La imprenta propia fue la que permitió el despliegue de *Clarín* que ya estaba instalado en la nueva casa" in Francisca Skoknic (2008), "La vida al límite de Darío Sainte-Marie, creador de *Clarín*", mise en ligne le 30 avril 2008 sur <http://ciperchile.cl/2008/04/30/la-vida-al-limite-del-creador-de-clarin/> (consulté le 3 mai 2008).

<sup>669</sup> Bien qu'abordé ou seulement évoqué dans de nombreux textes, la maison d'édition Quimantú (« soleil de la connaissance » en *mapudungún*, la langue des tribus *mapuche* de l'Araucanie au sud du Chili) n'a jamais fait l'objet d'un travail de recherche approfondi. Il existe un article sur le sujet en français : Solène Bergot (2005), « Quimantú : une maison d'édition d'État durant l'UP chilienne (1970-1973) », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 07 mars 2005, disponible sur <http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article257> (consulté le 7 juin 2007). L'auteur souligne d'ailleurs dans ce texte les difficultés d'accès aux archives pour traiter de cette politique publique éditoriale. En castillan, on peut lire avec intérêt : Cesar Albornoz (2005), "La cultura de la Unidad popular : porque esta vez no se trata de cambiar un presidente" in Julio Pinto Vallejos, *op. cit.*, pp. 147-176.

quotidiens ni journaux de presse à proprement parler, mais plutôt des revues (*Ahora, Mayoría...*) ou des magazines.

**Image n° 3.9 : Les rotatives de la *Sociedad Imprenta Horizonte* en 1973**



*Source* : « *Imprenta Horizonte : de Recabarren a Neruda* », *El Siglo*, 06/03/2008.

Héritière de la tradition communiste<sup>670</sup>, *Horizonte* joue un rôle important pour la presse de gauche puisqu'y sont imprimés non seulement *El Siglo* et *Puro Chile*, les journaux du PCCH distribués chaque matin, mais aussi *Las Noticias de Última Hora*, journal du soir lié au PSCH ou encore la revue *Punto Final* (MIR), et également des journaux provinciaux tels que *El Diario Magallanes* (publié à l'extrême sud du pays, à Punta Arenas). L'impression de ces différents

---

<sup>670</sup> Le récit mythique de la fondation du Parti communiste chilien, à l'initiative de Luis Emilio Recabarren, lie l'histoire de la constitution de cette force politique avec la fondation de journaux (de l'origine mythique d'*El Despartar de los trabajadores* jusqu'à l'hebdomadaire actuel qui a repris le nom *El Siglo*) et la détention de machines d'imprimerie (de la presse à bras à la linotype). Les imprimeries communistes sont d'ailleurs démontées et cachées entre 1946 et 1952, sous le gouvernement du radical Gabriel González Videla, qui prononce les lois dites "de défense de la démocratie" poussant le Parti communiste chilien (PCCH) à la clandestinité. Plusieurs petites maisons d'impression sont créées entre 1952 et 1956 : le PCCH détient par exemple officieusement les imprimeries *Pacífico* et les imprimeries *Lautaro*. La Société d'imprimerie *Horizonte* est le résultat du regroupement de toutes ces imprimeries "comme mesure de rationalisation et d'économie, selon Luis Barriá Torres. Durant l'Unité populaire, les imprimeries et les bureaux d'*Horizonte* sont situés au 363 de la rue Lira, à Santiago du Chili. Son représentant légal est Luis Barriá Torres, qui fait partie des personnes avec qui des entretiens ont été menés. Il estime *a posteriori* que les effectifs de la Société d'imprimerie *Horizonte* tournent autour de 150 à 200 employés (entretien avec Luis Barriá, *op. Cit.*, 26 novembre 2008). Confisquée durant les premiers jours de la dictature militaire, l'imprimerie a symboliquement été rendue à ses propriétaires en 2008 par un accord extrajudiciaire entre le PCCH et le Conseil de la défense de l'Etat (Consejo de Defensa del Estado), sous la forme d'une réparation financière de 8,6 millions de pesos (un peu plus de 15 000 euros, au taux de change de l'année 2008). La demande initiale du PCCH était de 61 millions de pesos. Pour plus de détails, voir "Los comunistas chilenos recuperan Horizonte", *El País*, 27 février 2008 ; ou Dolores Cautivo, "Imprenta Horizonte : de Recabarren a Neruda", *El Siglo*, 06 mars 2008.



journaux est prise en charge par un service particulier au sein de la *Sociedad de Imprenta Horizonte Limitada* : le service « *Impresiones de diarios* »<sup>671</sup>.

Or les conditions d'impression proposées sont souvent relatées par les journalistes interrogés comme une fable, celle d'un hymne au progrès technique. Le PCCH dispose de deux types de rotatives : les vieilles machines de la marque allemande Mann, achetées au journal *La Nación* en 1961 et qui fonctionneront jusqu'en 1973 et la rotative *offset* de marque Poligraf qui est importée durant l'Unité populaire, en 1971. Selon les récits partagés de l'épisode, cet achat a été permis par le don de Pablo Neruda d'une somme équivalente à deux récompenses reçues : le Prix Lénine pour la paix et le Prix Nobel de littérature<sup>672</sup>. Gérant et responsable légal d'*Horizonte* depuis 1963, Luis Barría Torres revient sur l'achat de cette rotative :

« A l'initiative du Parti, a été achetée une... une rotative en République démocratique allemande [*il la nomme avec solennité*], toute neuve... Elle a été fabriquée à Leipzig et elle s'appelait... Elle était d'une marque qui... Poligraf, comme les allemands écrivent Poligraf [*il blague, rit, puis tousse un moment*]. Avec elle on tient approximativement jusqu'en 70, quand nous avons commencé à importer une nouvelle rotative, en 70, quand Allende gagne, le Parti décide que nous devons avoir une nouvelle rotative de meilleure qualité, et était déjà apparu le système *offset*... autrement dit au lieu de la typographie, des pellicules, ah, au lieu de, au lieu des planches métalliques « lourdisimes », une planche de... très fine qui gravait ce que les journalistes faisaient, et de cette manière sortait une nouvelle impression de grande qualité... Ceci... était un... c'était un système très... [...] déjà avec l'utilisation de l'électronique... Je me rappelle qu'il avait des systèmes compliqués d'encrage et que pour le système d'encrage, nous recourrions à l'industrie française, et nous importions de France, le

---

<sup>671</sup> Outre les journaux, *Horizonte* est l'imprimerie des livres de la maison d'édition Austral (ou éditait indépendamment, par Ernesto Carmona, journaliste et éditeur chilien avec qui a été menée une série d'entretiens) et des revues (*Principios*, la revue officielle du PCCH, la *Revista internacional de partidos comunistas y obreros*, ou encore la revue du Service de sécurité sociale), dans son service « *Taller de obras* », mais aussi d'affiches, de tracts et de rapports internes. On trouve encore aujourd'hui des programmes de courses hippiques imprimées par *Horizonte* aux puces à Santiago (par exemple le marché « *la persa de Bío-Bío* », dans le quartier Franklin, à quelques minutes au sud du centre de Santiago). Luis Barría Torres fait même référence à des revues érotiques, qui n'ont pas été sans attiser les discussions entre les militants : « on en est venu à imprimer quelques, quelques revues de sexe [*il appuie le mot*]... dans des moments durant lesquels c'était un thème assez tabou pour toute la société chilienne, et je crois que même au niveau international, pas comme aujourd'hui, ah... donc cette revue nous, nous, nous...se prêtait bien à un certain niveau de discussion. Il y avait des camarades de l'imprimerie elle-même qui disaient : 'Comment ils peuvent imprimer ces cochonneries ?' [*simulant une voix énermée*]. Mais en général, on ne l'a pas refusé, et à chaque fois que... le problème devait arriver à la direction du Parti, et le Parti n'était pas en désaccord que je sache... » (« *llegamos a imprimir algunas, algunas revistas sobre sexo [enfatisa la palabra]... en momentos en que ese era un tema medio tabú para toda la sociedad chilena, y yo creo que a nivel internacional inclusive, no como hoy día, ah... entonces esa revista nos, nos nos... se prestaba para algún grado de discusión. Habían compañeros de la propia imprenta que decían: '¿Cómo están imprimiendo esas porquerías?' [simulando voz enojada]. Pero en general, no se rechazaba, y cada vez que... el problema hubo de llevarse a la dirección del Partido y el Partido no estuvo en desacuerdo que yo sepa...* »), entretien avec Luis Barría Torres, gérant *op. cit.*, 5 décembre 2008.

<sup>672</sup> Voir « Los comunistas chilenas recuperan *Horizonte* », *El País*, 27 février 2008; ou Dolores Cautivo, « Imprenta Horizonte: de Recabarren a Neruda », *El Siglo*, 06 mars 2008. Luis Barría Torres évoque spontanément ce don lors de l'entretien du 5 décembre 2008.

système de... encrage... pour qu'il soit le plus semblable possible, parce que la qualité d'impression s'était déjà beaucoup améliorée... Des techniciens allemands sont venus l'installer et avec nos techniciens [*il est interrompu avant de reprendre son récit*], ils ont installé cette rotative dans un autre local, contigu de l'imprimerie *Horizonte* (...) Ce n'est plus, ça ne s'appelait plus imprimerie, c'est devenu 'Laboratoire d'impression' »<sup>673</sup>.

Ce constat, placé sous le signe de l'émerveillement technologique lié à la capacité de production offerte par la rotative *offset* à l'imprimerie *Horizonte* est confirmé dans un article du quotidien espagnol *El País*, qui affirme que *Horizonte* était « l'imprimerie la plus moderne du Chili »<sup>674</sup> en 1973. Si l'introduction des couleurs et des photos dans la presse quotidienne chilienne peut être située au tournant du XX<sup>e</sup> siècle<sup>675</sup>, l'utilisation d'une rotative *offset* témoigne aussi de la possibilité d'« [une] redéfini[tion] des étapes du cycle de production », d'« une augmentation générale de la pagination », d'une « standardisation des maquettes », c'est-à-dire d'« une pagination stable et non plus définie au gré de l'actualité », « favorisant l'adjonction d'outils visuels tels l'infographie » pour reprendre l'argument donné par Nicolas Kaciaf au sujet de l'introduction de cette technologie en France, à la même époque<sup>676</sup>. Sur le cas du Chili des années 1960 et 1970, José Soto Veragua précise : « Beaucoup de changements se sont succédés mais aucun plus définitif que celui [du passage] 'De la Typographie à l'Offset' (*en majuscule dans la citation*). (...) Cette véritable invasion du système offset est venue remplacer les imprimantes typographiques de façon massive. (...) De cette façon, ont été écartées ces grandes machines de linotypie avec leurs creusets avec le plomb fondu et leurs gaz toxiques »<sup>677</sup>.

---

<sup>673</sup> “(...) a la iniciativa del Partido, se compró una... una rotativa en la República Democrática Alemana (*la nombra solemnemente*), nueva... fue fabricada en Leipzig y se llamaba... era de una marca que... Poligraf, como los alemanes escriben Poligraf (*bromea, risas, tose un momento*). Con ella llegamos aproximadamente hasta el... '70, en que empezamos a importar una nueva rotativa, el '70, cuando gana Allende, el Partido decide que tenemos que tener una nueva rotativa de mejor calidad, y ya había surgido para imprimir el sistema *offset*... o sea en vez de tipografía, película, ah, en vez de, en vez de planchas metálicas “pesadísimas”, una plancha de... finita que grababa lo que los periodistas hacían, y de esa manera salía una nueva impresión de gran calidad... Este... era un... era un sistema muy... elec... elec... ya con el uso de la electrónica... recuerdo que tenía complicados sistemas de entintado, y que para el sistema de entintado... recurrimos a la industria francesa, y trajimos de Francia, el sistema de... entintado... para que fuera lo más parejo posible, porque ya había mejorado mucho la calidad de la impresión... vinieron técnicos de Alemania a instalarla y junto con nuestros técnicos. instalaron esa rotativa en otro local, contiguo a la imprenta *Horizonte* (*trata de hacer memoria de dónde era explica cómo llegar hoy en día al lugar*) (...) ya no era, ya no se llamaba imprenta, se pasó a llamar 'Laboratorio de Impresión', entretien avec Luis Barriá Torres, *op. cit.*, 26 novembre 2008.

<sup>674</sup> “Los comunistas chilenos recuperan *Horizonte*”, *El País*, 27 février 2008.

<sup>675</sup> A ce sujet, consulter José Soto Veragua (2009), *op. cit.* ; ou Carlos Ossandon Buljevic & Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*

<sup>676</sup> Nicolas Kaciaf (2013), *op. cit.*, p. 258.

<sup>677</sup> “Se sucedieron muchos cambios, pero ninguno más definitivo que el 'De Tipografía a Offset' [*en mayúscula dans le texto*]. (...) Esta verdadera invasión del sistema offset, vino a desplazar las imprentas tipográficas en forma masiva. (...) De ese modo quedaba atrás esas grandes máquinas de linotipia con sus crisoles con plomo derretido y sus gases tóxicos” in José Soto Veragua (2009), *op. cit.*, p. 245.

Ces changements technologiques ont une incidence directe sur les pratiques journalistiques puisqu'ils conditionnent les temps impartis aux différentes tâches de fabrication du journal (rédaction, composition, impression), mais aussi les possibilités de mise en forme des pages (la colorisation, l'inclusion de dispositifs graphiques et d'illustration, la vitesse d'exécution...). Les unes des journaux, mais aussi les pages éditoriales, sont en effet imprimées en couleurs durant l'Unité populaire : *El Siglo* et *Puro Chile* utilisent essentiellement le rouge (même si on trouve dans certaines éditions dominicales du premier quotidien des formes qui emploient la couleur cyan) tandis que *Clarín*, *Las Noticias de Últimas Horas* et *El Mercurio* recourent quotidiennement au quadricolore.

(c) Les contraintes publicitaires sur l'agencement de l'espace des journaux

Parmi ces changements technologiques, les considérations publicitaires s'incorporent peu à peu à l'organisation spatiale et visuelle des journaux. Il ne faut toutefois pas se méprendre ici : l'annonce commerciale en tant que telle a fait son apparition très rapidement dans les pages des journaux chiliens. La majorité des auteurs la situe en même temps que l'apparition d'*El Mercurio de Valparaiso*, même si Eduardo Santa Cruz montre bien que certaines publications irrégulières font déjà cette démarche dans les années 1820 et que le quotidien *El Ferrocarril* fondé en 1855 (et disparu en 1911) y fait un recours systématique<sup>678</sup>.

Durant l'Unité populaire, ce ne sont donc pas les annonces commerciales qui font leur apparition mais plutôt les logiques publicitaires qui sont prises en compte dans l'agencement du chemin de fer. Directeur du département de publicité du quotidien *Clarín*, Guillermo Saavedra explique ainsi sous le registre de l'évidence, comment les logiques publicitaires conditionnent la fabrication des journaux, en portant l'attention sur toutes les pages de droite :

« Sur le chemin de fer, il y avait toujours ce qui correspondait aux premières pages. Dans la seconde page, comme la page était à gauche, c'est-à-dire du côté gauche, et psychologiquement après que soit apparue la publicité, tout le monde a commencé à considérer que la page de droite était plus importante et plus chère. Quand on vendait. Et la rédaction a commencé à comprendre que la page de droite était aussi la plus importante parce que le meilleur article devrait être sur la page de droite. Donc,

---

<sup>678</sup> Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*, pp. 44-77.

qu'est-ce qu'il se passait ? A la page 3 venait l'éditorial. C'était la page la plus importante, la page éditoriale »<sup>679</sup>.

Or cette prise en considération des principes publicitaires pour agencer le journal, ici *Clarín*, débouche sur de nouveaux rapports de force au sein des entreprises médiatiques. Guillermo Saavedra poursuit :

« Il y ait une bagarre constante avec la rédaction : 'qu'ils se mettent la publicité dans les fesses ! Nous sommes journalistes, on s'en fout de la publicité [*dit-il en français*] (...) Et les journalistes considéraient que la publicité était quelque chose qui était contre la liberté d'expression. Ils ne pouvaient pas être contre l'entreprise qui leur payait le journal contre la publicité. Et là-dessus ils avaient raison et ils ont toujours raison »<sup>680</sup>.

Les journalistes et le responsable de la rédaction sont amenés à lutter pour la survie de leur espace éditorial et informationnel, face à l'introduction des logiques publicitaires dans le travail d'organisation spatiale des journaux. Ce rapport de force, qui connaît ces premières manifestations depuis le milieu des années 1960 au Chili, s'exprime dans la fabrication quotidienne du chemin de fer, et des journaux :

« Les seuls qui étaient très... 3, 4 entreprises multinationales de publicité (Macka Erilson...) et c'étaient eux ceux qui disaient 'nous voulons la page de droite, après la politique ou avant la politique'. Donc, et c'est là où nous avons énormément de problèmes avec le directeur, parce que le directeur disait : 'Non, ils ne vont pas me couper la page, s'ils veulent, ils la mettent après'. Donc, nous vendions cette page, disons... je ne sais pas à cette époque, donc je ne vais pas dire de bêtises parce que je ne me rappelle plus. Mais on vendait cette page, et cette page il fallait la défendre à la rédaction pour que se maintienne son numéro, le nom de la page de droite, la 11 par

---

<sup>679</sup> « En la pauta, siempre estaba lo que correspondía a las primeras páginas. En la segunda página, como la página era de izquierda, es decir del lado de izquierdo, y psicológicamente después que apareció la publicidad, todo el mundo empezó a considerar que la página de derecha es una página importante y más cara. Cuando se vendía. Y la redacción empezó a entender que la página de derecha también era importante porque el mejor artículo debería estar en la página de derecha. Entonces ¿qué pasa? (...) En la página 3, venía la editorial. Era la página más importante la editorial », entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>680</sup> « Había una pelea constante con la redacción 'qué se metan la publicidad por la raja! Nosotros somos periodistas, on s'en fout de la publicidad' [*dit-il en français*]. Y los publicistas consideraban que la publicidad era algo que era contra la libertad de expresión. No podían estar en contra de una empresa que le pagaba al diario con la publicidad. Y en eso tenían razón y tienen razón todavía », entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

exemple. Donc je devais être là jusqu'à la fermeture du journal pour qu'ils ne me changent pas la page de droite. C'était une lutte constante et permanente »<sup>681</sup>.

Avec la création du département de publicité à *Clarín*, la rationalisation de l'activité publicitaire du journal pèse un peu plus sur le travail d'organisation de l'information dans les pages du journal. Guillermo Saavedra fait d'ailleurs clairement le lien entre la nécessité de vendre l'espace du journal et les difficultés que cela entraîne dans la répartition des différents contenus (la publicité commerciale incluse) dans *Clarín* :

« Ils ont créé un département où il y avait quatre personnes qui allaient dans les entreprises et vendaient la publicité. L'espace d'annonce, etc. Et se remplissait une page, et le type gagnait un revenu plus un pourcentage. Donc, bon, nous étions organisés de cette manière. Et nous arrivions, à des périodes avec assez de publicité comme la fin d'année, Noël, le Nouvel an, à avoir dix pages de publicité. Donc les 10 pages, il fallait les répartir dans le journal [*il rit*] parce sinon c'était trop. Donc nous arrivions à avoir un journal jusqu'à parfois trente-deux ou quarante pages au total »<sup>682</sup>.

Pour sortir de l'exemple de *Clarín* et prendre le cas d'*El Siglo*, directement lié à une organisation partisane, la publicité commerciale est aussi visible au fil des pages, malgré la propriété du PCCH. Ces annonces sont simplement moins nombreuses que dans *Clarín* et elles font la promotion d'une petite série d'entreprises telles qu'une entreprise de matériaux de construction. On trouve aussi dans les pages d'*El Siglo* la promotion des différentes entreprises culturelles liées au Parti communiste chilien (la *Sociedad Imprenta Horizonte*, la revue « Ramona »), tout comme les entreprises culturelles et sociales liées au gouvernement (Chile Films, Quimantú, CORHABIT) ou enfin des manifestations telles que le Festival de musique contemporaine (en octobre 1972) ou Viexpo 72, l'exposition internationale du logement qui a lieu à Santiago en 1972. On retrouve ici une logique qui a trait au profil des publications, à l'instar de la description

---

<sup>681</sup> « Los únicos que eran muy...3, 4 empresas multinacionales de publicidad (Macka Erilson...), y son ellos los que decían 'queremos la página de derecha, después de la política o antes de la política'. Entonces, y es ahí donde teníamos enormemente problemas con el director, porque el director decía 'No, no me van a cortar la página, si quieren lo ponen después'. Entonces, nosotros vendíamos esa página, dámole...no sé en esa época, entonces no voy a decir tontería porque no me acuerdo. Pero se vendía esa página y esa página había que defenderla en la redacción para que se mantuviera el número, el nombre de la página de derecha, la número 11 por ejemplo. Entonces yo tenía que estar allí hasta el cierre del periódico para que no se me cambiaran la página de derecha. Era una lucha constante, permanente", entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>682</sup> « Crearon un departamento en donde había 4 personas que iban a las empresas y vendían la publicidad. El espacio de anuncio, etcétera. Y se llenaba una página, y el tipo ganaba un sueldo más un porcentaje. Entonces, bueno, organizábamos de esta manera. Y llegábamos en periodo de bastante publicidad como fines de año, pascua, año nuevo, a tener 10 páginas de publicidad. Entonces las 10 páginas, había que repartirla en el periódico (*se ríe*) porque si no era demasiado. Entonces llegábamos a tener un periódico de a veces hasta 32, 40 páginas, en total", entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010. Des éditions de *Clarín* à trente-deux ou quarante pages n'ont toutefois jamais été trouvées dans les archives consultées à la Bibliothèque nationale du Chili (BNC) comme à la Bibliothèque du congrès national (BCN).

que fait Eduardo Santa Cruz des annonces publicitaires dans les revues cinématographiques du début du XX<sup>e</sup> siècle : la publicité commerciale est monnaie courante mais il faut distinguer les annonces pour les entreprises qui distribuent les films ou qui ont un lien avec le secteur cinématographique et les revues qui incluent tout type de produits au-delà de la thématique particulière de la revue (ou de sa cohésion idéologique). Quoi qu'il en soit, au-delà de la dépendance économique des journaux chiliens durant l'Unité populaire, la gestion de la publicité commerciale dans le processus de fabrication des journaux montre que l'enjeu se situe au niveau de la répartition de l'espace du journal.

Durant l'Unité populaire (1970-1973), les journaux chiliens sont donc préfabriqués par le quadrillage de leur organisation spatiale. Il ne s'agit toutefois pas ici d'emprunter les pas d'une critique adornienne de la rationalité technique imposée par les formats, comme logiques de standardisation et de sérialisation qui homologuent des textes-modèles de lecture massive. L'existence d'industries culturelles au Chili à l'époque de l'Unité populaire n'est plus à démontrer, comme le montre en creux le chapitre 1 de cette thèse. S'extirper des conditions économiques de production médiatique permet de mieux les mettre en relation avec la gestion quotidienne des flux d'informations, à chaque étape du processus de fabrication d'un journal. L'agencement spatial et visuel des journaux relève plus, de ce point de vue, de la maîtrise et l'encadrement du temps de l'actualité, au sens de la succession d'événements qui construit la réalité journalistique. Les coordonnées de l'actualité sont données par le principe de séparation de l'opinion et de l'information et celui de segmentation du journal en rubriques qui regroupent, selon des critères thématiques, des articles hétérogènes dans leur longueur et leur disposition. A un moment historique caractérisé par la polarisation politique de la société et la vitesse démultipliée du temps politique, l'opération de quadrillage administre le temps quotidien de l'actualité et une prévisibilité aux journalistes. Le système de contraintes qu'exerce le temps de l'actualité sur la fabrication d'un journal s'exprime dans le travail d'organisation spatiale et visuelle de sa matérialité, qui sert à diriger, impulser et maîtriser un flux d'informations accéléré. Dans la même lignée, les témoignages des journalistes sur leur activité quotidienne durant l'Unité populaire rendent compte d'une « normation » des opérations architecturales de fabrication du journal comme principe d'objectivation du temps de l'actualité.

## II] La normation des pratiques architecturales de fabrication des journaux

L'organisation spatiale et visuelle d'un journal consiste à discriminer le flux d'informations et à le répartir dans la matérialité du journal. C'est le point d'ancrage des opérations, techniques et modalités de fonctionnement des rédactions, à toutes les étapes du processus de fabrication du journal. Ce travail de triage et de distribution est souvent conceptualisé dans la littérature sur les pratiques journalistiques (*newsmaking*), par la figure du *gatekeeper*, portier qui opère un filtrage<sup>683</sup>. Hans Stange et Claudio Salinas définissent ces agents comme ceux qui opèrent l'action de « sélection et d'édition des informations qui sont considérées « nouvelles » et donc incorporées au processus de publication »<sup>684</sup>. La figure du *gatekeeper*, généralement incarnée par les éditeurs et les responsables de la rédaction, est alors traditionnellement appréhendée selon deux perspectives : l'approche organisationnelle qui vise à déterminer les facteurs de la prise de décision liée à cette sélection ; l'approche fonctionnaliste qui dévoile les mécanismes de contrôle et les facteurs d'influence externes à l'opération de valorisation des informations (valeurs sociales, conventions, rapport avec la classe politique...). Claudio Salinas et Hans Stange concluent, avec Manuel López<sup>685</sup>, que ces opérations de différenciation des informations s'appuient sur des critères tant professionnels qu'organisationnels et discursifs.

Pour mieux comprendre les logiques des choix d'agencement de la une, Nicolas Hubé utilise, dans sa comparaison des quotidiens allemands et français contemporains, le concept de « référentiel ». Inspiré par les travaux de Bruno Jobert et Pierre Muller, Nicolas Hubé recherche le schème réflexif qui « délimite des valeurs, des normes et des relations causales »<sup>686</sup> qui président à l'énonciation politique d'une importance journalistique. Ce processus, collectif puisqu'il implique les différents professionnels du journal mais aussi leurs sources et les autres journaux, s'établit dans un cadre cognitif et normatif qui encadre les négociations entre les différents acteurs engagés. Selon Nicolas Hubé, les journalistes s'approprient ce référentiel et les normes qui lui sont sous-jacentes pour contribuer à la définition de l'information principale de l'édition du lendemain. L'articulation que propose le politiste des opérations individuelles et collectives de

---

<sup>683</sup> Utilisation qui peut être rapprochée de celle faite en science politique et notamment par la tradition initiée par la théorie systémique de David Easton. Voir David Easton (1974), *Analyse du système politique*, Paris : Armand Colin, 1974 (éd. originale en anglais : 1965).

<sup>684</sup> « (...) Selección y edición de las informaciones que se consideran “noticia” y entonces incorporadas en el proceso de publicación » in Claudio Salinas & Hans Stange (2009), *op. cit.*, p. 15.

<sup>685</sup> Manuel López (1995), *Cómo se trabajan las noticias*, Barcelona: Paidós.

<sup>686</sup> Pierre Muller (2005), « Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique. Structures, acteurs et cadres cognitifs. », *Revue française de science politique*, vol 55, n°1, p. 178.

valorisation de l'information rejoint donc, sous le concept de « référentiel », les analyses du *gatekeeper* que propose le *newsmaking*.

Pourtant ces approches tendent à disjoindre les pratiques sous l'angle de l'opposition entre leur mise en œuvre individuelle ou collective et se trouvent souvent face à la difficulté de tresser de nouveau ces différentes opérations et techniques pour redonner toute sa complexité au processus de fabrication des journaux. Afin de ne pas isoler artificiellement, et *a posteriori*, les opérations du processus, il est nécessaire de s'intéresser aux logiques qui les articulent. Les témoignages des journalistes construisent une mémoire du processus de fabrication des journaux qui insère ce travail d'agencement spatial dans une quotidienneté. Le quadrillage spatial de l'actualité s'appuie en effet sur des techniques journalistiques qui incarnent cette actualité autant qu'elles lui permettent de s'ajuster au processus de publication journalier dans le contexte sociopolitique qui est le sien, depuis l'élaboration du chemin de fer jusqu'à la révision des articles proposés. L'administration du flux d'informations dans l'espace du journal devient alors la tâche principale des journalistes dans le temps propre de la fabrication. L'organisation spatiale des quotidiens devient donc opérationnelle à travers la domestication du temps de l'actualité par le processus de fabrication du journal. C'est pour cette raison que nous empruntons le concept de « normation » à la « boîte à outils » foucauldienne<sup>687</sup>. Selon ce que nous avons pu reconstruire du processus de fabrication des journaux durant l'Unité populaire, c'est la norme de distribution et de hiérarchisation des éléments dans le journal qui se déploie d'abord, dans la discipline des procédés et des séquences, et qui permet alors de faire le tri dans le flux d'informations. Il nous semble que cette norme journalistique prescrit les nouvelles et événements qui peuvent faire partie de l'actualité telle qu'organisée par et agencée dans le journal.

Ce processus de fabrication suppose en effet une série d'étapes et de pratiques dont l'exécution se réalise, d'après les témoignages recueillis dans les entretiens avec les journalistes exerçant durant l'Unité populaire, selon une série de critères, de normes et de valeurs. Le travail de hiérarchisation et de distribution de l'information est incarné, dans leurs souvenirs, par la conférence de rédaction qui a lieu chaque matin pour répartir les sujets travaillés et incorporés dans le corps du journal, et dans la confection des titres, notamment au moment de la fermeture de l'étape de composition du journal. Ces techniques permettent, selon leur récit, de réguler le caractère aléatoire du temps de l'actualité (A). Or le récit des techniques d'administration spatiale du temps de l'actualité tout au long du processus de fabrication du journal est livré et légitimé,

---

<sup>687</sup> Michel Foucault (1981), « Les mailles du pouvoir », *Dits et Ecrits*, n°297, Paris : Gallimard (coll. « Quarto »), p. 1013.



dans les témoignages, à partir d'une connaissance, parfois précise et souvent floue, relevant d'un sens quasi naturel du travail d'énonciation de l'importance et d'une expérience collective partagée. Dans la continuité de la tradition journalistique chilienne, la tâche des journalistes durant l'Unité populaire consiste à ordonner le temps de l'actualité à partir d'opérations et de critères, individuels et collectifs mais surtout évidents, qui construisent le temps du processus de fabrication du journal (B). La normalisation et la routinisation pragmatiques de ces pratiques journalistiques devenues évidentes consistent alors à naturaliser le temps du processus de fabrication de l'information, qui agit sur le temps quotidien de l'actualité par l'organisation spatiale d'une importance journalistique (C).

#### *A) Le sens commun journalistique durant l'Unité populaire : l'exemple des conférences de rédaction*

Les interactions qui président à la répartition de l'information dans l'espace du journal et à l'attribution d'une valeur journalistique se déroulent chaque matin, durant l'Unité populaire, dans le cadre de la conférence de rédaction nommée, au Chili, *la pauta*. De façon très classique, cette réunion, aussi appelée « comité de rédaction » par Guillermo Saavedra dans les entretiens, est le point de départ du processus de fabrication quotidien du journal : elle réunit l'ensemble de la rédaction en activité le jour même, c'est-à-dire le rédacteur en chef, les responsables des différentes rubriques et les journalistes. Cumulant la direction du service de publicité et une activité proprement journalistique à *Clarín* avant d'être seulement l'un des journalistes de *Puro Chile*, Guillermo Saavedra explique : « Le matin, dans les journaux, on faisait *la pauta*. Donc, qui faisait la politique, qui faisait ceci, cela etc., etc. Et après moi, quand j'étais à *Puro Chile*, je faisais seulement les faits divers »<sup>688</sup>.

Chaque jour, les rubriques identifiées dans la première partie de ce chapitre sont réparties entre les journalistes présents à la rédaction. La conférence de rédaction est le corollaire du rubricage de l'espace du journal en ce sens que, selon une logique similaire, il distribue l'actualité aux rédacteurs. Il s'agit donc de compléter une division verticale du journal qui consiste à distribuer l'actualité dans les emplacements du quadrillage, par une division horizontale de la rédaction qui assigne à chaque journaliste un sujet et donc un emplacement. Dans un second

---

<sup>688</sup> «En la mañana, en los periódicos, se hace la pauta. Entonces, quién hacía política, quién hacía esto, esto etc. etc. Y después yo, cuando estaba en *Puro Chile*, yo hacía pura policía.», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 16 septembre 2010.

entretien, Guillermo Saavedra lie directement ce processus de répartition des sujets à la temporalité du processus de fabrication de l'information : l'actualité quotidienne.

« Et tu commences à apprendre la quotidienneté [*il utilise ce mot en français*] du journal. C'est-à-dire que tous les jours, arrive une information laquelle, cette information, le journaliste suit : qu'elle soit économique, qu'elle soit sociale, qu'elle soit politique ou qu'elle soit syndicale, tu la suis. Donc le lendemain, quand le quotidien sortait imprimé, on faisait la comparaison avec les autres journaux. Ça se faisait à la réunion de rédaction »<sup>689</sup>.

La conférence de rédaction trouve donc son sens dans le temps journalistique de la fabrication du journal : elle intervient le matin et permet d'attribuer une prévisibilité au temps de l'actualité en schématisant l'espace du journal (1). Cette anticipation se met en œuvre sur la base d'un processus collectif de négociation où interviennent tant les journalistes que la hiérarchie, qui finit par trancher, selon les contingences de l'actualité et les impératifs de praticité (2). Les décisions prises sont légitimées sous le sceau d'une naturalisation qui charge l'injonction hiérarchique de la légitimité d'une expérience et du « sens commun journalistique » (3).

### 1. Le journal schématisé : une prévisibilité flexible

Le travail d'attribution des sujets aux journalistes, de leur répartition dans l'espace du journal et de la valorisation d'un petit nombre d'information sont formalisés, au fil de la conférence de rédaction, par le directeur de la rédaction, ou même souvent le rédacteur en chef, qui schématisent les pages du journal et disposent les blocs-articles sur chaque page, y compris la une. Ce processus de division des tâches de la rédaction prend un autre caractère lorsqu'on se rend compte qu'en castellan, c'est le même mot qui désigne le chemin de fer et la conférence de rédaction. Guillermo Saavedra décrit ce processus avec une rare précision :

« Et quand nous allions à la conférence de rédaction et nous disions 'bon, nous allons faire cela, cela et cela', le directeur était en train de noter *la pauta*, et *la pauta*, il la mettait sur le mur. Nous l'appelions *LA pauta* [*il souligne l'article défini pour donner une singularité et une importance au chemin de fer*]. Donc, le journaliste qui n'était pas à la conférence de rédaction, ils lui donnaient le pire [*il s'esclaffe de rire*], comme il arrivait en dernier. Quand l'autre arrivait, et il disait [*en français*] 'Aaaah, les salauds, ils m'ont...

---

<sup>689</sup> «Y uno empieza a aprender la 'quotidianité' (*lo dice en francés*) del periódico. Es decir que, todos los días ocurre una información la cual esa información el periodista la va siguiendo, del periódico: sea económica, sea social, sea política o sea sindical, siempre uno la va siguiendo. Entonces, al otro día cuando el periódico salía impreso, se hace la comparación con los otros periódicos. Esto se hacía en la reunión de la redacción», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

ils m'ont laissé le pire...' Il devait le faire, le type. Donc tous les journalistes allaient à la conférence de rédaction [*il reprend un ton marqué*], à la réunion »<sup>690</sup>.

Cette répartition de l'espace du journal entre les différents journalistes semble structurer le travail journalistique. L'attribution des sujets est en effet discutée chaque matin sur les bases de critères qui privilégient le rapport aux types de sources. Ernesto Carmona souligne par exemple que, lorsqu'il travaillait à *El Siglo*, il était essentiellement chargé des sujets liés à des sources situées au Palais de la Moneda et sur des thématiques économiques (ministres, secrétaires d'état, conseillers, Bureau d'information et de radiodiffusion – OIR) : « J'ai travaillé à *El Siglo* comme reporter de palais, de la Moneda... et comme reporter d'économie, du secteur de l'économie... Au final, j'aimais plus l'économie que les rumeurs de palais... »<sup>691</sup>. Cette logique de répartition des tâches entre journalistes est d'ailleurs partagée par les différents media. Leonardo Cáceres insiste sur cette organisation progressive de la rédaction du *canal 13* selon un découpage thématique du flux d'informations :

« Nous étions, au *canal 13*, nous étions 3 ou 4 journalistes et, et bon... Enfin, après on a pris plus de gens, nous-mêmes nous nous sommes rendu compte que nous avons besoin de quelqu'un de plus, d'ailleurs ça a pris quelqu'un : 'écoute, pourquoi nous ne laissons pas quelqu'un se charger de travailler comme éditeur politique, un autre éditeur des sujets économiques, un autre de sujets policiers?', et nous nous sommes organisés de cette manière, un d'international »<sup>692</sup>.

Ernesto Carmona converge vers ce constat d'une organisation rédactionnelle partagée entre les différents media, dans sa description du fonctionnement du *canal 9* de télévision:

« Bon, je couvrais la source...la source d'économie et j'en faisais une autre que je proposais des idées, des intérêts, j'avais un véhicule, j'avais...des ressources. Mais à la base, j'étais reporter de... d'économie. Parce que le matin, ils faisaient une conférence... de rédaction, et j'appelais au téléphone, et ils m'assignaient, ils me donnaient les assignations, le thème. Bon, donc à partir des thèmes de ma source

---

<sup>690</sup> «Y cuando nosotros íbamos al comité de redacción y decíamos 'bueno, nosotros vamos a hacer esto, esto y esto', el director iba anotando la pauta, y esta pauta la ponía en el muro. Le decíamos LA pauta [*enfatisza el artículo definitivo por darle una singularidad y la importancia a la pauta*]. Entonces, el periodista que no estaba en el comité de redacción, le daban lo peor [*se parte de riza*], como llegaba el último. Cuando llegaba el otro, y decía [*en francés*] 'Aaaah, les salauds, ils m'ont...me dejaron lo peor...' Tenía que hacerlo el tipo. Entonces todos los periodistas iban al Comité de redacción [*il reprend un ton marqué*], à la reunión», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>691</sup> «(...) Trabajé en El Siglo como reportero de Palacio, de la Moneda... y como reportero de economía, del sector económico... Al final me gustaba más la economía, que los chismes de Palacio...», entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 16 décembre 2008.

<sup>692</sup> «Éramos, en canal 13, éramos 3 o 4 periodistas y, y ya... O sea, después se fue tomando más gente, nosotros mismos nos fuimos dando cuenta que necesitábamos alguien más, de repente a alguien se le ocurrió: oye por qué no dejamos que uno se encargue de hacer como editor de político, otro editor de asuntos económicos, otro de asuntos policiales, y fuimos organizándonos de otra manera, uno de internacional», entretien avec Leonardo Cáceres, *op. cit.*, 25 mai 2010.

proprement dite, je couvrais les thèmes qu'ils m'indiquaient, hein. Et ils envoyaient un cameraman »<sup>693</sup>.

Les segmentations du chemin de fer du journal constituent donc, durant l'Unité populaire, une frontière de spécialisation entre les journalistes de chaque rédaction, spécialisation qui s'ancre sur un rapport spécifique à un type de sources (institutionnel et thématique dans le cas d'Ernesto Carmona). Ces frontières restent toutefois poreuses à en croire Guillermo Saavedra, qui lui-même se spécialise dans un type de sources (policières) en étant affecté aux "Faits divers" une fois à *Puro Chile* :

« Maintenant, il y a une chose très importante que qui a, je crois, à voir avec la culture du journaliste [*il marque le mot 'culture'*]. C'est que là-bas le journaliste faisait économie, social, culture, sports, syndical... et ils lui disaient 'mec, tu dois aller faire ça', 'j'y vais, j'y vais, mais j'ai déjà ça...' (...) Tous les journalistes avaient une capacité incroyable à aller à traiter un match de football comme d'une pièce de théâtre »<sup>694</sup>.

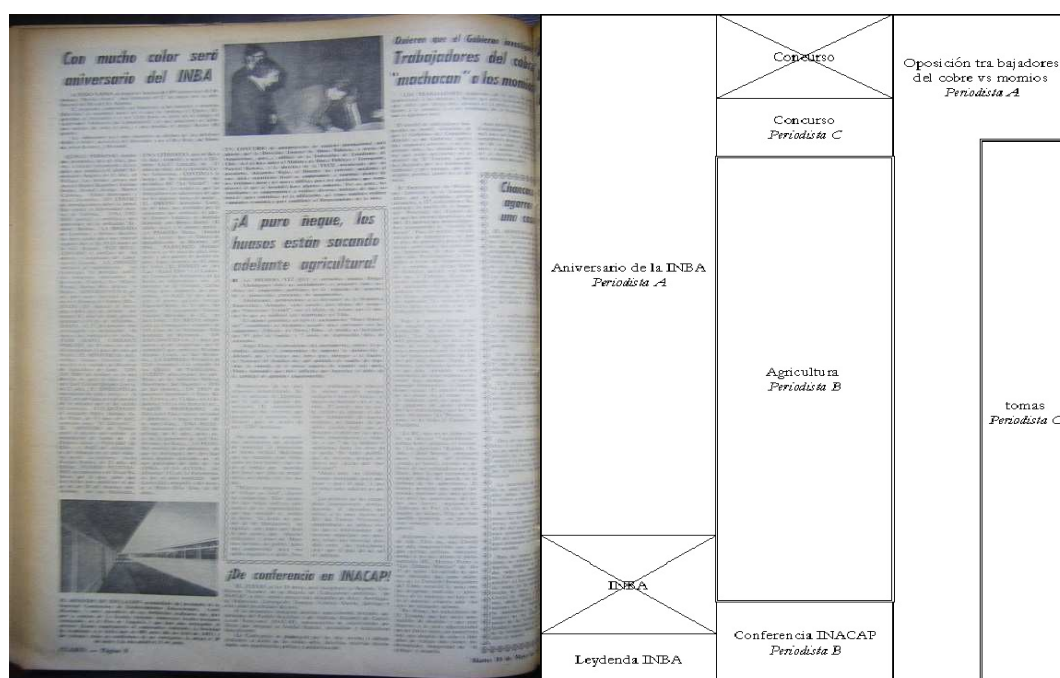
Outre la confirmation de la distribution des sujets à traiter entre les journalistes, ces témoignages soulignent que l'opération journalistique d'organisation visuelle de l'actualité se fonde sur des critères d'importance définis selon les interactions entre des mécanismes hiérarchiques et des négociations au sein de la rédaction. Si Guillermo Saavedra montre bien, dans son témoignage, l'intérêt de tous les journalistes à participer à la conférence de rédaction, dans la plupart des entretiens citée, les journalistes soulignent que la répartition des sujets est avant tout un processus hiérarchique. Selon cette logique, l'opération vise à rendre prévisible la fabrication de chaque édition des journaux, dans le flux quotidien d'informations, en organisant l'espace du journal comme marqueur de l'énonciation des priorités et de l'importance journalistique, selon des relations de travail hiérarchiques.

---

<sup>693</sup> "Bueno, yo cubría una fuente, la fuente de economía y hacía otra que yo proponía porque tenía ideas, intereses, tenía un vehículo, tenía...recursos. Pero básicamente, yo era reportero de...de economía. Porque en la mañana, ellos hacían una reunión...de pauta, y yo llamaba por teléfono, y me asignaban, me daban las asignaciones, el tema. Bueno, entonces a parte de los temas de mi fuente propiamente tal, cubría los temas que me indicaban, no. Y enviaban al camarógrafo (...)", entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 24 mars 2009.

<sup>694</sup> "Ahora hay una cosa muy importante que yo creo que tiene que ver con la cultura del periodista [*marca la palabra 'cultura'*]. Es que allá un periodista hacía economía, social, cultura, deporte, sindical...y le decían 'huevoón, tú tienes que ir a hacer', 'voy, voy, pero yo tengo eso' (...) todos los periodistas, con una capacidad extraordinaria de ir a hacer un partido de fútbol, como ir a hacer una obra de teatro", entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

Image n° 3.10 : Un exemple d'une *pauta* : la page 6 de *Clarín* (18 octobre 1971)



Légende : Les croix symbolisent l'emplacement des photos (photo personnelle).

Sources : Archives personnelles.

Le schéma proposé ci-dessus (**Image n°3.10**) ne correspond toutefois pas à la première esquisse du chemin de fer entreprise par le directeur de la rédaction au moment de la conférence de rédaction. Il s'agit plutôt de la reconstruction, à partir d'une photo d'archives, d'un extrait final de *pauta*. Selon l'actualité, les résultats des démarches de collecte de l'information ou l'irruption d'une information imprévue dans leur flux quotidien, il y a une forte probabilité qu'entre la schématisation initiale et le résultat final, le chemin de fer dans son ensemble ou le croquis de cette page en particulier aient été transformés et réajustés. Ce travail de schématisation n'est d'ailleurs jamais fermé jusqu'à la clôture des pages, c'est-à-dire avant leur édition et leur impression. Le directeur de la rédaction et les journalistes peuvent réajuster ce schéma directeur, affiché au mur de la salle de rédaction, au fil de l'actualité. Guillermo Saavedra illustre cette marge d'ajustement que permet la technique en comparant le chemin de fer de *Clarín* et du *Figaro*, à partir d'une édition du journal français disponible dans le café parisien où s'est déroulé l'entretien :

« Maintenant, s'il y avait un élément de faits divers plus important, probablement qu'on le changeait. Donc... il faudrait t'expliquer comment c'était, un journal. Regarde, passe-moi un journal qui est là-bas. [Il se met à décrire un chemin de fer, en utilisant l'édition du jour du Figaro]. Tu te rends compte : ce journal, par exemple, cette...

il a ici, *Le Figaro* a sa page. Regardons ce qu'était ceci... donc, celle-ci est la une, la une et les pages 2, 19, 20. Donc bon, ces quatre pages étaient les pages susceptibles de faire un changement. Et ensuite, les centrales. Et dans le cas où il y aurait un problème, donc c'était les quatre pages les plus importantes, celles qui changeaient... Et quand il n'y avait pas le temps, c'était seulement la une, et rien de plus. Donc bon. Et là, le journal apparaissait avec le titre »<sup>695</sup>.

La volonté de maîtriser le temps quotidien de l'actualité, à partir d'une schématisation de la répartition des informations dans l'espace du journal, trouve donc des marges de flexibilité dans lesquelles les journalistes peuvent adapter leur maquette aux événements jugés dignes d'entrer dans l'actualité du journal. Le travail d'agencement et de valorisation des informations en une semble le plus délicat puisque c'est le dernier élément qui peut être modifié, avant l'étape de composition des pages. A *Clarín*, ces marges de flexibilité sont d'ailleurs elles-mêmes l'objet d'une opération de domestication puisque les seuls rédacteurs assignés à une rubrique sont les journalistes spécialisés dans les informations politiques et économiques, comme l'explique Guillermo Saavedra au moment où il vante la polyvalence des journalistes (cité plus haut) :

« Et les seuls qui ne changeaient jamais étaient les rédacteurs politiques. Les rédacteurs politiques ne pouvaient pas changer, parce que les rédacteurs politiques étaient des éléments qui, avec le temps, se radicalisaient de plus en plus, en travaillant plus la situation, du pourquoi le pays, etc., etc... Et les commentateurs économiques »<sup>696</sup>.

La fonction de la conférence de rédaction et du chemin de fer consiste donc à « routiniser l'imprévu », pour reprendre la fameuse formule de Gaye Tuchman<sup>697</sup>, et à faire entrer les nouvelles dans la « tranche temporelle » des rédactions, comme lieu de fabrication des journaux<sup>698</sup>. Cette étape répond avant tout à des impératifs pratiques de répartition des tâches, de prévention de l'aléatoire et du discontinu des événements, selon un processus de fabrication du journal qui devient prescriptif du temps de l'actualité.

---

<sup>695</sup> «Entonces... es que habría que explicarte cómo estaba un periódico. Mira, pásame un periódico que está allá. [*Se pone a describir la pauta utilizando la edición del Figaro del día*]. Te fija: este periódico por ejemplo, esta...tiene aquí, El Figaro, tiene su página. Miramos lo que era esto... Entonces, esta es la portada, la portada y las páginas 2, 19 y 20. Entonces bueno, estas cuatro páginas eran las páginas susceptibles de hacer un cambio. Y luego, las centrales. Y en el caso en que hubiera algún problema, entonces eran las cuatro páginas las más importantes, las que se cambiaban... Y cuando no había tiempo era solamente la portada y nada más. Entonces bueno. Y ahí a que el periódico aparecía con el título», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>696</sup> «Y los únicos que no cambiaban jamás, eran los redactores políticos. Los redactores políticos no podían cambiar, porque los redactores políticos eran elementos que, con el tiempo se iban radicalizando más, trabajando más la situación, del por qué el país, etcétera, etcétera... Y los comentaristas económicos», entretien Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>697</sup> Gaye Tuchman (1973), *op. cit.*

<sup>698</sup> Philip Schlesinger (1997), *op. cit.*

## 2. L'emprise du temps, source de légitimation des injonctions hiérarchiques

Apparemment très attaché au souvenir de la *pauta*, comme les différents extraits d'entretien en attestent, Guillermo Saavedra décrit la conférence de rédaction comme une étape du processus de fabrication de l'information qui a, durant l'Unité populaire, un fort caractère collectif :

« Ça ne s'appelait pas 'comité de rédaction', mais on disait 'réunion pour la rédaction'. Maintenant, ce qui était le plus incroyable [*il souligne, en ralentissant sa diction*], à *Clarín* surtout, c'est que tout le monde participait au comité de rédaction. Quand je dis tous [*son débit accélère*], jusqu'aux graphistes qui étaient, qui travaillaient avec le plomb et écrivaient avec ces anciennes machines, et ils arrivaient pour écouter et ils prenaient la parole et ils participaient... »<sup>699</sup>.

Un peu plus loin, dans ce même entretien, il explique en quoi ce fonctionnement participatif (au sens quantitatif) entraîne un fonctionnement délibératif, au sens qualitatif de la mise en discussion des choix d'ordonnement de l'information :

« Et à partir de là, les journalistes qui suivaient cela, disaient 'Ecoute, mais non, moi j'ai ça, mais comment je et bla bla bla ?'. C'est une différence avec le comité de rédaction d'aujourd'hui. Dans le comité de rédaction d'aujourd'hui, on fait des questions ponctuelles : 'non... Pour moi, non...?' »<sup>700</sup>.

Cette description du fonctionnement consultatif de la conférence de rédaction à *Clarín* entre en contradiction avec le témoignage de Luis Alberto Mansilla, éditorialiste d'*El Siglo*, qui se souvient des décisions hiérarchisées imposées à la rédaction :

« Les journalistes ne décidaient pas de ce qui se publiait. Ceux qui choisissaient ce qui se publiait étaient les entreprises, les propriétaires de l'entreprise. Ça se passait à *El Mercurio* comme à *El Siglo*. Nous avions un chemin de fer tous les jours (...) 'Nous

---

<sup>699</sup> “No se llamaba ‘Comité de redacción’, sino que se decía ‘una reunión pa’ la redacción’. Ahora lo que era más increíble [*enfatisa la palabra reduciendo la velocidad de su dición*], en *Clarín* sobre todo, que en el Comité de redacción participaban todos. Cuando yo digo todos [*acelera su cadencia*], hasta los gráficos que estaban, que trabajaban con el plomo, y escribían con las máquinas antiguas esas, y llegaban a escuchar y tomaban la palabra y participaban...”, entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>700</sup> “Y a partir de ahí, los periodistas que seguían eso, decían ‘Oye, pero no, yo tengo esto, pero cómo yo y bla bla bla?’ Es una diferencia con el comité de redacción de hoy. En el comité de redacción de hoy, se hacen unas cuestiones puntuales. No... A mí no...”, entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

allons écrire sur ce sujet, ceci et cela'. (...) Il se passait exactement la même chose dans tous les journaux »<sup>701</sup>.

Ce témoignage peut être analysé de deux manières, qui ne sont d'ailleurs pas exclusives l'une de l'autre. D'une part, il renvoie à la lecture idéologique de la période de l'Unité populaire qui homogénéise les contenus comme le fonctionnement des entreprises qui les publient : les intérêts des propriétaires dictent les sujets traités, les contenus des articles et le ton employé pour les diffuser. On retrouve d'ailleurs ici une similitude avec le fonctionnement du journal *L'Humanité*, qui se revendiquait « l'organe du parti communiste », au moins si l'on suit les réflexions de Nicolas Kaciak : « (...) la sélection et la hiérarchisation des informations est davantage centralisée puisqu'elle relève, en dernière instance, de la direction de la rédaction qui affecte ponctuellement les rédacteurs à la couverture des événements jugés les plus saillants »<sup>702</sup>.

D'autre part, Luis Alberto Mansilla tend à rendre normal ce fonctionnement en notant la similarité des pratiques du travail d'énonciation d'une importance informationnelle entre les différents journaux. Dans un des entretiens accordés par Ernesto Carmona, journaliste du *canal 9*, celui-ci décrit d'ailleurs la conférence de rédaction comme une étape de décision hiérarchique :

« La conférence de rédaction était une réunion interne. Enfin, la vérité est que celui qui clôturait la journée laissait annotés les thèmes qu'on allait produire le jour suivant. Et le matin, arrivait Mario Díaz, un... qui se réunissait avec lui-même hein, et faisait le chemin de fer. C'était le chef d'information, du tour du matin; et le tour du soir, Osvaldo Rivera le faisait. Avec Osvaldo, on pouvait discuter »<sup>703</sup>.

L'injonction hiérarchique à attribuer une priorité à certaines informations dans les flux quotidiens est assumée par les journalistes de façon relativement normale, ou naturelle. L'étonnement et la fascination de Guillermo Saavedra à l'évocation du souvenir du fonctionnement supposément collectif de la conférence de rédaction, même si cela semble être dû à un enjolivement nostalgique en comparaison de la situation actuelle supposément dégradée, renforcent l'idée que la prise de décision hiérarchique est de l'ordre du commun durant l'Unité populaire.

---

<sup>701</sup> «Los periodistas no decidían de lo que se publicaba. Los que elegían lo que se publicaba eran las empresas, los dueños de la empresa. Eso ocurría en *El Mercurio* como en *El Siglo*. Nosotros teníamos una pauta todos los días (...) 'Vamos a escribir sobre este tema, esto, y esto'. (...) Pasaba exactamente lo mismo en todos los otros diarios», entretien avec Luis Alberto Mansilla, éditorialiste à *El Siglo*, au Café Haïti de la rue Morandé, Santiago du Chili, 4 décembre 2008.

<sup>702</sup> Nicolas Kaciak (2013), *op. cit.*, p. 126.

<sup>703</sup> «La reunión de pauta era una reunión interna. O sea la verdad es que él que cerraba el día dejaba anotado los temas que se iban a producir al otro día. Y por la mañana llegaba Mario Díaz, un...que se reunía consigo mismo no, y hacía la pauta. Era jefe de informaciones, del turno de la mañana; y el turno de la tarde lo hacía Osvaldo Rivera. Con Osvaldo se podía conversar», entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, le 24 mars 2009.



La hâte du temps journalistique face aux délais de bouclage (*cierre*, ou fermeture, en castillan) constitue la principale source de légitimation de cet exercice de l'autorité hiérarchique dans la construction du journal. Guillermo Saavedra confirme que l'heure de clôture des pages du journal règle en partie les opérations d'énonciation d'une importance journalistique, à partir de l'anticipation spatiale de la distribution des sujets :

« Antoine Faure : *A quoi correspondaient ces deux parties ?*

*Guillermo Saavedra* : C'est-à-dire que tout ce qui était du niveau politique international, économie, syndical était ce qui était fini en premier, et on gardait toujours la politique et la une pour le dernier moment »<sup>704</sup>.

L'extrait de l'entretien d'Ernesto Carmona cité ci-dessus montre que la fin du processus quotidien de fabrication du media est une étape transitionnelle qui justifie largement la prise de décision hiérarchique dans l'organisation thématique de l'information. La cumulativité du flux de l'information d'un jour sur l'autre (voire sur plusieurs autres) s'ancre dans un premier travail de filtrage mené par le responsable du tour du soir (à *canal 9*), dès la fin de la journée de la rédaction. Il y a donc une continuité temporelle qui encadre le tri du flux d'informations mis en œuvre durant la conférence de rédaction du matin. L'information journalistique est, en ce sens, cumulative. L'information d'un jour vaut pour le lendemain : si elle est encore trop incertaine ou incomplète au moment de la fermeture du processus de fabrication du journal, elle contribue aux sujets utiles dans un futur très proche.

Cet enchaînement quasi ininterrompu du temps de fabrication d'un media s'incarne aussi dans la consultation des autres titres et media chaque matin, avant la conférence de rédaction. Leonardo Cáceres décrit le processus de consultation et d'inclusion de l'actualité valorisée par les autres entités du système médiatique au *canal 13* :

« Je regardais les journaux le matin, et nous discussions, nous avions les services de quelques agences, fondamentalement la United Press qui avait un service national, nous révisions les nouvelles, nous écoutions les émissions des radios le matin, les émissions matinales, et donc à la première conférence de rédaction, nous disions

---

<sup>704</sup> « Antoine Faure : ¿A qué correspondían estas dos partes?

*Guillermo Saavedra*. Es decir que todo lo que era al nivel de la política internacional, economía, sindical y social eran las que se cerraban en primero, y siempre se dejaba la política y la portada en el último momento. Ahora, si había un elemento policial más importante, probablemente que se cambiaba”, entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

telles et quelles choses vont arriver ou il faut être attentif à ceci, l'autre, et nous envoyions des journalistes, bon... »<sup>705</sup>.

Guillermo Saavedra confirme la routine qui consiste à évaluer le chemin de fer du jour précédent en comparaison des autres publications du champ médiatique : « Donc, le lendemain quand le journal sortait imprimé, on faisait la comparaison avec les autres journaux. Ça se faisait à la réunion de rédaction »<sup>706</sup>. L'opération de comparaison dont témoigne le journaliste à *Clarín* attire l'attention sur l'accumulation des informations au sujet du système médiatique et la dépendance réciproque des media les uns envers les autres. Plus qu'une homogénéisation des journaux, ce mécanisme de comparaison traduit la discipline à laquelle s'astreignent les journalistes, qui consiste à prendre en compte les actes et les conduites des autres titres, afin à la fois d'entrer en concurrence sur certaines informations mais aussi de se différencier. Ce travail de comparaison entend donc gérer la circulation de l'information hiérarchisée dans le système médiatique. De cette façon, chaque rédaction, dans sa volonté de maîtriser le flux d'informations quotidien, minimise les risques à travailler sur le présent et ses possibilités, par un mécanisme de mise en série de l'information : continuité (et donc prévisibilité) avec la veille et accumulation avec les autres entités du système médiatique.

Cette mise en série reste toutefois une opération de gestion de l'information sous la forme de séries ouvertes et incontrôlables. Le surgissement d'un événement impossible à disqualifier dans le processus de fabrication quotidienne du journal est d'ailleurs lié avec la surveillance mutuelle qui s'opère au sein du système médiatique, par Guillermo Saavedra :

« Maintenant, chacun d'entre nous avons les journaux, et la radio, et la télévision. Donc, quand j'arrivais au bureau du journal, il y avait la télévision, il y avait les types avec la radio, nous étions nous autres avec la machine [*à écrire*] et tout. Donc quand il y avait quelque chose, on s'en rendait déjà compte. (...) Et on sortait tout de suite, en courant les uns derrière les autres »<sup>707</sup>.

---

<sup>705</sup> « (...) Yo veía los diarios por la mañana, y discutíamos, teníamos los servicios de unas agencias, fundamentalmente la United Press que tenía un servicio nacional, revisábamos las noticias, escuchábamos los programas de las radios por la mañana, los programas matinales, y entonces en la primera reunión de pauta, decíamos tales y cuales cosas van a ocurrir o hay que estar atento a esto, lo otro, y mandábamos periodistas, ya... », entretien avec Leonardo Cáceres, *op. cit.*, 25 mai 2010.

<sup>706</sup> « Entonces, al otro día cuando el periódico salía impreso, se hace la comparación con los otros periódicos. Esto se hacía en la reunión de la redacción », entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>707</sup> « Ahora cada uno de nosotros teníamos los periódicos, y la radio, y la televisión. Entonces, cuando yo llegaba a la oficina de la prensa, estaba la televisión, estaban los tipos con la radio, estaban nosotros con maquina y todo. Entonces, cuando había algo, ya nos dábamos cuenta. (...) Y salíamos luego, uno corriendo detrás del otro », entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 16 septembre 2010.

### 3. Des décisions naturalisées

Surgit toutefois un problème dans l'analyse. Les critères d'importance sur lesquels se fonde la discrimination des informations, comme leurs possibles modifications, ne sont jamais vraiment caractérisés par les journalistes dans leurs témoignages. Cet ordonnancement semble se réaliser d'après des éléments d'impact (souvent formulé sous l'appellation « les intérêts des lecteurs ») et de fraîcheur qui, bien que non définis, sont utilisés à profusion par les journalistes. L'acquisition de ces critères de *newsworthiness* est déterminée par l'expérience professionnelle, le métier et un sens évident de ce qui est « journalistique »<sup>708</sup>. Ce sens est souvent associé à celui de journalistes d'expérience qui occupent des postes à responsabilité dans le secteur rédactionnel. Alberto « El Gato » Gamboa, aussi mentionné pour son talent à trouver des titres, fait référence par sa capacité à faire le tri et à hiérarchiser les flux d'informations :

« Comme à la conférence de rédaction, il y en avait toujours un pour dire 'écoute, mais putain, ils ont oublié ça', 'Comment vous n'avez pas pensé à ça ?'. Et le directeur était un type... Le 'Gato Gamboa' était un type qui écoutait... C'est très important parce que ce n'est pas seulement rester dans le silence, la question de l'écoute, mais comprendre l'autre. C'est ça l'important. Parce que beaucoup disent 'quelle est la différence entre écouter et ne pas écouter ?' 'Le silence', ils répondent. Non ! J'explique, tu prêtes attention à l'autre (...) »<sup>709</sup>.

Guillermo Saavedra continue à décrire un processus collaboratif, dans lequel le directeur de la rédaction fonde ses choix sur les éléments que lui présentent les journalistes de la rédaction qui, malgré leur appartenance commune à une entreprise médiatique, entrent en concurrence au cours de cette phase. Les critères liés au profil du journal, soit la ligne éditoriale et le ton du journal, sont bien évidemment inclus dans l'attribution de leur degré d'importance aux informations couvertes. Mais les agents de l'activité journalistique se livrent aussi à un jeu d'argumentation et de négociation qui peut très bien avoir lieu selon les critères propres au profil du journal, pour figurer en première page, et qui plus est en gros titre. Les prétentions à la une s'articulent dans un compromis qui associe non seulement la hiérarchie du journal, mais aussi les responsables de la rédaction, les responsables de chaque rubrique, les journalistes et parfois les éditeurs et graphistes qui mettent en œuvre des critères partagés d'évaluation de l'information.

---

<sup>708</sup> Pour un constat similaire dans un autre cas, voir Nicolas Hubé (2004), « La conférence de rédaction du *Monde*. Une approche ethnographique de l'élaboration de la « Une », in Jean-Baptiste Legavre [dir.], *La presse écrite : objet délaissé ? Regards sur la presse française*, Paris : L'Harmattan, 2004, pp. 191-210.

<sup>709</sup> « Así que en el comité de redacción, siempre uno decía 'oye, pero puta, se olvidaron de eso', '¿Cómo no han pensado en eso?' Y el director era un tipo... El 'Gato Gamboa' era un tipo que escucha... Eso es muy importante porque no es solamente quedarse en el silencio, la cuestión de la escucha, sino que entenderlo al otro. Eso es lo importante. Porque muchos dicen '¿cuál es la diferencia entre escuchar y no escuchar?' 'El silencio', contestan. ¡No! Explico, le poni atención al otro. (...) », entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

L'expérience du rédacteur en chef se révèle, selon Guillermo Saavedra, dans sa capacité à écouter l'équipe rédactionnelle et à trancher au cours des luttes argumentatives pour placer l'information. Mais l'opération de tri entre les différentes informations et leur hiérarchisation n'est jamais définie en tant que telle. Alberto Gamboa semble détenir cette compétence naturellement, comme tout bon journaliste, sans qu'il soit besoin de l'explicitier. Les critères qui président à l'exposé que font les journalistes d'un sujet, comme ceux qui servent en dernier ressort aux responsables de la rédaction pour discriminer les flux d'informations, ne sont pas formulés dans les entretiens menés. Ces critères semblent naturalisés par les journalistes comme des éléments pratiques, habituels et intuitifs, qui font consensus dans les rédactions comme, plus largement, dans la communauté professionnelle. Un « sens commun » journalistique semble conduire, sous le sceau de l'évidence, l'opération socialisée d'attribution d'une importance journalistique, et en constitue même la condition de possibilité : il fonde le travail de discrimination du flux d'informations, légitime les hiérarchies et les décisions qu'il implique et conditionne la perception même et la valeur que les journalistes donnent à leur travail.

Ce « sens commun » légitime d'ailleurs le recours à la comparaison systématique entre les contenus durant la conférence de rédaction. On y retrouve donc ce que Pierre Bourdieu appelle « la circulation circulaire de l'information »<sup>710</sup>. Durant l'Unité populaire, les journaux comme les autres supports médiatiques sont non seulement consultés mais décortiqués chaque matin puis tout au long de la journée, afin de pouvoir étalonner le traitement des flux d'informations, mais aussi rectifier certains manquements ou même traiter les informations diffusées par d'autres sources afin de ne pas leur laisser l'exclusivité. On trouve la trace « 'd'évaluations comparatives' avec les produits des autres », pour reprendre les catégories d'analyse de Philip Schlesinger.<sup>711</sup> Le temps journalistique n'est donc pas seulement celui de la concurrence quotidienne au sein de la rédaction pour décrocher une marque d'importance spatiale et visuelle dans le journal ; c'est aussi celui de séquences plus longues liées à la fonction de mise à l'agenda et à la concurrence propre au système médiatique. Cette concurrence exacerbée (à la fois commerciale et idéologique dans le cas qui nous intéresse) opère un mécanisme de veille, que ce soit par des revues de presse (le matin notamment) ou par la connexion directe avec d'autres supports médiatiques tels que la radio et la télévision. L'idéologisation à outrance constatée et dénoncée dans le cas de l'Unité populaire n'est donc, sous ce prisme, rien de plus que l'homogénéisation des contenus constatée dans bien des cas aujourd'hui. Au lieu de les détourner de leur fonction, la pression de la bataille

---

<sup>710</sup> Pierre Bourdieu (1996), *Sur la télévision*, Paris : Liber/Raisons d'Agir.

<sup>711</sup> Philip Schlesinger (1997), *op. cit.*

idéologique a pour principal effet, à nos yeux, de renforcer et rendre visible les pratiques journalistiques partagées au Chili, et notamment la logique d'attribution d'une valeur informative et celle d'énonciation d'une importance.

Cette double logique temporelle de concurrence suppose un accord tacite entre les membres de la communauté journalistique sur les critères qui président à l'attribution d'une importance aux informations et à leur répartition dans l'espace du journal, comme aux pratiques journalistiques mises en œuvre dans la foulée de la conférence de rédaction. Apparaissent donc les traits d'une certaine autonomie de la communauté journalistique durant l'Unité populaire, à travers ce qu'Hans Stange et Claudio Salinas caractérisent comme le « sens commun journalistique », c'est-à-dire le partage d'une croyance pragmatique en la vérité énoncée par la presse et les media : « Par 'sens commun', le journaliste comprend ce que la majorité des journalistes croit vrai ou donnent pour acquis »<sup>712</sup>. Guillermo Saavedra lie d'ailleurs directement ces pratiques concurrentielles de valorisation de l'information à un comportement professionnel, dont l'assise se trouve dans la rapidité du temps quotidien de l'actualité (nous reprenons et poursuivons une citation déjà introduite plus haut) :

« Maintenant, chacun d'entre nous avions les journaux, la radio et la télévision. Donc, quand j'arrivais au bureau de la presse, il y avait la télévision, il y avait les types avec la radio, nous étions nous autres avec la machine [*à écrire*], et tout. Quand quelque chose se passait, nous nous en rendions compte parce que l'autre partait... [*Paroles incompréhensibles*] Donc nous sortions tout de suite, en courant les uns derrière les autres, etc. (...) C'était une compétition professionnelle, mais très professionnelle. A tel point que si j'avais l'information, je n'appelais pour rien au monde l'autre ! (...) Donc, tout terminait... c'était une quelque chose de très professionnel, et, et... tout en résidait dans le fait que celui qui avait l'information était le meilleur »<sup>713</sup>.

Il nous semble alors que la lutte à coups de mensonges, de manipulations et d'insultes, constatée par nombre d'auteurs sur le cas de l'Unité populaire (chapitre 2), emprunte aussi un code qui fait des journalistes les sources de leurs collègues, par l'attribution d'une valeur informative intrinsèque à ce que publient les autres media. La logique qui consiste à utiliser les

---

<sup>712</sup> «Por 'sentido común' el periodista entiende lo que la mayoría de los periodistas creen verdad o dan por sentado», in Claudio Salinas & Hans Stange, *op. cit.*, p. 12.

<sup>713</sup> «Ahora, cada uno de nosotros teníamos los periódicos, la radio y la televisión. Entonces, cuando yo llegaba a la oficina de la prensa, estaba la televisión, estaban los tipos con la radio, estaba nosotros con máquina, y todo. Cuando pasaba algo, nos dábamos cuenta porque el otro partía... [*Palabras inentendibles*] Entonces salíamos luego, corriendo uno detrás del otro, etcétera. (...) Era una competición profesional pero muy profesional. Del punto de vista que si yo tenía la información, ¡yo no llamaba para nada el otro! (...) Entonces, todo terminaba...era una cosa muy profesional, y, y...todo se quedaba en que él que daba la información era el mejor», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

autres media comme source montre l'ampleur de la naturalisation des décisions et des pratiques journalistiques dans un « sens commun » autoréférentiel.

La conférence de rédaction est donc une étape du processus de fabrication de l'information à partir de laquelle les agents de l'activité journalistique structurent de façon collective leur journée, c'est-à-dire les tâches qui leur incombent pour aboutir au rendu de l'article, dans les temps imposés par le processus de composition, de fabrication et de publication du journal aux imprévus et aux digressions de l'actualité. La répétition des formats offre une prévisibilité aux procédures de sélection, d'organisation et de redistribution de l'information, qui trouvent leur fonction dans la répartition de l'actualité dans l'espace du journal. Afin de pouvoir maîtriser ce temps aléatoire, les agents de l'activité journalistique s'adonnent à une schématisation de l'espace du journal qui leur permet de répartir cet espace entre les membres du service rédactionnel (division du travail), alors capables d'assurer un suivi du sujet selon l'espace qui leur est attribué (cloisonnement de l'information), selon les besoins liés à la discrimination du flux d'informations. La maîtrise du temps de l'actualité ne pouvant être totale, une marge de flexibilité est toujours accordée par l'organisation spatiale du temps de fabrication du journal.

La mise en titres, qui se déroule plutôt durant la composition des pages, soit à la fin de la journée compte-tenu des possibilités de changement laissées à la première page, participe aussi de la domestication du temps de l'actualité. Cette technique est articulée à la naturalisation des compétences journalistiques et montre bien en quoi le récit journalistique est un récit fictionnel du temps de l'actualité, qui fixe les conditions de possibilité de l'énonciation de la vérité journalistique.

### *B) La normation des techniques de mise en forme de l'actualité*

Le travail d'énonciation de l'importance journalistique se base sur des critères naturalisés qui légitiment les opérations d'organisation spatiale du journal. Le caractère hiérarchique du processus collectif de formulation des titres est légitimé sous le sceau de l'évidence de l'expérience et du sens commun journalistique. La mise en titres, qui révèle notamment la force des injonctions hiérarchiques dans le processus de fabrication des journaux, participe au même phénomène de gestion du temps à partir de compétences naturalisées qui légitiment les décisions

hiérarchiques (1). A partir de ces éléments, l'organisation du temps de l'actualité est normée par le processus de fabrication du journal (2).

## 1. La mise en titres

Comme cela a été souligné en première partie, plusieurs études ont montré que les titres sont extrêmement idéologiques durant l'Unité populaire et sont utilisés comme des armes par les deux camps qui luttent pour influencer les destinées chiliennes. Cette analyse n'est absolument pas contestable, au niveau de la comparaison sémantique des titres qui jalonnent qu'utilisent les principaux journaux de la période (*El Mercurio*, *El Siglo*, *Las Noticias de Última Hora*, *Clarín*, *La Tercera*, *Puro Chile*, *Tribuna*, *Punto Final*...). Les textes cités dans les deux premiers chapitres soulignent le ton acerbe et vulgaire du conflit et montrent la radicalisation rampante au cours des trois années de gouvernement de Salvador Allende<sup>714</sup>. Pourtant quand il témoigne du processus quotidien de formulation des titres, Víctor Pey, le propriétaire de *Clarín*, souligne plusieurs éléments qui ne convergent pas avec une définition purement idéologique des titres :

« Il y avait, il y avait, regardez, le 'Gato Gamboa' comme Arellano participaient beaucoup aux titres. C'est très important parce que les ventes dépendaient de manière ostensible de la façon de titrer. Arellano était un grand titreur. Il y avait évidemment, quatre, cinq journalistes qui se rassemblaient, selon ce qu'il s'était passé dans la journée, enfin »<sup>715</sup>.

D'après ce témoignage, le travail de formulation des titres et d'organisation de la une s'opère selon un objectif qui va au-delà du conflit idéologique : celui de la diffusion du journal. L'accroche du lecteur répond non seulement à une fin idéologique mais aussi, dans ce témoignage, à des logiques marchandes et professionnelles. Même si la recherche d'une rentabilité et d'une pérennité peut être nuancée dans le cas des journaux possédés par des organes partisans, tel *El Siglo* et le PCCH, l'énonciation d'une importance journalistique consiste dans tous les cas non seulement à hiérarchiser le flux d'informations quotidien, mais aussi à donner envie au lecteur de lire et d'acheter le journal, suivant des logiques idéologiques ou commerciales. Pour revenir au cas de *Clarín*, Guillermo Saavedra souligne l'importance de la mise en titres dans la perspective d'augmenter les ventes du journal :

---

<sup>714</sup> Dans le chapitre 1, il est notamment fait référence, avec précision, aux études de Patricio Dooner (1989), *op. cit.* ; Patricio Tupper (2003), *op. cit.* ; Patricio Bernedo Pinto (2004), *op. cit.*

<sup>715</sup> "Había, había, mire, participaban tanto mucho el 'Gato' Gamboa como Arellano, mucho en los títulos. Es muy importante porque las ventas dependían de manera ostensible en la forma de titular. Arellano era un gran titular. Y habían obviamente, se juntaban 4, 5 periodistas según lo que había ocurrido en el día, y en fin", entretien avec Víctor Pey, *op. cit.*, 13 mai 2010.

« Et de là le journal paraissait avec le titre. Maintenant, tu te rends compte que les journaux se vendaient toujours parce que quand on a refermé le journal pour le ranger, c'est le titre important qui reste. Donc bon, en ce sens, le quotidien *Clarín* innovait donc toujours parce que il y avait son logo 'Clarín' et LE titre [*il appuie*] le plus important qui sortait »<sup>716</sup>.

Cette tâche se réalise aussi sur les bases d'un travail collectif, grâce à l'interaction entre les responsables de la rédaction et les journalistes. Ce processus consultatif adopte un caractère naturel dans les paroles de Guillermo Saavedra qui décrit la capacité de tous les membres de la rédaction à participer à la formulation d'un titre :

« Les titres de *Clarín* étaient toujours des titres extraordinaires. Pourquoi ? Parce que quand il n'y avait pas de titre, ils disaient : 'allez viens, au...', le directeur venait par exemple à, à la rédact... où les gens était en train d'écrire, en faisant la... avec le plomb [...] Et ils y allaient et ils criaient : 'Voyons les mecs, qui pense à un titre sur bla, bla, bla ?' Bon, et tous ces gens lançaient un titre, un titre par là, et un titre apparaissait là-bas, et ils criaient, et ils riaient... Et c'était le titre du lendemain »<sup>717</sup>.

Malgré le caractère consultatif de la formulation des titres en une, certains journalistes semblent exercer une forme de fascination auprès de leurs collègues pour leur talent à trouver des titres jugés unanimement justes, et qui jouent notamment sur l'ironie et l'humour chilien<sup>718</sup>. Lorsqu'il souligne sa qualité de « bon titreur », le propriétaire de *Clarín* reconnaît ainsi un savoir-faire de l'ordre de l'inné à Alejandro Arellano, le vice-directeur du journal et responsable des services d'information. Dans plusieurs autres entretiens, l'exemple de *Clarín* est mobilisé pour souligner cette capacité à formuler un titre. Alberto « El Gato » Gamboa, est convoqué pour illustrer cet instinct journalistique très particulier, sorte de capacité à formuler des titres relevant du talent et cadrant avec les présupposés de l'écriture journalistique, tels que le sens de l'actualité, le sens de la formule et la synthèse informative. Cette aptitude du rédacteur en chef de *Clarín* est largement mentionnée dans les entretiens, sous le registre du prestige : outre Guillermo Saavedra et Víctor Pey, collègues d'Alberto Gamboa, y font référence Ernesto Carmona, Hernán Uribe, José Miguel Varas, Luis Alberto Mansilla, Hernán Miranda, tous journalistes durant l'Unité

---

<sup>716</sup> «Y de ahí a que el periódico aparecía con el título. Ahora, te das cuenta los periódicos siempre se vendían porque cuando se cerró el periódico para ponerlo, este es título importante que queda ahí. (...) Entonces bueno, en ese sentido, el diario Clarín entonces siempre innovaba porque tenía su logo 'Clarín' y EL título [*enfática*] más importante que salía», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>717</sup> «Los títulos del *Clarín* eran títulos extraordinarios siempre. ¿Por qué? Porque cuando no había un título, y decían: 'ya ven, a él...', iba el director por ejemplo al, a la redacc...donde estaban escribiendo la gente, haciendo la...con el plomo... como se llama esta...era con el plomo que se escribía (...). E iban y gritaban: 'A ver, los huevones, a quién se le ocurre un título sobre, bla, bla, bla?' Bueno, y toda la gente tiraba un título, un título allá, y aparecía un título allá, y gritaban, y se reían... Y ese era el título del otro día», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>718</sup> L'humour chilien est généralement qualifié de « picardía », trait qui fait directement référence à la figure littéraire du *pícaro*, qui placerait cet humour entre la malice et l'espièglerie.



populaire. Enrique Gutierrez, journaliste à *Clarín* durant l'Unité populaire, souligne, de façon plus générale, ce sens partagé par les journalistes de la rédaction à proposer des titres plus inventifs les uns que les autres : « Avoir pu réunir à *Clarín* Alberto Gamboa, Eugenio Lira Massi, Alejandro Arellano, Mario et José Gómez López... ce n'est pas n'importe qui qui le fait. *Clarín* fut ce que fut Darío [*Sainte-Marie, le premier propriétaire du journal*], mais plus que tout pour les journalistes »<sup>719</sup>.

La mise en titres s'appuie donc sur un travail de formulation collective dans lequel la reconnaissance d'un talent individuel partagé par les journalistes les plus expérimentés légitime le recours à la hiérarchie. Les journalistes qui retiennent l'attention pour leur savoir-faire en matière de titres, et dont cette faculté est gravée dans la mémoire des survivants, occupent les postes à responsabilités dans la rédaction, jusqu'au rédacteur en chef lui-même. Qu'ils choisissent les titres en dernière instance ou qu'on les associe à ce choix *a posteriori*, les critères sur lesquels repose la décision finale sont assimilés à des choix hiérarchiques légitimés par l'expérience et le sens journalistique. Ce savoir-faire naturel est une ressource pour maîtriser le temps de l'actualité puisqu'il permet aux responsables de la rédaction de trancher en dernier ressort sans avoir à justifier leur choix. La rapidité du flux quotidien d'informations est donc apprivoisée par une sorte d'automatisation des décisions de sélection des informations et de formulation des titres, qui s'opérationnalise sur la base des débats internes à la rédaction. Ce processus est naturalisé dans les récits de l'expérience et du « sens commun » journalistiques, comme une série de pratiques qui vont de soi et qui deviennent donc normées.

## 2. Fabriquer un journal : l'organisation du temps de l'actualité

Les récits faits par les journalistes chiliens de leur activité durant l'Unité populaire associent les opérations de discrimination du flux quotidien d'informations à la manière linéaire de construire l'espace tout au long du processus de fabrication du journal, depuis la réunion de rédaction (et même la lecture des éditions quotidiennes concurrentes) jusqu'à la fin du travail de composition (juste avant l'impression). Nous l'avons dit, ce travail acquiert aussi une circularité et une cumulativité puisque les sujets à traiter sont proposés dès la fermeture de l'édition précédente.

---

<sup>719</sup> «Haber podido juntar en *Clarín* a Alberto Gamboa, Eugenio Lira Massi, Alejandro Arellano, Mario y José Gómez López..., eso no lo hace cualquiera. Clarín fue lo que fue por Darío [*Sainte-Marie, el primer dueño del diario*], pero más que nada por los periodistas" in Francisca Skoknic (2008), *op. cit.*.

Les témoignages s'ancrent aussi dans la constitution d'une activité homogène qui cherche à maîtriser le temps et l'espace de l'actualité par des opérations présentées dans les entretiens comme étant partagées par une « communauté de desseins »<sup>720</sup>. La formulation évasive des critères de sélection, de répartition et d'édition laisse penser qu'ils sont naturalisés sous les traits d'une pragmatique de l'actualité articulée au talent des journalistes, pris individuellement, à leur expérience professionnelle et au fonctionnement collectif évident d'une rédaction. Les logiques de négociation autour de la hiérarchisation de l'information ou de l'attribution de l'ouverture en une ne sont pas détaillées dans les entretiens, comme si elles appartenaient à l'ordre du normal et de la nature. La domestication du temps de l'actualité par l'espace consiste donc en un « sens commun journalistique », c'est-à-dire la perception qu'ont les journalistes de leur habitude à traiter le flux d'informations. Le « sens commun journalistique » justifie la répétition des opérations d'agencement spatial du journal en légitimant les décisions qui leur sont sous-jacentes par l'efficacité quotidienne à maîtriser le temps de l'actualité.

La perception praticienne de l'efficacité journalistique se superpose et s'exprime à travers les contraintes de la temporalité propre au processus de fabrication du journal. La conférence de rédaction comme l'opération de mise en titres permettent avant tout de domestiquer le caractère aléatoire et discontinu de l'actualité en organisant les techniques de fabrication du journal selon la répartition spatiale de cette temporalité dans les pages du journal. La prescription des formes et de l'organisation spatiale des journaux et la légitimation de cette opération de prévisibilité par le récit de l'évidence incarnent et reconduisent une domestication spatialisée du temps de l'actualité, dont la vertu relatée et affichée dans les pages du journal consiste à neutraliser la contingence et ses hasards.

Or la mémoire scientifique et expérientielle du journalisme souligne la difficulté de sa tâche quotidienne durant l'Unité populaire. Le temps de l'actualité est rapporté sous les caractéristiques de sa saturation et de sa conflictualité, ce qui impose aux journalistes des contraintes temporelles et spatiales exacerbées dans leur travail pratique. Pourtant, malgré l'assertion de la polarisation des contenus et de la saturation événementielle, les témoignages des journalistes chiliens articulent, dans le supposé chaos de ces trois années, le travail quotidien aux opérations qui consistent à organiser l'espace du journal pour maîtriser le flux quotidien d'informations.

Face au caractère marginalement incontrôlable d'un temps de l'actualité saturé durant le conflit sociopolitique de l'Unité populaire, les opérations de prévisibilité laissent en dernier

---

<sup>720</sup> Alexis Lévrier & Adeline Wrona (dir.) (2013), *op. cit.*, p. 8.

ressort des marges d'ajustement, au moins d'après les journalistes. Selon la logique spatiale empruntée dans le processus de fabrication des journaux, l'espace possiblement objet de modifications est lui aussi hiérarchisé : les pages d'opinion et la une sont les dernières zones du journal à pouvoir amortir un changement inopiné. L'ordre préfabriqué par le quadrillage du journal peut donc être suspendu lorsque la réalité fait effraction, qu'un événement surgit dans la hiérarchie journalistique et devient par là même une information jugée d'une qualité informationnelle supérieure ou plus urgente. La manière de justifier les critères de sélection, de répartition et d'édition des informations tout au long du processus de fabrication du journal est un aussi bon exemple de cette domestication du temps de l'actualité. Face aux contraintes temporelles du processus de fabrication du journal (la rapidité du temps de l'actualité et la nécessité de fermer la composition des pages), une pragmatique de l'actualité légitime le caractère hiérarchique de la prise de décision, sous le sceau d'un savoir-faire défini par le talent individuel et l'expérience professionnelle.

Dans ce récit de l'évidence, les contraintes matérielles, spatiales et temporelles de l'activité journalistique deviennent finalement des connaissances positives et même les garanties du bon fonctionnement du processus de fabrication du journal. Les deux sens du terme « positif » sont ici investis : d'un côté, les contraintes sont des faits sur lesquels s'appuie l'habitude des pratiques de fabrication des journaux ; de l'autre, elles sont envisagées comme des ressources qui permettent aux agents de l'activité médiatique de publier un récit « objectif », au sens de véridique et crédible, sur l'actualité. Malgré l'accélération et la saturation du temps de l'actualité durant l'Unité populaire, les récits de l'activité journalistique font référence à un sens commun, certes ré-ajustable selon les contraintes temporelles du moment, mais qui articulent surtout des pratiques allant de soi et efficaces. Or, si avec Cilas Klemedjo, on considère que « la norme se présente toujours comme une sorte d'évidence reconnue par tous »<sup>721</sup>, alors les techniques d'organisation spatiale des journaux sont constituées en normes de fabrication de l'actualité partagées par les journalistes durant l'Unité populaire et qui font en sorte que la réalité, sous les traits de l'actualité, se développe et suive son cours selon les lois temporelles qui lui sont propres. Finalement, la mise en visibilité de ces normes d'agencement spatial, qui prévoient le temps de fabrication des journaux sur les bases d'un quadrillage de leurs espaces, objective le temps de l'actualité journalistique.

---

<sup>721</sup> Cilas Kemedjo (1994), « Pouvoir disciplinaire et normalisation », *Bulletin de la société américaine de philosophie en langue française*, vol. 6, n°1-2, p. 13.

### C) *L'architecture du journal : ordonner les formes pour objectiver le temps de l'actualité*

Le rapport du processus de fabrication des journaux au temps de l'actualité s'ancre, sous l'Unité populaire, dans la normation des opérations de quadrillage spatial. Cette conception spatialisée du temps réel prend forme dans les pages des journaux. La mise en visibilité des critères de répartition des sujets et d'énonciation de l'importance participe à l'objectivation des récits journalistiques. L'agencement spatial des journaux consiste en effet à mettre en forme les actes de véridiction des énoncés (1). Cette dramaturgie de l'information organise la perception journalistique du monde (2).

#### 1. La mise en visibilité journalistique des actes de véridiction

La maîtrise du flux quotidien d'informations est non seulement l'objet d'un quadrillage spatial qui s'opère dans les pratiques journalistiques, mais elle consiste aussi en la mise en scène d'une dramaturgie visuelle dans l'architecture des journaux. Cette perspective d'analyse va dans le même sens que le constat de Nicolas Kaciaf, lorsqu'il écrit : « la page du journal constitue une figure quadrillée (forme perceptible par la vue) qui est en même temps une figuration (rhétorique) de l'information »<sup>722</sup>. La mise en forme visuelle du journal, comme dramaturgie du travail journalistique de restitution du temps de l'actualité, converge avec la relation que construit Carlos Ossandón Buljevic, dans le cas de l'activité journalistique d'Andrés Bello dans *El Araucano*, entre ce qu'il appelle « les extériorités du corps d'*El Araucano*, son format, le mode avec lequel s'organisent ses signes ou les genres qu'il privilégie, et le type d'intervention publique que Bello favorise »<sup>723</sup>.

Ce n'est plus seulement, durant l'Unité populaire, la posture publique d'un auteur ou d'une entreprise médiatique qui est relatée par les formes et les formats des journaux. Nous ne nions pas des marques d'expression de cette posture, telles que les mettent en évidence les analyses traditionnelles de l'activité médiatique durant l'Unité populaire. En présentant ces études dans les deux premiers chapitres, il a été possible, en creux, de souligner comment le profil des journaux et l'imaginaire dans lequel ils s'insèrent ancrent la publication dans une relation au public. C'est par exemple la différence entre les journaux sérieux (*El Siglo* ou *El Mercurio*) et les journaux populaires (les tabloïds type *Puro Chile*, *Clarín*, ou *La Segunda*).

---

<sup>722</sup> Nicolas Kaciaf (2013), *op. cit.*, note de bas de page n°1, p. 34.

<sup>723</sup> "Lo que se constata aquí son unos correlatos entre las exterioridades que ostenta el cuerpo de *El Araucano*, su formato, el modo como se organizan sus signos, o los géneros que privilegia, y el tipo de intervención pública que Bello favorece" in Carlos Ossandón Buljevic (2011), *op. cit.*, p. 118.

Ce que nous cherchons ici à dire relève plutôt de notre insatisfaction face à l'analyse univoque de la posture publique des journaux. Il nous semble que pour mieux comprendre le fonctionnement du journalisme sous l'Unité populaire, il faut envisager la façon dont les formats et les formes mettent en scène le rapport des journalistes au temps de l'actualité, à cette période : leur capacité à prévoir et donc à maîtriser son caractère aléatoire, à définir ce qui est assimilable à l'information et ce qui en est exclu. Or les techniques utilisées pour domestiquer le flux quotidien d'informations s'exposent dans les quotidiens par des mécanismes de séparation, de répartition et de hiérarchisation. L'organisation des pages, les formes empruntées et le jeu de hiérarchisation par la typographie et l'édition (notamment) donnent une identité journalistique à une publication en laissant des marques d'objectivité, c'est-à-dire des traces visuelles des actes de véridiction des informations négociées et mises en œuvre par les journalistes, et publiées par le journal.

La naturalisation des décisions et des pratiques journalistiques dans cette pragmatique de l'actualité attribue une autorité aux journalistes, en donnant une intelligibilité aux événements de l'actualité à travers des actes qui sont légitimés par leur efficacité sur la domestication spatiale du temps de l'actualité par la matérialité du journal. Or cette autorité s'appuie sur l'acquisition d'une capacité à dire la vérité sur l'actualité, c'est-à-dire le flux quotidien d'informations, de manière efficace par l'intermédiaire de l'architecture du journal. La validité des techniques d'organisation spatiale du journal est légitimée, dans le discours des praticiens du journalisme, au nom d'un rapport à la vérité qui les rend acceptables : l'objectivité journalistique.

En ce sens, l'objectivation de l'information ne s'opère pas par une série de mécanismes déterminés et déterminables qui conditionnent la relation aux sources ou par le processus d'écriture à proprement parler. Elle s'opère bien plus par la séparation entre l'opinion et l'information, le jeu visuel de l'attribution de marques d'objectivité et la répartition spatiale des informations selon des critères d'importance évidents dans l'esprit des journalistes. Ces actes de véridiction ne prennent pas corps dans une méthode de confrontation des sources entre elles mais plutôt dans l'organisation visuelle des pages par le jeu de répartition de l'information et de l'édition d'une hiérarchie.

L'opération qui consiste à rendre possible la vérité de l'actualité journalistique est déterminée par l'architecture du journal, qui laisse non seulement voir l'édifice de l'actualité mais aussi les pratiques d'objectivité qui président à la domestication du temps de l'actualité. Or on retrouve ici une continuité dans l'exercice du journalisme avant et durant l'Unité populaire. Le processus de fabrication d'un journal porte l'exigence de vérité du récit journalistique comme gage de crédibilité. L'agencement spatial et visuel du journal est la condition d'une domestication

fonctionnelle du temps de l'actualité appuyée par la dramaturgie d'un récit véridique sur ce temps. L'énonciation de l'importance journalistique, selon des critères et des formes naturalisés, est donc une énonciation de la vérité de l'actualité sur les bases de techniques de neutralisation de la contingence et du discontinu, et de récits de légitimation des décisions à partir d'un sens commun partagé par la communauté journalistique. Le découpage du passé récent de la réalité, sa répartition dans le quadrillage du journal et sa hiérarchisation montrent une certaine vérité de l'actualité et donc des possibles. L'espace est la condition d'énonciation de ce qui est advenu les jours précédents la publication du journal : le quadrillage et l'architecture du journal encadrent le découpage spatial du temps, les issues de l'actualité en enfermant le passé dans certaines conditions de possibilité et certaines pratiques d'objectivation. Parmi ces pratiques, on ne peut laisser de côté les règles d'écriture et le rapport aux sources, qui sont, elles aussi, conditionnées par l'agencement spatial et visuel du journal, mais proposent d'autres types de marqueurs de l'objectivité journalistique, c'est-à-dire de l'acte de véridiction du temps, institutionnalisés et naturalisés par les opérations journalistiques, – et sur lesquelles nous revenons dans les chapitre 4 et 5.

En décalage par rapport aux diagnostics de la bataille idéologique qui motiverait (désormais) l'activité journalistique durant l'Unité populaire, c'est la présentation même du travail journalistique comme un travail « sans arrière-pensées », sous le registre de l'évidence, qui est notable ici. L'aspect politique du journalisme pendant les années d'Unité populaire relève donc moins de pratiques journalistiques déterminées par la bataille idéologique, lisibles dans les contenus et les titres de la presse, que du partage entre ce qui est rendu possible et impossible par l'agencement spatial et visuel du journal. L'opération de ce partage est inscrite dans les fins et les moyens des pratiques de sélection, de collecte, et d'édition de l'information, qui deviennent donc des récits objectivés du temps de l'actualité ou, en d'autres termes, leur politique de vérité. L'actualité devient sous les assauts des pratiques journalistiques un passé commun dont la réalité est renforcée par la convergence des sujets traités par les différents journaux. Les normes du « sens commun journalistique » consistent à énoncer les conditions sous lesquelles un événement peut faire partie du passé récent, à partir de la sélection, de la répartition spatiale et de l'édition objectivant le flux quotidien d'informations.

Durant l'Unité populaire, la maîtrise et la prescription du temps est l'enjeu de l'objectivité journalistique, et non pas la neutralisation de la subjectivité des auteurs et de la ligne idéologique des journaux. En ce sens-là, il n'y a pas une rupture critique dans l'activité journalistique entre 1970 et 1973 : la logique de fabrication des journaux suit des règles partagées et évidentes déjà en

vigueur depuis les années 1920<sup>724</sup>, les contenus idéologiques respectent le « patron » (au sens de schéma) d'organisation visuelle et architecturale des journaux et sa politique de vérité. Le caractère idéologique des journaux durant l'Unité populaire correspond alors plutôt à un rapport particulier à l'histoire, celui de la projection téléologique vers un horizon commun. En objectivant un passé, tamisé par des techniques et opérations journalistiques partagées, l'évidence journalistique trouve les facteurs d'évolution du présent et les conditions de possibilité du futur. Les informations deviennent donc des légendes, au double sens du terme : des récits dont la part de réalisme historique est déformée, et des repères de lecture de la topographie des possibilités et des impossibilités.

Le registre dramatique dans lequel les extraits d'entretiens décrivent les opérations normées de domestication du temps de l'actualité par l'espace durant l'Unité populaire illustre bien comment la fonction que s'auto-attribuent les journalistes converge avec ce projet historique : administrer l'insaisissable temps de l'actualité par une dramaturgie qui implique les journalistes et leurs pratiques quotidiennes en les administrant dans le journal préconçu par son organisation spatiale et visuelle. Malgré les techniques de domestication du temps de l'actualité par l'espace, le journalisme se met en scène dans son invention quotidienne, à partir des contraintes matérielles qui le conditionnent, c'est-à-dire le réajustement constant des motivations intellectuelles, idéologiques, économiques et de leur mode d'inscription dans la matérialité du journal.

La mise en évidence visuelle, dans les journaux, de l'action formelle des journalistes pour domestiquer le temps de l'actualité nourrit la logique de reconquête permanente d'une légitimité toujours menacée. Les formes, les formats et les techniques journalistiques sont les instruments de la dramaturgie d'un rapport objectivé à l'actualité. La neutralisation formelle des énoncés, comme condition de possibilité de la maîtrise du flux temporel d'information, est le gage d'une politique de restitution de la vérité. Pour reprendre les mots d'Alexis Lévrier et Adeline Wrona, « (...) l'inflation du métadiscours technique accompagne le développement d'une valeur centrale dans la professionnalisation du journalisme : l'idéal d'objectivité s'adosse en effet à la mise au premier plan des médiations techniques, qui sont autant de promesses d'une énonciation neutralisée »<sup>725</sup>. La *forme-journal* devient, en ce sens, une scène sur laquelle est fabriqué et diffusé un récit journalistique porteur d'un discours de vérité. Cette dramaturgie de l'objectivité souligne ainsi l'arbitraire du signifiant sur le signifié (les contenus, idéologiques ou non) par sa capacité à imposer une forme de véridiction des informations publiées. L'information publiée dans les

---

<sup>724</sup> Carlos Ossandón Buljevic & Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*

<sup>725</sup> Alexis Lévrier & Adeline Wrona (2013), *Ibid.*, p. 20.

journaux dépend de techniques de quadrillage du temps de l'actualité. Or ces techniques introduisent dans les informations des idées qui ne se trouvent dans aucune empirie, mais sont des choix *a priori*. Ces postulats se retrouvent, au final, dans les journaux publiés. Il y a une circularité des techniques journalistiques, sur laquelle se fondent les journalistes dans leur consultation des autres titres du système médiatique. Cette circularité opère également sous l'opération d'une transmutation. Lorsque les journalistes admettent qu'ils se donnent un modèle pratique parmi d'autres, c'est une véracité des faits, une supériorité de l'approche journalistique qu'ils invoquent et qui s'expriment, *in fine*, dans l'impossibilité de qualifier une information dans le processus de fabrication du journal. Le parti pris pratique ressort journalistiquement blanchi par le sceau de l'efficacité et de l'objectivité.

## 2. L'organisation journalistique du regard

Les journaux sont, durant l'Unité populaire toujours, un espace de domestication du temps de l'actualité par une organisation spatiale et visuelle qui met en scène des actes de véridiction par les formes. La *forme-journal*, dans laquelle sont rendus visibles les événements sociopolitiques qui traversent une société chilienne polarisée entre deux projets de société, ne constitue donc pas seulement un lieu de représentation des masses en conflit et une pratique de cette image, c'est dans le même temps une administration (architecturale) d'un regard conventionnel (la vérité de cette représentation). Chaque information est localisée et se voit attribuée une place précise dans le journal. L'architecture des journaux et l'agencement des informations servent à administrer le regard des masses sur elles-mêmes en opérant une ajustabilité qui sert avant tout à manipuler l'identité des différents récits journalistiques (opinion *vs* information, supports et profils médiatiques, sections thématiques...).

Cette idée, avancée par Walter Benjamin pour analyser les changements introduits par la reproductibilité technique des œuvres d'art (et notamment de la photographie et du cinéma), peut être étendue à l'analyse de la presse. Il ne s'agit pourtant pas ici de mesurer l'effectivité des pratiques de fabrication des journaux (par une étude de leur réception/appropriation) mais plutôt de comprendre les logiques et principes propres aux techniques et opérations de fabrication des journaux durant l'Unité populaire. Partagés par l'ensemble de la presse chilienne de l'époque et stables dans le temps, les formats architecturaux et les formes visuelles participent à la construction objectivée de la perception qu'ont les masses d'elles-mêmes dans le temps de l'actualité, c'est-à-dire leur rapport à soi.



L'important, durant la période de l'Unité populaire, n'est pas que l'affrontement entre les deux camps soit représenté de façon journalistique, à coups de manifestations et autres démonstrations de force, tel que le défend Alfredo Joignant par exemple (voir chapitre 2)<sup>726</sup>. Nous proposons ici de rompre avec une conception représentative de la presse, trop souvent convoquée pour mieux la théoriser selon le statut moderne de l'image. Les journaux ne jouent pas simplement sur l'apparence et la représentation des événements dont ils traitent, ils offrent un ancrage à l'actualité dans le jeu sociopolitique tel qu'il se déroule. L'argument de la visibilité offerte par les quotidiens aux différents acteurs du conflit perd alors de sa force, car il rend linéaire le schéma traditionnel de compréhension des media à partir du triptyque classique émetteur, message et récepteur.

La lecture proposée ici s'intéresse bien plus à la façon dont les opérations mises en œuvre dans le processus de fabrication des journaux « norment » une perception du temps de l'actualité qu'il diffuse à travers des actes de véridiction. En ce sens, les lectures qui analysent le rôle des journaux chiliens, et plus largement des media, selon la diffusion des idéologies en conflit se concentrent essentiellement sur le pôle émetteur, sans prendre en compte les arrangements et bricolages qui s'effectuent dans la phase de production des journaux comme dans celle de réception. Elles définissent aussi l'Unité populaire selon une lecture anachronique qui se concentre sur l'aspect idéologique en passant sous silence les luttes quotidiennes et ordinaires. Or ces lectures restent dans le dualisme construit postérieurement, dualisme qui a servi au pouvoir dictatorial à justifier le coup d'État de 1973, la répression et les politiques publiques mises en œuvre par le régime du général Pinochet. Elles ont aussi été politiquement légitimées dans la période post-dictatoriale, en théorisant le « bon » fonctionnement du système médiatique à l'inverse de son état pathologique caractéristique de l'anomalie de l'Unité populaire (chapitre 2).

Dans le contexte d'un projet de modernité développementaliste et des théories de la dépendance (chapitre 1), la contribution de la presse à la structuration de la perception que la société chilienne a d'elle-même constitue l'enjeu politique majeur. Les journaux ne construisent pas seulement l'image des deux camps mais également la manière d'observer les acteurs du conflit sociopolitique qui traverse la société chilienne, dans le temps de l'actualité. Les règles qui président à la construction de l'architecture de la presse contribuent en effet à déterminer les habitudes du rapport temporel des lecteurs à leur communauté et donc à objectiver leur regard. La visibilité objectiviste de l'actualité administrée par la *forme-journal* dans son quadrillage et son

---

<sup>726</sup> Alfredo Joignant (2012b), *op. cit.*

architecture constitue le mode d'inscription des rapports de pouvoir dans les techniques journalistiques et pas seulement les mises en scène du conflit idéologique qui divise la société chilienne. Cette visibilité prend un sens nouveau qui s'éloigne de celui que lui assignent un philosophe comme Axel Honneth<sup>727</sup>, d'un côté, ou un politiste tel Alfredo Joignant<sup>728</sup>, de l'autre. La visibilité devient la marque de l'architecture, c'est-à-dire un édifice qui montre l'information chaque jour, mais qui laisse aussi entrevoir certains des termes de son contrat de signification : les formes, modes et modalités de traitement de l'actualité, tout comme les silences et les omissions thématiques, prescrivent et organisent le regard du lecteur.

Une double distance s'instaure alors entre la société et les citoyens, à travers la mise en forme d'un journal : l'objectivation du temps de l'actualité à partir de l'administration normalisée de l'espace journalistique ; et l'affirmation du point de vue de celui qui voit, ou qui lit le journal, dans la distance entre le journal et le lecteur. C'est dans cette distance que le regard journalistique sur l'actualité s'objective, à travers les actes de véridiction de la *forme-journal*, et qu'il conforme à la fois les identités et les façons de faire à travers une discrimination architecturale des supports de socialisation<sup>729</sup>.

Le journalisme durant l'Unité populaire fige le passé dans une relation qui n'a pas de réciprocité, n'en déplaisent à ceux qui cherchent (et trouvent) de l'idéologie dans chaque mot des journaux en circulation durant l'Unité populaire. Les normes de fabrication qui président à l'agencement visuel de la presse construisent le regard du lecteur à partir l'agencement des formes au sein des journaux et de la domestication du temps de l'actualité. L'architecture des journaux consolide et sédimente les habitudes spatio-temporelles d'une époque et attribuent par ce mouvement un caractère politique aux techniques journalistiques. Ces pratiques devenues techniques définissent une perception visuelle qui engage, dans ce contexte particulier, un rapport pratique à l'histoire. On retrouve ici la configuration propre au régime « optico-disciplinaire » du pouvoir institutionnel dont Jonathan Crary voit l'émergence depuis les années 1880 en Europe<sup>730</sup> et dont on peut identifier des signes d'apparition dès 1890 au Chili, avec Carlos Ossandón et Eduardo Santa Cruz<sup>731</sup>.

---

<sup>727</sup> Axel Honneth (2004), « Visibilité et invisibilité : sur l'épistémologie de la 'reconnaissance' », *Revue du MAUSS*, n°23, pp. 136-151.

<sup>728</sup> Alfredo Joignant (2012b), *op. cit.*

<sup>729</sup> Jacques Rancière (1995), *La Méésentente. Politique et Philosophie*, Paris : Galilée.

<sup>730</sup> Jonathan Crary (2008), *Suspensiones de la Percepcion*. Atencio, Espectáculo y Cultura Moderna, Madrid: Akal.

<sup>731</sup> Carlos Ossandón Buljevic & Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*

Durant l'Unité populaire, le journalisme est un regard du présent sur son passé récent, qui se formule comme l'anticipation d'un horizon dont il est un élément constitutif. Pour reprendre les mots de l'historien François Hartog au sujet du régime d'historicité propre aux temps révolutionnaires, le journalisme s'insère dans une démarche qui fait « comme si [elle] voulait 'prévoir' le passé, se faire passé avant même d'être encore pleinement advenu comme présent »<sup>732</sup>. Robert Chouad le formule dans des mots qui entrent directement en écho avec notre analyse des pratiques journalistiques durant le temps accéléré et impétueux de l'Unité populaire : « Sous l'effet des moyens de communication et de diffusion modernes, ce n'est plus le passé que l'on rend présent, mais le présent que l'on construit comme déjà passé, comme immédiatement passé, sous l'effet tourbillonnant d'une actualité omniprésente et chronophage. Vivant et déjà mort, en quelque sorte »<sup>733</sup>. La dramaturgie des journaux s'opère, durant l'Unité populaire, dans une architecture (physique) et un regard (historique) qui se fondent dans la logique d'anticipation de la mise au passé dans le présent. Le quadrillage du temps de l'actualité permet donc aux journalistes de réadapter la tradition journalistique objectiviste dans un contexte d'extrêmes polarisation, conflictualité et accélération des événements.

Pour résumer, l'agencement des formes journalistiques aux trois niveaux précédemment évoqués (chemin de fer, pages et articles) s'articule donc à des logiques économiques d'efficacité et de productivité tout comme à des logiques idéologiques et éditoriales (du fait de la séparation entre opinion et information et du recours à des articles magazines en dernière page ou l'importance des éditions dominicales). Mais le caractère politique de ces techniques apparaît lorsqu'elles sont envisagées depuis l'angle de la contrainte d'objectivité qu'elles font peser sur le regard des lecteurs. Cette contrainte rend visible la manière dont l'époque, et donc le journalisme, se conçoit, ou en d'autres termes comment l'objectivité se fait voir dans l'espace commun, et quel regard peut la décoder. Or dans le cas qui nous intéresse, le Chili de l'Unité populaire, cette politique de vérité est celle de la responsabilisation des journalistes par la dramaturgie architecturale de l'objectivité, c'est-à-dire le quadrillage du temps de l'actualité. Logique qui, en ce sens, ne peut être épuisée dans une rupture historique dont le signe serait l'extrême idéologisation de la période.

---

<sup>732</sup> François Hartog (2003), *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris : Le Seuil, p. 127.

<sup>733</sup> Robert Chouad (2013), « La résonance des temps », *Revue internationale et stratégique*, vol. 3, n°91, p. 65.

### Conclusion du chapitre 3

Durant l'Unité populaire, la fabrication d'un journal consiste donc, de façon assez classique, à remplir l'espace de publication en triant, répartissant et hiérarchisant le flux quotidien d'informations, sur les bases d'un quadrillage prédéterminé et de critères de sélection naturalisés par les agents de l'activité journalistique. L'articulation de ces deux conditions de fabrication des journaux construit l'architecture de l'objectivité journalistique, c'est-à-dire l'agencement spatial qui rend visible le regard objectivé des journalistes sur le temps discontinu, aléatoire et hasardeux de l'actualité dans les journaux.

L'objectivité journalistique acquiert une dramaturgie dans le processus de fabrication de l'information. Cette dramaturgie se traduit dans la *forme-journal* qui obéit au travail politique d'énonciation d'une importance qui s'incarne tant dans les opérations de sélection que dans la répartition des informations dans l'espace du journal et leur mise en forme éditoriale. Les pratiques journalistiques associées sont relatées par les journalistes interviewés sous le registre de l'évidence et de la normalité. Ce sens commun journalistique agit comme un savoir-faire qui assoit la légitimité des négociations, décisions et injonctions sur leur efficacité dans le processus quotidien de fabrication du journal. L'autorité journalistique s'ancre dans la capacité de ses agents à laisser des signaux de l'objectivation visuelle des récits journalistiques dans l'espace du journal et donc à domestiquer et maîtriser le temps de l'actualité.

Naturalisées, les opérations d'organisation spatiale de l'information quotidienne consistent à aplanir le temps de l'actualité pour en proposer un balisage qui définit les conditions de possibilité et d'impossibilité du traitement journalistique d'un événement, au sens de la modification du cours de l'actualité. Le quadrillage de l'espace des journaux suscite la décomposition et la segmentation des tâches de fabrication des journaux et du temps de l'actualité. Dans ce processus, l'organisation spatiale des journaux fixe les procédés et les séquences de tri entre les informations conformes à l'activité journalistique et celles qui sont disqualifiées. Les normes qui président à ces opérations, et qui émergent du comportement même des journalistes, ont donc un caractère prescriptif, puisqu'elles permettent de distinguer le normal de l'anormal dans le flux quotidien d'informations et distribuent les identités sociales. Les événements et les informations qui n'entrent pas dans les principes préconçus de l'actualité journalistique (séparation opinion/information, critères de hiérarchisation de l'information, mise en titres, chemin de fer,

agencement des pages), normalisés par le récit de l'évidence, deviennent alors impossibles à traiter selon les critères spatiaux et temporels de l'activité journalistique.

Les techniques d'agencement spatial et visuel des journaux sont donc des opérateurs d'une topographie de l'actualité, cherchant à en maîtriser le temps par un quadrillage de l'espace qui permet une certaine prévisibilité, tout en laissant des possibilités de réajustement dans le processus de fabrication de l'information, pour faire face à l'urgence de ce temps malgré tout incontrôlable. Les marges de flexibilité laissées par la conférence de rédaction et la construction du chemin de fer visent justement, en cas de surgissement d'un événement dans le temps de l'actualité, à réduire les espaces du journal possiblement objets de modifications. L'architecture des journaux permet donc d'appriivoiser le problème de la circulation quotidienne de l'information, et de répondre de façon évolutive, mais toujours anticipée et encadrée, aux exigences journalistiques de domestication d'une contingence qui, par définition, est aléatoire et hasardeuse. Le modèle préfabriqué de chemin de fer ancre la domestication du temps de l'actualité dans des données matérielles et des éléments positifs, qui permettent de minimiser les risques liés aux discontinuités de l'actualité et à la saturation du temps politique durant l'Unité populaire. Apparaît derrière cette répartition du temps de l'actualité dans l'espace du journal, une logique probabiliste qui pense ensemble l'ordre spatial des quotidiens et les marges de flexibilité qui conditionnent les possibilités d'intégrer, à court terme, une information au processus de fabrication du journal. En ce sens, l'Unité populaire ne fait pas rupture : son activité journalistique se protège même du désordre de l'impétuosité de l'actualité en suivant scrupuleusement les démarches et les tâches partagées de fabrication des journaux.

L'actualité que les journaux et journalistes cherchent à anticiper et maîtriser est en effet en train de se faire sous leurs yeux, s'actualise d'un jour à l'autre, ou d'une heure à l'autre, et peut faire irruption à n'importe quel moment sous les traits d'un événement que les journalistes repèrent. Il s'agit alors de déterminer, par l'architecture préétablie des publications de presse, non seulement une mise en ordre visuelle des journaux, qui ferait sens selon des temps journalistiques de fabrication et de diffusion de l'information, mais plutôt un espace des possibles (publications) auquel correspond une série d'actions probables que chaque acteur du processus de production de l'information est en mesure d'anticiper ou de reproduire pour tenir son rôle dans cet engrenage. Le chemin de fer et l'organisation des pages des journaux sont durant l'Unité populaire des cadres architecturaux modulables qui sécurisent l'aléatoire des temps de l'actualité pour mieux l'inscrire dans l'espace du journal. La *forme-journal* se transforme en une espèce de carte de l'actualité, qui a sa propre topographie et configure l'information.

A rebours des diagnostics de l'anomalie qu'incarne la période d'Unité populaire dans l'histoire du journalisme, les techniques de domestication du temps de l'actualité par l'organisation spatiale et visuelle des journaux sont des normes (au sens où elles sont énoncées et mises en œuvre sous le sceau de l'évidence) qui ont déjà été rationalisées et naturalisées par la communauté journalistique et la société chilienne. A plusieurs reprises, on a pu se rendre compte de la façon dont les contenants encadrent, organisent et agencent le rapport spatial et visuel des contenus idéologiques au temps de l'actualité. L'analyse métonymique de la presse durant le gouvernement de Salvador Allende révèle alors que l'idéologisation des contenus ne pouvait pas se déchaîner mais avait plutôt la capacité de se fondre dans le moule du journal. Informer n'est pas seulement diffuser l'actualité par des supports (ici écrits) de médiation : c'est, durant l'Unité populaire, administrer le temps de l'actualité, tâche confiée aux journalistes chiliens.

Scruter du regard la façon dont ce temps est organisé par l'organisation spatiale du journal durant l'Unité populaire évite d'isoler les facteurs collectifs de ce processus comme les critères individuels qui président à la production du journal, et toute la complexité de la tâche de leur ré-articulation. Alors, et avant même d'être déterminé par un parti pris idéologique, les techniques journalistiques chiliennes laissent apparaître, entre 1970 et 1973, l'identité de leurs agents. L'administration architecturale du temps de l'actualité dans les journaux renvoie à une culture médiatique historiquement particulière. A nos yeux, les journalistes y sont chargés d'éliminer les inconvénients des oscillations de l'actualité. Pour asseoir un peu plus l'argument d'une identité journalistique qui, durant l'Unité populaire, va au-delà de l'engagement idéologique et garde une certaine continuité, nous proposons désormais de nous intéresser aux modes de socialisation à l'activité journalistique durant le gouvernement de Salvador Allende.



## CHAPITRE 4 :

# DEVENIR JOURNALISTE : LA CONFORMATION AUX PRATIQUES JOURNALISTIQUES DURANT L'UNITÉ POPULAIRE

Durant l'Unité populaire, l'agencement spatial et visuel des journaux fonctionne à partir d'une série d'opérations normées et légitimées par les journalistes, sous le sceau de l'évidence : sous ce registre, elles se sont constituées en normes de l'activité journalistique<sup>734</sup>. Pourtant, si les pages des journaux subissent les règles du rubricage, parfois même considérées comme une preuve du caractère journalistique d'une publication<sup>735</sup>, les entretiens ont aussi permis de nuancer l'idée d'une attribution systématique du suivi d'un secteur à un ou plusieurs membres de la rédaction durant les trois années du gouvernement de Salvador Allende. Au contraire, la polyvalence des journalistes reste une forte caractéristique de cette période. L'anticipation des journalistes sur les contenus ne se fait alors pas seulement selon ses relations familières avec les acteurs d'une institution ou d'un type de sources qui fournit la matière première mais les affectations sont aussi ponctuelles, au gré de l'actualité, ce qui permet aussi de mieux comprendre la composition quotidienne fluctuante des journaux (malgré des chemins de fer relativement stables).

Tout en s'adaptant aux spécificités de chaque publication, comme à l'urgence et au caractère aléatoire du temps de l'actualité, ce fonctionnement partagé des différentes rédactions pose la question de la systématisation des pratiques journalistiques au moment de l'Unité populaire. Suivre cette interrogation incite donc à nuancer le caractère idéologique du journalisme durant ces trois années d'affrontement politique. Par systématisation, il faut comprendre, avec Nicolas Kaciaf, « quitter l'amateurisme dans l'organisation », l'un des antagonismes de ce « triple système d'oppositions » que constitue la professionnalisation (que le politiste rapproche de « qualificatifs voisins (modernisation, normalisation) »)<sup>736</sup>. Or la systématisation de l'organisation des pratiques journalistiques s'articule justement, selon cette lecture, au lissage du ton idéologique des journaux, et à leur fonctionnement dans le quotidien de l'actualité. Une précision s'impose ici au sujet du

---

<sup>734</sup> Pour synthétiser ce que nous avons dit dans le chapitre 3 : les rubriques et la schématisation du chemin de fer disposent l'espace des journaux et organisent la division interne du travail journalistique par la prévision de la disponibilité des informations à partir notamment des sources et des acteurs mobilisables à court terme.

<sup>735</sup> Les études de Carlos Ossandón et Eduardo Santa Cruz sur la modernisation de la presse chilienne au XIX<sup>e</sup> siècle sont un bon exemple de cette hypothèse. Parmi de nombreux textes, voir par exemple : Carlos Ossandón Buljevic & Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*

<sup>736</sup> Il écrit : « se professionnaliser, c'est quitter l'amateurisme dans l'organisation, évacuer les dimensions les plus idéologiques dans le contenu, se coltiner le quotidien de la politique », in Nicolas Kaciaf (2013), *op. cit.*, p. 123.



concept de « profession » : il ne s'agit pas de mettre le journalisme chilien des années 1970 au révélateur de la sociologie et des critères définis par les approches structuro-fonctionnalistes de la profession<sup>737</sup>. Nous ne posons pas la question de la professionnalisation du journalisme<sup>738</sup> au Chili au moment de l'élection de Salvador Allende<sup>739</sup> ; mais nous continuons plutôt à sonder les éléments de continuité observés dans l'exercice du journalisme sous l'Unité populaire, pour ne pas se laisser happer par les diagnostics de leur exception. Ainsi nous utilisons l'expression « d'identité journalistique » pour caractériser les récits partagés autour du journalisme chilien dans les années 1970.

Dans les nuances d'une presse partisane, le journalisme doit à nos yeux toujours répondre à l'exigence d'administrer le temps de l'actualité, c'est-à-dire les phénomènes, les événements et les tendances du réel sur lesquels travaillent les journalistes au quotidien, depuis des pratiques

---

<sup>737</sup> Sur l'approche structuro-fonctionnaliste de la sociologie des professions : Peter M. Blau & Richard W. Scott (1962), "Professional and Bureaucratic Orientation", *Formal Organizations*, San Francisco: Chandler, pp. 64-74; Rue Bucher & Anselm Strauss (1961), "Profession in process", *American Journal of Sociology*, vol.66, pp. 325-334 ; Robert K. Merton (1949), *op. cit.* ; Talcott Parsons (1968), *op. cit.*

<sup>738</sup> Pour une approximation du débat sur la profession journalistique, on peut lire : Lee B. Becker, Idowu A. Sobowale & Robin E. Cobby (1974), "Reporters and their Professional and Organizational Commitment", *Journalism Quarterly*, vol. 56, pp. 753-763 ; Guy de Bohere (1984), *Profession : journaliste – Etude sur la condition du journaliste en tant que travailleur*, Genève : Bureau international du travail ; Dominique Marchetti & Denis Ruellan (2001), *Devenir journalistes. Sociologie de l'entrée sur le marché du travail*, Paris : La Documentation Française ; Jean-François Lacan, Michael Palmer & Denis Ruellan (1994), *Les journalistes – stars, scribes, scribouillards*, Paris : Syros ; Arnaud Mercier (1994), « L'institutionnalisation de la profession de journaliste », *Hermès*, vol. 1, n°13-14, pp. 219-235 ; Denis Ruellan (1997), *Les « pro » du journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*, Rennes : PUR ; Denis Ruellan (2007), *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, Grenoble : PUG ; Dan Schiller (1979), « An Historical Approach to Objectivity and Professionalism in American News Reporting », *Journal of Communication*, vol. 29, n°4, Autumn 1979, pp. 46-57 ; Philip Schlesinger (1997), « Le chaînon manquant. Le professionnalisme et le public », *Sociologie de la communication*, vol. 1, n°1, pp. 689-713.

<sup>739</sup> Au Chili, Claudia Lagos (Université du Chili) et Claudia Mellado (Université Diego Portales) se posent cette question, au sujet du journalisme post-dictatorial. Voir notamment : Claudia Lagos & Claudia Mellado (2013), "Transformaciones y continuidades en los diarios nacionales chilenos en la posdictadura (1990-2011)", VIII° Congreso Internacional ULEPICC: Comunicación, Políticas e Industria: Procesos de digitalización y crisis, sus impactos en las políticas y la regulación, 10 al 12 de Julio de 2013 Universidad Nacional de Quilmes (Buenos Aires, Argentina), Eje temático: 6. Propiedad, grupos de comunicación y estructura de medios, disponible sur [http://www.academia.edu/4083648/Transformaciones\\_y\\_continuidades\\_en\\_los\\_diarios\\_nacionales\\_chilenos\\_en\\_la\\_posdictadura\\_1990-2011](http://www.academia.edu/4083648/Transformaciones_y_continuidades_en_los_diarios_nacionales_chilenos_en_la_posdictadura_1990-2011) (consulté le 4 mars 2014) ; Claudia Mellado (2009), "Periodismo en Latinoamérica: Revisión histórica y propuesta de un modelo de análisis", *Comunicar*, n°33, vol. XVII, pp. 193-201 ; Claudia Mellado (2010), "Análisis estructural de la investigación empírica sobre el periodista latinoamericano", *Comunicación y Sociedad*, Nueva época, n°13, enero-junio 2010, Universidad de Guadalajara (México), pp. 125-147 ; Claudia Mellado (2012), "The Chilean Journalist" In David Weaver & Lars Wilnat, *The Global Journalist in the 21st Century: News People Around the World*, New York: Routledge, pp. 382-412 ; Claudia Mellado (2013), "Professional Roles in News Content: Six Models of Journalistic Role Performance", Paper presented at the 63th Annual Conference of the International Communication Association, London, 17-21 of June of 2013 ; Claudia Mellado & María Luisa Humanes (2012), "Modeling Perceived Professional Autonomy in Chilean Journalism", *Journalism*, vol. 8, n°13, pp. 985-1003 ; Claudia Mellado & Claudia Lagos (2011), "Organizational and territorial cultures in Chilean Journalism", *Inovar*, vol.42, n°27, pp. 139-150 ; Claudia Mellado, Sonia V. Moreira, Claudia Lagos, María E Hernández (2012), "Comparing journalism Cultures in Latin America: The Case of Chile, Brazil and México", *The International Communication Gazette*, vol. 74, n°1, pp. 60-77 ; Claudia Mellado & Arjen Van Dalen (2013), "Between Rhetoric and Practice. Explaining the Gap between Role Conception and Performance in Journalism", *Journalism Studies*, pp. 1-20. Pour une étude pionnière sur la question au Chili: Dario Menneteau-Hora (1967), « Professionalism of Journalists in Santiago de Chile », *Journalism Quarterly*, vol. 44, n°4, Winter 1967, pp. 715-724.

particulières et partagées qui reflètent une position sociale, et l'image que s'en font les agents du journalisme. Cette posture particulière établit l'autorité du récit journalistique en imposant une série de techniques et de représentations partagées à ses agents, pratiques qui agissent dans la domestication quotidienne du temps de l'actualité. Orienter la question de l'autonomie sociale des journalistes depuis la conception partagée du temps de l'actualité (et de son contrôle) permet alors de ne pas tomber dans le piège des mythologies professionnelles.

L'hypothèse qui traverse ce chapitre est alors la suivante : malgré la crise sociopolitique de l'Unité populaire, la maîtrise du temps de l'actualité par le journalisme se fait de façon plus serrée du fait des processus et mécanismes de formation et de conformation aux pratiques journalistiques en vigueur au Chili depuis plusieurs décennies. L'enseignement et la socialisation au journalisme ont construit une identité articulée à la discipline de contrôle du temps de l'actualité qui ne disparaît pas sous l'Unité populaire. Au contraire, les journalistes auraient pris le risque de ne plus être socialement autonomes, s'ils l'avaient perdue. Le partage des techniques et des opérations d'agencement spatial et visuel du temps de l'actualité semble indiquer que les comportements journalistiques ont subi une normalisation qui n'est pas remise en question dans les pages des journaux en circulation durant l'Unité populaire.

La conformité des récits que livrent les agents de l'activité journalistique dans les entretiens doit alors être rapportée à la formation et la conformation des pratiques journalistiques, pour mieux comprendre comment fonctionnent, avant et pendant ces trois années agitées, les mécanismes d'uniformisation des pratiques mises en œuvre par les journalistes<sup>740</sup>. La normation des techniques architecturales de fabrication du journal identifiée au chapitre 3 laisse en effet penser qu'une socialisation journalistique a lieu : des rapports de force internes au milieu existent, avec leurs jeux de sanctions et d'autorité, leurs mécanismes d'attribution de ressources, leurs procédures de dressage, de corrections et de (re)redressement. Ces mécanismes d'inculcation des comportements et aptitudes journalistiques participent à la consolidation de normes partagées et certifiées conformes au rôle qu'accomplissent les journalistes durant cette période : le récit *a posteriori* participe alors à une « subjectivation par l'évidence »<sup>741</sup>. On voit donc poindre une

---

<sup>740</sup> Plusieurs journalistes interviewés mentionnent le fait qu'ils n'ont reçu leur diplôme qu'après le retour à la démocratie, soit en terminant leur formation (Ernesto Carmona), soit en faisant la demande du diplôme (Leonardo Cáceres). La reconnaissance institutionnelle du diplôme *a posteriori* est évoquée sous le registre de la récupération, ce qui souligne qu'elle est articulée à la bataille politique qui a déchiré le corps social chilien et qui est soumise à une action de neutralisation depuis le retour à la démocratie. Ces démarches de reconnaissance des formations suivies justifient un peu plus notre intérêt pour la formation au journalisme durant l'Unité populaire.

<sup>741</sup> Cilas Kemedjio (1994), *op. cit.*, p. 16.

normalisation de l'activité journalistique à partir de ces mécanismes de formation à des pratiques journalistiques, au sens de l'obligation de se « conformer à des normes de conduite »<sup>742</sup>.

Porter le regard vers la formation aux normes journalistiques permet de questionner l'assujettissement social des journalistes durant l'Unité populaire. Or ce processus de consolidation d'une identité journalistique et de conformation des pratiques qui lui sont adéquates est d'autant plus important à questionner qu'il est possible de trouver des témoignages qui laissent entendre, en creux, son impact indélébile sur les esprits et les attitudes des étudiants. Par exemple, dans un texte sur le journalisme durant la dictature, Guillermo Torres, journaliste à *La Nación* durant l'Unité populaire, explique comment sa formation l'a marqué. Enfermé dans le camp de concentration de Chacabuco, menacé de mort, le corps déformé par la torture et les conditions de vie propres à ce lieu de déshumanisation, le journaliste dit s'être remémoré les enseignements reçus à l'École de journalisme de l'Université du Chili :

« A aucun moment nous n'avons senti que notre vie de journaliste était terminée. Ce fut plutôt l'exercice entier de la profession. La dictature a tué des journalistes, pas le journalisme, toujours présent. Je me suis souvenu beaucoup de fois, en ces jours-là, du professeur Abelardo Clariana, quand il nous parlait des journaux qu'il faisait durant la guerre civile espagnole (pensez qu'il s'agit d'un événement d'il y a soixante ans !); c'était une des meilleures classes de l'École de Journalisme. Clariana m'apparaissait à Chacabuco; le sens professionnel qu'il nous a inculqué m'a beaucoup servi »<sup>743</sup>.

L'utilisation d'un nous collectif, qui réfère aux journalistes enfermés dans ce camp de concentration, mais qui peut aussi englober tous les journalistes détenus par le régime de Pinochet met bien en évidence le fort ancrage de l'identité journalistique dans l'esprit de Guillermo Torres. Le titre de l'interview dont est tiré l'extrait cité ci-dessus, ne laisse d'ailleurs pas de doute sur l'idée défendue par l'auteur : « La Dictature [*en majuscule dans le texte*] a tué des journalistes, pas le journalisme ». Après 1973, des agents ont été retirés à la communauté journalistique mais son esprit règne encore<sup>744</sup>. Et les enseignements reçus dans les écoles de

---

<sup>742</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>743</sup> « En ningún momento sentimos que estábamos acabados como periodistas. Más bien fue el ejercicio pleno de la profesión. La dictadura mató a periodistas, pero no al periodismo, siempre presente. Muchas veces recordé en aquellos días al profesor Abelardo Clariana, cuando nos hablaba de los diarios que hacía durante la guerra civil española (¡pensar que se trata de un suceso de hace sesenta años!); fueron de las mejores clases de la Escuela de Periodismo. Clariana se me aparecía en Chacabuco; me sirvió mucho el sentido profesional que nos inculcó » in Guillermo Torres Gaona & Virginia Vidal (1996), *op. cit.*

<sup>744</sup> Par l'expression « esprit du journalisme », nous filons la métaphore utilisée par Alice Wrona et Alexis Lévirer : « Tout ceci [*la matérialité du journal*] forme un système de contraintes, auxquelles « l'esprit » du journal doit se soumettre ; en d'autres termes, nous supposons qu'il existe une communauté de desseins entre les auteurs qui se revendiquent, plus ou moins explicitement, avec plus ou moins de fierté, de l'activité journalistique » in Alexis Lévirer & Alice Wrona (2013), *op. cit.*, p. 8.

journalisme ont participé à la survie du journalisme, par l'inculcation d'une manière d'être et de penser. C'est en tous cas la perception qu'en a le journaliste.

Afin de mieux cerner cette manière d'être, il faut revenir sur les objectifs comme les logiques sous-jacentes aux principaux processus de socialisation et de formation des agents du journalisme, que nous pourrions appeler une discipline journalistique. Dans les entretiens menés, plusieurs journalistes reviennent ainsi sur leur passage dans les écoles de journalisme. Luis Alberto Mansilla, qui y est entré en 1956<sup>745</sup>, Leonardo Cáceres (1958), Ernesto Carmona et Gustavo González (1966), Faride Zerán (1967), Juan Rojo de la Rosa (1968), Hernán Miranda (1969), ont tous suivi la formation de l'Université du Chili, ou au moins en partie (que ce soit avant d'exercer leur activité ou après leurs premières collaborations avec les rédactions chiliennes). De leur côté, María Olivia Monckeberg (1962), Marcia Scantlerbury (1968), Eduardo Santa Cruz (1968) et Felipe Pozo (1973) sont quatre ex-étudiants de l'École de journalisme de la *Pontificia Universidad Católica de Chile* (PUC) qui livrent un récit de leur formation au journalisme avant et pendant l'Unité populaire. D'autres témoins ont relaté le fonctionnement des écoles de journalisme depuis leur fonction de professeur : Juan Rojo de la Rosa et Gustavo González pour l'Université du Chili, et Guillermo Blanco à la PUC. Ces récits constituent un riche matériau qui permet de retracer les faisceaux d'une mémoire de la formation universitaire à l'activité journalistique au Chili, et de façon sous-jacente, des principes, valeurs et idéaux qui en constituent le socle.

Les archives des écoles de journalisme, et en particulier les programmes d'études de l'École de journalisme de l'Université du Chili (dits *mallas curriculares* au Chili)<sup>746</sup>, sont d'autre part un matériau qui permet de déterminer les objectifs et la logique d'apprentissage de ces formations. Ces deux sources ont aussi été complétées par les documents publiés en marge des anniversaires des écoles de journalisme (en 1993, 2003 et 2013 notamment) : discours, textes académiques (publiés dans la revue *Comunicación y Medios* dans le cas de l'École de journalisme de l'Université du Chili,<sup>747</sup>), textes institutionnels (les sites internet des écoles de l'Université de Concepción et de l'Université du Chili permettent d'accéder à ce matériel de commémoration de l'anniversaire

---

<sup>745</sup> "(...) Después ingresé a la Escuela de Derecho a estudiar Derecho... pero sólo pude seguir los estudios durante 2 años, 2 años... porque definitivamente no me entusiasmó el Derecho... Entonces ingresé a la Escuela de Periodismo, en...1956... y eso sí que me entusiasmó, eso sí...", entretien avec Luis Alberto Mansilla, éditorialiste à *El Siglo*, au "Café Haïti" de la rue Morandé, Santiago du Chili, 1<sup>er</sup> décembre 2008.

<sup>746</sup> L'accès à ces archives de l'Institut de communication et d'image de l'Université du Chili a été très largement facilité par Claudia Lagos Lira et Laureano Checa, enseignants-chercheurs à PICEI. Aidés de leurs équipes administratives, ils ont non seulement accepté de chercher ces documents, mais aussi de les scanner et de les transmettre. Nous les remercions chaleureusement de leur précieuse aide.

<sup>747</sup> Voir <http://www.comunicacionymedios.uchile.cl/>.

de la création de ces deux écoles, par exemple) ou encore enregistrement vidéo de la cérémonie de commémoration des soixante ans de l'École de journalisme de l'Université du Chili. Ces documents offrent la possibilité de mieux voir comment est construit *a posteriori* le récit de la formation universitaire au journalisme, comme les principes et les valeurs qu'il met en avant. Nous utilisons aussi le matériel législatif et juridique traitant des formations au journalisme et enfin des éléments de seconde main, à savoir des témoignages sur les écoles de journalisme inclus dans des textes universitaires et/ou littéraires que nous avons consultés au cours de notre enquête.

A partir de ce matériau, on peut repérer les mécanismes de dissémination des pratiques et des attitudes partagées, à partir des écoles de journalisme, comme des gestes et l'esprit journalistiques qui sont narrés sous le registre de l'évidence au fil des souvenirs des journalistes interrogés. La socialisation et la formation dont il est question se déploient à deux niveaux : sur les bancs des écoles de journalisme qui sont mises en place à partir de 1953 au Chili, mais aussi dans les rédactions à proprement parler, sous la forme d'une socialisation par les pairs. Parmi les journaux de gauche circulant durant l'Unité populaire, *El Siglo* et *Clarín* jouent un rôle très particulier : l'essentiel des journalistes y ont fait leurs classes et reconnaissent ces rédactions comme le lieu de leur conformation aux techniques, opérations et comportements journalistiques partagés. Le fonctionnement de ces rédactions assure l'apprentissage et l'acquisition des aptitudes et des attitudes proprement journalistiques par les nouveaux rédacteurs, à partir de « tout un ensemble de communications réglées (leçons, questions et réponses, ordres, exhortations, signes codés d'obéissance, marques différentielles de la « valeur » de chacun et de niveaux de savoir) et à travers toute une série de procédés de pouvoir (clôture, surveillance, récompense et punition, hiérarchie pyramidale) »<sup>748</sup>. Alors, pour circonscrire la discipline journalistique et la manière d'être qui lui correspond dans le Chili des années 1960 et 1970, il faut d'abord mettre en évidence l'émergence des écoles de journalisme et l'approche généraliste du journalisme qu'elle propose (I). Nous reviendrons ensuite sur l'enseignement des savoirs techniques qui fondent la spécificité des cursus en journalisme autour d'une pédagogie de l'actualité (II). Enfin, et pour ne pas surestimer l'influence des formations universitaires, il est nécessaire de prendre en compte les mécanismes de correction et de conformation des pratiques mises en œuvre par les pairs au sein des salles de rédactions (III). Ce chemin nous permet au moins d'atteindre trois objectifs : identifier les principes sur lesquels se fondent l'être journalistique durant l'Unité populaire à partir de la

---

<sup>748</sup> Michel Foucault (1994), « Le sujet et le pouvoir », *Dits et Ecrits*, Tome 2, texte n°306, Paris : Gallimard (coll. « Quarto »), p. 1053-1054.

transmission de savoirs et de savoir-faire qui lui sont propres ; observer la constitution et la consolidation d'une communauté journalistique ; asseoir un peu plus la perspective d'une analyse du journalisme depuis son rapport au temps de l'actualité. Tous ces éléments sont essentiels pour repérer les continuités de l'exercice du journalisme durant l'Unité populaire et éviter le piège d'une lecture paralysante de l'idéologisation des media.

## **I] L'émergence des formations universitaires en journalisme au Chili (1948-1973)**

S'intéresser au fonctionnement des écoles de journalisme chiliennes nous semble nécessaire, dans notre perspective, en leur raison de leur caractère récent : au-delà des salles de rédaction à proprement parler, elles sont depuis peu un lieu où sont opérationnalisés et légitimés les pratiques, les valeurs et les idéaux promus par le milieu journalistique chilien. Les processus de formation et de socialisation éduquent ainsi les journalistes, et les conduisent vers la mise en œuvre d'opérations de fabrication des journaux conformes aux principes de responsabilité sociale que s'auto-attribue ce qui devient peu à peu la communauté journalistique. C'est donc l'appartenance au milieu journalistique, et l'identification sous-jacente au métier de journaliste, qui pousse à sculpter les pratiques et les comportements adéquats à la tâche censée incomber aux journalistes dans la société chilienne.

Pourtant, il ne faut d'emblée pas surestimer l'impact de ces formations : elles sont trop récentes pour avoir un quelconque monopole sur les instances de socialisation, comme ses déterminants. D'ailleurs, durant l'Unité populaire, le journalisme est toujours situé à la confluence de deux voies de socialisation. Mais les débats au sein de cette communauté en consolidation font apparaître le conflit entre deux projets, la formation traditionnelle par les pairs et la formation académique. Ainsi, la mémoire que livrent les journalistes de leur travail durant l'Unité populaire fait état de leur insertion dans une communauté journalistique dont le caractère collectif passe par le récit des débats et de l'impact de l'ouverture des écoles de journalisme (A). Les pré-requis à l'exercice du journalisme semblent ensuite se dégager de l'organisation des premières formations universitaires à cette activité, que ce soit leurs réglementations approuvées par les programmes d'études (B) et le caractère généraliste de leur formation (C).

### *A) Elever le journalisme au rang universitaire*

Les premiers enseignements des écoles chiliennes de journalisme concrétisent la lutte d'un groupe de journalistes pour valider la spécificité de cette activité sociale par son processus d'autonomisation et dont il devient alors possible de sélectionner et systématiser les pratiques. De façon relativement classique, les vellétés de ce projet s'expriment officiellement lors de congrès et autres événements regroupant les agents en exercice<sup>749</sup>. Durant le Congrès national des journalistes de 1948, un groupe du Cercle des journalistes de Santiago propose de créer un cursus universitaire spécifique, afin d'enseigner les principes et les pratiques propres à cette activité. Ces intentions prennent ensuite corps lors du premier Congrès mondial des journalistes, qui a lieu en décembre 1952 à Santiago du Chili. A l'orée des années 1950, les pressions d'une poignée d'agents de l'activité journalistique se font donc de plus en plus fortes pour différencier cette activité sociale en institutionnalisant la conformation de techniques préétablies, selon les valeurs que s'auto-attribuent et veulent éssaimer ces journalistes.

La formation des journalistes est institutionnalisée au Chili à partir de 1953 par la mise en place de deux cursus universitaires à une semaine de décalage : l'Université de Concepción ouvre cette formation le 13 avril 1953, tandis que l'Université du Chili fait de même le 18 avril, à Santiago<sup>750</sup>. Le processus est ensuite imité à la *Pontificia Universidad Católica* de Santiago (PUC), qui finit par ouvrir son école de journalisme en 1961. Un quatrième cursus est lancé à l'Institut pédagogique de l'Université du Chili à Valparaíso en 1962, même s'il existait déjà depuis 1953 une licence en « sciences journalistiques ». Le processus se poursuit enfin le 15 mars 1967, avec

---

<sup>749</sup> Sur le cas français, voir Alain Chanel (2001), « La modernité de la formation au journalisme », *Communication et langages*, n°128, 2<sup>e</sup> trimestre 2001, p.82.

<sup>750</sup> Il est étonnant de voir à quel point le mythe de la fondation des écoles de journalismes au sein de l'Université du Chili est tenace. Lidia Baltra, journaliste diplômée de cette université déclare par exemple, lors des cérémonies des 60 ans de l'École de journalisme de l'Université du Chili : « Cuando yo ingresé era el único plantel educacional donde se podía aprenderlo. No había más. Al momento del golpe militar, 1973, la impartían cuatro de las seis universidades existentes, en todas se enseñaba gratuitamente para esta, la de la Universidad de Chile, fue la fundadora ». On peut aisément penser que l'intrication entre cette démarche et le projet de Collège des journalistes explique l'obscurité de cette fondation. Pour situer l'émergence de la formation universitaire au journalisme dans le contexte latino-américain – la première école de journalisme ayant été ouverte en 1908 à Columbia (USA), le cas chilien fait partie d'une deuxième vague, le Guatemala (1952), la République Dominicaine (1953), le Salvador (1954). D'après Doris Jiménez, une école de journalisme apparaît le 27 avril 1934 à La Plata en Argentine. Claudia Mellado situe la naissance des écoles de journalisme latino-américaine comme suit : Brésil (1937), Cuba (1942), Mexique (1943), Equateur, Colombie et Pérou (1945) et Venezuela (1947). Voir Doris Jiménez (1996), « Escuela de periodismo de la Universidad de Chile: fulgor y muerte de una quimera », in Ernesto Carmona, *Morir es la noticia*, Santiago de Chile: Ernesto Carmona Ed, disponible sur: <http://www.derechos.org/nizkor/chile/libros/reporter/capI03.html> (consulté le 12 octobre 2008); Claudia Mellado Ruiz (2010), « La influencia de CIESPAL en la formación del periodista latinoamericano. Una revisión crítica », *Estudios sobre el Mensaje Periodístico*, n°16, pp. 308.

L'ouverture de l'École de communication de l'Université catholique du Nord-Antofagasta, suite au décret n°13/1967<sup>751</sup>.

Cette vague de création d'écoles de journalisme participe du récit que font les journalistes sur la stabilisation et d'une consolidation des règles, techniques, opérations, principes et valeurs journalistiques, qui sont censés être inculqués depuis une quinzaine d'années lorsque Salvador Allende est élu président de la République chilienne. Nous prenons ici quelques précautions quant à l'effectivité de ces compétences et de ces capacités, en évoquant un récit qui suppose des valeurs, car nous avons bien en tête la facticité de ces représentations et leur utilisation stratégique par les journalistes, telles que les pointe du doigt Denis Ruellan<sup>752</sup>. Quoiqu'il en soit, en 1970, au moins cinq promotions de journalistes sont déjà sorties des rangs de ces écoles, et une sixième suit son cursus universitaire. Au fil du temps, les rédacteurs diplômés sont de plus en plus nombreux dans le système médiatique chilien et occupent des postes de plus en plus stratégiques. Selon Leonardo Cáceres, on trouve plusieurs futurs journalistes renommés parmi les étudiants avec lesquels il étudie à l'Université du Chili entre 1958 et 1961 :

« Alejandro Arellano, sous-directeur du journal *Clarín* ; Gabriela Mesa, ma femme, je l'ai connue à l'École de journalisme, elle était directrice de la revue *Paloma* jusqu'en 1973<sup>753</sup> ; Juan Capello, qui fait des relations publiques, et chef de communication de la Coca-Cola, Juan, c'était Juan au début, c'est devenu Johnny ; et... Osvaldo Rivera, qui a travaillé plusieurs années au journal *Última Hora*, un journal du soir, le journal des socialistes, disons... »<sup>754</sup>.

De son côté, María Olivia Monckeberg<sup>755</sup>, journaliste d'investigation<sup>756</sup>, prix national de journalisme 2009 et actuelle directrice de l'Institut de communication et d'images de l'Université

---

<sup>751</sup> Les premières années de cette école de journalisme sont chaotiques puisque son fonctionnement est suspendu le 27 novembre 1969 par le décret n°38/1969. L'école ré-ouvre le 16 mai 1970 avec l'entrée en vigueur du décret n°23/1970, qui laisse la possibilité aux étudiants de poursuivre leur cursus tandis que le recrutement se déroule désormais tous les deux ans.

<sup>752</sup> Denis Ruellan (1992), « Le professionnalisme du flou », *Réseaux*, vol. 10, n°51, pp. 25-37.

<sup>753</sup> *Paloma* est une revue publiée par la maison d'édition étatique *Quimantú* qui vise le public féminin.

<sup>754</sup> « Alejandro Arellano, subdirector del diario *Clarín*; Gabriela Mesa, mi mujer, yo la conocí en la Escuela de periodismo, era directora de la revista *Paloma* hasta el 73; Juan Cappello, relacionador público, jefe de comunicaciones de la Coca-Cola, Juan, era Juan al principio después se convirtió en Johnny; y... Osvaldo Rivera, que trabajó muchos años en el diario *Última Hora*, un vespertino, el diario de los socialistas, digamos... », entretien avec Leonardo Cáceres, à son domicile, Santiago du Chili, 25 mai 2010.

<sup>755</sup> Elle a notamment collaboré avec les revues *Debate Universitario* (PUC), puis durant la dictature du général Pinochet, avec *Ercilla*, *Hoy*, *Análisis*, ainsi qu'avec le journal *La Nación* durant la période dite de la « Transition démocratique ». D'un point de vue corporatiste, elle a longtemps siégé au Collège des journalistes chiliens comme conseillère nationale et membre de la direction nationale, notamment entre 1985 et 1990. Entre 1985 et 1988, elle est présidente de la Commission sur la liberté d'expression de cet organisme. En 1984, elle reçoit le prix international de journalisme Louis Lyon délivré chaque année par la Fondation Nieman de l'Université d'Harvard.



du Chili (ICEI)<sup>757</sup>, souligne que plusieurs journalistes chiliens connus et reconnus appartenaient à sa génération d'étudiants, à l'Université catholique : parmi eux, Patricia Verdugo, chargée des relations publiques de l'École militaire durant l'Unité populaire (UP), puis journaliste à *Ercilla*, *Hoy* ou encore *Apsi*, qui a reçu le Prix national de journalisme en 1997 ; Pilar Vergara, journaliste à *canal 13*, puis au *Mercurio* durant l'UP, et à *La Segunda* dont elle est directrice entre 2006 et 2011, et qui reçoit elle-aussi le Prix national de journalisme (1993) ; Juan Pablo Cárdenas Squella, journaliste et fondateur de la revue *Debate Universitario* (PUC, 1971) durant l'Unité populaire, puis d'*Análisis*, actuellement directeur de la *Radio Universidad de Chile* et récompensé par le Prix national de journalisme en 2005 ; Marcia Scantlebury, journaliste du *canal 13* durant l'Unité populaire et chargée du projet de Musée de la mémoire et des droits de l'homme de Santiago du Chili par la présidente Michelle Bachelet en 2006<sup>758</sup> ; Eduardo Santa Cruz, ancien journaliste et historien des médias actuellement en poste à l'ICEI.

Dans un entretien, ce dernier évoque Sergio Risenbel, María Salis, María Angélica Bulnes, Vicente Pérez, Eduardo Cheño ou María Teresa Serrano, « tous de grandes plumes »<sup>759</sup>. Sans but d'exhaustivité (il n'a malheureusement pas été possible d'avoir accès aux listes des promotions en journalisme pour la période 1953-1973), ces quelques témoignages permettent de se rendre compte que les écoles de journalisme ont pris une place croissante dans le paysage journalistique chilien au moment de l'arrivée de l'Unité populaire au pouvoir, et ont marqué une bonne partie de cette génération de journalistes qui débute son activité à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Elle regroupe une génération « dorée » faite de journalistes qui ont manifestement laissé une trace dans l'histoire de ce métier au Chili. D'autant que la détention d'un titre universitaire n'est pas encore une condition légale à l'exercice du journalisme, comme ce sera le

---

<sup>756</sup> Voir, entre autres et par ordre chronologique : María Olivia Monckeberg, María Eugenia Camus & Pamela Jiles (1986), *Crimen bajo Estado de Sitio*, Santiago de Chile: Editorial Emisión; María Olivia Monckeberg (2001), *El saqueo de los grupos económicos al Estado de Chile*, Santiago de Chile: Ediciones B; María Olivia Monckeberg (2003), *El Imperio del Opus Dei en Chile*, Santiago de Chile: Ediciones B; María Olivia Monckeberg (2007), *El negocio de las universidades en Chile*, Santiago de Chile: Ediciones B; María Olivia Monckeberg (2009), *Los magnates de la prensa*, Santiago de Chile: Ediciones B; María Olivia Monckeberg (2011), *Karadima: el señor de los Infernos*, Santiago de Chile: Ediciones B; María Olivia Monckeberg (2013), *Con fines de lucro. La escandalosa historia de las universidades privadas de Chile*, Santiago de Chile: Debate.

<sup>757</sup> Institution héritière de l'École de journalisme de l'Université du Chili. María Olivia Monckeberg s'est vu confier un premier mandat en 2010 et a gagné les élections de 2014 qui l'opposaient à la liste de Faride Zerán, journaliste déjà présentée dans cette thèse, et qui avait assuré la fonction de direction durant les deux mandats précédant la prise de fonction de María Olivia Monckeberg.

<sup>758</sup> Cette journaliste a multiplié les collaborations médiatiques et éditoriales, ce qui explique que sa trajectoire ne soit pas plus détaillée ici.

<sup>759</sup> Entretien avec Eduardo Santa Cruz, à l'ICEI, le 24 mai 2010.

cas après la loi sur la liberté d'opinion et d'information et l'exercice du journalisme du 9 juillet 1993<sup>760</sup>.

Dans l'histoire des formations chiliennes en journalisme, il semble que l'école de l'Université du Chili occupe une place mémorielle très particulière. Inaugurée le samedi 18 avril 1953, sous le gouvernement du général Ibáñez del Campo, l'Ecole de journalisme de l'Université du Chili<sup>761</sup> est un projet porté par un petit groupe de journalistes chiliens, les mêmes qui s'affairent par ailleurs à formaliser une instance corporative à l'échelle du Chili (et non plus simplement de Santiago, avec le *Círculo de periodistas de Santiago*) : Juan Emilio Pacull (premier président du *Colegio de periodistas de Chile*), Ernesto Montenegro Nieto (premier directeur de l'Ecole de journalisme de l'Université du Chili), Santiago del Campo (son successeur), Ramón Cortéz Ponce (directeur de l'Ecole de journalisme de l'Université du Chili jusqu'en 1962 et auteur du premier manuel chilien de journalisme<sup>762</sup>) ou Mauricio Amster (professeur de techniques graphiques et figure centrale du graphisme et de la typographie au Chili depuis son arrivée en 1939). Une fois les deux institutions en fonctionnement, ce groupe de journalistes cumule, de façon classique, des postes clés dans chacun des organigrammes.

Reste ici en suspens la question de la volonté de ces journalistes de proposer une formation universitaire en journalisme à ce moment-là de l'histoire chilienne. Certes, les analyses historiques dessinent, sur le temps long, une industrialisation du secteur, une formalisation des journaux et du journalisme et la sédimentation correspondante de pratiques répétées qui deviennent, par là même, possibles à systématiser et à enseigner<sup>763</sup> : pourquoi Juan Emilio Pacull et consorts réclament-ils, dans les années 1940, une reconnaissance institutionnelle et une autonomisation de l'activité journalistique ? Quel événement ou quels faisceaux d'événements changent le cours de l'histoire du journalisme et conduisent à la mise en place d'une formation universitaire reconnue en la matière ?

---

<sup>760</sup> Il n'est donc théoriquement plus possible de devenir journaliste en se formant uniquement sur le tas à partir de cette loi. Au sujet des règles d'affiliation à un organisme corporatiste de journalistes et de détention d'un titre universitaire en journalisme dans les systèmes médiatiques latino-américains, voir Ricardo E. Trotti (1994), "Título en periodismo y colegiación: exigencias en declinación", *Estudios públicos*, n°53, pp. 289-303, disponible sur [http://www.cepchile.cl/1\\_1206/doc/titulo\\_en\\_periodismo\\_y\\_colegiacion\\_exigencias\\_en\\_declinacion.html#.UpTuy\\_eLDtQY](http://www.cepchile.cl/1_1206/doc/titulo_en_periodismo_y_colegiacion_exigencias_en_declinacion.html#.UpTuy_eLDtQY) (consulté le 6 février 2009).

<sup>761</sup> Le premier bâtiment de l'Ecole de journalisme de l'Université du Chili se situe au numéro 243 de la rue San Antonio en plein centre de Santiago, à quelques *cuadras* de la Bibliothèque nationale (plus au sud) et de la Plaza de Armas (au nord-ouest).

<sup>762</sup> Ramón Cortéz Ponce (1962), *Introducción al periodismo*, Santiago de Chile: Ediciones Universitaria.

<sup>763</sup> Carlos Ossandón Buljevic (2002), *op. cit.*; Carlos Ossandón Buljevic (2003), *op. cit.*; Carlos Ossandón Buljevic & Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*; Eduardo Santa Cruz (1988), *op. cit.*

Récompensée par le Prix national de journalisme chilien en 2007, professeure à l'ICEI et étudiante en journalisme jusqu'en 1972, Faride Zerán apporte une réponse sous la forme d'une représentation mythique des motivations des instigateurs de la reconnaissance universitaire du journalisme. Elle explique :

« Non, l'École de journalisme a été créée, attends... Les journalistes qui avaient une vocation, une passion, se sont rendus compte, Montenegro, Pacull et d'autres gens qui étaient des journalistes renommés ont perçu qu'effectivement, pour le travail journalistique, il fallait une formation plus rigoureuse. Donc ils ont poussé à la création de la première école de journalisme au Chili, universitaire, et une fois impulsée et créée cette formation, elle a fait partie de l'Université du Chili »<sup>764</sup>.

La formation universitaire au journalisme naît donc, selon l'ancienne reportrice de la revue *Chile Hoy*, du besoin, évalué par les journalistes porteurs du projet, d'apporter de la systématicité aux pratiques partagées par les journalistes et mises en œuvre quotidiennement. La justification de l'ambition universitaire du journalisme se situe, selon Faride Zerán, dans la perception que Juan Emilio Pacull et Ernesto Montenegro Nieto ont de cette nécessité. Mais, au-delà de cette qualité de discernement, l'ancienne directrice de l'ICEI ne donne pas plus d'explication. Outre la charge admirative que la professeure de journalisme place dans sa manière d'évoquer les inspireurs et promoteurs de la formation universitaire au journalisme, les références à la « vocation » et la « passion » font aussi office de marqueurs d'un écart entre les anciennes générations de journalistes et celles qui ont une approche universitaire de leur activité.

Cette frontière entre une vieille garde et une nouvelle génération de journalistes constitue une rupture dans l'histoire du journalisme chilien. Le projet chilien de formation universitaire au journalisme marque en effet le passage d'une conception instinctive de cette activité (*olfato periodístico* en castillan, littéralement l'odorat journalistique) à la configuration d'une série d'opérations et de techniques qui peuvent être appliquées dans n'importe quel contexte et/ou dans n'importe quel titre. On peut résumer les termes de ce débat selon l'opposition suivante : d'après la première conception, on naît journaliste ; tandis que dans la seconde, on le devient<sup>765</sup>. Sur ces bases conflictuelles, l'initiative affronte d'ailleurs une controverse qui secoue le microcosme journalistique chilien du début des années 1950. On retrouve ici un affrontement

---

<sup>764</sup> « (...) No, la Escuela de periodismo se fue creada, a ver... Los periodistas que eran de vocación, de pasión, se dieron cuenta, Montenegro, Pacull y otra gente que era periodista connotado percibieron que efectivamente para el quehacer periodístico se necesitaba una formación más rigurosa. Entonces, ellos impusieron la creación de la primera escuela de periodismo en Chile, universitaria, y una vez impulsada y creada esta formación, pasó a hacer parte de la Universidad de Chile », entretien avec Faride Zerán, directrice de l'Institut de communication et d'image, sur son lieu de travail (ICEI), Santiago du Chili, le 28 avril 2013.

<sup>765</sup> C'est un débat extrêmement vif dans le milieu journalistique comme dans ses analyses universitaires. Voir Darío Menanteau-Horta (1967), *op. cit.*, p. 715.

entre différentes options relativement classiques dans l'histoire du journalisme à l'échelle mondiale, comme le montrent les conflits qui suivent la création d'une école de journalisme à la faculté catholique de Lille en 1924 : certains défendent la formation par l'expérience, d'autres un enseignement exclusivement technique, les derniers une formation générale et intellectuelle<sup>766</sup>.

Face à l'officialisation des prétentions universitaires, une partie des journalistes de la presse chilienne dénonce la volonté de systématisation de l'activité journalistique en soulignant que les critères déterminant le « bon » journaliste sont naturels et renvoient au style et à l'instinct journalistiques. En réponse aux détracteurs, Ernesto Montenegro Nieto, un des promoteurs du projet, défend l'initiative dans les pages de *Las Últimas Noticias* du 31 août 1953, en dénonçant une forme de darwinisme professionnel de la part de ses illustres collègues :

« (...) Certains vieux professionnels disent que l'idée de transformer en journalistes tous ceux qui aspirent à le devenir est absurde, car le bon journaliste est celui qui s'est formé dans la libre concurrence, par le processus salutaire d'élimination des incapables (...). Une école universitaire a d'autres objectifs. Dans une telle école on peut affiner l'instrument capital du journaliste, qui est la plume ; ou pour parler avec une plus grande justesse de sa capacité, la précision et l'efficacité que doit avoir le style journalistique. Il n'y a pas d'exagération à dire que la moitié du vocabulaire est d'usage incorrect et l'autre moitié complètement inutile... »<sup>767</sup>.

A travers ces quelques lignes de défense de la formation universitaire au journalisme, Ernesto Montenegro Nieto présente aussi l'objectif de ce projet, consistant à réguler l'exercice du journalisme et à ne plus l'encadrer par une régulation juridique, qui prend ici les traits de la « libre concurrence ». Il s'agit de sélectionner les pratiques journalistiques légitimes, c'est-à-dire d'en éliminer certaines techniques considérées dès lors comme de mauvaises habitudes, et de consacrer les pratiques jugées adéquates et conformes aux valeurs et idéaux journalistiques. Face à une conception naturelle du journalisme, les défenseurs d'une organisation corporative de l'activité journalistique affirment la nécessité de normaliser les pratiques mises en œuvre, c'est-à-dire de fixer les procédés et les séquences appropriés à la fabrication d'un journal en régulant la transmission des savoirs et des pratiques par un enseignement du journalisme. L'émergence d'une formation universitaire au Chili procède donc d'une codification des pratiques et des critères nécessaires aux journalistes pour entrer dans le système médiatique.

---

<sup>766</sup> Sur ce sujet, voir Denis Ruellan (1992), *op. cit.*

<sup>767</sup> « (...) Algunos viejos profesionales dicen que la idea de convertir en periodistas a todos los que aspiren a serlo es absurda, pues el buen periodista es el que se ha formado en la libre competencia, por el saludable proceso de eliminación de los incapaces (...). Una escuela universitaria tiene otros objetivos. En tal escuela se puede afinar el instrumento capital del periodista, que es la pluma; o para hablar con mayor propiedad de su capacidad, la precisión y eficacia que debe tener el estilo periodístico. No hay exageración en decir que la mitad del vocabulario es de uso incorrecto y la otra mitad enteramente innecesarias... » cité dans Doris Jiménez (1996), *op. cit.*

Dans cette controverse, le projet du Collège des journalistes chiliens obtient le soutien du recteur de l'Université du Chili, Juvenal Hernández, qui favorise la mise en place de cours d'été en journalisme et crée une commission de réflexion dirigée par Ricardo Latcham<sup>768</sup>, puis l'appui du ministre de l'Éducation de l'époque, Juan Gómez Millas<sup>769</sup>. D'un point de vue financier, la formation universitaire est soutenue par la fiscalité chilienne. La Commission de législation et de justice de la Chambre des députés décide d'attribuer une aide financière de 4 millions de pesos de l'époque, destinée d'après Sergio Contardo Egaña, le directeur de l'École en 2000, à sa création et à son fonctionnement<sup>770</sup>. Le mercredi 28 mai 1952, l'article 212 de la loi n°10 343<sup>771</sup> stipule la création de l'École de journalisme de l'Université du Chili : « Article 212°- Autorise le Trésor général de la République à remettre à l'Université du Chili la quantité de quatre millions de pesos (\$ 4 000 000), que celle-ci destinera à la création et au fonctionnement de l'École de journalisme »<sup>772</sup>. Elle ouvre ses portes aux étudiants le lundi 20 avril 1953.

D'abord rattachée à la Faculté de philosophie et d'éducation, l'École de journalisme de l'Université du Chili est transférée en 1956 sous l'autorité de l'École d'économie et s'installe rue Los Aromos (dans le quartier de Nuñoa), à côté du *Pedagógico*, l'équivalent chilien de l'École normale. La construction d'un bâtiment de 1800 m<sup>2</sup>, capable de recevoir 120 élèves, est prise en charge par la Société constructrice d'établissements scolaires (*Sociedad constructora de establecimientos educacionales*) sous la supervision de l'architecte Jorge Costaval. Ce chantier reçoit l'aide financière de la Vénézuélienne Clara Rosa Otero, représentante de la Fondation Henrique Otero Vizcarrondo<sup>773</sup> qui donne 16 millions de pesos, soit le tiers du coût total de la construction de l'édifice. La première pierre de ce bâtiment, dans laquelle a été encastré un tube en bronze

---

<sup>768</sup> Sur cet épisode, voir Rolando Mellafe, Antonia Rebolledo & Mario Cárdenas (1992), *Historia de la Universidad de Chile*, Santiago de Chile: Ediciones de la Universidad de Chile, p. 175.

<sup>769</sup> Qui a donné son nom à l'actuel campus des sciences sociales et humaines de l'Université du Chili, où se trouve l'Institut de communication et d'image (ICEI), situé dans le quartier de Nuñoa (au sud-est du centre historique de la capitale chilienne). Juan Gómez Millas a été recteur de l'Université du Chili à la suite de Juvenal Fernández, entre 1953 et 1963.

<sup>770</sup> La conversion à l'euro actuel n'a pas vraiment d'intérêt du fait des dévaluations et réévaluations des deux monnaies. Pour cette raison, aucune estimation n'est avancée. Voir Sergio Contardo Egaña (2000), "Comunicación y Medios: 2000", *Comunicación y Medios*, n°12 "Periodismo y transición", Editorial, p. 1.

<sup>771</sup> Il y a ici un conflit entre le numéro de la loi évoqué dans le texte de Doris Jiménez sur l'École de journalisme de l'Université du Chili et les archives de la Bibliothèque du congrès national. Doris Jiménez fait référence à la loi 10 345 tandis que le fameux article 212 sur le crédit accordé à l'Université du Chili pour ouvrir un cursus en journalisme apparaît dans la loi n°10 343. Voir <http://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=26361&tipoVersion=0> (consulté le 18 septembre 2013).

<sup>772</sup> Ley 10.343 "modifica la escala de grados y sueldos establecidos en la ley numero 9.311, fija disposiciones sobre jubilaciones, pensiones y montepíos y adopta medidas tributarias", propuesta por el Ministerio de Hacienda a la aprobación del Congreso Nacional el 28 de mayo de 1952, <http://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=26361&tipoVersion=0> (consulté le 18 septembre 2013).

<sup>773</sup> Du nom de son père, journaliste à *El Nacional de Caracas* (Vénézuéla).

contenant une copie de l'acte constitutif de l'école<sup>774</sup>, est posée le 26 avril 1954. Leonardo Cáceres décrit le nouveau bâtiment, qu'il a découvert en 1958 lors de son inscription à l'école de journalisme, en utilisant le registre de la modernité :

« Nous avons un local, une maison, je ne sais pas si tu la connais toi, située où est l'Institut pédagogique aujourd'hui, non ! L'Université qui s'appelle 'de pédagogie' sur la rue Macul : elle est très proche d'où... On arrivait, par derrière, par la rue Los Aromos, dans une maison très moderne, très jolie, très de son époque, qui avait été financée par Clara Rosa Otero, la Vénézuélienne. Et donc c'étaient les classes avec...des pupitres très inconfortables, mais bon des pupitres individuels et des baies vitrées, voilà (...) Il y avait même un laboratoire de photographie »<sup>775</sup>.

Au-delà du processus de législation à proprement parler, le projet chilien d'école de journalisme associe les journalistes défendant la constitution d'organismes corporatifs avec certains universitaires qui obtiennent finalement un appui de l'Etat chilien à travers l'attribution d'une aide financière à la création et au fonctionnement de l'Ecole de journalisme de l'Université du Chili. L'émergence des organismes corporatistes et des formations universitaires au journalisme se fait donc dans un même mouvement<sup>776</sup>, qui laisse penser que l'enjeu de l'institutionnalisation d'un cursus académique en journalisme réside dans la reconnaissance d'une « communauté de desseins »<sup>777</sup>, avec des règles et des valeurs propres qui définissent la figure du « bon journaliste ». Avec l'instauration des écoles, les pratiques et principes journalistiques deviennent possibles à étudier et à systématiser, ce qui constitue le journalisme en activité sociale autonome, que ce soit par la légitimation de ses pratiques (dans un sens durkheimien) comme par la fermeture de ce segment professionnel (pour reprendre un vocabulaire wébérien). Il s'agit, en creux, de fixer préalablement à l'exercice du journalisme une norme prescriptive qui permette de faire le tri entre les « bonnes » pratiques journalistiques (ou, pour le dire sous l'angle d'une pragmatique de l'actualité, les pratiques journalistiques adéquates et efficaces) et celles qui ne relèvent pas de cette activité. Reste à creuser cette hypothèse et à savoir quelles sont les normes consacrées, sur quels critères elles sont reconnues conformes et comment elles sont enseignées. Mais avant cela, il est nécessaire de faire une rapide présentation de la réglementation des

---

<sup>774</sup> Voir Doris Jiménez (1996), *op. cit.*

<sup>775</sup> «Nosotros teníamos un local, una casa, que no sé si la conoces tú, que está donde está hoy el Instituto pedagógico, ¡no! La Universidad que se llama 'de pedagogía' en la calle Macul: es muy cerca de donde... Por la parte de atrás, por la calle Los Aromos, se llegaba a una casa muy moderna, muy bonita, muy de ese tiempo, que había sido financiada por Clara Rosa Otero, la Venezolana. Y entonces eran las clases con...pupitres muy incómodos, pero buenos pupitres individuales, con ventanales, eso (...) Hasta había un taller de fotografía», entretien avec Leonardo Cáceres, ancien étudiant de l'Ecole de journalisme de l'Université du Chili, à son domicile, Santiago du Chili, le 25 mai 2010.

<sup>776</sup> Le Collège des journalistes du Chili est toutefois postérieur aux écoles de journalisme, puisqu'il date de 1956. Nous y revenons de façon extensive dans le chapitre 5.

<sup>777</sup> Alexis Lévrier & Alice Wrona (2013), *op. cit.*, p. 8.

formations au journalisme, en considérant spécifiquement le cas de l'Université du Chili (les archives des autres formations n'ont pas pu être recueillies).

### *B) La réglementation de l'École de journalisme de l'Université du Chili*

Le détail de tous les programmes d'études (*mallas curriculares*) de l'École de journalisme de l'Université du Chili permet aussi de se rendre compte de la manière dont est envisagé l'enseignement du journalisme au Chili durant les vingt premières années des écoles de journalisme (1953-1973). Administrativement, ces programmes d'études correspondent à des décrets universitaires signés par le recteur de l'Université du Chili sur proposition du doyen de la faculté dont dépendent l'école de journalisme et le Conseil universitaire de l'Université. Durant ces vingt années, 7 décrets universitaires concernant l'école de journalisme ont été approuvés par les instances de l'Université du Chili. Quatre d'entre eux en réglementent les conditions d'accès, les objectifs et le fonctionnement (les décrets de 1954, 1959 et 1961). Les 4 autres déterminent les programmes d'études universitaires en journalisme (en 1952, 1958, 1962 et 1964) et seront traités plus loin dans le texte.

Le premier décret universitaire sur l'École de journalisme de l'Université du Chili est approuvé par Juvenal Hernández le 30 décembre 1952 (décret n°3 580). Son article premier définit les conditions d'accès de la première génération d'étudiants de l'école (**Annexe 3**). A ces fins, il leur est simplement demandé de présenter leur diplôme de bachelier en Humanités, peu importe leur spécialité. Toutefois, et compte-tenu de l'origine sociale des lycéens chiliens qui ont accès à l'université dans les années 1950, il est assez facile d'imaginer des promotions homogènes, d'un point de vue socioculturel<sup>778</sup>. D'autant que l'accès élitiste et géographiquement concentré à l'Université (les classes aisées de Santiago du Chili essentiellement) se superpose à un paysage médiatique lui-aussi principalement implanté dans la capitale chilienne. Ces conditions d'accès sont réaffirmées un peu plus d'un an après l'ouverture de la formation, par l'article 2 du décret universitaire n°1 823 signé par Juan Gómez Millas, le nouveau recteur de l'Université du Chili (**Annexe 4**). Le processus de recrutement est toutefois rigidifié, puisque la détention du bac en Humanités donne le seul droit de se présenter à un examen d'admission, même si les critères de

---

<sup>778</sup> Dans son étude largement inspirée des travaux de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, José Joaquín Brunner calcule qu'en 1966, 58,3% des étudiants des universités chiliennes proviennent des classes aisées et des classes moyennes supérieures. Voir José Joaquín Brunner (1981), "La Universidad Católica de Chile y la Cultura Nacional en los años 60. El Tradicionalismo Católico y el Movimiento Estudiantil", in José Joaquín Brunner & Carlos Catalán, *Cinco Estudios sobre Cultura y Sociedad*, Santiago de Chile: FLACSO.

sélection restent flous puisqu'il est simplement stipulé qu' « un examen d'admission [...] aura pour objet de déterminer les conditions spéciales des postulants au cursus en journalisme »<sup>779</sup>. L'élaboration d'une sélection sur la base d'un concours ne peut tendre, dans ce contexte, qu'à une accentuation de l'homogénéisation du profil socioculturel des admis.

Par ce texte, les autorités universitaires déterminent aussi administrativement les objectifs de l'école, le fonctionnement de ses études, la validation des différents enseignements, la Commission d'enseignement et enfin des dispositions générales. L'école de journalisme délivre le diplôme universitaire de journalisme (article 3) et, à ces fins, elle doit « former des professionnels qui par leur préparation générale, leurs connaissances techniques et leur sens de la responsabilité, sont habilités à servir le progrès de la presse et les plus hauts intérêts de la communauté »<sup>780</sup>. Ce premier point de l'article 1 détermine donc les critères du « bon journaliste » : une formation intellectuelle généraliste, des connaissances techniques et une responsabilité sociale du fait de la massification de la presse et de son impact sur l'intérêt général de la société chilienne. La formation chilienne au journalisme est donc instituée à partir du présupposé selon lequel l'activité journalistique a des effets sur l'ordre social et politique (effets jamais vraiment caractérisés). C'est aussi sur ces bases que le décret universitaire n°1823 indique la nécessité pour l'école de journalisme de « collaborer avec les organes de publicité, avec l'intention de maintenir les meilleures normes du journalisme, de répandre les activités culturelles et de collaborer constamment avec les institutions et groupes analogues » (article 1, b)<sup>781</sup>. Ce second objectif inscrit la responsabilité sociale du journalisme dans son rapport à la publicité et par son caractère culturel. Enfin, les progrès du journalisme auxquels doivent participer les écoles de journalisme semblent être visés par un travail de mise en réseau des écoles de journalisme chiliennes et de leurs relations avec des établissements de même nature au niveau international (article 1, c).

Afin de vérifier le respect de ces réquisits généraux dans l'exercice du journalisme, le décret universitaire n°1 823 expose les conditions d'examen qui sont appliquées par les professeurs à l'issue de leurs enseignements. Ainsi, chaque matière est obligatoirement l'objet de deux épreuves

---

<sup>779</sup> « (...) un examen de admisión que tendrá por objeto determinar las condiciones especiales de los postulantes para la carrera periodística », artículo 2, decreto universitario N°1 823, 14 de junio de 1954.

<sup>780</sup> «a) Formar profesionales que por su preparación general, sus conocimientos técnicos y su sentido de la responsabilidad estén capacitados para servir al progreso de la prensa y a los más altos intereses de la comunidad », artículo 1, decreto universitario N°1 823, 14 de junio de 1954.

<sup>781</sup> «b) Colaborar con los diversos órganos de publicidad con miras al mantenimiento de las mejores normas del periodismo, a la expansión de las actividades culturales y a una constante colaboración con instituciones y grupos afines », artículo 1, decreto universitario N°1 823, *op.cit.*



écrites (article 7)<sup>782</sup> sans pour autant restreindre l'évaluation à ces deux examens (le texte précise par exemple que le professeur garde le droit de mettre en place des interrogations orales). Les examens sont tenus d'être programmés dans les 15 derniers jours du semestre, avec une possibilité de rattrapage durant la première semaine du semestre suivant (voir **Annexe 4**). Selon le texte, ces examens doivent être évalués sur une échelle de notation qui va de 1 à 7, la note de 4 constituant le seuil qui détermine la validation de l'enseignement. Ces conditions d'évaluation et le contenu de la matière enseignée doivent enfin être présentés par chaque professeur au début des enseignements, sous la forme d'un contrat pédagogique qui précise que la présence obligatoire, pour les étudiants, est de 75% des heures enseignées.

Selon le décret universitaire n°2 234 du 8 avril 1959, la validation du diplôme est d'une part conditionnée par une période de stage et d'autre part par l'approbation d'un mémoire « sur un problème en relation avec n'importe quelle branche du programme d'études »<sup>783</sup>, soutenu devant un jury de trois personnes (dont le directeur de mémoire). Les matières sur lesquelles peut porter le travail de mémoire sont toutefois précisées par le décret n°3 454 du 16 mai 1961 : Introduction au journalisme, Journalisme informatif, Technique graphique, Rédaction journalistique, Opinion publique, Journalisme audiovisuel, Histoire du journalisme, Journalisme photographique, Journalisme comparé et éditorial, Publicité, Relations publiques, Législation et éthique journalistique (article 1). Le mémoire du *cursum* en journalisme est donc officiellement contraint, à partir de 1961, de porter sur une des matières techniques de la formation, celles qui font sa spécificité, et donc la particularité de la fonction sociale de journaliste.

A partir du décret du 8 avril 1959, l'obtention du titre universitaire en journalisme est d'autre part soumise à un examen dont la procédure dénote de la collégialité des critères de validation de la formation. Cette épreuve doit, selon ce décret, être présentée devant une commission qui regroupe le doyen de la faculté, son secrétaire général, le directeur de mémoire, un professeur de techniques journalistiques et un professeur d'une matière plus généraliste. Cet examen oral est l'occasion de vérifier le processus d'écriture du mémoire (l'étudiant doit s'expliquer sur le thème

---

<sup>782</sup> «Durante cada semestre, se calificará el trabajo de los alumnos en cada ramo mediante dos pruebas escritas que se realizarán en fechas fijadas por el profesor respectivo oyendo a sus alumnos, sin perjuicio de otras formas de control, como ser interrogaciones orales que decida el profesor, sobre lecturas, trabajo personal, etc., del estudiante», artículo 7, decreto universitario N°1823, *op.cit.*

<sup>783</sup> «Haber obtenido la aprobación de la memoria sobre un problema relacionado con cualquier ramo del Plan de Estudios. El postulante podrá elegir el tema de su memoria que deberá previamente ser autorizado por el Director de la Escuela y ser patrocinada y dirigida por un profesor titular de ella. La memoria será examinada y calificada por tres profesores designados por el Decano, uno de los cuales será patrocinante. La calificación de la memoria será comunicada a la Facultad dentro de los treinta días transcurridos desde la fecha de entrega de la memoria», artículo 1, decreto universitario N°2 234, 8 de abril de 1959.

choisi, les sources consultées, les conclusions et la méthodologie employée) et l'acquisition de savoirs au cours de la formation, sur deux matières en particulier (une de nature « journalistico-pratique », l'autre ayant trait aux matières plus généralistes)<sup>784</sup>. L'examen final est toutefois réformé en 1961. Le décret n°3 454 garde la première partie de l'examen (présentation du mémoire) mais abroge sa seconde partie, pour mettre en place « une épreuve écrite de caractère journalistique qui consistera en la rédaction d'une information d'actualité nationale ou internationale »<sup>785</sup>, sur un sujet tiré au sort par l'étudiant lors de son passage devant la Commission d'examen final.

Cette description des différents décrets universitaires sur la réglementation des études en journalisme laisse entrevoir plusieurs indices de la volonté d'autonomisation du milieu journalistique avec la mise en place d'une formation universitaire. Tout d'abord, la réglementation se rigidifie au fil des changements introduits par ces décrets. Les conditions d'entrée se structurent par exemple autour d'une admission à partir de 1954. Les épreuves et les critères qui valident l'acquisition des savoirs et savoir-faire journalistiques se formalisent eux-aussi : au-delà des notes attribuées par les professeurs dans chaque matière, de la validation d'un stage dans une entreprise médiatique ou une agence d'information et de la soutenance d'un mémoire de fin d'études, les étudiants en journalisme doivent, à partir de 1959, passer un examen final pour obtenir leur diplôme. Cette épreuve se déroule devant une commission qui associe responsables universitaires et professeurs, eux-mêmes souvent journalistes. Il y a donc une forme de régulation proprement universitaire, mais aussi communautaire, de l'accès au milieu journalistique, à partir de la remise du diplôme en journalisme. Enfin, les critères autour desquels s'ancre l'organisation de la formation convergent vers l'acquisition de savoirs et de savoir-faire journalistiques, mais aussi sur la responsabilité sociale supposée des journalistes dans le fonctionnement et le développement de la société chilienne : la fonction qu'occupent les journalistes chiliens, du fait de ses effets sur le corps social chilien, leur attribue des obligations (jamais définies dans les décrets universitaires) qui s'incarnent dans leurs connaissances et habiletés pratiques, mais aussi dans une formation intellectuelle qui alimente la culture générale des étudiants. Ce contenu doit désormais

---

<sup>784</sup> “Ser aprobado en un examen de grado que se rendirá ante una comisión presidida por el Decano e integrada por el Secretario de la Facultad, por el Profesor patrocinante de la memoria y dos profesores que serán designados por sorteo de entre los siguientes ramos: uno de carácter periodístico-práctico y el otro de entre los de cultura humanística. EL examen versará sobre las siguientes materias: 1.- El tema de la memoria sus fuentes, sus conclusiones y método empleado en su preparación; 2.- Dos ramos del plan de estudios regular, uno será determinado por sorteo, con quince días de anticipación”, artículo 1, decreto N°2 234, *op.cit.*

<sup>785</sup> “Una prueba escrita de carácter periodístico que consistirá en la redacción de una información de actualidad nacional o internacional”, artículo 1, decreto universitario N°3 454, 16 de mayo de 1961.

être décortiqué pour mieux comprendre de quoi relèvent les formations au journalisme et la responsabilité sociale des journalistes.

Selon le premier programme d'études de l'École de journalisme de l'Université du Chili, les études sont organisées de façon semestrielle (article 2, **Annexe 3**). Compte-tenu des témoignages reçus, il semble que cette organisation soit partagée par l'ensemble des formations, ce rythme constituant le standard universitaire de l'époque<sup>786</sup>. Au-delà de cette logique de répartition des enseignements, la programmation des contenus et matières des formations aux journalismes laissent paraître une première orientation : leur caractère généraliste.

### C) Une formation intellectuelle généraliste

D'abord, il faut noter que les cursus mis en place au Chili, en fonctionnement jusqu'en 1973, se déroulent sur quatre années comme nous le voyons dans les programmes et programmes d'études présentés ultérieurement et tels que le signalent les journalistes interrogés dans l'enquête. A l'Université du Chili, ces quatre années du cursus en journalisme sont intégrés à la faculté de philosophie et d'éducation de l'Université du Chili (tout comme c'est le cas à la PUC, en 1956). La première promotion est composée, selon Doris Jiménez, de 40 élèves (25 hommes et 15 femmes) dont l'âge varie entre 18 et 40 ans, et dans les rangs de laquelle on retrouve Elmo Catalán, dont le mémoire de fin d'études a été abordé dans le chapitre 1. Le premier enseignement est délivré par le journaliste Ramón Cortéz Ponce, autour des pratiques de reportage<sup>787</sup>. Une semaine auparavant, le 13 avril 1953, l'École de journalisme de l'Université de Concepción, rattachée à la faculté de droit de cette université, a elle aussi lancé son cursus, avec un effectif un peu plus conséquent de 51 élèves (21 hommes et 30 femmes selon la page internet institutionnelle de l'Université<sup>788</sup>). La fondation plus tardive de l'École de journalisme de l'Université catholique du Nord-Antofagasta se fait, quant à elle, dans le cadre de l'Institut de sciences sociales de cette même université. La diversité de ces rattachements montre bien que les enseignements proposés, tout comme les objectifs visés, ne sont pas homogènes, mais se structurent petit à petit, et que le journalisme n'est pas encore autonomisé. Les formations à cette

---

<sup>786</sup> Voir Consejo de Rectores (1965), *Guía Informativa de las Universidades Chilenas (Estudios que ofrecen, requisitos y títulos)*, Santiago de Chile: Centro Nacional de Información y Documentación.

<sup>787</sup> Pour une description nostalgique de ce premier enseignement à l'École de journalisme de l'Université, il est intéressant de consulter l'autobiographie du premier journaliste chilien diplômé, Alejandro Cabrera Ferrada (1994), intitulée *Los Vencedores del sol : reportaje a creadores de y protagonistas de los primeros dieciséis años de vida de la primera Escuela Universitaria de Periodismo de Chile 1953-1968*, Madrid : Pays Ltda.

<sup>788</sup> [http://periodismoudec.cl/estudiosdeperiodismo/index.php?option=com\\_content&task=view&id=25&Itemid=32](http://periodismoudec.cl/estudiosdeperiodismo/index.php?option=com_content&task=view&id=25&Itemid=32) (consultée le 17/09/2013).

activité sont pensées dans leur relation aux sciences sociales. Une rapide observation des enseignements proposés permet d'ailleurs de se rendre compte que les deux premières années du cursus intègrent des classes qui ne touchent pas directement au journalisme et à son exercice technique, pratique et technologique (tableau n°4.1).

Les formations proposées définissent le journalisme comme une tâche exigeante qui nécessite un enseignement culturel et intellectuel poussé, pour appréhender l'actualité. C'est ce que qu'explique Gustavo González, étudiant à l'École de journalisme de l'Université du Chili entre 1966 :

*« Antoine Faure : Comme étaient structurées ces 4 années d'études ?*

*Gustavo González :* Euh, bon, euh il existait un système de formation dans ces années-là qui était, je dirais, assez généraliste. Ou, en accord, disons, à ce que certains auteurs distinguent comme les différentes phases éducatives, les propositions d'enseignement en journalisme, je dirais, correspondaient dans ces années-là à ce qui s'appelle la tendance au reporter culte. C'est-à-dire que nous apprenions les techniques fondamentales du métier, mais nous avions aussi tout ce qu'on appelle un 'vernis' de culture générale. L'école de journalisme de l'Université du Chili, à sa fondation et durant plusieurs années, jusqu'à la fin de l'année 1971, faisait partie de la Faculté de philosophie et d'éducation. Et en ce sens, nous avions par exemple dans les premières années, plusieurs matières qui étaient communes au reste des étudiants de ce qui, dans ces années, s'appelait le Pédagogique, et qui actuellement est l'UMCE non ? L'Université métropolitaine de sciences de l'éducation (...) »<sup>789</sup>.

Lors de son discours pour le soixantième anniversaire de l'École de journalisme de l'Université du Chili, Lidia Baltra, ancienne étudiante de la promotion 1956-1959, fait le lien entre le lourd contexte international de la Guerre froide et les besoins en enseignements qui décryptent les tendances géopolitiques mondiales : « Beaucoup d'entre nous étions encore un tableau vierge, anxieux de recevoir des connaissances et de connaître ce monde encore en conflit à cause du terrorisme des explosions atomiques avec lesquelles a terminé la Seconde guerre mondiale ; ce

---

<sup>789</sup> « Antoine Faure: ¿Cómo se estructuraron estos 4 años de estudios?

*Gustavo González:* Eeee, bueno, eee existía un sistema de formación en aquellos años que era, yo diría, bastante generalista. Donde, de acuerdo digamos a lo que algunos autores distinguen como las diversas fases educativas, las propuestas de enseñanza de periodismo, yo diría que correspondía en aquellos años a lo que se llama la tendencia del reportero culto. O sea que nosotros aprendiéramos las técnicas fundamentales del oficio, pero que también tuviéramos todo lo que se dice un 'barniz' de cultura general. La escuela de periodismo de la Universidad de Chile, en su fundación y durante varios años, hasta el año 1971, era parte de la Facultad de filosofía y de educación. Y en ese sentido, nosotros teníamos por ejemplo en los primeros años de la carrera, varias asignaturas que eran comunes con el resto de los estudiantes de lo que, en esos años, se llamaba el pedagógico, y que actualmente es la UMCE no? La Universidad Metropolitana de Ciencia de la Educación (...)", entretien avec Gustavo González, ancien directeur de l'école de journalisme de l'Institut de communication et d'image de l'Université du Chili (2003-2007), directeur du premier cycle entre 2008 et 2010, sur son lieu de travail, le 14 mai 2010.

monde de la Guerre froide, où s'était terminée la Guerre de Corée il y avait peu ; ce monde que nous commençons à peine à épeler »<sup>790</sup>.

Si la journaliste décrit bien son souvenir d'une avidité de connaissances, elle souligne, un peu plus loin dans son discours, que cette approche généraliste est aussi justifiée par la conception du journalisme délivrée par Ramón Cortéz lors de son premier cours : « Il décrivait le journaliste comme un être curieux, désireux de savoir et de connaître ce qui se passe autour de lui »<sup>791</sup>. On retrouve, par cet aspect de la formation, une caractéristique importante de la fabrication du journal telle que nous l'avons analysée et mise en évidence dans le chapitre 3 : le caractère généraliste des formations en journalisme se lie à la cumulativité de l'activité médiatique et l'évaluation comparative qu'opèrent les journalistes au quotidien en s'immergeant littéralement dans l'actualité médiatique telle que présentée par l'ensemble des titres et des supports médiatiques.

Ainsi, l'approche pédagogique mise en œuvre à partir de 1953 impose de suivre une série de classes en sciences humaines : la philosophie, l'histoire, la géographie, l'économie, la sociologie, la psychologie ou encore les relations internationales sont intégrées sous différentes formes aux cursus des premiers étudiants en journalisme. A peine abordé le sujet de la formation au journalisme à l'Université du Chili, Leonardo Cáceres avance, de but en blanc :

« Dans ces années-là, l'enseignement du journalisme était presque comme dans un collège traditionnel, avec un tableau et un professeur. Ce qu'on étudiait... je ne sais pas, il y avait des cours d'économie, de castillan, de langage, de... éducation civique, histoire, histoire... histoire du Chili, histoire universelle. C'était comme passer un vernis culturel sur les jeunes qui allaient être, ou dont on supposait que certains allaient devenir journalistes »<sup>792</sup>.

L'image forte du « vernis culturel » empruntée par Leonardo Cáceres et Gustavo González devient un peu plus substantielle lorsque l'on décortique l'organisation pédagogique des quatre années d'études proposées par les écoles de journalisme (seule l'Université de Concepción propose un cycle de trois ans d'études). Gustavo González détaille ses souvenirs des

---

<sup>790</sup> « Muchos éramos aún una pizarra en blanco, ansiosos de recibir conocimientos y conocer ese mundo conflictuado aún por el terrorismo de las explosiones atómicas con que terminó la Segunda Guerra Mundial; ese mundo de la Guerra Fría, donde hacía poco había finalizado la Guerra de Corea; ese mundo que recién empezábamos a deletrear ». Lidia Baltra (2013), « Discurso en la ocasión de los sesenta años de la Escuela de Periodismo de la Universidad de Chile », 24 de abril de 2013, 6p.

<sup>791</sup> « Describía al periodista como un ser curioso, deseoso de saber, de conocer lo que pasa a su alrededor », Lidia Baltra (2013), *Ibid.*, p. 2.

<sup>792</sup> « En aquellos años, la enseñanza del periodismo era casi como en un colegio tradicional, con un pizarra y un profesor. Lo que se estudiaba... no sé, había clase de economía, de castellano, de lenguaje, de... Educación cívica, de historia, historia... historia de Chile, historia universal. Era como darle un berniz cultural a los jóvenes que iban a ser, o que se suponía que unos iban a ser periodistas », entretien avec Leonardo Cáceres, *op. cit.*, 25 mai 2010.

enseignements qu'il a suivis durant son cursus à l'Université du Chili : « Donc par exemple j'ai eu des classes de philosophie, de littérature, d'introduction à la sociologie, d'histoire, de géographie humaine sous cette modalité (...). Et il, il y avait aussi une certaine insistance, je crois plus que ce qui se propose aujourd'hui à l'école [*dont il était directeur du premier cycle au moment de l'entretien*], sur tout ce qui est relations internationales »<sup>793</sup>. Tout en matérialisant la perspective généraliste de la formation au journalisme, ce témoignage a ceci d'intéressant qu'il fait aussi le lien avec le discours de Lidia Baltra en contextualisant ces enseignements dans le contexte particulier de la Guerre froide.

En consultant le guide informatif sur les universités chiliennes publié par le Conseil des recteurs en 1965<sup>794</sup>, on se rend compte que ces cursus sont progressifs et débouchent sur deux dernières années beaucoup plus spécialisées que les deux premières, très pluridisciplinaires (pour une reproduction détaillée des différents cursus). Si l'Université de Concepción condense ces apprentissages généralistes dans un enseignement intitulé « Culture générale journalistique » (qui se déroule sur deux ans), les programmes d'études des trois autres formations restent extrêmement proches. On y retrouve, certes à des moments et sur des durées différentes, les enseignements classiques des sciences humaines et sociales : philosophie, histoire du Chili, histoire ou sociologie de la culture, économie, géographie, droit constitutionnel et anglais (aussi présent dans le cursus de l'Université de Concepción au cours des trois années d'études).

---

<sup>793</sup> «Entonces por ejemplo yo tuve clases de filosofía, de literatura, de introducción a la sociología, de historia, de geografía humana bajo esa modalidad (...). Y se, había también bastante énfasis, yo creo más que lo que se propone hoy día en la escuela, en todo lo que es relaciones internacionales», entretien avec Gustavo González Rodríguez, *op. cit.*, 13 mai 2010.

<sup>794</sup> Consejo de Rectores (1965), *op. cit.*

Tableau n° 4.1 : La formation généraliste dans les écoles de journalisme en 1965

	Université de Concepción	Université de Chili		Université catholique pontificale du Chili
		Santiago	Valparaíso	
Faculté de rattachement	Droit	Economie	Institut pédagogique	Philosophie
Durée du cursus	3 ans	4 ans	4 ans	4 ans
Philosophie	0	1ère année		1ère et 2ème années
Littérature	0	1ère année		0
Psychologie	0	1ère année		0
Histoire ou sociologie de la culture	0	2ème année		1ère et 2ème années
Economie	0	0	2ème année	1ère année
Géographie	0	0	2ème année	1ère année
Culture chilienne	0	2ème année		0
Droit constitutionnel	0	2ème année		2ème année (1 seul semestre)
Histoire du Chili	0	2ème année		2ème année
Structure sociale latino-américaine	0	3ème année		0
Politique économique	0	3ème année		0
Relations internationales	0	3ème année		0
Statistiques	0	0	3ème année	0
Séminaires scientifiques	0	0	3ème année	0
Anglais	3 ans	4 ans		1ère et 2ème années
Culture catholique	0	0		4 ans

Source : *Elaboration personnelle à partir de Consejo de Rectores (1965), Guía Informativa de las Universidades Chilenas (Estudios que ofrecen, requisitos y títulos), Santiago de Chile: Centro Nacional de Información y Documentación.*

L'Université du Chili apparaît toutefois un peu plus orientée vers cette formation intellectuelle généraliste, puisque ces enseignements ont lieu jusqu'en troisième année (ils s'arrêtent en seconde année à la PUC) et sont un peu plus diversifiés : littérature, psychologie, sociologie structurale, politique économique et relations internationales y sont aussi proposés (voir **Tableau n°4.1**)<sup>795</sup>. D'après Lidia Baltra, ces cours sont d'ailleurs délivrés par des sommités, dans chacune des disciplines proposées : « Du côté de la culture et de la société, ont énormément contribué le sociologue Astolfo Tapia, l'historien Leopoldo Castedo – une autre grande figure surgie du *Winnipeg*<sup>796</sup> – et l'économiste Aníbal Pinto Santa Cruz »<sup>797</sup>. Il faut toutefois ajouter que Lidia Baltra commence ses études en journalisme rue Los Aromos, alors que l'école vient juste d'être transférée sous la tutelle de l'Institut d'économie de l'Université du Chili. Or il semble que ce nouveau rattachement entraîne un renforcement des sciences sociales, au détriment des sciences humaines, dans le cursus en journalisme. Ainsi, dans la *malla curricular* approuvée en 1958, la philosophie, l'histoire et la culture perdent le terrain que ces matières se voyaient attribuer sous la tutelle de la Faculté de philosophie, au contraire de la sociologie, de la psychologie et de l'économie qui gagnent de l'espace dans la formation, ou encore de la psychiatrie sociale et de la criminologie qui y sont introduites, en dernière année, à raison de 2 heures hebdomadaires (voir **Annexe 5**). La formation généraliste est encore une fois élargie en 1964, avec par exemple la programmation d'un enseignement en « Relations internationales », en plus des matières déjà proposées.

Dans la même perspective, il faut ajouter que les quatre programmes d'études proposés incluent une série d'enseignements optionnels, laissant ainsi aux étudiants une certaine liberté pour adapter leur cursus à leurs intérêts et leur curiosité. La plupart des témoignages reçus insistent sur le fait que ce choix se fait malgré tout dans des disciplines proches des sciences sociales et humaines, ou qui permettent d'approfondir les connaissances sur la société chilienne et le processus de réforme dont elle fait l'expérience. Les enseignements généralistes proposés s'inscrivent dans la perspective d'un développement national orchestré par la formation universitaire. En écho aux changements intervenus à l'Université chilienne et au développement transversal des théories de la dépendance au sein des sciences sociales et humaines, les

---

<sup>795</sup> Pour aller dans le même sens, la formation de Valparaíso, qui n'est pas une école de journalisme à proprement parler, mais un cursus spécifique au sein de l'Institut de pédagogie, offre même des introductions à la statistique et aux sciences dures.

<sup>796</sup> Ce bateau affrété par Pablo Neruda et le Parti communiste chilien pour venir en aide aux républicains et communistes espagnols après la victoire de Franco lors de la guerre civile (1939).

<sup>797</sup> “Por el lado de cultura y sociedad, contribuyeron enormemente el sociólogo Astolfo Tapia, el historiador Leopoldo Castedo – otra gran figura surgida del *Winnipeg* - y el economista Aníbal Pinto Santa Cruz”, Lidia Baltra (2013), *op. cit.*, p. 2.



enseignements généralistes font largement référence à la situation latino-américaine et prennent principalement en compte le cas chilien. C'est même une obligation selon le premier programme d'études de l'École de journalisme de l'Université du Chili qui inscrit, en note finale : « Dans tous les enseignements qui signifient des études historiques, on traite spécialement ce qui fait référence au Chili » (**Annexe 5**). Parmi les enseignements délivrés à l'Université du Chili, on trouve par ailleurs l'économie qui, dans les souvenirs de Leonardo Cáceres ou de Lidia Baltra, est délivré par Aníbal Pinto Santa Cruz<sup>798</sup>. La trajectoire biographique de l'économiste montre bien comment la formation au journalisme inclut les débats politiques de l'époque, et dans ce cas précis les perspectives de la théorie de la dépendance (abordée dans le chapitre 1 de la présente thèse). Diplômé de la *London School of Economics*, le futur prix national d'Humanités (1995) suit deux voies qui convergent dans son enseignement à l'École de journalisme de l'Université du Chili. D'une part, celle de l'analyse économique, puisqu'il occupe successivement les chaires de finances publiques, puis d'analyse économique de l'École d'économie de l'Université du Chili, avant de rejoindre la CEPAL (dont on a vu le poids dans la diffusion des théories de la dépendance à partir des années 1950)<sup>799</sup>. D'autre part, il collabore très tôt à la revue *Ercilla* (copie chilienne de la revue étasunienne *Time*, modèle consacré du journalisme interprétatif<sup>800</sup>), puis devient propriétaire, en compagnie de Arturo Matte Alessandri, du journal *Las Noticias de Última Hora* avant que celui-ci ne soit plus directement lié au Parti socialiste chilien (PSCH).

Ce caractère généraliste des formations au journalisme ne faiblit pas avec le temps et il ne semble pas y avoir de rupture après la réforme universitaire (1967) ou sous l'Unité populaire. Entrée l'année des mobilisations étudiantes contre le système universitaire (et sortie en 1971), Faride Zerán associe cette tendance généraliste à l'enseignement de ceux qu'elles jugent comme étant les grands noms de la littérature chilienne :

« C'était une formation assez bonne avec des figures qui étaient très importantes dans ces années-là. Nos professeurs étaient des gens de l'envergure d'Alfonso Calderón, d'Ariel Dorfman, de... Antonio Skármeta, qui étaient tous des références, ou des

---

<sup>798</sup> «Aníbal Pinto, fue mi profesor de economía... Pese a lo cual yo no aprendí nunca economía, pero eso es otro tema... (*Se ríe*)», entretien avec Leonardo Cáceres, *op. cit.*, 25 mai 2010. Au passage, notons qu'il ne faut pas confondre cet économiste avec son illustre homonyme, Aníbal Pinto Garmendia, président du Chili entre 1876 et 1881.

<sup>799</sup> Les seuls titres des ouvrages écrits par Aníbal Pinto Santa Cruz entre 1950 et 1973 ne laissent pas de doute quant à l'inscription de sa pensée dans les perspectives des théories de la dépendance. Les meilleurs exemples sont : Aníbal Pinto Santa Cruz (1953), *Hacia nuestra independencia económica*, Santiago de Chile: Editorial del Pacífico; Aníbal Pinto Santa Cruz (1954), *Antecedentes sobre el desarrollo de la economía chilena*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria; ; Aníbal Pinto Santa Cruz (1968), *Política y desarrollo*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria.

<sup>800</sup> Voir Abraham Santibáñez (1974), *op. cit.*

écrivains qui sont très importants, ou des philosophes... des philosophes très importants. Enfin, le niveau culturel, le niveau... »<sup>801</sup>.

Au-delà de ces grands noms de la littérature chilienne, Faride Zerán étend sa description des enseignements reçus à l'École de journalisme de l'Université du Chili aux enseignements en sciences sociales et en sciences humaines, sans pour autant donner d'exemples précis :

« A ce moment-là, la formation humaniste était très forte : nous avions de grands professeurs d'histoire, de grands professeurs de philosophie, de grands professeurs de science politique. Enfin, il y avait une formation assez bonne, solide.

*Antoine Faure : Et ces grands débats...*

*Faride Zerán : (Elle coupe)* Par dessus tout je te dis, à l'École de journalisme de l'Université du Chili qui est l'école de journalisme universitaire la plus ancienne du pays. Donc c'est une école qui a déjà 56 ans. C'a été la première école universitaire de journalisme. Par conséquent il y avait une tradition de grands professeurs, une tradition académique forte »<sup>802</sup>.

Encore une fois, elle déduit de la présence d'enseignants renommés le caractère généraliste de la formation proposée par l'École de journalisme de l'Université du Chili, qu'elle qualifie d'humaniste. Elle la réinsère surtout, pour appuyer son argument, dans la tradition académique dans laquelle elle prend place, près de 15 ans après sa fondation. Sur un registre moins symbolique et plus administratif, les souvenirs de Felipe Pozo, entré à l'École de journalisme de l'Université catholique en mars 1973, convergent avec ce constat d'une formation qui reste « encyclopédique », pour reprendre le mot utilisé par le journaliste, très marqué historiquement, puisqu'il fait référence au projet des Lumières et à la modernité européenne :

« Et bien sûr, et certains cours qu'on prenait, je prenais des cours en science politique... Ce qu'on appelait les cours... La structure, la structure du programme d'études de cette époque-là avait trois étapes ou trois parties : les basiques, que nous appelions minimums, qui étaient le cursus obligatoire, tu devais faire ces cours de toute manière ; après venaient ceux qui étaient optionnels, qu'on choisissait dans un ensemble, dans un ensemble de possibilités, d'accord ; et il y avait ceux qui s'appelaient facultatifs qu'on pouvait prendre des cours de ce qui nous venait à l'esprit. De fait j'ai pris un cours de football. Chacun de ceux-ci se convertissaient en crédits. Enfin on devait remplir une quantité, enfin les cours minimums étaient

---

<sup>801</sup> «Era una formación bastante buena con figuras que eran muy importantes en esos años. Nuestros profesores eran gente de la talla de Alfonso Calderón, de Ariel Dorfman, de...Antonio Skármeta, que eran todos referentes, o escritores que son muy importante, o filósofos...filósofos muy importantes. O sea, el nivel cultural, el nivel...», entretien avec Faride Zerán, étudiante à l'Université du Chili entre 1968 et 1972, *op. cit.*, 28 avril 2009.

<sup>802</sup> «En ese momento, la formación humanista era muy fuerte: teníamos grandes profesores de historia, grandes profesores de filosofía, grandes profesores de ciencia política. O sea, había una formación bastante buena, sólida.

Antoine Faure: Y estos grandes debates...

*Faride Zerán: (Corta la palabra)* Sobretudo te digo, en la escuela de periodismo de la Universidad de Chile que es la escuela de periodismo más antigua universitaria del país. Entonces es una escuela que tiene ya 56 años. Fue la primera escuela universitaria de periodismo. Por lo tanto había una tradición de grandes maestros, una tradición académica fuerte», entretien avec Faride Zerán, *op. cit.*, 28 avril 2009.

minimums, et ceux qui te donnaient je ne sais pas combien de crédits, à la fin du cursus tu avais 500 crédits minimum. Options... 150 crédits. Et facultatifs, 50. Ça construisait le programme d'études. Donc les crédits optionnels disons, j'en ai homologué plusieurs, beaucoup que j'ai fait en histoire. Et en facultatif j'ai pris des cours de théâtre. Le système était comme ça... Et immédiatement après nous, un nouveau programme d'études a été monté, que je n'ai pas eu, où disons, tu débutais... La formation était d'une autre manière, tu débutais avec économie, sociologie, histoire, par exemple... Et ils avaient deux ans où ils étudiaient le journalisme et rien de plus, disons que le journalisme, que les techniques. Et ensuite ils s'engageaient dans les autres cours, et après ils se mettaient dans les choses beaucoup plus technologiques, etc. Nous avons une formation plus comme, plus comme encyclopédique, moi je te dirais, dans... C'est pour ça qu'on faisait de tout aussi... »<sup>803</sup>.

On voit donc que l'émergence des écoles de journalisme au Chili correspond à la fois à la volonté d'autonomiser la fonction sociale des journalistes et de limiter leur territoire ; mais que leurs contenus, au moins d'après les programmes d'études analysés, ont un caractère largement généraliste. Il y a donc une forme de contradiction entre d'un côté la mise en place d'un espace particulier, avec des règles d'inclusion, d'exclusion et de reproduction, et un enseignement au contraire universaliste, fondé sur les connaissances transversales impératives pour les journalistes. Autrement dit, la spécificité des journalistes consiste, durant cette phase de lancement des cursus universitaires en journalisme, en leur capacité à s'orienter dans le monde social tel qu'il fonctionne et à résister aux influences politiques et économiques du fait d'une connaissance précise de leurs mécanismes et intérêts. Il s'agit finalement de donner les armes discursives aux futurs journalistes pour assurer un « bon » suivi de l'information. L'enseignement d'une culture générale et d'une curiosité journalistique envers le contexte sociopolitique correspond donc à une

---

<sup>803</sup> “Y claro, y algunos cursos que uno tomaba, yo tomaba ramos en ciencia política... Lo que llamábamos los ramos... La estructura, la estructura de la malla curricular de esa época tenía tres etapas o tres partes: los básicos, que los llamamos mínimos, que eran el currículo obligatorio que tú tenías que hacer esos ramos de todas maneras; después venían unos que eran los optativos, que uno elegía de un conjunto, de un conjunto de posibilidades, de acuerdo; y habían unos que se llamaban facultativos que uno podía tomar ramos de lo que se le ocurriera. De hecho yo tomé un curso de fútbol. Cada uno de estos se expresaban en créditos. O sea uno tenía que completar una cantidad, o sea los ramos mínimos eran mínimos, y esos te daban no sé cuanto créditos, al final de la carrera tenías 500 créditos mínimo. Optativos eran...150 créditos. Y facultativos, 50. Eso construía la malla. Entonces los créditos optativos ponte tú, convalidé varios, muchos que hice en historia. Y en facultativo tomé cursos de teatro. Será el sistema, así... E inmediatamente después de nosotros se armó una nueva malla, que no me tocó a mí, donde ponte tú, tú partías... La formación era de otra manera, partía con economía, sociología, historia, por ejemplo... Y tenían dos años en que estudiaba periodismo y nada más, o sea de periodismo, de técnicas. Y después se metían en los otros ramos, y después se metían en las cosas mucho más tecnológicas etcétera. Nosotros tuvimos una formación más como, más como enciclopédica, te diría yo, dentro... Por eso hacíamos de todo también...”, Entretien avec Felipe Pozo, étudiant de journalisme à la PUC en 1973, sur son lieu de travail, 4 mars 2009.

posture fortement normative<sup>804</sup> qui implique une culture et des connaissances transversales, tout comme une capacité à se repérer dans l'espace médiatique de l'information qui érige les journalistes comme des sources inévitables. Or les témoignages recueillis insistent sur cette caractéristique généraliste comme un des principaux traits de l'activité à l'époque de l'Unité populaire. Guillermo Saavedra insiste sur cet aspect à deux reprises dans les entretiens qu'il nous a accordés : « Maintenant il y a une chose très importante que je crois qui a à voir avec la culture du journaliste (*il marque le mot "cultura"*). C'est que là un journaliste faisait l'économie, le social, la culture, le sport, le syndical... »<sup>805</sup>. Un peu plus en avant durant l'entretien, il déclare : « Donc, la capacité de ces journalistes chiliens est, culturellement, extraordinaire »<sup>806</sup>.

Ernesto Carmona converge avec Guillermo Saavedra sur la nécessité qu'avaient les journalistes, et qu'ils ont toujours selon lui, de se cultiver, tout en pointant du doigt, par la même occasion, les limites des formations universitaires en journalisme : « Et, mais en réalité là où on apprenait le plus était dans la pratique, l'université nous donnait beaucoup de connaissances...basiques, académiques, pour que développer son... Il était nécessaire de lire beaucoup, et ça continue d'être nécessaire de lire beaucoup [*il marque ces mots*], et les journalistes qui lisent beaucoup sont peu nombreux aujourd'hui »<sup>807</sup>. Les critiques pointent donc une formation universitaire en journalisme trop généraliste.

Le contenu des programmes s'appuie donc largement sur une conception universaliste du métier journalistique, qui s'explique à la fois par les tensions géopolitiques de la période de la Guerre froide comme par la nécessité de s'orienter dans le flux quotidien de l'actualité médiatique. Pourtant, on ne peut s'arrêter à ce caractère généraliste : les formations au journalisme développent aussi une bonne partie de leur enseignement autour des techniques systématisées qui valident les principes d'autonomisation du milieu journalistique. Ces techniques sont largement axées sur l'écriture et la mise en forme visuelle des journaux : la pyramide inversée, les techniques typographiques et le journalisme informatif irradiant les formations à

---

<sup>804</sup> Eric Lagneau *et al.* (2013), « La dynamique sociale des sources et flux de nouvelles. Introduction », *Sur le journalisme*, vol. 2, n°1, disponible sur : <http://surlejournalisme.com/rev/index.php/slj/article/view/67> (consulté le 20 novembre 2013) ; Philip Schlesinger (1997), *op. cit.* ; Jeremy Tunstall (1971), *Journalists at Work: Specialists Correspondents, their News Organizations, News Sources and Competitor Colleagues*, London: Constable.

<sup>805</sup> «Ahora hay una cosa muy importante que yo creo que tiene que ver con la cultura del periodista (*enfatisa la palabra "cultura"*). Es que allá un periodista hacía economía, social, cultura, deporte, sindical...», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>806</sup> «Entonces, la capacidad de estos periodistas chilenos es, culturamente, extra-ordinario», *ibid.*

<sup>807</sup> «Y, pero en realidad uno donde más aprendía era en la práctica, la universidad le daba los conocimientos...básicos, académicos, para uno desarrollar su... Era necesario leer mucho, y sigue siendo necesario leer mucho [*enfatisa esas palabras*], y los periodistas que leen son muy escasos hoy en día», entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 24 mars 2009.

toutes les technologies médiatiques. S'interroger sur la consolidation de cet enseignement permet de mieux comprendre en quoi consiste la formation universitaire et de creuser la surface généraliste des premiers enseignements journalistiques.

## **II] Les enseignements de techniques journalistiques systématisées (1953-1973) : une pédagogie de l'actualité**

Le programme des enseignements reçus, comme les changements d'appellation et les projets universitaires autour de la formation au journalisme permettent de se rendre compte de la manière dont l'activité journalistique devient autonome dans l'histoire chilienne. Il s'agit alors de se demander quels sont les critères qui président à la consolidation du programme d'études et en quoi ce contrat s'articule à une reconnaissance de l'autonomie et de la systématisme de l'activité journalistique. Si on ne peut pas établir une relation directe entre l'ouverture des écoles de journalisme et l'installation d'un modèle professionnel au Chili aujourd'hui<sup>808</sup>, il est possible de voir de quelle façon ces écoles participent à la définition de la normalité des pratiques journalistiques de l'époque, sous le sceau du sens commun journalistique. En effet, déterminer les conditions de la recherche d'une professionnalisation de l'activité journalistique nécessite de prêter des intentions et des effets de réel trop difficiles à palper pour satisfaire l'analyse ; d'autant que l'attribution de la catégorie « professionnelle » à l'activité journalistique n'est ni stable ni hermétique<sup>809</sup>. Ainsi, s'intéresser aux actes et aux organismes qui définissent une certaine vision des agents journalistiques et de leurs bonnes pratiques est peut-être moins ambitieux, mais nous est plus utile à ce stade de la réflexion. Pour ceci, nous nous appuyons essentiellement sur les caractéristiques académiques, les approches et les perspectives développées dans les cursus universitaires en journalisme entre 1953 et 1973<sup>810</sup>, en comparant aussi les programmes entre eux<sup>811</sup> et en mobilisant des figures y enseignant à cette époque-là<sup>812</sup>.

---

<sup>808</sup> Cette hypothèse est souvent dessinée en arrière plan des études sur l'ouverture et le fonctionnement d'écoles de journalisme (au-delà même du cas chilien) mais aussi des réflexions sur le professionnalisme journalistique. Voir Ivan Chupin & Samuel Bouron (2009), « Des formations sous contraintes professionnelles. Une tentative de régulation morale du journalisme », communication au séminaire « Les journalistes et leur public » organisé par Julie Sedel, CSE, EHESS, 6 février 2009 ; Nicolas Kaciaf, Nicolas Hubé & Yvan Chupin (2009), *op. cit.* ; Dominique Marchetti & Denis Ruellan (2001), *op. cit.* ; Denis Ruellan (1997), *op. cit.* ; Armande Saint-Jean (2002), *Ethique de l'information. Fondements et pratiques au Québec depuis 1960*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

<sup>809</sup> Denis Ruellan (1992), *op. cit.* ; Denis Ruellan (1998), *op. cit.*

<sup>810</sup> Stuart G. Adam (2006), "Educating reporters, writers, and critics", *Journalism Studies*, vol. 7, n°1, pp. 153-156 ; James W. Carey (1978), "A plea for the university tradition", *Journalism Quarterly*, vol. 55, n°4, pp. 846-855 ; Theodore Glasser (2006), "Journalism studies and the education of journalists", *Journalism Studies*, vol. 7, n°1, pp. 146-149.

<sup>811</sup> Peter Johansen, David H. Weaver & Christopher Dornan (2001), "Journalism Education in the United States and Canada: Not Merely Clones", *Journalism Studies*, vol. 2, n°4, pp. 469-403.

En ce sens, la formation universitaire délivrée aux étudiants en journalisme entre 1953 et 1973 va au-delà d'enseignements généralistes et délivre un apprentissage de différentes techniques reconnues spécifiques à l'activité journalistique. Plusieurs manuels inscrivent dans le marbre les principes et techniques consacrés dans les écoles de journalisme et les constituent en préceptes, c'est-à-dire en prescriptions, règles et conduites à observer et à suivre pour les journalistes formés à l'université. C'est notamment le cas de l'ouvrage de Ramón Cortéz, intitulé *Introducción al periodismo*<sup>813</sup>. L'organisation des programmes d'études rend aussi compte de la spécialisation des étudiants au cours de leur trajectoire universitaire, comme le note María Olivia Monckeberg, alors étudiante à l'École de journalisme de la PUC, durant le second entretien auquel elle se livre :

« Ça ne se réduisait pas à une technique du métier du journaliste. Mais plutôt le programme d'études était imprégné de toutes ces autres disciplines [*généralistes*]. (...) Au fur et à mesure que le temps s'écoulait, clairement, ou... Et aussi, plus, dans les cours supérieurs du cursus, arrivaient les spécialisations, ou tout du moins des branches de spécialisation, qui n'étaient, elles n'étaient pas données pour que... nous nous dédions à cela, parce qu'en ce temps-là c'était toujours le journalisme écrit, le central. Nous avions des cours de radio, nous avions des cours de télévision, nous avions aussi ce qui pourrait être équivalent à aujourd'hui les opt... ce n'étaient pas des cours optionnels, parce que quand il y avait... Enfin après c'étaient des options, quand ils ont fait la réforme, parce que là j'ai eu des cours plus de, spécifiques de journalisme politique... »<sup>814</sup>.

Parmi les programmes d'études de l'École de journalisme de l'Université du Chili analysés précédemment, quatre organisent directement le contenu du cursus universitaire en journalisme, en détaillant les matières enseignées, le temps qui leur est consacré et le moment où elles doivent être délivrées, durant les quatre années du cursus. Il s'agit des décrets universitaires datant de 1952, 1958, 1962 et 1964 (**Annexes 4 à 7**). Ces documents, et leur mise en perspective par des entretiens évoquant le fonctionnement de la formation universitaire proposée à l'Université du Chili, offrent la possibilité de mieux cerner les bases et les logiques sur lesquelles l'enseignement technique est délivré et a été transformé à l'École de journalisme de l'Université du Chili entre 1953 et 1973.

---

<sup>812</sup> Tony Harcup (2011), "Research and Reflection. Supporting Journalism Educators in Becoming Scholars", *Journalism Practice*, vol. 5, n°2, pp. 161-176.

<sup>813</sup> Ramón Cortéz (1962), *op. cit.*

<sup>814</sup> "No se reducía a una técnica del oficio del periodista. Sino que estaba impregnada la malla por ese otro tipo disciplina [*generalista*]. (...) Conforme fueron, fue transcurriendo el tiempo, claro, o... Y también, hacia más, a los cursos más superiores de la carrera, venían las especializaciones, o por lo menos ramos de especialización, que no eran, no estaban dados para que... nos dedicáramos a eso, porque en ese tiempo era todavía el periodismo escrito, lo central. Teníamos cursos radio, teníamos cursos de televisión, teníamos también lo que podría ser equivalente a hoy les elect... no eran electivos, porque cuando había... Si claro después fueron electivos, cuando hicieron la reforma, porque ahí me tocaron ramos más de, específicos de periodismo político...", entretien María Olivia Monckeberg, *op. cit.*, 24 mai 2010.

Durant ces deux décennies, la formation chilienne au journalisme est principalement orientée vers le maniement de la langue écrite (A), ce qui est incarné par l'inculcation de la technique de la « pyramide inversée » (B). Le modèle journalistique qui est transmis aux aspirants journalistes y apparaît sous les traits du journalisme informatif (C). Enfin, les écoles de journalisme ouvrent petit à petit leurs programmes aux technologies utilisées par le journalisme écrit (photographie, linotypes...) et les media audiovisuels (radio, télévision, cinéma) (D).

### *A) Un enseignement axé sur l'écriture*

Selon Lidia Baltra, la première définition qu'elle a reçue du journalisme lui a été transmise par Ramón Cortéz : « Et il nous a enseigné que le Journalisme est le récit ou commentaire des événements, fait à intervalles réguliers et fréquemment brefs pour des personnes indéterminées à travers des moyens de diffusion, graphiques, visuels ou acoustiques »<sup>815</sup>. Plusieurs traits de cette définition attirent l'attention. D'abord la sacralisation du métier de journaliste à travers l'utilisation d'une majuscule pour le désigner. Cette utilisation fait du mot « journalisme » le nom propre d'une activité sociale autonome. L'objet du journalisme est ensuite la narration du réel et des événements qui le traversent, diffusée par différents types de media, qui n'incluent pas encore les supports audiovisuels. Enfin, deux éléments conditionnent ce récit : sa portée, qui renvoie à la massification du public (politique et médiatique) chilien, et sa relation avec le temps, caractérisée par sa rapidité, sa fréquence et sa régularité.

Si la variable temps refait surface dans les enseignements de l'École de journalisme de l'Université du Chili, sa domestication s'articule, compte-tenu de la force de la presse chilienne jusqu'en 1973, aux techniques du journalisme écrit qui constituent la pierre angulaire de la formation initiale des écoles de journalisme. Entré à l'école de journalisme de la PUC en 1973, Felipe Pozo confirme cette prééminence de l'écrit dans son témoignage : « Quand j'ai étudié le journalisme, l'accent était principalement mis sur l'écrit »<sup>816</sup>. De même, Gustavo González revient

---

<sup>815</sup> «Y nos enseñó que el Periodismo es el “relato o comentario de los sucesos, hecho con intervalos regulares y frecuentemente breves para personas indeterminadas a través de medios de difusión gráficos, visuales o acústicos”...», Lidia Baltra (2013), *op. cit.*, p. 2.

<sup>816</sup> «Cuando yo estudié el énfasis era lo escrito principalmente», entretien avec Felipe Pozo, *op. cit.*, 4 mars 2009. Cette tendance est confirmée par bon nombre d'anciens étudiants des écoles de journalisme chiliennes, telle que María Olivia Monckeberg, qui est entrée à la PUC en 1962 : «En ese tiempo era todavía el periodismo escrito lo central», entretien avec María Olivia Monckeberg, *op. cit.*, 24 mai 2010. Notre choix d'inclure le témoignage de Felipe Pozo au niveau du texte se justifie par le fait qu'il ait reçu sa formation à la fin de l'Unité populaire, ce qui souligne bien que la tendance ne s'est pas résorbée durant les trois années de gouvernement de Salvador Allende.

explicitement sur la centralité de l'écrit dans sa formation au journalisme de l'Université du Chili, entre 1966 et 1970 :

« Et en même temps, se structurait peu à peu disons tout ce qui était déjà une formation plus spécifique délimitée au journalisme, dans les premières années surtout avec des cours de renforcement de la capacité à l'écriture, et pour faire entrer, progressivement disons, dans des complexités plus importantes. C'est-à-dire, fondamentalement, les grands groupes de journalisme informatif, le journalisme d'interprétation ; et, après disons quelques domaines de spécialisation : journalisme radiophonique, journalisme photographique, télévision, qui dans ces années-là était encore naissante. Et, et ensuite, beaucoup de matières aussi bornées à des spécialisations dans le journalisme : journalisme économique, journalisme cinématographique, et... judiciaire, nous avons déjà à cette époque les fameux cours d'éthique et, et de législation de presse »<sup>817</sup>.

Si on remonte l'histoire des formations au journalisme, on trouve, dans l'article qu'Ernesto Montenegro Nieto publie pour défendre l'initiative de donner un rang universitaire à cette activité (texte cité précédemment<sup>818</sup>), une argumentation centrée sur la nécessité d'enseigner l'usage d'un certain type de vocabulaire aux futurs journalistes afin de conformer une plume, un style journalistique. Les enseignements des cursus en journalisme semblent donc avant tout orientés, durant cette période, sur les instruments nécessaires à l'écriture journalistique. En s'intéressant au dernier programme d'études de l'École de journalisme de l'Université du Chili approuvé avant le coup d'Etat, les enseignements obligatoires portés sur l'écrit regroupent : la rédaction en castillan en première année, les techniques d'expression en troisième et quatrième années et le journalisme technique en quatrième année. Sans compter la possibilité de suivre un cours optionnel de rédaction journalistique en deuxième année (parmi un choix qui propose aussi des enseignements tels que le journalisme informatif, et l'histoire du journalisme).

Cette tendance est d'ailleurs observable dans l'évolution des différents programmes d'études mis en place à l'École de journalisme de l'Université du Chili : ainsi, lors du lancement de la formation en journalisme en 1953, la première génération d'étudiants reçoit un enseignement d'introduction au journalisme en plus du cours de « composition en castillan ». Cette formation

---

<sup>817</sup> « Y al mismo tiempo, se iba estructurando digamos todo lo que era ya una formación más específica acotada al periodismo, en los primeros años sobre todo con cursos de reforzamiento de capacidad a la escritura, y para ir ingresando paulatinamente digamos dentro de mayores complejidades. O sea, fundamentalmente, los grandes grupos del periodismo informativo, el periodismo interpretativo; y, después digamos algunos ámbitos de especialización: periodismo radiofónico, periodismo fotográfico, televisión, que en aquellos años era todavía muy incipiente. Y, y luego, muchas asignaturas también acotadas a especializaciones dentro del periodismo: periodismo económico, cinematográfico, eee...judicial, teníamos también ya en esa época los famosos cursos de ética y, y legislación de prensa », entretien avec Gustavo González Rodríguez, *op. cit.*, 13 mai 2010.

<sup>818</sup> « Dans une telle école on peut affiner l'instrument capital du journaliste, qui est la plume ; ou pour parler avec une plus grande justesse de sa capacité, la précision et l'efficacité que doit avoir le style journalistique. Il n'y a pas d'exagération à dire que la moitié du vocabulaire est d'usage incorrect et l'autre moitié complètement inutile... » in *Las Últimas Noticias*, 31 de agosto de 1953.



aux techniques de rédaction s'organise selon une logique évolutive, puisqu'elle est aussi délivrée en deuxième, puis en troisième année du cursus de ces premiers étudiants. Enfin, la *malla curricular* initiale de l'École de journalisme de l'Université du Chili propose un cours de « rédaction spécialisée » en quatrième année, qui se définit administrativement autour des techniques d'écriture d'un article classique ou d'éditoriaux<sup>819</sup>. La séparation entre opinion et information, constatée dans le chapitre 3, s'incarne donc dans l'enseignement d'une distinction entre les registres et les formes d'écriture enseignée à l'Université du Chili (par exemple). Extrêmement proche des contenus du programmes d'études de 1952, la réforme approuvée en 1958 introduit un cours de « rédaction et styles » en première année d'études, qui remplace justement l'enseignement en « rédaction spécialisée », qui arrive de façon tardive dans la première *malla curricular* (voir **Annexe 3**)<sup>820</sup>.

Dans son témoignage sur la formation qu'il a reçue à l'Université catholique à la fin de l'Unité populaire, Felipe Pozo insiste sur les objectifs de ces enseignements techniques qui s'attèlent à nettoyer l'écriture et le style des étudiants en journalisme afin qu'ils gagnent en simplicité, en lucidité et en précision : « Grâce à Blanco et Calderón [*deux professeurs de la PUC*], j'ai pu bien écrire : ce qui n'est pas une moindre chose... pouvoir [*écrire*], des textes qui puissent être clairs, ou plutôt précis, avec une écriture très, très... ». Si dans cet extrait, les souvenirs du journaliste sur sa formation portent davantage sur la valeur de l'apprentissage d'une manière de bien écrire, il poursuit sa description de l'enseignement reçu du journaliste et écrivain Guillermo Blanco<sup>821</sup> de façon plus précise, en mettant en évidence le travail de discrimination nécessaire, pour un journaliste, au sein du vocabulaire disponible dans la langue (castillane) :

« Don Guillermo nous a enseigné, c'est très notable que jusqu'au jour d'aujourd'hui je le transmette aussi en classe, en disant toujours que c'est Guillermo Blanco qui me l'a appris. Il nous disait que dans le langage écrit, principalement dans l'écrit mais

---

<sup>819</sup> Il semble que d'autres formes spécifiques d'écriture soient comprises dans cet enseignement mais le document recueilli est tronqué, ce qui ne permet pas de les détailler avec précision.

<sup>820</sup> Le décret universitaire n°7 302 du 14 décembre 1962 n'introduit pas de changement particulier à ce sujet.

<sup>821</sup> Une rapide biographie de Guillermo Blanco se doit d'insister sur ces deux trajectoires. Le professeur de la PUC travaille à partir de 1959 au sein de la rédaction de *La Libertad*, journal du Parti démocrate-chrétien (PDC), puis devient sous-directeur de *La Voz* (1962-1965). Il est ensuite embauché par la revue *Ercilla*, par laquelle il est envoyé pour couvrir la guerre du Vietnam. Il retourne vers le journalisme quotidien en collaborant avec *La Prensa*, aussi propriété du PDC, puis de *La Tercera de la Hora* sous l'Unité populaire. On a souligné dans le chapitre 1 que Guillermo Blanco a largement collaboré à l'élaboration du projet de service public de télévision, *TVN*, chaîne pour laquelle il présentera l'émission *Decisión 70* qui accueille les différents candidats à l'élection présidentielle. Guillermo Blanco a reçu le prix chilien de journalisme en 1999.

D'un point de vue littéraire, son œuvre la plus connue reste sûrement *Gracia y el forastero*, publiée en 1964 et pour laquelle il a reçu le prix de l'Académie chilienne de la langue. Guillermo Blanco est décédé le 25 août 2010 à Santiago. Pour plus d'informations, voir [http://www.memoriachilena.cl/temas/index.asp?id\\_ut=guillermoblancos%281926-%29](http://www.memoriachilena.cl/temas/index.asp?id_ut=guillermoblancos%281926-%29) (consulté le 12 juillet 2011). Pour la référence : Guillermo Blanco (1964), *Gracia y el forastero*, Santiago de Chile: Editorial Zig-Zag.

aussi dans le langage en général, il y avait deux types de mots : les faibles et les forts. Donc que les mots faibles étaient des mots pleins de contradictions, pleins de possibilités d'interprétation ; et que les mots forts étaient ceux qui essayaient d'indiquer une chose précise, directe et univoque, pour le dire d'une façon ou d'une autre... Et que dans le journalisme, il fallait écrire avec des mots forts, pour essayer par conséquent d'unifier au maximum ou de proposer un message le plus décodable d'une manière la plus semblable possible par un public hétérogène. Et un tas d'autres questions, évidemment. Mais je dirais que le fond, c'était ça... »<sup>822</sup>.

Dans le cas précis de l'enseignement des techniques d'écritures en 1973 à la PUC, cette distinction entre différents types de mots est motivée par la nécessité d'imposer un sens au lecteur, peu important ses caractéristiques propres. D'où la nécessité de laisser de côté le vocabulaire offrant trop de liberté à l'interprétation, pour privilégier les mots dont le sens est plus circonscrit. La massification de la société chilienne, l'inclusion politique et l'élargissement du lectorat qui en découle (voir chapitre 6) ont donc imposé, aux yeux de Felipe Pozo, la nécessité de conformer des pratiques d'écriture qui permettent un accès généralisé au texte, alors même que la presse, la presse-magazine et les revues développent des lignes éditoriales et thématiques différentielles selon les catégories du public qu'elles veulent toucher<sup>823</sup>.

Or cette discrimination du vocabulaire est non seulement, pour Felipe Pozo, un des fondements de l'écriture journalistique, mais elle fait partie des préceptes partagés par la milieu que lui-même continue à enseigner aujourd'hui, que ce soit à l'Université des arts, sciences et communication (UNIACC) ou à l'Académie d'humanisme chrétien<sup>824</sup>. María Olivia Monckeberg converge sur cette continuité de l'enseignement du journalisme lorsqu'elle souligne que le rapport

---

<sup>822</sup> «Gracias a Blanco y Calderón [*dos profesores de la PUC*], pude escribir bien: que no es una cosa menor...poder, textos que puedan ser claros, más bien precisos, con una escritura muy, muy... Don Guillermo nos enseñó, es muy notable que hasta el día de hoy también la transmito haciendo clases siempre diciendo que él que me la aprendió fue Guillermo Blanco. El nos decía que en el lenguaje escrito, principalmente en el escrito pero también en el lenguaje en general, había dos tipos de palabras: las blandas y las duras. Entonces que las palabras blandas eran las palabras llenas de contradicciones, llenas de posibilidades de interpretación; y las palabras duras eran aquellas que trataban de indicar una cosa precisa, directa y unívoca, por decirlo de alguna manera... Y que en el periodismo había que escribir palabras duras, para intentar por lo tanto unificar al máximo o proponer un mensaje lo más decodificable de una manera la más parecida posible por público heterogéneo. Y un montón de otras cuestiones, obviamente. Pero diría que lo más de fondo es eso...», entretien Felipe Pozo, *op. cit.*, 4 mars 2009.

<sup>823</sup> A ce sujet, voir, sur la presse féminine, Carola Agliati Valenzuela & Claudia Montero Miranda (2001), « Explorando un espacio desconocido: Prensa de mujeres en Chile, 1900-1920 », *Cyber Humanitis*, n°19, disponible sur <http://www.revistas.uchile.cl/index.php/RCH/article/viewArticle/8789> (consulté le 11 novembre 2011). Eduardo Santa Cruz s'est aussi dédié à cette tâche d'analyse sur la presse magazine – Eduardo Santa Cruz (2006), *op. cit.* ; sur les revues sportives – Eduardo Santa Cruz (2006), *op. cit.* ; et les revues de cinéma, Eduardo Santa Cruz (2004), *op. cit.* Pour une approche plus transversale sur les relations entre massification de la presse et modernisation de la société chilienne, on peut lire avec intérêt Carlos Ossandón Buljevic (2002), *op. cit.* ; Carlos Ossandón Buljevic (2003), *op. cit.* ; Eduardo Santa Cruz (1996), *op. cit.* ; Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.* ; Eduardo Santa Cruz (2002), *op. cit.* ; Eduardo Santa Cruz (2003), *op. cit.* ; Eduardo Santa Cruz (2011), *op. cit.* Comme cela a été souligné en première partie de cette thèse, Guillermo Sunkel a proposé une œuvre pionnière pour distinguer les registres populaires et sérieux de la presse chilienne entre 1920 et 1973, à partir des perspectives des *Cultural Studies* : Guillermo Sunkel (1985), *op. cit.*

<sup>824</sup> Ces lieux d'enseignement sont évoqués par Felipe Pozo dans l'entretien auquel il s'est prêté le 11 mars 2009.

à la langue établi dans la formation proposée à la PUC est non seulement un signe de distinction de la formation propre à cette université mais aussi un élément de caractérisation des premières années de la formation au journalisme au Chili, et enfin des connaissances qu'elle fait en sorte de transmettre dans les enseignements qu'elle délivre depuis 2004 à l'Institut de communication et d'image (ICEI) de l'Université du Chili :

« A la Católica dans ce temps-là, on accordait beaucoup d'importance à certains cours qui pour moi au moins, du côté formel disons, m'ont énormément aidée. Enfin, je l'ai trouvé très positif. Par exemple la formation en 'grammaire supérieure'. C'était vraiment un professeur, Josua Vivelich, un excellent professeur (...). Et à mon avis, ça a été réellement déterminant pour le maniement ultérieur du langage. Jusqu'à aujourd'hui, jusqu'à aujourd'hui dans mes cours, ou quand j'écris, je me souviens de cette formation, qui était vue comme une passoire, ces cours filtres, de la formation en grammaire. Et ensuite 'rédaction' par exemple, avec un professeur comme Guillermo Blanco par exemple, prix national de littérature, qui était un [vrai] professeur... »<sup>825</sup>.

Lors d'un deuxième entretien, María Olivia Monckeberg revient sur l'importance accordée à l'écriture à la PUC, en prenant cette fois l'exemple de l'apprentissage de la rédaction, enseignée par Guillermo Blanco :

« (...) très, très important l'accent [*mis*], je te dirais sur la bonne écriture, dans l'usage des bons termes, les concepts, bien construire la phrase. C'est-à-dire, ce qui partait avec force dans la grammaire, se complétait et se développait tout au long du cursus avec l'écriture. Jusqu'au jour d'aujourd'hui, il me reste des phrases gravées à l'esprit, par exemple de Guillermo Blanco, et quand je corrige mes étudiants aujourd'hui, je me préoccupe qu'on ne dise pas en castillan 'en base' mais 'sur la base de'<sup>826</sup>. Que 'envase' [*emballage, conditionnement, récipient ou consigne selon le contexte*] devrait être avec un 'v court' [*manière distinguer le b et le v en castillan, alors qu'ils se prononcent de la même façon*] et c'est la... c'est le terme pour dire où se range quelque chose, pas vrai. Même des verbes comme réaliser, je me rappelle qu'il ne plaisait pas du tout à Blanco, parce qu'il disait que celui-ci avait plusieurs synonymes, c'est-à-dire la recherche de synonymes, la recherche du bon langage... Je te dirais qu'à mon avis la Católica de ces années-là est une école qui mettait beaucoup, beaucoup l'accent sur l'écriture. Aussi sur le reportage... On disait toujours, une phrase disait que ceux de la Chile [*les*

---

<sup>825</sup> "En la Católica en ese tiempo, le daba mucha importancia en algunos cursos que a mí por lo menos, en lo formal digamos, me ayudaron mucho. O sea, lo encontré muy positivo. Por ejemplo la formación en "gramática superior". Era realmente un profesor, Josua Vivelich, un excelente profesor (...). Y eso a mi gusto, fue realmente determinante para el manejo de lenguaje posterior. Hasta ahora, hasta ahora en mis clases, o cuando yo escribía, me acuerdo de aquella formación, que era considerado colador, esos ramos filtros, de la formación en gramática. Y después "redacción" por ejemplo, con un profesor como Guillermo Blanco por ejemplo, premio nacional de literatura, que era profesor..." , entretien avec María Olivia Monckeberg, *op. cit.*, 17 mai 2010.

<sup>826</sup> Cet exemple est justement cité dans un article d'Enrique Ramírez, Guillermo Blanco dénonce, à propos de cette expression, « l'hypothèque de la langue » castillane par l'incorporation de mots et structures issues d'une langue étrangère. Il écrit : « Avant, par exemple, on se résolvait à faire telle chose *sur la base de* tels antécédents [*mis en italique par l'auteur*]. Ensuite l'affaire s'est francisée, on a dit *à la base de*. Mais le dernier cri est italianisant : *en base à*. » cité dans Enrique Ramírez Capello (1988), "Capítulo 4. "De tierra soy y con palabras canto..." in Eliana Rozas Ortúzar (Ed.), *Estilo Periodístico*, Santiago de Chile: PUC, Colección "Actualidad e Información", p. 89.

*étudiants de l'Université du Chili] étaient meilleurs reporters, et ceux de la Católica de meilleurs écrivains »<sup>827</sup>.*

Malgré les spécificités de la période à laquelle correspond le lancement des formations au journalisme au Chili (ou plutôt le décalage historique avec la Chili actuel), les témoignages reçus mettent l'accent sur la validité persistante des préceptes sur l'écriture journalistique inculqués voilà près de 60 ans, ainsi que sur l'héritage de ces préceptes dans les actes de transmission universitaire du rapport au langage que doit entretenir tout journaliste. Théoriquement, le travail journalistique ne devrait donc pas avoir substantiellement évolué entre cette période extrêmement idéologisée et le contexte actuel souvent analysé au gré de la dépolitisation de la société chilienne<sup>828</sup> et des transformations technologiques qui ont changé l'activité journalistique<sup>829</sup>.

---

<sup>827</sup> “(...) Muy, muy importante el énfasis [*puesto*], te lo diría en el buen escribir, en el usar bien los términos, los conceptos, construir bien la frase. O sea, eso que partía con esa fuerza en la gramática, se complementaba y se desarrollaba a lo largo de la carrera con el escribir. Hasta el día de hoy, me quedan grabadas frases, por ejemplo de Guillermo Blanco, y cuando corrijo mis alumnos hoy día, me preocupo de que no se dice en castellano ‘en base’ sino ‘sobre la base de’. Que ‘envase’ debería ser con una ‘v corta’ y es la...es el término para decir dónde va guardado, no cierto, algo. Incluso verbos como ‘realizar’, me acuerdo que no le gustaba para nada a Blanco, porque decía que eso tenía varios sinónimos, o sea la búsqueda de sinónimos, la búsqueda de buen lenguaje. Yo te diría que para mi gusto la Católica de aquellos años, es una escuela que ponía mucho, mucho énfasis en la escritura. También el reporteo...Se decía siempre, una frase decía que los de la Chile eran mejores reporteros, y los de la Católica mejores escritores”, entretien avec María Olivia Monckeberg, à PICEI, le 24 mai 2010.

<sup>828</sup> Voir Rodrigo Baño (1993), “Inexistencia y Debilidad de Actitudes Políticas”, *Serie Estudios Políticos*, FLACSO-Chile, n°27; Rodrigo Baño (1995), “El Nuevo Carácter del Apoliticismo”, *Serie Estudios Políticos*, FLACSO-Chile, n°33; Edgardo Boeninger (1998), *op. cit.*; Paul Drake & Iván Jaksic [comp.] (1998), *El Modelo Chileno. Democracia y Desarrollo en los noventa*, Santiago de Chile: LOM Ediciones; Claudio Fuentes Saavedra (2012), *El Pacto. Poder Constitución y prácticas políticas en Chile (1990-2010)*, Santiago de Chile: Ediciones Universidad Diego Portales; Alfredo Joignant (2003), “La Política de la Indiferencia” in Óscar Muñoz & Carolina Stefoni, *El Periodo del Presidente Eduardo Frei Ruiz-Tagle*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria; Norbert Lechner (2002), *Las Sombras del Mañana*, Santiago de Chile: LOM Ediciones; Amparo Menéndez-Carrión & Alfredo Joignant [ed.] (1999), *La Caja de Pandora: el Retorno de la Transición Chilena*, Santiago: Planeta; Tomás Moulian (1997), *op. cit.*

<sup>829</sup> Juan Pablo Arancibia (2002), *op. cit.*

**Tableau n° 4.2 : Comparaison des différents programmes d'études en journalisme en vigueur en 1965**

	Université de Concepción	Université du Chili	Université du Chili à Valparaíso	Université pontificale catholique du Chili (PUC)
Date d'ouverture	13 avril 1953	18 avril 1953	1955	1956
1 <sup>ère</sup> année	Communications	Introduction à la philosophie	Introduction à la philosophie	Culture catholique
	Presse	Littérature générale	Littérature générale	Histoire de la culture
	Presse électronique	Psychologie générale	Psychologie générale	Philosophie
	Techniques d'imprimerie	Rédaction castillane	Rédaction castillane	Économie
	Journalisme informatif	Deux matières optionnelles	Introduction au journalisme ou Histoire universelle	Géographie
	Culture générale journalistique	Langue étrangère Instrumentale	Anglais	Grammaire
	Castillan			Rédaction
	Anglais			Journalisme informatif
				Anglais
2 <sup>ème</sup> année	Communications	Sociologie ou Histoire de la culture	Sociologie ou Histoire de la culture	Culture catholique
	Presse	Culture chilienne	Culture chilienne	Histoire de la culture
	Relations publiques	Droit constitutionnel	Droit constitutionnel	Philosophie

	Techniques d'impression	Histoire du Chili	Histoire du Chili (Depuis la période Républicaine)	Sciences sociales
	Journalisme informatif	Langue étrangère Instrumentale	Anglais	Rédaction
	Journalisme interprétatif	Matière optionnelle	Géographie humaine	Journalisme informatif
	Journalisme audiovisuel	Journalisme informatif	Branches préprofessionnelles	Anglais
	Publicité	Histoire du journalisme	Journalisme informatif	Droit (semestriel)
	Culture générale journalistique	Rédaction journalistique	Histoire du journalisme	Histoire du journalisme (semestriel)
	Castillan		Rédaction journalistique	Histoire du Chili
	Anglais		Economie	
3 <sup>ème</sup> année	Presse	Journalisme informatif	Journalisme informatif	Culture catholique
	Relations publiques	Technique d'expression	Technique d'expression	Sciences sociales
	Journalisme informatif	Technique graphique	Technique graphique	Politique internationale
	Journalisme interprétatif	Journalisme audiovisuel	Journalisme audiovisuel (radio)	Journalisme interprétatif
	Journalisme audiovisuel	Structure sociale d'Amérique latine	Structure sociale d'Amérique latine	Rédaction journalistique
	Publicité	Politique économique	Politique économique	Typographie

	Stage contrôlé	Législation et éthique journalistique	Législation et éthique journalistique	Organisation d'entreprises journalistiques (semestriel)
	Castillan	Relations et Organismes Internationaux	Relations et Organismes Internationaux	Cours d'approfondissement
	Anglais	Journalisme photographique	Journalisme photographique	
		Castillan	Relations publiques	
			Anglais	
			Séminaire d'interprétation de statistiques	
			Séminaire scientifique	
4 <sup>ème</sup> année		Journalisme interprétatif	Journalisme interprétatif	Culture catholique
		Journalisme comparé	Journalisme comparé	Cours d'approfondissement
		Journalisme technique	Journalisme technique	Journalisme informatif
		Journalisme économique	Journalisme économique	Rédaction journalistique
		Journalisme audiovisuel	Journalisme audiovisuel (Cinéma et TV)	Journalisme radio
		Technique d'expression	Technique d'expression	Journalisme graphique

		Relations Publiques	Relations Publiques	Télévision
		Publicité et propagande	Publicité et propagande	Relations publiques
		Castillan	Programme variable	Publicité
			Anglais	Séminaire de spécialisation journalistique
		Programme variable selon 4 thèmes d'actualité par an	Politique nationale et internationale	
			Développement économique	
Processus d'obtention du diplôme	6 mois de stage	6 mois de stage	Mémoire sobre une matière de spécialité professionnelle	Mémoire
	Mémoire	Mémoire	Examen final	6 mois de stage
	Examen final	Examen final		Examen final

*Source : Elaboration personnelle à partir de Consejo de Rectores (1965), Guía Informativa de las Universidades Chilenas (Estudios que ofrecen, requisitos y títulos), Santiago de Chile: Centro Nacional de Información y Documentación.*

Parmi les enseignements techniques liés à l'écriture, les cursus en journalisme de l'Université du Chili et de la PUC fournissent aussi des formations au reportage et aux différents formats des articles et types de journalisme (**tableau n°4.2**)



Tableau n° 4.2. Felipe Pozo souligne qu'outre les classes d'introduction au journalisme, les étudiants de l'Université catholique recevaient trois semestres d'enseignement autour du reportage et trois autres sur l'interview : « Nous avons bien évidemment rédaction, plusieurs cours de rédaction, rédaction 1, 2, 3. Nous avons, attends je vais partir sur les cours plus techniques-journalistiques. Rédaction, 1, 2, 3; reportage, au moins; interview... Chacun comme enseignement distinct »<sup>830</sup>. Plus loin, le plus jeune des journalistes interviewés se souvient d'un enseignement intitulé « Techniques et genres journalistiques » qui offre une approche des différents types de journalisme : « c'était une espèce de distinction du journalisme informatif, du journalisme interprétatif, etcétera... Nous avons, attends quoi de plus ? Technique et genre, ça c'était plus d'un [cours] aussi »<sup>831</sup>.

L'écrit et de l'écriture semblent donc constituer un axe fort de la structuration des formations au journalisme au Chili, entre 1953 et 1973. Or si l'approche pédagogique des cursus universitaires en journalisme proposés au Chili a clairement évolué depuis cette période, les anciens étudiants aujourd'hui professeurs assument l'héritage que leur propre formation constitue sur leurs enseignements actuels. La distinction conjoncturelle entre un journalisme d'opinion et un journalisme de nos jours plus sensationnaliste ne tient donc pas à la lecture (ou à l'écoute) de leur témoignage. Reste que la relation au langage des enseignements reçus durant les années 1960 et 1970 est livrée sous une forme générale qui ne met pas en évidence de techniques journalistiques particulières. En creusant un peu, la pyramide inversée semble pourtant être, aux dires des journalistes interviewés, la principale technique journalistique travaillée durant leur cursus universitaire.

### B) *La technique de « pyramide inversée »*

Outre la tâche de conformation d'un certain type de vocabulaire, présenté comme plus adéquat au style journalistique, le travail sur l'écriture passe aussi au Chili dans les années 1960 et 1970 par l'inculcation de la technique de « pyramide inversée », c'est-à-dire d'une méthode qui fait des informations générales les éléments à introduire au début d'un article (appelé *lead* au Chili comme en France), pour ensuite exposer progressivement les éléments les plus précis et

---

<sup>830</sup> «Teníamos por cierto redacción, varios cursos de redacción, redacción 1, 2, 3. Teníamos, a ver te voy a ir por los ramos más técnicos-periodísticos. Redacción 1, 2, 3; reportaje, por lo menos; entrevista... Cada uno como cátedra distinta», entretien avec Felipe Pozo, *op. cit.*, 4 mars 2009.

<sup>831</sup> «Después teníamos, a, técnica y genero periodísticos, que era una especie de distinción de periodismo informativo, periodismo interpretativo, etcétera... Teníamos, a ver ¿qué más? Técnica y género, eso también era más que uno», entretien avec Felipe Pozo, *op. cit.*, 4 mars 2009.

spécifiques (le *cuerpo de la noticia*, littéralement « corps de la nouvelle »)<sup>832</sup>. La journaliste Lidia Baltra se souvient ainsi du rôle de Mario Planet, alors directeur de l'École, dans l'apprentissage d'une technique si caractéristique d'écriture :

« Un autre directeur de cette école a été un remarquable maître, Mario Planet, correspondant au Chili de la revue nord-américaine *Time*, un media de grand poids sur l'opinion publique mondiale dans ces années déjà. Il nous a parlé de la technique de la 'pyramide inversée' jusqu'à celle du journalisme interprétatif qu'a cultivée cette revue nord-américaine et qui s'appliquait aussi à *Ercilla*, alors le plus prestigieux hebdomadaire national, où il écrivait sur la politique internationale »<sup>833</sup>.

Etudiant à l'Université du Chili entre 1958 et 1961, Leonardo Cáceres se rappelle quant à lui l'astuce pédagogique utilisée par Mario Planet Rojas<sup>834</sup>, son professeur de rédaction journalistique, pour expliquer et transmettre cette règle d'écriture :

« Antoine Faure : *Donc vous aviez beaucoup de cours de culture générale, mais aviez-vous aussi des choses au niveau technique?*

*Leonardo Cáceres* : Oui, bien sûr que c'était... C'est clair, principalement, bon, Mario Planet et Ramón Cortéz qui nous enseignaient ça. Le, un petit singe qui était la pyramide... Au lieu de la pyramide inversée proprement dite, c'était un petit singe que dessinait Mario au tableau. Alors il lui faisait faire un tour, lui mettait la tête en bas... »<sup>835</sup>.

Relativement classique dans l'histoire du journalisme occidental, cette technique d'écriture journalistique est donc « certifiée conforme » et transmise aux futures générations de journalistes par la formation universitaire délivrée au Chili à partir du milieu des années 1950. De manière basique, elle consiste à promouvoir la rapidité d'accès à l'information et un style concis, et s'incarne dans l'attribution d'un espace du bloc-article à un chapô, généralement sous le titre, qui condense l'information essentielle de l'article (cette zone du texte est appelée « descente », *bajada*,

---

<sup>832</sup> Bien qu'il ne soit pas le concepteur de cette définition de ce principe d'écriture, on peut reprendre, dans un but de clarté, la définition qu'Erik Neveu donne de la pyramide inversée : « principe d'écriture qui veut que l'article débute par le *lead* [*mis en italique par l'auteur*] qui condense l'essentiel, avant de s'élargir dans l'exploration du qui, où, quand, comment, pourquoi et le travail d'interprétation » in Erik Neveu (2006), *op. cit.*, p. 10.

<sup>833</sup> « Notable maestro fue otro director de esta Escuela, Mario Planet, corresponsal en Chile de la revista norteamericana *Time*, en aquellos años ya un medio de gran peso en la opinión pública mundial. El nos pasó de la técnica de la "pirámide invertida" a la del periodismo interpretativo que cultivó esa revista norteamericana y que se aplicaba también en *Ercilla*, entonces el más prestigioso semanario nacional, donde él escribía sobre política internacional », Lidia Baltra (2013), *op. cit.*, p. 2.

<sup>834</sup> Journaliste, et notamment correspondant pour la revue étasunienne *Time*, Mario Planet a d'abord été professeur avant de devenir le doyen de l'École de journalisme de l'Université du Chili.

<sup>835</sup> « Antoine Faure : Entonces tenían muchas clases de cultura general, pero ¿tenían también cosas al nivel técnico? *Leonardo Cáceres*: Sí claro que era... Claro, principalmente bueno Mario Planet y Ramón Cortéz que nos enseñaban eso. El, un monito que era la pirámide... En vez de la pirámide invertida tal cual, un monito que dibujaba Mario en la pizarra. Entonces le daba la vuelta, le ponía la cabeza abajo... Sí, eso digamos, pero de teoría de la comunicación no sé si existía en alguna parte. O sea, era, los medios de comunicación eran muy rudimentarios, si uno piensa en lo que ha pasado, lo que ha cambiado, yo creo, en el mundo: el desarrollo tecnológico, cultural, y donde más se nota es en los medios de comunicación », entretien avec Felipe Pozo, *op. cit.*, 25 mai 2010.

au Chili). La technique d'écriture en pyramide inversée, hautement réitérative<sup>836</sup>, s'ancre dans la capacité à répondre rapidement et brièvement à cinq questions autour de l'information livrée : Quoi ? Qui ? Quand ? Où ? Et Pourquoi ? (les « 5 W »). A partir de ces éléments présentés comme les plus importants, la rédaction des articles suit un ordre décroissant emmenant le lecteur vers les explications et les détails liés à l'information principale (principe d'évolution du général vers le particulier).

Encadré n° 4.1 : La pyramide inversée et l'émergence d'un journalisme informatif dans le monde occidental

Pour mieux comprendre ce qu'implique l'utilisation des méthodes informatives d'écriture, il est nécessaire de se plonger dans l'histoire journalistique mondiale et chilienne pour sonder les facteurs d'émergence du journalisme informatif et de la technique de pyramide inversée, en particulier. Ici encore, les paroles d'Ernesto Carmona citées plus haut font écho, notamment l'importation des techniques du journalisme informatif depuis le système médiatique étasunien<sup>837</sup>. Pour centrer cette hypothèse sur le journalisme informatif et ses techniques propres, il faut faire un retour historique jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

Ainsi, José Francisco Sánchez voit dans l'apparition de l'agence d'information *Associated Press* (AP) en 1848, le moment de la généralisation de la pyramide inversée du fait de la massification de la presse. La naissance de cette agence de presse cristallise, selon lui, la volonté de transmettre une information à différents journaux sans prendre en compte les différentes lignes éditoriales, ce qui nécessite une écriture qui se défasse de ses éléments de valorisation (mélioratifs et péjoratifs). D'autre part, José Francisco Sánchez voit dans la nécessité de main d'œuvre induite par le travail d'une agence d'informations, une des raisons à la conformation pragmatique de la pyramide inversée : selon lui, l'*Associated Press* a dû avoir recours à bon nombre d'employés qui n'avaient pas d'expérience journalistique, la pyramide inversée s'avérant alors une schématisation efficace, et facilement appréhensible, des articles. Enfin, l'analyste espagnol met en évidence un argument technique : compte-tenu des difficultés de liaison et de transmission, la pyramide inversée offre la garantie de détenir l'intégralité des informations importantes rapidement, peu importe les

---

<sup>836</sup> Aucune étude statistique sur l'utilisation de cette technique n'a été menée dans le cadre de cette thèse. Une simple lecture des pages intérieures des journaux est suffisante pour constater son omniprésence dans la presse en circulation durant l'Unité populaire.

<sup>837</sup> « Ecoute, ceci a surgi avec le temps parce qu'au départ, il y avait très peu de théorie, et tout était copié des américains. Toutes ces techniques de journalisme informatif des américains, des Etats-Unis : le cliché sacré de la pyramide inversée, les attributs de l'article qui sont quelque chose comme 7, et dont je ne rappelle plus aujourd'hui, parce que...la rareté, la...je sais plus, une quantité de bêtises... », entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 24 mars 2009. Cette hypothèse est d'ailleurs alimentée par un travail de Claudia Mellado sur le rôle du Centre international d'études supérieures de journalisme pour l'Amérique latine (*Centro Internacional de Estudios Superiores de periodismo para América Latina*, CIESPLAN), mise en place en 1959 par l'ONU, au niveau du continent latino-américain<sup>837</sup>. On retrouve largement ici la grille d'analyse des théories de la dépendance, appliquée à la formation universitaire au journalisme. Nous ne la rattachons pas directement cette perspective au propos du fait de son caractère très structurel (on voit mal comment s'exerce l'influence de la CIESPLAN sur les écoles de journalisme latinoaméricaine) et trop généraliste (l'auteur parle essentiellement de l'Amérique latine sans jamais donner de précision sur le Chili, et ça n'est pas son objet). Voir Claudia Mellado (2010), *op. cit.*, pp. 307-318.

contraintes et difficultés liées à la transmission de l'information (en interne tout d'abord puis en ce qui concerne une diffusion externe)<sup>838</sup>.

Pour mieux comprendre ce genre journalistique, il faut aussi prendre en compte le contexte dans lequel il a émergé. Richard L. Kaplan<sup>839</sup> converge sur la consolidation progressive du journalisme informatif en marge de la création de l'agence AP, tout en soulignant que ce mouvement est aussi nourri par l'apparition de la *penny press*, tels que les titres *Transcript* (Boston), *The Penny Magazine* (Londres), *The Sun* (New York), *New York Herald*, *New York Tribune* ou *The New York Daily Times* (qui devient le *New York Times* en 1857)... Tout en gardant son grand format (749x597mm développé sur 4 pages) et les mêmes formes, ces journaux marquent selon lui le passage progressif de la presse idéologique à la presse informative. Avec la *penny press*, le journalisme étasunien subit progressivement un changement qui se matérialise après l'élection présidentielle de 1896, véritable réalignement de l'échiquier politique étasunien qui fait suite à la panique de 1893, une conséquence de la crise économique qui se traduit par une soudaine et brutale inflation que l'administration de Grover Cleveland ne parvient pas à endiguer. Selon Richard L. Kaplan<sup>840</sup>, la fusion du parti démocrate avec les candidats populistes autour d'une plateforme mêlant radicalismes religieux et agrariens, entraîne une rupture avec le Président démocrate Grover Cleveland et la déroute électorale qui s'en suit (déjà amorcée en 1894 aux élections à la Chambre des représentants), ce qui aboutit à une atténuation des rivalités entre les deux partis et rend obsolètes leurs étroites relations avec la presse. La presse d'opinion perd alors, selon lui, une grande partie de son influence, alors que les logiques du marché s'imposent aux propriétaires et directeurs de ces journaux. En découle une euphémisation des contenus et l'adoption d'une posture impartiale et objective afin d'augmenter le lectorat.

Toutefois, l'analyse de David T. Z. Mindich nuance et complète à la fois la tendance analytique de Richard L. Kaplan, en rappelant comment les principes de détachement, d'apolitisme et d'empirisme s'imposent peu à peu dans le journalisme étasunien tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle (1830-1890)<sup>841</sup>. Cette analyse est pertinente dans le sens où elle évite de voir dans un événement en particulier, à la fois la mort d'un système politico-médiatique et l'origine d'un nouvel ordre, et permet donc d'insister sur les facteurs de changement à long terme. Elle entre aussi en écho avec la vision de plusieurs spécialistes en science électorale qui, depuis quelques années,

---

<sup>838</sup> Voir José Francisco Sánchez (1993), *op. cit.*

<sup>839</sup> Richard L. Kaplan (2002), *Politics and the American Press: The rise of objectivity (1965-1920)*, Cambridge (U.K.): Cambridge University Press.

<sup>840</sup> Plusieurs politistes convergent avec ce diagnostic. Voir V. O. Key (1955), "A Theory of Critical Elections", *The Journal of Politics*, vol. 17, n° 1, pp. 3-18 ; James L. Sundquist (1983), *Dynamics of the Party System, Alignment and realignment of political parties in the United States*, Revised edition, Washington D.C., The Brookings Institution; E. E. Schattschneider (1960), *The Semisovereign People, A Realist's View of Democracy in America*, New York, Holt, Rinehart and Winston.

<sup>841</sup> David T. Z. Mindich (1998), *Just the Facts. How "Objectivity" Came to Define American Journalism*, New York: NYU Press Academic. A l'instar de Richard L. Kaplan, David T. Z. Mindich fait un pas de plus dans l'interprétation en rattachant le développement du journalisme informatif à la consolidation et la légitimation des principes d'objectivité journalistique. Cette étape de leur analyse est pour l'instant laissée de côté pour le pas trop faire bifurquer le propos de ce chapitre mais sera abordé dans les chapitres 6 et 7.

remettent en cause le radicalisme du réalignement des élections présidentielles de 1896<sup>842</sup>.

Parmi les figures de proue du journalisme informatif, on retrouve *The New York World*, que Joseph Pulitzer rachète en 1883 et auquel il donne une ligne éditoriale plus sensationnaliste ; *The New York Times*, rachetée par Adolph Ochs en 1896 ; ou encore *The New York Herald*, fondé par Gordon Bennett en 1835. Dans une logique de distinction des rôles et des fonctions de chacun de ces journaux dans l'installation progressive du journalisme informatif, Michael Schudson précise : « Ce nouveau modèle, dénommé « informatif », avait comme fondement la pratique qui a commencé à se développer à *The New York Times* de Ochs, où la neutralité cherchait à servir d'aimant pour un groupe ciblé et homogène de lecteurs. Si *The World* de Pulitzer avait fixé le 'rythme' qu'aurait le journalisme, ce fut *The New York Times* celui qui a déterminé le standard. Ainsi, Ochs a mis au défi le sensationnalisme de ses rivaux en montrant que le chemin de la qualité serait aussi une bonne affaire »<sup>843</sup>.

On retrouve d'ailleurs une référence à ces questions comme à la pyramide inversée dans le premier manuel chilien de journalisme, intitulé *Introducción al periodismo*<sup>844</sup> et publié en 1962 par Ramón Cortéz Ponce, peu de temps avant sa mort soudaine. Les héritiers de l'École de journalisme de l'Université du Chili (aujourd'hui devenue ICEI) trouvent dans ce livre « les principes fondamentaux de ces études »<sup>845</sup> et la « manière dont se sont formés les premiers professionnels de la presse »<sup>846</sup>. Ce manuel fait ainsi la part belle à l'explication des logiques de fonctionnement de la pyramide inversée. La comparaison du texte de Ramón Cortéz Ponce aux manuels produits postérieurement montre aussi qu'il n'est pas possible de constater une véritable évolution dans le temps dans la manière de présenter ce précepte de l'écriture journalistique. Ainsi, tout comme on la retrouve dans les premiers manuels de journalisme nord-américains<sup>847</sup> ou

---

<sup>842</sup> Jeffrey M. Stonecash and Everita Silina, « The 1896 Realignment: A Reassessment », *American Politics Research*, vol. 33, n° 1, 2005, pp. 3-32; David R. Mayhew, *Electoral Realignments: A Critique of an American Genre*, New Haven, Yale University Press, 2002.

<sup>843</sup> Michael Schudson (1978), *op. cit.*, p. 106.

<sup>844</sup> L'ouvrage a été réédité en 2003, chez l'éditeur LOM, en marge des cérémonies organisées pour les 50 ans de l'École de journalisme de l'Université du Chili. A l'occasion du lancement de cette réédition, Faride Zerán, alors directrice de l'ICEI, et Douglas Hübner, président de la section du Collège des journalistes chiliens de Santiago, ont souhaité rappeler la continuité historique et la mémoire du journalisme que la réédition de ce manuel assure. Voir Ramón Cortéz Ponce (2003), *Introducción al periodismo*, Santiago de Chile: LOM Ed. Sur les déclarations des deux journalistes autour de cette réédition, voir <http://www.periodismo.uchile.cl/noticias/2003/cortezponce.html> (consulté le 18 juin 2009).

<sup>845</sup> Selon la communication institutionnelle proposée sur le site de l'Institut de communication et d'image (héritier de l'École de journalisme de l'Université du Chili) à cette occasion, « se relanzó el libro que da cuenta de los principios fundamentales de la carrera ». Voir <http://www.periodismo.uchile.cl/noticias/2003/cortezponce.html> (consulté le 18 juin 2009).

<sup>846</sup> « Con ello, se presentó un documento que da cuenta de cómo se formaron los primeros profesionales de la prensa » Voir <http://www.periodismo.uchile.cl/noticias/2003/cortezponce.html> (consulté le 18 juin 2009).

<sup>847</sup> Par exemple, Melvin Mencher (1981), *Workbook: News Reporting and Writing*, Dubuque (Iowa): W. C. Bown.

français<sup>848</sup>, la pyramide inversée est centrale dans le manuel publié par Ramón Cortéz Ponce en 1962.

Le professeur de journalisme propose d'ailleurs plusieurs explications à l'utilisation de la pyramide inversée, qui renvoient à l'opération de domestication du temps de l'actualité par les journalistes dans leurs reportages, interviews et jusque dans la manière d'organiser leurs textes. Les trois niveaux sont d'ailleurs reliés entre eux, puisque l'objectif de hiérarchisation de l'information selon la technique de pyramide inversée conditionne le déroulement des pratiques en amont (reportage et interviews, au sens de la relation avec les sources de l'information). Les contraintes exercées par la technologie sur le travail journalistique sont ainsi mobilisées pour justifier de la nécessité de recourir à cette technique et de l'enseigner. L'utilisation des machines à écrire et de la composition par linotype limite en effet le journaliste dans sa capacité à modifier les articles qu'il écrit, obstacle que la pyramide inversée permet de neutraliser dans une certaine mesure. Ensuite, la formalisation des agencements spatiaux des journaux, des chemins de fer et des maquettes, mais aussi leurs marges d'ajustement, légitiment la pyramide inversée sur la base de sa commodité pratique. Cette technique d'écriture offre au rédacteur la possibilité de modifier la taille des articles selon les nécessités et obligations liées au processus de fabrication du journal, en coupant ou réarticulant les textes, ce qui facilite les fréquents réajustements dont souffrent chemins de fer et contenus sous les coups de boutoir de l'actualité. Renvoyer les détails d'une information à la fin d'un article permet de réaliser cette opération de découpe sans que l'article n'en pâtisse ni qu'une partie des informations considérées comme les plus importantes par les journalistes ne disparaisse. La redondance des éléments d'information au cours du texte offre aussi une cohésion aux articles dont les paragraphes peuvent être interchangés sans que le message et son contenu ne soient profondément altérés. La pyramide inversée permet par ailleurs de gagner du temps au moment de trouver un titre, si cela n'a pas été fait de façon adéquate (ou pas fait du tout) par le rédacteur de l'article : avec l'accès immédiat aux principaux éléments, les secrétaires et directeurs de rédaction peuvent proposer un titre qui soit en adéquation avec le contenu de l'article et qui permette d'anticiper son contenu.

Ce précepte n'est d'ailleurs pas utilisé que dans la presse écrite. Si, durant l'Unité populaire, l'écrit a toujours l'ascendant sur les autres formats médiatiques (oral et audiovisuel), l'utilisation de la pyramide inversée est une technique partagée par les journalistes et rédactions des radios et

---

<sup>848</sup> Yves Agnès (2008), *Manuel de journalisme : écrire pour le journal*, Paris : La Découverte (Coll. « Grand repères ») ; Jean-François Bège (2007), *Manuel de la rédaction : les techniques journalistiques de base*, Paris : CFPJ Ed. ; Jean-Luc Martin-Lagardette (2009), *Le guide de l'écriture journalistique*, Paris : La Découverte (Coll. « Guides »).

de la télévision. Sans faire directement référence à cette technique, Ernesto Carmona souligne, en prenant le cas de son travail au *canal 9* de télévision, la prééminence de l'écrit dans le travail journalistique chilien durant l'Unité populaire et la standardisation des formats qui permettent de gagner en efficacité :

« Aucune chaîne n'avait de caméra avec du son...le son...c'était très cher... Donc euh, on couvrait les informations et s'il n'y avait pas de film, on utilisait un film d'archives... La question était de rédiger, et ils venaient tous rédiger très tôt, incroyable, moi j'écrivais avec les dix doigts, et j'écrivais mes choses qui étaient un minimum, en cinq minutes : j'étais le dernier à arriver et le premier à m'en aller »<sup>849</sup>.

Ce témoignage reprend l'argument précédent sur la centralité de l'écrit et de l'écriture dans le travail journalistique et son enseignement avant et durant l'Unité populaire<sup>850</sup>. Or la multiplication des messages, de leurs formats et de leurs supports, sur les bases de la répétition d'une technique similaire d'organisation des messages, met en évidence une sorte de pédagogie de l'actualité partagée par les journalistes avant et durant l'Unité populaire. Autrement dit, il s'agit de l'ensemble des méthodes et des pratiques journalistiques, dont font partie tant les techniques d'agencement spatial et visuel (chapitre 3) que les techniques d'écriture, qui visent à l'adaptation du contenu médiatique de l'actualité. A ce sujet, un extrait de l'entretien mené avec María Olivia Monckeberg est particulièrement révélateur du rapport presque fusionnel des journalistes à l'actualité, en tous cas comme il est enseigné au sein des écoles de journalisme chiliennes depuis 1953 :

« De quels autres professeurs je me rappelle ? Je te dirais que, un professeur en journalisme d'information, je crois qu'il est mort, Osvaldo Marfán, oui il est mort, Osvaldo Marfán, pour moi, je...pour la partie informative de, de l'information dure, et de s'habituer, je, une question qui me coûte beaucoup aujourd'hui, comme professeur, inculquer aux gamins, aux élèves qu'un journaliste doit avoir un maniement de l'actualité, doit être avec l'actualité, doit être connecté à l'actualité. Cela, ils le faisaient très bien, je sens qu'ils m'ont marqué avec ça »<sup>851</sup>.

---

<sup>849</sup> «O sea el... Ningún canal tenía cámara con sonido...el sonido...era muy caro... Entonces eh, uno cubría las noticias y si no tenía película, usaba película de archivo... la cuestión era redactar, y todos llegaban a redactar muy temprano, increíble, yo escribía con los diez dedos, y escribía mis cosas que eran un mínimo, en cinco minutos: era el último en llegar y el primero en irse», entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 16 décembre 2008.

<sup>850</sup> Cette logique ne se résorbe d'ailleurs qu'au fil de l'accroissement de l'importance de la télévision dans le système médiatique chilien. A ce propos, on peut lire avec beaucoup d'intérêt : Juan Pablo Arancibia (2005), *Comunicación política. Fragmentos para una genealogía de la mediatización en Chile*, Santiago de Chile: Universidad ARCIS.

<sup>851</sup> «¿Qué otros profesores recuerdo? Yo te diría que, un profesor en periodismo informativo, creo que ya murió, Osvaldo Marfán, si se murió, Osvaldo Marfán, para mí, yo...en la parte informativa de, de la información dura, y del acostumbrarte, yo, una cuestión que me cuesta mucho hoy día, como profesora, inculcarle a los chiquillos, a los alumnos que un periodista tiene que tener un manejo de la actualidad, tiene que estar con la actualidad, que tiene que estar conectado a la actualidad. Eso, lo daban muy bien, yo siento que me marcaron con eso», entretien avec María Olivia Monckeberg, *op. cit.*, 17 mai 2010.

La justification du recours à la technique d'écriture de la pyramide inversée dépasse, en ce sens, les motivations livrées par Felipe Pozo en lien avec l'obligation de laisser une marge d'accès à un public hétérogène. Cette règle de structuration des textes journalistiques, en vigueur durant l'Unité populaire<sup>852</sup> et enseignée aux étudiants en journalisme, se constitue en pédagogie d'une actualité dans laquelle doivent s'immerger les journalistes car elle s'appuie sur une logique proche de la domestication du temps de l'actualité par les formes et l'espace (et la convergence entre les différents supports et les différents titres, comme souligné dans le chapitre 3). Cette méthode, qui fonctionne maintenant dans la forme des contenus et non plus seulement au niveau de l'agencement visuel des journaux, s'appuie sur la sélection et la hiérarchisation des informations. Si ce ne sont plus seulement les mises en forme qui articulent ces opérations, le fait même que cette technique d'écriture soit enseignée suggère que le tri dans le flux de l'actualité et le classement des éléments recueillis autour d'une information se prolongent dans l'acte d'organisation des textes publiés et s'opèrent sur des critères intériorisés et continuellement ajustés par les journalistes. Compte-tenu de la répétition quasi-systématique de cette pratique d'écriture durant l'Unité populaire et de sa consécration dans les enseignements universitaires des techniques journalistiques, elle constitue, au même titre que la logique de domestication du temps de l'actualité par les agencements formels, un marqueur du style journalistique et donc de l'identité du journaliste. La relation entre les deux logiques de fabrication quotidienne des journaux consiste donc à modifier les principes d'écriture selon la zone du bloc-article. L'universitaire José Francisco Sánchez converge d'ailleurs vers cette analyse lorsqu'il souligne que la pyramide inversée relève d'une optimisation de l'espace des journaux<sup>853</sup>. Le caractère dépouillé, brut et non-délié des éléments d'information permet, selon lui, une plus grande exhaustivité dans chaque article, et donc dans l'ensemble d'un journal. Etant donnée l'agitation des trois années de gouvernement de Salvador Allende et l'idéologisation de tout acte social en écho à la radicalisation de la *crise*, la répétition et l'enseignement de la technique de pyramide inversée

---

<sup>852</sup> Cela a été décrit dans le chapitre sur les agencements spatiaux et visuels des pages des journaux en remarquant que dès la première page, les titres livrés sont généralement accompagnés d'un petit texte, l'appel en Une, afin de livrer les principales informations sur le sujet et d'attirer l'attention du lecteur potentiel. La technique est reproduite tout au long du journal, que ce soit dans les articles informatifs, les reportages, les chroniques. Seules les informations brèves ou non-développées ne réservent pas d'espace au chapô, mais leur structure d'écriture est similaire du fait de l'espace réduit qui leur est attribué.

<sup>853</sup> José Francisco Sánchez (1993), "La pirámide invertida. Caída de un mito", *Cuadernos de Información*, n° 8, pp. 88-95. L'auteur cherche plusieurs voies de critique de cette technique d'écriture et souligne notamment que celle-ci n'est pas très engageante pour le lecteur qu'elle induit à rester sur une lecture superficielle des journaux. Si cette piste peut s'avérer féconde, elle n'est pas explorée ici pour plusieurs raisons : d'une part, il a été précisé dès la première partie que le paradigme des effets semble trop volatil pour apporter un éclairage sur le travail journalistique dans un contexte de *crise*, et que l'angle adopté ici est celui de l'immanence de l'identité journalistique durant l'Unité populaire. D'autre part cela engagerait un travail sur les récepteurs et leur perception de l'écriture sous la forme de la pyramide inversée, travail difficile à réaliser à plus de quarante années du cas d'étude construit.



laissent penser que les formes empruntées gardent une certaine stabilité pour assurer une efficacité au processus de fabrication des journaux, mais aussi une optimisation de l'espace pour traiter de la multitude d'évènements qui surgissent à un moment de l'histoire chilienne où les différents acteurs se remémorent avoir conscience de participer à l'Histoire<sup>854</sup>.

Les techniques d'écriture, symbolisées par la centralité de l'écrit et le recours à la pyramide inversée, font donc la part belle aux opérations de hiérarchisation de l'information et à la domestication du temps quotidien de l'actualité par le temps de fabrication des journaux. Au-delà des justifications de l'utilisation de la pyramide inversée que proposent les journalistes dans les entretiens ou les autres récits de leur activité, cette technique d'écriture journalistique consacrée et partagée est mise en relation avec le temps de fabrication des quotidiens : elle permet nombre de réajustements des contenus jusqu'au moment du lancement de l'impression et elle offre une certaine stabilité à ce processus dans un temps social, politique et culturel dont la vitesse dépasse le temps ordinaire. Une nouvelle fois, l'argument vient nuancer et compléter les diagnostics idéologiques déclamés par l'immense majorité des auteurs sur le cas d'étude de l'Unité populaire.

### C) *L'enseignement du journalisme informatif*

L'enseignement de la pyramide inversée constitue aussi une bonne preuve de l'existence et de la consolidation, au Chili, d'un journalisme dit « informatif ». Etudiant à l'Université du Chili à partir de 1956, Ernesto Carmona reconstruit le lien entre la technique de la pyramide inversée et le journalisme informatif en situant leur diffusion depuis le journalisme étasunien vers le Chili :

« Ecoute, ceci a surgi avec le temps parce qu'au départ, il y avait très peu de théorie, et tout était copié des Américains. Toutes ces techniques de journalisme informatif des Américains, des Etats-Unis : le cliché sacré de la pyramide inversée, les attributs de l'article qui sont quelque chose comme 7, et dont je ne rappelle plus aujourd'hui, parce que... la rareté, la... je sais plus, une quantité de bêtises... Et par-dessus tout, bon le fondamental, les éléments... les éléments de, de l'article, soit les questions auxquelles il fallait répondre en contant la nouvelle. Euh... pour moi c'était le plus marquant, enfin expliquer le quoi, le pourquoi, le pour quoi, le où, le quand, le comment, et, et organiser cela selon son importance. Parce que dans un article, le plus important pouvait être le comment, dans le cas par exemple d'un type qui est

---

<sup>854</sup> Julio Pinto Vallejos (coord.) (2003), *op. cit.*

mort une pomme de terre dans la bouche, humm, mais la mort en soi n'était pas marquante »<sup>855</sup>.

Cette conception de l'activité journalistique privilégie en effet largement le factuel, livré de façon neutralisée par les cinq questions qui sont évoquées par Ernesto Carmona, et la flexibilité qu'offre la forme de la pyramide inversée à l'organisation de ces éléments dans le texte de l'article. La hiérarchisation des faits qui en découle est alors envisagée sous l'évidence de la naturalité de ces mêmes faits. Ce témoignage fait écho à l'analyse que propose José Francisco Sánchez de la technique de la pyramide inversée :

« Il convient d'ajouter à ce qui a été dit au-dessus que la pyramide inversée naît avec le journalisme appelé 'informatif', par opposition au journalisme idéologique et aussi au journalisme subjectif. La pyramide inversée devient aussi le format factuel par excellence : le seul capable de transmettre avec une certaine asepsie les faits, sans valorisation de la part du journaliste que la simple hiérarchisation de ces faits, réalisée, d'autre part – toujours selon ses défenseurs, à partir de la hiérarchie naturelle de ces mêmes faits : c'est-à-dire avec la plus petite manipulation possible »<sup>856</sup>.

#### Encadré n° 4.2 : L'importation de techniques journalistiques

Les évolutions et changements dans le système de presse aux Etats-Unis ont un impact direct dans l'histoire de la presse et du journalisme chiliens. Pour reprendre les mots de Patricio Bernedo Pinto et Eduardo Arriagada Cardini, la fin du XIXe siècle est aussi, au Chili, le moment où naît « la presse moderne avec des techniques pour conter des histoires avec un style journalistique, l'usage des titres et des illustrations, l'incorporation de l'entretien et de la section féminine, entre autres innovations »<sup>857</sup>. Or c'est dans ce contexte qu'Agustín Edwards McClure, propriétaire d'El Mercurio de Valparaíso et fondateur d'El Mercurio de Santiago, a rencontré les propriétaires et directeurs de différents journaux étasuniens lors de

<sup>855</sup> «Mira, eso fue surgiendo con el tiempo porque al comienzo, había muy poca teoría, y todo era copiado de los gringos. Todas esas técnicas de periodismo informativo de los gringos, de Estados Unidos: el sagrado cliché de la pirámide invertida, los atributos de la noticia que son como 7, que ya ni los recuerdo, porque...la rareza, la...no sé, una salta de tonterías... Y sobre todo, bueno lo fundamental, los elementos...los elementos de, de la noticia, o sea las preguntas que había que responder al contar la noticia. E...eso para mí fue lo relevante, o sea explicar el qué, el por qué, el para qué, el dónde, el cuándo, el cómo, y y organizar eso de acuerdo a su importancia. Porque en alguna noticia lo más importante podía ser el cómo, en el caso por ejemplo del tipo que murió la papa en la boca, um, pero la muerte en sí no era tan relevante», entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, le 24 mars 2009.

<sup>856</sup> «A lo dicho cabe sumar que la pirámide invertida nace con el periodismo llamado «informativo», por oposición a periodismo ideológico o incluso a periodismo subjetivo. La pirámide invertida se convierte así en el formato factual por excelencia: el único capaz de transmitir con una cierta asepsia los hechos, sin valoración por parte del periodista que la mera jerarquización de esos hechos, realizada, por otra parte -siempre según sus defensores-, a partir de la jerarquía natural de esos mismos datos: es decir, con la menor manipulación posible» in José Francisco Sánchez (1993), *op. cit.*, p. 3.

<sup>857</sup> «Como ya se indicó, allí estaba naciendo la prensa moderna con técnicas para contar historias con estilo periodístico, uso de los titulares y las ilustraciones, incorporación de la entrevista y de la sección femenina, entre otras innovaciones» in Patricio Bernedo Pinto & Eduardo Arriagada Cardini (2002), «Los Inicios de El Mercurio de Santiago en el Epistolario de Agustín Edwards Mac Clure (1899-1905)», *Historia* [online], vol. 35, pp.13-33, disponible sur: [http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso](http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso) (consulté le 02 mai 2013).

plusieurs voyages à New York, en 1901 et 1904 notamment. A ces différentes occasions, il a pu s'informer sur le fonctionnement global des entreprises journalistiques. Dans leur étude des échanges épistolaires du propriétaire d'El Mercurio, les historiens Patricio Bernedo Pinto et Eduardo Arriagada Cardini citent une lettre envoyée par Agustín Edwards McClure à un ami, l'entrepreneur et philanthrope Carlos Von Buren Vallejo, qui ne laisse pas de doute au sujet des intentions du propriétaire d'El Mercurio : « au cours de cette semaine, je vais visiter les principaux journaux de cette ville [New York] et tout ce qui est utile et applicable au Mercurio (...) »<sup>858</sup>. Le voyage consiste donc à s'appuyer sur les modèles de la presse newyorkaise pour mieux moderniser le fonctionnement du journal national, ou plutôt inaugurer une nouvelle formule puisqu'El Mercurio de Santiago vient d'être lancé depuis quelques mois seulement. Dans son ouvrage *Prensa y Periodismo* (1958), Raúl Silva Castro décrit ainsi la démarche d'Agustín Edwards McClure : « Quand M. Edwards a eu le projet de faire à Santiago un nouveau journal répétant l'exploit déjà accompli par El Mercurio de Valparaíso, il est parti pour les Etats-Unis et, sur le conseil de M. James Gordon Bennet (1841-1918), éditeur du *New York Herald*, il a étudié le fonctionnement interne du journal qui était alors un des principaux journaux de l'Union »<sup>859</sup>.

L'initiative d'Agustín Edwards McClure de visiter la penny press newyorkaise n'est pas anodine et implique une certaine idée de la presse, au moins dans son acceptation de la neutralité. C'est de la lecture de ces journaux, de la visite de leurs rédactions et des conversations menées avec leurs directeurs que le propriétaire d'El Mercurio s'inspire pour préconiser une approche centrée sur le reportage et non plus sur l'éditorial. Agustín Edwards McClure souligne l'importance de cette démarche journalistique, particulièrement en matière économique et financière, dans une lettre envoyée à un de ses proches, Víctor Grez, qui vivait alors à Rome : « Vu ce qui se fait dans tous les journaux européens et nord-américains en la matière, je trouve excessivement déficient le service d'El Mercurio qui se limite à la publication des prix courants et d'une revue de haricots, pommes de terre, et seulement les samedis. [Aux Etats-Unis] il n'y a pas un seul journal qui ne contienne pas des chroniques de ce qui se passe dans les cercles bancaires et à la bourse [en minuscule dans le texte], et je crois qu'El Mercurio, qui se vante d'être un journal commercial, devrait tenter d'inaugurer cette section »<sup>860</sup>.

<sup>858</sup> «En el curso de esta semana voy a visitar los principales diarios de esta ciudad [Nueva York] y de todo lo que sea útil y aplicable al Mercurio, voy a escribir una carta a Jorge Délano», Carta de Agustín Edwards McClure a Carlos Van Buren, 04 de noviembre de 1901, citée dans Patricio Bernedo Pinto & Eduardo Arriagada Cardini (2002), *Ibid.* disponible sur: [http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso](http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso) (consulté le 02 mai 2013).

<sup>859</sup> «Cuando el Sr. Edwards tenía el proyecto de hacer un diario nuevo que en Santiago repitiera la hazaña que había ya cumplido el de Valparaíso, fue a los Estados Unidos y con la experta guía de Mr. James Gordon Bennet (1841-1918), editor del *New York Herald*, estudió por dentro el funcionamiento que era entonces uno de los principales periódicos de la Unión» in Carlos Silva Castro (1958), *Prensa y Periodismo en Chile (1812-1958)*, Santiago de Chile: Ediciones de la Universidad de Chile, p. 347.

<sup>860</sup> «Visto lo que se hace en todos los diarios europeos y norteamericanos en esta materia, encuentro excesivamente deficiente el servicio de El Mercurio que se limita a la publicación de los precios corrientes y de una revista de frijoles, papas, y solo los sábados. [En Estados Unidos] no hay diario serio que no tenga artículos de crónica de lo que pasa en los círculos bancarios y en la bolsa, y creo que El Mercurio, que presume de diario comercial, debería intentar inaugurar esa sección», in Carta de Agustín Edwards McClure a Víctor Grez, 24 de diciembre de 1901, citée dans Patricio Bernedo Pinto & Eduardo Arriagada Cardini (2002), *op. cit.*, disponible sur: [http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso](http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso) (consulté le 02 mai 2013).

Dans le prolongement de cette stratégie entrepreneuriale et journalistique, le positionnement politique des rédacteurs est donc peu à peu renvoyé dans les pages éditoriales et une posture d'objectivité semble émerger de cette presse bien qu'elle ne soit « rien de plus que la recherche d'un point de vue neutre dans la livraison de l'information »<sup>861</sup>. Au-delà de la revendication d'une neutralité dans le traitement des contenus, l'utilisation du terme « livraison » est ici révélatrice. Dans l'original, Agustín Edwards McClure utilise en effet le mot « entrega » qu'il est assez difficile de traduire quand il s'agit de l'information. Une autre formulation aurait pu être « mise à disposition », qui s'éloigne du sens premier d'entrega mais rend bien l'idée de servir une information sans conditionnement, disponible pour et par elle-même. En suivant l'analyse historique de la presse étasunienne proposée par Michael Schudson, cette transaction de neutralité se développe en privilégiant les données informatives dans la recherche de la « précision (exactitude), l'objectivité et d'un scrupuleux sérieux, exempts de passions »<sup>862</sup>. Dans une lettre datant du 12 novembre 1901, Joaquín Díaz Garcés, ami d'enfance d'Agustín Edwards et journaliste récemment nommé directeur administratif du journal, présente une idée similaire au propriétaire d'El Mercurio autour de l'idée d'un débat public dépassionné : « (...) De plus, est venu se constituer au Chili cet état sociologique qui s'observe dans les pays cultivés et qui ont un ordre social bien établi : un grand nombre de personnes a un avis absolument dépassionné en termes de questions religieuses et politiques, ils se désintéressent de luttes partisans, ils sont désabusés par la réalisation des programmes, et abominent les courants tendancieuses ou sectaires. El Mercurio, à Valparaíso et à Santiago, interprète pour ce grand public, en lui offrant un journal sain, honnête (...), justicier et absolument tranquille »<sup>863</sup>.

Mais la justification que donne Joaquín Díaz Garcés pour proposer le recours à un journalisme informatif a ceci d'intéressant qu'elle articule trois perceptions culturelles fortes : un témoignage sur la maturité politique de certains pays dits « cultes » et à l'ordre social « bien établi » (on devine aisément les pays occidentaux sous ces traits) ; la confirmation de cette maturité perçue dans une dépolitisation et une sécularisation simultanées et transversales (signes de modernité et de progrès, qui font largement écho à la crise ressentie en Amérique latine au tournant du XXe siècle notamment dans les milieux culturels<sup>864</sup>) ; et une attitude journalistique tout aussi mûre qui consiste à neutraliser le registre de parole supposément idéologique des journaux chiliens, de le rendre « honnête, juste et tranquille » afin que le journal ait un effet salutaire sur le corps social (qui bien évidemment le réclame, sous la figure de « ce grand public »). Le futur directeur administratif d'El Mercurio justifie donc la posture

---

<sup>861</sup> “Pero el rasgo más determinante que caracterizó a dicha prensa popular fue la llamada "objetividad", que entonces no era más que la búsqueda de un punto de vista neutral en la entrega de la información”, in Patricio Bernedo Pinto & Eduardo Arriagada Cardini (2002), *Ibid.*, disponible sur: [http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso](http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso) (consulté le 02 mai 2013).

<sup>862</sup> Michael Schudson (1978), *op. cit.*, p. 107.

<sup>863</sup> “(...) Además, ha llegado a constituirse en Chile ese estado sociológico que se observa en los países cultos y que tienen un orden social bien establecido: un gran número de personas tiene un criterio absolutamente desapasionado en las cuestiones religiosas y políticas, se desentienden de las luchas partidistas, están desengañados de la realización de los programas, y abominan las corrientes tendenciosas o sectarias. A este gran público interpreta El Mercurio, en Valparaíso y en Santiago, dando un diario sano, honrado, (...) justiciero y absolutamente tranquilo”, cité dans Patricio Bernedo Pinto & Eduardo Arriagada Cardini (2002), *op. cit.*, disponible sur: [http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso](http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso) (consulté le 02 mai 2013)

<sup>864</sup> Voir chapitre 2.

du journal par sa capacité à comprendre, à « interpréter », le public, ses envies et ses besoins. C'est par et pour ce public moderne que le journal doit (au sens moral) privilégier la neutralité du journalisme informatif.

La démarche entreprise par Agustín Edwards McClure, qui consiste à imposer une posture d'objectivité au journal *El Mercurio*, se retrouve aussi dans la justification qu'il donne au recrutement de son ami Carlos Silva Vildósola, alors secrétaire de l'ambassade chilienne en Angleterre, au sein de la rédaction du journal : « Silva, par bonheur, a été contaminé par le critère stylistique anglais qui est le plus noble et le plus sain du monde (...), il donne raison à celui qui l'a [la raison], il respecte la vérité et le bien, [et il n'attaque] les croyances de personne. Sur cette base et avec le talent d'écrivain on peut arriver à une idée du journalisme qui, jusqu'au jour d'aujourd'hui, n'est apparue dans aucun journal chilien qui émet des opinions »<sup>865</sup>.

Ce courrier invoque une transformation dans les pratiques d'écriture des journalistes et le style qu'ils empruntent. En rupture avec le journalisme d'opinion, le style recherché par Agustín Edwards McClure s'inspire des normes anglaises qui aident, selon sa légende, à conserver un équilibre social. Équilibre qui est encore une fois exprimé sous le registre de la « santé ». L'argument fait des changements stylistiques une nécessité vitale à la société chilienne, ce qui fait des journaux les agents hygiéniques du corps social chilien. Cette légende de la contribution des journaux à la santé de la société où ils circulent trouve ses racines dans sa capacité de neutralité dans le traitement des faits. Et rien de plus que les faits. Eduardo Santa Cruz documente ces changements introduits par *El Mercurio*, et les interprète par ces mots : « Ainsi, le journaliste sera conçu comme un simple 'témoin de l'histoire' et 'objectif', dans au sens de neutre et impartial. De la même manière, l'information devra être écrite sous une forme brève, précise et sobre, sans adjectifs ni opinions ; ce 'récit' croira qu'il est le caractère propre du journalisme de nouveau type et ses techniques ce qui assure sa neutralité »<sup>866</sup>.

Il ne faudrait toutefois pas tomber ici dans le piège d'une histoire linéaire : *El Mercurio* n'est pas né comme le seul défenseur de ce type de journalisme supposément désidéologisé. Dans son travail sur *El Diario Ilustrado*, Carlos Ossandón replace par exemple le premier journal chilien à intégrer la photogravure, dans le contexte plus général d'un changement de formats, de formes, de genres et de styles journalistiques : « Quelques années avant la création du magazine *Zig-Zag* (1905) et de la revue jeunesse *El Peneca* (1908), un peu après la fondation à Santiago d'*El Mercurio* (1900) qui a fait irruption impétueusement, tirant à un moment à 9 000 exemplaires, et la même année que la naissance de *Las Ultimas Noticias*, pour citer seulement quelques exemples significatifs, il est clair que la création d'*El Diario*

---

<sup>865</sup> «Silva, por suerte, se ha contagiado con el criterio estilístico inglés que es el más noble y más sano del mundo (...), da la razón al que la tiene, respeta la verdad y el bien, [y no ataca] las creencias de nadie. Con esta base y con talento de escritor se puede llegar a una idea de periodismo que hasta ahora no ha tenido ningún diario chileno que emita opiniones», Carta de Agustín Edwards McClure a Luis Alberto Cariola (24/04/1901), cité dans Patricio Bernedo Pinto & Eduardo Arriagada Cardini (2002), *op. cit.*, disponible sur: [http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso](http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso) (consulté le 02 mai 2013).

<sup>866</sup> «Así, el periodista será concebido como un simple «testigo de la historia» y «objetivo», en el sentido de neutral e imparcial. Correspondientemente, la información tendrá que ser escrita en forma breve, precisa y escueta, sin adjetivos no opiniones; este «relato» creará que es el propio carácter del periodismo de nuevo tipo y sus técnicas lo que asegura su neutralidad» in Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*, pp. 32-33.

Ilustrado n'est pas isolé mais la manifestation d'un processus majeur qui a impliqué de nouveaux formats et publics au début du XXe siècle au Chili »<sup>867</sup>.

El Mercurio n'a pas non plus vu le jour dans le vide sidéral d'une presse informative et commerciale, d'un paysage médiatique exclusivement dessiné par l'opinion et les batailles idéologiques. Eduardo Santa Cruz, toujours lui, montre par exemple très bien comment La Tarde (1 en. 1897 – 15 Dic. 1903)<sup>868</sup> et El Ferrocarril (1865-1911) l'avaient précédé dans leur volonté de nettoyer la presse de son caractère idéologique, de promouvoir les annonces commerciales et de donner un tournant informatif à la presse, avec toutes les conséquences que cela a eu sur les formes (voir chapitre 3)<sup>869</sup>. Il fait alors d'El Ferrocarril le journal qui a introduit ce qu'il appelle « la presse libérale moderne » et d'El Mercurio celui qui en constitue, jusqu'à aujourd'hui, le modèle : « Si El Ferrocarril avait été sur beaucoup d'aspects l'introducteur de la presse libérale moderne, El Mercurio arriverait à se constituer en son modèle ou paradigme. Modèle sur le plan journalistique, sur le plan commercial et sur le plan de son installation comme agent culturel, distancié des partis et des gouvernements, et concentré pour conformer une opinion et un sens commun orienté vers la défense des fondements et des fins de l'ordre social capitaliste, au-delà même des voies particulières de développement et de modernisation de celui-là même. En d'autres mots, El Mercurio venait faire la même chose qu'avait fait El Ferrocarril durant 45 ans, mais avec, en supplément, (la possibilité de compter sur) de plus grandes ressources ; une administration entrepreneuriale rationalisée et efficace ; la base technologique la plus moderne qui existait à ce moment-là et, sur le plan journalistique, le développement des caractéristiques informatives, par le perfectionnement des techniques et genres, à partir de la pleine professionnalisation de l'activité »<sup>870</sup>.

Dans l'article de Patricio Pinto Bernedo et Eduardo Arriagada Cardini sur les courriers d'Agustín Edwards McClure entre 1901 et 1905, le souci de la compétition commerciale avec El Ferrocarril est d'ailleurs extrêmement présent, ce qui laisse

<sup>867</sup> “Unos años antes de la creación de la magazinesca Zig-Zag (1905) y de la revista infantil El Peneca (1908), un poco después de la fundación en Santiago de El Mercurio (1900) que irrumpía impetuosamente agotando en un instante 9.000 ejemplares, y el mismo año de nacimiento de Las Últimas Noticias, por citar sólo algunos ejemplos significativos, es claro que la creación de El Diario Ilustrado no es un botón aislado sino manifestación de un proceso mayor que involucró nuevos formatos y públicos en los inicios del Siglo XX en Chile” in Carlos Ossandón Buljevic (2003), “El Diario Ilustrado: modernidad y ensoñación identitaria”, *Comunicación y Medios*, n°14, disponible sur <http://www.comunicacionymedios.uchile.cl/index.php/RCM/article/view/12098/12454> (consulté le 7 janvier 2011). Au-delà de cet aspect, Carlos Ossandón se livre, dans cet article, à une analyse passionnante qui articule les transformations de la physionomie des journaux et les bouleversements de l'espace urbain chilien (et latino-américain). Il travaille cette hypothèse dans plusieurs autres textes déjà cités. Voir Carlos Ossandón Buljevic (1998), *op. cit.*; ou Carlos Ossandón Buljevic (2004), *op. cit.*

<sup>868</sup> Eduardo Santa Cruz (2003), “El campo periodístico en Chile a principios del Siglo XX”, *Comunicación y Medios*, n°14, disponible sur: <http://www.comunicacionymedios.uchile.cl/index.php/RCM/article/view/12097/12453> (consulté le 6 janvier 2011).

<sup>869</sup> Voir Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*

<sup>870</sup> “Si *El Ferrocarril* había sido en muchos aspectos el introductor de la prensa liberal moderna, *El Mercurio* llegaría a constituirse en su modelo o paradigma. Modelo en lo periodístico, en lo comercial y en su instalación como agente cultural, distanciado de los partidos y gobiernos, y concentrado en conformar una opinión y un sentido común orientado a defender los fundamentos y fines del orden social capitalista, más allá incluso de particulares vías de desarrollo y modernización del mismo. En otras palabras, *El Mercurio* venía a hacer lo mismo que *El Ferrocarril* hiciera durante 45 años, pero con el agregado de contar con mayores recursos; una administración empresarial racionalizada y eficiente; la base tecnológica más moderna que existía a la fecha y, en lo periodístico, el desarrollo de las características informativas, por el perfeccionamiento de las técnicas y géneros, a partir de la plena profesionalización de la actividad” in *Ibid.*, p. 76.

penser que les deux journaux jouent sur le même registre<sup>871</sup>. Outre l'épisode du déménagement d'El Mercurio dans le centre de Santiago<sup>872</sup>, au cours duquel Galvino Gallardo, alors directeur du journal rival, affirme qu'il viendra racheter les meubles des bureaux d'El Mercurio une fois celui-ci en faillite, la compétition qui fait rage entre les deux journaux s'exprime aussi dans le courrier échangé par Agustín Edwards McClure. Dans une lettre envoyée par Joaquín Díaz Garcés au propriétaire d'El Mercurio le 12 novembre 1901, la compétition est clairement assumée jusqu'à élaborer une stratégie pour occuper la plus grande partie possible de l'espace de publication quotidien : « Il est indéniable que nous devons nous approprier [de la publication] du matin sans perdre de temps. S'il y a quelque chose de clair, évidemment, c'est la rapidité avec laquelle nous réussirions à nous imposer en face à face avec El Ferrocarril, en atteignant en moins d'un an 15 000 exemplaires diffusés dans les rues. (...) Nous avons besoin de circuler le matin avant qu'un autre ne le fasse; nous ne pouvons pas nous retirer du soir pour éviter qu'un autre n'entre... Occupons donc les deux postes »<sup>873</sup>.

Les exemples de cette compétition exacerbée entre les deux journaux à caractère informatif et commercial se multiplient dans le texte de Patricio Bernedo Pinto et Eduardo Arriagada Cardini, tout comme dans ceux d'Eduardo Santa Cruz et Carlos Ossandón, mais il n'est pas nécessaire ici d'insister : il faut simplement se rappeler que le processus d'implantation d'une presse commerciale et, en pratique, d'un journalisme informatif, est un mouvement qui se déroule sur le temps long, qui est l'objet d'un engrenage concurrentiel, mais aussi d'ajustements et de réajustements pratiques. Le transfert technique et organisationnel qu'entreprennent Agustín Edwards McClure et son équipe, accélère et légitime la réforme des pratiques journalistiques chiliennes, avant que ces mêmes pratiques ne soient consacrées par leur mise en apprentissage dans les classes des écoles de journalisme naissantes, quelques cinquante années plus tard.

Il ne s'agit donc pas de caractériser une forme de journalisme en exercice durant l'Unité populaire et d'invalider par la même occasion le recours à des pratiques et techniques n'appartenant pas à ce type de journalisme. L'émergence de la technique de pyramide inversée avant le gouvernement de Salvador Allende laisse plutôt penser que les opérations et mécanismes mis en œuvre durant le processus de fabrication d'un journal relèvent de principes, de gestes et d'habitudes hybrides. Si l'idéologisation apparente de la presse ne peut être remise en cause à

---

<sup>871</sup> Outre les écrits d'Eduardo Santa Cruz et Carlos Ossandón, largement classique, un mémoire de fin de cycle de l'Université catholique porte exclusivement sur cette comparaison : Carolina Cherniavsky (1999), *El Ferrocarril y El Mercurio de Santiago. ¿El comienzo de una época y el fin de otra en la historia de la prensa chilena?*, tesis de Licenciatura en Historia, Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile Santiago, Santiago de Chile.

<sup>872</sup> Rue Compañía de Jesús, à quelques encablures de la Plaza de Armas.

<sup>873</sup> «Es indudable que debemos adueñarnos de la mañana sin pérdida de tiempo. Si hay algo claro, evidentemente, es la rapidez con que lograríamos imponernos frente a frente de El Ferrocarril, alcanzando en menos de un año 15.000 ejemplares en las calles. (...) Necesitamos correr a la mañana antes que lo haga otro; no podemos retirarnos de la tarde para que no entre otro... Ocupemos entonces los dos puestos», lettre envoyée par Joaquín Díaz Garcés à Agustín Edwards le 12 novembre 1901, citée dans Patricio Bernedo Pinto & Eduardo Arriagada Cardini (2002), *op. cit.*, disponible sur: [http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso](http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0717-71942002003500003&lng=es&nrm=iso) (consulté le 02 mai 2013).

l'échelle des pages éditoriales, une analyse du journalisme durant le gouvernement de Salvador Allende ne peut passer sous silence l'enseignement et l'usage de pratiques relevant du journalisme informatif, et l'héritage qu'ils constituent. Ainsi, Gustavo González, étudiant à l'École de journalisme de l'Université du Chili entre 1968 et 1971, revient sur la formation au journalisme informatif, lors de son discours de condoléances aux obsèques d'Alejandro Cabrera<sup>874</sup>, reconnu comme le premier journaliste à sortir des rangs de l'École de journalisme de l'Université du Chili :

« (...) On lui réservait une sorte de respect révérencieux, comme cela correspondait à un universitaire qui se caractérisait par sa rigueur et ses efforts pour nous insérer très tôt, à travers sa chaire de Journalisme Informatif [*en majuscules par l'auteur*], dans toutes les dimensions qui formaient un bon journaliste : discipline, sacrifice, capacité d'initiative, méthodologie, mais aussi liberté et un profond sens éthique comme élément recteur de notre travail »<sup>875</sup>.

Le journalisme informatif implique donc, dans la mémoire de Gustavo González, une manière d'être et de penser, un engagement total et transversal, dont l'enseignement par « El Negro Cabrera » mérite un hommage posthume. Cet état d'esprit s'incarne dans la formation à certaines pratiques journalistiques que Gustavo González mentionne dans le même discours :

« Grâce à Alejandro Cabrera nous avons appris que l'information n'a pas d'horaires mais qu'il faut toujours arriver à temps. Il nous a introduits à la précieuse et impayable routine de la lecture matinale des journaux. Il nous a enseigné le secret du carnet sur lequel nous devons noter les événements marquants, comme une espèce de mini archive personnelle quand il manquait encore beaucoup de temps avant l'invention des systèmes électroniques personnels de banque de données. Alejandro Cabrera nous a poussé à prendre au sérieux notre profession, à savoir ce que bien préparer une interview ou dominer le 'background' des événements et processus n'était pas seulement une question de respect envers nous-mêmes et envers notre travail, mais plutôt un devoir envers la société à laquelle nous nous devons au nom du droit à l'information et à la liberté d'expression »<sup>876</sup>.

Les gestes qu'évoque Gustavo González ont pour certains été relevés dans l'analyse des techniques d'agencement spatial du journal comme domestication du temps de l'actualité

---

<sup>874</sup> Dit « El Negro Cabrera ».

<sup>875</sup> « (...) Le guardábamos una suerte de reverencial respeto, como correspondía con un académico que se caracterizaba por su rigor y por su afán de insertarnos desde temprano, a través de su cátedra de Periodismo Informativo, en todas las dimensiones que forman a un buen periodista: disciplina, sacrificio, capacidad de iniciativa, metodología, pero también libertad y un profundo sentido de la ética como elemento rector de nuestro trabajo », Gustavo González (2006), « Condolencias del ICEI en exequias del profesor Cabrera », 2 de abril de 2006, <http://www.periodismo.uchile.cl/noticias/2006/condolencias.html> (consulté le 9 novembre 2013).

<sup>876</sup> « Gracias a Alejandro Cabrera aprendimos que la noticia no tiene horario pero que siempre hay que llegar a tiempo. Él nos introdujo en la valiosa e impagable rutina de la lectura temprana de los diarios. Nos enseñó el secreto de la libretita en que debíamos anotar los acontecimientos relevantes, como una especie de mini archivo personal cuando aún faltaba mucho tiempo para la invención de los sistemas electrónicos personales de bancos de datos. Alejandro Cabrera nos empujó a tomar en serio nuestra profesión, a saber que preparar bien una entrevista o dominar el "background" de los acontecimientos y procesos no era solo una cuestión de respeto hacia nosotros mismos y hacia nuestro trabajo, sino sobre todo un deber hacia la sociedad a la cual nos debemos en aras del derecho a la información y de la libertad de expresión », *in Ibid.*



(chapitre 3) : la comparaison des informations chaque matin (et chaque soir, avec la lecture des journaux du soir), notamment. L'actuel enseignant de l'ICEI mentionne aussi deux autres techniques : la prise de notes au cours d'un reportage et en fait un principe d'enregistrement des paroles, et le travail de préparation des interviews et donc des rapports avec les sources. Mais le plus intéressant ici réside sûrement dans l'articulation qu'il fait entre ces techniques et sa conception de la fonction sociale du journalisme, qui est celle d'une dette morale envers la société en échange du contrat autour des principes juridiques et philosophiques du droit à l'information et de la liberté d'expression. Si ces principes ne sont pas plus caractérisés, l'articulation discursive faite par Gustavo González révèle bien comment le journalisme informatif s'incarne dans des attitudes et des gestes qui s'attachent à un rôle social particulier. L'enseignement de ce rôle, à travers les techniques qui lui correspondraient, cherche à le consacrer et l'autonomiser par la mise en apprentissage de ces mêmes pratiques dans les écoles de journalisme naissantes, c'est-à-dire en en faisant un élément constitutif de l'identité journalistique.

Dans ces salles de classes, cet enseignement se cristallise dans l'utilisation d'une série de manuels dont la plupart sont importés d'Occident, qu'il soit américain ou européen. Les écoles de journalisme formalisent, conforment et normalisent une série de principes journalistiques à partir de mécanismes de transfert de techniques issues de l'expérience journalistique occidentale. Outre l'utilisation du manuel de Ramón Cortéz Ponce cité précédemment, Leonardo Cáceres se souvient ainsi que lors de son cursus en journalisme (1966-1969), ses principaux professeurs de techniques journalistiques, Mauricio Amster et Mario Planet, faisaient chacun référence à des modèles journalistiques provenant d'Espagne et des Etats-Unis :

« Ramón Cortéz a fait un texte de journalisme que tu dois avoir vu, toi, à l'Ecole... Il l'utilisait beaucoup ; il l'écrivait, je crois, en ce temps-là... Et... Maintenant, Amster [*Mauricio Amster, professeur de techniques graphiques*] en utilisait un qui était, un autre journaliste, un autre espagnol qui s'appelait Abelardo Clariana... Et Abelardo Clariana avait quelques textes. Maintenant, les autres étaient comme ça... Je me souviens que Mario Planet, à un moment, nous a dit que le meilleur livre de journalisme était... Comment s'appelle ce livre d'un nord-américain ? (...) Il y a un romancier nord-américain qui écrivait le récit du crime d'une famille entière... Euh... Truman Capote. Donc lui... C'est clair, je trouvais, peut-être, ça à ce moment-là,

assez incompréhensible, non? Mais effectivement, non, c'était... De sang froid, c'était un texte de journalisme »<sup>877</sup>.

Dans l'histoire chilienne, cette méthode journalistique est notamment incarnée par un autre journaliste et professeur de journalisme reconnu, Abraham Santibáñez. Dans son manuel *Periodismo interpretativo*<sup>878</sup> qu'il publie en 1974, ce dernier définit les principes du journalisme d'interprétation, en prenant pour modèle la revue étasunienne *Time* et pour symbole, la revue chilienne *Ercilla*. La date de publication de cet ouvrage laisse penser que son auteur l'a écrit, ou au moins peaufiné, au fil des enseignements qu'il livrait à la *Pontificia Universidad Católica* durant l'Unité populaire<sup>879</sup>. Les caractéristiques propres à ce type de journalisme ne seront pas détaillées car il est surtout mis en œuvre dans des revues entre 1970 et 1973. Il est simplement intéressant de noter que là encore, c'est à partir d'un modèle étasunien, dont les principes sont rattachés à l'activité journalistique chilienne, que se construisent l'enseignement et le manuel d'Abraham Santibáñez.

Les formations au journalisme constituent la validation universitaire des genres et techniques journalistiques importés par *El Mercurio* et *Ercilla* dans l'espace médiatique chilien, depuis un standard occidental. Ce modèle journalistique est, selon Eduardo Santa Cruz, « dirigé vers la suprématie informationnelle » dont les règles sont déterminées par la « concurrence et le marché »<sup>880</sup>. Un peu plus loin, il détaille les traits caractéristiques de ce journalisme qui s'impose lentement :

« L'apparition progressive de genres journalistiques comme forme de production textuelle spécifique qui requiert un professionnel *ad-hoc* : le reporter ou journaliste. La diversification du caractère et du type de journaux et de quotidiens, d'abord de toute la presse écrite, et des moyens de communication en général, ensuite. La configuration de publics divers et spécialisés, liés aux espaces urbains et circuits culturels plus larges et nouveaux »<sup>881</sup>.

Or l'émergence d'une formation universitaire qui privilégie ces normes de journalisme dans son enseignement signifie l'homogénéisation du travail des rédactions chiliennes à partir de

---

<sup>877</sup> "(...) Ramon Cortéz hizo un texto de periodismo que lo debes haber visto tú, en la Escuela... Él lo utilizaba mucho; lo fue escribiendo, yo creo, en ese tiempo... Y... Ahora, Amster [*Mauricio Amster, profesor de técnicas gráficas*] utilizaba uno que estaba, otro periodista, otro español que se llamaba Abelardo... Y Abelardo Glareana tenía unos textos. Ahora, lo demás era así... Yo me acuerdo que Mario Planet, en alguna ocasión, nos dijo que el mejor texto de periodismo era... ¿Cómo se llama eso, ese libro del norteamericano? (...) Hay un novelista norteamericano que escribe el relato de un crimen de toda una familia... E... Truman Capote. Entonces, él... Claro, a mi me resultaba tal vez en ese momento bastante incomprensible eso, no? Pero efectivamente, no, era... A Sangre Fría, era eso un texto de periodismo", entretien avec Leonardo Cáceres, *op. cit.*, 25 mai 2010.

<sup>878</sup> Abraham Santibáñez (1974), *op. cit.*

<sup>879</sup> María Olivia Monckeberg, Eduardo Santa Cruz ou encore Felipe Pozo mentionnent l'enseignement d'Abraham Santibáñez, intitulé « Journalisme d'interprétation », dans leur formation au journalisme.

<sup>880</sup> Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*, p. 23.

<sup>881</sup> *Ibid.*, p. 27.

conventions qui encadrent essentiellement les formes utilisées dans l'écriture (mais qui ne sont bien sûr pas indépendantes des formats et des formes que prend l'agencement spatial et visuel des journaux). A partir de 1953, ces techniques acquièrent l'autonomie suffisante pour être enseignées et apprises, et facilitent par cette diffusion pédagogique, le travail collectif de fabrication d'information dans les salles de rédactions qui fonctionnent sur des bases similaires. La nécessité de mettre en place une formation universitaire au journalisme qui formalise la pratique de cette activité trouve alors une justification supplémentaire : poursuivre la conformation d'un journalisme informatif dont l'utilisation même du vocabulaire doit être contrôlée et régulée afin qu'il engage une séparation entre l'opinion et l'information. C'est aussi dans cet objectif, et sous les pressions des développements technologiques qui touchent le système médiatique chilien, que les enseignements s'ouvrent rapidement aux différents supports médiatiques.

#### *D) Un enseignement technologique des différents supports médiatiques*

Même si l'écriture occupe une place prépondérante dans l'enseignement des écoles de journalisme chilienne entre 1953 et 1973, elle n'en a pas pour autant le monopole. Les savoirs et savoir-faire techniques sont peu à peu enrichis par des formations aux autres supports médiatiques : photographie, cinéma, et radio sont incorporés, jusqu'à ce que la télévision fasse elle-aussi son entrée dans la formation universitaire parallèlement à l'installation du *canal 9* de l'Université du Chili en 1960 (voir chapitre 1). Mais cet enseignement technologique reste avant tout déterminé par les nécessités du journalisme écrit et de la fabrication des journaux. Ce que les formations au journalisme prennent en compte relève alors sûrement davantage de la rationalisation de la production et de sa technicisation, que nous avons largement évoquées dans le chapitre 3. Lidia Baltra se rappelle ainsi qu'à son entrée à l'École de journalisme de l'Université du Chili en 1956, l'édifice qui loge les étudiants permet l'enseignement de la composition et de la typographie, tout comme de la photo, mais pas encore de la radio et de la télévision :

« L'édifice moderne de los Aromos n'a peut-être jamais été très fonctionnel. Il y avait seulement quatre salles de classe au second étage, parce qu'il y avait quatre années d'études à ce moment-là. Au premier, on a aménagé une petite salle en « chambre obscure » pour l'enseignement de la photographie alors à la charge du grand artiste Antonio Quintana. Mais l'architecte n'a pas prévu une salle de production radiophonique et encore moins une autre de télévision. Les media audiovisuels électroniques n'existaient pas.

Au sous-sol, il y avait une salle avec des dizaines de machines Remington et Underwood, les plus modernes de l'époque. Et à leurs côtés, un lieu pour que

fonctionne une imprimante qui n'a jamais été achetée, bien que nous ayons des calandres<sup>882</sup> et des caisses avec la typographie. Au moins pour les cours de Technique Graphique que dictait Mauricio Amster, un réfugié espagnol<sup>883</sup> de la Guerre Civile arrivé dans le *Winnipeg* et un monsieur vénéré dans son métier jusqu'à aujourd'hui »<sup>884</sup>.

Elle poursuit d'ailleurs la description de l'apprentissage des savoir-faire qu'elle a reçus à l'Université du Chili en décrivant une sortie, pendant laquelle les étudiants sont invités à visiter la rédaction et les ateliers d'*El Mercurio* :

« Nous avons appris à connaître minutieusement les sections d'un journal, les ateliers d'impression inclus. Une fois nous avons visité ceux du journal *El Mercurio* quand celui-ci se situait à l'angle de la rue Compañía avec Morandé. Là nous avons vu des hommes travaillant sur les linotypes, les originaux que leur livraient les journalistes de la salle de rédaction du second étage, pléthore de bruit des Underwood à l'heure de la fermeture. Les linotypes étaient d'immenses machines à écrire qui utilisaient du plomb fondu plutôt que de l'encre »<sup>885</sup>.

Le travail sur les formes et les espaces des journaux, dont nous avons souligné l'importance dans le chapitre 3, est donc très rapidement enseigné à l'École de journalisme de l'Université du Chili, et laisse une forte empreinte dans les souvenirs des étudiants de journalisme de ces premières années de la formation universitaire. Ainsi, parmi les manuels qui font date dans l'histoire des formations au journalisme, deux ouvrages de composition et de typographie publiés par Mauricio Amster reviennent régulièrement : *Técnica Gráfica: Evolución, procedimientos y aplicaciones* (1954) et *Normas de composición: Guía para autores, editores y tipógrafos* (1969)<sup>886</sup>. D'un point

---

<sup>882</sup> Cylindres de presse qui permettent la circulation du papier lors de l'impression.

<sup>883</sup> En fait, il est d'origine polonaise et leur confession juive pousse les parents de Mauricio Amster à fuir vers l'Espagne républicaine. C'est bien depuis cette provenance qu'il arrive au Chili, sur les conseils de Pablo Neruda, qui demande à une autre figure du Parti communiste, Volodia Teitelboim, de l'intégrer aux projets éditoriaux du PCCH.

<sup>884</sup> «El moderno edificio de los Aromos quizá nunca fue muy funcional. Las salas de clase en el segundo piso eran únicamente cuatro, porque cuatro eran los años de estudio entonces. En el primero se acomodó una sala pequeña como "cuarto oscuro" para la enseñanza de la fotografía entonces a cargo del gran artista Antonio Quintana. Pero el arquitecto no previó una sala de producción radiofónica y menos otra televisiva. Los medios audiovisuales electrónicos no existían.

En el subterráneo había una sala con decenas de máquinas Remington y Underwood, las más modernas de entonces. Y a su lado, un lugar para que funcionara una imprenta que nunca se compró, aunque sí teníamos calandrias y cajas con tipografía. Por lo menos para las clases de Técnica Gráfica que dictaba Mauricio Amster, un refugiado español de la Guerra Civil llegado en el *Winnipeg* y hasta hoy un señor venerado en su oficio", Lidia Baltra (2013), *op. cit.*, p. 1-2.

<sup>885</sup> «Aprendimos a conocer minuciosamente las secciones de un diario, incluyendo la imprenta. Una vez visitamos la del diario *El Mercurio* cuando este se situaba en calle Compañía con Morandé. Allí vimos hombres trabajando en las linotipias los originales que les entregaban los periodistas de la sala de redacción del segundo piso, plétórica de ruido de las Underwood a la hora del cierre. Las linotipias eran unas máquinas más grandes de escribir que en vez de tinta ocupaban plomo derretido", Lidia Baltra (2013), *Ibid.*, p. 2.

<sup>886</sup> Mauricio Amster (1966), *Técnica Gráfica: Evolución, procedimientos y aplicaciones*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria (1era ed.: 1954), disponible sur <http://www.memoriachilena.cl/602/w3-article-80175.html> (consulté le 26 janvier 2014); Mauricio Amster (1969), *Normas de composición: Guía para autores, editores y tipógrafos*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria, disponible sur <http://www.memoriachilena.cl/602/w3-article-10135.html> (consulté le 12 janvier 2014).

de vue technologique, et toujours dans le sens d'une primauté de l'écrit, la journaliste souligne enfin que des formations à l'écriture mécanique (par machine à écrire) sont proposées : « Peu d'entre nous prenions des cours de dactylographie pour acquérir une plus grande rapidité. Dans cette école, on enseignait aussi la sténographie comme cours optionnel, technique utilisée par les secrétaires de haut niveau ou par les secrétariats du Parlement »<sup>887</sup>.

L'élargissement technologique de la formation arrive quelques années plus tard, comme le décrit Leonardo Cáceres quand il se remémore les timides tentatives pour accéder aux lieux mêmes où se confectionnent les journaux, les ateliers des entreprises de presse, et aux studios de radios :

« Ils nous ont emmenés quelques fois, comme élèves de l'École, ils nous ont emmenés dans un atelier d'impression du journal. Nous sommes déjà allés au journal La Nación, et j'ai découvert, je me rappelle de la linotype, travaillant, travail... Et c'était passionnant. Passionnant. Nous allions découvrir le travail je ne sais pas, les tables de la... qu'en sais-je, les noms techniques, la 'cambria' [*il fait référence à un type de police typographique*], je ne sais pas quoi, les typos [*diminutif de typographie*], les lignes avec les typos. Donc c'était très chouette, les ateliers d'impression. Nous allions aussi, ils nous ont aussi emmenés une fois à une radio, mais fondamentalement, 99,9% des cours avaient lieu à la fac »<sup>888</sup>.

Ce mouvement d'inclusion de technologies qui permettent l'exécution de certaines tâches, notamment la mise en page et la composition, atteint le contenu même des enseignements. Ernesto Carmona se souvient par exemple d'un enseignement sur la typographie et la mise en page durant son cursus (1966-1969) : « Je me rappelle du professeur Amster qui enseignait la typographie, ou les lettres, le dessin des lettres, la "bodoni" [*il fait référence à plusieurs types de police typographique*], la "century", je ne sais pas, toute la partie artistique de l'écriture, la mise en page... »<sup>889</sup>.

Ce lent processus d'extension des enseignements aux techniques journalistiques non-écrites est aussi relaté par Felipe Pozo. L'ancien étudiant, entré à l'École de journalisme de l'Université

---

<sup>887</sup> «Unos pocos tomamos clases de dactilografía para adquirir mayor rapidez. En esta escuela también se enseñaba taquígrafa como curso optativo, técnica utilizada por secretarias de alto nivel o por los secretarios del Parlamento», Lidia Baltra (2013), *ibid.*, p. 2.

<sup>888</sup> «Nos llevaron algunas veces, siendo alumnos de la Escuela, nos llevaron a algún taller de impresión del diario. Ya, fuimos al diario la Nación, y conocí, yo me recuerdo de la linotipia, trabajando, trabaj... Y eso era apasionante. Apasionante. Íbamos a conocer el trabajo no sé qué, en las mesas de la... qué sé yo, los nombres técnicos, la "cambria" (*hace referencia a un tipo de tipografía*), no sé qué, los tipos [*diminutivo de tipografía*], las líneas con los tipos. Entonces era muy bonito, los talleres de impresión. Íbamos también, nos llevaron también alguna vez a una radio, pero fundamentalmente, el 99,9% de las clases era en la U», entretien avec Leonardo Cáceres, *op. cit.*, 25 mai 2010.

<sup>889</sup> «Recuerdo al profesor Amster que enseñaba tipografía, o sea, las letras, el diseño de las letras, la 'bodoni', la 'century', qué sé yo, toda la parte artística de la escritura, la diagramación...», entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 24 mars 2009.

catholique en mars 1973 récite les enseignements qu'il a reçus, et décompte parmi eux 3 semestres de cours de photographie, de radio et de télévision, mais aussi un ou deux enseignements sur le cinéma et même quelques éléments de graphisme :

« (...) Ensuite nous avons radio, 1, 2 et 3. Attends, je ne me rappelle pas ce qu'ils pouvaient bien nous expliquer en trois cours de radio, vraiment [*il rit*]. Télévision, je crois aussi trois semestres, 1, 2, et 3. Photographie, 1, 2 et 3, 3 aussi. Et, cinéma... je crois qu'en cinéma nous avons dû avoir deux cours. (...) Nous avons tout ce qui était graphisme. Les notions basiques, non ? Les colonnes, les titres, les types de polices, etc. Pense 30 ans en arrière, ne, ne pense pas à aujourd'hui. Aujourd'hui c'est absolument ridicule mais à cette époque-là c'était... Savoir qu'il existait 'bolt' [*il fait référence à des polices*], 'time', 'je-ne-pas-quoi', que les petites flèches qui indiquent que tu changes de page s'appellent 'peclas'. Ça je ne l'ai pas oublié, mais les autres je ne m'en rappelle plus, les interlignes, les lignages, les... un ennui que je ne te raconte même pas, la merde totale, mais enfin... »<sup>890</sup>

Les principes du graphisme, que ce soit la division du journal en colonne, les pratiques graphiques de titrage et de distinction des polices, l'utilisation des éléments de distinction entre les blocs-articles, bref tout ce qui a été détaillé dans le chapitre 3, semblent donc faire timidement leur apparition dans les écoles de journalisme à partir de la fin des années 1960. Mais les témoignages recueillis soulignent qu'il s'agit surtout de transmettre des connaissances superficielles, essentiellement des noms, bref une culture commune aux journalistes formés à l'Université, au-delà même des principes d'organisation et de hiérarchisation de l'espace des journaux, de leur mise en forme, c'est-à-dire des agencements spatiaux et visuels des journaux. Relatés sous le sceau de l'évidence, il semble que ces principes-là soient surtout intériorisés et reproduits une fois les journalistes exerçant leur activité dans une ou plusieurs rédaction(s).

Le développement d'un enseignement technologique plus large que les simples préceptes de l'écriture journalistique, s'incarne aussi dans l'intégration de laboratoires et de studio aux écoles de journalisme. Outre les studios de télévision, le laboratoire photo est un autre de ces lieux d'obscurité qui fascinent, au moins dans leurs souvenirs, les journalistes interrogés. Tout comme Lidia Baltra témoigne du rapide aménagement d'une « salle obscure » à l'Université du Chili, Leonardo Cáceres, entré deux ans plus tard à l'école de journalisme, se souvient des cours de photographie d'Alberto Quintana :

---

<sup>890</sup> «Después teníamos radio, 1, 2, y 3. A ver no me acuerdo lo que nos explicaban en tres ramos de radio, verdad [*se ríe*]. Televisión, también yo creo que tres semestres, 1, 2 y 3. Fotografía, 1, 2 y 3, también tres. Y, cine...yo creo que en cine debimos haber tenido un par de ramos. Teníamos todo lo que era diseño grafico. Las nociones básicas, ¿no cierto? El columnaje, los títulos, los tipos de letras etcétera. Piensa en unos 30 años atrás, no, no pienses ahora. Hoy día es absolutamente ridiculo pero en esa época era... Saber que existía la "bolt", la "time", la "no sé cuánto", que la flechitas que indican que cambias de página se llamaban "peclas". Eso no se me ha olvidado pero de las otras no me acuerdo, les interlineados, los linajes, los... una lata que no te cuento, una mierda total, pero en fin...», entretien Felipe Pozo, sur son lieu de travail, 4 mars 2009.

« Enfin, il y avait un laboratoire de photo, dans la partie, dans le sous-sol, dans lequel entraient certaines personnes, parce que la majorité ne s'intéressait pas à la photographie. Et nous avions un professeur magnifique qui s'appelait Antonio Quintana, qui est mort il y a déjà longtemps, et qui est un des photographes les plus importants du Chili »<sup>891</sup>.

Felipe Pozo se remémore sa découverte de la photographie à l'Université catholique : « Nous prenions des photos. Tous ceux qui passaient par Borowicz, nous avons terminé une fois ou l'autre à photographier des choses dans la rue, nous marchions dans la rue... Il y avait un bon laboratoire de photo. Et j'utilisais beaucoup le laboratoire. Je passais beaucoup d'heures dans le laboratoire »<sup>892</sup>.

Enfin, les enseignements sur le cinéma se développent petit à petit entre 1953 et 1973, même s'il reste assez superficiel au moins selon les souvenirs de Felipe Pozo :

« En matière de cinéma, la première 'cinéma 1' était [*une classe de*] critique de cinéma, donc ils t'expliquaient, basiquement on regardait du cinéma, on discutait de cinéma, on débattait... En cinéma, au second niveau, on commençait à travailler des scénarii avec beaucoup plus de précision. Et basiquement, je te dirais qu'en 'cinéma 2' ils faisaient des scénarii. Et dans le dernier, je crois que cinéma 3 n'était pas obligatoire. On faisait un court-métrage. Là on travaillait conjointement avec l'École d'art et de communication qui, elle, avait les ressources pour faire, et avait une école de cinéma »<sup>893</sup>.

Les principes et techniques journalistiques enseignés dans les Ecoles de journalisme avant et durant l'Unité populaire s'inscrivent donc dans la validation et la consécration universitaire d'un modèle journalistique : le journalisme informatif. Elles incluent aussi progressivement l'enseignement des pratiques liées aux développements technologiques du système médiatique, mais l'écrit garde une place centrale dans cette formation. Malgré les initiatives et les changements qui sont promus dans les écoles de journalisme durant l'Unité populaire, la logique pédagogique reste la même et participe de l'homogénéisation de ces pratiques et de l'autonomisation du journalisme comme énonciateur social.

---

<sup>891</sup> « O sea, había un laboratorio de fotografía en la parte, en el subterráneo, al cual entraban algunas personas, porque no, la mayoría no se interesaba por la fotografía. Y tuvimos un profesor magnífico que se llama Antonio Quintana, que se murió ya hace tiempo, y que es uno de los fotógrafos más importantes de Chile », entretien avec Leonardo Cáceres, *op. cit.*, 25 mai 2010.

<sup>892</sup> « Tomamos fotos. Todos los que pasábamos por Borovich, terminamos alguna vez fotografiando cosas en la calle, andábamos en la calle... Había un buen laboratorio de foto. Y usaba el laboratorio hartito. Yo pasaba muchas horas en el laboratorio », entretien avec Felipe Pozo, *op. cit.*, 4 mars 2009.

<sup>893</sup> « En materia de cine, la primera cine 1 era [*una clase de*] crítica de cine, entonces te explicaban, básicamente veíamos cine, conversábamos de cine, discutíamos... En cine, en segundo nivel, ya trabajábamos guiones con mucho más precisión. Y básicamente, yo te diría que en cine 2 hacían guiones. Y en el último, yo creo que cine 3 no era obligatorio. Hacíamos una película cortita. Allí, trabajábamos en conjunto con la Escuela de Arte y de la Comunicación, que si tenía los recursos para hacer, y tenía escuela de cine », entretien avec Felipe Pozo, *ibid.*, 4 mars 2009.

La formation au journalisme permet donc d'ouvrir plusieurs pistes quant à l'immanence de l'activité journalistique durant l'Unité populaire. Si les traits d'un journalisme instinctif, encyclopédique et de vocation n'ont pas disparu, le processus d'homogénéisation des pratiques émergeant depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est validé par le lancement des écoles universitaires de journalisme. Ainsi, l'enseignement du journalisme dénote de la systématisation de ces pratiques, techniques et principes, et de l'autonomisation de la presse et des media comme instance sociale d'énonciation. Or ce modèle qui prend ses distances avec le journalisme d'opinion (relégué en pages éditoriales) délimite une vision politique (et non idéologique) du journalisme, désintéressé et médiateur entre la société et le pouvoir.

On retrouve ici un des traits du fonctionnement, quoique très différent dans les modalités de sa mise en œuvre comme dans ses contenus, de la formation contemporaine au journalisme en France, comme l'analysent Ivan Chupin et Samuel Bouron<sup>894</sup>. En plus des techniques et des principes, les écoles de journalisme définissent rapidement une « morale professionnelle » qui délimite et sécurise la communauté journalistique. Le discours prononcé par Santiago del Campo<sup>895</sup>, le représentant du directeur de l'École de journalisme de l'Université du Chili, le 30 octobre 1956 lors de l'inauguration du nouveau bâtiment de l'École de journalisme<sup>896</sup> est en ce sens révélateur de cette fonction sociale, qui implique un sens de la responsabilité et une « attitude morale », attribuée à la presse par les fondateurs de l'École de journalisme :

« (...) Nous savons que le journalisme n'est pas seulement une profession, mais une science, un art et un destin, parce que la presse implique une responsabilité sociale et une attitude morale. Pour tout cela nous sommes aujourd'hui ici réunis, au milieu de cette jeune construction, aux côtés de la jeunesse qui, demain matin, devra prendre le pouls des nouvelles et le rythme de la pensée et de la conscience de la patrie »<sup>897</sup>.

Une fois inséminée dans l'esprit des étudiants journalistes, cette morale journalistique est sentée s'incarner dans leurs gestes les plus anodins et évidents. C'est le récit téléologique que révèle la mémoire des journalistes chiliens interrogés sur l'organisation et le fonctionnement des instances de formation au journalisme.

---

<sup>894</sup> Ivan Chupin & Samuel Bouron (2009), *op. cit.*

<sup>895</sup> Durant l'Unité populaire, Santiago del Campo travaille à la rédaction de la revue *Ahora*, publiée par la maison d'éditions étatique Quimantú, en compagnie, entre autres, de Luis Alberto Mansilla (avec qui nous avons mené trois entretiens).

<sup>896</sup> Dans le quartier de Nuñoa (dans la première couronne, au sud-est du centre de Santiago du Chili).

<sup>897</sup> « (...) Sabemos que el periodismo es no sólo una profesión, sino una ciencia, un arte y un destino, porque la prensa entraña una responsabilidad social y una actitud, moral. Por todo eso estamos hoy aquí reunidos, en medio de esta construcción joven, junto a la juventud que habrá de tomar mañana el pulso de las noticias y el ritmo del pensamiento y de la conciencia de la patria », Discours d'inauguration de l'École de journalisme de l'Université du Chili, prononcé le 30 octobre 1956 par Santiago del Campo.



Au Chili, le cadre pédagogique qui préside à ces formations se centre, jusqu'en 1973, sur l'écrit, encore prédominant dans le système médiatique. Les cursus consacrent largement le journalisme informatif comme modèle et la pyramide inversée comme technique, véritables points d'ancrage des pratiques en amont de l'écriture (le reportage, la prise de notes et le traitement des informations) comme en aval (la mise en titre, l'édition des articles, la composition, les formes visuelles). Au début des années 1970, les techniques journalistiques semblent donc être devenues suffisamment autonomes pour être enseignées. Elles conforment et inculquent ce qui devient les normes du « bon » journalisme, légitime et nécessaire à une société moderne. Et, ces enseignements ont un impact à long terme sur les journalistes formés. Le témoignage de Guillermo Torres, cité en introduction à ce chapitre, qui dit se remémorer des cours d'Abelardo Clariana en pleine détention au camp de concentration de Chacabuco en est un exemple frappant, du fait des conditions de vie qu'il subit. La clarté des souvenirs des journalistes qui se sont prêtés au jeu des entretiens est tout aussi remarquable : non seulement ils sont capables de livrer des anecdotes sur la formation reçue, mais ceux qui ont aujourd'hui revêtu le costume d'enseignant tracent tout de go le lien entre leur apprentissage de ces préceptes et la nécessité d'y recourir dans leur propre enseignement, à plus de quarante ans d'intervalle, et ce malgré des contextes politiques, économiques et socioculturels profondément différents. D'autre part, l'obligation relatée dans bien des cas (Leonardo Cáceres, Ernesto Carmona...) de faire reconnaître ce diplôme au moment du retour à la démocratie pour se réinsérer sur le marché de l'emploi journalistique, montre que le diplôme est toujours valorisé, gage que les normes enseignées valent toujours.

Durant leur cursus, les journalistes reçoivent les fondements d'un journalisme envisagé comme une activité sociale spécifique dans la société chilienne. Pourtant ce rôle subit des pressions pratiques lors de leur arrivée dans les salles de rédaction des journaux. La logique de formation universitaire, qui mêle enseignements humanistes et apprentissages techniques, n'exerce pas un monopole sur la socialisation journalistique. D'abord parce que la détention d'un titre universitaire en journalisme n'est pas une condition obligatoire d'entrée sur le marché de l'emploi journalistique durant les années de l'Unité populaire. Une partie des journalistes n'a en effet jamais été formé spécifiquement au journalisme, notamment la « vieille garde », celle qui se caractérise par son « instinct journalistique », sa formation par l'expérience, en tâtonnant et en se confrontant à la pragmatique journalistique en action : Luis Hernández Parker, Alberto Gamboa, Eugenio Lira Massi, ou Guillermo Saavedra entre autres. Les témoignages relatent les mécanismes de conformation des pratiques journalistiques qui se déroulent au sein des rédactions, dans le processus même de fabrication des journaux. La formation par les pairs est

non seulement en vigueur durant l'Unité populaire, mais elle touche tous les agents intégrant ce milieu, qu'ils soient diplômés ou non : tous apprennent dans les rédactions, dans la logique d'une pragmatique de l'actualité incarnée dans le sens commun journalistique. La socialisation au milieu journalistique ne s'effectue donc pas seulement dans les écoles de journalisme, mais aussi directement au sein des rédactions, des journaux et des media. L'apprentissage des pratiques journalistiques « certifiées conformes » passe par le travail avec les pairs.

### III] La socialisation par les pairs : conformer les pratiques à la pragmatique de l'actualité

Au cours de notre entretien, Leonardo Cáceres récapitule les deux profils qui traversent le milieu journalistique, une fois les formations universitaires mises en place au Chili. Cohabitent des journalistes dont l'apprentissage s'est fait par l'expérience, avec des journalistes formés dans les écoles qui intègrent peu à peu les salles de rédactions ; deux profils qui sont associés à deux imaginaires distincts :

« Non, le journalisme était une chose d'hommes, et c'était une chose romantique, il fallait travailler les nuits, il fallait... la grande majorité des journalistes, enfin tous, cent pour cent des journalistes de ce moment-là étaient auto-formés, enfin ils n'avaient pas fait d'études spéciales ni rien... et bon, pourtant, je pense que ça a été utile »<sup>898</sup>.

Les frontières de la communauté journalistique sont donc en train de bouger au milieu des années 1960. L'ouverture de formations universitaires valide certaines pratiques, précisément le nettoyage du style journalistique et l'organisation spatiale et visuelle des formes graphiques, selon les différents supports et formats médiatiques (constaté dans le chapitre précédent) : la pyramide inversée, le journalisme inversé et les techniques typographiques mises en évidence dans la section précédente sont les points d'ancrage des formations au journalisme entre 1953 et 1973.

Trop souvent réduit à une rupture générationnelle, ce clivage ne génère pourtant pas d'opposition frontale. S'il y a des rapports de force au sein du milieu journalistique, par exemple dans les résistances à la mise en place d'une formation universitaire au journalisme, les principes qui guident « vieille garde » et journalistes diplômés sont relativement similaires et convergents. Entre 1953 et 1973, les méthodes d'inculcation et de normalisation des pratiques journalistiques,

---

<sup>898</sup> «No, el periodismo era una cosa de hombres, y era una cosa romántica, había que trabajar por las noches, había que...la gran mayoría de los periodistas, bueno todos, cien por ciento de los periodistas en aquel momento eran autoformados, o sea no habían hecho estudios especiales ni nada... y, bueno sin embargo, yo creo que fue útil», entretien avec Leonardo Cáceres, *op. cit.*, 25 mai 2010.

L'enseignement formalisé et l'apprentissage sur le tas finissent par s'articuler entre eux, de façon beaucoup plus ouverte qu'ils ne le font par la suite<sup>899</sup>. Sur le marché de l'emploi journalistique, cet emboîtement se formalise par exemple au journal *El Siglo*, un lieu de passage obligatoire pour beaucoup de journalistes, diplômés ou non. La rédaction du journal du Parti communiste reçoit un nombre impressionnant de journalistes qui peupleront les équipes des journaux proches de la coalition de Salvador Allende<sup>900</sup>. Ce premier lieu de travail, que symbolise le titre, reste alors gravé dans leur mémoire comme le lieu où ils ont appris le travail journalistique. Sont mis en œuvre, au sein de cette rédaction, comme dans celle du *Mercurio*, et dans tous les journaux de l'époque, des mécanismes de redressage (pour les journalistes passés par les écoles), ou de dressage et de correction (pour ceux qui se forment sur le tas). Nous souhaitons dans cette troisième section nuancer l'impact des formations universitaires au journalisme, et nous inscrire en faux contre les analyses qui y voient l'origine d'un savoir spécialisé et consolidé<sup>901</sup>.

Ainsi, pour ce qui est de la socialisation des journalistes avant et durant l'Unité populaire, le registre de la « vocation », résidu de la prégnance d'un journalisme instinctif et naturel centré sur les idées, est largement mobilisé par les journalistes interviewés qui précisent aussi la simultanéité entre leur formation et leurs premières expériences dans des salles de rédaction. Les premiers pas des journalistes interrogés se font donc selon une approche pragmatique de l'activité (A). Les enseignements de techniques journalistiques sont ensuite confiés à des journalistes qui n'ont eux-mêmes pas suivi de formation et qui enseignent à partir de leur expérience. Les formations au journalisme incluent aussi une période de stage, en fin de *cursus*, durant laquelle les étudiants confrontent leurs enseignements à la réalité du fonctionnement des salles de rédaction et des entreprises médiatiques (B). Ces deux mécanismes révèlent une logique de formation par les pratiques, qui consiste à corriger les travers des étudiants, stagiaires et futurs journalistes (C).

#### *A) Les premiers pas de journalistes : une approche pragmatique de l'activité*

Entre la fin des années 1950 et 1973, l'entrée dans le milieu journalistique se fait largement par la formation par l'expérience, sur le « tas ». La principale explication à ce phénomène réside

---

<sup>899</sup> Sur la question de la conformation et la rectification des pratiques journalistiques par l'expérience, voir : S. Bouron (2014), « La noblesse de l'informel. L'apprentissage de l'éthique dans les écoles de Journalisme. Le cas de l'ESJ Lille » in J.-B. Legavre [dir.], *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris : Pepper Editions.

<sup>900</sup> Outre les militants communistes, tels que Luis Alberto Mansilla ou Luis Barriá, il s'agit, parmi les journalistes interrogés, de Leonardo Cáceres, Ernesto Carmona, Gustavo González, Hernán Miranda, José Miguel Varas.

<sup>901</sup> En 1967, Darío Menanteau-Horta affirme par exemple : « University studies in journalism were intended to give unity to academic studies and the more specialized practice of journalism », *in op. cit.*, p. 717.

dans le caractère récent des écoles de journalisme. Víctor Pey, directeur de *Clarín* à partir de 1972, l'explique très simplement :

« Antoine Faure : Généralement les journalistes avaient un titre ou un diplôme des écoles de journalisme ou ils étaient...

*Víctor Pey* : Non à cette époque, à cette époque il y avait beaucoup de journalistes qui n'étaient pas passés par une école de journalisme. Tu sais que les journalistes dans les écoles de journalisme, ça a été une création relativement récente de cette époque. C'est clair, c'est clair. Il y avait des journalistes... Par exemple Santorini n'est jamais passé par une école, par une école de journalisme. Les grands journalistes de ce moment, par exemple Anibal Jara qui fut celui qui, le créateur du journal *La Hora*, n'est jamais passé par une école de journalisme »<sup>902</sup>.

On peut repérer cette logique dans les témoignages des journalistes, notamment dans leur capacité à reconstruire une vocation pour expliquer leur activité (1), vocation qui se met en œuvre dans leur exercice du journalisme simultanément à leur formation (pour ceux qui passent par l'université) (2).

## 1. Le travail journalistique sous le registre de la vocation

Les récits de vie livrés par les journalistes lors de la soixantaine d'entretiens menée, convergent au moins sur un point. Lorsqu'il s'agit d'expliquer le choix de l'activité journalistique, les interviewés sollicitent largement le registre de la vocation. On retrouve dans les témoignages des journalistes interrogés entre 2007 et 2010 un aspect déjà constaté en 1967 par Darío Menanteau-Horta, dans son étude sociologique du professionnalisme journalistique chilien<sup>903</sup>. La plupart des journalistes font remonter cette inexplicable envie à leur enfance, bien avant le moment où ils ont eu à choisir effectivement leur formation universitaire et leur métier. Ernesto Carmona en est un bon exemple. Il souligne comment ses amis ont joué le rôle de révélateurs de son goût pour les journaux :

« (...) La vérité est que je, euh, j'ai grandi dans plusieurs villes, mais où... s'est réveillé l'intérêt pour les idées politiques et pour la lecture était à la... à l'adolescence,

---

<sup>902</sup> « Antoine Faure: Generalmente, los periodistas tenían un título o un diplomado de las escuelas de periodismo o eran...

*Víctor Pey*: No en esa época, en esa época había muchos periodistas que no habían pasado por escuela de periodismo. Tú sabes que los periodistas en la escuela de periodismo fue una creación relativamente recién en esa época. Claro, claro. Había periodistas... Por ejemplo Santorini pasó nunca por una escuela, por una escuela de periodismo. Los grandes periodistas de ese momento, por ejemplo Anibal Jara que fue él que, el creador del diario *La Hora*, nunca pasó por una escuela de periodismo", entretien avec Víctor Pey, *op. cit.*, 13 mai 2010.

<sup>903</sup> L'auteur parle d'une « high vocational motivation ». Lire : Darío Menanteau-Horta (1967), "Professionalism of Journalists in Santiago de Chile", *Journalism Quarterly*, vol. 44, n°3, pp. 715-724. Sur le cas français, on peut se référer à : Denis Ruellan (2007), *op. cit.*

entre la jeunesse et l'adolescence [*il ferme les yeux et se les frotte*]. Et ceci a eu lieu à Coronel qui est une... une, une ville minière, une petite ville où il y avait les mines de charbon... Là j'ai étudié à la, à l'école secondaire. Je suis allé vivre là-bas avec mon père, et... aux... [*Interruption de l'entretien, son épouse entre avec un paquet de cigarettes, lance une blague, allume sa cigarette*]. Là-bas s'est... là-bas a surgi l'idée d'être journaliste, hein, quand j'étais en première année de la... du lycée, de l'école secondaire et je passais tous les jours par un... par une maison qui avait un, une plaque de bronze qui disait 'Journal El Carbón', mais ce journal n'existait plus depuis longtemps donc, mes amis me disaient 'Tu vas...refaire le journal El Carbón' »<sup>904</sup>.

De son côté, Faride Zerán présente son choix pour l'activité journalistique en faisant directement référence à la vocation que le journalisme a provoquée chez elle « depuis toute petite », et qui l'a poussée à surmonter les obstacles pour pouvoir se dédier à cette activité. Elle fait directement référence aux réticences familiales dues à l'image des femmes journalistes, dont nous rappelons ici qu'elles constituent alors à peine 7% des journalistes en activité<sup>905</sup> :

« Bon je, euh... j'ai eu depuis toute petite une vocation pour le journalisme. J'ai étudié en régions, à Punta Arenas et à Puerto Montt, dans des lycées publics, à un moment où l'éducation publique au Chili était une éducation de niveau et où les, les benêts, les idiots, allaient dans, aux collèges privés [*littéralement, particuliers*], hein, c'était une vieille tradition. Ensuite, du fait de cette forte vocation de, pour le journalisme, curiosité et pour ce mélange aussi, de ce qu'on pourrait dire, entre la littérature et le journalisme, plus que de penser à la question du compromis social, je pensais plutôt à, à, à ces, à ces projections de la réalité, et aux liens, disons, avec la littérature, l'idée d'étudier le journalisme m'a beaucoup plu. Euh... du point de vue de ma formation, je viens d'une famille de classe moyenne, euh, libérale [*libre-penseuse, littéralement*], où il y avait beaucoup de débats à la maison, en plus, mais plutôt conservatrice sur certains aspects. Une famille d'origine arabe, mon père est d'origine palestinienne, moi l'aînée, par conséquent certaines choses te laissent des traces d'une certaine forme, par exemple, une certaine position familiale au moment d'élire un cursus comme le journalisme, qui ne signifiait pas seulement venir à Santiago mais aussi une profession si libérale, où les femmes, les [*femmes*] journalistes avaient une si mauvaise réputation, pour la mentalité plutôt conservatrice de mon père. Chose qui

---

<sup>904</sup> « (...) La verdad es que yo eh, me crié en varias ciudades, pero donde...se me despertó el interés por las ideas políticas y por la lectura fue en la...en la adolescencia, entre la niñez y la adolescencia (*cierra los ojos y les frota*). Y eso ocurrió en Coronel que es una...una, una ciudad minera, una pequeña ciudad donde estaban las minas de carbón... ahí yo estudié en la, la secundaria. Llegué a vivir ahí con mi padre, y...a los... (*interrupción de la entrevista su esposa entra con un paquete de cigarros, bromea, enciende un cigarro*). Ahí se...ahí se me planteó la idea de ser periodista, no, cuando estaba en primer año de la...del liceo, de la secundaria y pasaba todos los días por un... por una casa que tenía un, una placa de bronce que decía "Diario El Carbón", pero ese diario ya no existía hace años entonces, mis amigos me decían "Tú vas a...hacer de nuevo el Diario El Carbón", entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 16 décembre 2008.

<sup>905</sup> Selon l'étude quantitative de Darío Menanteau-Horta, 93% des journalistes inscrits au Collège des journalistes en 1967 sont des hommes (l'étude porte sur 235 de ces 640 inscrits). Voir Darío Menanteau-Horta (1967), *op. cit.*, p. 719.

ensuite, bien évidemment, il a été mon grand complice durant tout mon cursus. Je suis venue étudier à l'Université du Chili, à l'école de journalisme »<sup>906</sup>.

Hernán Miranda replace cette vocation dans sa trajectoire de vie, en liant son irréprouvable envie d'exercer le journalisme à l'admiration que porte sa mère, issue d'un milieu peu aisé, aux journalistes et son attachement propre au débat d'idées :

« Bon, je dirai pour une grande part, une vocation, et je dirai une certaine admiration. Enfin, ma mère était une personne d'origine paysanne, qui avait, avait une, peu d'éducation formelle, comme beaucoup de gens, mais qui a été une grande lectrice. Donc elle avait beaucoup d'admiration pour les journalistes, pour les journalistes. Donc, ça a aussi influé... J'avais, de toute façon, j'avais une idée très... Comment on peut dire?... Une idée très, très romantique. A aucun moment ne m'était passé par la tête de me dédier à quelque chose pour gagner de l'argent, pour gagner des sous. L'idée était, était, un, être une espèce de soldat dont contribuerait, la formation contribuerait à la société. Ca se disait, ça se disait, le discours de l'université, ça se disait, nous étions des agents de changements. Nous devons... Notre fonction était de collaborer au changement de la société... »<sup>907</sup>.

Ce témoignage d'Hernán Miranda croise la représentation de ce que doit être le journalisme avec la perception d'un rôle particulier des journalistes dans la société. L'activité elle-même mais aussi sa formation universitaire renvoient selon l'actuel enseignant en journalisme de l'Université de Santiago du Chili (USACH), à l'idée d'une mission sociale qu'il caractérise par la contribution au changement. La perception de soi et celle de sa trajectoire professionnelle qui se dessinent sous les mots d'Hernán Miranda, comme dans ceux des différents journalistes cités précédemment, se fait donc non seulement sous le registre de l'innée et du prestige, mais elle

---

<sup>906</sup> «Bueno yo, eeee...tuve desde muy pequeña una vocación por el periodismo. Estudié en regiones, en Punta Arenas y en Puerto Montt, en liceos públicos, en un momento en que la educación pública en Chile era una educación de nivel y donde los, los porros, los tontos, se iban en, a colegios particulares, no, era una vieja tradición. Luego, por esta fuerte vocación de, del periodismo, curiosidad y por esta mezcla además en lo que uno podría decir entre la literatura y el periodismo, más que pensar en el tema del compromiso social, más bien pensaba en, en, en estas, en estas proyecciones de la realidad, y estos vínculos, digamos, con la literatura, me gustó mucho la idea de estudiar periodismo. Eeee...del punto de vista de mi formación, vengo de una familia de clase media, eeee, libre-pensadora, donde había muchos debates en mi casa, más, pero más bien conservadora en ciertos aspectos. Una familia de origen árabe, mi padre es de origen palestino, yo la mayor, por lo tanto se te marca de alguna forma ciertas cosas, por ejemplo, una cierta posición familiar al momento yo de elegir una carrera como periodismo, que significaba no solamente venir a Santiago sino también una profesión tan liberal, donde las mujeres, las periodistas tenían tan mala fama, para una mentalidad más bien conservadora de mi padre. Cosa que después, por supuesto, fue mi gran cómplice en toda mi carrera. Vine a estudiar en la Universidad de Chile, en la escuela de periodismo», entretien avec Faride Zerán, *op. cit.*, 28 avril 2009.

<sup>907</sup> «Bueno, yo diré por gran parte vocación, y yo diría cierta admiración. O sea, mi madre era una persona de origen campesino, que tenía, tenía una, poco educación formal, como mucha gente, pero que ha sido una gran lectora. Entonces ella tenía mucha admiración a los periodistas, a los periodistas. Entonces, eso influye también... Yo tenía, en todo caso, yo tenía una idea muy... ¿Cómo se puede decir?... Una idea muy, muy romántica. Por ningún momento se me había pasado por la cabeza dedicarme a algo para ganar plata, pa' ganar dinero. La idea era, era, uno ser una especie de soldado que contribuyera, contribuyera su formación a la sociedad. Eso se decía, se decía, el discurso de la universidad, se decía, éramos agentes de cambios. Teníamos que... Nuestra función era colaborar al cambio de la sociedad...», entretien avec Hernán Miranda, ancien journaliste à *El Siglo* puis membre de l'OIR, dans les locaux du Cercle des journalistes de Santiago, le 30 mars 2009.

mêle aussi une morale liée à l'exercice du journalisme et à son apprentissage. Le caractère naturel de la vocation devient une face cachée de la régulation de l'exercice du journalisme, du fait même de l'inscription de tous ces journalistes à une formation universitaire tout en convoquant le registre de la vocation pour expliquer leur envie d'exercer cette activité. Les pratiques des journalistes chiliens cherchent à se légitimer selon une certaine naturalité des techniques enseignées, qui s'inscrit dans une identité sociale et politique en relation directe avec le bien-être de la société chilienne.

Entrée à l'école de journalisme de l'Université catholique en 1962, María Olivia Monckeberg détaille le processus qui l'a vue s'orienter vers le journalisme, mais admet avoir hésité avec plusieurs autres attraits, notamment l'architecture, le professorat de castillan ou encore la sociologie :

« (...) De fait des professeures et des nonnes qui, quand moi j'ai dit que j'allais étudier le journalisme, trouvaient ça un peu... [*Elle fait un geste de la main pour montrer la frilosité des religieuses*] Parce qu'à ce moment-là encore, la profession en tant que telle avait tout juste démarré, donc... Parce qu'il m'est arrivé, je ne sais pas, ces choses qui parfois sont bonnes mais parfois problématiques, au moment de définir vers où tu continues, une 'vocation' entre guillemets non, que j'y arrivais assez bien dans différents domaines, donc, et que j'avais des intérêts dans différents domaines. Donc, pour un temps j'avais l'idée de, de, du domaine d'activité de mon père, vers, mais là [*Elle appuie*], là c'est mon papa : 'non !'. Je ne sais pas, est-ce qu'il voulait que je ne mette pas dans son champ ? Mais l'architecture... Moi ça, ça m'attirait beaucoup parce la peinture me plaisait, j'aimais dessiner, donc ça, ça me paraissait intéressant mais toutefois, cela, comme s'il avait coupé court 'la rénovation n'est pas pour toi !'. Et par contre mes religieuses trouvaient que (...) je me rappelle de la professeure de mathématique qui était forte, comme ils diraient aujourd'hui, c'était une très bonne professeure, elle disait 'mais quelle gaspillage, que vas-tu aller faire dans le journalisme, María Olivia ?' [*Elle rit*]... Cette ambiance-là ! Et la, après un autre trait, j'aimais beaucoup, j'aime [*Elle emphatise le présent de l'indicatif*] beaucoup la littérature, surtout l'espagnole et l'hispano-américaine. Donc, j'ai aussi pensé à cette idée. Mais, non, non la vérité est que je ne m'imaginai à la fois, que les amis professeurs de castillan ne m'écoutent pas, mais non, j'ai une sœur qui après a étudié la pédagogie en castillan, pédagogie en castillan non, je serais morte d'ennui, ça oui. Mais la littérature m'attirait. Je suis aussi passé par un regard vers la sociologie, celui-ci avec un peu plus de sérieux. (...) A l'Université Catholique, il fallait passer un examen, en plus de l'examen d'aptitude qui était le baccalauréat, c'était avant l'examen d'aptitude académique le baccalauréat, donc l'examen spécial qui se faisait à l'Université, qu'on passait dans les universités, était le même jour à la même heure, et sûrement pour faire se définir avant les élèves, les postulants, en sociologie et en journalisme. Voilà, cursus de journalisme. Et aussi la décision de, après l'université, ça a été une décision, bon folle comme toutes les décisions que prennent les jeunes à cette âge-là, non ? Et, et parfois par les choses du hasard, ou, ou un petit plus. Parce que je me suis inscrite dans les deux universités, à la Católica et à la Chile. Pour la famille, pour tout, j'allais plus vers le, il aurait été plus logique vers la Catholique, comme ça a été en définitive. Mais moi j'étais attiré par l'Université du Chili, parce qu'en plus le cursus était plus ancien, la Católica s'était tout juste formée, je savais qu'à la Católica, j'allais faire

quelque chose de plus borné. Je, je, je voulais connaître le monde de l'Université du Chili. Cependant... Et j'ai été prise ! J'ai été prise, j'ai été prise... [...] J'ai eu de bons résultats dans les deux. Et la nuit avant, la nuit avant de m'inscrire, une ex-camarade du lycée m'appelle, pour me dire que si je m'inscrivais à la Católica, ici à la Chile ça allait produire une place vacante, qui allait favoriser sur la liste d'attente une très bonne amie à elle et que je connaissais. Donc, bon allez, elle en sera, ainsi seront les choses, et je l'ai fait. Et là je suis resté à la Católica"<sup>908</sup>.

Ce long extrait d'entretien révèle plusieurs aspects qu'il faut commenter. D'une part, María Olivia Monckeberg décrit bien comment les hasards, les compromis, mais aussi les cadres et les contraintes liés à l'organisation universitaire ont finalement débouché sur une inscription à l'école de journalisme. Son idée de poursuivre une carrière de journaliste semble présente depuis un certain temps au moment de choisir un cursus universitaire, mais elle se concrétise au fil d'un jeu de possibilités et d'impossibilités, d'un jeu d'influences et de circonstances qui la conditionne d'autre part. Ceci dit, ce choix mêle des caractéristiques convoquées dans les extraits d'entretiens précédents : le goût pour la littérature, l'attrait pour les sciences sociales en plein développement au Chili à cette époque-là, une curiosité qui entraîne l'actuelle directrice de l'ICEI d'un domaine d'études (et d'activité future) à l'autre.

---

<sup>908</sup>“(…) De hecho profesoras y monjas que, cuando yo dije que iba a estudiar periodismo, lo encontraban un poco... [*hace un gesto de la mano para mostrar la pusilanimidad de las monjas*] Porque todavía la profesión como tal estaba recién partiendo, entonces... Porque me tocó, no sé, esas cosas que a veces son buenas pero a veces problemáticas al momento de definir por dónde sigues, “vocación” entre comillas no cierto, que me iba bastante bien en diferentes ámbitos, entonces, y que tenía intereses en diferentes ámbitos. Entonces, por un tiempo estuve en la onda de, de, del área de mi padre, hacia, pero ahí [*enfatisza la palabra*], ahí fue mi papá: “¡no!”. No sé, ¿es que quería que no me metiera en su campo? Pero la arquitectura... a mí me, me atraía mucho porque me gustaba la pintura, me gustaba dibujar, entonces me, me parecía interesante y sin embargo esto, como que me la cortó ‘¡la renovación no es para tí!’. Y en cambio mis monjas, encontraban que (...) me acuerdo de la profesora de matemática que era seca, como dirían ahora, era muy buena profesora, decía “¡pero qué desperdicio, ¿qué vas a ir a hacer en el periodismo, María Olivia?” [*se ríe*]... ¿esa onda! Y la, después algún rasgo, me gustaba mucho, me gusta [*apoya la palabra*] mucho la literatura, sobre todo la española y la hispano-americana. Entonces, también le di vuelta a esa onda. Pero, no, no la verdad es que me imaginaba a la vez, ¡que no me escuchan los amigos profesores de castellano!, pero no, yo tengo una hermana que después estudió pedagogía en castellano, pedagogía en castellano no, me hubiera muerto de aburrimiento, ¡sí! Pero la literatura me atraía. También pasé por la mirada hacia la sociología, esa con bastante más seriedad. (...). En la Universidad Católica había que dar un examen, a parte de la prueba de aptitud que era el bachillerato en aquel momento, era antes de la prueba de aptitud académica el bachillerato, entonces la prueba especial que se tomaba desde la universidad, que tomaban las universidades, era el mismo día a la misma hora, y seguramente para hacer a definirse antes a los alumnos, a los postulantes, en sociología y en periodismo. Ya, carrera de periodismo. Y también la decisión de, después la universidad, fue una decisión, bueno loca como a todas decisiones las que toman los jóvenes a esa edad ¿no? Y, y a veces por cosas del azar, o, o poquito más. Porque yo me inscribí en ambas universidades, en la Católica y en la Chile. Por familia, por todo, iba más como hacia el, habría sido más lo lógico hacia la Católica, como fue en definitiva. Pero a mí me atraía la Universidad de Chile, porque además la carrera era más antigua, la Católica se estaba recién formando, sabía que tenía en la Católica, iba a hacer una cosa más acotada. Me, me, me quería conocer el mundo de la Universidad de Chile. Sin embargo... ¡Y quedé! Y quedé, y quedé... [...] Pero quedé bien, en ambas. Y la noche antes, la noche antes de inscribirse, me llama una ex-compañera del Colegio, para decirme que si yo me inscribía en la Católica, aquí en la Chile iba a producir a una vacante, que iba a favorecer en la lista de espera a una muy amiga de ella y conocida mía. Entonces, bueno ya, estará, así serán las cosas, y lo hice. Allí quedé en la Católica”, entretien avec María Olivia Monckeberg, *op. cit.*, 17 mai 2010.



Même s'il faut garder des réserves sur ce récit, du fait du milieu social aisé dont provient l'actuelle directrice de l'ICEI (qui lui offre donc certainement un plus grand éventail de possibilités), son témoignage permet de nuancer la linéarité de la perception vocationnelle de certains journalistes, sûrement reconstruite par la mémoire de leur trajectoire et la mise en cohérence de leur parcours. Il en reste que le récit de la vocation garde un aspect légitimant dans le discours que les journalistes énoncent sur eux-mêmes, quant à leur activité durant les années 1960 et 1970. C'est un point essentiel, à nos yeux, dans l'analyse de l'activité médiatique durant l'Unité populaire, et plus précisément de la formation et de la socialisation au milieu journalistique : le choix d'intégrer le milieu journalistique se justifie dans la continuité, réelle comme reconstruite, d'une conception naturelle du journaliste, selon une posture sociale fonctionnelle à la société chilienne. Cette tendance se fortifie un peu plus dans les récits qui mettent en avant l'exercice du journalisme et les premiers pas dans les salles de rédaction en parallèle de la formation universitaire.

## 2. Une activité journalistique en parallèle de la formation universitaire

Beaucoup d'étudiants en journalisme exercent déjà cette activité, à peine débuté leur *cursus*. Ainsi Guillermo Torres répond-il à la question de Virginia Vidal sur son insertion dans le milieu journalistique par ces mots : « Je suis né en 1948 à Santiago, et je suis entré à l'École de Journalisme de l'Université du Chili en 1966 ; cette même année, je suis rentré au journal *El Siglo* »<sup>909</sup>. Dans la même promotion, Gustavo González suit lui aussi sa formation tout en exerçant le journalisme en parallèle, ce qui influence ses choix de carrière futurs :

« Donc, comme j'ai développé simultanément une certaine expérience de travail, parce que depuis que j'étais en deuxième année j'avais aussi commencé à travailler, je dirais que le travail m'a aussi aidé à prendre des options pour le journalisme international, mais ensuite je me suis plus orienté vers le journalisme économique »<sup>910</sup>.

Étudiant à l'École de journalisme de l'Université du Chili à partir de 1962, Ernesto Carmona témoigne aussi de sa pratique rémunérée du journalisme simultanément à ses études. Après avoir

---

<sup>909</sup> « Nací en 1948, en Santiago, y entré a la Escuela de Periodismo de la Universidad de Chile en 1966; ese mismo año, ingresé al diario *El Siglo* » in Guillermo Torres Gaona & Virginia Vidal (1996), *op. cit.*

<sup>910</sup> « Entonces, como yo desarrollé simultáneamente una cierta experiencia de trabajo, porque desde que estaba en segundo año empecé ya a trabajar también, yo diría que el trabajo me ayudó también a tomar algunas opciones para el periodismo internacional, pero después más me fui orientando hacia el periodismo económico », entretien avec Gustavo González Rodríguez, *op. cit.*, 13 mai 2010.

travaillé pour l'agence cubaine d'information *Prensa Latina*<sup>911</sup>, il entre dans l'équipe de campagne de Salvador Allende comme rédacteur des communiqués de presse : « Et j'ai commencé à travailler dans le journalisme l'année 1964... pendant que j'étais en train d'étudier, et j'ai justement travaillé à la première campagne d'Allende... enfin à la campagne d'Allende de 64 qui était la troisième... »<sup>912</sup>. Au passage, ce témoignage montre bien que la communauté journalistique est toujours en cours de délimitation et de consolidation, puisqu'Ernesto Carmona assimile son travail de communication politique à du journalisme. D'ailleurs le journaliste rectifie (succinctement) le tir dans un second entretien, dans lequel, en repassant rapidement sur des souvenirs déjà livrés, il souligne : « La campagne d'Allende était un travail de propagande, mais il y avait de l'information ; il fallait informer sur des réunions... »<sup>913</sup>.

Au-delà de cet aspect, les premiers contacts du futur journaliste avec le système médiatique se font par hasard, et par l'entremise d'Elmo Catalán, qui travaille alors pour les services d'Allende :

« Je vendais des livres et lui [*Elmo Catalán*] était mon principal client, je vendais des livres du Fonds de culture économique et un jour je suis allé lui livrer des livres à son bureau... et, et sont arrivés des gens pour... pour faire une dénonciation, pour la campagne d'Allende, donc... comme il n'y avait personne je m'en suis occupé, je leur ai demandé ce qu'ils voulaient, pourquoi, pour quoi, donc j'ai rédigé un... et je lui ai montré [*à Elmo Catalán*] et... et il m'a dit [*qu'il fallait*] que je reste travailler là-bas, que j'arrête de vendre des livres, donc j'ai travaillé toute cette campagne et je suis allé avec Allende dans le Train de la Victoire jusque... jusqu'à Puerto Montt »<sup>914</sup>.

Durant ses études en journalisme à l'Université du Chili, Ernesto Carmona a aussi collaboré avec une radio, dont il n'arrive pas à se rappeler le nom. Il note même au passage les petits mécanismes de solidarité intra-communautaire qui permettaient d'accomplir l'activité journalistique tout en s'adaptant aux contraintes des uns et des autres :

« (...) Je me rappelle du professeur Clariana, un Espagnol qui était bon professeur, moi j'étais un de ses élèves favoris, parce que quand je terminais la classe, au milieu de la journée, il m'emmenait dans son auto vers le centre parce que moi, je travaillais déjà, j'avais un programme de radio, enfin je participais à un programme de radio et

---

<sup>911</sup> Ernesto Carmona occupe un poste de messenger, travail qui consiste à reprendre les textes transmis par alphabet Morse ou sténographiés, à les corriger et les compléter avant de les transmettre aux différents journaux qui travaillent en collaboration avec l'agence de presse.

<sup>912</sup> «Y comencé a trabajar en periodismo el año '64...mientras estaba estudiando, y trabajé justamente en la primera campaña de Allende... o sea en la campaña de Allende del '64 que fue la tercera...», entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 12 décembre 2008.

<sup>913</sup> «La campaña de Allende era un trabajo de propaganda pero había información; había que informar sobre reuniones...», entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, le 24 mars 2009.

<sup>914</sup> «Yo vendía libros y él era mi principal cliente, vendía libros del Fondo de Cultura Económica y un día fui a su oficina a entregarle libros...y y llegó una gente a...a hacer una denuncia, a la campaña de Allende, entonces...como no había nadie yo los atendí, les pregunté qué querían, por qué para qué, entonces redacté un...y se lo mostré y...y me dijo que me quedara trabajando ahí, que dejara de vender libros, entonces trabajé toda esa campaña y fui con Allende en el Tren de la Victoria a... hasta Puerto Montt», entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 12 décembre 2008.

je devais faire mon bulletin d'informations, que me couvraient des camarades d'autres journaux, et d'autres media »<sup>915</sup>.

Le journaliste souligne par ailleurs que débiter son activité journalistique durant la formation universitaire est une nécessité du fait des éléments trop théoriques délivrés par les écoles de journalisme : « Mais en réalité là où on apprenait plus, c'était dans la pratique, l'université donnait les connaissances...basiques académiques, pour développer son... C'était nécessaire de lire beaucoup, et c'est toujours nécessaire de lire beaucoup [*il marque ces mots*], et les journalistes qui lisent sont très rares aujourd'hui. Et en ce temps-là aussi, non ? »<sup>916</sup>.

Faride Zerán témoigne elle aussi de l'exercice d'une activité journalistique bien avant la fin de son cursus en journalisme, en l'occurrence au sein de la rédaction de la revue *Chile Hoy*, liée au parti socialiste :

« Bien sûr, j'ai commencé rapidement, avec mes études formelles de journalisme, que j'ai fait sans... Beaucoup de mes camarades ont abandonné le cursus en deuxième ou troisième année pour se dédier au travail. Moi j'ai travaillé et étudié, je n'ai pas abandonné le cursus, j'ai terminé mon cursus. (...) Moi, déjà très jeune, j'avais un nom dans le journalisme à ce moment-là parce que je travaillais pour une revue d'un certain prestige comme l'était *Chile Hoy*, dirigée par Marta Harnecker, et j'avais un programme de télévision une fois par semaine, moi qui avais 21 ans à cette époque-là, non ? »<sup>917</sup>.

Cette collision entre la formation universitaire et la socialisation au sein du système médiatique est une caractéristique du marché de l'emploi journalistique chilien propre à la période. Leonardo Cáceres et Gabriela Meza, son épouse elle-aussi formée à l'École de journalisme de l'Université du Chili, généralisent le moment de l'entrée dans le système médiatique chilien en faisant le contraste avec la formalisation d'une période de stage obligatoire et très encadrée, pour les actuels étudiants en journalisme :

« *Antoine Faure : Pour en terminer avec le thème des études, il fallait faire un stage?*

---

<sup>915</sup> « (...) Recuerdo al profesor Clariana, un español que era muy buen profesor, yo era un alumno bastante favorito de él, porque cuando terminaba la clase, a medio día, él me traía en su auto al centro porque yo ya estaba trabajando, tenía un programa de radio, o sea participaba en un programa de radio y tenía que hacer mi parte de noticias, que me la cubrían la espalda de compañeros de otros diarios, de otros medios », entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 24 mars 2009.

<sup>916</sup> « Y, pero en realidad uno donde más aprendía era en la práctica, la universidad le daba los conocimientos...básicos académicos, para uno desarrollar su... Era necesario leer mucho, y sigue siendo necesario leer mucho [*enfatisa esas palabras*], y los periodistas que leen son muy escasos hoy en día. Y en aquellos tiempos también, ¿no? », entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 24 mars 2009.

<sup>917</sup> « Por supuesto, empecé rápidamente, junto con mis estudios de periodismo formales, que los hice sin... Muchos de los compañeros míos abandonaron la carrera al segundo o tercer año para dedicarse a trabajar. Yo trabajé y estudié, no abandoné la carrera, terminé mi carrera. (...) Yo, siendo muy joven, tenía un nombre en el periodismo en ese minuto porque trabajaba para una revista de cierto prestigioso como lo era *Chile Hoy*, dirigido por la Marta Harnecker, y tenía un programa de televisión de una vez por semana yo, que tenía 21 años en esa época, ¿no? », entretien avec Faride Zerán, *op. cit.*, 28 avril 2009.

*Leonardo Cáceres* : Oui, attends, [Il parle lentement tout essayant de se souvenir] nous devons faire un mémoire, et... [Il monte d'un ton, et demande à son épouse, qui est dans une autre pièce] Gabriela, nous devons faire un stage en sortant du cursus ?

*Gabriela Meza* [son épouse] : A notre époque ?

*Leonardo Cáceres* : Oui!

*Gabriela Meza* : Ce qui se passe, c'est que nous commençons tous à travailler avant d'être diplômé, donc c'était comme, à cette époque comme nous étions peu de journalistes universitaires disons, donc nous commençons à travailler durant le cursus...

*Leonardo Cáceres* : Mais ce n'est pas comme aujourd'hui où il y a un stage, avec une période de stage contrôlée...

*Gabriela Meza* : ... Et qui doit être évaluée tant par le professeur du media que par le professeur qui dirige tout ça. Donc il y a un rapport formel qui s'ajoute à... à notre époque, non! En plus nous travaillions presque tous avant de sortir de l'université »<sup>918</sup>.

Même si les programmes d'études de l'Ecole de journalisme de l'Université du Chili ont montré qu'il y avait bien une période de stage à respecter à la fin du cursus, le témoignage du couple de journalistes met en évidence la porosité entre les écoles de journalisme et les salles de rédaction des media chiliens. A l'échelle de chaque étudiant, les deux espaces semblent superposés : le cursus comme le marché de l'emploi journalistique restent flexibles, la socialisation se fait en parallèle dans des lieux distincts et à la fois complémentaires, et les frontières de la communauté journalistique ne sont pas rigidifiées.

Les témoignages sur la simultanéité des études en journalisme et les débuts d'une activité journalistique rémunérée se multiplient au cours des entretiens, et notamment dès la première question posée, qui vise à reconstruire la trajectoire biographique des journalistes. Nul besoin de multiplier les exemples, l'argument est fait. On se rend simplement compte que les premiers pas des journalistes dans ce milieu sont reconstruits sous le registre du pragmatisme mais aussi de

---

<sup>918</sup> Antoine Faure: Para acabar con el tema de los estudios, ¿se necesitaba hacer una práctica?

*Leonardo Cáceres*: Si, a ver, [habla lentamente tratando de acordarse] debíamos hacer una memoria, eeee... [Sube el tono, y pregunta a su esposa está en otra pieza]: Gabriela, ¿teníamos que hacer una práctica al salir de la carrera?

*Gabriela Meza* [su esposa]: ¿En nuestra época?

*Leonardo Cáceres*: ¡Sí!

*Gabriela Meza*: Lo que pasa es que todos empezábamos a trabajar antes de egresar, entonces era como, en esa época como éramos pocos los periodistas universitarios digamos, entonces empezábamos a trabajar durante la carrera...

*Leonardo Cáceres*: ...pero no es como ahora que hay una práctica, con un periodo de práctica, controlado...

*Gabriela Meza*: ...y que tiene que ser evaluado tanto por el profesor del medio en el que se hace la práctica y el profesor que guía todo eso. Entonces hay un informe formal que se junta a...en nuestros tiempos, ¡no! Además que casi todos trabajábamos antes de salir de la universidad", entretien avec Leonardo Cáceres, *op. cit.*, 25 mai 2010.

l'idéalisation de leur caractère naturel, qui agissent en creux et en contre-point d'une régulation progressive des pratiques et principes du milieu.

### *B) Une formation universitaire par la pratique*

La formation universitaire au journalisme, qui s'est peu à peu consolidée à partir de 1953, ne signifie pas pour autant une rupture radicale dans l'histoire du journalisme. S'ils impliquent une systématisation et une autonomisation des techniques journalistiques, ces enseignements sont délivrés, sur le critère de l'expérience, par des journalistes reconnus par le milieu, et plusieurs mentionnés au cours de cette thèse (1). La validation de cursus après une période de stage, qui occupe une place centrale dans l'architecture des formations universitaires au journalisme, vise aussi à privilégier une conformation aux exigences pratiques du milieu, par des mécanismes de correction des mauvais réflexes acquis durant la formation théorique (2).

#### **1. Un enseignement technique assuré par les pairs**

La première partie de ce chapitre a permis de revenir sur l'émergence des formations universitaires au journalisme au Chili, et de se rendre compte de la façon dont elles organisent leurs cursus entre 1953 et 1973. Un des axes d'analyse constitue alors l'articulation d'une formation fortement généraliste et d'enseignements techniques propres à l'activité journalistique. Or l'apprentissage des habiletés et des gestes caractéristiques du journalisme est garanti par des professeurs tout droit issus des rédactions chiliennes, et se fait selon une logique de mise en situation des étudiants afin de leur faire percevoir les conditions, obstacles et autres difficultés du travail journalistique.

Cette logique d'apprentissage par les pairs est reconnue et encadrée par l'article 6 du décret universitaire n°1 823 (promulgué 14 juin 1954), qui dispose que «La Direction de l'Ecole de Journalisme pourra proposer à la Faculté l'élection de Membres Académiques parmi ces journalistes qui ont développé des activités remarquables dans la profession, en conformité avec ce qui est établi dans l'art. 15° du Statut Organique de la Enseignement Universitaire [*Majuscules*

*dans le texte*] »<sup>919</sup>. L'expérience est donc considérée dans cet article comme un critère de choix des enseignants des écoles de journalisme. Ainsi, lorsque María Olivia Monckeberg mentionne le chargé du cours de reportage auquel elle assiste à l'Université catholique, Nicolás Velasco del Campo, elle fait directement référence aux responsabilités que celui-ci a exercé dans le système médiatique chilien (directeur du journal *Las Últimas Noticias*, qui appartient au groupe *El Mercurio*) comme pour mieux montrer la légitimité sur laquelle se base l'enseignement du reportage à l'Université catholique<sup>920</sup>.

De même, elle souligne comment les enseignements techniques, notamment en reportage, sont organisés autour du travail personnel des étudiants, que la pédagogie cherche à mettre en situation :

« Ce qui est sûr donc, c'est qu'ils te chargeaient avec beaucoup de travail à la maison. Je me rappelle que moi, mon papa m'a offert une machine à écrire quand je suis entrée à l'école, une grande chose pour mes amis, et avec cette machine j'ai beaucoup écrit, une Olympus je me rappelle. Bon, c'était, c'était tout le temps, ils te chargeaient de travail, ceci, cela dans les différents cours. Je te parle des classes de journalistique [*littéralement*] naturellement : rédaction, journalisme informatif, repor... journalisme interprétatif, reportage. Tout cela était constant, le travail à la maison, habituellement très personnel, habituellement, parfois on faisait des choses à deux mais le plus courant c'était seul »<sup>921</sup>.

L'actuelle directrice de l'École de journalisme de l'Université du Chili se souvient par exemple des cours de rédaction journalistique et de reportage qu'elle recevait à l'Université catholique, et pour lequel les étudiants devaient réaliser des interviews réelles avec des personnes publiques :

« Par exemple, je me rappelle du plus élaboré, faire un reportage, ils pouvaient te faire, je ne sais pas, un thème global dans le cadre du cours mais que chacun devait traiter depuis un angle différent. Une autre question, que je vois, ils le font toujours ici aujourd'hui dans quelques cours, ou on le fait, mais je me rappelle que depuis toute jeune, dès la première année, ils te faisaient faire le travail dans lequel tu devais interviewer des personnes importantes du domaine public. Enfin, c'était... j'ai le souvenir de la première année de journalisme, d'être allée interviewer le cardinal Silva

---

<sup>919</sup> «La Dirección de la Escuela de Periodismo podrá proponer a la Facultad la elección de Miembros Académicos de aquellos periodistas que hayan desarrollado actividades sobresalientes en la profesión, de conformidad a lo establecido en el Art. 15° del Estatuto Orgánico de la Enseñanza Universitaria [*Mayúsculas en el texto*]», artículo 6, decreto universitario n°1 823, 14 de junio de 1954.

<sup>920</sup> «Después más adelante, otros profesores de crónica, de reportaje como...como Nicolás Velasco del Campo, que fue director de *Las Últimas Noticias* cuando *Las Últimas Noticias* era un diario, no farandulero, era bastante informativo», entretien avec María Olivia Monckeberg, *op. cit.*, 17 mai 2010.

<sup>921</sup> «Lo que sí entonces, que a uno le encargaban mucho trabajo que hacías en tu casa. Me acuerdo que yo, mi papá me regaló una máquina de escribir cuando entré en la escuela, una gran cosa para mis amigos, y con esa máquina escribí mucho, una Olympus me acuerdo. Bueno, era, era todo el tiempo te estaban encargando trabajo, eso, eso en los diferentes los cursos. En los cursos de periodístico naturalmente te hablo: redacción, periodismo informativo, repor...periodismo interpretativo, que decía antes, y reportaje. Todo eso era constante, el trabajo para el casa, habitualmente muy personal, habitualmente, de repente se hacían cosas a dos pero lo más corriente era algo de uno», entretien avec María Olivia Monckeberg, *op. cit.*, 24 mai 2010.

Henríquez qui n'était pas encore cardinal, ensuite pour le cours, ça doit avoir été pour le cours de rédaction ou d'avoir, ils appellent tout cela rédaction journalistique, ce n'était pas rédaction en général ; ou et l'année 1962, qui est l'année du Mondial de football, deux mois après être rentrée à l'école, d'aller voir des matches seule, d'interviewer la section suisse de football qui était à son lieu de, de, comment ça s'appelle... de résidence, dans une maison, ou un hôtel, je ne sais pas, sur la rue Colón. Et parfois nous étions avec l'entraîneur et les joueurs, et comme moi mon français était toujours assez frais du lycée, j'ai pu m'arranger et j'ai fait tout le travail pour le cours. Donc il y avait une activité assez intense sur ces plans »<sup>922</sup>.

Ce témoignage sur la PUC converge avec celui de Leonardo Cáceres sur l'École de journalisme de l'Université du Chili, déjà cité plus haut au sujet de la visite des ateliers du journal *La Nación*<sup>923</sup>. Au sujet de ses professeurs, le journaliste se rappelle aussi qu'une partie travaille dans des rédactions, tandis que les professeurs d'enseignements plus généralistes ont un lien avec le journalisme (à l'instar de l'économiste Aníbal Pinto Santa Cruz, qui travaillait à la revue *Ercilla* comme cela a été évoqué précédemment). Leonardo Cáceres évoque ainsi le profil de Mario Céspedes, historien que les media et la radio en particulier ne laissent pas indifférent :

« Certains [*professeurs*] travaillaient dans le journalisme, d'autres...je t'ai mentionné un économiste, c'est vrai. D'autres... bon un historien. Qui faisait le cours d'histoire ? Ah ! Mario Céspedes, qui était un, qui est mort il y a un an [*en 2009*], qui était un historien, lui il était, il se spéciali..., il s'était spécialisé sur ça, spécifiquement l'histoire du Chili, il avait une quantité de livres sur ça... Mais il aimait beaucoup aussi le journalisme, et il travaillait à la radio, il faisait des concours sur l'histoire du Chili. Son travail était bien intéressant »<sup>924</sup>.

De même, Lidia Baltra évoque les enseignements délivrés par Lenka Franulic dans son cours de journalisme informatif, en dirigeant la focale vers l'apprentissage du reportage à partir de cas concrets : « Après avoir fait les reportages sur la tâche assignée, nous devons lui remettre nos

---

<sup>922</sup> «Por ejemplo, me acuerdo en lo más elaborado, hacer un reportaje, te podían hacer, qué sé yo, un tema global hacia el curso pero que cada uno se dejaba caer con diferente ángulo (...). Otra cuestión, que yo veo, en algunos cursos hoy día lo hacen acá, o lo hacemos, pero yo recuerdo que desde muy chica, desde el primer año, te hacían hacer el trabajo en que tú tenías que entrevistar a personas del ámbito público importantes. O sea, era...tengo recuerdo del primer año de periodismo de haber ido a entrevistar al cardenal Silva Henríquez, que todavía no era cardenal, después pa' el curso, debe haber sido por el curso de redacción, o de haber, a todo eso lo llamaban redacción periodística, no era redacción en general; o, y el año 1962, que fue el año del Mundial de fútbol, a los dos meses de estar en la escuela, ir a ver partidos sola, a entrevistar a la selección suiza de fútbol que estaba en su lugar de, de, como se llama...de concentración, en una casa, o un hotel, no sé, en la calle Colón. Y a veces estábamos con el entrenador y con los jugadores, y como yo todavía mi francés estaba bastante fresco del colegio, me las pude arreglar y armé todo mi trabajo para clase. Entonces había una actividad bastante intensa en esos planos», entretien avec María Olivia Monckeberg, *op. cit.*, 24 mai 2010.

<sup>923</sup> « Ils nous ont emmenés quelquefois, en tant qu'élèves de l'École, ils nous ont emmenés dans un atelier d'impression du journal », entretien avec Leonardo Cáceres, *op. cit.*, 25 mai 2010.

<sup>924</sup> «Algunos trabajaban en periodismo, otros...te mencioné un economista, cierto. Otros...bueno un historiador. ¿Quién hacía clase de historia? A, Mario Céspedes que era un, que murió el año pasado [*en 2009*], que era un historiador, él era, se especiali..., se había especializado en eso, específicamente en la historia de Chile, tenía cantidad de libros sobre eso... Pero también le gustaba mucho el periodismo, y trabajaba en radio, hacía unos concursos sobre la historia de Chile. Era bien interesante su trabajo», entretien avec Leonardo Cáceres, *op. cit.*, 25 mai 2010.

notes sur des pages de taille bureau dactylographiées en six copies »<sup>925</sup>. Les pratiques ciblées ici ne sont donc pas celles du reportage en tant que tel ou de l'écriture à proprement parler, mais plutôt de la prise de notes et de l'utilisation de machines à écrire, au sens de l'appropriation de cette technologie. De même, dans son hommage posthume, Gustavo González tient à rappeler comment Alejandro Cabrera, premier diplômé de l'École de journalisme de l'Université du Chili, et qui en deviendra par la suite vice-directeur, cumule ses responsabilités académiques avec un travail quotidien dans les rédactions chiliennes : « Son passage par El Siglo et Última Hora, par les revues Ercilla et Cauce, comme son travail de correspondant pour O'Cuzeiro Internacional, témoignent de l'homme, qui a effectivement conjugué l'exercice pratique et quotidien de la profession avec l'université »<sup>926</sup>.

Au final, le personnel enseignant et la pédagogie de mise en situation des étudiants en journalisme trahissent la volonté de socialiser les étudiants aux pratiques mises en œuvre par les journalistes en poste et ainsi de codifier les savoirs et les savoir-faire de l'activité journalistique. On voit se dessiner une appartenance commune, qui est liée avant tout à l'expérience et non pas à l'enseignement pur et dur. Cette socialisation est aussi au fondement des périodes de stage incluses par les programmes d'études des différentes écoles de journalisme chiliennes. Mais, si on se place du côté des journalistes en activité, ce moment tend plus fondamentalement à corriger les futurs journalistes selon des principes évoqués sous le registre du pragmatisme et de l'expérience, qui ont tant à voir avec le « bon » journalisme qu'avec les spécificités de chaque rédaction.

## 2. Le stage de fin d'études

Parmi les quatre formations en journalisme déjà ouvertes au Chili en 1968, trois inscrivent dans leur contrat pédagogique un stage obligatoire pour leurs étudiants. Cette pratique d'apprentissage est introduite par le décret universitaire n°1 823 de l'Université du Chili, approuvé le 14 juin 1956, qui la présente ainsi : « Au cours de la dernière année [*d'études*], les étudiants effectueront un stage dans un journal, une revue ou une agence informative »<sup>927</sup>. La pédagogie sous-jacente à ces stages cherche à confronter les étudiants, et leurs connaissances relativement

---

<sup>925</sup> “Después de reportear la tarea asignada, debíamos entregarle nuestras notas en páginas tamaño oficio dactilografiadas en seis copias”, in Lidia Baltra (2013), *op. cit.*, p.3.

<sup>926</sup> “Su paso por El Siglo y Última Hora, por las revistas Ercilla y Cauce, así como su labor de corresponsal de O'Cuzeiro Internacional, dejan testimonio del hombre que conjugó acertadamente el ejercicio práctico y cotidiano de la profesión con la academia”, in Gustavo González (2006), *op. cit.*

<sup>927</sup> “En el curso del último año, los alumnos entrarán a practicar en algún diario, revista o agencia informativa”, artículo 3, decreto universitario n°1823, 14 de junio de 1954.



théoriques, à la pratique, en incluant leur première expérience dans le système journalistique comme un pré-requis de leur diplôme. Il est d'ailleurs très intéressant de noter qu'en castillan, le mot stage a deux traductions qui font référence à l'idée d'une expérience mais aussi de la conformation d'une connaissance théorique : « *práctica* », la pratique, et « *pasantía* » soit un lieu et une position de répétition, au sens théâtral du terme, d'entraînement pour faire un parallèle avec un registre plus sportif. On retrouve donc, dans le vocabulaire même, l'idée de Samuel Bouron qui parle de « rituel du stage » en référence à ces périodes de pratique incluses dans les cursus en journalisme français du début du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>928</sup>.

Cette tendance à inclure des périodes de stage dans le cursus universitaire suppose aussi un accord de principe avec les organisations médiatiques sur leur disposition à embaucher de jeunes « apprentis » et à contribuer à leur formation. C'est aussi une manière de reconnaître les écoles de journalisme, pourtant si décriées à leurs débuts. La pratique pédagogique du stage nous paraît donc déterminante, dans ce contexte, parce qu'elle suppose une forme de maillage du milieu journalistique, entre la communauté de journalistes qui se constitue (à travers le groupe qui a poussé à la création des écoles de journalisme), les cursus universitaire et les organisations médiatiques. Les récits que livrent les journalistes interrogés de leur stage soulignent bien l'importance de cette étape pour entrer dans le milieu journalistique et plus précisément, pour obtenir un contrat d'une entreprise médiatique. Le stage permet de nouer des contacts et de « se faire connaître ». Cette étape du cursus universitaire entre aussi largement dans la conformation des pratiques journalistiques, et notamment dans les ajustements et les corrections aux pratiques enseignées. On se rend d'ailleurs compte, à la lecture des témoignages et entretiens, que les deux principales organisations médiatiques à mettre en œuvre la conformation des pratiques journalistiques sont *El Siglo* et *El Mercurio* qui occupent une position symétrique dans le système médiatique chilien jusqu'en 1973.

---

<sup>928</sup> Samuel Bouron (à paraître), « Un journalisme en mode mineur : compétences d'amateur et trajectoires de professionnalisation dans la presse locale (Poitiers, 2006-2008) » in coll. CRAPE [dir.] *Médias et amateurisme*, Paris : Les Presses des Mines.

María Olivia Monckeberg a par exemple effectué, courant 1970, son stage de fin d'étude à la revue *Eva*, une publication de la maison d'édition Zig Zag, alors dirigée par María Elena Aguirre, qui traite principalement de thèmes liés à la mode vestimentaire féminine<sup>929</sup>. Elle narre :

“J’ai eu, fin 1970, ma fille María Olivia... Je me suis diplômée. Là j’ai eu un problème de santé, suite à cette grossesse. Donc il y avait, il y avait beaucoup de choses. J’ai eu une pré-éclampsie [*aussi appelée tomémie gravidique en français*]. Et... j’ai dû arrêter quand j’étais en train de faire mon stage. J’avais commencé à faire le stage à la revue *Eva*...

*Antoine Faure : A la revue Eva ?*

*María Olivia Monckeberg : A la revue Eva parce que je voulais le faire à *Ercilla* mais il n’y avait pas de place à ce moment-là. Donc ils m’ont dit ‘bon à la revue *Eva*’, qui était une revue féminine mais de la même entreprise. Donc, ils pensaient que de là ça pourrait venir [*elle en rit*]. Bon au final, j’ai dû interrompre le stage. Et... seulement en... 1970 et... 70, attends 70, non 71 ! En 71, je suis revenu à... comment ça s’appelle ? Euhhh, en stage et à la fin, tout le processus pour obtenir le diplôme qu’on faisait »<sup>930</sup>.*

Outre le fait de mentionner le réquisit que constitue le stage pour obtenir le diplôme universitaire de journaliste, le témoignage de l’actuelle directrice de l’ICEI permet aussi de noter que le stage est une étape où il s’agit, pour un étudiant en journalisme, de choisir un type de publication ou de mettre un pied dans un des titres dans lesquels il souhaiterait travailler. Dans le cas de María Olivia Monckeberg, son premier choix va à la revue politique *Ercilla*, réputée pour son recours au modèle du journalisme interprétatif, et qui est souvent comparée à la revue *Time* par les journalistes chiliens. Il s’agit dans un second temps de se faire repérer par l’un des titres, afin d’entrer dans une rédaction à peine le diplôme reçu.

---

<sup>929</sup> La revue hebdomadaire *Eva* a été fondée en 1942 et ne sera plus imprimée à partir de 1974. Elle compte 1 491 numéros qui prennent un format proche du format A4 (28,5cm x 21cm). Elle a été exclusivement dirigée par des femmes : successivement Marie-Anne Ellis (1942-1949), Ghislaine Helfman de Astaburuaga (1949-1956), Lenka Franulic (1956-1958), Carmen Machado (1958-1968), María Elena Aguirre (1968-1970) et Gloria Stanley (1970-74). Elle est notamment réputée pour introduire un langage oral et intimiste (utilisation du tutoiement) dans ce secteur thématique des magazines de mode mais aussi pour le sérieux de son travail journalistique. Sur le sujet, voir Javiera Subercaseaux Penna (2006), “EVA, modelos exclusivos. Rescate patrimonial de la fotografía de moda de la revista femenina *Eva* entre 1967 y 1969”, Tesis para optar el título profesional de diseñadora gráfica, bajo la dirección de Juan Guillermo Tejada Marshall, Universidad de Chile, Santiago de Chile: Diciembre 2006.

<sup>930</sup> “Tuve a fines del 70, a mi María Olivia... Egresé. Allí tuve un problema de salud, después de ese embarazo. Así que había, eran muchas cosas. Tuve una pre-eclampsia. Y...tuve que dejar cuando estaba haciendo la práctica. Había empezado a hacer la práctica en la revista *Eva*...

Antoine Faure: ¿En la revista *Eva*?

*María Olivia Monckeberg*: En la revista *Eva* porque yo quería hacerla en *Ercilla* y no había cupo en ese momento. Entonces me dijeron ‘bueno en la revista *Eva*’, que era una revista femenina pero de la misma empresa. Entonces, pensaban que de allí podría llegar [*se ríe*]. Bueno al final, tuve que interrumpir la práctica. Y...solamente el...año 70 y...70, a ver el 70, ¡no el 71! El 71 volví a retomar el...¿cómo se llama eso? Eeeee, práctica y en el último, todo el proceso de titulación que se hacía”, entretien avec María Olivia Monckeberg, *op. cit.*, 17 mai 2010.



quelques-uns des plus brillants journalistes chiliens, c'était une école de journalisme magnifique... »<sup>933</sup>.

De nombreux journalistes chiliens renommés ont ainsi travaillé pour *El Siglo* avant d'exercer leur activité dans d'autres titres, entre autres Manuel Cabieses (fondateur de *Punto Final*), ensuite chroniqueur politique pour *Las Noticias de Última Hora*, en compagnie du cofondateur de *Punto Final*, Mario Díaz. Luis Hernández Parker (*Frente Popular*, *Ercilla* et de nombreuses radios), Eugenio Lira Massi (*Clarín*, *canal 13*, *Puro Chile*)<sup>934</sup>, ou José Gómez López et son frère Mario Gómez López (*Puro Chile*), tous reconnus comme des grands noms du journalisme chilien, y ont aussi débuté. Tout comme, parmi les journalistes interviewés, Gustavo González, Hernán Miranda ou encore José Miguel Varas (*TVN*). Ernesto Carmona (*canal 9*) a aussi fait son stage de fin d'études à *El Siglo*, comme s'en souvient encore Luis Barriá : « Carmona a la double qualité d'avoir été journaliste d'El Siglo, d'avoir fait un stage professionnel, quand il allait être diplômé, il a fait son stage à *El Siglo*, par conséquent il a un trait grand lien avec cela, en plus il a toujours été éditeur et... »<sup>935</sup>.

*El Siglo* occupe donc, selon l'imaginaire des journalistes chiliens, un rôle symétrique au *Mercurio*, et pas seulement pour une question d'opposition idéologique. Ernesto Carmona l'affirme clairement dans un entretien : « (...) Dans le cas de la presse, les deux grandes écoles étaient El Siglo et El Mercurio »<sup>936</sup>. On rejoint d'ailleurs ici une caractéristique plus générale qui a déjà été observée dans la première partie de cette thèse : *El Siglo* et *El Mercurio* résonnent comme les journaux les plus sérieux du système médiatique chilien<sup>937</sup>, et c'est pour cette raison qu'ils sont vus comme des écoles de journalisme. Autrement dit, *El Siglo* canalise ces flux d'aspirants journalistes, comme *El Mercurio* le fait de façon symétrique, parmi les journaux dont le profil est plus commercial et/ou conservateur. D'ailleurs n'est-il pas dit et répété par les journalistes interviewés comme les textes sur l'histoire du journalisme qu'*El Siglo* utilise un ton mercurial ? La socialisation aux gestes et attitudes journalistiques s'articule donc aux modèles d'*El Mercurio* et

---

<sup>933</sup> «En el último tiempo, ingresaban al Siglo muchos jóvenes, estudiantes de periodismo, que eran militantes de la Juventud Comunista, que consideraban como honor trabajar con El Siglo. El Siglo además era, formó algunos de los más brillantes periodistas chilenos, era una escuela de periodismo magnífica...», entretien avec Luis Alberto Mansilla, *op. cit.*, 4 décembre 2008.

<sup>934</sup> Exilé en France au milieu de l'année 1974, Eugenio Lira Massi commence à travailler pour *L'Humanité* avant de mourir dans des conditions mystérieuses en juin 1975. Voir Víctor Osorio (1996), « Eugenio Lira Massi : ¿Murió de pena o fue asesinado ? », in Ernesto Carmona [ed.] (2006), *op. cit.*

<sup>935</sup> «Carmona tiene la doble calidad de haber sido periodista de El Siglo, haber hecho su práctica profesional, cuando estaba por titularse hizo su práctica en El Siglo, por lo tanto tiene un gran vínculo con esto, además él siempre ha sido un editor y...», entretien avec Luis Barriá, *op. cit.*, 5 décembre 2008.

<sup>936</sup> «(...) En el caso de la prensa, las dos grandes escuelas eran El Siglo y El Mercurio», entretien Ernesto Carmona, *op. cit.*, 24 mars 2009.

<sup>937</sup> Voir Patricio Dooner (1989), *op. cit.* ; ou Guillermo Sunkel (1985), *op. cit.*

d'*El Siglo*, qui renvoient finalement à un journalisme informatif (tel que présenté précédemment). La radicalisation rhétorique de ces deux journaux durant l'Unité populaire, que nous ne remettons pas en cause, cache cependant trop souvent la fonction de ces deux organisations médiatiques dans la conformation de « bonnes pratiques » journalistiques, au-delà même de la lutte militante et idéologique à laquelle elles s'adonnent.

Que le stage se déroule au *Siglo* ou ailleurs, il est l'occasion, pour un étudiant en journalisme, de profiter de l'expérience et des conseils de journalistes plus expérimentés, qu'il côtoie dans la rédaction où il est envoyé. Juan Pablo Cárdenas, étudiant en journalisme à l'Université catholique entre 1968 et 1971 témoigne ainsi, dans un texte publié sur le site internet de l'Institut de communication et d'image (ICEI) à l'occasion des cinquante ans de la création de la première école de journalisme chilienne, dont il est l'héritier :

« L'actuel directeur de la radio de l'Université du Chili et professeur de notre pépinière, Juan Pablo Cárdenas s'émeut en se rappelant les longues conversations qu'il a eu avec quelques-unes des icônes du journalisme national, dont l'expérience a été un élément-clé pour compléter son instruction universitaire. Il remémore avec une admiration particulière les figures de Luis Hernández Parker et Mario Planet dont il a beaucoup appris. Aujourd'hui, dit-il, il existe peu de contacts entre les générations et il y a toujours moins de journalistes cultivés, capables d'opiner sur n'importe quel thème avec justesse »<sup>938</sup>.

A travers le récit que fait Lidia Baltra de sa période de stage, dans son discours commémoratif des soixante ans de l'École de journalisme de l'Université du Chili, apparaît clairement cette fonction qui consiste à mettre le pied des étudiants à l'étrier d'une rédaction :

« Les vieux reporters se divisaient entre ceux qui ne croyaient pas que le journalisme puisse s'enseigner dans les salles de classe et ceux qui observaient, attentifs, la nouvelle expérimentation que nous représentions. De toute façon, ils nous invitaient constamment à travailler avec eux aux radios, journaux et agences d'information. Beaucoup d'entre nous entrions, heureux, pour faire le stage gratuitement dans un de ces media et plusieurs ne revenaient pas en classe, ni n'attendaient le diplôme pour exercer »<sup>939</sup>.

---

<sup>938</sup> «El actual director de la radio de la Universidad de Chile y profesor de nuestro Plantel, Juan Pablo Cárdenas, se emociona al recordar las largas conversaciones que tuvo con algunos de los íconos del periodismo nacional, cuya experiencia fue clave para complementar su instrucción universitaria. Rememora con especial admiración a figuras como Luis Hernández Parker y Mario Planet, de los que asegura haber aprendido mucho. Hoy, dice, existe poco contacto entre las generaciones y hay cada vez menos periodistas cultos, capaces de opinar de cualquier tema con propiedad" in Daniela Estrada (2003), "De los bares y la máquina de escribir a la Internet", 10 juillet 2003, <http://www.periodismo.uchile.cl/noticias/2003/50periodismo.html>.

<sup>939</sup> «Los viejos reporteros se dividían entre quienes no creían que el periodismo se pudiera enseñar en las aulas y los que observaban atentos el nuevo experimento que nosotros representábamos. De cualquier modo, constantemente nos invitaban a trabajar con ellos en radios, diarios o agencias noticiosas. Muchos de nosotros entrábamos felices a hacer la práctica gratuitamente en alguno de estos medios y varios no volvían a las aulas ni esperaban el título para ejercer», Lidia Baltra (2013), *op. cit.*

La formation universitaire au journalisme inclut donc des mécanismes d'apprentissage qui jouent avant tout sur le contact des étudiants avec le système médiatique dans son ensemble, que ce soit par les technologies propres à chaque support, par l'enseignement délivré par des pairs, par la pédagogie de mise en situation des étudiants et enfin par l'obligation de compléter une période de stage dans une des entreprises médiatiques chiliennes. Cette logique de formation par les pratiques correspond à la tentative de faire entrer les aspirants journalistes dans les réseaux médiatiques existants, mais aussi de les conformer à la pragmatique de l'actualité mise en œuvre par les rédactions. D'où le témoignage de María Olivia Monckeberg, pour qui le passage du système universitaire au marché de l'emploi journalistique se fait sans réajustement :

« Antoine Faure : *Quelles étaient, s'il y en a eu, les grands décalages entre ce que vous avez appris à l'école et après, quand vous avez travaillé, par exemple à Ercilla ou à la revue Debate ?*

María Olivia Monckeberg : Figure-toi que je ne me rappelle pas avoir senti de décalages profonds. Non. Je n'en ai pas [*de souvenirs*], c'est comme une évolution relativement naturelle, relativement naturelle. Peut-être ce qui nous coûte le plus au début c'est de faire les choses rapidement [*elle rit*], dans une forme correcte et rapide. Mais... je ne me rappelle pas, quelle question intéressante, mais non... si c'est quelque chose que j'ai dit. Clairement la formation à l'université est une question qui t'ordonne, qui te permet, ça aide, mais il y a beaucoup de choses que l'on doit faire soi-même. Mais je n'oserais pas te parler de décalage, parce que je serais en train de l'inventer »<sup>940</sup>.

Que ce témoignage soit authentique n'est pas ici le problème. On peut effectivement contrarier la perception qu'a María Olivia Monckeberg de sa propre trajectoire : d'autres carrières montrent que la socialisation s'effectue non seulement à l'entrée sur le marché du travail mais dans la spécificité du fonctionnement de chaque rédaction. Tous les éléments qui sont ainsi introduits dans cette partie du raisonnement invalident largement l'évolution linéaire entre les écoles de journalisme et le marché du travail médiatique. Mais, au-delà de l'imprécision de la journaliste interviewée, on se rend surtout compte que l'apprentissage par les pratiques, qui sert de logique de base à la formation universitaire au journalisme, fonctionne dans le sens où il naturalise même ce lent apprentissage. Finalement, c'est le fait même que l'absence de réajustement ne soit pas étonnante pour María Olivia Monckeberg, qui révèle l'impact de la formation sur le milieu journalistique.

---

<sup>940</sup> « Antoine Faure: ¿Cuáles fueron, si hubo, los grandes desajustes entre lo que usted aprendió en la escuela y después, cuando usted trabajó, por ejemplo en Ercilla o en la revista Debate?

María Olivia Monckeberg: Fíjate que no recuerdo haber sentido como desajustes profundos. No. No tengo, fue como una evolución relativamente natural, relativamente natural. Tal vez lo que a uno más le cuesta al comienzo es hacer las cosas rápido [*se ríe*], en forma correcta y rápido. Pero...yo no recuerdo, qué interesante tu pregunta, pero no...si es algo que he dicho. Claramente la formación de la universidad es una cuestión que te ordena, que te va, ayuda pero mucho lo tiene que hacer uno. Pero no me atrevería a hablarte de desajuste, porque estaría como inventándotelo...», entretien avec María Olivia Monckeberg, *op. cit.*, 24 mai 2010.

D'une part, la journaliste fait clairement référence à une évolution naturelle qui montre bien tout le jeu de socialisation qui s'opère dans le maillage du milieu journalistique (communauté, écoles, organisations...). Il y a donc là une forme de normalisation *a posteriori* des différentes pratiques d'inculcation et de correction des techniques et attitudes journalistiques, pour qu'elles deviennent peu à peu des habitudes, des routines. D'autre part, et compte-tenu de l'approche du travail journalistique que nous avons proposé au chapitre 3, essentiellement dans sa relation au temps, il est très intéressant de noter dans cet extrait d'entretien le seul souvenir que María Olivia Monckeberg livre au sujet d'un quelconque ajustement entre les enseignements reçus et ses premiers pas dans une école de journalisme soit le rapport au temps. Ce qui garde un impact dans la mémoire de sa trajectoire journalistique est la difficulté à s'adapter à la vitesse quotidienne de l'exercice du journalisme. Cet élément nous semble apporter de l'eau au moulin à l'approche que nous avons adoptée pour analyser le journalisme durant l'Unité populaire (et plus généralement), et souligne à la fois qu'une bonne partie de l'apprentissage du journalisme, de la socialisation des futurs journalistes, de la formation et de la conformation des pratiques se joue dans ce rapport au temps quotidien de l'actualité.

Se dessine peu à peu la manière dont la socialisation au journalisme s'effectue, dans les années 1960 et 1970 chiliennes, par un jeu de validation de certaines « bonnes pratiques », auxquelles les nouveaux entrants sont à la fois formés et qui sont dans l'exercice. Cette éducation s'effectue alors dès le stage, pour les étudiants en journalisme, ou à l'entrée dans une salle de rédaction pour les aspirants ne passant pas par la case universitaire. C'est donc là un point commun qu'il est intéressant de noter : c'est par le partage d'un certain espace, celui de la rédaction ou plus généralement des bâtiments du journal, que la conformation des pratiques s'effectue. A partir de ce constat, nous souhaitons revenir sur un dernier aspect de la socialisation par les pairs : la correction et le (re)dressage des pratiques.

### C) Corriger les mauvaises habitudes et redresser les mauvais gestes

Enfin, il faut souligner que la communauté journalistique n'est pas encore fermée, durant l'Unité populaire. Si l'obtention d'un diplôme en journalisme devient peu à peu une condition nécessaire (et obligatoire à partir de 1993), il existe encore un accès à des postes de journaliste sans avoir été formé dans une école<sup>941</sup>. Ernesto Carmona évoque ainsi deux cas dans lesquels le recrutement ne se fait pas sur des compétences : le transfert de certains employés médiatiques d'une charge technique vers un poste de journaliste et le cas de plusieurs journalistes autodidactes qui ont peu à peu été cooptés par une rédaction, sur les bases de leur connaissance d'un secteur de la vie publique chilienne qu'ils sont chargés de couvrir pour le journal :

« Et d'autre part la radio, bon... ce n'était pas étrange qu'un travailleur de la radio qui maniait des machines et des choses etc. termine journaliste. Enfin en ce temps-là, je me rappelle que j'ai connu deux jeunes qui ont commencé la profession, et qui étaient de la police, qui étaient de la brigade d'homicides. Ils enquêtent sur des homicides, et leur chef était un policier très spécial René Vergara, qui a terminé comme écrivain [*il nous offre un livre de contes de René Vergara*]. (...) Donc celui-ci avait beaucoup d'amis journalistes, entre eux Jorquera, 'El Negro' Jorquera... Et 'El Negro' Jorquera leur a donné du travail à ces journalistes à Prensa Latina. Et ils sont passés d'enquêteurs de crimes à journalistes [*surgit une discussion sur la lumière de la pièce où se déroule l'entretien*]. Donc n'importe qui pouvait être journaliste, tu vois »<sup>942</sup>.

La trajectoire de Guillermo Saavedra, avec qui un entretien a été mené, correspond au premier des deux processus de recrutement évoqués par Ernesto Carmona. Titulaire d'un diplôme en publicité de l'Université technique d'état (UTE), celui qui est communément appelé « El Búfalo » est directeur du service de publicité de l'entreprise journalistique *Clarín*, sous la direction de Dario Sainte-Marie. Au contact permanent des journalistes (pris individuellement) et de la rédaction (comme collectif), il se charge petit à petit de reportages, sous l'incitation de

---

<sup>941</sup> Une condition quant aux conditions actuelles d'entrée dans le milieu journalistique chilien : malgré la disposition légale qui oblige à détenir un diplôme de journaliste pour espérer être embauché, les chiffres montrent qu'une partie importante des journalistes exerçant leur activité en 2008 n'a jamais validé son cursus. Ainsi, sur les 171 journalistes interrogés par Claudia Lagos et Cristián Cabalín, 97,6% ont étudié dans une université tandis que 81,2% en sont diplômés. Il s'agit sûrement d'agents étant entrés dans le milieu avant 1993. Dans cette enquête, les journalistes émettent de nombreuses critiques sur leur formation universitaire et soulignent qu'ils ne sont, à leurs yeux, pas assez préparés et qu'ils nécessitent des formations pendant l'exercice de leur métier. Voir Cristián Cabalín & Claudia Lagos (2012), "Enseñanza del periodismo en Chile y globalización: temas y desafíos", *Signos y Pensamiento*, vol. XXXI, n°61, julio-diciembre 2012, p. 164.

<sup>942</sup> "Y por otra parte la radio, bueno ee...no era extraño que un trabajador de la radio que manejaba maquinas y cosas terminara convirtiéndose en periodista. O sea en ese tiempo, yo recuerdo que conocí a dos jóvenes que empezaron la profesión, y eran de la policía, eran de la brigada de homicidios. Investigaban homicidios, y el jefe de ellos era un policía muy especial René Vergara, que terminó siendo escritor [*nos ofrece un libro de cuentos de René Vergara*]. (...) Entonces ese tenía muchos amigos periodistas, entre ellos Jorquera, "El Negro" Jorquera... Y "El Negro" Jorquera le dio trabajo a esos dos periodistas en Prensa Latina. Y pasaron de investigadores de crímenes a periodistas [*surge una discusión sobre la luz de la pieza donde se desarrolla la entrevista*]. Entonces cualquier podía ser periodista, ves", entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, le 24 mars 2009.



certaines des journalistes les plus expérimentés de la rédaction, Alberto Gamboa et Ibar Aibar en tête. Guillermo Saavedra raconte, sous le registre de l'anecdote :

« Donc j'étais là, en tant que chargé de la maquette, tout ça, et arrive le type et il dit 'Ecoute c'est le bazar en población [*banlieue*]<sup>943</sup>, il dit, 'Putain, il y a de l'eau de partout, et pourquoi vous n'allez pas faire un reportage ?' Donc, il y avait là le 'Gato Gamboa' et l'autre bedonnant, 'El Chupa'o'. Donc ils me disent : 'Ecoute Búfalo, tu oserais y aller, mec ?'. 'C'est clair, pourquoi je n'irais pas ?'. 'D'accord, vas-y'. 'D'accord'. Et ils appellent le chauffeur de la voiture, parce qu'à cette époque les journaux avaient deux ou trois autos à disposition, qui étaient déjà là, et nous partions. Et je pars avec le chauffeur, et je vais dans la banlieue, sur les lieux. Puuutain, pour arriver à ces lieux c'était, à cette époque-là, les rues, les trous, en sautant. Et j'arrive sur cette rue, imagine-toi, tu es habitué à être à la 'ville' [*il le dit en français*] avec les chaussures pleines de boue, entièrement putain... Impressionné par la, par ce que j'ai vu. Donc bon, et c'est là que commence cette situation... »<sup>944</sup>.

Dans le récit de son apprentissage du journalisme, Guillermo Saavedra fait très souvent appel à des scènes où interviennent les journalistes pour lesquels il montre beaucoup de respect et d'admiration<sup>945</sup>. Ces agents expérimentés de la rédaction paraissent, au gré du témoignage, participer à la formation du « Búfalo », en corrigeant les mauvaises pratiques qu'il déploie, que ce soit dans la manière de mener le reportage comme dans celle d'écrire l'article. Il prend par exemple le cas d'Eugenio Lira Massi (surnommé 'Le flic') qui lui reprend ses premiers articles : « (...) Arrive Lira 'Le flic' et il m'explique 'non, écoute mec, oui, tu dois écrire comme ça, acquérir ça »<sup>946</sup>. Cette formation sur le tas, et le travail de conformation de certaines pratiques journalistiques qu'elle rectifie, ont laissé une profonde trace dans la mémoire du « Búfalo ».

---

<sup>943</sup> Nous traduisons ici *población* par banlieue mais ce n'est pas juste : c'est surtout une question de fluidité à la lecture vu que la *población* n'est saisie comme objet d'étude ici, dans toute sa complexité. Il s'agit plutôt de « bidonvilles », ou en tous cas le terme désigne le phénomène qui consiste à partir du milieu des années 1940 à occuper un endroit, peupler (*poblar*) un lieu qui devient une *población*, à la périphérie de la ville. L'évènement originel du mouvement de *pobladores* est souvent discerné dans l'occupation du *Zanjón de la Aguada* dans l'actuelle commune de San Miguel, à la périphérie sud du centre de Santiago. Précisément sur ce phénomène, et en lien avec la période de l'Unité populaire, on peut lire, entre autres : Ingrid Seguel Boccara (1997), *op. cit.*, pp.78-91 ou Mario Garcés (2006), *op. cit.* On peut aussi écouter un joli hommage à ce mouvement dans la chanson « La Ciudad » du groupe de nouvelle chanson chilienne, Inti-Illimani (composé par Víctor Contreras et Horacio Salinas). Inti-Illimani, John Williams & Paco Peña (1987), « La Ciudad » in *Fragments of A Sueño*, London: CBS Masterworks / CBS Records, 4'17. Pour plus d'information sur l'album, voir [www.nuevacancion.net/inti/](http://www.nuevacancion.net/inti/) (consulté le 12 décembre 2013).

<sup>944</sup> «Entonces, yo estaba allí, como yo encargado de la maqueta, todo eso, y llega el tipo y dice "Oye está quedando la caga, en la población" dice, "que hay, puta, el agua por todos lados, y ¿por qué no van allá a hacer un reportaje?" Entonces, y allí estaban el "Gato Gamboa" y el guatón, el "El Chupa'o". Entonces me dicen: "¿oye Búfalo, te atrevis a ir, huevón?". "Pero claro, ¿cómo no voy a ir!". "Ya huevón, vaya". "Ya". Y llaman al chofer del auto, porque en esa época los periódicos tenían dos o tres autos a disposición, que estaban allí ya, y salíamos. Y voy con el chofer, y voy a la población, el lugar. Puuuta para llegar a esos lugares era, en esa época, las calles, los hoyos, saltando. Y llego a esa calle, imagínate uno con, acostumbrado a estar en la "ville" [*lo dice en francés*] con los zapatos llenos de barro, todo chuuta... Impresionado por la, por lo que vi. Entonces bueno, y allí empieza esa situación...", entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 16 septembre 2010.

<sup>945</sup> Nous l'avons évoqué plusieurs fois dans le chapitre 3, notamment au sujet de ses souvenirs du processus de mise en titre à *Clarín*.

<sup>946</sup> « (...) Viene 'El Paco' Lira y me explica 'no, oye huevón, si tienes que escribir así, a adquirir esto', entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 16 septembre 2010.

Guillermo Saavedra souligne en effet qu'il a vu José Gómez López ou Eugenio Lira Massi réaliser cette tâche de socialisation avec beaucoup de jeunes journalistes, à *Puro Chile* :

« Ces hommes pour moi, il faut dire que...ce sont des personnes très entières, très... Ils ont été pour moi des personnes qui m'ont appris à défendre la vérité. Et non seulement à moi, mais aussi à une quantité d'autres journalistes, vu qu'à cette époque à *Puro Chile*, il y avait Lucía Sepúlveda, il y avait la, il y avait... María Eugenia Camus, et il y avait une série d'autres jeunes journalistes qui aujourd'hui sont des journalistes, ils disent 'bon j'ai appris là-bas'. Parce que l'École de journalisme n'enseignait pas ça. Elle n'enseignait pas cette façon d'aller et combattre »<sup>947</sup>.

Dans cet extrait, Guillermo Saavedra justifie le travail de socialisation des journalistes par l'impossibilité qu'ont les formations universitaires à délivrer certaines valeurs et principes propres à l'activité journalistique, notamment le fait de « combattre » pour la vérité. Ernesto Carmona converge sur les limites de la formation universitaire de l'époque (et même plus généralement des écoles de journalisme en tant que telles) en soulignant que leur la perfectibilité. Il regrette d'ailleurs que la communauté journalistique se soit retranchée derrière l'obtention d'un diplôme en journalisme comme condition *sine qua non* pour accéder à ce milieu :

*« Antoine Faure : On voyait les différences entre une personne diplômée en journalisme, un journaliste diplômé, et un journaliste formé par son expérience ?*

*Ernesto Carmona* : Bon, c'est clair parce qu'en ce temps, les meilleurs journalistes que j'ai connus n'étaient pas allés à l'université. La grande majorité... Et aujourd'hui, il n'y a plus de bons journalistes, de mon point de vue, donc le cursus n'a pas beaucoup aidé. C'est un cursus qui a explosé, il a fait explosion, hein, enfin par mode ou par la télévision... Et il y a des milliers de journalistes, tu les vois à la télévision, ils ne savent même pas s'exprimer, enfin, ils n'utilisent pas le langage adéquat, ils changent le sens des mots, ils n'ont pas de vocabulaire, ils font des fautes d'orthographe. Je

---

<sup>947</sup> “Estos hombres para mí, es decir que...son personas muy enteras, muy... Fueron para mí unas personas que me enseñaron a defender la verdad. Y no solamente a mí, sino que a una cantidad de otros periodistas, puesto que en esa época en *Puro Chile*, estaba la Lucía Sepúlveda, estaba la, estaba...María Eugenia Camus, y había una serie de otros periodistas jóvenes que hoy día son periodistas, dicen “bueno yo aprendí ahí”. Porque la Escuela de periodismo, no enseñaba esto. No enseñaba esta forma de ir y combatir”, entretien avec Guillermo Saavedra, *ibid.*, 16 septembre 2010.

pense que la profession a très peu gagné avec l'université, en plus la qualité de la, de l'enseignement est franchement mauvaise, ça a empiré, et ça va de pire en pire »<sup>948</sup>.

En ciblant les limites des (anciennes et actuelles) formations au journalisme, Ernesto Carmona et Guillermo Saavedra légitiment la discipline qu'appliquent les rédactions et les pairs pour rectifier l'apprentissage des pratiques journalistiques<sup>949</sup>. Autrement dit, c'est dans le quotidien de la fabrication des journaux que les nouveaux journalistes doivent réajuster leurs pratiques et leur identité pour se conformer aux attentes de l'organisation dans laquelle ils travaillent et le milieu dans lequel ils évoluent désormais.

Cette nouvelle discipline est mise en jeu dans un travail de socialisation par des mécanismes de sanctions et de rétributions symboliques, de façon tout à fait classique, mais qu'il faut absolument prendre en compte si l'on veut comprendre la manière dont fonctionne le journalisme durant l'Unité populaire. Ainsi, Guillermo Saavedra décrit la façon dont certains désaccords sur les pratiques même de reportage et d'écriture peuvent se résoudre « à l'amiable », entre deux couloirs :

« Une chose très importante aussi, c'est que quand un journaliste faisait un article, on ne lui changeait pas une virgule. Le journaliste le faisait, et, et le directeur n'allait pas là-bas en disant 'Noon' mais quand il sortait, il lui disait 'Dis donc, pourquoi tu n'as pas fait ça ? Pourquoi n'as-tu pas fait cette autre chose ?' Mais jamais on ne lui changeait une chronique »<sup>950</sup>.

On voit donc que c'est à travers des relations de confiance dans l'exercice quotidien du travail journalistique, basées sur une expérience partagée plus que sur des codes rigides que fonctionne

---

<sup>948</sup> “Antoine Faure: ¿Se veían las diferencias entre una persona graduada en periodismo, un periodista graduado y un periodista formado por su experiencia?”

*Ernesto Carmona*: Bueno claro porque en ese tiempo, los mejores periodistas que yo conocí no habían ido a la universidad. La gran mayoría... Y hoy día ya no hay buenos periodistas a mi modo de ver, entonces la carrera no ha ayudado poco. Es una carrera que ha explotado, ha hecho explosión, no, o sea por la moda, por la televisión... Y hay miles de periodistas, tú los ves en la televisión, ni siquiera saben expresarse, o sea, no usan el lenguaje adecuado, cambian el sentido de las palabras, no tienen vocabulario, tienen una pobreza de lenguaje terrible. Muchos de esos letreros que ponen además, tienen faltas de ortografía. Pienso que la profesión ha ganado muy poco con la universidad, además la calidad de la, de la, de la enseñanza es francamente mala, ha empeorado, va de mal en peor”. Ernesto Carmona poursuit l'argument en reliant la qualité des enseignements avec le fonctionnement privatisé et libéralisé du système universitaire: “Eso se debe a que...la educación superior es un negocio, entonces no hay una responsabilidad del estado en la, en la educación superior. Cualquiera que tenga dinero pone una universidad como pudiera poner una cadena de boutiques, cualquier otra actividad con fines de lucro, el afán es ganar dinero. Hay un par de universidades respetables. De la universidades privadas, me parece que la, la más seria es la universidad Diego Portales. Bueno y están las universidades tradicionales que ya no son buenas como antes, la Chile y la Católica, por lo menos en periodismo”, entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 24 mars 2009.

<sup>949</sup> La deuxième partie de la critique d'Ernesto Carmona dénonce plus largement la conception actuelle du journalisme puisqu'il stigmatise non seulement la mauvaise qualité des enseignements reçus dans les écoles de journalisme mais aussi la socialisation dans les rédactions médiatiques qui ne rectifie pas le tir.

<sup>950</sup> “Una cosa muy importante además es que cuando un periodista hacía una nota, no se le cambiaba ni la coma. El periodista lo hacía, y, y el director no iba allá como 'Nooo' sino que cuando salía, le decía 'Oye huevón, ¿por qué no hiciste esto? ¿Por qué no hiciste esto otro?', pero nunca se le cambiaba una crónica”, entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

une partie des mécanismes de rétribution et de correction des pratiques journalistiques durant l'Unité populaire. On retrouve ici, 40 ans en arrière et dans un contexte culturel, social et politique largement différencié, un trait du journalisme que Samuel Bouron repère aujourd'hui dans les journaux de la presse quotidienne régionale française et Odile Henry dans les professions faiblement codifiées comme l'ingénieur-conseil<sup>951</sup>.

Ces sanctions peuvent aussi prendre un caractère plus violent, notamment du fait de leur mise en œuvre publique ou de la simple mise en œuvre du processus de réprimande aux yeux de tous : « Et c'est le 'Gato' Gamboa celui qui assumait tout. Et le 'Gato' Gamboa, quand il y avait un journaliste qui faisait une connerie, comme on disait nous autres, et il l'appelait à son bureau, et le journaliste sait qu'il avait deux nouvelles chances, mais à la troisième, tu t'en vas »<sup>952</sup>. Ici c'est le simple fait que ces sanctions puissent avoir lieu, la possibilité de leur mise en œuvre par les responsables rédactionnels et l'inclusion de cette possibilité dans les relations au sein de la rédaction qui constituent le premier pas de la sanction, sous la forme de la menace. Guillermo Saavedra souligne d'ailleurs qu'à peine convoqué, chaque journaliste de la rédaction sait ce qu'il va se passer.

Enfin, les rétributions sont d'ordre plus symbolique. Si l'on a vu, dans le chapitre 3, que la hiérarchisation des différentes zones du journal peuvent fonctionner, dans leur attribution, comme un mécanisme de récompense interne à la rédaction (se voir confier un reportage sensible, occuper le bloc-article de tête de page, se voir assigner un espace dans les pages éditoriales ou politiques, « décrocher la une » pour reprendre les mots de Nicolas Hubé<sup>953</sup>), les gratifications se trouvent aussi dans la légitimation d'un travail, ou d'un agent du journalisme, vis-à-vis de la rédaction (et donc indirectement de la communauté). Guillermo Saavedra expose cette idée, dans un passage du second entretien qu'il a livré :

« Donc, mais c'est une responsabilité très importante, en plus, la reconnaissance du journaliste. C'est ça qui... est fantastique. Parce que le directeur, arrivait le journaliste et il lui disait 'j'ai, j'ai une... exclusivité'. 'Raconte-moi' lui disait le directeur. 'Il se passe ceci, ceci et cela'. 'Vas-y mec, tout de suite. Voyons qui peut t'aider'. Et il cherchait la personne qui l'aidait. Et les autres y allaient et ils tiraient, et le directeur

---

<sup>951</sup> Samuel Bouron (2014b), *op. cit.* ; Odile Henry (2006), « L'impossible professionnalisation du métier d'ingénieur-conseil (1880-1954) », *Mouvement social*, vol. 1, n°214, pp. 37-54.

<sup>952</sup> « Y es el Gato Gamboa él que asumía todo. Y el Gato Gamboa, había un periodista que se hacía una cagada, como decíamos nosotros. Y lo llamaba a su oficina, y el periodista sabía que tenía dos oportunidades más, y a la tercera, te vas », entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>953</sup> Nicolas Hubé (2008), *op. cit.*

assumait. C'est-à-dire qu'il y avait la crédibilité envers l'autre journaliste, à qui on faisait confiance, c'était un homme qui donnait pour le journal »<sup>954</sup>.

La formation par les pairs s'articule donc autour du binôme classique sanctions/rétributions, au Chili, durant l'Unité populaire (et plus généralement dans les années 1960 et 1970). Si les sanctions semblent être multiples, des simples conseils en fin de journée jusqu'à des réprimandes devant le reste de la rédaction, la rétribution qui paraît la plus forte, dans les souvenirs de Guillermo Saavedra, est contenue dans la relation de confiance entre les journalistes et les chefs de la rédaction. C'est sur cette confiance que se base l'autorité du journaliste, pris au niveau individuel de l'agent, à travers la crédibilité. Les responsables de la rédaction où travaille « El Búfalo » attribuent, à ses yeux, une légitimité au journaliste en exercice en certifiant la crédibilité de ses informations et de son travail. Mais cette crédibilité peut aussi être ôtée à tout moment par l'engagement qu'ont les journalistes auprès de leur rédaction et plus généralement du milieu. L'ombre de la faute pèse donc en permanence sur les pratiques et la conduite des journalistes. En ce sens, il y a un processus de socialisation très fort dans les salles de rédaction chiliennes entre 1953 et 1973, que ce soit par les mécanismes d'imitation et de correction des pratiques, comme par le rôle de guides que jouent certains des journalistes de la rédaction, généralement la hiérarchie rédactionnelle et les journalistes les plus expérimentés que la mémoire présente sous les traits d'un fort charisme. Les salles de rédaction chiliennes sont, durant l'Unité populaire, des dispositifs d'un fort contrôle social que la communauté journalistique exerce sur elle-même, à l'instar de ce que Warren Breed pouvait mettre en évidence, dès les années 1950, dans le cas du journalisme étasunien<sup>955</sup>. Mais nous ne suivons pas l'approche épistémologique de Breed et plus généralement des études fonctionnalistes de l'organisation des media et de la socialisation journalistique. A nos yeux, la logique qui préside à l'apprentissage du journalisme est avant tout une logique relationnelle, permanente et ré-ajustable tout au long de la carrière du journaliste. Le travail de conformation des pratiques journalistiques s'établit dans le lien avec les autres journalistes, les pairs, dans les salles de rédaction au début de la carrière journalistique mais aussi tout au long de la trajectoire, selon les technologies utilisées, selon les lignes éditoriales ou selon la rubrique dans laquelle travaille chaque journaliste. Nous trouvons un appui à cet argument

---

<sup>954</sup> «Entonces, pero ese es una responsabilidad muy importante, además, el reconocimiento del periodista. Eso es lo que...es fantástico. Porque el director, llegaba el periodista y le decía 'tengo, tengo una...exclusiva. 'Cuéntame' le dice el director. 'Pasa eso y eso y esto'. 'Ya huevón, al tiro. ¿A ver quién te puede ayudar?' Y buscaba la persona que lo ayudaba. Y los otros iban y sacaban, y el director asumía. Es decir que había la credibilidad hacia el otro periodista, en donde se le hacía confianza, era un hombre que entregaba pa el periódico», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 21 septembre 2010.

<sup>955</sup> Warren Breed (1955), «Social Control in the Newsroom. A Functional Analysis», *Social Forces*, n°33, pp. 326-336. La date de cet article peut faire tiquer. Ceci dit, il est, à nos yeux, un article classique et fondateur, qui a le mérite de très bien poser la question (notamment en termes politiques et éthiques) et synthétiser des voies d'analyse et des concepts qui nous paraissent toujours pertinents.

lorsque Lidia Baltra termine ainsi son intervention lors de la cérémonie de commémoration du soixantième anniversaire de l'École de journalisme de l'Université du Chili : « Enfin, en vivant et en exerçant notre métier, en marchant et en trébuchant, nous avons continué d'apprendre... comme dans les salles de classe »<sup>956</sup>.

Pour terminer sur un nouvel exemple issu du contexte de l'Unité populaire, et qui donne à voir le fonctionnement d'un autre support médiatique que les journaux, on trouve ce processus permanent de socialisation, d'apprentissage, de conformation, de correction et de redressement dans un support comme la radio. Employé à la radio *Balmaceda* dès son entrée à l'école de journalisme de l'Université catholique, Felipe Pozo explique comment s'est déroulée cette formation par l'expérience, dans son cas :

« Je...je faisais les choses les plus élémentaires, c'est sûr que j'étais celui avec le moins de...ils devaient beaucoup me corriger. Ça a été ma première approche... Au début, c'est clair, qu'est-ce que je faisais au début ? Quelques dépêches internationales, après ils m'en passaient d'autres, soudainement j'allais à quelques conférences de presse. Et peu à peu, à peine un an après, j'étais en train de faire des thèmes déjà plus, un peu plus compliqués. Non, les premiers ont été, c'était terrible mec : tout semblait si difficile ! Je faisais aussi des bulletins horaires. C'est clair, nous devions, nous tournions à ce qui s'appelait le bureau, journalisme assis, qui est celui qui fait que chaque heure... A cette époque, à chaque heure, il y avait un bulletin d'informations. Et c'était celui qui était assis, toujours au service de presse, recevait les appels, prévenait, c'était le serveur, c'est comme ça qu'il s'appelle. Et tu es toujours assis à ton bureau. Ça, on le faisait de façon rotative. C'est une superbe école la... la radio »<sup>957</sup>.

On voit bien dans ce témoignage que l'apprentissage sur le tas fonctionne en relation directe avec la hiérarchisation de l'information et des formats. Au début de sa vie journalistique, Felipe Pozo est chargé de s'occuper des brèves, des éléments les moins signifiants et les moins gratifiants. Et il explique l'attribution de ces tâches que les vieux journalistes ne font pas par l'évidence de son incompetence et de son manque d'expérience. En creux, on comprend qu'il ne peut exécuter de tâches plus nobles du fait de son manque d'efficacité, de rapidité, de ces erreurs à répétition qui faisaient « qu'ils devaient beaucoup [le] corriger ». On retrouve ici le rapport au

---

<sup>956</sup> «En fin, viviendo y ejerciendo nuestro oficio, caminando y tropezando, continuamos aprendiendo... como en las aulas», Lidia Baltra (2013), *op. cit.*

<sup>957</sup> «Yo...hacía las cosas más elementales, sí que era él que menos...me tenían que corregir harto. Fue mi primera aproximación... Al principio, claro, ¿qué es lo que hacía al principio? Algunos cables, internacional, después me pasaban otras, de repente iba a algunas conferencias de prensa. Y de a poco, ya al año estaba haciendo unos temas ya más, un poco más complicados. No, los primeros fueron, era terrible, huevón: parecía tan difícil, todo! Boletines horarios también hacía. Claro, nos tocaba, rotábamos en lo que se llama mesa, periodismo de mesa, que es él que está haciendo que cada hora... En esa época, en cada hora había un boletín de noticias. Y era él que estaba sentado, siempre en el departamento de prensa, recibía los llamados, avisaba cosa, ese es el mesero, se llama. Y uno está siempre sentado en tu escritorio. Eso lo hacíamos rotatoriamente. Es una estupenda escuela la...la radio», entretien avec Felipe Pozo, *op. cit.*, 11 mars 2009.

temps de fabrication des nouvelles et des journaux sous les traits de la fiabilité qui permet un déroulement fluide.

Ce rapport au temps apparaît dans un autre extrait du témoignage de Felipe Pozo traitant de la socialisation journalistique au sein des rédactions, lorsque, sous la forme d'une relance, nous lui demandons pourquoi il juge cette formation sur le tas « magnifique ». Alors le journaliste et actuel professeur de journalisme souligne comment les nouveaux journalistes sont formés dans leur rapport au temps du processus de fabrication de l'information, dans leur capacité à être curieux et à traiter de tous les sujets, et dans leur capacité de concentration :

« Antoine Faure : Pourquoi ? Pourquoi 'magnifique' ?

*Felipe Pozo* : Parce que, parce qu'on apprend plusieurs choses. D'abord que, comme il y a une fermeture absolument irrévocable, on apprend à gérer le temps. Tu es obligé d'écrire sur ce qu'ils te disent et tu n'as pas la possibilité d'en sortir. Tu passes par des choses très différentes. Et d'un autre côté, parce que... Voyons, ils t'obligent, l'ambiance dans laquelle tu es en train de travailler, supposément de grande engueulade, d'entrain, de choses, ils amènent beaucoup, je trouve, et ça t'oblige à te concentrer sur ce que tu fais parce que tu dois le faire, tu n'as pas d'autre possibilité. Donc tu développes ici une série de choses... quand débutait le journal le plus important, qui était à l'heure, à 1h de l'après-midi, à 1h30 de l'après-midi, à midi, enfin le face à face. Les locuteurs le lisaient, normalement cela débutait avec... et cela durait, je ne sais pas, une feuille. Il partait avec trois feuilles disons, les titres et une chronique qui était faite. Les autres, nous étions tous en train d'écrire, et toi, parfois, tu amenais une feuille sur la chronique que tu écrivais. Donc, cette, cette pression de... ça t'obligeait à écrire rapidement, à écrire correctement, tu ne peux pas commettre beaucoup d'erreurs »<sup>958</sup>.

Cet extrait d'entretien est donc révélateur de plusieurs éléments qui s'articulent : entre 1953 et 1973 (rappelons que Felipe Pozo est le plus jeune des journalistes avec qui nous sommes entretenus et qu'il était en pleine formation durant l'Unité populaire), le milieu journalistique est en pleine autonomisation, et cela se révèle par la discipline qui s'exerce sur les pratiques journalistique, que ce soit dans la socialisation des journalistes ou la correction de leur attitudes et comportements dans l'exercice de leur fonction. Or cette transmission d'un savoir-faire, de

---

<sup>958</sup> « Antoine Faure: ¿Por qué? ¿Por qué "estupenda"?

*Felipe Pozo*: Porque, porque aprende varias cosas. Primero que, como hay cierre absolutamente irrevocable, aprende a manejar el tiempo. Estás obligado a escribir de lo que te dicen y no tienes posibilidad ninguna de salirte. Te mueves por cosas muy distintas. Y por otro lado, porque... A ver, te obligan, el ambiente en el que estás trabajando, supuestamente de gran pelotera, brío, cosas, traen mucho, encuentro yo, y te obliga a concentrarte en lo que estás haciendo porque tienes que hacerlo, no tienes ninguna posibilidad. Entonces desarrollas allí una serie de cosas... Entonces desarrollas allí una serie de cosas... Imagínate tú que cuando estaban haciendo el, cuando partía el noticiero importante, que era a la hora, a la 1:00hrs de la tarde, a la 1:30hrs de la tarde, al mediodía, o sea el frente a frente. Que los leían los locutores, normalmente eso partía con... y duraba, no sé, una hoja. Partía con tres hojas digamos, los titulares y alguna crónica que estaba hecha. Los demás estábamos todos escribiendo, y tú, a veces, vas llevando de una hoja sobre la crónica que estás escribiendo. Entonces, esa, esa presión de... te obliga a escribir rápido, a escribir correctamente, no puedes cometer muchos errores", entretien avec Felipe Pozo, *op. cit.*, 11 mars 2009.

« bonnes » techniques, s'opère profondément dans le rapport au temps des journalistes, dans l'urgence du quotidien, dans l'impossibilité du contrôle du flux de l'actualité, dans les ajustements et réajustements permanents de « l'information ». On le voit très bien ici, lorsque Felipe Pozo explique qu'un journal à la radio est littéralement en train de se faire lorsque le locuteur est à l'antenne.

D'un point de vue pédagogique, on a donc pu se rendre compte que, de façon assez classique mais relativement précoce, l'enseignement se fonde sur une formation par les pairs, qui sont les professeurs officiant dans les écoles de journalisme, et à partir d'exercices de mise en situation qui aboutissent à la période de stage, au cours de laquelle les futurs journalistes se confrontent à la réalité de la vie des rédactions.



## Conclusion du chapitre 4

Ce chapitre a permis de voir la façon dont le journalisme devient l'objet d'un enseignement universitaire au Chili à partir des années 1950 et la façon dont cette formation acquiert peu à peu une autonomie, en relation aux autres cursus. Or ce projet de reconnaissance universitaire du journalisme entre en écho avec une systématisation des pratiques journalistiques validées comme adéquates. La fermeture du milieu journalistique et la constitution d'une communauté de desseins ne sont pas rigides en 1973. Durant l'Unité populaire, les salles de rédaction des journaux mélangent les rédacteurs incarnant l'instinct journalistique qui sont généralement les plus âgés et les membres des premières promotions diplômées à l'Université du Chili (ou encore en stage). Il serait toutefois naïf de placer la frontière sur une ligne uniquement générationnelle : il n'existe pas encore de distinction claire entre formation académique, vocation et apprentissage. Nombre de journalistes ont souvent une connaissance préalable du milieu journalistique et du fonctionnement des salles de rédaction puisqu'ils jonglent entre les études et une activité journalistique en parallèle alors que d'autres n'intègrent pas les rangs de l'Université et entrent dans ce milieu par cooptation ou népotisme.

A rebours des schémas qui opposent trop facilement deux formes de légitimité journalistique, issue de deux projets de socialisation, et deux voies de formation, le cas du journalisme chilien des années 1960 et 1970 montre bien que l'apprentissage sur le tas intervient pour rectifier les compétences techniques et théoriques acquis dans la formation. Les gestes et attitudes journalistiques, tout comme les pratiques et les techniques qui leur sont associées, sont assimilés par un travail de correction des mauvaises habitudes (qu'elles soient acquises à l'université ou simplement non maîtrisées). Si les écoles de journalisme sont en plein développement et contribuent à la délimitation de la communauté journalistique, le lieu principal de filtrage et de reconnaissance reste les rédactions des différents titres (notamment *El Siglo*, *Clarín* et *El Mercurio*). En ce sens, l'identité journalistique est le résultat, durant l'Unité populaire, de mécanismes d'assujettissement à une norme partagée, définie par une partie des journalistes en activité et diffusée dans les écoles de journalisme comme dans les salles de rédaction. Il s'agit donc de contrôler la conduite des journalistes par la pratique, par un jeu de conformation des pratiques journalistiques parfois mis en œuvre avec fermeté, et même sous des formes symboliquement violentes. Toutefois on ne peut encore conclure à la fermeture du milieu journalistique au moment de l'Unité populaire. L'opération de filtrage que mène la socialisation au métier de journaliste est encore assez peu rigide.

Nous avons dit dès l'introduction que nous ne poserions pas la question des continuités du journalisme chilien durant l'Unité populaire sous le vocable de son professionnalisme, mais plutôt à travers l'idée d'une identité journalistique, c'est-à-dire de la rigidification progressive de ce milieu et sa constitution en une communauté autonome. On a alors bien vu que l'institutionnalisation d'une forme de savoir journalistique, toujours sujet à une correction et un redressement postérieur, participe de cette assise du journalisme comme une activité sociale autonome, à partir notamment de son caractère technique. Mais la forte empreinte généraliste sur les formations comme l'ouverture du milieu à des profils et des trajectoires qui ne sont pas passés par la formation universitaire en journaliste souligne que l'identité journalistique, et la communauté qui lui est rattachée, ne sont pas stables. Il s'agit, plutôt, de fixer préalablement à l'exercice du journalisme une norme prescriptive qui permette de faire le tri entre les « bonnes » pratiques journalistiques (ou, pour le dire sous l'angle d'une pragmatique de l'actualité, les pratiques journalistiques adéquates et efficaces) et celles qui ne relèvent pas de cette activité, sans pour autant que ces définitions ne soient absolument irrévocables.

Le caractère ouvert du milieu journalistique et la flexibilité relative de ses pratiques explique, d'une certaine façon, la radicalisation rhétorique de la presse chilienne. Mais l'assise des pratiques et les techniques journalistiques mises en œuvre dans le processus de fabrication des journaux rend impossible une lecture univoque du journalisme durant l'Unité populaire selon la grille de lecture de l'idéologie. Or on a aussi souligné, en filigrane, comment le rapport au temps structure le journalisme jusque dans la formation et la conformation des pratiques. Cette tendance nourrit donc l'hypothèse que nous faisons dans cette seconde partie de la thèse, et qui consiste à relire l'activité médiatique non pas depuis la rhétorique idéologique des messages mais plutôt depuis l'institutionnalisation d'un rapport au temps de l'actualité entretenu dans le processus de fabrication des journaux. Car la reconnaissance universitaire du journalisme et l'enseignement de pratiques qui lui sont propres s'inscrivent dans un projet plus général d'autonomisation de la profession. Elles participent à la légitimation de sa spécificité sociale et à la démonstration de sa « noblesse »<sup>959</sup>. Pour continuer à creuser cette hypothèse, nous proposons désormais de voir comment, d'un point de vue corporatiste, le milieu journalistique définit son rôle, ce qui permet de continuer à relativiser le caractère idéologique du journalisme durant l'Unité populaire. Il s'agit donc désormais de questionner ce rôle, cette mission, cette identité téléologique évoquée sous chacun des trois termes à plusieurs reprises dans les pages qui se sont écoulées. Alors qu'un processus de normalisation semble être en cours dans le cas des pratiques journalistiques

---

<sup>959</sup> Arnaud Mercier (1994), « L'institutionnalisation de la profession de journaliste », *Hermès*, vol. 1, n°13-14, p. 231.

chiliennes avant 1973, il faut chercher à comprendre comment les techniques journalistiques incarnent une image sociale du journalisme, mise en œuvre de façon collective et à la fois individuelle. Autrement dit, comment les principes de l'identité journalistique chilienne enferment et déterminent la norme des pratiques journalistiques durant l'Unité populaire ?

## CHAPITRE 5 :

# LA SECURISATION DU MILIEU JOURNALISTIQUE PAR LE JEU D'INSTITUTIONNALISATION D'UNE COMMUNAUTE DE DESSEINS

La systématisation des pratiques journalistiques chiliennes avant l'Unité populaire et la socialisation dont sont l'objet les journalistes dans les formations universitaires et dans les salles de rédaction s'appuient sur la gestation d'une identité journalistique particulière dont nous affirmons qu'elle reste pérenne durant l'Unité populaire. Cette continuité de « l'être journalistique » est assurée par un troisième processus : l'institutionnalisation de la communauté journalistique par le travail d'organismes corporatistes (appelés *gremios* au Chili)<sup>960</sup>. Ces processus convergent par exemple à travers des figures qui initient le projet de formalisation des formations universitaires et sont aussi les fondateurs du *gremio* journalistique : Juan Emilio Pacull, Lenka Franulic, Ernesto Montenegro ou encore Juan Honorato, pour n'en citer que quelques-uns<sup>961</sup>.

Le mouvement corporatiste des journalistes émerge au Chili au début du XX<sup>e</sup> siècle et se consolide au tournant des années 1950. Les apparitions du Cercle des journalistes à Santiago (1906) puis du Collège des journalistes (1956)<sup>962</sup> à l'échelle du pays semblent faire état de la volonté d'une partie des journalistes d'acquérir non seulement une instance de représentation mais surtout, selon la perspective adoptée dans ce chapitre, une institution de responsabilisation

---

<sup>960</sup> Pour ne pas répéter corporatiste tant et plus, nous franciserons parfois l'adjectif *gremial*, ce qui offrira aussi un ancrage plus fort dans le cas d'étude.

<sup>961</sup> La présentation que fait Alejandro Cabrera de ce dernier, dans un ouvrage sur les balbutiements de l'Ecole de journalisme de l'Université du Chili dans laquelle il a étudié, montre bien comment les deux démarches sont organiquement liées dans un même projet : « Juan Honorato Maqueira, ancien journaliste et un des premiers professeurs de l'Ecole, a été un des plus reconnus et combattifs dirigeants du *gremio [corporation]*. Il a lutté pour améliorer la qualité technique et éthique de ceux qui écrivaient dans des journaux et des revues. Son principal cap – de même que ses compagnons de lutte – était de donner un caractère universitaire à la carrière [*professionnelle*]. Cette idée germaît déjà chez ses anciens collègues qui exerçaient à la fin de la décennie 1920 et au début des années 30, comme ça a été le cas d'Honorato ». Traduction personnelle de : « Juan Honorato Maqueira, antiguo periodista y uno de los primeros profesores de la Escuela, fue uno de los más destacados y combativos dirigentes del gremio. Lucho por mejorar la calidad técnica y ética de quienes escribían en diarios y revistas. Su principal norte –al igual que sus compañeros de lucha– era dar carácter universitario a la carrera. Esa idea germinaba ya en esos lejanos colegas que ejercían a fines de la década del 20 y a principios de los años 30, como fue el caso de Honorato” in Alberto Cabrera Ferrada (1994), *op. cit.*, p. 17.

<sup>962</sup> Il est d'ailleurs intéressant de noter que le premier organisme corporatiste latino-américain a été implanté à Cuba, en 1942, soit la même année que la première école de journalisme de l'île. On voit encore une fois l'intrication des deux projets. Pour poursuivre avec les dates de création des collèges de journalistes latino-américains, on peut citer : Costa Rica (1969), Venezuela (1972), Colombie et Equateur (1975), Nicaragua et Honduras (1979), Pérou (1980) y Republica Dominicana (1984)...

et donc de régulation<sup>963</sup>. Dans un article sur la désaffiliation actuelle des journalistes au Collège, Claudia Mellado et Marcelo Castillo reviennent sur ce travail de régulation du journalisme en synthétisant le projet initial du *Colegio* de la sorte :

« En effet, le Collège a été un acteur important dans la vie politique et il a compté sur une affiliation numériquement importante. Comme d'autres associations professionnelles, il avait la fonction de représenter ses membres, de veiller sur la dignité de la profession, de défendre la liberté de l'information et l'autonomie professionnelle ; d'appliquer des sanctions à ceux qui violeraient l'éthique journalistique et, finalement, d'assurer une juste compensation économique pour ses membres »<sup>964</sup>.

Il semble donc qu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, se répande et se consolide une revendication vigoureuse de la part d'une partie des journalistes chiliens : celle de l'institutionnalisation de leur activité qu'ils conçoivent désormais comme une profession. Au-delà de l'aspect historique, ces premiers éléments laissent entendre que ce qui se joue dans les luttes d'une poignée de journalistes est bien la constitution d'un *champ journalistique* (dont ces mêmes journalistes deviennent les dominants) et sa consolidation, au sens de son autonomisation et de sa fermeture progressive. Une perspective bourdieusienne se dessine donc ici<sup>965</sup> : en revendiquant la spécificité sociale de l'activité journalistique, les acteurs dominants prennent en main les règles des organismes corporatistes et imposent, selon Claudia Mellado et Marcelo Castillo, des règles, des sanctions, bref une discipline qui entre en écho avec les formations universitaires et qu'ils régulent. Le bien immatériel disputé au sein de ce champ est la définition des « bons » critères du journalisme (chilien). De fait, la clôture du champ semble fonctionner puisque dans une étude contemporaine à la période, Darío Menanteau-Horta montre la forte « identification professionnelle »<sup>966</sup>, à partir d'une enquête auprès de 235 journalistes.

Un retour historique montre d'ailleurs comment les luttes pour organiser les institutions corporatistes (notamment à partir des années 1940) ont influencé la manière dont les acteurs se

---

<sup>963</sup> Nous nommerons cette institution *Colegio* dans le reste de ce chapitre, dans un souci d'économie de mots, et parce que c'est de cette façon que les journalistes chiliens s'y réfèrent tant dans les entretiens que dans la vie quotidienne.

<sup>964</sup> “En efecto, el Colegio fue un actor importante en la vida política y contó con una afiliación numéricamente abundante. Como otras asociaciones profesionales, tenía la función de representar a sus miembros, cuidar la dignidad de la profesión, defender la libertad de información y la autonomía profesional; aplicar sanciones a aquellos que violaran la ética periodística y, finalmente, asegurar una justa compensación económica para sus integrantes” in Claudia Mellado & Marcelo Castillo (2012), “Estructura de la asociatividad profesional en el campo periodístico: el caso de Chile”, *Comunicación y Sociedad*, Nueva época, n°17, enero-junio 2012, p. 134.

<sup>965</sup> Pierre Bourdieu (1994), « L'emprise du champ du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 101, n°101-102, pp. 3-9 ; Pierre Bourdieu (1996a), « Journalisme et éthique », Actes du colloque fondateur du centre de recherche de l'Ecole Supérieure de Journalisme (Lille 3 juin 1994) in *Les cahiers du journalisme*, Juin 1996, n°1 ; Pierre Bourdieu (1996b), « Champ politique, champ des sciences sociales, champ journalistique », Cours du Collège de France à l'Université Lumière Lyon 2, le 14 novembre 1995 in *Les Cahiers de Recherche du GRS*, n°15 ; Patrick Champagne (2006), « À propos du champ journalistique », *Questions de communication*, n°10, pp. 197-210.

<sup>966</sup> Darío Menanteau-Horta (1967), *op. cit.*, pp. 715-724.

revendiquent d'un professionnalisme journalistique<sup>967</sup>. A partir de l'analyse des logiques et des mécanismes d'organisation et de surveillance de la communauté journalistique<sup>968</sup>, le journalisme chilien du milieu du XX<sup>e</sup> siècle connaît alors un processus d'institutionnalisation qui trace la figure d'une identité journalistique sous-jacente s'attachant à des pratiques et une culture partagées. Sa socialisation se déroule dans certains lieux particuliers (les écoles de journalisme et les salles de rédaction avec les mécanismes qui leur sont propres) et dont la régulation est administrée par des organisations corporatistes.

Pourtant notre approche ne se focalise ni sur les conflits à l'œuvre pour dominer le champ journalistique chilien en cours de constitution, ni sur la « réalité » de la professionnalisation des journalistes chiliens<sup>969</sup>. Nous préférons adopter une grille de lecture inspirée de l'étude du champ journalistique mais qui nous permet, en un sens, de mieux appuyer le déplacement de notre problématique depuis l'idéologisation des messages médiatiques à l'institutionnalisation d'un *être journalistique* qui est pérenne durant l'Unité populaire. Nous nous intéressons donc davantage à la façon dont *l'ethos* qui est défini dans le champ est toujours perceptible entre 1970 et 1973 sans qu'aucun conflit ne le réforme fondamentalement.

---

<sup>967</sup> Tout en restant succinct, voici quelques références sur ce débat : Mark Deuze (2005), "What Is Journalism ? Professional Identity and Ideology of Journalists Reconsidered", *Journalism*, vol. 6, n°4, December 2005, pp. 442-464 ; Claudia Mellado & Marcelo Castillo (2012), *op. cit.*, pp. 131-149 ; Darío Menanteau-Hora (1967), *op. cit.* ; Arnaud Mercier (1994), *op. cit.* ; Hans Stange & Claudio Salinas (2009), *op. cit.* ; Denis Ruellan (2007), *op. cit.* Pour élargir les perspectives on peut convoquer les analyses qui montrent comment le « mythe » d'une profession est mobilisé dans la constitution d'une identité collective tournée vers l'action. L'intérêt de cette approche est qu'elle permet de voir comment le mythe est réapproprié en permanence dans un récit anonyme et indirect qui donne sens à l'objet de ce discours (ici le journalisme) comme à ses réformes et réajustements, sans les réifier. Philippe Bezès fait par exemple ce travail autour de l'engagement des hauts fonctionnaires français dans les réformes de l'Etat. Se référer à : Philippe Bezès (2000), « Les hauts fonctionnaires croient-ils en leurs mythes ? L'apport des approches cognitives à l'analyse des engagements dans les réformes de l'Etat. Quelques exemples français (1988-1997) », *Revue française de science politique*, vol. 50, n°2, pp. 307-332.

<sup>968</sup> Et à l'instar de ce que nous avons expliqué dans le chapitre 4 au sujet de la difficulté d'occuper le concept de professionnalisation en référence à l'émergence des écoles de journalisme.

<sup>969</sup> D'une part, faire correspondre le professionnalisme à une série de critères paraît compliqué et finalement ne change pas grand-chose à l'affaire : cette question est débattue depuis longtemps mais les spécialistes ne parviennent pas à se mettre d'accord. D'autre part, qualifier la prétention du professionnalisme d'« idéologie » complexifierait le propos outre mesure, du fait de l'usage dominant du terme « idéologie » en référence au conflit politique et à l'opposition des media révolutionnaires et contre-révolutionnaires durant l'Unité populaire. Enfin, pour une raison méthodologique : outre les archives mobilisées (nous y reviendrons plus en détail), nous travaillons à partir de témoignages qui compliquent la lecture de la mythologie professionnelle à partir de deux niveaux d'analyse : celui de la légende auto-légitimatrice en tant que telle, et celui de la reconstruction mythique d'une époque *a posteriori*. Sur le cas latino-américain : Laurence Day (1968), "The Latin American Journalist: A Tentative Profile", *Journalism Quarterly*, vol. 45, n°3, Autumn 1968, pp. 509-515 ; Bruce Garrison & James Nelson Goodsell (1996), "Professional News Organizations in Latin America" in Richard R. Cole [ed.], *Communication in Latin America. Journalism, Mass Media and Society*, Wilmington: Scholarly Resources, pp. 51-63 ; Jack McLeod & Ramona Rush (1969), "Professionalism of Latin American Journalists Part I", *Journalism Quarterly*, vol. 46, n°3, Autumn 1969, pp. 583-590 ; Jack McLeod & Ramona Rush (1969), "Professionalism of Latin American Journalists Part II", *Journalism Quarterly*, vol. 46, n°4, Winter 1969, pp. 784-789 ; Claudia Mellado (2009), "Asociatividad y profesionalización del periodismo. Los colegios profesionales de los periodistas en Latinoamérica", *Revista Comunicación, Estudios Venezolanos de Comunicación*, pp. 5-9.

En effet, la constitution d'une communauté de desseins s'apparente à une logique de sécurisation du milieu journalistique, qui engage non seulement les instances corporatistes des journalistes mais aussi l'Etat social chilien. La spécificité de l'activité journalistique et de sa régulation est reconnue et soutenue par l'intervention de l'Etat chilien, dans une démarche classique à cette période (les années 1950), qui consiste à protéger la population contre les risques sociaux. Face à l'inclusion des classes moyennes puis des couches marginales et à la massification de la société chilienne, l'Etat chilien commence, dans les années 1920, à lancer des programmes d'action visant améliorer les conditions de vie de sa population<sup>970</sup>. Si ce mouvement n'empêche pas les épisodes de violence étatique contre des couches populaires<sup>971</sup>, il n'en demeure pas moins que se développent des mécanismes de protection sociale qui n'envisagent plus l'assistance face à l'incapacité mais, selon une logique assurantielle, l'objectivation des risques sociaux liés au travail. Les Caisses de secours ouvrier obligatoire (*Caja de Seguro Obrero Obligatorio*) ou la Caisse de prévision d'employés particuliers (*Caja de Previsión de Empleados Particulares*), mises en place par le ministère du Bien-être social entre 1927 et 1929, en sont de bons exemples. A l'instar de ce qui se passe en Angleterre ou aux Etats-Unis, l'Etat-Providence chilien se déploie à un rythme plus soutenu à partir des années 1930. La logique assurantielle est en pleine expansion sous les gouvernements du Front populaire (1936-1941), dont Salvador Allende est ministre de la santé à partir d'août 1939, puis sous le gouvernement du général Carlos Ibáñez del Campo (1952-1958), enfin dans la logique réformatrice du gouvernement démocrate chrétien d'Eduardo Frei Montalva (1964-1970). L'Etat chilien intervient dans les champs de l'éducation, du logement ou de la santé, mais aussi dans celui de l'économie (avec la mise en place de la Corporation pour le développement de la production - CORFO). Son budget s'accroît<sup>972</sup> et la logique de service public s'étend à de nombreux domaines, jusqu'à embrasser celui du journalisme et de la télévision<sup>973</sup>.

---

<sup>970</sup> Ces politiques sociales se développent dans le cadre du projet de développement national-développementaliste, c'est-à-dire qu'elles sont supportées sur une base nationale intimement liée à la façon de penser le développement chilien depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. On peut lire : Gabriel Salazar & Julio Pinto Vallejos (2012), *op. cit.*, Tomo I, pp. 156-163.

<sup>971</sup> Gabriel Salazar (2006), *La violencia política popular en las "Grandes Alamedas". La violencia en Chile 1947-1987 (una perspectiva histórico-popular)*, Santiago de Chile: LOM Ediciones (col. "Serie Historia"), pp. 74-81.

<sup>972</sup> Les dépenses sociales de l'Etat chilien passent de 6,6% de ses dépenses totales en 1920 (soit 1% du PIB chilien à cette date) à 52% en 1972. Voir José Pablo Arellano (1988), *Políticas Sociales y Desarrollo: Chile, 1924-1984*, Santiago de Chile: CIEPLAN. Pour une comparaison avec les logiques d'intervention et de non-intervention actuelles de l'Etat chilien, on peut notamment consulter : Andrés Aguirre Briones (2009), "Política Social e Indicadores Distributivos", *Polis* [En línea], n°22, publicado el 09 abril 2009, <http://polis.revues.org/2679> (consulté le 7 janvier 2014) ; Antoine Maillet (2013), « La construcción política de los mercados. Variedades de neoliberalismo en el Chile post-dictadura (1990-2010) », Thèse de doctorat en science politique, dirigé par Olivier Dabène à l'Institut d'études politiques de Paris ; Alejandro H. Del Valle (2010), "Comparando Regímenes de Bienestar en América Latina", *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n°88, April 2010, pp. 61-76.

<sup>973</sup> Sur la CORFO et la télévision, voir le chapitre 1.

C'est dans ce mouvement que l'organisation, la surveillance et la régulation du milieu journalistique chilien se développent. L'intervention de l'Etat chilien correspond à sa volonté de supporter l'institutionnalisation de la communauté journalistique à partir de la logique du risque et de l'assurance. Ainsi, l'Etat chilien accède aux requêtes corporatistes en associant les journalistes à leur régime de protection sociale. Pourtant l'action étatique en la matière ne se limite pas à cette protection vis-à-vis des risques sociaux. Par la reconnaissance d'une identité particulière aux journalistes (à travers un régime d'exception qui laisse les coudées franches aux organisations corporatistes pour réguler leur milieu), l'Etat chilien soutient une politique de socialisation des journalistes. Cette remarque est importante : si on revient largement, au cours de ce chapitre sur l'institutionnalisation du journalisme, sur les logiques de protection sociale propres à l'Etat-Providence tel que le définit Gøsta Esping Andersen<sup>974</sup>, il faut noter que l'intervention étatique chilienne ne s'arrête pas là<sup>975</sup>. Pour reprendre les mots de Pierre Sauvêtre, cette intervention implique également « une réalisation sociale de soi-même, une constitution de soi à travers des rapports d'interdépendance sociale »<sup>976</sup>. C'est précisément ce que nous observons dans la sécurisation du milieu journalistique : non seulement une institutionnalisation au sens de la protection et de la régulation de la communauté professionnelle mais aussi des « techniques de soi »<sup>977</sup> qui lui sont liées et qui entre en écho avec la spécificité du rôle des journalistes dans la société et de leur être. Par la reconnaissance de l'Etat et son intervention, les journalistes sont identifiés comme un corps participant au bon fonctionnement de la structure sociale chilienne. Or nous verrons que cette logique de gouvernement se maintient durant l'Unité populaire, malgré le conflit transversal et l'idéologisation à outrance si souvent univoque dans les écrits sur la période.

---

<sup>974</sup> Gøsta Esping-Andersen (2007), *Les trois mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne*, Paris : PUF 2007 (1<sup>ère</sup> éd. : 1990). Sur le cas chilien José Pablo Arellano (1988), *op. cit.* ; Iván Lavados (1983), *Evolución de las Políticas Sociales en Chile 1964-1980*, Santiago de Chile: CEPAL – ILEPS – UNICEF (coll. : “Estudios ILEPS UNICEF sobre Políticas Sociales”) ; Ricardo Ffrench-Davis (1973), *Políticas económicas en Chile 1952-1970*, Santiago: Cieplan. Tomás Moulian (2006), *Fracturas. De Pedro Aguirre Cerda a Salvador Allende*, Santiago de Chile: Lom Ediciones.

<sup>975</sup> Christophe Ramaux critique par exemple l'analyse de Gøsta Esping-Andersen en soulignant « la sous-théorisation de l'Etat social pris comme un tout ». On peut lire : Christophe Ramaux (2012), *L'État social. Pour sortir du chaos néolibéral*, Paris : Mille et une nuits, p. 226.

<sup>976</sup> Pierre Sauvêtre (2013), « Crise de gouvernementalité et généalogie de l'Etat aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècle. Recherche historico-philosophique sur les usages de la raison politique », Thèse en science politique sous la direction de Jean-Marie Donegani, Institut d'études politiques de Paris, Programme doctoral de pensée politique.

<sup>977</sup> Nous empruntons cette expression à Michel Foucault, qui l'utilise dans la perspective de ces travaux sur « le souci de soi ». L'intérêt, pour nous, d'utiliser ce concept est qu'il fait directement référence aux pratiques et non pas simplement à une façon de se penser. Ainsi, dans cette perspective, nous essayons de développer une analyse qui tend davantage vers la domestication des journalistes et de leur pratique que vers le simple partage d'idéaux communs. D'autre part, la « boîte à outils » foucauldienne offre ici l'avantage de ne pas enfermer les sujets dans de lourds déterminants, et de laisser une part à la subjectivité dans la création du rapport à soi même, « l'invention de soi ». Voir Michel Foucault (2001), « Les techniques de soi » in *Dits et écrits, 1954-1988*, t. II, 1976-1988, Paris : Gallimard, pp. 1602-1632 ; Michel Foucault (2008), *Le gouvernement de soi et des autres. Cours au Collège de France, 1982-1983*, Paris : Gallimard/Le Seuil.



C'est en cela que nous n'analysons pas seulement l'institutionnalisation du journalisme au Chili selon l'approche bourdieusienne de la théorie des champs. Nous nous penchons plutôt sur une mise sous tutelle « sociale » d'une communauté par l'Etat comme condition de son autonomie et qui bénéficie de sa régulation, qu'elle soit dans les pratiques, les conduites comme dans l'appartenance à la communauté en tant que telle. Dans ce mouvement, une partie des journalistes ont revendiqué la reconnaissance d'une fonction sociale particulière et ont perçu sa validation comme une forme de modernisation, et même une plus grande marge de manœuvre en tant que contre-pouvoir. Pourtant ils ont surtout fait preuve d'un sens tactique, en profitant du déploiement de l'Etat social chilien et de la logique de gouvernement par les identités qui lui est sous-jacente, pour inscrire leurs revendications historiques et obtenir la reconnaissance de la spécificité sociale de leur activité. Les organisations corporatistes acquièrent, en ce sens, une fonction de « police » : à partir de leur travail d'organisation et de valorisation de la position sociale revendiquée, elles tentent « d'organiser le rassemblement des hommes en [cette] communauté » selon la « distribution hiérarchique des places et des fonctions »<sup>978</sup>. Cette hypothèse permet d'explorer deux voies qu'il s'agit de démêler dans les discours produits autour du journalisme dans ce contexte : d'abord la façon dont les journalistes chiliens organisent et déploient, à travers la consolidation de leur mouvement corporatiste, une discipline qu'ils tentent d'administrer et de réguler eux-mêmes par un processus d'institutionnalisation ; ensuite, la manière dont cette discipline sécurise l'ordre social chilien en les obligeant à pérenniser certaines normes et certains principes de fonctionnement durant l'Unité populaire, face au risque de perdre leur spécificité par une assimilation à un travail purement militant. Le travail qui vise à faire reconnaître la particularité de la position et de la tâche journalistiques dans la société chilienne consiste non seulement à délimiter une communauté de desseins mais aussi à mettre en œuvre des logiques de surveillance et de normalisation des comportements et des habitudes journalistiques qui ne disparaissent pas avec le conflit idéologique : l'enjeu est bien de *responsabiliser individuellement et collectivement* les journalistes.

Le travail d'identification des récits de la sécurisation du milieu journalistique, garante de l'esprit du « bon » journalisme, permet donc de poursuivre la latéralisation de notre analyse face aux diagnostics idéologiques présentés en première partie de la thèse. Cela nous pousse en effet à prendre en considération le système de valeurs déterminant les contours de la « communauté de desseins », et les rapports qu'entretiennent des journalistes chiliens à la morale, durant les trois années d'une *crise* sociopolitique ostentatoire. Les justifications, les actes législatifs et juridiques

---

<sup>978</sup> Jacques Rancière (2004), *op. cit.*, p. 112.

comme les logiques de fonctionnement retracées dans les archives et les entretiens offrent la possibilité de reconstruire les récits du long et lent processus de constitution des journalistes chiliens en agents éthiques (au niveau individuel et collectif), toujours en cours actuellement, et qui n'a donc pas disparu durant l'Unité populaire. On voit en effet, entre 1970 et 1973, que l'Etat chilien continue de gouverner les journalistes par leur identité et que les membres de la communauté qui s'opposent à la coalition d'Unité populaire monopolise le levier de la norme professionnelle, et bénéficie, par là même, d'une marge de manœuvre conséquente. Au contraire, les tentatives de résistances et de contre-pratiques des partisans de Salvador Allende ne peuvent aboutir du fait même du gouvernement par l'*ethos*. Le « sens commun » journalistique survit même au coup d'Etat, ce qui appuie le second déplacement que nous faisons dans cette thèse : ne pas lire le journalisme entre 1970 et 1973 depuis le coup d'Etat et les caractéristiques particulières de l'Unité populaire mais plutôt dans un temps long<sup>979</sup>.

Pour soutenir cet argument nous montrons d'abord que les organisations corporatistes sécurisent et surveillent le milieu journalistique principalement avec l'appui de l'Etat social chilien (I). Une fois que nous avons constaté la continuité de l'intervention de l'Etat chilien durant l'Unité populaire, nous reviendrons sur les rapports de pouvoir qui s'y articulent durant la période (II). Tous ces éléments appuient un peu plus l'idée que nous soutenons dans cette thèse : dans un conflit politique centrifuge, le milieu journalistique poursuit un mouvement centripète d'institutionnalisation, qui rend pérenne son identité, sans pour autant que ce processus ne soit achevé ou ne s'achève.

## **I] La sécurisation du milieu journalistique : une coproduction des *gremios* et de l'Etat social chilien**

Pour comprendre comment les journalistes se conçoivent durant l'Unité populaire et comment cette conception se joue dans leurs pratiques quotidiennes, il est nécessaire de revenir sur la manière dont ils se sont définis au cours des différentes périodes précédentes. C'est la façon dont ils caractérisent leur fonction au sein de la société chilienne qui les distingue en tant que groupe social du reste de la population qui nous intéresse. Des luttes s'engagent autour de la caractérisation de cette spécificité, de la définition de ses règles de fonctionnement et de la gestion du milieu journalistique, selon les caractéristiques correspondantes. Au gré de l'histoire,

---

<sup>979</sup> Le premier déplacement consistant à ne pas s'en tenir aux contenus médiatiques et à l'idéologisation de la presse et des media.

des générations de journalistes et des reformulations de leur projet d'autonomisation, on peut distinguer plusieurs naissances d'un journalisme dit « moderne », à partir de la consolidation progressive des frontières.

Or la reconnaissance d'un statut particulier au journalisme associe des mécanismes juridiques et corporatistes de socialisation et d'exclusion (et non plus seulement en lien avec la formation pratique). L'Etat chilien est en effet sollicité par les journalistes, notamment à partir de la fin des années 1940, pour appuyer leurs tentatives de constitution d'un *champ journalistique* en légitimant notamment le rôle de régulation que revendiquent les organisations corporatistes, ce qui implique de fermer le milieu et de lui appliquer une discipline. Or cette régulation corporatiste nous semble stabiliser une certaine perception du journalisme, c'est-à-dire une identité, mise en œuvre dans des pratiques particulières, qui s'incarne par des « techniques de soi », des manières d'être et de se conduire qui ne disparaissent pas entre 1970 et 1973. A en croire la majorité des journalistes interviewés, un des garants de cette identité comme des pratiques adéquates est l'affiliation à une organisation corporatiste<sup>980</sup> (voir **Encadré n°5.1**).

Encadré n° 5.1 : Un élément empirique : la carte de journaliste

Un geste révélateur de l'importance de cette appartenance corporatiste est fait par Guillermo Saavedra, le 26 septembre 2010 lors du premier entretien que nous menons ensemble. Le recueil du témoignage à vocation biographique du « Buffalo »<sup>981</sup> se déroule à son appartement, à Boulogne-Billancourt. Au bout d'un peu plus d'une heure et quart d'entretien, celui qui travaillait à *Clarín* puis à *Puro Chile* durant l'Unité populaire se lève, fouille dans une commode en bois, et brandit sa carte du collège des journalistes de l'année 1971. Debout, dans un grand sourire et avec beaucoup de fierté, il accompagne son geste d'une phrase peu précise et emmêlée, pleine d'hésitations : « Moi, ici en France, en, en, en France... J'ai fait ici un, regarde bien, ici j'ai par exemple, de l'époque, du Collège des journalistes, ici ma carte et tout ça... Ouh, euh, euh... j'ai toujours continué à collaborer avec le Collège des journalistes. J'ai envoyé une imprimante au Chili pour que se fasse le journal à cette époque... »<sup>982</sup>.

La répétition nerveuse du lieu où se déroule l'entretien, en France, « ici », montre bien que le double acte de tenir physiquement cette carte et de la proposer à notre regard à Paris (tout comme le fait de savoir exactement où elle est, pour la trouver

<sup>980</sup> Les entretiens les plus fournis à ce sujet sont ceux menés avec Hernán Miranda (29/03/2009, 01/04/2009, 03/04/2009, 06/04/2009 et 08/04/2009), Ernesto Carmona (16/12/2008, 24/03/2009 et 31/04/2009), ou encore le premier entretien effectué avec Guillermo Saavedra (16/09/2010). Mais les références au *Colegio* (en lien ou non avec la formation universitaire) sont légion dans la cinquantaine d'entretiens menés entre 2007 et 2011.

<sup>981</sup> Rappelons que c'est le surnom de ce journaliste.

<sup>982</sup> «Yo aquí en Francia, en, en, en Francia... Yo he hecho aquí un, te fijas, aquí yo tengo por ejemplo, de la época, del Colegio de periodistas, aquí mi carta todo eso... En donde, e, e...yo siempre seguí colaborando con el Colegio de periodistas. Mandé una maquina impresora para Chile para que se hiciera el periódico en esa época...», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 16 septembre 2010.

très rapidement) suffit à faire peser le poids de l'appartenance corporatiste à la communauté journalistique. Qui plus est un témoin de cette affiliation durant l'Unité populaire (la carte date de 1971). Parmi une série réduite d'objets rapidement empaquetés au moment de fuir le pays, Guillermo Saavedra a eu la volonté de conserver et d'emporter en exil le symbole de son adhésion au *Colegio*. Et même si on nous rétorquait que ce document a très bien pu être emmené par négligence, du simple fait que le journaliste la détenait dans son portefeuille au moment de quitter le pays et qu'il n'a pas pris le temps de faire le tri : il n'empêche qu'il l'a aussi conservé une fois sur le sol français, et ce pendant près de 40 ans. La carte fait donc partie de son lien avec le pays, avec la période, elle incarne une mémoire à elle toute seule.

L'acte de chercher cette carte et le geste de la brandir prennent un peu plus d'épaisseur s'ils sont mis en relation avec la trajectoire de Guillermo Saavedra<sup>983</sup>. Celui qui est surnommé « El Búfalo » a en effet étudié la publicité à l'Université technique d'Etat (UTE, aujourd'hui Université de Santiago du Chili – USACH) avant d'être embauché à cet office par *Clarín* (où il dirige le service de publicité du journal). Il n'est initié au journalisme que dans un second temps, par immersion dans le fonctionnement quotidien de la rédaction du tabloïd, avant d'aller exercer comme journaliste à *Puro Chile* à partir de 1970<sup>984</sup>. La date de la carte de journaliste témoigne aussi de cette distinction identitaire entre publiciste et journaliste, et de l'appartenance de Guillermo Saavedra à la stricte communauté des seconds à partir de 1971. Communauté à laquelle il est resté attaché puisqu'il insiste sur la durée de son compromis : « j'ai toujours continué à collaborer avec le Collège des journalistes ». Une affirmation étayée par l'anecdote de l'envoi de la machine à écrire.

Élément tout aussi révélateur, le journaliste chilien s'est adonné, juste avant de faire briller le reflet de cette carte plastifiée dans son salon obscur, à une mise au point argumentative sur l'impact négatif de la publicité sur l'exercice du journalisme : « Donc bon, de ce point de vue, euh, en quoi... moi l'information aujourd'hui, du point de, je la vois ainsi, c'est-à-dire que tant qu'il n'y aura pas véritablement aujourd'hui, euh, une autre forme [il appuie le mot] de démocratie, un élément de société où véritablement les valeurs ne sont pas la consommation, le journaliste va changer. C'est-à-dire quand enfin le journal commence une nouvelle fois à revenir aux mains du journaliste, du peuple, des gens. Pourquoi ? Parce que tant qu'ils [les journaux] sont entre les mains de la publicité, c'est impossible ! »<sup>985</sup>.

L'articulation narrative entre une nécessité de mettre en évidence les contraintes et l'influence que font peser les publicistes sur les journalistes marque la différence entre la logique des premiers et celle des seconds. La différenciation identitaire s'appuie sur l'impact de chaque communauté sur l'information : selon Guillermo

---

<sup>983</sup> Cet entretien a déjà été utilisé plusieurs fois dans le texte de cette thèse, ce qui permet d'avoir en tête cette trajectoire. Pour plus de détails, voir la retranscription de l'entretien.

<sup>984</sup> Une fois en France, il a fondé les journaux *Zuma* et *En Marcha*, rédigés en langue castillane et qui s'adressaient à la communauté d'exilés chiliens, puis a collaboré avec *Paris Match* notamment. A la période des entretiens et aujourd'hui encore, il est président de la Chambre de commerce et d'industrie franco-chilienne. Sur le passage de la publicité au journalisme effectué par Guillermo Saavedra, voir le chapitre 4.

<sup>985</sup> «Entonces bueno, desde ese punto de vista, e, en que...yo la información hoy día de punto de, yo la veo así, es decir que mientras no haya verdaderamente hoy día, e, otra forma [*marca el acento tónico, la primera sílaba*] de democracia, un elemento de sociedad en donde verdaderamente los valores no sean el consumo, el periodista va a cambiar. Es decir cuando ya el periódico empieza otra vez a venir a las manos del periodista, del pueblo, de la gente. ¿Por qué? Porque mientras estén en las manos de la publicidad, ¡es imposible!», entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 16 septembre 2010.

Saavedra, les publicistes font de l'information un bien de consommation tandis que les journalistes, libérés des logiques publicitaires, sont le gage d'une autre forme de démocratie. L'intrication des deux récits accroît alors un peu plus la force de l'exhibition de la carte de journaliste, symbole d'affiliation corporatiste. Sur les bases de cette séquence d'entretien, on comprend mieux l'importance de revenir sur les organisations corporatistes qui régulent le journalisme à l'arrivée de Salvador Allende au pouvoir.

Une relation fondamentale se dessine ici. D'un côté, des mécanismes structurels de reconnaissance d'une spécificité de la communauté journalistique chilienne passent principalement par un travail législatif et la validation des dispositifs corporatistes d'autorégulation de la part de l'Etat chilien. De l'autre, la particularité du milieu journalistique se joue dans un rapport des journalistes à eux-mêmes et à leur activité par la définition d'une conception particulière du journalisme, et la responsabilité sociale qui lui est sous-jacente, dans des gestes, des attitudes. La logique sous-jacente consiste à gouverner la communauté journalistique et de faire en sorte que les journalistes se gouvernent eux-mêmes dans leurs pratiques.

Dans ce mouvement historique, on peut repérer la consolidation d'une communauté journalistique à la fin des années 1940, avec la mobilisation d'une génération de journalistes qui s'est donné pour tâche d'institutionnaliser le corporatisme journalistique, d'abord par le biais du Cercle des journalistes de Santiago avant de pousser à la formalisation du Collège des journalistes du Chili. Les conflits autour de la distinction sociale du journalisme et de la maîtrise des règles de la communauté incarnent la volonté des journalistes de défendre les intérêts d'une communauté qu'ils aspirent à rendre autonome. Or les organismes corporatistes parviennent à devenir légitimes aux yeux de l'Etat social chilien. La construction légale d'un système de prévision et de prévention sociale particulier aux journalistes, à la gestion duquel sont associées ces organisations corporatistes, offre une reconnaissance juridique et un support public à l'énonciation de ces spécificités revendiquées. La politique de socialisation de l'Etat chilien le pousse d'ailleurs à reconnaître une autonomie grandissante au groupement professionnel du journalisme, en leur déléguant de plus en plus de capacités de régulation. Les organisations corporatistes disposent par exemple peu à peu de mécanismes de sanctions et la sécurisation du milieu journalistique prend des voies juridiques. Sur la base de cette coproduction de la communauté journalistique, les efforts de régulation s'articulent autour de l'énonciation d'une série de règles partagées qui encadrent l'activité selon la perception d'une responsabilité sociale des journalistes envers la société chilienne. Ainsi, les premiers efforts pour réglementer le milieu journalistique se jouent

dans des luttes internes à la communauté journalistique qui cherche la reconnaissance d'une spécificité sociale par la reconnaissance de l'Etat chilien (A). La création du *Colegio de periodistas* correspond à une seconde étape qui s'insère dans des logiques de gouvernement plus larges : la politique de socialisation de l'Etat social qui s'articule autour des identités socioprofessionnelles (B).

*A) Les premiers efforts pour réglementer le milieu journalistique : luttes internes et reconnaissance étatique*

La formalisation de Cercles de journalistes à Santiago et à Valparaíso est initiée au début du XX<sup>e</sup> siècle et constitue la première tentative de regrouper formellement des agents de l'activité journalistique chilienne. Regroupement à caractère principalement festif dans un premier temps<sup>986</sup>, cette organisation devient, sous l'impulsion de nouveaux dirigeants, plus revendicative à partir des années 1940 (1). Ce travail porte ses fruits et s'incarne juridiquement par l'inclusion des journalistes à la Caisse d'employés publics et de journalistes par le décret 767 (1925), puis par la loi n°10 621 sur l'activité journalistique (1952). L'arsenal législatif reconnaît non seulement la constitution de l'organisation corporatiste mais engage celle-ci dans une politique de dialogue social afin de réguler la protection sociale spécifique aux journalistes. Sous la pression du Cercle des journalistes de Santiago, la question de la gestion d'un milieu journalistique relativement autonome reçoit donc une réponse législative qui institutionnalise la responsabilisation des journalistes et la surveillance corporatiste et publique de cette communauté (2).

### **1. Le *Círculo de los Periodistas de Santiago de Chile* : une mémoire de l'identité journalistique moderne**

Avec la création du premier organisme à vellités corporatistes, le journalisme chilien connaît une phase de mutation, que la mémoire des praticiens décrit comme un passage à la modernité. D'une identité relativement floue, qui joue sur les frontières avec la littérature (a), le journalisme se formalise autour de techniques plus systématiques (b), ce qui est validé, par la suite, dans une mémoire corporatiste de la modernisation du métier (c).

---

<sup>986</sup> D'après les témoignages que l'on trouve et la mémoire énoncée par les journalistes (Hernan Miranda, Gustavo González, Ernesto Carmona), le Cercle des journalistes a longtemps consisté en des réunions prétextes aux victuailles et autres plaisirs de la bouche. Ce qui n'est pas sans faire sens comme le dit par exemple Olivier Ihl au sujet des banquets républicains. Voir Olivier Ihl (1998), « De bouche à oreille. Sur les pratiques de commensalité dans la tradition républicaine du cérémonial de table », *Revue française de science politique*, vol. 48, n°3-4, pp. 387-408.

(a) Une identité sans frontières : territoires scripturaux, bohème et instinct journalistique

Le Cercle des journalistes de Santiago, souvent dénommé « *El Círculo* » dans les entretiens, est la plus ancienne des organisations regroupant des journalistes au Chili. Sa première réunion a été tenue le 25 août 1907 par un groupe d'une vingtaine de participants (**Image n°5.1**), mais ses statuts ne sont officiellement reconnus que huit mois plus tard, le 21 avril 1908<sup>987</sup>, par le président de la République chilienne, Pedro Montt. Cette instance vise à regrouper les rédacteurs et collaborateurs des journaux et revues chiliens<sup>988</sup> mais l'idée d'une défense des intérêts de ce secteur d'activités n'a pas encore germé. Pour reprendre les mots d'Hernán Miranda, journaliste et enseignant à l'École de journalisme de l'Université de Santiago (USACH)<sup>989</sup>, « le terme de 'cercle', bien de son temps, met plus en évidence une intention d'amitié et d'entraide qu'une organisation de lutte, même si dans la pratique il l'est devenu, par la force des événements »<sup>990</sup>.

---

<sup>987</sup> Les références au décret du Ministère de la justice, qui reconnaît les statuts du *Círculo de periodistas de Santiago de Chile*, ne sont pas claires. Certains citent le décret 1146, d'autres le décret 1148. Il n'a malheureusement pas été possible de se procurer ces deux décrets pour tirer au clair l'acte légal de la création du Cercle des journalistes de Santiago du Chili.

<sup>988</sup> D'après les témoignages reçus et les récits lus, le lieu où siège le Cercle des journalistes de Santiago a évolué, depuis la rue Arturo Prat jusqu'à l'emplacement actuel 31 rue Amunátegui, en passant par la rue Huérfanos, le *Club de Septiembre* (l'actuel *Palacio Edwards* situé au croisement des rues Catedral et Morandé, dans le centre de Santiago du Chili) ou encore le *Sportman Club* (au 225, rue Estado, toujours dans le centre historique de la capitale chilienne).

<sup>989</sup> Qui a, par ailleurs, participé aux entretiens menés dans le cadre de cette thèse.

<sup>990</sup> Hernán Miranda (2007), "Del Periodismo del 900 a los Comunicadores del Siglo 21", *Re-Representación. Periodismo, Comunicación y Sociedad*, Año 2, número 3, junio-diciembre 2007, p. 106.

**Image n° 5.1 : Les participants à la première réunion du *Círculo de periodistas de Santiago de Chile* (1907)**



*Légende : Assis, de gauche à droite : Luis Cruzat Arrau, Guillermo Rosell Silva, Zenon Segundo Murillo Pumarino, Luis E. Chacón Lorca y Rafael Carranza. Debout de gauche à droite : Guillermo del Fierro Saldívar, Alfredo Videla, Próspero Martínez Salas, Raúl Figuera (Chao). Debout de gauche à droite: Luis Peña Herrera (colombiano), Juan de la Cruz Basualto, Honorio Henríquez Pérez, Bolívar Cruzat, Luis A. Espejo Rodríguez, Roberto Oribuela Salas, Luis A. Jara, Víctor Muniñaga, Julio Maqueira, Aurelio Díaz Meza, Alberto Altamirano, Armando Hinojosa, Luis Alberto Baeza, N. Lamartine, Ramón L. Correa.*

*Source : <http://www.circulodeperiodistas.cl/100.htm>*

D'un point de vue identitaire, cette première instance corporatiste de journalistes ne se limite justement pas aux seuls agents de ce métier. Le *Círculo de los Periodistas de Santiago de Chile* a bien longtemps accueilli différents offices de l'écriture, au-delà des journalistes. Dans l'ouvrage publié par Alejandro Cabrera, qui est aujourd'hui reconnu comme le premier diplômé de l'École de journalisme de l'Université du Chili, Juan Honorato, rédacteur à *Las Últimas Noticias*, témoigne que lors de son intégration, ce qui s'appelle désormais le « Cercle des journalistes et des artistes » est dirigé par le poète Daniel de La Vega<sup>991</sup>. Le mélange des genres n'est d'ailleurs pas sans poser problème à l'échelle même du continent latino-américain. A l'image des attaques répétées de Balzac contre les journalistes français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>992</sup>, la confusion des genres scripturaux s'incarne en Amérique latine dans la publication d'une imposante « littérature proprement 'industrielle', que beaucoup d'écrivains mettaient en relation avec l'émergence d'un nouveau type de journaliste, écrivain de nouvelles et de feuilletons »<sup>993</sup>. Eduardo Santa Cruz identifie, à cette époque, de « jeunes » journalistes faisant des incursions, au fil de leur vie, dans le

---

<sup>991</sup> Alberto Cabrera Ferrada (1994), *Vendedores de sol: reportaje a creadores y protagonistas de los primeros dieciseis años de vida de la primera Escuela Universitaria de Periodismo de Chile 1953-1968*, Santiago de Chile: Pays Ltda, p. 17.

<sup>992</sup> Yves Poirmeur (1998), « L'enfance du journalisme. L'envers et l'endroit du monde journalistique dans *Illusions perdues* de Balzac », *Polis*, vol. 5, n°1, en ligne, <http://www.polis.sciencespobordeaux.fr/vol5n1/sommaire.html> (consulté le 12 mai 2012).

<sup>993</sup> Julio Ramos (1989), *Desencuentros de la modernidad en América Latina. Literatura y política en el siglo XIX*, México: Fondo de la Cultura Económica, p. 85.



monde littéraire : citons notamment Joaquín Díaz Garcés<sup>994</sup> et Carlos Silva Vildósola<sup>995</sup>, deux collaborateurs d'*El Mercurio*. Or ces querelles de territoires scripturaux prennent corps à une époque charnière, comme l'indiquent de nombreux travaux des études culturelles latino-américaines. Aux yeux de ces auteurs, une conscience de crise traverse l'Amérique latine, notamment face à la croissance exponentielle et désorganisée de l'urbanité, et traduit la décadence du modèle oligarchico-libéral de développement. A partir de la lecture de plusieurs écrivains latino-américains<sup>996</sup> – dont les chiliens José Victorino Lastarria, Pedro Antonio González et Ruben Darío – Carlos Ossandón met en lumière, d'une part la perception d'une accélération du temps social et politique chilien simultanément à l'intrusion discursive du marché et des foules et, d'autre part, l'exhibition du revers de la médaille, avec les longues descriptions de l'inégalité, de la misère et de l'entassement<sup>997</sup>. L'indistinction identitaire du Cercle des journalistes montre alors bien comment l'identité journalistique est en jeu au début du XX<sup>e</sup> siècle chilien.

La formalisation du Cercle des journalistes est emblématique de ce mouvement en ce qu'elle intervient à un moment souvent caractérisé par la bohème et l'instinct journalistique. La mémoire actuelle de la constitution d'une communauté journalistique homogène et autonome garantit ce mythe de la transition d'un journalisme instinctif à un journalisme plus systématique et efficace. De multiples voix donnent les coordonnées de cette légende, dont la part de réalisme historique, certes déformée, fonctionne comme un repère dans l'histoire du journalisme chilien. Le livre d'Alejandro Cabrera sur la première génération de journalistes universitaires participe de cette sédimentation d'une identité journalistique fondée par l'autonomisation de la communauté journalistique<sup>998</sup>. Dans un des chapitres de ce livre, Juan Honorato, chargé de « résumer ses souvenirs » de journaliste et de professeur de l'Ecole de journalisme de l'Université du Chili<sup>999</sup>, évoque ainsi l'atmosphère de bohème qui se diffuse autour de cette activité :

---

<sup>994</sup> Collaborateur d'*El Chileno* puis de *Porvenir*, il est recruté en tant qu'éditorialiste par *El Mercurio de Valparaíso*, travail pour lequel il prend le pseudonyme d'Angél Pino. Proche d'Agustín Edwards depuis leur scolarité commune au collège jésuite San Ignacio, il fait partie de la première équipe d'*El Mercurio* de Santiago. Il contribue aussi à la fondation du journal du soir du groupe Edwards, *Las Últimas Noticias* ; mais aussi de la revue *Zig-Zag*. Joaquín Díaz Garcés a écrit un roman, *La voz del Torrente* (1921), et plusieurs nouvelles, dont *Páginas Chilenas* (1907), *Los complotadores* (1913) ou *Juan Neira* (1917). Il est admis à l'Académie chilienne (*Academia Chilena de la Lengua*) en 1916 et occupe la fonction de député de la République chilienne entre 1918 et 1921.

<sup>995</sup> Notamment directeur d'*El Mercurio*, Carlos Silva Vildósola a une activité littéraire plus prolifique que Joaquín Díaz Garcés. Ces principaux romans sont *La Montaña* (1897), *Brisas del mar* (1897), *Del dolor y la muerte* (1930), *Retratos y recuerdos* (1936). Il est élu à l'Académie chilienne en 1931.

<sup>996</sup> Tels que les Cubains José Martí et Julián Del Casal, le Mexicain Zea, l'Uruguayen José Herrera y Reissig, le Vénézuélien Zumeta ou le Bolivien Arguedas.

<sup>997</sup> Carlos Ossandón Buljevic (2000), *op. cit.*

<sup>998</sup> Alberto Cabrera Ferrada (1994), *op. cit.*

<sup>999</sup> Alberto Cabrera Ferrada (1994), *op. cit.*, p. 17.

« En 1930, je suis rentré au journal Las Últimas Noticias. J'avais obtenu mon diplôme du Lycée d'Application de Santiago. L'ambiance journalistique et le travail de reporter (rubrique faits divers) m'ont conquis, dans les faits. C'était une époque vibrante de la vieille bohème journalistique, déjà en déclin à ce moment-là »<sup>1000</sup>.

L'article de la journaliste Doris Jiménez sur les premières années de l'Ecole de journalisme de l'Université du Chili revient, de son côté, sur les changements introduits par une systématisation de la formation à cette activité, en contraste justement avec des profils comme ceux de Juan Honorato, qui exercent le journalisme à peine sortis du lycée<sup>1001</sup>. Dans le même ouvrage, Maura Brescia Del Val reprend cette légende d'un ancêtre au journalisme moderne<sup>1002</sup> mais lui donne les traits satiriques du « journaliste-super-héros » et montre peu d'égards à cette légende<sup>1003</sup>.

Même si quelques voix le contrarient, à l'instar du doute rhétorique de Maura Brescia Del Val, ce récit fondateur du journalisme moderne circule. A l'occasion de certaines dates symboliques de l'histoire du journalisme chilien, les articles publiés par les journaux jouent le jeu de cette légitimation de l'identité journalistique moderne en identifiant un « avant », moment au cours duquel les journalistes n'avaient pas les mêmes caractéristiques qu'« aujourd'hui ». L'article signé par les initiales J.B.A. dans le *Dario de la VI Región* à l'occasion de la « Journée nationale du journaliste » du 9 juillet 2010 en est un exemple révélateur : « (...) selon eux [*les journalistes des années 1950*], ce qui détermine un bon journaliste sont les conditions naturelles de l'individu, son style et 'instinct journalistique', entre autres »<sup>1004</sup>. Le journaliste chargé d'informer sur cette journée, sa signification et sa portée, n'explique pas directement en quoi consiste le journalisme en 2010. Mais il énonce ce qu'il n'est plus, en opposant un « eux », les journalistes précédents, à un « nous » actuel mais implicite. La différenciation des agents du système médiatique dans l'histoire définit donc un moment de rupture au cours duquel la perception des journalistes d'eux-

---

<sup>1000</sup> «En 1930, ingresé al diario Las Últimas Noticias. Había egresado del Liceo de Aplicación de Santiago. El ambiente periodístico y el trabajo reporteril (sección policial) me conquistaron en el acto. Era una época vibrante de la vieja bohemia periodística, ya en declinación a la sazón» in Juan Honorato Maqueira (1994), «Perfil de un pionero» in Alberto Cabrera Ferrada, *op. cit.*, p. 17.

<sup>1001</sup> De ces deux ouvrages, transpire encore plus abondamment la question de la modernisation du journalisme à partir de la systématisation des pratiques par l'institutionnalisation d'une formation universitaire au journalisme. Ces deux textes seront donc appréhendés plus spécifiquement dans la seconde partie de ce chapitre, qui traite de l'émergence des écoles de journalisme au Chili.

<sup>1002</sup> Elle écrit : «Face aux carences quotidiennes se déploie un mélange d'idéalisme et d'ambition qui les rend irréductibles. Ils écrivent poésie et contes, ils font un et mille métiers et attendent leur opportunité ». Traduction personnelle de : «Frente a las carencias cotidianas despliega una mezcla de idealismo y ambición que los hace irreductibles. Escriben poesía y cuentos, hacen uno y mil oficios y esperan su oportunidad» in Maura Brescia Del Val (1996), « Prensa y reportero en los años 50/70 », in Eduardo Carmona, *op. cit.*

<sup>1003</sup> Maura Brescia Del Val (1996), *op. cit.*

<sup>1004</sup> «(...) porque según éstos [los periodistas de los años 1950, lo que determina a un buen periodista son las condiciones naturales del individuo, su estilo y "olfato periodístico", entre otras» in J.B.A., «Día del periodista», *El Diario de VI Región*, 09/07/2010, <http://www.diarioviregion.cl/noticias/467-dia-del-periodista> (consulté le 10 juillet 2010).

mêmes tout comme de leurs pratiques a changé dans le même mouvement que l'institutionnalisation des organisations médiatiques et des revendications des journalistes (l'organisation corporatiste de la communauté) et enfin de la réglementation et de la reconnaissance publiques.

#### (b) La formalisation du journalisme

La reconstitution épisodique du discours de la communauté journalistique moderne replace ses principes fondateurs dans les dimensions identitaires actuelles du journalisme. Par opposition à un journalisme instinctif et peu formel, la modernisation de l'activité initiée au début du siècle met en évidence une formalisation des journaux (dans leur organisation visuelle) et de l'écriture journalistique. Selon les perceptions des journalistes chiliens eux-mêmes, il semble que l'activité soit en train de vivre une période charnière dans cette première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Dans son *Histoire du journalisme chilien*, Alfonso Valdebenito voit dans cette évolution un lent passage vers un journalisme informatif<sup>1005</sup>, qui prend peu à peu ses aises dans les pages des quotidiens de l'époque, au détriment des colonnes d'opinion et autres éditoriaux<sup>1006</sup>. Selon le journaliste improvisé historien, *La Época* symbolise bien ce changement de genre journalistique, puisqu'il souligne que, dans ce quotidien, « la nouvelle acquiert plus d'importance que les articles de rédaction et les éditoriaux »<sup>1007</sup>.

Dans une étude rétrospective, Eduardo Santa Cruz lit, dans les pages d'*El Ferrocarril* (1855-1911), l'émergence d'un journalisme informatif à l'état embryonnaire<sup>1008</sup>. Bon nombre des analyses historiques du système de presse chilien voient la consolidation de ce genre

---

<sup>1005</sup> Dont les grandes lignes sont définies dans le chapitre 4.

<sup>1006</sup> On retrouve ici un argument de poids du chapitre 3 qui consistait à dire que si idéologie il y a dans les pages des journaux durant l'Unité populaire, celle-ci est renvoyée dans les pages d'opinion et ne traverse pas toutes les pages du journal, comme les lectures idéologiques le laissent entendre.

<sup>1007</sup> “(...) La noticia adquiere mayor importancia que los artículos de redacción y las editoriales”. Un peu plus loin dans le texte, l'historien du journalisme précise: “(...) Cada día gana más terreno la información sobre los comentarios y las polémicas de carácter meramente doctrinario” in Alfonso Valdebenito [ed.] (1956), *op. cit.*, pp. 66-69.

<sup>1008</sup> Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*, pp. 44-77.

journalistique dans *El Mercurio de Santiago*, fondé en 1900 par Agustín Edwards McClure<sup>1009</sup>. Le même Eduardo Santa Cruz relate la concurrence féroce que se livrent alors *El Ferrocarril* et *El Mercurio de Santiago*, affrontement économique qui se fonde sur la construction du genre informatif en élargissant les espaces dédiés à la publicité, en renvoyant les opinions en pages éditoriales et en homogénéisant le style d'écriture et l'organisation des articles<sup>1010</sup>. La dynamique concurrentielle pousse, selon l'universitaire, à l'invention de nouveaux principes de fabrication du journal et de nouvelles techniques correspondantes.

L'analyse des échanges épistolaires du propriétaire d'*El Mercurio*<sup>1011</sup> que mènent Patricio Bernedo et Eduardo Arriagada Cardini<sup>1012</sup> permet de se rapprocher de la perception qu'ont les acteurs de cette compétition et de son impact sur l'activité quotidienne des journalistes et les stratégies<sup>1013</sup> de publication de ces journaux. La thèse soutenue par Carlos Ossandón et Eduardo Santa Cruz dans leur travail sur l'histoire de la presse chilienne dans la période 1870-1920 va dans le même sens et discerne bien, dès son sous-titre « La gestation d'une presse moderne au Chili », le mouvement de transformation de la façon de penser et de faire les journaux qui s'opère au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les deux auteurs précisent en introduction :

« Nous avons cherché à montrer qu'à cette période, on commence à constituer, dans le champ de la presse spécifiquement, et en connexion avec une série de nouvelles réalités, un système de communication sociale en tant que tel, non plus purement

---

<sup>1009</sup> Patricio Bernedo (2004), "Nacimiento y Desarrollo de la prensa periódica nacional en América Latina" in Carlos Barrera (coord.), *Historia del Periodismo Universal*, Barcelona: Ariel Communications, pp. 135-168 ; Carlos Ossandón Buljevic (2002), "Los inicios de la 'cultura de masas' en Chile", *Historia y Comunicación Social*, vol. 7, pp. 161-167 ; Eduardo Santa Cruz A. (1996), "Modelos y estrategias de la prensa escrita en procesos de modernización: Chile Siglo XX", Documento de trabajo, Universidad ARCIS ; Eduardo Santa Cruz A. (1998), "Conformación de espacios públicos, masificación y surgimiento de la prensa moderna en Chile Siglo XIX", Documento de trabajo n°28, Centro de Investigación en Ciencias Sociales, Universidad ARCIS ; Eduardo Santa Cruz A. (2004), *op. cit.* ; Eduardo Santa Cruz A. (2011), "Prensa y modernización liberal en América latina y Chile en la segunda mitad del Siglo XIX", ponencia a la sección temática 7 "Historia de los medios de comunicación", del Primer Congreso Mundial de Comunicación Iberoamericana, Sao Paulo, 4 de agosto de 2011.

<sup>1010</sup> Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*

<sup>1011</sup> Qui a déjà été introduite au chapitre 3.

<sup>1012</sup> Patricio Bernedo Pinto & Eduardo Arriagada Cardini (2002), *op. cit.*

<sup>1013</sup> La conception stratégique des journaux chiliens est définie par Carlos Ossandón comme suit : « La dite *stratégie* renvoie aux définitions et aux articulations qu'ils se donnent [*les journaux*] sur le plan politique, journalistique et commercial. Le journal se conçoit aussi, question qui est partiellement comprise dans la large notion de *stratégie*, comme un support discursif et matériel qui porte une épaisseur propre : des langages, des formats, des genres, des sections, des modalités d'énonciation ; qui maintient des relations de différents types avec d'autres instances et qui est capable de générer ses propres 'effets de sens' ». L'auteur écrit : "Dicha *estrategia* tiene que ver con definiciones y articulaciones que se dan en el plano político, periodístico y comercial. El periódico se concibe también, cuestión que está parcialmente incluida en la noción amplia de *estrategia*, como un soporte discursivo y material que porta un espesor propio: unos lenguajes, unos formatos, unos géneros, unas secciones, unas modalidades de enunciaci3n; que mantiene relaciones de distinto tipo con otras instancias y que es capaz de generar sus propios 'efectos de sentido'" in Carlos Ossand3n Buljevic & Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*, p. 13.

dilué ou comme expression des grands ou des petits pouvoirs, avec un degré d'autonomie non-connu avant dans notre histoire »<sup>1014</sup>.

Les signes distinctifs de ce journalisme que les auteurs qualifient de libéral, ou moderne, se trouvent à plusieurs niveaux : l'émergence de l'entreprise journalistique, avec ses stratégies de rentabilité spécifiques ; un marché de l'information qui impose ses rythmes et ses demandes ; l'élargissement et la diversification des media et des formats ; l'espace majoritaire qu'acquièrent « l'information, la nouveauté, l'annonce commerciale, les accidents de la quotidienneté urbaine »<sup>1015</sup> ; la relégation de l'idéologie à l'éditorial ; la consolidation de « narrativités standardisées ou de genres proprement journalistiques et des professionnels de la presse »<sup>1016</sup> ; les premières expériences de presse commerciale et populiste et une sphère publique plébéienne que les auteurs qualifient de « complexe »<sup>1017</sup>. Autrement dit, les deux auteurs reviennent sur le processus qui a peu à peu constitué les journaux et les media comme des instances d'énonciation autonomes de leurs auteurs.

### (c) La mémoire corporatiste de la modernisation journalistique

Or dans ce mouvement qui voit évoluer le système médiatique comme le marché de l'emploi journalistique et les techniques mises en œuvre par les journalistes, émerge un appareil corporatiste qui garantit de fixer les journalistes à l'appareil de production et d'augmenter leur utilité. Dans un contexte où le journalisme est défini de façon littéraire, la légende de la formalisation du *Círculo de periodistas de Santiago de Chile* semble ainsi s'insérer dans le récit d'une modernisation du système et de la communauté journalistiques, par la surveillance des gestes et comportements propres à ses membres. Cette légende indique en effet qu'une partie des journalistes chiliens ressent alors le besoin de constituer une association qui les regroupe et représente leurs intérêts. Ce processus d'organisation corporatiste participe à l'homogénéisation du milieu journalistique et alimente l'autonomisation sociale de cette communauté mais aussi l'autonomisation pragmatique des journaux et media comme énonciateurs d'un récit qui prend les traits du journalisme et non plus ceux des subjectivités du journaliste (ou du patron de presse).

---

<sup>1014</sup> “Hemos buscado probar que en este periodo se comienza a constituir, en el ámbito de la prensa específicamente, y en conexión con una serie de nuevas realidades, un sistema de comunicación social propiamente tal, ya no puramente diluido o expresión de los grandes o pequeños poderes, con un grado de autonomía no conocido antes en nuestra historia”, *Ibid.*, p. 14.

<sup>1015</sup> “(...) el mayor espacio que gana la información, la novedad, el avisaje y los ‘accidentes’ de la cotidianidad urbana”, *Ibid.*, p. 14.

<sup>1016</sup> “(...) narrativas estandarizadas o de géneros propiamente periodísticos y de los profesionales de la prensa”, *Ibid.*, p. 14.

<sup>1017</sup> “(...) y también de una compleja esfera pública ‘plebeya’”, *Ibid.*, p. 14.

Le *Círculo* se voit reconnaître une place privilégiée dans cette histoire du journalisme chilien : il est souvent considéré comme la source des diverses organisations corporatistes qui émergeront par la suite. L'histoire officielle du Cercle des journalistes de Santiago proposée sur son propre site internet en fait le milieu de gestation de l'Association nationale de la presse<sup>1018</sup>, qui est créée le 24 août 1951, puis du Collège des journalistes, et même de l'École de journalistes de l'Université du Chili<sup>1019</sup>. Durant un entretien sur la question du journalisme durant l'Unité populaire, Ernesto Carmona revient succinctement mais spontanément sur l'histoire corporatiste du journalisme chilien :

« (...) A été fondée, il y a plus de 100 ans, une organisation qui s'appelle 'Cercle des journalistes' mais qui est restée morte quelque chose comme 50 ans, hein. C'était une orga, un groupe de bohèmes, ils ont fondé le Cercle... Donc Juan Emilio Pacull a ressuscité cette organisation au début des années 1950, soit... pendant le gouvernement de Gabriel González Videla, à la fin des années 1940. Et ce groupe a trouvé un immeuble au 31 Amunátegui dont la construction a commencé pendant le gouvernement de Gabriel González Videla et qui a été inauguré sous le gouvernement de Carlos Ibáñez. (...) Donc, ceci a donné de la puissance à la profession, au Cercle des journalistes, et ces mêmes gens ont organisé le Collège des journalistes, qui vient de fêter ses 50 ans, il y a, il y a une, il y a... il y a très peu. Et ces mêmes gens, ce Juan Emilio Pacull, se sont donnés la tâche de former, de faire que se crée une école de journalisme (...) »<sup>1020</sup>.

A partir du début des années 1940, les aspirations corporatistes sont en effet renforcées par une seconde génération de dirigeants, parmi lesquels : Juan Emilio Pacull, qui devient président du Cercle en 1950 et joue un rôle central dans la fondation de l'École de journalisme de l'Université du Chili ; Mario Vergara ; Renato Pizarro ; Lenka Franulic, première femme à obtenir le Prix national de journalisme (dans la catégorie « chronique ») en 1957 ; ou encore Renato

---

<sup>1018</sup> Selon la communication institutionnelle de l'ANP, « L'Association nationale de la presse est une association corporatiste constituée le 24 août 1951. Elle regroupe les principaux journaux et revues du pays et a pour mission de développer l'industrie de la presse, de défendre les droits et les devoirs des chiliens d'informer et d'être informés, en veillant constamment à la Liberté d'expression ». L'ANP n'est pas traitée ici en tant que telle, du fait du rôle mineur qu'elle joue et de son absence dans les témoignages des journalistes travaillant durant l'Unité populaire. Voir <http://www.anp.cl/quienes-somos/que-es-anp> (consultée le 10 octobre 2013).

<sup>1019</sup> « El Círculo de Periodistas de Santiago, cuya sede se ubica en Amunátegui 31, tercer Piso, fue la primera institución, de carácter permanente, que agrupó a los profesionales de la prensa en el país y dio origen en 1952, a la Asociación Nacional de la Prensa, a la primera Escuela de Periodismo, en abril de 1953, y al Colegio de Periodistas, en julio de 1956 », <http://www.circulodeperiodistas.cl/100.htm> (consulté le 21 octobre 2013). Il y a ici un désaccord sur la date de création de l'Association nationale de la presse, qui est située en 1952 par le Cercle des journalistes chiliens alors que l'ANP déclare, de son côté, avoir été initiée le 24 août 1951.

<sup>1020</sup> « (...) se fundó, hace más de 100 años, una organización que se llamó 'Círculo de periodistas' pero que estuvo como 50 años muerta, no. Era una orga, un grupo de bohemios, fundaron el Círculo... Entonces la resucitó esa organización Juan Emilio Pacull a comienzos de los 50, o sea... en el gobierno de Gabriel González Videla, a fines de los 40. Y ese grupo consiguió el edificio de Amunátegui 31 que fue comenzado en el gobierno de Gabriel González Videla y que fue inaugurado en el gobierno de Carlos Ibáñez. (...) Entonces, eso le dio potencia a la profesión, al Círculo de periodistas y esta misma gente organizó el Colegio de periodistas, que acaba de cumplir 50 años, hace, hace un, hace... hace muy poco. Y esta misma gente, este Juan Emilio Pacull, se dio a la tarea de formar, de que se creara una Escuela de periodismo (...) », entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 24 mars 2009.

Silva<sup>1021</sup>. Cette tendance corporatiste est également intégrée par l'Etat : elle s'incarne en 1948 par l'intégration d'un membre du directoire du Cercle des journalistes de Santiago, en la personne de Juan Emilio Pacull, à la direction de la Caisse d'employés publics et de journalistes, mise en place en 1925 (**Annexe 8**) et chargée de la gestion des retraites de ces catégories professionnelles. Ce premier signe de reconnaissance est affermi par la promulgation de la loi n°10 621, du 12 décembre 1952, qui réforme le fonctionnement de la Caisse d'employés publics et de journalistes en lui créant une section « journalisme », et travaille à la mise en place d'un système de protection sociale propre à l'activité journalistique (voir **Annexe 9**)<sup>1022</sup>.

## 2. Le milieu journalistique : un groupement social autonome reconnu par l'Etat chilien

A partir du travail de mobilisation et de revendication de cette nouvelle génération de journalistes qui prennent la tête du Cercle de journalistes de Santiago, le milieu journalistique devient l'objet d'une gestion qui définit peu un peu la spécificité de cette activité sociale. Or cette distinction dont est l'objet le milieu journalistique et l'institutionnalisation d'une communauté de desseins passe largement par l'Etat chilien, à travers des mécanismes de validation et de reconnaissance qui se manifestent dans un premier temps par la protection sociale. De façon classique pour la période (années 1950), l'intégration des journalistes à une communauté en cours d'institutionnalisation est articulée à un mécanisme d'identification à partir du régime juridico-politique d'obligations et de contraintes liées au travail salarié. On retrouve ici un argument fort de la sociohistoire, à partir notamment des travaux de Theda Skocpol au sujet de la reconnaissance de la communauté des veuves de la guerre de Sécession, qui passe principalement par l'Etat (bien avant la mise en place de l'Etat-Providence étasunien)<sup>1023</sup>. La distinction de la communauté journalistique se consolide par trois mécanismes : un travail législatif qui met en

---

<sup>1021</sup> Toujours selon Juan Honorato Maqueira, in Alberto Cabrera Ferrada (1994), *op. cit.*, p. 18.

<sup>1022</sup> Cette loi réforme toute une série de textes qui avait commencé à formaliser, par touches impressionnistes, la protection sociale des journalistes : le décret 767 du 23 décembre 1925 sur la Caisse d'employés publics et de journalistes, modifié par la loi n°7 790 du 4 août 1944 ; le décret à force de loi n°1 3340 du 6 août 1930 sur la personnalité juridique et les principes de fonctionnement de la Caisse d'employés publics et de journalistes ; la loi n°5 539 du 26 décembre 1934 qui octroie des ressources propres au département des journalistes de la Caisse, modifiée par la loi n°6 221 du 4 août 1938 puis par la loi n°6 740 du 13 novembre 1940, et enfin par la loi n°9 866 du 27 juin 1951 ; la loi n°6 521 du 9 février 1940 sur les indemnités aux journalistes ; les lois n°4 721 du 16 décembre 1929, n°4 817 du 5 février 1930 et n°4 974 du 31 juillet 1931, toutes concernant le remboursement d'impôts ; la loi n°5 035 du 22 janvier 1932 de réduction d'impôts des affiliés à la Caisse d'employés publics et de journalistes ; et le décret 518 du 7 septembre 1932 sur les services de crédit et de gestion du patrimoine proposés aux journalistes de la Caisse d'employés publics et de journalistes.

<sup>1023</sup> Theda Skocpol (1992), *Protecting Soldiers and Mothers : the Political Origins of Social Policy in the United States*, Cambridge (Mass., USA) : Belknap/Press of Harvard University Press ; Theda Skocpol (1993), « Formation de l'Etat et politiques sociales aux Etats-Unis », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 96, n°96-97, mars 1993, pp. 21-37.

place des frontières à ce qui relève du journalisme (a), la reconnaissance de la particularité du journalisme par une protection sociale particulière (b) et les prémices d'une logique de surveillance de la communauté (c).

(a) Les frontières juridiques de l'activité législative

Le Ministère de la salubrité, de la prévision et de l'assistance sociale du gouvernement présidé par le général Carlos Ibáñez del Campo définit juridiquement de quoi ressort le journalisme au Chili par loi n°10 621, du 12 décembre 1952<sup>1024</sup>. Dès le premier article, le législateur précise quelles sont les catégories de travailleurs prises en charge par la Caisse d'employés publics et de journalistes. Les organisations médiatiques sont alors définies comme « (...) ces établissements industriels qui éditent à leur compte, d'une façon permanente et régulière, un journal, un périodique ou une revue sur des périodes qui n'excèdent pas un mois »<sup>1025</sup>. La loi distingue ces entreprises des agences d'information qui sont considérées comme des « entreprises d'information nationales ou étrangères, qui développent leurs activités sur le territoire national, qui ont leurs propres sources d'information et qui distribuent leur matériel informationnel dans le pays ou à l'étranger »<sup>1026</sup>. La Caisse d'employés publics et de journalistes se voit ensuite délivrer la capacité de discerner les différents statuts des employés de ces structures : journalistes permanents et collaborateurs occasionnels (article 1), correspondants de journaux étrangers vivant au Chili (article 9), employés et ouvriers du livre (*Empleados de las Imprentas de Obra*, qui bénéficient d'un financement et d'une comptabilité propres au sein de la caisse, d'après l'article 15)<sup>1027</sup> ou encore les auteurs de photogravure (article 20)<sup>1028</sup>. Les frontières du journalisme, du point de vue de sa « communauté de desseins », commencent alors à se rigidifier.

Ces statuts sociaux et juridiques reconnaissent sa spécificité à l'activité journalistique, considérée comme le travail de diffusion de l'information, mis en œuvre par différentes

---

<sup>1024</sup> Accompagné par l'organisation du premier Congrès mondial de journalistes au Chili à Arica, durant le même mois.

<sup>1025</sup> "Entiéndese por Empresas Periodísticas aquellos establecimientos industriales que editan por su cuenta, de una manera permanente y regular, un diario, periódico o revista en períodos que no excedan de un mes", artículo 1 de la Ley N°10.621, del 12 de diciembre de 1952.

<sup>1026</sup> "Se considerarán Agencias Noticiosas las empresas de información nacionales o extranjeras, que desarrollen sus actividades en el territorio nacional, que tengan sus fuentes propias de información y distribuyan su material noticioso en el país o en el extranjero", artículo 1 de la Ley N°10.621, del 12 de diciembre de 1952 (**Annexe 9**).

<sup>1027</sup> Dont ils disposaient déjà selon la loi n°9 116 du 16 octobre 1948.

<sup>1028</sup> La loi n°10 621 s'inscrit ici dans la continuité de la loi n°6 621 du 4 août 1938 qui procédait à la reconnaissance sociale des auteurs de photogravure dans la section « journalisme » de la Caisse d'employés publics et de journalistes. La loi de 1938 avait déjà connu une modification par loi n°7 947 du 26 octobre 1944.



institutions (entreprises de presse et agences d'information, comme le réaffirme clairement l'article 30<sup>1029</sup>) tout en isolant les différentes caractéristiques de leurs employés. Selon la loi, la principale différence entre les agences d'information et les entreprises de presse réside dans l'activité d'édition des supports via lesquels sont transmises les informations (sous-entendu, le matériel informationnel des agences de presse reste légalement vierge du point de vue de l'organisation des formes). Cette définition obscurcit une partie du travail des agences de presse, dont la tâche de mise en forme des informations est à l'origine des règles de neutralisation et d'homogénéisation du récit journalistique (qui devient singulier et unifié), et notamment la pyramide inversée (voir chapitre 4)<sup>1030</sup>. Un troisième aspect est ici crucial. Cette définition légale de l'activité journalistique fait directement référence à la fréquence et la périodicité des parutions : la diffusion de l'information doit être régulière (dans un intervalle de temps fixe qui ne peut pas dépasser un mois) et permanente.

Pour synthétiser les trois traits caractéristiques que lui attribue la loi n°10 621, le journalisme est identifié comme le travail de diffusion d'une information mise en forme (ou non) dans les pages d'un journal selon des critères de périodicité. On retrouve ici deux caractéristiques que les entretiens articulent dans le quotidien journalistique chilien entre 1970 et 1973 durant l'Unité populaire : l'organisation spatiale et visuelle des journaux et son rapport au temps de l'information. La domestication du temps historique chilien par l'organisation spatiale et visuelle d'un temps de l'actualité, à l'œuvre depuis une cinquantaine d'année dans le journalisme chilien, trouve une reconnaissance corporatiste, juridique et légale qui participe du mouvement d'institutionnalisation du journalisme chilien en 1952. Sur ces bases, on peut définir les journalistes comme des agents de l'organisation du récit quotidien du temps de l'actualité.

#### (b) La protection sociale de la communauté journalistique

Le travail d'identification de l'activité journalistique et de sa validation se joue, à partir de la reconnaissance législative de l'Etat chilien, se situe à un moment particulier de l'histoire de cet Etat. Les programmes sociaux sont en effet dans une phase de pleine expansion. José Arellano quantifie cette intervention de la manière suivante : entre 1952 et 1972, les versements publics sont multipliés par 6 selon lui et sur une période plus longue les dépenses s'accroissent plus fois

---

<sup>1029</sup> “La exención de los impuestos a que se refiere el artículo 25.º de la ley 9.311, para las Empresas Periodísticas, se limitará a la actividad relacionada exclusivamente con la impresión de periódicos y, para las agencias noticiosas, a la venta de servicios informativos”, artículo 30 de la Ley N°10.621, del 12 de diciembre de 1952 (**Annexe 9**).

<sup>1030</sup> Richard L. Kaplan (2002), *op. cit.* ; José Francisco Sánchez (1993), *op. cit.*

plus rapidement que le revenu national (1920-1973)<sup>1031</sup>. A partir des années 1920, l'Etat chilien prend en charge une partie des services de santé, de vieillesse, d'éducation ou du logement, secteurs qui étaient auparavant laissés à la production de la famille. Cela correspond à ce que nous appelé, dans la première partie, le projet de modernisation national-développementaliste, autocentré sur la société et la nation chilienne. Pour donner rapidement plusieurs exemples de ce mouvement, le problème du logement commence d'une part à être traité et la question des *población* reste un champ de lutte entre les mouvements sociaux et l'élite politique chilienne<sup>1032</sup>. D'autre part, un Code sanitaire est promulgué en 1918 et le Code du travail en 1931 tandis que le Service national de santé (SNS) est lancé en 1952. Plusieurs mesures alimentent aussi un régime de prévention sociale : les allocations familiales, les allocations retraites et les indemnités de maternité. Enfin les ouvriers sont incorporés au système de protection sociale et au Service de sécurité sociale (SSS) dans la décennie 1940<sup>1033</sup>. Les pensions d'invalidité, d'ancienneté et les aides relatives au décès dû aux conditions de travail apparaissent en 1952. Si les journalistes jouissent peu à peu d'un statut particulier, ils ne font pas exception et la régulation de leur communauté n'est pas à la marge du mouvement plus général de déploiement et d'expansion de l'Etat social chilien. De nombreuses mesures de protection sociale de cette communauté sont reconnues sur la base de cette identification de l'activité journalistique.

L'article 2 de la loi de 1952 détermine les différentes allocations auxquelles les métiers regroupées à l'article 1 ont droit : retraites (*pensiones de jubilación*)<sup>1034</sup>, caisses de secours (*montepío*)<sup>1035</sup>, assurance vie (*seguro de vida*)<sup>1036</sup> et soins médicaux (*atención medical* dans le texte)<sup>1037</sup> (**Annexe 9**). Elle inclut aussi les allocations familiales (*asignación familiar* dans la loi) à l'article 13 ; des compensations pour le travail nocturne (article 48) et pour l'exposition à des matières et produits toxiques (article 49) ; et un « quota mortuaire ». La loi de 1952 attribue enfin à la Caisse d'employés publics et de journalistes la prise en charge de 50% des allocations familiales des cotisants (article 28), chiffre qui est ramené à 10% par l'article 4 de la loi n°12 880 du 27 mars 1958 (**Annexe 10**)<sup>1038</sup>. La loi de 1958 réajuste aussi les allocations versées à partir d'une évaluation

---

<sup>1031</sup> José Pablo Arellano (1988), *op. cit.*, p. 6.

<sup>1032</sup> Mario Garcés (2002), *op. cit.*

<sup>1033</sup> Entre 1939 et 1955, le nombre de travailleurs couverts par le système de protection sociale chilien passe de 900 000 à 1 600 000. Voir : José Pablo Arellano (1988), *op. cit.*, p. 27.

<sup>1034</sup> Détaillé au paragraphe VIII, entre les articles 51 et 58, inclus. Voir **Annexe 9**.

<sup>1035</sup> Paragraphe XI, articles 61 à 66 (**Annexe 9**).

<sup>1036</sup> Paragraphe X, entre les articles 58 et 60 (**Annexe 9**).

<sup>1037</sup> Paragraphe XII, articles 67 et 68 (**Annexe 9**).

<sup>1038</sup> Cette loi est promulguée par le général Carlos Ibáñez del Campo quelques mois avant la fin de son mandat, et l'élection de Jorge Alessandri, en septembre 1958. Elle intègre par ailleurs à la Caisse d'employés publics et de journalistes, les journalistes travaillant comme conseillers en publicité.

des cotisations proportionnelle au taux d'inflation déterminé dans son article 1 (les cotisations déposées depuis 1942 sont ainsi augmentées de 241% avant d'être reversées, sous forme d'allocations). Enfin, la loi reprend le principe du versement d'un treizième mois de salaire aux journalistes pour chaque année de service, déjà adopté par la loi n°6 192 du 22 février 1938 (**Annexe 11**). On voit donc que l'organisme de prévention sociale est chargé de garantir des conditions de vie décentes aux agents du journalisme tout en les protégeant du risque social.

Pour ce faire, la Caisse dispose de la gestion financière et comptable de ces services (article 5)<sup>1039</sup>. La redistribution engage le financement mutuel des salariés, cotisant à titre individuel, et de chaque entreprise journalistique à titre collectif, mais pas seulement<sup>1040</sup>. La catégorie fiscale d'*imponentes*, soit les « imposés » (ici synonyme d'affiliés), est définie selon deux principes. De façon positive, par leur capacité à cotiser, c'est-à-dire à déposer 5% des sommes fixes gagnées de façon hebdomadaire ou mensuelle (il est bien précisé que peu importe l'origine de ces sommes)<sup>1041</sup>. De façon négative, ceux qui sont dénommés « les collaborateurs ou personnes qui ne jouissent pas d'une rémunération fixe pour leur travail dans les entreprises journalistiques et agences d'information » en sont exclus. Ceux que l'on peut par exemple identifier sous les traits des correspondants de presse ont l'obligation de déposer 5% des sommes reçues, mais la non-conformité au critère de régularité de ces ressources « ne donnent pas aux personnes indiquées la qualité d'*imponentes* ni le droit à aucun bénéfice »<sup>1042</sup>. Pour profiter de ces services, les cotisants intégrés au système de protection professionnelle doivent faire une déclaration de revenus à la Caisse, sous la condition qu'ils perçoivent le salaire minimum chilien<sup>1043</sup>. Ils doivent aussi verser la moitié du montant de leur premier salaire mensuel (ce qui peut être échelonné sur deux quotas). Au cas où les sommes gagnées s'avèrent supérieures à la déclaration, les cotisants déposent la différence entre la somme enregistrée et la somme perçue le premier mois de l'augmentation. Enfin, les salariés disposent de dix ans pour réclamer leurs dûs à

---

<sup>1039</sup> L'attribution de ressources propres à la section « journalisme » de la Caisse date de la loi n°5.539 du 26 décembre 1934. Selon la loi n°10.621 de 1952, les dépenses de gestion de la Caisse ne peuvent excéder 8% de ses ressources (**Annexe 9**).

<sup>1040</sup> Pour le détail, voir l'article 2 de la loi (**Annexe 9**).

<sup>1041</sup> Ces cotisations ont été relevées à 7% des sommes gagnées par le décret à force de loi n°194 du ministère du budget, datant du 7 juillet 1953 (« DFL n°194 de Hacienda, Art. 1 N°1, D.O. 27/07/1953 » dans la marge droite de l'Annexe 2, en face du premier point de l'article 2).

<sup>1042</sup> « Con el 5 % de las sumas que perciban los colaboradores o personas que no gozan de una remuneración fija por su trabajo en las Empresas Periodísticas y Agencias Noticiosas, y con otro 5 % de cargo de estas mismas Empresas. Estas erogaciones no dan a las personas indicadas la calidad de imponentes ni derecho a beneficio alguno », artículo 2 punto 13) de la Ley N°10.621, del 12 de diciembre de 1952 (**Annexe 9**).

<sup>1043</sup> Les salariés de moins de 18 ans qui ont une famille à charge et ne touchent pas le salaire minimum en sont, quant à eux, exemptés. Pour mieux appréhender la tendance générale liée à l'Etat social chilien, il faut noter que le salaire minimum chilien s'étend aux employés du salpêtre en 1931 et aux employés particuliers en 1937.

la Caisse d'employés publics et de journalistes : une fois ce délai dépassé, les fonds sont inclus dans le capital de l'organisme.

La couverture sociale des journalistes s'opère par ailleurs par des mécanismes de solidarité par financements mutuels. Les entreprises doivent remettre 5% du total des sommes déclarées par les salariés. Il faut ajouter à ces cotisations une compensation offerte aux entreprises : la Caisse d'employés publics et de journalistes leur reverse 8,33% des salaires, primes et commissions supplémentaires déclarés par les salariés, une fois les coûts de fonctionnement de cette mesure déduits (article 41)<sup>1044</sup>. Les versements des entreprises journalistiques comprennent enfin les amendes qu'elles ont infligées à leurs employés (sans que ne soient précisés les critères sur lesquels sont attribuées ces sanctions). Le réajustement des versements définis dans la loi n°10 621 est encadré, dans l'article 6, par une hausse de 2,5% des cotisations salariales et patronales. Cet article est d'ailleurs dérogé par la loi n°12 880 du 27 mars 1958 qui impose une augmentation des cotisations à hauteur de 10% du taux préalablement fixé, niveau de cotisation qui est en vigueur durant l'Unité populaire.

Chaque mois, la section reçoit aussi sur le compte que lui ouvre le Trésor public, plusieurs financements : les amendes perçues par le fisc pour abus de publicité (article 2, point 10)<sup>1045</sup> ; l'équivalent de 1% de la somme totale des paris mutuels enregistrés par les hippodromes de la province de Santiago du Chili (par versement direct)<sup>1046</sup> ; 5% de la valeur totale des entrées aux théâtres et aux spectacles de lettres<sup>1047</sup> ; et 6% additionnels sur les rentes imposables des entreprises journalistiques et des agences d'information (article 27)<sup>1048</sup>. Le mécanisme de solidarité s'opérationnalise par l'entremise du fisc chilien qui redistribue les impôts versés par les théâtres et les entreprises journalistiques, et selon un versement direct dans le cas des hippodromes.

---

<sup>1044</sup> Cette disposition est introduite par la loi n°6.192 du 22 février 1938.

<sup>1045</sup> Selon Sergio Contardo Egaña, ce délit est redéfini par la Constitution de 1925 selon quatre catégories : l'encouragement au délit, qui constitue son auteur en complice ; la publication de fausses informations ou de documents altérés ; les atteintes à la morale et aux bonnes mœurs ; les injures et autres calomnies. Voir Sergio Contardo Egaña (1985), "Abusos de Publicidad. Ley y Derecho", *Comunicación y Medios*, n°4, pp. 21-38.

<sup>1046</sup> Cette disposition est introduite par la loi n°5.055 du 12 février 1932 et sa révision par le décret 3541 du ministère des Finances, datant du 3 septembre 1945.

<sup>1047</sup> Défini par l'article 2 de la loi n°5.172 du 2 juin 1933, modifié par l'article 6 de la loi n°6.696 du 2 octobre 1940. Remonter ici aux détails de ces lois complexifierait trop le propos, sans que les éléments considérés n'entrent directement en ligne de compte dans l'autonomisation de la communauté journalistique par la construction juridique d'un statut de couverture social spécifique.

<sup>1048</sup> En vue de la création de la Caisse d'employés publics et de journalistes, le club hippique de Santiago, l'entreprise d'exploitation de l'hippodrome Chili et le Valparaíso Sporting Club sont contraints de reverser de la Caisse d'employés publics et de journalistes 6% de leur rendement de 1952 pour constituer le capital de la section « journalisme », soit 720 000 escudos pour le premier, 560 000 pour le second et 320 000 pour le sporting club portuaire (article 4 et 5). Voir Ley N°10 621, del 12 de diciembre de 1952 (**Annexe 9**).

Il faut également rappeler ici, pour mesurer le caractère contextuel de ce fonctionnement solidaire du système médiatique, que le régime militaire rectifie l'article 27 en 1974, par le décret-loi n°824 (article 5) exemptant les entreprises journalistiques et les agences d'information d'une partie de leurs cotisations patronales à partir de l'année fiscale 1976. A partir de cette date, la couverture sociale perd une partie relativement importante de ses financements, mais surtout elle ne fonctionne plus sur une logique universaliste de prévention. La communauté journalistique connaît alors des conditions de travail qui s'organisent à partir de la rareté des postes (due à la fermeture des media considérés proche de l'Unité populaire par la Junte militaire), dans un contexte d'insécurité intellectuelle et professionnelle (du fait de la censure et à la répression) et à partir d'un mécanisme de cotisation prévention individualiste (générer des revenus stables et garder une capacité individuelle et volontaire d'épargne). Dans ces conditions, les journalistes qui peuvent exercer leur activité durant la dictature multiplient les collaborations et le système médiatique fonctionne à partir de la gestion des flux de sa main d'œuvre. Cette brève incise sur les changements du statut légal des journalistes qu'a introduit la dictature permet de mieux se rendre compte de la spécificité de l'organisation du milieu journalistique pendant les vingt années précédentes : la médiation d'une identité journalistique par l'attribution de caractéristiques statutaires et juridiques renvoie en effet à un gouvernement de la fonction journalistique, et du fonctionnement du milieu correspondant, à partir d'un processus d'intégration professionnelle et d'autonomisation corporatiste.

### (c) Surveiller pour mieux réguler

Entre 1952 et 1973, la régulation statutaire et prévisionnelle de la communauté journalistique, suscitée par des associations corporatistes et reconnue par le pouvoir exécutif au point que celui-ci décide d'intervenir pour la stabiliser, œuvre à l'autonomisation de l'activité journalistique. Cette communauté s'efforce d'exercer un contrôle sur elle-même à partir de mécanismes de solidarité, réglementés par l'Etat chilien mais dont elle obtient l'exercice. Autrement dit, on retrouve ici une logique propre à l'Etat-Providence : en déléguant la régulation du milieu journalistique aux organisations corporatistes, il aide certes à son autonomisation mais dans un mouvement de contrôle plus poussé.

La nomination, par le président de la République chilienne et sur conseil du directoire du Cercle des journalistes de Santiago, de deux de ses membres dans le directoire de la Caisse d'employés publics et de journalistes pour cinq ans, est un des éléments les plus révélateurs de

cette capacité de régulation et de la logique de contrôle qu'elle sous-tend (article 90 et 91<sup>1049</sup>). Il faut d'ailleurs bien souligner que ce système de représentation n'est pas nouveau en 1952 : le principe a été mis en œuvre par l'article 1 de la loi n°7 790 du 4 août 1944. Les représentants de la communauté journalistique ont donc, depuis lors, la possibilité de peser sur les décisions autour d'un système de prévision sociale qui leur est propre, même si le fonctionnement de ce service est confié à un organisme public indépendant du pouvoir exécutif comme de l'organisation corporatiste. Le pouvoir exécutif leur attribue une capacité relative à surveiller les évolutions et la gestion de la communauté journalistique. La transmission de l'enregistrement d'un nouveau titre ou d'une nouvelle entreprise à la Caisse, par le préfet de police de chaque municipalité ou le gouverneur de chaque province<sup>1050</sup>, est tout aussi révélatrice de cette fonction de surveillance (article 40).

En outre, la régulation du milieu journalistique s'appuie sur une série de mécanismes de surveillance attribués à la Caisse d'employés publics et de journalistes. Selon l'article 8 de la loi n°10 621, elle doit être capable de repérer les déclarations erronées ou les cotisations qui lui paraissent infondées et incohérentes. Or la loi lui attribue la capacité d'objecter les salaires déclarés sur la base des résultats financiers de l'entreprise mais aussi de l'évolution historique des salaires attribués à chaque poste par les différents journaux. Cette tâche oblige donc la Caisse d'employés publics et de journalistes à mettre en œuvre un registre des déclarations de salaires et de bénéficiaires effectués, ce qui lui permet de réguler les relations de travail du système médiatique.

Les entreprises journalistiques et leurs employés sont aussi sujets à un encadrement temporel de leurs périodes de versement : dans les cinq premiers jours du mois pour les premières (article 31), durant la première quinzaine pour les seconds (article 26). Ces versements sont soumis, selon un rythme trimestriel, au contrôle d'un inspecteur du travail qui dispose, par la loi, de la capacité à prononcer la clôture de l'entreprise et à demander le recours à la force à ces fins (article 32)<sup>1051</sup>. D'autre part, une surveillance policière s'exerce sur la communauté journalistique, vu que l'Etat demande aux entreprises de lui fournir des données telles que le nom, l'âge, le sexe et le poste occupé par chaque journaliste, lors de la création de l'entreprise (article 34 et 35) comme du recrutement d'un nouvel employé (article 33).

---

<sup>1049</sup> Qui modifie l'article 4 du DFL n° 1 340 du 10 octobre 1930, l'article 11 du DFL n°5 224 du 20 Septembre 1942 et la loi n°7.790 du 4 août 1944, qui introduisaient ce mécanisme de représentation.

<sup>1050</sup> Il y a vingt-cinq provinces au Chili jusqu'en 73.

<sup>1051</sup> Cet article synthétise le contenu de la loi n°5.059 du Ministère du travail chilien, qui date du 3 mars 1932.

Du point de vue de la stricte logique de redistribution, le regard porté sur les profils sociodémographiques des journalistes laisse planer la possibilité d'une gestion de la population du milieu journalistique chilien, dans une action qui entre en cohérence avec les logiques d'administration de l'Etat-Providence chilien en ce temps-là. L'article 47 de la loi n°10 621 en est un bon exemple : est constituée une commission, réglementairement composée de trois conseillers dont « au moins deux doivent être affiliés à la section journalistique [*de la Caisse d'employés publics et de journalistes*] »<sup>1052</sup>, et chargée d'approuver et qualifier les services déclarés qui correspondent au temps travaillé avant le 15 juillet 1925, mais aussi d'évaluer la pénibilité de ces travaux pour pouvoir déterminer les compensations à attribuer aux cotisants pour cette période (article 50). Il s'agit donc par cette capacité de reconnaissance du travail journalistique d'inclure et d'exclure certains profils des droits et devoirs de redistribution. Les modalités et les obligations qu'entraîne la reconnaissance corporatiste du travail journalistique exercé avant 1925 sont précisées dans les articles 44, 45 et 46. Mais les critères sur lesquels se base cette reconnaissance sont laissés à la discrétion de la commission de qualification. D'un point de vue politique, la surveillance du milieu journalistique implique une logique de police sur les lignes éditoriales des journaux, les positions prises par chaque éditorialiste (*columnista*) mais aussi sur l'activité journalistique à proprement parler, soit la domestication du temps de l'actualité par l'agencement de l'espace du journal.

Les logiques de la surveillance du milieu journalistique par lui-même engagent deux types de menaces et de sanctions pour cette population. D'un côté, au sein des relations internes de l'entreprise, le journaliste est soumis à la socialisation et au regard de ses collègues et de sa hiérarchie (rédactionnelle et administrative) au sujet de son travail quotidien de fabrication du journal. L'influence des pairs joue sur les pratiques mêmes de ce processus. Un autre type de surveillance apparaît désormais : la reconnaissance juridique de certaines limites statutaires qu'un journaliste ne peut excéder sous peine d'une amende dont la profession valide la justice et la justesse en planifiant la redistribution de ces fonds. L'article 37 de la loi n°10 621 prévoit ainsi des sanctions financières : contre les journalistes qui ne respecteraient pas un des mécanismes de prévision sociale, 5 000 à 100 000 pesos de contravention, que la Caisse applique elle-même et qui lui sont directement payés<sup>1053</sup>. Pour les entreprises qui seraient coupables de dépôt de données

---

<sup>1052</sup> “Una Comisión compuesta por tres consejeros, de los cuales a lo menos dos tendrán que ser imponentes de la Sección Periodística, deberá practicar la comprobación y calificación de los servicios que se hagan valer por los interesados por el tiempo servido antes del 15 de Julio de 1925 y los reconocimientos a que se refieren los artículos 44 y siguientes. Esta Comisión obrará por delegación del Consejo y sus acuerdos deberán ser aprobados por éste”, artículo 47 de la Ley N°10.621, del 12 de diciembre de 1952 (**Annexe 9**).

<sup>1053</sup> L'article 37 précise que l'amende est doublée en cas de récidive.

erronées, de 15 000 à 500 000 pesos d'amende, versés dans les mêmes conditions (article 38)<sup>1054</sup>. Pour être complet, il faut ajouter que la « loi sur les journalistes, les ateliers du livre et de la photogravure », développe un paragraphe sur « les services de crédit, [les services] d'opérations sur les propriétés et [les services] de secours » (paragraphe 13, articles 69 à 82), un autre sur les « dispositions générales » (paragraphe 14, articles 83 à 91) et un dernier article transitoire (paragraphe 15, articles transitoires 1 à 17) qui ne sont pas commentés ici parce qu'orientés sur les aspects techniques de la redistribution et inutiles au propos (**Annexe 10**).

La surveillance et la gestion du milieu journalistique qu'implique l'extension du droit social aux journalistes et le travail de prévision sociale correspondant, s'ancrent dans la formulation d'une identité professionnelle qui joue sur la reconnaissance et l'attribution légales d'une fonction particulière aux journalistes dans la société chilienne. Cette identité est en jeu dans les mécanismes de juridiction visant à nuancer les effets du marché médiatique sur cette activité et qui définissent la catégorie statutaire de « journaliste » par la caractérisation des institutions dans lesquelles ces agents exercent leur activité, et par un jeu d'inclusion et d'exclusion du système de prévision sociale. L'intégration des journalistes dans un service public de prévision sociale qui réglemente leurs rapports de travail renvoie à un mouvement plus large de développement de l'Etat chilien et son rôle central dans la conduite des hommes, à travers des mécanismes de socialisation. Ce processus joue donc sur la reconnaissance d'une communauté dont l'intégration des membres est articulée à un mécanisme d'identification à partir du régime juridico-politique d'obligations et de contraintes liées au travail salarié.

La surveillance qui s'exerce alors de façon légale et corporatiste sur le milieu journalistique définit des frontières caractéristiques entre l'activité journalistique et les autres activités sociales, tout en reconnaissant l'interdépendance de ces secteurs socioprofessionnels. Par l'article 43 de la loi n°10 621, les journalistes sont par exemple inclus dans un régime de primes d'exception, destiné aux dits « salariés particuliers » par l'article 146 du Code du Travail (tel que modifié par la loi n°9 581 du 3 Mars 1950). Ce statut d'exception attribué à la protection sociale des journalistes confère une particularité statutaire à l'identité journalistique. Le ciblage de la catégorie sociale « journaliste », selon l'objectivation de ses particularismes différentiels par le régime de juridiction

---

<sup>1054</sup> Ces deux articles sont modifiés en 1963, lors d'une réforme du Code du travail chilien. Le *Decreto a fuerza de ley* 238 transforme ces fourchettes de montants fixes en taux de revenu vital, qui vacillent entre 5% du revenu vital et 2 revenus vitaux et demi (dans le cas des journalistes) et de 25% du solde vital à 5 soldes vitaux dans le cas des entreprises journalistiques. Mais, outre ce changement, la logique de sanction reste finalement la même. Est stipulé : "En los artículos 37 y 38 de la ley N°10.621, publicada en el 'Diario Oficial' de 12 de Diciembre de 1952, substitúyese las expresiones 'de ciento a cinco mil pesos' y de 'quinientos a diez mil pesos', respectivamente, por 'del cinco por ciento de un sueldo vital a dos sueldos vitales y medio' y 'del veinticinco por ciento de un sueldo vital a cinco sueldos vitales', respectivamente", DFL 238, 23 juillet 1963.



décrit jusqu'ici, joue donc aussi sur la distinction de ce groupe social, ce qui tend à l'autonomisation du journalisme comme activité sociale et à la reconnaissance de son identité.

Un acte révélateur du besoin de protection de l'activité journalistique du fait de sa conception socialement particulière réside dans la nomination de représentants du Cercle des journalistes de Santiago au directoire de la Caisse d'employés publics et de journalistes. Ces agents du corporatisme journalistique chilien sont invités à participer à la gestion et la régulation de leur secteur d'activités à partir de critères liés aux particularités de cette activité. D'ailleurs, l'acte d'attribution de la prise en charge des journalistes à la Caisse d'employés publics, c'est-à-dire dans le régime des employés de la fonction publique, révèle certainement l'identité conventionnellement politique des journalistes. Les journalistes relèvent de l'organisme et du régime de prévision sociale des salariés qui ont une mission d'ordre *public*. Selon l'article 11 du décret à force de loi n°1 340 du 10 octobre 1930, les employés publics sont définis par leur mécanisme d'embauche, la nomination par une institution publique et par l'origine de leur revenu, qui doivent provenir de cette même institution publique pour laquelle ils travaillent (**Annexe 12**)<sup>1055</sup>. Apparaît d'ailleurs de façon visible, dans cet article du DFL n°1340, l'effort d'expansion de l'administration étatique qui inclut dans le régime des employés publics les salariés des « Caisses de colonisation agricole, du Crédit populaire, du Crédit minier, de l'Institut de crédit industriel ; le personnel des services d'Aide sociale, excluant seulement les employés qui n'exercent pas fonctions permanentes [*majuscules dans l'original*] »<sup>1056</sup>. Sont ajoutés les employés de la *Sociedad de Fomento Fabril* (SOFOFA), de la *Sociedad Nacional de Agricultura* (SNA) et de la *Sociedad Nacional de Minería* (SONAMI), c'est à dire de trois secteurs stratégiques (l'industrie, l'agriculture et le secteur minier) dans le processus de développement capitaliste autocentré de l'Etat chilien<sup>1057</sup>. Outre le flou et la complexité qui résident dans la notion de fonction publique (tantôt étatique, tantôt liée à une idée plus large d'intérêt général), reste que l'inclusion juridico-politique de l'activité journalistique dans le régime de la sphère publique laisse penser qu'elle occupe une

---

<sup>1055</sup> “Estarán sujetos a las disposiciones de la presente ley los empleados que tuvieren nombramientos del Presidente de la República o de otra autoridad competente y se pagaren con fondos del Estado o con las entradas de los servicios públicos en que desempeñen sus funciones”, artículo 1 del DFL N°1.340 del 10 de octubre de 1930.

<sup>1056</sup> Quedan también, en consecuencia, sometidos a las disposiciones de la presente ley los empleados contratados de la Administración Pública; los empleados de los servicios o instituciones independientes del Estado, como las Cajas de Colonización Agrícola, de Crédito Popular, de Crédito Minero, el Instituto de Crédito Industrial; el personal de los servicios de Beneficencia, exceptuándose sólo los empleados que no desempeñen funciones permanentes. Los empleados de la Sociedad de Fomento Fabril, Nacional de Agricultura y Nacional de Minería quedarán igualmente afectos al régimen de esta ley”, artículo 1 del DFL N°1.340 del 10 de octubre de 1930. L'article ajoute ici toute une série de statuts exclus de ce type de prévention. Il n'est pas ici nécessaire de les détailler (**voir Annexe 12**).

<sup>1057</sup> Sur cette option politique autour de laquelle les élites chiliennes ont un accord implicite (avec ses limites) et la participation de toute une série de savoirs à cette logique de gouvernement de la population chilienne, voir le chapitre 1.

fonction nécessaire au bon fonctionnement de la république chilienne. Le caractère décisif de ce rôle est d'ailleurs protégé par des exemptions d'impôts, ce qui garantit aux entreprises journalistiques de plus grands profits et donc le moyen de subsister plus facilement sur le marché médiatique et culturel chilien. Selon l'article 42 de la loi n°10 621, elles sont dispensées des impôts qui financent le fonctionnement du Conseil supérieur de défense nationale<sup>1058</sup> ; des impôts sur l'importation, et la production ou sur le chiffre d'affaires<sup>1059</sup> ; et des mesures de capitalisation des profits extraordinaires<sup>1060</sup>.

Le processus de législation sur la protection sociale des journalistes s'appuie sur l'opération de gestion des entrants et des sortants de la communauté, et de surveillance du fonctionnement de cette communauté. Si on a pu se rendre compte que l'appartenance à une communauté de desseins s'articule aux traits fonctionnels d'une activité qui agit pour la défense du bien public, c'est sur la base du rapport au temps et à la périodicité de la diffusion de l'information, par sa mise en forme, que ce travail se fonde. Si la communauté n'est pas encore fermée, ceux qui sont reconnus comme ses agents, et donc protégés socialement face aux différents risques, sont les agents de ce travail d'organisation et de diffusion du temps de l'actualité.

Les logiques qu'engage cette première étape du travail de mobilisation et de revendication d'un statut spécifique s'appuient sur la reconnaissance et la légitimation juridique d'une identité sociale particulière aux journalistes, validée et soutenue par l'Etat social chilien. En soutenant l'autonomisation du milieu journalistique par des mécanismes de prévention, de protection mais aussi en attribuant la surveillance de la communauté aux journalistes eux-mêmes (leur attribuant une fonction de police), l'Etat chilien inclut les journalistes dans sa politique de socialisation qui resserre le contrôle exercé sur la communauté tout en la reconnaissant. C'est sur ces bases que, dans les années qui suivent, et au moins jusqu'en 1973, l'identité journalistique va continuer à se consolider, notamment avec le projet puis la formalisation d'un *Colegio de los periodistas de Chile*.

---

<sup>1058</sup> Fixés par la loi n°7 144 du 5 janvier 1942, sur la création du Conseil supérieur de défense nationale.

<sup>1059</sup> Fixés par le décret n° 2 772 du 18 août 1943.

<sup>1060</sup> Arrêtées par le Titre III de la loi n°7747, du 24 décembre 1943.

## B) *Le Colegio de Periodistas de Chile : une sécurisation du milieu journalistique par la politique de socialisation de l'Etat chilien*

Outre l'empreinte qu'a laissée le Cercle des journalistes de Santiago, les journalistes chiliens reconnaissent bien volontiers *a posteriori* l'importance du Collège des journalistes à partir des années 1960. L'organisation s'insère d'abord dans un contexte de gouvernement de la population chilienne qui privilégie la consolidation des secteurs professionnels comme levier d'action de son administration à partir d'instruments scientifiques (1). L'attachement des agents journalistiques au *Colegio de periodistas* se construit alors sur la régulation de l'identité journalistique que met en œuvre l'organisation. Appartenir au Collège des journalistes, c'est désormais être journaliste. Cet « être » corporatiste apparaît toujours, dans les récits mémoriels des journalistes chiliens, sous les traits d'une transition entre journalisme instinctif et journalisme professionnel (2).

### 1. La création du *Colegio* : la logique de gouvernement des identités à partir d'une expertise sectorielle

La gestion du milieu journalistique prend un nouveau tournant avec la loi n°12 045, publiée le 11 juillet 1956<sup>1061</sup> par le ministère chilien de la Justice, qui crée le *Colegio de periodistas de Chile* (**Annexe 13**)<sup>1062</sup>. Ce nouvel encadrement législatif du corporatisme journalistique chilien est promulgué à peine quatre ans après la loi n°10 621, sous la seconde législature du général Carlos Ibáñez del Campo<sup>1063</sup>. Il semble donc y avoir une volonté étatique de poursuivre le mouvement d'autonomisation du système de gestion corporatiste du journalisme à cette date au Chili. Surtout, cette seconde étape de l'organisation corporatiste des journalistes chiliens montre qu'en reconnaissant les statuts du *gremio*, l'Etat social chilien décide d'articuler son intervention à travers cette corporation selon la logique de gouvernement des identités propre à l'époque. On peut une nouvelle fois faire les liens avec les analyses du néo-institutionnalisme historique, et notamment

---

<sup>1061</sup> En référence à la promulgation de cette loi, le 11 juillet a été désigné « Jour des journalistes » au Chili. Cette journée est toujours fêtée aujourd'hui.

<sup>1062</sup> Le premier Collège de journalistes sur le continent latino-américain émerge à Cuba en 1942. Le journaliste argentin Ricardo E. Trotti (et coordinateur du programme de liberté d'expression de la Société interaméricaine de presse) affirme, en 1994, que ce Collège des journalistes a servi d'exemple aux différents organismes qui ont vu le jour en Amérique latine. Voir Ricardo E. Trotti (1994), *op. cit.*

<sup>1063</sup> Carlos Ibáñez del Campo avait déjà été président de la République chilienne entre 1927 et 1931, suite au Mouvement militaire et la Révolution de sable, qui regroupait des gradés antiparlementaristes venus demander des comptes à Arturo Alessandri en 1926. Voir René Millar Carvacho (1974), "Significaciones y Antecedentes del Movimiento Militar de 1924", *Historia*, n°11, pp. 7-102.

de Theda Skocpol qui voit une logique similaire dans l'appui trouvé par l'Etat fédéral étasunien dans la nébuleuse associative de cette société<sup>1064</sup>.

Pour entrer dans la question depuis le niveau macro-politique, il est possible de trouver une première explication dans la proximité de Carlos Ibáñez del Campo avec Darío Sainte-Marie, le directeur de *La Nación*, dont le frère est ministre des Affaires étrangères sous le même gouvernement. Dans son article journalistique sur la figure de Darío Sainte-Marie, Francisca Skonic explique ainsi qu'au début du mandat, les deux hommes entretiennent d'étroites relations, à une fréquence quotidienne, et que le directeur de presse appuie le gouvernement en place par des invectives antiparlementaristes en une du quotidien qu'il dirige :

« Il [*Darío Sainte-Marie*] se réunissait quotidiennement avec le président Ibáñez et il faisait ensuite des titres caustiques qui le rendraient très bientôt célèbre. Comme celui en grandes lettres qui a dénoncé des 'contrebandiers et des coffres forts', les parlementaires surpris en train d'apporter des articles importés depuis le port d'Arica alors zone franche. La une [*de La Nación*] comportait, entre autres, la photo du sénateur Salvador Allende. Cette une a motivé l'une des nombreuses ruptures entre les deux hommes [*Allende et Sainte-Marie*] »<sup>1065</sup>.

En 1954, le général Ibáñez accepte la proposition du directeur de *La Nación*, qui souhaite créer un nouveau journal du soir. C'est l'acte de naissance de *Clarín*<sup>1066</sup>, dont la propriété est d'abord partagée entre les deux hommes, via l'actionnariat de l'épouse du président chilien. Les parts de la famille Ibáñez sont finalement rachetées par Darío Sainte-Marie en 1961<sup>1067</sup>. L'amitié entre ces deux personnages, qui concentrent une partie du pouvoir politique et médiatique du Chili des années 1950, pourrait certainement expliquer une préoccupation particulière de Carlos Ibáñez pour les conditions d'exercice du journalisme. D'autant qu'on pourrait faire l'hypothèse d'un calcul politique qui consiste, pour un président souvent taxé de populiste<sup>1068</sup>, à prendre soin de ceux qui véhiculent ses idées dans leurs écrits quotidiens. Mais nous n'avons pas retrouvé de trace d'un quelconque souci de Darío Sainte-Marie à propos de la réglementation ou la régulation

---

<sup>1064</sup> Theda Skocpol (2003), *Diminished Democracy: From Membership to Management in American Civic Life*, Norman (OK, USA): University of Oklahoma Press.

<sup>1065</sup> «Diariamente se reunía [*Darío Sainte-Marie*] con el presidente Ibáñez y luego hacía punzantes titulares que muy pronto lo harían famoso. Como aquel que en grandes letras denunció como "contrabandistas y maleteros" a los parlamentarios sorprendidos trayendo artículos importados desde el entonces puerto libre de Arica. La portada [*de la Nación*] llevaba, entre otras, la foto del senador Salvador Allende. Esa portada motivó uno de los tantos quiebres entre ambos [*Allende y Sainte-Marie*]» in Francisca Skoknic (2008), "La vida al límite de Darío Sainte-Marie, creador de Clarín", mise en ligne le 30 avril 2008 sur <http://ciperchile.cl/2008/04/30/la-vida-al-limite-del-creador-de-clarin/> (consulté le 3 mai 2008).

<sup>1066</sup> Le nom « Le Clairon » fait référence à une publication que font certains artisans chiliens en 1844.

<sup>1067</sup> Acheté par Víctor Pey en 1971, le tabloïd soutient officiellement Salvador Allende à partir de cette date.

<sup>1068</sup> Joaquín Fernández Abara (2007), *El Ibañismo (1937-1952): Un Caso de Populismo en la Política Chilena*, Santiago: Instituto de Historia, Pontificia Universidad Católica de Chile.

corporatiste du journalisme chilien pour appuyer cette piste d'argumentation qui s'avère trop incertaine.

Une deuxième piste peut être explorée dans la foulée de la massification des systèmes médiatique et politique chiliens initiée depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle et correspondant au déploiement de l'Etat social<sup>1069</sup>. Ce processus d'inclusion des classes moyennes et populaires comme sujets politiques, médiatiques et culturels s'incarne dans le changement de conception de l'opinion publique, à partir de cette époque. Si jusqu'au début XX<sup>e</sup> siècle, l'artefact de l'opinion publique<sup>1070</sup> correspond à une communauté élitiste et relativement homogène dont les opinions ont une influence directe sur la gestion des affaires de l'Etat chilien, il opère désormais à partir d'une estimation méthodique mise en œuvre par des enquêtes quantitatives effectuées selon la logique de la représentativité. Pour représenter une société massifiée, les nouveaux professionnels des sciences sociales en construisent une portion sur des critères d'échantillonnage prédéterminés, ce qui leur donne une légitimité « scientifique » pour généraliser les conclusions de l'enquête<sup>1071</sup>. Le problème de la régulation du milieu journalistique intervient donc dans un contexte où l'Etat chilien accélère la scientification de son gouvernement et utilise les identités sociales des masses, qu'il définit notamment par les enquêtes d'opinion publique, pour mener sa conduite des hommes et de la population en son ensemble (**Encadré n°5.2**).

Encadré n° 5.2 : Le développement de la technique des sondages au Chili

Une utilisation standardisée et généralisée des techniques de sondages semble émerger à la fin des années 1940 au Chili. Généralement, les auteurs qui ont travaillé la question identifient l'année 1947 comme point de départ de ces enquêtes et les associent à la figure du sociologue de l'Université du Chili, Eduardo Hamuy<sup>1072</sup>, ou à celle de Renato Poblete<sup>1073</sup>. Rodrigo Cordero souligne toutefois que déjà, dans les années 1920, certaines revues ébauchent des instruments qui s'apparentent à des sondages, sous la « forme d'enquêtes informelles dont la valeur résidait dans l'usage rhétorique et l'incorporation du public dans la construction des nouvelles »<sup>1074</sup>. Le

<sup>1069</sup> Se référer à Carlos Ossandón Buljevic (2002), *op. cit.*, ou Eduardo Santa Cruz (1998), *op. cit.*

<sup>1070</sup> Pierre Bourdieu (1972), « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, n°318, janvier 1973, pp. 1292-1309. Pour des lectures dont le résultat est convergent mais selon des méthodes et des ancrages disciplinaires différents, voir : Roland Barthes (1970), *S/Z*, Paris : Seuil ; Jean Baudrillard (1970), *La société de consommation*, Paris : Gallimard, « Idées ».

<sup>1071</sup> Selon une méthode probabiliste, d'après Rodrigo Cordero (2009), *op. cit.*

<sup>1072</sup> Eduardo Hamuy est souvent considéré comme le passeur et l'agent d'opérationnalisation de la sociologie scientifique, comme cela a été déjà été souligné auparavant (voir chapitre 1) et de la technique d'enquête des sondages (*polls*) au Chili. Se référer à : José Joaquín Brunner (1986), *op. cit.* ; Rodrigo Cordero (2009), *Ibid.* ; Alicia Frohman (1993), *op. cit.* ; Edmundo F. Fuenzalida (1983), *op. cit.* ; Manuel Antonio Garretón (2005), *op. cit.*

<sup>1073</sup> Rodrigo Calderón & Gonzalo Tapia (2009), « Sumando opiniones. La Evolución de la Industria de la Opinión Pública en Chile » in María Braun & Cecilia Straw [ed.], *Opinión pública: una mirada desde América Latina*, Buenos Aires: Emecé, pp. 68-89.

<sup>1074</sup> « (...) Encuestas informales, cuyo valor residía en su uso retorico y la incorporación del público en la construcción de las noticias y no en su precisión ideológica » in *Ibid.*, p. 73.

politiste cite ainsi quatre exemples : l'enquête sur la santé publique menée par *Zig-Zag* en 1917<sup>1075</sup> ; l'enquête par courrier de la même revue qui sonde l'avis de quatre mille chiliens sur leur perception des poètes nationaux, menée entre décembre 1917 et février 1918<sup>1076</sup> ; le sondage de la revue *La Mujer Nueva* sur la qualité de vie de ses lectrices, situées dans la population ouvrière<sup>1077</sup> ; et enfin la revue *Vea* qui met en place trois sondages entre 1930 et 1940<sup>1078</sup>. Ces media commencent donc à produire par eux-mêmes des données sur la société et son « opinion », au-delà de leur propre opinion éditoriale et des déclarations d'une élite très restreinte.

Les sondages sont ensuite mis en œuvre par l'Eglise catholique (pour cerner les croyances et les pratiques religieuses de la population)<sup>1079</sup>, mais aussi dans le champ de l'assistance sociale. Selon un schéma classique qui articule le développement de services étatiques de sécurité sociale, la rationalisation des pratiques étatiques et de la professionnalisation des sciences sociales, l'opinion publique chilienne devient donc sondagière<sup>1080</sup>. Et la fabrication de cette opinion publique sondagière s'intensifie dès la fin des années 1950 : l'étude de Drapkin sur la perception de la criminalité ou celle d'Eduardo Hamuy, Daniel Sacedo et Oscar Sepúlveda sur l'impact du premier lancement mondial de satellite dans l'espace, datant toutes deux de 1958, sont d'ailleurs celles qui ont marqué la mémoire sur cette activité de quantification du monde social<sup>1081</sup>. Le programme d'enquêtes publiques du Département de sociologie de l'Université du Chili, largement influencé par le courant fonctionnaliste étasunien, est aussi reconnu pour sa durée (il fait 40 sondages jusqu'en 1973)<sup>1082</sup>. A la même époque, les premiers instruments de prévision électorale sont lancés par Eduardo Hamuy : le sondage gagne alors, au Chili, un caractère prédictif.

La croissance accélérée des enquêtes publiques, leur utilisation diversifiée et la multiplication des producteurs, des distributeurs, des analystes et des audiences constatées par Rodrigo Cordero ou César Aguiar<sup>1083</sup> laissent alors penser que les techniques de sondages sont très vite validées sur le plan de la méthode, légitimées sur le plan politique et utilisées comme des instruments de gouvernement. Rodrigo Cordero l'affirme en tous cas : « En effet ces sondages sont devenus de nouvelles 'technologies de gouvernement' qui redéfinissent les territoires et les formes d'action et d'intervention politique, mais qui, en même temps, contribuent à transformer les

---

<sup>1075</sup> Les journalistes se sont apparemment rendus dans cinq hôpitaux pour interroger les fonctionnaires et les patients.

<sup>1076</sup> Qui déclenche la première polémique publique sur la transparence et la validité des résultats d'un sondage. La revue va jusqu'à publier en février 1918 les résultats certifiés par un acte notarial. Voir *Ibid.*, p. 73.

<sup>1077</sup> Dont les résultats sont jugés « peu fiables » par l'auteur. *Ibid.*, p. 74.

<sup>1078</sup> Les thématiques de ces sondages sont : « Le dimanche idéal pour un ouvrier chilien », « Les hommes politiques qui ont le plus de futur » (traduction littérale), et « Le projet de loi sur les droits politiques des femmes ».

<sup>1079</sup> Appuyée par le belge Roger Vekermans, fondateur du Centre d'études sociologiques de la *Pontificia Universidad Católica* de Santiago de Chile, et qui accueille les figures supposément fondatrices des études communicationnelles, notamment Armand Mattelart (chapitre 1).

<sup>1080</sup> Voir Rodrigo Cordero (2009), *op. cit.*

<sup>1081</sup> Eduardo Hamuy, Daniel Salcedo & Oscar Sepúlveda (1958), *El primer satélite artificial: sus efectos en la opinión pública*, Santiago Universitaria.

<sup>1082</sup> Qui inclut systématiquement une question sur l'efficacité de l'action gouvernementale.

<sup>1083</sup> Cesar Aguiar (2009), « Apuntes para una Historia de la Opinión Pública en América Latina » in Rodrigo Cordero (2009), *op. cit.*, pp. 29-68.

significations, la rationalité et les dynamiques propres de gouvernements »<sup>1084</sup>. Les comportements, opinions et pratiques de la population chilienne sont donc soumis à une fiction quantitative qui fonctionne comme une preuve des tendances, des inclinations, des rejets et des états d'esprits citoyens et qui nourrit la gouvernementalité chilienne des hommes et de la population<sup>1085</sup>. Émerge par exemple une pratique politique d'utilisation des enquêtes dans la conduite des affaires, au sens le plus restreint du jeu de conquête et d'exercice du pouvoir étatique. Selon Rodrigo Cordero, le président Jorge Alessandri s'est par exemple appuyé, durant son mandat, sur le travail de sondages d'une entreprise de conseil proche du Parti national, *Salas y Reyes*, sans en publier les résultats (1958-1964)<sup>1086</sup>. Cet usage des sondages dans l'action gouvernementale et la fonction de prédiction dont ils se dotent se systématisent sous la présidence démocrate-chrétienne d'Eduardo Frei Montalva, et restent très utilisés sous le gouvernement de Salvador Allende (voir chapitre 1). Toutefois, les enquêtes d'opinion publique ne prennent généralement en compte que l'opinion des habitants de la capitale et des villes les plus importantes du pays (Valparaíso et Concepción). Au-delà de cette limite, l'important est donc que l'opinion publique devient, petit à petit, entre 1920 et 1958, la figure convoquée pour motiver l'action publique, « un opérateur discursif au service de certaines stratégies de persuasion, intervenant comme simulacre des gouvernés, construit pour les faire assumer certaines convictions et ainsi modeler leurs comportements »<sup>1087</sup>.

Or cette logique de gouvernement correspond à un moment particulier de l'histoire chilienne, construit comme un « état de compromis » par l'école fonctionnaliste<sup>1088</sup>, et est décrite par la capacité de coagulation des demandes sociales, par une médiation politique basée sur la représentation. Cet « état de compromis », qui articule les extrêmes politiques par le consensus de l'absorption des demandes sociales, caractérise une bonne partie des années 1940, 1950 et 1960 (jusqu'à l'accès au pouvoir du Parti démocrate-chrétien en 1964). Si on peut mettre en doute une lecture trop institutionnelle et structurale, la consolidation des techniques de sondages comme instruments de gouvernement à ce moment précis de l'histoire chilienne est un indice beaucoup plus fécond : le système communicationnel et les enquêtes d'opinion opèrent alors, et pour reprendre les mots de Giselle Munizaga et Anny Rivera,

<sup>1084</sup> “En efecto esos sondeos han devenido nuevas “tecnologías de gobierno” que redefinen territorios y formas de acción e intervención política, pero que, al mismo tiempo, contribuyen a transformar los significados, la racionalidad y las dinámicas propias de gobiernos” in Rodrigo Cordero (2009), “Dígalo con Números: la Industria de la Opinión Pública en Chile” in Rodrigo Cordero [ed.], *La Sociedad de la opinión: reflexiones sobre encuestas y cambio político en democracia*, Santiago de Chile: Ediciones Universidad Diego Portales, p. 69.

<sup>1085</sup> Rodrigo Cordero illustre d'ailleurs très bien son analyse avec deux cas qui mettent en scène des enquêtes ayant trait aux conditions de vie de la population ouvrière et paysanne chilienne d'une part, et à la salubrité publique d'autre part. Or ce second programme, mené par une institution proche de l'Université du Chili, le Service national de salubrité, est commandé au moment où se joue l'émergence d'une conception de la santé comme droit de la population qui débouche sur la consolidation de l'idée de santé publique. Voir Rodrigo Cordero (2009), *op. cit.*

<sup>1086</sup> Note de bas de page numéro 9 in *Ibid.*

<sup>1087</sup> Carlos Ossa Swears (2004), “El Vocerío arrogante”, *Comunicación y Medios*, n°15: “La Comunicación política”, pp. 57-65. On retrouve ici les recherches de Caroline Ollivier-Yaniv sur le gouvernement par la communication. Voir : Caroline Ollivier-Yaniv (2010), « Les travaux sur discours politiques, propagande, communication, manipulation depuis trente ans », *Mots – Les langages du politique*, n°94, « Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010) », pp. 31-37.

<sup>1088</sup> On peut lire avec intérêt : Alfredo Jocelyn-Holt (1999), *op. cit.* ; Manuel Antonio Garretón (1983), *op. cit.* ; Arturo Valenzuela (1989), *op. cit.*

comme « un tableau de signaux qui servait à lire la température sociale et à déchiffrer le jeu de forces, en permettant de diagnostiquer les ajustements nécessaires »<sup>1089</sup>.

C'est donc dans une étape souvent décrite sous le sceau du populisme et de l'antiparlementarisme que ce nouvel affinage des techniques de gouvernement a paradoxalement lieu<sup>1090</sup>. Il est d'ailleurs intéressant de relever une phrase prononcée par le général Carlos Ibáñez del Campo, le 28 janvier 1942, lors d'un rassemblement public préparé par son équipe de campagne (pour des élections qu'il perd finalement) et dénommé « Le défilé de la patrie » : « J'aurai seulement l'obligation sacrée de former un gouvernement avec les hommes les plus capables de tous les secteurs qui m'accompagnent »<sup>1091</sup>. Plusieurs éléments de cette locution renvoient au changement évoqué : la mise en scène de la transcendance politique à l'origine du programme d'action de Carlos Ibáñez del Campo ; la référence aux capacités des futurs collaborateurs du gouvernement (leur connaissance de leur domaine d'action) ; le fait que cette expertise<sup>1092</sup> soit ancrée dans une identité sectorielle, ce qui converge ici directement avec le raisonnement sur la définition légale d'une régulation du milieu journalistique qui lui attribue, dans le même mouvement, une identité sociale particulière.

La fondation du *Colegio de Periodistas* se fait selon cette logique d'expertise sectorielle. Proposé officiellement en 1948 au Congrès des journalistes d'Arica, le *Colegio* émerge huit ans plus tard à

---

<sup>1089</sup> « (...) Un panel de señales que servía para leer la temperatura social y para descifrar el juego de fuerzas, permitiendo diagnosticar los ajustes necesarios » Giselle Munizaga & Anny Rivera (1983), *La investigación en comunicación social en Chile*, Santiago de Chile, Centro de Estudios y Promoción de Desarrollo, p. 8.

<sup>1090</sup> L'historiographie qualifie le général Carlos Ibáñez de volatil et d'éclectique sur le plan idéologique ; de critique envers la professionnalisation de la politique, le système partisan et la démocratie libérale ; de pragmatique. Cette posture ferait du Général le digne héritier de la figure de Diego Portales et de son régime. Que cette hypothèse soit juste ou non, peu importe, elle ouvre une piste qu'il n'est pas question de développer ici mais qui mérite l'attention : si émergent les premiers indices d'une gouvernementalisation de l'Etat chilien sous Portales, et que sont mis en œuvre de manière récurrente des instruments affinés de cette même gouvernementalité durant les deux périodes de pouvoir de Carlos Ibáñez del Campo, alors ce serait durant ces crises anti-parlementaires et autoritaires que la gouvernementalité chilienne se serait consolidée. Or les récents travaux sur la dictature du général Pinochet y détectent un fort réajustement dans la conduite des hommes et des affaires, selon une logique qualifiée de « néolibérale ». Là encore c'est une période autoritaire qui semble affirmer les changements de gouvernementalité, modifications validées et défendues par les gouvernements de la Concertación. Voir Juan Pablo Arancibia (2011), *op. cit.* ; Marcos García de la Huerta (2009), « La lectura foucaultiana del neoliberalismo », *RIFP*, n°33, pp. 145-156. Dans une perspective certainement moins marquée par la lecture de Michel Foucault, mais qui converge, à partir de son arsenal théorique autre : Juan Carlos Gómez Leyon (2012), *Política, Democracia y Ciudadanía en una sociedad neoliberal (Chile : 1990-2010)*, Santiago de Chile : Editorial ARCIS, CLACSO Coediciones.

<sup>1091</sup> « Tendré sólo la sagrada obligación de formar un gobierno con los hombres más capaces de todos los sectores que me acompañan », Carlos Ibáñez del Campo, « Discurso en el « Desfile de la Patria », 28 de enero de 1942.

<sup>1092</sup> Le mot est anachronique ici mais permet une certaine efficacité à la lecture. Il faut ici faire un parallèle, pour poursuivre l'ouverture amorcée autour de la consolidation de la gouvernementalité politique durant les épisodes autoritaires au Chili. On voit une correspondance entre ce discours de la « capacité » énoncé par le général Ibáñez del Campo et les déclarations de Sebastián Piñera lors de son arrivée au pouvoir en 2010, qui correspond au retour de la droite chilienne à la tête de l'Etat depuis la chute de la dictature du général Augusto Pinochet : lors de l'annonce de la composition de son gouvernement le nouveau président chilien parle de « gouvernement des meilleurs ».



force des efforts de la génération qui avait œuvré à la reconnaissance de la spécificité de l'activité journalistique par une formation universitaire<sup>1093</sup> et qui avait par ailleurs transformé le Cercle des journalistes de Santiago en une association orientée vers un travail corporatiste.

Le mode de représentation du Collège lie aussi organiquement les deux instances puisque, comme en témoigne Maura Brescia del Val dans son texte sur la presse chilienne dans les années 1950 : « le nouveau regroupement [*le Collège des journalistes*] élit son premier conseil national, par le vote direct de tous les inscrits sur le registre du Cercle des journalistes de Santiago »<sup>1094</sup>, avant de constituer ses propres registres d'inscription. Au titre du « transfert » entre les deux organisations, on trouve leur figure (re)fondatrice mais également l'équipe qui l'entoure. Reconnu par la mémoire journalistique chilienne sous les traits du catalyseur du processus de regroupement et de consolidation corporatiste, Juan Emilio Pacull devient ainsi le président du premier conseil national du Collège des journalistes du Chili<sup>1095</sup>.

Au-delà de cette figure qui synthétise à elle seule le mouvement corporatiste des années 1950, c'est la détermination et les efforts concédés par ce groupe (que nous avons déjà cité en introduction de ce chapitre et dans le précédent) qui retiennent l'attention. Dans un entretien, Ernesto Carmona vante par exemple l'obstination dont ont fait preuve Juan Emilio Pacull et les promoteurs du corporatisme journalistique chilien : « Et ensuite ce même groupe a fondé le Collège des journalistes avec beaucoup de créativité, de ténacité, et surtout en ces temps où il n'y avait pas tant d'argent, non ? »<sup>1096</sup>. Le journaliste et dirigeant actuel du Cercle des journalistes de Santiago, Hernán Miranda décrit aussi l'opiniâtreté sous-jacente à la formalisation du Collège des journalistes du Chili et la volonté collective d'une communauté en gestation : « Pour beaucoup de journalistes chiliens, l'objectif prioritaire était de compter sur un collège professionnel qui régule

---

<sup>1093</sup> Si ce témoignage manque de clarté *a posteriori*, la loi du 11 juillet 1956 qui formalise le fonctionnement du *Colegio de periodistas de Chile* atteste de l'intrication des deux démarches (la formation universitaire au journalisme qui débute en 1953 et l'institutionnalisation d'organismes corporatistes en la matière). Ainsi, selon l'article 34 de la loi n°12 045, « les amendes qu'attribue la communauté à ses membres sont allouées à un fonds commun destiné aux Ecoles de journalisme ». Traduction personnelle de : « Las multas a que se refiere la presente ley irán a un fondo común, y beneficiarán, a prorrata, a las Escuelas de Periodismo establecidas legalmente », Artículo 34 de la Ley N°12.045 del Ministerio de la Justicia sobre el Colegio de periodistas de Chile, 11 de julio de 1956.

<sup>1094</sup> « La nueva agrupación elige, por votación directa de todos los inscritos en los registros del Círculo de Periodistas de Santiago, el Primer Consejo Nacional » in Maura Brescia del Val (1996), « Prensa y Reportero en los años 50/70 », *op. cit.*

<sup>1095</sup> Voici l'organigramme de ce premier Conseil national selon Maura Brescia : « Alex Várela, secretario general; Ramón Cortez, Jenaro Medina, Francisco Neira, Enrique Pascal, Raúl Gallardo, Nicolás Velasco y Juan Honorato, consejeros » in Maura Brescia (1996), *Ibid.*

<sup>1096</sup> « Y luego este mismo grupo fundó el Colegio de periodistas con mucha creatividad, tenacidad, sobretudo en tiempos que no había tanto dinero, ¿no? », entretien avec Ernesto Carmona, à son domicile, 24 mars 2009.

l'exercice de l'activité tout comme le faisaient les collèges professionnels de médecins, d'avocats ou d'ingénieurs »<sup>1097</sup>.

Or on retrouve l'articulation entre la spécificité sociale de l'activité journalistique et les logiques de surveillance qu'elle implique dans un ouvrage d'Alfonso Valdebenito publié en 1956 (soit l'année même où le Collège des journalistes est institué par la loi n°12 045) et soutenu au niveau éditorial par une autre instance corporatiste (le Cercle des journalistes de Santiago du Chili) :

« L'association des journalistes, en plus des fins auxquelles nous nous sommes référés antérieurement, doit avoir pour objet, vu la nature très spéciale des activités qu'ils développent, le contrôle et la juridiction de ces activités de façon que soit garantie sa correction de la même manière que celle des personnes qui l'exercent.

La profession de journaliste, comme celle d'avocat et bien d'autres, a besoin d'une surveillance constante et effective qui doit être exécutée par un organisme qui est doté du pouvoir et des facultés nécessaires pour maintenir la discipline et veiller à l'éthique et la dignité professionnelles (...) »<sup>1098</sup>.

Le registre de vocabulaire utilisé par Alfonso Valdebenito fait largement référence à ce travail de régulation corporatiste : dans l'ordre d'apparition, l'usage concerté des termes « contrôle », « juridiction », « correction », « surveillance constante et effective », « discipline », « veiller » ou « éthique » justifie notre interrogation. Le fait même que l'historien-journaliste fasse directement référence à l'idée d'éthique est fondamental, en ce qu'il permet de faire le lien entre la régulation de la communauté (et de chaque journaliste qui y appartient), et l'attribution d'une identité distincte, « une image collective et la position sociale que revendiquent les journalistes »<sup>1099</sup>.

Dans cet extrait, le journaliste, qui se fait pour l'occasion historien, légitime par ailleurs l'existence des organismes corporatistes et leur travail de surveillance en affirmant la spécificité de l'activité journalistique dans un régime démocratique. On voit donc d'ores et déjà apparaître la façon dont la mobilisation des journalistes et leur activité de légitimation d'une spécificité sociale sont intriqués dans leurs revendications et aspirations de cette époque. Les desseins de

---

<sup>1097</sup> «Para muchos periodistas chilenos el objetivo prioritario era contar con un colegio profesional que regulara el ejercicio de la actividad al igual como lo hacían los colegios profesionales de médicos, abogados o ingenieros” in Hernán Miranda (2007), *op. cit.*, p. 106.

<sup>1098</sup> «La asociación de los periodistas, además de los fines a que nos hemos referido anteriormente, debe tener por objeto, dada la naturaleza especialísima de las actividades que desarrollan, el control y fiscalización de dichas actividades de modo que se garantice su corrección como asimismo la de las personas que las ejercen.

La profesión de periodista, como la de abogado y muchas otras, necesita de una supervigilancia constante y efectiva que debe ser ejercida por un organismo que esté dotado del poder y de las facultades necesarias para mantener la disciplina y velar por la ética y la dignidad profesionales (...)” in Alfonso Valdebenito (éd.) (1956), *Historia del Periodismo Chileno (1812-1955)*, Santiago de Chile: Círculo de Periodistas de Santiago de Chile, 2ª edición, p. 180.

<sup>1099</sup> Arnaud Mercier (1994), *op. cit.*, p. 219.

reconnaissance d'une particularité du journalisme s'entrevoient un peu plus lorsque l'historien-journaliste introduit une référence explicite à Emile Durkheim et à sa définition de la corporation comme institution : « (...) comme l'a dit l'essayiste [*sic*] français Durkheim, 'pour qu'une morale et un droit professionnel puissent s'établir dans les diverses conditions économiques, il est nécessaire que la corporation, au lieu d'être une somme confuse et sans unité, devienne un groupe défini et organisé, c'est-à-dire, une institution publique' »<sup>1100</sup>.

Cette approche sectorielle et structurelle renvoie aux caractéristiques de l'époque où le *Colegio de periodistas* est reconnu. Dans une étude, fortement inspirée de l'institutionnalisme, qui porte sur le second gouvernement de Carlos Ibáñez del Campo, Tomás Moulian souligne que les projets idéologiques qui se succèdent entre 1952 et 1973<sup>1101</sup> reposent tous sur un socle commun : « l'idée d'une crise due à la stagnation de l'industrialisation, dont la solution résidait dans des réformes structurelles »<sup>1102</sup>. Il semble donc qu'à partir des années 1950, le problème de la presse et des moyens de communication ne se pose pas seulement depuis la question des effets idéologiques sur la société chilienne (comme le laissent entendre les principales études communicationnelles sur le cas de l'Unité populaire) mais aussi à partir du processus d'intervention étatique sur l'activité journalistique, sur demande des journalistes eux-mêmes. Deux logiques convergent ici : d'une part la logique gouvernementale qui consiste à administrer le pouvoir selon une perspective sectorielle et professionnelle ; une logique corporatiste qui voit dans cette intervention la reconnaissance d'une spécificité au travail journalistique. En marge du contrôle de l'influence médiatique qui a pu être repéré avec l'introduction de la télévision, les élites chiliennes tentent de réguler l'activité médiatique par la gestion du milieu professionnel journalistique. Les institutions publiques permettent et soutiennent la création du *Colegio de periodistas* dans une logique de gouvernement de la population chilienne selon ses caractéristiques identitaires et professionnelles.

---

<sup>1100</sup> « (...) como lo ha dicho el tratadista [*sic*] francés Durkheim, 'para que una moral y un derecho profesional pueda establecerse en las diversas condiciones económicas, es necesario que la corporación, en lugar de ser un agregado confuso y sin unidad, se convierta en un grupo definido y organizado, o sea, en una institución pública' » in *Ibid.*, p. 180.

<sup>1101</sup> Ce qu'il appelle le « national-populisme » de Carlos Ibáñez del Campo ; le « technocrato-conservatisme » d'Eduardo Frei Montalva ; et la « voie chilienne vers le socialisme » de Salvador Allende.

<sup>1102</sup> Tomás Moulian (1986), « El Gobierno de Ibáñez, 1952-1958 », Material Docente sobre la Historia de Chile, n°2, enero 1986, p. 76.

## 2. Le *Colegio* comme instance de régulation d'une identité journalistique

Selon la loi n°12 045, le *Colegio de Periodistas de Chile* est une « corporation de droit public » et un « ordre professionnel » (article 1). L'organisme corporatiste est mis en place comme une instance rectrice du milieu journalistique chilien dont le rôle et la mission consistent à réguler le fonctionnement de l'activité journalistique. Ainsi l'article 2 de la loi stipule : « Le Collège des journalistes aura pour objet le cours, la surveillance, le perfectionnement et la protection de la profession journalistique »<sup>1103</sup>. Le *Colegio* est donc chargé de représenter les journalistes et se constitue en principal interlocuteur des autorités publiques chiliennes comme des entreprises journalistiques et autres entreprises privées qui interviennent dans le milieu journalistique. Parmi les fonctions explicitement attribuées au *Colegio*, la première reste pour le moins floue : il s'agit de suivre le « cours » du journalisme, que l'on peut envisager comme la poursuite des progrès de ce que le texte qualifie de profession. La loi prévoit aussi que l'instance corporatiste contribue au « perfectionnement » du journalisme. Mais il prend surtout en charge les principales fonctions reconnus au Cercle des journalistes de Santiago jusqu'ici, notamment la protection et la surveillance. A travers ces différentes fonctions, le Collège des journalistes du Chili poursuit le redécoupage des frontières de l'activité journalistique (a), le développement d'une discipline journalistique (b), ce qui amène à une juridicisation du contrôle qu'il exerce sur la communauté journalistique (c). Le contrôle que se voit accorder le *Colegio* sur la communauté et l'activité journalistique, autrement dit sur l'être journalistique, passe de plus en plus, à partir de 1956, par le droit.

### (a) Le redécoupage des frontières de l'activité journalistique.

Les frontières juridiques de l'activité journalistique, pourtant déjà établies juridiquement, sont redéfinies par loi n°12 045. Si jusque-là les « journalistes » étaient catégorisés comme tels du fait de leur contrat de travail au sein d'entreprises journalistiques et d'agences d'information (et des droits que celui-ci leur ouvre à la Caisse d'employés publics et de journalistes), c'est désormais l'inscription au *Colegio de periodistas* qui devient le mécanisme de reconnaissance de leur travail comme journaliste. Ernesto Carmona en vient à mentionner ce point lorsqu'il est questionné sur son entrée à l'Université du Chili :

---

<sup>1103</sup> “El Colegio de Periodistas tendrá por objeto la tuición, supervigilancia, perfeccionamiento y protección de la profesión de periodista”, artículo 2 de la Ley N°12.045 del Ministerio de la Justicia que crea el Colegio de Periodistas, publicada el 11 de julio de 1956 (**Annexe 13**).

« Et je suis entré à l'université, je ne sais pas, en 1966, quelque chose comme ça, hein. Je voulais aussi être journaliste diplômé, mais à cette époque ça ne manquait pas parce que...il existait une autre législation, non ?

*Antoine Faure : C'est-à-dire ?*

*Ernesto Carmona :* Le collège des journalistes avait de la force, j'étais membre du Collège... C'est-à-dire le Collège reconnaissait la profession. C'était le seul élément nécessaire pour être journaliste, non ? Et beaucoup de gens n'ont pas étudié le journalisme »<sup>1104</sup>.

Si la comparaison de législation qu'évoque Ernesto Carmona fait référence à la situation actuelle, l'identification du journaliste par sa seule inscription au *Colegio* est à l'époque un mécanisme d'attribution d'une identité statutaire, nouveau dans l'histoire du journalisme chilien. Ce changement de logique est énoncé très clairement à l'article 20 de la loi n°12 045 : « Sont journalistes par effet de la présente loi, les personnes qui figurent inscrites sur les Registres du Collège [en majuscule dans le texte] »<sup>1105</sup>. La reconnaissance de l'identité légale des journalistes ne fonctionne donc plus à partir de la catégorisation des entreprises journalistiques et des agences d'information, mais sur la validation individuelle de l'appartenance à une communauté qui se définit au-delà des institutions de fabrication et diffusion de l'information. De fait, le mécanisme est circulaire puisque si d'une part, ces agents sont identifiés comme « journalistes » du fait de leur présence sur les registres du *Colegio*, ils ne peuvent pas d'autre part exercer leurs fonctions sans être membres du même Collège, comme cela apparaît à l'article 22 : « Pour exercer n'importe laquelle des fonctions définies à l'article antérieur [les fonctions propres à la profession journalistique], il faut être membre du Collège des Journalistes ou avoir l'autorisation dont traite l'article 24 »<sup>1106</sup>. Cette obligation légale qui fait du *Colegio* le filtre de la communauté journalistique est garantie par l'application d'amendes à l'exercice d'un métier de l'information sans être inscrit sur les registres du Collège (article 34). Le milieu journalistique est donc fermé par un mécanisme circulaire de reconnaissance d'une identité professionnelle par l'organisme corporatiste central de ce milieu.

---

<sup>1104</sup> “Y yo entré en la universidad, no sé, en 1966 algo así, no. Yo quería ser periodista graduado también, pero en ese tiempo no hacía falta porque...existía otra legislación, ¿no?”

Antoine Faure: ¿O sea?

*Ernesto Carmona:* El colegio de periodistas tenía fuerza, yo era miembro del Colegio... O sea el Colegio reconocía la profesión. Era lo único necesario para ser periodista, ¿no? Y mucha gente no estudió periodismo”, entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 24 mars 2009.

<sup>1105</sup> “Son periodistas para los efectos de la presente ley las personas que figuren inscritas en los Registros del Colegio [en mayúscula en el texto]”, artículo 20 de la Ley N°12.045 del Ministerio de la Justicia que crea el Colegio de Periodistas, publicada el 11 de julio de 1956 (**Annexe 13**).

<sup>1106</sup> “Para ejercer cualquiera de las funciones definidas en el artículo anterior se requiere ser miembro del Colegio de Periodistas o tener la autorización de que trata el artículo 24”, artículo 22 de la Ley N°12.045 del Ministerio de la Justicia que crea el Colegio de Periodistas, publicada el 11 de julio de 1956 (**Annexe 13**). L'article 24 précise que des dérogations à l'exercice du journalisme peuvent être attribuées, pour une durée maximale de deux ans, par le Conseil national du Collège des journalistes à toute personne de plus de 16 ans dont il estime que la formation intellectuelle est suffisante et qui ne fait pas l'objet d'un procès ou d'une condamnation. Le journaliste ayant porté sa demande devant le Conseil national peut d'ailleurs faire appel d'un refus.

On comprend donc mieux la force identitaire que constitue la conservation d'une carte de journaliste chilien de 1971, pour Guillermo Saavedra, comme nous l'avons énoncé précédemment (**Encadré n°5.1**).

Techniquement, l'identité sociale des agents de l'activité journalistique est ancrée dans un mécanisme de surveillance corporatiste de la communauté, par la tenue de registres au Collège des journalistes. Seule organisation corporatiste de journalistes jusqu'alors, le Cercle des journalistes était associé à la régulation du milieu mais ne réglementait pas l'accès à cette communauté, puisque cette tâche était laissée à la Caisse d'employés publics et de journalistes, à travers son action de prévention sociale. A partir de 1956, le Collège des journalistes produit lui-même les preuves de la reconnaissance du travail journalistique et instaure par ce biais l'inclusion légale d'un agent dans la communauté. L'article 20 précise en effet les conditions et les critères légaux pour s'inscrire sur les registres du Collège des journalistes. Outre la majorité d'âge (point a de l'article 20), les travailleurs concernés ne doivent pas avoir été condamnés pour un quelconque délit commun (point b de l'article 20). Ils sont d'ailleurs menacés de perdre la qualité de journaliste en cas de condamnation judiciaire (articles 26 et 27). D'un point de vue plus corporatiste, sont certifiés journalistes, les diplômés des Ecoles de journalisme reconnues par l'Etat mais aussi les personnes ayant exercé cette activité dans les entreprises journalistiques, les agences d'information ou dans une radio, les deux années antérieures à la demande d'inscription ou durant trois ans cumulés dans les dix années précédentes (article 20, c)<sup>1107</sup>. Si les critères définis par la loi n°10 621 de 1952 restent en vigueur, ils sont complétés par la mesure de l'expérience du journaliste et par la reconnaissance du diplôme universitaire en journalisme comme gage d'une socialisation aux savoir-faire et à l'identité corporatiste.

Si l'entrée dans la communauté journalistique se règlemente de façon plus précise et rigide, la sortie de la communauté est elle aussi sujette à des critères définis légalement. L'article 30 de la loi n°12 045 indique ainsi le Conseil national du *Colegio* peut engager, pour motifs graves, une procédure de radiation, de sa propre initiative comme par saisine d'un conseil régional<sup>1108</sup> ou d'un tiers, acte d'exclusion qu'il doit ratifier au deux tiers de ses membres. Les motifs graves qu'évoque la loi recouvrent des délits dont la nature n'est pas clairement et précisément définie et la mise en place d'un plafond de trois suspensions. S'il est inutile d'entrer plus dans le détail de ces sanctions,

---

<sup>1107</sup> Ces travailleurs doivent toutefois justifier d'un titre universitaire équivalent à la licence en humanités (point d de l'article 20).

<sup>1108</sup> Le Collège des journalistes est organisé de façon fédérative.

il n'en reste pas moins clair que le Collège des journalistes prend en main la gestion directe de la population de la communauté, par l'inclusion et l'exclusion des personnes lui appartenant.

Les fonctions « propres à la profession de journaliste » sont définies, dans la foulée, par l'article 21 de la loi n°12 045. L'identité légale des agents de l'activité journalistique gagne donc en précision par une délimitation plus rigoureuse de leur champ d'activité. Juridiquement, le journalisme consiste à :

« (...) diriger des quotidiens, journaux et autres organes de presse ou agences d'information, à l'exception de ceux qui sont des organes de services ou d'institutions fiscales, semi-fiscales ou municipales, et chercher, préparer, rédiger ou illustrer habituellement des nouvelles, des informations, des chroniques, des articles ou du matériel graphique qui se diffusent au moyen d'entreprises journalistiques, d'agences d'information ou de radio, ou diriger habituellement sa rédaction ou son illustration ».

Il est encore une fois possible de retrouver des écarts avec la loi n°10 621 : d'une part, les radios sont introduites parmi les institutions qui se chargent de mettre en œuvre l'activité journalistique ; d'autre part, trois niveaux sont distingués : la direction des entreprises, la direction des services de rédaction et d'illustrations, les rédacteurs et illustrateurs. Ces derniers voient leur activité circonscrite à plusieurs tâches qui relèvent de la collecte, de la rédaction et de la mise en forme des informations. Au-delà des variations et de la caractérisation des journalistes, il reste un fond commun qui renvoie à l'activité journalistique déjà définie par la loi de 1952 : le rapport au temps de l'actualité. En effet, l'article 21 de la loi de 1956 insiste à deux reprises sur le côté habituel de l'activité journalistique, ce qui souligne la prise en compte légale de son caractère routinier et régulier et renforce le poids de ce rapport au temps dans l'identité journalistique.

#### (b) La sécurisation du milieu journalistique

Le *Colegio de Periodistas* obtient par la loi de 1956 le monopole de la sécurisation de l'activité et du milieu journalistiques. Cette logique de surveillance et de punition s'exerce à partir de trois éléments : d'abord l'organisation fédérative de l'organisation corporatiste, ensuite le renforcement des mécanismes de protection sociale, enfin des critères corporatistes de sanction. Le *gremio* adopte en effet une organisation particulière, autour d'un Conseil national qui siège à Santiago, et

de 5 Conseils régionaux (article 3)<sup>1109</sup>. Les attributions accordées par l'article 8 de la loi au Conseil national restent encore une fois vagues mais mettent bien en évidence le souci de réguler l'activité journalistique dans son ensemble :

« Article 8. Les attributions du Conseil National sont :

a) Veiller au progrès, au prestige et aux prérogatives de la profession de journaliste et à sa régulation et son correct exercice ; maintenir la discipline professionnelle ; assurer protection aux journalistes et poursuivre l'exercice illégal de la profession »<sup>1110</sup>.

Le Conseil national du Collège des journalistes reçoit donc des tâches de régulation qui lient directement la protection, la surveillance et la possibilité de « poursuivre » les personnes qui ne respecteraient pas les règles adoptées et qui exerceraient notamment l'activité de manière illégale (c'est-à-dire sans être affiliées). Sa mission consiste aussi à administrer et disposer des biens de la corporation (article 8, c), fixer les cotisations annuelles aux Conseils régionaux (dont une partie est reversée au Conseil national), établir un budget prévisionnel annuel et approuver celui de chaque conseil régional, surveiller le fonctionnement des Conseils régionaux, représenter légalement le Collège des journalistes (et notamment le président de ce conseil, qui en est le représentant juridique) et s'occuper du registre des journalistes (article 8, h). Une réunion annuelle, fixée par la loi à la première quinzaine du mois de mai, est l'occasion d'un bilan sur l'activité de l'année précédente à partir de la rédaction d'un mémoire du travail réalisé et d'un bilan économique du fonctionnement du *Colegio* (article 15).

Les organismes déconcentrés sont représentés au conseil national par un mandataire qui dispose d'un droit de parole lors des réunions du conseil national (article 4). L'instance nationale est composée de 10 membres élus par moitié pour un mandat de deux ans renouvelable, par les inscrits sur les registres des membres du Collège selon les circonscriptions correspondant aux

---

<sup>1109</sup> Ces conseils régionaux ont pour siège, du nord au sud : Antofagasta, Valparaíso, Santiago, Concepción et Osorno, chaque siège regroupant la représentation déconcentrée de 5 zones correspondantes (qui équivalent au Nord, au Littoral central, à la Région métropolitaine, à la zone de l'Araucanie et au Sud du pays) (article 4). Ils sont composés de 5 membres élus intégralement tous les deux ans, sauf Santiago qui en compte 11 et Valparaíso 9 (article 11). Les conseillers doivent être au moins trois pour réunir le Conseil régional (article 13). Ils sont chargés de représenter judiciairement et extrajudiciairement l'instance déconcentrée de l'organisme, et d'établir un budget prévisionnel tous les ans (article 14). Voir le Titre III de la loi n°12 045 (**Annexe 13**).

<sup>1110</sup> «Artículo 8. ° Son atribuciones del Consejo Nacional :

a) Velar por el progreso, prestigio y prerrogativas de la profesión de periodista y por su regular y correcto ejercicio; mantener la disciplina profesional; prestar protección a los periodistas y perseguir el ejercicio ilegal de la profesión”, artículo 8 de la Ley N°12.045 del Ministerio de la Justicia que crea el Colegio de Periodistas, publicada el 11 de julio de 1956 (**Annexe 13**).



Conseils régionaux (article 5)<sup>1111</sup>. Parmi les qualités requises, les candidats aux postes de conseillers nationaux et régionaux du *Colegio de periodistas* doivent remplir deux sortes de critères (article 7) : des critères juridiques d'abord, avec la détention de la nationalité chilienne pour tous les conseillers, et la domiciliation sur le territoire juridictionnel équivalent à la zone de compétence, pour les conseillers régionaux (article 12).

Une deuxième série de mécanismes sécurisant le milieu journalistique renvoie à la protection sociale des journalistes. Les représentants de la communauté journalistique à la Caisse d'employés publics et de journalistes cessent d'être issus du Cercle des journalistes de Santiago du Chili : c'est désormais le Collège des journalistes du Chili qui soumet un nom au président de la République qui le valide et le nomme (article 36). Selon un journaliste anonyme, qui publie un article à l'occasion de la journée des journalistes de 2006, la loi n°12 045 a établi une échelle des salaires obligatoire pour les entreprises journalistiques et agences d'information<sup>1112</sup>. Cette démarche aboutit aussi à la mise en place, en 1967, d'un salaire minimum journalistique, appelé *arancel periodístico* (honoraires journalistiques), dont l'application est laissée à la surveillance de la Caisse d'employés publics et de journalistes. Ce salaire minimum est fixé à 195 escudos par mois<sup>1113</sup>. Exerçant dans divers supports durant l'Unité populaire (*El Siglo, canal 9...*), Ernesto Carmona s'arrête quelques phrases sur le fonctionnement de ce salaire minimum journalistique dans l'entretien biographique qui lui a été consacré :

« Ca s'appelait *arancel*... c'est-à-dire qu'il y avait un salaire minimum ouvrier... qui s'appelait 'salaire vital'... qui aujourd'hui s'appelle 'salaire minimum', et en ce temps-là, le salaire minimum d'un journaliste, qui s'appelait *arancel* était de 3 ou 4 salaires vitaux... C'est-à-dire qu'on pouvait vivre dignement avec un travail, avec deux, tu pouvais acheter une automobile qui était aussi chère qu'une maison, en ce temps-là... et tous les journalistes avaient au moins deux emplois... »<sup>1114</sup>.

L'un des objectifs qui président au travail du *Colegio de periodistas de Chile* est donc de garantir des conditions d'exercice décentes à ses membres et notamment des niveaux convenables de

---

<sup>1111</sup> Les charges exercées par ceux qui sont appelés les « Conseillers », avec une majuscule dans la loi, ne font pas l'objet d'une rémunération et ne peuvent être cumulées (par exemple entre les niveaux régionaux et centraux) (article 6). Selon l'article 10, un quorum de 4 conseillers nationaux est nécessaire pour réunir le Conseil (avec la possibilité d'annuler une réunion une seule fois si la barre n'est pas atteinte). De même, les conseillers (nationaux ou régionaux, peu importe) peuvent être démis de leur fonction par un vote à la majorité des deux tiers du Conseil, s'ils ne se présentent pas quatre fois consécutives à un Conseil (article 10). Voir **Annexe 13**.

<sup>1112</sup> S/N, "Día del periodista", <http://www.diarioviregion.cl/noticias/467-dia-del-periodista>.

<sup>1113</sup> Darío Menanteau-Horta (1967), *op. cit.*, p. 720.

<sup>1114</sup> "Se llamaba "arancel"...o sea había un sueldo mínimo obrero... que se llamaba "sueldo vital"... que hoy día se llama "salario mínimo", en ese tiempo, el salario mínimo de un periodista, que se llamaba "arancel" eran como 3 o 4 sueldos vitales... O sea se podía vivir dignamente con un trabajo, con dos trabajos te podías comprar un automóvil que era tan caro como una casa, en ese tiempo... y todos los periodistas tenían por lo menos dos trabajos...", entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 16 décembre 2008.

salaire. Cet argument est soulevé par Darío Menanteau-Horta dans son article de 1967 mais pour souligner l'inefficacité de la mesure : le salaire moyen des journalistes en 1967 ne respecte pas la réglementation (il est de 172,5 escudos), ce qui oblige la majorité d'entre eux à travailler dans deux entreprises<sup>1115</sup>. Si les données du sociologue attestent du témoignage d'Ernesto Carmona, leur interprétation diverge : pour Darío Menanteau-Horta, le labeur journalistique s'effectue dans des conditions difficiles. Il écrit en conclusion de son article : « Ils [*les journalistes*] travaillent généralement de longues heures et reçoivent des salaires insuffisants, ce qui les oblige à avoir d'autres occupations simultanément »<sup>1116</sup>. Comme nous l'avons déjà souligné précédemment, cette protection est aussi le signe d'un plus fort contrôle.

Le troisième type de critères, qui pourrait être qualifié de corporatiste, attire particulièrement notre attention, puisqu'il recouvre les conditions liées à l'exercice de l'activité journalistique et à l'activité même de régulation du milieu journalistique : prouver dix années d'exercice de l'activité journalistique (5 ans pour les conseillers régionaux, article 12) ; ne pas avoir été sous le coup d'une mesure disciplinaire du *Colegio de periodistas* dans les 5 années précédant l'élection ; être à jour dans le paiement des cotisations. D'un point de vue disciplinaire, la loi ne renvoie pas aux types de délits que pourrait commettre un journaliste mais plutôt au type de sanction appliquée (article 28). Les fautes sujettes à punition sont définies comme « les actes déshonorant la communauté journalistique » ou qui renvoient à un exercice abusif du journalisme. Ces catégories de délits sont extrêmement amples et peu solides et laissent largement les condamnations à la discrétion de chaque conseil régional. D'ailleurs, les procédures de sanction des journalistes peuvent être initiées à la fois par un de ces conseils régionaux comme sur la demande d'une tierce partie et sont établies lors de sessions extraordinaires convoquées par le président du conseil concerné et dont le fonctionnement est stipulé aux articles 16 et 19 de la loi n°12 045<sup>1117</sup>. La force symbolique de cette procédure est relatée par Guillermo Saavedra, journaliste à *Clarín*, lors d'un entretien :

« Et quand un journaliste commençait à désinformer, la première chose que faisaient les journalistes était de le dénoncer, la première chose [*il appuie sur ce mot*]. On poursuivait le journaliste sur une liste des journalistes vendus, des journalistes vendus !

*Antoine Faure : Mais devant qui ?*

---

<sup>1115</sup> Darío Menanteau-Horta (1967), *op. cit.*, p. 720.

<sup>1116</sup> “They [*the journalists*] generally work long hours and receive insufficient salaries, which require them to have other occupations simultaneously” in *Ibid.*, p. 724.

<sup>1117</sup> L'article 31 précise les règles sur la composition des Conseils lors de ces réclamations et de l'application de mesures disciplinaires. Dans la plupart des cas, il limite la participation de conseillers selon leur proximité avec les plaignants et les accusés de la plainte déposée.

*Guillermo Saavedra* : Le collège des journalistes, quand le collège des journalistes a condamné ces journalistes, pour qu'ils les virent ! Donc, tu vois, parce que, parce que j'en reviens à la question du professionnalisme, parce que le collège des journalistes a toujours [*il appuie*] été un élément où on a protégé la qualité de l'information »<sup>1118</sup>.

Les mécanismes de sanction des journalistes renvoient donc au maintien d'une discipline journalistique (comme mentionné dans l'article 8 de la loi n°12 045) dont l'objectif est de préserver l'activité des dérives qui attenteraient « à la qualité de l'information », selon l'explication avancé ici par Guillermo Saavedra. Face à ces dérives considérées comme des délits mais qu'il est difficile de mesurer et de caractériser en tant que tel, les sanctions sont de trois types (article 28) : les réprimandes (ou avertissements), la censure et la suspension pour moins de 6 mois (par un vote aux deux tiers du conseil régional)<sup>1119</sup>. Seules les deux dernières empêchent un journaliste de se présenter à un poste de conseiller régional et national. L'application de ces peines laisse toutefois des recours possibles puisque le journaliste sanctionné peut faire appel dans un délai de 15 jours après avoir été reçu une notification de la sanction (article 28)<sup>1120</sup>. Le conseil national doit alors se réunir dans le mois suivant pour « résoudre le cas avec une audience de l'inculpé » (et doit garder une archive écrite de ses actes de sa défense).

Cela dit, ce mécanisme de contrôle est particulièrement intéressant puisqu'il articule des fautes dont le caractère et la nature restent très flous (que signifie un exercice abusif du journalisme ? quels sont les actes susceptibles de déshonorer la communauté ? ou pour reprendre le témoignage de Guillermo Saavedra, qu'est-ce que « la qualité » de l'information ?) à des sanctions dont la force symbolique est très grande. La radicalité de l'interdiction d'exercer montre que la communauté contrôle ses membres, en laissant planer la possibilité de l'exclusion telle une épée de Damoclès. Le recours au mot « censure » dans l'article 28 de la loi apparaît encore plus symbolique. D'un point de vue sociologique, la censure peut être assimilée à un blâme donné par une communauté à l'un de ses membres, ce qui renforce l'argument d'une discipline communautaire de l'activité journalistique. Mais c'est précisément l'utilisation de ce terme dans le milieu journalistique qui attire l'attention, puisqu'il signifie alors l'examen d'un contenu journalistique avant d'en valider et d'en permettre la publication. Or si le fondement mémoriel de

---

<sup>1118</sup> “Y cuando un periodista que empezaba a desinformar, lo primero que hacían los periodistas era denunciarlo, lo primero [*enfatisa la palabra*]. Se denunciaba un periodista en una lista de periodistas vendidos, ¡periodistas vendidos!... Antoine Faure: ¿Pero delante de quién?

*Guillermo Saavedra*: Del colegio de periodistas, donde el colegio de periodistas condenó a esos periodistas, ¡para que los saquen! Entonces, te fijas, porque, porque vuelvo a la cuestión del profesionalismo, porque siempre [*enfatisa la palabra*] El colegio de periodistas ha sido un elemento en que ha guardado la calidad de la información”, entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 16 septembre 2010.

<sup>1119</sup> Cette suspension est communiquée à l'entreprise journalistique qui doit la mettre en œuvre (article 28).

<sup>1120</sup> Le conseil régional qui s'accorde sur une mesure disciplinaire doit expédier un courrier certifié notifiant cette décision au plus tard le lendemain de la prise de décision (article 28).

la mission du Collège des journalistes s’ancre dans la défense de la liberté d’expression, comme principe de fonctionnement vital du régime démocratique<sup>1121</sup>, cette mission est justement rendue possible par la limitation de cette liberté par des mécanismes corporatistes. Le *Colegio* se voit donc indirectement attribuer la capacité de tracer les frontières de la liberté d’expression en définissant d’une part les actes, les attitudes et les pratiques qui en relèvent et ceux qui en sont des abus, et en limitant d’autre part l’accès à l’usage des moyens de communication comme véhicule de transmission de l’information.

(c) La juridicisation de la régulation de la communauté journalistique

Le contrôle qu’exerce le *Colegio* sur l’exercice du journalisme au Chili, en se souciant d’une réglementation des conditions de son exercice, d’une surveillance du respect des règles reconnues par l’instance et d’une régulation des aspects éthiques de l’activité journalistique, passe aussi désormais par l’affiliation directe (avec la mise en place d’une carte de journaliste) et le recours aux tribunaux. La réglementation des rapports de travail dans la communauté journalistique se formalise ensuite dans l’attribution et l’obtention d’une carte de journaliste mise en place par le Collège des journalistes du Chili en 1968. La simultanéité de l’instauration d’une carte de journaliste et d’un salaire minimum souligne bien comment la réglementation des relations de travail au sein du milieu journalistique se durcit peu à peu et limite l’activité journalistique dans l’espace social, à travers des mécanismes de contrôle de l’entrée dans la communauté, et le travail qui y est effectué. La carte de journaliste est le gage d’une reconnaissance de l’exercice de l’activité journalistique, et donc de l’appartenance à une communauté avec ses spécificités propres. Elle est un moyen de réduction de la communauté et de contrôle beaucoup plus important.

Publiciste à *Clarín* puis journaliste à *Puro Chile*, Guillermo Saavedra explique : « le journaliste devait travailler dans le journal, il devait avoir un salaire de journaliste et il fallait que le directeur du journal signe la carte et alors on avait la carte de journaliste »<sup>1122</sup>. Cet extrait d’entretien souligne bien comment la communauté en vient peu à peu à s’autoréguler de façon plus claire.

---

<sup>1121</sup> Pour s’en rendre compte, il suffit de se rappeler que pour son trentième anniversaire, en pleine dictature, le Collège publie un recueil de conférences et travaux de ses membres sous le titre « Les batailles pour la liberté d’expression ». Pour avoir un aperçu rapide de la façon dont cet organisme corporatiste envisage sa relation à la liberté d’expression à cette époque comme dans son histoire, on peut consulter la courte présentation de l’ouvrage. Voir : Colegio de periodistas de Chile, *Las Batallas por la Libertad de Expresión (1979-1986)*. *Conmemoración del 30º Aniversario del Colegio de Periodistas de Chile*, Santiago de Chile: CEDAL, CENECA, CNC, ECO, ICECOOP, ILET.

<sup>1122</sup> « (...) El periodista tenía que trabajar en el periódico, tenía que tener el salario del periodista, y tenía que tener la firma del director y ahí tenía uno la carta de periodismo », entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 16 septembre 2010.

Les preuves de bonne foi que doit livrer tout journaliste chilien pour demander et obtenir sa carte résident désormais dans le fait de disposer d'un revenu principal issu d'une entreprise médiatique ou d'une agence d'information (dont les définitions sont données par la loi n°10 621 de 1952 comme expliqué précédemment) et doit être reconnu par le patron de l'entreprise où il exerce. Il y a donc une gestion de l'accès à la communauté journalistique qui inclut tous les partenaires : les journalistes, que ce soit par leur initiative à faire reconnaître leur travail comme par leur capacité à se faire représenter ; le patronat des entreprises journalistiques qui valide la démarche de demande d'une carte de journaliste en attestant du travail effectué par l'employé ; et le Collège des journalistes qui délivre la carte en fin de compte.

Enfin, la carte fonctionne comme laissez-passer pour les agents sur les lieux de leur reportage, face aux autorités notamment. Guillermo Saavedra poursuit son explication : « Parce qu'il était suffisant que nous allions quelque part et que nous montrions la carte de journaliste ou nous disions 'je suis journaliste', et la police se mettait à mon service »<sup>1123</sup>. La logique de protection des uns par rapport aux autres n'est pas absente : les journalistes sont protégés des abus éventuels de l'industrie médiatique et des tentatives d'influence du pouvoir politique (que ce soit dans l'accès aux informations comme par la corruption compensatrice de conditions de travail indécentes). Les entreprises de presse se voient attribuer un rôle dans la reconnaissance des journalistes et la délimitation de la communauté et l'Etat chilien peut contrôler des agents qui sont censés représenter un contre-pouvoir.

Les dispositifs d'inclusion ou d'exclusion de la communauté, tout comme les tâches de surveillance, de contrôle et de régulation de ce milieu mises en œuvre par l'entremise du Collège des journalistes, connaissent finalement un processus de juridicisation avec la loi n°12 045. L'article 25 de cette loi rend en effet possibles des recours judiciaires pour les agents recevant des sanctions du *Colegio* puisqu'ils doivent se référer à la Cour d'appel de Santiago dans les quinze jours suivant la décision<sup>1124</sup>. De même, une accusation d'exercice illégal du journalisme pour non-inscription sur les registres du Collège peut être dénoncée à la Cour d'appel de la zone de juridiction (article 34). En cas de procédure de radiation engagée et validée par le Conseil national, l'agent visé peut faire appel devant la Cour suprême du pays dans les dix jours suivant la

---

<sup>1123</sup> "Porque era suficiente que nosotros fuéramos a algún lugar y mostráramos la carta de periodista o decíamos "yo soy periodista", y el policía se ponía a mi servicio", entretien avec Guillermo Saavedra, *op. cit.*, 16 septembre 2010.

<sup>1124</sup> "Los acuerdos del Consejo Nacional a que se refieren los artículos 20, 24 y 28, letra c), podrán ser objeto de una reclamación ante la Corte de Apelaciones de Santiago, por cualquier persona, dentro del plazo de quince días contado desde que se adoptaron. Los hechos serán apreciados en conciencia y la reclamación tendrá los mismos trámites establecidos para la apelación de los incidentes", artículo 25 de la Ley N°12.045 del Ministerio de la Justicia que crea el Colegio de Periodistas, publicada el 11 de julio de 1956 (**Annexe 13**).

réception de la notification de l'annulation de ses droits. L'instance judiciaire est d'ailleurs contrainte par la loi de confirmer la sentence par un vote aux deux tiers de ses membres. Les précautions d'un vote aux deux tiers montrent à quel point la législation chilienne prend au sérieux ces accusations et au-delà l'activité journalistique. Une fois confirmée, la radiation est alors mise en acte par l'effacement des traces du journaliste des registres du Collège de journalistes. L'identité journalistique disparaît donc légalement par un mécanisme d'exclusion de l'instance corporatiste qui se charge de garantir le caractère définitif de cet ostracisme en prévenant chaque conseil régional et chaque entreprise journalistique déclarée afin que l'agent ne puisse plus être embauché, qu'il n'ait plus d'identité dans la communauté journalistique. Les sanctions encourues en cas de non-respect d'une suspension ou d'une radiation sont principalement financières et appliquées tant à l'agent incriminé qu'à l'entreprise qui le met à contribution.

L'article 38 de la loi n°12 045 fait aussi peser sur l'activité journalistique la menace des délits d'injures et de calomnies envers les sénateurs et les députés chiliens, tels que caractérisés aux articles 412 et 416 du Code pénal chilien. Les définitions des mots « calomnie » et « injures » interviennent au titre VIII du livre III du Code pénal chilien, intitulé « Crimes et simples délits contre des personnes »<sup>1125</sup>. Selon l'article 412, les calomnies concernent « l'imputation d'un délit déterminé mais faux et qui peut actuellement se poursuivre d'office »<sup>1126</sup>. L'article 416 donne quant à lui une définition du caractère et de la nature d'une injure : « Est injure toute expression proférée ou action exécutée en déshonneur, discrédit ou mépris d'une autre personne »<sup>1127</sup>. Dans les deux cas, le journaliste incriminé est renvoyé devant l'instance de jugement compétent, à savoir, dans le cas des journalistes, un tribunal disciplinaire (article 426 du Code pénal<sup>1128</sup>) mais risque aussi de légères peines de prisons et de fortes amendes. Il peut, selon la loi, montrer sa bonne foi en étayant les preuves du délit imputé<sup>1129</sup>. Enfin il faut mentionner plusieurs articles du Code pénal qui ne sont pas évoqués dans la loi n°12 045 mais qui définissent des cas de

---

<sup>1125</sup> Outre la calomnie et l'injure, ce Titre du Livre III regroupe les crimes et délits suivants : homicide, infanticide, lésions corporelles, duels et trafics illicites de personnes et traite de personnes.

<sup>1126</sup> “Es calumnia la imputación de un delito determinado pero falso y que pueda actualmente perseguirse de oficio”, artículo 412 del Código Penal de Chile. Voir sur le site de la législation chilienne: <http://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=1984> (consulté le 20 novembre 2013).

<sup>1127</sup> “Es injuria toda expresión proferida o acción ejecutada en deshonra, descrédito o menosprecio de otra persona”, artículo 416 del Código Penal de Chile. Voir sur le site de la législation chilienne: <http://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=1984> (consulté le 20 novembre 2013).

<sup>1128</sup> “La calumnia o injuria causada en juicio se juzgará disciplinariamente por el tribunal que conoce de la causa; sin perjuicio del derecho del ofendido para deducir, una vez que el proceso haya concluido, la acción penal correspondiente”, artículo 426 del Código Penal de Chile. Voir sur le site de la législation chilienne: <http://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=1984> (consulté le 20 novembre 2013).

<sup>1129</sup> Article 415 du Code pénal chilien.

calomnies et d'injures qui peuvent entrer dans le cadre de l'exercice du journalisme. L'article 421 du Code pénal inclut par exemple les allégories, caricatures, emblèmes et allusions dans ces deux catégories de délits<sup>1130</sup>. Et l'article 425 du Code pénal encadre l'emploi de la publicité dans les journaux étrangers puisqu'il ouvre la possibilité de poursuivre toute personne qui a diffusé un article considéré calomnieux ou injurieux dans la presse étrangère ou qui a permis la circulation de ces journaux au Chili<sup>1131</sup>. La formalisation légale du Collège des journalistes intensifie donc le travail de circonscription de l'identité journalistique, notamment en encadrant le fonctionnement de cette communauté par des garanties et des menaces légales, corporatistes et judiciaires. Ces éléments expliquent mieux l'importance accordée à l'affiliation des journalistes au *Colegio* dans la mémoire du journalisme chilien.

Au terme de ce parcours à travers les méandres de l'encadrement légal de l'activité des journalistes, on constate que l'institutionnalisation du journalisme se met en œuvre par le droit social, c'est-à-dire les mécanismes de juridiction servant de contrepoint aux effets du marché médiatique : les salaires sont généralisés et encadrés par la législation chilienne et les pratiques de transfert et de redistribution des revenus sont réglementées. L'action publique qui vise à réguler le milieu journalistique s'est donc imposée dans l'histoire chilienne dans la foulée d'un mouvement d'étatisation et de scientification de l'Etat social, soit au moment où les individus chiliens sont peu à peu assujettis par des mécanismes de gouvernement articulant les activités individuelles sur une politique de socialisation socioprofessionnelle.

Cela dit, le développement d'une prévision et d'une protection sociales dans le milieu journalistique constitue un ciblage différentiel de cette population puisqu'il stimule l'autonomisation de cette communauté en objectivant ses particularismes sociaux par des normes spécifiques. Les critères et indices permettant de définir l'identité des journalistes chiliens et de fermer la communauté ou tout du moins d'en contrôler les entrées et les sorties sont déterminés par la loi, et sont rattachés à la conception d'un rôle social particulier et de la responsabilité qui lui incombe et qui fonde la distinction de la communauté journalistique du reste de la collectivité. L'identification des journalistes à leur communauté se construit ainsi sur une fonction sociale particulière qui se réajuste en permanence à travers un droit social spécifique et une régulation

---

<sup>1130</sup> “Se comete el delito de calumnia o injuria no sólo manifestamente, sino por medio de alegorías, caricaturas, emblemas o alusiones”, artículo 421 del Código Penal de Chile. Voir sur le site de la législation chilienne: <http://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=1984> (consultée le 20 novembre 2013).

<sup>1131</sup> “Respecto de las calumnias o injurias publicadas por medio de periódicos extranjeros, podrán ser acusados los que, desde el territorio de la República, hubieren enviado los artículos o dado orden para su inserción, o contribuido a la introducción o expedición de estos periódicos en Chile con ánimo manifiesto de propagar la calumnia o injuria”, artículo 425 del Código Penal de Chile. Voir sur le site de la législation chilienne: <http://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=1984> (consultée le 20 novembre 2013).

corporatiste. Ce rôle est clairement rattaché à un service public, ce qui n'est très surprenant et reste relativement classique dans l'histoire du journalisme mondial<sup>1132</sup>. Il est plus intéressant ici de se rendre compte que le rapport à la périodicité des publications dans leur mise en forme de l'information est directement pris en compte dans la définition de la tâche journalistique et de l'identité de ses agents.

On voit enfin que d'un point de vue corporatiste, il y a plusieurs naissances du journalisme « moderne » (au sens de professionnalisé). Le Cercle des journalistes se constitue à un moment où les pratiques journalistiques se spécialisent et se consolident. La génération de Juan Emilio Pacull, ou en tous cas le petit groupe qui se mobilise pour sensibiliser les pouvoirs publics à ce problème, revendique une rupture avec les premières années « bohèmes » du *Círculo* et inscrit son travail de revendication dans la nouveauté d'un journalisme qu'elle entend professionnaliser. Si la rupture est discutable, la création du Collège des journalistes du Chili impose elle aussi un « renouveau » qui entend rompre avec une conception « instinctive » du journalisme. Chacun des organismes qui prennent en charge la régulation corporatiste de la communauté cherche donc définir un « avant », où le journalisme n'était pas encore institutionnalisé. Cette rétro-diction nous conforte dans notre choix de ne pas nous focaliser sur une origine, un fondement, mais de rester attentif aux rapports continus entre instituant et institué, à leur renouvellement, sous le reflux de l'institutionnalisation<sup>1133</sup>. Dans ce mouvement, les rapports à l'Etat sont importants car ils dénotent, dans un pays de tradition fortement centralisatrice, des avancées, reculs et réajustements de l'institutionnalisation du journalisme. Or l'identité journalistique est toujours garantie par l'Etat chilien durant l'Unité populaire, comme en témoigne son activité législative sur la question.

---

<sup>1132</sup> J. Edward Gerald (1963), *This Social Responsibility of the Press*, Minneapolis: University of Minnesota Press ; Sydney W. Head (1963), "Can a Journalist be a 'Professional' in a Developing Country?", *Journalism Quarterly*, vol. 40, n°3, Autumn 1963, pp. 594-598 ; Denis Ruellan (2007), *op. cit.*

<sup>1133</sup> Nous rejoignons sur ce point la position des contributeurs à l'ouvrage collectif sur la sociologie des institutions dirigé par Jacques Lagroye et Michel Offerlé. Voir Jacques Lagroye & Michel Offerlé [dir.] (2011), *Sociologie des institutions*, Paris : Belin (coll. « Sociologiquement »).



## II] La pérennité de l'ethos journalistique durant l'Unité populaire

Le journalisme est donc en cours d'institutionnalisation au moment même où débute l'Unité populaire, que ce soit du fait de la mise en place de formations universitaires comme de la régulation corporatiste du fonctionnement du milieu, des pratiques et de l'identité journalistiques, toutes les deux reconnues et validées par l'Etat. Il serait toutefois caricatural de présenter le sentiment d'appartenance à la communauté journalistique comme un élément stable : il dépend de l'intérêt conjoncturel des agents et de leur rapport au processus d'institutionnalisation de leur activité.

Il est donc désormais nécessaire de suivre les évolutions et les changements, promus et subis par la communauté journalistique durant le gouvernement de Salvador Allende. Pour ce faire, et compte-tenu de l'activité législative qui s'est développée une vingtaine d'années avant l'arrivée au pouvoir de la coalition d'Unité populaire, il faut envisager l'action publique de ce gouvernement pour mieux comprendre de quoi ressort le journalisme entre 1970 et 1973. On se rend compte, dans un premier temps, que l'intervention étatique en matière journalistique garde les logiques de régulation dont elle hérite, et qu'elle conditionne une action gouvernementale réduite (voire inexistante) en matière communicationnelle (A). Il est ensuite nécessaire de revenir sur les conflits dans lesquels s'engagent les organismes corporatistes et les syndicats durant l'Unité populaire, luttes qui sont révélatrices des préoccupations de *l'ethos* journalistique de l'époque : celles concernant la responsabilité sociale et l'utilité publique des journalistes (B). Même le coup d'Etat de 1973 ne parvient à gommer cette « identité journalistique » chilienne du jour au lendemain. La normalité journalistique propre à la période perdure et guide le comportement des journalistes qui sont emprisonnés dans les camps de concentration sous le régime civilo-militaire (C).

### *A) L'Unité populaire et le monde médiatique*

Durant l'Unité populaire, l'action gouvernementale en matière médiatique et communicationnelle semble extrêmement faible. Pourtant, l'Unité populaire n'interrompt pas, et même poursuit le processus de législation autour du statut de journaliste (1). Au-delà même de la rhétorique idéologique, c'est bien la fonction démocratique du journalisme qui est un peu plus affirmée par l'action publique sous l'Unité populaire. Mais la politique culturelle des intellectuels, artistes et mouvements sociaux n'est pas vraiment soutenue par l'action gouvernementale qui a tendance à délaissé les aspects culturels et médiatiques, ou tout du moins à les faire sous-traiter

par les partis et les différentes associations de la galaxie « Unité populaire », et à privilégier les questions économiques (2).

### **1. L'activité législative autour du statut de journaliste durant l'Unité populaire**

Sous l'Unité populaire, le processus législatif sur l'activité journalistique ne fait pas rupture avec les précédentes lois exposées : ce travail approfondit et affine les mécanismes de protection sociale de la communauté journalistique, tout en gardant un œil vigilant sur le fonctionnement de ce milieu. Il est intéressant de noter que la continuité de l'action gouvernementale chilienne relève d'un paradoxe étudié par Paul Pierson à propos d'un contexte radicalement différent. Ce que Pierson identifie comme un « sentier de dépendance », notamment dans l'étude de l'arrivée de gouvernements libéraux aux Etats-Unis et en Angleterre dans les années 1980<sup>1134</sup>, semble s'appliquer à l'action du gouvernement socialiste chilienne des années 1970 : dans les deux contextes, le sentier législatif ouvert par l'accumulation de textes et le processus d'apprentissage social affectant les « cibles » de ces textes (ces derniers développant un attachement identitaire aux mesures adoptées), rend le coût (politique, juridique, social) de sortie de ce sentier beaucoup trop élevé. Le gouvernement reste donc dépendant du sentier, tout en continuant de l'aménager à la marge, instiguant des éléments potentiellement porteurs de changements incrémentaux.

Etonnamment, ce phénomène est très peu pris en compte par les études sur le système médiatique chilien durant l'Unité populaire. Aucun commentaire des lois promulguées n'a, par exemple, été trouvé dans la littérature existante. Qu'elles soient utilisées comme éléments de la configuration ou comme une cause de la défaite médiatique du gouvernement d'Unité populaire, les garanties constitutionnelles et les conflits ayant trait à la liberté de la presse sont généralement les seules données juridiques mobilisées dans l'analyse. Pourtant, pas moins de sept textes législatifs visant la régulation du milieu journalistique sont promulgués durant les trois années du gouvernement de Salvador Allende : la modification de la loi n°12 045 du 4 juillet 1971, la loi n°17 525 du 9 octobre 1971, la loi n°17 440 du 23 juin 1971, la loi n°17 343 du 6 octobre 1971, loi n°17 630 promulguée le même jour, la loi n°17 779 du 12 mai 1972, le mandat présidentiel n°1126 du 13 juillet 1972. Ce sont donc des décisions qu'on ne peut négliger, même si elles

---

<sup>1134</sup> Voir essentiellement Paul Pierson (1994), *Dismantling the Welfare State? Reagan, Thatcher, and the Politics of Retrenchment*, Cambridge, Cambridge University Press ; Paul Pierson (2000) « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *American Political Science Review*, vol. 94, n°2, pp. 251-267.

apparaissent manifestement moins structurantes que les règles encadrant les libertés d'expression et d'opinion pour la plupart des analystes.

Une première mesure est adoptée le 4 juillet 1971 par la modification de la loi n°12 045 sur le Collège des journalistes, lors d'une session extraordinaire du parlement chilien (qui réunit députés et sénateurs) et selon une démarche de caractère urgent<sup>1135</sup>. Dans un discours antérieur aux discussions parlementaires sur ces modifications, Salvador Allende constate une série de déficiences dans la mise en œuvre de la loi n°12 045, notamment du fait du développement des écoles de journalisme. Il affirme donc sa volonté d'ajuster la loi aux nouvelles conditions d'exercice du journalisme, accommodements qu'il justifie par le rôle occupé par les journalistes dans la société chilienne. Le président chilien déclare :

« Avec la création des Ecoles de Journalisme [*en majuscule dans le texte*] dans les différentes Universités du pays, il est devenu indispensable de réglementer la profession de journaliste et de valoriser son importance comme fonction sociale » (voir **Annexe 14**)<sup>1136</sup>.

La régulation de cette fonction sociale est redéfinie par le gouvernement de l'Unité populaire en changeant les critères requis pour l'affiliation corporatiste mais aussi les indices de reconnaissance des spécificités de l'activité journalistique. Globalement, ces modifications reconnaissent principalement l'activité journalistique exercée dans les stations de télévision chilienne. Ainsi, sont inclus dans la catégorie socioprofessionnelle de « journalistes » les personnes qui dirigent un service informatif dans une station de radio ou à la télévision (article 21). La procédure de reconnaissance de l'exercice de cette activité est ensuite rigidifiée puisqu'en cas de demande individuelle d'affiliation au *Colegio*, l'approbation ne peut être validée qu'en cas d'obtention des 4/5 des votes du Conseil national de l'instance corporatiste (article 22). Enfin, et c'est peut-être la mesure qui a la plus forte portée symbolique, les entreprises médiatiques et les agences d'information ont désormais l'obligation de nommer à des postes de directeur, de rédacteur en chef et de directeur des services informatifs des personnes qui sont inscrites sur les listes du Collège, et donc appartenant à la catégorie de « journalistes » (article 23). Les étudiants en journalisme se voient par ailleurs accorder le droit de s'affilier à cette instance corporatiste pour une durée de six mois lors de leur dernière année d'études (article 24). Le premier acte législatif du gouvernement de l'Unité populaire sur l'activité journalistique garde donc la même

---

<sup>1135</sup> Dans son discours, sur la nécessité de modifier la loi sur le Collège des journalistes, Salvador Allende souligne que son gouvernement présente cette modification « pour qu'elle soit traitée en urgence ».

<sup>1136</sup> « Con la creación de las Escuelas de Periodismo en las distintas Universidades del país, se hizo indispensable reglamentar la profesión de periodista y valorar su importancia como función social », Mensaje de su excelencia el Presidente de la Republica, Sesión 29ª, en miércoles 7 de abril de 1971.

logique socioprofessionnelle que celle des règles promulguées auparavant : il s'agit toujours de délimiter l'espace légitime de l'activité journalistique en jouant sur ses frontières tout en faisant une mise au point sur l'importance croissante des écoles de journalisme dans la gestion du stock de journalistes reconnus et en incluant les agents de l'activité télévisuelle.

De même, la loi n°17 525 du 9 octobre 1971 accroît le nombre de Collèges régionaux de journalistes, en procédant à un redécoupage du territoire chilien (**Annexe 16**) : de nouvelles instances déconcentrées sont mises en place à Arica (pour la province de Tarapacá), La Serena (regroupant les provinces d'Atacama et de Coquimbo), Talca (provinces de Curicó, Talca, Linares et Maule), Temuco (juridictions de Malleco et Cautín) et Punta Arenas. Le territoire journalistique chilien réduit donc la taille de ces juridictions locales, ce qui montre le développement des media régionaux au Chili dans les années 1960 (voir chapitre 1). Cette organisation du Collège des journalistes offre l'avantage de mieux coller à l'organisation administrative chilienne et de permettre une meilleure surveillance de chaque agent journalistique par les instances déconcentrées. La représentation des collèges régionaux de Concepción et Talca est aussi augmentée, avec sept membres élus dans les conseils régionaux (contre cinq pour les autres instances déconcentrées), à partir de la prochaine élection. La logique de surveillance s'affine donc en réduisant la taille des zones de juridiction des instances corporatistes territoriales.

Une autre caractéristique de l'activité législative en matière journalistique consiste à réformer certains mécanismes du système de prévision sociale spécifique aux journalistes. Ainsi, la loi n°17 440 du 23 juin 1971 modifie les lois n°17 015 et 17 378, afin de relever la base du calcul des salaires des employés publics et des journalistes, à compter du 1er janvier 1971 (**Annexe 14**). La loi n°17 343 du 6 octobre 1971 remplace aussi les cotisations à la caisse de secours (*montepío*) de la Caisse d'employés du secteur publics et de journalistes, par un régime de pensions de veuvage et pour orphelins, qui étend l'application de la protection sociale des journalistes aux liens de filiation et de mariage, en cas de disparition d'un salarié d'une entreprise de presse (**Annexe 15**). De même, la loi n°17 630 proposée par le communiste José Oyarce Jara, premier ministre du travail et de la prévision sociale de Salvador Allende, et promulguée le 6 octobre 1971, revalorise les pensions de retraites reversées aux journalistes déjà retraités, et met en place une retraite minimum pour les journalistes à partir de la création d'un fonds de réserve pour les retraites dans le budget de la section « journalistes » de la Caisse d'employés publics et de journalistes.

Outre les réajustements qu'introduit la loi n°17 630, l'argumentaire proposé par le gouvernement préalablement à la mise en discussion parlementaire de ces modifications est particulièrement révélateur de la gestion partenariale du milieu journalistique chilien. L'allocation

de Salvador Allende fait état d'un rapport coécrit par la Surintendance de sécurité sociale et la Caisse d'employés publics et de journalistes sur les difficultés rencontrées pour payer les retraites des journalistes<sup>1137</sup>. D'autre part, le président chilien met en évidence le travail de sensibilisation du Collège des journalistes autour de cette question. Il déclare devant le parlement réuni :

« A l'initiative de ce Gouvernement, on a procédé à l'étude, en collaboration avec le Collège des Journalistes, des difficultés auxquelles avait donné lieu l'application de la loi n°17 254, du 1<sup>er</sup> décembre 1969, et qui dérivent du manque de financement suffisant pour le paiement des bénéficiaires qu'elle établit (...).

Les antécédents apportés par la Surintendance de Sécurité Sociale et par la Caisse Nationale d'Employés Publics et de Journalistes indiquent que le Fond Spécial signalé a accusé un sous-financement important qui a empêché le paiement opportun des pensions revalorisées »<sup>1138</sup>.

Proposée par le même ministre du travail et de la prévision sociale, la loi n°17 779 du 12 mai 1972 étend le régime de retraite aux employés des entreprises journalistiques et des agences d'information qui ne sont pas journalistes (correspondants, ouvriers de la composition, etc.) et limite leurs cotisations, qui ne peuvent dès lors plus dépasser huit revenus minimums (**Annexe 17**). Le fonctionnement du système de retraite des journalistes est réajusté une nouvelle fois le 13 juillet 1972, par le mandat présidentiel n°1126, sur proposition de la nouvelle ministre du travail et de la prévision sociale, Mireya Baltra<sup>1139</sup>. L'objectif est que ce système ne prenne plus seulement en compte les employés des entreprises journalistiques cotisant à la Caisse d'employés publics et journalistes, mais tous les cotisants de la section « journalistes » tout en étendant les mensualités prises en compte dans le calcul de la retraite aux cinq années antérieures à ce départ à la retraite (**Annexe 18**).

Il faut enfin remarquer que cette activité législative sur le journalisme se concentre chronologiquement sur la première partie des trois années de gouvernement de l'Unité populaire (entre 1971 et la mi-1972). La plupart de ces projets de lois sont en effet soumis par le premier des ministres de la justice de Salvador Allende, Lisandro Cruz Ponce, avocat diplômé de

---

<sup>1137</sup> Ce rapport n'a pu être consulté, toutes les institutions contactées dans ce but disant ne pas le posséder (Bibliothèque nationale du Chili, Archives de l'administration nationale chilienne, Collège des journalistes et Cercle des journalistes).

<sup>1138</sup> « Por iniciativa de este Gobierno se procedió a estudiar en conjunto con representantes del Colegio de Periodistas las dificultades que había originado la aplicación de la ley N°17.254, del 1° de diciembre de 1969, y que derivan de la falta de financiamiento suficiente para el pago de los beneficios que ella establece (...) », Mensaje de Su Excelencia el Presidente de la República, Sesión 1ª, en miércoles 6 de octubre de 1971.

Los antecedentes proporcionados por la Superintendencia de Seguridad Social y la Caja Nacional de Empleados Públicos y Periodistas indican que el Fondo Especial señalado ha acusado un desfinanciamiento importante que ha impedido el pago oportuno de las pensiones revalorizadas », Mensaje de Su Excelencia el Presidente de la República, Sesión 1ª, en miércoles 6 de octubre de 1971.

<sup>1139</sup> Première femme à occuper un poste de ministre au Chili.

l'Université du Chili et membre du Parti socialiste chilien, dont l'activité ministérielle est généralement associée à des réformes constitutionnelles sur l'éducation et l'exploitation du cuivre (en exercice entre le 3 novembre 1970 et le 17 juin 1972). Un autre des ministres actifs dans la législation en matière journalistique est le ministre du travail de la même période, le militant communiste José Oyarce Jara. Mais, au-delà des caractéristiques de l'action gouvernementale de ces ministres, c'est plutôt le fait que ces mesures interviennent au moment où le régime s'appuie sur la croissance économique pour réformer et qu'elles soient délaissées avec la radicalisation de la situation politique et la détérioration du contexte économique qui attirent l'attention<sup>1140</sup>. La régulation de la communauté journalistique répond donc à une forme de gouvernement qui privilégie les identités professionnelles comme levier de sa conduite des hommes et de la population, sans en être la priorité.

## 2. Un seul cap: le respect des garanties constitutionnelles

L'action publique en matière médiatique confirme cette dynamique de continuité, visible dans les décisions du gouvernement qui engagent les journaux et media au-delà même du statut de journaliste. Si nous réaffirmons ici que la coalition d'Unité populaire a respecté ses engagements constitutionnels en n'intervenant qu'à de très rares occasions dans le système médiatique, il nous paraît primordial d'articuler cette position gouvernementale au travail de légitimation de la communauté journalistique, c'est-à-dire de construction d'une image sociale spécifique sous les traits de l'utilité publique du journalisme. C'est ce rôle social et la valorisation et la moralisation qui lui sont sous-jacentes qui ont poussé l'Etat chilien à intervenir pour stabiliser l'identité et les conditions d'exercice du journalisme depuis 1952, et qui justifie une politique de laisser-faire médiatique de la part du gouvernement de Salvador Allende. Ainsi, malgré les nombreuses attaques auxquelles elle a été soumise par les éditoriaux et les articles d'opinion de la presse d'opposition, l'UP ne garde officiellement qu'un seul cap: le respect des garanties constitutionnelles.

L'accession au pouvoir de Salvador Allende a été négociée par le parti démocrate-chrétien (PDC) sur la base de la signature des « garanties constitutionnelles ». Ce document, rédigé par une commission interne du PDC sous la pression de ses secteurs les plus réformateurs (emmenés par le politiste et candidat à l'élection présidentielle Radomiro Tomic), engage la coalition d'Unité

---

<sup>1140</sup> Voir Eugenia Palieraki (2002), « Manifestations et violence politique dans la rue. Santiago du Chili, sous le gouvernement de l'Unité populaire (1970-1973) », *Histoire et Sociétés d'Amérique Latine*, vol. 1, n°15, pp. 141-175.

populaire à respecter ce que les dirigeants démocrates-chrétiens estiment être les conditions essentielles au « bon » fonctionnement de la démocratie chilienne. Globalement, ce document restreint la marge de l'Unité populaire en réaffirmant les libertés fondamentales de la Constitution chilienne de 1925. Ce texte, véritable monnaie d'échange institutionnelle au soutien démocrate-chrétien en faveur du candidat Salvador Allende, constitue le cadre institutionnel, légal et politique d'exercice du pouvoir de l'Unité populaire. En signant le document, le 8 octobre 1970, Salvador Allende ne manque pas de rappeler que la stratégie démocratique de l'Unité populaire implique le respect du pluralisme politique, de la liberté religieuse ou de la liberté d'enseignement (comme inscrit dans le programme de l'Unité populaire).

Le texte clé de cette négociation électorale constitue un engagement public au respect des conditions d'existence de la démocratie chilienne, notamment à travers la réaffirmation du principe de liberté propre à ce régime (**Annexe 19**). Le document engage en effet l'Unité populaire au respect d'une série d'amendements constitutionnels. Ces garanties démocratiques sont définies, dans l'introduction du document, sous les termes des « droits individuels et sociaux »<sup>1141</sup>. Parmi les principes de l'ordre social et historique chilien hérités de la Constitution de 1925 qui sont élevés au rang de l'inviolabilité, la liberté de la presse figure en bonne position (article 10 – alinéa 3). La coalition réaffirme par ce biais son intention de ne pas transgresser le fonctionnement du système de presse tel qu'énoncé dans la Constitution de 1925 et réajusté au fil des années, et qui consacre sous le vocable de liberté de la presse, la liberté des entreprises de presse<sup>1142</sup>. De fait la stratégie adoptée par l'Unité populaire consiste plutôt à augmenter son appareil médiatique plutôt que de contraindre et restreindre celui de ses adversaires politiques.

Encadré n° 5.3 : La censure durant l'Unité populaire

Si une histoire chilienne de la censure reste encore à faire, on peut avancer que le strict respect du Statut des garanties constitutionnelles de 1970 et de la Constitution de 1925 a poussé le gouvernement de Salvador Allende à ne pas recourir à une censure préalable. Observateur extérieur, Amnesty International note ainsi, dans son rapport de 1974, qui fait suite aux doutes émis par la Junte militaire quant au travail de protection des droits de l'homme sous le régime d'Allende : « (...) Il est également exact que des restrictions ont été sporadiquement imposées à la liberté de la presse : c'est ainsi que le principal journal d'opposition (alors *El Mercurio*) a été interdit

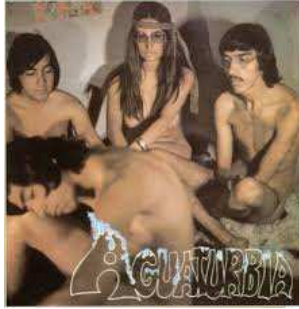
---

<sup>1141</sup> Proyecto de Reforma Constitucional “Estatuto de Garantías Democráticas”, firmado en Santiago el 8 de octubre de 1970, p. 1.

<sup>1142</sup> Eduardo Santa Cruz (2004), *op. cit.*, p. 4.

pendant une journée, en juin 1973, après avoir publié des accusations d'illégalité du gouvernement Allende faites par le PN [*Parti national*] »<sup>1143</sup>.

Une recherche de la documentariste Carmen Luz Parot est sur le point d'être diffusée au Chili (en 2015), plus précisément sous la forme d'une série de sept documentaires télévisés, présentés en avant première au Festival de cinéma de Valdivia en octobre 2014 sous le titre « Chile en llamas » (« Le Chili en feu »). Un article du journal numérique *El Mostrador* sur cette recherche, le 15 du visionnage de la série et auteur<sup>1144</sup>.



Selon elle, il y aurait qui s'apparentent à de la populaire. La pochette du psychédélique *Aguaturbia* « pervertir la jeunesse en l'interdiction unanime de la classe politique du roman de Jorge Edwards *Persona Non Grata*, qui narre les trois mois passés par l'auteur à Cuba, chargé de commerce du gouvernement d'Allende. Pour des raisons différentes (la critique de Cuba d'un côté, son apologie de l'autre), les deux bords politiques se seraient accordés sur la censure préalable de ce roman.

seulement deux polémiques censure durant l'Unité 33 tours du groupe de rock (ci-contre), accusé de posant nus sur la photo » ; et

De fait, bon nombre de journalistes et d'analystes soulignent aujourd'hui les erreurs stratégiques et tactiques du gouvernement, et de Salvador Allende en particulier, d'avoir voulu défendre, bec et ongles, une liberté d'expression pure et parfaite. Armand Mattelart identifie ainsi les garanties constitutionnelles comme la principale cause de cette incapacité à instaurer plus de radicalité dans la politique culturelle<sup>1145</sup>. L'identité démocratique revendiquée et attribuée aux journalistes, telle qu'analysée plus avant, a été la clé de voûte de la bataille autour de la liberté d'expression entre 1970 et 1973. L'impératif d'un droit du peuple à être informé, affirmé dans le programme de l'Unité populaire, a resserré l'articulation entre la liberté de la presse, la liberté d'entreprendre et le droit d'exercer le journalisme sans censure. La figure du journaliste est devenue l'incarnation de la liberté et l'indépendance, au sens général des termes, au nom d'une liberté supposément menacée. Eduardo Santa Cruz ne dit pas autre chose quand il explique que les forces révolutionnaires n'ont pas su lutter contre cet *éthos*, en se soustrayant à la liberté d'expression telle que définit par le droit, qui fonctionne alors ici comme un langage du pouvoir :

<sup>1143</sup> « Chili », un rapport d'Amnesty Internationale, 1974.

<sup>1144</sup> Hecor Cossio (2014), «Chile en llamas»: La serie que muestra la censura nuestra de cada día, en dictadura y democracia», *El Mostrador*, «Cultura», 15 de octubre de 2014, disponible sur <http://www.elmostrador.cl/cultura/2014/10/15/chile-en-llamas-la-serie-que-muestra-la-censura-nuestra-de-cada-dia-en-dictadura-y-democracia/> (consulté le 15 octobre 2014).

<sup>1145</sup> Armand Mattelart (1974), *op. cit.*



« Prise au piège de l'obligation d'opérer au sein de la légalité qui consacrait la liberté d'expression, en ce qui concerne la liberté de l'entreprise et à la défense de laquelle la Gauche elle-même [*l'auteur met une majuscule*] s'était alignée durant des années, elle s'est vue empêchée d'affronter la nécessité de modifier structurellement le système, en attaquant le régime de propriété, le rôle du journal, en favorisant l'incorporation d'autres émetteurs, en expérimentant au niveau des formats, etc. »<sup>1146</sup>.

Au final, les modifications de la législation sur l'activité journalistique introduites durant l'Unité populaire ne changent pas foncièrement les logiques de régulation et de surveillance du milieu journalistique qui émergent à partir des années 1950 notamment, au Chili. Au contraire, elle renforce le jeu d'inclusion/exclusion qui délimite la communauté journalistique et réaffirme la protection sociale tout en affinant certains mécanismes de surveillance. D'ailleurs le jeu de régulation de l'identité journalistique semble assez fort pour qu'elle motive l'essentiel du conflit corporatiste. Les journalistes interrogés, ou ceux qui prennent la plume pour évoquer leur trajectoire et les évolutions de la communauté entre 1953 et 1973 font ainsi le témoignage de quelques endroits et moments où ils ont tenté de renégocier cette identité. C'est à ces négociations que nous allons à présent nous intéresser.

### B) *Les luttes autour de l'identité journalistique*

Au-delà de la propriété des moyens de communication, la mémoire du journalisme, de l'activité et de la communication de l'époque de l'Unité populaire se cristallise largement autour de l'absence de politique communicationnelle de la coalition. Les journalistes interrogés critiquent un laissez-faire qui offre un espace tactique à l'opposition, le droit devenant son principal cheval de bataille à travers l'émergence d'un front de la liberté d'expression. L'opposition se saisit alors de la norme journalistique et profite de cette marge de manœuvre pour attaquer la coalition sur les menaces qu'elle fait peser sur cette liberté d'expression (1). Du côté gouvernemental, il n'y a pas vraiment d'action concertée à part peut-être la nationalisation de la maison d'édition *Zig-Zag*, qui devient *Quimantú* (2). Les luttes médiatiques et journalistiques sont finalement laissées au mouvement social et aux intellectuels : « l'Assemblée des journalistes

---

<sup>1146</sup>«Entrampada en la obligación de operar dentro de una legalidad que consagraba la libertad de expresión, en cuanto a libertad de empresa y a cuya defensa la propia Izquierda se había sumado por años, se vio imposibilitada a enfrentar la necesidad de modificar estructuralmente el sistema, atacando el régimen de propiedad, el rol del periodista, propiciando la incorporación de otros emisores, experimentando a nivel de formatos, etc.» in Eduardo Santa Cruz (2004), *op. cit.*, p. 5.

de gauche » constitue un épisode unique, marginal et sans suite, une incartade où les partisans de la coalition mettent en jeu l'ordre de l'identité journalistique, sans pouvoir le transgresser (3).

## 1. Le front de la liberté d'expression

L'une des batailles menées par l'opposition électorale est de revendiquer sans cesse la liberté d'expression<sup>1147</sup>, en énonçant en permanence une menace gouvernementale sur la capacité à publier. En brandissant cette menace, les secteurs conservateurs affirment publiquement et professionnellement la perversion du journalisme d'opinion, position qui est ensuite alimentée jusqu'à se constituer le temps de l'Unité populaire en anomalie dans l'histoire du journalisme, et finalement en contre-modèle (chapitre 2). On trouve donc la trace d'une multitude de dénonciations livrées par voie médiatique. *El Mercurio*, la figure de proue de la presse d'opposition, en est un acteur régulier, tout comme *Radio Agricultura*, *Radio Minería* ou *Radio Nacional* sur les ondes, et *Canal 13* à l'écran. Mais pour ne pas reprendre le pas d'une critique de ce journal déjà largement pratiquée<sup>1148</sup>, et diversifier les exemples, on peut s'intéresser à plusieurs numéros des revues *SEPA* et *Impacto*, publiées par *Servicios Periodísticos Asociados* et dirigées par Rafael Otero (celui-là même que *Puro Chile* caricature sous les traits du « nain maudit » – *el enano maldito* – voir chapitre 1)<sup>1149</sup>.

Publication d'opinion opposée au gouvernement en place d'un point de vue éditorial, la revue *SEPA*, sous-titrée « Première publication de la résistance démocratique » (*Primera Publicacion de la Resistencia Democrática*), multiplie les attaques, les caricatures et les injures à l'encontre de l'Unité populaire et de ses partisans. Apparue en 1970, elle est interdite quatre fois entre 1971 et 1972, faisant alors place à *Impacto*, une revue de substitution fabriquée par la même équipe. Elle ne paraît plus entre 1973 et 1987, puis reprend sa circulation pour deux années. Outre le fait que les quatre interdictions initiales paraissent bien faibles face à la prohibition que subit la revue durant la dictature, la parution d'*Impacto* illustre l'existence d'issues pour les journalistes et éditeurs :

---

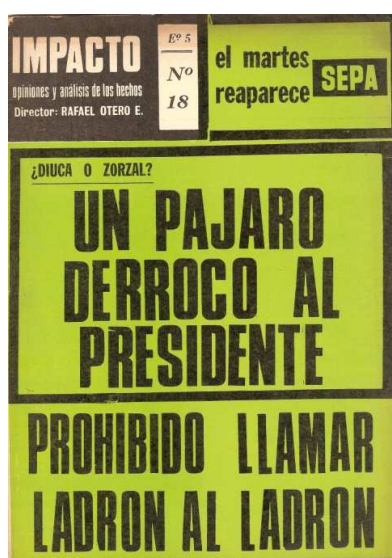
<sup>1147</sup> Une liberté d'expression qu'ils balaieront eux-mêmes d'un revers de main dès le coup d'Etat de 1973, que ce soit par la fermeture de toute la presse pro-Allende, le soutien à deux quotidiens nationaux (*El Mercurio* et *La Tercera*) ou les persécutions et la répression que subit la communauté professionnelle des journalistes. Voir Ernesto Carmona (1996), *op. cit.*

<sup>1148</sup> Nous avons déjà montré que le rapport Church du Sénat américain (1976) comme les récentes procédures judiciaires amorcées contre Agustín Edwards ont souligné le rôle de déstabilisation du journal.

<sup>1149</sup> Avant de créer *SEPA*, Rafael Otero a été secrétaire de rédaction à la revue *Ercilla* (qui privilégie le journalisme interprétatif). Il a ensuite été député du premier district de la septième circonscription départementale de Santiago du Chili entre 1973 et 1977 pour le dit Parti de la démocratie radicale. Durant la dictature, il joue un rôle actif dans le Cercle des journalistes de Santiago du Chili et le Collège des journalistes du Chili puis devient professeur à l'École de journalisme de l'Université du Chili.

malgré l'interdiction de *SEPA*, ils bénéficient d'un de lieu de parole de substitution. Mais l'éditorialiste et directeur de la revue, Rafael Otero, brandit le thème du non-respect de la liberté d'expression à de multiples reprises. Les images que nous présentons ici sont des unes et des extraits (parmi d'autres) de ces attaques régulières sur cette question. On y découvre d'abord la dénonciation d'une forme de censure : « on ne peut pas appeler un voleur un voleur » est affiché en pied de la une d'*Impacto*, la semaine du 8 au 14 juillet 1971 (**Image n°5.2**)<sup>1150</sup>. La revue prend aussi part au conflit autour de *La Papelera* dans son numéro 91 (10 au 16 octobre 1972), dans un bref article intitulé « Destruction de la liberté d'expression » (*Destrucción de la libertad de expresión*)<sup>1151</sup>.

**Image n° 5.2 : La Une d'*Impacto* n°18 (semaine du 8 au 14 juillet 1971)**



Légende : Le numéro de la revue ne correspond pas à son nombre de publication propre (nous rappelons qu'elle n'a été publiée que 4 fois). La numérotation poursuit celle de la revue *SEPA*.

*Source* : archive personnelle.

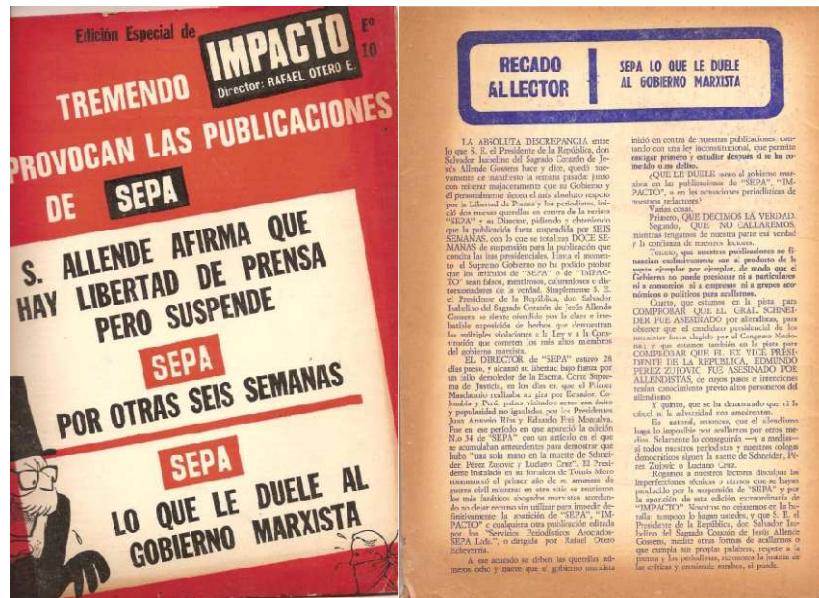
Par exemple, l'éditorialiste dénonce vigoureusement le non-respect de la liberté d'expression lorsque la coalition de l'Unité populaire obtient des tribunaux la suspension de la publication de la revue *SEPA* pour 6 semaines, du fait de ses accusations diffamatoires de l'assassinat du général Schneider par de soi-disant militants allendistes (survenu le 25 octobre 1970, **Image 5.3**). L'éditorial proposé par *Impacto* la semaine suivante vilipende l'infamie du gouvernement, dont l'action judiciaire contre la revue constitue le symbole d'un obscurantisme et des dérives

<sup>1150</sup> Le titre fait référence à l'expression « *llamar al pan, pan, y al vino, vino* » que nous pourrions traduire en français « appeler un chat un chat ».

<sup>1151</sup> Nous ne détaillons pas ce cas car nous avons développé à son propos sur plusieurs pages dans le chapitre 3.

totalitaires qui guettent le Chili<sup>1152</sup>. Sans revenir sur tous les conflits qui se multiplient tout au long des trois années, nous comprenons que le front de la liberté d'expression est un champ de bataille hautement symbolique et crucial dans les trois années que dure l'Unité populaire.

Image n° 5.3 : Une et éditorial de l'édition spéciale de revue *Impacto* (14 au 20 septembre 2014)



Source: archives personnelles

On voit donc mieux comment les pratiques journalistiques sont utilisées comme tactiques de résistance au sens de Michel de Certeau, c'est-à-dire cet art mobile maintenu « dans une docilité aux aléas du temps, pour saisir au vol les possibilités qu'offre un instant » pour profiter des possibilités à chaque moment de la *crise*<sup>1153</sup>. Dans cette perspective, on trouve aussi des moments où les différents registres de discours (journalistiques, scientifiques et politiques) s'articulent entre eux pour mieux combattre sur le front de la liberté d'expression. Un article de la revue *SEPA* n°92 (17 au 23 octobre 1972) porte par exemple sur l'ouvrage d'un universitaire de la *Pontificia Universidad Católica* de Santiago du Chili, Tomás MacHale, intitulé « Le front de la liberté d'expression »<sup>1154</sup>. En présentant et en s'appropriant des arguments de l'auteur, la revue d'opinion

<sup>1152</sup> Cette accusation vient d'un éditorialiste qui écrira, en mars 1973 : « Comment éliminer Allende ? Il ne reste désormais plus rien d'autre que la lutte à mort ». Cependant nous évoquons simplement cet acte énonciatif en note de bas de page car au moment de la suspension de la revue pour diffamation, en 1971, on ne peut affirmer que Rafael Otero ira aussi loin dans sa champagne anti-Unité populaire. Dire le contraire reviendrait à tomber dans la même logique que ce que nous critiquons dans le chapitre 2, c'est-à-dire lire l'histoire depuis son résultat.

<sup>1153</sup> Michel de Certeau (1990), *L'invention du quotidien. Tome 1 : Les arts de faire*, Paris : Gallimard (coll. « Folio Essais », n°146), pp. 60-61.

<sup>1154</sup> Tomás MacHale (1972), *op. cit.*

fait du travail de l'Universitaire un des fers de lance de la campagne de dénonciation des activités liberticides du gouvernement.

L'ouvrage, issu de plusieurs rapports et communications académiques sur le thème, attaque au niveau théorique les supposées infractions du bloc révolutionnaire (gouvernement, partis et media) au principe recteur de la liberté d'expression. L'universitaire propose une définition juridique stricte de l'activité médiatique (qui ne peut donc pas être respectée par les différentes publications contre-révolutionnaires du fait de leur rhétorique et de la rupture de certaines normes comme l'organisation de la une d'*El Mercurio* les 15 juin 1973 et 5 septembre 1973<sup>1155</sup>) et veut imposer encore plus de règles à l'administration de la liberté d'expression pour renforcer les normes et fermer leur opérationnalisation à certaines procédures. Par ce biais, l'opposition à la coalition de Salvador Allende fait peser un risque sur la liberté d'expression et sur l'*ethos* journalistique. Si on a vu que cette menace n'a pas lieu d'être, dans la mesure où le gouvernement joue justement le jeu de cette identité particulière et continue de la renforcer, cela ne signifie pas pour autant que l'argumentation de l'universitaire soit largement fallacieuse : en réalité, elle contribue à resserrer un peu plus l'étau autour de l'identité journalistique durant l'Unité populaire. On voit alors que les luttes sur le front de la liberté d'expression cachent en fait un travail de rigidification de l'identité journalistique, ce qui souligne un peu plus l'importance de prendre en compte cette image sociale diffusée par la communauté journalistique et validée par l'Etat chilien dès les années 1950.

Enfin, et pour revenir aux organismes corporatistes de la période, la Société interaméricaine de presse (SIP) joue un rôle important dans ce contexte. Les tentatives d'intervention de la SIP débutent officiellement le 27 novembre 1971, lorsque l'organisme corporatiste continental, dont la section chilienne est présidée par Agustín Edwards McClure (le directeur d'*El Mercurio*), envoie une lettre à Salvador Allende pour lui demander de renoncer à son projet de nationalisation de la *Papelera* (voir chapitre 3). La demande est reproduite le lendemain dans le journal *El Mercurio*, principal tenant des positions de la SIP au Chili. La SIP place son argument au niveau de la liberté d'information, sans attaquer directement le gouvernement en place (dont elle dit reconnaître les multiples déclarations réaffirmant son engagement à respecter les libertés fondamentales) mais en faisant plutôt planer le doute sur l'après-Unité populaire et les possibilités de censure qu'offre une mesure telle que la nationalisation de la seule entreprise de production du papier. Le recours reste sans effet puisque Salvador Allende répond sur un ton incisif, à partir de trois arguments : il

---

<sup>1155</sup> Voir les **Image n°3.7** et **Image n°3.8** dans le chapitre 3.

certifie que la liberté de la presse ne sera en aucun cas menacée par cette politique publique et qu'un des gages de ce respect se trouve dans la représentation des journalistes dans l'organisme de distribution du papier ; il propose de faciliter l'accès au crédit des entreprises médiatiques souhaitant lancer leur propre entreprise de production et de distribution de papier ; et il rejette l'interventionnisme extérieur que met en œuvre la SIP. Ce dernier argument montre que Salvador Allende joue le jeu du « conflit » sur la liberté d'expression, en retournant l'argument : il dénonce ainsi les tentatives d'influence d'un organisme corporatiste « qui ne respecte pas lui-même la liberté d'expression dans ses propres délibérations, comme cela a eu lieu à la dernière réunion de Chicago ». Même si nous ignorons ce qui a pu se passer lors de cette fameuse réunion, on voit surtout que la liberté d'expression devient un levier rhétorique central dans l'affrontement.

Le conflit avec la SIP redouble lorsque Santiago accueille sa 28<sup>e</sup> assemblée annuelle entre le 7 et le 14 octobre 1972 (pour la seconde fois après 1962). Des mois durant, les journalistes entrent en conflit, par moyens de communication interposés, au sujet de l'organisation de la grand-messe du journalisme américain (au sens continental du terme). Or malgré une position clairement réfractaire au régime de Salvador Allende, la SIP n'émet pas d'avis défavorable quant au respect de la liberté d'expression, que ce soit dans son rapport préliminaire sur la situation chilienne ni dans les résolutions finales. On trouve cependant une action de sensibilisation de la part de Rafael Otero (directeur et éditorialiste de *SEPA* et *Impacto* – voir ci-dessus) qui présente un rapport sur la liberté d'expression au Chili, durant l'Assemblée de la SIP (qui n'a pas eu manifestement les résultats escomptés). Après avoir passé en revue ce qu'il estime être des cas de non-respect de la liberté d'expression, en particulier le conflit autour de la nationalisation de *La Papelera* ou l'interdiction de publication de *SEPA* par les tribunaux, sans pour autant revenir sur les tenants et les aboutissants de ces différentes mesures, le journaliste conclut :

« Il serait juste de dire qu'au Chili il y a une 'liberté' de presse sous caution', ou une liberté de presse avec permis de guerre. La situation et les éléments objectifs de jugement analysés ; les alternatives du journaliste et de l'éditeur journalistique suspectées, on arrive nécessairement à la conclusion que la détérioration de la Liberté de la Presse au Chili [*en majuscules dans le texte*] est d'une telle envergure qu'on ne peut pas proprement parler de l'existence de la 'Liberté', vu que n'existent pas les nécessaire alternatives pour qu'il y ait une décision ou un choix de voies de la part du journaliste, indépendamment de contrainte, de menace ou de pression irraisonnable.

Dans les conditions objectives des progrès sociaux et politiques auxquelles est arrivé le Chili pendant ses 160 ans de tradition démocratique et libertaire, la Liberté de la

Presse a expérimenté un recul qui la met face à un évident danger d'extermination »<sup>1156</sup>.

Plusieurs éléments des conclusions de Rafael Otero renvoient donc à la consolidation d'une identité journalistique formulée sous l'angle de l'utilité publique et directement reliée à l'exercice de la liberté d'expression. Son « cri d'alarme » situe la figure du journaliste au cœur du dispositif d'exercice de la liberté de la presse, comme un héritage de la tradition démocratique chilienne, dont on a vu précédemment le récit de l'exceptionnalité. C'est autour de la pratique individuelle de l'agent du journalisme institutionnalisé qu'il reconnaît les violations de la liberté d'expression, telles que nous essayons de le montrer dans ce chapitre ; c'est ensuite en rupture avec une tradition républicaine qu'il envisage les événements et le conflit propre au gouvernement de l'Unité populaire, alors même que de nombreux cas de censure et de contraintes sur la pratique du journalisme peuvent être recensés dans l'histoire chilienne moderne.

L'infatigable combat auxquels journalistes, hommes politiques et universitaires conservateurs se livrent consiste donc à défendre une conception politique de la liberté d'expression et à accoler une identité journalistique, essentiellement définie par sa fonction de médiation entre le public (indifférencié et impossible à différencier, une entité aussi amorphe qu'atone qui, en contraste avec les masses, n'est pas en mouvement, et qui se fait l'enjeu des négociations politiques dès qu'il y a la diffusion médiatisé à un collectif) et le pouvoir politique (qui prend par la même occasion des traits pluralistes, nous y reviendrons). Voici donc son rôle, aussi flou soit-il. Et ce rôle serait un héritage de la modernité chilienne, sans pour autant que les énonciateurs ne reviennent sur les soubresauts de l'histoire médiatique antérieure à l'Unité populaire.

Durant l'Unité populaire, la liberté d'expression devient l'un des bastions symboliques de défense de la liberté en général. Durant les décennies qui ont précédé l'Unité populaire, les journalistes chiliens ont affirmé une série de valeurs et de principes qui, comme on l'a vu, s'incarnent dans les pratiques et les opérations de fabrication du journal qu'ils mettent en œuvre, marquent une bonne partie de leur formation et constituent un étendard pour leur organisme

---

<sup>1156</sup> “Lo justo sería decir que en Chile hay ‘libertad de prensa bajo fianza’ o ‘libertad de prensa con licencia de guerra. Analizada la situación y los elementos objetivos de juicio ; sospechadas las alternativas del periodista y el editor periodístico se llega necesariamente a la conclusión de que el deterioro de la Libertad de Prensa en Chile [*en mayúscula en el artículo*] es de tal magnitud, que no puede hablarse con propiedad de la existencia de ‘Libertad’, puesto que no existen las necesarias alternativas para que haya una decisión o elección de caminos por parte del periodista, al margen de coacción, amenaza o presión irrazonable.

Dentro de las condiciones objetivas de los progresos sociales y políticos a que ha llegado Chile en sus 160 años de tradición democrática y libertaria, la Libertad de Prensa ha experimentado un retroceso que la pone en evidente peligro de exterminación” in Rafael Otero, “La Libertad de Prensa en Chile”, *SEPA*, n°92, Semana del 17 al 23 de Octubre de 1972, p. 25.

corporatiste. Parmi ces principes, l'indépendance journalistique face au pouvoir étatique est une valeur cardinale (malgré, paradoxalement, la circulation d'un journal étatique). Cette plainte perpétuelle au temps de l'Unité populaire, et son intensification après décembre 1971, assurent la possibilité aux journaux conservateurs et à l'oligarchie chilienne de bénéficier d'une marge de manœuvre totale, mais aussi de laisser entendre que le régime de Salvador Allende menace la formation libre de l'opinion publique et les libertés publiques en général. Le camp conservateur construit donc les luttes politiques autour des media dans un langage juridique en tournant les projecteurs sur un possible usage de mécanismes contraignant les publications. Cette stratégie s'inscrit en héritage des batailles juridiques et politiques autour de la liberté d'expression qui datent du XIX<sup>e</sup> siècle, pour discréditer l'Unité populaire et montrer son archaïsme. L'exercice du droit que propose la Contre-révolution, en matière médiatique, fait donc planer la menace en occultant la réalité du pouvoir.

Tout ce travail est repris dans « l'Accord sur le grave fracture de l'ordre institutionnel et légal de la République » du 22 août 1973, qui accuse la coalition de toute une série de violations (**Annexe 20**). Ce projet, porté par le Parti national et le Parti démocrate-chrétien, est approuvé par la Chambre des députés ce qui a pour conséquence de déclarer la coalition d'Unité populaire illégale et de pousser les ministres militaires à démissionner<sup>1157</sup>. Or la liberté d'expression tient une bonne place dans ce texte, comme en atteste l'article 10, alinéa b) :

« 10° Qu'entre les constantes violations du Gouvernement contre les garanties et les droits fondamentaux établis dans la Constitution, peuvent être distinguées les suivantes : (...)

b) Il a gravement attenté à la liberté d'expression, en exerçant tous types de pressions économiques contre les organes de diffusion qui ne sont pas d'inconditionnels adeptes du Gouvernement ; en fermant illégalement des journaux et des radios ; en imposant à ces dernières des « chaînes nationales » illégales ; en emprisonnant anticonstitutionnellement des journalistes de l'opposition ; en recourant à des manœuvres astucieuses pour acquérir le monopole du papier d'imprimerie, et en violant ouvertement les dispositions légales auxquelles doit se soumettre le Canal National de Télévision [*majuscules dans le texte*], au moment de le remettre à la direction supérieure d'un fonctionnaire qui n'a pas été nommé avec l'accord du

---

<sup>1157</sup> Le lendemain, le général Carlos Prats, pourtant légaliste, présente sa démission. Voir Ingrid Seguel Boccara (1997), *op. cit.*



Sénat, comme l'exige la loi, et de le convertir en un instrument de propagande sectaire et de diffamation des adversaires politiques »<sup>1158</sup>.

Si, du côté contre-révolutionnaire, le front de la liberté d'expression incarne la défense d'une identité journalistique qui devient la propriété historique du journalisme chilien du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, il faut aussi tourner les projecteurs vers les résistances révolutionnaires à cette identité, pour mieux comprendre quelles sont ses principales caractéristiques. Retrouver et analyser les points sur lesquels les journalistes s'attaquent à leur communauté de desseins permet de dessiner par contraste les aspects de cette fonction sociale qui sont en jeu durant les trois années de gouvernement de l'Unité populaire et de faire rejaillir la manière dont les journalistes se conçoivent au Chili, durant l'Unité populaire.

## 2. L'offensive des intellectuels et journalistes de gauche

De manière beaucoup moins systématique et beaucoup plus dispersée, les journalistes, syndicalistes, hommes politiques et universitaires « révolutionnaires » s'engagent sur le front de l'identité institutionnelle du journalisme en revendiquant le droit de renier une posture d'objectivité, qui pose un voile sur les relations économiques alliant l'élite politique et l'élite économique et qui, à un second niveau, inclut les institutions médiatiques dans cet « appareil idéologique »<sup>1159</sup>. Ces prétentions s'incarnent tout d'abord dans des colonnes d'opinion. Les journaux chiliens deviennent le territoire d'une lutte réflexive de la part des journalistes sur leur manière de concevoir l'information. Cela dit, l'enracinement des débats identitaires dans un autre lieu que celui réservé à la mise en application des règles professionnelles et normes institutionnelles du journalisme enferme ces inflexions sans leur donner chair dans une transformation de ces routines. Les débats restent d'ailleurs en bonne partie dans la sphère « intellectuelle » plus que dans celle de l'Etat.

---

<sup>1158</sup> “10° Que entre los constantes atropellos del Gobierno a las garantías y derechos fundamentales establecidos en la Constitución, pueden destacarse los siguientes:

b) Ha atentado gravemente contra la libertad de expresión, ejerciendo toda clase de presiones económicas contra los órganos de difusión que no son incondicionales adeptos del Gobierno; clausurando ilegalmente diarios y radios; imponiendo a estas últimas “cadenas” ilegales; encarcelando inconstitucionalmente a periodistas de oposición; recurriendo a maniobras arteras para adquirir el monopolio del papel de imprenta, y violando abiertamente las disposiciones legales a que debe sujetarse el Canal Nacional de Televisión, al entregarlo a la dirección superior de un funcionario que no ha sido nombrado con acuerdo del Senado. como lo exige la ley, y al convertirlo en instrumento de propaganda sectaria y de difamación de los adversarios políticos” in Cámara de diputados, *Acuerdo sobre el grave quebrantamiento del orden institucional y legal de la República*, artículo 10, alinea b), 22 de agosto de 1973.

<sup>1159</sup> Nous reprenons le concept althussérien car il traverse largement les écrits et les déclarations de ces camps-là, comme nous l'avons déjà montré dans le chapitre 1.

On y trouve une lecture moniste assez traditionnelle des élites. Face à la toute-puissance des structures d'émission des messages, les réflexions menées invitent, d'un côté, à modifier la posture d'objectivité pour idéologiser le discours et faire justement apparaître l'objectivité comme une idéologie. De l'autre, on voit émerger des études qui cherchent à transformer les techniques de publications afin de les adapter aux lecteurs. Ces tensions sont constitutives de l'identité journalistique, c'est-à-dire de l'écart que l'on peut observer entre les revendications faites sur la réalité du fonctionnement du système médiatique et le discours rationnel que tient l'institution journalistique sur elle-même (discours de polarisation puis de culpabilité). Autrement dit, les deux formulations de la bataille à mener en termes journalistiques mettent en évidence les effets non-désirés et non-prévus de l'institutionnalisation du journalisme.

Ces effets sont rejetés par la réaffirmation d'un discours commun, et par là même inébranlable : l'institution journalistique donne corps au récepteur dans le façonnage et la diffusion de l'information. Emetteurs et récepteurs sont sensés être réarticulés, en écho au projet de redistribution des pouvoirs de l'Unité populaire, dans le pouvoir politique et l'opinion publique. Les intellectuels de gauche cherchent en fait à resituer la réception du message dans la topographie du journalisme, selon une stratégie institutionnelle propre au projet de la coalition. Face à l'institutionnalisation du journalisme et à la domestication de l'identité journalistique, la coalition d'Unité populaire est souvent critiquée pour son manque d'initiative en matière communicationnelle. Aucune politique d'Etat n'est en effet élaborée<sup>1160</sup>. Au mieux les analystes reconnaissent la discussion stratégique menée entre intellectuels proches de la coalition gouvernementale, comme cela vient d'être expliqué<sup>1161</sup>. Ce partage maintient donc le traitement social de la communication et des media en dehors du champ étatique.

Ainsi, Armand Mattelart se livre à une forte critique des carences communicationnelles de la politique culturelle mise en œuvre par le gouvernement d'Unité populaire<sup>1162</sup>. Il montre d'abord que l'action publique joue essentiellement sur le levier économique pour activer les transformations socioculturelles envisagées. La coalition lui semble, aussi, incapable de passer d'une stratégie d'agitation à une action de défense d'un gouvernement en place. Les divisions au sein de la coalition enrayment ensuite le bon fonctionnement des politiques culturelles : la gestion collégiale de *Televisión Nacional* ou du *canal 9* bloque beaucoup d'initiatives, par exemple.

---

<sup>1160</sup> Jorge Mágasich (2013), *op. cit.* ; Armand Mattelart (1974), *op. cit.* ; Juan Rojo de la Rosa (1976), *op. cit.* ; Patricio Tupper (2005), *op. cit.*

<sup>1161</sup> Eduardo Santa Cruz (1988), *op. cit.*

<sup>1162</sup> Cette critique émise dans divers textes universitaires ou dans des tribunes de presse à l'époque est synthétisée dans l'ouvrage publié un an après la fin de l'Unité populaire. Voir Armand Mattelart (1974), *op. cit.*

Finalement, les organisations populaires sont, selon lui, exclues du processus culturel et de communication. Ainsi, Armand Mattelart dénonce l'incapacité des forces socialistes à sortir du schéma vertical caractérisant le mode de production marchand de l'information.

La seule intervention publique qui peut être associée à cette réflexion sur le rôle du journaliste en démocratie est mise en œuvre à partir de 1971 sous le nom de *Quimantú* : une maison éditoriale nationalisée qui publie une série de revues d'information, en plus de ses collections de livres. Initié dès 1967 par le sénateur Salvador Allende lui-même, le projet de maison d'édition d'Etat *Quimantú* (« soleil de la connaissance » en langue Mapuche) se concrétise le 12 février 1971 par l'intégration de *Zig-Zag*, la principale maison d'édition du pays – alors au bord de la faillite, à l'Aire de propriété sociale (APS), un secteur mixte de l'économie chilienne créé par le gouvernement d'Unité populaire qui regroupe des entreprises nationalisées par le gouvernement de Salvador Allende, et des entreprises avec participation publique. Selon Solène Bergot, l'objectif est de démocratiser l'accès au livre « en créant des collections adaptées et en adoptant la stratégie commerciale d'aller au contact des lecteurs potentiels »<sup>66</sup>.

Dans le cadre de ce projet de grande envergure, Armand Mattelart participe à des ateliers populaires (*talleres populares*) avec les travailleurs de la maison d'édition étatique. A l'arrivée de l'Unité populaire au pouvoir, il poursuit sa réflexion en se préoccupant de l'implication des organisations sociales et du « pouvoir populaire » dans le processus de communication à travers ce qu'il appelle rétrospectivement « des formes inédites de communication en phase avec des formes, inédites elles aussi, d'organisation »<sup>64</sup>. Il réarticule son projet académique en le confrontant à un engagement politique militant, au sein d'expériences communicationnelles dans les cordons industriels, où sont lancées « des initiatives de créations avec des correspondants-ouvriers, de petits journaux, de feuilles, de feuilles écrites etc. »<sup>65</sup>; et donc au sein de *Quimantú*, la maison d'édition d'Etat. La figure du sociologue belge est ici importante car il tente d'opérationnaliser des changements en menant des recherches sur la réception des journaux et des messages médiatiques, dans le cadre de la Section de recherche et d'évaluation des communications de masse de *Quimantú*.

C'est dans ce cadre qu'il met en place des séries d'entretiens et d'observations participantes avec des personnes issues des classes populaires et paysannes. Armand Mattelart se pense alors comme un ingénieur du processus de production des « masses organisées », ou des dits « publics réformés », censément capables de « démystifier les structures sémantiques de domination et le

système de représentation du monde »<sup>1163</sup>. Par ailleurs, la manière dont il s’immerge et conçoit la nécessité d’une immersion du scientifique spécialiste de la communication auprès des autres travailleurs-producteurs de la communication, renvoie également à la position et aux dispositions d’un ingénieur<sup>1164</sup>. Aussi, dans le cadre de son activité à *Quimantú*, Armand Mattelart fait figure d’ingénieur du gouvernement de l’espace public révolutionnaire, à la fois concepteur et agent de mise en œuvre. Tout l’intérêt de l’évolution de la réflexion d’Armand Mattelart réside donc dans le changement de registre de son discours, qui rejoint peu à peu les débats politiques et les catégories de discours idéologiques. Comme l’écrit Mariano Zarowsky : « construire des alternatives politiques dans le champ de la communication supposait alors de questionner les conceptions de la politique, la communication et la culture implicites aux positions réformistes »<sup>1165</sup>. A travers ses publications, Armand Mattelart essaie donc d’influencer et de sensibiliser la coalition gouvernementale et discute les changements envisagés par les acteurs politiques. Il participe à une confrontation dialogique entre sciences sociales et politique par le recours à des catégories de discours similaires. Il utilise cette méthode dans un objectif de déspecialisation de l’activité journalistique, en désappropriant ses pratiques sociales par leur confrontation aux pratiques de réception qu’il cherche à étudier au sein des classes populaires et paysannes chiliennes.

Un autre exemple de cette lutte autour de l’identité journalistique, et peut-être le plus abouti, réside dans la tenue d’une Assemblée des journalistes de gauche dans laquelle l’objectivité journalistique est directement attaquée, et pas simplement pour des raisons idéologiques.

### **3. « L’Assemblée des journalistes de gauche » : une remise en cause de l’*ethos* journalistique (9-11 avril 1971)**

Parmi les embryons corporatistes de résistance aux normalités de l’identité journalistique que l’on voit émerger durant l’Unité populaire, l’une des plus symboliques est sûrement « L’Assemblée des journalistes de gauche »<sup>1166</sup>. Ce rassemblement dénonce l’objectivité

---

<sup>1163</sup> Armand Mattelart (1974), *op. cit.*

<sup>1164</sup> Cette fonction « d’ingénieur » est d’ailleurs une « disposition scientifique » que Gérard Noiriel trouve assez communément chez les démographes, discipline qu’exerce Mattelart à son arrivée au Chili et qui l’emmène vers l’étude de la communication (voir chapitre 1).

<sup>1165</sup> Zarowsky Mariano (2009), “Políticas culturales y comunicación popular en el gobierno de Salvador Allende (Chile, 1970-1973). La intervención político intelectual de Armand Mattelart”, Instituto de Investigaciones Gino Germani. 5° Jornadas de Jóvenes Investigadores. 4, 5 y 6 de noviembre de 2009.

<sup>1166</sup> Nous ne revenons pas sur l’action et le rôle des syndicats de journalistes, tels que le Syndicat des radios de gauche dirigé par la journaliste Gladys Díaz, parce que nous ne détenons pas de documents à ce sujet. Nous connaissons simplement son existence.

journalistique et initie donc par ce biais une réflexion sur l'identité journalistique et l'institutionnalisation du journalisme. Mais il faut le dire dès à présent : cette incartade ne sera pas suivie de nouveaux actes qui lui soient rattachés directement ou indirectement (nouvelle réunion de ce groupe de journalistes, actions de sensibilisation, revendications...). Pas plus que de mise en œuvre de « recettes » permettant de réformer l'objectivité journalistique. Cette démarche inaboutie nous permet donc de voir que la transgression de l'institutionnalisation du journalisme n'a pas fonctionné, du fait même de la sécurisation du milieu journalistique par le *gremio* journalistique mais surtout par l'action de l'Etat chilien.

De courte durée, et donc de portée essentiellement symbolique, cette assemblée de journalistes auto-dénommés « de gauche », a lieu les 9, 10 et 11 avril 1971 et regroupe des hommes politiques, des journalistes et des universitaires dans le but de proposer une réflexion sur l'avenir du journalisme. Plus de 320 journalistes prennent part au rassemblement, parmi les 640 recensés par le Collège des journalistes dans le pays<sup>1167</sup>. La problématique transversale à ces trois journées questionne le rapport du journalisme à l'objectivité et met explicitement en cause l'identité journalistique qui discipline cette activité, en interrogeant le positionnement des journalistes dans l'espace social et le régime de véridiction qu'ils utilisent quotidiennement. En creux, l'identité journalistique telle qu'elle a été construite jusque-là est questionnée, sur la base argumentative, pour se défaire de ce voile et contribuer au projet révolutionnaire proposé par l'Unité populaire.

S'il reste difficile d'évaluer l'influence qu'ont pu avoir les discussions menées sur l'objectivité journalistique, ne serait-ce que parce qu'elles laissent la possibilité d'ajustements individuels, pratiques et invisibles au quotidien, on peut toutefois revenir sur les positions officielles relatées dans les documents de l'époque qui énoncent alors l'état des préoccupations d'une grande partie des journalistes chiliens. On trouve néanmoins peu de traces de « l'Assemblée des journalistes de gauche ». Maura Brescia del Val l'évoque (très) rapidement dans son texte sur le journalisme chilien entre 1950 et 1970<sup>1168</sup> :

« En avril 1971, une Assemblée Nationale de Journalistes de Gauche se réalise.  
Flottent les conflits d'un journalisme qui lutte pour construire un ordre nouveau,

---

<sup>1167</sup> Ce chiffre est donné par *Punto Final*. Il n'a pas été possible d'accéder aux registres du Collège des journalistes qui datent de l'Unité populaire.

<sup>1168</sup> « En abril de 1971 se realiza una Asamblea Nacional de Periodistas de Izquierda. Flotan los conflictos de un periodismo que lucha por construir un orden nuevo, pero que actúa dentro de un cuadro tradicional de propiedad y orientación de los medios, con su concepto comercial y político del servicio público de la información », in Maura Brescia del Val (1996), *op. cit.*

mais qui agit dans le cadre traditionnel de la propriété et l'orientation des media, avec leur conception commerciale et politique de service public de l'information ».

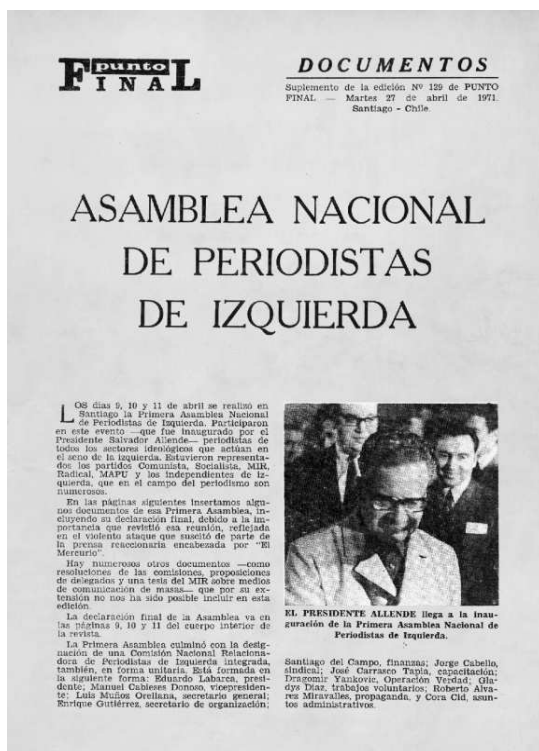
En replaçant les discussions dans l'opposition entre journalisme « d'un ordre nouveau » et « service public de l'information », Maura Brescia del Val souligne que l'enjeu de ces trois journées réside bien dans le rôle social qui est attribué aux journalistes chiliens durant l'Unité populaire (et qu'ils s'auto-attribuent). En faisant du « service public d'information » un élément du « cadre » traditionnel dans lequel fonctionnent les media chiliens, elle avance alors l'idée que ces journalistes ont essayé de se défaire de la responsabilité sociale sous-jacente à l'idée de service public.

A partir de la lecture du supplément que le bimensuel *Punto Final* consacre à « l'Assemblée des journalistes de gauche »<sup>1169</sup> (**Image n°5.4**), il est possible d'approfondir l'analyse de ce rassemblement afin de voir en quoi un embryon de résistance à l'identité journalistique dominante s'est formé. Si *Punto Final* se fait le porte-parole des débats qui ont lieu durant ces trois journées, c'est aussi parce que Manuel Cabieses, l'un de ses deux cofondateurs, est le président de la commission organisatrice. Le document publié par le bimensuel est d'ailleurs relativement long (16 pages) et diffuse des documents originaux et complets. Il est composé d'une introduction dont la principale visée est informative (selon les critères, définis précédemment, de présentation du contexte) ; de la retranscription du discours prononcé par Manuel Cabieses en inauguration (**Image n°5.5**) ; du discours du secrétaire de la commission organisatrice, Felidor Contreras (*El Siglo*) ; du discours de Salvador Allende en cette occasion ; et d'une étude présentée par les journalistes auto-dénommés de gauche qui travaillent à *El Mercurio*, sur leur propre journal.

---

<sup>1169</sup> « La Asamblea de los periodistas de izquierda », *Punto Final*, “Documentos”, Suplemento de edición, n°129, Martes 27 de abril de 1971, disponible sur [http://www.pf-memoriahistorica.org/PDFs/1971/PF\\_129\\_doc.pdf](http://www.pf-memoriahistorica.org/PDFs/1971/PF_129_doc.pdf) (consulté le 12 mars 2010).

Image n° 5.4 : La Une du supplément de *Punto Final* sur « L'Assemblée des journalistes de gauche » (mardi 27 avril 1971)



Source : [http://www.pf-memoriahistorica.org/PDFs/1971/PF\\_129\\_doc.pdf](http://www.pf-memoriahistorica.org/PDFs/1971/PF_129_doc.pdf)

Image n° 5.5 : La prise de parole de Manuel Cabieses Donoso durant l'inauguration de l'Assemblée des journalistes de gauche (9 avril 1971)



Source : [http://www.pf-memoriahistorica.org/PDFs/1971/PF\\_129\\_doc.pdf](http://www.pf-memoriahistorica.org/PDFs/1971/PF_129_doc.pdf)

Dans ces différents documents, on retrouve d'abord la réaffirmation d'un soutien au gouvernement de l'Unité populaire, de la part des journalistes rassemblés. Manuel Cabieses parle ainsi « d'union » entre les journalistes de gauche et la coalition face aux adversaires, « la bourgeoisie et l'impérialisme » incarnés par le quotidien *El Mercurio*. Le rapport présenté par les journalistes de gauche travaillant dans les salles de rédaction du plus vieux journal chilien en circulation sert d'ailleurs essentiellement à montrer les connexions entre la famille Edwards, ou les principaux dirigeants d'*El Mercurio*, et les intérêts économiques nationaux et internationaux.

Allende aborde aussi, à ce propos, le « sacrifice » des journalistes qui doivent lutter quotidiennement contre leurs patrons ou la ligne suivie par leur media et souligne la nécessité de faire des changements structurels pour rompre avec la dépendance économique des media chiliens<sup>1170</sup>. Felidor Contreras radicalise, quant à lui, cette mobilisation en parlant de « journalistes révolutionnaires », de « lutte générale des travailleurs pour créer une nouvelle société ». Salvador Allende insiste, enfin, sur le nécessaire travail collectif et concerté que doivent mener les journalistes et les représentants de la CUT, la confédération syndicale chilienne. La simple présence de Salvador Allende montre que « l'Assemblée des journalistes de gauche » se pense comme une concurrente du monopole qu'exerce le Collège des journalistes sur la représentation et la régulation de ce milieu aux yeux de l'Etat chilien.

L'identité journalistique est largement discutée dans ces différents discours, ce qui montre bien que ces trois journées cherchent à initier une redéfinition de l'image sociale du journaliste et de son identité, et à se positionner par là même comme interlocuteur privilégié des pouvoirs publics. Pour Manuel Cabieses, « la mission fondamentale [*des journalistes*] est de se joindre à la voix de ceux qui ne s'expriment pas dans les moyens de communication ». Le fondateur de *Punto Final* engage donc une critique de l'égalité de l'accès aux journalistes pour les différents acteurs sociaux et conçoit le rôle des journaux et des journalistes comme celui de porte-paroles des citoyens ou, dans son registre de vocabulaire, du peuple. Il dénonce d'autre part la désinformation et l'imprégnation conservatrice des récits journalistiques. Pourtant, en maintenant le journaliste dans le rôle du porte-parole et du médiateur, le fondateur de *Punto Final* coupe court à toute possibilité théorique de contre-conduite et réinsère le journalisme dans son identité hégémonique, dans son sens commun, en proposant de réajuster ce rôle aux besoins d'information des marges de la société chilienne. Il réinsère d'ailleurs cette tâche dans l'héritage historique de plusieurs figures marquantes de l'histoire de la presse, dont le souci résidait justement dans cette volonté d'inclure les marges du corps social chilien : Camilo Henríquez ou Luis Emilio Recabarren. En glorifiant ces figures, Manuel Cabieses replace donc les critiques et conflits qui marquent le journalisme chilien des années 1970 dans la linéarité d'une histoire du journalisme et dans les coordonnées d'un âge d'or où cette activité sociale occupait sa fonction d'information et de pédagogie au service du peuple.

---

<sup>1170</sup> Compte-tenu du fait que ces liens économiques et politiques ont largement été mentionnés et analysés dans le chapitre 1, tout comme les connexions entre la démarche scientifique des études qui les mentionnent et les enjeux politiques de leur époque de production, nous ne reviendrons pas ici sur cette partie du document publié par *Punto Final*.



Le discours prononcé par Felidor Contreras a ceci d'intéressant qu'il articule le positionnement en soutien du gouvernement révolutionnaire tout en ciblant la nécessité d'une action concertée des journalistes, que le rédacteur d'*El Siglo* nomme *Operación Verdad* (Opération vérité). Reste que la critique concrète adressée au système médiatique chilien ne prend pas ses distances avec les arguments idéologiques (mentionnés dans le programme de l'Unité populaire ou dans les batailles intellectuelles mentionnées précédemment) ou les arguments académiques. Felidor Contreras déplore l'amenuisement du caractère culturel des journaux et moyens de communication, dénonce le monopole en l'associant à l'élite conservatrice (« derechista »). Quant au rôle du journaliste sur cet échiquier, le journaliste d'*El Siglo* le définit selon son caractère politique, et les « responsabilités » que cela implique, notamment dans le déroulement et les avancées du processus révolutionnaire. Les journalistes sont finalement caractérisés par leur appartenance à « une avant-garde », sensée guider le peuple.

Enfin, Salvador Allende revient sur le projet d' « Opération vérité », évoqué par Felidor Contreras (**Image n°5.6**). Il annonce clairement que cette action ne sera pas d'initiative gouvernementale et exhorte les journalistes à mener cette lutte « de façon démocratique » en articulant et coordonnant leurs efforts avec les artistes et les écrivains. Il y a donc ici un semblant de remise en cause de l'identité journalistique particulière puisque Salvador Allende regroupe artistes, écrivains et journalistes sous le même étendard et les charges d'une action communicationnelle commune. Pourtant, les incessantes assertions sur l'inclusion des intellectuels et des journalistes dans le mouvement populaire, en leur attribuant la fonction « d'élever le niveau politique de l'immense majorité des chiliens » tout en réaffirmant le respect de la liberté d'expression (sans monopole), enferment l'identité journalistique dans son rôle d'articulation entre le public et le pouvoir gouvernemental. Une ouverture est finalement placée en fin de discours : sans évoquer de projet précis et concret, Salvador Allende propose aux journalistes de penser aux modifications nécessaires à la loi sur le Collège des journalistes, afin d'acquérir une meilleure éthique, un meilleur salaire et la séparation entre marchands d'information (*mercaderes*) et l'information. Or cette incitation renvoie aussi à la reconstruction d'une communauté journalistique autonome et homogène, en ouvrant la possibilité d'exercer cette activité sociale sans respecter les critères de séparation hermétique propres à cette communauté, et finalement de publier un journal. Ce projet s'incarne, selon lui, dans un refus de « l'objectivisme » et prend forme dans une organisation coopérative des rédactions et des institutions journalistiques. Politiquement, cette proposition traite sûrement directement de l'identité journalistique car elle met en jeu la façon même de penser le journalisme. Mais elle reste lettre morte.

**Image n° 5.6 : Salvador Allende s'adresse aux journalistes (9 avril 1971)**



**Source :** [http://www.pf-memoriahistorica.org/PDFs/1971/PF\\_129\\_doc.pdf](http://www.pf-memoriahistorica.org/PDFs/1971/PF_129_doc.pdf)

Ces vellétés et leur rattachement à la vérité, à l'objectivité et à l'éthique laissent entrevoir l'initiative possible d'une réforme du journalisme, ou d'un *dissensus* dans le milieu journalistique, au sens de Jacques Rancière<sup>1171</sup>. Se confronter à la question de l'objectivité et chercher les voix pour la dépasser implique en effet une modification de la perception que la masse a d'elle-même. Autrement dit, le questionnement du « rapport à soi » des journalistes ouvre de brèves pistes de remise en cause qui auraient pu rendre possible la transformation de la perception que les masses ont d'elles-mêmes, en retirant le rôle de médiateur aux journalistes. On aurait pu légitimement pensé que les résistances et les contre-conduites auraient pu émerger à la faveur de stratégies de recherche des principes de socialisation faisant défaut au projet révolutionnaire de l'Unité populaire.

Mais leur étonnante timidité, dans le Chili de 1970-1973, montre bien en quoi l'identité journalistique a fonctionné comme un mécanisme « conservateur » dans ce contexte : elle a coupé court à toute action virtuelle, possible, qui aurait dépassé les institutions, les conventions et les codes propres au journalisme moderne chilien. Au final, il semble que la logique de régulation de la communauté journalistique n'a pas été profondément remise en cause parce qu'elle correspond à une étape de gouvernementalisation de l'Etat chilien, qui consiste à contrôler les activités sociales en déterminant leurs propriétés particulières et leurs séparations. Les journalistes chiliens restent objectivés par la catégorie professionnelle à laquelle ils sont affiliés (et s'auto-affilient). Finalement Ernesto Carmona résume bien ce sentiment d'appartenance à un groupe social qui a une responsabilité sociale dont la seule critique est idéologique :

---

<sup>1171</sup> C'est-à-dire d'une rupture avec l'évidence et la naturalité qui rattachent à l'ordre, une confrontation entre des modes du sensible. Voir Jacques Rancière (2000), *Le partage du sensible : esthétique et politique*, Paris : La Fabrique-éditions ; Jacques Rancière (2007), « Le travail de l'image », *Multitudes*, vol. 1, n°28, pp. 195-210. Voir aussi l'entretien réalisé avec Christine Palmiéri (2002), « Jacques Rancière : 'Le partage du sensible' », *ETC*, n°59, pp. 34-40.

« (...) Les journalistes ont acquis une conscience de... de l'importance de leur profession, hein. Mais, l'organisation était... Cette assemblée des media, où allait tout le monde parce que le Collège était euh... une organisation pas très politisée et avec la présence de gens de droite, de la démocratie-chrétienne... »<sup>1172</sup>.

Si ces discussions ne parviennent pas à réformer l'objectivité journalistique, elles entrent en concurrence avec le rôle corporatiste de régulation de ce milieu. On voit donc que c'est bien l'identité journalistique qui est en jeu durant l'Unité populaire et que celle-ci traverse l'agitation politique. Le sens commun journalistique continue de définir, sous le registre de l'évidence et les mécanismes étatiques d'attribution d'une identité, à la fois ce que fait et ce que doit être le journaliste : un agent de vérité qui publicise les rapports de force entre les différents acteurs de la société. Malgré les résistances identifiées, ce sens commun journalistique continue d'occuper un rôle crucial dans l'identification des journalistes et le processus de fabrication des journaux : il légitime les hiérarchies et les décisions qu'elles impliquent et conditionne la perception que les journalistes ont d'eux-mêmes et des principes et valeurs de leur travail. Il continue, durant le gouvernement de Salvador Allende, à doter le processus de fabrication des journaux d'une rationalité et d'un ordre, tout en constituant les valeurs partagées et promues par les journalistes. La façon dont les journalistes pensent leurs résistances à la domination dans le milieu journalistique reste paradoxalement imbriquée dans la norme de conduite et de pratique : le devoir idéal d'indépendance journalistique qui détermine la capacité d'information.

Ce sens commun professionnel constitue en cela une politique, au sens de la condition de possibilité de l'exercice du journalisme. Cette politique, adossée à un *ethos*, est la condition d'accès à la vérité sociale et de la reconnaissance de celle-ci. L'incapacité des journalistes à produire de nouvelles normes en marge de leur activité laisse indemne le statut de vérité du récit journalistique et les régimes de véridiction qui lui sont propres. On s'en rend d'autant plus compte si l'on dépasse la borne historique que constitue généralement le coup d'Etat du 11 septembre 1973 et que l'on s'intéresse à la façon dont certains journalistes formulent le récit de leur identité dans les premiers temps de la dictature.

---

<sup>1172</sup> « (...) Los periodistas adquirieron conciencia de...de la importancia de su profesión, no. Pero, la organización era... Esa asamblea de los medios, donde iba todo el mundo porque el Colegio era eh...una organización no muy politizada y con presencia también con gente de derecha, de la Democracia Cristiana...», entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 16 décembre 2008.

### C) *La Mémoire du journalisme : les continuités de l'ethos journalistique*

Dans la mémoire livrée par les journalistes chiliens, l'*ethos* journalistique dessiné précédemment réapparaît de deux façons : sous le mythe d'une identité démocratique du journalisme (1) et dans les récits du journalisme comme résistance durant la dictature (2). Un extrait d'entretien d'Ernesto Carmona exprime avec force l'idée que nous essayons de défendre dans ce chapitre et peut-être même dans cette partie, à savoir qu'il existe durant l'Unité populaire un *ethos* journalistique qui va bien au-delà des luttes partisans propres au conflit de ces trois années et qui a une influence directe sur la façon d'exercer le journalisme, que ce soit dans les pratiques quotidiennes comme dans la façon de se concevoir journaliste. Placer cet extrait ici peut paraître étrange mais nous n'avons pas voulu le livrer trop rapidement, risquant de lui faire perdre sa valeur. Il nous a paru nécessaire d'en comprendre et d'en souligner la portée. Voilà ce que déclare, sur un ton anodin, Ernesto Carmona au cœur de notre premier entretien, au moment où il détaille son travail de journaliste au Palais de La Moneda et journaliste économique au journal communiste *El Siglo* :

« Donc, je restais même parfois jusque tard le soir, et il y avait une information : que le Ministre a dit je ne sais quoi. Donc j'appelais le type d'*El Mercurio*, par téléphone depuis le journal, et je lui disais : 'Écoute, il s'est passé ça'. Parce que je... s'il ne l'avait pas, le jour suivant ils allaient le... au moins lui donner un avertissement, donc c'était l'esprit qu'il y avait dans le *gremio* à cette époque-là, de camaraderie de travail, ça a brutalement changé avec le coup d'Etat »<sup>1173</sup>.

Voilà pourquoi nous avons pris tant de précautions au moment de choisir l'emplacement de cet extrait d'entretien, une fois que nous l'avons retranscrit. Dans ces quelques phrases Ernesto Carmona fait tomber le mythe du tout-idéologique de la période de l'Unité populaire et réaffirme une solidarité et un état d'esprit au sein de la communauté journalistique, qu'il formule par l'idée de « camaraderie » et qu'il relie à l'activité corporatiste. Ce témoignage souligne bien l'*ethos* journalistique propre à l'époque et nous conduit vers la fin de cette seconde partie de la thèse.

#### 1. L'identité démocratique du journalisme

Dans la mémoire du journalisme chilien, les premiers dirigeants du *Colegio de los periodistas* appartiennent toujours, malgré leur volonté de structurer la communauté journalistique, à une

---

<sup>1173</sup> « (...) Entonces, incluso a veces yo me quedaba hasta más tarde, y había una noticia: que el Ministro dijo no sé qué. Entonces yo llamaba al tipo del *Mercurio*, por teléfono del diario, y le decía: 'Mira, ocurrió esto'. Porque yo... si no lo tenía, al otro día lo iban a... a amonestar por lo menos, entonces ése era el espíritu que había en el *gremio* en esa época, de camaradería de trabajo, eso cambió brutalemente con el Golpe », entretien avec Ernesto Carmona, *op. cit.*, 16 décembre 2008.

génération marquée par l'instinct et le talent, qui renvoient à une épique journalistique convoquée sous les traits de la bohème. Maura Brescia del Val célèbre ainsi les figures de Luis Hernández Parker, Lenka Franulic, Tito Mundt ou Juan Emilio Pacull, ces « héros d'autrefois »<sup>1174</sup>. Elle poursuit, un peu plus loin dans le déroulé de son chapitre, la description d'un journalisme épicurien à la fin des années 1950 :

« C'est le temps où les maestros du journalisme et les reporters mélangent aventure, humanité et bohème. Le journalisme a l'odeur et la saveur de l'apostolat, d'une mission de profond contenu social, d'une cause qui donne de la plénitude à la vie (...). Après le tour de jour, le chemin conduit directement et inévitablement à la bohème noctambule du 'Zeppelin' de la rue Puente, 'El Negro Bueno' et le 'Far West' [tous des bistrots du centre de Santiago]. Aux go-go bars du 'Mon Bijour' et du 'Tap Room' ; aux danseurs vedettes du 'Bim Bam Bum' et du 'Picaresque', ou, au moins, à l'insomniaque jet set<sup>1175</sup> 'd'Il Bosco'. Les bars 'El nacional' et 'Black & White' de la Maison colorée<sup>1176</sup> ouvrent chacun leur tour pour qu'à minuit, quand ferment les journaux radio et les agences de presse, les collègues se réunissent pour tuer la nuit. D'autres préfèrent les 'billards', et après les 'flippers', des sous-sols du Ciné York »<sup>1177</sup>.

Au-delà de « l'aventure, l'humanité et la bohème » évoquées, c'est le caractère évangélique du récit qui retient l'attention : la tâche des journalistes est nécessaire pour la société et s'exerce de façon épique, soudaine et talentueuse. L'identité de cette génération de journalistes est singulièrement rattachée, dans le récit mémoriel de Maura Brescia del Val, à une mission d'ordre social qui libère les agents qui la mettent en œuvre et leur offre une forme de bonheur (« la plénitude »).

Pourtant, apparaissent aussi dans ce récit des traits descriptifs qui concordent avec une mémoire de l'institutionnalisation du journalisme chilien. L'unité corporatiste (du *gremio*) en est une caractéristique, à rebours des tensions idéologiques qui ont trop souvent aveuglé le regard des analystes du système médiatique chilien de cette période. La rédactrice se souvient : « C'est le temps où les positions politiques, les credo religieux et les principes idéologiques ne divisent pas le *gremio*, qui s'unit pour la liberté d'opinion et la passion pour narrer l'histoire de chaque

---

<sup>1174</sup> Maura Brescia del Val (1996), *op. cit.*

<sup>1175</sup> Ce mot n'est pas adapté au contexte de l'époque et paraît trop anachronique. Cela dit, il reflète bien dans le phrasé actuel l'idée de *farándula*, au Chili. Cette expression a donc été conservée pour des raisons de lisibilité.

<sup>1176</sup> Maison coloniale construite sur demande de Mateo de Toro y Zambrano entre 1769 et 1779 qui abritait les autorités de la ville de Santiago du Chili. C'est aujourd'hui le musée de la ville de Santiago du Chili. Elle est située au 860 rue Merced, à quelques encablures de la *Plaza de Armas*.

<sup>1177</sup> "Es el tiempo en que los maestros de periodismo y los reporteros mezclan aventura, humanidad y bohemia. El periodismo tiene olor y sabor de apostolado, de misión de hondo contenido social, de causa que da plenitud a la vida" in Maura Brescia del Val (1996), *op. cit.*

jour»<sup>1178</sup>. Si les caractéristiques identitaires de la communauté journalistique évoluent, Maura Brescia del Val continue de les narrer sous la forme d'une mission qui, par-delà les conflits d'ordre politique et moral, s'érige sur la base de la revendication et de la défense d'un principe de liberté d'opinion, implicitement présentée comme vitale<sup>1179</sup>. La seconde tâche qui incombe aux journalistes prend corps dans les actes de défense de la liberté d'opinion par les pratiques et les techniques quotidiennes de narration du récit de l'actualité (« narrer l'histoire de chaque jour»). On voit là encore l'articulation entre les pratiques et l'identité journalistique, non seulement comme discours de légitimation mais comme principe qui influe sur l'exercice effectif de ce métier durant l'Unité populaire.

De son côté, Juan Honorato insiste sur un aspect du travail de l'instance corporatiste relativement similaire à celui décrit par Maura Brescia del Val. Dans un texte sur ses souvenirs journalistiques, il écrit : « En conséquence, après la Loi [*en majuscule dans le texte*], le Collège des Journalistes du Chili [*majuscules dans l'originale*] met l'accent sur la catégorie professionnelle à partir de principes et de fondements éthiques inaltérables »<sup>1180</sup>. Cette identification du *Colegio* à une éthique journalistique indéfectible se ressent avec plus de force si sa circulation historique est prise en compte. Ainsi, dans un texte publié sur le site institutionnel du Cercle des journalistes de Santiago, Hernán Miranda reprend Juan Honorato mot pour mot, sans faire mention de cet emprunt, un passage faisant pourtant référence au Collège des journalistes et non pas au *Círculo* : la perception du journaliste de *Las Últimas Noticias* devient alors une vérité institutionnelle et mémorielle, reprise et diffusée, sur le travail des instances corporatistes à définir une position identitaire à partir de l'assise éthique de l'activité journalistique. Cette vérité rejoint la formulation évangélique de Maura Brescia del Val. Le caractère imprescriptible de cette éthique est justement prescrit par une série de décisions qui s'incarnent dans des changements dans la législation chilienne, dans l'institutionnalisation d'une organisation corporatiste qui gère le milieu journalistique et dans la consolidation de l'identité correspondante.

---

<sup>1178</sup> «Es el tiempo en que las posiciones políticas, los credos religiosos y los principios ideológicos no dividen al gremio, que se une por la libertad de opinión y la pasión por narrar la historia de cada día» in Maura Brescia del Val (1996), *op. cit.*

<sup>1179</sup> La liberté d'opinion est définie à l'article 10 de la Constitution chilienne de 1925, en vigueur jusqu'en 1980, sous ces mots : «La liberté d'émettre, sans censure préalable, ses opinions, de parole ou par écrit, au moyen de la presse ou de quelque autre manière, sauf à répondre aux délits et aux abus qui se commettent dans l'exercice de cette liberté dans la forme et les cas déterminés par la loi». Traduction personnelle de : «La libertad de emitir, sin censura previa, sus opiniones, de palabra o por escrito, por medio de la prensa o en cualquiera otra forma, sin perjuicio de responder de los delitos y abusos que se cometan en el ejercicio de esta libertad en la forma y casos determinados por la ley», Constitución de la República de Chile, 1925.

<sup>1180</sup> «Como consecuencia, después la Ley el Colegio de Periodistas de Chile acentuaría la categoría profesional bajo principios y fundamentos éticos inconvencibles» in Hernán Miranda (2007), *op. cit.*, p. 106.

En orientant un peu plus le regard sur le récit autobiographique que tiennent les organisations corporatistes journalistiques, l'énonciation d'une modernisation de l'activité journalistique par le travail de défense des intérêts corporatistes s'impose. Sur son site internet, le Collège des journalistes du Chili légitime son rôle en évoquant, sur un ton dramatique, ses infatigables efforts historiques (qui ont coûté la vie à au moins l'un d'entre eux, José Carrasco Tapia<sup>1181</sup>) pour mettre l'exercice du journalisme en adéquation avec la liberté d'expression conçue comme une condition *sine qua non* du bon fonctionnement de la démocratie. La présentation se fait en ces termes :

« (...) Depuis sa création, il [*le Collège des journalistes*] a joué un important rôle dans la société, représentant devant le pays et le monde [*sic*] tous ces journalistes qui travaillent dans les media et/ou le développement des travaux de communication sociale, devenant un interlocuteur valide face aux autorités publiques et aux organismes privés.

Il a défendu incessamment la liberté d'expression, ce qui a même coûté la vie à des dirigeants exemplaires comme José Carrasco Tapia, en la concevant comme un pilier fondamental de tout système démocratique »<sup>1182</sup>.

Le registre évangélique du récit sur le rôle du *Colegio de periodistas* passe un nouveau palier dans cet extrait de la présentation institutionnelle que l'instance fait d'elle-même. La position d'interlocuteur que le Collège des journalistes a su adopter lui a permis, selon sa propre perception, de défendre la liberté d'expression. L'exercice effectif de cette liberté n'est donc pas garanti sans les efforts et la volonté de l'organisation corporatiste. La relation consubstantielle entre le régime démocratique et la liberté d'expression prend alors un caractère performatif : elle en est un pilier « fondamental », un véritable soubassement de tout l'édifice démocratique. En creux, le journalisme et les journalistes se voient confier une mission essentielle à la démocratie : le régime ne peut fonctionner sans leur médiation. La légitimité qu'évoque le rédacteur anonyme cité précédemment pour son article sur la journée des journalistes fait référence à ce rôle particulier que la constitution d'un Collège des journalistes atteste et attise : « maintenant [*avec la loi n°12 045*] ils [*les journalistes*] ont eu une authentique légitimation à travers la corporation créée

---

<sup>1181</sup> Symbole de cette mission de défense de la liberté d'expression face à la censure et aux pressions de la dictature militaire sur les media et les journalistes, le nom de José Carrasco Tapia a été donné à la rue où se situait l'École de journalisme de l'Université du Chili durant la dictature (à côté de la Plaza Italia, véritable centre névralgique de Santiago qui marque la coupure entre le centre historique et les beaux quartiers de l'est de la capitale : Providencia, Vitacura et Las Condes), mais aussi à un amphithéâtre de l'actuel édifice de l'Institut de communication et d'images de l'Université du Chili.

<sup>1182</sup> « (...) Desde su creación, ha jugado [*el Colegio de Periodistas*] un importante rol en la sociedad, representando ante el país y el mundo [*sic*] a todos aquellos periodistas que trabajan en los medios y/o desarrollan labores de comunicación social, convirtiéndose en un interlocutor válido frente a las autoridades públicas y los entes privados.

Ha defendido incesantemente la libertad de expresión, costándole esto incluso la vida de dirigentes ejemplares como José Carrasco Tapia, entendiéndola como un pilar fundamental de todo sistema democrático” in <http://www.colegiodeperiodistas.cl/index.php/consejo-nacional/noticia-18> (consulté le 12 octobre 2013).

récemment, en plus d'un appui »<sup>1183</sup>. La légitimité du journalisme provient donc d'une éthique, revendiquée et garantie par le *Colegio*, qui opère comme une condition du bon fonctionnement de la démocratie chilienne.

Tous ces récits participent à la réinvention du mythe du journaliste porteur des libertés d'opinion et d'expression et qui, pour cette même raison, est vital à la démocratie. Ce mythe fixe d'abord une origine, avec l'indépendantisme chilien et la parution de *La Aurora de Chile*, qu'il naturalise et rend possible et nécessaire par une histoire linéaire du journalisme chilien. Ce mythe s'incarne ensuite dans des organisations corporatistes chargées de gérer la communauté journalistique et qui lui offrent un fondement et une histoire partagée validant ce mode de vivre ensemble. Finalement ce mythe attribue un destin transcendantal à cette communauté, unie pour la « liberté d'opinion ». Dans le même mouvement, il définit également la tâche quotidienne du journalisme et les opérations sur lesquelles elle s'opère comme des éléments incontournables de son histoire (et implicitement de l'histoire démocratique chilienne). Le mythe du journaliste professionnel propose donc une lecture anatomique du passé (le journalisme depuis son origine jusqu'en 1973) qui s'ancre dans la validité sociale de ce passé au temps présent (le récit de journalistes à partir de 1994 et jusqu'en 2006) et cartographie le futur (de la profession). La performativité de ce mythe rejoint le discours sur le « bon » journalisme dont fait l'objet, par contraste, le cas historique de l'Unité populaire : la dénonciation partagée d'un risque démocratique à laisser le journalisme dériver vers l'idéologie. La mise en perspective des récits autour de l'identité journalistique au moment de la fondation du Collège des journalistes nous a donc permis de voir comment s'est structuré le mythe de la l'institutionnalisation du journalisme au Chili.

## 2. Une identité comme forme de résistance durant la dictature

Cette identité sociale attribuée aux journalistes et consolidée par eux-mêmes jusqu'en 1973 révèle sa prégnance dans le contexte de la dictature (1973-1990). Le témoignage de Guillermo Torres, journaliste à *La Nación* durant l'Unité populaire, sur sa détention dans le camp de concentration de Chacabuco, rend compte de la force de son attachement au Collège des journalistes, à la mission sociale du journaliste et à la responsabilité dont il est chargé. Le titre de son texte est clair : « Ils ont tué des journalistes, pas le journalisme ». L'esprit de cette discipline

---

<sup>1183</sup> "(...) Ahora tenían una auténtica legitimación a través del recién creado gremio, además de un respaldo" in S/N, "Día de periodistas", <http://www.diarioviregion.cl/noticias/467-dia-del-periodista> (consulté le 10 juillet 2010).



ne meure donc pas avec la répression d'un régime liberticide qui s'en est directement pris aux journalistes et aux media. De fait le titre du texte est extrait d'un paragraphe qui permet de mieux cerner l'idée de l'auteur : « A aucun moment nous n'avons senti que nous étions finis comme journalistes. Mieux, ce fut l'exercice plein de la profession. La dictature a tué des journalistes, mais pas le journalisme, toujours présent »<sup>1184</sup>.

Si la régulation du milieu journalistique par les organisations corporatistes et les valeurs et principes du journalisme n'ont cessé de s'entremêler tout au long de ce chapitre, on se rend compte en lisant Guillermo Torres que ces deux phénomènes sont totalement inséparables. D'abord, l'attachement du Collège des journalistes au régime démocratique se révèle, sous les mots de Guillermo Torres, dans la démarche qui en fait « la première organisation sociale qui effectuait des élections démocratiques de ses dirigeants depuis le coup d'Etat »<sup>1185</sup> en 1985. Le journaliste insiste, ensuite, sur le fait que la tâche journalistique ne cesse pas avec la répression et l'enfermement :

« Aujourd'hui je peux percevoir pleinement que, les journalistes, dès que nous avons été emprisonnés, nous avons commencé à travailler. Au stade national, nous avons réussi à prendre contact avec le jardinier dans les toilettes, et nous avons commencé à laisser des messages informatifs derrière le silence : qui étions-nous, en quelles conditions, que se passait-il à l'intérieur. Ce fut très important, car l'opinion publique et les familles ignoraient l'état leurs proches et personne ne savait exactement qui était au Stade [*Nacional*]. Nous avons rapidement pu constater que ce travail de communication était en train de s'exécuter »<sup>1186</sup>.

Ce témoignage est particulièrement intéressant car il mêle plusieurs perceptions. D'une part, Guillermo Torres atteste de l'évidence du travail journalistique puisqu'il lui faut plus de vingt ans de recul pour se rendre compte que ce qu'il faisait au sein du camp de concentration de Chacabuco relève du journalisme. Cette naturalité est justement l'élément qui fait qu'il n'y a pas de rupture dans la façon d'envisager le journalisme entre les deux époques et dans des conditions

---

<sup>1184</sup> “En ningún momento sentimos que estábamos acabados como periodistas. Más bien fue el ejercicio pleno de la profesión. La dictadura mató a periodistas, pero no al periodismo, siempre presente” in Guillermo Torres Gaona & Virginia Vidal (1996), *op. cit.*

<sup>1185</sup> Ces élections ont débouché sur la présidence d'Ignacio González Camus. María Olivia Monckeberg a été chargée de la trésorerie tandis que Guillermo Torres en est le secrétaire. “En 1985, el Colegio de Periodistas fue la primera organización social que efectuaba elecciones democráticas de sus dirigentes después del golpe y fui elegido como secretario general. Con María Olivia Monckeberg, tesorera, e Ignacio González Camus, presidente, nos tocó cumplir el trágico deber de identificar el cuerpo del asesinado colega José Carrasco”, in Guillermo Torres Gaona & Virginia Vidal (1996), *Ibid.*

<sup>1186</sup> “Ahora puedo percibir a cabalidad que los periodistas, desde que caímos presos, empezamos a trabajar. En el Estadio Nacional logramos establecer contacto con un jardinero en el baño y empezamos a dejar recados informativos detrás del silencio: quiénes estábamos, en qué condiciones, qué ocurría adentro. Esto fue muy importante, pues la opinión pública y los familiares ignoraban el paradero de sus deudos y nadie sabía exactamente quiénes estaban en el Estadio [*Nacional*]. Pronto pudimos constatar que esta labor de comunicación se iba cumpliendo”, in *Ibid.*

radicalement antagonistes (puisque la détention durant la dictature fait du journaliste un être sans liberté et en permanence soumis à un contrôle direct et ostentatoire). On se rend compte, d'autre part, que « les messages informatifs » que les journalistes codétenus et lui-même livrent répondent à des préoccupations relevant des priorités contextuelles du journalisme informatif : qui, comment, quoi. Enfin, il pense cette tâche en fonction de ses destinataires, « l'opinion publique et les familles ». L'ordre dans lequel le journaliste évoque le « public » du travail journalistique des détenus est frappant : d'abord l'opinion publique et ensuite les proches. Dans des conditions de vie inhumaines, et sous la menace constante de la torture et de la mort, la préoccupation première des journalistes, reconstruite en tous cas dans les souvenirs de Guillermo Torres, n'est pas les personnes qui les entourent et qui craignent pour leur vie, mais bel et bien la supposée matière sociale vers laquelle se dirigent les journalistes du fait même de leur identité journalistique, le public et l'opinion publique. L'identité journalistique relève donc d'une mission de la plus grande importance, qui prend le pas sur toutes les autres tâches sociales. C'est une attitude, des comportements et des pratiques qui laissent apparaître un souci individuel et collectif, transversal à toute la communauté.

Un second passage du texte montre bien comment la fonction journalistique habite ces hommes et ces femmes qui l'ont exercée et qui se trouvent enfermés et contrôlés dans tous leurs faits et gestes (à des degrés variables selon les personnes, les camps de concentration et les époques de la dictature). Guillermo Torres rapporte la création d'un journalisme mural, dont l'exercice se prolonge quelques temps, et qui montre bien les flexibilités de pratiques journalistiques, tant qu'elles s'incarnent et opèrent dans le cadre de visées démocratiques :

« La première expression de ce journalisme mural fut autorisée par les autorités du camp de concentration. Comme ils exerçaient la censure, ils pensaient que cette fresque murale allait seulement favoriser leurs intérêts. Nous avons initié non pas un journal, mais l'Hebdomadaire Mural 'Chacabuco'73', en le structurant d'une manière si démocratique que nous avons tous été ses directeurs une fois ou l'autre. Le premier fut Franklin Quevedo. De plein droit, chaque directeur de tour intégrait le Conseil des Anciens [*en majuscules dans le texte*]. On a fait un journalisme notable, avec un langage fin pour éviter la censure et une grande capacité créatrice pour tout dire... »<sup>1187</sup>.

---

<sup>1187</sup> « La primera expresión de este periodismo mural fue autorizada por las autoridades del campo de concentración. Como ejercían la censura, pensarían que ese mural sólo iba a favorecer sus intereses. Iniciamos no un diario, sino el Semanario Mural "Chacabuco'73" [*en mayúscula en el texto*], estructurándolo de manera tan democrática que todos fuimos sus directores alguna vez. El primero fue Franklin Quevedo. Por derecho propio, cada director de turno integraba el Consejo de Ancianos [*en mayúscula en el texto*]. Se hizo un periodismo notable, con fino lenguaje para sortear la censura y gran capacidad creadora para decirlo todo..." *in Ibid.*

Les ajustements des pratiques journalistiques, dans les conditions de mise en œuvre propres à un camp de concentration, montrent bien leur continuité, et donc la permanence de certains principes comme la séparation entre l'information et l'opinion. C'est le cas dans l'exemple d'une chronique copiant un personnage qui apparaissait quotidiennement en page 2 de *Clarín*, et du recours à des « éditoriaux ». Le fait même que le journaliste fasse référence au terme éditorial pour évoquer un texte en particulier d'un journal, qui plus est mural, montre que cette séparation entre opinion et information est incarnée dans des gestes et des formes particulières :

« Ibar Aybar écrivit une admirable chronique semi-ironique, de très grande finesse, car tout passait par les censeurs. Le Gato Gamboa a inventé le 'Professeur Caliche' pour le cabinet sentimental, version chacabucana<sup>1188</sup> du Professeur Jean de Frémisse. Ils l'ont censuré parce qu'il a parlé de 'melons calameños'<sup>1189</sup> et ils ont cru remarquer une connotation eschatologique dans l'expression.

Cependant, le fameux éditorial, sans titre ni nom d'auteur, du 11 septembre 1974, qui n'était rien d'autre que le 'Cuando de Chile' de Neruda, où tout se disait. C'est arrivé un des derniers jours, des trois cent soixante-et-un jours que j'ai passés à Chacabuco, presque jusqu'au bout, car ils ont eu la bonne idée de nous faire sortir par ordre alphabétique... »<sup>1190</sup>.

Le rapport aux sources et la façon de les traiter formellement n'a pas subi d'altération, dans le journal mural de Chacabuco, selon le témoignage de Guillermo Torres :

« Ont été réalisées des interviews à des personnages très importants comme le peintre Patricio De la O, le docteur Enrique Jenkin Peralta, éminence mondiale en restauration d'os ; Alban Lataste, économiste, président de la Banque d'Etat ; l'avocat Patricio Hurtado, l'historien Luis Vitale, le compositeur et chanteur Angel Parra ; Waldo Suárez, sous-secrétaire à l'Education... »<sup>1191</sup>.

La flexibilité des pratiques journalistiques peut aussi être repérée dans le déni des technologies utilisées jusque-là dans les entreprises de presse, inaccessibles dans le camp de concentration. Ainsi, en rupture avec le récit enchanté sur le progrès technologique et les

---

<sup>1188</sup> En référence au lieu où se trouvait le camp, Chacabuco, dans le désert d'Atacama, au nord du Chili.

<sup>1189</sup> En référence à la ville de Calama, dans la même zone.

<sup>1190</sup> "Ibar Aibar escribió una admirable crónica semi-irónica, de tremenda finura, pues todo pasaba por los censores. El Gato Gamboa inventó al 'Profesor Caliche' para el consultorio sentimental, versión chacabucana del Profesor Jean de Frémisse. Lo censuraron porque habló de 'melones calameños' y en la expresión creyeron advertir una connotación escatológica.

Sin embargo, no fue censurada la famosa editorial, sin título ni nombre de autor, del 11 de septiembre de 1974, que no era sino el 'Cuando de Chile', de Neruda, donde se decía todo. Esto ocurrió uno de los últimos días, de los trescientos sesenta y uno que pasé en Chacabuco, casi hasta el final, pues tuvieron la linda ocurrencia de irnos sacando por orden alfabético..." , *in Ibid.*

<sup>1191</sup> "Se realizaron entrevistas a personajes muy importantes como al pintor Patricio De la O, al doctor Enrique Jenkin Peralta, eminencia mundial en restauración de huesos; Alban Lataste, economista, presidente del Banco del Estado; el abogado Patricio Hurtado, el historiador Luis Vitale, el compositor y cantante Angel Parra; Waldo Suárez, subsecretario de Educación..." , *in Ibid.*

capacités qu'il offre aux journalistes<sup>1192</sup>, l'impossibilité d'accéder à une simple machine à écrire n'est plus un problème dans le contexte de Chacabuco :

« Nous ne rêvions même pas d'une machine à écrire. Tout fut manuscrit. Chaque chronique était une création calligraphique, écrite avec des lettres claires, très lisibles, raccord avec la mise en page, et illustrée, pour laquelle il n'a pas manqué d'artistes remarquables »<sup>1193</sup>.

Selon la logique de socialisation analysée précédemment, l'apprentissage et la mise en œuvre des pratiques et des attitudes journalistiques subissent la vigilance des mécanismes de correction, notamment appliqués par les journalistes les plus expérimentés, même dans le contexte de la détention : « Chacabuco réunissait aussi de très bons journalistes, avec une grande expérience, de sorte que nous étions tous en train de nous enrichir jour après jour »<sup>1194</sup>. Finalement, l'activité journalistique, ses tâches et ses gestes rythment la journée de Guillermo Torres durant sa détention au camp de concentration, au moins selon ses souvenirs : « Donc nous occupions tout le temps possible à rédiger des chroniques de ce qu'il se passait à l'intérieur du camp, écrites en quelques strictes torpilles qu'on passait ensuite à nos visites »<sup>1195</sup>. Ce journalisme chronophage cherche autant à informer les détenus sur ce qui se passe à l'extérieur, que l'extérieur sur ce qui se passe à Chacabuco. Dans le second centre de détention où il est enfermé, Guillermo Torres participe à un journal mural uniquement fait de coupures d'*El Mercurio*, « où on informait de tous les actes de solidarité avec le Chili à l'étranger »<sup>1196</sup>. L'épisode évoqué par Guillermo Torres de la diffusion de nouvelles secrètement transmises depuis le centre de détention par le programme « Escucha Chile » de la Radio Moscú (radio internationale du régime soviétique dans laquelle ont travaillé plusieurs des journalistes qui ont accepté un entretien – Luis Alberto Mansilla, Leonardo Cáceres ou José Miguel Varas, qui était justement le locuteur lors de l'épisode) en est un bon exemple, qui plus est du fait des risques de sanctions et de châtements que ce travail fait peser sur les détenus.

---

<sup>1192</sup> Que l'on trouve notamment au sujet des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), qu'ils soient professionnels comme universitaires, voire depuis des positions politiques. Voir notamment : Dan Gilore (2004), *We the Media. Grassroots Journalism By the People For the People*, Newton (Mass., USA) : O'Reilly Media ; Pierre-François Huyghe (2012), « Pouvoir et savoir à l'ère du Web 2.0 », disponible sur [http://www.huyghe.fr/dyndoc\\_actu/4731af32e129e.pdf](http://www.huyghe.fr/dyndoc_actu/4731af32e129e.pdf) (consulté le 28 mars 2013).

<sup>1193</sup> « Ni soñábamos con una máquina ' de escribir. Todo fue manuscrito. Cada crónica era una creación caligráfica, escrita con letra clara, muy legible, acorde con la diagramación, e ilustrada, donde no faltaron destacados artistas' ... », *in Ibid.*

<sup>1194</sup> « Chacabuco reunía además a muy buenos periodistas, con gran experiencia, de modo que todos nos íbamos enriqueciendo día tras día », *in Ibid.*

<sup>1195</sup> « Entonces, ocupábamos todo el tiempo posible en redactar crónicas de lo que pasaba en el interior del campo, escritas en muy estrechos torpedos que después pasábamos a nuestras visitas », *in Ibid.*

<sup>1196</sup> « Entonces, con otros colegas, hicimos un diario mural únicamente con recortes de El Mercurio. Era una edición periodística muy dirigida que renovábamos cada tres días, donde se informaba de todos los actos de solidaridad con Chile en el exterior », *in Ibid.*

Le conflit qui traverse la société chilienne durant l'Unité populaire entraîne une remise en question des rapports de pouvoir entre les journalistes et leur institution (le journalisme). Il a donc fallu se poser la question des transformations du journalisme à partir des critiques qui sont faites à l'identité journalistique et à ses normes, par des contre-pratiques et des contre-conduites. L'identité démocratique des journalistes est l'enjeu de la guerre : définir sans cesse la pratique journalistique signifie conquérir ce territoire et lui attribuer une topographie. Si le journalisme n'est plus une carte sur laquelle les espaces et les temps sont répartis, le journaliste n'est plus reconnaissable. Les conflits autour des conditions de l'exercice du journalisme révèlent en effet le caractère politique de cette activité.

## Conclusion du chapitre 5

L'identité journalistique est donc construite, y compris durant l'Unité populaire, à partir du travail d'organisation d'une communauté de desseins, qui passe par la surveillance de son « bon » fonctionnement. Cette logique de contrôle s'exerce de façon collective à travers les organismes corporatistes reconnus par l'Etat chilien et de façon individuelle à travers une éthique fondée sur des valeurs et des critères supposément partagés. Un travail de sécurisation du milieu journalistique s'est engagé à partir des revendications d'une partie des journalistes qui se mettent à lutter (à la fin des années 1940) pour l'autonomisation de ce *champ* et le contrôle des règles qui lui sont propres. Pourtant, si une discipline journalistique peut être repérée, il nous semble plutôt que c'est la coproduction de cette sécurisation qui est révélatrice ici. Elle indique ici que la pérennité de l'*ethos* journalistique s'appuie sur les logiques de gouvernement propres à l'Etat social. D'abord l'utilisation de la protection sociale, dans un régime particulier qui met bien en évidence la spécificité du journalisme et qui entre dans un mouvement plus général d'intervention publique dans des secteurs tels que la santé, l'éducation ou le logement. Ensuite l'attribution de statut aux organisations journalistiques et la délégation d'une partie de la surveillance et de la régulation de la communauté journalistique. L'exercice de contrôle de l'Etat chilien sur le journalisme se joue donc par le langage du droit et par l'instrument des *gremios*. Ces deux éléments s'ancrent sur une politique de socialisation, ce qui signifie que c'est à partir de l'identité journalistique que le milieu est gouverné de façon différentielle mais interdépendante avec le reste de la société. L'étude des organisations corporatistes du journalisme chilien entre 1950 et 1973 a alors permis de mieux voir comment fonctionne l'Etat chilien à cette période.

Au sujet du journalisme lui-même, on s'est rendu compte que toutes les logiques évoquées permettent d'affirmer que cette activité sociale est en cours d'institutionnalisation. Compte-tenu des différentes naissances du professionnalisme journalistique, qu'elles soient revendiquées par ses praticiens ou identifiées par la sédimentation des logiques de rigidification du milieu, on voit bien que derrière l'identité journalistique se cache le reflux des mouvements d'une institutionnalisation qui se joue en permanence. Cet argument nuance profondément les diagnostics d'un journalisme tout idéologique durant l'Unité populaire. Au-delà du conflit sociopolitique propre à ses trois années, et déjà larvé depuis une bonne dizaine d'années, le travail de circonscription d'un groupe par l'affirmation de sa fonction spécifique n'a pas été gommé en

« mille jours »<sup>1197</sup>. Nous comprenons dès lors que le discours concernant l'exceptionnalité de l'Unité populaire vise essentiellement à retirer toute légitimité au travail journalistique entre 1970 et 1973, comme à l'identité de cette communauté de desseins, et cela revient à réécrire l'histoire chilienne pour mieux montrer le risque que fait peser le journalisme sur l'ordre.

Reformulée depuis une perspective néo-institutionnaliste, notre analyse souligne une forte pérennité historique constituée du mouvement d'institutionnalisation du journalisme chilien et qui englobe la séquence 1970-1973 : la communauté de desseins progressivement constituée parvient à maîtriser en partie la définition qu'elle fait d'elle-même et assurer sa reproduction<sup>1198</sup>. Il nous semble que les journalistes restent, durant l'Unité populaire, conformes à des modèles préétablis de comportements hérités de l'histoire du journalisme. L'intervention continue de l'Etat chilien pour reconnaître la spécificité et l'autonomie de la communauté journalistique à partir de 1956 (et donc jusqu'en 1973) montre bien comment cette identité fonctionnelle, la responsabilité sociale et l'utilité publique des journalistes, est liée au « bon » fonctionnement du régime démocratique chilien. Dès lors, il nous paraît indispensable de clarifier deux éléments pour mieux comprendre le rôle du journalisme chilien durant l'Unité populaire.

Tout d'abord, et c'est un argument que nous reprenons de toute une série d'études largement citées préalablement, les craintes d'une remise en cause de la liberté d'expression par la coalition de l'Unité populaire brandies par l'opposition entre 1970-1973 ne sont pas fondées, puisque le gouvernement de Salvador Allende a bel et bien respecté la Constitution chilienne de 1925 et le Statut des garanties constitutionnelles de 1970. Ensuite, l'Etat chilien a continué à légiférer en faveur d'une autonomie et d'une institutionnalisation du journalisme, durant ces trois années, ce qui nous permet de dire qu'il n'y a pas eu de rupture dans la façon de concevoir l'utilité démocratique de ce travail reconnu pour sa spécificité.

La fonction démocratique reconnue à l'identité journalistique et défendue par la communauté de desseins constitue le cœur de l'activité des journalistes, même durant l'Unité populaire et les quelques remises en cause de cet *ethos*, selon les praticiens que nous avons interrogés. L'*ethos* journalistique propre à cette période s'articule, malgré les tensions, les conflits et la polarisation

---

<sup>1197</sup> Nous reprenons volontairement la métaphore que les contre-révolutionnaires utilisent pour nommer la période de l'Unité populaire, les mêmes qui ont installé peu à peu une lecture et une mémoire catastrophiste du gouvernement de Salvador Allende.

<sup>1198</sup> Ce qui ne signifie pas que l'institutionnalisation du journalisme s'achève plus tard dans l'histoire chilienne. A l'instar de la perspective développée au cours de ces pages sur la période 1907-1973, nous aurions plutôt tendance à privilégier une « dialectique développée entre institué et instituant », comme les contributeurs à l'ouvrage collectif sur la sociologie des institutions dirigé par Jacques Lagroye et Michel Offerlé sur ce point. Voir Jacques Lagroye & Michel Offerlé [dir.] (2011), *op. cit.*

idéologiques, à l'objectivation de l'actualité. Cette fonction sociale, qui implique une responsabilité sur le plan démocratique, a été largement imposée au fil de l'autonomisation et de la sécurisation de la communauté journalistique. Les instances corporatistes qui régulent le milieu journalistique dressent peu à peu des frontières qui lui permettent de gérer les entrées et les sorties de la communauté selon des critères qui se rigidifient jusqu'en 1971.

La réglementation du fonctionnement du marché journalistique se fait par la mise en place d'une protection sociale propre à cette catégorie sociale et entraîne une surveillance, d'abord de la Caisse d'employés publics et de journalistes puis du Collège des journalistes chiliens, des activités des journalistes, individuellement pris, comme de la communauté journalistique en son ensemble, mais aussi des entreprises journalistiques. Cette surveillance met en évidence la validation et la consolidation d'une discipline co-validée par l'Etat et les organismes corporatistes, qui s'attache à imaginer et situer le journalisme comme un élément vital du régime démocratique et qui conditionne les différentes pratiques, techniques et opérations qui sont mises en œuvre à toutes les étapes du processus de fabrication des journaux.

L'attachement à cette posture journalistique est aussi mis en évidence par les questionnements autour du front de la liberté d'expression et de l'objectivité journalistique durant l'Unité populaire. La coalition élue n'ayant pas de politique communicationnelle à proprement parler et les discussions intellectuelles se focalisant sur les aspects de la dépendance structurelle des media de communication, les débats sur l'identité journalistique sont laissés à la seule communauté mais ne parviennent pas à redéfinir l'identité journalistique. Les critiques et les attaques qui sont faites au fonctionnement du système médiatique saisissent l'identité journalistique en remettant en cause l'objectivité et en effleurant l'idée d'une réforme des instances corporatistes. Mais aucune transformation n'est initiée car la rationalité propre aux techniques de pouvoir qui tissent leur toile dans le milieu journalistique (jamais véritablement autonome et toujours en relation avec la société et l'histoire chilienne en général) n'a été ni identifiée ni dévoilée en tant que telle.

Ainsi, la mémoire du journalisme chilien souligne bien l'hybridité des périodes et des modèles supposés, malgré des conditions d'exercice antagonistes de cette activité (avec l'exercice de la répression et de la censure à partir du 11 septembre 1973). Difficile de marquer une rupture totale entre l'avant 1970, l'Unité populaire et l'après 1973. La manière d'être et de faire des journalistes, dans leur vie professionnelle comme dans leur vie privée suit une trajectoire propre et autonome, que ce soit dans un contexte polarisé comme dans une situation de détention. L'identité journalistique atteint l'intériorité des attitudes et comportements de ces agents, à travers



une norme qui s'incarne dans leurs gestes les plus infimes comme dans la totalité de leur existence. On retrouve ici le témoignage de Guillermo Torres : « la dictature a assassiné des journalistes, pas le journalisme ». Qu'il soit statut, mythe ou idéologie n'est donc pas la question : le journalisme reste durant l'Unité populaire, comme durant la dictature, certes un compromis idéologique, mais surtout une façon d'être. Guillermo Torres le dit avec ces mots :

« La dictature n'a pas réussi à exterminer l'initiative journalistique. Après avoir fait tant d'efforts pour récupérer la mémoire, j'assure que les journalistes nous avons toujours été engagés avec la profession ; même dans les conditions les plus terribles, jamais nous l'avons abandonnée »<sup>1199</sup>.

---

<sup>1199</sup> «La dictadura no logró aniquilar la iniciativa periodística. Luego de hacer tanto esfuerzo para recuperar la memoria, compruebo que los periodistas siempre estuvimos comprometidos con la profesión; aún en las condiciones más terribles, nunca la abandonamos” in Guillermo Torres Gaona & Virginia Vidal (1996), *op. cit.*

## CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Dans cette seconde partie, nous avons tenté de retracer l'être journaliste au Chili entre 1970 et 1973, afin de ne pas rester sur une analyse strictement focalisée sur l'économie politique du système médiatique chilien, dont on a cité en première partie les limites, les naturalisations et dont on a souligné les enjeux contextuels et mémoriaux. A ces fins, nous avons cherché à analyser plusieurs aspects de cette activité : les pratiques quotidiennes utilisées par les journalistes chiliens durant l'Unité populaire, les relations de force telles qu'elles se sont développées au sein des rédactions, la socialisation au métier de journaliste et finalement l'institutionnalisation d'organisations corporatistes destinés à surveiller et contrôler son exercice. Ces différents éléments nous permettent d'avoir une vue d'ensemble plus précise sur la normalité du journalisme chilien entre 1970 et 1973 comme ses singularités historiques et de focaliser l'attention non pas sur les messages médiatiques, mais plutôt sur le problème de l'identité journalistique : autrement dit, comment l'identité journalistique est-elle gouvernée à cette période ?

On a d'abord pu se rendre compte que l'activité journalistique consiste principalement, durant l'Unité populaire, à administrer le temps furtif et impétueux d'une actualité accélérée, par des mécanismes de domestication utilisés tout au long du processus de fabrication des journaux. Ces techniques, partagées par l'ensemble de la presse sous le gouvernement d'Allende, découpent le journal selon un quadrillage spatial et visuel, qui joue sur la séparation entre l'opinion et l'information, l'assignation thématique de l'actualité à un lieu dans l'espace du journal et la dramatisation des contraintes technologiques liées à ce processus de fabrication. Or ces pratiques architecturales semblent normées durant l'Unité populaire, ce qui engage une objectivation du temps de l'actualité, malgré son caractère souvent décrit comme incontrôlable durant les trois années de cette crise sociale et politique. Ainsi, la schématisation de l'espace du journal assure une prévisibilité au processus de fabrication des journaux, tout en gardant des marges de flexibilité qui lui permettent de s'adapter et finalement de rester efficace. Le point d'ancrage se situe dans le chemin de fer qui organise à la fois l'espace du journal et les séquences de travail des journalistes et il s'insère dans cette pragmatique de l'actualité. Le caractère évident de ces pratiques dans les témoignages des journalistes montre comment elles sont intériorisées : les injonctions hiérarchiques ne sont pas questionnées et les décisions naturelles. La visibilité devient la source de l'autorité journalistique qui organise le regard des lecteurs, par la mise en scène des contraintes spatiales et temporelles, et donc du discours visuel des journalistes sur le journal.

Une fois réinsérée dans l'histoire du journalisme, on se rend compte que cette « normation » est en phase de « normalisation »<sup>1200</sup>, depuis la fin des années 1950 au Chili. Le sens commun mis en œuvre dans l'exercice de l'activité journalistique est mis sous la condition de normes conformes aux lois et règles qui dominent le milieu, et qui sont peu à peu formulées par la communauté journalistique, à travers notamment les mécanismes de socialisation des nouveaux journalistes qui inculquent une morale journalistique à travers une spécialisation des savoirs. Lancées en 1953, les formations universitaires au journalisme valident, autonomisent et systématisent les pratiques d'objectivation du temps de l'actualité et participent à leur diffusion à l'échelle nationale. Les diplômés cohabitent toutefois avec une génération « bohème » dont les valeurs sont plus liées à l'instinct journalistique et à l'expérience. Ces deux générations s'articulent dans des processus de formation et de correction des pratiques, et plus généralement à travers la socialisation au milieu. Les écoles de journalisme participent donc au gouvernement de la communauté journalistique, sans pour autant sécuriser le milieu au point de le gérer totalement (notamment ses frontières).

L'institutionnalisation du journalisme passe d'autre part par la question des organisations corporatistes et de leur manière de surveiller et de contrôler le milieu journalistique, à partir des logiques d'identification professionnelle de l'Etat social. Ces organisations jouent sur plusieurs mécanismes. Elles cherchent tout d'abord à contrôler les règles de l'inclusion et de l'exclusion du milieu journalistique. Elles s'attachent ensuite à protéger les membres de ce qui devient alors une communauté, face aux risques sociaux et économiques. Elles surveillent et contrôlent les journalistes en mettant en place des sanctions et en juridicisant sa régulation. Finalement, tous ces mécanismes incarnent un double projet. Celui, d'abord, de devenir l'interlocuteur principal de l'Etat chilien, qui les reconnaîtra en les incluant dans la gestion de la protection confiée à la Caisse d'employés publics et de journaliste en 1952 puis en 1956 en décrétant la création du Collège des journalistes du Chili par loi, ce qui en fait le seul interlocuteur légitime d'un point de vue institutionnel. Celui, ensuite, de détenir le monopole de la définition de l'image sociale du

---

<sup>1200</sup> Même si nous l'avons déjà dit auparavant, nous souhaitons clarifier ces deux notions à partir de la « boîte à outils » foucauldienne. Par « normation », nous entendons la diffusion disciplinaire d'une norme à partir de laquelle est défini, dans un deuxième temps, ce qui est normal et anormal. Dans notre cas d'étude, cette « normation » s'observe dans les pratiques architecturales d'agencement spatial et visuel des journaux par les journalistes. Par « normalisation » – Michel Foucault ajouterait « sécuritaire », par opposition à disciplinaire – nous entendons la définition prioritaire de normalités qui entrent en relation les unes par rapport aux autres et à partir desquelles le processus de dressage et de correction se met en œuvre de façon différentielle par une norme « ajustable ». Il s'agit donc, dans ce deuxième cas, d'un processus de subjectivation des individus par repérage des différentes normalités. Dans notre cas d'étude, on renvoie essentiellement aux mécanismes de socialisation et de définition corporatiste de « l'être journaliste », soutenus et validés par l'Etat chilien et coproduit par les journalistes. Voir Michel Foucault (2004), *op. cit.*

journalisme, pierre angulaire de l'autonomisation de la communauté journalistique et de la distinction de l'identité journalistique.

Or il nous semble que ces trois caractéristiques de « l'être journalistique » durant l'Unité populaire montrent que la question prévalant à l'époque est celle de l'identité, héritage de leur institution et de leur histoire. La continuité observée dans l'action publique menée par l'Unité populaire en direction des journalistes comme les conflits autour de la liberté d'expression et l'objectivité journalistique (notamment lors de « l'Assemblée des journalistes de gauche ») montrent bien que c'est le cœur du gouvernement du journalisme à ce moment-là de l'histoire. La mémoire des journalistes interrogés, et consultée à partir de sources de seconde main, nous le confirme : la différence historique que constatent ces récits postérieurs tourne autour de la façon de cette idée de se « sentir » journaliste et cet être prend un caractère d'autant plus révélateur lorsqu'on se rend compte qu'il est impossible de voir une rupture brutale avec le coup d'Etat, et qu'il perdure durant la dictature, avant d'être réapproprié. De cette façon, nous évitons le piège qui consiste à relire l'Unité populaire, son activité médiatique et le journalisme qui lui est propre, à partir du prisme traumatique du coup d'Etat.

Au final, le journalisme qui s'exerce durant l'Unité populaire articule des prises de position idéologiques, essentiellement dans les pages éditoriales des journaux, à un journalisme informatif, notamment incarné par la technique de la pyramide inversée largement utilisée dans les autres pages des journaux. Ce genre journalistique n'est pas une nouveauté au Chili, puisqu'il est peu à peu importé, adopté et mis en œuvre dans le système médiatique, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'organisation spatiale des journaux chiliens tout comme les techniques d'écriture enseignées avant et durant l'Unité populaire participent de ce journalisme dont la vocation est de neutraliser opinions et subjectivités, en consacrant la suprématie de l'information. C'est bien là une forme de définition de l'identité journalistique que l'on retrouve dans la consolidation institutionnelle de cette activité.

L'enseignement de la technique de la « pyramide inversée », avant et durant l'Unité populaire, renvoie ainsi à un processus d'homogénéisation des informations dans le système médiatique chilien, sous un registre d'écriture qui chasse le vocabulaire de la valorisation de son catalogue. Le journalisme informatif fonctionne comme une digue dans la marée de conflits idéologiques qui font déborder la société chilienne à la fin de l'Unité populaire. Il ne s'agit donc pas de dénoncer les dérives des journalistes chiliens durant l'Unité populaire, mais plutôt de souligner que le ton et l'accent idéologiques qu'on leur prête, s'ils sont essentiellement analysés depuis les titres et les éditoriaux, ne sont pas totalisants mais n'ont pas non plus été empêchés par des techniques

d'écriture telles que la pyramide inversée. Autrement dit, le journalisme cesse, dans cette perspective, d'être un objet historiquement pur ou impur, mais articule diverses singularités qui donnent une immanence à l'identité journalistique de chaque période. Si les techniques journalistiques qui ont été repérées dans les archives des journaux en circulation durant l'Unité populaire sont lues depuis un prisme idéologique, cela signifie qu'elles n'accomplissent pas, même dans les pages intérieures caractérisées par un journalisme informatif, leur fonction de neutralisation des valorisations dans les textes journalistiques, et ce, peu importe leur nature et leur caractère. Les relations de cohérence entre les différents éléments des articles, d'ordinaire occultées sous l'apparence et la forme de la facticité, resurgissent durant ce moment extraordinaire qu'est l'Unité populaire et sont dotées d'un sens dans leur relation au contexte dans lequel ces articles sont publiés.

## CONCLUSION GENERALE

La question qui a initié cette recherche doctorale a largement évolué, au gré de notre progressive appréhension du contexte culturel chilien. Au départ, il s'agissait d'apprécier la réaction des journalistes chiliens à l'élection de Salvador Allende et son influence sur leur façon d'exercer leur métier. Entre les lignes, le problème était celui de la place du journalisme et des media dans un projet de société qui vise à mettre en place un régime socialiste dit démocratique. À l'arrivée, nous en sommes plutôt venus à nous interroger sur ce qu'a pu signifier « être journaliste » durant ces trois années d'une *crise* sociale et politique trop souvent réifiée ; c'est-à-dire à nous demander de quoi le journalisme a-t-il été le nom au Chili entre 1970 et 1973 ? En effet, l'immersion dans la littérature sur le cas d'étude, mais aussi dans les récits mémoriels sur cette expérience sociopolitique, et plus généralement dans la société chilienne actuelle, nous a notamment poussé à opérer un double déplacement par rapport d'une part, à l'analyse des contenus médiatiques et de leur portée idéologique, et d'autre part, à la lecture même de l'Unité populaire en tant qu'événement. Constatant la surestimation de l'idéologisation de la presse et de l'exceptionnalité de cette période, il a davantage été question d'interroger l'identité journalistique et ses significations ; et en l'occurrence de démêler les continuités et discontinuités qui affectent l'activité journalistique dans sa dynamique d'institutionnalisation. C'est l'adoption de cette démarche qui nous a conduit à soutenir l'hypothèse fortement contre-intuitive, selon laquelle face à une agitation politique centrifuge, le milieu journalistique reste régi par un mouvement centripète qui s'incarne dans les continuités de son *être*, c'est-à-dire de ses pratiques normées et son identité normalisée.

La reformulation de la relation entre passé et présent dans le regard porté sur le journalisme, a d'abord trouvé à s'appuyer sur l'analyse de la façon dont, en écho à la bataille politique, le savoir sur l'activité médiatique participe en lui-même pleinement du champ des forces réelles. Inscrivant en effet le problème des media au cœur du projet de modernisation national-développementaliste, les premières études communicationnelles s'évertuent à dévoiler et dénoncer l'influence de la *dépendance* économique et culturelle du Chili sur l'opinion publique (dans les années 1960 et 1970). À partir d'une économie politique des lignes éditoriales des journaux et d'une sémiologie de leurs contenus, ces études proposent de reconstituer l'idéologie qui transparait des messages médiatiques, ainsi que les dispositifs de propagande dans lesquels ils s'inscrivent. Selon cette lecture, la propriété des media détermine leur position idéologique, que l'on retrouve dans la

structure des messages publiés. Ces diagnostics sont largement repris, critiqués et réappropriés à partir des années 1980. Pourtant, en sédimentant les analyses précédentes, les nouvelles recherchent qui voient alors le jour n'interrogent plus tant l'idéologie que l'idéologisation des messages médiatiques, au sens de leur radicalisation et de leur « contribution »<sup>1201</sup> à l'intervention des forces armées par le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973. L'Unité populaire est alors pensée comme une anomalie historique qui interrompt « l'exception démocratique chilienne ». Par ce biais, le discours de la « transition démocratique » moralise le présent journalistique en réécrivant son passé. Les analyses actuelles dessinent une *crise* qui mène au bord de la guerre civile, entendue comme la scission de la nation chilienne, et qui ont rendu l'intervention militaire inévitable. Du fait de la proximité historique de la période, et du traumatisme de 17 années d'une dictature sanglante<sup>1202</sup>, le risque de destruction médiatique de la communauté pèse sur le présent chilien. Les journalistes actuels sont donc les porteurs d'une *dette* qui articule le risque médiatique et la morale journalistique dans le présent : neutraliser l'activité médiatique du fait du traumatisme récent vécu par la population chilienne.

La tradition d'analyse de l'activité médiatique durant l'Unité populaire naturalise alors quatre éléments : d'abord le présupposé des effets médiatiques sur l'opinion publique ; ensuite le discours sur le caractère symbiotique de la presse comme reflet des affrontements politiques ; celui de son caractère instrumental du fait du contrôle idéologique dont elle fait l'objet ; et enfin l'idée de la réification de la *crise* dans une histoire linéaire menée au prisme du coup d'Etat, et à partir des préoccupations du présent. Face aux ré-articulations de ce nœud de relations entre savoir et pouvoir, nous ne pouvons pas suivre la plupart des analyses qui, tout en dénonçant le caractère idéologique de la presse durant l'Unité populaire, ne s'appuient pas moins pourtant sur les archives de presse et médiatique pour analyser la période ; comme s'il s'agissait là d'un matériau neutre et transparent. En effet, opérant une « latéralisation » face à l'hégémonie des diagnostics qui se focalisent exclusivement sur l'idéologie des contenus médiatiques durant l'Unité

---

<sup>1201</sup> Patricio Bernedo & William Porath (2003), *op. cit.*; Juan Pablo Cárdenas (2005), *op. cit.* ; Patricio Donner (1985), *op. cit.* ; Abraham Santibáñez (1989), *op. cit.* ; Patricio Tupper (2003), *op. cit.*

<sup>1202</sup> Selon le rapport Rettig, la dictature a fait 2 279 morts et disparus dont 641 morts « dans des conditions non élucidées » et 957 « détenus disparus ». Cette estimation aurait été portée à 3 197. Près de 150 000 personnes ont été emprisonnées pour des motifs politiques, et dix-neuf l'étaient encore à la fin de 1993. Selon le rapport de la Commission Valech, près de 27 255 personnes ont été torturées et il y a eu des centaines de milliers d'exilés politiques. Le profil des victimes dressé par ces deux rapports prend ces traits : 94.5% des morts et disparus sont des hommes, et 97.76% sont de nationalité chilienne. D'un point de vue partisan, 17.8% sont militants du PS, 16,9% du MIR et 15,5% du PC, mais 46% d'entre eux n'avaient pas de passé militant connu. Sur 33 221 personnes arrêtées entre 1973 et 1990 selon le rapport Valech (dont près de 70% en 1973), 27 255 ont été reconnues victimes de prison politique et de torture par la Commission sur la prison politique et la torture. 87,5 % sont des hommes dont l'âge de 44,2 % variait entre 21 et 30 ans. Voir Commission nationale de vérité et de réconciliation (1991), *Rapport*, présidé par Raúl Rettig, 3 tomes ; et Commission sur la prison politique et les tortures (2004), *Rapport*, présidé par Mgr Sergio Valech.

populaire, nous nous sommes pour notre part efforcé de rechercher les traces du processus de fabrication des journaux, et ce faisant, de « désingulariser » cette période par sa réinscription dans une continuité historique qui va au-delà de ses bornes temporelles : l'exercice du journalisme ne peut ni être radicalement nouveau en 1970 ni s'interrompre ou changer brutalement en 1973.

Ces deux déplacements nous ont obligé à scruter les continuités et les discontinuités, les normalités et les singularités de l'activité journalistique entre 1970 et 1973, en interrogeant les hiérarchies et les décisions qu'implique le travail journalistique et en prenant en compte la mémoire de cette activité comme les perceptions livrées à l'époque même, alors qu'elle était « en train de se faire ». Le journalisme ne se confronte pas alors à l'idéologie mais plutôt à l'accélération à outrance du temps de l'actualité propre à une période durant laquelle le flux d'événements est saturé. Pourtant, malgré l'engorgement des canaux d'information, nous soutenons que la dynamique d'institutionnalisation du journalisme se pérennise, du fait de la logique de sécurisation de ce milieu par une « normation » des pratiques et une « normalisation » de l'*ethos* journalistique. Cette idée tient sur trois arguments : les techniques partagées de domestication du temps de l'actualité par l'agencement architectural de l'espace des journaux ; les mécanismes de socialisation à ces pratiques ; une coproduction de la spécificité sociale du journalisme par l'Etat social chilien et les organisations corporatistes, ces dernières obtenant la surveillance, le contrôle et la régulation de la communauté de desseins en l'échange d'une mise sous tutelle « sociale » par l'Etat.

## **1. L'institutionnalisation du journalisme : des normalités et singularités historiques**

Pour contribuer à la réflexion académique sur les modalités d'appréhension des fonctions et du fonctionnement du journalisme et des media, notre démarche ne vise pas à déterminer la vérité de son exercice, à dévoiler ses logiques cachées<sup>1203</sup> ou son « flou »<sup>1204</sup> constitutif. Dans cette perspective, le journalisme cesse d'être un objet historiquement pur ou impur mais articule diverses singularités et normalités dans les pratiques et les identités qui conditionnent son exercice et donnent une immanence à l'*être* journalistique de chaque période. Entre 1970 et 1973, le journalisme chilien est un discours en institutionnalisation, au sens d'un jeu permanent de relations entre instituant et institué qui légitime les pratiques et les identités dans son rapport

---

<sup>1203</sup> Pierre Bourdieu (1997), *op. cit.*

<sup>1204</sup> Denis Ruellan (2007), *op. cit.*



historique au temps de l'actualité. Le rôle des journalistes ne change pas, malgré le projet politique qui consiste à réformer en profondeur les bases sur lesquelles fonctionne l'Etat chilien, comme les règles de distribution du pouvoir et des richesses. Ainsi, quarante ans après la fin de l'Unité populaire, les journalistes se souviennent que les pratiques journalistiques habituelles à cette époque-là tiennent dans une définition partagée du « bon journalisme ».

*L'être* journalistique se met d'abord en pratique dans l'organisation architecturale des journaux, héritée du début du siècle et qui reste partagée entre 1970 et 1973. L'étude des journaux du corpus permet d'abord de se rendre compte du travail d'organisation spatiale et visuelle de l'information, qui consiste à administrer le temps de l'actualité en domestiquant son caractère aléatoire et impétueux propre à cette époque. Les techniques et les critères de ce travail s'opérationnalisent par le quadrillage spatial du journalisme et le séquençage des différentes étapes du processus de fabrication des journaux. Ces techniques disposent les informations selon une hiérarchisation visuelle jouant sur la séparation entre l'opinion et l'information, l'assignation thématique de l'actualité à un emplacement dans l'espace du journal et la dramatisation des contraintes technologiques liées à ce processus de fabrication. Les journalistes chiliens appliquent donc, entre 1970 et 1973, une série de techniques qu'ils partagent en deçà des lignes éditoriales des journaux auxquels ils collaborent et au-delà de la radicalisation du conflit sociopolitique.

Du fait même de l'accélération du temps politique et de sa forte imprévisibilité, les tentatives de contrôle et de résistance mises en œuvre par les journalistes ressurgissent et sont repérables à l'intérieur du journal, dans les opérations de découpage, de montage et de tressage de l'actualité dans l'espace disponible des journaux, à une échelle temporelle quotidienne. Toujours normées durant l'Unité populaire, ces pratiques architecturales engagent une objectivation du temps de l'actualité durant les trois années de cette *crise* sociale et politique. Ainsi, la schématisation de l'espace du journal assure une prévisibilité au processus de fabrication des journaux, tout en gardant des marges de flexibilité qui lui permettent de s'adapter et finalement de rester efficace. Les décisions prises durant la conférence de rédaction, et qui président à l'élaboration du chemin de fer ou répercutent cette schématisation de l'espace du journal, s'insèrent elles aussi dans cette pragmatique de l'actualité. Le registre de l'évidence sous lequel elles sont narrées légitime alors les injonctions hiérarchiques et naturalise ces décisions, en rendant visible les actes de véridiction journalistique et en organisant le regard des lecteurs. C'est par cette mise en scène des contraintes spatiales et temporelles, et donc du discours visuel des journalistes sur le journal, que l'autorité des auteurs journalistiques est selon nous réintroduite. Malgré la politique éditoriale des journaux

durant cette période polarisée, les techniques journalistiques mettent en évidence un *ethos* journalistique largement autonomisé du champ politique.

Or la « normation » des pratiques journalistiques est en phase de « normalisation » au Chili depuis le début des années 1950, à travers notamment les mécanismes de socialisation mis en œuvre dans les écoles de journalisme comme dans les salles de rédaction (c'est notre deuxième argument). Les codes, les règles et les lois qui dominent le milieu journalistique sont peu à peu formulées par la communauté journalistique et diffusées par des processus de formation et de conformation qui inculquent une morale journalistique à travers une spécialisation des savoirs. Lancées en 1953, les formations universitaires au journalisme valident, autonomisent et systématisent les pratiques d'objectivation du temps de l'actualité. Elles privilégient par exemple un enseignement généraliste qui, d'un point de vue technique, se centre sur les techniques d'écriture, notamment la pyramide inversée, et l'organisation graphique, comme points d'ancrage du travail journalistique. La formation aux pratiques s'ancre finalement dans un journalisme informatif, dont les principes résident dans l'impartialité du traitement des sources, dans la neutralité de ton et de style, et dans la crédibilité des journalistes au sein de leur(s) rédaction(s) comme de la communauté.

Ce processus prend toutefois du temps : cohabitent ainsi une génération de journalistes qui continue de fonctionner à l'instinct journalistique, et une nouvelle génération directement issue des bancs de l'Université. Ces deux profils convergent dans l'exercice de leur activité, par les jeux de formation et de conformation des pratiques journalistiques (apprentissage, correction, redressement etc. des gestes et attitudes journalistiques), par les enseignements livrés par des pairs et par une formation qui privilégie avant toute chose la pratique et la socialisation au milieu, notamment par le *stage* rapidement obligatoire en fin d'études (sans compter que les étudiants travaillent généralement dans des media en parallèle de leurs études). La gestion de la communauté journalistique à laquelle participent les écoles de journalisme cherche donc à dresser des frontières entre cette activité sociale et le reste des métiers du public (relations publiques, communication politique, publicité, principalement) – sans pour autant toutefois sécuriser intégralement le milieu au point d'acquiescer le monopole sur la gestion de son fonctionnement général tout comme celle des entrées et des sorties<sup>1205</sup>. Or, la diffusion de ces pratiques témoigne bien des continuités dans la façon dont se conçoit et se donne à voir le journalisme dans l'espace commun de la démocratie chilienne. C'est en effet sur ces bases que s'opère l'essaimage de

---

<sup>1205</sup> Le diplôme n'est pas une condition *sine qua non* à l'exercice du journalisme et les formations restent trop changeantes, pas assez reconnues et trop sujettes aux mécanismes de correction et de redressement.

l'autorité journalistique en vue d'assurer une lisibilité au journal et de consolider la croyance en un impact des messages médiatique sur l'opinion publique.

Dernière ligne de force de cette dynamique d'institutionnalisation : la sécurisation du milieu journalistique par l'autonomisation de son activité sociale, par la délégation de sa régulation à des organismes corporatistes qui se consolident, et par la reconnaissance venant de l'Etat chilien. Le travail de distinction de l'activité journalistique est en effet entrepris par une génération (la même qui a poussé à la mise en place des formations au journalisme) qui lutte pour définir les règles du milieu et en obtenir la surveillance et le contrôle. Or l'Etat social chilien valide et soutient cette autonomisation, depuis 1952 et surtout jusqu'en 1973. Ainsi, c'est par voie législative que le Cercle des journalistes de Santiago et le Collège des journalistes du Chili (à partir de 1956) sont progressivement chargés de contrôler les règles d'accès au milieu journalistique par l'obligation de s'affilier au second organisme et par l'attribution d'une carte de journaliste à partir de 1968. Toujours garantie par l'Etat chilien, une protection des membres de ce qui devient alors une communauté, face aux risques sociaux et économiques, est mise en place comme un régime particulier. Se voyant même reconnaître la possibilité de mettre en place des sanctions, les organismes corporatistes tendent progressivement à assurer une fonction de régulation dont nous avons d'ailleurs pu observer la juridicisation.

Tous ces mécanismes incarnent le double projet du *gremio* : celui, d'abord, de devenir l'interlocuteur légitime de l'Etat chilien ; la volonté, ensuite, de détenir le monopole de la définition de l'image sociale du journalisme, pierre angulaire de l'autonomisation de la communauté journalistique et de la distinction de l'identité journalistique<sup>1206</sup>. Or à travers cette discipline journalistique, on retrouve ici toutes les caractéristiques de la consolidation, voire même la rigidification d'un champ journalistique, au sens de Pierre Bourdieu<sup>1207</sup>. Pourtant ce n'est pas la grille analytique pour laquelle nous avons optée. L'autonomisation et la sécurisation de la communauté journalistique nous paraît en effet répondre aux logiques de gouvernement propres à la période. L'Etat social chilien engage la protection de la population par une politique de socialisation qui joue sur les identités selon une logique assurantielle. Le journalisme est alors gouverné non pas selon une spécificité, mais son institutionnalisation répond plutôt aux mécanismes propres au fonctionnement de l'Etat dans cette temporalité historique propre. Et cette logique de gouvernement se maintient pleinement entre 1970 et 1973 : parallèlement à son

---

<sup>1206</sup> Or on a vu que cette logique est maintenue durant l'Unité populaire puisque l'Etat continue de légiférer sur les conditions de travail des journalistes qu'en 1972.

<sup>1207</sup> Pierre Bourdieu (1994), *op. cit.*

engagement – aussi bien au travers de son programme que de la signature des garanties constitutionnelles (SGC) – en faveur d'un respect scrupuleux de la liberté d'expression, la coalition d'Unité populaire poursuit et prolonge l'activité législative visant à sécuriser le milieu journalistique. Ainsi, la transgression des normalités de l'activité journalistique, paradoxalement menée par les journalistes dits « de gauche », ne sont pas fructueuses du fait même de la poursuite de ce travail de sécurisation. La monopolisation de l'identité journalistique, et de ses normes, par l'opposition chilienne lui laisse une large marge de manœuvre, d'autant qu'elle ne cesse de brandir des menaces concernant la liberté d'expression. Enfin les « techniques de soi »<sup>1208</sup> qui sont déterminées à la fois par les pratiques d'organisation visuelle dans les journaux, par la formation et la conformation à ces techniques et par la politique de socialisation de la communauté journalistique semblent garder une certaine efficacité, compte-tenu des témoignages postérieurs au coup d'Etat qui soulignent la mémoire d'une fonction particulière au-delà même du coup d'Etat de 1973.

Ces trois caractéristiques de l'*être* journalistique durant l'Unité populaire (domestication du temps de l'actualité par les formes et les techniques journalistiques ; socialisation par les pairs et par voie universitaire ; et co-production de la sécurisation du milieu par les organismes corporatistes et l'Etat social chilien) montrent ainsi clairement que la question qui prévaut à l'époque est bien celle de l'identité, c'est-à-dire de la façon dont les journalistes se conforment à leur institution et à leur histoire. À partir du cas d'étude de l'Unité populaire, on voit donc que l'institutionnalisation du journalisme n'empêche en rien le recours à une rhétorique idéologique (c'est même prévu à ses marges) et que l'idéologisation (ou radicalisation politique) de la presse n'équivaut pas non plus à une sortie des normes journalistiques. Ce constat invalide le discours objectivant du journalisme qui tend à être convoqué à chaque moment de *crise*. Nous soulignons plutôt une hybridation entre idéologie rhétorique et *ethos* institutionnel.

A partir de cette analyse de la sécurisation en cours du milieu journalistique durant l'Unité populaire, l'enjeu n'est pas seulement pour nous de montrer de quelle manière, malgré un mouvement politique centrifuge qui fait rompre le centre politique, la communauté journalistique répond par une force centripète qui maintient une certaine unité et une certaine stabilité de ses normes. Il ne faut pas faire de l'institutionnalisation du journalisme un univers sans échappatoire. Ce serait caricaturer l'immanence du journalisme propre à la période 1970-1973. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'à l'inverse, nous avons essayé de ne pas qualifier le journalisme

---

<sup>1208</sup> Michel Foucault (2001), *op. cit.*, pp. 1602-1632.

« d'institutionnalisé » mais que nous nous sommes plutôt concentrés sur un processus en perpétuel renouvellement, en envisageant une relation continue entre instituant et institué. Le journalisme n'écrase pas les journalistes, à nos yeux. De même que l'idéologisation des messages ne se réduit pas nécessairement à une *crise* du journalisme et une sorte de désaffiliation des journalistes envers leur métier, processus qui seraient les témoins d'une rupture brutale et d'une table rase avec le processus d'institutionnalisation. La *forme-journal* est une structure qui fait plutôt correspondre les pratiques journalistiques avec le discours normalisateur sur l'information, retrouvé dans les diagnostics qui font du journalisme durant l'Unité populaire une anomalie historique. Malgré la diversité des profils idéologiques des journalistes interviewés, les milieux sociaux d'origine parfois opposés et la multiplicité des rédactions avec lesquelles ils ont collaboré, les témoignages restent toujours liés à une « bonne » définition du journalisme : ils expriment la rationalité du discours tenu par la *forme-journal* à son propre égard, malgré son écart expérientiel et historique avec la rationalité de l'exercice effectif du journalisme.

Les conditions de possibilité et d'impossibilité (toujours historiques) du journalisme s'ancrent dans les configurations de chaque période : la normalisation du rapport au temps des journalistes légitime alors les hiérarchies, les décisions et la rationalité de tout le processus de fabrication des journaux, et conditionne la perception qu'ont les journalistes eux-mêmes et sur eux-mêmes, mais aussi de et sur leurs publics. Ce sens commun se déploie dans une pragmatique de l'actualité qui adhère à l'exécution quotidienne de la conférence de rédaction, de la confection d'un chemin de fer, de la recherche de sources, de formulation d'un titre, de l'adéquation des formes à l'architecture visuelle du journal comme de l'écriture des articles, en dotant ces opérations de sens. Dans le cas de l'Unité populaire, le journalisme ne sort pas de ses gonds, et garde une forte culture partagée.

Mais le journalisme n'est pas imperméable aux changements, que ce soit dans l'organisation architecturale du journal ou de son volume (le nombre de pages), voire si nous ouvrons les perspectives vers le présent, concernant l'intégration des tâches numériques sur les portails web ou sur le compte Facebook des entreprises médiatiques. La profession de journaliste n'est certainement plus la même au Chili aujourd'hui que durant l'Unité populaire. Elle était déjà différente durant la dictature chilienne, mais l'institutionnalisation constamment en jeu permettait à la fois aux journalistes de ne pas percevoir l'onde de choc des changements dans leur travail quotidien, et d'avoir le sentiment de poursuivre leur labeur, selon les mêmes principes et les mêmes valeurs. Dans le contexte autoritaire, les purges qui ont touché les journalistes dénoncés du fait de leur engagement idéologique, la malléabilité accordée à la notion répressive de liberté

d'expression et des conditions de travail difficiles font bouger les frontières de l'identité journalistique. Dans l'adversité maximale, les journalistes se sont regroupés et fortifiés comme organisation corporatiste<sup>1209</sup>. Cette capacité à se réorganiser est une des fiertés d'une bonne part des journalistes, et fait directement le lien entre l'identité journalistique et le rôle social et démocratique de ce groupe social particulier.

C'est pour cette raison qu'il est difficile de marquer clairement des époques : les périodes s'enjambent et s'enchevêtrent, et l'histoire du journalisme ne peut être une histoire linéaire ou une histoire de cycles. C'est avant tout une histoire d'anachronismes et de « survivances »<sup>1210</sup>. Les journalistes s'adaptent aux conditions du système médiatique et aux relations de pouvoir toujours en mouvement ; ils absorbent les changements, parfois dramatiques, de régime institutionnel, du marché de la presse et de la fabrication de l'information (au niveau technique comme technologique). Ils se réajustent en permanence aux exigences du temps, sous-entendu dans la relation sociale des sociétés à l'histoire et aux impératifs temporels du quotidien.

## **2. De ce qui émerge entre 1970 et 1973 : horizons du passé et lignes de fuite**

L'étude de l'identité et des pratiques journalistiques chiliennes entre 1970 et 1973 a fait apparaître *la relation des journalistes au temps de l'actualité* comme un objet d'analyse en soi. Cet élément est aussi bien présent dans les définitions du journalisme – celles qu'en donnent les textes législatifs au moment de reconnaître la spécificité de cette activité comme celles élaborées par les enseignants en journalisme – que dans la rationalisation de l'adoption d'une technique telle que la pyramide inversée. Et si nous avons notamment été conduit à affirmer que, dans un contexte où le temps quotidien et social s'accélère, *l'être* journalistique n'est pas réformé du fait de la sécurisation du milieu journalistique, il nous a également été possible chemin faisant – principalement au travers des questions de résistance et de contre-conduites – de voir peu à peu émerger les signes d'un nouveau rapport au temps de l'actualité. Ce dernier apparaît même et plus fondamentalement comme le point d'ancrage principal des pratiques de disposition spatiale et visuelle de l'information.

---

<sup>1209</sup> Il faut toutefois préciser ici que la logique même d'organisation du régime imposée par la Junte militaire et ses idéologues (principalement Jaime Guzmán) s'articule autour des *gremios*. Ce qui participe, même de manière indirecte, à l'explication du fort corporatisme journalistique entre 1983 et 1990.

<sup>1210</sup> Georges Didi-Huberman (2002), *L'image survivante. Histoire de l'art et temps des fantômes* selon Aby Warburg, Paris : Minuit.

La caractérisation de cette opération – peu abordée jusqu’ici – de fabrication du temps de l’actualité comme pierre angulaire du déploiement de l’activité journalistique, nous apparaît ainsi comme une manière particulièrement heuristique de prolonger la perspective de l’immanence historique du journalisme. Aussi, voudrions-nous achever cette recherche doctorale par l’évocation des contours et ramifications de la proposition de ce nouvel angle d’analyse, la question du rapport au temps, pour « relire » l’histoire chilienne du journalisme. La spécificité et l’originalité de cette appréhension du processus de fabrication médiatique sont pour l’instant principalement envisagées selon une double dimension : la transmission d’informations déjà validées et la redéfinition de l’intermédiation journalistique dans l’information faite flux.

(a) Le journalisme actuel : un nouveau rapport au temps déjà visible entre 1970 et 1973 ?

En ce sens, cette métamorphose de la relation des journalistes au temps de l’actualité durant l’Unité populaire prend une nouvelle force si nous l’éclairons par un rapide parallèle entre les contre-pratiques de l’Unité populaire et les logiques actuelles du traitement de l’information, dont les principes résident justement dans l’actualisation de flux d’informations déjà calibrées. Dans un monde globalisé par le régime du capitalisme financier qui s’étend sur un marché sans frontières, les technologies informatiques (notamment) permettent une connexion quasi-universelle qui joue sur l’immédiateté et la simultanéité comme rhétorique de l’actualité. Autrement dit, la mise à l’agenda<sup>1211</sup> et le cadrage<sup>1212</sup> des informations sont réarticulés, selon nous, par un travail dont l’urgence insiste particulièrement sur le montage des nouvelles dans un flux continu et accéléré. Les formats opèrent ainsi aujourd’hui à partir d’une ajustabilité, certes plus forte que pendant l’Unité populaire, qui sert avant tout à gérer l’excès de nouvelles, et non pas l’identité des différents récits journalistiques (opinion ou information, profils de media, sections thématiques, etc.)<sup>1213</sup>. Les catégories s’hybrident et se mélangent : les frontières disparaissent. Cette tendance dés-identificatrice montre plutôt comment l’opération du journalisme change : elle doit huiler les montages journalistiques et médiatiques pour qu’ils administrent les flux d’événements en illuminant en permanence l’actualité de leur « faisceau » spectaculo-informatif (et vice versa). La fluidification des flux d’informations ne se fait plus par la reproduction schématique de la

---

<sup>1211</sup> Max McCombs & Donald Shaw (1972), *op. cit.*

<sup>1212</sup> Robert M. Entman (1993), “Framing. Toward Clarification of a Fractured Paradigm”, *Journal of Communication*, vol. 43, n°4, pp. 51-58 ; Todd Gitlin (1980), *The Whole World is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking the New Left*, Berkley: University of California Press ; Shanto Iyengar (1994), *Is anyone responsible. How television frames political issues*, Chicago: University of Chicago Press ; Gaye Tuchman, (1978), *op. cit.*

<sup>1213</sup> Eric Lagneau *et al.* (2013), *op. cit.*

nouvelle (le spectacle ne se précipite plus dans cet interstice) mais par sa répétition : les gestes sont similaires, mais la haute vélocité de leur mise en œuvre ne leur permet pas d'être exactement équivalents, et ils ont pour la même raison une capacité à s'ajuster (s'actualiser) en permanence. Les formats duo-dimensionnels acquièrent un volume (quantitatif et qualitatif) qui leur octroie flexibilité, mobilité et dynamisme dans l'articulation des singularités locales, nationales et universalistes.

De la même la façon, les blogs, les réseaux sociaux et les pages web des journaux montrent aussi que la relation du journalisme actuel au temps social et à l'espace journalistique change, comme ça pouvait être le cas, sous d'autres formes, durant l'Unité populaire : les actualisations (c'est-à-dire l'ajustement des notes et des sites) peuvent interrompre le temps commun à - n'importe quel moment ; la quantité de nouvelles n'est plus limitée et leur montage articule des pages internet en un espace infini, depuis la logique de l'hypertextualité (qui rend possible la création d'un lieu de publication supplémentaire offrant la capacité de renvoyer vers d'autres sites dans un espace web sans frontières). Pour accélérer ces flux d'événements, les journalistes travaillent dans une économie du signe, « jusqu'à donner seulement l'énoncé d'une facticité »<sup>1214</sup>. Le caractère éminemment présentiste de cette activité et la nécessité de rapidité dans la gestion de ce présent, peut-être déjà visibles 40 ans auparavant, se combinent pour faire du journalisme un transit : une circulation de chiffres, un trafic de biographies et une animation d'événements. Les personnages fonctionnels à cette saga sont les classes dynamiques : les experts, les conseillers et les animateurs, qui gagnent tous en célébrité.

Or, si dans le cas de l'Unité populaire on ne peut bien évidemment évoquer l'usage des technologies informatiques et/ou les relations propres du régime capitaliste financier, il nous apparaît pas moins possible de formuler l'hypothèse selon laquelle la période 1970-1973 a, compte-tenu de ses spécificités, historiquement constitué dans le cas chilien un point de fixation en quelque sorte expérimental pour un renouvellement des pratiques journalistiques dans le rapport au temps de l'actualité. Bien que s'originant dans l'intensification de la conflictualité et de la polarisation politique, l'accélération du flux d'événements, qui s'est traduit par une saturation du flux d'informations, a en effet confronté les journalistes chiliens à des ajustements pratiques, certes encore partiels et embryonnaires, mais qu'il nous semble néanmoins retrouver par la suite. Face à un temps accéléré à outrance, l'activité journalistique, qui ne parvient en effet plus

---

<sup>1214</sup> Carlos Ossa Swears (2000), "El paisaje mórbido", *Comunicación y Medios*, n°12, Santiago de Chile: Universidad de Chile, ICEI, p. 6 [en línea], <http://www.comunicacionymedios.uchile.cl/index.php/RCM/article/viewPDFInterstitial/13026/13309> (consulté le 8 décembre 2010).



vraiment entre 1970 et 1973 à procéder aux opérations de sélection et de mise à l'agenda<sup>1215</sup>, donne déjà à voir des logiques présentistes de traitement de l'actualité. L'administration médiatique d'un flux permanent d'évènements contraint l'institution journalistique à redéfinir subrepticement ses pratiques, son identité et sa fonction ; le principal *souci* des journalistes devenant davantage de la sorte de parvenir à mettre en forme les nouvelles dans l'architecture spatiale et visuelle des journaux. C'est d'ailleurs dans le cadre de ces nouvelles conditions d'exercice du journalisme que les voix individuelles et collectives, qui dénoncent l'objectivité et la responsabilité sociale des journalistes, se radicalisent ; aussi bien au travers de nouveaux projets de communication (tels *Quimantú* ou les journaux de quartier) que dans des manifestations corporatistes (notamment « l'Assemblée des journalistes de gauche » qui s'en prend frontalement à l'objectivité journalistique).

Les tendances qui interfèrent et troublent le travail et l'*être* journalistique sont, de manière cachée, consolidées durant la dictature chilienne et apparaissent à la lumière dans le Chili post-dictatorial. Divisés au-delà de leur *être* professionnel durant la dictature, les journalistes cessent de sélectionner et de créditer les informations selon une posture identitaire de responsabilité sociale : ils administrent un flux d'évènements déjà composé et validé. D'un point de vue pratique, ils sont devenus les administrateurs d'évènements déjà certifiés conformes par la Junte militaire et ses assesseurs (dans les journaux officiels) ou consacrés « démocratiques » par des groupes de résistances et d'opposition, ou des ONG, dans des revues et des journaux alternatifs (*La Época*, *Apsi*, *Analisis*, etc.). L'ultra-libéralisation du système médiatique, après une campagne pour le Plébiscite déjà fameuse par l'intrusion de la communication et du marketing électoraux<sup>1216</sup>, ont donné un coup final au régime social d'objectivité. On voit donc la tendance se dessiner. A la différence de la période antérieure, durant laquelle le journalisme était chargé, dans son herméneutique, d'attribuer des identités (à des sources ou aux groupes qu'il représentait dans les pages des journaux) et de confronter les récits de ces différents groupes pour faire émerger une vérité construite, il est désormais chargé de transmettre des informations déjà validées par d'autres instances sociales et politiques.

---

<sup>1215</sup> McCombs & Shaw (1972), *op. cit.*

<sup>1216</sup> Reconnaissance que le récent film "No" a largement entretenu au Chili, et développé à travers le monde. Voir Pablo Larraín (2013), *No*, Chili/México/Canada: Fabula/Canada Films/Participant Media, 117 min.

(b) Actualisation des flux d'informations et « transition démocratique »

Tout comportement journalistique imprévisible par anticipation est condamné par la preuve indiscutable du passé. Le traumatisme mémoriel de la dictature et la dette des journalistes pour leur contribution au coup d'Etat rappellent en permanence que la circulation des informations est l'œuvre du régime démocratique ; mais aussi, selon une logique argumentative de type circulaire, que le flux d'événements constitue en lui-même la garantie de la démocratie. C'est pour la même raison que le journaliste voit décroître – et disparaître cette externalité par rapport à l'événement, qui était auparavant opérationnalisée par la discrimination objective des informations. Dépossédés de l'administration du temps futur, les journalistes deviennent les agents du présent, et de son flux d'événements sur et par rapport auquel ils ne sont plus en mesure d'appliquer le filtre de l'objectivité. Ce flux étant en effet intrinsèquement élevé au rang de garant du réalisme et de l'efficacité de la démocratie, les journalistes sont *stricto sensu* incités à lui conférer de la fluidité et à en assurer la constante actualisation.

Avec la reconfiguration de l'ordre chilien selon les logiques néolibérales de conduite de la population<sup>1217</sup>, l'objectivité ne se trouve plus dans l'identité sociopolitique du journalisme mais dans la transfiguration à outrance des faits en événements, par les moyens de communication. Le journalisme n'a plus de responsabilité sociale mais les journalistes ont une responsabilité individuelle à administrer un flux permanent et accéléré de nouvelles. Eduardo Santa Cruz écrit à ce sujet :

« Dans les faits – et sous la pression des nécessités d'un marché en expansion pour lequel l'accélération est le moteur et la source de pouvoir (comme le dit Moulian, société en cours de changements constants mais adaptatifs, où le changement est pure expansion) – l'information/digitalisation s'impose progressivement comme tendance, comme axe et modèle de réorganisation de la société (...). Pour cette matrice sociale, l'axe est le flux et la connexion : référent fondamental pour comprendre la transformation du social, du public et du politique »<sup>1218</sup>.

Cette tâche s'énonce de manière formelle dans la consécration des logiques naturelles de régulation du marché informationnel et d'autorégulation éthique des journalistes. Dans les premiers pas de la « transition démocratique », les journalistes se sont vu confier l'administration des flux permanents d'événements résultant de la régulation politique du marché, ce qui donne

---

<sup>1217</sup> Rafael Agacino (2010), *op. cit.* ; Juan Carlos Gómez Leyton (2010), *op. cit.* ; Tomás Moulian (1998), *op. cit.*

<sup>1218</sup> “En los hechos –y presionada por las necesidades de un mercado en expansión para el cual la aceleración es su motor y fuente de poder (al decir de Moulian, sociedad en proceso de cambios constantes, pero adaptativos, donde el cambio es pura expansión)- se va imponiendo como tendencia la información/digitalización como eje y modelo de reorganización de la sociedad (...). Para esta matriz social, el eje es el flujo y la conexión: referente fundamental para entender la transformación de lo social, lo público y lo político” in Eduardo Santa Cruz (2004), *op. cit.*, p. 204.

un caractère performatif à la tâche démocratique du journalisme. Directeur et responsable du secrétariat de communication et culture du gouvernement de Patricio Aylwin<sup>1219</sup>, Eugenio Tironi écrit dans une première évaluation des dispositions du gouvernement en matière communicationnelle (1994) : « Au-delà de l'obligation de se soumettre à la législation en vigueur, on a stimulé l'autorégulation éthique des moyens de communication eux-mêmes ; elle s'ajoute à la régulation naturelle, résultant de la compétence pour conquérir un public qui a de multiples options et qui cherche la qualité et la crédibilité »<sup>1220</sup>. Dès lors, ne se caractérisant plus tant par l'application d'un filtre dont la fonction est d'assurer l'inclusion/exclusion de catégories, identités ou actes de l'agenda politique, le journaliste devient plutôt un opérateur de médiation par rapport à des événements préconçus comme démocratiques par la circulation même du flux d'informations.

En effet, par opposition à la période dictatoriale, la transition à/vers la démocratie est apparentée à un mouvement, en constante nécessité d'effectuation, qui consiste justement en l'existence d'un flux d'événements. Aussi, près de vingt-cinq ans après le Plébiscite, la transition s'est en quel que sorte pérennisée en message prioritaire des media de communication. Se faisant les porteurs d'un discours public qui colonise le privé, les journalistes livrent une fiction quantitative d'un pays qui court après une démocratie inatteignable, parce que jamais suffisamment dynamique et fluide. La « neutralisation » découlant de la construction discursive d'une dette politique contractée au motif d'un excès d'idéologisation au début des années 1970, se trouve ainsi redoublée en raison et au nom de la rapidité du flux d'événements : si le journalisme chilien actuel se voit ôter – tout autant qu'il s'ôte lui-même – la possibilité de *dire* quoi que ce soit, c'est *tout simplement*, puisqu'il n'en a « plus le temps ». Ce qui s'apparente à une contrainte ne manque toutefois pas de constituer une sorte de structure cognitive d'opportunité pour la redéfinition d'une fonction démocratique, tant le journalisme se réaffirme en prétendant à la fois témoigner des réalités de la vie sociale auprès du pouvoir et juger depuis la société civile. L'efficacité démocratique se légitime en effet dans la pacification sociale et la métaphorisation de la violence, dans la ré-institutionnalisation permanente de la vie quotidienne, qui font converger des mondes et des dissemblances pour les mettre en scène sous la forme de témoignages. Aussi, en découle-t-il que les critiques du journalisme ne dénoncent plus leur manipulation politique

---

<sup>1219</sup> Premier gouvernement élu par les élections depuis Salvador Allende, en 1990.

<sup>1220</sup> « Más allá de la obligación de sujetarse a la legislación vigente, se ha estimulado la autorregulación ética de los propios medios de comunicación; ella se agrega a la regulación natural, resultante de la competencia por conquistar a un público que tiene múltiples opciones y que busca calidad y credibilidad » in Eugenio Tironi (1994), « Comunicación y Cultura. La Nueva Alianza », en *La Cultura Chilena en Transición*, número especial de la *Revista Cultura*, Santiago de Chile: Secretaría de Comunicación y Cultura, Ministerio Secretaría General de Gobierno, enero 1994.

pour influencer sur les conduites mais regrettent un vide énonciatif incarné par des « explications de spécialistes déclamant des phrases courtes, vaines et froides dans l'ordonnance médiatique d'une normalisation assistée »<sup>1221</sup>.

Les modes d'action communicationnels (mais aussi politiques), qui se conforment pas par anticipation à la représentation de la société pacifiée, et qui ne définissent pas les moyens utilisés en vue de cet objectif, se retrouvent d'ailleurs de fait exclus du projet performatif de « transition démocratique ». À cet égard, les mouvements sociaux à la marge du conflit étudiant qui dure au Chili depuis 2010, ainsi que la mise en place de médias de quartiers ou communautaires (comme Señal 3), constituent des illustrations tout particulièrement révélatrices de la disqualification dont peuvent faire l'objet les politiques et communications qui ne savent, ni ne veulent respecter l'articulation et la succession des fins et des moyens définies comme caractéristiques de la transition démocratique. Dans ce régime d'exclusion apparaît toute l'étendue de la métamorphose du journalisme chilien en quarante ans : alors que ce qui pose problème entre 1970 et 1973, c'est d'abord l'identité de ceux qui veulent fabriquer des journaux, et par là, leur capacité à entrer dans la communauté journalistique, on voit que les contre-pratiques actuelles cherchent à confondre le journalisme par l'affirmation d'une volonté de ne pas suivre la « modalité de construction technologique et journalistique qui traduit la rhétorique de l'actualité »<sup>1222</sup> ; et ce notamment, en proposant des ancrages dans l'histoire, des pauses problématiques, des portes de sortie temporelles, loin de l'instantané du dernier cas problématique et du prochain scandale.

L'esthétique médiatique comme la politique journalistique s'ancrent dans une dynamique de gestion des flux d'événements. Le journaliste est une nouvelle sorte de *gatekeeper*, en partie médiateur, et de plus en plus animateur. Il filtre les flux d'événements à un niveau minimum ; il essaie de désamorcer les conflits d'intérêts symboliques et culturels ; par-dessus tout, il met de la fluidité entre les voix, entre les variables et entre les événements. Les figures qui incarnent cette double caractéristique, c'est-à-dire l'esthétique de l'immédiateté et la politique informativospéculaire, sont les stars du journalisme. Pour ne citer que quelques noms, dans un jeu d'équivalence entre le Chili et la France, on peut penser à Camilo Camiroaga, récemment disparu (et dont la disparition, très médiatisée, a quasiment constitué un deuil national) et « Don Francisco » (Mario Kreutzberger). Leurs pendants français seraient Yannick Barthes et Gérard

---

<sup>1221</sup> *Ibid.*, p.6.

<sup>1222</sup> Carlos Ossa (2004), *op. cit.*

Holtz<sup>1223</sup>. Ces journalistes sont à la fois animateurs de talk-shows, commentateurs, acteurs, témoins, humoristes et parfois chanteurs... Beaucoup d'autres figures pourraient être citées. Le journalisme a ses *stars* comme à toutes les époques, mais aujourd'hui les plus reconnus sont les plus caméléons, ceux qui n'ont pas d'identité propre, ceux dont le principal travail est d'occuper l'espace et le temps médiatique. L'identité journalistique a sédimenté sa posture objectiviste en permettant que le déploiement ostentatoire du flux d'événements inverse les temporalités du présent.

De fait il est notable que, dans une *crise* de la représentation et de la dépolitisation tant de fois regrettée par les moyens de communication eux-mêmes, les Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) soient offertes comme remède. De manière paradoxale, leur logique de fonctionnement colle parfaitement avec la fluidification permanente des nouvelles, la vélocité des flux d'événements et leur quantification. C'est dans cette évidence journalistique qu'opère le processus de véridiction. Elle fait déambuler les media d'un cas à un autre sans transition, d'une position publique à une autre de manière fluide : la « vérité » de la fiction journalistique s'exprime. Une fiction jamais aussi opérative que quand le présent cherche la salvation dans la *crise* du passé et dans la culpabilité d'une dette qui se veut promesse de stabilité. Le rôle du journaliste n'est plus de porter un récit : c'est de gérer les flux d'événements, de leur donner de la fluidité, sans rien dire. C'est dans cette capacité de fluidification des flux de nouvelles que réside désormais la conception économique et administrative de l'objectivité. Mais comme régime de véridiction, l'objectivité ne perd pas sa portée politique, elle la réarticule seulement et l'offre comme trésor de guerre à l'évidence du flux d'événements.

Or l'activité de fluidification du cours des événements qu'exercent les journalistes chiliens actuels entre en écho avec le projet de transition démocratique par la sécurisation de l'espace public et la dynamisation de la démocratie chilienne. Ils actualisent, dans le présent, le temps quotidien d'une transition démocratique impossible d'achever dans le futur. Le lien avec le discours de la « transition démocratique » s'établit alors : dans le même instant, le traitement du temps de l'actualité par les journalistes évolue, un ordonnancement bientôt qualifié de « néolibéral » émerge et une réécriture s'opère des trois années de l'Unité populaire ainsi que de la fonction et du rôle des journalistes durant cette période. Le devoir démocratique des journalistes

---

<sup>1223</sup> Les deux premiers montrent cette capacité à changer de registre tandis qu'au-delà des registres les deux derniers sont des institutions dans leurs pays respectifs, et sont tous les deux attachés au « Telethon ».

s'ancre désormais dans une dette historique du fait de leur culpabilité dans le coup d'Etat<sup>1224</sup> : ils sont maintenant dépossédés de toute voix, et donc de toute responsabilité ; ils doivent fluidifier la gouvernabilité chilienne pour que survive une démocratie stable.

La dette des journalistes participe de cette métamorphose de leur rôle de journalistes : elle neutralise le temps commun, « le temps comme création de nouvelles possibilités, en leur attribuant la fonction d'administrer le rapide et impétueux flux d'événements »<sup>1225</sup>. Or sous le sceau de la nécessaire contribution du journalisme à la stabilité, à l'efficacité et à la pérennité du régime démocratique, la tâche d'actualisation du temps de l'actualité entre dans la morale journalistique actuelle. Dans ce rapport urgent et immédiat au temps de l'actualité, les journalistes n'ont plus le temps de prendre position, ce qui « contribue » à la performativité du projet de « transition démocratique » en expulsant le conflit politique. La vérité désidéologisée de l'hégémonie démo-libérale actuelle vit derrière le simulacre de la tolérance et de la diversité. Une fois la résistance institutionnelle à la dictature accomplie, les relations entre la communication et la politique sont définies comme une simple tautologie : la démocratie permet et se fonde sur la liberté d'expression, et donc le travail médiatique. Incarnation paroxystique des discours qui, se fondant sur la conscience juridique de la consubstantialité entre démocratie et liberté d'expression – et synthétisée dans l'idée de pluralisme –, les analyses des média ne parent ces derniers des oripeaux du « contre-pouvoir » que pour mieux les constituer en agents normalisateurs<sup>1226</sup>.

---

<sup>1224</sup> Dette dont la logique converge et s'intrique dans la gouvernementalité néolibérale que le philosophe italien Maurizio Lazzarato définit, en analysant les ressorts du capitalisme financier, comme « le régime de dette infinie et généralisée » Maurizio Lazzarato, (2010), *op. cit.*, p. 62.

<sup>1225</sup> Maurizio Lazzarato, (2010), *op. cit.*, p. 41.

<sup>1226</sup> Le premier paragraphe d'Eduardo Arriagada et Patricio Navia dans leur livre de 2013 est à cet égard particulièrement éloquent : « Dans des démocraties saines, les moyens de communication le sont aussi. Dans des pays où les media ne fonctionnent pas bien, les démocraties tendent à être déficientes. Il est probable que les démocraties saines favorisent un système robuste de moyens de communication ou, au contraire, que ce soient les systèmes de media développés, compétitifs, transparents et pluralistes qui permettent que se développe la démocratie. Quelle que soit la relation de causalité, nous savons qu'il existe une interaction entre media et démocratie. Qui plus est, l'évidence dit que tous les deux se rétro-alimentent. De là, si nous voulons des démocraties solides, nous avons besoin de systèmes de media adéquats. De la même forme, si nous voulons une bonne industrie des media, nous devons aspirer aussi à avoir des démocraties solides ». Traduction de : « En democracias saludables, los medios de comunicación también lo son. En países donde los medios de comunicación no funcionan bien, las democracias tienden a ser deficitarias. Bien puede ser que las democracias saludables favorecen un sistema robusto de medios de comunicación o, al revés, que son los sistemas de medios desarrollados, competitivos, transparentes y pluralistas los que permiten que se desarrolle la democracia. Sea cual sea la relación de causalidad, sabemos que existe interacción entre medios y democracia. Es más, la evidencia dice que ambos se retroalimentan. De ahí que, si queremos democracias sólidas, precisemos de sistemas de medios adecuados. De la misma forma, si queremos una buena industria de medios, tenemos que aspirar también a tener democracias sólidas » in Eduardo Arriagada & Patricio Navia (2013), *Intermedios. Medios de comunicaciones y democracia en Chile*, Santiago de Chile: Editoriales UDP (« Colección Ciencias Sociales e Historia »), p. 11.

(c) L'Unité populaire : une transition entre deux ordres de gouvernement ?

À partir de notre analyse de l'activité journalistique propre à ces trois années, nous avançons une lecture de l'Unité populaire non pas comme moment d'une *crise* inévitable mais plutôt comme phase de *transition* entre deux manières de gouverner le *public*, c'est-à-dire le lieu des comportements et des attitudes dans le continuum de la population. Aussi, proposons-nous de comprendre en quoi consiste le journalisme dans l'histoire chilienne récente (1970-2013) en pensant l'Unité populaire comme l'ce moment où s'opère un « remaniement du kaléidoscope »<sup>1227</sup> entre deux ordres journalistiques (avec leurs objectifs, mécanismes, pratiques et récits). Par ce renouvellement de la perspective, il s'agit donc à nos yeux de considérer que ce que vit le journalisme durant l'Unité populaire relève d'une logique de gouvernement qui entre en *crise*.

Dans la précipitation quotidienne du travail journalistique, on repère la fermeture d'une époque, celle du gouvernement des identités, auquel le journalisme chilien contribue jusque-là par son herméneutique, et par laquelle il est en même temps saisi dans son institutionnalisation (sur la période 1952-1973). Par leurs réussites et leurs échecs, les innovations, résistances et contre-conduites journalistiques qui se donnent à voir entre 1970 et 1973 sont ainsi appréhendées comme les témoins d'une *transition* dans les logiques de gouvernement du journalisme. Cette période est dès lors, envisagée non pas comme le dernier projet marxisant de l'histoire chilienne mais plutôt comme un moment où émergent les premiers signes d'un gouvernement néolibéral des conduites. Cette proposition que nous formulons au sujet de l'*être* journalistique coïncident d'ailleurs avec des analyses qui, émergeant depuis quelques années à partir d'autres objets d'étude, tendent à situer dans la période même de l'Unité populaire les prodromes du projet de modernisation néolibérale mis en œuvre, dans une logique autoritaire et répressive, au moment de la dictature.

Ainsi, au travers de l'analyse de « la presse et la *crise* de pouvoir de 1970-1973 », Eduardo Santa Cruz précise bien que, parmi les projets en dispute, le programme de la droite chilienne, le Parti national soutenu par *El Mercurio*, défend déjà les « contours essentiels des politiques économiques implémentées depuis 1973 et par la suite »<sup>1228</sup>. Ce projet peut être retracé autour de la critique de l'intervention étatique dans l'économie, de la revendication du marché comme principal mécanisme de répartition des ressources, de socialisation et d'exercice de la liberté

---

<sup>1227</sup> Paul Veyne (1996), *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil (coll. « Points histoire », 2ème éd. : 1ère éd. augmentée 1978 / 1971), p. 417.

<sup>1228</sup> «Dicho programa [del Partido Nacional], contenía los lineamientos esenciales de las políticas económicas implementadas desde el 73 en adelante» in Eduardo Santa Cruz (2003), *op. cit.*, p. 1.

politique, de l'insertion volontaire et assumée de l'économie dans le système capitaliste mondial, et de la glorification de la liberté de consommation et de concurrence, comme condition de possibilité de la liberté politique. Cette idée est soutenue avec beaucoup plus de précision, par Manuel Gárate-Château dans le livre qui est issu de sa thèse sur « La Révolution capitaliste au Chili »<sup>1229</sup>. Utilisant une méthode socio-historique visant à rendre compte de la dynamique interne et des relations externes de l'expérience néolibérale chilienne, l'auteur démontre de façon convaincante que, bien avant la mise en œuvre par le régime dictatorial de politiques économiques directement influencées par les Chicago Boys, c'est durant l'Unité populaire qu'émergent les premiers projets de type néolibéral de réforme du système des relations économiques. De la même manière, et faisant plus directement écho à notre propos, car elle touche au milieu culturel et pédagogique chilien, l'étude en cours de Fernando Muñoz sur le projet d'École nationale unifiée (ENU), ainsi que sur les résistances qu'il suscite, tend à démontrer que le travail de sape initié par les élites conservatrices, et notamment les arguments qu'elles utilisent, dénotent clairement d'une logique néolibérale de désétatisation d'un champ historique de l'intervention publique au Chili, en ce qu'il est très intimement lié au projet républicain<sup>1230</sup>.

Aussi, bien que nous ne nous placions pas sur un même registre d'analyse, nous partageons très clairement avec ses travaux une même orientation historiographique visant à reconsidérer le statut socio-historique de l'Unité populaire dans la formulation d'une orientation néolibérale dans le Chili contemporain<sup>1231</sup>. En effet, n'identifiant pas le néolibéralisme à un programme économique et politique, mais davantage à un mode et des modalités de rationalisation des actes qui affectent composent et structurent le gouvernement des conduites<sup>1232</sup>, nous considérons qu'il y aurait un intérêt certain à appréhender les métamorphoses de *l'être* journalistique qui se donnent à voir entre 1970 et 1973, comme les signes précurseurs de cette nouvelle façon de concevoir et d'administrer les *flux du social*<sup>1233</sup> dans cette activité culturelle particulière qu'est le journalisme. Par-

---

<sup>1229</sup> Manuel Gárate-Château (2013), *op. cit.*

<sup>1230</sup> La seule trace tangible de cette hypothèse que nous ayons trouvée a été publiée dans un journal numérique. Voir Fernando Muñoz (2012), «La actualidad de los conflictos político-jurídicos del pasado (II): la Escuela Nacional Unificada», *RedSeca, Revista de Actualidad Política, Social y Cultural*, Santiago de Chile, 5 de septiembre 2012 [en línea] <http://www.redseca.cl/?p=3415> (consulté le 6 septembre 2013).

<sup>1231</sup> Sur cet axe de recherche, nous avons par exemple participé à l'organisation du colloque « Le Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale. Du « cas » Pinochet au gouvernement de Sebastián Piñera (1998-2013) », PACTE/ILCEA, 25-27 novembre 2013, Grenoble.

<sup>1232</sup> Sur l'inscription de l'analyse des néolibéralismes allemands et étasuniens dans une réflexion plus générale sur la reconfiguration biopolitique de la gouvernementalité, voir Foucault Michel (2004), *Naissance de la biopolitique : Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris : Gallimard/Seuil (coll. : « Hautes Etudes »).

<sup>1233</sup> Sur la centralité de l'idée de circulation dans l'émergence des dispositifs de sécurité, caractéristique de la gouvernementalité néolibérale dans les travaux de Foucault, cf. notamment Jacques Donzelot (2005), « Michel Foucault et l'intelligence du libéralisme », *Esprit*, n°319, novembre 2005, pp. 60-81 ; Laurent Jeanpierre (2006), « Une sociologie foucauldienne du néo-libéralisme est-elle possible ? », *Sociologies et sociétés*, 2, 2006, pp. 87-111.



delà, ou plutôt en-deçà, du clivage idéologique entre une gauche socialiste et une droite néolibérale, c'est le socle même des pratiques journalistiques qui se meut et tend à la reconfiguration du rapport de ces dernières au temps quotidien et à l'histoire.

# INDEX

On trouve ici une sélection des principaux noms de personnes citées au cours du manuscrit.

## A

Abelardo Clariana, 330, 384, 392  
Abraham Santibáñez, 21, 22, 24, 73, 222, 236,  
237, 262, 352, 385, 526  
Agustín Edwards McClure, 15, 117, 377, 378,  
379, 380, 381, 382, 443, 492  
Alberto Gamboa, 65, 168, 255, 307, 311, 312,  
392, 416  
Alberto Quintana, 389  
Alejandro Arellano, 311, 335  
Alejandro Cabrera, 346, 383, 407, 427, 439, 440  
Alfonso Calderón, 352, 353  
Alfonso Valdebenito, 442, 465  
Alfredo Joignant, 18, 26, 30, 52, 56, 58, 150, 197,  
198, 199, 200, 202, 216, 218, 244, 320, 321,  
363  
Amador Yarur, 129  
Andrés Bello, 52, 56, 215, 262, 315  
Andrés Gunder Franck, 141  
Angél Torti, 80, 81  
Anibal Jara, 395  
Aníbal Pinto Santa Cruz, 351, 352, 406  
Ariel Dorfman, 67, 101, 102, 103, 120, 352, 353  
Armand Mattelart, 41, 67, 73, 84, 96, 98, 101,  
102, 103, 104, 105, 106, 111, 116, 117, 118,  
119, 120, 121, 122, 124, 125, 126, 127, 128,  
134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142,  
143, 144, 150, 194, 461, 487, 497, 498, 499,  
578  
Arturo Alessandri, 458  
Arturo Fontaine Aldunate, 257  
Arturo Matte Alessandri, 352  
Arturo Navarro, 150, 156, 157, 164, 165, 176,  
187, 218  
Astolfo Tapia, 351  
Augusto Olivares, 21, 90, 258  
Augusto Pinochet, 123, 463

## C

Camilo Henríquez, 503  
Camilo Taufic, 100, 101

Carlos Ibáñez del Campo, 79, 80, 87, 160, 195,  
208, 286, 430, 447, 449, 458, 459, 463, 466  
Carlos Jorquera, 21, 30, 65  
Carlos Ossandón, 327, 337, 361  
Carlos Silva Vildósola, 379, 440  
Carmen Machado, 409  
Clara Rosa Otero, 340, 341  
Claudia Lagos Lira, 331  
Clodomiro Almeyda, 66, 93, 165, 166

## D

Daniel de La Vega, 439  
Daniel Sacedo, 461  
Daniel Sotta Barros, 133  
Darío Sainte-Marie, 459  
Desiderio García Ahumada, 87  
Doris Jiménez, 334, 339, 340, 341, 346, 441  
Douglas Hübner, 372  
Drapkin, 461

## E

Edgardo Cuevas Victoriano, 255  
Eduardo Frei Montalva, 93, 95, 97, 119, 136,  
209, 430, 462, 466  
Eduardo Hamuy, 96, 137, 198, 208, 460, 461  
Eduardo Labarca, 100  
Eduardo Santa Cruz, 7, 13, 28, 41, 52, 56, 121,  
161, 170, 171, 172, 182, 202, 212, 222, 237,  
243, 244, 245, 248, 262, 264, 268, 274, 276,  
278, 289, 290, 293, 318, 321, 327, 331, 336,  
337, 361, 380, 381, 382, 385, 439, 442, 443,  
460, 486, 487, 488, 497, 537, 542  
Elmo Catalán, 84, 113, 114, 115, 116, 119, 128,  
129, 130, 131, 132, 133, 143, 212, 346, 401,  
574  
Enrique Gutiérrez, 286, 312  
Ernesto Carmona, 62, 64, 108, 166, 167, 168,  
175, 194, 195, 255, 257, 282, 288, 298, 299,  
303, 304, 311, 329, 331, 334, 355, 370, 373,  
376, 388, 392, 394, 395, 396, 400, 401, 402,

411, 415, 417, 418, 434, 437, 445, 464, 467,  
468, 472, 473, 489, 505, 506, 507, 576  
Ernesto Montenegro Nieto, 337, 338, 339, 359  
Eugenio Lira Massi, 255, 312, 392, 411, 416  
Eugenio Tironi, 89, 150, 158, 159, 161, 162, 163,  
181, 187, 218, 219, 220, 222, 538

## F

Faride Zerán, 7, 13, 65, 166, 187, 331, 336, 338,  
352, 353, 372, 396, 397, 402  
Felidor Contreras, 501, 503, 504  
Felipe Pozo, 64, 169, 173, 193, 194, 202, 331,  
353, 354, 358, 360, 361, 367, 368, 369, 374,  
385, 388, 389, 390, 421, 422  
Fernando Castillo Velasco, 125  
Fernando Villagrán, 123  
Fidel Castro, 14, 103, 191  
Flavián Levine Bawden, 87

## G

Gabriel González Videla, 195, 287, 445  
Gabriela Mesa, 335  
Général Pinochet, 112, 121, 190  
Georges Sedes, 114  
Ghislaine Helfman de Astaburuaga, 409  
Gloria Stanley, 409  
Guillermo Blanco, 88, 331, 360, 361, 362, 363  
Guillermo del Pedregal Herrera, 87  
Guillermo Moore Montero, 87  
Guillermo Saavedra, 62, 166, 169, 255, 256, 258,  
259, 266, 267, 281, 282, 290, 291, 292, 296,  
297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305,  
306, 307, 308, 310, 311, 355, 392, 415, 416,  
417, 418, 419, 420, 434, 435, 436, 469, 473,  
474, 475, 476  
Guillermo Sunkel, 361, 411  
Guillermo Torres, 65, 330, 392, 400, 511, 512,  
513, 514, 515, 520  
Gustavo González, 13, 166, 331, 347, 348, 349,  
358, 359, 383, 394, 400, 407, 437  
Gustavo Ruz, 101

## H

Hermógenes Pérez de Arce, 194  
Hernán Godoy Urzúa, 95, 96  
Hernán Miranda, 331, 394, 397, 411, 434, 438,  
464, 465, 509  
Hernán Ramírez Necochea, 114

Hernán Uribe Ortega, 73, 108, 110

## I

Ibar Aibar, 255, 416, 514  
Ignacio Agüero, 123

## J

Jacques Chonchol, 11, 13, 97, 98, 136, 150  
Jaime Guzmán, 104, 123, 166  
Jaime Guzmán Errázuriz, 123  
Jellio Cisternas, 255  
Joan Garcés, 30, 98, 121, 280  
Joaquín Díaz Garcés, 379, 382, 440  
Jorge Alessandri, 14, 79, 80, 86, 89, 95, 131, 191,  
195, 208, 279, 283, 286, 449, 462  
Jorge Costaval, 340  
Jorge Edwards, 150, 487  
Jorge Insunza, 256  
Jorge Navarrete, 86, 87  
José Carrasco Tapia, 510  
José Gómez López, 312, 411, 417  
José Miguel Varas, 21, 166, 311, 394, 411, 515  
José Peláez y Tapia, 115  
José Soto Veragua, 289  
José Tohá, 165, 166  
José Victorino Lastarria, 440  
Josua Vivelich, 362  
Juan Emilio Pacull, 337, 338, 427, 445, 464, 479,  
508  
Juan Gómez Millas, 340, 342  
Juan Honorato, 427, 439, 440, 441, 446, 464, 509  
Juan Pablo Cárdenas, 73, 150, 153, 193, 222,  
336, 412, 526  
Juan Rojo de la Rosa, 41, 73, 108, 109, 110, 331,  
497  
Juevenal Fernández, 340  
Julio Durán, 84, 131  
Juvenal Hernández, 340, 342

## L

Laureano Checa, 331  
Lenka Franulic, 406, 409, 427, 445, 508  
Leonardo Cáceres, 166, 285, 298, 304, 305, 329,  
331, 335, 341, 348, 352, 369, 384, 385, 388,  
389, 390, 392, 393, 394, 402, 403, 406, 515  
Lidia Baltra, 150, 160, 192, 193, 212, 334, 347,  
348, 349, 351, 352, 358, 368, 369, 386, 387,  
388, 389, 406, 407, 412, 421

Luis Alberto Mansilla, 65, 166, 174, 175, 176,  
188, 255, 302, 303, 311, 331, 391, 394, 410,  
411, 515  
Luis Barría Torres, 284, 285, 287, 288, 289  
Luis Corvalán, 14, 29, 65, 136, 256  
Luis Emilio Recabarren, 14, 173, 275, 287, 503  
Luis Figueroa, 12, 251  
Luis Hernández Parker, 392, 411, 412, 508  
Luis Villaflor Riveras, 255

## M

Mabel Piccini, 73, 84, 104, 111, 116, 117, 118,  
119, 120, 121, 124, 125, 126, 127, 128, 134,  
135, 139, 143, 144  
Manuel Cabieses, 11, 166, 187, 411, 501, 502,  
503, 590  
Marcia Scantlebury, 336  
María de La Luz Hurtado, 80  
María Elena Aguirre, 409  
María Eugenia Camus, 336, 417  
María Olivia Monckeberg, 13, 65, 331, 335, 336,  
357, 358, 361, 362, 363, 374, 385, 398, 399,  
405, 406, 409, 413, 414, 512  
María Teresa Serrano, 336  
Marie-Anne Ellis, 409  
Mario Díaz, 303, 411  
Mario Gómez López, 411  
Mario Planet, 368, 369, 384, 385, 412  
Mario Vergara, 445  
Marta Harnecker, 187, 402  
Maura Brescia Del Val, 441  
Mauricio Amster, 337, 384, 385, 387  
Michèle Mattelart, 11, 73, 84, 98, 101, 104, 105,  
111, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 124, 125,  
126, 127, 128, 134, 135, 139, 143, 144  
Michelle Bachelet, 27, 151, 214, 336  
Miguel Ángel Solar, 123  
Mireya Baltra, 65, 484

## N

Nicolás Velasco del Campo, 405  
Nikolai Panunov, 128

## O

Oscar Sepúlveda, 143, 461  
Óscar Tejada, 81  
Osvaldo Marfán, 374  
Osvaldo Rivera, 303, 335

## P

Pablo Neruda, 256, 261, 288, 351, 387  
Pablo Ramírez, 87  
Patricia Fagen, 105  
Patricia Verdugo, 336  
Patricio Aylwin, 158, 196, 220, 538  
Pedro Aguirre Cerda, 30, 87, 431  
Pedro Antonio González, 440  
Pierre Kalfon, 280, 281  
Pilar Vergara, 336  
Procopio Polloc, 115

## R

Radomiro Tomic, 14, 485  
Rafael Otero, 489, 490, 491, 493, 494  
Ramón Briseño, 115, 121  
Ramón Cortéz, 337, 346, 348, 357, 358, 369,  
372, 384  
Ramón Cortéz Ponce, 372  
Raúl Fonta, 82  
Raúl Silva Henríquez, 83  
Renato Pizarro, 445  
Renato Silva, 446  
René Schneider, 93  
René Silva Espejo, 123  
René Vergara, 415  
Ricardo Donoso, 66, 115  
Ricardo Lagos, 56, 84, 112, 113, 114, 116, 118,  
119, 128, 159  
Ricardo Latcham, 340  
Roberto Wachholtz Araya, 87  
Rodolfo Jaramillo Bruce, 87  
Roger Vekemans, 135, 136

## S

Salvador Allende, 73, 74, 75, 84, 89, 90, 92, 93,  
97, 99, 100, 101, 106, 109, 110, 112, 118, 121,  
136, 149, 150, 151, 154, 156, 158, 167, 169,  
170, 172, 174, 175, 176, 180, 186, 187, 189,  
193, 195, 196, 198, 199, 202, 203, 206, 208,  
220, 230, 231  
Santiago del Campo, 337, 391  
Sergio Contardo Egaña, 340, 451  
Sergio Risenbel, 336

## T

Tito Mundt, 508  
Tomás MacHale, 203, 491

V

Victor Pey, 202, 459

Víctor Pey, 101, 175, 176, 243, 255, 310, 311,  
395

Vincente Pérez, 336

Virginia Vidal, 255, 330, 400, 512, 520

Volodia Teitelboim, 387

## BIBLIOGRAPHIE GENERALE & SOURCES

Compte-tenu des multiples aires culturelles desquelles proviennent nos références, nous avons choisi de garder les conventions propres aux langues associées (principalement, français, espagnol, anglais et portugais). C'est pour cela que les guillemets apparaissent selon leur acceptation française, anglaise ou espagnole ; que dans les titres en anglais ou en espagnol, les majuscules sont gardées à tous les substantifs ; et que les dates apparaissent dans la langue d'origine. Dans le cas d'auteurs multiples, nous avons utilisé le signe « & » pour remplacer « et », « and » ou « y », et ainsi faciliter la compréhension. Enfin les noms hispanisant, composé de deux noms, ont été restitués dans leur ensemble ici (à l'instar des notes de bas de page), alors que nous avons gardé le premier de ces deux noms dans le corps du texte de la thèse pour ne pas surcharger la lecture.

La bibliographie suit une organisation thématique. Vu que nous avons utilisé le référencement en notes de bas de page dans la thèse, afin de pouvoir contextualiser plus facilement les textes que nous citons, il n'était pas possible de livrer un simple classement alphabétique ici. Ce choix nous permet aussi de distinguer les références sur l'histoire chilienne, sur la période de l'Unité populaire (1970-1973), sur le journalisme et l'activité médiatique dans cette aire culturelle, tout en spécifiant les textes qui se réfèrent à des débats plus théoriques ou épistémologiques sur les moyens de communication et le journalisme. Nous n'avons toutefois pas distingué les types de texte (ouvrages, ouvrages collectifs, monographies, articles etc.). Parfois des textes portant sur des aires culturelles différentes sont regroupés malgré tout puisqu'ils traitent de la même problématique : c'est par exemple le cas au sujet des questions de transitions démocratiques. Les sources sont par ailleurs livrées dans la dernière section selon un classement chronologique.

### 1. Travaux scientifiques

#### 1.1. Général

Agamben Giorgio (2003), *Ce qu'il reste d'Auschwitz*, Paris : Editions Payot & Rivages, collection « Rivages Poche – Petite Bibliothèque » (2<sup>e</sup> édition en français / 1<sup>ère</sup> édition originale en italien : 1998).

Althusser Louis (1976), « Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Notes pour une recherche) », in *Positions (1964-1975)*, Paris : Les Éditions sociales, pp. 67-125.

Barthes Roland (1958), *Mythologie*, Paris : Editions du Seuil.

Barthes Roland (1970), *S/Z*, Paris : Seuil.

Baudrillard Jean (1970), *La société de consommation*, Paris : Gallimard, « Idées ».

Beaud Stéphane Weber F. (1998), *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, Coll. Repères, Paris.

Becker Howard (1988), *Les Mondes de l'art*, Paris : Flammarion.

Bruneteaux Patrick, Lanzarini Corinne (1998) « Les entretiens informels » in *Sociétés contemporaines* n°30, 1998. pp. 157-180.

Walter Benjamin (2000), « Sur le concept d'histoire », *Œuvres, III*, Paris : Gallimard, trad. M. de Gandillac revue par P. Rusch (1<sup>ère</sup> éd. : 1940)

- Bergson Henri (1969), *La pensée et le mouvant. Essais et conférences*, PUF, 79<sup>e</sup> éditions, Paris.
- Beurier Joëlle (2003), « La mémoire Lip ou la fin du mythe autogestionnaire », in Frank Georgi [dir.], *Autogestion. La dernière Utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 451-466
- Bezès Philippe (2000), « Les hauts fonctionnaires croient-ils en leurs mythes ? L'apport des approches cognitives à l'analyse des engagements dans les réformes de l'Etat. Quelques exemples français (1988-1997) », *Revue française de science politique*, vol. 50, n°2, pp. 307-332.
- Blau Peter M. & Scott Richard W. (1962), "Professional and Bureaucratic Orientation", *Formal Organizations*. San Francisco: Chandler, pp. 64-74.
- Bon Frédéric (1985), « Langage et politique » in Grawitz Madeleine & Leca Jean [dir.], *Traité de science politique*, t. 1, Paris : PUF, 1985, pp.537-573.
- Bourdieu Pierre (1966), « Champ intellectuel et projet créateur », *Les Temps Modernes*, n° 246, pp. 865-906.
- Bourdieu Pierre (1971a), « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, XII (3), pp. 295-334.
- Bourdieu Pierre, (1971b), « Le marché des biens symboliques », *L'Année sociologique*, vol. 22, p. 49-126.
- Bourdieu Pierre (1973), « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, n°318, janvier 1973, pp. 1292-1309.
- Bourdieu Pierre (1980), *Le sens pratique*, Editions de Minuit.
- Bourdieu Pierre (Ed.) (1993), *La Misère du monde*, Paris : Seuil.
- Bourdieu Pierre & Wacquant Loïc (1992), *An Invitation to Reflexive Sociology*, University of Chicago Press.
- Braud Philippe [dir.] (1993), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris : L'Harmattan.
- Braud Philippe (2004), *Manuel de sociologie politique*, Paris : L.G.D.J., 7<sup>e</sup> édition.
- Brown Lester R. (1970), *Seeds of changes, The Green Revolution and Development in the 1970's*, London : Praeger Publisher Inc., Overseas Development Council.
- Buton François & Mariot Nicolas (2006), entrée « Socio-histoire » du *Dictionnaire des idées*, 2<sup>e</sup> volume de la collection des « Notionnaires » de l'Encyclopaedia Universalis, pp. 731-733.
- Castel Robert (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris : Fayard.
- Certeau (de) Michel (1980), *L'invention du quotidien 1. Les arts de faire*, Paris : Gallimard, « Folio-Essais ».
- Chaouad Robert (2013), « La résonance des temps », *Revue internationale et stratégique*, vol. 3, n°91, pp. 63-69.
- Robert Chaouad & Marc Verzeroli (2013), « *Discordance des temps. Entretien avec François Hartog* », *Revue internationale et stratégique*, vol. 3, n° 91
- Cobb Roger W. & Ross Martin (1997), "Agenda Setting and the Denial of Agenda Access : Key Concepts », in Cobb R. et Ross M. [dir.], *Cultural Strategies of Agendas Denial : Avoidance, Attack and Redefinition*, Lawrence : University Press of Kansas, pp. 3-23.
- Colliard Jean-Claude & Ollivier-Yanniv Caroline (1997), « La communication gouvernementale du point de vue des gouvernants », *Quadermi*, n°33, pp. 155-158.

- Del Valle Alejandro H. (2010), "Comparando Regímenes de Bienestar en América Latina", *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n°88, April 2010, pp. 61-76.
- Déloye Yves (2007), *Pour une sociologie histoire du politique*, Paris : Gallimard, Repères, 3<sup>e</sup> édition.
- Déloye Yves & Voutat Bernard (2002), *Faire de la science politique. Pour une analyse sociohistorique du politique*, Paris : Belin, Sociohistoires.
- Dezalay Yves (2004), « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 1-2, n°151-152, pp. 4-35.
- Domínguez Jorge (1997) (ed), *Technopols. Freeing Politics and Markets in Latin America in the 1990s*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press-University Park.
- Jacques Donzelot (2005), « Michel Foucault et l'intelligence du libéralisme », *Esprit*, n°319, novembre 2005, pp. 60-81
- Easton David (1974), *Analyse du système politique*, Paris : Armand Colin, 1974 (éd. originale en anglais : 1965).
- Esping-Andersen Gøsta (2007), *Les trois mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne*, Paris : PUF 2007(1<sup>ère</sup> éd. : 1990).
- Farge Arlette (1989), *Le goût de l'archive*, Paris : Seuil.
- Foucault Michel (1981), « Les mailles du pouvoir », *Dits et Ecrits*, Tome 2, n°297, Paris : Gallimard, (coll. « Quarto »), pp. 1001-1020.
- Foucault Michel (1994), *Dits et Ecrits (1954-1988 : tome II (1976-1988))*, Paris : Gallimard / Nef.
- Foucault Michel (1994), « Le sujet et le pouvoir », *Dits et Ecrits*, Tome 2, texte n°306, Paris : Gallimard (coll. « Quarto »).
- Foucault Michel (2001), « Les techniques de soi » in *Dits et écrits, 1954-1988*, t. II, 1976-1988, Paris : Gallimard, pp. 1602-1632.
- Foucault Michel (2004), *Naissance de la biopolitique : Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris : Gallimard/Seuil (coll. : « Hautes Etudes »).
- Foucault Michel (2008), *Le gouvernement de soi et des autres. Cours au Collège de France, 1982-1983*, Paris : Gallimard/Le Seuil.
- García de la Huerta Marcos (2009), "La lectura foucaultiana del neoliberalismo", *RIFP*, n°33, pp. 145-156.
- Garraud Philippe (1990), « Politiques nationales : l'élaboration de l'agenda », *L'Année sociologique*, pp. 17-41.
- Georgi Franck (2014), « Le moment Lip dans l'histoire de l'autogestion en France », *Semaine sociale Lamy*, supplément au n° 1631, pp. 65-72.
- Genette Gérard (1987), *Seuils*, Paris : Seuil (coll. : « Poétique »).
- Ginsburg Carlo (1980), « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le débat*, 6, novembre 1980, pp. 3-44.
- Goldmann Lucien (1959), *Recherches dialectiques*, Paris : Editions Gallimard, 1959.
- Grawitz Madeleine & Leca Jean (coord.), *Traité de science politique*, vol. 2, Paris : PUF.
- Grosser Pierre (2013), « Le tournis de l'histoire », *Revue internationale et stratégique*, vol. 3, n°91, pp.71-79.



- Hartog François (2003), *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris : Le Seuil.
- Hassenteufel Patrick (2010), « Les processus de mise à l'agenda : sélection et construction des problèmes publics », *CNAF, Informations sociales*, vol. 1, n°157, pp. 50-58.
- Henry Odile (2006), « L'impossible professionnalisation du métier d'ingénieur-conseil (1880-1954) », *Mouvement social*, vol. 1, n°214, pp. 37-54.
- Herrera Rémy (2000), « Les théories du système mondial capitaliste », *Cahiers de la maison des sciences économiques*, n°76, série rouge, disponible sur <ftp://mse.univ-paris1.fr/pub/mse/cahiers2000/R00076.pdf> (consulté le 15 novembre 2013).
- Hilgartner Stephen & Bosk Charles L. (1988), "The Rise and Fall of Social Problems: A Public Arena Model", *American Journal of Sociology*, vol. 94, n° 1, pp. 53-76.
- Honneth Axel (2004), « Visibilité et invisibilité : sur l'épistémologie de la 'reconnaissance' », *Revue du MAUSS*, n°23, pp. 136-151.
- Ihl Olivier (1996), « Quoi ! Ne faut-il donc aucun spectacle dans une République ? », *Les cahiers de médiologie*, vol. 1, n°1, pp. 201-207.
- Ihl Olivier (1998), « De bouche à oreille. Sur les pratiques de commensalité dans la tradition républicaine du cérémonial de table », *Revue française de science politique*, vol. 48, n°3-4, pp. 387-408.
- Jeanpierre Laurent (2006), « Une sociologie foucauldienne du néo-libéralisme est-elle possible ? », *Sociologies et sociétés*, 2, 2006, pp. 87-111.
- Kaplan Richard L. (2002), *Politics and the American Press: The rise of objectivity (1965-1920)*, Cambridge (U.K.): Cambridge University Press.
- Kayser Jacques (1957), « Les relations entre l'historien et la presse », *Revue historique*, n°218, pp. 284-309.
- Keeler John T. S. (1994), *Réformer: les conditions du changement politique*, Paris: PUF.
- Kemedjio Cilas (1994), « Pouvoir disciplinaire et normalisation », *Bulletin de la société américaine de philosophie en langue française*, vol. 6, n°1-2, pp. 11-19.
- Kingdon John W. (1984), *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston: Little Brown and Company.
- Lagroye Jacques & Offerlé Michel [dir.] (2011), *Sociologie des institutions*, Paris : Belin (coll. « Sociologiquement »)
- Laurens Sylvain (2007), « Pourquoi et comment poser le questions qui fâchent ? Réflexion sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec les imposants » in *Genèses*, n° 69, p. 112-127.
- Lazarsfeld Paul, Berelson Bernard & Gaudet Hazel (1948), *Peaople's Choice. How the Voter Makes Up his Mind in a Presidential Campaign*, New York/London: Columbia University Press.
- Lazzarato Maurizio (2010), *La fabrique de l'homme endetté : essai sur la condition néolibérale*, Paris : Amsterdam, « Hors Collection ».
- Leguil-Bayart Jean-François (1985), « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, vol. 35, n°3, pp. 343-373.
- Löwy Michael, (1985), *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris : Anthropos.
- Mazon Brigitte (1988), *A l'origine de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris : Cerf.
- Merleau-Ponty Maurice (1979), *Le visible et l'invisible*, Paris : Gallimard, TEL.

- Merton Robert K. (1949), *Social Theory and Social Structure*, New York: Simon & Schuster, The Free Press.
- Michelat Guy (1975), « Sur l'utilisation de l'entretien non-directif en sociologie », *Revue française de science politique*, n°16, pp. 229-247.
- Muller Pierre (2005), « Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique. Structures, acteurs et cadres cognitifs. », *Revue française de science politique*, vol 55, n°1, pp. 155-187.
- Negri Antonio, *Le pouvoir constituant*, Paris : PUF, 1997.
- Neveu Erik (1999), « L'approche constructiviste des 'problèmes publics'. Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Études de communication*, n° 22, pp. 41-57.
- Nikitin Pëtr Ivanovič (1961), *Economía Política*, Moscú: Ediciones en Lenguas Extranjeras.
- Noiriel Gérard (2006), *Introduction à la sociobistoire*, Paris : La Découverte, coll. Repères.
- Ollivier-Yaniv Caroline (2010), « Les travaux sur discours politiques, propagande, communication, manipulation depuis trente ans », *Mots – Les langages du politique*, n°94, « Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010) », pp. 31-37.
- Palmiéri Christine (2002), « Jacques Rancière : 'Le partage du sensible' », *ETC*, n°59, pp. 34-40.
- Passeron Jean-Claude (1991), *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris : Nathan (Coll. : « Essais & Recherches), 1991, pp. 241-242.
- Perlo Víctor (1962), *El Imperio de las Altas Finanzas*, Buenos Aires: Editorial Platina.
- Parsons Talcott (1968), *The Structure of social action*, New York: The Free Press (1<sup>st</sup> edition / 1937).
- Piaget Jean (1968), *Le Structuralisme*, Paris : PUF.
- Pierrec Mathiot (2001), *Acteurs et politiques de l'emploi en France (1981-1993)*, Paris, Harmattan (coll. : « Logiques politiques »).
- Pierson Paul (1994), *Dismantling the Welfare State? Reagan, Thatcher, and the Politics of Retrenchment*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Pierson Paul (2000) "Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics", *American Political Science Review*, vol. 94, n°2, pp. 251-267.
- Poirier Jean, Clapier-Valladon Simone & Raybault Paul (1983), *Les récits de vie : théorie et pratique*, Paris : PUF (coll. « Le Sociologue »).
- Raby Diana L. (2006), *Democracy and Revolution: Latin-America and Socialism Today*, London: Pluto Press, pp. 197-226.
- Ramaux Christophe (2012), *L'État social. Pour sortir du chaos néolibéral*, Paris : Mille et une nuits, p. 226.
- Rancière Jacques (1995), *La Méésentente. Politique et Philosophie*, Paris : Galilée.
- Rancière Jacques (2000), *Le partage du sensible : esthétique et politique*, Paris : La Fabrique-éditions.
- Rancière Jacques (2007), « Le travail de l'image », *Multitudes*, vol. 1, n°28, pp. 195-210.
- Resweber Jean-Paul (2004), « L'écriture de l'histoire », *Le Portique* [En ligne], n°13-14, disponible sur <http://leportique.revues.org/637> (consulté le 11 juin 2008).
- Roux Guillaume (2013), « Foucault, les sciences humaines et la question du temps. Quelle politique ? », ST 55 « Michel Foucault ou l'impossible politiste ? », XII<sup>e</sup> congrès de l'Association française de science politique, 9 juillet 2013, Paris.

- Sabatier Paul & Jenkins-Smith Hank (1999), "The Advocacy Coalition Framework: An Assessment", in Paul A. Sabatier [dir.], *Theories of the Policy Process*, Boulder, Westview, pp.117-166.
- Scott James (2008), *La domination et les arts de la résistance*, Paris : Editions Amsterdam.
- Skocpol Theda (1992), *Protecting Soldiers and Mothers : the Political Origins of Social Policy in the United States*, Cambridge (Mass., USA): Belknap/Press of Harvard University Press.
- Skocpol Theda (1993), « Formation de l'Etat et politiques sociales aux Etats-Unis », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 96, n°96-97, mars 1993, pp. 21-37.
- Skocpol Theda (2003), *Diminished Democracy: From Membership to Management in American Civic Life*, Norman (OK, USA): University of Oklahoma Press.
- Stone Deborah A. (1989), "Causal Stories and the Formation of Policy Agendas", *Political Science Quarterly*, vol. 104, n° 2, pp. 281-300.
- Sweezy Paul (1963), *Capitalismo e Imperialismo Norteamericano*, Buenos Aires : Talleres Gráficos Verdad.
- Vaïsse Maurice (2013), « Le tournant de 1973 », *Revue internationale et stratégique*, vol. 3, n°91, pp.81-87.
- Veblen Thorstein (1951), *Teoría de la Clase Ociosa*, México: Fondo de Cultura Económica.
- Veyne Paul (1996), *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil (coll. « Points histoire », 2ème éd. : 1ère éd. augmentée 1978 / 1971), p. 417.
- Wieworka Annette & Laffitte Michel, (2012), *A l'intérieur du camp de Drancy*, Editions Perrin, Paris.
- Williamson John (1994), « In Search of a Manual for Technopols », in *The Political Economy of Policy Reform*, Washington: Institute for International Economics, p. 11-28.
- Wright Mills Charles (1957), *La Elite del Poder*, México: Fondo de Cultura Económica (1<sup>a</sup> ed.: "Power Elite", Oxford: Oxford University Press, 1956).
- Wright Mills Charles (1961), *White Collar: The American Middle Class*, Madrid: Ediciones Aguliar (1<sup>a</sup> ed.: 1951, Oxford: Oxford University Press).
- Wright Mills Charles (1964a), *Los Marxistas*, México : Ediciones Era (1<sup>a</sup> ed.: "The Marxists", N.Y.: Pelican Book, 1962).
- Wright Mills Charles (1964b), *Política, Poder, Pueblo*, México : Fondo de Cultura Económica. (1<sup>a</sup> ed.: "Politics, Power, People", New York, 1963)

## 1.2. Sur les crises

- Blanc Félix (2013), « Le péril imminent : ressource ou limite de la démocratie », paru dans Rhétorique démocratique en temps de crise, Actes du colloque, NICE 20-21 janvier 2011, Troisième partie - Rhétoriques des crises politiques, rhétoriques populistes : un regard comparatif, Le péril imminent : ressource ou limite de la démocratie, mis en ligne le 15 mars 2013, URL : <http://revel.unice.fr/symposia/rhetoriquedemocratique/index.html?id=846> (consulté le 17 avril 2014).
- Dobry Michel (1987), *Sociologie des crises. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris : Presses de la FNSP.
- Dobry Michel (2009), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Deriennic Jean-Pierre (2001), *Les guerres civiles*, Paris : Presses de Sciences Po, pp. 183-219.

Gobille Boris (2008a), *Mai 1968*, Paris : La Découverte, coll. « Repères Histoire ».

Gobille Boris (2008b), « L'événement Mai 1968. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, n°2, 63<sup>e</sup> année.

Gottraux Philippe (2002), « Socialisme ou Barbarie, Un itinéraire saisi par l'histoire et la sociologie », in Déloye Yves & Voutat Bernard, *Faire de la science politique*, Paris : Belin.

Grangé Ninon (2005), « Les transformations du politique en proie à la guerre civile », *Sens [public]*, n°2, disponible sur <http://www.sens-public.org/spip.php?article134> (consulté le 13 juin 2011).

Hatzfeld Hélène (2004), « Les années 1970 entre politique et histoire : la construction d'une période de transition », Journées AFSP « Science politique/Histoire », 4-6 mars 2004.

Linz Juan L., Stepan Alfredo *et al.* (1978), *The Breakdown of Democratic Regimes*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press.

Sauvêtre Pierre (2013), « Crises de gouvernementalité et généalogie de l'État aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles. Recherche historico-philosophique sur les usages de la raison Politique », Thèse en science politique dirigée par Jean-Marie Donegani, Ecole doctorale de Science Po, CEVIPOF.

## 2. Histoire du Chili

### 2.1. Ouvrages généraux

Arellano José Pablo (1988), *Políticas Sociales y Desarrollo: Chile, 1924-1984*, Santiago de Chile: CIEPLAN.

Agacino Rafael (2006), « Hegemonía y contra hegemonía en una contrarrevolución neoliberal madura. La izquierda desconfiada en el Chile post-Pinochet », Documento Grupo de trabajo de la CLACSO, enero 2006.

Aguirre Briones Andrés (2009), « Política Social e Indicadores Distributivos », *Polis* [En línea], n°22, publicado el 09 abril 2009, <http://polis.revues.org/2679> (consulté le 7 janvier 2014).

Araneda Hugo (1966), *La administración financiera del Estado*, Santiago, Ed. Jurídica.

Aylwin Mariana *et al.* (1983), *Chile en el Siglo XX*, Santiago de Chile: Editorial Planeta.

Baño Rodrigo (1995), « El Nuevo Carácter del Apoliticismo », Documento de trabajo, N°33, *Serie Estudios Políticos*, FLACSO-Chile.

Blumenthal Edward & Pinto Vallejos Julio (2004), *El mito de la excepcionalidad chilena: un proyecto de construcción identitaria*, Santiago de Chile: PUC

Boisard Stéphane (2001), *L'émergence d'une nouvelle droite : monétarisme, conservatisme et autoritarisme au Chili (1955-1983)*, Thèse en Littératures et Civilisations latino-américaines, Toulouse : Université de Toulouse 2-Le Mirail.

Cardoso Fernando Henrique & Falleto Enzo (1975), *Dependencia y Desarrollo en América Latina*, México: Siglo XXI.

Collier Simon & Sater William F. (1996), *Historia de Chile: 1909-1994*, Madrid: Cambridge University Press.

De Cea Maité (2010), « Expert Knowledge Mediation in the Relationship Between Cultural Stakeholders, Politics and the State », *International Journal of Politics, Culture and Society*, vol. 23, n°4, December 2010, pp. 191-200.

- De Cea Maité (2010), « L'expérience chilienne du gouvernement de la culture : vers une véritable politique culturelle », thèse en science politique sous la direction de Guy Saez, Université de Grenoble.
- Devés Eduardo, Pinedo Javier & Sagredo Rafael [comp.] (1999), *El pensamiento chileno en el siglo XX*, México: Ministerio Secretaría General de Gobierno, Instituto Panamericano de Geografía e Historia, Fondo de Cultura Económica.
- Falcoff Mark (1991), *Modern Chile (1970-1989): a Critical History*, London / New Brunswick (N.J.): Transaction Publisher.
- Fernández Abara Joaquín (2007), *El Ibañismo (1937-1952): Un Caso de Populismo en la Política Chilena*, Santiago: Instituto de Historia, Pontificia Universidad Católica de Chile.
- French-Davis Ricardo (1973), *Políticas económicas en Chile 1952-1970*, Santiago: Cieplan.
- Garcés Mario (2002), *Tomando su Sitio. El Movimiento de Pobladores de Santiago 1957-1970*, Santiago de Chile: LOM (col.: "Historia").
- Gómez Leyton Juan Carlos (2004), *La frontera de la democracia. El derecho de la propiedad en Chile. 1925-1973*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, col. "Historia".
- Grez Sergio & Salazar Gabriel (1999), *Manifiesto de historiadores*, Santiago de Chile: LOM Ediciones.
- Ihl Olivier (2012), « Objetividad de Estado. Sur la science de gouvernement des *Chicago Boys* dans le Chili de Pinochet », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 19, n°3, pp.67-88.
- Illanes A. María Angélica (2002), *La batalla de la memoria*, Santiago de Chile: Planeta/Ariel.
- Jocelyn-Holt Alfredo (1998), *El Chile perplejo. De avanzar sin transar al transar sin parar*, Santiago: Planeta/Ariel.
- Jocelyn-Holt Alfredo (2005), "¿Un proyecto nacional exitoso? La supuesta excepcionalidad chilena" in Francisco Colom González [ed.], *Relatos de Nación. La construcción de las identidades nacionales en el mundo hispánico*, Madrid: Iberoamericana/Vervuert.
- Joignant Alfredo (2007), *Un día distinto. Memorias festivas y batallas conmemorativas en torno al 11 de septiembre en Chile 1974-2006*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria, "Los sentidos de la política", Departamento de Ciencia Política Universidad de Chile.
- Klein Naomi (2008), *La stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre*, Arles : Actes Sud, « Essai sciences ».
- Lagos Ricardo (1962), *La concentración del poder económico: su teoría, realidad chilena*, Santiago de Chile: Editorial del Pacífico.
- Lavados Iván (1983), *Evolución de las Políticas Sociales en Chile 1964-1980*, Santiago de Chile: CEPAL – ILEPS – UNICEF (coll. : "Estudios ILEPS UNICEF sobre Políticas Sociales").
- Loveman Brian & Lira Elizabeth (2000) *Las Ardientes cenizas del olvido: vía chilena de reconciliación política, 1932-1994*, Santiago, LOM et DIBAM.
- Marini Ruy Mauro (1974), "Dos Estrategias en el proceso chileno", *Cuadernos Políticos*, n°1, julio-septiembre 1974, p18-38.
- Marini Ruy Mauro (1976), *El Reforma y la Revolución. Estudios sobre Chile*, México D.F.: ERA.
- Millar Carvacho René (1974), "Significaciones y Antecedentes del Movimiento Militar de 1924", *Historia*, n°11, pp. 7-102.

- Monckeberg María Olivia (2001), *El saqueo de los grupos económicos al Estado de Chile*, Santiago de Chile: Ediciones B.
- Monckeberg María Olivia (2003), *El Imperio del Opus Dei en Chile*, Santiago de Chile: Ediciones B.
- Monckeberg María Olivia (2007), *El negocio de las universidades en Chile*, Santiago de Chile: Ediciones B.
- Monckeberg María Olivia (2009), *Los magnates de la prensa*, Santiago de Chile: Ediciones B.
- Monckeberg María Olivia (2011), *Karadima: el señor de los Infernos*, Santiago de Chile: Ediciones B.
- Monckeberg María Olivia (2013), *Con fines de lucro. La escandalosa historia de las universidades privadas de Chile*, Santiago de Chile: Debate.
- Monckeberg María Olivia, Camus María Eugenia & Jiles Pamela (1986), *Crimen bajo Estado de Sitio*, Santiago de Chile: Editorial Emisión.
- Moulian Luis (1999), “Balance historiográfico sobre los treinta años de la historia chilena” in Luis Vitale (coord.), *Para recuperar la memoria histórica: Freí, Allende, Pinochet*, Santiago de Chile: Ed. Chile-América/CESOC, p. 43-111.
- Moulian Tomás (1986), “El Gobierno de Ibañez, 1952-1958”, *Material Docente sobre la Historia de Chile*, n°2, enero 1986.
- Moulian Tomás (1997), *Chile Actual. Anatomía de un Mito*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, Colección sin norte, Serie “Punto de Fuga”.
- Navarro Ceardi Arturo (2013), “Infraestructuras y Gestión Cultural”, blog, <http://arturo-navarro.blogspot.fr/2013/11/la-prensa-chilena-en-tiempos-de-colera.html> (consulté le 6 novembre 2013).
- Ossa Swears Carlos (Ed.) (2011), *Las escrituras del Mal Estar. Chile del Bicentenario*, Santiago de Chile: Universidad de Chile.
- Prebisch Raúl (1953), “Algunas proyecciones generales derivadas de la experiencia latinoamericana del último cuarto de siglo”, in *Estudio preliminar sobre la técnica de programación del desarrollo económico*, Santiago: CEPAL, p. 23-47.
- Ramírez Necochea Hernán (1960), *Historia del Imperialismo en Chile*, Santiago de Chile: Empresa Editorial Austral.
- Ramos Julio (1989), *Desencuentros de la modernidad en América Latina. Literatura y política en el siglo XIX*, México: Fondo de la Cultura Económica.
- Salazar Gabriel & Pinto Vallejos Julio (2012), *Historia contemporánea de Chile I. Estado, legitimidad, ciudadanía*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, col. “serie historia” (Duodécima edición / 1era edición: 1999).
- Salazar Gabriel (2006), *La violencia política popular en las “Grandes Alamedas”. La violencia en Chile 1947-1987 (una perspectiva histórico-popular)*, Santiago de Chile: LOM Ediciones (col. “Serie Historia”).
- Silva Cimma Enrique (1969), *Derecho administrativo chileno y comparado*, Santiago de Chile: Ed. Jurídica, vol. 2.
- Subercaseaux Bernardo (2008), “El Imaginario Político de Transformación en Chile”, *A Contracorriente*, Vol. 5, n°3, pp.18-63.
- Valenzuela Arturo (1983), *The Origins of Democracy: Theoretical Reflections on the Chilean Case*, Cambridge: Cambridge University Press.

Valenzuela Arturo (1989), *El quiebre de la democracia en Chile*, Santiago de Chile: FLACSO.

Vitale Luis (coord.). (1999), *Para recuperar la memoria histórica: Freí, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. Chile-América/CESOC; Gonzalo Vial (1981), *Historia de Chile*, Santiago: Ed. Santillana.

Torres Dujisin Isabel (2001), "Chile Contemporáneo 1950-1970", in V. Milet [comp.], *Estabilidad, Crisis y Organización Política. Lecciones de Medio Siglo de Historia Chilena*, Santiago de Chile: FLACSO - Sede Académica de Chile, pp.13-31.

## 2.2. Le système politique chilien

Benavides Leopoldo (1988), "La Formación de la Izquierda Chilena. Relaciones entre Partido Comunista y Partido Socialista. I. Los Antecedentes Históricos", Programa FLACSO-Chile, Documento de trabajo n°389, Diciembre 1988.

Garretón Manuel Antonio (1983), *El Proceso Político Chileno*, Santiago de Chile: FLACSO – CERLAC – CADIS.

Gil Federico Guillermo (1966), *The Political System of Chile*, Boston: Houghton, Mifflin Co.

Moulian Tomás (1989), "El Régimen de Gobierno 1933-1973: Algunos Problemas Institucionales", Programa, FLASCO-Chile, Documento de trabajo n°406, mayo 1989, 68p.

Moulian Tomás (2006), *Fracturas: De Pedro Aguirre Cerda a Salvador Allende (1938-1973)*, Santiago de Chile : LOM Ediciones.

Rivadeneira Carla (2009), « L'engagement du Parti communiste chilien en faveur des règles d'un système démocratique libéral. Le pari risqué d'un acteur contradictoire », Thèse de doctorat en science politique sous la direction de Renée Frégosi, Paris 3 – Université de Sorbonne nouvelle, Ecole doctorale 122 « Europe latine – Amérique latine », soutenue le 15 décembre 2009.

Rovira Kaltwasser Cristobal (2007), "Chile: Transición Pactada y Débil Autodeterminación Colectiva de la Sociedad", *Revista mexicana de sociología*, vol. 69, n°2, abril-junio 2007, pp. 343-372.

Sarget Marie-Noëlle (1994), *Système politique et parti socialiste au Chili. Un essai d'analyse systémique*, Paris : L'Harmattan, « Recherches & Documents Amériques Latines ».

Scully Timothy R. & Mainwaring Scott (Eds.), *Building Democratic Institutions. Party Systems in Latin America*, Stanford [Canada] : Stanford University Press.

Tapia Valdés Jorge (1980), *El terrorismo de Estado. La doctrina de la seguridad nacional en el Cono Sur*, México: Nueva Imagen.

Thiébault Jean-Marie (2008), « Les périls du régime présidentiel », *Revue internationale de politique comparée*, vol.13, n°1, pp. 95-113.

Valenzuela Arturo (1978), "The Breakdown of Democratic Regimes. Chile" in Juan L. Linz & Alfredo Stepan *et al.*, *The Breakdown of Democratic Regimes*, London & Baltimore: The Johns Hopkins University Press (traduit en 1983 en espagnol sous le titre *El Quiebre de la Democracia* /Santiago de Chile: FLACSO).

Valenzuela Arturo (1996), "Orígenes y características del sistema de partidos en Chile: proposición para un gobierno parlamentario", *Estudios Públicos*, n°64, pp. 1-70.

### 2.3. La Réforme universitaire

Brunner José Joaquín (1981a), “Concepciones de universidad y grupos intelectuales durante el proceso de reforma de la Universidad Católica de Chile: 1967-1973”, Santiago de Chile: Programa FLACSO-Chile, Documento de trabajo número 133.

Brunner José Joaquín & Catalán Carlos (1981a), “La Universidad Católica y la cultura nacional en los años sesenta”, Documento de trabajo n°134, Programa FLACSO-Chile.

Brunner José Joaquín & Catalán Carlos (1981b), *Cinco Estudios sobre Cultura y Sociedad*, Santiago de Chile: FLACSO-Chile.

Gárate Chateau Manuel (2006), “La Michita (1964-1983): de la reforma universitaria a una vida en comunidad” in Anne Pérotin-Dumon [dir.], *Historizar el pasado vivo en América Latina*, disponible sur: [http://etica.uahurtado.cl/historizarelpasadovivo/es\\_contenido.php](http://etica.uahurtado.cl/historizarelpasadovivo/es_contenido.php) (consulté le 13 mars 2008).

Garretón Manuel Antonio (1987), “Notas sobre los orígenes y desarrollo de la reforma en la Universidad Católica de Chile (1967-1973)” in UC: *a veinte años de la reforma. Revista Realidad Universitaria*, Santiago de Chile.

Garretón Manuel Antonio (2005), “Política y Universidad en los procesos de transformación y reversión en Chile 1967-1977” in G. Rama [ed.], *Universidad, clases sociales y poder*, Caracas: El Ateneo.

Huneus Carlos (1988), *La reforma universitaria: veinte años después*, Santiago: CPU.

Mattelart Armand & Mattelart Michèle (1970), *Juventud chilena: Rebeldía y Conformismo*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria.

Mellafe Rolando, Rebolledo Antonia & Cárdenas Mario (1992), *Historia de la Universidad de Chile*, Santiago de Chile: Ediciones de la Universidad de Chile.

Scherz García Luis (1988), “Reforma y contrarreforma en la Universidad Católica de Chile: (1967-1980)”, *Realidad universitaria / Revista del Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea*, pp. 36-53.

### 2.4. Unité populaire

Albornoz Cesar (2005), « La Cultura en la Unidad Popular: porque esta vez no se trata de cambiar un presidente » in Julio Pinto Vallejos (coord.), *Cuando Hicimos Historia. La Experiencia de la Unidad Popular*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, pp. 147-176.

Arancibia Patricia & Dittborn Paulina (2007), “Angustias y esperanzas. La Unidad Popular” in Sagredo Rafael & Gazmuri Cristián, *Historia de la vida privada en Chile*, Tomo III “El Chile contemporáneo. De 1925 a nuestros días”, Santiago de Chile: Taurus.

Bergot Solène (2005), « Quimantú : une maison d'édition d'Etat durant l'UP chilienne (1970-1973) », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 07 mars 2005, disponible sur <http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article257> (consulté le 7 juin 2007).

Boisard Stéphane (2010), « Les « héros fragiles » du 11 septembre chilien », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°106, avil-juin 2010, pp.256-257.

Bordes Guy (1971), « Notes sur la constitution chilienne », *Bulletin de l'OURS*, n°24, novembre 1971, p.3.

Bowen Silva Martín (2008), “El proyecto sociocultural de la izquierda chilena durante la Unidad Popular. Crítica, verdad e inmunología política”, *Nuevo Mundo – Mundos Nuevos*, Debates, 2008,



mis en ligne le 21 janvier 2008, disponible sur: <http://nuevomundo.revues.org/13732> (consulté le 31 mai 2012).

Campero Guillermo (1984), *Los gremios empresariales en el período 1970-1983: comportamiento sociopolítico y orientaciones ideológicas*, Santiago de Chile: ILET.

Cancino Troncoso Hugo (1988), *Chile. La Problemática del Poder Popular en el proceso de la Vía Chilena al Socialismo (1970-1973)*, Aarhus (Danemark): Aarhus University Press.

Compagnon Olivier (2004), « Popular Unity in Chile (1970-1973) », in Schlager Neil (Ed.), *Encyclopedia of Labor History Worldwide*, Detroit: St. James Press/Thomson Gale, vol.2, pp.128-131.

Compagnon Olivier (2013), « Chili, 11 septembre 1973. Un tournant du xx<sup>e</sup> siècle latino-américain, un évènement-monde », *Revue internationale et stratégique*, n°91, vol.3, pp.97-105.

Compagnon Olivier & Gaudichaud Franck (2008), « Chili : un passé trop vite passé », *Hermès*, n°52, pp.83-89.

Dooner Patricio (1985), *Crónica de una democracia cansada*, Santiago de Chile: Instituto Chileno de Estudios Humanísticos.

Garcés Joan (1974), *El Estado y los problemas tácticos en el gobierno de Allende*, México D.F.: Siglo XXI.

Garcés Joan (1975), « Estado burgués y Gobierno popular durante 1971 » in Fernando Castillo (1975), *Liberalismo y Socialismo: problemas de la transición. "El caso chileno"*, Madrid: Tucur Ed., «Temas de Ciencias sociales».

Garcés Joan (1976), *Allende y la vía chilena*, Barcelona: Ariel.

Garcés Mario (2005), *El golpe en la Legua. Los caminos de la historia y la memoria*, Santiago de Chile: LOM.

Garretón Manuel Antonio (1974), «Elementos para la investigación y el análisis del proceso político chileno 1970-1973», *Revista Mexicana de Sociología*, julio-septiembre de 1974.

Garretón Manuel Antonio & Moulian Tomás (1979), «Procesos y bloques políticos en la crisis chilena 1970-1973», *Revista Mexicana de Sociología*, n°1.

Gaudichaud Franck (2004), « Paysages de vérité » du Chili de l'Unité populaire (1970-1973). Essai d'analyse épistémologique, *Dissidences*, n°14-15, janvier 2004, [www.dissidences.net](http://www.dissidences.net)

Gaudichaud Franck (2005), *Etude sur la dynamique du mouvement social urbain chilien. "Pouvoir populaire" et cordons industriels durant le gouvernement de Salvador Allende (1970-1973)*, Thèse de doctorat en science politique sous la direction de Michael Löwy à l'Université Paris VIII-Vincennes-Saint-Denis, 2 volumes.

Gaudichaud Franck (2013b), *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes : PUR, « Amériques ».

Joignant Alfredo (2012b), « Sens, masse et puissance. Dégradations cérémonielles et représentations de la puissance sous l'Unité populaire au Chili (1970-1973) », in Isabelle Sommier & Xavier Crietetz [dir.], *Les dimensions émotionnelles du politique. Chemin de traverse avec Philippe Braud*, Paris : Presses universitaires de Rennes.

Joignant Alfredo & Martner Gonzalo (2003), *Socialismo y tiempos de la historia*, Prensa Latino Americana-Fundación CESOC, Santiago de Chile.

Joxe Alain (1974), *Le Chili sous Allende*, Paris: Gallimard.

Lafevrière François-Julien, « Les élections présidentielles de septembre 1970 au Chili » in *Problèmes d'Amérique latine*, Notes et Etudes documentaires, XIX, 31 mars 1971, La Documentation française.

- Mágasich Jorge (2008), *Los que dijeron «No»*. Historia del movimiento de los marinos antigolpistas de 1973, Santiago de Chile: LOM Ediciones.
- Mágasich Jorge (2013), *Allende, la UP y el Golpe*, Santiago de Chile: Editorial Aún Creemos en Los Sueños.
- Martner Gonzalo (1988), *El gobierno del Presidente Salvador Allende. 1970-1973. Una evaluación*, Concepción (Chile): PEDNA, Ediciones Literatura Americana Reunida, “Colección Teoría y Sociedad”.
- Moulian Tomás (1983), *Democracia y socialismo*, Santiago de Chile: FLACSO.
- Moulian Tomás (1998), *Conversaciones interrumpidas con Allende*, Santiago de Chile: LOM Ediciones.
- Moulian Tomás (2005), “La vía chilena al socialismo: itinerario de la crisis de los discursos estratégicos” in Julio Pinto Vallejos [coord.], *Cuando Hicimos Historia. La Experiencia de la Unidad Popular*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, pp.35-56.
- Muñoz Fernando (2012), “La actualidad de los conflictos político-jurídicos del pasado (II): la Escuela Nacional Unificada”, *RedSeca, Revista de Actualidad Política, Social y Cultural*, 5 de septiembre 2012, disponible sur <http://www.redseca.cl/?p=3415> (consulté le 6 septembre 2012).
- Nolff Max (1993), *Salvador Allende: el político, el estadista. Bibliografía comentada y temática de más de 200 libros*, Santiago: Estudio.
- Novoa Eduardo (1973), “The Constitutional and legal aspects of the Popular Unity Government's Policy”, in Zammit J. Ann, *The Chilean Road to Socialism*, Sussex: Institute of Development Studies.
- Office universitaire de recherche socialiste, «L'expérience chilienne: le gouvernement de Salvador Allende», *Cahiers et Revue de l'OURS*, n°47, février 1974, pp. 3-115.
- Palieraki Eugenia (2002), «Manifestations et violence politique dans la rue. Santiago du Chili, sous le gouvernement de l'Unité populaire (1970-1973)», *Histoire et Sociétés d'Amérique Latine*, vol. 1, n°15, pp. 141-175.
- Palieraki Eugenia (2003), «Les manifestations de rue à Santiago du Chili, 1970-1973», *Le bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°13, disponible sur <http://www.univ-paris1.fr/cn/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/tous-les-bulletins/bulletin-n-13/les-manifestations-de-rue-a-santiago-du-chili-1970-1973/> (consulté le 3 octobre 2007).
- Palieraki Eugenia (2009), «Histoire critique de la ‘nouvelle gauche’ latino-américaine. Le MIR dans le Chili des années 1960», Thèse de doctorat en histoire, sous la direction d'Annick Lempérière et Alfredo Riquelme Segovia, université Paris I-La Sorbonne/Pontificia Universidad Católica (Chili).
- Pinto Vallejos Julio [coord.] (2005), *Cuando Hicimos Historia. La Experiencia de la Unidad Popular*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, pp.147-176.
- Ratcliff Richard E. (1972), “The Ties That Bind: Chilean Industrialists and Foreign Corporations” in North American Congress on Latin America (NACLA) [ed.], *New Chile*, Berkeley: NACLA, pp. 79-81.
- Ratcliff Richard E. (1974), “Capitalists in Crisis: The Chilean Upper Class and the September 11 Coup”, *Latin American Perspectives*, Vol. 1, N°2, pp.78-91.
- Rocha Gonzalo (2003), *Allende : franc-maçon*, Paris : Editions du Félin, 230p.
- Ruiz Renaldo (2005), “Los fundamentos económicos del programa de gobierno de la Unidad Popular a 35 años de su declaración”, *Revista Universum*, n°20, vol.1, 2005, pp.152-167.

Santoni Alessandro (2011), *El Comunismo italiano y la vía chilena. Los orígenes de un mito político*, Santiago de Chile: RIL Editores.

Seguel-Boccard Ingrid (1997), *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire (1970-1973): un essai d'analyse systémique*, Paris: L'Harmattan.

Smirnow Gabriel (1977), *La Revolución desarmada, Chile 1970-1973*, México D.F.: Ediciones Era.

Touraine Alain (1973), *Vie et mort du Chili populaire, journal sociologique*, Paris: Seuil.

Valenzuela Arturo (1972), « Political Constraints and the Prospects for Socialism in Chile », *Proceedings of the Academy of Political Science*, 30 (4), pp. 65-82.

Veliz Claudio (1983), « Continuidades y Rupturas en la Historia Chilena: Otra Hipótesis sobre la Crisis Chilena de 1973 », *Estudios Públicos*, n°12, pp. 41-64.

Winn Peter (1986), *Weavers of revolution, the Yarur workers and chile's road to socialism*, New York: Oxford University Press.

Zammitt Ann [ed.] (1973), *The Chilean Road to Socialism*, Austin (TX, USA): University of Texas.

## 2.5. Sur la transition démocratique

Arancibia Juan Pablo (2011), « El mito de la democracia: apuntes filosófico-políticos sobre el orden demoliberal en tiempos de bicentenario » in Ossa Carlos [ed.], *Las escrituras del malestar. Chile del Bicentenario*, Santiago de Chile: Universidad de Chile.

Baño Rodrigo (1993), « Inexistencia y Debilidad de Actitudes Políticas », *Serie Estudios Políticos*, FLACSO-Chile, N°27.

Benegas Richard (1993), « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », *Cultures & Conflits*, n°12, hiver 1993, pp. 105-140.

Boeninger Edgardo (1997), *La democracia en Chile. Lecciones para la gobernabilidad*. Santiago: Editorial Andrés Bello.

Brunner José Joaquín (1990), « Chile: Claves de una Transición Pactada », *Nueva Sociedad*, n°106, Marzo-Abril 1990, pp. 6-12.

Cuadros Garland Daniela (2003), « Formation et reformulation d'une cause. Le cas des droits de l'homme au Chili, de la dictature à la politique de réconciliation nationale », *Politix*, vol. 16, n°62, pp.165-190.

Cuadros Garland Daniela (2009), « Engagement et expertise des Droits de l'Homme. Trente ans de mobilisation au nom des victimes de la dictature chilienne » in Lefranc Sandrine & Mathieu Lilian, *Mobilisations de victimes*, Rennes : PUR, « Res Publica », <http://cuadros.free.fr/publi/mv2009.pdf> (consulté le 12 novembre 2013).

Sève (de) Micheline (2005), « Transitions croisées: Chili-Pologne », *Politique et sociétés*, vol. 24, n°2-3, pp.3-10.

Diamond Larry (1999), *Developing Democracy. Toward Consolidation*, Baltimore & Londres, The Johns Hopkins University Press.

Drake Paul & Jaksic Iván [comp.] (1998), *El Modelo Chileno. Democracia y Desarrollo en los noventa*, Santiago de Chile: LOM Ediciones.

Drweski Bruno (2005), « La transition polonaise: mythes et enjeux de la transformation systémique », *Politique et sociétés*, vol. 24, n°2-3, pp. 11-32, disponible sur <http://id.erudit.org/iderudit/012689ar> (consulté le 27 novembre 2007).

- Flisfich Angél (1987), *La política como compromiso democrático*, Santiago de Chile: FLACSO.
- Fuentes Saavedra Claudio (2012), *El Pacto. Poder, Constitución y prácticas políticas en Chile (1990-2010)*, Santiago de Chile: Ediciones Universidad Diego Portales.
- Gárate-Château Manuel (2010), «La “Révolution économique” au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003 », Thèse en Histoire et Civilisations sous la direction de Frédérique Langue, Paris : EHESS.
- Garretón Manuel Antonio (1987), *Reconstruir la política: Transición y consolidación democrática en Chile*. Santiago de Chile: Editorial Andante.
- Garretón Manuel Antonio (1990), “La redemocratización política en Chile. Transición, inauguración y evolución”, *Estudios Políticos*, n°42, pp. 101-133
- Garretón Manuel Antonio (1991), “Política, Cultura y Sociedad en Transición Democrática”, *Nueva Sociedad*, n°114, julio-agosto 1991, pp. 199-210.
- Garretón Manuel Antonio (1991), “La transición chilena. Una evaluación provisoria”, Documento de Trabajo, Serie Estudios Políticos, n°8, Programa FLACSO-Chile.
- Garretón Manuel Antonio (1997), “Revisando las Transiciones Democráticas en Latinoamérica”, *Nueva Sociedad*, n°148, Marzo-Abril 1997, pp. 20-29.
- Garretón Manuel Antonio (1999), “Las revanchas de la democratización incompleta”. *Mensaje*, febrero de 1999.
- Garretón Manuel Antonio (2003), *Incomplete Democracy. Political Democratization in Chile and Latin America*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press.
- Gaudichaud Franck (2007), « L'élection de Michelle Bachelet et la transition chilienne », publié sur 5 janvier 2007 sur le blog « Risal.info », accessible sur <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2021> (consulté le 16 mars 2008).
- Godoy Arcaya Oscar (1999), “La Transición Chilena a la Democracia: Pactada”, *Estudios Públicos*, n°74, pp. 76-106.
- Gómez Leyon Juan Carlos (2012), *Política, Democracia y Ciudadanía en una sociedad neoliberal (Chile : 1990-2010)*, Santiago de Chile : Editorial ARCIS, CLACSO Coediciones.
- Hite Katherine (2003), “Breaking the Pacto de Silencio : Memories of defeat, contemporary politics and the Chilean political class in the 1990's”, workshop *Historicizing Recent Troubles: Memory in Argentina, Chile and Peru*, Londres, Institute of Latin American Studies, 16 et 17 octobre 2003.
- Huneus Carlos (2005), « La démocratie dans un pays divisé par le passé », *Politique et Sociétés*, vol. 24, n°2-3, pp. 61-85.
- Joignant Alfredo (2003), “La Política de la Indiferencia” in Óscar Muñoz & Carolina Stefoni, *El Periodo del Presidente Eduardo Frei Ruiz-Tagle*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria.
- Joignant Alfredo (2005), « La politique des “transitologues” : Luttres politiques, enjeux théoriques et disputes intellectuelles au cours de la transition chilienne à la démocratie », *Politique et Sociétés*, vol. 24, n°2-3, pp. 33-59.
- Joignant Alfredo (2012a), « La Raison d'Etat. Usages politiques du savoir et gouvernement “scientifique” des technopols au Chili (1990-1994) », *Revue internationale de politique comparée*, n°3, vol. 19, pp. 89-125.
- Lechner Norbert (2002), *Las Sombras del Mañana*, Santiago de Chile: LOM Ediciones.
- Linz Juan J. & Stepan Alfredo (1996), *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press.

Loveman Brian & Lira Elizabeth (2005), *Políticas de Reparación. Chile 1990-2005*, Santiago, LOM-Gobierno de Chile-Universidad Alberto Hurtado.

Maillet Antoine (2013), *La construcción política de los mercados. Variedades de neoliberalismo en el Chile post-dictadura (1990-2010)*, Thèse de doctorat en science politique, dirigée par Olivier Dabène à l'Institut d'études politiques de Paris.

Menéndez-Carrión Amparo & Joignant Alfredo [ed.] (1999), *La Caja de Pandora: el Retorno de la Transición Chilena*, Santiago: Planeta.

Moulian Tomás (1994), "Limitaciones de la transición a la democracia en Chile", *Proposiciones*, n°25, pp. 25-33.

O'Donnell Guillermo (1996), "Illusion and Conceptual Flaws", *Journal of Democracy*, vol. 7, n°4, "Debat: Democratic Consolidation", pp. 160-168.

Patino Bruno (2000), *Pinochet s'en va... La transition démocratique au Chili (1988-1994)*, Paris : Éd. de l'IHEAL.

Santiso Javier (1994), « À la recherche des temporalités de la démocratisation », *Revue française de science politique*, 44e année, n°6, pp. 1079-1085.

Silva Eduardo (2007), « Le Chili consolide la transition démocratique », *Etudes*, n°5, tome 404, pp. 584-593.

Varas Augusto (1989), "Crisis de legitimidad del Autoritarismo y transición a la democracia en Chile", Documento de trabajo n°415, Programa FLACSO-Chile, Julio 1989.

Vial Alejandro (1989), "Planificación por la democracia", Material de discusión n°120, Programa FLACSO-Chile, septiembre 1989.

Wilde Alexander, « Irruptions of memory: expressive politics in Chile's transition to democracy », *Journal of Latin American Studies*, vol. 31, n° 2, 1999, p. 473-500.

### 3. Journalisme, presse et media

#### 3.1. Ouvrages généraux sur l'information, la communication et la culture (manuels, ouvrages théoriques)

Agnès Yves (2008), *Manuel de journalisme : écrire pour le journal*, Paris : La Découverte (Coll. « Grand repères »).

Aguiar Cesar (2009), "Apuntes para una Historia de la Opinión Pública en América Latina" in Rodrigo Cordero, *La sociedad de la opinión. Reflexiones sobre encuestas y cambio político en democracia*, Santiago de Chile: Ediciones Universidad Diego Portales, pp. 29-68.

Arancibia Juan Pablo (2002), "La mediatización de la política". *Comunicación y Medios*, n° 13, disponible sur : <http://www.comunicacionymedios.uchile.cl/index.php/RCM/issue/view/1271> (consulté le 25 mars 2010).

Arriagada Eduardo & Navia Patricio (2013), *Intermedios. Medios de comunicaciones y democracia en Chile*, Santiago de Chile: Editoriales UDP, "Colección Ciencias Sociales e Historia".

Ayish Muhammad (2005), « From Many voices, one world to Many worlds, one voice. Reflections on international communication realities in the age of globalisation », *The Public. The McBride report - 25 years later*, vol. XII, n°3, pp. 13-30.

- Barbero Jesús Martín (1987), *De los medios a las mediaciones. Comunicación, Cultura y Hegemonía*, Barcelona: Gustavo Gili (traduit en français en 2002, sous le titre *Des media aux médiations*, Paris : Ed. CNRS).
- Bège Jean-François (2007), *Manuel de la rédaction : les techniques journalistiques de base*, Paris : CFPJ Ed.
- Bell Daniel (1981), « La télécommunication et le changement social », *Les Cahiers de la communication*, n° 1, pp. 20-35.
- Berelson Bernard (1971), *Content Analysis in Communication Research*, NY : Hafner.
- Bernedo Patricio (2004), “Nacimiento y Desarrollo de la prensa periódica nacional en América Latina” in Carlos Barrera (coord.), *Historia del Periodismo Universal*, Barcelona: Ariel ©ommunications, pp. 135-168.
- Bourdieu Pierre (1994), « L’emprise du champ du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 101, n°101-102, pp. 3-9.
- Bourdieu Pierre (1996a), « Journalisme et éthique », Actes du colloque fondateur du centre de recherche de l’Ecole Supérieure de Journalisme (Lille 3 juin 1994) in *Les cahiers du journalisme*, Juin 1996, n°1, pp. 10-17.
- Bourdieu Pierre (1996b), « Champ politique, champ des sciences sociales, champ journalistique », Cours du Collège de France à l’Université Lumière Lyon 2, le 14 novembre 1995 in *Les Cahiers de Recherche du GRS*, n°15.
- Bourdieu Pierre (1996c), *Sur la télévision, suivi de L’emprise du journalisme*, Paris : Liber-Raisons d’agir.
- Cabedoche Bertrand (2011), « Le rapport McBride, conférence du consensus avant l’heure », *Les enjeux de l’information et de la communication*, vol. 1, n°12, pp. 69-82.
- Calderón Rodrigo & Tapia Gonzalo (2009), “Sumando opiniones. La Evolución de la Industria de la Opinión Pública en Chile” in María Braun & Cecilia Straw [ed.], *Opinión pública: una mirada desde América Latina*, Buenos Aires: Emecé, pp. 68-89.
- Canta Christelle (2007), « Le coup d’État du Mouvement des Forces Armées du 25 avril 1974 au Portugal à partir des archives de la radio », *Bulletin de l’Institut Pierre Renouvin*, vol. 2, n°26, pp. 113-122.
- Charaudeau Patrick (2011), *Les médias et l’information. L’impossible transparence du discours*, Paris : De Boeck, INA, « Collection Medias recherches », 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée (1<sup>ère</sup> édition / 2005).
- Contardo Egaña Sergio (1985), “Abusos de Publicidad. Ley y Derecho”, *Comunicación y Medios*, n°4, pp. 21-38.
- Córdova-Claire Ted (1976), “América Latina, Región Informada de Segundo Mano. El Panorama de las Agencias de Noticias”, *Nueva Sociedad*, N°25, julio-agosto 1976, pp. 59-65.
- Crary Jonathan (2008), *Suspensiones de la Percepción. Atención, Espectáculo y Cultura Moderna*, Madrid: Akal.
- Dahlgren Peter (1994), « L’espace public et les médias. Une nouvelle ère ? », *Hermès*, n°13-14, traduit de l’anglais par Marc Abélès, Daniel Dayan et Eric Maigret, pp. 243-262.
- Domenach Jean-Marie (1962), *La Propaganda Política*, Buenos Aires : Editorial Universitaria (1a ed.: “La propaganda politique”, PUF coll.: “Que sais-je”, 1950).
- Ellul Jacques (1962), *La propagande*, Paris : Armand Colin.
- Farges Arlette (1992), *Dire et mal dire. L’opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris : Le Seuil, (coll. « La Librairie du XX<sup>e</sup> siècle »).

- Faure Antoine (2008), « Média, cohésion et Révolution tranquille » in Alain Faure & Robert Griffiths, *La société canadienne en débat : What holds Canada together ?*, Paris : L'Harmattan, pp. 192-203.
- Fishman Mark (1980), *Manufacturing the News*, Austin: University of Texas Press.
- García Canclini Nestor (1989), *Culturas híbridas. Estrategias para entrar y salir de la modernidad*, México D.F.: Grijalbo.
- Gerstlé Jacques (1992), *La communication politique*, « Que sais-je ? », Paris : PUF.
- Gerstlé Jacques (1999), « La santé dans l'agenda. Le médiatique, le public et le politique », in M. Mathien [dir.], *Média, Santé et Politique*, Paris : L'Harmattan, pp. 63-74.
- Gerstlé Jacques (2001), « Agenda », in Pascal Perrineau & Dominique Reynié (dir.), *Dictionnaire du Vote*, Paris : PUF, pp. 31-33.
- Gerstlé Jacques (2001), *Les effets d'information en politique*, Paris : L'Harmattan, (Coll. « Logiques politiques »).
- Gilore Dan (2004), *We the Media. Grassroots Journalism By the People For the People*, Newton (Mass., USA) : O'Reilly Media.
- González Jorge A. (1987), « Los frentes culturales: Culturas, mapas, poderes y luchas por las definiciones legítimas de los sentidos sociales de la vida », *Estudios sobre las culturas contemporáneas*, vol. 1, n°3, pp. 5- 44.
- Greimas Algirdas Julien (1966), *Sémantique structurale*, Paris : Editions Larousse.
- Gurevitch Michael et al. (1982), *Culture, Society and the Media*, London: Methuen.
- Hamelink Cees [ed.] (1981), *Communication in the Eighties: A Reader on the McBride Report*, Rome: IDOC International.
- Hamuy Eduardo, Salcedo Daniel & Sepúlveda Oscar (1958), *El primer satélite artificial: sus efectos en la opinión pública*, Santiago Universitaria.
- Huyghe Pierre-François (2012), « Pouvoir et savoir à l'ère du Web 2.0 », disponible sur [http://www.huyghe.fr/dyndoc\\_actu/4731af32e129e.pdf](http://www.huyghe.fr/dyndoc_actu/4731af32e129e.pdf) (consulté le 28 mars 2013).
- Kappler Joseph T. (1960), *The Effects of Mass Communication*, NY: The Free Press.
- Kayser Jacques (1957), « L'historien et la presse », *Revue historique*, n°218, octobre-décembre 1957, pp. 284-309.
- Lévrier Alexis & Wrona Alice [dir.] (2013), *Matière et esprit du journal. Du Mercure Galant à Twitter*, Paris : PUPS, collection « Histoire de l'imprimé ».
- Machado da Silva Juremir (2014), « 1964 : un coup d'Etat médiatico-civilo-militaire au Brésil », *Hermès*, vol. 1, n°68, pp. 221-228.
- Mac Combs Maxwell & Shaw Donald (1972), « The Agenda Setting Function of the Mass-Media », *Public Opinion Quarterly*, vol. 36, pp. 176-187.
- Mac Combs Maxwell (2004). *Setting the Agenda: The Mass Media and Public Opinion*. Cambridge (UK): Polity Press.
- Martin-Lagardette Jean-Luc (2009), *Le guide de l'écriture journalistique*, Paris : La Découverte (Coll. « Guides »).
- Mattelart Armand (1996), « Intellectuales, comunicación y cultura: entre la gerencia global y la recuperación de la crítica », entrevista en *Causas y Azares*, n°4.
- Mencher Melvin (1981), *Workbook: News Reporting and Writing*, Dubuque (Iowa): W. C. Bown.

Nordenstreng Kaarle (2011), « McBride report as a culmination of NWICO », *Les Enjeux de l'information et la communication, Supplément 2010-A*, Grenoble, disponible sur : [http://w3.u-grenoble3.fr/les\\_enjeux/2010-supplementA/Nordenstreng/index.html](http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2010-supplementA/Nordenstreng/index.html) (consulté le 16 juillet 2012).

Neveu Erik & Rieffel Rémi (1991), « Des effets de réalité des sciences de la communication », *Réseaux*, vol. 9, n°50.

Ollivier-Yaniv Caroline (2000), *L'Etat communicant*, Paris : PUF.

Ossa Swears Carlos (2009), « Las luchas por la temporalidad », *Comunicación y Medios*, n°20, disponible sur : <http://www.comunicacionymedios.uchile.cl/index.php/RCM/article/view/15010/18652> (consulté le 12 décembre 2010).

Ortiz Renato (1985), *Cultura brasileira e identidade nacional*, São Paulo : Brasiliense.

Panunov Nikolai (1962), « La Prensa y la Opinión Pública », *Enciclopedia Popular*, Editorial Nacional de Cuba, vol. 21.

Peterson Theodore, Schramm Wilbur & Siebert Fred S. (1956), *Four Theories of the Press*, Chicago: Illinois University Press.

Poirmeur Yves (1998), « L'enfance du journalisme. L'envers et l'endroit du monde journalistique dans Illusions perdues de Balzac », *Polis*, vol. 5, n°1, en ligne, <http://www.polis.sciencespobordeaux.fr/vol5n1/sommaire.html> (consulté le 12 mai 2012).

Renouvin Pierre (1998), « La presse et l'histoire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 49, n°1, pp. 83-88.

Sgard Jean (2002), « Qu'est-ce qu'un journal à l'époque classique ? » in Kølving Ulla & Passeron Irène [dir.], *Sciences, musiques, Lumières. Mélanges offerts à Anne-Marie Chouillet*, Paris : Ferney-Voltaire, Publications du Centre international d'études du XVIIIe siècle, pp. 481-488.

Smith Bruce L., Lasswell Harold D., Casey Ralph D. (1946), *Propaganda, communication, and public opinion: a comprehensive reference guide*, Princeton: Princeton University Press.

Strédel Clémence (2012), « Amores de Barrio Adentro, une telenovela au service de la cause chaviste », in Donot Morgan & Pordeus Michele [dir.] (2012), *Discours politiques en Amérique latine. Représentations et imaginaires*, Paris : L'Harmattan, pp.103-117.

Uribe Ortega Hernán (1979), « Los medios: armas de la guerra encubierta », en « Argentina, Cuba, Chile: realidad política y medios masivos », *Comunicación y dependencia en América Latina*, Universidad Nacional Autónoma de México, México.

### **3.2. Sociologie du journalisme (pratiques, profession, écoles de journalisme, etc.)**

Adam Stuart G. (2006), « Educating reporters, writers, and critics », *Journalism Studies*, vol. 7, n°1, pp. 153-156.

Alsina Miquel Rodrigo (1989), *La construcción de la noticia*, Barcelona: Paidós.

Becker Lee B., Sobowale Idowu A. & Cobbey Robin E. (1974), « Reporters and their Professional and Organizational Commitment », *Journalism Quarterly*, vol. 56, pp. 753-763.

Bohere (de) Guy (1984), *Profession : journaliste – Etude sur la condition du journaliste en tant que travailleur*, Genève : Bureau international du travail.



- Bouron Samuel (2014a), « La noblesse de l'informel. L'apprentissage de l'éthique dans les écoles de Journalisme. Le cas de l'ESJ Lille » in Legavre Jean-Baptiste [dir.], *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris : Editions Pepper/ L'Harmattan (coll. « Communication, politique et société »).
- Bouron Samuel (2014b), « L'apprentissage du journalisme sur le tas et ses limites » in coll. CRAPE [dir.] *Médias et amateurisme*, Rennes : PUR.
- Bouron Samuel (2014), « Un journalisme en mode mineur : compétences d'amateur et trajectoires de professionnalisation dans la presse locale (Poitiers, 2006-2008) » in coll. CRAPE [dir.] *Médias et amateurisme*.
- Breed Warren (1955), "Social Control in the Newsroom. A Functional Analysis", *Social Forces*, n°33, pp. 326-336.
- Bucher Rue & Strauss Anselm (1961), "Profession in process", *American Journal of Sociology*, vol.66, pp. 325-334.
- Cardon Dominique & Granjon Fabien (2010), « Mouvements révolutionnaires et médias populaires », *Médiactivistes*, Paris : Presses de Sciences Po, « Contester », pp. 25-46.
- Cégolène Frisque (2011), « Des militants du journalisme ? Les journalistes « critiques » comme militants de l'autonomie professionnelle », in Ruellan Denis & Levêque Sandrine (dir), *Journalistes engagés*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Chanel Alain (2001), « La modernité de la formation au journalisme », *Communication et langages*, n°128, 2<sup>e</sup> trimestre 2001, p.82.
- Champagne Patrick (2006), « À propos du champ journalistique », *Questions de communication*, n°10, pp. 197-210.
- Charaudeau Patrice, Lochard Guy & Soulage Jean-Claude (1996), « La construction thématique du conflit en ex-Yougoslavie par les journaux télévisés français (1990-1994) », *Mots*, vol. 47, pp.89-108.
- Charaudeau Patrice, Lochard Guy & Soulages Jean-Claude (2001), *La télévision et la guerre, Déformation ou construction de la réalité? Le conflit en Bosnie, 1990-1994*, Paris : De Boeck, Collection « Medias Recherches ».
- Carey James W. (1978), "A plea for the university tradition", *Journalism Quarterly*, vol. 55, n°4, pp. 846-855.
- Chupin Ivan & Bouron Samuel (2009), « Des formations sous contraintes professionnelles. Une tentative de régulation morale du journalisme », communication au séminaire « Les journalistes et leur public » organisé par Julie Sedel, CSE, EHESS, 6 février 2009.
- Contardo Egaña Sergio (2000), "Comunicación y Medios: 2000", *Comunicación y Medios*, n°12 "Periodismo y transición", Editorial, p. 1.
- Day Laurence (1968), "The Latin American Journalist: A Tentative Profile", *Journalism Quarterly*, vol. 45, n°3, Autumn 1968, pp. 509-515.
- Deuze Mark (2005), "What Is Journalism ? Professional Identity and Ideology of Journalists Reconsidered", *Journalism*, vol. 6, n°4, December 2005, pp. 442-464.
- Ferron Benjamin (2012), « Les répertoires médiatiques des mobilisations altermondialistes (Mexique-Chiapas, Israël/Palestine, 1994-2006). Contribution à une analyse de la société transnationale », thèse de doctorat en science politique sous la direction d'Erik Neveu, Université de Rennes 1.

- Gans H. J. (1979), *Deciding What's News : A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, New York : Pantheon Books/London : Constable.
- Garrison Bruce & Nelson Goodsell James (1996), "Professional News Organizations in Latin America" in Richard R. Cole [ed.], *Communication in Latin America. Journalism, Mass Media and Society*, Wilmington: Scholarly Resources, pp. 51-63.
- Gatien Emmanuelle (2009), « Un peu comme la pluie ». La coproduction relative de la valeur d'information en temps de guerre », *Réseaux*, vol. 5-6, n°157-158, pp.61-88.
- Gerald J. Edward (1963), *This Social Responsibility of the Press*, Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Gerstlé Jacques & Metché Sonia (2013), « La couverture informationnelle de la campagne présidentielle de 2012 », in Jacques Gerstlé & Raoul Magni-Berton [dir.], *Etudier la campagne électorale : leçons de la présidentielle 2012*, Paris : « Ed. Pepper ».
- Glasser Theodore (2006), "Journalism studies and the education of journalists", *Journalism Studies*, vol. 7, n°1, pp.146-149.
- Gomis Lorenzo (1991), *Teoría del periodismo. Cómo se forma el presente*, Barcelona: Paidós.
- Harcup Tony (2011), "Research and Reflection. Supporting Journalism Educators in Becoming Scholars", *Journalism Practice*, vol. 5, n°2, pp. 161-176.
- Head Sydney W. (1963), "Can a Journalist be a 'Professional' in a Developing Country?", *Journalism Quarterly*, vol. 40, n°3, Autumn 1963, pp. 594-598.
- Hubé Nicolas (2004), « La conférence de rédaction du Monde. Une approche ethnographique de l'élaboration de la « Une », in Jean-Baptiste Legavre [dir.], *La presse écrite : objet délaissé ? Regards sur la presse française*, Paris : L'Harmattan, 2004, pp. 191-210.
- Hubé Nicolas (2008), *Décrocher la "UNE". Le choix des titres de première page de la presse quotidienne en France et en Allemagne (1945-2005)*, Strasbourg : Presses Universitaires de Strasbourg, (coll. : « Sociologie politique européenne »).
- Johansen Peter, Weaver David H. & Dornan Christopher (2001), "Journalism Education in the United States and Canada: Not Merely Clones", *Journalism Studies*, vol. 2, n°4, pp. 469-403.
- Kaciaf Nicolas (2013), *Les pages « politique ». Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Paris : PUR, coll. « Res Publica ».
- Lacan Jean-François, Palmer Michael & Ruellan Denis, *Les journalistes – stars, scribes, scribouillards*, Paris : Syros.
- Lagneau Eric *et al.* (2013), « La dynamique sociale des sources et flux de nouvelles. Introduction », *Sur le journalisme*, vol. 2, n°1, disponible sur: <http://surlejournalisme.com/rev/index.php/slj/article/view/67> (consulté le 20 novembre 2013).
- Lehingue Patrick (1998), « Le pouvoir des media »: vieux terrains, nouveaux objets », *Polis*, Dossier « Etudier les journalistes », vol.5, n°1.
- Sandrine Lévêque (1999), « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique », *Réseaux*, vol. 17, n°98, pp. 87-117.
- Lochard Guy & Soulage Jean-Claude (1994), « Les imaginaires de la parole télévisuelle. Permanences, glissements et conflits », *Réseaux*, vol. 12, n°63, pp. 13-38.
- López Manuel (1995), *Cómo se trabajan las noticias*, Barcelona: Paidós.

- Macé Eric (2005), « Les imaginaires médiatiques. Une sociologie post-critique des Médias », Paris : Editions Amsterdam.
- Manoff Robert Karl & Schudson Michael (1986), *Reading the News*, New York: Pantheon Books.
- Marchetti Dominique (2008), “El análisis sociológico de la producción de información mediática”, *Comunicación y Medios*, n°18, pp.19-29.
- Marchetti Dominique (2008), *Communication et médiatisation de l'Etat*, Grenoble : PUG.
- Marchetti Dominique & Ruellan Denis (2001), *Devenir journalistes. Sociologie de l'entrée sur le marché du travail*, Paris : La Documentation Française.
- Mattoni Alice (2010), « Pratiques médiatiques multiples dans les mobilisations italiennes contre la précarité » in Surdez Muriel, Voegtli Michaël & Voutat Bernard [dir.], *Identifier - S'identifier. À propos des identités politiques*, Lausanne : Publications universitaires Romandes, Antipodes, pp. 271-293.
- McLeod Jack & Rush Ramona (1969a), “Professionalism of Latin American Journalists Part I”, *Journalism Quarterly*, vol. 46, n°3, Autumn 1969, pp. 583-590.
- McLeod Jack & Rush Ramona (1969b), “Professionalism of Latin American Journalists Part II”, *Journalism Quarterly*, vol. 46, n°4, Winter 1969, pp. 784-789.
- McQuail Denis (1992), *Media Performance: Mass Communication and Public Interest*, London: Sage.
- Mellado Claudia (2009a), “Asociatividad y profesionalización del periodismo. Los colegios profesionales de los periodistas en Latinoamérica”, *Revista Comunicación, Estudios Venezolanos de Comunicación*, pp. 5-9.
- Mercier Arnaud (1994), « L'institutionnalisation de la profession de journaliste », *Hermès*, vol. 1, n°13-14, pp. 219-235.
- Molotch Herbert & Lester Marilyn (1974), “News as Purposive Behavior: On the Strategic Use of Routine Events, Accidents and Scandals”, *American Sociological Review*, Vol. 39, February, pp.101-112.
- Mouchon Jean (1998), *La politique sous l'influence des médias*, Paris, L'Harmattan Communication.
- Neveu Erik (1992) « La dynamique des médias dans la construction de la ‘crise de la représentation’ », *Revue Aquarium*, n° 10, pp. 5-24
- Neveu Erik (1999), « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, vol. 17, n°98, pp.17-85.
- Neveu Erik (2000), « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, vol. 18, n°100.
- Neveu Erik (2001), *Sociologie du Journalisme*, Paris: La Découverte (coll. « Repères »).
- Nollet Jérémie (2009), « Croiser analyse des politiques publiques et sociologie des médias : genèses et usages des concepts de mise à l'agenda et de construction des problèmes », communication au Xe congrès de l'Association française de science politique (AFSP), Grenoble.
- Pinson Guillaume (2012), « L'imaginaire médiatique. Réflexions sur les représentations du journalisme au XIX<sup>e</sup> siècle », *CONTEXTES* [En ligne], n°11, <http://contextes.revues.org/5306> (consulté le 5 octobre 2012).
- Ruellan Denis (1992), « Le professionnalisme du flou », *Réseaux*, vol. 10, n°51, pp. 25-37.
- Ruellan Denis (1993), *Le professionnalisme du flou. Identité et savoir-faire des journalistes français*, Grenoble : PUG.

- Ruellan Denis (1997), *Les « pro » du journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*, Rennes : PUR.
- Ruellan Denis (2007), *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, Grenoble : PUG.
- Saint-Jean Armande (2002), *Ethique de l'information. Fondements et pratiques au Québec depuis 1960*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Sánchez José (1993), "La pirámide invertida. Caída de un mito", *Cuadernos de Información*, n° 8, pp. 88-95.
- Sammouth Eglantine & Serrano Yeny (2012), « Nomination et enjeux politiques : nommer un conflit dans les media colombiens et vénézuéliens » in Donot Morgan & Pordeus Michele [dir.] (2012), *Discours politiques en Amérique latine. Représentations et imaginaires*, Paris : L'Harmattan, pp. 149-163.
- Schlesinger Philip (1977), "Newsmen and the Time-Machine", *British Journal of Sociology*, vol. 28, n°3, pp.336-350.
- Schlesinger Philip (1992), « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du médiacentrisme », *Réseaux*, n°51, pp.75-98.
- Schlesinger Philip (1997), « Le chaînon manquant. 'Le professionnalisme' et le public », *Sociologie de la communication*, vol. 1, n°1, traduit par Edith Zeitlin, pp. 689-713.
- Schiller Dan (1979), "An Historical Approach to Objectivity and Professionalism in American News Reporting", *Journal of Communication*, vol. 29, n°4, Autumn 1979, pp. 46-57.
- Shoemaker Pamela J. & Reese Stephen D. (1991), *Mediating the Message: Theories of Influence on Mass Media Content*, New York: Longman Trade/Caroline House.
- Sigal L. V. (1973), *Reporters and Officials: The Organization and Politics of Newsmaking*, London: D.C. Heath.
- Stange Hans & Salinas Claudio (2009), "Rutinas periodísticas. Discusión y trayectos teóricos sobre el concepto y su estudio en la prensa chilena", *Cuadernos de trabajo del ICEI, CECOM*, Santiago de Chile: Universidad de Chile, p.33-34.
- Strentz Herbert (1989), *News Reporters and News Sources: Accomplices in Shaping and Misshaping the News*, 2<sup>nd</sup> Edition, Iowa City: Iowa State University Press.
- Trotti Ricardo E. (1994), "Título en periodismo y colegiación: exigencias en declinación", *Estudios públicos*, n°53, pp. 289-303, disponible sur : [http://www.cepchile.cl/1\\_1206/doc/titulo\\_en\\_periodismo\\_y\\_colegiacion\\_exigencias\\_en\\_declinacion.html#.UpTuyeLDtQY](http://www.cepchile.cl/1_1206/doc/titulo_en_periodismo_y_colegiacion_exigencias_en_declinacion.html#.UpTuyeLDtQY) (consulté le 6 février 2009).
- Tuchman Gaye (1973), « Making News By Doing Work: Routinizing the Unexpected », *The American Journal of Sociology*, vol. 79, n°1, July 1973, pp. 110-131.
- Tuchman Gaye (1978), *Making News: A Study in the Construction of Social Reality*, New York: Free Press, Sage Publication.
- Tunstall Jeremy (1971), *Journalists at Work: Specialists Correspondents, their News Organizations, News Sources and Competitor Colleagues*, London: Constable.

### 3.3. Presses et media durant l'Unité populaire

- Acevedo Claudio & Elgueta Eduardo (2009), “El discurso homofóbico en la prensa izquierdista durante la Unidad Popular”, *Revista IZQUIERDAS*, año 2, n°3, accessible sur <http://www.yasni.info/ext.php?url=http%3A%2F%2Fwww.izquierdas.cl%2Frevista%2Fpage%2F2%2F&name=Eduardo+Elgueta&showads=1&lc=fr-fr&lg=fr&rg=es&rip=fr> (consulté le 3 janvier 2013).
- Bernedo Patricio (2003), “La prensa escrita durante la Unidad Popular” in Claudio Rolle (2003), *1973: La vida cotidiana en un año crucial*, Santiago de Chile: Planeta pp.59-95.
- Bernedo Patricio & Porath William (2003), “¿Cómo contribuyó la prensa al derrumbe de la democracia chilena?”, *Cuadernos de Información*, n°16-17, pp.115-124.
- Bravo Covarrubias Irma & Gascón i Martín Felipe (2002), “Cristianismo y Marxismo en Chile: Paradojas comunicacionales y espacios de convivencia”, *Pensamiento Comunicacional Latino-Americano*, vol. 3, n°4, julio-agosto-septiembre 2002.
- Davies Matt (1999), *International Political Economy and Mass Communication in Chile. National Intellectuals and Transnational Hegemony*, London: MacMillan Press Ltd, International Political Economy Series.
- De la Luz Hurtado María (1989), *Historia de la Televisión chilena entre 1958 y 1973*, Santiago de Chile: Edic. Documentas.
- Dooner Patricio (1989), *Periodismo y política. La prensa de derecha e izquierda (1970-1973)*, Santiago de Chile: Hoy ediciones, Editorial Andante.
- Durán Claudio (1995), *El Mercurio: ideología y propaganda 1954-1994, Ensayos de interpretación bi-lógica y psico-histórica. Ensayo 1: propaganda de agitación en el periodo agosto 1972 - Marzo 1973*, Santiago de Chile: Ediciones ChileAmérica – CESOC.
- Fagen Patricia (1974), “The Media in Allende’s Chile”, *Journal of Communication*, Winter 1974, vol. 24, n°1, pp. 59-70.
- Freire Toño (2005), “Con “Clarín” y “Puro Chile” temblaba “El Mercurio” y “La Tercera”, Centro de estudios Miguel Enríquez – Archivo Chile, disponible sur : [http://www.archivochile.com/Experiencias/exp\\_popu/EXPpopulares0030.pdf](http://www.archivochile.com/Experiencias/exp_popu/EXPpopulares0030.pdf) (consulté le 23 mai 2008).
- Garay Vera Cristián & Willicke Karin (2007), “El Mercurio y el 11 de Septiembre del 73”, *Revista Universum*, Talca, vol. 22, n°1.
- Guajardo Ignacio (2008), “Televisión Nacional de Chile, 1969-1973. La crisis de hegemonía política como crisis de representación ciudadana”, *Documento de Trabajo*, n°5, Santiago de Chile: CECOM-ICEI.
- Mattelart Armand (1974), *Mass media, idéologies et mouvement révolutionnaire. Chili 1970-1973*, Paris: Editions Anthropos.
- Mattelart Armand & Mattelart Michèle (1977), *Frentes culturales y Movilización de masas*, Barcelona: Anagrama.
- Mattelart Armand & Mattelart Michèle (1979), *De l'usage des médias en temps de crise*, Paris: Alain Moreau.
- Mattelart Michèle & Mignot-Lefebvre Yvonne (1979), « Chili : formation politique et lecture critique de la télévision », *Tiers Monde*, vol. 20, n°79, pp. 523-541.
- Medina Eden (2013), *Revolucionarios Cibernéticos. Tecnología y Política en el Chile de Salvador Allende*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, traduit de l'espagnol par José Miguel Neira.

Portales Diego (1983), « El movimiento popular y las comunicaciones: reflexiones a partir de la experiencia chilena » en Fernando Reyes Matta, *Comunicación alternativa y Búsquedas democráticas*, México D. F.: ILET.

Rojo de la Rosa Juan (1976), “Manipulación de información y conflicto ideológico: Chile 1970-1973”, *Nueva Sociedad*, julio-agosto 1976, Caracas (Venezuela).

Salinas Claudio (2009), “El Mercurio y el Plan Z: El periodismo no ha tenido lugar”, in Claudia Lagos Lira (coord.), *El Diario de Agustín. Cinco estudios de casos sobre El Mercurio y los derechos humanos (1973-1990)*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, pp. 97-120.

Santibañez Abraham (1989), “Presentación” en Patricio Dooner, *Periodismos y Política. La prensa de derecha y de izquierda en Chile (1970-1973)*, Editorial Andante, Santiago.

Stange Marcus Hans (2009), “El silencio es la pauta. Los desaparecidos de Lonquén en las páginas del Mercurio (1978-1979)” in Lagos Lira Claudia [ed.], *El diario de Agustín. Cinco estudios de casos sobre El Mercurio y los derechos humanos (1973-1990)*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, colección “nuevo periodismo”, pp.249-310.

Sunkel Guillermo (1985), *Razón y Pasión en la Prensa Popular. Un Estudio sobre Cultura Popular, Cultura de Masas y Cultura Política*, Santiago de Chile: Estudios ILET.

Tupper Patricio (2003), *Allende, la cible. Des média chiliens et de la CIA (1970-1973)*, Paris: Editions de L’Amandier.

Uribe Ortega Hernán (1997), “Prensa y periodismo en los años 1960/1970” in Ernesto Carmona (ed.), *Morir es la noticia*, Santiago de Chile.

Zarowsky Mariano (2009), “Políticas culturales y comunicación popular en el gobierno de Salvador Allende (Chile, 1970-1973). La intervención político intelectual de Armand Mattelart”, Instituto de Investigaciones Gino Germani. 5º Jornadas de Jóvenes Investigadores. 4, 5 y 6 de noviembre de 2009.

### 3.4. Presse et media avant l'Unité populaire

Agliati Valenzuela Carola & Montero Miranda Claudia (2001), “Explorando un espacio desconocido: Prensa de mujeres en Chile, 1900-1920”, *Cyber Humanitis*, n°19, disponible sur <http://www.revistas.uchile.cl/index.php/RCH/article/viewArticle/8789> (consulté le 11 novembre 2011).

Andrade H. Enrique (1961), “El Periodismo en provincia”, Memoria de fin de estudio, Escuela de Periodismo, Universidad de Chile, Santiago de Chile.

Bernedo Pinto Patricio & Arriagada Cardini Eduardo (2002), “Los inicios de *El Mercurio* de Santiago en el epistolario de Agustín Edwards McClure 1899-1905”, *Historia*, vol. 35.

Briseño Ramón (1886), *Cuadro sinóptico periodístico completo de los diarios y periódicos en Chile publicados desde 1812 hasta 1884*, Santiago de Chile.

Carter Roy E. & Sepúlveda Orlando (1963), “Algunas pautas relativas al uso de los medios de comunicación de masas en Santiago de Chile”, *Journalism Quaterly*, vol. 41, n°2, pp. 216-224.

Couyoumdjian Juan Ricardo, Rozas Eliana & Tocornal Josefina (2002), *La Hora: 1931-1951, trayectoria de un diario político*, Santiago de Chile: PUC.

Menneteau-Hora Dario (1967), « Professionalism of Journalists in Santiago de Chile », *Journalism Quaterly*, vol. 44, n°4, Winter 1967, pp. 715-724.

Ossandón Buljevic Carlos (2002), “Los inicios de la ‘cultura de masas’ en Chile”, *Historia y Comunicación Social*, vol. 7, pp. 161-167.

Ossandón Buljevic Carlos & Santa Cruz Eduardo (1998), *Entre las alas y el plomo. La gestación de la prensa moderna en Chile*, Santiago de Chile: Universidad ARCIS, LOM Ediciones.

Peláez y Tapia José (1927), *Historia del Diario El Mercurio: un siglo de periodismo*, Santiago de Chile: Talleres de El Mercurio; Elmo Catalán (1967), *op. cit.*, pp. 50-51.

Santa Cruz Eduardo (1988), *Análisis histórico del periodismo chileno*, Santiago de Chile: Nuestra América Ediciones.

Santa Cruz A. Eduardo (1996), “Modelos y estrategias de la prensa escrita en procesos de modernización: Chile Siglo XX”, Documento de trabajo, Universidad ARCIS.

Santa Cruz A. Eduardo (1998), “Conformación de espacios públicos, masificación y surgimiento de la prensa moderna en Chile Siglo XIX”, Documento de trabajo n°28, Centro de Investigación en Ciencias Sociales, Universidad ARCIS.

Santa Cruz Eduardo (2003) “El campo periodístico en Chile a principios del siglo XX”, *Comunicación y Medios*, N°14, ICEI, Santiago de Chile, disponible sur: <http://www.comunicacionymedios.uchile.cl/index.php/RCM/article/view/12097/12453> (consulté le 23 mars 2011).

Santa Cruz Eduardo (2010), “La prensa chilena en el XIX. Patricios, letrados, burgueses y plebeyos”, Santiago de Chile: Editorial Universitaria.

Santa Cruz Eduardo (2011), “Prensa y modernización liberal en América latina y Chile en la segunda mitad del Siglo XIX”, ponencia a la sección temática 7 “Historia de los medios de comunicación”, del Primer Congreso Mundial de Comunicación Iberoamericana, Sao Paulo, 4 de agosto de 2011.

Soto Veragua Jorge (2009), *Historia de la imprenta en Chile*, Santiago de Chile: Árbol azul Editorial diseño.

Toribio Media José (1891), *Bibliografía de la imprenta en Santiago de Chile, desde sus orígenes hasta febrero de 1817*, Santiago de Chile : Fondo histórico bibliográfico (1960).

Torti Ángel (2005), *Televisión chilena. Sus primeros pasos (1959-1973)*, Santiago de Chile: Ediciones Emegé, “Comunicaciones”.

### 3.5. Presse et moyens de communication après le coup d'Etat

Arancibia Juan Pablo (2005), *Comunicación política. Fragmentos para una genealogía de la mediatización en Chile*, Santiago de Chile: Universidad ARCIS.

Baltra Lidia M. (2012), *La prensa chilena encrucijada. Entre la voz monocorde y la revolución digital*, Santiago de Chile: LOM Ediciones / CYP/CH, Colección “Ciencias humanas”.

Bravo Covarrubias Irma & Gascon i Martin Felip (2002), “Paradojas Comunicacionales y espacios de convivencia”, Centro de Estudios Miguel Enriquez (CEME) – Archivo Chile, disponible sur: [http://www.archivochile.com/Medios\\_de\\_Comunicacion/html/text\\_gen/comutextgen0005.pdf](http://www.archivochile.com/Medios_de_Comunicacion/html/text_gen/comutextgen0005.pdf) (consulté le 15 août 2011).

Brunner José Joaquín & Catalán Carlos (1994), “Regulación pública de la televisión: sentidos y alcances”, Godoy Etcheverry Sergio (2000), *¿Públicamente rentable? Evaluación de la TV pública Chilena orientada al mercado*, Santiago de Chile: Ediciones Universidad Católica de Chile.

Cabalín Cristián & Lagos Claudia (2012), “Enseñanza del periodismo en Chile y globalización: temas y desafíos”, *Signos y Pensamiento*, vol. XXXI, n°61, julio-diciembre 2012, pp. 158-170.

Cárdenas Juan Pablo (2005), “Periodistas, conflictos sociales y reconciliación”, *Revista Comunicación y Medios*, n°16, Instituto de Comunicación e Imagen, Universidad de Chile, disponible sur <http://www.revistas.uchile.cl/index.php/RCM/article/viewFile/11567/11925> (consulté le 17 janvier 2012).

Cordero Rodrigo (2009), “Dígalo con Números: la Industria de la Opinión Pública en Chile” in Rodrigo Cordero [ed.], *La Sociedad de la opinión: reflexiones sobre encuestas y cambio político en democracia*, Santiago de Chile: Ediciones Universidad Diego Portales.

*Cuadernos.info*, Suramérica, 9, marzo 2012, disponible sur: <http://cuadernos.uc.cl/uc/index.php/CDI/article/view/304> (consulté le 19 juillet 2012).

Faure Antoine L., Salinas Claudio R. & Stange Hans (2013), “The Dominance of Common Sense. The influence of the Media System on Professional Practices of Journalists in Chile, 1970-2000” en Puppis, M., Künzler, M. y Jarren, O. [ed.], *Media Structures and Media Performance: State of and Perspectives for Communication Research*, Zurich: IMPZ, «Relation», pp. 283-301.

Lagos Claudia & Mellado Claudia (2013), “Transformaciones y continuidades en los diarios nacionales chilenos en la posdictadura (1990-2011)”, VIII° Congreso Internacional ULEPICC: Comunicación, Políticas e Industria: Procesos de digitalización y crisis, sus impactos en las políticas y la regulación, 10 al 12 de Julio de 2013 Universidad Nacional de Quilmes (Buenos Aires, Argentina), Eje temático: 6. Propiedad, grupos de comunicación y estructura de medios, disponible sur [http://www.academia.edu/4083648/Transformaciones\\_y\\_continuidades\\_en\\_los\\_diarios\\_nacionales\\_chilenos\\_en\\_la\\_postdictadura\\_1990-2011](http://www.academia.edu/4083648/Transformaciones_y_continuidades_en_los_diarios_nacionales_chilenos_en_la_postdictadura_1990-2011) (consulté le 4 mars 2014).

Lassagni María Cristina & Edwards Paula (1988), “La Radio en Chile: Historia, modelos, perspectivas”, *Documento de Trabajo* N° 64, Ceneca, Santiago de Chile.

Mellado Claudia (2009b), “Periodismo en Latinoamérica: Revisión histórica y propuesta de un modelo de análisis”, *Comunicar*, n°33, vol. XVII, pp. 193-201.

Mellado Claudia (2012), “The Chilean Journalist” In David Weaver & Lars Wilnat, *The Global Journalist in the 21st Century: News People Around the World*, New York: Routledge, pp. 382-412.

Mellado Claudia (2013), “Professional Roles in News Content: Six Models of Journalistic Role Performance”, Paper presented at the 63th Annual Conference of the International Communication Association, London, 17-21 of June of 2013.

Mellado Ruiz Claudia (2010), “La influencia de CIESPAL en la formación del periodista latinoamericano. Una revisión crítica”, *Estudios sobre el Mensaje Periodístico*, n°16, pp. 308.

Mellado Claudia & Humanes María Luisa (2012), “Modeling Perceived Professional Autonomy in Chilean Journalism”, *Journalism*, vol. 8, n°13, pp. 985-1003.

Mellado Claudia & Castillo Marcelo (2012), “Estructura de la asociatividad profesional en el campo periodístico: el caso de Chile”, *Comunicación y Sociedad*, Nueva época, n°17, enero-junio 2012.

Mellado Claudia & Lagos Claudia (2011), “Organizational and territorial cultures in Chilean Journalism”, *Inovar*, vol.42, n°27, pp. 139-150.

Mellado Claudia, V. Moreira Sonia, Lagos Claudia & Hernández María E. (2012), “Comparing journalism Cultures in Latin America: The Case of Chile, Brazil and México”, *The International Communication Gazette*, vol. 74, n°1, pp. 60-77.



Mellado Claudia & Van Dalen Arjen (2013), “Between Rhetoric and Practice. Explaining the Gap between Role Conception and Performance in Journalism”, *Journalism Studies*, pp. 1-20.

Miranda Casanova Hernán (2007), “Del Periodismo del 900 a los Comunicadores del Siglo 21”, *Re-Representación. Periodismo, Comunicación y Sociedad*, Año 2, número 3, junio-diciembre 2007.

Munizaga Giselle (1981), *Marco Jurídico Legal de la Medio Televisivo en Chile*, Santiago de Chile: CENECA.

Munizaga Giselle (2004), “Las políticas comunicacionales de la Transición” in Nelly Richard [ed.], *Utopía(s) 1973-2003. Revisar el pasado, Criticar el Presente, Imaginar el Futuro*, Santiago de Chile: Ediciones ARCIS, pp. 187-196.

Naritelli Francisco Marín (2009), “Ecrán: la profotofarándula en Chile, a partir de la figura de la estrella de cine hollywoodense”, Documentos de trabajo del CECOM, n°6, Instituto de Comunicación e Imagen de la Universidad de Chile, Santiago de Chile, pp. 52-61.

Ossa Swears Carlos (2004), “El Vocerío arrogante”, *Comunicación y Medios*, n°15: “La Comunicación política”, pp. 57-65.

Portales Diego (1981), *Poder económico y libertad de expresión: la industria de la comunicación chilena en la democracia y el autoritarismo*, Santiago de Chile: ILET, Editorial Nueva Imagen.

Reyes Matta Fernando [comp.] (1986a), *Crítica y autocrítica en el periodismo joven*, Santiago de Chile: ILET.

Santa Cruz Eduardo (2003), “Comunicación y transición: de naturalizaciones, hegemonías y sentidos comunes” en Richard Nelly [ed.], *Utopía(s): 1973-2003. Revisar el pasado, criticar el presente, imaginar el futuro*, Universidad ARCIS, Santiago de Chile, pp. 203-209.

Sunkel Guillermo & Geoffroy Esteban (2001), *Concentración Económica de los Medios de Comunicación*, Santiago de Chile: LOM Ediciones.

Tironi Eugenio & Sunkel Guillermo (1993), “Modernización de las comunicaciones y democratización de la política. Los medios en la transición a la democracia en Chile”, *Estudios Públicos*, n°52, primavera 1993, pp.215-246.

Torres Gaona Guillermo & Vidal Virginia (1996), “La Dictadura mató a los periodistas, no al periodismo” in Ernesto Carmona [ed.], *Morir es la noticia*, Santiago de Chile, disponible sur <http://www.derechos.org/nizkor/chile/libros/reporter/> (consulté le 11 novembre 2013).

Valenzuela Maulme Cristóbal (2007), “La sustentabilidad de Televisión Nacional de Chile (TVN) en el futuro digital”, Proyecto final de grado presentado al Profesor Sergio Godoy Etcheverry, Facultad de Comunicaciones, PUC.

## **4. Retours réflexifs sur les sciences sociales chiliennes**

### **4.1. Histoire des sciences sociales chiliennes**

Brunner José Joaquín (1986), “Las ciencias sociales en Chile: institución, política y mercado en el caso de la sociología”, Documento de trabajo n°325, Programa FLACSO-Santiago de Chile, Diciembre 1986.

Brunner José Joaquín (1987), *La sociología profesional en Chile*, Santiago de Chile: FLACSO (« Documento de trabajo »), n°221.

Cordero Rodrigo (2009), *La sociedad de la opinión. Reflexiones sobre encuestas y cambio político en democracia*, Santiago de Chile: Ediciones Universidad Diego Portales.

Frohmann Alicia (1993), “¿Para qué estudiar la pobreza? Objetivos y apropiación instrumental de la investigación social sobre la pobreza”, in Guillermo Briones *et al.*, *Usos de la investigación social en Chile*, Santiago: FLACSO.

Fuenzalida Edmundo (1983), “The Reception of “Scientific Sociology” in Chile”, *Latin American Research Review*, vol. 18, n°2, pp. 95-112.

Garretón Manuel Antonio (2005), « Las Ciencias Sociales en Chile. Institucionalización, ruptura y renacimiento », version en espagnol de l'article “Social Sciences and Society in Chile: Institutionalization, Breakdown and Rebirth in Chile”, du numéro spécial « Social Sciences in Latin America », *Social Sciences Information sur les Sciences Sociales* (SagePublications), volume 44, N°2-3, June-September 2005.

Godoy Urzúa Hernán (1967), “La Sociología en Chile”, *Anuario de Sociología de los Pueblos Ibéricos*, n°2, pp. 11-57.

Godoy Urzúa Hernán (1977), “El Desarrollo de la Sociología en Chile”, *Estudios Sociales*, n°12, pp. 33-56.

Gyarmati Gabriel (1974), “Development of the Social Sciences in Chile”, *Social Science Organization and Policy*, Paris: UNESCO, “First Series”, pp. 149-184.

Lira Josefina (1992), “Vocación intelectual del estudio de las Cuadernos de la realidad nacional”, *América: revue du CRICCAL*, La Sorbonne Nouvelle, n°9-10, Paris, pp. 325-336.

Moulian Tomás (2008), “Tomás Moulian: Itinerario de un intelectual chileno. Entrevista de Emir Sader, Juan Carlos Gómez Leyton y Horacio Tarcus” in *Crítica y emancipación: Revista latinoamericana de Ciencias Sociales*, Año 1, no. 1, junio 2008.

#### 4.2. Historiographie des études sur la communication et la culture

Bernedo Patricio (2004), “Balance de la historiografía de las comunicaciones en Chile”, *Comunicação & Sociedade*, São Bernardo do Campo: PósComp-Umesp, n°41, 1° sem. 2004, pp. 153-170.

Bernedo Patricio (2008), “Historiografía de la comunicaciones en Chile: apuntes para un balance”, *Comunicación y Sociedad*, Nueva Época, n°22, Julio-diciembre de 2014, pp. 79-87.

Del Valle Rojas Carlos (2010), “Metainvestigación de la comunicación en Chile (1970-2003). Reflexiones y críticas desde la economía política de la comunicación”, *Revista Latinoamericana de Ciencias de la Comunicación*, n° 1, Asociación Latinoamericana de Investigadores de la Comunicación (ALAIIC), pp. 126-133.

Del Valle Rojas Carlos (2011), “Metainvestigación del campo de la comunicación en Chile. Aproximaciones epistémicas, teóricas y metodológicas, desde una perspectiva económico-política e histórico-social” in Carlos Ossa Swears [comp.], *Escrituras del Malestar. Chile del Bicentenario*, Santiago de Chile: Universidad de Chile, pp. 251-270.

Dittus Benavente Rubén (2003), “La investigación sobre *mass media* en Chile: de la ideologización a la construcción de paradigmas”, *Estudios de periodismo*, n°8, disponible sur: [http://www.periodismoudec.cl/estudiosdeperiodismo/index.php?Itemid=41&id=29&option=com\\_content&task=view](http://www.periodismoudec.cl/estudiosdeperiodismo/index.php?Itemid=41&id=29&option=com_content&task=view) (consulté le 9 décembre 2008).

Dittus Benavente Rubén (2008), *Cartografía de los estudios mediales en Chile*, Concepción: Universidad Católica de la Santísima Concepción.

Dittus Benavente Rubén (2011), “Las condiciones discursivas de los estudios mediales en Chile. Bases epistemológicas y apuntes cartográficos”, *Perspectivas de la comunicación*, vol. 4, n°1, pp. 53-69.

Mellado Claudia (2010), “Análisis estructural de la investigación empírica sobre el periodista latinoamericano”, *Comunicación y Sociedad*, Nueva época, n°13, enero-junio 2010, Universidad de Guadalajara (México), pp. 125-147.

Munizaga Giselle & Rivera Anny (1983), *La investigación en comunicación social en Chile*, Santiago de Chile, Centro de Estudios y Promoción de Desarrollo.

Palmer Michael (2008), « Armand Mattelart entre l’Europe et l’Amérique Latine: parcours d’un penseur de la communication internationale », *Le Temps des média*, 2008/2, n°11, pp. 213-215.

Reale Analía & Mangone Carlos, “Intelectuales, comunicación y cultura: entre la gerencia global y la recuperación de la Crítica. Entrevista con Armand Mattelart”, *Causas y Azares*, 1995, reproduite dans EPTIC, vol. V, n°1, enero-abril 2003.

Reyes Matta Fernando *et al.* (1986b), *Investigación sobre la prensa en Chile*, Santiago de Chile: CERC-ILET.

Santa Cruz Eduardo (2008), “Enfoques latinoamericanos de los estudios de comunicación”, ponencia presentada en el seminario general del Centro de Estudios de la Comunicación (CECOM), 23/08/2008, Instituto de Comunicación e Imagen, Universidad de Chile.

Zarowsky, Mariano. « Cine, política e intelectuales. En torno a *La Spirale* de Armand Mattelart”, in *Cuadernos Críticos de Comunicación y Cultura*, n°4, Buenos Aires, primavera 2008.

#### **4.3. Sur la culture et les arts**

Domínguez Saul María Eugenia (2010), « Les éditeurs indépendants au Chili (2000-2005). Un développement contemporain des industries culturelles », Thèse de doctorat en sciences de la communication, sous la direction de Claude Martin, à l’Université de Montréal (Canada).

Rodriguez Plaza Patricio (2004), *La Peinture baladense. Manufacture esthétique et provocation théorique latino-américaine*, Paris : L’Harmattan.

Subercaseaux Bernardo (2001), *Historia del libro en Chile*, Santiago de Chile: LOM Ediciones.

Tumas-Serna Jane (1992), “The “Nueva Cancion” Movement and Its Mass-Mediated Performance Context”, in *Latin American Music Review*, Vol. 13, n°2, Autumn-Winter 1992, pp.139-157.

## 5. Sources

### 5.1. Discours

Ibañez del Campo Carlos, “Discurso en el “Desfile de la Patria”, 28 de enero de 1942.

Fonta Raúl (1960), “Discurso inaugural a la reunión de la Asociación Interamericana de Radiodifusión”, *El Mercurio*, 05 noviembre 1960.

Allende Salvador (1971), “Primer Mensaje del Presidente Allende ante el Congreso Pleno 21 de mayo de 1971 – La vía chilena al socialismo – Anexos: La vía chilena en marcha”, p. LXIX.

OIR (1972), « Palabras del Presidente de la República, Compañero Salvador Allende Gossens, en conversación con trabajadores de la Papelera », 14 de octubre de 1972, Oficina de Informaciones y Radiodifusión, p. 2. Disponible à la Fondation Salvador Allende.

Quiroga Patricio (1995), *Obras escogidas de Salvador Allende*, 5 tomos, Santiago de Chile: Fundación Salvador Allende, Ediciones Documentas.

### 5.2. Sources législatives<sup>1234</sup>

Constitution de 1925

“Diario de sesiones de la Cámara del Senado”, diciembre de 1963

“Estatuto de Garantías Democráticas”, firmado en Santiago el 8 de octubre de 1970

#### 5.2.1 Décrets

“Reglamento de Estaciones de Radiocomunicaciones que Utilicen Frecuencias Superiores a 29,7 Megaciclos por Segundo”, Decreto presidencial N°7.309, del 28 de octubre de 1958.

Decreto N°767 del 23 de diciembre de 1925

Decreto N°518 del 7 de septiembre de 1932

Decreto N°2 772 del 18 agosto de 1943.

Decreto N°3541 del 3 de septiembre de 1945.

Mandato presidencial N°1126 del 13 de julio de 1972

#### 5.2.2 Décrets à force de loi

DFL n° 1 340 del 10 de octubre de 1930

DFL n°1 3340 du 6 août 1930

DFL n°5 224 del 20 de Septiembre de 1942

---

<sup>1234</sup> Toutes les lois et les décrets sont consultables sur : <http://www.leychile.cl/>

### 5.2.3 Lois

Ley N°4 721 del 16 de diciembre de 1929,  
Ley N°4 817 del 5 de febrero de 1930  
Ley N°4 974 del 31 de julio de 1931  
Ley N°5 035 del 22 de enero de 1932  
Ley n°5.055 del 12 de febrero de 1932  
Ley N°5.172 del 2 de junio de 1933  
Ley N°5 539 del 26 de diciembre de 1934  
Ley N°6.192 del 22 de febrero de 1938.  
Ley N°6 221 del 4 de agosto de 1938  
Ley N°6 521 del 9 de febrero de 1940  
Ley n°6 621 del 4 de agosto 1938  
Ley N°6 740 del 13 de noviembre de 1940  
Ley N°6.696 del 2 de octubre de 1940.  
Ley n°7 144 del 5 de enero de 1942  
Ley n°7747 del 24 diciembre 1943.  
Ley n°7 947 del 26 de octubre 1944.  
Ley N°7.790 del 4 de agosto de 1944  
Ley n°9 116 del 16 de octubre de 1948.  
Ley N°9 866 del 27 de junio de 1951  
Ley N°10 343 del el 28 de mayo de 1952  
Ley N°10.345 del 17 de junio 1952  
Ley N°10.621 del 12 de diciembre de 1952  
Ley N°12.045 del 11 de julio de 1956.  
Ley N°16.643 del 4 de junio de 1967  
Ley N°17.377 del 21 octubre de 1970  
Ley N°12 045 del 4 de julio de 1971  
Loi N°17 525 del 9 de octubre de 1971  
Ley N°17 440 del 23 de junio de 1971  
Ley N°17 343 du 6 octobre 1971  
Ley N°17 630 del 6 de octubre de 1971  
Ley N°17 779 del 12 de mayo de 1972

## 5.2.4 Code pénal :

Artículo 412 del Código Penal de Chile

Artículo 415 du Code pénal chilien.

Artículo 416 del Código Penal de Chile

Artículo 421 del Código Penal de Chile

Artículo 425 del Código Penal de Chile

Artículo 426 del Código Penal de Chile

## 5.3. Presse

### 5.3.1 Durant l'Unité Populaire

“¡El pueblo les sacará la cresta!”, *Puro Chile*, 06 septiembre 1970.

“(…) El pueblo debe armarse para combatir las fuerzas reaccionarias (...)”, *El Siglo*, 06 septiembre 1970.

“La Asamblea de los periodistas de izquierda”, *Punto Final*, “Documentos”, Suplemento de edición, n°129, Martes 27 de abril de 1971, disponible sur [http://www.pf-memoriahistorica.org/PDFs/1971/PF\\_129\\_doc.pdf](http://www.pf-memoriahistorica.org/PDFs/1971/PF_129_doc.pdf) (consulté le 12 mars 2010).

“Se confirma: un allendista mató a Schneider”, *Revista PEC*, 4 junio 1971.

“Presidio perpetuo para el socialista que habló al general Schneider”, *Tribuna*, 17 junio 1972.

“Ultimátum UP: asamblea del pueblo o enfrentamiento armado”, *PEC*, 02 julio 1971.

Arturo Fontaine Aldunate (1972), “Semana Política”, *El Mercurio*, 2 de enero de 1972.

“La misión profesional de las Fuerzas Armadas es una misión de guerreros y de garantes de la institucionalidad”, *El Mercurio*, 19 septiembre 1972.

“Hijos de perra siguen robándonos el cobre”, *Clarín*, 03 octubre 1972.

Labarca Eduardo (1971), “Los Medios de Comunicación de Masas en la Actual Etapa Revolucionaria”, *Principios*, n°139, junio 1971.

#### Côtes des journaux et des revues consultés la BCN:

Clarín: SH 0004; (1952-1973)

Chile Hoy: Exis. PP = 0042 (año 1 n°1 1972: junio 16/22; 0042 año 2, n°65 1973: sept 8/14)

Las Noticias de Última Hora: SH 0007-0008-0009-0016 año 1 n°1-año 30 n°10,033 (1943: oct 15 – 1973:sept.11)

El Siglo: Exis. P.P. = 1115-1116 (1952-1973)

Puro Chile: SH 0068 (1970-1973)

#### Côtes des journaux et revues consultés à la BNC :

*El Mercurio* : 079.83M556.

*La Nación* : 079.83N124.

*El Rebelde* : 324.283075M671.

*La Segunda*: 079.832S456

La Tercera de Hora: 079.832T315

Tribuna: 079.832U47

Las Últimas Noticias : 079.832U47

### 5.3.2 Avant l'Unité Populaire

*Las Últimas Noticias*, 31 de agosto de 1953.

“Algunas cuestiones sobre la organización del Movimiento Democrático de Liberación Nacional”, *Principios*, N°33, enero-febrero 1956.

González Galo (1956), “La unidad socialista comunista”, *Principios*, N°36, septiembre 1956.

Monte José (1956), “El X Congreso Nacional del partido Comunista de Chile”, *Principios*, N°35, julio-agosto 1956.

Corvalán Lepe Luis (1961), “Acerca de la vía pacífica”, *Principios*, enero 1961.

Corvalán Lepe Luis (1962), “La tesis socialista y comunista se enfrentan en un trascendental debate”, *Arauco*, N°26.

Interview de Raúl Silva Henríquez dans *El Mercurio* du 25 août 1963.

Comité central del Partido comunista de Chile (1966), “Carta del Comité Central”, *El Siglo*, 10 de julio de 1966.

Jaime Faivovich (1967), “¿Inquisición en la Izquierda?”, *Punto Final*, N°20, enero de 1967.

Clodomiro Almeyda (1967), “Dejar a un lado el ilusionismo militar”, *Punto Final*, N°42, noviembre 1967.

*El Mercurio*, « Editorial », 08/12/68.

### 5.3.3 Après l'Unité Populaire

“El nacimiento de la Unidad Popular”, *La Insignia*, septiembre 2003, disponible sur : [http://www.lainsignia.org/2003/septiembre/ibe\\_023.htm](http://www.lainsignia.org/2003/septiembre/ibe_023.htm) (consulté le 9 octobre 2007).

Kalfon Pierre (2003), « Soirs d'euphorie, matins de tristesse » in <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/09/KALFON/10516> (consulté le 01/12/06).

Gaudichaud Franck (2007), « L'unité populaire par ceux qui l'ont faite » in [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr) (consulté le 27/10/2007).

“Los comunistas chilenos recuperan Horizonte”, *El País*, 27 février 2008

Cautivo Dolores (2008), « Horizonte: de Recabarren a Neruda », *El Siglo*, 6 mars 2008.

Flores S. Horacio, “Museo de La Memoria y ocultamiento de la realidad histórica chilena”, *El Nortero*, 29 mars 2010, disponible sur: <http://www.elnortero.cl/admin/render/noticia/22630> (consulté le 18 octobre 2013).

“Cuatro juicios políticos a “Los archivos del cardenal”, *La Segunda*, 22 de julio de 2011, disponible sur: <http://www.lasegunda.com/Noticias/Impreso/2011/07/665828/Cuatro-juicios-politicos-a-Los-archivos-del-cardenal> (consulté le 18 octobre 2013).

[http://www.elmercurio.com/blogs/2012/06/22/4570/museo\\_de\\_la\\_memoria\\_1.aspx](http://www.elmercurio.com/blogs/2012/06/22/4570/museo_de_la_memoria_1.aspx) (consulté le 18 octobre 2013).

Faride Zerán, “Premio Nacional de Periodismo denuncia grave censura del Museo de la Memoria, Jueves 7 de marzo 2013, disponible sur <http://radio.uchile.cl/2013/03/07/grave-censura-del-museo-de-la-memoria> (consulté le 7 mars 2013).

Ambiado Constanza (2013), “Violencia y ejercicios de memoria”, *Revista Ruffián*, Año 3, septiembre-octubre 2013.

González Rodríguez Gustavo (2013), « Mamo Contreras » y la TV: Escribir derecho con líneas torcidas”, CIPER Chile, 10 de octubre de 2013, disponible sur <http://ciperchile.cl/2013/10/10/%E2%80%9Cmamo%E2%80%9D-contreras-y-la-tv-escribir-derecho-con-lineas-torcidas/> (consulté le 11 octobre 2013).

“Escalona pide perdón por ‘ser parte de la polarización’ en los años previos al golpe de Estad” [en línea] <http://www.latercera.com/noticia/politica/2013/09/674-540856-9-escalona-pide-perdon-por-ser-parte-de-la-polarizacion-en-los-anos-previos-al.shtml>

Agustín Squella, « Museo de la Memoria », 15 de enero de 2014, <http://www.elmercurio.com/blogs/2014/01/15/18665/Museo-de-la-Memoria.aspx> (consulté le 22 janvier 2014).

Cossio Hecor (2014), “Chile en llamas”: La serie que muestra la censura nuestra de cada día, en dictadura y democracia”, *El Mostrador*, “Cultura”, 15 de octubre de 2014, disponible sur <http://www.elmostrador.cl/cultura/2014/10/15/chile-en-llamas-la-serie-que-muestra-la-censura-nuestra-de-cada-dia-en-dictadura-y-democracia/> (consulté le 15 octobre 2014).

Skoknic Francisca (2008), “La vida al límite de Darío Sainte-Marie, creador de Clarín”, mis en ligne le 30 avril 2008, disponible sur <http://ciperchile.cl/2008/04/30/la-vida-al-limite-del-creador-de-clarin/> (consulté le 3 mai 2008).

“Bachelet lidera acto opositor para conmemorar el golpe: “Este ejercicio no es autocomplaciente ni victimizante, es para conocer la verdad”, *La Tercera*, 9 de septiembre de 2013, disponible sur <http://www.latercera.com/noticia/politica/2013/09/674-541785-9-bachelet-lidera-acto-opositor-para-conmemorar-el-golpe-este-ejercicio-no-es.shtml> (consulté le 9 septembre 2013).

“Día del periodista”, <http://www.diarioviregion.cl/noticias/467-dia-del-periodista>.

“Larraín (RN) critica en La Moneda serie de TVN “Los archivos del Cardenal”, 13 de julio de 2011, disponible sur: <http://www.elmostrador.cl/pais/2011/07/13/larrain-rn-critica-en-la-moneda-serie-de-tvn-los-archivos-del-cardenal/> (consulté le 18 octobre 2013).

J.B.A., “Día del periodista”, *El Diario de VI Región*, 09/07/2010, <http://www.diarioviregion.cl/noticias/467-dia-del-periodista> (consulté le 10 juillet 2010).

#### 5.4. Manuels utilisés dans les écoles de journalisme chiliennes

Amster Mauricio (1966), *Técnica Gráfica: Evolución, procedimientos y aplicaciones*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria (1era ed.: 1954), disponible sur <http://www.memoriachilena.cl/602/w3-article-80175.html> (consulté le 26 janvier 2014).

Amster Mauricio (1969), *Normas de composición : Guía para autores, editores y tipógrafos*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria, disponible sur <http://www.memoriachilena.cl/602/w3-article-10135.html> (consulté le 12 janvier 2014).

Dovifat Emil (1959), *Periodismo, tomo I*, México : UTEHA (Unión Tipográfica), Editorial Hispano-América.



Cortéz Ponce Ramón (2003), *Introducción al periodismo*, Santiago de Chile: LOM Ed. (1<sup>era</sup> ed.: Ediciones Universitaria, 1962)

Santibáñez Abraham (1974), *Periodismo interpretativo*, Santiago de Chile: Editorial Andrés Bello.

Rozas Ortúzar Eliana (Ed.), *Estilo Periodístico*, Santiago de Chile: PUC, Colección “Actualidad e Información”.

### 5.5. Rapports institutionnels

Tironi Eugenio (1994), “Comunicación y Cultura. La Nueva Alianza”, in *La Cultura Chilena en Transición*, número especial de la *Revista Cultura*, Secretaría de Comunicación y Cultura, Ministerio Secretaría General de Gobierno, enero 1994, Santiago de Chile.

« Rapport Church sur l'action secrète au Chili 1963-1973 », Washington : 1976.

Raúl Rettig (1991), “Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Gobierno de Chile”, creado por el Decreto Supremo N° 355 de 25 de abril de 1990, entregado el 8 de febrero de 1991, 3 tomos.

Commission sur la prison politique et les tortures (2004), *Rapport*, présidé par Mgr Sergio Valech.

### 5.6. Programmes politiques

“Pacto de la Unidad Popular”, signé le 26 décembre 1969, par Luis Corvalán L. (Secrétaire général du PC), Aniceto Rodriguez (Secrétaire général du PS), Carlos Morales A. (président du PR), Esteban Leyton (Secrétaire général du PSD), Jaime Gazmuri (Secrétaire général du MAPU), Alfonso David Lebón (Secrétaire général de l'API) et Lautaro Ojeda (Secrétaire de l'Unité populaire). Ce document retranscrit intégralement est accessible en ligne : [http://www.archivochile.com/S\\_Allende\\_UP/doc\\_de\\_UP/SAdocup0001.pdf](http://www.archivochile.com/S_Allende_UP/doc_de_UP/SAdocup0001.pdf).

Comando Nacional de la candidatura presidencial de Salvador Allende (1970), “Programa básico de gobierno de la Unidad Popular”, Santiago de Chile, 1era edición disponible sur : [http://www.salvador-allende.cl/Unidad\\_Popular/Programa%20de%20la%20UP.pdf](http://www.salvador-allende.cl/Unidad_Popular/Programa%20de%20la%20UP.pdf) (consulté le 2 octobre 2008).

### 5.7. Sur les formations universitaires au journalisme

Decreto universitario N°1 823, 14 de junio de 1954.

Decreto universitario N°2 234, 8 de abril de 1959.

Decreto universitario N°3 454, 16 de mayo de 1961.

Decreto universitario N°7 302 del 14 de diciembre de 1962

Decreto universitario N°1 823, 14 de junio de 1954

Decreto universitario n°1 823, 14 de junio de 1954.

Discours d'inauguration des nouveaux bâtiments de l'Ecole de journalisme de l'Université du Chili, prononcé le 30 octobre 1956 par Santiago del Campo.

Consejo de la Universidad de Chile (1960), “Declaración respecto a la televisión comercial”

Consejo de Rectores (1965), *Guía Informativa de las Universidades Chilenas (Estudios que ofrecen, requisitos y títulos)*, Santiago de Chile: Centro Nacional de Información y Documentación.

Santibáñez Abraham (1974), *Periodismo interpretativo. Los secretos de la formula Time*, Santiago de Chile: Editorial Andrés Bello.

Ramírez Capello Enrique (1988), “Capítulo 4. “De tierra soy y con palabras canto...” in Rozas Ortúzar Eliana (Ed.), *Estilo Periodístico*, Santiago de Chile: PUC, Colección “Actualidad e Información”.

Cabrera Alejandro (1994), *Los Vencedores del sol: reportaje a creadores de y protagonistas de los primeros dieciséis años de vida de la primera Escuela Universitaria de Periodismo de Chile 1953-1968*, Madrid : Pays Ltda.

Jiménez Doris (1996), “Escuela de periodismo de la Universidad de Chile: fulgor y muerte de una quimera”, in Ernesto Carmona, *Morir es la noticia*, Santiago de Chile: Ernesto Carmona Ed, disponible sur: <http://www.derechos.org/nizkor/chile/libros/reporter/cap103.html> (consulté le 12 octobre 2008).

González Gustavo (2006), “Condolencias del ICEI en exequias del profesor Cabrera”, 2 de abril de 2006, <http://www.periodismo.uchile.cl/noticias/2006/condolencias.html> (consulté le 9 novembre 2013).

Balra Lidia (2013), “Discurso en la ocasión de los sesenta años de la Escuela de Periodismo de la Universidad de Chile”, 24 de abril de 2013, 6p.

### 5.8. Textes universitaires traités comme des sources (1968-1973)

Chonchol Jacques (1969), “Qué es el CEREN?”, *Cuadernos de la Realidad Nacional*, n°1, Universidad Católica de Santiago, Septiembre 1969.

Catalán Elmo (1970), *La Propaganda: Instrumento de presión política*, Santiago de Chile: Universidad de Chile, Escuela de periodismo, (1ère édition: 1967).

Mattelart Armand & Garretón Manuel Antonio (1965), *Integración Nacional y Marginalidad*, Santiago de Chile: Editorial del Pacífico.

Mattelart Armand (1970), “Estructuras del poder informativo y dependencia”, in Mattelart Armand, Michèle Mattelart & Mabel Piccini, “Los medios de comunicación de masa. La ideología de la prensa liberal en Chile”, *Cuadernos de la realidad nacional*, n°3, marzo de 1970, Pontificia Universidad Católica de Santiago de Chile.

Mattelart Armand, Castillo Carmen & Castillo Leonardo (1970), *La ideología de la dominación en una sociedad dependiente*, Buenos Aires: Signos.

Mattelart Armand, Mattelart Michèle & Piccini Mabel (1970), “Los medios de comunicación de masa. La ideología de la prensa liberal en Chile”, *Cuadernos de la realidad nacional*, n°3, marzo de 1970, Pontificia Universidad Católica de Santiago de Chile.

Mattelart Michèle (1970), “El nivel mítico de la prensa pseudo-amorosa”, *Cuadernos de la Realidad Nacional*, n°3, marzo de 1970.

Mattelart Armand (1970), “Estructuras del poder informativo y dependencia”, in Mattelart Armand, Mattelart Michèle & Piccini Mabel, “Los medios de comunicación de masas. La ideología de la prensa liberal en Chile”, *Cuadernos de la Realidad Nacional*, n°3, marzo de 1970, número especial, Universidad Católica de Chile, Centro de Estudios de la Realidad Nacional, Santiago de Chile, pp.35-73.

Mattelart Michèle (1970), “El conformismo revoltoso de la nueva canción chilena”, in Mattelart Armand, Mattelart Michèle & Piccini Mabel (1970), “Los medios de comunicación de masa. La

ideología de la prensa liberal en Chile”, *Cuadernos de la realidad nacional*, n°3, marzo de 1970, Pontificia Universidad Católica de Santiago de Chile.

Mattelart Armand (1971a), “La prensa de izquierda y el poder popular”, *Punto Final*, 13 de abril 1971.

Mattelart Armand (1971b), “Lucha de clases, cultura socialista y medios de comunicación masivos”, *Cuadernos de la realidad nacional (CEREN)*, n°7, junio 1971

Mattelart Armand (1971c), “¿Hacia una cultura de la movilización?”, *Cuadernos de Realidad Nacional (CEREN)*, n°10, diciembre de 1971, pp. 49-98.

Mattelart Armand, Biedma Pedro & Funes Santiago (1971), *Comunicación masiva y renovación socialista*, Santiago de Chile: Ediciones PLA.

Moulian Tomás & Wormald Guillermo (1971), “Algunos problemas teóricos de la transición al socialismo en Chile” in *Cuadernos de la realidad nacional*, n°10, especial, diciembre 1971.

Castells Manuel (1972), “La lucha política de clases y la democracia burguesa”, Documento de trabajo N°60 del CIDU, Universidad de Chile.

Dorfman Ariel & Mattelart Armand (1972), *Para leer el Pato Donald*, Valparaíso: Ediciones Universitarias de Valparaíso.

MacHale Tomás (1972), *El Frente de la Libertad de Expresión (1970-1972)*, Santiago de Chile: Ediciones Portada.

Mattelart Armand & Mattelart Michèle (1972), “Ruptura y continuidad en la comunicación: puntos para una polémica”, *Cuadernos de Realidad Nacional (CEREN)*, n°12, abril de 1972, pp. 100-144.

Mattelart Armand, Mattelart Michèle & Piccini Mabel (1972), “¿La Prensa Burguesa, no será más que un tigre de papel? Los medios de comunicación de oposición durante la crisis de octubre de 1972”, *Cuadernos de la Realidad Nacional (CEREN)*, n°16, abril de 1973, pp. 250-262.

*Cuadernos de la Realidad Nacional*, n°16, Universidad Católica, Santiago de Chile, abril de 1973.

“Programa docente del CEREN, primer semestre de 1973” et “Catalogo de publicaciones”, in *Cuadernos de la Realidad Nacional*, n°16, Universidad Católica, Santiago de Chile, abril de 1973, pp. 285-291.

Mattelart Armand (1974), *Mass media, idéologies et mouvement révolutionnaire. Chili 1970-1973*, Paris : Editions Anthropos.

Varios Autores (1970), *Primer Festival y Seminario de Televisión Latinoamericana*, Escuela de Artes de la Comunicación, Universidad Católica de Chile, Santiago de Chile, pp. 13-14.

#### Côtes de revues universitaires consultés à la BNC:

Cuadernos del CEREN => 12:(324-1)

Revista de la UTE => 12:(131-13)

## 5.9. Témoignages écrits de journalistes

Ricardo Donoso, *Veinte Años de la Historia del Mercurio*, Santiago de Chile: Ed. Lord-Cochrane

Cabrera Ferrada Alejandro (1994), *Vendedores de sol: reportaje a creadores y protagonistas de los primeros dieciséis años de vida de la primera Escuela Universitaria de Periodismo de Chile 1953-1968*, Santiago de Chile: Pays Ltda.

Carmona Ernesto [ed.], *Morir es la noticia*, Santiago de Chile, disponible sur : <http://www.derechos.org/nizkor/chile/libros/reporter/>

Colegio de periodistas de Chile, *Las Batallas por la Libertad de Expresión (1979-1986). Conmemoración del 30º Aniversario del Colegio de Periodistas de Chile*, Santiago de Chile: CEDAL, CENECA, CNC, ECO, ICECOOP, ILET.

Navarro Ceardi Arturo (2013), “La prensa chilena en termino de Cólera”, 05 de noviembre 2013, blog <http://arturo-navarro.blogspot.fr/2013/11/la-prensa-chilena-en-tiempos-de-colera.html> (consulté le 6 novembre 2013).

Sanhueza Suárez Gabriel (2012), “Surazo”, un viento de dignidad”, *Tintapensante. Reflexiones breves desde Chile, para hacer reír a pensar en mis amigos o conocidos*, 18 octobre 2012, disponible sur : <http://tintapensante.blogspot.fr/2012/10/surazo-un-viento-de-dignidad.html> (consulté le 25 janvier 2013).

Valdebenito Alfonso (éd.) (1956), *Historia del Periodismo Chileno (1812-1955)*, Santiago de Chile: Círculo de Periodistas de Santiago de Chile, 2ª edición.

## 5.10. Témoignages écrits sur l'Unité populaire et Allende

Acquaviva Antoine, Fournial Georges, Gilhodès Pierre & Marcelin Jean (1971), *Chili de l'Unité populaire*, Paris : Notre temps, Editions sociales.

Altamirano Carlos (1977), *Dialéctica de una derrota*, México: Siglo XXI.

Corvalán Lepe Luis (1997), *De lo vivido y lo peleado. Memorias*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, Colección Sin Norte.

Carrasco Eduardo (2013), « Los Años de la Unidad Popular », disponible sur <http://www.cancioneros.com/co/3802/2/los-anos-de-la-unidad-popular-por-eduardo-carrasco> (consulté le 2 juin 2014).

Corvalán Lepe Luis (1971), *Camino de victoria*, Santiago de Chile: Horizonte.

Corvalán Lepe Luis (2000), *Los partidos y el Golpe del 11 de septiembre: contribución al estudio del contexto histórico*, Santiago de Chile: CESOC.

Garcés Joan (1971), *1970. La pugna política por la presidencial en Chile*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria.

Jorquera Carlos (1990), *El Chicho Allende*, Santiago de Chile: Ediciones BAT.

Kalfon Pierre, « L'opposition chilienne semble chercher un affrontement avec le président Allende », *Le Monde*, 04 décembre 1971.

Millas Correa Orlando (1993), *Memorias*, Santiago de Chile: CESOC.

Millas Hernán (2005), *La Sagrada Familia*, Santiago de Chile : Editorial Planeta.

Puccio Osvaldo (1985), *Un cuarto de siglo con Allende. Recuerdos de sus secretario privado Osvaldo Puccio G.*, Santiago de Chile: Editorial Emisión.

Seoane Juan (2009), *Los viejos robles mueren de pie. Relato autobiográfico de un policía leal*, Santiago de Chile: Editorial Universidad Bolivariana, Colección Escritos Testimoniales.

Suárez Bastidas Jaime (2008), *Allende, visión de un militante*, Santiago de Chile: Ochoymedia.

Timossi Jorge (1974), *Grandes. Alamedas. El combate del Presidente Allende*, La Habana: Ed. Ciencias sociales, p.63.

### **5.11. Les images en mouvements: films, documentaires et autres sources non écrites**

Mattelart Armand & Marker Chris (1975), *La Spirale*, Paris : Galatée Films, 155 min.

Agüero Ignacio & Villagrán Fernando (novembre 2008), *El Diario de Agustín*, Santiago de Chile : Digital / 35mm, 80 min.

Andrés Wood (2004), *Machuca*, Ocean Films, Chile, Espagne, Grande-Bretagne, 120 minutes.

Inti-Ilumani (composé par Víctor Contreras et Horacio Salinas). Inti-Ilumani, John Williams & Paco Peña (1987), « La Ciudad » in *Fragments of A Sueño*, London: CBS Masterworks / CBS Records, 4'17. Pour plus d'information sur l'album, voir [www.nuevacancion.net/inti/](http://www.nuevacancion.net/inti/) (consulté le 12 décembre 2013).

Jara Victor (1971), « Ni chicha ni limonada », *El Derecho de Vivir en Paz*, Santiago de Chile: DICAP.

Patricio Guzmán (1974), *La Batalla de Chile (1972-1979)*, 3 partes, 272 minutos, « Parte 1 : La Insurrección de la Burguesía ».

### **5.12. Sites internet**

[www.casosvicaria.udp.cl/](http://www.casosvicaria.udp.cl/)

<http://www.comunicacionymedios.uchile.cl/>.

<http://www.cpr.org.ar/audio/ddhh/milsonidosdelgolpe.mp3>

[http://www.memoriachilena.cl/temas/index.asp?id\\_ut=guillermoblanco%281926-%29](http://www.memoriachilena.cl/temas/index.asp?id_ut=guillermoblanco%281926-%29) (consulté le 12 juillet 2011).

<http://www.periodismo.uchile.cl/noticias/2003/50periodismo.html>

<http://www.periodismo.uchile.cl/noticias/2003/cortezponce.html> (consulté le 18 juin 2009).

<http://www.circulodeperiodistas.cl/100.htm> (consulté le 21 octobre 2013)

<http://www.colegiodeperiodistas.cl/index.php/consejo-nacional/noticia-18> (consulté le 12 octobre 2013).

<http://www.anp.cl/quienes-somos/que-es-anp> (consultée le 10 octobre 2013).

### **5.13. Autres**

Anuario Ejecutivo de Sociedades Anónimas, Bancos, Compañías de Seguros y Corredores de la Bolsa de Santiago, Santiago de Chile: Editorial del Pacífico, 1963.

## TABLE DES DOCUMENTS

### Table des encadrés

Encadré n° 1.1 : La loi n°16.643/Décret 1212 sur les abus de publicité (4 septembre 1967) .....	85
Encadré n° 1.2 : <i>Para leer el Pato Donald</i> , un exercice de haute voltige.....	102
Encadré n° 1.3 : Le mouvement étudiant de 1967 .....	122
Encadré n° 2.1 : Le parallèle entre l'UP et la crise de décolonisation ou comment « aplanir » l'histoire.....	212
Encadré n° 3.1 : Le journalisme moderne et la massification de la société chilienne .....	273
Encadré n° 4.1 : La pyramide inversée et l'émergence d'un journalisme informatif dans le monde occidental.....	370
Encadré n° 4.2 : L'importation de techniques journalistiques.....	377
Encadré n° 5.1 : Un élément empirique : la carte de journaliste .....	434
Encadré n° 5.2 : Le développement de la technique des sondages au Chili.....	460
Encadré n° 5.3 : La censure durant l'Unité populaire.....	486

### Table des images

Image n° 1.1 : Premier logotype de Canal 8 de Valparaíso dessiné par Óscar Tejada .....	81
Image n° 1.2 : Fonds budgétaires attribués à TVN en 1973.....	91
Image n° 1.3 : Un exemple d'information du rapport Church : les dépenses cachées de la CIA au Chili entre 1963-1973.....	109
Image n° 1.4 : La classification de la concentration des media .....	117
Image n° 1.5 : Représentations associées à la jeunesse dans l'ordre traditionnel diffusé par <i>El Mercurio</i> .....	125
Image n° 1.6 : Plan de relations systématiques autour de l'opposition paradigmatique jeunesse soumise <i>versus</i> jeunesse rebelle dans <i>El Mercurio</i> .....	127
Image n° 2.1 : Groupes économiques et tendances politiques en 1970 chez Tupper.....	163
Image n° 3.1 : Une d' <i>El Siglo</i> (2 octobre 1972) .....	250
Image n° 3.2 : Une de <i>Clarín</i> (21 Mai 1971) .....	252
Image n° 3.3 : La page 3 de <i>Clarín</i> (1 <sup>er</sup> octobre 1972).....	258
Image n° 3.4 : « Inocentadas por Don Inocencio » (21 octobre 1972) .....	260
Image n° 3.5 : La « der » de <i>Clarín</i> (21 octobre 1972) .....	261
Image n° 3.6 : La Une d' <i>El Mercurio</i> (15 juin 1973).....	263
Image n° 3.7 : La une d' <i>El Mercurio</i> (5 septembre 1973) .....	265
Image n° 3.8 : Tract de partisans de l'Unité populaire sur <i>La Papelera</i> (non daté) .....	284
Image n° 3.9 : Les rotatives de la <i>Sociedad Imprenta Horizonte</i> en 1973.....	287
Image n° 3.10 : Un exemple d'une <i>pauta</i> : la page 6 de <i>Clarín</i> (18 octobre 1971) .....	300
Image n° 4.1 : Une de la revue <i>Eva</i> n°1 265 (Mai 1969).....	410
Image n° 5.1 : Les participants à la première réunion du <i>Círculo de periodistas de Santiago de Chile (1907)</i> .....	439
Image n° 5.2 : La Une d' <i>Impacto</i> n°18 (semaine du 8 au 14 juillet 1971) .....	490
Image n° 5.3 : Une et éditorial de l'édition spéciale de revue <i>Impacto</i> .....	491
Image n° 5.4 : La Une du supplément de <i>Punto Final</i> sur « L'Assemblée des journalistes de	

gauche » (mardi 27 avril 1971) .....	502
Image n° 5.5 : La prise de parole de Manuel Cabieses Donoso durant l'inauguration de l'Assemblée des journalistes de gauche (9 avril 1971).....	502
Image n° 5.6 : Salvador Allende s'adresse aux journalistes (9 avril 1971).....	505

## **Table des tableaux**

Tableau n° 3.1 : Comparaison des chemins de fer durant l'Unité populaire .....	270
Tableau n° 4.1 : La formation généraliste dans les écoles de journalisme en 1965 .....	350
Tableau n° 4.2 : Comparaison des différents programmes d'études en journalisme en vigueur en 1965 .....	364

# TABLE DES MATIERES DU PREMIER VOLUME

RESUME DE LA THESE .....	3
REMERCIEMENTS.....	7
SOMMAIRE .....	9
GLOSSAIRE.....	11
PRECISIONS ET INDICATIONS AVANT LA LECTURE .....	16
INTRODUCTION GENERALE .....	18
PREAMBULE INTRODUCTIF : RESONANCES DU COUP D'ÉTAT.....	18
A) DEMYTHIFIER L'UNITE POPULAIRE .....	22
1. LE FILTRE DU COUP D'ÉTAT.....	25
2. L'UNITE POPULAIRE : UNE CRISE INCONTROLABLE .....	28
3. LA CONDAMNATION D'UN RAPPORT TELEOLOGIQUE A L'HISTOIRE .....	31
B) TEMPORALITES HISTORIQUES, TEMPS DE L'ACTUALITE ET JOURNALISME .....	34
1. INSERER L'UNITE POPULAIRE DANS UNE TEMPORALITE PLUS LARGE.....	35
2. L'ACTIVITE JOURNALISTIQUE AU PRISME DU TEMPS DE L'ACTUALITE.....	40
3. L'ETRE JOURNALISTIQUE : PRATIQUES ET IDENTITES.....	46
C) REGARD SUR L'EMPIRIE.....	51
1. LE TRAVAIL SUR ARCHIVES DE PRESSE.....	53
2. LE TRAVAIL PAR ENTRETIENS NON-DIRECTIFS : UNE HISTOIRE ORALE .....	58
3. LES AUTRES TYPES DE DOCUMENTS MOBILISES .....	65
D) ANNONCE DU PLAN.....	68
PARTIE 1 : PROBLEMATISATION(S) DE L'ACTIVITE MEDIATIQUE DURANT L'UNITE POPULAIRE ...	71
CHAPITRE 1 : LE PROBLEME MEDIATIQUE AVANT ET DURANT L'UNITE POPULAIRE (1959-1973)	77
I] NEUTRALISER LES EFFETS DE DEPENDANCE DE L'ACTIVITE MEDIATIQUE .....	77
A) LES REGLES DU JEU TELEVISUEL : EVITER LES INFLUENCES IDEOLOGIQUES, ECONOMIQUES ET EXTERIEURES .....	78
1. LE DEBAT ENTRE INFLUENCES IDEOLOGIQUES ET INFLUENCES EXTERIEURES.....	78
2. LA LOI N°17.377 DE REGULATION DE LA TELEVISION.....	89
B) DES DIAGNOSTICS TOUJOURS PLUS ANCRES DANS LES CONFLITS IDEOLOGIQUES .....	94
1. LA CONVERGENCE ENTRE LES ANALYSTES ET LES ELITES POLITIQUES .....	95
2. L'ACTION COMMUNICATIONNELLE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE : LA PROPAGANDE	106
II] L'OPINION PUBLIQUE ANCREE DANS DES RELATIONS DE DEPENDANCE.....	110
A) LA DEPENDANCE ECONOMIQUE DE LA STRUCTURE DE PROPRIETE DES MOYENS DE COMMUNICATION.....	112
1. UN SYSTEME MEDIATIQUE STRUCTURE PAR LA CONCENTRATION ECONOMIQUE.....	112
2. LA DEPENDANCE ECONOMIQUE DES ENTREPRISES MEDIATIQUES.....	116
B) LES EFFETS IDEOLOGIQUES DE LA DEPENDANCE ECONOMIQUE .....	119



1.	LA PROPAGATION DES REPRESENTATIONS SOCIALES DANS L'OPINION PUBLIQUE....	120
2.	L'ACTION MEDIATIQUE SUR L'OPINION PUBLIQUE : LA PROPAGANDE .....	128
3.	L'OPINION PUBLIQUE DISCIPLINEE .....	132
C)	LA COMMUNICATION ENVISAGEE SOUS L'ANGLE DE LA THEORIE DE LA DEPENDANCE 134	
1.	UNE CRITIQUE DU FONCTIONNALISME MEDIATIQUE .....	135
2.	LA DEPENDANCE, CONDITIONNEMENT DE L'EXPOSITION AUX REPRESENTATIONS SOCIALES.....	139
	CONCLUSION DU CHAPITRE 1 .....	146
CHAPITRE 2 : LE JOURNALISME DURANT L'UNITE POPULAIRE : UNE ANOMALIE HISTORIQUE 149		
I]	LA CARTOGRAPHIE IDEOLOGIQUE ACTUELLE DES MEDIA DURANT L'UP .....	156
A)	UNE BATAILLE MEDIATIQUE RANGEE .....	158
1.	LES TITRES DE PROPRIETE, DETERMINANT IDEOLOGIQUE DES MEDIA .....	158
2.	MEMOIRE D'UN CONFLIT IDEOLOGIQUE .....	164
B)	LA CAPACITE DE DIFFUSION : DE LA PUISSANCE MEDIATIQUE DANS LE CONFLIT IDEOLOGIQUE.....	170
1.	DE LA PUISSANCE DES ARMEES MEDIATIQUES .....	170
2.	L'INFLUENCE MASSIVE DES MEDIA SUR L'OPINION PUBLIQUE.....	174
3.	CARTOGRAPHIE D'UN CONFLIT POLITIQUE .....	176
II]	LES VESTIGES DU FUTUR : MESSAGES MEDIATIQUES ET CRISE POLITIQUE.....	181
A)	LA NOYADE IDEOLOGIQUE DES DIFFERENTS PROFILS MEDIATIQUES.....	183
1.	LE PROFILAGE DES STYLES D'ECRIURE .....	183
2.	LES MEDIATIONS MEDIATIQUES DE LA CULTURE POPULAIRE.....	184
3.	LA PRESSE D'AFFRONTEMENT .....	186
B)	LE REGISTRE IDEOLOGIQUE DES MESSAGES : MANICHEISME, DISQUALIFICATIONS ET INJURES .....	189
C)	DRAMATURGIE DE LA CRISE MEDIATIQUE DE L'UNITE POPULAIRE .....	197
1.	REPRESENTATIONS DE LA PUISSANCE ET COMPETITION MEDIATIQUE.....	197
2.	CRISE, MENACES DE GUERRE CIVILE ET DESTRUCTION DE L'UNITE POLITIQUE .....	201
III]	LA DETTE HISTORIQUE DES JOURNALISTES : RECIT D'UNE ANOMALIE .....	206
A)	L'UNITE POPULAIRE, FICTION SECURISANTE DE LA « TRANSITION DEMOCRATIQUE ».....	207
1.	REPRENDRE LE FIL DE L'EXCEPTION DEMOCRATIQUE.....	207
2.	UNE CRISE IMMINENTE : RECITS HISTORIQUES LINEAIRES.....	211
B)	UN SPECTRE SUR L'ESPACE PUBLIC ACTUEL : LA DETTE JOURNALISTIQUE AU PRESENT 217	
1.	MORALISER LES PRATIQUES MEDIATIQUES ET SECURISER L'ESPACE PUBLIC .....	217
2.	LA DETTE DES JOURNALISTES EN REGARD A L'UNITE POPULAIRE .....	221
	CONCLUSION DU CHAPITRE 2.....	225
	CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE .....	229
PARTIE 2 : ETRE JOURNALISTE AU CHILI DURANT L'UNITE POPULAIRE : NORMALITE ET SINGULARITES .....		
		233

### CHAPITRE 3 : ADMINISTRER L'ACTUALITE DANS L'ARCHITECTURE DES JOURNAUX.

METONYMIE DE LA PRESSE DURANT L'UNITE POPULAIRE.....	241
I] LE QUADRILLAGE PREVISIONNEL DE L'ESPACE DES JOURNAUX.....	249
A) LA SEPARATION DE L'OPINION ET DE L'INFORMATION.....	249
1. LA UNE .....	250
2. LES PAGES D'OPINION.....	254
3. LA « DER ».....	260
B) LE « CHEMIN DE FER » : QUADRILLAGE SPATIAL L'ACTIVITE JOURNALISTIQUE .....	266
1. LE RUBRICAGE DE L'ACTUALITE : ASSIGNATION THEMATIQUE D'UN LIEU DANS L'ESPACE DU JOURNAL.....	267
(A) L'IMAGINAIRE DES CHEMINS DE FER.....	268
(B) L'ORGANISATION DES PAGES.....	273
2. LES CONTRAINTES TECHNOLOGIQUES SUR LA FABRICATION DES JOURNAUX .....	278
(A) LE CONFLIT AUTOUR DE L'APPROVISIONNEMENT EN PAPIER : LA PAPELERA.....	279
(B) LES CONTRAINTES TECHNOLOGIQUES SUR L'ORGANISATION DE L'ESPACE : ROTATIVES ET RYTHMES DE FABRICATION DES JOURNAUX.....	285
(C) LES CONTRAINTES PUBLICITAIRES SUR L'AGENCEMENT DE L'ESPACE DES JOURNAUX.....	290
II] LA NORMATION DES PRATIQUES ARCHITECTURALES DE FABRICATION DES JOURNAUX...294	
A) LE SENS COMMUN JOURNALISTIQUE DURANT L'UNITE POPULAIRE : L'EXEMPLE DES CONFERENCES DE REDACTION .....	296
1. LE JOURNAL SCHEMATISE : UNE PREVISIBILITE FLEXIBLE.....	297
2. L'EMPRISE DU TEMPS, SOURCE DE LEGITIMATION DES INJONCTIONS HIERARCHIQUES 302	
3. DES DECISIONS NATURALISEES .....	306
B) LA NORMATION DES TECHNIQUES DE MISE EN FORME DE L'ACTUALITE.....	309
1. LA MISE EN TITRES.....	310
2. FABRIQUER UN JOURNAL : L'ORGANISATION DU TEMPS DE L'ACTUALITE .....	312
C) L'ARCHITECTURE DU JOURNAL : ORDONNER LES FORMES POUR OBJECTIVER LE TEMPS DE L'ACTUALITE .....	315
1. LA MISE EN VISIBILITE JOURNALISTIQUE DES ACTES DE VERIDICATION .....	315
2. L'ORGANISATION JOURNALISTIQUE DU REGARD.....	319
CONCLUSION DU CHAPITRE 3.....	323
CHAPITRE 4 : DEVENIR JOURNALISTE : LA CONFORMATION AUX PRATIQUES JOURNALISTIQUES DURANT L'UNITE POPULAIRE .....	327
I] L'EMERGENCE DES FORMATIONS UNIVERSITAIRES EN JOURNALISME AU CHILI (1948-1973) 333	
A) ELEVER LE JOURNALISME AU RANG UNIVERSITAIRE.....	334
B) LA REGLEMENTATION DE L'ECOLE DE JOURNALISME DE L'UNIVERSITE DU CHILI .....	342
C) UNE FORMATION INTELLECTUELLE GENERALISTE.....	346
II] LES ENSEIGNEMENTS DE TECHNIQUES JOURNALISTIQUES SYSTEMATISEES (1953-1973) : UNE PEDAGOGIE DE L'ACTUALITE.....	356
A) UN ENSEIGNEMENT AXE SUR L'ECRIURE .....	358
B) LA TECHNIQUE DE « PYRAMIDE INVERSEE » .....	368

C)	L'ENSEIGNEMENT DU JOURNALISME INFORMATIF .....	376
D)	UN ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE DES DIFFERENTS SUPPORTS MEDIATIQUES .....	386
III]	LA SOCIALISATION PAR LES PAIRS : CONFORMER LES PRATIQUES A LA PRAGMATIQUE DE L'ACTUALITE.....	393
A)	LES PREMIERS PAS DE JOURNALISTES : UNE APPROCHE PRAGMATIQUE DE L'ACTIVITE.....	394
1.	LE TRAVAIL JOURNALISTIQUE SOUS LE REGISTRE DE LA VOCATION .....	395
2.	UNE ACTIVITE JOURNALISTIQUE EN PARALLELE DE LA FORMATION UNIVERSITAIRE 400	
B)	UNE FORMATION UNIVERSITAIRE PAR LA PRATIQUE .....	404
1.	UN ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ASSURE PAR LES PAIRS .....	404
2.	LE STAGE DE FIN D'ETUDES .....	407
C)	CORRIGER LES MAUVAISES HABITUDES ET REDRESSER LES MAUVAIS GESTES.....	415
	CONCLUSION DU CHAPITRE 4.....	424
CHAPITRE 5 : LA SECURISATION DU MILIEU JOURNALISTIQUE PAR LE JEU		
	D'INSTITUTIONNALISATION D'UNE COMMUNAUTE DE DESSEINS .....	427
I]	LA SECURISATION DU MILIEU JOURNALISTIQUE : UNE COPRODUCTION DES GREMIOS ET DE L'ETAT SOCIAL CHILIEN .....	433
A)	LES PREMIERS EFFORTS POUR REGLEMENTER LE MILIEU JOURNALISTIQUE : LUTTES INTERNES ET RECONNAISSANCE ETATIQUE.....	437
1.	LE CIRCULO DE LOS PERIODISTAS DE SANTIAGO DE CHILE : UNE MEMOIRE DE L'IDENTITE JOURNALISTIQUE MODERNE.....	437
(A)	UNE IDENTITE SANS FRONTIERES : TERRITOIRES SCRIPTURAUX, BOHEME ET INSTINCT JOURNALISTIQUE .....	438
(B)	LA FORMALISATION DU JOURNALISME .....	442
(C)	LA MEMOIRE CORPORATISTE DE LA MODERNISATION JOURNALISTIQUE .....	444
2.	LE MILIEU JOURNALISTIQUE : UN GROUPEMENT SOCIAL AUTONOME RECONNU PAR L'ETAT CHILIEN.....	446
(A)	LES FRONTIERES JURIDIQUES DE L'ACTIVITE LEGISLATIVE .....	447
(B)	LA PROTECTION SOCIALE DE LA COMMUNAUTE JOURNALISTIQUE .....	448
(C)	SURVEILLER POUR MIEUX REGULER .....	452
B)	LE COLEGIO DE PERIODISTAS DE CHILE : UNE SECURISATION DU MILIEU JOURNALISTIQUE PAR LA POLITIQUE DE SOCIALISATION DE L'ETAT CHILIEN .....	458
1.	LA CREATION DU COLEGIO : LA LOGIQUE DE GOUVERNEMENT DES IDENTITES A PARTIR D'UNE EXPERTISE SECTORIELLE.....	458
2.	LE COLEGIO COMME INSTANCE DE REGULATION D'UNE IDENTITE JOURNALISTIQUE 467	
(A)	LE REDECOUPEMENT DES FRONTIERES DE L'ACTIVITE JOURNALISTIQUE.....	467
(B)	LA SECURISATION DU MILIEU JOURNALISTIQUE .....	470
(C)	LA JURIDICISATION DE LA REGULATION DE LA COMMUNAUTE JOURNALISTIQUE .....	475
II]	LA PERENNITE DE L'ETHOS JOURNALISTIQUE DURANT L'UNITE POPULAIRE .....	480
A)	L'UNITE POPULAIRE ET LE MONDE MEDIATIQUE.....	480
1.	L'ACTIVITE LEGISLATIVE AUTOUR DU STATUT DE JOURNALISTE DURANT L'UNITE POPULAIRE .....	481
2.	UN SEUL CAP: LE RESPECT DES GARANTIES CONSTITUTIONNELLES .....	485

B) LES LUTTES AUTOUR DE L'IDENTITE JOURNALISTIQUE .....	488
1. LE FRONT DE LA LIBERTE D'EXPRESSION .....	489
2. L'OFFENSIVE DES INTELLECTUELS ET JOURNALISTES DE GAUCHE.....	496
3. « L'ASSEMBLEE DES JOURNALISTES DE GAUCHE » : UNE REMISE EN CAUSE DE L'ETHOS JOURNALISTIQUE (9-11 AVRIL 1971).....	499
C) LA MEMOIRE DU JOURNALISME : LES CONTINUITES DE L'ETHOS JOURNALISTIQUE .....	507
1. L'IDENTITE DEMOCRATIQUE DU JOURNALISME .....	507
2. UNE IDENTITE COMME FORME DE RESISTANCE DURANT LA DICTATURE.....	511
CONCLUSION DU CHAPITRE 5.....	517
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE.....	521
CONCLUSION GENERALE .....	525
1. L'INSTITUTIONNALISATION DU JOURNALISME : DES NORMALITES ET SINGULARITES HISTORIQUES.....	527
2. DE CE QUI EMERGE ENTRE 1970 ET 1973 : HORIZONS DU PASSE ET LIGNES DE FUITE 533	
(A) LE JOURNALISME ACTUEL : UN NOUVEAU RAPPORT AU TEMPS DEJA VISIBLE ENTRE 1970 ET 1973 ?.....	534
(B) ACTUALISATION DES FLUX D'INFORMATIONS ET « TRANSITION DEMOCRATIQUE » 537	
(C) L'UNITE POPULAIRE : UNE TRANSITION ENTRE DEUX ORDRES DE GOUVERNEMENT ?.....	542
INDEX.....	545
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE & SOURCES .....	549
TABLE DES DOCUMENTS.....	589
TABLE DES ENCADRES .....	589
TABLE DES IMAGES .....	589
TABLE DES TABLEAUX .....	590
TABLE DES MATIERES DU PREMIER VOLUME.....	591